

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME I : UNE NATION SOUS LES TIRS, DE 2001 À 2006

Sean M. Maloney, Ph. D.



ARMÉE
CANADIENNE



CANADIAN
ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME I : UNE NATION SOUS LES TIRS,
DE 2001 À 2006

Sean M. Maloney, Ph. D.





© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2022. Tous droits réservés.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume I : Une nation sous les tirs, de 2001 à 2006

Publication

IDDN – R-GJ-007-000/JD-002

ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne

IDDN – R-GJ-007-000/JD-002

ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE

Silvia Pecota

TRADUCTION

Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION

Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS

À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

AVANT-PROPOS

La première fois que j'ai rencontré Sean Maloney, Ph. D., j'étais préoccupé. C'était à la fin d'avril 2011, et je ressentais tout le poids de la présence de l'un des plus éminents historiens militaires du Canada à bord de mon véhicule blindé léger (VBL III) pour une visite du district de Panjwai. Ayant suivi des cours d'histoire militaire à l'Université du Nouveau-Brunswick sous la direction des professeurs Charters (Ph. D.), Milner (Ph. D.) et Windsor (Ph. D.) à la fin des années 1990, j'avais lu les travaux de monsieur Maloney sur la contribution du Canada à l'OTAN, le conflit dans les Balkans, le maintien de la paix et la guerre froide. Il était (et est toujours) un personnage plus grand que nature, riche de connaissances qu'il a acquises en concentrant son champ d'études sur le conflit en Afghanistan pendant une certaine période au début des années 2000. J'avais beaucoup d'appréhension lorsque nous avons entrepris notre première visite du champ de bataille ensemble.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je dois admettre que c'est en ayant à l'esprit les milliers de soldats, d'opérateurs des forces spéciales, d'aviateurs et de marins qui ont servi en Afghanistan que je rédige très humblement l'avant-propos de cette trilogie de livres qui porte sur l'intervention de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant la période de combat de 2001 à 2011. En tant que commandant de l'Armée canadienne par intérim, je me dois de vous guider dans ce parcours. À ce titre, je suis reconnaissant d'avoir passé du temps avec monsieur Maloney en Afghanistan et, plus récemment, dans sa maison à Harrowsmith, en Ontario, en novembre 2021. À la lumière de ce qui s'est passé en Afghanistan au cours des mois de juin, de juillet et d'août 2021, nous avons discuté de notre intervention dans ce pays il y a dix ans. La façon dont le pays est tombé aux mains des talibans pèse lourdement sur les vétérans, les familles, les militaires en service actif, les fonctionnaires, les journalistes qui ont couvert le conflit et les historiens. Toutefois, ce qui est le plus pénible dans toute cette situation, c'est qu'une autre génération d'Afghans en a été victime.

Cependant, ces livres n'ont rien à voir avec les récents événements. En lisant ces livres, en parlant à mes coéquipiers et en passant des heures à écouter l'auteur, j'ai pu replacer l'histoire de ces déploiements dans leur contexte. Cette démarche m'a également donné suffisamment de force pour écrire ces quelques lignes qui, je l'espère, vous inciteront à vous lancer dans la lecture de cette histoire en plusieurs volumes sur ce qui a été fait sur le terrain en Afghanistan au cours de ces années. L'historien Sean Maloney y présente un point de vue éclairé et passionné sur les événements. D'abord, parce qu'il était constamment sur place;

il s'est rendu régulièrement dans le théâtre des opérations pendant ces dix années, a parlé aux dirigeants, aux soldats, aux Afghans, et même à l'ennemi. Il connaissait les acteurs, les problèmes et les enjeux. Ensuite, parce que son travail s'appuie sur des entretiens avec toutes les personnes clés et sur une compréhension des rouages de l'histoire. Enfin, parce que cette narration constitue une contribution essentielle à l'ensemble des connaissances sur ce conflit et à notre contribution en tant que pays.

Certaines personnes diront que beaucoup de choses ont déjà été écrites sur le sujet, mais je ne suis pas d'accord. La plupart des ouvrages écrits en anglais sont rédigés selon une perspective américaine ou britannique. Dans notre propre documentation limitée, le point de vue canadien est présenté par des comptes rendus de première main rédigés par des soldats et des officiers qui ont vécu les déploiements, par les événements couverts par des journalistes qui les ont inscrits dans la perspective plus large de la mission en Afghanistan ainsi que par les mots des proches, des familles et des amis des militaires qui ont servi en Afghanistan, qui ont à leur tour ajouté leurs réflexions à la mosaïque de nos pensées et de nos réalisations. Des spécialistes en sciences sociales et des experts en relations internationales ont apporté leur contribution à l'expérience canadienne, mais rien de ce qui a été fait ne ressemble au travail qui a été accompli par Sean Maloney. Cet ouvrage monumental en trois volumes est ce qui se rapproche le plus d'une histoire officielle, mais, comme l'admet l'auteur dans son propre préambule, il ne s'agit pas du « dernier mot sur l'intervention de l'Armée en Afghanistan ». Cet ouvrage constitue actuellement la seule et meilleure tentative de présenter les dix années d'opérations de combat dans une narration précise et chronologique. Il vise à mettre en ordre nos actions en Afghanistan de septembre 2001 à juillet 2011. Il s'agit d'une source à consulter et à prendre en compte lorsque les générations futures étudieront notre contribution. Qui plus est, il fournit une base concrète et un rapprochement éclairé des faits pour les études futures. En revanche, pour un soldat comme moi et des milliers d'autres qui ont servi en Afghanistan et qui portent encore certaines des cicatrices visibles et invisibles de ce service, cet ouvrage fait resurgir de nombreux souvenirs.

Un parcours qui nous oblige à nous poser la question suivante : cela en valait-il la peine? La réponse à cette question est très personnelle. Elle changera en fonction du temps, de l'actualité et d'une personne à l'autre. Ma réponse à l'intention des vétérans et de leurs familles demeure la suivante : oui. Cela en valait la peine, car l'histoire relatée dans ces pages révèle que la situation dans la province de Kandahar était très précaire en 2005-2006 et, pour reprendre les mots d'un ancien commandant de l'Armée, le Lgén Devlin, « nous avons défendu notre position ». Cela en valait la peine, car les provinces où nous avons mené des opérations ont connu des améliorations pendant la durée de la mission de

combat du Canada. Cela en valait la peine parce que, comme tout au long de son histoire, le Canada a prouvé qu'il était un partenaire militaire capable et digne de confiance lorsque l'Alliance de l'OTAN a invoqué l'article 5. Cela en valait la peine, car je suis convaincu que les soldats que nous avons perdus le croiraient. Bien que cette opinion ne soit pas partagée par tous, les récits contenus dans ces pages témoignent du sacrifice, du tribut payé, mais aussi de l'innovation dont ont fait preuve les troupes sur le terrain. Au fil de ces pages, vous voyagerez en Afghanistan : de Kaboul à Kandahar, de Spin Boldak à Maywand, de Panjwai à Arghandab, et au-delà. Nous avons servi là où on avait besoin de nous partout en Afghanistan, que ce soit dans une localité assignée ou ailleurs, en appui à nos partenaires et à nos Alliés. Vous serez obligés de repenser aux pertes que nous avons subies, mais vous apprendrez aussi que nous avons répondu à l'appel, que nous avons fait une différence, et que le pays peut en être fier.

Lorsque je réfléchis à la raison pour laquelle j'étais préoccupé de patrouiller dans Panjwai avec monsieur Maloney à l'arrière de mon VBL III – pendant qu'il me parlait par l'interphone du véhicule – c'est parce que j'étais parfaitement conscient que le groupement tactique de la ROTO 10 marquait le dernier chapitre de ces livres. Nous étions la dernière rotation à participer aux opérations de combat, et nous étions là au tout début de la dernière saison de combat estivale afghane au nom du Canada. Au cours des cinq derniers mois, nous avons travaillé avec acharnement pour inonder notre zone avec la puissance de combat des Afghans et de la coalition, pour repousser l'ennemi hors de notre district et pour lui enlever le matériel et les refuges dont il avait besoin pour mener ses opérations. Forts du succès des rotations précédentes, nous avons finalement bénéficié de forces écrasantes et de la possibilité de nous concentrer sur un seul district. Cette situation nous a donné une chance. Mais comme toujours, l'ennemi avait son mot à dire, et maintenant, j'avais un historien dans mon véhicule. Je savais qu'il avait vu toutes les rotations antérieures, qu'il connaissait certains des défis auxquels les unités précédentes de l'Armée canadienne avaient été confrontées et qu'il était une mine de connaissances pour notre équipe. Il était là, mais nous ne savions pas comment les mois de mai, de juin et de juillet se dérouleraient au moment de terminer ce chapitre de l'histoire militaire canadienne. Si vous ne savez pas la fin de cette histoire, je vous laisserai la lire dans les dernières pages du troisième volume, mais pour l'instant, je vous encourage à vous lancer dans cette expérience. Découvrez par la lecture de ces livres, le travail, les actions, les succès, mais aussi les épreuves et les déchirements d'une génération de soldats canadiens.

Je remercie Sean pour sa passion, son point de vue et sa contribution à la narration de l'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan.

Vigilamus pro te

Je me souviens

Michel-Henri St-Louis, OMM, CSM, MSM, CD

Commandant de l'Armée canadienne par intérim,
et auparavant, commandant du dernier groupement tactique à Panjwai

Le 17 décembre 2021,
à Kingston, en Ontario

REMERCIEMENTS

En 2007, le lieutenant-général (Lgén) Andrew Leslie, chef d'état-major de l'Armée de terre, m'a demandé de m'assurer que les données sur l'Armée en Afghanistan soient colligées, et qu'à partir de celles-là un document historique soit rédigé et publié. Comme je m'étais déjà rendu en Afghanistan à plusieurs reprises dans le cadre de diverses activités canadiennes, et que j'étais connu pour vouloir saisir la complexité de la scène afghane avec intérêt et dévouement, j'ai été réaffecté, moi qui étais en poste au Collège militaire royal, à l'organisation du Chef d'état-major de l'Armée de terre, afin de m'occuper de la tâche qui m'était demandée. Ainsi, le projet n'aurait pu exister sans la vision du Lgén Lesley. Au départ de ce dernier, c'est le Lgén Peter Devlin qui a repris le flambeau. Après une période de délai imposé, le général (Gén) Jon Vance, chef d'état-major de la défense, ainsi que le lieutenant-général (Lgén) Wayne Eyre, commandant de l'Armée canadienne ont confirmé que le projet allait se poursuivre jusqu'à sa conclusion. Je voudrais remercier ces personnes d'avoir manifesté la volonté qu'il fallait et d'avoir fourni le leadership et les ressources nécessaires.

La nature de ladite histoire, de même que l'envergure du projet, qui augmentait avec le temps, ont fait en sorte que j'ai eu besoin d'un assistant, que j'ai trouvé en la personne du capitaine (Capt) Marta Rzechowka. Cette dernière, qui a su se montrer résiliente, efficace, extrêmement motivée et – plus important encore – fidèle au cours des années, mérite toute ma gratitude. Le major-général (Mgén) Derek Macaulay et le lieutenant-colonel (Lcol) Douglas McNair méritent également ma très grande reconnaissance : ne fut-ce de leur travail, le projet serait encore dans les limbes. Par la même occasion, je tiens à remercier de leur soutien les membres d'état-major de l'Armée de terre, composante qui deviendra plus tard l'Armée canadienne.

Le contexte bureaucratique qui caractérise le travail à Ottawa n'est pas celui dans lequel j'évolue habituellement. Il a ses propres codes, un langage qui lui appartient et des attentes distinctes. Dans certains cas, ces aspects ont nui à la réalisation du projet, du point de vue de l'efficacité et des échéanciers. Je dois beaucoup à nombre de personnes qui ont compris l'importance qu'il y avait à rédiger et à publier l'histoire de l'Armée de terre en Afghanistan, et je dois beaucoup aussi à ceux qui m'ont aidé dans cette campagne parallèle particulière. J'aimerais remercier les personnes suivantes : M. Joel Sokolsky, Ph. D., major-général (Mgén) Alan Howard, brigadier-général (Bgén) David Anderson, Bgén Christian Drouin,

REMERCIEMENTS

Bgénéral Simon Hetherington, Bgénéral Mike Rouleau, colonel (Col) Ian Hope, Col Roger Cotton, Col Mike St Louis, lieutenant-colonel (Lcol) Steve Graham, Lcol Vincent Giroux, Lcol Chris Adams, major (Maj) Chris Comeau, Maj Jim Fitzgerald, Maj Brian Hynes et Maj Steven Moritsugu (grades contemporains).

Au fil des ans, et au cours de plusieurs rotations, j'ai toujours pu compter sur le Maj Quentin Innis pour enrichir les débats passionnés sur la nature de ce qui fut appelé plus tard la « connaissance de la situation blanche ». La vision de Quentin à l'égard de l'Afghanistan (et de la vie) s'inscrit hors des schémas habituels de pensée, et elle est aussi inébranlable que son engagement envers la mission canadienne et les Afghans. De même, je remercie Renata Pistone, Christina Green, Andrew Scyner et Michael Callan de l'Agence canadienne de développement international, ainsi que Chris Alexander, Pam Isfeld, Jennie Chen, Ken Lewis, Barbara Martin, Gavin Buchan et Neil Clegg de l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les critiques que j'adresse ici à leurs organisations d'appartenance respectives ne s'appliquent pas à eux.

Il est facile de tomber dans un problème de perspective quand on rédige un manuscrit aussi détaillé. J'ai demandé à des collègues aux domaines d'expertise variés de lire l'ouvrage et de m'offrir leurs commentaires. Ainsi, le politicologue David Last, Ph. D., du Collège militaire royal du Canada, avait des points de vue politiques et méthodologiques aux antipodes des miens, tout comme ceux apportés par Michael Whitby, rédacteur chevronné de l'histoire officielle de la Marine royale du Canada au sein de la Direction — Histoire et patrimoine et par le Maj Sean Wyatt, officier cultivé et très expérimenté. De plus, pour terminer, j'ai pu compter sur M. Kim Nossal, Ph. D., de la School of Policy Studies de l'Université Queen's, qui a offert ses opinions empreintes de sa grande expérience. Leurs observations et arguments m'ont été extrêmement précieux.

Dans le même ordre d'idées, il y a eu l'examen de la sécurité opérationnelle mené par le Maj Gordon Ohlke, avec l'accord du chef du renseignement de la Défense. L'expérience du Maj Ohlke comme officier du renseignement qui travaille en Afghanistan et qui s'intéresse à ce pays s'est révélée particulièrement précieuse, et ce, à maintes occasions.

Au fil des ans, j'ai également eu la chance de recevoir les sages conseils du dénommé Les Grau, du Foreign Military Studies Office de Fort Leavenworth. Vétéran de la guerre du Vietnam et de la bureaucratie de l'United States Army [Forces terrestres des États-Unis], Les Grau est le plus éminent spécialiste sur l'Afghanistan de cette organisation. De plus, il comprend d'instinct les dimensions humaines de la guerre de contre-insurrection, dimensions que j'ai souvent évoquées.

REMERCIEMENTS

Entre 2003 et 2014, je me suis rendu à maintes reprises en Afghanistan pour observer le déroulement des opérations et prodiguer des conseils. Le fait d'avoir vu de près le déroulement des opérations et d'y avoir participé a constitué un apport inestimable à ce document d'histoire. Au début, les représentants des principaux organismes parrains, soit les majors-généraux de l'époque, Michel Maisonneuve (de la Direction générale — Planification stratégique) et Andrew Leslie (vice-chef d'état-major de la défense par intérim et sous-chef d'état-major de la défense) avaient compris l'utilité de mon analyse des événements qui se déroulaient en Afghanistan. Une fois que le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada a pu être organisé et devenir fonctionnel, son commandant, le lieutenant-général Michel Gauthier, a approuvé mes visites régulières dans le théâtre, et son état-major écartait les éléments qui tentaient de s'ingérer dans mes déplacements.

Il m'est impossible de remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à comprendre le contexte de l'Afghanistan et les opérations que l'on y mène. Je tiens tout de même à souligner le travail de l'ensemble des officiers subalternes et des soldats que j'ai accompagnés au fil des ans lors de missions de combat tactique. Sur le terrain, je n'ai jamais eu l'impression d'avoir affaire à autre chose qu'à des professionnels exceptionnellement compétents. Compte tenu de la confiance qu'ils m'ont témoignée, j'aimerais tout particulièrement leur rendre service à mon tour en rajoutant de la perspective à leur travail. Ensuite, j'aimerais mentionner que tous les commandants d'unité, commandants adjoints et états-majors ont joué un rôle ou un autre en vue de m'aider à comprendre l'histoire dont il est question. Il n'y a simplement pas assez d'espace ici pour remercier toutes les personnes personnellement, mais je tiens à leur exprimer mon respect et ma profonde gratitude.

J'aimerais également remercier l'état-major canadien du Commandement régional (Sud) de sa contribution au fil des ans, en particulier les personnes suivantes : major-général (Mgén) David Fraser, lieutenant-général (Lgén) Marc Lessard, Lgén Marquis Hainse, Bgén André Corbould, Col Spike Hazleton, Col René Melançon, Col Tim Bishop, Lcol Shane Schreiber, Lcol Harjit Sajjan, Maj Julie Roberge, Capt Darcy Heddon-Chalmers.

Les commandants du QG de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan ont tous contribué au pan de l'histoire que je présente ici. Je remercie le Mgén Tim Grant, le Bgén Guy Laroche, le Mgén Denis Thompson, le Gén Jon Vance et le Mgén Dean Milner. Je dois également préciser que, bien qu'ils soient rarement mentionnés à quelque titre que ce soit, les commandants adjoints du QG de la Force opérationnelle interarmées en l'Afghanistan ont joué un rôle déterminant en m'aidant par divers moyens. Je remercie le Col Christian Juneau, le Col Roch Lacroix, le Bgén Richard Giguère, et plus particulièrement, le Col Jamie Cade pour ses idées au fil des ans.

REMERCIEMENTS

Pendant un certain nombre d'années, j'ai entretenu une relation privilégiée avec l'Équipe de reconstruction provinciale à Kandahar. C'est pourquoi je souhaite remercier le Lgén Steve Bowes, le Col Bob Chamberlain, le Lcol Dana Woodworth, leur état-major, et plus particulièrement, les compagnies de protection de la force présentes au moment des rotations applicables. Au cours des années suivantes, Bill Harris, du Département d'État des États-Unis, a été un interlocuteur dont l'apport a été spécialement précieux. Je m'en voudrais de ne pas remercier tout particulièrement les commandants de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan, notamment le colonel Mike Capstick, le Col Don Dixon, le brigadier-général Serge Labbé et tout leur personnel. Leur accueil et leurs conseils ont été essentiels à la compréhension de la situation dans son ensemble.

Il est tout aussi primordial de saluer les efforts des interprètes avec qui j'ai travaillé pendant ces années. Encore une fois, je ne peux pas tous les nommer, et nous utilisons bien souvent pour les désigner des noms de guerre, pour des raisons de sécurité opérationnelle. Je les remercie donc collectivement, car ils ont joué un rôle important et parfois même déterminant dans ma compréhension du contexte afghan. Le Canada doit beaucoup à chacun d'eux. De la même façon, mes contacts au sein de l'organisation du pouvoir à Kandahar doivent garder l'anonymat, mais leurs points de vue et même leurs tentatives de changer mes perceptions se sont révélés fort utiles.

En plus de remercier tous les commandants canadiens de groupement tactique, compagnie et escadron, je tiens à souligner l'apport de certains de nos alliés : le Col Chris Vernon de la United Kingdom Army; le Col Trey Turner de la United States Air force [Forces aériennes des États-Unis]; le Lcol Dan Hurlbut de la *2-2 Infantry*; le Lcol James Benson du *4-101st Aviation Regiment*; le Lcol Johnny Bourne, en particulier, du *1st Battalion* au sein des Royal Gurkha Rifles de même que le Maj Randy Graddic des Forces terrestres des États-Unis.

Il y a eu un nombre incalculable de membres de la collectivité canadienne et alliée du renseignement et des forces d'opérations spéciales qui ont apporté leur aide année après année. Ils ne peuvent être nommés ici; néanmoins, je les remercie.

Je remercie également le personnel de soutien de la Direction du développement des méthodes de combat de la Force terrestre, qui s'est occupé de notre soutien administratif pendant plusieurs années : Shaunna Lee, la maîtresse de 2^e classe Andria Coward et le Capt Kirby Dickson.

Je m'en voudrais grandement de ne pas remercier infiniment Brian Rogers et Steven Lukits pour leur précieux soutien juridique.

REMERCIEMENTS

Pour conclure, j'aimerais m'adresser au mollah Omar et à ses partisans, ainsi qu'à ceux qui ont aidé l'auteur de l'attentat-suicide à la bombe qui a détruit mon véhicule, blessé deux Canadiens et tué neuf hommes, femmes et enfants afghans le 21 juin 2006. Les atrocités que ses adeptes et lui ont commises ce jour-là m'ont donné la détermination nécessaire pour mener le projet à terme. Nos tentatives fructueuses visant à déjouer leurs visées inhumaines et à aider le peuple afghan sont désormais gravées pour toujours dans notre histoire et dans celle de l'Afghanistan. La mise en œuvre de nos efforts a pu être problématique et les résultats ont pu être inférieurs aux attentes, mais notre cause, elle, était juste. Comme le dit le livre sacré :

« Allah aime ceux qui observent la justice. »

(Sourate Al-Maida, 42)

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	i
Remerciements	v
Liste des figures	xiii
Mot de l'auteur	xvii
Introduction	xxi
Prologue – Une paix interrompue : Dépêches de Kaboul, de 1990 à 1992	1
Chapitre 1 – « Le commencement... » : De septembre à décembre 2001	13
Chapitre 2 – Opération APOLLO, de février à juillet 2002 : Genèse de l'opération	39
Chapitre 3 – Opération ATHENA : Engagement de l'Armée canadienne au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité à Kaboul, de 2002 à 2003	109
Chapitre 4 – Calme mais instable : Opération ATHENA à Kaboul, d'août à décembre 2003	133
Chapitre 5 – De moins en moins calme, mais relativement stable : Opération ATHENA à Kaboul, de janvier 2004 à août 2004	217
Chapitre 6 – Capacités résiduelles : Opération ATHENA à Kaboul, de septembre 2004 à mai 2005	277
Chapitre 7 – Opération ARGUS : Équipe consultative stratégique en Afghanistan, de 2004 à 2006	301
Chapitre 8 – Retour à Kandahar : Nouvel engagement de l'Armée canadienne à l'égard de l'opération ENDURING FREEDOM, de 2003 à 2005	323
Chapitre 9 – Opération ARCHER : Équipe de reconstruction provinciale à Kandahar, de juillet 2005 à janvier 2006	351
Chapitre 10 – L'Odyssée : Force opérationnelle multinationale AEGIS et Force opérationnelle ORION, de janvier à août 2006	395
Chapitre 11 – Opération MEDUSA : D'août 2006 à janvier 2007	485
Conclusion	591
Bibliographie choisie	597
Appendice A – Le Pakistan et l'insurrection en Afghanistan jusqu'en 2006	601

TABLE DES MATIÈRES

Glossaire	611
À propos de l'auteur	627
Index	629

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 : Les piliers de Bonn	30
Figure 2-1 : Installations de formation et de soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan, 2001.....	48
Figure 2-2 : Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar, mars 2002.....	56
Figure 2-3 : Opération APOLLO – Ops dans l'est de l'Afghanistan, printemps 2002	62
Figure 2-4 : Opération HARPOON, Jour un	73
Figure 2-5 : Opération HARPOON, Jour deux.....	77
Figure 2-6 : Opération APOLLO – Op dans le Sud de l'Afghanistan, printemps-été 2002	94
Figure 4-1 : Centre de Kaboul, 2003-2004.....	136
Figure 4-2 : Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul, 2003	139
Figure 4-3 : Zone d'opérations – KMNB, 2003-2004	145
Figure 4-4 : Zones d'opérations de la FIAS, 2003-2004.....	146
Figure 4-5 : Zones d'opérations – Groupe-bataillon canadien, Kaboul Ouest, 2003-2004.....	157
Figure 4-6 : Opérations – Groupe-bataillon canadien, septembre 2003.....	160
Figure 4-7 : Opération POWER PLAY – Disposition des milices afghanes, du 16 au 22 septembre 2003	169
Figure 4-8 : Opération POWER PLAY – Planification de la FIAS, du 16 au 22 septembre 2003	171
Figure 4-9 : Opération GONDOLA – Sites d'entreposage d'armes lourdes, 2003-2004	178
Figure 4-10 : Opérations du Groupe-bataillon canadien, octobre-décembre 2003.....	200
Figure 5-1 : Opération ROME – Plan des points d'entrée dans Kaboul, 2004.....	220
Figure 5-2 : Opération HERMES – Zones d'opérations pour l'inscription des électeurs et la tenue des élections, 2004.....	254
Figure 7-1 : Cadre de gestion des investissements (en anglais seulement)	307
Figure 7-2 : ORM (en anglais seulement)	308
Figure 7-3 : SIDNA.....	320
Figure 8-1 : FIAS de l'OTAN – Expansion de l'étape III (en anglais seulement)	332

LISTE DES FIGURES

Figure 9-1 : Positions de l'ennemi dans la province de Kandahar (estimations), 2005	356
Figure 9-2 : Incidents dans la ville de Kandahar, de septembre à décembre 2005	362
Figure 9-3 : Districts et caractéristiques de la province de Kandahar, 2005	364
Figure 9-4 : ERP – Factions tribales dans la province de Kandahar, selon l'ERP, 2005	382
Figure 9-5 : Détenteurs de pouvoir dans la province de Kandahar, 2005-2006	383
Figure 9-6 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 10 au 18 septembre 2005	387
Figure 9-7 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 19 septembre au 16 octobre 2005	388
Figure 9-8 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 17 octobre au 11 décembre 2005	389
Figure 10-1 : Disposition du Commandement régional Sud, février-août 2006	397
Figure 10-2 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district Nord, mars-juin 2006	414
Figure 10-3 : Opération KATERA – Province d'Helmand, mars-avril 2006	420
Figure 10-4 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district de Zharey, avril-juin 2006	432
Figure 10-5 : Influences tribales – Districts de Zharey et de Panjwayi, 2006	434
Figure 10-6 : Opération TABER KUTEL, 17-21 juin 2006	447
Figure 10-7 : Opération ZAHAR – La bataille de Pashmul, 7-9 juillet 2006	452
Figure 10-8 : Opération AUGUSTUS – Province d'Helmand, du 12 au 17 juillet 2006	459
Figure 10-9 : Opération CAUCHEMAR – Reprendre Garmsir et Nawa, 17-19 juillet	464
Figure 10-10 : La deuxième bataille de Pashmul, 3 août 2006	471
Figure 10-11 : La relation entre le district de Zharey, le district d'Arghandab et la ville de Kandahar	477
Figure 11-1 : ZDA – Modèle conceptuel de disposition des forces de sécurité, de 2006 à 2007	487
Figure 11-2 : ZDA – Disposition des forces de sécurité de la province de Kandahar, 2007	489
Figure 11-3 : Positions de la FO 3-06 dans la province de Kandahar, août 2006	495
Figure 11-4 : La bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006	498
Figure 11-5 : Opération MEDUSA – Concept d'opérations, août 2006	503

LISTE DES FIGURES

Figure 11-6 : Opération MEDUSA – Opérations prévues de la FO 3-06, août 2006	506
Figure 11-7 : Opération MEDUSA, du 3 au 6 septembre 2006	511
Figure 11-8 : La bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 7 septembre 2006	522
Figure 11-9 : Reprise de l'Op MEDUSA, du 7 au 16 septembre 2006	529
Figure 11-10 : Itinéraire SUMMIT – District de Zharey, d'octobre à décembre 2006	544
Figure 11-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, de septembre à décembre 2006	552
Figure 11-12 : Opération BAAZ TSUKA, de novembre 2006 à janvier 2007	567
Figure 11-13 : FO 31 des FOS, plan de consolidation, districts de Zharey et de Panjwayi	568
Figure 11-14 : Op dans les districts de Zharey et de Panjwayi, décembre 2006	572

MOT DE L'AUTEUR

[Traduction]

*Dieu m'envoie en mer une fois de plus, accompagné d'un tel équipage,
quand il en voit la nécessité.*

- Baron Howard d'Effingham.

C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qui est arrivé.

L'ouvrage *L'Armée canadienne en Afghanistan* a été rédigé immédiatement après que les opérations de combat de l'Armée canadienne en Afghanistan aient pris fin, en juillet 2011. La très grande proximité de la présente histoire et des événements qui y sont décrits soulèvera assurément des questions quant à la nature de l'histoire, à la distance objective et à la participation personnelle de l'auteur dans le conflit. En guise de réponse, je soutiens que l'histoire sera toujours une cible mouvante soumise à l'effet Rashomon. Je soutiens également que les événements et décisions donneront toujours lieu à des interprétations et réinterprétations idéologiques, compte tenu des pressions politiques contemporaines et d'autres facteurs, dont beaucoup sont personnels.

Il existe différents types d'histoire. Je n'en présente ici qu'un seul. Une vue d'ensemble ne permet malheureusement pas d'aborder tous les aspects d'un conflit. Pour tous les aborder, une variété de documents est requise, comme des mémoires, récits tactiques et antécédents techniques et organisationnels. *L'Armée canadienne en Afghanistan* ne se veut pas non plus le fin mot de l'histoire sur la participation de l'Armée de terre en Afghanistan. Forcément, certains éléments ont dû être abrégés en raison des contraintes d'espace, de temps et de lisibilité. Au vu de la nature du conflit et du caractère secret ou technique de plusieurs réussites canadiennes, et au vu de plusieurs idées fausses qui subsistent dans l'opinion publique, il est devenu primordial de dresser une chronologie exacte des événements et d'écrire un premier récit pour rendre compte de ce qui s'est passé en nous fondant sur ce que nous savons à ce jour.

La présente description des événements survenus entre 2001 et 2011 sera remise en cause, et je n'en attends rien de moins de la part des successeurs. Je m'attends aussi sincèrement à ce qu'ils produisent d'autres travaux, le temps venu, à la lumière de meilleurs renseignements peut-être, ou par le biais d'une nouvelle lorgnette. Il fallait toutefois une personne pour amorcer la démarche afin de pouvoir en apprendre grâce aux expériences vécues par l'Armée

canadienne. Le dialogue et les débats entourant la matière dans les présents volumes d'histoire doivent se poursuivre. La participation de l'Armée canadienne au conflit comporte bien des nuances qu'il ne faudrait pas perdre au fil du temps, ou encore, dans notre désir d'aller trop vite. Nous, les Canadiens, pourrions en apprendre beaucoup, mais seulement à la condition de poser un regard honnête et persistant sur l'expérience afghane et à la condition d'analyser nos réussites et échecs de même que les raisons sous-jacentes. C'est la tâche qui m'a été confiée en 2007 par le chef d'état-major de l'Armée de terre, avec l'approbation du chef d'état-major de la Défense.

Un aspect tout aussi important du projet est sa perspective canadienne bien assumée. Jusqu'à maintenant, les écrits existants aux États-Unis et dans le Royaume-Uni sur la guerre en Afghanistan rayent pratiquement le Canada de la carte historique. Pire, les échecs étasuniens ou britanniques sont maintenant considérés comme étant aussi des échecs canadiens. Lorsque le Canada ou l'Armée canadienne sont mentionnés, soit c'est superficiel, soit le ton est dénigrant, ou encore, les deux. Dans l'ensemble, la documentation étrangère ne reconnaît pas du tout les soldats canadiens à leur juste valeur. Compte tenu de ce que nous avons accompli et sacrifié pendant le conflit, une telle situation est inadmissible, quoique prévisible — c'est loin d'être un phénomène nouveau. Or, en tant que nation adulte, nous devons assumer la responsabilité de notre propre histoire. Nous devons cesser de nous fonder sur ce que les autres pensent, ressentent ou croient pour définir ce que nous les Canadiens devrions penser, ressentir ou croire. Ceux qui m'ont demandé de réaliser le présent projet comprenaient le problème.

Pour produire *L'Armée canadienne en Afghanistan*, j'ai eu la chance de pouvoir consulter un large éventail de sources primaires, d'accéder à l'espace de combat pendant le déroulement des opérations et aussi de consulter les participants pendant les opérations et après ces dernières. En fait, plus de 95 p. 100 du texte des deux volumes est fondé sur des sources primaires. Je me permets de citer la préface de *«Six années de guerre»*, de Charles Stacey :

Plusieurs de ces documents restent dans les archives secrètes et les citations qu'on en fait ne permettent pas nécessairement de conclure qu'ils sont accessibles au public. Néanmoins, l'auteur a tenu à les citer parce que le récit fondé sur des documents a plus de poids qu'une simple narration, même si toutes les sources ne peuvent être contrôlées. Un grand nombre de ces documents seront d'ailleurs éventuellement livrés à la publication¹.

NOTE

1. C. P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, Volume I : Six années de guerre : l'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957, p. xi [Note de la traduction : cette version française se trouve en ligne à <https://www.canada.ca/content/dam/themes/defence/caf/militaryhistory/dhh/official/livre-1955-armee-ww2-1-fr.pdf>].

Cela dit, l'interprétation des événements tombe sous la responsabilité de l'auteur, et les présents volumes ne reflètent aucunement un point de vue officiel quelconque (je ne le voudrais pas non plus). Qui plus est, ceux qui m'ont demandé d'entreprendre le projet m'avaient demandé de le produire de façon à faire fi, le plus possible, des contraintes institutionnelles. Les frictions ont donc été considérables avec les personnes qui, plus tard, n'allaient pas connaître cette intention. Les volumes adhèrent maintenant au mandat premier.

De plus, j'ai employé un système de symboles de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) grandement modifié et extrêmement simplifié dans les croquis cartographiques, afin qu'il soit compris par un vaste auditoire, étant donné que les systèmes actuels étaient trop fastidieux et auraient pu rebuter le lecteur.

Le projet a été entrepris en toute bonne foi. J'encourage fortement ceux qui ont participé à la guerre en Afghanistan à consigner sur papier leurs expériences et réflexions, surtout si elles viennent enrichir, améliorer, corriger ou même contredire le contenu des présents volumes. L'histoire est et sera toujours un diamant aux multiples facettes. *L'Armée canadienne en Afghanistan* n'en est que l'une d'elles.

INTRODUCTION

La participation de l'Armée canadienne en Afghanistan, après les attentats du 11 septembre 2001, aura été aussi dramatique que lourde de sens sur le plan historique. Le conflit en Afghanistan constituait la première guerre ouverte d'envergure à laquelle le Canada prenait part depuis la guerre de Corée dans les années 1950. C'était également la première campagne de contre-insurrection à long terme entreprise non seulement par l'Armée, mais aussi par le gouvernement du Canada. Les actes de bravoure des Canadiens et des Canadiennes, encore jamais vus ailleurs que dans les livres d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, ont refait surface en abondance. La guerre en Afghanistan a rappelé aux Canadiens que le paradigme du maintien de la paix, qui a dominé si longtemps la vision canadienne du monde, était le reflet d'un âge d'or révolu, voire mythique. Le Canada était désormais aux prises avec un nouveau genre d'ennemi : un ennemi d'envergure internationale, agile et polyvalent. Cet ennemi s'était fixé des objectifs radicaux, apparemment avec l'aval d'une puissance supérieure. En plus de ces visées, il semblait pouvoir recruter des membres à l'infini. Ce nouvel ennemi, d'une certaine manière, n'était pas si différent des despotes contre lesquels nous avons eu maille par le passé. L'ennemi était en effet dirigé par un petit groupe d'hommes résolus à imposer, par la violence, leur vision extrême du monde. Nous, les Canadiens, avons choisi de ne pas adhérer à cette vision puisqu'elle était contraire à notre système de valeurs et à nos intérêts sur le plan international. Étant donné qu'un compromis diplomatique avec ces hommes n'était pas possible, une intervention armée était la seule riposte convenable, vu l'ampleur de ce nouveau défi.

Il y avait 25 Canadiens parmi les quelque 3 000 victimes des attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par Al-Qaïda, une organisation qui se cachait derrière un bouclier fourni par le mouvement taliban en Afghanistan, lequel était soutenu par le Pakistan. Ce mouvement avait conquis et mis sous son joug des régions de l'Afghanistan, puis avait permis l'essor des communications entre les cellules de planification d'Al-Qaïda et l'établissement accru sur le territoire afghan d'installations d'entraînement et de laboratoires biochimiques. Il n'était pas possible de s'adresser à ces entités par la méthode classique des affaires internationales canadiennes. Avec qui pouvions-nous négocier, et que pouvions-nous négocier, étant donné que le régime taliban n'était pas un gouvernement légitime et reconnu? Les Canadiens auraient-ils dû discuter sérieusement du démantèlement de leurs systèmes politiques, religieux et économiques pour satisfaire les exigences de ces commandeurs autoproclamés de la foi d'Allah, comme Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri? Aurions-nous dû céder à leurs menaces pour éviter d'autres pertes de vies? Bien sûr que non... Ces idées étaient aussi absurdes qu'irréalistes.

Il était devenu évident que les États-Uniens allaient prendre l'initiative de la chasse aux auteurs des attentats, puisque leur pays avait été la cible la plus durement touchée et qu'ils disposaient des capacités militaires les plus puissantes. Les spécialistes canadiens des affaires étrangères, dont plusieurs avaient œuvré par le passé à dissocier et à éloigner le Canada des États-Unis, devaient maintenant changer leur fusil d'épaule, car les intérêts canadiens et américains convergeaient vers l'Afghanistan. En revanche, la contribution militaire du Canada devait demeurer distincte et marquante. Ces tensions allaient résonner dans les sphères canadiennes au cours des dix années suivantes, étant donné que la participation de l'Armée canadienne serait établie à Ottawa, tandis que les opérations se dérouleraient sur le terrain.

Pendant les débats sur la question, le niveau de participation était abordé parfois en coulisse, parfois dans les médias. Il était donc facile de perdre de vue les premiers objectifs ainsi que l'intention initiale de l'engagement canadien en Afghanistan. Tout d'abord, il fallait comprendre la menace mondiale étendue que posait Al-Qaïda puis la confronter. Cela supposait de renverser le régime taliban qui protégeait Al-Qaïda puis d'évaluer la portée stratégique d'Al-Qaïda en analysant les indices trouvés dans les ruines de ses centres de formation et de ses laboratoires biochimiques situés en Afghanistan. En principe, les résultats de ces analyses permettraient à la coalition de lancer une riposte à l'échelle mondiale afin de faire obstacle aux divers projets déjà mis en branle par l'organisation terroriste. Al-Qaïda serait affaiblie, contrainte de s'installer ailleurs et de recommencer, mais cette fois, ses activités meurtrières seraient surveillées.

Puis il y avait l'Afghanistan proprement dit. Il fallait empêcher les diverses factions de reprendre les combats entre elles, et pour y parvenir, il fallait mettre en place une forme donnée de gouvernance. Cela allait permettre à la communauté internationale de s'investir dans la reconstruction.

Il fallait protéger les efforts laborieux et graduels de la coalition contre de nouvelles tentatives de l'ancien régime et de ses alliés visant à reprendre leur place en Afghanistan. Parallèlement, il était de la plus haute importance de préserver la réussite stratégique que représentait le retrait du régime taliban, puisqu'elle faisait échos dans la presse internationale dont l'auditoire comptait des millions d'adversaires éventuels. Al-Qaïda tentait de renverser la défaite majeure qu'elle avait subie et par le fait même elle mettait les bouchées doubles pour montrer à son auditoire international qu'au contraire elle obtenait du succès. Al-Qaïda a intensifié ses efforts même si (ou parce que?) elle avait subi une défaite en Irak, elle avait été contrée en Somalie, elle avait été mise au défi aux Philippines et déjouée dans ses tentatives répétées de détournement ou de destruction d'avions de ligne civils autour du globe.

Par comparaison, l'effort de reconstruction déployé par la coalition en Afghanistan reposait sur un ensemble tentant d'objectifs fragiles. Il y avait quantité de mécontents parmi les alliés ennemis potentiels, notamment le mouvement taliban « revitalisé », qui allait pouvoir servir de force interposée dans un tel combat. Le territoire afghan, qui n'était que l'un des fronts de la guerre d'Al-Qaïda, était devenu le seul front pour le nouveau régime taliban et ses alliés afghans et pakistanais.

À mesure que la guerre évoluait, il est devenu évident que la menace pesant sur la reconstruction était multidimensionnelle. Elle ne pouvait plus se résumer à une simple guerre entre les talibans (soutenus par Al-Qaïda) et la coalition. Toutes sortes d'éléments — ce que l'historien David C. Isby appelle « le vortex » — ont dilué la soi-disant pureté idéologique du mouvement taliban du mollah Omar. Les producteurs et transporteurs de stupéfiants, les organisations non gouvernementales islamistes, les éléments islamistes des divers services du renseignement et de la sécurité pakistanais, les bailleurs de fonds, les mafias du camionnage, les djihadistes individuels partout sur la Planète et divers intérêts commerciaux se sont tous joints à la bataille ou en ont tiré profit. Certains de ces éléments ont même chevauché des volets du nouveau gouvernement afghan, ou se sont retrouvés enchevêtrés dans ses activités. Ce qui a commencé par un combat sans nuances entre le bien et le mal s'est transformé en quelque chose de beaucoup plus obscur. La situation a permis à l'Armée canadienne, aux citoyens canadiens et à leurs dirigeants de comprendre comment fonctionne le reste du monde à l'extérieur de l'Amérique du Nord, et de saisir les limites de la vision axée sur le maintien de la paix (la vision supposément traditionnelle du Canada).

Les divers engagements de l'Armée canadienne envers l'Afghanistan sur une dizaine d'années s'inscrivent dans un cadre stratégique particulier. D'aucuns pourront débattre de la façon dont chaque engagement a été réalisé, ou du niveau de continuité observée entre les engagements malgré la présence quasi continue de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant 12 ans. Quoi qu'il en soit, il y a essentiellement eu huit périodes d'engagement distinctes de 2001 à 2014 :

de 2001 à 2002 Le retrait du régime taliban, et les efforts d'exploitation du renseignement stratégique contre Al-Qaïda dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM.

de 2003 à 2004 La stabilisation de Kaboul et la prévention d'une résurgence de la guerre civile grâce au travail de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous l'égide de l'OTAN.

- 2005** Les premiers efforts déployés en vue de cerner les problèmes de la province de Kandahar et d’y apporter de la stabilité.
- 2006** La défense de Kandahar et de ses environs, le fait d’avoir empêché les efforts de la communauté internationale dans la province de Helmand d’être réduits à néant, et l’aide apportée en vue de l’expansion de la FIAS.
- de 2007 à 2009** La perturbation des efforts accrus de l’ennemi dans les voies d’approche vers Kandahar, et la protection des efforts de développement déployés dans la province de Kandahar.
- de 2009 à 2010** L’arrivée de renforts américains et le retrait de la zone de responsabilité canadienne.
- 2011** Le retrait des Forces canadiennes de Kandahar.
- de 2011 à 2014** La participation du Canada à la mission d’entraînement de l’OTAN en Afghanistan.

L’Armée canadienne en Afghanistan suivra la précédente structure. Contrairement à tout autre compte rendu de l’histoire militaire canadienne, celui-ci doit réunir les perspectives stratégiques, opérationnelles et tactiques. Il doit de plus aborder les volets non traditionnels de la guerre contre-insurrectionnelle du XXI^e siècle. La méthode traditionnelle s’appliquant à l’élaboration de documents historiques militaires canadiens consiste à rédiger un ouvrage distinct pour traiter des niveaux opérationnels et tactiques ou pour traiter des niveaux stratégiques et opérationnels. Des livres entiers sont consacrés à des informations tactiques extrêmement précises sur un bataillon ou un régiment donné. Dans un ouvrage sur l’histoire militaire du XX^e siècle, seul le niveau tactique traditionnel aurait été abordé compte tenu de la taille des Forces canadiennes déployées en Afghanistan. Cependant, dans l’histoire militaire du XXI^e siècle, le recours aux forces tactiques de l’Armée canadienne a eu des répercussions importantes aux niveaux opérationnels et stratégiques. De la même façon, de nouveaux types d’unités n’ayant pas d’équivalent dans l’histoire été utilisées, par exemple des unités vouées au renforcement des capacités de forces de sécurité ou vouées à la reconstruction et au développement. Ces unités étaient intégrées et menaient leurs activités de concert avec les unités traditionnelles des armes de combat. Par conséquent, il fallait une nouvelle structure narrative pour ces nouvelles unités.

Compte tenu de tous ces facteurs, il faut adopter une démarche complètement différente pour raconter une histoire donnée sur l'engagement du Canada en Afghanistan. Même si des unités tactiques ont été employées au premier niveau de l'activité militaire, le présent ouvrage ne pourrait pas fournir toutes les informations tactiques extrêmement précises qu'exige l'histoire d'une unité : l'ouvrage doit sélectionner des actions représentatives de l'ensemble ou pertinentes d'une autre façon. De même, à l'autre extrémité du spectre, les machinations et positionnements stratégiques et diplomatiques adoptés par Ottawa, Washington, l'OTAN à Bruxelles, et parfois par d'autres joueurs, ont eu des répercussions sur des événements jusqu'au niveau tactique. Toutefois, si nous entrons trop dans les détails des procédés, nous pourrions perdre le fil du sujet, qui est principalement l'Armée de terre. De façon similaire, la montée hésitante mais progressive de la coopération interministérielle et l'absence de coopération pourraient et devraient faire l'objet de thèses et de mémoires dans l'avenir.

Le présent ouvrage porte sur l'Armée canadienne, et plus particulièrement sur son travail à l'intérieur même de l'Afghanistan. Il ne s'agit pas d'une tentative d'écrire l'histoire des relations interministérielles ni de présenter les points de vue des autres ministères et de l'Armée de terre. On se bornera à dire que la coopération interministérielle a des problèmes pendant le passage des soldats canadiens en Afghanistan, et que toute histoire qui passerait sous silence ces difficultés manquerait un volet important de notre engagement dans ce pays. De même, une telle omission rendrait un bien mauvais service à ceux qui doivent tirer des leçons de ces problèmes pour soutenir les opérations futures.

Notre compréhension de l'ennemi ainsi que des liens qui existent entre les aléas de la guerre en Afghanistan et les motivations et agissements ennemis doivent, pour le moment, demeurer en quelque sorte conjecturaux. Nous ne possédons rien, à l'heure actuelle, qui puisse se comparer aux collections de documents capturées chez les Allemands auxquelles les historiens de la Deuxième Guerre mondiale avaient accès. Nous aurons peut-être un jour quelque chose de semblable entre nos mains, ou peut-être jamais. Nous pouvons nous rendre compte comment les activités des insurgés en sont venues à se manifester et comment elles ont changé au fil du temps. Nous sommes éclairés sur la méthodologie de l'ennemi. Cela dit, le présent ouvrage ne se veut pas un traité équilibré et détaillé sur le mouvement taliban et sur ses alliés, ou sur leurs croyances ou système de valeurs. Il s'agit du récit historique des efforts que l'Armée canadienne a déployés pour combattre l'ennemi, et l'objectif n'est pas de comparer la position canadienne, morale ou autre, à celle des insurgés. D'autres pourront le faire. Le but de cette histoire n'est pas d'ouvrir un débat ou une discussion sur l'équivalence morale, ou de s'adonner à des jeux pédagogiques — d'autres pourront le faire plus tard, une fois qu'un récit et une chronologie sommaires auront été établis. De façon similaire, la présente histoire ne porte pas sur le régime disciplinaire des Forces armées canadiennes

en Afghanistan. Il ne s'agit pas non plus d'un traité juridique, et l'ouvrage ne vise pas à clore les controverses qui ont surgi dans l'espace public pendant la guerre. Il s'agit d'une histoire sur les Canadiens et leurs alliés en Afghanistan, écrite par un historien militaire canadien qui s'est rendu plusieurs fois là-bas pendant la guerre pour observer, consigner et expliquer le travail accompli par l'Armée canadienne.

La guerre menée par le Canada en Afghanistan ne ressemble à aucune autre de son histoire. Les circonstances ont contraint la nation de partir avec une armée qui avait été forgée sur le plan institutionnel pendant la guerre froide (où l'ennemi était clairement identifiable) et qui avait été modifiée dans les années 1990 aux fins d'opérations de stabilisation (où il n'y a en principe aucun ennemi); ces mêmes circonstances ont aussi obligé la nation d'envoyer cette armée combattre un ennemi astucieux, affranchi des paradigmes de guerre traditionnels ou de toute contrainte morale. Le tout s'est joué sous le regard très public de la loupe des médias nationaux et internationaux, lesquels étaient en soit un type d'arme dont la méthodologie était encore inédite. Ajouté à cela, il y avait l'environnement hyperlégalisé où les subtilités de nos propres lois pouvaient être retournées contre nous par des groupes d'intérêt (et même par des individus) dans le but d'entraver l'efficacité du Canada sur le champ de bataille. En même temps, le Canada a subi les effets psychologiques d'une campagne de bombardement à son encontre qui exploitait les engins explosifs improvisés (EEI), campagne destinée à miner la volonté du peuple canadien et de ses dirigeants. Les talibans et leurs alliés avaient un accès tel à la psyché nationale du Canada que Joseph Goebbels, dans les années 1940, n'aurait même jamais osé se l'imaginer. Ce nouvel environnement du renseignement et de l'influence a eu une incidence profonde sur la façon dont l'Armée canadienne a combattu en Afghanistan.

En outre, d'autres aspects de la guerre étaient nouveaux. Le Canada a eu recours à des chars et à des armes jugées mal adaptés à la conduite de la guerre au XXI^e siècle par de nombreux spécialistes militaires et civils. Il y avait des groupes de lutte contre les EEI menant leurs activités au niveau tactique, mais ces groupes généraient des effets stratégiques. L'Équipe de reconstruction provinciale, l'Équipe consultative stratégique – Afghanistan ainsi que les unités inter-organisations n'ont aucun réel équivalent dans l'histoire militaire canadienne, mais elles étaient essentielles au conflit dans les fonctions contre-insurrection et développement. De plus, les équipes d'entraînement intégrées et les équipes de liaison et de mentorat opérationnel avaient tiré quelques rudiments de l'expérience de l'Armée de terre pendant la guerre froide, mais travailler et vivre aux côtés de soldats et de policiers afghans a porté la formation donnée à des forces de sécurité nationale à un tout autre niveau. La coopération civilo-militaire (COCIM) et les capacités d'opérations psychologiques, des équipes qui étaient en veilleuse depuis longtemps, ont été mises en service et bonifiées.

Il y avait aussi les Forces d'opérations spéciales, version moderne de l'historique capacité de raid de la Seconde Guerre mondiale. Cette nouvelle « Devil's Brigade » [Brigade du Diable] faisait des ravages la nuit en ciblant la structure de commandement de l'ennemi et ses fabricants de bombes.

La guerre en Afghanistan, c'était aussi la première guerre de la génération X du Canada. Ridiculisés par les commentateurs culturels des années 1990, qui les qualifiaient d'hédonistes et de fainéants paresseux et égocentriques, les membres de la génération X ont montré que les commentateurs avaient tort en prenant la tête de l'Armée canadienne, de la brigade jusqu'à la compagnie. Les membres de la génération Y, un autre groupe jugé problématique par les critiques sociaux, ont formé l'effectif des soldats, caporaux et sous-lieutenants à l'avant-scène du combat. Ce n'était pas une guerre de baby-boomers. Si la présente histoire avait une trame sonore, ce serait le « *Black Album* » de Metallica. « *Enter Sandman* » résonnait sur les haut-parleurs pour iPod pendant que des obusiers canadiens M-777 tiraient sur l'ennemi la nuit. « *Broken, Beaten and Scarred* », avec son refrain « *We die hard!* », était la chanson favorite de certains convois, et non pas « *Run Through the Jungle* » de Creedence Clearwater Revival, ou « *Paint it Black* » des Rolling Stones. C'était une génération de soldats qui comprenaient l'importance des sites de réseautage social, qui pouvaient se détendre dans les bases d'opérations avancées en jouant à des jeux vidéo de tir à la première personne après les patrouilles, et qui pouvaient discuter par téléconférence avec leurs proches, le tout sans que cela nuise à leur capacité de vivre des horreurs et de combattre l'insurrection dans des environnements parmi les plus primitifs sur terre. En tant que Canadiens, nous devrions être fiers de leur dévouement, de leur sacrifice et de leur vaillance.

UNE PAIX INTERROMPUE :

DÉPÊCHES DE KABOUL, DE 1990 À 1992

L'implication de l'Armée canadienne en Afghanistan a précédé les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par Al-Qaïda. À la fin de la guerre froide, et dans la période qui a immédiatement suivi, les antagonistes idéologiques se sont retirés de leurs engagements dans les pays en voie de développement. Loin de donner lieu à des dividendes de paix, la libération d'une haine refoulée ou d'un nationalisme émergent a fait sombrer de nombreuses régions du monde dans une violence extrême. Dans bien des cas, les Nations unies sont entrées en jeu pour négocier des cessez-le-feu et des retraits, notamment en Amérique latine, en Afrique et en Asie; tel fut le cas pour la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP). L'UNGOMAP veillait à la mise en œuvre des Accords de Genève de 1988. Elle a donc surveillé l'énorme machine de guerre soviétique qui quittait l'Afghanistan¹. Une fois le retrait terminé, la direction de l'UNGOMAP a été cédée au Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP), qui est devenu l'organe de coordination des activités de l'ONU en Afghanistan.

En avril 1989, pendant la période suivant le retrait de l'Union soviétique, le gouvernement canadien emploie des membres du génie militaire canadien dans une mission des Nations Unies, à savoir le Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage (MACTP). Ce programme, administré par l'OSGAP, avait été créé par les Nations Unies dans la foulée de son vaste programme de reconstruction de l'Afghanistan. Le MACTP visait à former des démineurs afghans à Islamabad (au Pakistan), lesquels seraient ensuite mutés à des organisations non gouvernementales de déminage en Afghanistan².

La contribution canadienne au MACTP avait un nom : l'« Op DECIMAL ». Il y a eu quatre rotations entre mars 1989 et juillet 1990, chacune composée de 12 membres du Génie de combat qui provenaient d'unités à la grandeur du Canada. Les Canadiens, qui travaillaient en petites équipes à partir de Quetta et de Peshawar (au Pakistan) ont initié quelque 10 500 hommes et femmes afghans à l'art dangereux du déminage. Puis, la tâche a été confiée à des organisations civiles non gouvernementales et les troupes canadiennes sont rentrées chez elles à l'automne 1990³.

La période de tranquillité relative qui a suivi le départ des Soviétiques n'a pas duré. Les divers groupes moudjahidines, soutenus par le Pakistan et l'Iran, ont été revitalisés et ont attaqué le régime communiste afghan dirigé par Mohammad Najibullah.

Les activités du Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP) n'avaient pas été orchestrées comme celles d'une mission de maintien de la paix; à bien des égards, ce bureau a été le prédécesseur de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui allait voir le jour dix ans plus tard. L'OSGAP a toutefois conservé une unité consultative militaire à Kaboul, au cas où les Nations Unies seraient appelées à fournir des forces de maintien de la paix dans la région. Le Canada a accepté d'envoyer un lieutenant-colonel dans cette unité pendant un an⁴. Le ministère de la Défense nationale comprenait que « l'OSGAP est une petite mission sans mandat officiel. Il s'agit en fait d'une équipe de reconnaissance sur place dont l'avenir et l'utilité sont souvent remis en question⁵. » [Traduction] D'abord stationné à Islamabad, le Lcol Harry Mohr a été le premier Canadien au sein de l'OSGAP. Son successeur, le Lcol Mark Skidmore, a fait une mission de déploiement à Kaboul en 1992. Leurs observations et rapports couvrant la période de mai 1991 à décembre 1992 (le mois du retrait de l'OSGAP), ont été intégrés aux comptes rendus de l'ambassade du Canada par l'ambassadeur Louis Delvoie, lequel les a transmis à Ottawa depuis Islamabad. Les observations du Canada au cours de cette période remettent en contexte l'éventuelle participation substantielle du Canada en Afghanistan.

M. Benon Sevan, originaire de Chypre, est le représentant des Nations Unies qui a entrepris la tâche impossible d'instaurer la paix dans le sillage des Accords de Genève. Le rapport canadien du 23 mai 1991 révèle les obstacles qui se dressent sur son chemin :

[Traduction]

La stratégie de Sevan consiste à adopter une approche ascendante unique lors de toute négociation en Afghanistan, dans le but d'obtenir l'accord de tous les groupes afghans dès le début du processus de négociation. Une telle démarche éviterait d'affaiblir l'Accord de Genève, sur lequel les principaux acteurs internationaux se sont entendus, mais qui a eu peu d'incidence sur le terrain en Afghanistan. La tâche qui attend Sevan consiste à mettre au point une disposition transitoire que les diverses factions afghanes respecteraient réellement. Étant donné la nature fratricide des Afghans, cette tâche est colossale. [...] Pendant environ un mois, Sevan a assisté à des réunions au Pakistan, en Arabie saoudite, en Iran et en Afghanistan à un rythme effréné, dans le but d'établir le cadre des négociations. [...] Il est convaincu que tous les principaux acteurs internationaux sont prêts à appuyer ses efforts de maintien de la paix, mais admet être irrité par les jeux des services secrets du Pakistan (ISI). D'une part, le gouvernement pakistanais, y compris le premier ministre, le président et le ministre des Affaires étrangères, appuie le règlement négocié, alors que, d'autre part, l'ISI continue son jeu de guerre en soutenant et en guidant les extrémistes afghans⁶.

Plus particulièrement, et de façon prophétique :

[Traduction]

Le Canada doit saluer les efforts déployés par Sevan pour mettre en place un processus réaliste qui permettra d'établir le cadre des négociations de paix en Afghanistan. La balle est maintenant dans le camp des dirigeants de la multitude de factions afghanes, qui doivent désormais décider si une partie du pouvoir du gouvernement transitoire vaut plus, à leurs yeux, que les gains personnels qu'ils ont pu tirer d'une longue décennie de guerre⁷.

En août 1991, Sevan a fait des progrès puisque tous les adversaires ont accepté de parler de paix. Parmi ces derniers, on compte notamment les fameux dirigeants moudjahidines afghans Gulbuddin Hekmatyar, Yunus Khalis et Abdul Rassul Sayyaf, dont il sera question plus loin dans le volume I. Cependant, même si le président pakistanais Nawaz Sharif appuie le plan de paix, et que le ministre pakistanais des affaires étrangères a tendu la main aux moudjahidines pour les inviter à la table, les Canadiens signalent que l'armée pakistanaise et l'ISI maintiennent et, dans certains cas, renforcent leur aide clandestine à la campagne militaire des moudjahidines⁸.

D'autres avancées se produisent en août 1991 en vue de déterminer à quoi ressemblerait un gouvernement de transition :

[Traduction]

La composition du gouvernement de transition devient un exercice dont l'objectif est de trouver un terrain d'entente. Autrement dit, il faut dénicher des représentants acceptables pour les deux parties, plutôt que de diviser le pouvoir ou l'autorité, un concept plutôt étranger à la culture afghane. À la fin de la période de six mois, une Loya Jirga nationale (conseil tribal ou convention) se réunira pour choisir le nouveau gouvernement intérimaire. Un gouvernement intérimaire de deuxième étape rédigerait la nouvelle constitution nationale et tiendrait des élections à l'échelle nationale. Celles-ci se dérouleraient sans la participation des partis, de sorte que la concurrence électorale serait basée sur les personnalités. On éviterait ainsi les scissions fondées sur des partis dont l'attrait est limité à une région ou à un groupe ethnique⁹.

Il a toutefois fallu exclure « Najibullah le communiste » pour que le processus suive son cours, même s'il n'était pas disposé à partir. Il a ensuite été question de Hekmatyar :

[Traduction]

Bien que les partis modérés se méfient de l'impitoyable et ambitieux Hekmatyar, ils trouvent préférable de l'avoir à l'intérieur de la tente afghane, plutôt qu'à l'extérieur, afin d'éviter les problèmes¹⁰ [...].

Le processus de paix s'enlise à l'automne 1991. En janvier 1992, les observateurs canadiens soulignent que l'armée pakistanaise (surtout l'ISI) privilégiait depuis longtemps une solution militaire à la question afghane. On connaissait bien leur favoritisme à l'égard de l'organisation fondamentaliste Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatyar¹¹.

En février 1992, Sevan faisait des progrès, mais il a tout de même rencontré de graves problèmes :

[Traduction]

Sevan a eu recours à une métaphore afghane pour décrire le processus de paix des Nations Unies, en le qualifiant de « tapis que nous tissons ensemble ». [...] Les trois partis moudjahidines modérés, basés à Peshawar, ont adhéré au processus de paix, tandis que les trois partis fondamentalistes l'ont rejeté. Le parti Hezb-i-Islami de Hekmatyar est de loin le plus important. Il est bien organisé et discipliné. Les assassinats fréquents qu'il commet pour terroriser ses adversaires suscitent la crainte chez les Afghans modérés¹².

Hekmatyar, qui exprimait vraisemblablement les inclinations de ses supporteurs, a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de cessez-le-feu tant que le régime de Najibullah était au pouvoir. Et dire que le plan de paix des Nations Unies était fondé sur l'inclusion. Cela dit, il semblait tout de même plausible que le processus fonctionne. C'est donc en prévision d'une telle éventualité que, en mars 1992, des mesures ont été prises en vue d'allouer des ressources canadiennes à une éventuelle mission en Afghanistan :

[Traduction]

Des contacts diplomatiques précoces seront également de mise afin de trouver des personnes-ressources pour l'aide internationale, le commerce, l'immigration et d'autres facettes des relations bilatérales normales. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) devrait être prête à recevoir une demande d'aide à la reconstruction de la part du système

des Nations Unies et du nouveau gouvernement de transition. [...] Puisque la région fait partie du Triangle d'or et d'un grand centre de production et d'exportation de drogue, il sera dans l'intérêt supérieur de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) de songer à conclure des ententes de liaison avec le nouveau gouvernement afghan. [...] Le Canada pourrait être appelé à élargir sa participation militaire au sein de l'OSGAP, ou à prendre part à un nouveau mécanisme de maintien de la paix de l'ONU. Bien que les débouchés commerciaux soient limités, les entreprises canadiennes pourraient tout de même avoir des possibilités d'affaires¹³.

Il était impossible de prédire ce qui allait se passer en avril 1992, tandis que les moudjahidines fondamentalistes soutenus par l'ISI préparaient une offensive en se dirigeant vers Kaboul, alors détenue par Najibullah :

[Traduction]

Les plans sont tombés à l'eau. Au cours des trois dernières semaines, les événements se sont accélérés à un rythme tel que les Nations Unies ne peuvent plus attendre l'issue positive d'un processus aussi long. En somme, le gouvernement de Najibullah est sur le point de tomber. Dans une telle éventualité, Kaboul sombrerait dans le chaos et l'anarchie, et toute possibilité de négocier un règlement partirait en fumée¹⁴.

Le 15 avril 1992, l'aérodrome de Bagram, au nord de Kaboul, est tombé aux mains des forces moudjahidines, et Najibullah a demandé d'être évacué par les Nations Unies, qui se sont empressées de mettre en place une forme de gouvernement transitoire; les observateurs canadiens étaient toutefois pessimistes à ce sujet. Ils estimaient que les fondamentalistes purs et durs seraient alors incités à choisir l'option militaire. Si le chaos s'ensuivait, tous les Afghans qui y perdraient au change¹⁵.

Deux jours plus tard, Najibullah a été destitué par un coup d'État dirigé par des généraux qui étaient liés à Ahmad Shah Massoud, un dirigeant moudjahid tadjik modéré. L'OSGAP a offert un refuge à Najibullah dans le complexe des Nations Unies à Kaboul. Selon des rapports canadiens, « les moudjahidines afghans sont maintenant assoiffés de pouvoir¹⁶. » [Traduction]

Massoud, qui ne devait rien aux factions de Peshawar soutenues par l'ISI, était de plus en plus considéré comme un ennemi par le nouveau « conseil moudjahid de Peshawar », étant donné que ses partisans et lui avaient devancé le conseil. L'analyse canadienne conclut ainsi : « En ce moment crucial, les dirigeants de Peshawar font encore fausse route et sont impuissants devant les modérés, en dépit de leur souffle court¹⁷. » [Traduction] Les observateurs canadiens estiment qu'il ne faut pas exclure la possibilité d'un affrontement

entre les forces de Massoud et celles de Hekmatyar, qui pourrait être provoqué par leurs divergences idéologiques ou les animosités viscérales que se vouent les deux chefs de guérilla. Ils avertissent que « les enjeux sont élevés. Même si un gouvernement de transition est mis en place, de nombreuses questions épineuses devront être abordées, y compris la difficulté à rétablir un ordre public quelconque dans un pays désormais habitué à la guerre et à l'anarchie¹⁸. » [Traduction]

Le 25 avril 1992, les groupes moudjahidines sont entrés à Kaboul sans résistance. Les moudjahidines modérés ont travaillé à l'établissement d'un gouvernement intérimaire sous la direction de Mojadedi (Ph. D.), tandis que Hekmatyar et ses partisans tentent de miner ces efforts¹⁹. Le gouvernement pakistanais a ensuite annoncé la conclusion d'un accord de cessez-le-feu entre toutes les factions. Toutefois, les rapports en provenance de Kaboul laissent entendre le contraire :

[Traduction]

La ville est dominée par une alliance souple entre les forces de guérilla dirigées par Ahmad Shah Massoud, les milices ethniques et les soldats du gouvernement qui sont fidèles à Massoud. Cependant, les moudjahidines fondamentalistes du Hezb-i-Islami essaient encore de s'emparer des secteurs stratégiques. Les affrontements prennent la forme d'escarmouches dispersées, ainsi que de véritables attaques à la roquette et barrages d'artillerie. Des avions de la Force aérienne afghane ont bombardé et mitraillé une enclave de guérillas du Hezb-i-Islami, située au sud de la capitale afghane. Les combats les plus féroces ont eu lieu lorsque des milices ethniques du nord ont tenté de sortir les guérillas du Hezb-i-Islami de certains secteurs de la capitale. Les affrontements en cours tournent en dérision le cessez-le-feu, qui a été appuyé par le Pakistan. [...] Les éloges que le gouvernement pakistanais se fait à lui-même ont atteint des proportions presque humoristiques²⁰.

Pendant le chaos, le QG de l'OSGAP est bombardé de roquettes, et des véhicules sont la cible de tirs. Une milice ouzbek menée par Abdul Rashid Dostum est arrivée en renfort pour aider Massoud et, ensemble, ils ont mis en déroute les forces de Hekmatyar, qui ont quitté la ville. Hekmatyar a ensuite battu en retraite dans les collines, puis bombardé Kaboul en guise de représailles²¹. Les factions ont demandé qu'il y ait une trêve. Le hasard a voulu qu'un certain homme d'Arabie saoudite qui connaissait Hekmatyar et Massoud et qui venait d'être expulsé de la péninsule arabe venait juste d'arriver au Pakistan. Les Pakistanais l'ont pressé d'agir à titre de médiateur entre les deux combattants au moyen de la radio, mais Hekmatyar a refusé de bouger. L'intermédiaire saoudien a alors quitté le Pakistan en direction du Soudan²².

Benon Sevan a demandé à Mojadedi s'il était avisé de déployer à Kaboul une force de maintien de la paix des Nations Unies. Il lui a répondu que les seuls qui peuvent stabiliser la région sont les Afghans eux-mêmes. Les observateurs canadiens ont noté ceci :

[Traduction]

La triste réalité qui découle de ces remarques, c'est que, même après leur établissement à Kaboul, les dirigeants de Peshawar continuent de rêver de grandeur et d'exagérer leur importance. Malgré le besoin criant d'un leadership fort pour coordonner les activités colossales de reconstruction et de remise en état, la politicaillerie mesquine continue d'être à l'avant-plan. Mojadedi et Rabbani sont tous les deux des personnages timorés qui sont loin de répondre aux besoins des Afghans, qui ont immédiatement besoin de hauts dirigeants vigoureux²³.

Compte tenu de la dangerosité de la situation qui se présente, l'ambassadeur Delvoie recommande le retrait des observateurs canadiens de l'OSGAP :

[Traduction]

Nous n'avons pas été en mesure de cerner le mandat qu'il leur reste, ou ce qu'ils font exactement au-delà de la collecte d'information. Il nous semble que les officiers de l'OSGAP qui sont assignés par rotation au bureau de Kaboul sont exposés inutilement à un danger réel sans aucune raison valable [...] ²⁴.

Alors que les factions s'installent à Kaboul, le Lcol Mark Skidmore signale que la situation est calme pour le moment, mais dangereuse, et qu'il est difficile de mener des patrouilles et de recueillir des renseignements²⁵. Les factions affiliées à Hekmatyar, à Rabbani, à Massoud et à Dostum occupent différents secteurs de Kaboul, et le groupe ethnique des Hazaras revient sur place. Il est difficile de vérifier ce qui se passe en dehors de Kaboul. Hekmatyar est le facteur critique et inconnu ²⁶.

Le nouveau gouvernement afghan a essayé de collaborer avec les Nations Unies. En effet, le nouveau ministre des Affaires étrangères a relancé l'idée de tenir une Loya Jirga. Il s'agit d'un certain Hamid Karzai qui, selon les observateurs canadiens, est charismatique, cosmopolite et parle couramment l'anglais. Son moment est toutefois mal choisi. Lors des discussions avec les alliés, il semble y avoir un consensus sur la tenue d'une choura, mais les représentants américains ont une vision quasi apocalyptique de l'évolution du conflit armé à grande échelle qui oppose Dostum, Hekmatyar, Massoud et d'autres factions en Afghanistan²⁷.

La dernière dépêche que voici du Lcol Skidmore remonte au 8 décembre 1992 :

[Traduction]

Le gouvernement de Rabbani tente d'organiser une choura pour régler la question de la direction et de l'orientation du pays. [...] Les parties ne s'entendent toujours pas sur les niveaux de représentation. [...] Le fondamentaliste Hekmatyar s'oppose catégoriquement à la participation de l'ancien communiste Dostum. Les pragmatistes comme Rabbani reconnaissent toutefois que Dostum contrôle le Nord et doit être inclus. [...] En l'absence d'autorité centrale, même dans la capitale, le gouvernement ne peut pas assurer la sécurité des délégués de la choura. [...] De nouveaux affrontements ont été signalés aux alentours de l'importante base aérienne de Shindand, près de Hérat. Le commandant Ismael Khan s'est emparé de la base, mais il semble maintenant que les forces d'Hekmatyar tentent de la reprendre. La situation à Kaboul ne semble pas prometteuse. Les rumeurs de coups d'État vont bon train dans la ville. Les auteurs présumés seraient le ministre de la Défense Massoud, Dostum et même le vieux parti communiste Khalq. Un coup d'État est cependant peu probable puisqu'il reste peu de véritable pouvoir ou autorité à s'arroger [...].

Skidmore ajoute ce qui suit :

[Traduction]

La période de service à Kaboul a duré jusqu'au retrait de tout le personnel, suivant l'ordre du Représentant permanent du Secrétaire général [...]. L'évacuation a eu lieu par véhicule le 7 décembre 1992. Au moment du départ, la situation en matière de sécurité à Kaboul était tendue, mais viable. La décision de se retirer à une croisée des chemins aussi importante a été surprenante et décevante. Les conseillers militaires estiment que cette décision a été prise pour des raisons politiques, dans l'espoir éloigner l'OSGAP de la choura et de ses répercussions. Les préoccupations relatives à la sécurité étaient vraisemblablement une excuse pratique. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas l'intention de quitter Kaboul. Certaines ambassades sont même en train de rouvrir leurs portes. La crédibilité de l'OSGAP en Afghanistan dans son rôle d'intermédiaire impartial a été sérieusement minée. Il faut de l'information au sujet de l'emploi prévu dans l'avenir²⁸.

L'OSGAP est fermé en décembre 1992, et le Lcol Skidmore est rapatrié de Kaboul. À ce moment, le Canada est fortement présent dans les Balkans, et le Lcol Skidmore est envoyé en Croatie pour diriger le 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment. Un de ses

commandants de compagnie est le Maj Jonathan Vance, qui sera aux commandes de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan en 2009. Il y a aussi un autre acteur en Croatie, soit le Maj Pat Stogran, observateur militaire des Nations Unies à l'époque où Skidmore et Vance entraient dans le pays. Le Col Andy Leslie, qui deviendra commandant adjoint de la FIAS à Kaboul en 2003, sera le chef d'état-major du Commandement de l'ONU dans le Sud de la Croatie qui commande en 1995 le 1^{er} Bataillon canadien (CANBAT). Le Col Rick Hillier est officier d'état-major au siège des Nations Unies à Zagreb, en Croatie. Un autre ancien des Balkans est le Maj Peter Devlin, qui est à la tête d'une compagnie d'infanterie à Sarajevo en 1992, et qui a plus tard dirigé la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB). Tous les commandants de groupement tactique canadiens qui serviront en Afghanistan sont déjà allés en Bosnie, en Croatie ou au Kosovo. En fait, de nombreux dirigeants supérieurs militaires canadiens qui seront en Afghanistan après les attentats de 2001 avaient déjà travaillé avec l'ONU dans les Balkans, et beaucoup ont juré que les limites imposées par l'ONU aux troupes canadiennes ne seraient plus tolérées dans un éventuel conflit auquel le Canada participerait. Le Lcol Skidmore finira par retourner à Kaboul en 2008 à titre de conseiller militaire dans le cadre de la MANUA.

Le refus du Pakistan d'appuyer sérieusement les efforts de paix déployés en Afghanistan, jumelé à la baisse de persévérance et d'habileté des représentants des Nations Unies en cause, a contribué de façon déterminante à la détérioration de la situation. Les circonstances ont été aggravées par l'incapacité des multiples factions moudjahidines à collaborer pour réaliser un objectif commun. C'est une faiblesse que d'autres ont exploitée, en particulier les fondamentalistes wahhabites soutenus par l'Arabie saoudite et le Pakistan. Ces facteurs réunis représentent les causes immédiates qui ont contribué à la forte présence du Canada en Afghanistan pendant la dizaine d'années ayant suivi les attaques du 11 septembre 2001. Ce n'était pas uniquement attribuable à la mauvaise gestion par les superpuissances de l'après-guerre froide, même si cette situation a indéniablement pesé lourd dans la balance.

Pour les acteurs au Pakistan qui cherchaient à influencer le cours des événements en Afghanistan à leur avantage, soutenir les éléments d'Hekmatyar s'est avéré d'une utilité de plus en plus discutable. Le groupe a plus tard porté son attention sur une milice religieuse de Quetta, qui travaillait pour des marchands de la ville souhaitant réprimer le « banditisme » qui nuisait supposément aux affaires sur la route commerciale entre Quetta et Kandahar, ainsi que sur la route périphérique de l'Afghanistan. Le chef de cette milice — un taliban — est un personnage obscur, mais charismatique : le mollah Omar. Entre 1994 et 1996, les talibans du mollah Omar ont l'élan nécessaire pour dominer la majeure partie de l'Afghanistan. Les groupes choisissent ensemble un chef populaire de la province de Kandahar, le mollah Naqibullah, qui remet Kandahar aux talibans au moment où un autre chef moudjahidine, Gul Agha Sherzai, perd de plus en plus de pouvoir.

Hekmatyar lui-même est d'abord hostile aux talibans, puis il change de camp et se joint à eux pour combattre Massoud et les moudjahidines modérés après le combat pour Kaboul. Kaboul tombe aux mains des talibans en août 1996, et l'ancien président, Mohammad Najibullah, est enlevé du complexe de l'ONU, castré et pendu à un poteau de téléphone. Sa bouche était remplie d'argent, et ses narines, de mégots de cigarettes. Les forces de Massoud se replient au nord de Kaboul, et une nouvelle guerre éclate, une guerre qui fera rage tout au long des années 1990.

L'homme saoudien qui, en 1992, avait aidé les Pakistanais en agissant comme médiateur entre Massoud et Hekmatyar est recruté par une organisation dirigée par Abdullah Azzam. Cet individu rêvait de former une Légion étrangère musulmane pour protéger les disciples de Mahomet dans les zones de conflit du monde entier. Quand Azzam est assassiné, cet homme saoudien prend en charge les vestiges de l'organisation et la restructure de façon à créer Al-Qaïda, « la base ». Al-Qaïda déménage alors ses installations de formation, de communication, de planification, d'essais d'armes et de production dans les régions de l'Afghanistan qui sont sous l'emprise des talibans. Ces activités jettent les bases des attaques du 11 septembre et d'autres attaques. Le 10 septembre 2001, Ahmad Shah Massoud est assassiné au nom des talibans en route vers New York et Washington. L'homme originaire d'Arabie Saoudite se nomme Oussama ben Laden.

Au début des années 1990, l'Afghanistan n'est même pas encore sur le radar politique ou militaire du Canada; il n'y a même pas d'ambassade canadienne dans ce pays. Le Pakistan est une région reculée de la politique étrangère canadienne. À cette époque, le Canada met de l'avant son rôle de gardien de la paix par excellence de l'ONU, et cherche à se déployer dans le plus grand nombre possible de missions de l'ONU dans le monde. L'Afghanistan représente alors une occasion de participer à plus d'opérations de maintien de la paix de l'ONU. Lorsque cet objectif n'est pas atteint, le Canada porte son attention ailleurs, dans des endroits comme la Somalie (de 1992 à 1993), la Croatie (de 1992 à 1995), la Bosnie (de 1992 à 2004) et le Cambodge (de 1992 à 1993), entre autres lieux en voie de décolonisation des pays communistes après la guerre froide. En fait, les forces de l'Armée canadienne déployées dans les Balkans de 1991 à 2004 étaient de taille comparable à celles qui seront déployées en Afghanistan après 2002.

Dans les années 1990, les yeux du monde entier sont rivés sur le drame violent qui se déroule dans les vestiges de l'ancienne Yougoslavie. Les caméras de télévision par satellite et les célèbres journalistes des médias internationaux s'attardent aux rues de Mogadiscio, aux monceaux de cadavres qui jonchent le Rwanda et aux ruines de Sarajevo. Aucun média n'est à Kaboul, et encore moins à Kandahar. Personne au Canada ne soupçonne que l'Afghanistan finira par dominer les activités après le 11 septembre 2001. Après dix années d'opérations expéditionnaires, toutefois, l'armée canadienne était mûre et expérimentée. Elle aurait dorénavant à s'adapter aux circonstances à venir.

NOTES

1. Nations Unies, *Les casques bleus : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies*, 3^e édition, New York, Nations Unies, 1996, p. 641 à 648.
2. CO CCMACTP à DI, *After-Action Report, Op DECIMAL IV*, 30 juillet 1990.
3. *Ibid.*
4. Lettre au MDN du CEMD et SM, *Continued DND Participation in The United Nations Office of the Secretary General in Afghanistan and Pakistan*, 6 mars 1991.
5. DiPol DPkO *Mission Information Brief: Office of the Secretary General in Afghanistan and Pakistan (OSGAP)*, 23 mai 1991.
6. Message ISBAD à Ottawa, *UN Framework for Peace in Afghanistan*, 23 mai 1991.
7. *Ibid.*
8. Message ISBAD à Ottawa, *Endorsement of UN Peace Plan*, 1^{er} août 1991.
9. Message ISBAD à Ottawa, *Tripartite Peace Talks*, 26 août 1991.
10. *Ibid.*
11. Message ISBAD à Ottawa, *Peace for Afghanistan-Three in a row for the UN?*, 23 janvier 1991.
12. Message ISBAD à Ottawa, *The Afghan Peace Carpet*, 23 février 1991.
13. Message ISBAD à Ottawa, *Afghan Peace Process-Implications for CDN GOVT*, 29 mai 1991.
14. Message ISBAD à Ottawa, *Najibullah: Leaving on a Jet Plane?*, 8 avril 1992.
15. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Military Losses Have Najibullah Packing*, 15 avril 1992.
16. Message ISBAD à Ottawa, *Najibullah Overthrown in Military Coup*, 17 avril 1992.
17. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan Since the Coup*, 22 avril 1992.
18. *Ibid.*
19. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Kabul Falls to the Mujahedeen*, 26 avril 1992.
20. Message ISBAD à Ottawa, *Afghan Cookie Continues to Crumble*, 29 avril 1992.
21. *OSGAP Monthly SITREP*, 10 mai 1992.
22. Roy Gutman, *How We Missed the Story: Osama Bin Laden and the Hijacking of Afghanistan*, Washington DC : U.S. Institute for Peace, 2008, p. 36 à 27.
23. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Ceasefire and Formation of Cabinet*, 7 mai 1992.
24. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Redundant UN Organization*, 5 août 1992.
25. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Aug 92*, 3 septembre 1992.
26. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Oct 92*, 29 octobre 1992.
27. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: OSGAP Briefing/Possible Shoora Delay*, 2 décembre 1991.
28. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Nov and Early Dec 92*, 9 décembre 1992.

« LE COMMENCEMENT... » :

DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2001

La guerre en Afghanistan n'a pas commencé par des déclarations nationales officielles, comme ce fut le cas pour la Première et la Seconde Guerre mondiale. Aucune station radar du réseau d'alerte n'a capté de signaux montrant des bombardiers nucléaires survolant le pôle Nord. Aucune tension prolongée n'a perturbé les diplomates discutant de frontières dans des salles enfumées. Pour le Canada, la guerre en Afghanistan a plutôt commencé quand dix-neuf agents saoudiens d'Al-Qaïda ont détourné, en vingt minutes, quatre avions de ligne afin de s'en servir comme missiles pour détruire les édifices du World Trade Center à New York et attaquer le Pentagone à Washington.

Les réfugiés de ces attaques, ce furent les passagers à bord des centaines d'avions laissés en rade dans les espaces aériens au-dessus des océans Atlantique, Pacifique et Arctique. Ces passagers, qui ne pouvaient entrer aux États-Unis, portaient parfois un complet Armani, parfois un jean Levi's. Ce n'était donc pas le genre de réfugiés habillés de loques, faisant la file et traînant leurs maigres possessions dans des chariots à travers la steppe. À partir de la classe affaires, les passagers de l'un de ces vols sont devenus malgré eux les premiers soldats de cette guerre, formant la première ligne d'une milice improvisée de citoyens, qui ont essayé de reprendre la maîtrise du cockpit du vol 93 de la compagnie United. De ces événements découlera, en 2002, le premier déploiement de militaires canadiens en Afghanistan.

Comme les Forces armées canadiennes (FAC) ont mené des opérations durant près de quatorze ans dans les Balkans et durant quarante ans au Moyen-Orient, les Canadiens s'étaient habitués à croire que leur armée jouait strictement un rôle de maintien de la paix. Ce fut donc avec une certaine surprise qu'ils virent, en février 2002, les membres du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) (LdSH[RC]), de même que les logisticiens du Groupe de soutien avancé (GSA) monter à bord d'aéronefs de transport à l'aéroport international d'Edmonton, pour un long vol qui les mènerait à Kandahar.

Comment les attentats ont-ils mené à ce déploiement? Deux processus stratégiques, l'un canadien, l'autre américain, ont donné lieu à l'engagement du Canada dans la guerre en Afghanistan. Ces processus ont influé sur les opérations se déroulant aux confins du monde par la première force de combat de l'Armée canadienne à se déployer depuis des décennies. En vérité, il est essentiel de comprendre les influences en jeu pour saisir l'histoire du 3 PPCLI. Et il convient surtout de savoir que les activités de terrain du 3 PPCLI,

dans ce contexte, ont entraîné des incidences à long terme pour les forces canadiennes quand elles ont été redéployées à Kandahar en 2005 et qu'elles ont mené leurs activités dans cet environnement pendant dix ans. À l'époque, personne n'aurait pu prévoir la durée ou l'intensité de l'engagement qui allait suivre pour le Canada, dont les bases ont été jetées dès les premières activités du 3 PPCLI à Kandahar.

Un autre aspect important du déploiement de 2002 était que le groupement tactique canadien menait ses activités sous l'égide d'une équipe de combat de brigade américaine, et non à titre de commandement indépendant. Par conséquent, les actions du groupement tactique du 3 PPCLI étaient étroitement liées à celles du quartier général de sa formation parente américaine, liens qui disparaîtraient dans les déploiements subséquents. Le Lcol Pat Strogan, commandant du groupement tactique du 3 PPCLI, a comparé la relation entre les Canadiens et les Étasuniens en Afghanistan à l'esprit qui régnait au sein de la Première Force du Service spécial (PFSS) durant la Deuxième Guerre mondiale. D'ailleurs, le Lcol Strogan employait les images, mots codes et analogies de la Brigade du diable dans ses fonctions de commandement. Impossible donc de trouver un récit exclusivement canadien relatif à ce premier déploiement, car les Canadiens et les Étasuniens travaillaient main dans la main comme ils ne l'avaient pas fait depuis plusieurs dizaines d'années.

Le groupement tactique du 3 PPCLI a réalisé un ensemble de tâches particulières ayant directement contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques généraux établis par le Canada et les États-Unis. Le fait de comprendre ces tâches permet de mieux comprendre les réalisations canadiennes dans les premières années du conflit. Nous n'avons pas dans cette section l'espace requis pour examiner minutieusement les processus décisionnels stratégiques canadiens et étasuniens. Par conséquent, nous n'y aborderons que l'essentiel des décisions, des politiques et des stratégies entourant la mission du groupement tactique du 3 PPCLI en vue de comprendre pourquoi le Canada a pris une série d'engagements ultérieurs dans le cadre de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) chapeautée par l'OTAN (de 2003 à 2004). Les décisions stratégiques de 2001 et les actions du 3 PPCLI, inextricablement liées aux décisions et opérations subséquentes, allaient aussi établir les conditions à leur égard.

Après le 11 septembre 2001

Al-Qaïda a été officiellement reconnue comme étant le principal ennemi dans la semaine suivant les attentats du 11 septembre. Le 19 septembre, une délégation des services secrets du Pakistan (ISI) (Direction pour le renseignement interservices) a cherché à persuader les chefs talibans de livrer Oussama ben Laden aux États-Unis, mais les chefs rejetèrent la demande. En six jours, les talibans avaient accentué leur financement dans plusieurs villes du Pakistan. Leur recrutement visait des étudiants religieux, volontaires pour combattre en Afghanistan¹.

Mais les talibans de Kandahar étaient divisés : trois de leurs chefs étaient en désaccord avec la décision du mollah Omar de rejeter la stratégie du Pakistan². Glyn Berry, ambassadeur canadien au Pakistan, avertissait déjà ses supérieurs à Ottawa que l'organisation talibane pourrait s'effondrer complètement sous la pression d'une attaque. Un dangereux vide dans la structure des pouvoirs pouvait en résulter à Kaboul, en Afghanistan, et cela pourrait se répercuter ensuite dans la région³.

En même temps, un consensus se dégageait : la guerre contre Al-Qaïda était d'envergure mondiale. Les planificateurs du Pentagone et de Tampa – où est logé le Commandement central américain (CENTCOM) (soit le quartier général américain responsable du Moyen-Orient et de la corne de l'Afrique) – voyaient l'Afghanistan comme un des nombreux fronts éventuels. Ils estimaient qu'Al-Qaïda menait des activités au Yémen, en Somalie, au Pakistan et en Arabie saoudite de même qu'en Afghanistan. Le régime taliban dans ce dernier pays, déjà engagé dans une guerre contre les factions de l'Alliance du Nord, était reconnu pour avoir abrité Al-Qaïda quand l'organisation avait été forcée de quitter le Soudan en 1996. Pendant l'intervalle entre les deux époques, Al-Qaïda avait établi en Afghanistan des bases de formation, de communication et de recherche, en plus de parasiter le régime taliban. L'infiltration de ce refuge dans les régions contrôlées par les talibans et la destruction d'Al-Qaïda sont devenues hautement prioritaires alors que les dirigeants étasuniens élaboraient leurs plans au cours de réunions à Camp David, le 15 et 16 septembre 2001⁴

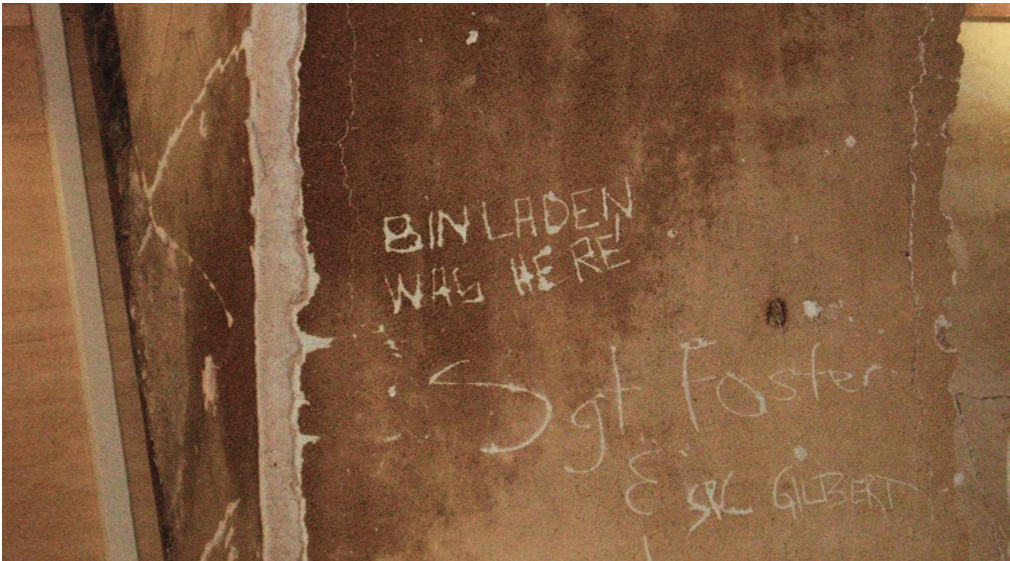


Photo : Auteur

L'Afghanistan a servi de base et de centre de communication et de formation à Al-Qaïda. Les attentats du 11 septembre ont été fomentés dans ses installations à Kandahar et dans celles des environs.

Plusieurs questions furent soulevées à la réunion : fallait-il cibler Al-Qaïda exclusivement, ou aussi les talibans? On s'inquiétait notamment de la relation entre le régime de Saddam Hussein en Irak et les deux organisations. Fallait-il inclure l'Afghanistan et l'Irak dans une plus vaste campagne? Les discussions ont permis d'établir un important principe, tel que le fit valoir un participant : « L'objectif de l'action militaire des États-Unis (É.-U.) n'était pas de punir les responsables du 11 septembre, mais il était d'attaquer les responsables d'un éventuel prochain 11 septembre⁵ » [Traduction]. Dès le début, la crainte d'une attaque chimique, biologique ou nucléaire sur des cibles nord-américaines était bien réelle, comme celle de voir le 11 septembre se reproduire⁶.

Par ailleurs, la réunion de Camp David permit également de déterminer que la guerre contre Al-Qaïda serait une vaste campagne de longue haleine qui allait s'étendre au-delà de l'Afghanistan. Il allait falloir, aussi, débusquer et juguler le système financier de l'ennemi ainsi qu'affaiblir ses réseaux mondiaux d'agents avant qu'il ne puisse sévir de nouveau. Qui plus est, il allait falloir dissuader les régimes sympathisants d'Al-Qaïda de profiter de l'instabilité qui régnait. Un principe fondamental d'action allait influencer directement sur les opérations canadiennes, soit « placer les terroristes sur la défensive, de sorte qu'ils consacrent toutes leurs énergies au repli, qu'ils se terrent dans leurs cachettes et qu'ils soient moins en mesure de planifier et d'exécuter de nouvelles attaques à grande échelle⁷ » [Traduction].

C'est ainsi que sur la directive stratégique des É.-U., exprimée le 19 septembre 2001, les objectifs suivants furent définis⁸ :

1. viser des cibles, comme les cellules d'Al-Qaïda (d'Oussama ben Laden), dans d'autres régions du monde que l'Afghanistan, et même à l'extérieur du Moyen-Orient. Il importera d'indiquer dans les premiers temps que la portée de cette campagne s'étend bien au-delà de l'Afghanistan,
2. viser des cibles terrestres où l'on pourra colliger des données du renseignement afin de contribuer au démantèlement des réseaux terroristes,
3. profiter des occasions de démontrer la capacité et l'audace nécessaires pour mettre hors d'état de nuire les terroristes et ceux qui les abritent, ainsi qu'accroître leurs craintes, leurs risques et les conséquences de se faire prendre.

Le deuxième point mérite des précisions. Les responsables étasuniens qui ont conçu la campagne savaient qu'ils ne possédaient pas suffisamment de renseignements sur Al-Qaïda et sur ses organisations affiliées. Effectivement, plusieurs enquêtes en cours depuis nombre d'années portaient sur les activités dangereuses menées par Abdul Qadeer « AQ » Khan,

un concepteur pakistanais d'armes nucléaires, et sur le vaste réseau de mouvements aériens contrôlé par l'ancien officier soviétique des forces aériennes, Viktor Bout, entre autres. Des hommes comme Khan et Bout opéraient secrètement, et les liens entre eux, soit divers éléments non étatiques comme Al-Qaïda et des gouvernements établis étaient fort possiblement une menace pour la sécurité de l'Amérique du Nord. Les opérations militaires, dont celles envisagées en Afghanistan, ont en partie été lancées pour générer des occasions de recueillir des données du renseignement, dans le but non seulement de prévenir de futures attaques, mais aussi de connaître la nature et l'étendue de la menace mondiale contre l'Amérique du Nord⁹. Ces facteurs, comme tant d'autres, eurent des répercussions sur les activités du Canada en Afghanistan.

Pourquoi le Canada se souciait-il de tout cela? Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont le principal allié de ce pays sur le plan culturel, militaire et économique. Le traumatisme des attentats du 11 septembre s'est fait directement ressentir à divers égards au Canada, et ce, autant chez les résidents de Gander, dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, qui ont accueilli les passagers d'avions de ligne forcés d'atterrir à la fermeture de l'espace aérien nord-américain, que chez les pilotes de CF-18 du Commandement aérien survolant le Yukon qui auraient pu devoir abattre les aéronefs détournés. Le traumatisme s'est également fait ressentir chez les employés de constructeurs automobiles en Ontario dont le gagne-pain est tributaire d'une relation commerciale ouverte avec les États-Unis¹⁰. Cependant, on omet parfois de mentionner que le Canada est un membre fondateur de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le principe de l'article 5 du Traité, en vertu de quoi une attaque contre un allié est une attaque contre tous, a été évoqué le 13 septembre 2001, entraînant par là un ensemble d'obligations¹¹.

De par tradition, quand le Canada déploie une force militaire à l'étranger, c'est pour assurer une sécurité avancée. Il vaut bien mieux lutter à l'étranger contre les idéologies menaçant les intérêts et les valeurs du Canada que de le faire en Occident. Cette stratégie, ne reposant sur aucun texte de loi, mais néanmoins appliquée à l'heure actuelle, a amené le Canada à engager des militaires durant la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale, durant la guerre froide, dans le cadre de missions de l'ONU et d'autres missions de maintien de la paix au Tiers-Monde, dans des missions de stabilisation de l'OTAN dans les Balkans, et même à exercer la diplomatie de la canonnière dans les Caraïbes. La participation du Canada à la coalition en Afghanistan s'inscrivait dans la logique de la stratégie traditionnelle¹².

Or, comme le Canada n'avait pas suffisamment de forces de grande taille et qu'il n'avait pas assez de capacités en matière de déploiement stratégique, de commandement élargi, de contrôle, de communication et de renseignement, il n'allait pas pouvoir réaliser la tâche à lui seul, ce qu'il n'avait d'ailleurs pu faire non plus auparavant. Les opérations de coalition

avaient été à l'ordre du jour par le passé et elles l'étaient encore dans l'immédiat. Il restait à préciser la nature qu'aurait la contribution du Canada à la campagne étasunienne, mais on tenait aussi à établir des objectifs strictement canadiens, et ce, afin de protéger l'autonomie du Canada. Ce travail allait prendre un certain temps, durant lequel les États-Unis formuleraient les premières phases de leur plan de campagne et le mettraient en œuvre contre l'ennemi en Afghanistan.

L'idée générale voulait qu'il fût préférable que les Forces de l'Alliance du Nord (appuyées par les forces spéciales, une puissance aérienne ciblée et des actions secrètes accomplies par des forces étasuniennes et de coalition) renversent le régime taliban, plutôt que de recourir à une force de coalition de grande envergure affrontant directement l'ennemi¹³. Ce plan fut privilégié, étant donné qu'il n'existait pas suffisamment de données précises du renseignement sur la présence d'Al-Qaïda en Afghanistan et ailleurs. Il visait également à gérer la situation d'après-guerre afin d'éviter qu'il se produise un vide destructeur dans la structure des pouvoirs, semblable à celui qui avait surgi après que les moudjahidines eurent défait les forces communistes en 1992 et 1993. Les planificateurs étasuniens savaient dès le début qu'il était essentiel de tisser des liens étroits avec les forces afghanes pour accomplir les deux objectifs; ils savaient également que les forces de la coalition allaient devoir délibérément rester dans l'ombre pour éviter de se mettre la population à dos, comme cela s'était produit avec les Soviétiques, de 1979 à 1989¹⁴.

Le débat sur ces concepts se poursuivit jusqu'à la fin de septembre 2001, mais dès le 27 septembre, les premières équipes de l'Agence centrale du renseignement (CIA) se déployèrent pour assurer la liaison avec l'Alliance du Nord et pour préparer le terrain en vue de l'arrivée des forces d'opérations spéciales de la coalition¹⁵.

Entre-temps, l'Armée canadienne fit comme à son habitude devant une crise : elle se mit à examiner divers plans d'action (ou options) en vue de répondre à un éventuel appel imminent du gouvernement canadien visant le déploiement de forces. Le 21 septembre, le chef d'état-major de l'Armée de terre, le Lgén Mike Jeffrey, ordonna à son état-major de préparer un ensemble de plans d'action à présenter, le 27 septembre, au Conseil de l'Armée. Dans de telles conditions, l'Armée canadienne allait utiliser un plan général de circonstance nommé « opération (Op) SABRE », qui, essentiellement, consistait en un gabarit organisationnel et logistique applicable au déploiement à l'étranger d'une brigade de combat lourde. On jugea pourtant que ce plan n'était pas pertinent vu la situation avec laquelle on devait composer, et ainsi on examina d'autres gabarits associés à divers types d'unités et de formations¹⁶.

Comme l'expliquèrent les planificateurs¹⁷, l'Armée pouvait envoyer un seul type de force (il y en avait trois, représentant chacune une option). Ainsi, la première option consistait en une Force de réaction immédiate (Terre) (FRI[T]), essentiellement composée d'un bataillon

d'infanterie doté d'une batterie d'artillerie, d'un escadron du Génie de combat, d'un escadron de reconnaissance (reco) et d'un soutien intégral; le tout formerait un groupement tactique. Cette FRI(T) s'apparenterait à la Force mobile (Terre) canadienne du Commandement allié en Europe (CAE) de l'OTAN qui avait mené des opérations durant la guerre froide, ou encore, à la Force en attente de l'ONU. Au Canada, il y avait toujours un bataillon dont l'état de préparation était plus élevé que les autres, en vue d'un déploiement international. Cette fonction incombait à tour de rôle aux trois bataillons d'infanterie légère.

La deuxième option était une brigade de soutien de la paix. Son précédent était la force déployée en Bosnie en 1995 et 1996 à titre de Force de mise en œuvre dirigée par l'OTAN. Cette brigade, optimisée grâce à son rôle de commandement et de contrôle, comprenait un quartier général de brigade canadien, un bataillon canadien et un escadron de reco; elle pouvait commander deux unités alliées ou plus de la taille d'un bataillon. La formation était optimisée pour jouer un rôle de stabilisation, et non un rôle de combat.

La troisième option était une force de contingence principale (FCP), essentiellement fondée sur l'Op SABRE, mais permettant au besoin de mobiliser une brigade d'infanterie légère ou une brigade lourdement mécanisée, ou même deux ou trois unités de la taille d'un bataillon relevant d'un quartier général de brigade.

Or, le Canada n'avait pas encore engagé de forces dans la campagne. Les options (ou plans d'action) demeuraient jusque-là hypothétiques et les états-majors continuaient de les raffiner à mesure que la situation évoluait.

Octobre

Le 2 octobre 2001, un agent du renseignement étasunien rencontra en secret, à Quetta au Pakistan, le second (reconnu) du chef du régime taliban, le mollah Osmani. Il lui présenta un ultimatum : livrer Oussama ben Laden ou subir les conséquences de ne pas le livrer¹⁸. Comme le mollah ne choisit pas la première option, la campagne aérienne de l'Op ENDURING FREEDOM fut lancée le 7 octobre. En cinq jours, les aéronefs de transport, bombardiers stratégiques et missiles de croisière détruisirent toutes les cibles fixes repérées. Ensuite, la campagne aérienne changea de cap pour viser des objectifs inopinés¹⁹.

Entre le 9 et le 11 octobre, une suite de rencontres à Washington jeta les bases de ce qui deviendrait la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). On craignait notamment que la faction de Fahim Khan au sein de l'Alliance du Nord ne s'empare de Kaboul. Les planificateurs ne voulaient pas voir les événements de 1992 et de 1993 se reproduire, c'est-à-dire lorsque les moudjahidines victorieux avaient mis la ville à sac, déclenché une guerre civile et suscité un ressentiment qui était toujours palpable chez les groupes tribaux du pays. Il faut comprendre que c'était précisément ces événements-là qui avaient donné lieu à la naissance de l'organisation talibane. Si l'Alliance du Nord dominée²⁰.



Photo : Auteurs

Deux coalitions ont été mises sur pied pour appuyer l'Afghanistan. La première, par le biais de l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les É.-U., allait viser à traquer Al-Qaïda dans la région, puis par la suite dans le monde.

L'idée de cette force internationale serait développée plus abondamment par la suite, en novembre. À l'époque, toutefois, les planificateurs étasuniens reconnaissaient que même s'ils avaient de l'influence, ils n'avaient pas nécessairement le contrôle. Les responsables au Pentagone avançaient un argument, à savoir que même s'il était souhaitable de bâtir un Afghanistan stable après le départ des talibans, les États-Unis n'avaient pas nécessairement les moyens de le faire. De plus, ils étaient d'avis que leur pays ne devait pas laisser les enjeux de stabilité paralyser leurs efforts pour chasser les chefs talibans. L'idée étant devenue un peu plus précise, les planificateurs en vinrent à la mi-octobre à voir d'un bon œil la perspective qu'une force internationale non américaine veille sur Kaboul²¹. Cette idée ayant fait considérablement de chemin, le Canada finit par prendre le commandement de la mission en 2004.

Cependant, dans certains cercles aux États-Unis, on exprimait de vives inquiétudes quant à l'édification de la nation; cela requiert ici quelques explications compte tenu du déroulement de la campagne dans les cinq années suivantes. L'idée que ce soit les Afghans (plutôt que les bureaucrates de l'ONU, les organisations internationales ou les ONG) qui

déterminent l'avenir de leur pays circulait à Washington, et on trouvait important que l'Afghanistan ne devienne pas dépendant de l'aide au développement. Certains planificateurs étasuniens croyaient que les efforts d'envergure de reconstruction des Balkans dictés par les décideurs représentaient un modèle à ne pas suivre. En effet, ces planificateurs craignaient que les Afghans ne réagissent mal à ce qu'ils verraient comme de l'ingérence étrangère, et qu'il pourrait y avoir reprise de la guerre destructrice survenue de 1992 à 1996. Pour cette raison, on établit dès le début que l'aide et l'intervention en matière de développement allaient être minimales, et que les efforts allaient être axés sur l'encouragement et l'habilitation des institutions afghanes²². La stratégie allait ultimement mener à la création d'équipes de reconstruction provinciale (ERP), à la fin de 2002 et au début de 2003; le Canada commanderait l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar, en 2005.

Parallèlement, les planificateurs de l'Armée canadienne se réunirent à maintes reprises en octobre et établirent que l'option de la Force de contingence principale (FCP) (lourde) ne tenait pas la route au vu de l'échéancier de quatre-vingt-dix jours et en raison de contraintes logistiques²³ (la capacité de transport militaire aérien et maritime du Canada était insuffisante, car le Canada ne possédait pas encore de C-17)²⁴. Chacun des secteurs de l'Armée se mit à se préparer selon divers types de scénarios liés à l'Afghanistan, car on ne connaissait pas encore le genre de force que le gouvernement allait envoyer. Le Secteur de l'Ouest de la Force terrestre reçut l'ordre de se préparer à prendre part à un bataillon de la FRI(T) renforcé comprenant un escadron de reconnaissance et possiblement un peloton de défense nucléaire, biologique et chimique²⁵.

De son côté, le Secteur du Centre de la Force terrestre préparait l'option de la FCP (légère), une force composée d'un quartier général de brigade, d'une FRI(T), d'un bataillon du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, d'un escadron blindé de reco, d'une batterie d'artillerie légère, d'un régiment du Génie de combat, d'un bataillon des services, d'une ambulance de campagne et de policiers militaires. Le Secteur du Centre de la Force terrestre devait être prêt à recourir au 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, mécanisé, aux côtés du bataillon de la FRI(T)²⁶. Le Secteur du Québec de la Force terrestre avait reçu l'ordre de préparer un quartier général de brigade pour une opération de soutien de la paix tel qu'envisagé par le système de forces en attente de l'ONU. Ce dernier secteur devait aussi être prêt à commander la Force opérationnelle Bosnie Herzégovine (essentiellement un groupement-tactique) en plus de préparer un second bataillon et un groupement tactique de la FRI(T). À l'époque, les planificateurs n'avaient pas discuté de toutes les incidences qu'aurait le retrait de la Force de stabilisation en Bosnie²⁷, mais certains craignaient que les éléments d'Al-Qaïda présents dans les Balkans ne lancent des opérations là-bas qui troubleraient la paix fragile que le Canada et ses alliés avaient péniblement installée au cours des années 1990²⁸.

Le 18 octobre, le chef d'état-major de l'Armée de terre diffusa l'ordre d'avertissement numéro (n°) 1, dans lequel on indiquait qu'il fallait préparer les troupes de manière à ce que l'Armée de terre occupe une position lui permettant de mener des tâches de soutien à l'Op APOLLO²⁹. Entre le 18 et le 24 octobre, les communications furent considérables entre Ottawa et le CENTCOM étasunien. Le 24 octobre, la FRI(T) était prête à se déployer selon un préavis de mouvement de quarante-huit heures. Pendant sept jours, cet état de préparation ne s'appliqua qu'au groupe-compagnie d'avant-garde, et non à tout le bataillon³⁰.

La situation était un peu ironique. On avait formé le bataillon de la FRI(T) en se fondant sur le 3 PPCLI, un bataillon d'infanterie légère. Il faut savoir que les trois bataillons d'infanterie légère de l'Armée canadienne étaient d'abord et avant tout des unités orphelines d'après la guerre froide. Lorsque les troupes se retirèrent, de 1991 à 1992, on désigna un bataillon mécanisé de chaque régiment d'infanterie en tant que « 10/90 » ou bataillon de « force totale », formé d'un nombre réduit de militaires réguliers et d'un nombre accru de miliciens. Au démantèlement du Régiment aéroporté après l'affaire somalienne, les militaires des trois commandos de parachutistes de la taille d'une compagnie avaient été réaffectés à leur régiment d'appartenance et intégrés aux bataillons de force totale, lesquels ont été renommés « bataillons d'infanterie légère ». Au départ, ils n'avaient pas réellement de rôle à jouer et encore moins de matériel à leur disposition, mais au fil du temps, des commandants de bataillon diligents changèrent la donne pour ces unités orphelines et commencèrent à concevoir une doctrine pour l'infanterie légère et les opérations aéroportées.

Toutefois, le chef d'état-major de l'Armée de terre devait composer avec des contraintes d'ordre financier et son état-major était prêt à abolir les bataillons d'infanterie légère, à munir toutes les unités de nouveaux véhicules d'infanterie de combat (le LAV III), et à retirer du matériel comme des chars et canons automoteurs de l'ordre de bataille de l'Armée canadienne. Ce n'est qu'après le 11 septembre qu'il devint soudainement évident que l'organisation la mieux placée, celle qui était prête à un déploiement quasi immédiat était le 3 PPCLI, le bataillon d'infanterie légère qui, pendant une rotation, assumait le rôle de la FRI(T) durant l'automne.

Pendant ce temps, on appliquait le concept d'opération du CENTCOM aux forces terrestres Afghanistan. Les unités étasuniennes protégeaient un ensemble de bases dans des pays adjacents : Ouzbékistan, Tadjikistan, Pakistan. La Special Activities Division [Division des activités spéciales] de la CIA, nom de code JAW-BREAKER assurait la liaison avec des commandants anti-talibans en Afghanistan et facilita l'arrivée des Forces d'opérations spéciales (SOTF) [FO] K-Bar et Dagger, qui allaient travailler avec les Forces de l'Alliance du Nord et améliorer leur capacité à affronter le régime taliban et les forces d'Al-Qaïda. En théorie, ces deux activités produiraient du renseignement sur l'emplacement des chefs talibans et leurs activités en Afghanistan. La Force opérationnelle (FO) 11,



Photo : Auteur

La Force multinationale interarmées d'opérations spéciales en Afghanistan a soutenu l'Alliance du Nord dans sa victoire contre le régime taliban en 2001 et 2002. Le Canada a fourni des effectifs à la mission et appuyé les activités de la Force multinationale en protégeant ses bases à l'aérodrome de Kandahar (KAF).

fondée sur les unités de mission spéciale hautement classifiées du Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC), effectuerait des missions d'action directe pour tuer ou capturer les chefs d'Al-Qaïda ainsi que des missions d'exploitation de sites sensibles pour recueillir du renseignement stratégique au sujet des activités internationales d'Al-Qaïda, et ce, pour mieux cibler et contrecarrer les complots éventuels comme ceux qui étaient survenus le 11 septembre³¹.

Mi-novembre

En novembre 2001, le Canada avait établi un élément vigoureux de planification et de coordination au quartier général du CENTCOM : la Force opérationnelle interarmées Asie du Sud-Est. Aucun des planificateurs de Tampa ou d'Ottawa n'avait prévu que le régime taliban allait s'effondrer en seulement trois semaines, et ce, sur plusieurs fronts. Pourtant, épaulé par les Forces spéciales des É.-U., la CIA et des éléments aériens étasuniens, le commandant de l'Alliance du Nord, Abdul Rashid Dostum s'empara de Mazar-é-Charif le 5 novembre, tandis que son rival, Ismael Khan prenait Hérat le 11 novembre. L'avancée sur Kaboul s'amorça le 13 et le 14 novembre : les Forces de l'Alliance du Nord menées par

Fahim Khan bifurquèrent vers le sud par la plaine de Shomali, et un deuxième front, ouvert par Khan, permit de prendre DJalalabad le 14 novembre. Ensuite, les troupes de Dostum et de Khan prirent Kondoz en étau : il tomba entre le 24 et le 30 novembre.

Pendant que cela se produisait, Ottawa songeait à déployer des CF-18 dans la campagne aérienne. Il pouvait stationner les aéronefs à Kulyab, au Tadjikistan. Il ressortit des discussions préliminaires que l'Armée devait fournir un élément de protection, puis on s'intéressa de plus en plus à l'idée d'établir la FRI(T) à Kulyab. À la chute de Mazar-é-Charif, le commandant du CENTCOM, le général (Gén) Tommy Franks, se dit que le groupement tactique canadien basé à Kulyab pourrait être employé dans la campagne menée dans le Nord du pays. Le Gén Franks demanda au sous-chef d'état-major de la Défense, l'amiral (Am) Greg Madison, de planifier la contribution de forces terrestres du Canada à l'Afghanistan dans l'immédiat ou au printemps³².

Après l'effondrement accéléré de la résistance talibane à Mazar-é-Charif, le CENTCOM demanda officiellement aux partenaires de la coalition d'envisager de participer à l'opération de stabilisation en Afghanistan. Le Gén Franks était fermement convaincu que la prise de Mazar-é-Charif représentait une occasion à saisir, une épreuve qui permettrait de savoir si la coalition était véritablement capable de réussir. Le groupement tactique de la FRI(T) était tout désigné dans le contexte : le CENTCOM lui demanda de faire son possible afin d'être prêt le 1^{er} décembre en vue de sa participation. Pressés par des délais toujours plus serrés, les planificateurs du CENTCOM indiquèrent aux planificateurs canadiens qu'ils devaient être prêts à passer à l'action rapidement, afin que les forces terrestres du Canada puissent jouer un rôle de premier plan dans la campagne sur le terrain. Les planificateurs canadiens changèrent alors leur fusil d'épaule et commencèrent à envisager de placer les chasseurs CF-18 et la FRI(T) à Mazar-é-Charif ou à Hérat³³.

Cependant, le 13 novembre 2001, ce branle-bas de combat s'arrêta net. Tout d'abord, Rashid Dostum, ne voulant pas que la coalition prenne trop de place à Mazar-é-Charif, découragea le CENTCOM d'y envoyer des troupes. De plus, les planificateurs français de Tampa, de concert avec les Jordaniens, avaient élaboré un plan de circonstance visant à déployer leurs forces à Mazar-é-Charif avant que les Canadiens n'aient pu le faire. Par ailleurs, les Forces de l'Alliance du Nord de Fahim Khan étaient sur le point d'attaquer Kaboul. Une telle attaque aurait pu causer de l'instabilité ainsi que la répétition des événements destructeurs de 1992 et 1993; elle aurait pu également déclencher un conflit ethnique entre, d'un côté, les forces tadjikes et ouzbèques de l'Alliance du Nord, et de l'autre, les forces anti-talibanes à dominance pachtoune. Le CENTCOM envisagea alors l'insertion d'une force britannique de la taille d'une brigade à l'aérodrome de Bagram, en vue de la déplacer ensuite à Kaboul pour stabiliser la situation³⁴.

Londres et Ottawa lancèrent les discussions : la FRI(T) pourrait-elle faire partie de la force britannique? Le premier ministre et le ministre de la Défense nationale obtinrent des détails sur cette option le 14 novembre, et le premier ministre approuva le déploiement de forces terrestres canadiennes en Afghanistan. Par la suite, le CENTCOM demanda officiellement qu'un bataillon d'infanterie légère canadien participe aux opérations en Afghanistan³⁵.

Le premier ministre était d'avis que dans le cadre de cet engagement, les Forces canadiennes allaient devoir aussi atteindre plusieurs objectifs. Cette façon de voir allait influencer à long terme la participation du Canada en Afghanistan et elle allait justifier les futurs déploiements. On dénombrait six objectifs³⁶ :

1. Éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste incessante.
2. Exécuter l'action militaire appropriée qui obligera les talibans à cesser de soutenir Al-Qaïda et à cesser de collaborer avec cette organisation et de lui fournir un refuge.
3. Isoler le régime taliban de tout soutien international.
4. Traduire en justice Oussama ben Laden et les chefs d'Al-Qaïda.
5. Répondre aux besoins humanitaires immédiats des Afghans [sic] dans la région, en apportant un complément aux opérations humanitaires qui existent déjà, si possible.
6. Appuyer la reconstruction de l'Afghanistan.

Dans les faits, ces objectifs devinrent en quelque sorte le programme de l'Armée pour l'Op APOLLO et pour les déploiements subséquents en Afghanistan. Dès 2001, toutes les actions exécutées par l'Armée canadienne en Afghanistan visaient, de près ou de loin, à réaliser ces objectifs.

Tout de suite après que le Canada eut annoncé qu'il allait engager une force terrestre dans le cadre de la campagne, le déploiement britannique à Bagram s'interrompt. Le 15 novembre, six avions de transport en mode masqué (des C-130 de la Royal Air Force) chargés de militaires du Special Boat Services et du Special Air Services atterrirent à l'aérodrome de Bagram; leur arrivée donna lieu à une impasse mexicaine mettant en jeu les forces de Fahim Khan. Comme Dostum à Mazar-é-Charif, Khan ne voulait pas que

la coalition surveille de trop près ses activités à Kaboul et dans les environs³⁷. Alors que les planificateurs canadiens retouchaient leur plan du déploiement de Bagram avec leurs homologues de la coalition, on leur dit qu'un tel déploiement était désormais problématique en raison du comportement des Forces de l'Alliance du Nord. L'option de l'intervention dirigée par les Britanniques fut écartée le 19 novembre, mais l'option de déployer une compagnie d'infanterie canadienne avec des forces étasuniennes à Bagram demeurait pertinente, pour le moment³⁸.

L'émergence de la Force internationale d'assistance à la sécurité

Le 18 novembre 2001, les planificateurs du CENTCOM réalisèrent que la classification habituelle des opérations selon les catégories « de façonnage, de stabilité et décisives » ne s'appliquait pas très bien à l'Afghanistan, car elles se recoupaient tellement qu'il était difficile de les distinguer. L'aérodrome de Bagram servait de base nœud pour les forces d'opérations spéciales qui lançaient des missions d'actions directes contre Al-Qaïda, mais cet aérodrome servait aussi de base pour une force de stabilisation dont la tâche consistait à éviter qu'un conflit ethnique n'éclate pendant la période suivant la chute des talibans. Les planificateurs et stratèges s'intéressaient de plus en plus à l'idée qu'une coalition des volontaires, distincte de l'Op ENDURING FREEDOM, pourrait se charger des tâches de stabilisation, et que cette coalition pourrait arriver dans les 60 jours après la fin des hostilités, ou encore après l'extraction des troupes de l'Op ENDURING FREEDOM d'Afghanistan. Le CENTCOM tenait la Somalie à l'œil pour empêcher Al-Qaïda d'y trouver refuge. Qui plus est, les planificateurs du CENTCOM savaient qu'il était important que les Afghans participent au processus de stabilisation et que de plus les Afghans seraient réticents à accepter l'arrivée massive de militaires étrangers. À ce stade-là, on avait envisagé le déploiement d'une division étasunienne dotée d'un quartier général de corps, mais cette possibilité avait été écartée³⁹.

À ce moment-là, l'idée demeurait imprécise, mais les décideurs à Bonn (en Allemagne) songeaient aussi à faire appel à une coalition de l'ONU ou à une coalition régionale pour réaliser les opérations de la phase IV pour stabiliser le pays⁴⁰. À l'ONU, Lakhdar Brahimi présenta un plan de reconstruction de l'Afghanistan; le 14 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU approuvait un plan visant à rencontrer des personnes d'influence afghanes de même que des membres de la communauté internationale pour discuter de la reconstruction d'après-guerre. Appuyés par les États-Unis, les représentants de l'ONU s'envolèrent pour Kaboul en vue de discuter avec les dirigeants de l'Alliance du Nord et d'autres parties prenantes. De grands efforts de diplomatie furent investis et toutes les factions non talibanes convinrent de se réunir à Bonn.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la rencontre⁴¹, mais disons que le plan préliminaire consistait à établir une autorité intérimaire afghane dirigée par les Afghans, à recueillir des appuis à l'échelle internationale et ainsi de la légitimité, et à éviter la violence et la destruction entre factions victorieuses. L'un des enjeux dont il fut question à Bonn touchait l'architecture de sécurité qu'il faudrait créer pour que l'effort de gouvernance prenne vie. Du 25 novembre au 5 décembre, les factions et d'autres parties intéressées en vinrent à un compromis : les Nations Unies ne déploieraient pas de ressources pour assister l'Afghanistan en l'absence d'une force de sécurité sous un commandement autre qu'américain. La faction de l'Alliance du Nord (appelée Front uni durant les discussions) jugeait pour sa part que la présence d'une robuste force onusienne au pays allait faire obstacle à la consolidation du pouvoir.

Résultat? La mise sur pied de la Force d'assistance à la sécurité chapeauté par les Nations Unies. La FIAS, que les Afghans ont délibérément gardée de petite taille pour qu'elle ne menace par l'Alliance du Nord dans le contrôle de Kaboul, devait être formée de 1 500 soldats de combat et de 3 000 membres d'un personnel de soutien. Sa tâche initiale était de protéger la communauté internationale et le personnel d'administration en transition à Kaboul et à l'aéroport international de Kaboul (une infrastructure névralgique). On était bien loin de ce que la FIAS allait devenir au cours des cinq années suivantes⁴².

Par ailleurs, l'Accord de Bonn prévoyait une stratégie rudimentaire pour l'Afghanistan pendant la période post-talibane, stratégie appelée familièrement les « piliers de Bonn » (voir la figure 1-1).

C'était une chose que d'établir la légitimité au moyen d'un engagement commun vers un gouvernement national. Mais dans la réalité, il fallait que le gouvernement (élu si possible) soit le seul à contrôler une force coercitive, et il fallait neutraliser ceux qui s'y opposaient. Comme on savait tous que les institutions afghanes avaient subi des dommages aussi dévastateurs que dramatiques, plusieurs pays convinrent de prendre les devants dans les cinq domaines prioritaires et d'appuyer l'émergence de l'Administration afghane⁴³. Comme nous le verrons, cette tâche se révélerait titanesque pour les participants et entraînerait des effets à long terme.

En vérité, quel type de relation devait-il y avoir entre l'Op ENDURING FREEDOM et la FIAS? Paul Wolfowitz du Pentagone avait informé les planificateurs canadiens que la FIAS ne devait en aucun cas s'ingérer dans l'Op ENDURING FREEDOM ou miner ses objectifs de campagne. De toute évidence, la priorité absolue était de détruire Al-Qaïda et son infrastructure afghane. Les premières activités de l'Administration transitoire afghane ou celles de la Force de protection de la FIAS passaient au second plan. Le Gén Franks, qui veillait à coordonner les efforts et à dissiper les tensions, mit sur pied une équipe de planification, à laquelle le Canada fut invité à se joindre⁴⁴.



La seconde coalition était la FIAS. Découlant de l'Accord de Bonn de 2001, sa portée se limitait à Kaboul et ses environs. La FIAS passa ensuite sous la houlette de l'OTAN en 2003 et s'étendit à tout le pays.

On avait évalué qu'on serait en mesure d'éliminer l'influence politique des talibans en Afghanistan, en tant que régime à tout le moins, dans les trois premiers mois; on avait aussi déterminé que les capacités d'Al-Qaïda étaient considérablement réduites. Il fallait donc éliminer les dernières poches de talibans et d'Al-Qaïda. Les sites sensibles avaient été considérablement exploités; on procédait à une analyse détaillée des sites d'entraînement, de commandement et autres pour en tirer du renseignement stratégique; néanmoins, la plupart des principaux chefs ennemis n'avaient pas été capturés.



Photo : Auteur

La Brigade multinationale de Kaboul était le principal élément opérationnel de la FIAS à Kaboul en 2003 et 2005

La mission du CENTCOM fut modifiée, du moins sur papier. La coalition devait faire ce qui suit⁴⁵ :

1. détruire Al-Qaïda
2. assurer un climat stable pour l'Autorité intérimaire afghane
3. faciliter l'assistance humanitaire
4. conduire des opérations de contre-terrorisme.



Figure 1-1 : Les piliers de Bonn

Les nouveaux objectifs de la campagne étaient ceux-ci⁴⁶:

1. éliminer la menace posée par les groupes terroristes en Afghanistan
2. éliminer ou capturer les chefs d'Al-Qaïda et les chefs talibans
3. établir les conditions nécessaires pour empêcher que le terrorisme reprenne racine en Afghanistan
4. appuyer le gouvernement émergent
5. établir les conditions nécessaires à l'exécution d'opérations décisives dans toute la zone d'opérations du CENTCOM
6. prévenir l'instabilité
7. être prêt à faire la transition vers des forces multinationales.

Cependant, à la mi-décembre, les planificateurs canadiens et leurs homologues du Commonwealth au CENTCOM s'inquiétaient. Parmi les représentants, il y avait consensus : on jugeait que le CENTCOM insistait trop sur la phase III et qu'il n'avait pas de plan cohérent au-delà des opérations militaires⁴⁷. Un observateur avait fait remarquer ceci : « le commandant en chef du CENTCOM est totalement absorbé par les opérations de combat et il semble voir la FIAS comme un irritant au lieu d'un moyen d'atteindre les objectifs de la phase IV de la campagne⁴⁸ » [Traduction]. L'idée que la FIAS pouvait devenir plus qu'une force de stabilité pour la capitale émanerait de ces discussions informelles. Néanmoins, le président Bush avait formulé des directives explicites : « La FIAS, quelle qu'en soit sa forme, ne doit pas nuire au déroulement de l'Op ENDURING FREEDOM⁴⁹ » [Traduction]. Il y avait deux options : la première que la FIAS aurait un mandat restreint issu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, et la deuxième, que la FIAS deviendrait un commandement subalterne dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. On retint la première.

Le Royaume-Uni accepta de devenir la nation dirigeante de la FIAS au début de décembre et se mit à la recherche de pays contributeurs. À cette période, il y avait un groupe au ministère des Affaires étrangères qui voulait que le Canada déploie la FRI(T) comme membre de la FIAS, croyant à tort que cette dernière (contrairement aux activités de l'Op ENDURING FREEDOM) agissait dans le cadre d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Par ailleurs, les planificateurs britanniques ne voulaient pas vraiment d'un bataillon canadien, mais ils demandèrent au Canada d'envoyer un escadron du Génie. Après la tenue de discussions à Ottawa, on estima que la participation d'un bataillon de combat dans la foulée de l'Op ENDURING FREEDOM était plus importante que le déploiement d'un petit escadron du Génie pour escorter des diplomates à Kaboul. Le Canada n'allait pas contribuer à la FIAS à ce moment-là, mais il allait le faire plus tard⁵⁰.

Tora Bora

La bataille de Tora Bora en décembre 2001 eut aussi des incidences sur les opérations canadiennes menées par la suite en Afghanistan. La chute du régime taliban et la retraite vers le sud de Kaboul entraînaient l'arrivée massive de forces d'Al-Qaïda dans un triangle formé par Khost, Gardez et Kaboul. Les ressources du renseignement et du ciblage permirent de déterminer que la région de Tora Bora, extrêmement montagneuse et sauvage, servait probablement de sanctuaire ou de passage aux chefs insurgés ciblés en route vers le Pakistan. Des agents de la CIA et des Forces spéciales des É.-U. furent secrètement insérés dans les montagnes et repèrent de nombreuses cibles qui furent engagées à l'aide de bombes à munitions interarmes d'attaque directe (JDAM) et d'avions d'attaque AC-130 (au fur et à mesure que les forces arrivaient sur les lieux), du début à la mi-décembre. Le renseignement

de transmission détermina qu'Oussama ben Laden et son entourage se trouvaient fort probablement dans les montagnes de Tora Bora. On fit exploser toutes les grottes qu'on trouva avec une variété de bombes à pénétration profonde. Les forces afghanes, de concert avec les Forces spéciales des É.-U. et les équipes de la CIA, tentèrent de bloquer les itinéraires de sortie des montagnes, afin de piéger les chefs d'Al-Qaïda. Malgré de lourdes pertes chez l'ennemi, aucun des chefs insurgés ne fut capturé. Bien que les Forces spéciales des É.-U. eurent mené quelques missions d'exploitation sur les sites sensibles de Tora Bora en janvier 2002, rien n'était encore joué et on se demandait toujours où se trouvaient ben Laden et son second, Ayman al-Zawahiri. Étaient-ils morts durant la mission d'exploitation de Tora Bora? S'ils s'étaient échappés, où étaient-ils? Comment avaient-ils fait⁵¹?

L'échec de Tora Bora souleva la question du niveau de confiance qu'on pouvait avoir envers les groupes afghans qui travaillaient avec les Forces spéciales des É.-U. Les médias faisaient état de maintes allégations de pots-de-vin donnés par Al-Qaïda à des milices tribales pour qu'elles laissent ses membres s'enfuir. On critiquait beaucoup le fait qu'il n'y avait pas suffisamment de forces terrestres traditionnelles et on spéculait sur ce qui aurait pu se produire à Tora Bora si un bataillon de Rangers ou le 10th Mountain Division battalion basé à Karshi-Khanabad en Ouzbékistan avait participé au combat⁵². Ces critiques eurent leur effet et, à certains égards, influèrent sur les opérations qu'aurait à réaliser le groupement tactique canadien en Afghanistan à son arrivée sur le terrain.

La guerre dans le Sud

La nature de la guerre dans le Sud de l'Afghanistan était bien différente de celle de la guerre dans le Nord. Il n'existait aucune opposition organisée ou conventionnelle qui s'opposait au régime taliban ou de « pendant » à l'Alliance du Nord que l'on pouvait appuyer. Il allait falloir créer une coalition de toutes pièces : mission classique pour l'élite des Forces spéciales. Le Détachement opérationnel Alpha (ODA) fut inséré dans la région et, de concert avec des agents de la CIA, identifia les groupes tribaux qui avaient des raisons de se plaindre des talibans. On entra en contact avec eux et on tissa des liens. On leur apporta du soutien. On misait principalement sur les groupes tribaux de la confédération Durrani des Pachtounes, qui s'opposaient aux talibans dominés par les Ghilzais. Par la suite, on inséra Hamid Karzai et d'autres chefs tribaux pour stimuler la rébellion contre le régime, en particulier dans la province d'Oruzgan⁵³.

À la fin octobre, les Rangers américains furent parachutés dans un aérodrome de la province d'Helmand. Ils y opérèrent un raid (nom de code RHINO); ils se rendirent compte que l'endroit était possiblement un point du passage que pouvaient emprunter les chefs d'Al-Qaïda pour quitter l'Afghanistan en direction des pays du Golfe. L'élément de

protection taliban fut éliminé. Le message était clair : l'Op ENDURING FREEDOM faisait son travail. Le JSOC mena d'autres raids à Kandahar et dans les environs, dont un audacieux, mais infructueux, dans le complexe du mollah Omar à Ghecko, à Kandahar, le 19 octobre⁵⁴.

On planifia d'autres raids majeurs dont se chargerait la FO 58 de la U.S. Navy-Marine Corps [Corps des Marines des États-Unis], menée par le brigadier-général James Mattis (membre de ce corps). Compte tenu de la chute des talibans et d'Al-Qaïda dans le Nord, le CENTCOM tenait à déployer la FO 58 dans la région du Sud de l'Afghanistan pour établir une base d'opérations avancée. Il voulait empêcher l'ennemi d'entrer dans la région du Sud ou d'en sortir. Cette fois, ce fut la FO 58 qui s'empara de nouveau de l'objectif RHINO. La FO 58 était arrivée par hélicoptère en provenance de trois bases situées au Pakistan. RHINO servait de FOB pour le JSOC, la FO K-Bar, la FO-64 (le régiment de SAS australien) et les forces de SAS britanniques. Les forces d'opérations spéciales effectuèrent des sorties à partir de RHINO et menèrent une action directe ainsi qu'une exploitation de site sensible à Helmand, dans l'Oruzgan, et dans les provinces de Kandahar à la fin de novembre et pendant tout le mois de décembre 2001. La FO 58 effectua aussi des sorties à bord de VBL-25 et exécuta des embuscades le long de l'autoroute 1 dans la province de Kandahar⁵⁵.

En collaboration avec plusieurs clans de la confédération Durrani, les Forces spéciales des É.-U. établirent une base près de Taktah Pol, entre Spin Boldak et Kandahar. Ces forces progressèrent ensuite sur l'autoroute 4, contraignant les forces d'Al-Qaïda et les talibans à poursuivre plus en avant par rapport aux forces de la coalition⁵⁶. La FO 58 se trouvant à l'ouest de Kandahar et les éléments amis exécutant des manœuvres maintenant dans la ville, la situation dans le Sud semblait intenable pour l'ennemi. Les forces ennemies qui se retiraient de Kaboul à la mi-décembre firent halte dans les régions de Ghazni, de Paktika et de Khost, au lieu de se diriger vers Kandahar. Voilà entre autres ce qui avait préparé le terrain pour les opérations de Tora Bora dont il fut question précédemment.

Le 7 décembre 2001, des chefs de groupes tribaux à Kandahar firent défection pour rejoindre la coalition et cédèrent le contrôle de la ville aux forces afghanes et de coalition. Les Marines des États-Unis qui se trouvaient dans la FOB RHINO levèrent le camp et avancèrent afin de s'emparer de l'aérodrome de Kandahar (KAF), en collaboration avec les Forces spéciales et les forces des groupes tribaux. Le CENTCOM informa ensuite le Canada, le 18 décembre, qu'il lui faudrait peut-être envoyer un bataillon d'infanterie légère pour sécuriser le KAF. Le jour suivant, les commandants canadiens obtinrent l'autorisation de planifier cette mission. La requête officielle pour l'envoi de forces arriva le 5 janvier 2002. Le 7 janvier, le gouvernement du Canada annonçait le déploiement du groupement tactique du 3 PPCLI⁵⁷.

L'ennemi était certes désorganisé et en cavale, mais il demeurait dangereux. Il restait encore à consolider le renversement du régime taliban, et il fallait exploiter les sites sensibles pour déterminer la portée des opérations mondiales d'Al-Qaïda. Des renseignements permettaient de croire que des cellules d'Al-Qaïda allaient attaquer des installations de gaz naturel en Amérique du Nord et en Europe, si Oussama ben Laden ou le mollah Omar venaient à être capturés. Certaines données colligées indiquaient que l'ennemi prévoyait mener des attaques pouvant occasionner des pertes massives dans des réseaux de transport en Amérique. On repéra quarante-huit sites afghans dont Al-Qaïda s'était servie, du moins on le soupçonnait, pour fabriquer des armes chimiques, biologiques ou radiologiques. Il restait à exploiter ces sites afin de découvrir d'éventuelles données du renseignement. On trouva des preuves montrant qu'un type spécial de chaussure piégée avait été confectionné pour cibler des passagers d'aéronefs. Des données du renseignement jugées crédibles indiquaient qu'un groupe d'Al-Qaïda avait prévu attaquer l'aéroport Heathrow, au Royaume-Uni. Enfin, on confirma que les attentats terroristes en Inde avaient été perpétrés dans la foulée d'un plan visant à convaincre le Pakistan de déplacer ses forces de manière à couvrir la frontière qu'il partageait avec l'Afghanistan, et ce, pour contrebalancer la réaction éventuelle de l'Inde et ainsi aider les chefs des talibans et chefs d'Al-Qaïda à s'enfuir⁵⁸.

Le KAF était une infrastructure névralgique du Sud de l'Afghanistan qui constituait un carrefour logistique pour la coalition, le seul capable de soutenir des opérations aériennes, aéromobiles et spéciales. La coalition, en plus de devoir pourchasser Al-Qaïda, se vit attribuer le 28 décembre 2001 par le CENTCOM cette nouvelle mission : « Réduire la capacité des talibans de se reconstituer en une organisation présentant une menace pour l'Autorité afghane intérimaire⁵⁹ » [Traduction]. Les forces d'opérations spéciales se mirent à traquer le mollah Omar et ses semblables au nord de la ville de Kandahar et dans la province adjacente, l'Oruzgan. C'est justement à ce moment-là que le groupement tactique du 3 PPCLI fit son entrée dans la guerre.

NOTES

1. Joint Task Force Southwest Asia (JTFSWA) ASSESSREP, 19 septembre 2001.
2. CJTFSWA ASSESSREP, 25 septembre 2001.
3. CJTFSWA ASSESSREP, 28 septembre 2001.
4. George Tenet, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007, p. 177, p. 207 à 208.
5. Douglas J. Feith, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper Collins, 2008, p. 49.
6. *Ibid.*, p. 50-51.

7. *Ibid.*, p. 51.
8. *Ibid.*, p. 55.
9. Messieurs Tenet et Feith en discutent dans leur ouvrage respectif, mais omettent les détails. D'autres ouvrages traitent du problème auquel l'administration fait face à l'heure actuelle, plus précisément les suivants : Douglas Farah et Stephen Braun, *Merchant of Death: Money, Guns, Planes, and the Man Who Makes War Possible*, New York, John Wiley and Sons, 2007; Daniel Byman, *Deadly Connections: States that Sponsor Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; Gordon Corera, *Shopping for Bombs: Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of the AQ Khan Network*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
10. Voir Jim Defede, *The Day the World Came to Town: 9/11 in Gander, Newfoundland*, New York, Harper Collins Publishers, 2002.
11. Comme nous le rappelle le lieutenant-général Michael DeLong, de l'USMC, dans *Inside CENTCOM: The Unvarnished Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Washington, Regnery Publishing, 2004, p. 27.
12. Voir Sean M. Maloney, *Helpful Fixer or Hired Gun? Why Canada Goes Overseas, Policy Options*, janvier 2001, p. 59-65; Sean M. Maloney et Douglas L. Bland, *Campaigns for International Security*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 22.
13. Tommy Franks (avec Malcolm McConnell), *American Soldier*, New York, Harper Collins, 2004, p. 269-271.
14. Feith, *War and Decision*, p. 75-77.
15. Comme il est examiné en détail dans Gary Schroen, *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005, et dans Gary Berntsen, *Jawbreaker: The Attack on Bin Laden and Al-Qaeda*, New York, Crown Publishers, 2005.
16. Message du DDOA à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.
17. *Ibid.* La définition des trois types de forces est tirée de l'ordre d'avertissement 01. Les descriptions sont celles de l'auteur.
18. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 182.
19. DeLong, *Inside CENTCOM*, p. 38-39.
20. Feith, *War and Decision*, p. 97-98.
21. *Ibid.*, p. 101.
22. *Ibid.*, p. 101-102.
23. Message du Directeur – Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre (DDOFT) à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.
24. Notes manuscrites du Col Larry Zaporzan, *Courses of Action*, s.d. Note contextuelle : À l'automne 2001, il y a eu une telle ruée pour louer, au moyen de contrats, des avions de transport que les forces de coalition ont engagé la ou les sociétés de transport aérien de Viktor Bout, même si cette société appuyait par ses vols tant l'Alliance du Nord que les talibans. Voir Farah et Braun, *Merchant of Death*, chap. 11.
25. Message du DDOFT à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.
26. *Ibid.*

CHAPITRE UN

27. *Ibid.*
28. JTFSWA ASSESSREP, 26 octobre 2001.
29. Message du DDOFT à la Liste de distribution, *LF Contribution to Op APOLLO-Concept of Operations*, 29 novembre 2001.
30. *Ibid.*
31. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington, Potomac Books, 2005, p. 48-50.
32. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.
33. *Ibid.*
34. *Ibid.*
35. *Ibid.*
36. Le CEMD et le SM au PM, *Canadian Forces' Objectives Related to Combating the Threat of Terrorism*, 20 novembre 2001.
37. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 51.
38. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.
39. CJTFSWA ASSESSREP, 18 novembre 2001.
40. CJTFSWA ASSESSREP, 26 novembre 2001.
41. Le seul examen qui a été fait des origines de la FIAS jusqu'à maintenant : Sean M. Maloney, *La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation*, Revue militaire canadienne, vol. 4, n° 2.
42. *Ibid.*
43. *CJ-5 ISAF Command Brief*, 2003.
44. CJTFSWA ASSESSREP, 4 décembre 2001; (S) SSS 10 G 3 3350-20 v. 3 CJTFSWA ASSESSREP, 5 décembre 2001.
45. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
46. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
47. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
48. CJTFSWA ASSESSREP, 14 décembre 2001.
49. CJTFSWA ASSESSREP, 17 décembre 2001.
50. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 57-58.
51. DeLong, *Inside CENTCOM*, p. 54-56; Berntsen, *Jawbreaker*, chap. 16-19.
52. Voir Philip Smucker, *Al Qaeda's Great Escape*, Washington, Potomac Books, 2004, et plus particulièrement l'ouvrage *Jawbreaker* de Berntsen.
53. Feith, *War and Decision*, p. 120; Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 219-220.

CHAPITRE UN

54. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 48.
55. *Unclassified Documents from Marine Task Force 58's Operations in Afghanistan, Strategy Page*, 2002.
56. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 202-204.
57. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.
58. CJTFSWA ASSESSREP, 4 novembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 6 novembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 11 décembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 12 décembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 1^{er} janvier 2002.
59. CJTFSWA ASSESSREP, 28 décembre 2001.

OPÉRATION APOLLO, DE FÉVRIER À JUILLET 2002 :

GENÈSE DE L'OPÉRATION

La décision d'Ottawa de déployer le groupement tactique du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) déclenche une avalanche d'activités d'Ottawa jusqu'à Edmonton en passant par Tampa. Le précédent créé par l'envoi d'un contingent de combat de l'Armée canadienne ne manque pas de retenir l'attention de la population et des médias. Les soldats et leurs familles vivaient dans l'expectative depuis près de deux mois alors que les différentes options étaient évaluées et que le conflit prenait de l'ampleur en Afghanistan.

En février 2002, la force de déploiement aux fins de l'opération (Op) APOLLO est établie dans sa forme définitive. Elle comprend ces éléments : un quartier général de bataillon; deux compagnies d'infanterie légère (une troisième provenant du 2^e Bataillon du PPCLI sera ajoutée en mars 2002); une compagnie de tir d'appui direct (tireurs d'élite, mitrailleuses, lance-missiles TOW); la moitié d'un escadron de reco du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) équipé de véhicules de surveillance Coyote; une troupe renforcée du Génie de combat du 12^e Escadron de campagne (1^{er} Régiment du Génie de combat); un peloton de mortiers composé de membres du 1^{er} Régiment, Royal Canadian Horse Artillery; un Groupe de soutien avancé chargé de la logistique, lui-même composé de 77 militaires provenant d'une quinzaine d'unités de diverses régions du Canada. Il faut aussi ajouter un peloton des transmissions qui comprend un détachement léger du Système national d'information, de commandement et de contrôle (SNICC) pour les communications stratégiques¹, et une section de l'Équipe mobile de guerre électronique du 2^e Escadron de guerre électronique. Dans l'ensemble, 1 000 personnes sont déployées au sein du groupement tactique du 3 PPCLI².

Comme le Canada ne détient pas suffisamment de ressources de transport aérien stratégique, des avions de transport C-5B Galaxy et C-17 Globemaster III des Forces aériennes des États-Unis (É.-U.) [U.S. Air Force] servent à transporter les effectifs du groupement tactique d'Edmonton jusqu'à Frankfurt am Main, en Allemagne, ce qui est loin de passer inaperçu. Le reste du trajet jusqu'en Afghanistan est assuré par des appareils C-17 dotés de systèmes défensifs.



Photo : MDN/APD02 5000-139

Comme le Canada ne dispose pas des ressources de transport aérien stratégique suffisantes, il doit s'en remettre aux appareils C-5B et C-17 des Forces aériennes des É.-U. pour le déplacement du groupement tactique canadien d'Edmonton jusqu'au KAF. Il faudra plus de cinq ans (durée approximative de la Seconde Guerre mondiale) pour corriger cette lacune en matière de transport.

Le lieutenant-colonel (Lcol) Pat Stogran et son détachement de reconnaissance (reco) arrivent à Kandahar le 14 janvier 2002. Dans les premiers jours de l'Op APOLLO, presque tous les militaires ont droit à une scène similaire à leur arrivée, qui ressemble à ceci. L'appareil C-17, arrivant de nuit, effectue une manœuvre en tire-bouchon au-dessus de l'aérodrome de Kandahar (KAF) en vue de perturber les éventuels systèmes de défense aérienne de l'ennemi avant d'atterrir sur une piste non éclairée. Le terminal international, saccagé, est pour sa part seulement éclairé par des feux qui ont été allumés dans des barils de 50 gallons. Penchés au-dessus des barils et essayant de se réchauffer les mains, des Marines américains à la propreté douteuse, coiffés d'une tuque et lourdement armés, essaient de se réchauffer les mains. Le tout semble tiré directement d'un film postapocalyptique! Lorsque le gros des troupes arrive le 3 février, on emmène les soldats en pleine nuit sur un terrain dénudé en leur ordonnant d'installer un camp. Il n'y a au départ aucun ouvrage défensif; il faut emprunter des sacs de sable et du matériel de défense du Special Air Service (SAS) de la Nouvelle-Zélande, et les soldats doivent creuser des tranchées à l'aide de leurs pelles-pioches et de tout ce qui leur tombe sous la main.



Photo : MDN/ISD02-9506

Le Lcol Pat Stogran, commandant du 3^e Bataillon (PPCLI) et du contingent canadien au KAF, transmet des indications à son état-major.

Le groupement tactique du 3 PPCLI mène ses activités à titre de membre d'une brigade des États-Unis. Plus précisément, il est intégré à la 187^e Équipe de combat de brigade (187 ECB) de la 101^e Division aéroportée (aéromobile), aussi appelée « Force opérationnelle (FO) Rakkasan³ ». La 187 ECB devait fonctionner suivant une rotation de trois bataillons alternant entre des tâches de sécurité au KAF, des tâches de sécurité dans une base au Pakistan et des tâches de projection de force. Basée à Kandahar, la 187 ECB est constituée d'un bataillon du Génie, d'une FO de logistique (soit le 626^e Bataillon de soutien avancé [BSA]), d'une unité d'hélicoptères d'attaque AH-64 Apache, et d'une unité d'hélicoptères de transport équipée de CH-47 Chinook et de UH-60 Blackhawk. Dans les faits, il manque un bataillon à la FO Rakkasan, et c'est là que le groupement tactique du 3 PPCLI entre en jeu : il devient le 3^e Bataillon de la Brigade⁴.

La chaîne de commandement canadienne du Lcol Stogran a des maillons à Tampa (en Floride). Elle s'étend jusqu'à la Force opérationnelle interarmées canadienne de l'Asie du Sud-Ouest pour se terminer à Ottawa. Le groupement tactique du 3 PPCLI est pour sa part sous le contrôle opérationnel de la FO Rakkasan, située en Afghanistan. Cette complexité équivaut à restreindre la liberté d'action des forces en déploiement avancé, mais il y a autre chose. En effet, le vice-amiral (Vam) Greg Maddison, sous-chef d'état-major

de la Défense, avait déjà imposé un régime restrictif aux opérations qui font intervenir les Forces d'opérations spéciales canadiennes en Afghanistan. En vertu de ce régime, le sous-chef d'état-major de la Défense doit donner son approbation à partir d'Ottawa chaque fois que l'on désire mener une opération d'action directe ou que l'on souhaite intégrer des troupes à une organisation alliée. Les restrictions précédemment mentionnées font directement suite à l'affaire somalienne de 1993 et de l'enquête qui a suivi sur les activités du Régiment aéroporté du Canada⁵. Les Forces canadiennes ne peuvent se permettre une nouvelle défaillance comme celle de la Somalie, et il y a des risques politiques, d'où les contrôles plus serrés jugés nécessaires par le chef d'état-major et sous-chef d'état-major de la Défense. Ces contrôles s'appliquent au Lcol Stogran et au 3 PPCLI, qui n'est pas une FOS axée sur l'action directe (et ne semble donc pas devoir être assujéti à un contrôle aussi rigoureux de la part d'Ottawa). La situation a pour effet de restreindre la gamme des activités éventuelles du 3 PPCLI, une telle restriction étant inhabituelle pour les Américains⁶. Le régime restrictif établi en 2001 demeurera en vigueur jusqu'à la fin de 2004 alors que l'Op ATHENA bat son plein.

Aérodrome de Kandahar : un terrain vital pour l'Op ENDURING FREEDOM

Le KAF est un terrain vital non seulement dans la guerre en Afghanistan, mais aussi dans le vaste conflit contre Al-Qaïda, et c'est ce qui explique l'emploi que l'on fera du groupement tactique du 3 PPCLI. En effet, il ne s'agit pas que de protéger un aérodrome. Le KAF, en raison de sa piste longue de 10 000 pieds et de très nombreux autres facteurs, est l'une des installations qu'il faut à tout prix contrôler pour gagner la guerre. En 2002, seulement trois de ces installations vitales sont tenues par la coalition en Afghanistan : l'aérodrome de Bagram (dans le nord), l'aérodrome de Khost (de petite taille) et le KAF (au sud). Il y a dans les pays voisins des bases aériennes périphériques servant au ravitaillement des forces de l'Op ENDURING FREEDOM stationnées en Afghanistan. Tout le nécessaire pour appuyer la guerre contre le régime taliban et Al-Qaïda doit arriver par la voie des airs via ce réseau de bases. Comme il s'agit d'une tâche peu prestigieuse comparativement à d'autres, l'importance du rôle de protection de la force confié au groupement tactique du 3 PPCLI au KAF est généralement sous-estimée. On a tendance à oublier que la perte de l'aérodrome ou même la perturbation de ses activités aurait été catastrophique et aurait ruiné des mois, voire des années, d'efforts de la coalition.

Les aérodromes de Bagram, de Kandahar et de Khost servent de plateformes de lancement à divers types de missions. La plupart du temps, ces dernières sont menées par des forces d'opérations spéciales avant que l'infanterie légère conventionnelle ne prenne la relève. Le KAF est situé à proximité de Kandahar, la plus grande ville du Sud de l'Afghanistan.

Cette ville est depuis fort longtemps un carrefour de transport et de commerce non seulement pour le pays, mais aussi pour toute la région de l'Asie centrale. Kandahar est en outre la première ville dont les talibans se sont emparés dans leur marche vers le pouvoir, à la fin des années 1990, ce qui lui confère donc également une valeur psychologique. Avant l'invasion, les activités d'Al-Qaïda en Afghanistan étaient regroupées à Djalalabad, Kaboul, Khost et Kandahar; on y retrouvait plus de 50 sites servant aux fins suivantes : entraînement, recherche et développement, commandement et contrôle. Il est donc bien certain que la prise du KAF a énormément perturbé les opérations des talibans et d'Al-Qaïda.

Le KAF offre une base avancée sûre à diverses unités d'opérations spéciales. Celles-ci devaient, par le passé, intervenir à partir de divers endroits qui étaient loin de Kandahar : Jacobabad au Pakistan; Karshi-Khanabad en Ouzbékistan; Manas au Kirghizistan; navires stationnés dans la mer d'Oman. Ces forces d'opérations spéciales se retrouvent dorénavant plus près de leurs cibles et peuvent réagir rapidement. Elles sont moins exposées aux systèmes de défense anti-aérienne pendant leurs trajectoires, car les vols sont de moins longue durée. Le personnel des opérations spéciales peut se reposer et s'entraîner dans des installations sûres, tout en étant proches de l'action et en disposant d'un système de logistique protégé. Somme toute, l'accès protégé au KAF permet d'augmenter considérablement la cadence des opérations dans le Sud.

À ce stade, nombreux objectifs de la guerre s'imbriquent les uns dans les autres. Il y a d'abord le démantèlement du régime taliban, ce « bouclier » censé protéger les forces et l'infrastructure d'Al-Qaïda en Afghanistan. Il y a en deuxième lieu l'engagement direct contre les unités et formations d'Al-Qaïda appuyant les talibans en Afghanistan. En troisième lieu, il y a l'infrastructure et le leadership d'Al-Qaïda. Enfin, il y a la nécessité de s'en prendre aux réseaux d'Al-Qaïda qui mènent des activités terroristes dans différentes régions du monde de même qu'à leurs éléments se consacrant au financement, à la logistique et au recrutement.

Les ressources nécessaires pour engager ces quatre objectifs varient en types et en nombres. Les Détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales des É.-U. [U.S. Special Forces] ont travaillé en étroite collaboration avec des groupes anti-talibans en Afghanistan pour renverser le régime. Les équipes de la CIA (aussi désignée « l'Autre agence gouvernementale (AAG) ») ont collaboré avec ces mêmes groupes afin de collecter des données du renseignement stratégique au sujet d'Al-Qaïda en Afghanistan aux fins du ciblage. D'autres forces spéciales, aussi désignées « autres forces de la coalition », sont notamment le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC), la Division des activités spéciales de la CIA [U.S. Special Activities Division], et plusieurs organisations désignées seulement par un numéro. Les « autres forces de la coalition » sont censées entrer en action sur la base des informations fournies par l'AAG. Lorsque le conflit prend de l'ampleur, les forces spéciales de plusieurs

pays de l'OTAN se mettent de la partie, dans certains cas aux côtés des Forces spéciales des États-Unis.

Lorsque le 3 PPCLI arrive à Kandahar, les acteurs en matière d'activités spéciales sont encore plus nombreux. Le transport aérien des Forces spéciales est assuré par le 3^e Bataillon du 160^e Régiment d'aviation des Forces d'opérations spéciales [Special Operations Aviation Regiment] (3-160 SOAR). Ce dernier déploie à l'aérodrome une partie de sa flotte d'hélicoptères comptant dix MH-60 et huit MH-47D pour appuyer la FO K-Bar. Cette dernière est constituée des entités suivantes : unités des Forces spéciales (SEAL) de la Marine des É.-U., du 3^e Bataillon du 3^e Groupe aéroporté des Forces spéciales [Special Forces Group (aéroporté)] (3 SFGA), des forces d'opérations spéciales (FOS) du Canada, de la Norvège, du Danemark, de la Nouvelle-Zélande et de l'Allemagne. Il faut aussi noter la présence de la FO 64, l'unité de SAS du Régiment australien qui a été déployée en 2001⁷.

Composé de 12 soldats, le Détachement opérationnel Alpha (ODA) du 3^e Bataillon, le 3 SFGA, travaille étroitement avec les éléments tribaux anti-talibans à Kandahar et dans les provinces adjacentes. Le KAF lui sert de base d'opérations avancée. Ce sont les mêmes forces interposées qui ont déstabilisé et défié les talibans dans le Sud en 2001. Les unités européennes de la FO K-Bar se chargent principalement des missions stratégiques et de reco spéciale alors que le 3-160 SOAR s'occupe des insertions. Les membres de l'unité de SEAL et les Canadiens accomplissent généralement les missions d'action directe et les missions d'exploitation de site sensible⁸.

Le contingent du JSOC est appelé FO Green et comprend un escadron du Groupe des applications au combat, mieux connu de la population sous l'appellation Force Delta. Le Groupe de développement de la Marine, communément appelé SEAL Team Six, forme la FO Blue. Il y a également l'unité des opérations de la force avancée et l'Activité de soutien au renseignement, sous le nom de code Gray Fox. Des équipes de Rangers fournissent des éléments de protection (FO Red). La Division des activités spéciales de la CIA et son dispositif du Renseignement font partie de la FO 5. Des éléments du 2^e Bataillon du 160 SOAR soutiennent ces forces. Il arrive que des escadrons du SAS et du Service spécial naval [Special Boat Service] (SBS) britanniques collaborent avec certains éléments de la FO 5. Cette dernière est principalement basée à Bagram; s'il y a lieu de croire qu'un chef pouvant représenter une cible de choix est actif dans le Sud, ces différents éléments peuvent être mobilisés en vue d'un déploiement à partir de Kandahar⁹.

Dans les faits, une grande partie de l'équipement servant à combattre Al-Qaïda en Afghanistan et servant de base à des opérations planétaires de grande envergure contre cette organisation se trouve au KAF, sous la protection des Forces canadiennes. Étant donné son emplacement centralisé sur le front du Sud, le KAF est aussi le témoin de nombreuses activités de collecte et d'analyse du renseignement électromagnétique. Ces activités font

intervenir certains éléments d'une équipe nationale de soutien au renseignement, une unité dirigée par le Corps des Marines des É.-U. qui appuie la FO 11 dans sa recherche d'objectifs de grande importance¹⁰.

Du point de vue médical, une équipe chirurgicale avancée et un détachement de médecine préventive sont installés dans l'aile ouest du terminal de l'aérodrome avec tout le soutien logistique nécessaire¹¹. Le tout s'appelle collectivement « Charlie Med ». D'autres unités sur place se chargent d'approvisionner la chaîne des soins de santé en cas de pertes. Les bataillons de la 101^e Division aéroportée (aéromobile) disposent d'hélicoptères UH-60 servant expressément aux évacuations d'urgence, avec personnel médical à bord, alors que les Forces aériennes des É.-U. maintiennent sur place une unité de recherche et sauvetage de combat (RESCO). Cette dernière dispose d'hélicoptères UH-60, dont le personnel navigant comprend des parachutistes-secouristes spécialisés dans l'extraction d'équipages d'aéronef dans des environnements hostiles. Une autre unité des Forces aériennes qui se spécialise dans l'évacuation de blessés par la voie des airs à destination d'hôpitaux en Allemagne est également stationnée au KAF¹².

Le KAF est le principal carrefour logistique des forces de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan. On doit acheminer par voie aérienne tout ce qui est nécessaire aux 5 000 militaires se trouvant dans le pays, des véhicules jusqu'aux munitions, en passant par l'eau, la nourriture et les allumettes. Il faut en outre un endroit pour emmagasiner tous ces biens de façon ordonnée en les protégeant contre le climat, les pillards et l'ennemi.

En un mot, le KAF, c'est l'énergie vitale et le cerveau des efforts de la coalition dans le Sud. Il suffirait d'un seul bombardement précis d'un lance-roquettes multitube pour entraver considérablement la mission dans son ensemble. Une infiltration ennemie ou un raid dans les zones de soutien pourrait couper le pont aérien. Il en irait de même d'une attaque réussie par un missile sol-air portable à l'encontre d'un C-17 à son arrivée ou à son départ. C'est le groupement tactique canadien qui est responsable de la protection du KAF et de toutes les ressources qui y sont gardées : une tâche essentielle à la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM.

Exploitation de sites sensibles : une base solide pour jihadistes

Du point de vue stratégique, les éléments d'information colligés dans la région de Kandahar et dans l'Est de l'Afghanistan contribuent à dégager un portrait plus général de l'énigme que représente Al-Qaïda. De quoi Al-Qaïda est-elle capable à l'échelle planétaire? Quelles autres opérations prépare-t-elle? Ou encore, dans certains cas, et chose tout aussi importante, qu'est-ce que l'organisation est incapable de faire? Plusieurs sources fournissent des éléments de réponse à ces questions : ennemis capturés; documents et ordinateurs saisis; analyse de vestiges de camps d'entraînement de jihadistes; infrastructure de réseau utilisée.

Le KAF sert également d'escale et de filtre pour les ennemis capturés. On y trouve une zone de détention (d'attente), des locaux pour les interrogatoires et un centre d'exploitation des documents (DOCEX), tous relevant des unités de la police militaire et du renseignement de l'Armée des É.-U., avec l'aide toutefois d'agences alliées et étasuniennes du renseignement et de l'application de la loi. Il y a un autre établissement ailleurs pour les détenus de haute importance. En fait, tous les détenus capturés dans le Sud, des simples soldats talibans jusqu'aux agents de niveau supérieur d'Al-Qaïda, transitent par la base. Selon l'importance qui leur est attribuée, certains se retrouvent à Bagram, d'autres sont confiés aux services du renseignement américains alors que d'autres encore demeurent au KAF, qui devient rapidement une plaque tournante pour les efforts du renseignement déployés à l'encontre des groupes terroristes à l'échelle planétaire¹³.

Le cas d'Abu Zubaydah peut servir d'exemple à ce sujet. En mars 2002, les liens trilatéraux entre Bagram, Kandahar et les efforts consentis en commun au Pakistan permettent la capture de Zubaydah, une cible de grande valeur parmi les têtes dirigeantes d'Al-Qaïda. Dans le cadre du programme d'interrogatoire de la CIA, Zubaydah est amené sans tarder dans un lieu non divulgué où l'on prend tous les moyens nécessaires pour l'interroger à fond. Résultat : on réussit à prendre puis à transporter ses plus proches associés par avion jusqu'au KAF où ils sont pris en charge par les services du renseignement¹⁴.

L'exploitation de Zubaydah et de ses associés permet d'obtenir d'excellents résultats une fois le tout juxtaposé à la kyrielle d'autres éléments d'information recueillis ailleurs en Afghanistan. À titre d'exemple, un individu soupçonné de planifier une attaque à la bombe radioactive aux États-Unis est appréhendé en mai 2002¹⁵ alors qu'il prépare en fait des attaques conventionnelles contre des gratte-ciel résidentiels civils¹⁶. L'individu qui a été le lien de communication principal entre les chefs d'Al-Qaïda et les pirates de l'air du 11 septembre est capturé au Pakistan grâce à des informations obtenues au KAF. Des données colligées pendant des opérations d'exploitation de sites sensibles en Afghanistan sont jumelées à d'autres données du renseignement pour mener les enquêteurs à l'arrestation d'une cellule d'Al-Qaïda composée de six hommes à Buffalo, dans l'État de New York, avant même qu'elle ne puisse organiser une opération¹⁷.

Zubaydah détient aussi de l'information sur des cellules de soutien d'Al-Qaïda en opération au Canada qui sont en mesure de se procurer des passeports canadiens permettant aux agents de l'organisation d'entrer plus facilement aux États-Unis pour attaquer des cibles¹⁸. Zubaydah confirme également qu'Al-Qaïda prévoit attaquer des cibles au Canada¹⁹. D'autres informations recueillies au sujet des opérations d'Al-Qaïda révèlent qu'une cellule mène des activités à partir d'un programme universitaire de biologie et de chimie au Canada, le tout pouvant avoir fait partie d'une seconde vague d'attaques planifiées dans la foulée du 11 septembre. Les plans établis prévoyaient apparemment l'utilisation d'avions d'épandage pour vaporiser des agents chimiques ou biologiques, y compris peut-être de l'anthrax²⁰.



Photo : Auteur

Cinq sites d'entraînement importants d'Al-Qaïda étaient situés au KAF ou aux alentours en plus de cinq autres installations de soutien dans la ville de Kandahar. Tous sont bombardés dès le début de l'Op ENDURING FREEDOM avant d'être exploités aux fins du renseignement une fois les forces terrestres arrivées au KAF.

En vérité, l'Op ENDURING FREEDOM révèle l'ampleur stupéfiante du système d'entraînement jihadiste en Afghanistan. Al-Qaïda et ses alliés disposent d'une bonne cinquantaine d'installations consacrées à la formation à grande échelle de terroristes, avec un contingent de jihadistes provenant de plus de 20 pays, dont le Canada. On estime à 20 000 le nombre de jihadistes qui ont reçu un entraînement en Afghanistan pendant les années 1990. En plus du Canada, ils sont ensuite déployés dans une gamme variée de pays comprenant la Tchétchénie, la Chine, le Maroc, le Mexique, l'Espagne, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, les Philippines et l'Allemagne (voir la figure 2-1).

On peut dire, en substance, qu'Al-Qaïda jouait un rôle clé dans l'émergence d'une véritable culture jihadiste multinationale en incubation dans ces installations. Les talibans avaient leurs propres centres d'entraînement (qui ont été saisis ou autrement enlevés par l'organisation de Gulbuddin Hekmatyar en 1995 et 1996), mais l'ensemble des groupes jihadistes étaient en grande partie intégrés au tournant de l'an 2000. En 2001, il est de plus en plus difficile de déterminer où s'arrête l'influence d'Al-Qaïda et où commence celle des talibans ou d'autres groupes à l'intérieur de ce système. Parmi les exceptions, il faut noter certains groupes plus étroitement liés aux services de sécurité pakistanais, mais il y a encore là des chevauchements considérables dans le système de formation avec le groupe Lashkar-e-Taiba, par exemple, ou avec le mouvement Harkat ul-Ansar²².

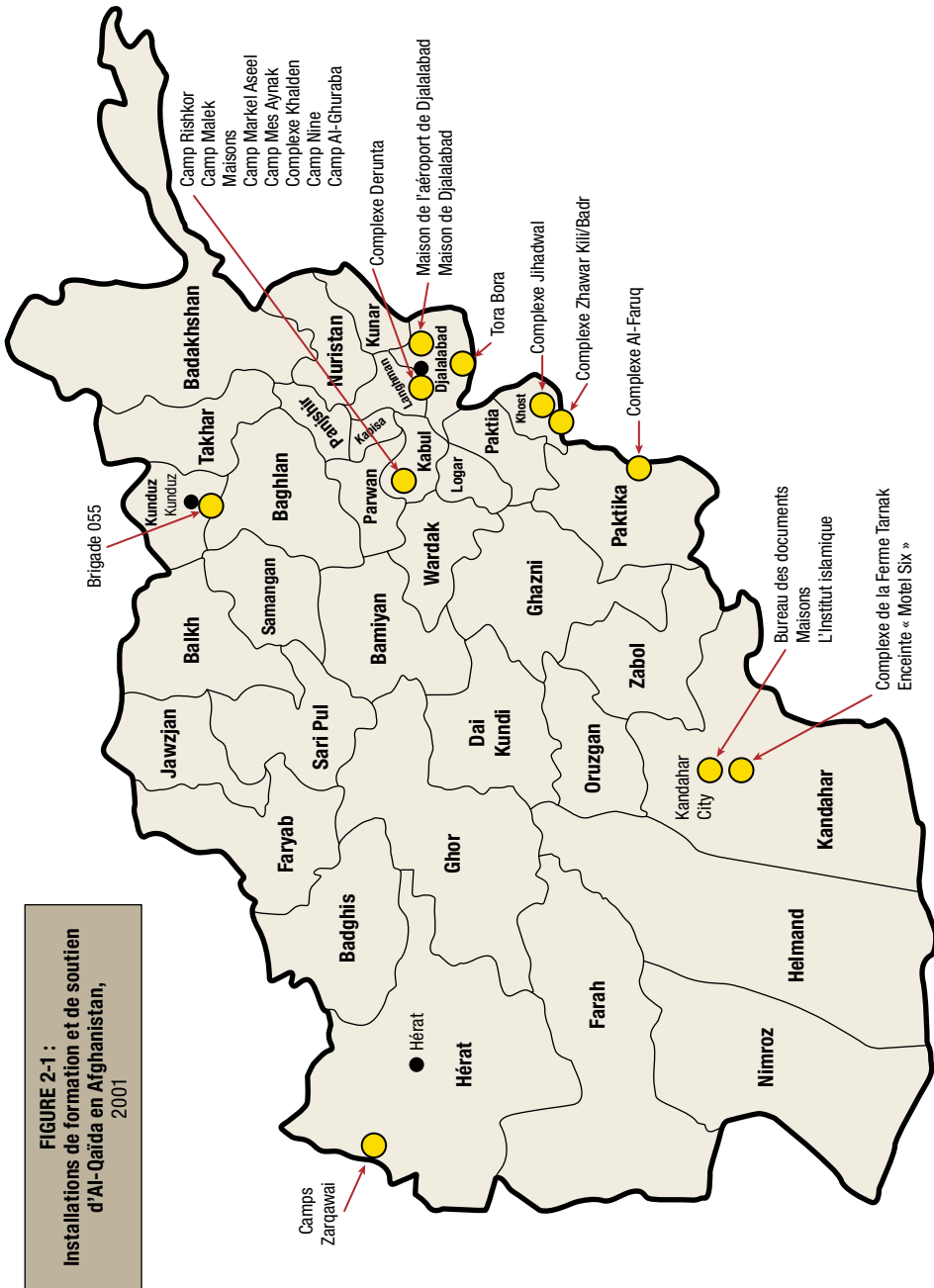


Figure 2-1 : Installations de formation et de soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan, 2001

On en arrive à un point où Al-Qaïda et les autres groupes mettent en commun installations, expertise, équipement et personnel de façon presque interchangeable. Ainsi, le groupe Lashkar-e-Taiba envoyait des combattants, une fois qu'ils avaient suivi la formation de base ailleurs, au Camp d'entraînement Derunta contrôlé par Al-Qaïda près de Djalalabad pour qu'ils se perfectionnent dans l'utilisation d'explosifs²³. Des combattants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan suivaient une formation sur les missiles SA-7 et la contre-surveillance à Kandahar, donnée par des instructeurs de Tchétchénie et d'Al-Qaïda²⁴. Au Khana Gulam Bacha Guesthouse à Kaboul²⁵, Al-Qaïda formait des jihadistes de plusieurs pays pour qu'ils remplacent individuellement des talibans au sein de leurs unités de combat, mais assurait également l'entraînement d'étrangers pour qu'ils rejoignent les rangs de la conventionnelle Brigade 055 d'Al-Qaïda dans son combat contre l'Alliance du Nord²⁶.

Cela dit, Al-Qaïda se servait de son système de formation pour repérer les individus particulièrement déterminés et les recruter aux fins d'activités plus spécialisées. On se retrouvait ainsi avec un système à l'intérieur d'un autre système qui comportait lui-même plusieurs couches et compartiments. Ainsi, de nombreuses sources faisaient référence au Camp d'entraînement Al-Farouq que l'on retrouvait, semble-t-il, dans au moins cinq endroits différents²⁷. Il y avait un vaste camp portant le nom d'Al-Farouq dans la province de Paktika, près de la frontière avec le Pakistan. La meilleure analogie consiste à voir Al-Farouq comme l'équivalent d'un programme universitaire d'éducation permanente pour le perfectionnement des jihadistes dans plusieurs camps dirigés par différents groupes parallèlement au travail d'un groupe de formation de base pour les nouveaux jihadistes. Dans les faits « Al-Farouq » servait de pseudonyme à un large éventail d'installations et d'activités²⁸.

Les analystes de l'Op ENDURING FREEDOM arrivent à regrouper les activités les plus secrètes d'Al-Qaïda en Afghanistan et les installent dans plusieurs emplacements géographiques, qui font ensuite l'objet, en 2020, de raids et de missions d'exploitation. Il y a Kaboul, dans un premier temps, là où se trouve le quartier général d'Al-Qaïda et où logent les chefs talibans dans le district Wazir Akbar Khan en plus d'au moins cinq hôtels particuliers pour le personnel²⁹ et le Camp Al Ghuraba, foyer d'Abu Musab al-Suri, un homme encore plus radical que ben Laden qui s'emploie à doter Al-Qaïda de capacités chimiques, biologiques et même nucléaires. Un cours de formation sur la guerre en zone urbaine est offert dans la ville. Mais il y a aussi ce qu'on appelle « Camp Nine ». Il s'agit d'un camp spécial de formation à l'assassinat dont le programme est très varié :

[Traduction]

[Notre source] indique que pendant sa formation, il a empoisonné des lapins et également visionné une vidéo montrant un chien qui meurt dans une pièce que l'on enfume. Il a expliqué également à [notre source] qu'on lui a enseigné des techniques de contre-surveillance. (Note de l'analyste : la période de formation de [notre source] coïncide avec celle de la formation suivie par le détenu au camp. La formation en empoisonnement suivie par [notre source] est considérée comme similaire aux expériences menées avec le cyanure décrites par [notre source] avec l'empoisonnement de lapins³⁰.)

C'est également à Kaboul que sont situés les bureaux d'Ummah Tameer-e-Nau (UTN), un organisme non gouvernemental « d'aide humanitaire » pakistanais fondé par Bashiruddin Mahmood (responsable du réacteur de traitement du plutonium du Pakistan); un officier d'artillerie supérieur de l'armée pakistanaise; Hamid Gul, chef des services secrets du Pakistan (l'ISI). L'exploitation des documents trouvés dans ces bureaux après un raid confirme l'existence de liens entre Al-Qaïda et certaines autorités pakistanaises responsables de l'armement nucléaire³¹.

On recense également un autre groupe d'installations d'Al-Qaïda à proximité de Djalalabad, y compris le complexe Derunta, où le programme comprend un entraînement à la guerre chimique. Il y a eu à cet endroit la découverte de vidéos illustrant la mise à l'essai d'agents de guerre chimique sur des chiens. La description suivante est fournie concernant le Camp Derunta :

[Traduction]

Un des camps les plus importants... situé à environ 8 milles de la ville de Djalalabad à l'est du pays. Le complexe compte en fait quatre sous-camps : le Camp Abu Khabab où, d'après les sources du renseignement, on emmagasine des produits chimiques et des explosifs et on forme des terroristes quant à la meilleure façon de les utiliser pour maximiser le nombre de victimes; le Camp Assadallah Abdul Rahman, dirigé par le fils du chef spirituel aveugle Omar Abdel Rahman (actuellement incarcéré aux États-Unis pour avoir comploté en vue de faire exploser le World Trade Center en 1993); le Camp Hizbi Islami [sic], dirigé par un groupe d'extrémistes pakistanais combattant au Cachemire; enfin, le Camp Taliban, où la milice religieuse est formée et endoctrinée pour combattre l'Alliance du Nord³².



Photo : MDN AP2002-5617

Exploitation d'un site sensible : Le système d'entraînement et de soutien d'Al-Qaïda et des jihadistes consistait en plus de 40 installations, certaines dans des régions éloignées. Le repérage et l'examen de ces sites contribuent à fournir aux planificateurs stratégiques les données requises pour en savoir plus long au sujet des capacités mondiales de l'ennemi.

Le complexe Derunta regorge de jihadistes provenant des Philippines, de la Turquie, de l'Égypte et de la Malaisie et forme des soldats pour aller combattre en Bosnie, en Tchétchénie et en Azerbaïdjan³³. Les jihadistes le connaissent bien pour son expertise en formation dans l'utilisation d'explosifs, de poisons et de bombes à retardement³⁴. Les spécialistes du renseignement s'intéressent tout particulièrement aux cellules d'Al-Qaïda actives en Bosnie qui souhaitent perturber la paix fragile que l'Armée canadienne et ses alliés de l'OTAN ont contribué à instaurer après 10 années d'opérations des Nations Unies et de l'OTAN dans cette région. Ces complots, planifiés et financés par le bureau des opérations d'Al-Qaïda, sont contrés avant même leur mise à exécution³⁵.

Le troisième regroupement découvert comporte les installations situées à Djalalabad et à proximité. On apprend que la formation en fabrication de bombes, principalement au moyen de matériel électronique, est offerte à la Maison des Algériens [House of the Algerians]. On trouve à Djalalabad des installations pour les Maghrébins (groupes basés en Afrique du Nord). On constate surtout que la Maison de l'aéroport [Airport House] est la maison familiale de ben Laden à Djalalabad et devient l'un de ses quartiers généraux³⁶.

Au sud-est de Tani, dans les montagnes à la frontière du Pakistan près de Khost, les complexes du Camp Zhawar Kili servent depuis longtemps à la formation de jihadistes. Ils ont été la cible en 1998 d'un missile de croisière américain qui n'a pas totalement atteint son objectif. Selon toutes vraisemblances, six installations sur place comprennent deux des plus importants centres de formation, soit Badr-1 et Badr-2, qui permettent d'entraîner 350 combattants en même temps. Les soldats formés dans les camps Badr doivent généralement aller combattre en Bosnie ou en Tchétchénie. Un autre camp du complexe, qui fait partie du réseau Haqqani, est relié à des madrasas du Waziristan du Nord. Al-Qaïda est pour ainsi dire une « unité hébergée » au Camp Zhawar Kili³⁷.

La province de Hérat accueille pour sa part les mystérieuses installations dirigées par Abu Musab al-Zarqawi. Une installation manifestement talibane, le Camp Ziarat Jah sert à l'entraînement des Tchétchènes. Il semblerait que tous les autres camps d'Al-Qaïda dans la région servent à emmagasiner du matériel nucléaire. Des Arabes provenant de 18 pays, et notamment du Liban, de la Jordanie et de l'Iraq, suivent une formation pour l'utilisation d'armes légères, d'explosifs et d'armes chimiques. Une équipe formée là-bas tentera d'ailleurs en 2004 de déclencher à Amman, en Jordanie, une arme chimique qui aurait tué quelque 80 000 personnes, mais cet attentat sera déjoué³⁸. Oussama ben Laden lui-même est le seul à pouvoir autoriser des visites de ces installations³⁹. Il faut surtout noter que dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, il est de la plus haute importance pour le personnel du renseignement de jauger l'intérêt d'Al-Qaïda pour les armes et le matériel nucléaires et qu'al-Zarqawi figurait au sommet de la liste des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda à appréhender.

D'après les renseignements colligés, le personnel d'Al-Qaïda sur place tentait apparemment de se procurer une arme nucléaire par l'entremise d'un groupe radical de scientifiques et d'officiers au Pakistan, et au moins deux scientifiques russes possédant une expertise en armements nucléaires étaient en contact avec Al-Qaïda⁴⁰.

Signalons en dernier lieu les installations d'Al-Qaïda dans la province de Kandahar et dans les environs. C'est dans celles-là que sont planifiés les attentats du 11 septembre par Oussama ben Laden et Khalid Sheikh Mohammed, et que les pirates s'entraînent en vue de la mission et que le soutien logistique requis est offert. Ainsi, le bureau des documents fournit aux pirates de fausses pièces d'identité⁴¹. Un jihadiste formé dans le réseau Al-Farouq demeure à l'hôtel particulier pour jihadistes de Kandahar et se sert de faux passeports produits par le bureau des documents de cette province pour se rendre au Canada et recruter des candidats en vue de former des cellules jihadistes en 2000. Il est aussi déterminé que le Canada sert de base à un autre jihadiste que l'on appréhende alors qu'il utilise des papiers produits à Kandahar. Lorsqu'on lui demande : « Pourquoi le Canada? », il répond : « Le Canada accepte tout le monde⁴². »

Le Complexe Mall Six [Mall Six Complex] est la principale base administrative d'Al-Qaïda. Y logent ben Laden, ses seconds, leurs familles et leurs gardes du corps. Cet ensemble de cinq rangées de six maisons de brique crue se trouve à un kilomètre du KAF. Seul le personnel d'Al-Qaïda est autorisé à y entrer⁴³.

Le Camp Abu Ubaydah de la Ferme Tarnak, à 10 kilomètres au sud du KAF, est aussi connu sous le nom de Camp Commando par la communauté jihadiste. On y compte près de 100 bâtiments et un grand champ de tir. Le programme de formation porte notamment sur les missiles sol-air, les techniques d'évasion, la guerre en zone urbaine, l'entraînement aux environnements de montagne, de désert et de jungle, les explosifs, le tir isolé, les poisons et les armes chimiques⁴⁴. Une équipe de lancement de missiles sol-air formée à cet endroit participe à une tentative avortée visant à abattre un avion de ligne israélien à Mombasa⁴⁵, en novembre 2002.

L'aérodrome lui-même sert à répéter des scénarios terroristes dans des avions de ligne et des aéroports. Une formation sur l'utilisation des missiles air-sol est offerte dans des champs de tir spécialisés. Parmi les installations d'Al-Qaïda à Kandahar, notons le Laboratoire chimique, pour reprendre l'expression utilisée par le personnel capturé, où entre 40 et 50 combattants insurgés reçoivent une formation alors qu'ils sont hébergés au petit hôtel al-Ansar. Le Laboratoire permet de réaliser des expériences portant notamment sur les explosifs et sur les produits chimiques pouvant servir de poison, d'agent suffocant ou d'agent vésicant⁴⁶. Le programme de développement de l'anthrax d'Al-Qaïda se déroule parallèlement à tout cela à proximité du Laboratoire⁴⁷. Comme on a pu le constater par la

suite, deux programmes parallèles, mais distincts, visant l'utilisation de l'anthrax comme arme sont menés par Al-Qaïda à Kandahar : l'un est dirigé par un scientifique pakistanais, et l'autre, par un capitaine de l'armée malaisienne. Il y a des liens entre l'un de ces projets et une cellule basée dans une université canadienne⁴⁸.

Un important projet en cours à Kandahar depuis 1999 englobe des expériences réalisées dans le désert sur des explosifs à teneur nucléaire par l'un des chefs supérieurs d'Al-Qaïda, Abd al Aziz al-Masri⁴⁹. Il s'agit sans doute de mettre à l'essai une forme quelconque de dispositif de dispersion radiologique. Quelques années plus tard, des nomades Kutchi indiqueront que des Pakistanais auraient déclenché dans le désert du Registan (le « Reg ») de fortes explosions qui ont causé une sécheresse. Un produit chimique est aussi utilisé à l'encontre de gens ciblés dans le désert qui voient le sang couler de tous les orifices de leur tête⁵⁰.

Autre exemple illustrant l'importance du KAF, une mission d'exploitation d'un site sensible est menée dans un Camp d'Al-Qaïda situé deux heures à l'est de la base en février 2002. Cette opération permet de s'emparer d'un guide d'Al-Qaïda sur la façon de procéder après une capture. Ces documents sont utilisés en 2003 pour venir à bout de la résistance de Khalid Sheikh Mohammed, agent des opérations d'Al-Qaïda, qui refuse de répondre aux questions posées lors de son interrogatoire. À l'issue de cet interrogatoire, un agent d'Al-Qaïda planifiant de nouvelles attaques terroristes contre les États-Unis est intercepté et capturé⁵¹.

L'Op ENDURING FREEDOM permet de contrer de nombreuses missions d'Al-Qaïda en cours à différentes étapes de leur conceptualisation ou de réalisation. On peut citer notamment un plan pour qu'un avion de ligne percute la Library Tower à Los Angeles à la fin de 2001; l'attaque de bateaux ancrés à Singapour à la fin décembre 2001, avortée grâce à la capture de l'équipe d'Al-Qaïda qui avait été dépêchée pour faire le travail; la tentative de 2002 d'explosion des pétroliers transitant par le détroit de Gibraltar, laquelle a également abouti à l'arrestation d'une autre équipe d'Al-Qaïda; l'attentat de 2002 visant l'aéroport d'Heathrow, Canary Wharf et Big Ben au moyen d'avions de ligne détournés⁵². Plus important encore, une cellule d'Al-Qaïda pour la planification d'opérations outremer et l'entraînement nécessaire à cette fin est ensuite mise au jour; elle est déplacée de Kandahar à Shakai, au Pakistan, et s'emploie à concevoir une nouvelle série de complots à réaliser outremer, lesquels sont contrés ou ne sont pas menés à terme pour différentes raisons⁵³.

À peu—près tous les renseignements sur le système d'entraînement des jihadistes et la structure de soutien d'Al-Qaïda sont inconnus des pays engagés dans l'Op ENDURING FREEDOM avant leur mise au jour grâce à des missions menées en 2002. En l'absence d'une base d'opération sûre dans le Sud de l'Afghanistan pour procéder à l'exploitation des sites et

à l'identification des détenus, il est probable qu'aucun de ces renseignements n'aurait été découvert et que des complots aussi meurtriers que celui du 11 septembre, voire pire encore, auraient pu être menés à bien en Amérique du Nord et ailleurs.

Sécuriser l'aérodrome de Kandahar

À son arrivée, le 15 février 2002, le groupement tactique du 3 PPCLI se voit immédiatement confier la protection périphérique du KAF. L'évaluation de la menace en Afghanistan révèle une situation instable. Des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda, dont Oussama ben Laden, sont toujours en liberté, tout comme les principaux chefs talibans, les mollahs Abdul Ghani Baradar, Akhtar Osmani et Mohammed Omar. Jalaluddin Haqqani, du réseau tribal Haqqani, est quelque part à Khost. Selon certaines indications, on comploterait en vue d'assassiner le chef de l'Administration transitoire afghane, Hamid Karzai. Qui plus est, des rumeurs d'une tentative de résurgence des talibans continuent de circuler, mais se révèlent difficiles à confirmer. Les incidents récents à Kaboul semblent indiquer le rétablissement d'une capacité de commandement et de contrôle chez les talibans, mais il faudra un certain temps avant qu'elle soit pleinement opérationnelle⁵⁴.

Le plan de protection du KAF en vigueur est rudimentaire et il avait été fait à la hâte; certaines des positions ne sont situées qu'à 20 mètres de la piste elle-même, et il n'y a pas chevauchement des champs de tir. À titre d'exemple, un bataillon d'infanterie de la Marine s'est emparé au départ de l'aérodrome et a creusé des tranchées pour établir les positions de défense initiale avant d'être relevé par un bataillon d'infanterie de l'Armée des É.-U. qui y a apporté certaines modifications. Aucune de ces deux unités n'a toutefois établi des positions à long terme. Il y a trois secteurs : le bleu, au nord de la piste; le blanc, dans la section sud-ouest, et le rouge, qui comprend le terminal et la section sud-est, en plus de la zone où les munitions sont conservées, laquelle est située entre les secteurs bleu et blanc. Le KAF est un endroit dangereux; on y trouve un peu partout des munitions non explosées de même que des champs de mines datant des années 1980, sans compter les aéronefs de divers types et de toutes formes et tailles circulant sur les aires de trafic et les pistes (voir la figure 2-2).

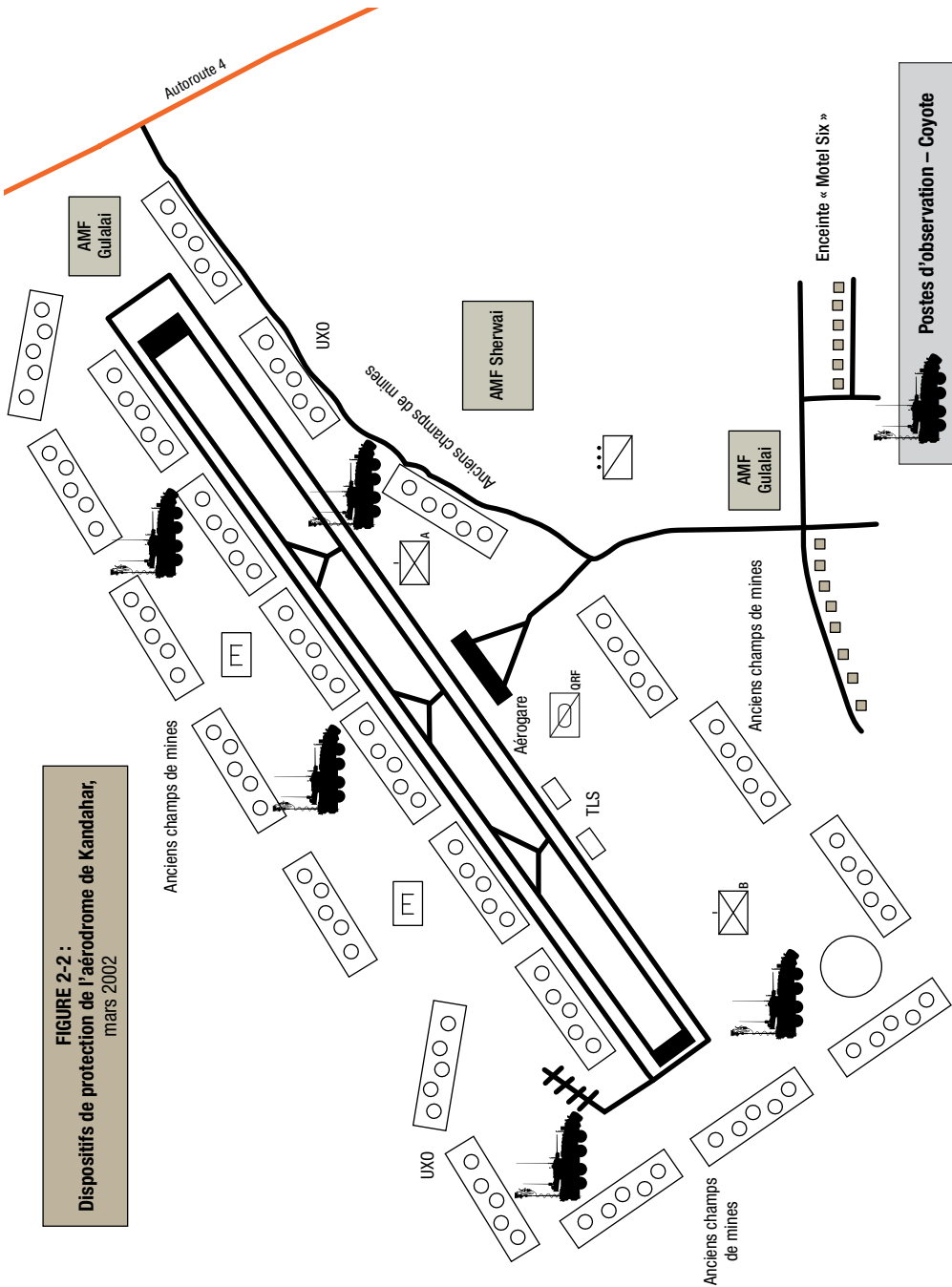


FIGURE 2-2 :
Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar,
mars 2002

Figure 2-2 : Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar, mars 2002



Photo : Auteur

Une des nombreuses fortifications construites par les membres du Génie canadiens et américains sur le périmètre du KAF en 2002. Cette photo a été prise en 2007, longtemps après que le périmètre eut été considérablement élargi pour accueillir des effectifs de plus de 17 000 personnes.

Le groupement tactique du 3 PPCLI passe à l'action dans un délai de 24 heures. La Compagnie B, dirigée par le major (Maj) Mike Blackburn, prend position dans le secteur blanc, tandis que la Compagnie A, dirigée par le Maj Sean Hackett, s'occupe du secteur rouge. Le 12^e Escadron de campagne prend en charge le secteur bleu sous le commandement du Maj Rod Keller en jouant un rôle d'infanterie. Dès leur arrivée, le Maj Tom Bradley et l'escadron de reconnaissance entreprennent des patrouilles mobiles avec leurs véhicules Coyote. Ils reçoivent l'aide d'un peloton de véhicules Hummer porteurs de missiles TOW de l'Armée des États-Unis, équipés de systèmes d'imagerie thermique. Une fois la topographie bien établie, l'escadron de reconnaissance conçoit un plan de surveillance détaillé pour les Coyote. L'escadron dispose de 12 Coyote répartis entre une force de réaction rapide et une troupe de surveillance. Cette dernière établit ses tranchées à proximité des compagnies d'infanterie et des membres du Génie et ensuite elle installe ses capteurs sur mât dans cinq emplacements à l'intérieur du périmètre du KAF. Les troupes assurant la protection de l'aérodrome disposent ainsi d'une capacité d'observation nocturne au sol d'un rayon de près de 25 kilomètres, alors que celle des unités américaines se limite à cinq kilomètres⁵⁵.



Photo : MDN APD02 5000-133c

Des véhicules Coyote de reco et de surveillance du The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) permettent la surveillance périphérique du KAF à l'aide de leurs systèmes sur mât, ce qui libère presque un bataillon complet d'infanterie des É.-U. auquel cette tâche avait d'abord été confiée.

On ne saurait trop insister sur l'importance des Coyote. En effet, ces véhicules permettent de réduire le nombre de soldats se consacrant à la défense ponctuelle du KAF : les soldats ainsi libérés peuvent être déployés sur le terrain. Les capteurs de longue portée et la capacité de tir de précision procurent aux défenseurs une distance de sécurité accrue. Par conséquent, en théorie, cela force tout ennemi potentiel équipé d'un système de tir direct ou indirect à s'éloigner de la base, ce qui réduit d'autant la précision de ses tirs et ses chances d'atteindre un élément vital. Il y a notamment eu un cas où des civils afghans ont eu la vie sauve grâce à cette capacité accrue : les Coyote avaient réussi à déterminer que les civils ne posaient pas une menace et en avaient averti d'autres unités avant que ces dernières ne les prennent à parti. Un tel engagement aurait été néfaste pour les relations entre les intervenants de l'Op ENDURING FREEDOM et le peuple afghan⁵⁶.



Photo : MDN IS2002-0092a

Le groupement tactique du 3 PPCLI est une organisation d'infanterie légère et il n'a donc pas apporté tous ses véhicules. Des Humvee sont empruntés pour patrouiller et accomplir des tâches de coopération civilo-militaire.

Une équipe temporaire canado-américaine de guerre électronique et de renseignement électromagnétique est aussi formée dès le départ. Des membres du 2^e Escadron de guerre électronique (2 Esc GE) et du Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes, avec leurs équipes mobiles et véhicules spécialement équipés, collaborent avec des équipes américaines de forces conventionnelles et de forces d'opérations spéciales.

Les équipes de l'Armée des États-Unis travaillent au départ de façon non coordonnée avec le système PROPHET pour la collecte et le traitement de l'information. Cependant, lorsque les commandants américains se rendent compte des capacités dont disposent les membres du 2 Esc GE, ils confient aux Canadiens la coordination des activités de guerre électronique et de renseignement électromagnétique nécessaires à la défense du KAF. Cette organisation commune compte 8 Canadiens et 24 Américains. Les équipes mobiles canadiennes travaillent de concert avec les Américains, les Allemands, les Australiens, les Norvégiens, les Néo-Zélandais et des FOS des États-Unis, alors que les équipes mobiles étasuniennes de guerre électronique travaillent avec les patrouilles de FRR de l'escadron de reconnaissance dans le périmètre de l'aérodrome en procédant à des interceptions et en réagissant aux attaques⁵⁷.

Les États-Unis en viennent à installer dans le périmètre leur Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille (REMBAS), grâce auquel on fait la capture de munitions thermobares de type RPO-A, extrêmement meurtrières (les armes correspondantes génèrent un effet de souffle dévastateur). De meilleures mesures de coordination et d'harmonisation s'imposent étant donné le nombre accru de systèmes de surveillance pilotés et non pilotés se trouvant au KAF et dans son espace aérien, dont un radar transhorizon du Corps des Marines des États-Unis. Le Maj Mark Campbell, cmdt de la compagnie de soutien du 3 PPCLI, crée une matrice ISTAR (de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) pour la coordination de tous les systèmes, ce qui améliore grandement une situation jusque-là chaotique.

Dans le même ordre d'idée, une meilleure coordination est également de mise, compte tenu du nombre de ressources du Génie se trouvant au KAF et disposant dorénavant de la majorité des éléments d'un bataillon léger du Génie de l'Armée des États-Unis, d'un escadron de Génie de combat canadien et d'équipes norvégiennes et croates spécialisées dans le déminage et la neutralisation de munitions non explosées. En s'inspirant du modèle doctrinal canadien fourni par le Centre de coordination de l'appui du Génie, le Maj Rod Keller et sa petite équipe parviennent à améliorer considérablement la coordination des activités du Génie de la coalition.⁵⁸

Le groupement tactique du 3 PPCLI tisse également des liens étroits avec les forces afghanes qui ont un rôle à jouer dans le plan de sécurité. Vers 2002, les forces anti-talibanes dans la région ont été regroupées sous les ordres de deux commandants rivaux, soit Gul Agha Sherzai et Haji Gulalai. Elles forment ce qu'on appelle collectivement les Forces de milices afghanes (AMF). Ces dernières sont peu équipées, mais extrêmement mobiles. Elles sont mises à contribution pour assurer une couche de sécurité à l'extérieur du périmètre sécurisé par la coalition. Il leur arrive d'occuper les miradors avec les soldats canadiens et étasuniens. Leur premier contact avec la coalition se fait par l'entremise des Forces d'opérations spéciales (FOS) des États-Unis; toutefois, l'arrivée du groupement tactique du 3 PPCLI amène la milice à nouer des liens

avec les Canadiens, par l'entremise de l'officier responsable de la coopération civilo-militaire (COCIM), le capitaine Alex Watson, ainsi qu'avec le peloton de reconnaissance. Les AMF participent ainsi aux patrouilles et aux opérations du groupement tactique dans périmètre élargi (tout ce qu'il y a autour du périmètre de sécurité du KAF) (voir la figure 2-3).

On peut donner l'exemple de l'Op CLEAN SWEEP, une mission de bouclage et de fouille exécutée dans la région de Hajji Mohammad Shah Kalay, au nord du KAF en juin 2002. D'après les informations obtenues des Afghans, il y avait une importante cache d'armes lourdes dans la communauté. Une section du Génie et une section de fusiliers accompagnent donc un peloton (par la suite renforcé pour dépasser la taille d'une compagnie) de la Milice de Gulalai, tandis qu'une force de réaction rapide de l'escadron de reco, équipée d'hélicoptères d'attaque AH-64 et d'hélicoptères d'évacuation sanitaire UH-60, demeure en arrière-plan. Malgré une fouille intensive, rien n'est trouvé; dans le groupement tactique, on se demande si les Afghans n'avaient pas des motifs cachés d'avoir voulu l'intervention.

L'Op GREY HUSKY menée le 7 avril 2002 a aussi son importance. Selon des sources du renseignement, un lance-roquettes multitube BM-21 était caché dans le district d'Arghistan, à l'est du KAF, et les forces ennemies allaient peut-être le mettre en position en vue de pilonner le KAF. Des éléments de l'escadron de reco, du peloton de reconnaissance et de l'AMF sont alors déployés autour d'Arghistan pour localiser l'arme et s'en emparer, et pour démontrer la liberté de mouvement des forces de la coalition. L'arme n'est pas trouvée, mais le message est transmis. Outre les déplacements pour se rendre au KAF et en revenir, les forces de la coalition ne sont jusque-là que rarement déployées dans la région d'Arghistan, mais les FOS mènent des opérations pendant des périodes assez longues dans la ville. Le KAF sert de rampe de lancement pour les interventions directes des FOS et les opérations aéromobiles entreprises dans d'autres endroits, ce qui donne toute leur importance à des expéditions comme celle de l'Op GREY HUSKY.

Les forces de réaction rapide canadiennes entrent aussi en action toutes les fois qu'un incident grave se produit dans la zone de protection entourant l'aérodrome. Il y a notamment un accident qui coûte la vie à quatre soldats américains qui s'employaient à désarmer une cache de roquettes. Une section de la Compagnie B est la première à intervenir et s'occupe du nettoyage. Un autre incident voit trois Rangers trouver la mort dans la zone d'entraînement de la Ferme Tarnak en désamorçant des munitions non explosées ou un piège. À la suite d'un autre incident où un appareil Apache AH64 de l'Armée des États-Unis s'écrase, une FRR, relevant du capitaine (Capt) Jay Adair, sécurise le site. Une autre fois, un peloton canadien, un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé (OOA/CAA) et un technicien médical sont chargés d'escorter l'équipe d'enquête qui se penche sur l'écrasement d'un aéronef de combat Talon MC-130 près du barrage de Band-e Sardeh en juin 2002. C'est un appareil CH-47 qui fait l'insertion et l'extraction de l'équipe, et le tout se déroule sans heurts.

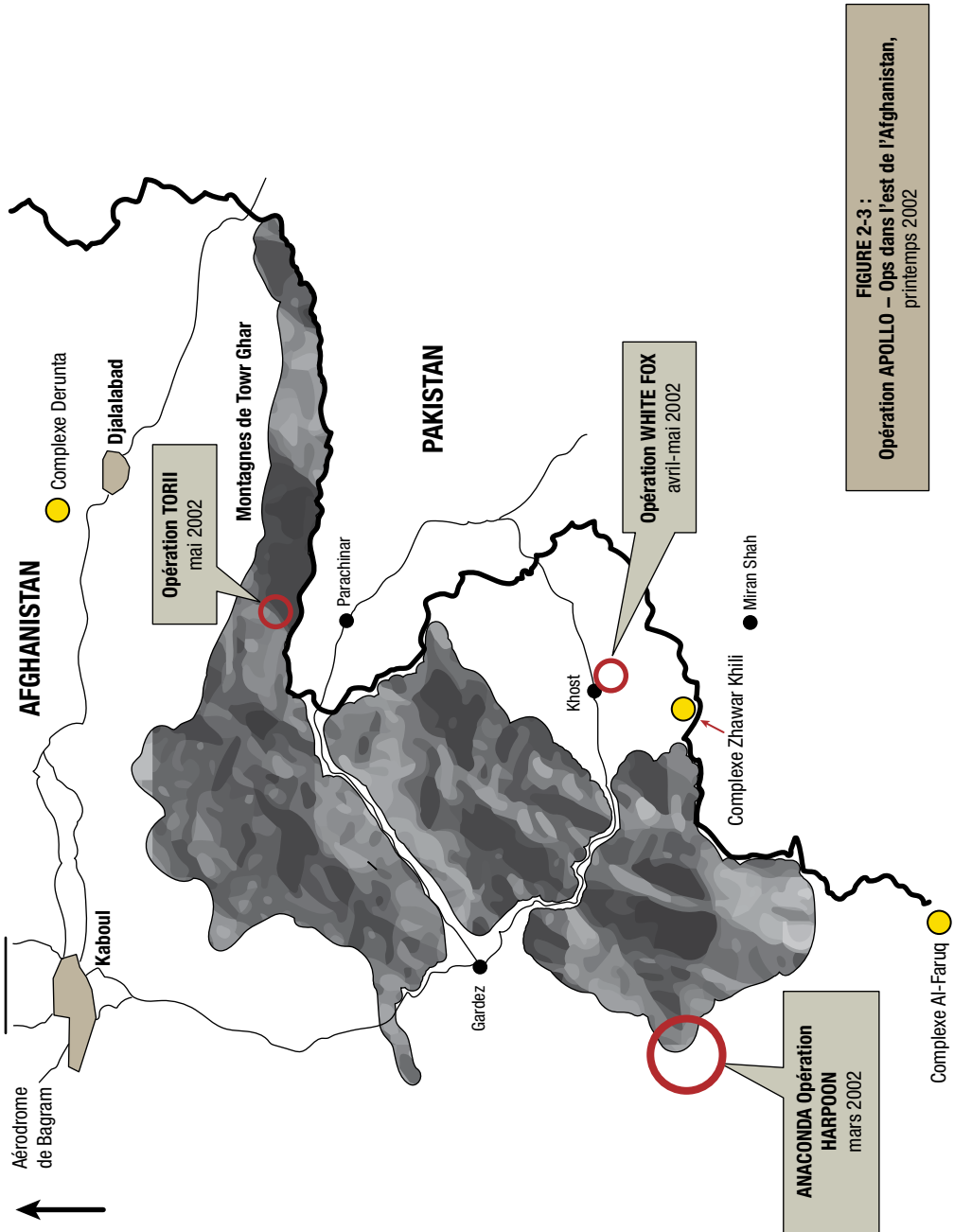


FIGURE 2-3 :
Opération APOLLO – Ops dans l’est de l’Afghanistan,
printemps 2002

Figure 2-3 : Opération APOLLO – Ops dans l’est de l’Afghanistan, printemps 2002

C'est aussi dans le contexte de la sécurité du KAF que le Canada voit avorter sa première tentative de coopération entre les agences. Des équipes ennemies de missiles sol-air pouvaient infiltrer les villages afghans situés dans la trajectoire de vol du KAF. Comme peu de contacts avaient été établis avec la population de ces secteurs, on demande au Capt Alex Watson de générer ce que l'on appelle alors un plan d'aide humanitaire. Le Capt Watson noue ainsi subséquemment des liens avec les collectivités du nord-ouest du KAF. Le Lcol Stogran, qui constate les avantages inhérents de ce plan, demande un financement de 50 000 \$; la requête aboutit dans les bureaux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à Ottawa qui, à son tour, s'empresse de refuser quelque rôle que ce soit par rapport aux Forces canadiennes en Afghanistan. Les hauts représentants ont eu beau tenter d'amadouer l'Agence, cette dernière est demeurée intraitable. Le Lcol Stogran se tourne donc plutôt vers les familles militaires d'Edmonton pour leur demander des vêtements et d'autres fournitures. Le matériel est intégré à la chaîne de réapprovisionnement. Le Capt Watson, dans un complet civil confectionné à la hâte, se rend pour sa part à Dubaï pour rencontrer des gens d'affaires afghans expatriés et d'autres bailleurs de fonds dans le but d'obtenir d'eux une aide financière. Le Capt Watson finira par faire forer des puits, construire une nouvelle école et remettre en état d'autres écoles locales, tout cela dans des collectivités revêtant une importance capitale à proximité du KAF.

Il faut bien dire par contre que la tâche de protection du KAF comporte de grands moments d'inactivité et d'ennui. Avec le temps, on atteint un faible niveau de menace, et il devient évident que l'ennemi n'est pas à nos portes. Mais cette manque de protection, est-elle essentielle? Oui. Le KAF est-il un terrain vital? Oui. Est-ce une tâche stimulante? Non. Il fait chaud, et la situation se détériore au printemps et à l'été quand le mercure s'est à mis à frôler les 50 degrés. Cette chaleur amène avec elle serpents, araignées et scorpions. Le territoire est morne et peu habité. Les soldats vivent dans des tentes pour deux, installées sur un sol rocailleux. Pour le moral des troupes, leur bien-être et leur amusement, il faut se contenter d'une salle d'exercice digne des Pierrafeu. La nourriture est peu inspirante. Chacun ne peut communiquer avec ses proches que de façon sporadique. Comme l'aérodrome est l'un des plus achalandés au monde, il y a beaucoup de bruit. Il faut vraiment être exténué pour arriver à bien dormir. Pour tromper l'ennui, il arrive que des membres de la coalition et des FOS de niveau I se joignent aux patrouilles canadiennes dans le périmètre de sécurité du KAF et aux alentours. En une occasion, des opérateurs des Forces spéciales allemandes (KSK) sont à l'arrière d'un véhicule de transport de troupes blindé Bison qui heurte une mine, mais heureusement il n'y a pas de victimes.

La situation évolue toutefois avec le nombre accru d'alertes aux attaques à la roquette. Les véhicules de la coalition et de la milice afghane sont de plus en plus nombreux à heurter des mines sur des routes de patrouille, ce qui oblige à intensifier la surveillance.

Deux membres de la Milice de Gulalai perdent la vie lors d'une attaque; le personnel médical canadien et américain quant à lui, s'occupe des blessés. À une autre occasion, on cible l'enceinte de la Milice de Gulalai et on fait exploser la réserve de munitions. Selon les indices du Renseignement, l'action aurait été menée de l'intérieur par un agent.

C'est à ce moment-là que les premières traces fugitives de l'insurrection qui finira par englober le Sud et l'Est de l'Afghanistan sont consignées par les analystes. Une importante mission d'action directe menée par les Forces d'opérations spéciales à Deh Rawod dans la province d'Oruzgan permet de tuer 15 insurgés et d'en capturer 27 autres, qui connaissent les mouvements de leurs chefs. Cette information permettra de mener à bien d'autres actions directes fructueuses un peu partout dans la ville de Kandahar, ce qui met à mal l'insurrection déjà chambranlante. Le frère du mollah Omar est capturé lors d'un autre raid. La riposte des talibans consiste à afficher des tracts appelant à la résistance dans des lieux publics des provinces d'Helmand et du Kandahar. Le mollah Omar ordonne la distribution des stocks d'armes restants aux combattants qui souhaitent se joindre à lui⁵⁹.

En marge de ces événements, des agents d'Al-Qaïda enveniment délibérément des querelles intertribales à Gardez et à Khost afin de miner les efforts de l'Administration transitoire afghane pour prendre le contrôle de la région⁶⁰. On croit en outre que l'organisation Hezb-i-Islami-Gulbuddin (HiG) de Gulbuddin Hekmatyar est en train de se reconstituer pour mener des opérations à Kaboul⁶¹. Et ce qui inquiète aussi sont les violentes manifestations contre les opérations d'éradication du pavot qui sont menées par l'Administration transitoire afghane dans les provinces de Nangarhar et d'Oruzgan. Une décision est prise par l'Administration transitoire afghane (AIA) selon laquelle on évitera l'élimination du pavot dans la province d'Helmand de crainte de nuire à la campagne de contre-insurrection, car l'élimination du pavot pourrait inciter la population à se ranger derrière les anciens dirigeants gouvernementaux devenus insurgés⁶².

Soutien à l'opération APOLLO

Le soutien logistique nécessaire au groupement tactique en Afghanistan est offert par deux organisations : la compagnie d'administration du Bataillon et le Groupe de soutien avancé (GSA), commandés par le Maj Colin Blair. Le GSA compte à son effectif 77 personnes, y compris des chauffeurs, des techniciens des mouvements, des postiers, un peloton de soutien et un élément des transmissions provenant de nombreuses unités au Canada.

Le GSA entretient de formidables relations avec le 626^e BSA de la FO Rakkasan. Parmi les dispositions convenues entre le Maj Colin Blair et le Lcol Tom Pirozzi, commandant du 626^e BSA, notons la mise en commun des vivres, y compris l'entretien et le contrôle du site où ils sont conservés, le ravitaillement en carburant, l'entretien des véhicules, et le décompte, l'entreposage et la protection des munitions. Dans tous ces domaines,

les logisticiens et techniciens canadiens travaillent de pair avec leurs homologues américains. La zone où sont stockées les munitions est particulièrement à risque du fait qu'elle se trouve aux bordures du périmètre. Trois techniciens en munitions canadiens et leurs homologues américains sont chargés de la protection et du maintien du site; les spécialistes canadiens des transmissions installent même une ligne terrestre pour que l'équipe responsable du site puisse communiquer avec le GSA. C'est tout au moins l'occasion pour les Canadiens de suivre une formation en cours d'emploi dans des domaines non conventionnels. Ainsi, des membres canadiens du GSA ont pu participer au ravitaillement en carburant de l'aéronef C-17 des Forces aériennes des États-Unis ainsi que des hélicoptères CH-47 et AH-64 de l'Armée des États-Unis en plus de s'occuper des appareils canadiens. Le GSA contribue de cette façon à assurer une meilleure reddition de comptes de la part des Américains, surtout pour ce qui est des taux de consommation de carburant et de l'utilisation de chiffriers⁶³.

La gestion du point de ravitaillement en eau est un autre élément pour lequel la coopération est cruciale. Le 12^e Escadron de campagne est toutefois arrivé avec un système de purification d'eau par osmose inverse (SPEOI) et du personnel capable de le faire fonctionner. Le 626^e BSA a aussi déployé du matériel pour la purification de l'eau, mais n'a que peu de soldats formés pour l'utiliser. L'équipe canadienne du SPEOI prend donc en charge le point de ravitaillement en eau et se sert au besoin du matériel des deux pays. Un système expérimental d'ensachage est mis à l'essai, mais la chaleur fait exploser les sacs, si bien que les soldats en reviennent aux gourdes et à l'eau embouteillée.

L'élimination des déchets humains peut devenir très problématique pour toute force militaire déployée dans un environnement difficile. Si l'on ne parvient pas à s'acquitter efficacement de la tâche, les maladies, insectes et rongeurs peuvent affaiblir les combattants les plus valeureux, comme l'histoire militaire nous l'a démontré. À leur arrivée, les membres du groupement tactique canadien et de la FO Rakkasan sont tout simplement consternés par les pratiques sanitaires des occupants précédents de l'aérodrome. À peu près rien n'a été fait pour assurer une saine élimination des déchets à long terme. Les techniciens en approvisionnement (tech Appro) du peloton de soutien du GSA parviennent à trouver du bois et des scies pour construire des latrines arborant même la traditionnelle ouverture en demi-lune dans les portes. En voyant les nouvelles installations des Canadiens, les Américains formulent une demande pour que la section canadienne de la charpenterie en construise davantage. Ils apprennent toutefois, à leur grande surprise, qu'il n'existe pas de section semblable; c'est simplement le fruit de l'esprit d'initiative des Canadiens⁶⁴.

Le système de logistique de l'Armée des États-Unis réussit à obtenir une livraison de toilettes portatives en plastique, mais l'appareil C-17 ne peut en transporter que six à la fois. Ce n'est pas le nombre de « fusées bleues » pose des problèmes, mais plutôt l'absence d'équipement pour en pomper le contenu et d'un emplacement pour le déversement des

déchets humains produits chaque jour par plus de 3 000 personnes. Le GSA, avec ses contacts à l'échelle planétaire, et les membres du Génie du 12^e Escadron de campagne arrivent alors à la rescousse⁶⁵.

Dans un premier temps, l'état-major à Ottawa ne prend pas au sérieux la demande de « pompes à merde » et ne la traite donc pas. Le GSA doit donc soumettre une demande de forces en bonne et due forme en passant par Tampa pour enclencher le processus. Parallèlement à cette démarche, les Forces aériennes des États-Unis, travaillant en collaboration avec le 626^e BSA, sont convaincues que le matériel de pompage est nécessaire à la protection de la force et acceptent de déployer un C-17 pour le ramassage et la livraison en priorité de ce matériel à l'aérodrome de Kandahar⁶⁶.

Grâce à des contacts à l'extérieur des réseaux officiels, le personnel du GSA apprend qu'il y a sur un site à proximité de Brindisi, en Italie, deux dispositifs de pompage qui ont été utilisés à l'appui des opérations canadiennes dans les Balkans. Un appareil C-17 des forces aériennes des États-Unis est donc envoyé là-bas pour ramener les appareils en question à Kandahar. Comme les dispositifs ne sont pas autopropulsés, le 626^e BSA fournit deux camions. Les équipements ainsi montés par les Canadiens et les Américains sont surnommés « Piglet » et « Pooh ».

Pendant que les techniciens de véhicules du GSA et du 626^e BSA découvrent comment installer les dispositifs de pompage sur les camions destinés au transport des déchets humains, le sergent (Sgt) Mark Pennie du 12^e Escadron de campagne s'occupe du bassin d'épandage. Les membres du Génie se voient attribuer la tâche de creuser une structure circulaire comportant plusieurs segments en pointes de tarte. Les déchets humains sont versés progressivement dans chacun des segments pour permettre un nettoyage optimal. Par la suite, une demande est envoyée à l'officier responsable de la coopération civilo-militaire, le Capt Alex Watson, pour l'acquisition de deux poulets vivants. Une fois livrés depuis le marché de Kandahar, les poulets ont la gorge tranchée et sont lancés dans l'un des segments rempli d'eau grisâtre. La bactérie produite par les poulets ainsi sacrifiés contribue à la décomposition chimique des déchets humains à cette étape du processus. Le Sgt Pennie reçoit après coup la Médaille de service méritoire pour sa gestion du système de purification d'eau par osmose inverse, mais nombre de Canadiens et d'Américains présents au KAF sont d'avis que l'on aurait dû la lui remettre en raison du plan qu'il a élaboré pour le bassin d'épandage⁶⁷.

Une fois sur le terrain à Kandahar, le GSA est censé établir la liaison avec un réseau de logistique qui s'étend sur plusieurs milliers de kilomètres jusqu'au Canada (le tout sans l'appui d'un port de soutien), comme c'était le cas en Somalie, en Bosnie et au Kosovo. Tout doit arriver par la voie des airs. Il n'est toutefois pas si simple de déterminer les moyens à prendre pour y parvenir compte tenu du processus de planification, alambiqué sur plusieurs plans, et de l'incertitude qui règne tout au long de l'été 2002 quant à la mission

du groupement tactique. De nombreuses entités sont disposées à alimenter l'Élément de soutien national. Il y a d'abord les lignes de communication stratégiques (LCS), qui englobent le personnel du 1^{er} Bataillon de soutien général et celui du 1^{er} Bataillon des services en poste au Qatar. La tâche consiste à accueillir deux navires transportant le nécessaire pour une période de 60 jours. Il y a aussi les lignes de communication intégrées (LCI), résultat d'un accord conclu pendant la guerre froide avec les États-Unis, grâce auxquelles du matériel canadien est confié au système américain de transport aérien et déposé dans un site avancé. La base des forces aériennes située à Dover au Delaware est le terminal nord-américain des LCI, alors que les aérodromes de Kandahar et de Bagram sont les sites avancés. Le Camp Mirage est ensuite mis sur pied aux Émirats arabes unis avec l'aide des C-130 Hercules canadiens. On indique toutefois au GSA qu'il s'agit d'une base de soutien pour la Marine et les Forces aériennes et qu'il ne peut ni l'utiliser ni adresser des requêtes aux unités logistiques qui y sont déployées; on doit s'en remettre aux LCS au Qatar et aux LCI⁶⁸.

Quand les spécialistes canadiens de la logistique ont besoin de quelque chose, ils doivent se tourner vers une chaîne de traitement des demandes, mais il est difficile de savoir laquelle. En théorie, le GSA doit s'adresser à la direction de la logistique (J-4) de la FOI de l'Asie du Sud-Ouest à Tampa qui communique ensuite avec le sous-ministre associé, matériel/J-4, à Ottawa de telle sorte que les éléments requis puissent être acheminés via les LCI, s'il n'est pas possible de les trouver à même les stocks des LCS au Qatar. L'état-major du GSA reçoit aussi des demandes de renseignements d'une entité de logistique au Koweït sans toutefois savoir vraiment où cette entité se situe dans le portrait général. C'était la structure idéale. Cependant, dans la pratique, il y avait de graves problèmes. Il y a d'abord les lignes de communication stratégiques. Comme aucun accord sur le statut des forces déployées n'a été conclu entre le Canada et le Qatar, le personnel canadien est confiné à la base et limité dans ses possibilités d'action. On n'autorise pas le déchargement des navires au Qatar, si bien que l'on ne peut pas profiter des stocks prévus pour une période de 60 jours. Il y a aussi des problèmes avec les LCI. Il faut compter au moins 30 jours entre la demande et la livraison. Contrairement à ce que certains laissent entendre, ce n'est pas attribuable au fait que les États-Unis privilégient leurs propres besoins au détriment de ceux des Canadiens. La chaîne d'approvisionnement des États-Unis s'étend de l'Afghanistan jusqu'à la base aérienne de Dover au Delaware, en passant par l'Europe et la Californie où les stocks des États-Unis sont entreposés, et il faut beaucoup de temps pour acheminer le matériel par l'entremise du système. Le GSA se retrouve ainsi en quelque sorte dans une impasse et doit recourir à des solutions à la Radar O'Reilly pour veiller à ce que le groupement tactique dispose de tout le nécessaire pour mener ses opérations en Afghanistan. À titre d'exemple, l'officier des opérations du GSA, la Capt Marjorie Coakwell, envoyait des courriels distincts à toutes les entités de logistique du Canada; elle traitait ensuite avec la première à lui donner

une réponse favorable. Il ne semble y avoir aucune hiérarchie dans le système. Il est ainsi arrivé qu'aucun des groupes logistiques ne donne suite à une requête pour obtenir des pièces de rechange dont on avait besoin immédiatement pour les véhicules Coyote. Comme l'entreprise de messagerie DHL dessert le KAF avec des aéronefs de transport AN-12, les logisticiens canadiens ont eu recours à ses services pour transporter les pièces de rechange de Montréal jusqu'en Afghanistan. On les reçoit ainsi en quatre jours à peine, plutôt que plusieurs semaines plus tard⁶⁹.

Le Canada finit par conclure une entente secrète avec les Émirats arabes unis qui lui permet d'utiliser la base aérienne d'Al Minhad comme escale pour la logistique et le personnel. Le contingent canadien doit se montrer discret à cette base surnommée Camp Mirage. Ainsi, les appareils de transport aérien stratégique ne pouvant circuler dans un espace hostile, comme l'aéronef CC-150 Polaris, se rendent jusqu'à Al Minhad, et le personnel et le matériel sont transférés à bord d'appareils canadiens CC-130 Hercules équipés de systèmes de défense pour le trajet jusqu'à l'aérodrome de Kandahar. Le Camp Mirage, dirigé par l'Élément de soutien du théâtre, prend ensuite le nom de Base de soutien du théâtre.

L'organisation des FOS du Canada dispose de sa propre capacité logistique et de ses propres moyens de transport aérien. D'un point de vue strictement technique, le GSA n'a pas accès à ces capacités, mais des membres des deux organisations s'entendent officieusement pour que l'on puisse s'offrir mutuellement le soutien nécessaire à l'échelon inférieur à l'égard de petits besoins courants ou dans des situations d'urgence. De manière générale, les FOS demeurent une entité distincte.

La quasi-élimination des formations musicales des Forces canadiennes sous le coup des compressions effectuées dans les années 1990 et le maximum fixé quant au nombre de militaires pouvant prendre part à l'Op APOLLO font en sorte que le groupement tactique ne dispose d'aucun soutien musical officiel pour cette opération. Le corps de cornemuses de Kandahar est constitué de façon informelle par des soldats ayant apporté leur propre instrument. Sous la direction du Capt Gordon Hagar, quatre cornemuseurs peuvent ainsi apporter le soutien nécessaire au KAF.

Les cornemuseurs canadiens sont appelés à s'exécuter le 20 février 2002 à la suite d'un incident où une patrouille du Régiment des SAS heurte une mine au cours d'une mission. Des parachutistes-secouristes des Forces aériennes des États-Unis sautent alors dans le champ de mines pour stabiliser la situation et secourir les blessés, mais le parachutiste (Para) Andrew Russell meurt sur les lieux. Le commandant adjoint du Régiment des SAS demande aux cornemuseurs de jouer lors de la cérémonie d'adieu qui se tient à minuit. Les représentants des médias sont déjà au lit. Certains d'entre eux se réveillent toutefois lorsque les cornemuseurs interprètent *Amazing Grace* et demandent qu'on leur permette de filmer la cérémonie. Cette requête est rejetée par l'état-major des Affaires publiques des États-Unis.

Le corps de cornemuses interprète également *Flowers of the Forest* et *Scotland the Brave* pendant que le cercueil est placé à bord d'un C-17 et que la garde d'honneur quitte les lieux.

Le corps de cornemuses de Kandahar joue ensuite lors d'autres cérémonies d'adieu, la plus importante d'entre elles étant sans doute le rapatriement des quatre Canadiens tués lors du bombardement de la Ferme Tarnak. Il faut être sur place pour bien jauger toute l'émotion émanant du jeu des cornemuseurs à cette occasion.

Op GREEN GOPHER : du 25 au 28 février 2002

À la fin de février 2002, on demande au 5^e Peloton de se préparer à contribuer à une importante mission d'exploitation d'un site sensible. Un « invité », que les Canadiens appellent « D^r Evil », arrive au KAF escorté par une équipe lourdement armée formée d'agents de la CIA, du FBI et du PAPD (Port Authority Police Department). Le D^r Evil, c'est un biologiste qui effectue des recherches sur l'anthrax.

Il y a l'affreuse crainte selon laquelle Al-Qaïda souhaite acquérir ou développer, puis utiliser des armes biologiques et chimiques. Lorsqu'Al-Qaïda était basée au Soudan, ben Laden avait investi dans les organisations de recherche du gouvernement soudanais qui s'intéressaient à la production et à l'utilisation des armes chimiques⁷⁰. Al-Qaïda avait été également en contact avec le régime Hussein en Iraq pendant l'année 1994 alors que des pourparlers avaient été entrepris concernant le transfert à Al-Qaïda d'une expertise en guerre biologique et chimique⁷¹. Les relations ainsi établies portent fruit lorsqu'Al-Qaïda sert de lien entre le régime taliban et celui de Saddam Hussein. Ce lien prévoyait notamment le déploiement de spécialistes iraquiens de la guerre chimique en 1998⁷². Dans la foulée des attentats du 11 septembre, plusieurs agences de presse, fonctionnaires gouvernementaux et simples citoyens des É.-U. reçoivent des lettres renfermant de l'anthrax en poudre. Cinq personnes perdent la vie, et une cinquantaine d'autres sont infectées. On soutient qu'Al-Qaïda se livre à des actes de bioterrorisme aux É.-U., et l'hystérie publique, de même que la production de cipro⁷³, atteignent de nouveaux sommets à la suite d'attentats imités. On expédie également de l'anthrax par la poste à différentes adresses gouvernementales au Kenya⁷⁴. Le Canada n'est pas épargné. Le 16 octobre 2001, la Colline du Parlement est évacuée lorsque des préposés à la manutention du courrier présentent des symptômes pouvant être attribuables à de l'anthrax. Un ministre du Cabinet reçoit ensuite de la poudre blanche par la poste. Cette poudre est mise en quarantaine et transportée par un avion des Forces canadiennes jusqu'à un laboratoire d'analyse de Winnipeg. Un incident semblable survenu à Queen's Park à Toronto en février 2002 entraîne l'évacuation de 2 000 personnes⁷⁵.

L'analyse par la CIA du matériel d'Al-Qaïda saisi permet de croire qu'il y a peut-être déjà eu un site de production quelque part au sud du KAF⁷⁶. L'emplacement le plus probable est le complexe d'Al-Qaïda à la Ferme Tarnak, une zone agricole et un village situés sept

kilomètres au sud du KAF qui ont été réquisitionnés et convertis en centre d'entraînement pour terroristes. Ces sites ont été la cible de nombreux bombardements durant la campagne aérienne. Comme des agents biologiques ou chimiques risquent d'être présents à cet endroit, la mise en place d'une opération d'envergure s'impose. « GREEN GOPHER » est le nom de code attribué à cette mission d'exploitation d'un site sensible.

GREEN GOPHER est une opération multinationale faisant intervenir plusieurs agences. Étant donné l'incertitude quant à l'emplacement exact des installations de recherche, la CIA décide de faire venir le « D^r Evil » par avion. Ce dernier était interrogé par les autorités pakistanaises concernant ses liens avec Ayman al-Zawahiri. Il arrive escorté par l'équipe CIA/FBI/PAPD. Une unité d'exploitation technique composée de spécialistes de la guerre chimique et biologique doit être déployée sur place pour procéder aux analyses nécessaires. Les enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles doivent pouvoir procéder à des tests d'ADN sur tous les corps découverts. On a besoin de spécialistes du Génie de combat pour désamorcer tous les pièges. Des installations de décontamination et de soins de santé, établies à l'avance pour traiter d'éventuelles victimes, sont également requises. Enfin, il faut escorter l'ensemble de ces effectifs à destination et au retour de la Ferme Tarnak, et établir sur place un périmètre pour la protection de toutes les activités en cours⁷⁷.

Le 5^e Peloton est chargé d'escorter la force d'exploitation du site sensible et d'y assurer sa sécurité en collaboration avec la milice afghane pendant que les travaux sont réalisés. Il doit également voir à ce que l'ennemi n'installe pas la nuit venue de nouvelles mines ou de nouveaux pièges. On emprunte des camions MLVW de 2,5 tonnes au GSA et des véhicules Humvee de la 187^e infanterie du 2^e Bataillon de l'Armée américaine afin d'assurer au 5^e Peloton la mobilité requise⁷⁸.

Le « D^r Evil » confirme que le site de la Ferme Tarnak est l'un de ceux qu'il a équipés pour le compte d'Al-Qaïda lors de trois visites qu'il a effectuées à cet endroit, dont la dernière remonte à janvier 2001. L'équipe de neutralisation des explosifs et munitions dégage une surface d'approche pour ce site. Le Service d'escorte technique [Technical Escort Unit] et l'équipe de l'Autre agence gouvernementale découvrent des flacons, des béciers, l'équipement de laboratoire semblant neuf et un nouvel édifice renfermant des éviers, des étagères et beaucoup d'espace de comptoir. Le « D^r Evil » confirme que cela fait partie des équipements dont il a fait l'acquisition, mais que ce n'est pas l'endroit qui était utilisé pour entreposer le matériel biologique et que certains appareils ont disparu. L'équipe convient de procéder à une analyse plus approfondie sur place et dans un autre site le lendemain⁷⁹.

Le 5^e Peloton, qui doit mettre en place des liens de communication, passe beaucoup de temps à se battre contre des moulins à vent dans la zone d'agencement; chaque rame doit être placée dans un ordre précis. Ainsi, le 626^e BSA doit arriver à établir un site distinct doté d'installations de soins médicaux et de décontamination pour le cas où les

membres du personnel d'exploitation seraient exposés à des agents chimiques ou biologiques. Cela signifie qu'il faut escorter l'équipe de décontamination, de même que 6 000 gallons d'eau, sur l'autoroute 4, puis vers l'ouest en direction de la Ferme Tarnak, le tout avant le déploiement des autres éléments⁸⁰.

Pour procéder à l'exploitation du laboratoire de guerre biologique, le Service d'escorte technique doit minutieusement photographier l'ensemble des installations et les écouvillonner. L'un des interprètes afghans indique à l'équipe que quelqu'un était chargé de transporter des liquides noirs dans de grandes fioles pour les gens qui travaillaient ici. Une fois la tâche terminée, le Service d'escorte technique et l'Autre agence gouvernementale concluent que le laboratoire avait été aménagé pour la production d'anthrax, en précisant toutefois qu'aucun pathogène n'avait été décelé au moyen de la vérification par frottis. Les échantillons prélevés sont envoyés aux États-Unis pour une analyse plus approfondie⁸¹.

Mené par le lieutenant (Lt) Cowan, le 5^e Peloton emprunte l'autoroute 4. Le 5^e Peloton escorte un rang plutôt bigarré de véhicules : un petit fléau, un boteur blindé, une excavatrice, un camion à benne, des camions-citernes et des Humvee transportant des enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles [Criminal Investigation Division], des scientifiques et du personnel de la CIA. Le convoi arrive à la Ferme Tarnak sans incident. Vu l'ampleur des dommages, la tâche est impossible à accomplir dans le temps imparti à l'Op GREEN GOPHER : on décide d'y renoncer et de récupérer l'équipe de laboratoire sur le chemin du retour vers le KAF⁸².

De nombreuses opérations semblables à GREEN GOPHER sont menées par les forces de la coalition pour l'exploitation de sites sensibles en Afghanistan en 2001 et 2002. Il est rare que de telles opérations produisent des résultats concrets dans l'immédiat, car les données colligées n'éclairent que certains éléments d'une problématique beaucoup plus vaste. Même si la contribution du groupement tactique à cet égard est limitée, c'est l'occasion pour les participants de constater que leur travail s'inscrit dans une guerre de plus grande envergure.

Les analyses des sites en Afghanistan permettent aux spécialistes du renseignement de conclure en mai 2003 qu'Al-Qaïda et des groupes extrémistes de même allégeance ont eu à leur disposition un large éventail d'agents chimiques et biologiques. Plus particulièrement, des vidéos de formation trouvées en Afghanistan démontrent qu'Al-Qaïda a fait l'essai d'agents chimiques facilement produits à partir de cyanure et que le groupe avait tout ce qu'il fallait pour fabriquer de l'agent moutarde, du sarin et du VX (agents neurotoxiques). Al-Qaïda a envisagé l'utilisation d'aéronefs agricoles pour épandre des agents de guerre biologique comme l'anthrax sur de grandes superficies. En outre, le groupe a exprimé ouvertement sa volonté de produire des armes nucléaires. Nous savons qu'il pourrait facilement construire un appareil de dispersion radiologique qui causerait la panique et minerait gravement l'économie⁸³.

Op ANACONDA et HARPOON : mars 2002

En janvier 2002, au moment où les forces des talibans et d'Al-Qaïda se retirent au sud de Kaboul, des entretiens avec des personnes déplacées laissent croire que l'ennemi prépare un dernier coup d'éclat dans la région de Shah-i-Kot, près de Gardez. Cette région montagneuse exceptionnelle, qui se caractérise par une crête surnommée « la Baleine » à l'ouest et, à l'est, une vallée avec en son centre la ville de Serkhankhel. Le tout donnait littéralement sur un mur de montagnes à l'est de la ville qui comportait de nombreux passages vers les vallées de Chumara et de Naka, suivis par d'autres terrains accidentés qui arrivent au Pakistan. La ville de Serkhankhel repose dans la vallée entre la Baleine et les montagnes. On évalue à plusieurs centaines environ le nombre d'ennemi à cet endroit; des chefs ennemis y sont peut-être aussi cachés (voir la figure 2-4).

Entre le 13 et le 20 février 2002, les états-majors étasuniens mettent de l'avant un ambitieux plan appelé « Op ANACONDA ». Des forces d'opérations spéciales infiltrées entreraient dans les positions de défense aérienne de l'ennemi et les neutraliseraient. Ensuite, un assaut aérien surprise permettrait d'établir des positions d'arrêt dans les passages de l'est avec des compagnies d'infanterie étasuniennes. Les FOS des É.-U. et les AMF pénétreraient ensuite dans la vallée de Serkhankhel pour agir comme un piston afin de repousser l'ennemi vers les positions d'arrêt, pendant que les éléments aériens et les FOS pourchasseraient et élimineraient tous les fuyards⁸⁴.

Par un heureux hasard, l'arrivée du 3 PPCLI à Kandahar permet de libérer des forces étasuniennes qui assuraient la protection du KAF et elles sont en mesure de participer à l'Op ANACONDA. Comme il leur manque des spécialistes, une demande des États-Unis est faite auprès du 3 PPCLI afin que ce dernier fournisse des tireurs d'élite. Après quelques pourparlers avec l'état-major du SCEMD à Ottawa, on donne suite à cette requête par l'attribution de cinq tireurs d'élite canadiens aux 1^{er} et 2^e Bataillons de la 187^e Infanterie⁸⁵.

Très tôt dans la fraîcheur matinale du 2 mars 2002, les Forces d'opérations spéciales ouvrent la voie à l'assaut aérien, tandis que les CH-47 Chinook, remplis de soldats, prennent une position d'arrêt. Les choses se gâtent, et ce, à toutes les étapes ou presque. Des hélicoptères sont abattus, le soutien aérien n'est pas coordonné, et les pertes se font de plus en plus nombreuses. Dans les minutes après avoir atterris, en quittant l'appareil avec leurs équipiers étasuniens, les tireurs d'élite canadiens, soit le Cplc Aaron Perry, le Cplc Graham Ragsdale et le Cpl Dennis Eason sont exposés à des tirs directs et indirects. Pendant que les forces de débarquement atteignent leurs zones d'atterrissage, les trois tireurs d'élite prennent des positions élevées, demeurent à découvert et parviennent à toucher des objectifs ennemis grâce à des tirs efficaces⁸⁶.

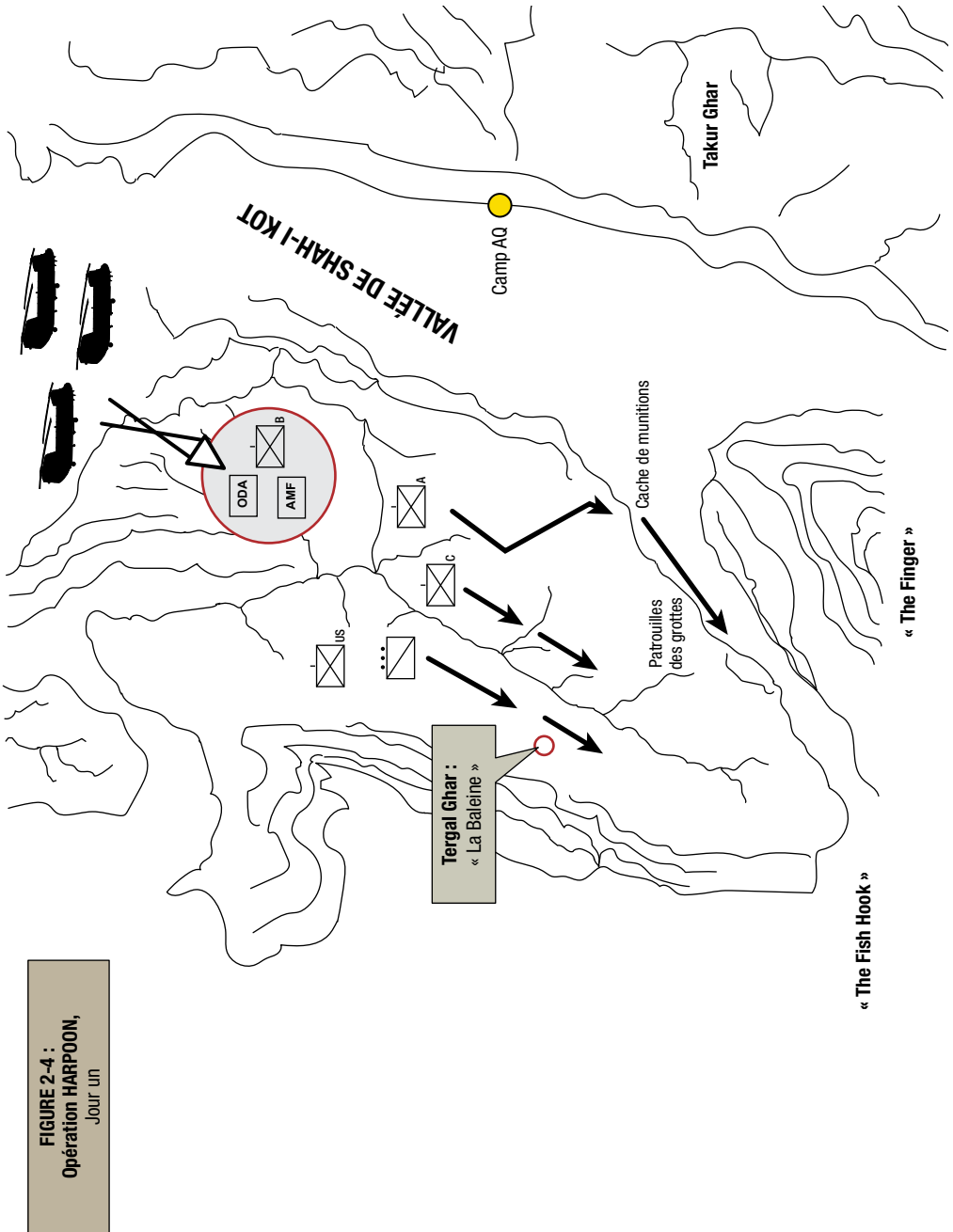


FIGURE 2-4 :
Opération HARPOON,
Jour un

Figure 2-4 : Opération HARPOON, Jour un



Photo : MDN AP2002-5583

L'Op HARPOON ne sera finalement pas à la hauteur des attentes, mais la fébrilité et le stress qui règnent au moment du débarquement des soldats sur la crête surnommée « la Baleine » sont bien réels. Des aumôniers ont offert leur aide sur l'aire de trafic de l'aérodrome de Bagram avant l'assaut aérien.

Le lendemain, le Cplc Tim McMeekin et le Cpl Robert Furlong, qui travaillaient pour le 1^{er} Bataillon de la 187^e Infanterie, se trouvent dans une base de patrouille qui est incendiée. En se dirigeant vers de nouvelles positions, l'équipe de tireurs d'élite échange des tirs avec des insurgés ennemis à des distances supérieures à 1 400 mètres. Dans les jours suivants, les tireurs d'élite canadiens se déplacent sur le champ de bataille, en perturbant les activités ennemies à longue distance, grâce à leurs fusils McMillan Brothers TAC-50⁸⁷. Le Cpl Furlong réussit même à atteindre un mitrailleur ennemi à une distance de près de deux kilomètres et demi, un record du monde à l'époque. Cet exploit procure une réputation de durs à cuire et un plus grand prestige aux états-majors du renseignement et de liaison canadiens qui travaillent avec le quartier général de la Brigade étasunienne⁸⁸. Les cinq tireurs d'élite canadiens se voient finalement décerner l'Étoile de bronze, une décoration prestigieuse des É.-U. pour actes d'héroïsme, mérite ou service méritoire dans une zone de combat.

Lorsque le Lcol Pat Stogran apprend que l'Op ANACONDA connaît des ratés, il demande à l'état-major du 3 PPCLI d'établir des plans d'urgence pour déplacer le groupement tactique, en totalité ou en partie, jusqu'à Shah-i-Kot. Est-ce que l'escadron de Coyote peut se rendre jusque-là? Est-ce que les groupes de toboggans avec leurs fournitures

médicales et leurs radiateurs pourraient être utiles? De quoi aurait-t-on besoin pour que le groupement tactique puisse arriver à Bagram? Le 5 mars, le colonel (Col) Wiercinski appelle pour demander si le 3 PPCLI peut accomplir un assaut aérien dans la vallée de Naka en vue de repousser les renforts ennemis et de perturber tout nouveau mouvement vers l'est en direction du Pakistan⁸⁹.

Le commandant canadien à Tampa y mets toutefois son veto une décision frileuse selon le leadership canadien en Afghanistan. On convient plutôt d'avoir recours au 3 PPCLI pour le ratissage et nettoyage de la crête dite de la Baleine. Un bataillon étasunien doit être déployé par avion aux positions entourant le KAF, pendant que le 3 PPCLI doit se rendre à l'aérodrome de Bagram à bord de C-130 Hercule. Le plan initial prévoit un assaut aérien par deux bataillons sur la Baleine, mais on ramènera le tout par la suite à deux compagnies du PPCLI et à une compagnie étasunienne dépêchée depuis le Koweït (la Compagnie A du 4^e Bataillon de la 31^e Infanterie). Le 3 PPCLI, qui faisait partie de la FO Rakkasan, passe ainsi à une brigade avec laquelle il n'avait jamais travaillé, soit la deuxième Brigade du 10th Mountain Division Battalion. La phase s'appelle « Op HARPOON⁹⁰ ».

Le problème, c'est que l'on ne sait pas exactement quoi faire. Lorsque le Lcol Stogran pose la question au Col Kevin Wilkerson, commandant de la 2^e Brigade, le lcol ne peut obtenir une réponse plus précise qu'« éliminer Al-Qaïda ». Au bout d'un certain temps, l'état-major du 3 PPCLI parvient à en savoir plus long au sujet de sa mission. On estime qu'entre 80 et 100 combattants d'Al-Qaïda se terrent dans les nombreuses grottes que recèle la crête de la Baleine. Avec l'aide des forces qui lui sont attachées, le 3 PPCLI doit mener un assaut aérien pour ratisser la crête et réaliser une opération d'exploitation afin d'analyser tout ce que l'ennemi laissera derrière lui sur ce site sensible. Le GSA prend les dispositions nécessaires pour le déplacement de trois compagnies, plus le quartier général du Bataillon, à Bagram. L'escadron de reco, le 12^e Escadron de campagne ainsi que le GSA continuent de protéger le KAF⁹¹.

Le 10 mars 2002, le 3 PPCLI se déplace vers Bagram, mais le transport par CH-47 n'est pas suffisant, ce qui retarde l'opération. On ne sait pas trop à quoi s'attendre une fois rendu sur la crête de la Baleine. C'est une zone montagneuse extrêmement accidentée avec une « épine dorsale » allant du nord-est vers le sud-ouest, des échancrures, des ravins et des pentes abruptes. Il y a partout des roches arrachées à la montagne. Il faudra du temps pour ratisser le tout et s'assurer qu'il n'y a pas de forces ennemies ou de caches d'équipement encore en place. La fébrilité et les attentes sont élevées : ce sera peut-être la première bataille importante livrée par l'Armée canadienne depuis la guerre de Corée, 50 ans auparavant. La motivation est à son comble chez les soldats qui attendent de passer à l'action pendant que des aumôniers américains donnent l'absolution et bénissent les hélicoptères⁹².

Le vol prend un peu plus d'une heure. À 0712 Z le 13 mars, les premiers Chinook atterrissent sur la Baleine, et les membres du PPCLI descendent précipitamment les rampes. La zone d'atterrissage est située dans la portion nord-est de la crête. La Compagnie B se dirige vers l'est et le nord, pendant que les compagnies A et C se déplacent en parallèle le long de la face ouest de la montagne. Le peloton de reco et la compagnie d'infanterie étasunienne longent la « colonne vertébrale ». Des membres des FOS des É.-U. et de la milice afghane arrivent ensuite⁹³ (voir la figure 2-5).

On progresse lentement, car chaque échancrure doit être sécurisée. Certains soldats transportent plus de 100 livres d'équipement, et la Baleine est située à haute altitude. L'hydratation devient problématique. Il en va de même du comportement de la compagnie d'infanterie étasunienne qui ne tient pas compte des directives, fonce vers l'avant à la recherche de confrontations, puis critique les Canadiens parce qu'ils ne vont pas assez vite. Les seuls tirs viennent de cette sous-unité lorsqu'elle prend à partie deux membres des forces ennemies, dont l'un était déjà blessé. Pendant le reste de la première journée, la compagnie A descend la montagne pour vérifier ce qui se révèle être une cache de munitions, puis explorer différentes grottes, pendant que la Compagnie C poursuit son chemin le long du flanc sud de la « colonne vertébrale ». On trouve des documents, des corps et de l'équipement abandonnés à différents endroits⁹⁴.



Photo : MDN APD02 5000-152

L'Op HARPOON, composante de l'Op ANACONDA, est menée à haute altitude. Parmi les risques encourus, il y a celui de la déshydratation dont souffrent certains membres de la 10th Mountain Division accompagnant les Canadiens.

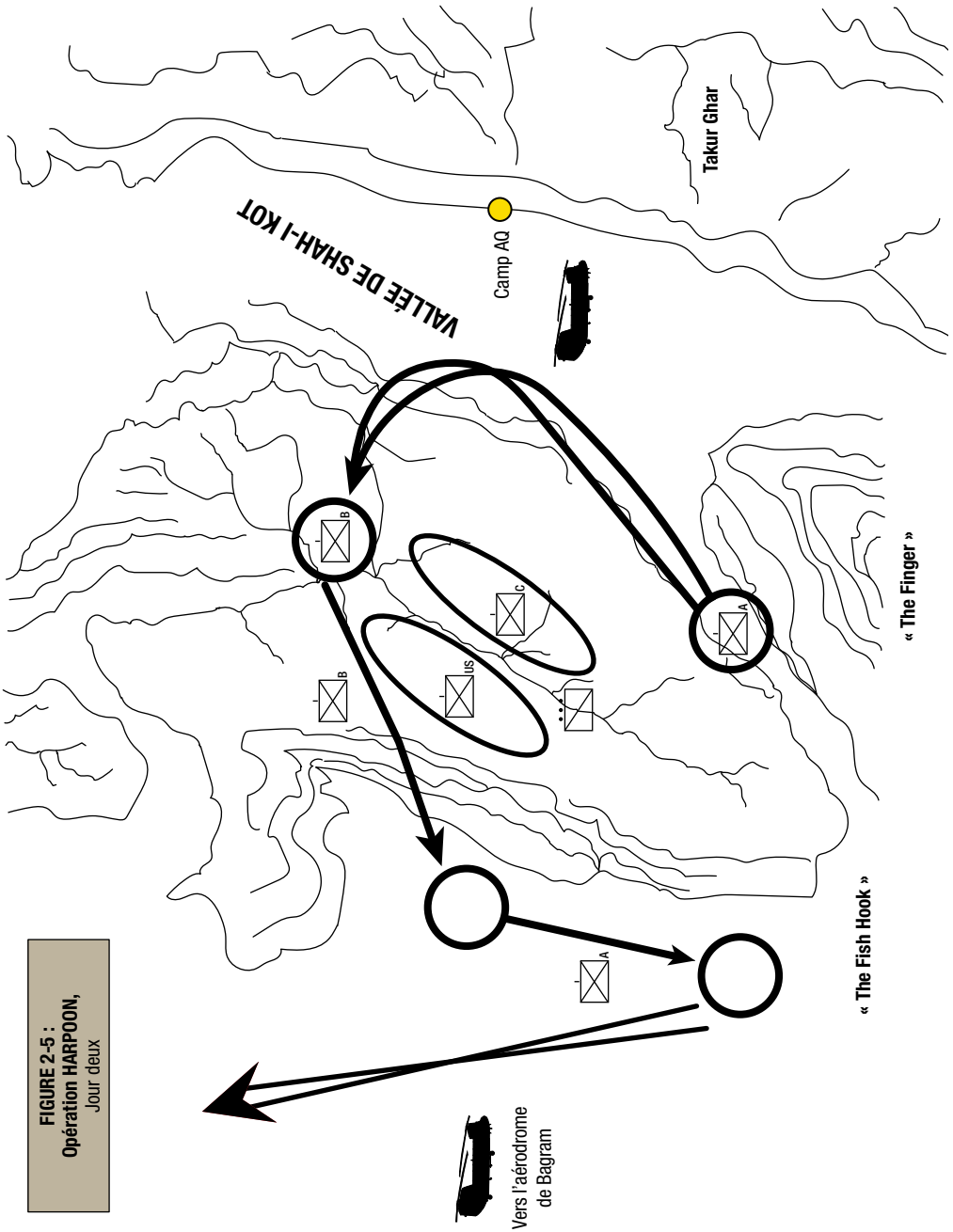


FIGURE 2-5 :
Opération HARPOON,
Jour deux

Figure 2-5 : Opération HARPOON, Jour deux

Le deuxième jour, un CH-47 prend à son bord les membres de la Compagnie A pour les réinsérer dans la crête de la Baleine. La Compagnie B traverse sur la face nord et se dirige vers le sud-ouest en faisant chemin sur le terrain accidenté pour fouiller tous les affleurements rocheux et les sangars. À l'issue d'une marche exténuante, un petit village est en vue à la base de la face nord. Les compagnies A et B s'y rendent pour examiner le secteur; aucun contact n'est établi et, encore là, des documents et du matériel sont découverts, mais il n'y a pas de caches d'importance. Le plan d'urgence élaboré au départ pour la vallée de Naka est dépoussiéré, mais l'Op ANACONDA tire à sa fin, et les manœuvres prévues ne sont plus nécessaires. Le 3 PPCLI et la compagnie étasunienne se regroupent avant leur extraction par hélicoptère; ils arrivent à Bagram le 18 mars⁹⁵.

Malgré l'absence de contact, une analyse ultérieure conclut que l'Op HARPOON a incité les forces ennemies encore présentes sur la Baleine à éviter le 3 PPCLI et à se déplacer vers le sud. La FO 64 (SAS australien), reste en attente dans des caches et fait appel au soutien aérien toutes les fois qu'un ennemi tente de se déplacer vers le sud des positions d'arrêt ou vers l'est. On estime que la FO 64 a abattu quelque 200 membres des forces ennemies dans sa zone d'opération⁹⁶.

Une opération de suivi, MOUNTAIN LION, est mise sur pied à la fin de mars 2002 dans le complexe du Camp d'entraînement de Zhawar Kili. Les Forces d'opérations spéciales et la FO-187 mènent alors une mission d'exploitation de site sensible qui est toutefois dirigée à partir de Bagram et ne fait pas intervenir le groupement tactique du 3 PPCLI⁹⁷.

Tirs fratricides : la tragédie de la Ferme Tarnak

Le 17 avril 2002, deux chasseurs-bombardiers F-16 Falcon du 170e Escadron de chasse [Fighter Squadron] des Forces aériennes des États-Unis portant les indicatifs d'appel COFFEE 51 et COFFEE 52, décollent à 1520 Z de la Base aérienne Al Jaber au Koweït. Ils rejoignent ensuite un avion-citerne pour se ravitailler en carburant et se dirigent vers le Sud de l'Afghanistan. Les majors William Umbach et Harry Schmidt ont pour mission d'offrir, au besoin, un soutien aérien rapproché aux forces de l'Op ENDURING FREEDOM. Leurs appareils F-16 sont équipés à cette fin de nacelles de désignation d'objectifs LITENING II, de canons 20 millimètres et de bombes GBU-12 de 500 livres⁹⁸.

Demeurant en orbite à proximité du KAF après un vol de plusieurs heures, les pilotes des appareils COFFEE 51 et COFFEE 52 aperçoivent des éclairs provenant de tirs d'armes légères au sud de la Base et décident d'attaquer à 2121 Z⁹⁹. Les deux F-16 effectuent les manœuvres nécessaires à deux milles et demi de distance de leur cible. Les deux pilotes synchronisent leurs liaisons de données de manière à pouvoir visualiser la cible simultanément. La bombe GBU-12 touche sa cible à 2126 Z.

Ce que les Maj Umbach et Schmidt avaient en fait aperçu, c'était la Compagnie A du Maj Sean Hackett qui tenait un exercice avec tirs réels dans le champ de tir de la Ferme Tarnak. La Compagnie A se préparait en vue d'un déploiement à Khost dans le cadre de l'Op WHITE FOX et devait tenir un exercice d'appoint sur les techniques de tir nocturne. Les soldats de la Compagnie A étaient alignés du nord au sud le long d'un fossé de drainage. Ils tiraient vers l'ouest en direction d'un terrain découvert où l'on trouvait seulement une cible représentant un char criblé de balles et une enceinte circulaire aux murs de boue séchée.

Les images plutôt floues des nacelles de désignation d'objectifs montrent la bombe GBU-12 touchant terre au milieu d'une section d'infanterie de 10 soldats, et plus précisément à proximité d'un groupe formé par trois d'entre eux : le Cpl Ainsworth Dyer, le Cplc Curtis Hollister et le Sgt Marc Léger. La bombe atterrit juste à côté du Sgt Léger¹⁰⁰. L'explosion tue quatre Canadiens – Dyer, Léger, et les soldats Richard Green et Nathan Smith – en plus d'en blesser huit autres.

Les membres de la Compagnie A viennent immédiatement au secours de leurs camarades blessés, croyant que l'accident est dû à la défectuosité d'une arme. Trois techniciens médicaux se précipitent sur la scène et prennent en charge les blessés. L'un d'eux, le Cpl Jean de la Bourdonnaye, traite le Sgt Lorne Ford, grièvement blessé. Son intervention permet à Ford d'éviter l'amputation d'une de ses jambes. Un hélicoptère d'évacuation médicale H-60 de l'Armée des États-Unis est appelé en renfort pour l'évacuation des soldats les plus grièvement blessés, pendant qu'un véhicule Bison et deux Coyote de l'escadron de reco sont déployés pour le transport des autres blessés vers l'hôpital du KAF. Les Canadiens gravement blessés sont évacués par un C-17 des Forces aériennes des États-Unis vers l'hôpital de Landstuhl, en Allemagne, où ils sont traités¹⁰¹.

Pourquoi les choses ont-elles aussi mal tourné? Dans une atmosphère chargée d'émotion et fortement politisée, plusieurs processus juridiques et disciplinaires se succèdent pour broser de façon assez détaillée le portrait d'une séquence d'événements marquée par des procédures institutionnelles déficientes et des erreurs humaines. Tout bien considéré, on doit essentiellement conclure que plusieurs éléments expliquent pourquoi le Maj Schmidt a largué une bombe GBU-12 sur la Compagnie A.

Premièrement, la cellule de planification de la mission du 170^e Escadron de chasse avait retiré de la trousse d'information destinée aux pilotes la zone d'opérations réglementée du champ de tir de la Ferme Tarnak. Une zone d'opérations réglementée est établie dans chaque secteur où des forces amies mènent des opérations afin d'alerter les pilotes de leur présence et de s'assurer qu'ils font preuve de prudence. La commission d'enquête a conclu que le processus d'information du 170^e Escadron et que le logiciel utilisé à cette fin étaient déficients.

En effet, comme la quantité d'information est souvent impossible à gérer et devient source de confusion, tous les renseignements sur l'espace aérien en deçà de 10 000 pieds d'altitude ont été intentionnellement retirés des données de mission fournies aux équipages d'aéronef. Le but était d'alléger les trousseaux d'information et de cartes de vol. Schmidt et Umbach ne savaient pas à quel endroit des forces amies pouvaient être en opération aux alentours de l'aérodrome. De même, l'équipage utilisant le système aéroporté d'alerte et de surveillance travaillait à l'aide d'un ensemble de données simplifiées où ne figurait pas non plus la zone d'opérations réglementée¹⁰².

Ces faits suffisent à semer la consternation, mais pas autant que les divergences entre le récit des événements que font par la suite Umbach et Schmidt et ce que révèlent les données accessibles. Si leur vol était menacé à ce point, pourquoi les deux pilotes ne se sont-ils pas empressés de s'éloigner pour réévaluer la situation et passer ensuite à l'attaque de façon plus réfléchie? Les membres de la commission d'enquête utilisent les termes « routine », « relax » et « décontractés » pour décrire le comportement des pilotes aux commandes. Ils n'avaient pas l'air de se sentir en danger de mort. Les dispositifs de défense comme les paillettes et les leurres n'ont pas été utilisés. Un observateur souligne que la manœuvre de Schmidt a aggravé la situation et l'aurait placé dans une posture d'autodéfense... si la menace avait été réelle¹⁰³.

L'idée qu'un système de lance-roquettes multitubes comme le BM-21 puisse représenter une menace pour un aéronef F-16 est tout simplement absurde. La commission d'enquête conclut que Schmidt n'avait pas compris que les tirs observés étaient échangés dans le cadre d'un exercice d'entraînement sol-sol... Cette erreur de perception est à l'origine de la série de signaux mal interprétés et d'actions précipitées et imprudentes qui ont mené au largage prématuré de la bombe. Toujours selon la commission, l'impatience semble avoir joué un rôle important¹⁰⁴... Une manière polie de dire que le Maj Schmidt voulait s'en prendre à quelqu'un, peu importe qui, semblant l'avoir pris pour cible, sans égard aux circonstances.

Deux soldats seront récompensés pour leurs agissements dans la foulée de la tragédie de la Ferme Tarnak. Les adjudants Billy Bolen et Keith Jones reçoivent la Mention élogieuse du chef d'état-major de la Défense pour leur professionnalisme et leur esprit humanitaire au cours de la période suivant immédiatement la frappe aérienne qui a touché par erreur la Compagnie A¹⁰⁵.

Dans un contexte historique, l'incident de la Ferme Tarnak n'est rien si on le compare au bombardement en août 1944 des premières lignes canadiennes en Normandie par les forces aériennes américaines et canadiennes.

Deux incidents de tirs amis ont alors coûté la vie à près de 250 Canadiens en plus d'en blesser quelque 500 autres¹⁰⁶. Cependant, le fait que les seuls décès et blessures survenus dans le Camp canadien en 2002 sont attribuables aux forces américaines, plutôt qu'à l'ennemi, combiné au risque que cet incident alimente le sentiment anti-américain au Canada avec les effets néfastes qui en découleraient pour le soutien public à la mission, influent grandement sur le choix des suites à donner à cette tragédie. Le gouvernement et les Forces canadiennes

optent pour des commémorations publiques de grande envergure. Les circonstances exigent une réaction qui doit avoir l'air disproportionnée. Cela contraste de but en blanc avec la manière dont les incidents mortels ont été traités par les Forces canadiennes à l'époque de la Force de protection des Nations Unies dans les années 1990 alors qu'on ne tenait pas de cérémonie d'adieu et que l'on déconseillait ouvertement toute forme de commémoration publique. Des militaires canadiens tués dans des embuscades, blessés par des tireurs d'élite ou touchés par des tirs de mortiers de forces belligérantes étaient déclarés victimes d'« accidents »¹⁰⁷. Les suites données à la tragédie de la Ferme Tarnak finissent par créer des attentes plus élevées quant au rayonnement public des cérémonies de rapatriement et aux moyens d'enquête à mettre en œuvre dans les cas d'incidents et de décès touchant des Canadiens sur les champs de bataille au cours des années à venir.

Op TORII : Towr Ghar, mai 2002

Au cœur de la chaîne de montagnes Tora Bora, la région de Towr Ghar (« poussière noire ») dans la province de Nangarhar fait certes partie des secteurs les plus inhospitaliers et accidentés de l'Afghanistan. Il suffit d'observer une image aérienne de la partie est du pays pour voir la bande noire formée par la chaîne Tora Bora qui ressemble à la coque d'un voilier dont la proue serait située dans la passe de Khaibar et la poupe à proximité de Kaboul. Au nord, les zones fertiles des plaines entourant Djalalabad; au sud des montagnes s'étend la ville de Parachinar, dans le Kurram, au Pakistan. Il s'agit de l'une des zones tribales sous administration fédérale; le gouvernement central n'y exerce à peu près aucun contrôle, ce qui en fait le véritable Far West du Pakistan. En décembre 2001, Towr Ghar devient une scène d'intense activité pour les forces de la coalition. Dans le cadre d'une opération appelée « bataille de Tora Bora » par les médias, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM s'en prennent à un important contingent de forces d'Al-Qaïda dans les montagnes et, ce faisant, parviennent presque à capturer, voire à tuer, Oussama ben Laden (voir la figure 2-3).

D'après certaines informations, ben Laden aurait quitté Kaboul en novembre 2001 pour se diriger vers Djalalabad où il aurait tenté de rallier la population locale à l'appui d'Al-Qaïda. Cette tentative se soldant par un échec, il bat en retraite vers le sud avec son entourage dans les monts Tora Bora vers la fin novembre ou au début décembre. Le 5 décembre, des équipes de reco et d'observation des Forces spéciales des É.-U. sont déployées au nord de la région de Towr Ghar pendant que deux chefs afghans opposés aux talibans mobilisent et déploient leurs milices en vue d'encercler la région, ce qui se révèle mission impossible. Le 14 décembre, une équipe étasunienne du JSOC repère des membres de l'entourage de ben Laden. Un chasseur bombarde le secteur pendant trois heures. On ne reçoit aucune nouvelle transmission de ben Laden à partir de ce secteur à compter du 14 décembre¹⁰⁸.

Les opérations de la coalition et de la milice afghane se poursuivent dans la région de Towr Ghar jusqu'à ce qu'il n'y reste plus aucun combattant d'Al-Qaïda. Les corps de plus de 200 victimes ennemies sont retrouvés, mais on ne saura jamais exactement combien ont été ensevelis dans les grottes et bunkers ou déchiquetés par les bombardements¹⁰⁹.

En mars 2002, un groupe d'analystes du renseignement basé à l'aérodrome de Bagram consulte à nouveau les documents archivés pour déterminer ce qui s'était passé. Ils en arrivent à élaborer une théorie suivant laquelle ben Laden aurait été tué dans la région de Towr Ghar, et ils vont même jusqu'à préciser l'emplacement probable de sa mort¹¹⁰. Il y a plusieurs avantages à confirmer le décès de ben Laden. Premièrement, on peut axer les ressources sur d'autres cibles d'importance. Deuxièmement, cela évite, comme les analyses l'ont si bien résumé, d'avoir à composer avec de nombreux signalements d'Oussama ben Laden pendant des années encore – un peu comme tous ces gens qui prétendaient avoir croisé Elvis. Enfin, cela témoigne de la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM et du fait que ses activités d'information ont été couronnées de succès. Même si on ne retrouve pas son corps, il serait utile de mettre au jour d'autres éléments d'information d'Al-Qaïda qui pourraient avoir été cachés dans la région : ordinateurs portables, équipement de communications et documents, par exemple. On s'expose toutefois à des critiques si rien n'est découvert, surtout si les médias ont créé de fortes attentes¹¹¹.

En outre, de plus en plus d'éléments observés à Djalalabad laissent croire que l'ennemi prépare une campagne de guérilla ou une forme quelconque de soulèvement dans la province. Un retour en force dans la région de Towr Ghar contribuerait aux efforts de dissuasion déployés le long de la frontière, enverrait un message clair aux publics cibles dans la province de Djalalabad, et favoriserait la confirmation de la mort de ben Laden¹¹².

La mission d'exploiter le site sensible est attribuée au groupement tactique du 3 PPCLI. La phase des mouvements aériens depuis le KAF jusqu'à l'aérodrome de Bagram se fait suivant le modèle établi pendant l'Op HARPOON. Sept appareils C-130 sont affectés au transport jusqu'à Bagram des compagnies A et C, d'une compagnie d'appui au combat, du quartier général du Bataillon, du 12^e Escadron de campagne, et du matériel et des fournitures nécessaires. C'est à partir de cette base que le groupement tactique se réorganise en vue d'une insertion aéroportée dans la région de Towr Ghar et ses objectifs ciblés¹¹³.

Les premiers soldats décollent à 0043 le 4 mai 2002 dans des CH-47 Chinook du 7^e Bataillon (101^e Régiment d'aviation de l'Armée des États-Unis), escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64 Apache du 3^e Bataillon (101^e Régiment d'aviation). Des aéronefs d'attaque au sol F-16 et A-10 survolent pour intervenir au besoin. Un groupe d'hélicoptères Apache devance la formation en direction des zones d'atterrissage tout en observant de près le sol avec leurs systèmes de capteurs. Le vol depuis l'aérodrome de Bagram se déroule sans incident, et les hélicoptères circulent à basse altitude entre les inhospitaliers sommets noirs et blancs de la chaîne Tora Bora afin d'être moins vulnérables à une attaque depuis le sol.

À 0130, les appareils du premier pont aérien se posent dans les zones d'atterrissage EAGLE et LOON. Les appareils du deuxième pont arrivent à 0430. Il n'y a aucun contact avec l'ennemi; seul incident : un soldat se blesse au genou en débarquant. La Compagnie A sécurise EAGLE et part immédiatement vers l'ouest pour la reco des zones FREZENBERG et SOMME. Pendant ce temps, la Compagnie C sécurise LOON au profit du pont 2 et évalue visuellement KAPYONG. Les équipes de mortiers installent leurs tubes en position de tir, pendant que le peloton de reco établit des postes d'observation en hauteur. Les tireurs d'élite en font autant. En très peu de temps, le groupement tactique se trouve en position de surveillance, dominant ses deux objectifs, DIFENSA et CAMINO, toujours sans contact avec l'ennemi. Tout est tranquille lorsque les Chinook redécollent à destination de l'aérodrome de Bagram. Les seuls sons proviennent des commandements criés ici et là et du bourdonnement lointain des moteurs des AH-64 Apache qui tournent autour de l'objectif FREDERICK¹¹⁴. La section des transmissions, relevant du Capt Eric McFee, doit modifier rapidement son plan de communication, car le terrain montagneux empêche la transmission des messages. Conformément aux enseignements tirés de l'Op HARPOON, toutes les sous-unités servent de relais de transmission pendant l'opération. Il n'est ainsi pas rare de voir une section d'infanterie faire le relais entre le groupement tactique et une compagnie, par exemple, ou le quartier général du groupement tactique faire en sorte que deux pelotons puissent communiquer entre eux. Cette démarche permet de transmettre les signaux radio dans tous les emplacements en évitant l'effet d'atténuation habituel¹¹⁵.

Les membres du Génie du 12^e Escadron de campagne sont déployés dans la zone souterraine KAPYONG pendant que le groupement tactique recherche en vain l'objectif VIMY. On utilise une charge creuse conique de 40 livres et un grain de poudre à trois trous pour provoquer une explosion creusant un orifice de huit pieds de profondeur dans le but d'avoir accès à l'intérieur de la montagne, mais rien n'y fait. Le peloton de reco découvre deux groupes de sept bunkers dans la zone de la Compagnie A qui cherche un moyen d'accéder à FREZENBERG. Voici ce qu'indique dans son rapport le Lcol Stogran à la fin de la première journée :

[Traduction]

Les attaques lancées contre les entrées des grottes les ont scellées à un point tel qu'elles sont devenues impossibles à repérer. L'exploitation s'en tiendra aux hypothèses les plus plausibles quant à l'emplacement exact de ces entrées et utilisera du matériel de démolition pour pratiquer une ouverture. On serait plutôt malavisé à ce moment-ci, c'est le moins qu'on puisse dire, de commander une évaluation à nos membres du Génie quant aux moyens à privilégier, à moins que l'on ait l'intention de procéder à une excavation majeure des sites en question¹¹⁶ ...



Photo : MDN AP2002-5414

Nommée au départ BLACK DEVIL par le groupement tactique du 3 PPCLI, l'opération est ensuite rebaptisée à l'insistance d'autres états-majors tenant davantage à la rectitude politique. L'Op TORII se déroule en mai dans les montagnes de la région de Towr Ghar en vue de déterminer si Oussama ben Laden y a trouvé la mort – ou non (comme l'avenir nous l'apprendra).

Les contacts avec les habitants de la région commencent toutefois à porter fruit. Plusieurs villageois indiquent aux soldats canadiens qu'Oussama ben Laden n'est pas sur place, mais qu'il aurait été transporté par hélicoptère jusqu'au Pakistan pendant la bataille de décembre 2001 ou peu de temps après. Le plus important élément d'information qu'ils fournissent concerne par contre la présence de 24 tombeaux d'Al-Qaïda au sud-est de KAPYONG, soit entre les villages avoisinants de Merkhan et d'Alefkehl. Selon des sources, un Arabe, grand et mince, serait enterré parmi eux¹¹⁷. Les corps proviennent de la vallée dans la zone KAPYON d'où ils ont été transportés pour être enterrés au cimetière à proximité d'Alefkehl. Les militaires apprennent que des pèlerins sont venus à pied depuis le Pakistan, car ils croient, dit-on que prier sur la tombe d'un martyr permet de guérir les maladies et d'autres problèmes de santé¹¹⁸.

Le Lcol Stogran confie au Maj Bob Ford le commandement de l'équipe d'exploitation. Celle-ci comprend le 3^e Peloton de la Compagnie C, la moitié d'une section de Génie du 12^e Escadron de campagne, un officier du renseignement, des enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles de l'Armée des États-Unis et des éléments du Commandement des opérations spéciales interarmées¹¹⁹. On sélectionne trois tombeaux en raison de la complexité des empilements de pierres qui les recouvrent et des différents drapeaux qui les ornent. Les Afghans placent le corps des défunts enveloppé dans un linceul dans un trou de trois à quatre pieds de profondeur. Le trou est généralement bordé de bois ou de pierres. Il est protégé par un couvercle en bois ou en pierre, lui-même surmonté d'un amoncellement de pierres comportant une base et un linteau généralement dans un alignement nord-sud. Les sépultures des martyrs, ou *shahid*, sont habituellement ornées de nombreux drapeaux colorés¹²⁰. L'équipe procède à deux séries d'exhumations, soit trois le 5 mai, et dix-sept le 6 mai.

Un observateur canadien décrit ainsi le processus d'exhumation :

[Traduction]

L'infanterie commence à dégager les sépultures en s'assurant de noter la façon dont chacune d'elle est identifiée, car nous devons les remettre toutes exactement dans l'état où nous les avons trouvées. Une fois les éléments de marquage enlevés et notés, nous amorçons l'excavation. Nous creusons jusqu'au moment d'atteindre le dessus du couvercle surplombant le corps. Une fois toute la terre enlevée, un membre du Génie tire le couvercle de bois avec une corde après s'être assuré que la manœuvre est sans danger. Dès qu'il est établi que le couvercle est exempt de pièges, on le retire pour exposer le corps. Nous utilisons ensuite un détecteur de mines pour détecter la présence d'objets métalliques de grande dimension qui ne devraient pas se retrouver près du corps. Une fois qu'il est déterminé que l'on a détecté seulement une fermeture éclair, une boucle de ceinture ou tout autre objet habituel, la corde est attachée autour des chevilles du cadavre pour le tirer hors de la sépulture. Les spécialistes de la Division des enquêtes criminelles procèdent alors au prélèvement de l'ADN... Après coup, nous remettons le corps à sa place avec le couvercle et tous les éléments exactement dans l'état où nous les avons trouvés. Nous refaisons le même travail pour les 20 sépultures¹²¹.

Des habitants de la région sont consultés pendant le processus pour veiller à ce que les exhumations soient faites avec autant de dignité que la situation le permet. Les chefs des villages de Merkhan et Alefkehl comprennent la nature de l'opération menée et ne s'y opposent aucunement¹²².

Les exhumations permettent de découvrir 23 corps presque intacts. En raison du processus de momification, les visages sont méconnaissables. Les corps ne sont accompagnés d'aucun document ni pièce d'équipement. Des échantillons de cheveux sont prélevés. L'équipe croit qu'il s'agit de la garde rapprochée d'Oussama ben Laden¹²³.

Les explosions à répétition ne permettent de déceler aucune trace des entrées des grottes. Les patrouilles ne découvrent aucun élément à exploiter dans les zones visées. Des résidents de l'endroit peuvent confirmer que les forces de l'Op TORII interviennent bel et bien dans des secteurs où des grottes ont été localisées avant les bombardements et que les bombes larguées en décembre ont fait tomber des surplombs rocheux qui bloquent désormais deux des ouvertures. Le MajRod Keller du 12^e Escadron de campagne recommande qu'une mission à venir commence par la localisation des grottes au moyen de matériel d'exploration sismique avant que l'on procède à des tentatives d'excavation¹²⁴.

Par conséquent, on décide de quitter Towr Ghar. Le 7 mai 2002, une première vague de six appareils CH-47 arrivent aux zones d'atterrissage LOON, EAGLE et FALCON pour

entreprendre l'évacuation à 0300 z. L'Op TORII se termine sans incident avec le retour des forces à l'aérodrome de Bagram, puis à celui de Kandahar à bord d'appareils C-130. Cinq ans plus tard, les Forces d'opérations spéciales sont déployées à nouveau dans la chaîne Tora Bora, croyant qu'Oussama ben Laden y est peut-être retourné pour un assaut final, mais ce nouvel effort se révélera infructueux¹²⁵.

Op WHITE FOX : Khost, avril et mai 2002

En avril 2002, la FO Rakkasan demande au 3 PPCLI de préparer une compagnie d'infanterie en vue d'un déploiement dans la région de Khost pour protéger une ancienne base soviétique maintenant utilisée par les Forces spéciales de la coalition. D'un point de vue géographique, la région de Khost est importante pour différentes raisons. Située à 50 milles au sud-est de Kaboul, elle n'est qu'à 20 milles du Pakistan. La ville de Khost et l'aérodrome Chapman se trouvent au cœur de ce que l'on appelait la « cuvette de Khost », une large vallée fertile entourée de toutes parts par des montagnes boisées. La seule autoroute d'accès relie Khost à la ville garnison cruciale de Gardez, à partir de laquelle on assure le contrôle de l'autoroute 1 qui va de Kaboul à Kandahar (en passant par Qalat dans la province de Zaboul). La cuvette de Khost est une forteresse naturelle pouvant servir de refuge. Une forte présence de la coalition dans la région est essentielle pour que les forces ennemies ne puissent pas se réfugier dans ce secteur et permet, dans un premier temps, d'empêcher les talibans et les forces d'Al-Qaïda de battre en retraite vers le sud à partir de Kaboul (voir la figure 2-3).

Comme il est situé à proximité des régions montagneuses longeant la ligne Durand, l'aérodrome Chapman près de Khost sert généralement de base de soutien logistique et de base d'étape intermédiaire pour les opérations spéciales de la coalition. À l'arrivée de la Compagnie B, le Détachement opérationnel Bravo des Forces spéciales est en place ainsi que le Détachement des communications du 112^e Bataillon des transmissions. Le Détachement opérationnel Bravo offre du soutien à différents détachements opérationnels Alpha en activité dans la province, notamment des équipes du 2^e Bataillon du 19^e Groupe des Forces spéciales travaillant avec les AMF et des équipes du 7^e puis du 3^e Groupe des Forces spéciales qui s'emploient à stabiliser la région. Il y a à Khost une maison secrète des Forces spéciales de telle sorte que les différentes équipes puissent jouir d'un pied-à-terre sur le terrain¹²⁶.

Voilà pour la géographie militaire. Or, la géographie sociétale est tout aussi importante. Au tout début de la guerre, la CIA essaie de former l'Alliance de l'Est par la fusion d'éléments tribaux de la région. Cette soi-disant Alliance de l'Est doit être l'équivalent pachtoune de l'Alliance du Nord, et des ressources considérables sont déployées pour que ces éléments abandonnent leur position de neutralité ou changent de camp¹²⁷. Cette initiative ne produit pas vraiment les résultats escomptés. Les Pachtounes ne sont ni des Tadjiks ni des Ouzbeks,

et les membres de l'Alliance du Nord combattent ensemble depuis passablement d'années. Néanmoins, les Op HARPOON et TORII nous ont déjà permis de constater que la CIA et les Forces spéciales des É.-U. ont su nouer avec les tribus pachtounes de la région des liens qui ont produit des effets variables.

Au début de 2002, on se pose ces questions : Qui contrôlera quel territoire? Quels liens uniront les groupes d'influence tribaux et la nouvelle Administration transitoire afghane dirigée par Hamid Karzai? L'instabilité des dispositions de gouvernance à Khost et dans les environs a des répercussions considérables à ces niveaux supérieurs et menace par conséquent la stabilité de l'Afghanistan après le régime taliban. C'est dans cet environnement plutôt complexe que sera déployée en avril et en mai 2002 la Compagnie B du 3 PPCLI, à l'aérodrome de Chapman. Un peu comme pour le groupement tactique à Kandahar, il s'agit, d'une part, de protéger un aérodrome et, d'autre part, d'assurer la stabilité aux échelons local et provincial; comme toujours, la chasse aux objectifs de grande importance se superpose au tout.

À la fin de janvier 2002, des combats entre groupes pachtouns armés sont signalés à Gardez. Au début février, le déploiement d'une faction depuis Gardez se traduit par 50 morts. Le CENTCOM décide alors d'examiner la situation de plus près. En concentrant les ressources nécessaires à l'analyse du problème, on voit se dessiner les détails des complexes dissensions intestines. Auparavant, Khost n'était pas une province, mais une division administrative de la province de Paktia. Ces arrangements ne plaisent pas nécessairement aux Pachtouns de la région, exception faite de certains qui en bénéficient. En sa qualité de chef de l'Administration transitoire afghane, Hamid Karzai nomme Pacha Khan Zadran gouverneur de la province de Paktia. Le frère de Pacha Khan Zadran, Amanullah Khan, est à ce moment-là le nouveau ministre responsable des zones tribales et frontalières au sein de l'Administration transitoire afghane. Pacha Khan Zadran, dont la milice qui lui appartient est appuyée par la CIA et les Forces spéciales des États-Unis, établit quant à lui son pouvoir à Khost où son demi-frère Kamal Khan Zadran s'est imposé grâce à ses propres forces miliciennes¹²⁸.

Lorsque Pacha Khan Zadran déménage à Gardez pour devenir gouverneur, la choura locale dirigée par Haji Saifullah (un homme associé à la faction de Rabbani dans les années 1980) refuse de l'accueillir, en partie parce qu'il vient de Paktika et non de la province de Paktia, en partie en guise de revanche à la suite de la guerre civile de 1992, et aussi peut-être du fait des mauvaises relations entretenues par la choura avec Kamal Khan Zadran à Khost¹²⁹. Pour compliquer les choses encore davantage, Kamal Khan Zadran ne s'entend pas bien avec Zakim Khan Zadran, lequel a également une force de milice stationnée à Khost. En plus de cette dynamique des pouvoirs, il y a des problèmes liés aux registres de propriété foncière conservés à Gardez concernant Khost et relativement au contrôle de l'industrie forestière sur les collines entourant la ville de Khost¹³⁰.

Selon les analystes, cette situation extrêmement instable est exacerbée par Jalaluddin Haqqani du réseau tribal Haqqani, un groupe pachtoun transfrontalier allié à Al-Qaïda. Toujours selon les analystes, Al-Qaïda alimente délibérément le conflit entre Pacha Khan Zadran et la choura de Gardez en vue d'affaiblir l'Administration transitoire afghane et de discréditer le processus de paix dans ce pays. On croit qu'Al-Qaïda a infiltré les deux factions et les incite à s'en prendre l'une à l'autre¹³¹. Il est possible que cette dissension ait eu des conséquences négatives sur le soutien des AMF à l'Op ANACONDA¹³².

En plus des états d'âme quant au rôle de gouverneur à Gardez, les luttes intestines entre Kamal Khan et Zakim Khan à Khost et la tentative d'assassinat du chef de la sécurité à Khost font grimper la tension dans la ville¹³³. Ces problèmes minent les ressources des forces d'opérations spéciales à un point tel que les responsables de l'Op ENDURING FREEDOM en viennent à admettre que les conflits intra-tribaux contrecarrent la recherche des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda qui sont ciblées : on croit notamment qu'Ayman Al-Zawahiri se cache dans la province de Khost dans les montagnes environnantes le long de la frontière¹³⁴. Ainsi, le 19 mars 2002, les forces ennemies lancent-ils un raid d'envergure contre l'aérodrome Chapman : les spécialistes en logistique et en transmission des Forces spéciales sur place arrivent à peine à le contrer¹³⁵. La situation se détériore suffisamment pour justifier le déploiement d'un escadron des forces d'opérations spéciales britanniques et de deux détachements opérationnels Bravo (ODB) des Forces spéciales des É.-U. avec les détachements opérationnels Alpha (ODA) qui les accompagnent à la fin mars à l'aérodrome Chapman¹³⁶.

Le niveau de tension demeure élevé pendant tout le mois d'avril 2002¹³⁷. Il se produit plusieurs incidents où l'on échange des tirs de roquettes ou de mortiers pendant que l'on apprend que des mines à détonation télécommandée sont placées sur les routes et qu'Al-Qaïda fait du recrutement dans les camps de réfugiés au Pakistan en vue de lancer des opérations contre l'aérodrome¹³⁸.

Pendant ce temps-là à Kandahar, la Compagnie B du Maj Mike Blackburn vient tout juste de céder son temps d'exercice au champ de tir à la Compagnie A du Maj Sean Hackett, car celle-ci doit être déployée à Khost. Après la tragédie de la Ferme Tarnak, la tâche est confiée à la Compagnie B pendant que la Compagnie A se remet de ses pertes et que le reste du groupement tactique se prépare en vue de l'Op TORII¹³⁹.

La mission confiée par la FO Rakkasan consiste à sécuriser une base d'opérations avancée pour permettre aux forces d'opérations spéciales et à l'AAG d'intervenir dans les zones d'opération entourant Khost. Aucun détail n'est donné quant à la façon dont la Compagnie B doit s'y prendre, ce qui ne va pas manquer de causer des problèmes par la suite. Les membres de la Compagnie D du 1^{er} Bataillon du 187^e Régiment d'infanterie doivent essentiellement repartir à bord des hélicoptères qui ont transporté les membres de la Compagnie B. L'état-major du 3 PPCLI précise autant que possible la façon dont les choses

doivent se dérouler : la Compagnie B doit envisager la tâche de défense dans une optique dynamique et déterminée (routine de défense variable, surveillance discrète, patrouilles dans un périmètre limité, etc.) de manière à déstabiliser et à dissuader tout ennemi potentiel¹⁴⁰.

C'est une version allégée de la Compagnie B qui participe à l'Op WHITE FOX en raison de la disponibilité restreinte du transport hélicoptéré attribuable aux opérations en cours. Il y a deux pelotons, un officier des opérations avancées, un technicien médical et une section du Génie du 12^e Escadron de campagne. Un spécialiste étasunien des communications est détaché auprès du Maj Blackburn de façon à maintenir l'interopérabilité. En outre, grâce à la collaboration de la Compagnie B avec le 3^e Bataillon de la 101^e Compagnie de police militaire, la première apprend à utiliser efficacement le système de lance-grenades automatique M-19 et d'autres armes américaines comme le AT-4. Les soldats canadiens découvrent des caisses et des caisses d'armes américaines non utilisées au KAF. Lorsque les Canadiens lui demande s'ils peuvent emprunter ces armes, le quartier-maître de la FO Rakkasan de répondre sans hésitation : « Certainement. Quelle quantité de munitions voulez-vous¹⁴¹? »

L'insertion sur l'aérodrome Chapman se fait le 20 avril 2002 à l'aide d'hélicoptères de transport CH-47 escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64. Lorsque les membres de la Compagnie B sortent en courant par les rampes arrière, ils aperçoivent une tour de contrôle délabrée retenue par des sacs de sable. Sur la façade en contreplaqué, ils voient un écriteau qui indique « Aérodrome Chapman, altitude 3 775 pieds ». Au loin, à l'autre extrémité de la piste de 9 000 pieds, reposent les carcasses d'une dizaine d'aéronefs Antonov 32 peints en havane et en vert. La route principale mène à la ville de Khost, environ trois kilomètres à l'ouest. Un oued coule parallèlement à la piste d'atterrissage, à environ deux kilomètres de distance au sud. Toujours au sud, une chaîne de montagnes apparaît en toile de fond¹⁴².

À leur arrivée, les membres de la Compagnie B constatent que l'aérodrome Chapman sert de base non seulement au détachement opérationnel Bravo (ODB) des Forces spéciales, mais aussi à un détachement de l'AAG et à une installation de collecte de renseignement électromagnétique. En plus de servir au soutien logistique, la base contribuait donc aussi à la collecte du renseignement¹⁴³. Les problèmes de transport initiaux sont réglés par l'ODB des Forces spéciales des États-Unis qui parvient à trouver des camionnettes Toyota Hilux que la Compagnie B pourra utiliser. Il y a aussi à l'aérodrome Chapman deux organisations des AMF ayant chacune leur commandant. Les Canadiens les surnomment « brigade Polypro », en raison de la marque des sous-vêtements fournis par les Forces spéciales des États-Unis, et « Brigade Tank et Artillerie ». Cette dernière compte 12 membres installés dans une baraque avec à leur disposition une poignée d'armes attaquées par la rouille : des T-55, un canon de 152 millimètres, un canon de 122 millimètres et ce qui semblait être un canon antichar de 11 millimètres. Il y a quelques « policiers » sur la route à l'extérieur de l'aérodrome, mais on ne sait pas vraiment à quel corps ils appartiennent, car ils ne portent pas d'uniforme¹⁴⁴.

Le Maj Blackburn et la Compagnie B doivent répondre d'entrée de jeu à une question bien précise. Où se situent exactement les limites du périmètre de sécurité de l'aérodrome Chapman? Aux bordures de l'enceinte? À celles de la piste d'atterrissage? À la tour de contrôle? Les ordres sont vagues. Il n'y a pas de directives pour la coordination des relations de la Compagnie B avec plusieurs types de forces d'opérations spéciales, d'agences du renseignement et de milices afghanes, le tout dans une conjoncture politique complexe. Les Américains éprouvent eux-mêmes des problèmes de coordination entre ce qu'ils appellent la grande armée et le secteur des Forces spéciales. Le plus souvent, la main droite ne sait pas ce que fait la main gauche. Où prend fin la zone d'opération des forces à l'aérodrome Chapman et où commencent celles des Forces spéciales des É.-U.? Ce n'est pas clairement précisé¹⁴⁵.

Cette situation où règne la confusion n'empêche pas la Compagnie B de prendre l'initiative et de mettre un semblant d'ordre dans tout cela. Dans un premier temps, on évalue les dispositions de défense déjà en place. La Compagnie B doit maintenant travailler en liaison avec trois groupes distincts de la milice afghane, le tout sans l'aide d'un interprète! On ne sait pas précisément à quelles factions ces groupes appartiennent. La mobilisation de la milice afghane devient donc sur ce plan un exercice de protection de la force. De temps à autre, l'aérodrome Chapman est la cible de roquettes, ce qui exige une intervention conjointe des Canadiens, des Afghans et des Américains pour pourchasser les tireurs et les dissuader de recommencer¹⁴⁶.

Qui plus est, il faut coordonner la question de la puissance de tir pour défendre l'aérodrome contre les attaques extérieures. La dernière chose dont on a besoin, c'est d'un équipage de char désordonné lançant au hasard des projectiles de 100 millimètres. La Compagnie B a apporté avec elle des mortiers de 60 millimètres, des mitrailleuses et des lance-grenades M-19. En collaboration avec la brigade Tank et Artillerie, la compagnie en arrive à une matrice de ciblage permettant de répliquer à tout tir direct ou indirect menaçant l'aérodrome au moyen d'une combinaison de systèmes canadiens, américains et afghans. Le Maj Blackburn entreprend sur-le-champ un programme d'illumination nocturne qui doit avoir un effet psychologique sur tout ennemi éventuel. Les miliciens afghans font montre d'enthousiasme et surprennent à l'occasion les Canadiens avec leur utilisation créative d'anciens équipements soviétiques en piteux état¹⁴⁷.

Au cours des deux mois suivants, la Compagnie B assure la sécurité de cette installation cruciale en la mettant à l'abri non seulement des talibans et d'Al-Qaïda, mais également de l'instabilité tribale qui prend de l'ampleur à Khost. Parmi les principales tâches accomplies avec une grande efficacité, notons les patrouilles systématiques, la réorganisation du matériel et des ressources de défense en place, et la coordination de l'éventail de forces utilisant l'aérodrome comme base. Lorsque les membres de la Compagnie B commencent,

comme le font toujours les bons soldats canadiens, à élargir de plus en plus le périmètre de sécurité, ils sont rappelés à l'ordre par leurs supérieurs au quartier général canadien qui leur ordonnent de ne pas quitter l'aérodrome lui-même jusqu'à ce qu'une compagnie d'infanterie américaine vienne prendre la relève. Comme ce fut le cas pour la tâche de protection du KAF, l'Op WHITE FOX permet la conduite d'opérations cruciales dans une province revêtant une importance capitale malgré la grande instabilité qui y règne¹⁴⁸.

Plan d'urgence PYTHON

À la suite de l'Op ANACONDA et de la série d'opérations frontalières menées près de Khost en mars 2002, il ne semble plus y avoir d'importantes concentrations de forces d'Al-Qaïda et des talibans à l'Est et au Sud de l'Afghanistan. On consacre alors davantage de ressources à la poursuite des chefs du régime taliban renversé dans un effort pour contrecarrer leurs intentions annoncées publiquement d'organiser une insurrection contre la coalition et le nouveau gouvernement intérimaire¹⁴⁹. Les mollahs Omar, Baradar et Osmani figurent parmi les principales cibles, mais il y a d'autres « personnes d'intérêt », y compris le mollah Rafiq, ce chef taliban qui a dirigé la campagne de nettoyage ethnique contre les Hazaras à la fin des années 1990¹⁵⁰.

Il incombe aux services du renseignement et aux opérations spéciales basés à l'aérodrome de Kandahar de suivre et appréhender ou tuer ces têtes dirigeantes dans le Sud de l'Afghanistan. Grâce aux informations précises recueillies pendant le déploiement des opérations de la coalition dans la région, le nombre de missions de reconnaissance spéciales et d'action directe associées à la poursuite des chefs talibans est considérablement à la hausse en avril 2002.

Le 17 mars, une mission d'action directe menée dans la ville de jeunesse du mollah Omar, Sangsar (dans le district de Zharey à l'ouest de la ville de Kandahar) se traduit par la capture de 30 talibans, mais pas du mollah Omar. Les prisonniers sont pris en charge dans les installations du KAF¹⁵¹. Une autre mission d'action directe est menée le 24 mars avec pour cible Osmani, mais sans succès¹⁵². Les rapports produits après chaque raid par les missions d'exploitation ou par des sources du renseignement nous donnent accès à de nouvelles pièces du puzzle taliban; cela contribue à la poursuite des opérations. Le 20 avril, une équipe des forces d'opérations spéciales essaie de capturer un chef taliban, le mollah Bismillah, dans une résidence de la partie nord de la ville où il s'emploie à organiser une cellule talibane retranchée. L'équipe abat un agent taliban et saisit des armes, du matériel de communication et des documents. Le mollah Bismillah ne se trouve toutefois pas à la maison¹⁵³.

De quelle manière exactement cette situation touche-t-elle le groupement tactique du 3 PPCLI? Il faut savoir que la possibilité que des problèmes surgissent lors de ces missions d'action directe et d'exploitation de sites sensibles est bien réelle. Le film *La chute du faucon noir* illustre on ne peut mieux l'échec d'une mission d'action directe. Cette production de 2001

décrit la myriade de problèmes éprouvés par une force d'opérations spéciales à la poursuite de chefs ennemis en Somalie durant l'intervention d'aide humanitaire de 1993. Pour tout observateur avisé du milieu, l'enseignement le plus important à tirer de l'événement est la nécessité de pouvoir compter sur une FRR conventionnelle bien équipée et prête à venir à la rescousse d'une force d'action directe qui serait confrontée à des éléments ou à des situations outrepassant ses capacités. L'augmentation de la cadence des opérations pour les forces d'opérations spéciales stationnées au KAF exige un examen rigoureux du rôle que le groupement tactique du 3 PPCLI pourrait être appelé à jouer si ces forces avaient besoin de soutien dans une situation semblable à celle survenue en Somalie.

La ville de Kandahar est en partie contrôlée par la famille Sherzai et les AMF de Barakzai qui lui sont associées. Or, il est impossible pour ces forces de maintenir à long terme l'ordre dans cette ville qui est peuplée d'un demi-million d'habitants. Il faudra un certain temps pour mettre en place un gouvernement offrant tous les services nécessaires. D'ici là, les AMF de Sherzai, avec l'aide du 19^e Groupe aéroporté des Forces spéciales, occupe un nombre de positions clés à l'intérieur de la ville, à partir desquelles des sorties sont effectuées au besoin. Un réseau peu structuré de postes de contrôle est en place sans toutefois qu'il ne soit soumis à une véritable force de commandement et contrôle. Ce ne sont pas tous les districts de la ville qui s'opposent aux talibans. Si des chefs ou des agents ennemis avaient à s'installer dans un quartier pro-taliban, il pourrait se produire une situation similaire à celle vécue par le JSOC à Mogadiscio¹⁵⁴.

Il est également envisageable qu'une force talibane attaque certains sites dans la ville contrôlés par la coalition. Parmi ces terrains clés, notons l'hôtel particulier du gouverneur à partir duquel Gul Agha Sherzai préside aux destinées de la ville, le poste de police central, le palais du gouverneur et les bureaux des Nations Unies et des autres organismes d'aide qui commencent à arriver. Les forces d'opérations spéciales contrôlent également l'ancienne résidence du mollah Omar, maintenant la base d'opérations avancée Ghecko, dans la partie nord-est de la ville. Une FRR pourrait devoir mener une opération de sauvetage à partir de l'aérodrome s'il arrivait que l'un de ces sites soit menacé ou assiégé par des actes de violences menées par les forces ennemies ou par des manifestants ou par d'autres acteurs.

La FRR de la brigade est structurée en fonction des forces requises pour effectuer une évacuation aéroportée au moyen de CH-47. Mais qu'advierait-il si les hélicoptères étaient occupés ailleurs ou si les conditions météo se détérioraient? Le plan d'urgence PYTHON est élaboré par l'état-major du 3 PPCLI en vue d'offrir une option terrestre qui met en jeu six véhicules Coyote, trois blindés Bison transportant un peloton d'infanterie et un véhicule du Génie Nyala, tous prêts à procéder, au besoin, à l'extraction des membres des Forces spéciales dans la ville¹⁵⁵.

Le groupement tactique du 3 PPCLI est prêt à déployer plusieurs fois la FRR en application du plan d'urgence PYTHON. Le 9 mai 2002, un raid des FOS dans la ville permet de capturer 13 insurgés et de saisir leurs armes et un certain nombre d'ordinateurs portables¹⁵⁶. Une autre mission d'action directe, menée le 21 mai dans la ville, aboutit à la capture de deux autres détenus et à la collecte de nouveaux renseignements¹⁵⁷. Il s'ensuit une autre action directe, soit celle d'appréhender un commandant du nom de Sardar Mohammad le 6 juin¹⁵⁸. Un raid substantiel orchestré par le 19^e Groupe aéroporté des Forces spéciales et les milices afghanes qui y sont associées cible trois résidences le 9 juin et permet de produire encore davantage de données destinées au service du renseignement situé au KAF¹⁵⁹. Ces différentes opérations ne suscitent pas de fortes réactions dans la ville, si bien qu'il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre le plan PYTHON.

À l'extérieur de la ville, les membres de la FO K-Bar lancent des opérations dans le district de Maywand. Aux environs du 20 mai, les FOS de la Nouvelle-Zélande et du Canada attaquent une série de bases militaires et capturent un nombre important de personnes. Comme les détenus ne sont pas tous des insurgés talibans, les résidents locaux se braquent et tiennent une manifestation à l'entrée du KAF. C'est la première fois que les forces de la coalition sont à même de constater que les interventions sur le terrain produisent directement une réaction négative chez la population. On peut y voir une menace pour les activités du KAF et les forces de protection doivent prendre la situation au sérieux, même si l'on soupçonne que la manifestation a eu lieu à l'instigation de détenteurs de pouvoirs locaux pour servir leurs intérêts politiques et économiques¹⁶⁰. Le Lcol Stogran et son état-major prennent bonne note de ce phénomène, un constat qui sera subséquemment utile au groupement tactique.

Op FULL THROTTLE

En mai 2002, une équipe des FOS basée dans la partie supérieure de la vallée de la rivière Helmand reçoit des informations indiquant que des talibans seraient actifs dans le secteur éloigné de Deh Rawod, dans la province occidentale d'Oruzgan. On sait que Deh Rawod est le village d'enfance du mollah Omar, et il est possible qu'il y ait trouvé refuge. Les services du renseignement saisissent des informations selon lesquelles les mollahs Omar, Osmani et Baradar se trouveraient dans cette région. Des ressources du renseignement électromagnétique (SIGINT) confirment qu'il y a un nombre inhabituel de communications dans ce secteur. Si les indications se révèlent fondées, il pourrait être possible d'organiser une opération en vue de neutraliser complètement la structure de commandement encore en place chez les talibans¹⁶¹ (voir la figure 2-6).

Des missions spéciales de reconnaissance exécutées par des équipes de la Norvège, de l'Allemagne, de l'Australie et du Canada permettent de se faire une meilleure idée de

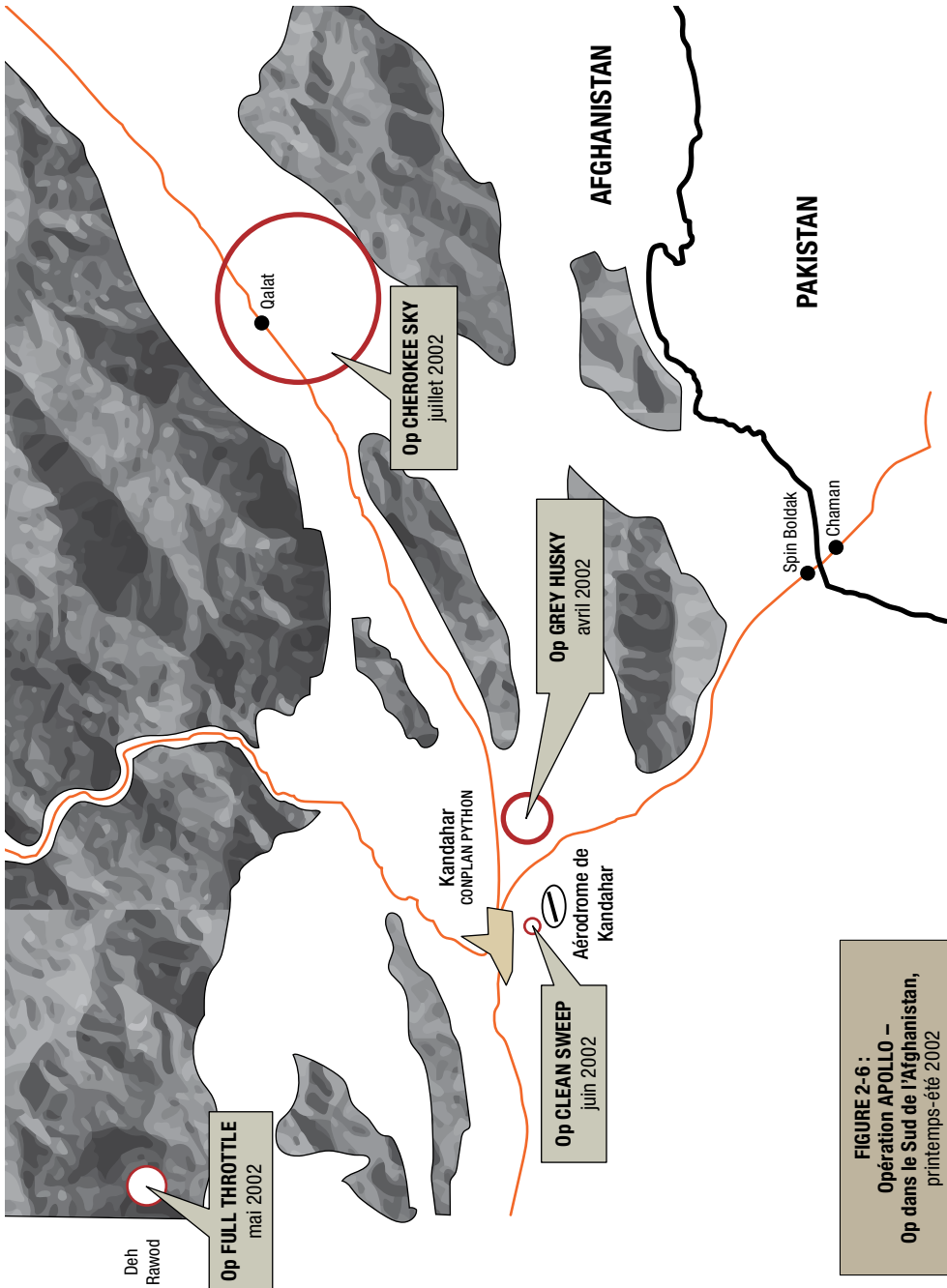


Figure 2-6 : Opération APOLLO – Op dans le Sud de l’Afghanistan, printemps-été 2002

la situation dans la vallée. On constate qu'il s'il trouve un niveau important d'activité, beaucoup trop élevé pour une région éloignée. Une des équipes entend même des tirs d'essai de mortier. Les rapports ISTAR pointent tous vers un secteur au nord-est de la ville qui semble servir de nœud de commandement¹⁶².

Une opération est menée par la suite en juin 2002 par des membres des Forces d'opérations spéciales norvégiennes (NORSOF) et un ODA de 12 soldats du 3^e Groupe des Forces spéciales. Il s'agit d'insérer les équipes spéciales de reco des NORSOF, puis d'employer l'ODA et les Afghans pour faire sortir l'ennemi de sa tanière. L'équipe des NORSOF se retrouve dans une situation périlleuse : le pire se produit lorsque l'ennemi la prend à partie. Les responsables de la collecte captent alors de nombreuses communications transmises à partir de sites avoisinant Deh Rawod. L'unité du SIGINT tactique découvre un réseau de postes d'observation, également situés dans les hauteurs¹⁶³.

La situation est corsée dans le secteur de Deh Rawod. Il y a constamment des indices révélant que certaines têtes dirigeantes des forces talibanes se trouvent encore dans la région. Par conséquent, le commandant et l'état-major de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées – Afghanistan (CJSOTF-A) élaborent un plan pour se rendre dans la vallée de Deh Rawod et localiser ces chefs talibans. En cours de planification, on se rend compte que l'on aura besoin d'un bataillon d'infanterie légère, et c'est là que le 3 PPCLI entre en jeu, par le biais de l'Op FULL THROTTLE.

L'opération reçoit le nom de code TF TYCZ. Le premier élément est formé de trois unités des AMF de la taille d'une compagnie accompagnées de deux ODA des Forces spéciales des États-Unis et d'équipes spécialisées dans les opérations psychologiques et les affaires civiles. Le 3 PPCLI et ses trois compagnies forment le second élément. L'insertion se fera au moyen d'appareils CH-47 accompagnés par des AH-64. Le troisième élément comprend deux pelotons des Forces spéciales (SEAL) de la Marine des États-Unis transportés par des hélicoptères MH-47D, MH-60 et MH-53 du 160^e Régiment d'aviation des Forces d'opérations spéciales [Special Operations Aviation Regiment] (160 SOAR). Des avions d'attaque AC-130 assureront la couverture aérienne¹⁶⁴.

Il s'agit d'abord et avant tout de déterminer avec exactitude quels périmètres les chefs ennemis occupent dans la vallée. La population est hostile et l'introduction de forces considérables par voie terrestre activerait le système d'alerte rapide de l'ennemi, ce qui, par ricochet, permettrait à ses têtes dirigeantes de s'enfuir ou de se cacher. Le commandant de la CJSOTF-A planifie une opération devant servir de leurre. Deux détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales seraient déployés dans une vallée adjacente pendant que les FOS du Canada et de la Nouvelle-Zélande iraient ailleurs en vue d'attirer l'attention de l'ennemi. Dès que l'on saurait mieux à quoi s'en tenir au sujet de la situation, d'autres forces mèneraient une opération de bouclage et de fouille¹⁶⁵.

Des éléments des trois détachements opérationnels Alpha, accompagnés de deux ressources de recherche du SIGINT et d'une équipe SEAL, effectueraient une reconnaissance spéciale du secteur de la vallée à partir des hauteurs. À l'étape suivante, les trois compagnies d'infanterie du 3 PPCLI iraient par hélicoptère en vue d'occuper des positions d'arrêt. Les détachements opérationnels Alpha ainsi que les forces afghanes franchiraient ces positions pour entreprendre des opérations de bouclage et fouille. Une autre équipe SEAL ferait irruption par hélicoptère et effectuerait des raids dans différentes enceintes. Les membres du 3 PPCLI devaient aussi intervenir en cas de concentration de forces talibanes à partir de l'extérieur et intercepter quiconque essaie de s'enfuir de la zone de recherche¹⁶⁶.

L'Op FULL THROTTLE est importante et de grande envergure, dans la même mesure que les opérations ANACONDA et TORII. Le plan établi ne convient toutefois pas au Lcol Stogran qui considère que les données du renseignement dont il dispose ne sont pas suffisamment précises. Le 3 PPCLI se retire donc du processus de planification.

L'Op FULL THROTTLE va tout de même de l'avant. Pour une raison ou une autre, on renonce à l'assaut aérien prévu. Le plan consiste maintenant en un déplacement terrestre depuis Kandahar jusqu'à Deh Rawod pour les ODA des Forces spéciales des États-Unis et les forces afghanes qui les accompagnent. Il n'y aura aucune insertion de force d'arrêt par hélicoptère. Après le retrait du 3 PPCLI, les planificateurs essaient d'obtenir l'apport d'un bataillon des Royal Marines, mais ne parviennent pas à s'assurer le concours des Britanniques. En fin de compte, la force déployée comprend deux ODA, un peloton SEAL et un groupe des AMF de la taille d'une compagnie avec l'encadrement des soldats du 19^e Groupe aéroporté des Forces spéciales [Special Forces Group (Airborne)] (SFGA)¹⁶⁷.

Dès que les véhicules de la force arrivent dans la vallée de Deh Rawod, l'ennemi est prévenu par son système d'alerte rapide. Les équipes de reconnaissance spéciale font alors appel au soutien aérien pour détruire les sites de mitrailleuses et d'artillerie anti-aérienne. On utilise pour ce faire des avions AC-130 et des bombes guidées JDAMS larguées à partir de B-52. L'un des canons antiaériens est situé dans une enceinte adjacente à une autre où se tiennent des noces. Ce canon prend pour cible les forces de la coalition. Un appareil AC-130 Spectre de la coalition réplique à l'aide de ses canons de 25 millimètres et de 40 millimètres. Comble de malheur, les tirs du Spectre atteignent l'enceinte où ont lieu les noces, tuant ainsi une quarantaine de personnes et en blessant entre 50 et 100 autres. Une fois sur place, les éléments du 19^e SFGA se rendent compte qu'ils s'apprêtent à attaquer la mauvaise enceinte et s'arrêtent juste à temps. L'Op FULL THROTTLE est stoppée sans plus tarder¹⁶⁸.

L'enquête menée par la suite conclut que les opérateurs ennemis des armes avaient choisi de les placer dans des secteurs civils et décidé d'ouvrir le feu sur les forces de la coalition alors même qu'ils savaient que de nombreux civils étaient présents à proximité¹⁶⁹.

Ce n'est toutefois rien pour apaiser une population déjà hostile à Kandahar. Selon les indications obtenues sur place, les gens les plus éduqués sont attristés par la tragédie, mais la colère règne au sein des segments les moins instruits de la population que certains pourraient vouloir manipuler. La situation se détériore encore davantage le 6 juin avec l'assassinat du nouveau vice-président afghan¹⁷⁰.

Selon la section du renseignement du 3 PPCLI, les forces de la coalition sont en train de tester les limites de l'hospitalité locale, et il pourrait suffire d'un seul autre incident fâcheux pour inciter la grande majorité de la population à se rallier contre elles¹⁷¹. Un contexte semblable risque de mettre en péril la sécurité du camp et pourrait donner lieu à des incidents nécessitant la mise en œuvre du plan d'urgence PYTHON dans la ville. Ce n'est heureusement pas ce qui s'est produit pendant le reste du séjour du 3 PPCLI en Afghanistan.

Op CHEROKEE SKY : Zaboul, juillet 2002

En juin 2002 les planificateurs de l'Op ENDURING FREEDOM commencent à s'intéresser à la province de Zaboul. Non seulement cette région géographique clé s'étend-elle de part et d'autre de l'autoroute 1 qui relie Kaboul à Kandahar, mais Qalat, sa capitale, est une ville de grande taille davantage qui se trouve à proximité d'une région montagneuse adjacente à la frontière pakistanaise. Les vallées du district de Shinkay se prêtent très bien à l'infiltration et offrent de nombreuses caches, alors que Qalat peut servir de voie de canalisation pour les forces ennemies encore actives dans la province voisine d'Oruzgan. Un ODA des Forces spéciales des États-Unis s'est installé à Qalat pendant une certaine période, mais a été retiré depuis. Selon certaines indications, des armes sont transportées et des factions des talibans et d'Al-Qaïda s'entraînent dans les collines en prévision d'une guérilla. Gulbuddin Hekmatyar, le mollah Omar et un certain nombre d'Arabes aurait été aperçus dans la région. Il y a en outre tout lieu de s'interroger quant à la mesure dans laquelle le gouverneur soutient les efforts de la coalition.

L'Op CHEROKEE SKY vise deux objectifs. En premier lieu, déstabiliser les choses à Zaboul pour voir ce qui en ressort; en deuxième lieu, aider à mettre en place les conditions propices pour améliorer les liens entre l'Administration transitoire afghane et l'administration provinciale de Zaboul. Les membres du peloton de reco du 3 PPCLI, se déplaçant dans des véhicules Hilux et portant des vêtements pour région désertique (pour éviter de trop se faire remarquer), doivent collaborer avec un détachement opérationnel Alpha (ODA) portant l'indicatif d'appel PYTHON, afin de rassembler de l'information sur l'infrastructure de la province et les endroits où peuvent se trouver des cibles ennemies. Le 3 PPCLI et les forces américaines effectueront ensuite des manœuvres aériennes et terrestres visant des objectifs choisis. Le 3 PPCLI se chargera de la région au nord de Qalat alors que les autres forces s'occuperont du district de Shinkay et de Qalat elle-même. Trois opérations doivent être

menées de front dans l'ensemble de la province de Zaboul, mais la seule pour laquelle on obtient suffisamment de ressources est CHEROKEE SKY qui doit compter sur des effectifs réduits malgré une portée étendue à deux des trois zones ciblées.

Le peloton de reco part le 22 juin 2002 en vue d'exécuter une jonction avec les Forces spéciales à Qalat, pendant que des véhicules Coyote sont réquisitionnés et préparés aux fins de l'opération. En cours de route, le peloton de reco en vient rapidement à manquer de pneus de secours, et des mesures sont prises pour le réapprovisionner par la voie des airs. La jonction est exécutée, la reco est accomplie, et le peloton rentre de mission le 25 juin avec de plus amples détails au sujet des emplacements pouvant servir de sites d'entraînement et de caches souterraines au nord de la ville. La réinsertion du peloton s'effectue le 30 juin.

Le jour de la fête du Canada, les Compagnies B et C sont déployées à partir d'hélicoptères Chinook CH-47 de l'Armée des États-Unis dans les zones de recherche désignées où l'on sait qu'il y a des grottes sans toutefois connaître leur contenu. Pendant ce temps, l'escadron de reco du Maj Tom Bradley et son échelon empruntent l'autoroute 1 pour se rendre de Kandahar jusqu'à Qalat. Les Compagnies B et C reviennent bredouilles de leur fouille des grottes. L'escadron de reco et le quartier général du Bataillon se dirigent alors vers le palais du gouverneur à Qalat pour discuter avec lui et ses partisans, alors que le groupe de soutien avancé et la compagnie d'administration prennent les dispositions nécessaires au réapprovisionnement aérien des forces au moyen d'hélicoptères américains. Pas moins de 20 missiles sol-air SA-7 sont remis aux Forces spéciales par les AMF travaillant pour le gouverneur. Après discussion avec le gouverneur, le Lcol Stogran décide de concentrer les efforts sur la vallée de Shinkay. Les deux compagnies d'infanterie vont effectuer un assaut aérien dans les hauteurs pendant qu'une force combinant des membres de l'escadron de reco des Forces spéciales et des AMF se déplacera par voie terrestre dans la vallée pour y mener des opérations de recherche. Les choses se passent essentiellement de cette manière les 3 et 4 juillet. Les Compagnies B et C prennent par voie aérienne les positions d'arrêt, pendant que la force terrestre arrive de l'ouest. En l'absence de contacts, un certain nombre de pelotons sont dépêchés vers un regroupement de villages dans une vallée plus étroite au sud de Shinkay. Encore là, il n'y a aucun contact. Les résidents locaux (et sans doute également les forces ennemies assistant à la scène) sont stupéfaits de la présence de véhicules Coyote dans un environnement aussi inhospitalier. Lorsque l'un d'eux tombe en panne, l'équipage est pour ainsi dire pris d'assaut par une foule de civils curieux. Deux Apache AH-64 volent alors à faible altitude, et la foule se disperse.

Les Compagnies B et C sont évacuées par hélicoptère le 4 juillet 2002, pendant que l'escadron de reco, les Forces spéciales et les AMF parviennent à quitter la région montagneuse et à rejoindre l'autoroute 1 pour rentrer au KAF plus tard dans la journée.

La plupart des participants ne connaissent pas les aspects de plus haut niveau de l'Op CHEROKEE SKY. Le 2^e Escadron de guerre électronique (GE) et d'autres ressources alliées et associées ont la région à l'œil dans l'espoir d'en apprendre davantage via les capacités de transmission radio de tout belligérant potentiel, tout particulièrement dans le but de détecter les réseaux d'alerte rapide. Les efforts de collecte d'information commencent pour de bon au moment où l'escadron de reco quitte Kandahar pour se rendre dans la province de Zaboul. Ces efforts se poursuivent tout au long de l'Op CHEROKEE SKY et en sont vraisemblablement la composante la plus fructueuse. Ils permettent en outre aux responsables de l'Op ENDURING FREEDOM de bien comprendre la situation qui prévaut dans la province de manière à pouvoir établir une présence de la coalition à Zaboul, puis une équipe de reconstruction provinciale en 2003. L'Op CHEROKEE SKY permet également de démontrer que les forces de l'Op ENDURING FREEDOM peuvent se déplacer sans entrave dans les régions montagneuses avoisinant la frontière pakistanaise et pourraient bénéficier de cette liberté de mouvement. Il s'agit donc à ce moment-là – comme c'est le cas encore aujourd'hui – de déterminer la façon de s'y prendre pour effectuer des opérations visant à leurrer les agents ennemis et leurs réseaux d'alerte rapide de telle sorte qu'une mission puisse être menée à terme. En ce sens, l'Op CHEROKEE SKY est le véritable prototype de ce qui va devenir un élément fondamental des opérations ultérieures du Canada en Afghanistan : le concept des manœuvres visant à collecter des données de renseignement.

Conclusion

Dans les semaines qui suivent l'incident de la Ferme Tarnak, les soldats de la Compagnie A, certains pionniers d'assaut et un membre du 12^e Escadron font la conception d'un cairn commémoratif dédié aux victimes. Ces cairns sont devenus une véritable tradition pour les unités canadiennes déployées à l'étranger au cours des 40 dernières années. Il y en a un sur les hauteurs du Golan entre Israël et la Syrie, et un autre à l'hôtel Ledra Palace à Chypre. On en trouve une version portative à Primosten, en Croatie, et une autre à Bihac, en Bosnie. Dans le cas de l'Afghanistan, le monument prend la forme d'un inukshuk, cette borne d'aide à la chasse et à la navigation utilisée par les Inuits du Nord canadien. À la fin de la période de déploiement, le monument est terminé et repose sur des plaques de granit où sont gravés les symboles des unités des victimes.

Cet inukshuk est toujours debout en 2011 au KAF. Il a été déplacé à deux reprises, passant d'abord du terminal international à celui désigné comme étant la dernière position tenue par les talibans (Taliban's Last Stand) avant d'aboutir sur la promenade où il rappelle aux passants la situation qui prévalait à l'amorce de l'Op ENDURING FREEDOM et le sacrifice des Canadiens, des Américains et des Australiens qui ont perdu la vie là-bas.

La contribution de l'armée canadienne à l'Op ENDURING FREEDOM en 2002 est importante à de nombreux égards. Premièrement, elle montre clairement que le Canada est déterminé à participer à la lutte internationale contre Al-Qaïda dans la foulée des attentats du 11 septembre. En écartant le bouclier taliban et en contribuant à des missions d'exploitation de sites sensibles, on permet à la coalition d'en savoir plus long sur ce qu'Al-Qaïda compte faire – ou ne pas faire, une considération tout aussi importante pour certains. Ce travail ouvre la voie à de nouvelles opérations menées ailleurs dans le monde pour contrer le terrorisme.

Deuxièmement, la composante terrestre de l'Op APOLLO de même que ses interventions vont beaucoup plus loin qu'un simple engagement symbolique, bien que ce soit là le souhait de certains à Ottawa qui veulent voir les soldats canadiens demeurer en lieu sûr de manière à minimiser les risques politiques au Canada. L'environnement opérationnel, la fierté nationale et le professionnalisme des troupes exigent toutefois une contribution bien concrète devant avoir un impact significatif sur la mission en Afghanistan. Le Canada a grandement contribué à la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM en 2002 en assurant la protection de bases comme les aérodromes de Kandahar et Chapman, en fournissant des FRR pour l'extraction lors d'opérations spéciales, en bonifiant les capacités de recherche de la matrice ISTAR et, surtout, en assumant des fonctions de coordination absolument essentielles à l'accomplissement de toutes ces tâches par les forces de la coalition. Le Canada n'a pas pris part à la « bataille en règle » dans la vallée de Shah-i-Kot et il y en a assurément certains qui le regrettent. Le fait de ne pas avoir participé à certaines de ces actions ne doit toutefois pas porter ombrage aux autres contributions importantes de l'Armée canadienne. Sans ces contributions, les opérations menées dans la région auraient sans doute été beaucoup plus difficiles et peut-être également plus coûteuses en vies humaines.

En fin de compte, les opérations terrestres menées à Kandahar en 2002 deviendront, sans que cela n'ait été planifié, une étape préalable importante en vue du réengagement majeur du Canada dans le Sud de l'Afghanistan en 2005. Personne ne croyait que les Canadiens reviendraient à Kandahar. Il ne fait aucun doute que personne ne voyait l'Armée canadienne revenir en force pour aider à protéger la ville contre des insurgés de plus en plus belliqueux. Il fallait pouvoir se reporter plusieurs années dans l'avenir. Pourtant, l'Armée canadienne allait bel et bien revenir en Afghanistan, mais cette fois à Kaboul et sous un commandement différent.



Photo : Auteur

Le groupement tactique canadien a conçu et érigé un monument en forme d'inukshuk pour commémorer le sacrifice des soldats de la coalition ayant perdu la vie, y compris les quatre Canadiens victimes d'une bombe larguée par erreur par les Forces aériennes des É.-U.

NOTES

1. Le dét léger du SNICC sera ultérieurement augmenté par un dét lourd et il restera dans le théâtre afin d'assurer une liaison déployable avec l'aérodrome de Bagram.
2. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.
3. Rakkasan est un mot japonais signifiant « parapluie qui tombe », c'est à-dire, « parachute ».
4. Entrevue avec le Lcol Stogran.
5. Allocution du vice-amiral Greg Maddison à la conférence de la FOSCAN tenue au CMR (8 décembre 2010).
6. Entrevue avec le Lcol Stogran.
7. Entrevue avec le Maj David Short, Armée des États-Unis, Combat Studies Institute, Leavenworth, Kansas, 4 janvier 2006; « Déclaration du Lgén Emil R. Bedard, commandant adjoint responsable des plans, politiques et opérations, Corps des Marines des États-Unis, devant le House Armed Services Committee Special Oversight Panel on Terrorism, 28 juin 2002.
8. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington DC: Potomac Books, 2005.
9. *Ibid.* Voir aussi Naylor, *Not a Good Day to Die*.
10. Services du renseignement du Corps des Marines (quartier général), « SIGINT Marines Help Fight War on Terrorism in Afghanistan », *Intelligence Community Newsletter*, vol. 1, n° 2, p. 2.
11. « History of the 626th BSB », Fort Campbell, site Web de l'Armée des États-Unis.
12. Observations de l'auteur sur le système médical américain au KAF, mars 2003.

CHAPITRE DEUX

13. Suivant la description de Chris Mackey et Greg Miller dans *The Interrogators: Inside the Secret War against Al Qaeda*, New York: Little Brown and Co, 2004. Cette section est le fruit de l'analyse par l'auteur de plus de 700 rapports d'évaluation de détenus de la FOI Guantanamo (FOI GTMO) qui figurent à <http://wikileaks.org/gitmo>. Ces rapports sont inestimables pour plusieurs raisons. Premièrement, ils relatent ce que le détenu a révélé lors de son interrogatoire, notamment quant à l'endroit où il a été recruté et formé. Deuxièmement, on y retrouve une analyse des propos recueillis, qui ne sont pas toujours exacts ou véridiques, mais cette analyse résume les évaluations du renseignement et les analyses comparatives effectuées par les interrogateurs pour situer le détenu dans le contexte général des opérations jihadistes. Ces dossiers permettent de retracer les grandes lignes et même quelques caractéristiques détaillées d'une grande partie du réseau de formation des jihadistes en Afghanistan.
14. *Ibid.*, p. 345. Voir aussi Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 240-242.
15. Mackey et Miller, *The Interrogators*, p. 348.
16. Mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.
17. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 240-242.
18. *Ibid.*, p. 146.
19. Synthèse du renseignement (INTSUM) du 3 PPCLI, 18-19 mai 2002.
20. Voir Rolf Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? », Harvard Kennedy School, Belfer Center for Science and International Affairs, janvier 2010. Nota : Mowatt-Larssen a dirigé le service du renseignement du département américain de l'Énergie et est un ancien membre de la CIA.
21. Tel qu'indiqué par Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of Al Qaeda Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, New York: Columbia University Press, 2008.
22. Don Rassler et Vahid Brown, *The Haqqani Nexus and the Evolution of al-Qa'ida*, West Point: Combating Terrorism Center, 2011.
23. WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation to Retain under DoD Control: Mohammad Anwar », 21 février 2004.
24. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah R. Razaq », 6 août 2007.
25. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah Mohammad Khan », 27 mars 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah Hussein », 23 avril 2008.
26. Roland Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden... : dossier secret sur le terroriste le plus recherché du monde*, Paris, Jean Picollec, 2001, p. 93-94; « Return of the Arabs: Al Qaida's Current Military Role in the Afghan Insurgency », Combating Terrorism Center, USMA; vol. 1, n° 3, article 8, Combating Terrorism Center, USMA; « Afghan Camps Linked to Recent Terror », Jihad Watch, 24 novembre 2003.
27. Voir Fawaz A. Gerges, *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005, p. 134; Roy Gutman, *How We Missed the Story*, Washington DC: U.S. Institute for Peace, 2008, p. 209; Maria A. Ressa, *Seeds of Terror*, New York: The Free Press, 2003, p. 69; Peter Blaber, *La mission, les hommes et moi*, Paris, Nimrod, 2016, p. 101-102; le rapport de Rassler et Brown.
28. Conclusion de l'auteur qui s'appuie sur son étude non publiée, « Jihadist Training Facilities in Afghanistan ».
29. Blaber, *La mission, les hommes et moi*, p. 101; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Mohammad Aman », 22 octobre 2004; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Faris Musil al-Ansari », 14 avril 2006; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention: Khalid Mohammad Al », 22 mai 2007.
30. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Min Gazrov », 14 mars 2008.

31. Voir Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? ».
32. Étude sur le terrorisme de l'Institute For Defence Analyses, *The Anatomy of Terrorism and Political Violence in South Asia*, voir article de Karzai p. II-58.
33. Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden*, p. 98-99.
34. WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation to Retain in Custody: Khalid Sulymanjaydh al Hbyashi » 31 janvier 2004.
35. Entrevue confidentielle avec des spécialistes canadiens du renseignement. Voir aussi Evan F. Kohlmann, *Al-Qaeda's Jihad in Europe: The Afghan-Bosnian Network*, Oxford: Berg Press, 2004; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Bensayah Belkacem », 28 avril 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Sabir Lahmar Manfud », 17 avril 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Mustafa Air Idr », 30 juin 2008; WikiLeaks, communication de la FOI GTMO au COMUSSOUTHCOM, « Response to the DCO decision to Transfer Detainee Al Zuhayri, Ahmad Zayd Salim », 29 décembre 2008.
36. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Mutij Sadiz Ahmad Sayab », 9 janvier 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Nabil Hadjarab », 22 janvier 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Bendar al-Ataybi », 25 février 2007.
37. Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden*, p. 97-98; Note d'information du département américain de la Défense, à partir d'images prises en 1998, « Kowst, Afghanistan Terrorist Camps »; rapport de Rassier et Brown; Gutman, *How We Missed the Story*, p. 83.
38. Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui : le nouveau visage d'Al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2005, p. 93, 101, 106-108.
39. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Khair Ulla Said Wali », 6 mars 2008.
40. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment, Abdullah Alamatrafi », 25 octobre 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention Under DoD Control: Hamud Dakhil Hamud », 25 août 2006; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention Under DoD Control: Abdulhadi Abdallah Ibrahim al-Sharakh », 26 juillet 2007.
41. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect*, Khalid Shaikh Mohammad, New York: Sentinel Books, 2011, chap. 3.
42. Ces données proviennent des rapports sur les détenus de la FOI GTMO accessibles via WikiLeaks à l'adresse : <http://wikileaks.org/gitmo>. Voir FOI GTMO, « Detainee Assessments for Hasan Zamiri », 18 novembre 2008 et « Detainee Assessments for Ismail Saïid Ali Bin Nast », 21 août 2008.
43. Blaber, *La mission, les hommes et moi*, p. 70-71. Voir aussi WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdulatif Nasser », 22 novembre 2008 et FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention: Faha Sultan », 21 avril 2007.
44. WikiLeaks, FOI GTMO, « Transfer Recommendation Mohammad Omar », 31 mai 2003; FOI GTMO, « Recommendation for continued detention: Fahd Umr Abd al-Majid al-Sharif », 1^{er} septembre 2006; voir également l'évaluation du détenu Razaq.
45. Mémoire du service de recherche du Congrès américain soumis au comité de la réforme gouvernementale de la Chambre des représentants, « Terrorist Attacks by Al Qaeda », 31 mars 2004.
46. WikiLeaks, FOI GTMO, « Update Recommendation for Transfer to the Control of another Country: Abdulhadi Abdallah Ibrahim al-Sharakh », 26 juillet 2007.
47. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment, Mustafa So Bin Ahmad », 25 juillet 2005; FOI GTMO, « Detainee Assessment, Saifullah A. Paracha », 1^{er} décembre 2008; FOI GTMO, « Detainee Assessment, Mohammed Ahmad Rabbani », 26 mai 2008.
48. Voir Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? ».

CHAPITRE DEUX

49. *Ibid.*
50. L'auteur obtient cette information en décembre 2005 d'un agent de liaison d'une ONG auprès de tribus kutchies vivant dans le désert de Reg et d'un spécialiste afghan de la sécurité originaire du district de Spin Boldak.
51. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect*, Khalid Shaikh Mohommad, New York: Sentinel Books, 2011, p. 171-177.
52. Richard Miniter, *Mastermind*, p. 232-234. Voir aussi mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.
53. Mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.
54. Synthèse de l'opération (OPSUM) du 3 PPCLI (20 février 2002).
55. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 26 juin 2008.
56. *Ibid.*
57. Informations transmises à l'auteur par le 2^e Esc GE. Le directeur de l'Agence de sécurité nationale américaine a félicité les membres du 2^e Esc GE et du Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes (GOIFC) pour leur travail dans le Sud de l'Afghanistan.
58. Entrevue téléphonique avec le Maj Rod Keller, 13 novembre 2008.
59. Compte rendu d'évaluation (ASSESSREP) de la FOI-ASO du Canada, 6 février 2002.
60. ASSESSREP – FOI-ASO, 27 février 2002.
61. ASSESSREP – FOI-ASO, 13 mars 2002.
62. ASSESSREP – FOI-ASO, 7 avril 2002; ASSESSREP – FOI-ASO du Canada (12 avril 2002); ASSESSREP – FOI-ASO, 15 avril 2002.
63. Entrevue téléphonique avec le Lcol Colin Blair, 28 octobre 2008; entrevue téléphonique avec la Maj Marjorie Coakwell, 10 novembre 2008; entrevue téléphonique avec le Cap Gordon Hagar, 14 novembre 2008. Voir aussi les journaux de guerre du Groupe de soutien avancé (GSA), Direction – Histoire et patrimoine (DHP).
64. *Ibid.*
65. *Ibid.*
66. *Ibid.*
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. *Ibid.*
70. Benjamin et Simon, *The Age of Sacred Terror*, p. 128.
71. Scheuer, *Through Our Enemies' Eyes*, p. 124.
72. *Ibid.*, p. 88.
73. Plus tard, en 2008, il est établi que les attaques aux É.-U. sont l'œuvre d'un scientifique mentalement perturbé des services de guerre biologique de l'Armée des É.-U.
74. Message à la liste de distribution, dossier 4A0013 3350-165/A27 v.3, « Kenya Anthrax Confirmed », 18 octobre 2001; « Possible Anthrax Letter Received by UN Offices in Nairobi. »

CHAPITRE DEUX

75. Reportage de CBC News sur des attentats à l'anthrax, « Parliament Hill areas evacuated after anthrax scare », 16 octobre 2001 et « Anthrax Hoaxes Strike Canadian Government Offices; Evacuation Ordered ». Il est déterminé par la suite qu'il s'agit de canulars.
76. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 278.
77. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Operation GREEN GOPHER OPORD », (s.d.).
78. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, rapport du commandant du 5^e Peloton au Centre des opérations tactiques (Devil TOC), « Op GREEN GOPHER: 25-27 février 2002 After Action Review », 27 février 2002.
79. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Tarnak Farms SSE », 26 février 2002.
80. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Operation GREEN GOPHER OPORD », (s.d.).
81. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, note de service versée au dossier, « Subject: GREEN GOPHER 27 février 2002 (Sensitive Site Exploitation) », 27 février 2002.
82. *Ibid.*
83. Direction du renseignement de la CIA, « Terrorist CBRN: Materials and Effects », bibliothèque de la CIA, mai 2003.
84. Suivant la description fournie par Les Grau dans *Operation ANACONDA: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence: University Press of Kansas, 2011.
85. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002; entrevue avec le Maj Brian Hynes, Ottawa, 17 juillet 2008.
86. Note de service du commandant de la FO Rakkasan au commandant de la FOIM Mountain, « Narrative pertaining to the recommendation for award of the Bronze Star Medal for MCpl Graham Ragsdale, Canadian Army ».
87. Note de service du commandant de la FO Rakkasan au commandant de la FOIM Mountain, « Narrative pertaining to the recommendation for award of the Bronze Star Medal for MCpl Robert Furlong, Canadian Army ».
88. Cet exploit s'est traduit par un plus grand accès pour le Canada aux aspects de l'Op ENDURING FREEDOM touchant la planification et le renseignement. Voir l'entrevue avec le Maj Brian Hynes, Ottawa, 17 juillet 2008.
89. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.
90. Entrevue avec le Lcol Stogran.
91. *Ibid.* Voir aussi le résumé de mission du 3 PPCLI « Mission Synopsis-Op HARPOON 13-18 mars 2002. »
92. Entrevue avec le Lcol Stogran.
93. Résumé de mission du 3 PPCLI « Mission Synopsis-Op HARPOON 13-18 mars 2002. »
94. Suivant la description fournie par Les Grau dans *Operation ANACONDA: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence: University Press of Kansas, 2011.
95. Entrevue avec le Lcol Sean Hackett, Kingston, octobre 2008.
96. *Ibid.*
97. Note d'information, 1-187 IN, « Operation MOUNTAIN LION: Lessons Learned ».
98. Cette section a été rédigée en s'inspirant généralement sur des informations fournies dans « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002. Dans son ouvrage *Friendly Fire: The Untold Story of the US Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto: John Wiley et and Sns, 2005 Michael Friscolanti offre une description très détaillée et plus humaine des événements survenus à la Ferme Tarnak et des enquêtes et procès qui ont suivi. Voir également l'entrevue avec le Lcol Sean Hackett, Kingston, octobre 2008.
99. Tiré du rapport final de la commission d'enquête, « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002.

CHAPITRE DEUX

100. Voir la section réservée aux photos dans l'ouvrage de Michael Friscolanti *Friendly Fire: The Untold Story of the US Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto: John Wiley and Sons, 2005.
101. Rapport final de la commission d'enquête, « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002.
102. *Ibid.*
103. *Ibid.*
104. *Ibid.*
105. Message général des Forces canadiennes (CANFORGEN) 043/03 CDS 032 281524z Mar 03, Annonce des distinctions honorifiques et des décorations.
106. C.P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, vol. III : la campagne de la victoire*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, p. 235-236, 257-258. Les chiffres sont approximatifs, mais offrent une base de comparaison suffisante.
107. Scott Taylor et Brian Nolan, *Tested Mettle: Canada's Peacekeepers at War* (Ottawa: Esprit de Corps Books, 1998), chap. 11.
108. Dalton Fury, nom de plume du Maj Thomas Greer, officier des Forces spéciales des États-Unis, a produit le seul compte rendu militaire détaillant jusqu'à maintenant le déroulement de l'opération menée dans les monts Tora Bora. Il en ressort clairement qu'il y avait des différends entre les commandants de composante américains de même qu'entre eux et la CIA quant à l'importance de la région et à la situation de ce qu'on appelait l'« Alliance de l'Est », et que, dans un contexte où les autres opérations menées à l'appui de l'Alliance du Nord étaient prioritaires, celle effectuée à Tora Bora a d'abord pris la forme d'une mission de reconnaissance bénéficiant d'un soutien minimal. On connaît toutefois beaucoup moins bien les détails des échanges à ce sujet, de même que les aspects liés à l'analyse tactique graphique et à la préparation de l'opération avant l'insertion des forces de la coalition. Voir *Kill Bin Laden: A Delta Force Commander's Account of the Hunt for the World's Most Wanted Man*, New York: St Martin's Press, 2008.
109. *Ibid.*
110. Présentation PowerPoint du 3 PPCLI, « UBL is Dead, and We Can Recover His Body », 30 mars 2002.
111. *Ibid.*
112. 3 PPCLI, « FRAGO 1 to OPORD BLACK DEVIL », (s.d.).
113. Entrevue téléphonique avec le Maj Colin Blair, 31 octobre 2008.
114. Compte rendu de situation (SITREP) du 3 PPCLI dans le cadre de l'OpTORII, section des journaux de guerre de la DHP, boîte 1323, chemise 8710, dossier 6, 4 mai 2002.
115. Entrevue avec le Maj Eric McFee, Kingston, 12 novembre 2008.
116. SITREP du 3 PPCLI dans le cadre de l'Op TORII, 4 mai 2002.
117. SITREP du 3 PPCLI par le Cap P.E.D. Nicholson, officier de renseignement du 3 PPCLI; entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.
118. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».
119. Compte rendu du Génie du 3 PPCLI dans le cadre de l'opération BLACK DEVIL, rapport de patrouille du caporal-chef R.B. Hryniuk, 11 mai 2002; Fury, *Kill Bin Laden*, p. 82.
120. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».
121. Compte rendu du Génie du 3 PPCLI dans le cadre de l'OpBLACK DEVIL, rapport de patrouille, 11 mai 2002.

CHAPITRE DEUX

122. SITREP du 3 PPCLI dans le cadre de l'Op TORII, 5 mai 2002.
123. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».
124. SITREP du 3 PPCLI concernant l'Op TORII, 6 mai 2002.
125. Mark Owen, *No Easy Day*, New York: Dutton Press, 2012, p. 149-151.
126. Voir la une du *Progress News*, Emlenton, Pennsylvanie, 8 juillet 2003 illustrant la présentation du drapeau utilisé par les différentes unités des Forces spéciales à l'aérodrome Chapman au service des pompiers volontaires d'Emlenton; Brad Mills, « 112th Signal Battalion soldiers get valor awards », *Army Communicator*, printemps 2003.
127. Gary Berntsen, *Jawbreaker*, p. 240, 272, 275 et 290.
128. « Afghan warlords battle for control of Paktia province », *The News International*, 31 janvier 2002; Hamid Hussein, « Afghanistan-not so great games », *Defence Journal*, avril 2002.
129. « Fighting in E. Afghanistan Claims More than 50 Lives », *Voice of America*, 6 février 2002.
130. Scott Baldauf, « Al Qaeda Hunt: Violent Shell Game », *Christian Science Monitor*, 20 mai 2002; Hafizullah Ghashtalai, « Friction Over Land Rights in South », *Afghanistan Recovery Report No. 113*, 1^{er} avril 2004; Hamid Hussein, « Afghanistan-not so great games », *Defence Journal*, avril 2002.
131. ASSESSREP – FOICASO, 27 février 2002.
132. Naylor, *Not a Good Day to Die*, p. 71, 157.
133. « Gunman Attack Afghan Security Chief », Associated Press, 25 mars 2002.
134. ASSESSREP – FOI-ASO, 25 mars 2002.
135. Brad Mills, « 112th Signal Battalion soldiers get valor awards », *Army Communicator*, printemps 2003.
136. Julian West, « Final Phase of Afghan Campaign is most deadly », *The Telegraph*, 31 mars 2002.
137. ASSESSREP – FOICASO, 16 avril 2002; ASSESSREP – FOI -ASO, (S) SSS 10 G 3 3350-20 v. 3, 17 avril 2002.
138. Section des journaux de guerre de la DHP, boîte 1781, chemise 9795, « Operation WHITE FOX », 17 avril 2002.
139. Entrevue avec le Maj Mike Blackburn, Petawawa, 17 juin 2008.
140. Berntsen, *Jawbreaker*.
141. Entrevue avec le Maj Blackburn.
142. *Ibid.*
143. *Ibid.*
144. *Ibid.*
145. Berntsen, *Jawbreaker*.
146. Entrevue avec le Maj Blackburn.
147. *Ibid.*
148. *Ibid.*
149. Voir les comptes rendus d'évaluation (ASSESSREP) de la FOI-ASO pour cette période de même que *Hunting Al Qaeda*, anonyme.
150. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 1.

CHAPITRE DEUX

151. Human Rights Watch, « Enduring Freedom: Abuses by US Forces in Afghanistan » (2005).
152. Quartier général de la FOICASO, note de service signée Osborne (date inconnue).
153. Synthèse du renseignement (INTSUM) 72 du 3 PPCLI (21-22 avril 2002).
154. Observations faites par l'auteur à Kandahar en 2003. Le 20^e Groupe aéroporté des Forces spéciales avait alors pris la relève du 19^e.
155. Journal de guerre du 3 PPCLI, inscription du commandant, 1^{er} au 31 mars 2002. Section des journaux de guerre de la DHP, journal de guerre du 3 PPCLI, description, 1^{er} et 2 avril 2002.
156. INTSUM 91 du 3 PPCLI, 10-11 mai 2002.
157. INTSUM 102 du 3 PPCLI, 21-22 mai 2002.
158. INTSUM 188 du 3 PPCLI, 6-7 juin 2002.
159. INTSUM 121 du 3 PPCLI, 9-10 juin 2002.
160. INTSUM 107 du 3 PPCLI, 26-27 mai 2002.
161. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, p. 85-86.
162. 3 PPCLI, OPCON – Op FULL THROTTLE, 25 juin 2002.
163. *Ibid.*; Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 7.
164. *Ibid.*
165. *Ibid.*
166. *Ibid.*
167. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 9.
168. *Ibid.*; publication du CENTCOM, 02-09-03 « Investigation of Civilian Casualties, Uruzgan province, Operation FULL THROTTLE 30 juin 2002 », 6 septembre 2002.
169. *Ibid.*
170. INTSUM 147 du 3 PPCLI (5-6 juillet 2002).
171. INTSUM 146 du 3 PPCLI (4-5 juillet 2002).

OPÉRATION ATHENA :

ENGAGEMENT DE L'ARMÉE CANADIENNE AU SEIN DE LA FORCE INTERNATIONALE D'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ À KABOUL, DE 2002 À 2003

Les derniers soldats canadiens du groupement tactique (3 PPCLI) quittent Kandahar pour un séjour de repos et de récupération à Guam, mais ils ne seront pas les derniers Canadiens à quitter cette ville en 2002. En effet, les forces d'opérations spéciales canadiennes intégrées à la Force opérationnelle (FO) K-Bar et à l'organisation qui lui a succédé y seront présentes jusqu'en novembre 2002. C'est à ce moment qu'un bataillon d'infanterie roumain remplace le 3 PPCLI dans son rôle de sécurité de l'aérodrome de Kandahar (KAF) et qu'une brigade de la 82^e Division aéroportée arrive sur place puis prend la relève de la FO Rakkasan. Pendant la même période, divers événements, dont bon nombre sont imprévus et non planifiés, tracent la voie d'un retour des Forces armées canadiennes (FAC) en Afghanistan au milieu de 2003 et, par le fait même, constituent la base d'un engagement à long terme imprévu dans ce pays.

Avant d'aborder en détail les opérations de l'Armée canadienne à Kaboul, il est essentiel de comprendre les raisons pour lesquelles le Canada a choisi d'engager des forces au sein de la FIAS. Précisons d'abord que les Canadiens, à ce moment-là, ne savent pas trop à quoi s'en tenir sur la question, d'autant plus que la décision doit se prendre dans le contexte d'une éventuelle intervention en Iraq. En outre, cette décision aura ultérieurement des répercussions sur celle d'engager des forces dans la province de Kandahar en 2005. Il est également crucial de comprendre ce que les dirigeants canadiens souhaitaient accomplir à Kaboul. Les prochains chapitres montreront que l'Armée canadienne a joué un rôle important, voire capital, dans la stabilisation du nouvel État afghan. Elle aura même permis d'éviter une autre guerre civile dévastatrice.

Qu'en est-il des opérations de la phase IV?

La campagne menée en Afghanistan en 2002 a progressé plus vite que prévu, tant et si bien que le CENTCOM décide de réduire les effectifs américains déployés là-bas. La décision est motivée par différents facteurs dont la plupart sont liés à la planification d'opérations pour contrer des établissements possibles d'Al-Qaïda au Yémen et en Somalie, ainsi qu'à la guerre en préparation contre l'Iraq. De toute évidence, les planificateurs étasuniens du CENTCOM avaient les yeux tournés vers l'Iraq à la fin de 2001 et craignaient vivement

que le régime de Saddam Hussein en vienne à fournir à Al-Qaïda une expertise scientifique et même du matériel pour des armements de destruction massive. L'invasion de 2003 et l'insurrection qui a suivi en Iraq ont soulevé bien des commentaires et des critiques, mais la possibilité d'un transfert de technologie est en 2001 une préoccupation qui était tout à fait fondée et a été un élément déterminant dans la planification des opérations en Iraq. Il en est résulté des répercussions sur la planification canadienne relativement à l'Afghanistan.

En février 2002, les représentants canadiens à Tampa peuvent toutefois en apprendre plus long sur les intentions du CENTCOM quant aux opérations de la phase IV en Afghanistan. Cette phase visera à empêcher le retour dans ce pays des organisations terroristes, et tout particulièrement d'Al-Qaïda. L'état final de la phase IV comportera les points suivants¹ :

- a. un gouvernement afghan capable, unilatéralement ou avec le soutien de la coalition, de prévenir le retour du terrorisme;
- b. une coalition assurant le maintien de la capacité militaire requise pour détecter, prévenir ou mettre en échec toute reprise des activités terroristes en Afghanistan;
- c. l'établissement d'une armée nationale afghane;
- d. la mise en place d'une structure de coopération en matière de sécurité.

Parmi les principales tâches à accomplir pour atteindre cet état final, notons la création d'une force de remplacement pour l'assistance à la sécurité (FOSAF) et la mise en place d'organisations aptes à faire le nécessaire pour la coopération en matière de sécurité, sans oublier certains mécanismes permettant d'établir la connexion entre ces entités et le nouveau gouvernement afghan.

Sous le commandement des Britanniques, la FIAS doit s'occuper de donner de la formation à l'Armée nationale afghane, mais manque de ressources, d'enthousiasme et de vision – les Britanniques veulent se contenter d'entraîner un bataillon pour Kaboul et une force centrale afghane pouvant se consacrer à l'entraînement et à l'instruction. À l'issue de pourparlers entre le président de l'Administration transitoire Hamid Karzai et le président George Bush, le CENTCOM et l'opération (Op) ENDURING FREEDOM en viennent à jouer un rôle accru, plus actif dans la planification et la formation de l'Armée nationale afghane de telle sorte que les efforts de planification de la FIAS sous le commandement du Royaume-Uni revêtent un caractère de plus en plus secondaire. L'Allemagne demeure responsable de la formation de la police afghane, comme elle s'est engagée à le faire en vertu de l'accord de Bonn².

Reste quand même qu'une assistance doit être offerte pour stabiliser le pays après le départ des États-Unis, un constat de plus en plus inévitable au Pentagone de Donald Rumsfeld, d'où la nécessité de créer une force de sécurité de remplacement. Il en découlera également un intérêt croissant de la part des États-Unis, dans le contexte de l'Administration transitoire afghane, pour un déploiement de la FIAS dans les centres urbains de tout le pays avant l'éventuelle expiration du mandat confié par les Nations Unies. L'Administration transitoire afghane exerce même des pressions pour que l'Allemagne prenne les commandes de la FIAS. Pour différentes raisons, le Royaume-Uni souhaite abandonner dès que possible son commandement de la FIAS à Kaboul, mais personne ne désire prendre la relève. L'Allemagne et la Turquie envisagent de le faire, mais les considérations politiques entourant la planification de la guerre en Iraq influent sur le rôle qu'aurait pu assumer la Turquie dans le commandement de la FIAS³. Comme l'avenir de la FIAS semble incertain, on se demande si son mandat pourrait être rempli dans le cadre de l'opération (Op) ENDURING FREEDOM. Cela est sérieusement envisagé au début de 2002. Karzai veut que la FIAS ou l'éventuelle force de remplacement qui lui succédera soit déployée dans tous les grands centres urbains en plus de Kaboul, mais on ne sait pas vraiment si les Nations Unies et les pays de la coalition ont la volonté politique de même que la capacité de donner suite à cette requête⁴.

Les planificateurs du CENTCOM constatent en outre qu'une forme quelconque de programme de contrôle des armes est nécessaire pour que ces dernières ne puissent pas servir à une éventuelle insurrection et que la nouvelle Armée nationale afghane en ait suffisamment à sa disposition. Les planificateurs font valoir qu'il faut désarmer, dans une certaine mesure, pour atteindre l'objectif de la phase IV, soit empêcher le retour des organisations terroristes. On espère pouvoir y arriver sans créer un déséquilibre militaire entraînant un vide au niveau du pouvoir dans l'une ou l'autre des régions. Les représentants canadiens y vont alors du commentaire prophétique suivant :

[Traduction]

Une fois mis en œuvre, ces plans jetteront les bases d'une transition qui verra les opérations en Afghanistan prendre la forme d'une mission d'édification de la nation, plutôt que d'une campagne de combat direct. La position du CENTCOM a toujours été que l'édification de la nation doit relever du gouvernement afghan, mais, au fur et à mesure que les mécanismes de mise en œuvre de ces plans sont communiqués, il devient évident que le CENTCOM devra jouer un plus grand rôle aussi bien dans la direction des efforts d'édification de la nation que dans le soutien de cette mission si l'on veut que l'Op ENDURING FREEDOM soit couronnée de succès en Afghanistan⁵.

À la fin de mars 2002, les planificateurs canadiens à Tampa et à Ottawa commencent à examiner les moyens à prendre pour assurer le maintien d'une présence canadienne en Afghanistan, au cas où une requête en ce sens serait formulée. On part de l'hypothèse que les objectifs stratégiques du Canada vont demeurer les mêmes, à savoir :

- a. éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste incessante;
- b. exécuter l'action militaire appropriée pour obliger les talibans à cesser de soutenir Al-Qaïda et à cesser de collaborer avec cette organisation et de lui fournir un refuge;
- c. isoler le régime taliban de tout soutien international;
- d. traduire en justice Oussama ben Laden et les autres chefs d'Al-Qaïda devant la justice;
- e. répondre aux besoins humanitaires urgents des Afghans;
- f. appuyer la reconstruction de l'Afghanistan.

On considère que les objectifs 2 et 3 ont été atteints et que tous les autres sont en cours d'accomplissement. Les États-Unis croyaient qu'ils allaient assurer une présence en Afghanistan pour une période de deux ans. Les planificateurs stratégiques notent qu'il y a eu des pourparlers concernant le maintien d'une Force internationale d'assistance à la sécurité qui serait active en dehors de Kaboul en vertu d'un nouveau mandat des Nations Unies. Ils soulignent toutefois que c'est chose peu probable et que certains éléments indiquent que le mandat actuel de la FIAS sera prolongé de six mois. Les planificateurs étasuniens cherchent des façons de centraliser le commandement à l'intérieur de la zone d'opérations sous l'égide du QG de la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) pour l'Afghanistan. On veut intégrer la FIAS à l'Op ENDURING FREEDOM, mais on ne sait pas trop comment la FIAS va pouvoir s'adapter dans le contexte des dispositions prises relativement au commandement et au contrôle. De plus, personne ne sait exactement comment s'établira la connexion entre, d'une part, l'Op ENDURING FREEDOM ou la FIAS et, d'autre part, l'organisation d'entraînement de la police dirigée par les Allemands en vertu de l'accord de Bonn et l'organisation prévue pour la formation de l'Armée nationale afghane sous la direction des Américains. Il y a tout simplement trop de questions sans réponse en mars 2002⁶.

En mai et juin 2002, le Conseil de sécurité des Nations Unies accepte une proposition visant à prolonger de six mois le mandat de la FIAS. Au même moment, les Turcs remplacent les Britanniques aux commandes de la FIAS pendant que l'Administration transitoire afghane devient l'Administration transitoire afghane (ATA). Le bureau du secrétaire américain de la Défense annonce que les États-Unis vont appuyer un futur déploiement de la FIAS à l'extérieur de Kaboul. La planification de la relève aux commandes de la FIAS devient problématique lorsque la Turquie annonce qu'elle va assumer ce rôle pour un seul mandat. L'Administration transitoire afghane, en la personne de Hamid Karzai, demande alors l'aide des Allemands qui, de concert avec les Néerlandais, commencent à envisager la possibilité de remplacer les Turcs. Les deux pays se mettent ensuite en contact avec l'OTAN pour obtenir de l'aide aux fins de la planification des effectifs et des ressources du renseignement. L'OTAN accepte d'apporter son aide à la FIAS. Il ne faut pas en conclure que la FIAS est d'ores et déjà sous le commandement de l'OTAN, mais simplement que l'OTAN aide le quartier général germano-néerlandais à mener à bien sa mission. On approche de la fin novembre 2002 et l'OTAN continue d'envisager la possibilité d'assurer la responsabilité de la FIAS⁷.

Iraq, Afghanistan ou les deux à la fois?

À l'automne 2002, les responsables des politiques canadiens se trouvent à la croisée des chemins. Il est évident que les États-Unis vont partir en guerre contre le régime de Saddam Hussein en Iraq dans un avenir très rapproché. Le Canada a participé à presque tous les engagements militaires visant à endiguer l'Iraq depuis 1990 et il s'est déjà engagé à mener plusieurs opérations de soutien⁸. En accompagnant les Américains en Iraq, on irait tout à fait dans le sens d'une politique canadienne bien ancrée en la matière, mais il faut absolument pour ce faire une résolution des Nations Unies autorisant la mission, une possibilité dont on débat encore fermement alors que l'automne tire à sa fin. Il faut bien comprendre que l'opposition du gouvernement canadien à la guerre en Iraq ne se manifeste que très tardivement et n'existe pas encore en 2002.

En juillet, le Canada retire de l'Afghanistan son groupement tactique participant à l'Op APOLLO à l'issue d'une mission de six mois. Il maintient toutefois sur place ses forces d'opérations spéciales engagées jusqu'en novembre 2002. Le ministre de la Défense nationale demande qu'on lui soumette une analyse des options pour l'Afghanistan et l'Iraq au plus tard le 30 août 2002. Le Bureau du Conseil privé, le ministère des Affaires étrangères et celui de la Défense nationale doivent travailler en coordination pour produire cette analyse qui débouche sur les options suivantes dont les trois organisations conviennent⁹ :

1. envisager une intervention militaire, en sachant toutefois que le Canada préconise une résolution pacifique du conflit et préférerait voir l'Iraq accepter le retour des inspecteurs des Nations Unies;
2. fournir tous les renseignements contextuels nécessaires au ministre de la Défense nationale;
3. poursuivre l'Op APOLLO tout à fait indépendamment des actions menées contre l'Iraq;
4. déterminer quelles forces le Canada pourrait déployer en Iraq.

D'après les planificateurs, on se serait engagé à déployer six CF-18 en Iraq, mais pour une seule période de six mois, alors qu'un bataillon d'infanterie légère serait prêt pour un déploiement à l'été 2003. Le chef d'état-major de l'Armée de terre dispose d'un autre bataillon pouvant être déployé au besoin en Afghanistan comme force de contingence, mais cela exigerait le retrait du Canada de l'Op PALLADIUM, l'engagement du pays que représente la Force de stabilisation en Bosnie¹⁰.

Dans le document d'information finalement soumis au ministère de la Défense nationale en octobre 2002, on conclut que l'objectif de départ de l'Op ENDURING FREEDOM, à savoir éliminer toutes les organisations terroristes, n'est pas réalisable et que l'on cherchera désormais à venir à bout des organisations terroristes ayant une portée planétaire. On cible ainsi Al-Qaïda. De plus, selon l'évaluation des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan, les opérations de combat décisives dans ce pays sont peut-être en train de perdre de l'efficacité dans la lutte contre cette organisation, et l'expansion possible de la FIAS est considérée comme une solution à court terme visant à étendre la sphère d'influence de l'Administration transitoire afghane auprès des seigneurs de guerre régionaux¹¹. Personne n'est en mesure de dire quelles pouvaient être les solutions à long terme.

Les planificateurs stratégiques du Canada ont aussi constaté qu'une « coalition interne » est en train de se former dans les rangs du CENTCOM : d'une part, il y a les pays engagés en Iraq, et d'autre part, il y a les pays participant à l'Op ENDURING FREEDOM, lesquels ne sont pas présents en Iraq. Si le Canada veut continuer d'avoir accès à cette plateforme pour pouvoir y exercer une influence, il va devoir y aller d'une contribution bien sentie en Iraq sous la forme d'un groupement tactique, de forces d'opérations spéciales, de CF-18 ou d'un autre engagement d'importance. De l'avis des planificateurs, plusieurs options s'offrent au Canada. Premièrement, le Canada pourrait mener des actions « compensatoires » en Afghanistan. Deuxièmement, le Canada pourrait participer à des opérations de combat

en Iraq. Troisièmement, le Canada pourrait adopter une position non compromettante en maintenant le statu quo avec l'Op APPOLO qui se poursuit avec les forces navales dans l'océan Indien, mais a perdu de l'importance maintenant que la Corne de l'Afrique est moins considérée comme une zone possible de sanctuaire pour Al-Qaïda. Quatrièmement, il y a l'option du détachement consistant à envoyer des officiers d'échange canadiens servir en Iraq aux côtés des forces alliées¹².

Les planificateurs canadiens mettent de l'avant six options de « compensation » pour l'utilisation de nos forces en Afghanistan :

1. commandement de la FIAS et déploiement d'un groupement tactique avant juin 2003;
2. commandement de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul et déploiement d'un groupement tactique au sein de la FIAS;
3. déploiement d'un groupement tactique au sein de la FIAS;
4. soutien à la formation pour l'Armée nationale afghane;
5. déploiement d'un groupement tactique au sein des forces de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan;
6. déploiement d'officiers dans le cadre de la mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

De toute évidence, on s'inquiète de voir le Canada ne pas jouer un rôle suffisamment important en Iraq et des contrecoups possibles d'un tel choix dans les rangs de la coalition. Les planificateurs croient toutefois que les États-Unis et le Royaume-Uni verraient d'un bon œil un engagement canadien envers la FIAS. Or, la mission de la FIAS est en train d'évoluer; la situation est de plus en plus instable à Kaboul et le mandat de la FIAS risque de ne plus être limité à cette ville. À la rencontre des délégués ministériels de l'OTAN tenue à Varsovie, les Allemands et les Néerlandais s'enquèrent déjà de la possibilité de voir l'OTAN prendre en charge la FIAS¹³.

Lors de cette rencontre, les options consistant à prendre le commandement de la FIAS et à déployer un groupement tactique pour la Brigade multinationale de la FIAS ne sont pas jugées valables par le Canada, contrairement à celles prévoyant l'engagement d'un groupement tactique dans le cadre de la FIAS ou encore de l'Op ENDURING FREEDOM.

On détermine par ailleurs que l'entraînement de l'Armée nationale afghane risque fort de ne pas être considéré comme étant une mesure de compensation suffisante. L'engagement de forces de combat en Iraq est pour sa part jugé envisageable¹⁴.

La perspective d'un engagement canadien en Iraq demeure ouverte pendant la plus grande partie de l'année 2003. Au début de janvier de cette année-là, on fait le point sur la situation avec le ministre de la Défense nationale. On lui indique que la possibilité de déployer des CF-18, une équipe d'intervention en cas de catastrophe et une compagnie de défense nucléaire, biologique et chimique n'est plus envisagée, car il ne s'agit pas d'options valables. Parmi les possibilités qui tiennent la route, on songe aux suivantes : confier un nouveau rôle aux forces navales de l'Op APPOLO pour le soutien des opérations en Iraq; déployer un escadron des forces d'opérations spéciales; adjoindre à un tel escadron une compagnie d'infanterie légère capable de l'appuyer; déployer un groupement tactique d'infanterie mécanisée (prêt à passer à l'action dès la fin d'avril 2003), déployer un groupement tactique d'infanterie légère (prêt dès le début d'avril 2003)¹⁵.

La participation de forces canadiennes aux opérations de phases I, II et III (combat) en Iraq est considérée comme un engagement ayant préséance sur un rôle dans le cadre de la phase IV (stabilisation). Pourquoi donc? La contribution aux opérations à la phase III procurerait au Canada un argument de poids pour l'amélioration de ses relations internationales. L'engagement des Forces d'opérations spéciales (FOS) du Canada, particulièrement au niveau I, constitue l'exception en ce sens que l'on pourrait en profiter pour essayer de trouver des leaders de grande valeur et les viser à la phase IV, et alors cela devient assez pertinent¹⁶.

Lors d'échanges ultérieurs, les planificateurs du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) confirment que les Américains voient l'Afghanistan comme un théâtre d'opérations secondaire pour leur pays; ils entrevoient à ce moment-là la mission en Afghanistan comme étant rendue à la phase IV (stabilisation) et ils sont d'avis qu'elle est rapidement en train de devenir une mission d'économie de forces. Il est vrai qu'il existe des préoccupations du point de vue de la sécurité de même que des incertitudes quant au rôle futur de la FIAS. Néanmoins, la mise en place prévue des équipes de reconstruction provinciale (ERP), un concept mis à l'essai par les États-Unis en Afghanistan, offre la possibilité d'étendre le contrôle du gouvernement afghan aux différentes régions du pays. Selon les analyses menées, un engagement sous forme d'ERP ne représente pas une option valable pour le Canada à ce moment-là, car la structure de ces équipes n'en est qu'à l'état embryonnaire et l'on ne sait pas encore exactement où elles seront localisées. En outre, le SCEMD note qu'il est fortement recommandable que le Canada n'envisage pas de prendre le commandement de la FIAS à titre d'option de compensation, sans toutefois indiquer pour quelles raisons exactement¹⁷.

L'option de prise en charge de la FIAS est également problématique à l'interne. En devenant le pays responsable, le Canada se verrait dans l'obligation d'offrir l'architecture de commandement et de contrôle de niveau supérieur nécessaire à cette force internationale. Cela exigerait du personnel de planification et de logistique, des systèmes de transmission et une capacité de traitement du renseignement. Il s'agit d'exigences généralement associées à un quartier général de corps d'armée ou même à un quartier général de division. Le Canada ne dispose ni de l'un ni de l'autre, ayant démantelé le QG de la 1^{re} Division du Canada dans les années 1990 afin de réaliser des économies et de faire taire les critiques qui estimaient que le Canada comptait un trop grand nombre de généraux. Comme l'armée dispose de plusieurs quartiers généraux de brigade, la prise en charge de la Brigade multinationale de Kaboul est alors considérée comme une solution correspondant mieux aux capacités canadiennes¹⁸.

Engagement à Kaboul

Le 14 février 2003, toutefois, l'ambassadeur David Wright informe le Secrétaire général de l'OTAN que le Canada fournira à la FIAS à l'été 2003 un bataillon et un quartier général de brigade, et que les Canadiens préfèrent poursuivre le mandat de la FIAS à l'extérieur de Kaboul. Comment et pourquoi en est-on arrivé à cette décision¹⁹? M. Chrétien n'avait pas encore écarté, à ce moment-là, la possibilité d'envoyer des militaires canadiens en Iraq – ou, s'il l'avait fait, il n'en avait pas informé le MDN ou les Forces canadiennes. En rétrospective, cela donnait en fait l'impression que le Canada prévoyait engager des forces dans les deux conflits simultanément ou qu'il souhaitait à tout le moins que ces deux options demeurent ouvertes. C'est bien sûr ce que font les planificateurs. Rien n'a jamais indiqué que l'état-major de planification travaillait à l'extérieur du contrôle national. Le ministre de la Défense nationale savait de quoi il en retournait; il était prêt à passer à l'action et comprenait qu'il fallait soumettre des options valables au premier ministre, peu importe la décision prise quant au déploiement de forces canadiennes en Iraq et en Afghanistan²⁰.

Alors même que la confusion atteint son niveau d'apogée, le Canada reçoit une requête du CENTCOM qui l'invite à envisager la possibilité de déployer une équipe de reconstruction provinciale (ERP) en Afghanistan. Le Lgén Michael DeLong du Corps de Marines des États-Unis (USMC) du CENTCOM, indique alors au SCEMD que l'intervention active des Canadiens dès le départ a grandement contribué à la réussite de la mission en Afghanistan en permettant de défaire rapidement Al-Qaïda et de chasser les talibans du pouvoir. La note ajoute qu'il est de plus en plus essentiel de permettre à l'Administration transitoire afghane d'étendre son contrôle à l'extérieur de Kaboul. On veut donc au départ mettre en place trois ERP, et d'autres doivent suivre. Comme le Lgén DeLong l'explique, le rôle de ces équipes consiste à faire ceci : conseiller les leaders des régions; appuyer la mise en place d'instances locales et régionales capables d'atténuer les instabilités; faciliter les opérations

de prise d'information et les activités des organisations non gouvernementales; suivre de près le développement²¹. Cette requête est mise en veilleuse pendant deux mois, le temps que les planificateurs tirent au clair les liens entre l'OTAN et la FIAS.

La stratégie du Canada dans le contexte de l'OTAN consiste à faire en sorte que le commandement du quartier général principal de la FIAS soit assuré par l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie ou l'Espagne, pendant que le Canada prend en charge la Brigade multinationale de Kaboul et fournit l'un des groupements tactiques. Cette stratégie se justifie notamment du fait que le Canada ne dispose pas de certains éléments habituellement nécessaires pour assurer le commandement supérieur, soit des hélicoptères moyen-porteur, un appui aérien rapproché et des capacités de communications stratégiques et du renseignement au niveau du théâtre. Le Canada fait donc en quelque sorte les frais de ses investissements insuffisants dans des capacités semblables à la suite de la guerre froide, à une époque où le maintien de la paix et la stabilisation avaient la cote.

Il s'avère que l'Italie est intéressée à prendre éventuellement le commandement de la FIAS, mais pas en 2003. Les Français n'y sont pas favorables; d'un point de vue stratégique, ils s'opposent aux opérations hors zone de l'OTAN (comme ils l'ont toujours fait). Ils craignent que l'OTAN soit perçue comme une force d'occupation en Afghanistan et ne veulent pas se retrouver dans le même bateau. En outre, leurs forces expéditionnaires sont massivement engagées dans des efforts de néocolonialisme en Afrique²².

À la fin de février, le Mgén Cam Ross est dépêché afin de solliciter l'appui de partenaires de l'OTAN en vue de l'expansion de la FIAS. Le même jour, l'ordre d'avertissement de l'Op ATHENA est diffusé : l'Armée canadienne doit se tenir prête à déployer des forces à Kaboul dans le cadre de la mission de la FIAS sous le commandement de l'OTAN.

La démarche du Mgén Ross produit néanmoins des résultats décevants. L'Espagne examine la possibilité de prendre le commandement, mais n'est pas convaincue de la pertinence des ERP, pas plus d'ailleurs que de la nécessité d'étendre la FIAS à l'ensemble de l'Afghanistan. L'Italie est favorable à la FIAS sous l'égide de l'OTAN, mais elle ne veut pas y engager trop de ressources étant donné ses engagements existants au Kosovo. Les Allemands sont tout à fait en faveur d'une prise en charge de la FIAS par l'OTAN, car ils estiment nécessaire de fournir une orientation stratégique à long terme à la mission, ce qui constitue à ce moment-là une lacune à leurs yeux. Tant les Allemands que les Néerlandais sont prêts à garder le commandement de la FIAS aussi longtemps que possible, et ce, même jusqu'en 2006, au besoin. La Grèce est indifférente pendant que la France désapprouve le projet. Les Français s'objectent tout particulièrement au déploiement combiné de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS; ils ne sont pas non plus disposés à étendre la FIAS à l'extérieur de Kaboul en raison de la conjoncture en matière de sécurité.²³ Il demeure donc difficile de trouver un pays prêt à prendre les commandes.

La situation en Iraq reste bien présente dans les esprits tout au long du processus de planification du Canada pour l'Afghanistan. L'Équipe canadienne de liaison avec l'Iraq fait savoir que la structure conceptuelle d'intégration d'un bataillon canadien à la Force opérationnelle interarmées (FOI) de l'Asie du Sud-Ouest est prête. Le déploiement du bataillon se fonde sur plusieurs hypothèses. Premièrement, le Canada ne participera pas aux opérations de la phase III, c'est-à-dire aux combats terrestres. Deuxièmement, le Canada va poursuivre sa participation à l'Op ENDURING FREEDOM avec les « ressources qui sont déjà sur le terrain », soit la force d'interception maritime dans l'océan Indien et sans doute également les FOS. Qui plus est, l'équipe souligne qu'il est peu probable que les Forces canadiennes puissent contribuer à la phase IV en Iraq en raison de leurs engagements à venir au titre de la FIAS. Afin d'assurer une présence visible, comme celle des Américains, en l'Iraq, différentes entités canadiennes (comprendre l'Agence canadienne de développement international [ACDI]) sont incitées à apporter une contribution sous forme de capacités de gouvernance non militaires, d'aide humanitaire, de soutien financier à la reconstruction, de remise en état des infrastructures civiles, et de rétablissement des institutions gouvernementales en Iraq²⁴.

Le 25 mars 2003, le gouvernement du Canada informe les autorités militaires de sa décision de ne pas participer au conflit en Iraq²⁵. Certaines tergiversations s'ensuivent toutefois dès la mi-avril. Les états-majors de la planification sont invités à informer le ministre de la Défense nationale des tenants et des aboutissants d'une possible participation aux opérations de la phase IV – la phase de stabilisation – en Iraq. Encore là, les planificateurs font valoir l'utilité possible d'une action combinée misant sur l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe ainsi que sur des forces navales et terrestres²⁶. La possibilité d'engagement en Iraq demeure présente en toile de fond pendant une bonne partie de 2004, mais perd toute influence sur les événements dès que le Canada entre pour de bon en action à Kaboul.

Pendant que les états-majors de planification jaugent les différentes formes d'engagement possibles, un petit nombre de Canadiens sont déjà sur le terrain en Afghanistan pour rendre compte de la situation aussi bien dans le sud de ce pays qu'à Kaboul en mars 2003. Il s'agit notamment des personnes suivantes : un agent de liaison auprès de l'Op ENDURING FREEDOM; deux membres canadiens de l'Équipe de conception de l'Armée nationale afghane; un professeur d'histoire du Collège militaire royal du Canada; les cinq membres d'une équipe canadienne de reconnaissance stratégique relevant du Mgén Andrew Leslie. C'est ainsi que l'état-major de l'Armée de terre et les planificateurs du SCEMD sont tenus au fait de la situation sur le terrain. Il s'avère que l'Afghanistan est en pleine ébullition et prêt à exploser en un mélange de violence ethnique et de tractations pour le pouvoir à Kaboul pendant que les activités d'insurrection se poursuivent dans une mesure réduite, mais constante dans le sud, avec l'appui d'entités situées au Pakistan.

L'urgence émanant de toute cette situation ne transpire pas de l'analyse présentée par l'OTAN au Canada et n'est pas non plus à l'avant-plan des efforts consentis au départ par les planificateurs canadiens. L'apport de ces sources concernant la réalité sur le terrain influe sur la structure des Forces canadiennes qui seront déployées plus tard en 2003²⁷.

Pendant ce temps-là, l'OTAN progresse dans sa réflexion concernant la prise en charge de la FIAS. Le Conseil de l'Atlantique Nord approuve le soutien continu et accru de l'OTAN à la FIAS pendant que l'on explore la possibilité de prendre le commandement de cette force. Pour leur part, les diplomates canadiens peaufinent leur stratégie pour convaincre les membres de l'OTAN d'accepter que l'organisation prenne le commandement de la FIAS.

Élaboration du mandat à Kaboul

À la mi-avril, les commandements de l'OTAN (dont deux travaillaient à contre-courant selon les planificateurs canadiens)²⁸ ont terminé l'élaboration d'un concept d'opérations sans avoir effectué une reconnaissance détaillée de la situation à Kaboul ni tenu compte des évaluations du Canada. Les planificateurs de l'OTAN croient que l'Accord de Bonn de 2001 et la présence de la FIAS ont pour but d'établir un environnement politiquement neutre de telle sorte qu'une Loya Jirga, grande assemblée traditionnelle, puisse choisir les membres de l'Administration transitoire. Ils font valoir à juste titre que la Loya Jirga d'urgence tenue précédemment avait profité de la protection d'une FIAS commandée par les Britanniques sans intervention de l'OTAN. Ils jugent en outre que les diverses résolutions des Nations Unies et que l'Accord technique militaire conclu à l'initiative du Royaume-Uni procurent les bases nécessaires à la participation de la FIAS à l'instruction des forces de sécurité afghanes. On ne fait cependant aucunement mention de la FO Phoenix qui s'emploie à offrir cette instruction sur le terrain depuis un moment déjà sous l'égide des États-Unis. Les planificateurs de l'OTAN conviennent toutefois qu'à ce stade, il est prioritaire de soutenir l'Administration transitoire dans ses efforts pour assurer la sécurité à Kaboul et dans les environs. On considère que la résolution 1444 du Conseil de sécurité des Nations Unies offre le fondement juridique nécessaire à la mise en œuvre du mandat de la FIAS²⁹.

L'OTAN a désormais pour objectif de démontrer qu'elle est prête à accroître le soutien à la FIAS et d'aider l'Autorité intérimaire à maintenir la sécurité à Kaboul de manière à permettre la reconstruction du pays en misant sur un environnement de sécurité stable et une représentation multiethnique au sein du gouvernement. On considère que les menaces se posant à cet égard sont, par ordre de priorité³⁰

- les seigneurs de guerre régionaux;
- la tension sociale;

- les attaques à la roquette;
- l'agitation civile;
- les forces s'opposant au gouvernement.

Malgré l'inclusion d'une menace tactique (roquettes) parmi les risques d'ordre opérationnel, le fait que les planificateurs de l'OTAN classent en tête de liste les « seigneurs de guerre régionaux » (une désignation bien réductrice) est lourd de sens. En réalité – et les planificateurs de l'OTAN ne le comprennent pas encore –, ces « seigneurs de guerre régionaux » sont à la tête d'armées traditionnelles équipées d'armes lourdes, de véhicules de combat blindés et même de lanceurs de missiles Scud. En outre, ils sont considérés comme des acteurs ayant une grande légitimité par les groupes ethniques dont ils sont originaires, et ils sont maîtres de plus de la moitié de l'Afghanistan, et pas seulement de la capitale. Ce sont eux les *véritables détenteurs de pouvoir* dans le pays : ils ne sont pas que les chefs de quelque enclave (comme ils auraient pu l'être si cela se passait en Bosnie ou au Kosovo).

Les planificateurs de l'OTAN se mettent à imposer certaines limites quant au champ d'action de la FIAS commandée par l'OTAN. Ainsi, la FIAS n'a pas pour rôle de protéger l'Afghanistan contre une menace qui viendrait de l'extérieur. Elle ne doit pas non plus mener d'opérations offensives contre les talibans qui se trouvent encore en Afghanistan (dernière menace sur la liste). La FIAS n'est pas là non plus pour offrir sa propre aide humanitaire. La FIAS doit plutôt apporter son soutien aux organismes d'aide internationaux et aux organisations non gouvernementales. Elle doit mener des opérations de déminage et de neutralisation des explosifs et munitions. La FIAS ne doit pas se mêler du fonctionnement d'un tribunal pénal (comme l'a fait la Force de stabilisation en Bosnie) et de tout l'enchevêtrement de complications associées au traitement des personnes inculpées de crimes de guerre (PICG). Les aspects négatifs des expériences vécues par l'OTAN dans les Balkans sont tenus en compte dans la préparation de son intervention en Afghanistan³¹.

Les planificateurs stratégiques de l'OTAN dressent ensuite la liste préliminaire suivante pour ce qui est des tâches à accomplir par la FIAS³² :

1. assurer le maintien d'un environnement sûr pour l'Administration transitoire à Kaboul;
2. assurer le contrôle de l'Aéroport international de Kaboul;
3. assurer la protection de la force;

4. appuyer les Nations Unies dans leurs efforts de désarmement [démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR)];
5. aider l'Administration transitoire à instruire et entraîner les forces de sécurité;
6. contribuer au soutien à l'aide humanitaire;
7. apporter du secours aux sinistrés.

Dans son rapport final communiqué à la fin avril, l'équipe de reco stratégique conclut que les commandants de la FIAS de l'époque (en dehors du cercle de l'OTAN) seraient extrêmement heureux d'accueillir le Canada au sein de la FIAS; cependant, les risques d'agitations demeurent très élevés bien qu'il n'y ait pas de courant clair et organisé s'opposant à la présence de la FIAS. Kaboul est calme, mais instable; il semble y avoir un fossé grandissant entre les Tadjiks et les Pachtounes, avec Mohammad Qasim Fahim de l'Alliance du Nord qui s'oppose à une présence militaire étrangère en Afghanistan. Selon l'équipe de reco stratégique, les talibans et Al-Qaïda ne représentent pas une menace militaire pour la FIAS, mais ces organisations terroristes sont toutefois capables de former de petites cellules d'attaque³³.

La fonction la plus cruciale de toute mission de la FIAS à venir sera d'assurer la sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle prévue pour octobre 2003. Cette grande assemblée vise à réunir « sous une même tente » toutes les factions présentes en Afghanistan pour déterminer quelle forme de gouvernement le pays devrait se donner. C'est un préalable obligatoire à la tenue d'élections. Un processus de DDR vient d'être mis en œuvre pour réduire la taille des différentes armées ayant croisé le fer lors de la guerre civile (en sachant bien sûr que les talibans ont déjà été désarmés de force dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM), et le renforcement des mesures de DDR est vu comme un élément clé dans l'atténuation des risques de contravention à l'accord de Bonn. Il y a bien évidemment des commandants afghans qui ont tout intérêt à maintenir le statu quo. Des efforts de DDR fructueux dans la région de Kaboul pourraient mener à un processus étendu à la grandeur du pays, ce qui, aux yeux de l'équipe de reco stratégique du Canada, permettrait d'améliorer la sécurité d'une manière générale. Si le processus de DDR ne produit pas les résultats escomptés à Kaboul, on s'exposera à long terme à des problèmes ailleurs dans ce pays, avec comme conséquence non déclarée que l'Afghanistan se retrouverait dans une situation semblable à celle qui a prévalu de 1992 à 1996 alors que les commandants anticommunistes sont entrés en conflit les uns avec les autres pour se livrer une guerre civile d'une durée de trois ans. Comme on le sait, cette guerre a créé les conditions propices à l'émergence des talibans³⁴.

Le rapport de l'équipe de reco stratégique recommande les tâches suivantes pour une éventuelle Brigade multinationale de Kaboul commandée par le Canada dans le cadre de la FIAS³⁵ :

- patrouiller de façon très visible;
- protéger les éléments clés;
- coordonner la sécurité des convois entre Kaboul et l'aérodrome de Bagram;
- accomplir les tâches d'une force d'intervention rapide.

Si un groupement tactique canadien est intégré la Brigade multinationale de Kaboul, il pourra notamment s'acquitter des tâches suivantes³⁶ :

- procéder à des patrouilles visibles dans différents secteurs d'opérations et à des patrouilles à pied conjointes dans les zones urbaines;
- assurer le maintien d'une bonne connaissance de la situation;
- intervenir en cas d'incident grave.

Émergence des équipes de reconstruction provinciales

Pendant que les états-majors compilent leurs évaluations au sujet de la FIAS à Kaboul, il survient sur le front de l'Op ENDURING FREEDOM des événements d'importance qui vont avoir des effets à long terme sur l'Armée canadienne et la façon dont elle va mener ses opérations en Afghanistan. La demande de création d'une ERP sous commandement canadien formulée par le Lgén DeLong en février 2003 est l'aboutissement d'un processus de près de six mois. En examinant les problèmes qui se posaient en Afghanistan, les planificateurs de l'Op ENDURING FREEDOM en sont arrivés à la conclusion en octobre et novembre 2002 qu'il y a dans certaines provinces des zones pouvant servir de sanctuaire aux terroristes et qu'il faut donc assurer une présence constante dans ces zones pour empêcher l'expansion du mouvement terroriste et créer un environnement plus sûr pour l'ensemble de l'Afghanistan. Il n'y a pas suffisamment de forces de l'Op ENDURING FREEDOM déployées dans ce pays pour parvenir à cette fin et les planificateurs ne croient pas que la solution réside dans une expansion de la FIAS, et ce, pour toutes sortes de raisons. En effet, les circonstances varient d'une province à l'autre et exigent des solutions différentes,

sans compter que la FIAS n'a pas le mandat d'agir à l'extérieur de Kaboul et qu'il faudrait du temps pour que l'OTAN approuve l'élargissement de ce mandat alors même qu'il est urgent d'agir. Les responsables de l'Op ENDURING FREEDOM s'inquiètent tout particulièrement à ce moment-là de la situation dans les provinces adjacentes au Pakistan et des activités d'insurrection de faible intensité le long de la ligne Durand³⁷.

Le concept des équipes régionales interarmées tire ses origines de l'idée de voir de petites équipes travailler discrètement aux côtés de la milice afghane pour s'attaquer aux causes de l'instabilité et habiliter les institutions afghanes à l'échelle des provinces. Il s'agit dans chaque province d'adjoindre à une force de protection les représentants de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), de la MANUA et d'organisations non gouvernementales intégrant le secteur de la sécurité (personnel de formation et de perfectionnement des forces de sécurité afghanes) afin d'appuyer la nouvelle autorité afghane. La mise en œuvre de telles organisations doit permettre également d'établir des liens plus étroits entre ces régions éloignées et l'Administration transitoire afghane à Kaboul. Il en résulterait dans certaines provinces une meilleure collecte d'information pour faciliter la détection des chefs d'Al-Qaïda et des talibans ainsi que des autres cibles des forces conventionnelles. À cette fin, un détachement opérationnel Alpha des forces d'opérations spéciales comptant de 12 à 16 personnes doit, en théorie, être intégré à la structure³⁸.

Au début de 2003, les équipes régionales interarmées sont renommées « équipes de reconstruction provinciale » (ERP). Leur rôle est formé de trois volets : contribuer à l'éradication des causes de l'instabilité en étendant l'autorité du gouvernement central; aider au rétablissement de la stabilité et de la sécurité; permettre la reconstruction. Dans les faits, les ERP s'emploient tout autant à mobiliser les dirigeants locaux afghans déjà en place et à remplacer les milices par une force de sécurité organisée relevant du gouvernement qu'à contrer l'insurrection à proprement parler. En outre, on dispose de peu de données concrètes sur les besoins de chaque province en matière de reconstruction et il faut trouver le moyen d'en apprendre davantage pour pouvoir combler ces besoins de façon systématique.

Le projet pilote d'ERP réalisé à Gardez est jugé concluant. Des ERP entreprennent leurs activités à Bamiyan et à Kunduz au début de 2003. Par la suite, l'Op ENDURING FREEDOM doit composer avec un manque d'effectifs. Une rude concurrence bureaucratique en vue d'obtenir de la main-d'œuvre pour d'autres secteurs de l'Afghanistan et, surtout, pour l'Iraq, réduit les effectifs disponibles à un point tel qu'il n'est plus possible de réaliser tout ce qui avait été prévu dans le cadre de l'opération³⁹.

Le 25 avril 2003, les représentants canadiens au sein du CENTCOM sont invités encore une fois à envisager la possibilité de voir le Canada prendre le commandement d'une ERP qui pourrait être celle de Parwan, à proximité de Kaboul. L'état-major obtient alors tous les détails relatifs à la répartition des huit ERP prévues. Les États-Unis en ont trois sous

leur charge; les Britanniques vont prendre la responsabilité de celle de Mazar-é-Charif; les Français et les Allemands réfléchissent à prendre les rênes de celle de Hérat. On arrive difficilement à trouver un pays responsable pour les trois ERP restantes⁴⁰.

Les ERP, dont le concept est alors rodé, comprennent beaucoup plus de membres que les équipes régionales interarmées (ERI) qu'elles remplacent. Les ERP sont composées comme suit : un conseiller politique; un représentant de la police civile; une équipe de coopération civilo-militaire (COCIM)/coordination des affaires civiles pour l'aide humanitaire; un système efficace de collecte du renseignement (mettant l'accent sur le renseignement humain); une capacité pour les opérations d'information et les opérations psychologiques; des ressources de surveillance, une capacité de passation de marchés, une capacité d'évaluation de la santé publique, du personnel de la USAID (ou une agence de développement équivalente pour l'évaluation des besoins en aide humanitaire); et une force de protection⁴¹.

Les ERP sont conçues pour assurer une présence discrète et apporter des changements sans recourir à la violence, mais en étant capables de se protéger tout en marginalisant les causes de l'instabilité via la mise en commun de l'information et l'amplification des efforts de reconstruction. Les ERP doivent aussi contribuer à créer un environnement sûr et sécuritaire en assurant le contrôle des activités de réforme, en facilitant les négociations de manière à désamorcer les tensions, et en participant à l'instruction et à l'entraînement de l'armée et de la police nationales afghanes⁴².

Le personnel du SCEMD à Ottawa conclut que les Forces canadiennes ne sont pas en mesure à ce stade de prendre les rênes d'une ERP ou même d'y contribuer. En effet, les forces spécialisées ne sont pas disponibles en raison d'autres engagements, mais reste quand même que le concept d'ERP pourrait être intégré à la stratégie canadienne de sortie relativement à l'engagement du Canada avec le FIAS⁴³.

Le conseiller politique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international au quartier général canadien du CENTCOM à Tampa, Gavin Buchan, est en faveur de la participation canadienne au déploiement des ERP. Il soutient que les ERP s'inscrivent dans un effort pour favoriser un dialogue constructif entre une communauté neutre d'organisations non gouvernementales se consacrant à l'aide internationale, la MANUA et l'Op ENDURING FREEDOM aux fins de l'orientation future des efforts de reconstruction de l'Afghanistan. Il préconise cette approche, laquelle n'avait jamais été mise à l'essai. Par ailleurs il la juge assez radicale à certains égards, d'autant plus qu'elle émane des forces militaires des États-Unis. Il affirme que la possibilité de voir les ERP devenir un facteur important dans la stabilisation de l'Afghanistan ne cesse de s'accroître. Il faut lire entre les lignes : les ERP sont la voie à privilégier si le Canada souhaite jouer un rôle positif dans la reconstruction à long terme⁴⁴.

À cette étape, en mai 2003, les planificateurs stratégiques du MDN et du MAECI et leurs ministres respectifs conviennent que le grand objectif stratégique du gouvernement du Canada est de veiller à ce que l'Afghanistan ne redevienne pas un État en déroute (en ce sens que les groupes terroristes comme Al-Qaïda pourraient y retourner pour y trouver à nouveau un refuge sûr)⁴⁵. La situation en Afghanistan est alors jugée stable, mais précaire, la majorité des actes de violence étant perpétrés dans l'est et le sud du pays. La violence s'est intensifiée depuis janvier 2003 et les extrémistes sont en train de se réorganiser en misant sur des tactiques de plus en plus sophistiquées⁴⁶.

Voici les options qui s'offrent au Canada : se joindre à la FIAS à Kaboul; prendre les rênes d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM; accomplir les deux missions simultanément; mener ces deux missions une à la suite de l'autre. Une idée commence à faire lentement son chemin : le Canada pourrait s'engager à court terme avec la FIAS à Kaboul dans un rôle de commandement, puis changer de cap en s'occupant d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM en tendant vers une participation à plus long terme qui le sortirait de ce premier engagement. On passe sous silence le fait que l'on apaiserait ainsi à la fois l'OTAN et les États-Unis en contribuant toujours de façon importante aux efforts déployés en Afghanistan tout en évitant d'aller en Iraq.

En vérité, les planificateurs ne pensent pas qu'il serait possible de mener à bien un engagement à long terme avec la FIAS à Kaboul. Le Canada peut fournir le commandant adjoint, le personnel du quartier général de la FIAS, un quartier général de brigade et un groupe-bataillon d'infanterie, mais il ne dispose pas des capacités supérieures de communications et du renseignement qu'il lui faudrait pour tenir cet engagement pendant plus d'un an⁴⁷. On se garde bien d'ajouter que le déploiement de 50 à 100 personnes au sein d'une ERP sans avoir à engager une unité ou une formation pourrait être prolongé presque indéfiniment.

En mai 2003, l'orientation générale de la planification canadienne s'articule autour de l'option de la FIAS à Kaboul et des moyens à prendre pour y donner suite. Les critères d'évaluation utilisés par le Canada, tels qu'établis par le J3 International, sont liés à la sécurité, à la santé et à la logistique. Si la matrice de planification ne permet pas d'intégrer les différentes capacités requises à ces égards, la mission s'annonce problématique. Les planificateurs canadiens démontrent sans cesse leur efficacité en s'efforçant de faire le nécessaire avec les ressources à leur disposition, même si ces ressources sont insuffisantes. C'est ainsi qu'il a fallu se débrouiller dans les années 1990 et pendant la guerre froide. Les enjeux ne sont toutefois plus les mêmes cette fois. À titre d'exemple, on a besoin d'hélicoptères pour évacuer les victimes. Le Canada a abandonné les hélicoptères de transport moyen CH-47 Chinook pour les remplacer par des CH-146 Griffon, un hélicoptère de transport des dignitaires modifié aux fins des opérations de surveillance. Est-ce que le CH-146 peut servir à l'évacuation des victimes? Peut-être.

Le chef d'état-major de la défense (CEMD), lui-même pilote d'hélicoptère, soutient cependant que non. Il en ressort qu'un autre pays membre de l'OTAN doit fournir les hélicoptères nécessaires à l'évacuation des victimes pour la FIAS à Kaboul.

Les planificateurs mettent au jour un nombre de lacunes en matière de capacité. On a notamment besoin d'un hôpital de rôle 3, c'est-à-dire apte à offrir toute la gamme des services médicaux, y compris la chirurgie. L'absence d'hélicoptères pour l'évacuation des victimes fait aussi partie des lacunes cernées. Il faudrait en outre un quartier général pour une unité de la taille d'un bataillon, parce que les autres pays ont seulement fourni des compagnies d'infanterie et non des bataillons complets. Quelqu'un doit assurer la protection et le fonctionnement de l'Aéroport international de Kaboul, un lien vital pour la FIAS. Il faudrait pour ce faire presque un bataillon au complet en plus de troupes techniques. On a aussi besoin d'une compagnie de sécurité pour assurer la protection du quartier général de la FIAS. Les planificateurs de l'OTAN ont présumé que le Canada allait combler tous ces besoins, mais ce n'est pas chose possible. Lorsque les autres membres de l'OTAN se montrent réticents, les représentants canadiens leur indiquent que le Canada va se retirer des discussions si un autre pays ne fournit pas un hôpital de rôle 3⁴⁸. Pour s'assurer que les choses progressent, le Commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe brandit au moins à trois reprises la menace canadienne concernant l'hôpital de rôle 3 pour obtenir différents engagements de la part d'autres pays de l'OTAN⁴⁹.

Voici ce que note à ce sujet le Bgén Marquis Hainse, chef canadien de la mission de planification :

[Traduction]

Il est surtout ressorti de cette conférence la nécessité pour le Canada d'amorcer sans tarder la mise en œuvre de sa stratégie de sortie. La réticence à engager des forces montre clairement à quel point il devient de plus en plus difficile pour les pays de fournir des troupes pour des missions à l'étranger en raison de budgets de défense qui ne cessent de diminuer et d'une utilisation déjà excessive des effectifs en place⁵⁰.

On pourrait en dire autant du Canada. En 2003, l'Armée canadienne est engagée dans plusieurs autres missions à l'étranger, outre celle en Afghanistan, une réalité que l'on peut facilement perdre de vue dans la foulée du 11 septembre et de l'Op APOLLO. On a déployé un bataillon de logistique presque complet sur les hauteurs du Golan au sein de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, en plus des observateurs et du personnel éparpillés dans quatre autres missions au Moyen-Orient. Un groupement tactique a été déployé en Bosnie avec du soutien logistique dans le cadre de la Force de stabilisation commandée

par l'OTAN. Trois missions se poursuivent en Afrique, soit en Sierra Leone, au Darfour et au Congo. Et il y a toujours Haïti⁵¹. Toutes ces opérations et les représentants canadiens qui y participent doivent encore pouvoir bénéficier des mesures de contrôle et de soutien prises à Ottawa par le personnel en place, mais ce dernier en a par ailleurs énormément à faire avec la planification des mesures d'urgence pour l'Iraq et l'Afghanistan. Il n'y a qu'un nombre limité d'heures dans une journée et de travailleurs disponibles, un autre effet de l'engagement excessif de forces par le gouvernement du Canada dans les années 1990 et des restrictions financières qui en découlent.

Cela dit, l'Afghanistan devient progressivement l'option principale et le plus important engagement international pour le Canada. Des plans sont dressés pour réduire ou éliminer d'autres engagements : l'Armée allait retirer ses forces de Bosnie en 2004 et restreindre sa participation à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement sur les hauteurs du Golan à peu près au même moment. L'orientation est bien établie : le Canada va poursuivre son engagement en Afghanistan. Il ressort des négociations à l'OTAN que le Canada va prendre le commandement de la Brigade multinationale de Kaboul, l'aider dans toute la mesure du possible à se donner les moyens d'action nécessaires et déployer un groupement tactique. L'Allemagne fournira certains autres éléments habilitants de même que le commandant de la force. Le commandant adjoint viendra toutefois du Canada qui prendra ensuite le commandement de la FIAS à Kaboul une fois qu'il aura réduit ses engagements dans d'autres régions et qu'il lui sera possible de déployer davantage de ressources pour les besoins de ce quartier général⁵².

Il y a une chose que très peu de gens comprennent, mais qu'il est extrêmement important de souligner. Le Canada s'est engagé à prendre le commandement de la FIAS à Kaboul pour une période d'un an. Cependant, cet engagement du Canada envers la FIAS n'était pas limité à une seule année. On a tendance à considérer à la pièce les engagements du Canada en Afghanistan. Il est tentant de le faire, mais cela traduit mal les intentions des planificateurs à l'époque. L'armée canadienne doit continuer à faire partie de la FIAS même après que le Canada en aura abandonné le commandement. Il s'agit d'une pause prise délibérément pour réorganiser l'Armée en fonction d'engagements à venir en Afghanistan, sans égard à la forme qu'ils pourraient prendre, à l'issue de ce qui aura été une année d'essai à Kaboul. À ce stade du processus, tout indique que l'OTAN va prendre en charge différentes équipes provinciales de reconstruction à l'extérieur de Kaboul puis étendre ses opérations à l'ensemble du pays. Autrement dit, le Canada envisage un engagement dans une ERP dès 2003, notamment dans le but de pouvoir sortir de Kaboul. On tient à ce sujet des échanges plutôt ouverts, et non des pourparlers en catimini dans les coulisses de la bureaucratie. Les représentants du MAECI en viennent de plus en plus à la conclusion qu'il faut aller de l'avant avec une forme quelconque d'engagement canadien envers les équipes provinciales de reconstruction⁵³.

Parallèlement à l'apparition de ces nouvelles réalités politiques et au processus de dotation pour l'organisation de la force, la démarche stratégique canadienne aboutit en juin 2003 à une requête adressée au premier ministre pour qu'il approuve l'orientation stratégique établie pour l'Afghanistan. Dans les faits, cette orientation stratégique est similaire à celle retenue en 2001⁵⁴. Près d'un mois plus tard, le ministre de la Défense nationale est informé que cette orientation stratégique a été jugée acceptable⁵⁵. L'Op ATHENA, la mission canadienne à Kaboul, peut enfin prendre son envol.

NOTES

1. Communication du commandant de la FOI-ASO au SCEMD, *Phase IV Afghanistan Operations and Follow-on Security Plans*, 26 février 2002.
2. *Ibid.*
3. Sean M. Maloney, *La force internationale d'assistance à la sécurité : Les origines d'une force de stabilisation*, *Revue militaire canadienne* vol. 4, n° 2.
4. Communication du commandant de la FOI-ASO au SCEMD, *Phase IV Afghanistan Operations and Follow-on Security Plans*, 26 février 2002.
5. *Ibid.*
6. *Operation APOLLO - Sustainment Strategy*, 28 mars 2002.
7. Basé sur la chronologie de la FIAS reconstituée par l'auteur.
8. Voir Sean M. Maloney, *War with Iraq: Canada's Strategy in the Persian Gulf, 1990-2002*, Kingston : Centre des relations internationales de l'Université Queen's, 2002.
9. SCEMD, *Initiating Directive – Iraq Staff Check*, août 2002.
10. Note de service du CEM J3 à la D POL MP, *Comments on Briefing Note for MND – Iraq Policy Paper*, août 2002.
11. SCEMD, *Afghanistan/Iraq Planning Update – Briefing to the MND*, 7 octobre 2002.
12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. SCEMD, document d'information à l'intention du MDN, *Possible Canadian Participation in Military Operations Against Iraq*, 14 janvier 2003.
16. Note de service du CEM J3 au SCEMD, *Response to CDS Questions post-23 Jan 03 MND Briefing*, janvier 2003.
17. Lettre du SCEMD au CEMD, *CF Operations in Afghanistan/Iraq*, février 2003.
18. Entrevue avec le Mgé Marquis Hainse, Kingston, 27 janvier 2010.
19. Lettre de l'ambassadeur David Wright au secrétaire-général de l'OTAN, 14 février 2003.
20. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse.
21. Lettre du CENTCOM au SCEMD, 25 février 2003.

CHAPITRE TROIS

22. SCEMD, *Canadian Participation in ISAF – Diplomatic Strategy* (s.d.).
23. *Visit Report – Visit to Potential ISAF Partner Nations*, 28 février 2003; document d'information, *Military to Military Discussions*, 24 au 27 février 2003.
24. Message, *Iraq Liaison Team*, 24 mars 2003.
25. Note de service du CEM J3 au COT QGIP, 25 mars 2003.
26. Document d'information pour le MDN, *Possible Participation in Phase 4 Iraq*, 17 avril 2003.
27. L'auteur était le professeur d'histoire du CMR qui a participé à quelques-uns de ces processus, y compris via un compte rendu direct à l'état-major de l'Armée de terre dans les 48 heures suivant son retour au Canada à l'issue d'un séjour prolongé en Afghanistan où il observait les activités de la FIAS et de l'opération ENDURING FREEDOM. Le Maj René Melançon était l'officier de liaison avec l'opération ENDURING FREEDOM à Bagram. Bien que certains aient jugé alarmistes les comptes rendus du major, ces derniers étaient en vérité conformes à la réalité, à savoir que la situation se détériorait de façon perceptible dans le sud. La visite du Mgén Leslie à Kaboul a été marquée par les interventions des entités internationales sur place qui ont tenté de minimiser les tensions et le niveau de risque dans la capitale. Le Mgén Leslie a toutefois écarté ces allégations en faisant valoir que l'on essayait de toute évidence d'influer insidieusement sur les perceptions des Canadiens.
28. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse.
29. Communication du représentant canadien auprès du Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE) à la Liste de distribution, *SACEUR Concept of Operations from Enhanced NATO Support to ISAF in Afghanistan*, 17 avril 2003.
30. *Ibid.*
31. *Ibid.*
32. *Ibid.*
33. Communication du CEM J3 au SCEMD, *Operation ATHENA Strategic Reconnaissance Team Report*, 22 avril 2003.
34. *Ibid.*
35. *Ibid.*
36. *Ibid.*
37. Informations transmises à l'auteur, mars 2003.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Communication du SCEMD au CEMD, *Brief to CDS: PRTs*, 15 mai 2003.
41. *Ibid.*
42. *Ibid.*
43. *Ibid.*
44. Message de Gavin Buchan, conseiller politique de la FOI-ASO à la Liste de distribution, 7 mai 2003.
45. Document d'information du MDN à la FIAS –Afghanistan (s.d.).
46. Information transmise au CEMD, 9 mai 2003.

CHAPITRE TROIS

47. Information transmise au MDN, *CF Potential Role and Contribution to ISAF IV and V*, 11 avril 2003.
48. Note de service au CEM J3, *Operation ATHENA – NATO Force Generation Conference*, 27 mai 2003.
49. Entrevue avec le major-général Marquis Hainse, Kingston, 27 janvier 2010.
50. Note de service au CEM J3, *Operation ATHENA – NATO Force Generation Conference*, 27 mai 2003.
51. Entrevue avec le major-général Hainse.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. Lettre du MDN au PM, *Concurrence with Strategic Guidance*, 3 juillet 2003.
55. Lettre du PM au MDN, *Concurrence with Strategic Guidance*, 3 juillet 2003.

CALME MAIS INSTABLE :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, D'AOÛT À DÉCEMBRE 2003

Dès les premiers succès de l'Op ENDURING FREEDOM, l'Armée canadienne a assuré une présence à Kaboul (la capitale), laquelle s'est prolongée durant les années tumultueuses que furent 2003 à 2005. Cette période extrêmement importante vit les Afghans décider de la trajectoire future de leur pays, ce qui traça pour les dix années suivantes le contexte de la participation canadienne. Les soldats canadiens jouèrent un rôle majeur dans l'établissement et le maintien de mesures de protection, mesures qui ne furent en rien limitées à la protection statique. C'est ainsi qu'une petite force, dotée d'une puissance de feu inférieure dans une vaste zone urbaine, eut recours à un ensemble de mesures à la fois habiles et politiquement astucieuses. Sa violence pouvait prendre de multiples visages, par exemple celui d'une simple manifestation ou celui d'un acte terroriste, ou encore, elle pouvait se manifester par une opération classique impliquant une artillerie et des blindés. L'ennemi, réel ou potentiel, se cachait dans les moindres recoins sombres de Kaboul. Ce fut une campagne semblable à aucune autre à laquelle l'armée avait participé pendant l'Op APOLLO, et totalement différente de la subséquente qui allait se dérouler dans la province de Kandahar. En 2003, Kaboul était un endroit décisif pour la stabilisation de l'Afghanistan, et à cet égard, l'Armée canadienne joua aussi un rôle de tout premier.

Kaboul : un terrain vital

Kaboul constituait un problème sur le plan politique et militaire. Pendant le jihad, dans les années 1980, les commandants régionaux et leurs partisans étaient entrés en scène et avaient formé des groupes de résistance, dont certains avaient constitué des partis politiques. Les forces s'unirent pour former les « moudjahidines antisoviétiques », divisés en factions, ces dernières ne disposant pas d'un commandement central, mais bénéficiant de commanditaires régionaux et internationaux, dont certains avaient tenté de les regrouper pour faciliter la logistique et établir un certain contrôle. Les commandants qui avaient survécu et leurs forces de guérilla, de même que certains commandants du gouvernement communiste ayant fait défection avec leurs formations, avaient la main mise sur Kaboul en 1992. Pendant l'année suivante, ils ont combattu les uns contre les autres, principalement à Kaboul. Il ne s'agissait pas simplement d'une lutte entre groupes militaires; il s'agissait plutôt d'un conflit qui ressemblait davantage aux événements de Sarajevo qu'à tout autre conflit

à l'époque, en ce sens qu'il fut le théâtre d'enlèvements, de viols, de nettoyages ethniques et de recours à l'artillerie contre des civils, tout cela pendant les opérations menées par les diverses factions.¹

Ce conflit, aussi violent que péniblement complexe, a influé directement sur la mission de la FIAS à Kaboul. Pourquoi? Parce que les commandants de 1992 et de 1993 étaient les mêmes que ceux qui avaient pris la ville en 2001 et en 2002. Au milieu des années 1990, cet effondrement a entraîné, dans le reste du pays, la création des talibans par des entités au Pakistan voulant protéger leurs intérêts plus au sud. Les commandants victorieux de 1992 ont à nouveau formé diverses configurations et alliances afin de lutter contre le mouvement des talibans qui se répandait vers le nord, sans toutefois mettre fin à leurs querelles précédentes des années 1992 et 1993. Tout portait à croire que Kaboul allait redevenir leur champ de bataille.

L'Accord de Bonn devait fortifier le projet de stabilisation dans ses débuts, par la mise en place d'une force de sécurité mandatée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que de divers programmes non coordonnés destinés à appuyer l'Autorité intérimaire afghane (AIA). Cet accord avait l'aval des parties afghanes qui étaient ressorties victorieuses en novembre 2001. À Kaboul, en 2002, les forces d'opérations spéciales de l'Op ENDURING FREEDOM firent la chasse aux chefs talibans et ordinateurs portables d'Al-Qaïda, tandis que la FIAS (telle qu'elle était avant le mandat de l'OTAN) patrouillait avec évidence dans la ville. Les factions victorieuses, bien équipées de chars et de pièces d'artillerie, demeuraient dans leurs casernes qui étaient éparpillées dans la ville, se surveillant nerveusement les unes les autres, tout en ne perdant pas de vue les joueurs des autres pays. L'avenir était incertain. Il fallait absolument trouver un processus qui permettrait de parvenir à une quelconque forme de gouvernement en 2003, sans quoi les Afghans se retrouveraient de nouveau au cœur d'une violence multifactorielle, comme ce fut le cas en 1992 et en 1993. Sur le plan stratégique, les seuls gagnants d'un tel chaos seraient le Pakistan, les talibans et Al-Qaïda.

Kaboul, qui était peuplée de près de trois millions d'habitants, constituait l'échiquier sur lequel la partie allait se jouer. On pouvait peut-être pardonner aux troupes de la FIAS de voir la situation comme une reprise de Sarajevo ou de Pristina, car elles avaient encore en tête l'expérience des Balkans. Il est vrai que Kaboul se trouvait en région montagneuse et que l'on y retrouvait des milices armées aux dissensions ethniques. Par contre, Kaboul couvrait un immense territoire, et ses factions armées étaient beaucoup plus nombreuses et expérimentées que celles de la Bosnie ou du Kosovo. Les motivations des acteurs étaient différentes, également. Il ne s'agissait pas d'un conflit d'ordre strictement ethnique (même si cet aspect jouait un rôle certain), et il y avait un volet économique sous-jacent, comme toujours en Afghanistan.



Photo : Auteur

Le contingent canadien de la FIAS était principalement basé au Camp Julien, construit près du palais Darulaman, dans la partie ouest de Kaboul. Ce secteur a été talonné par des tirs d'artillerie et de roquettes en 1992 et 1993, lorsque les factions moudjahidines afghanes luttaient pour le contrôle de la capitale.

Kaboul est entourée de montagnes, mais en son intérieur se trouve une chaîne de collines en forme de croissant qui sépare un tiers de la ville (occupé par les districts sud-ouest) des deux autres tiers. Quelques défilés relient les deux portions de la ville, dont ceux situés près de « TV Hill », un site vital; cet ancien restaurant, transformé en avant-poste fortifié des communications, surplombe tout le secteur. Les maisons et les enceintes, construites en terrasse sur les collines, sont toutes des forteresses naturelles. La partie nord de la ville est moins accidentée. On y trouve le centre commercial ainsi que l'aéroport international de Kaboul (KAIA) (la principale base logistique de la FIAS). Les quartiers industriels s'étendent à l'est, le long de l'autoroute qui permet de se rendre au-delà du Camp Warehouse de la FIAS — qui longe aussi le quartier général de la Brigade multinationale de Kaboul (BMNK) — et qui mène vers la passe de Khyber et le Pakistan. Bagrami, un district plus rural, s'étend au sud de l'autoroute jusqu'à la chaîne de collines, tandis que la plaine de Shomali s'étend au nord du KAIA jusqu'à la Base aérienne Bagram, qui constitue la principale base de l'Op ENDURING FREEDOM dans le Nord de l'Afghanistan (voir la figure 4-1).

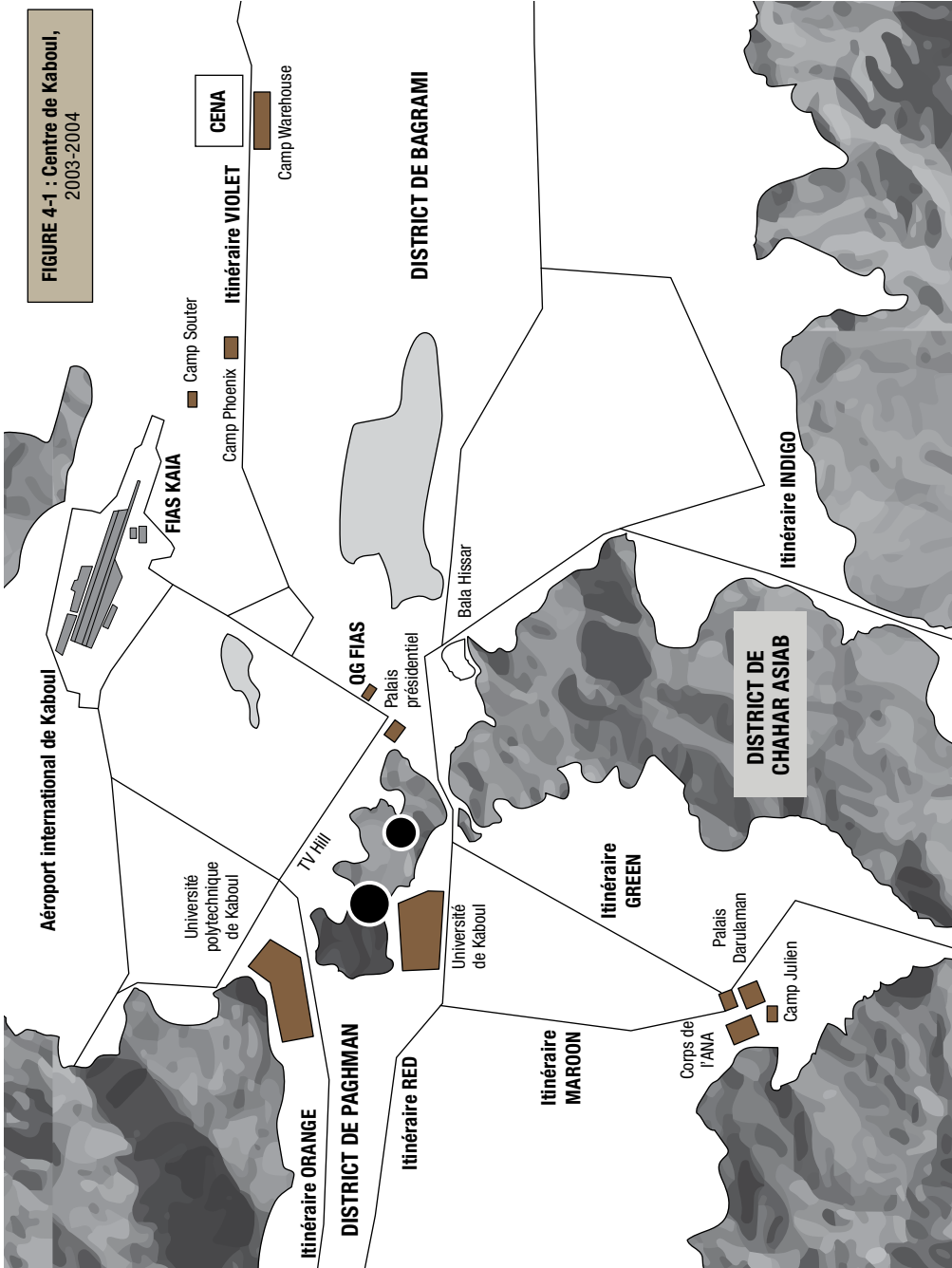


Figure 4-1 : Centre de Kaboul, 2003-2004

La zone d'opérations canadienne fut finalement établie dans un secteur du sud-ouest de la ville. Dans une perspective de protection de la force, c'était le pire endroit où patrouiller pour la FIAS, car il était le plus éloigné du KAIA et on pouvait en interdire l'accès en bloquant les passes qui se rendaient jusque-là. L'université et d'autres établissements d'enseignement supérieur s'y trouvaient également, ainsi que le siège traditionnel du pouvoir du pays, le palais Darulaman, siège du coup d'État soviétique en 1979. Il y avait deux grands districts ruraux : celui de Chahar Asiab, au sud et voisin de la province de Logar, et celui de Paghman, voisin de la province de Wardak. Ces deux provinces montagneuses fourmillaient de factions qui voyaient d'un mauvais œil les tentatives de stabiliser Kaboul. Les zones urbaines de Kaboul ne correspondaient pas au tracé ou à la structure d'une ville canadienne. Il n'y avait ainsi pas de feux de circulation. Les parties plus anciennes de la ville et les quartiers montagneux n'étaient pas propices à la circulation automobile. Quant aux plaques de rues, elles étaient peu nombreuses, et les soldats canadiens avaient donné des surnoms aux principaux carrefours giratoires : le carrefour giratoire « Massoud », en raison des immenses panneaux d'affichage représentant Ahmed Shah Massoud, ou encore le carrefour giratoire « Holy Fuck », à cause du chaos qui régnait dans le district commercial environnant. À des fins organisationnelles, les troupes de la FIAS désignaient les parties de la ville selon les districts de police (DP) correspondants. Par exemple, le secteur canadien couvrait le DP 3, soit celui de l'université. Il y avait le DP 7 qui était adjacent au district de Chahar. Il y avait le DP 5, près du district de Paghman. Ensuite le DP 6 (où était situé le camp canadien). Aussi il y avait le DP 15. Ces secteurs comprenaient des mélanges de complexes résidentiels, de centres commerciaux linéaires décrépits, de terres agricoles çà et là et d'une multitude d'édifices écroulés de divers types. Les routes étaient en piètre état. Il n'y avait pas d'eau courante, et peu de quartiers avaient l'électricité. Des carcasses de véhicules jonchaient çà et là. Kaboul se trouvant à 1 800 mètres d'altitude, même l'oxygène était rare. À bien des égards, on peut dire que les soldats canadiens se trouvaient dans un environnement quasi postapocalyptique.

Personnages et personnalités à Kaboul

Tout environnement postapocalyptique se doit d'avoir une armée postapocalyptique, et Kaboul illustre bien cette vérité. Dans cette ville, effectivement, il y avait plusieurs armées du genre, qu'on pouvait plus ou moins diviser en trois catégories, dont la première comprenait les formations classiques, dirigées par les principaux chefs militaires anti-talibans. Ces dernières ressemblaient dans une certaine mesure à des formations classiques aux effectifs réduits par les combats : une brigade blindée pouvait ainsi compter sept chars, et une division d'infanterie pouvait être heureuse de disposer d'environ 4 500 soldats. Dans la deuxième catégorie, il y avait les unités dirigées par un commandant fidèle à un,

voire à plusieurs chefs militaires anti-talibans, mais dont les forces étaient fidèles à leur commandant immédiat. Il y avait aussi, en troisième catégorie, les soldats des factions qui avaient été défaits, lesquels soldats avaient combattu de façon classique dans des unités ou formations détruites et dispersées par les attaques de la coalition. Dans certains cas, ces unités étaient dirigées par des commandants qui n'avaient aucune allégeance (voir la figure 4-2).

De façon générale, les factions anti-talibanes se transformèrent en une pseudo-armée permanente que la FIAS appelait « Forces de milice afghanes (AMF) ». Ces combattants étaient fidèles à leurs divers chefs. Les éléments les plus extrémistes des factions pro-talibanes formèrent dans la ville des groupes terroristes fragmentés, et dans les zones rurales, ils formèrent des guérillas.



Photo : Auteur

Ces trois photos représentant un panorama ont été prises en mars 2003 de TV Hill. Elles montrent le secteur qui devint la zone d'opérations canadienne dans l'Ouest de Kaboul. Sur la première, on voit le croisement des routes Red et Green, la route Green menant au palais Darulaman et s'étirant dans le lointain. La deuxième montre l'Université de Kaboul, et la troisième, le district de Paghman et la route Orange au loin.

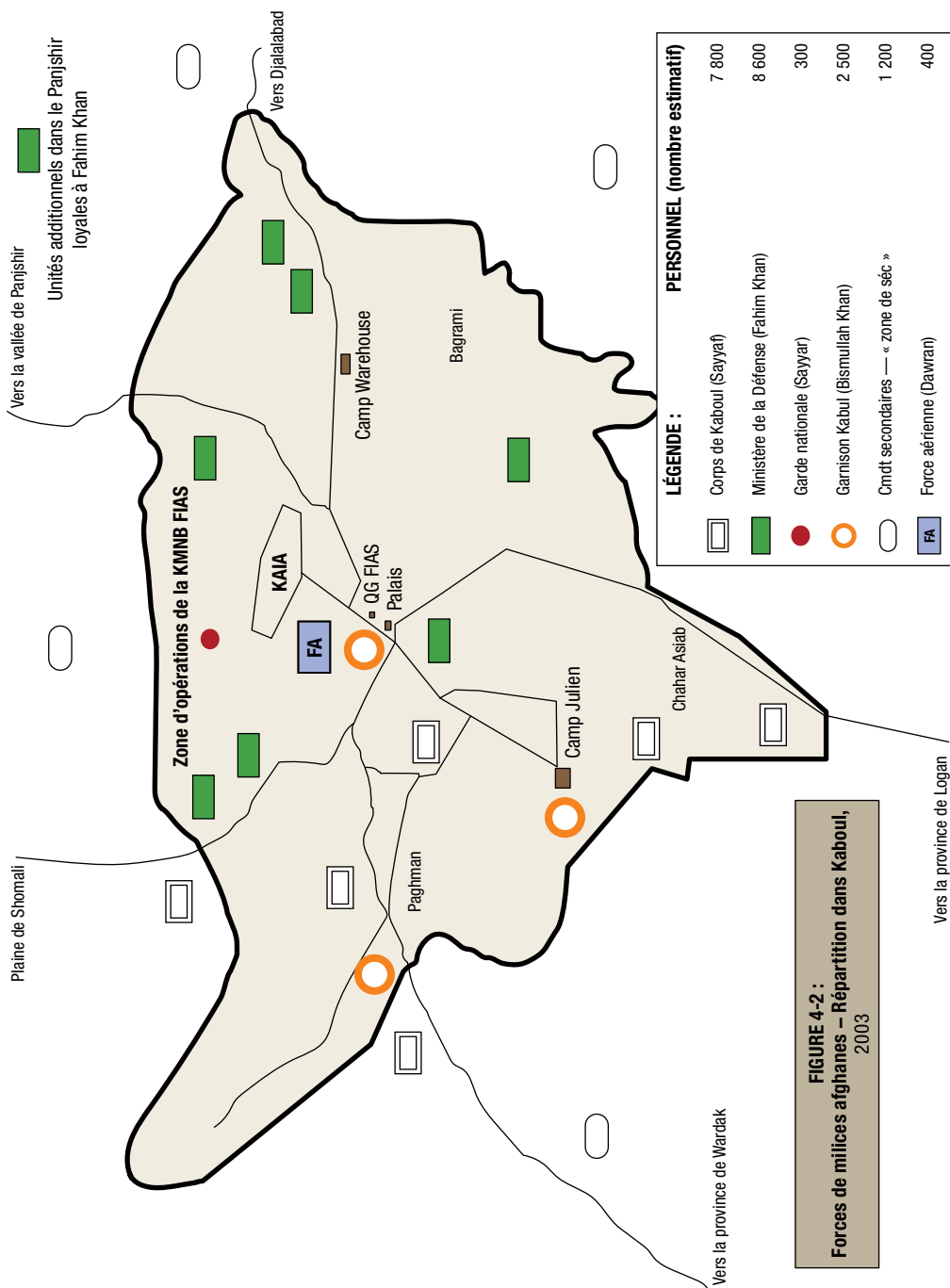


FIGURE 4-2 :
Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul, 2003

Figure 4-2 : Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul, 2003

CHAPITRE QUATRE



Photo : Auteurs



Photo : Auteurs

À la même époque, la FO Phoenix (le groupe d'entraînement dirigé par les États-Unis) collaborait avec les Britanniques, les Français et les Canadiens afin de bâtir l'Armée nationale afghane (ANA). L'Armée afghane n'était pas plus grande qu'une brigade en 2002 (ou qu'une division, peut-être, en 2003) mais elle ne pouvait pas vraiment fonctionner en tant qu'entité dépassant la taille d'un bataillon (appelé *kandak* en Afghanistan). Selon l'Accord de Bonn, l'Allemagne devait assurer la formation des policiers. Il y avait un semblant de force policière à Kaboul, bien plus que dans le reste du pays, mais c'était loin d'être une force professionnelle.

Même si c'était difficile à comprendre pour certains soldats vétérans de la guerre en Bosnie, Kaboul renfermait un incroyable mélange de factions politiques, religieuses et ethniques. En Bosnie, les choses étaient assez claires : les Serbes et les Croates avaient chacun leurs districts, tandis que les musulmans avaient des enclaves. La situation était relativement la même à Sarajevo. Les hostilités étaient généralement prévisibles le long des frontières ethniques et géographiques. La situation n'était pas aussi claire à Kaboul et ailleurs en Afghanistan. Trop de factions avaient changé d'allégeance au fil des ans, et l'effet donné était un peu comme celui du kaléidoscope². À bien des égards, le pays ressemblait davantage au Liban qu'à la Bosnie.

L'expression « seigneur de guerre » est péjorative. Elle sous-tend une absence de perspicacité politique et est utilisée à toutes les sauces dans le contexte afghan. « Chef de faction » fait un peu trop clinique et omet à dessein la connotation de brutalité. Pour sa part, l'expression « détenteur de pouvoir » est un bien meilleur descriptif, qui allie savoir-faire politique et brutalité. En 2003, ce sont les détenteurs de pouvoir qui détenaient le contrôle, et non l'Administration transitoire afghane dirigée par Hamid Karzai, appuyée par la communauté internationale et protégée par la FIAS.

Les principaux acteurs incluaient Rashid Dostum, chef des Ouzbeks (devenus les membres du mouvement Junbish). Ancien général communiste, il avait changé de camp en 1992 et aidait par là les moudjahidines à prendre Kaboul. Les Tadjiks, quant à eux, avaient plusieurs commandants : Qasim Mohammad « Fahim Khan » (remplaçant d'Ahmed Shah Massoud après l'assassinat de ce dernier) était le commandant militaire associé au Jamiat-e-Islami (parti de Burhanuddin Rabbani). D'autres commandants tadjiks disposaient d'effectifs dans la ville, soit « Bismillah Khan » Mohammadi, Mohammad « Atta » Noor et Abdul Basir Salangi, mais il n'y avait pas vraiment d'union entre eux. À titre d'exemple, Bismillah Khan et Fahim Khan se détestaient.

Abdul Rasul Sayyaf, un Pachtoune, était à la tête du parti Ittihad, une organisation intégriste wahhabite financée par des États du golfe Persique. Dans les années 1980, des installations de Sayyaf avaient servi à entraîner le chef d'Al-Qaïda Khalid Sheikh Mohammed, et elles recevaient du financement de la part d'Oussama ben Laden³. D'autres chefs

pachtounes de la ville faisaient front avec Sayyaf, notamment Abdullah Abdullah (Ph. D.), Sher Khan et Abdul Mumtaz. Toutes des forces musulmanes sunnites. Il y avait aussi les partis chiites : Harakat-i Islami et Hezb-e Wahdat. Le parti Wahdat était d'ethnie hazara, mais non le parti Harakat. Mohammad Karim Khalili dirigeait le parti Wahdat, tandis que Haji Mohammad Mohaqqueq dirigeait une faction dissidente du Wahdat. Comme ce sont les forces de Sayyaf qui avaient procédé au nettoyage ethnique des Hazaras en 1993, il existait une rivalité naturelle entre les éléments Ittihad et Wahdat. Le fait que le groupe Jamiat-e Islami ait participé à l'orgie de violence à cette époque a engendré une autre ligne de faille possible entre certaines des forces Tadjik, les chiites et les Hazaras⁴.

Pourquoi tout cela est-il important? Tout simplement parce que la zone d'opérations des Canadiens dans Kaboul Ouest constituait leur champ de bataille en 1992 et 1993, alors que ces factions luttaient pour le pouvoir. Le conflit eut des effets à long terme, dont d'énormes dommages aux infrastructures et à la structure sociale des quartiers. Les talibans n'ont pratiquement rien fait pour améliorer les conditions de vie pendant leurs six années de pouvoir après la conclusion du conflit.

Chaque faction possédait des forces ayant capacités, effectifs et moyens variés, et chacune souhaitait influencer sur l'avenir de l'Afghanistan, surtout aux dépens de ses rivaux. À la base, ces détenteurs de pouvoir étaient tout simplement attirés par le pouvoir et ses avantages. Aucun n'a démontré de vision véritable à long terme pendant les années précédant l'Accord de Bonn de 2001. Il est essentiel de savoir que certaines factions bénéficiaient du soutien financier et militaire de l'Arabie saoudite ou de l'Iran, et plusieurs du Pakistan. Il n'était pas toujours facile de comprendre comment les objectifs de ces pays se traduisaient chez leurs bénéficiaires afghans, mais il était évident que la rivalité entre les chiites et les sunnites pesait dans la balance, tout comme le fait que l'Arabie saoudite et le Pakistan souhaitaient contenir l'influence de l'Iran — ou était-ce le prolongement de la vieille rivalité entre Moghols et Safavides? Des entités au Pakistan souhaitaient déstabiliser l'Afghanistan afin d'éviter un problème stratégique sur deux fronts avec l'Inde. D'autres entités souhaitaient faire la même chose, mais afin d'éviter de perturber les profits provenant du trafic de stupéfiants. Déterminer qui faisait quoi pour qui devint une importante source de préoccupation pour les états-majors du renseignement canadien.

Hamid Karzai était le seul chef de faction à l'époque qui avait un semblant de vision. Le processus qui a permis de nommer Hamid Karzai président de l'Administration transitoire afghane avait commencé par l'utilisation de son influence tribale et ethnique par les forces américaines dans le Sud de l'Afghanistan afin de reprendre avec succès la ville de Kandahar des mains des talibans et d'Al-Qaïda. Dès le début de l'Op ENDURING FREEDOM, on avait conclu qu'il était primordial d'avoir à Kaboul un leader pachtounes pouvant se

hisser au-dessus des rivalités ethniques et politiques et veillant à ce que le Nord et le Sud ne fassent pas sécession. Les détenteurs de pouvoir ont jugé qu'Hamid Karzai était un candidat acceptable précisément parce qu'il ne détenait que peu ou pas de pouvoir⁵ — et que certains détenteurs, eux, faisaient justement partie du gouvernement transitoire. L'Alliance du Nord avait réussi à inciter l'ONU à maintenir la FIAS suffisamment petite pour qu'elle ne menace pas leurs activités sur le plan militaire⁶. La situation dans son ensemble semblait donc favorable aux détenteurs de pouvoir. L'Op ENDURING FREEDOM permettrait d'éradiquer Al-Qaïda, les talibans et le Hezb-e Islami Gulbuddin (HiG) à leur place, et les intrus du Pakistan seraient filtrés. À leur avis, le gouvernement dirigé par Karzai serait très visible mais peu efficace, et leur permettrait de mener leurs petites affaires et prévoir leurs prochaines manœuvres. Serait-il possible d'inciter la FIAS à partir, ou encore, de manipuler l'Op ENDURING FREEDOM de sorte qu'elle élimine leurs rivaux politiques? Les détenteurs de pouvoir pourraient alors recommencer à s'affronter, comme en 1992 et 1993. Ou peut-être pas? Aucun d'entre eux n'avait prédit ce que la communauté internationale s'apprêtait à faire pour les en empêcher, et encore moins le rôle majeur que le Canada allait jouer à cet égard.

L'Armée canadienne à Kaboul : Structure, commandement planification

Après que fut décidé dans quelle partie de la ville le contingent canadien allait se déployer et mener ses activités, l'équipe d'activation dans le théâtre du Groupe Interarmées des opérations (GIO) de Kingston (en Ontario) arrive au KAIA à l'été 2003 afin d'entreprendre la construction du Camp Julien avec des entrepreneurs. Des rangées de tentes Weatherhaven et un périmètre constitué de murs et de tours Hesco bastion sont érigés entre ce que les soldats appellent les palais du roi et de la reine. Les officiers canadiens de liaison du Camp Warehouse, le quartier général de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) (situé dans le district est de l'autre côté de la route par rapport au site d'entreposage Pol-e Charkhi) et le quartier général de la FIAS au centre-ville se préparent à recevoir les quelque 1 910 membres du contingent canadien au début d'août 2003.

L'arrivée des soldats se déroule assez rondement, mais on ne peut en dire autant du matériel, loin de là. Les problèmes survenus lors de l'Op KINETIC (au Kosovo en 1999), refont surface à Kaboul en 2003. Par exemple, les véhicules de surveillance Coyote arrivent du 3^e Groupe de soutien du Canada, basé à Montréal, sans système infrarouge à balayage frontal. Un Coyote a même la coque fissurée. Par ailleurs, une pièce d'équipement essentielle à l'installation du canon principal de 25 mm est retrouvée dans un camion des transmissions 10 jours après son arrivée⁷.

Le 11 août 2003, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) prend le commandement de la FIAS. Cette dernière, dont le commandement était auparavant appuyé par l'OTAN, devient un commandement de l'OTAN au niveau du corps, responsable essentiellement d'une brigade et d'un aéroport. Le drapeau bleu foncé avec la rose des vents blanche se met donc à flotter au-dessus du quartier général. La prédominance des ressources allemandes au sein de la FIAS fait en sorte que le commandant de cette force doit être un général allemand. En tant que deuxième pays contributeur de troupes, le Canada nomme le major-général (Mgén) Andrew Leslie, qui devient le commandant adjoint (CmdtA). À ce moment, le commandant de la FIAS dirige la KMNB, le contingent logistique au KAIA ainsi que le quartier général de la FIAS et ses troupes. Des pourparlers sont en cours afin de déterminer si la FIAS sera élargie afin d'inclure le projet pilote d'équipe de reconstruction provinciale (ERP) germano-américaine à Konduz, mais il s'agit d'un sujet très controversé. En effet, la zone d'opérations de la FIAS dans Kaboul même fait l'objet d'un différend : il y a de vastes zones non patrouillées entre l'aérodrome de Bagram et Kaboul ainsi qu'à l'est et à l'ouest de la ville qui sont manifestement sous le contrôle de la FIAS. Il convient de noter que les troupes du quartier général de la FIAS étaient formées d'équipes de liaison, d'équipes du renseignement humain, d'un « peloton de reconnaissance spéciale du commandant de la FIAS », et d'un centre de coordination de la coopération civilo-militaire (CCC). Le CCC est devenu par la suite un élément clé des aspects de développement international de la mission. Le personnel canadien a joué un rôle dans toutes ces fonctions en plus de celles des fonctions d'état-major du quartier général de la FIAS.

Sur le plan du nombre de soldats et de la capacité, le principal joueur de la KMNB est le Canada; le brigadier-général (Bgén) Peter Devlin se retrouve donc commandant de la KMNB. Le gros de ses forces est constitué comme suit : un groupe-bataillon canadien (le 3^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment) dirigé par le lieutenant-colonel (Lcol) Don Denne; un groupe-bataillon allemand auquel est rattachée une compagnie d'infanterie turque; un groupe-bataillon français; une compagnie d'infanterie britannique; une compagnie italienne de protection de la force pour le quartier général de la FIAS. Les troupes constituant la KMNB proviennent de neuf pays différents. La compagnie de police militaire est constituée de Canadiens, de Roumains, de Croates, d'Allemands et de Danois, tandis que le Groupe du Génie multinational est constitué de compagnies provenant de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne. La neutralisation des explosifs et munitions est assurée par l'Estonie, tandis que l'escadron des transmissions est canadien. L'Allemagne fournit trois hélicoptères CH-53 pour les évacuations médicales. Il y a aussi des équipes d'opérations psychologiques (OPPSY) allemandes et de la COCIM norvégienne⁸. La KMNB compte environ 1 500 soldats des armes de combat et 3 000 soldats de soutien logistique du combat (voir les figures 4-3 et 4-4).

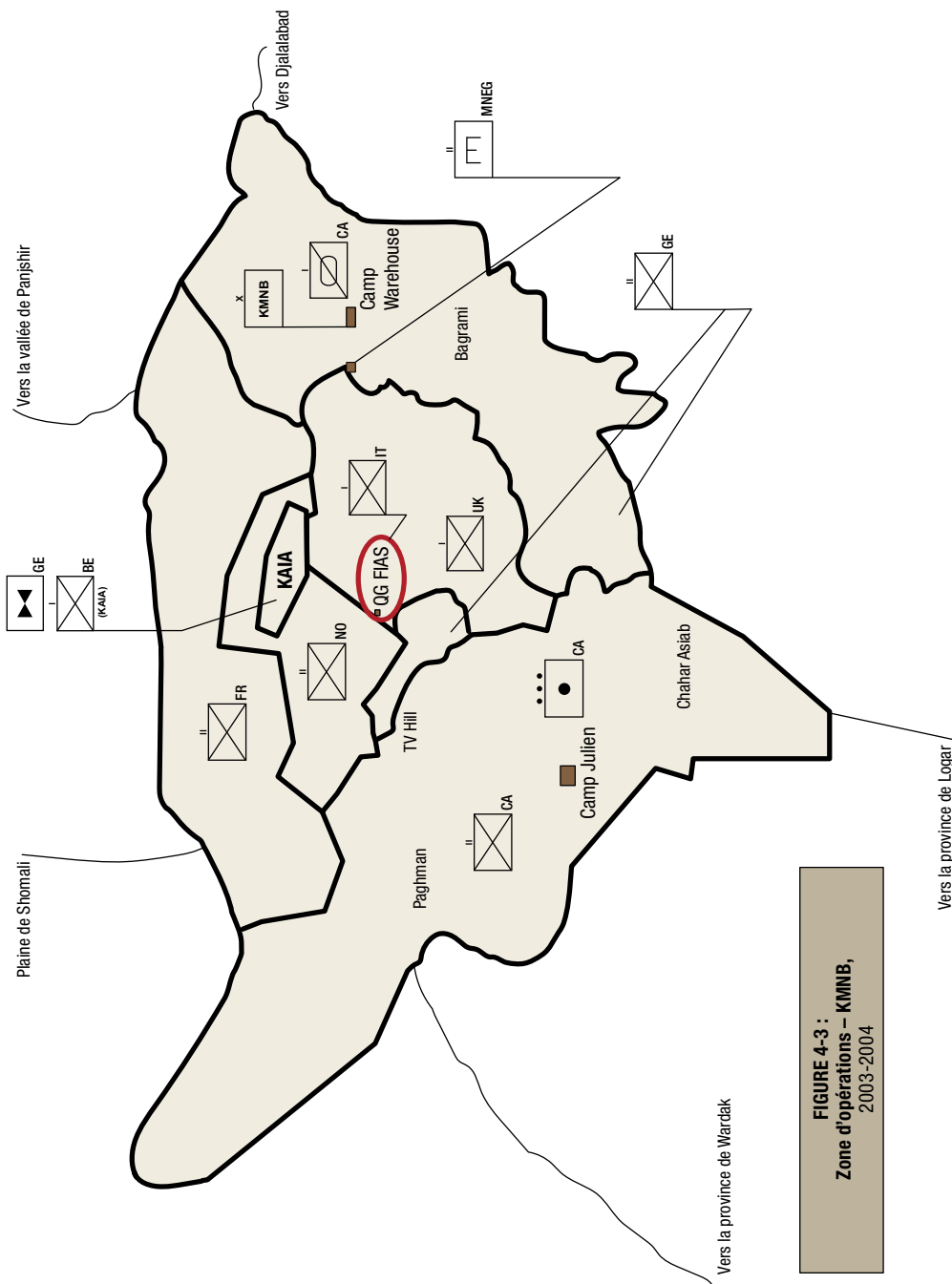


Figure 4-3 : Zone d'opérations – KMMNB, 2003-2004

FIGURE 4-4 :
Zones d'opérations de la FIAS,
2003-2004

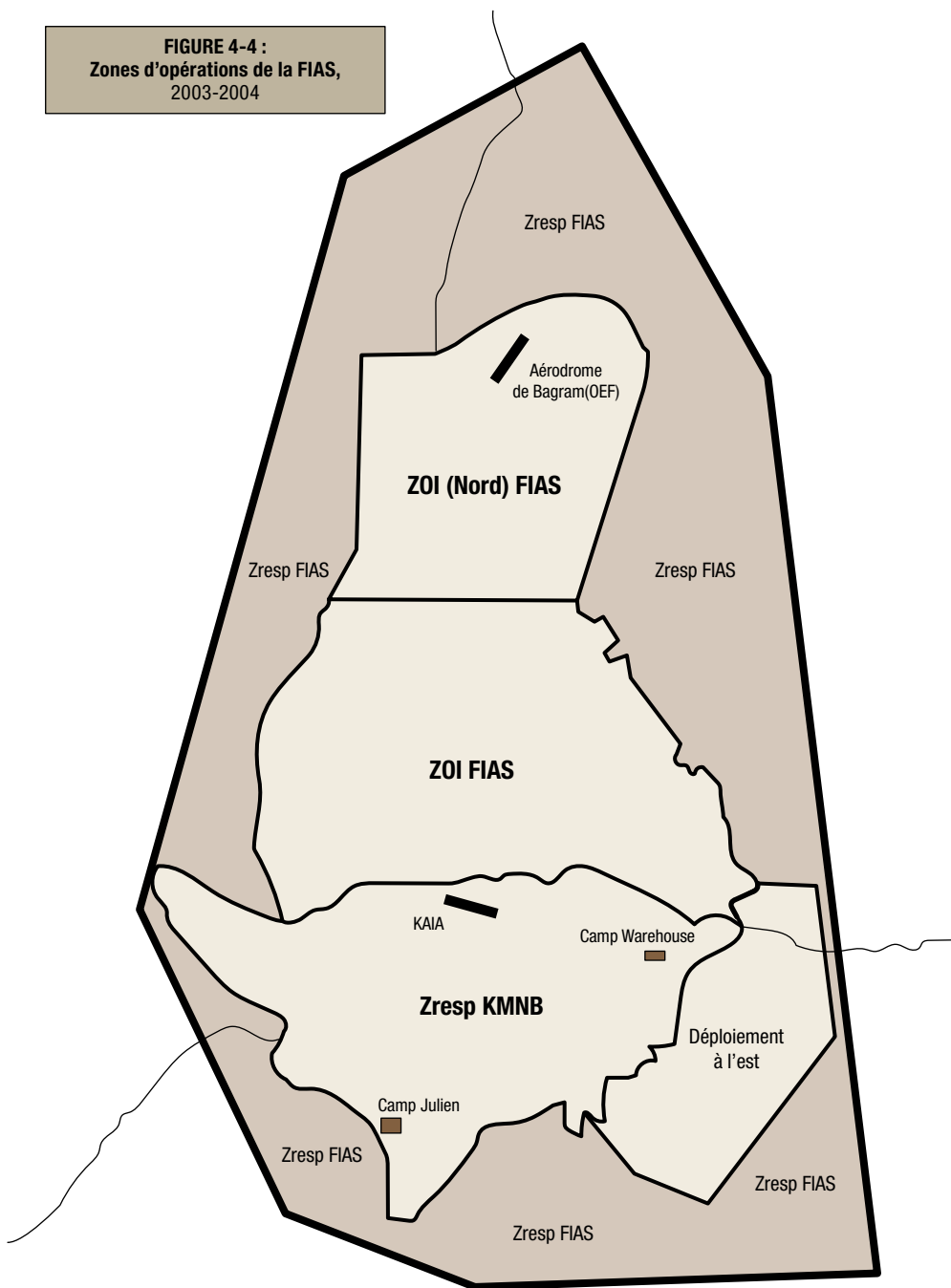


Figure 4-4 : Zones d'opérations de la FIAS, 2003-2004



Le Mgén Andrew Leslie, cmdtA de la FIAS à Kaboul, était chargé de protéger le gouvernement transitoire afghan et de perturber les nombreuses menaces posées au processus politique émergent.

Lorsque les planificateurs canadiens examinent la situation au début de 2003, la structure originelle de la KMNB manque de puissance de feu. Compte tenu de la volatilité du contexte à Kaboul et du fait que les troupes canadiennes allaient devoir se déployer de l'autre côté de la ville, loin de l'aéroport, une des compagnies d'infanterie du groupe-bataillon canadien est équipée de véhicules blindés LAV III munis de canons de 25 mm. Une batterie de quatre obusiers LG-1 de 105 mm provenant du 2^e Régiment, RCHA, vient aussi rejoindre la KMNB⁹. Deux des obusiers se positionnent près du quartier général de la KMNB, à Camp Warehouse, et les deux autres, à Camp Julien. Ces obusiers sont appuyés par quatre radars de détection de tirs d'artillerie surnommés ARTHUR (ARTillery HUnting Radars), loués auprès d'Ericsson Microwave, et montés sur des véhicules chenillés BV-206.



Photo : MDN IS2003-2498A

Le Canada a accepté de participer à la FIAS à la condition que ce soit sous l'égide de l'OTAN. Au départ, les opérations de la FIAS se limitent à la ville de Kaboul et sont destinées à appuyer l'Administration transitoire afghane créée par l'Accord de Bonn de 2001.

Un nouveau type d'organisation de l'Armée canadienne voit le jour en Afghanistan : la compagnie ISTAR, créée à partir des leçons apprises des opérations APOLLO et PALLADIUM concernant la fusion et le traitement de l'information provenant des systèmes de surveillance. Dirigée par le major (Maj) Dyrald Cross, la compagnie ISTAR rassemble plusieurs « éléments habilitants ». Elle comprend deux troupes de cinq Coyote provenant des Royal Canadian Dragoons, dont environ la moitié est munie de capteurs montés sur mat. Il y a aussi une troupe de guerre électronique provenant du 2^e Escadron de guerre électronique (2 Esc GE).

Le Canada déploie pour la première fois en Afghanistan une équipe de renseignement humain. Un centre du renseignement de toutes sources et une équipe de soutien géodésique font aussi partie de la compagnie ISTAR. Les Allemands fournissent aussi une équipe de GE ainsi que cinq véhicules aériens sans pilote (UAV) LUNA (le véhicule aérien sans pilote tactique [TUAV] canadien Sperwer sera déployé ultérieurement). L'idée derrière la compagnie ISTAR est de regrouper tous les éléments de reconnaissance (reco), de surveillance et de traitement dans une seule organisation relevant du commandant de la KMNB, et ainsi éliminer les cloisonnements observés lors de reco précédentes dans Kaboul¹⁰.

Sur le plan national, la FO Kaboul (composée de l'élément de commandement national [ECN] du Canada, dirigé par le Col Mark Hodgson, ainsi que l'élément de soutien national [ESN], dirigé par le Lcol Chris Thurrott) compte en tout 350 membres de la logistique, de l'administration et des communications. Il y a aussi le 24^e Escadron de campagne, constitué d'éléments « déclarés » et « non déclarés ». L'un des éléments non déclarés est l'équipe de destruction des engins explosifs improvisés, équipée de véhicules-robots de neutralisation des explosifs et munitions, et l'autre des véhicules blindés de transport de troupes M-113 télécommandés munis de rouleaux. Ces deux éléments demeurent des ressources nationales canadiennes qui ne sont pas sous le commandement de l'OTAN. Pareillement, un petit contingent des forces d'opérations spéciales canadiennes cohabite avec la FO; certains de ses membres forment des équipes de protection rapprochée pour les généraux Leslie et Devlin, mais ils demeurent sous le commandement du SCEMD, et non du contingent à Kaboul¹¹.

L'autorité nationale supérieure de commandement et de contrôle reste complexe pour le contingent canadien, comme lors de l'Op APOLLO. Le commandant adjoint de la FIAS, un major-général canadien, est en théorie sous les ordres d'un lieutenant-colonel canadien de l'ECN située à Kaboul; ce lieutenant-colonel canadien reçoit à son tour des ordres d'un amiral situé à Ottawa. La situation se simplifie lorsque le Mgén Leslie reçoit aussi le titre de commandant du contingent canadien. Cela était lié en partie à l'élément de soutien à l'échelle du théâtre situé à Camp Mirage à Dubaï, à ses liens avec les forces déployées à l'avant en Afghanistan, et à la tendance de l'organisation du SCEMD à microgérer les opérations pendant les périodes d'agitation politique à Ottawa. Dans les faits, le SCEMD devait approuver toutes les opérations ou les déploiements d'action directe des soldats canadiens à l'extérieur des limites de Kaboul¹².

Les dispositions de commandement et de contrôle de la FIAS évoluent elles aussi beaucoup pendant la période de mandat canadienne. La FIAS de l'OTAN relève du quartier général des Forces alliées Nord Europe, lequel relève d'un général allemand qui lui-même rend compte au Commandant suprême des Forces alliées en Europe. Parallèlement, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM de même que les troupes américaines et de la

coalition relèvent du Commandement central (CENTCOM) (le commandement régional américain). La FIAS doit notamment stabiliser Kaboul de concert avec l'Administration transitoire afghane selon (un mandat de l'ONU), tandis que l'Op ENDURING FREEDOM stabilise les provinces rurales et pourchasse ce qui reste d'Al-Qaïda et des talibans (également selon un mandat de l'ONU). Les troupes de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM partagent le même environnement opérationnel à Kaboul.

On parvient à une entente selon laquelle le Commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR) de l'OTAN et le commandant du CENTCOM communiqueront ensemble afin d'harmoniser les opérations à Kaboul. Le commandement subordonné du CENTCOM en Afghanistan (soit la Force opérationnelle interarmées multinationale 180 [FOIM-180]), est chargé d'appuyer la FIAS en cas d'urgence. Si la FIAS devait s'extraire de Kaboul, ses unités passeraient en fait sous le commandement de la FOIM-180¹³. Il existe une foule d'autres ententes secondaires concernant l'aide des États-Unis en matière d'appui aérien rapproché, d'aide et d'évacuation médicales et de soutien du renseignement¹⁴.

Voici le mandat du Canada : la résolution n° 1386 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 20 décembre 2001 confie à la FIAS la mission d'« aider [...] à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Administration transitoire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler [...] » et « assurer la liaison avec les dirigeants politiques, sociaux et religieux, afin de veiller à ce que les opérations de la FIAS respectent les sensibilités religieuses, ethniques et culturelles de l'Afghanistan » [Traduction]. Les tâches de la FIAS incluent les suivantes¹⁵ :

1. Assurer la liberté de mouvement dans la ville de Kaboul et les environs;
2. Assurer la protection de la force;
3. Conseiller l'Administration transitoire afghane en matière de structures et d'enjeux de sécurité;
4. Contribuer au fonctionnement de l'aéroport international de Kaboul (KAIA);
5. Contribuer au rétablissement de l'Armée nationale afghane.



Photo : MDN KA2003-A332D

La situation instable à Kaboul tout au long de 2003 a incité les planificateurs de l'Armée canadienne à inclure des pièces d'artillerie et des missiles antichars TOW pour les unités déployées en Afghanistan. Les canons LG-1 font partie de l'ensemble des mesures de protection.

Dans son analyse, le Commandant en chef des Forces alliées Nord-Europe a établi plusieurs objectifs¹⁶ :

1. Démontrer que l'Alliance est prête à accroître son soutien à la FIAS;
2. Aider l'Administration transitoire afghane et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs afin de pouvoir reconstruire le pays et établir une société stable dirigée par un gouvernement représentatif multiethnique;
3. Contribuer au maintien d'un environnement sûr à Kaboul.

Les critères du succès doivent être la remise de l'administration transitoire à un gouvernement afghan représentatif qui disposerait de structures civile et militaire dûment constituées et fonctionnelles¹⁷.

Après que le Canada eut accepté de s'acquitter des tâches de la FIAS en Afghanistan au printemps 2003, le Mgén Leslie, son état-major et celui de l'Armée de terre analysent la situation à Kaboul et rédigent diverses hypothèses de planification qui finiront par constituer le fondement du plan de campagne de la KMNB.

En travaillant à rebours à partir de l'état final, les responsables de l'Op ATHENA souhaitent arriver à ce qui suit : parvenir à une situation où les organismes d'aide et de reconstruction mènent leurs activités librement; constituer une force policière et une armée plus professionnelles; développer et maintenir la réputation positive de la KMNB; promouvoir une solide coalition entre toutes les parties. Il fut déterminé que le centre de gravité de la FIAS devait être un soutien international et local pour la FIAS à Kaboul. Il était admis que les forces d'opposition voulaient perturber les opérations de sécurité de la FIAS et de l'Administration transitoire afghane. Sur le plan militaire, la FIAS avait pour objectifs ceci : assurer la sécurité et la stabilité; appuyer l'Administration transitoire afghane; appuyer la création de structures de sécurité durables. Quatre lignes d'opérations doivent servir à atteindre les objectifs militaires. Premièrement, l'environnement doit être sûr, et la clé en est la démobilisation, la démilitarisation et la réintégration, aussi appelé processus de DDR. Il faut démanteler les milices. Il est également essentiel de mener des patrouilles régulières dans la ville, car la FIAS doit être vue comme appuyant l'administration transitoire. Deuxièmement, il faut développer les institutions, en particulier le ministère de la Défense, et réorganiser et rééquiper la police. Une Loya Jirga (Grande assemblée) fidèle, un système d'inscription des électeurs protégé et d'autres préparatifs en vue d'élections font partie de cette ligne d'opérations. Troisièmement, il faut protéger la mission au moyen de mesures autant passives qu'actives. Quatrièmement, il faut renforcer la coalition afin de permettre une transition en douceur au moment de la rotation suivante, et ainsi assurer la continuité¹⁸.

On conclut que la clé de la stabilisation serait sans doute la tenue d'une Loya Jirga constitutionnelle. Des représentants de toutes les sphères de la société afghane pourraient élaborer, avec l'aide de l'ONU, le type de gouvernement qui conviendrait. Il s'agit du dernier et du meilleur espoir de paix pour ce pays. Comme de nombreuses entités pourraient menacer ou perturber les travaux de l'assemblée, la FIAS doit les protéger, non seulement en assurant la sécurité sur place pendant l'événement, mais aussi en empêchant et dissuadant les intrus bien avant sa tenue. Les planificateurs de l'OTAN se penchent sur le problème, mais l'organisation a été ensevelie sous une liste de 11 tâches communes et est indirectement appelée à aider l'autorité de transition et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en vue d'organiser la Loya Jirga constitutionnelle. C'est au Mgén Leslie et au Bgén Devlin qu'il revient de concrétiser le tout en détail. La puissance de feu de la FIAS est inférieure sur plusieurs fronts contre des forces conventionnelles dans le cas d'agitations. Il y a aussi



Photo : Auteur

Le véhicule aérien sans pilote (UAV) CU-161 Sperwer a été acquis à l'origine dans le cadre de l'Op ATHENA pour protéger la force. Malgré des problèmes de rodage, il fut redéployé dans la province de Kandahar en 2006. L'indicatif SKID00 a été un UAV fiable dans toutes les conditions climatiques jusqu'à son remplacement en 2009.

plusieurs organisations terroristes. La force militaire n'est pas nécessairement le meilleur outil contre elles. Comment parvenir à atteindre l'objectif tout en agissant simultanément à tous les niveaux¹⁹?

Un des obstacles qui ressort est la relation conflictuelle entre les commandants canadiens et le commandant de la FIAS, le lieutenant-général (Lgén) Götz Gliemerth. C'est pourquoi on a réparti le travail de manière informelle en fonction des circonstances et des compétences. Le commandant de la FIAS doit donc traiter avec le président Karzai, les ministres civils, l'Administration transitoire afghane et le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU (responsable de la MANUA). Le Mgén Leslie, commandant adjoint de la FIAS, doit pour sa part s'occuper des principaux dirigeants militaires, tant civils que militaires, du gouvernement afghan, en plus de tous les autres chefs locaux de Kaboul qui s'affublaient du titre de général et des chefs de mission et leurs adjoints n'appartenant pas à l'ONU et provenant de la communauté internationale. Le commandant de la KMNB, le Bgén Devlin, doit pour sa part se concentrer sur les principaux détenteurs de pouvoir qui contrôlent les événements dans la ville elle-même²⁰. Cette répartition des tâches facilite l'intégration de la planification détaillée réalisée plus tôt dans l'année par l'état-major canadien avec l'approche plus vague déjà adoptée par leurs prédécesseurs au sein de la FIAS et de la KMNB.

Il convient ici de noter l'existence de l'Op ACCIUS. Les Forces canadiennes avaient envoyé un officier en affectation à la MANUA depuis novembre 2002. La MANUA axait son travail principalement sur les affaires politiques et le développement des institutions et de la gouvernance, et plus précisément sur les efforts de secours, de rétablissement et de reconstruction. Elle possédait sept bureaux régionaux dans les grands centres de l'Afghanistan. Le Lcol Robert Jensen était l'officier de liaison militaire qui formulait également des conseils dans la mesure du possible. La présence d'un officier canadien à la MANUA devint un élément important pour la coordination ainsi que pour le cheminement de l'information lorsque les programmes de démobilisation et de désarmement furent lancés à l'automne 2003 et au printemps 2004²¹.

Le soutien de l'Op ATHENA à Kaboul²²

La ligne de ravitaillement stratégique de l'Op ATHENA est semblable à celle de l'Op APOLLO. Presque tout est acheminé jusqu'au KAIA dans des avions de transport AN-124 Antonov arrivant directement de la Base des Forces canadiennes Trenton (en Ontario) ou parfois venant d'une base d'étape intermédiaire située en Turquie, ou encore, cela pouvait par le biais de CC-150 Polaris ou de CC-130 Hercules passant par le Camp Mirage (à Dubaï).

Pendant l'Op APOLLO, le groupe de soutien avancé s'était occupé des fournitures et du matériel qui arrivaient à l'intention du groupement tactique déployé à l'aérodrome de Kandahar (KAF). La situation était très différente, et ce, pour plusieurs raisons, dans le cas de l'Op ATHENA. D'abord et avant tout, le niveau de confort des effectifs déployés à Kaboul a été considérablement augmenté. Les effectifs de l'Op APOLLO avaient opéré dans des conditions austères, mais pas celles de l'Op ATHENA. Cela signifiait qu'il était nécessaire de maintenir les installations de cantonnement et de détente des camps Julien et Warehouse. Par ailleurs, il y avait dans les faits à Kaboul deux installations qui se trouvaient à des endroits différents et qui devaient pouvoir opérer de façon autonome, tant sur le plan défensif que sur celui de l'entretien. Cela signifiait que le rapport personnel de combat/personnel de soutien risquait de diminuer, chose que les planificateurs d'Ottawa étaient déterminés à éviter.

Leur solution fut de créer un ESN (unité logistique mixte), puis d'avoir recours à l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPF) et au Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) afin de réduire le nombre de militaires de la logistique. Dans les Balkans, le personnel canadien de la logistique avait pu constater comment les forces européennes et américaines s'appuyaient sur des entrepreneurs (d'autres modes de prestation des services) pour la construction et l'entretien des camps et ainsi libérer des soldats afin que ceux-ci puissent se consacrer aux tâches opérationnelles. La première expérience canadienne de ce genre a été entreprise à la fin de 2000 pendant la ROTO 7 en Bosnie avec la Force de stabilisation de l'OTAN. Cela avait eu l'effet négatif

de détourner de l'argent vers le Canada au lieu d'améliorer l'économie locale, mais certains étaient déterminés à utiliser le CANCAP pour résoudre une myriade de problèmes. C'est ainsi que SNC Lavalin a remporté le contrat destiné à fournir une organisation CANCAP de quelque 300 personnes afin d'appuyer les activités logistiques du Canada à Kaboul. L'ASPFC s'occupait des activités de bien-être.

Basé à Camp Julien et ayant des détachements à Camp Warehouse et au quartier général de la FIAS, l'ESN de l'Op ATHENA, commandé par le Lcol Chris Thurrott, est constitué de membres d'unités de logistique provenant d'un bout à l'autre du Canada. L'ESN en soi est divisé en fonctions logistiques traditionnelles canadiennes : maintenance, transport, approvisionnement, mouvements, soutien du personnel, services financiers, services postaux et services du Génie. La différence réside dans les relations avec le groupe-bataillon et la compagnie ISTAR. Dans le passé, chaque unité possédait sa propre compagnie d'administration qui était intégrée au bataillon et qui transigeait avec le bataillon de logistique. En partie dans un but d'économie et d'efficacité, la compagnie d'administration du 3^e Royal Canadian Regiment (3 RCR) est réduite et ses fonctions assurées par l'ESN. Ce changement, en vigueur pour le reste de la guerre en Afghanistan, provoqua d'intenses débats au sein du monde de la logistique et avec les armes de combat afin de déterminer qui était responsable du contrôle de la logistique et des opérations. Certains croyaient que cette nouvelle façon de procéder était trop centralisée et qu'elle réduisait la souplesse des forces de combat vu que le groupe-bataillon, par exemple, devait s'adresser à une autre organisation pour l'entretien de ses véhicules. D'autres étaient plutôt d'avis que la nouvelle structure permettait d'éviter le chevauchement des efforts. La question est restée en suspens.

Dans le domaine des transmissions, les Forces canadiennes disposent de communications haute fréquence et ultra haute fréquence entre leurs unités, et communiquent avec les systèmes informatiques canadiens et alliés de façon interne et stratégique. Ce dernier point est important sur le plan historique car l'Op ATHENA constitue un tournant pour ce qui est de la taille et de l'étendue des capacités informatiques déployées.

Le quartier général de la KMNB et l'Escadron des transmissions ont été formés à l'aide d'effectifs de la 2^e Brigade au Canada. Des signaleurs des organisations des Systèmes d'information et de communications terrestres se joignent à l'Escadron des transmissions au quartier général de la FIAS. Le 3 RCR et la compagnie ISTAR sont eux aussi dotés de signaleurs intégrés s'adonnant aux tâches de communications tactiques. En ce qui concerne les communications stratégiques, la FO Kaboul dispose d'une troupe de 40 personnes chargées des Systèmes de commandement, de contrôle et d'information réparties en trois détachements de terminal mobile situés à Camp Julien, Camp Warehouse et Camp Mirage. Ces systèmes satellites constituent l'épine dorsale des communications vers le Canada.

En matière de santé, il y a une compagnie de soutien des services de santé provenant de la 2^e Ambulance de campagne comprenant six ambulances Bison blindées et leur équipage, ainsi que 10 auxiliaires médicaux qui accompagnent le bataillon d'infanterie. Le principal hôpital de la FIAS est constitué des installations allemandes, à Camp Warehouse.

En général, la portion militaire du système logistique établi pour l'Op ATHENA à Kaboul fonctionna bien et sans incidents catastrophiques. Le dur labeur des spécialistes de l'entretien, chauffeurs et techniciens en approvisionnement a fait en sorte que le groupe-bataillon, la compagnie ISTAR et leurs commandants à la KMNB et au quartier général de FIAS ont pu se concentrer sur les tâches exigeantes que représentaient la stabilisation de Kaboul au vu d'une situation qui se dégradait. Le CANCAP et l'ASPFC, par contre, ont posé beaucoup plus de problèmes. L'ESN et le CANCAP ont été mal intégrés sur le plan de la procédure et travaillaient parfois en opposition. Il n'existait pas de commandement central où regrouper toutes les entités. Le personnel du CANCAP n'avait pas d'habilitation de sécurité (il ne s'agissait souvent même pas de Canadiens), n'avait pas reçu la formation nécessaire et n'était pas en nombre suffisant, ce qui entraînait des retards dans les opérations. De façon générale, SNC Lavalin n'était pas suffisamment préparée pour travailler dans un environnement hostile comme Kaboul, mais en même temps les planificateurs logistiques des Forces canadiennes ont admis qu'ils en avaient peut-être exigé trop du CANCAP. Au bout du compte, on se demande si vraiment le CANCAP a permis de libérer des troupes pour qu'elles puissent se consacrer à autre chose. Les soldats du Génie se plaignaient constamment qu'ils se retrouvaient à accomplir le travail des entrepreneurs. L'ESN est allé jusqu'à élaborer un « plan d'atténuation CANCAP » en cas de retrait de l'entrepreneur, ce qui signifiait de désigner des troupes au Canada qui pourraient être amenées par avion à Kaboul en cas d'urgence en renfort à l'ESN. Pour ce qui est de l'ASPFC « le gestionnaire principal de l'ASPFC était un major à la retraite qui refusait de travailler pour un capitaine à l'ESN [...] la recherche de statut bureaucratique était grande entre les membres de l'ASPFC, mais une fois ce facteur éliminé, le service devint efficace²³. [Traduction] »

Les opérations du groupe-bataillon du 3 RCR

C'est la présence du groupe-bataillon léger canadien formé à partir d'effectifs du 3 RCR qui permet de gagner une influence opérationnelle auprès de la FIAS et de l'OTAN, ce qui ensuite permet au Canada d'assurer le commandement à Kaboul. Sous le commandement du Lcol Denne, le groupe-bataillon fournit trois compagnies d'infanterie : la compagnie N, montée dans des jeeps Iltis, patrouille les DP 3, 5 et 14; la compagnie de parachutistes (Para), aussi montée dans des jeeps Iltis, patrouille les DP 6 et 7; la compagnie Charles, montée dans des LAV III, patrouille les districts de Paghman et de Chahar Asiab ainsi que les districts ouest (voir figure 4-5).

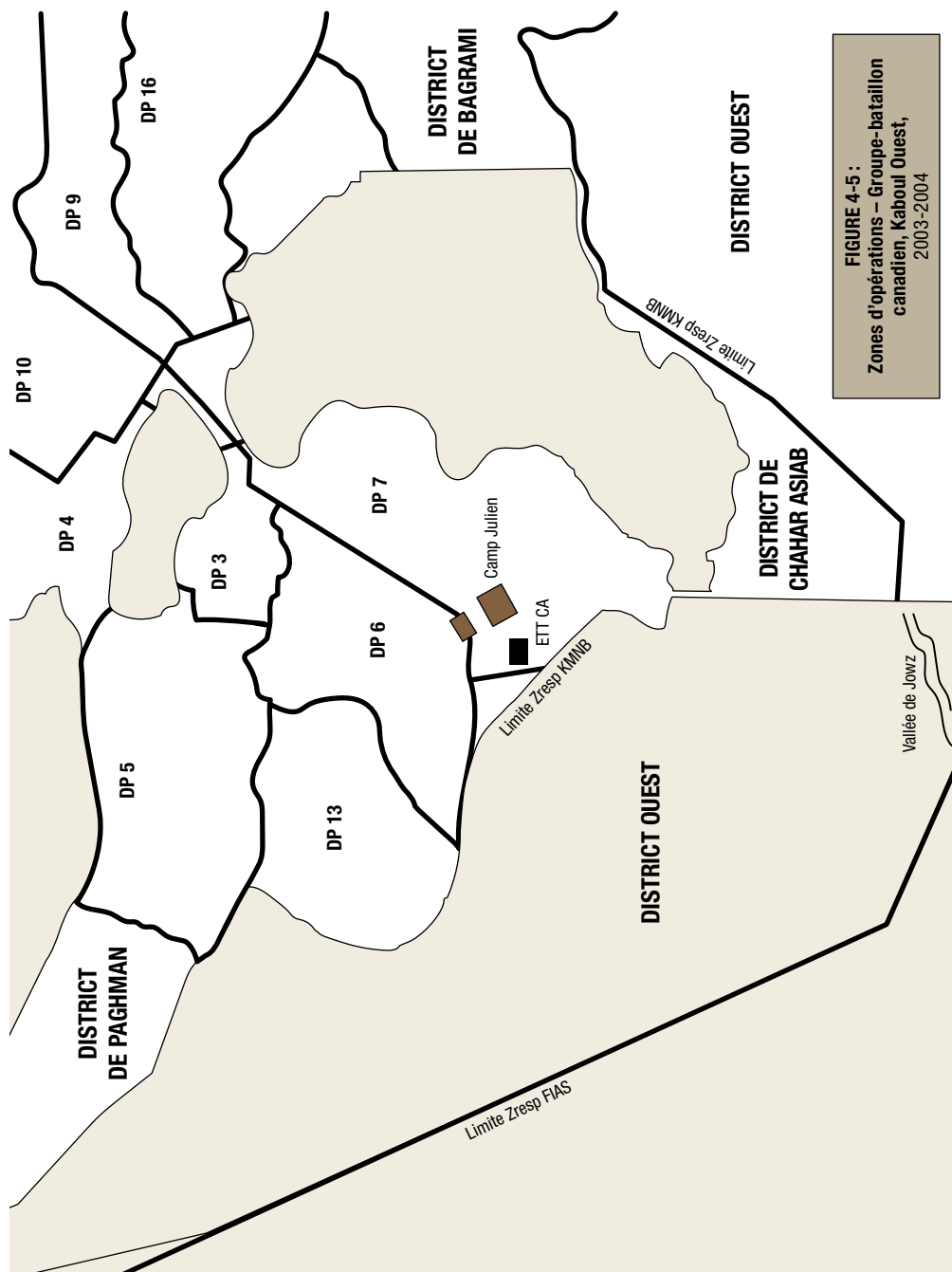


FIGURE 4-5 :
Zones d'opérations – Groupe-bataillon
canadien, Kaboul Ouest,
2003-2004

Figure 4-5 : Zones d'opérations – Groupe-bataillon canadien, Kaboul Ouest, 2003-2004

La compagnie Q, composée d'un mélange de troupes de sécurité du Camp, de troupes de l'ESN et de troupes de l'ECN, s'occupe de Camp Julien et des deux miradors surplombant le camp qui sont situés aux palais du roi et de la reine. Des éléments de la compagnie de soutien au combat sont déployés selon les besoins. Par exemple, le peloton de reco est chargé de diverses missions secrètes et nocturnes d'observation, tandis qu'un peloton antiblindés/d'appui-feu direct équipé de jeeps Iltis munis de missiles TOW est chargé d'élaborer un plan antiblindés pour la zone d'opérations canadienne au cas où les chars des forces de milices afghanes (AMF) feraient des siennes. Le 24^e Escadron de campagne est intégré au groupe-bataillon. Il a notamment pour tâches de préparer la défense du camp, de s'occuper de la menace que posent les mines, de mener des reco d'infrastructure, d'éliminer les NEM et les EEI et d'exécuter des projets de construction en soutien au groupe-bataillon²⁴.

Contrairement aux déploiements canadiens précédents, le groupe-bataillon du 3 RCR se déploie avec son propre groupe de COCIM consistant en un peloton de 28 personnes, tandis que le groupe-bataillon de l'Op APOLLO disposait d'une section de COCIM ad hoc; les tâches notamment sont de participer à la protection de la force en interagissant avec la population et en exécutant de petits projets de développement²⁵. La COCIM est au cœur du concept d'opération du groupe-bataillon, concept qui met l'accent sur une présence constante dans la zone d'opérations au moyen de patrouilles de jour et de nuit, accompagnées dans la mesure du possible par la police afghane. Le Lcol Denne et son état-major comprennent que la clé de la compréhension de l'environnement consiste à « établir rapidement et maintenir des liens étroits avec la police, les maires et les mollahs en tirant parti de la COCIM comme outil de collecte de renseignements et moyen de gagner le cœur et l'esprit de la population grâce à des projets de type humanitaire [Traduction] ». Les planificateurs du 3 RCR croient qu'il est essentiel d'accroître le professionnalisme de la police²⁶.

Les compagnies d'infanterie patrouillent dans leurs secteurs avec la police et entrent en contact avec la population; les troupes de surveillance spécialisée concentrent leurs efforts sur des cibles précises afin de recueillir de l'information; la COCIM centralise tous ces efforts vers les dirigeants locaux de la population. Ces activités sont appelées « opérations-cadres » et, dans la majorité des cas, c'est ce que les troupes du groupe-bataillon feront tous les jours pendant la durée de leur mission. Il y a aussi les opérations dirigées. Tout ce qui sort du contexte des opérations-cadres doit être transféré à l'état-major du SCEMD à Ottawa afin d'obtenir l'autorisation nécessaire à l'exécution. Tout ce qui risque d'avoir des conséquences politiques ou tout ce qui représente un risque élevé doit être évalué par des gens qui ne sont pas sur place à Kaboul. Par exemple, si on commence à surveiller un chef terroriste dans la zone canadienne et que le groupe-bataillon veut le capturer, il faut envoyer le plan à Ottawa et attendre d'obtenir la permission. Si on veut déployer des troupes canadiennes



Photo : MDN KA2003-A056D

Le groupe-bataillon canadien a mené un programme intensif de patrouilles dans les districts ouest. Ces patrouilles ont surtout été menées dans des véhicules Iltis, même s'il y avait une compagnie de LAV III pour les situations plus intenses.

à l'extérieur de la zone canadienne désignée (pas nécessairement la zone de la FIAS mais une zone établie par les planificateurs à Ottawa), il faut élaborer un plan, en évaluer les risques, puis le transmettre à Ottawa pour qu'il y soit approuvé²⁷.

Les troupes du 3 RCR, qui disposent de peu d'information à leur arrivée dans la zone d'opérations comprenant des districts plus ruraux, seront parmi les premières de la FIAS à les patrouiller. Le terrain varie considérablement. Le district de Paghman, par exemple, est agricole, tout comme celui de Chahar Asiab. Le DP 3 est une zone urbaine très lourdement endommagée à la suite d'années de combats, tandis que les immeubles du DP 5 sont complètement intacts. Le DP 14 est un mélange de secteurs urbains et suburbains. Sur les plans ethnique et politique, presque tous les groupes d'Afghanistan sont représentés dans la zone d'opérations canadienne. Il faudra du temps pour déterminer les allégeances de tout un chacun (voir figure 4-6).

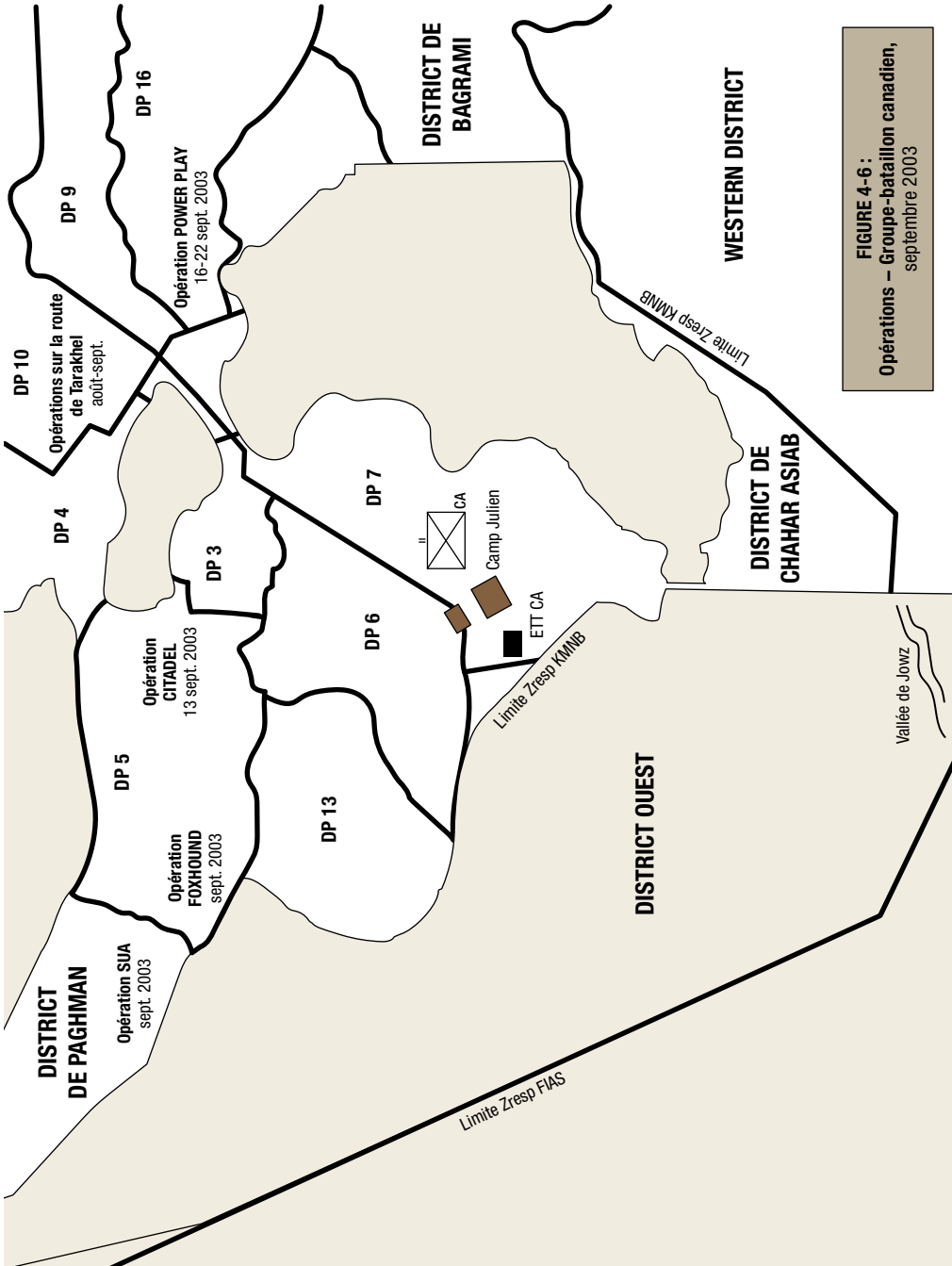


FIGURE 4-6 :
Opérations – Groupe-bataillon canadien,
septembre 2003

Figure 4-6 : Opérations – Groupe-bataillon canadien, septembre 2003

Le groupe-bataillon est confronté à trois autres problèmes à la fin août et au début septembre. Le premier met en cause des rapports envoyés au Canada par la chaîne de commandement de l'Op ENDURING FREEDOM et révélant qu'une cellule d'Al-Qaïda est en train d'arriver à Kaboul pour cibler les leaders de l'Administration transitoire, qu'une autre cellule spécialisée dans les attentats-suicides à la bombe est sur le point d'entrer dans la ville, et que les activités de formation de terroristes sont en hausse dans la province de Logar, qui jouxte le district de Chahar Asiab. Le Camp Julien est une cible possible²⁸. À mesure que les patrouilles du 3 RCR sortent sur le terrain, les habitants leur apprennent que des chefs talibans défaits recrutent activement dans trois des districts à l'ouest de Kaboul. Des équipes canadiennes de renseignement humain se déploient avec les patrouilles et confirment que la situation évolue²⁹. Le groupe-bataillon met alors en branle l'Op WOLVERINE, qui prévoit le retrait de certaines ressources des patrouilles de DP et du peloton de reco leur réaffectation à la partie sud-ouest des districts ouest afin qu'elles soient bien visibles, afin de montrer une présence et de recueillir d'avantage d'information³⁰.

Le deuxième problème est la situation en évolution dans le DP 5 et le district de Paghman. La population du DP 5 est majoritairement pachtoune (60 %) et fidèle à Abdul Rab Rassoul Sayyaf, qui tient résidence là. La faction de Sayyaf est retournée à l'époque du djihad des années 1980. Les forces de Sayyaf se sont jointes à l'Alliance du Nord contre les talibans même si ce mouvement avait l'appui de l'Arabie saoudite et était d'obédience wahhabite. Le district de Paghman et le DP 5 abritent la plupart des formations de l'AMF de Sayyaf (1^{re} et 10^e divisions), soit quelque 6 000 éléments équipés de chars d'assaut et de véhicules BMP. D'autres formations associées à Sayyaf sont basées dans les DP 6 et 7, près de Camp Julien. Il s'avère que la faction de Sayyaf effectue des patrouilles conjointes avec la police. Une enquête plus poussée permet de déterminer que la police a aussi été cooptée par l'AMF de Sayyaf dans le district de Paghman. Cette situation est potentiellement déstabilisante, car pour assurer la légitimité du pouvoir du gouvernement, la police doit y être fidèle, et non être lié à un chef de faction. Dans les faits, il s'agit d'une tentative flagrante de prise de pouvoir parallèle dans deux districts. On conclut aussi que la hausse du taux de criminalité observée dans le DP 5 est en quelque sorte reliée à cette structure du pouvoir, et que la police et la milice de Sayyaf sont en cause. Des *maliks* locaux demandent que les patrouilles canadiennes restent loin des réunions. L'Op CITADEL prévoit qu'un peloton anti-blindés et des équipes de renseignement humain recueillent de l'information sur la situation, en préparation d'une opération intensifiée dans le DP 5 : cette dernière a lieu le 13 septembre 2003 et le taux de criminalité chute temporairement³¹.





Des patrouilles mobiles et à pied étaient envoyées dans les districts ouest de Kaboul, qui comprenaient des zones rurales situées près de provinces plus problématiques comme Laghman au sud et Wardak à l'ouest. Il y avait des partisans des talibans dans la province de Laghman, tandis que celle de Wardak était un territoire du HIG.

Le troisième problème est lié au fait que la COCIM canadienne a signalé l'existence d'un camp de réfugiés dans le DP 7, qui se trouverait, selon les informations, sur une terre appartenant à un entrepreneur local voulant le démantèlement du camp. Les réfugiés prétendent que le ministère de l'Intérieur les a autorisés à occuper temporairement les lieux. Selon les personnes impliquées et leurs différentes connexions, de tels différends mineurs peuvent se transformer en un problème plus important risquant d'englober la participation d'autres détenteurs de pouvoir. La compagnie Para reçoit la tâche de garder l'œil sur cette situation avec la COCIM; l'opération est baptisée Op RAPTOR³².

Dans ces trois cas, le groupe-bataillon du 3 RCR doit faire preuve de vigilance et chercher des occasions de perturber ceux qui tentent d'aggraver les choses, et ce, tout en maintenant une présence dans l'ensemble de la zone d'opérations canadienne.

Opérations de la KMNB et de la Compagnie ISTAR

Le 3^e Groupe-bataillon du RCR eut de l'aide de la KMNB, et plus précisément celle de la Compagnie ISTAR canadienne. La KMNB exploitait un centre de coordination ISTAR, qui déployait des ensembles de systèmes de surveillance dans des zones prioritaires établies par le commandant. Il y avait notamment les ressources suivantes : dispositifs de détection (comme les UAV LUNA), véhicules blindés Coyote avec mât, systèmes de GE, éléments de

recherche (comme celles de reco), officiers observateurs avancés et équipes du renseignement humain. Il y avait trois types de tâches : les permanentes (semblables aux opérations cadres), les tâches dirigées et les tâches de circonstance. La Compagnie ISTAR utilisait une analogie policière pour expliquer son *modus operandi*. Ainsi, un tuyau obtenu d'un délateur pouvait donner lieu à une mise sur écoute téléphonique, laquelle pouvait entraîner de la surveillance. Cette dernière pouvait permettre une analyse des liens entre les personnes mises en cause, ce qui pouvait enfin aboutir à une descente. La Direction nationale de la sécurité (DNS) pouvait se charger de la descente, avec l'aide des forces classiques, ou encore, les forces d'opérations spéciales pouvaient exécuter une mission d'action directe.

Dans un milieu comme Kaboul, le défi des équipes ISTAR consistait à pouvoir se déployer dans un même endroit et à y rester, et ce, sans se faire repérer ni par la population, ni par la cible. Comme les chefs de factions et éléments anti-gouvernementaux surveillaient de près les mouvements de la FIAS, le leurre et le camouflage étaient des compétences très recherchées. Une compagnie pouvait mener une opération en étant accompagnée d'une équipe de recherche intégrée ayant une tâche distincte. Des soldats canadiens, attendant que l'on vienne les chercher parce que leur véhicule était en panne, pouvaient décider « d'explorer les alentours » avec leurs caméras numériques, par exemple.

Étant rattachée à la Brigade, la Compagnie ISTAR ciblait toute la zone d'opérations de la FIAS. Des problèmes survinrent dans le DP 10 (qui entourait le KAIA), au moment où la Compagnie y porta une attention particulière à la fin août et au début septembre. En effet, certains renseignements permettaient de croire qu'une cellule terroriste était active dans le village de Tarakhel, au nord-est de la piste du KAIA. Comme le Bataillon français n'avait pas patrouillé dans le secteur, les renseignements étaient limités quant à la disposition des lieux, l'organisation sociale et la présence d'éléments anti-gouvernementaux. Quand la Compagnie ISTAR concentra ses ressources sur ce village, le Bgéné Devlin convainquit les Français de patrouiller avec les équipes canadiennes montées sur Coyote. Les renseignements obtenus de ces activités permirent de repérer des individus qui avaient participé en juin 2003 à un attentat à la bombe contre un autobus militaire allemand (six personnes avaient été tuées et 30, blessées). Finalement, un important raid de la DNS permit l'arrestation de 28 personnes, dont certaines avaient participé à l'attentat³³.

Le DP 10 hébergeait aussi un certain nombre d'enceintes occupées par les AMF, dont la Brigade de la Garde nationale (800 personnes), deux régiments d'infanterie indépendants et deux régiments de défense aérienne. L'un de ces régiments utilisait un système de missiles de défense anti-aérienne automoteur SA-13 Gopher qui captait les aéronefs de la FIAS et les avions commerciaux avec ses radars lorsqu'ils décollaient et se posaient au KAIA, ce qui entraîna le tir de nombreux leurres thermiques, le largage de beaucoup de paillettes, ainsi que de nombreux vertiges pour les passagers et les pilotes qui tentaient des manœuvres

extrêmes pour échapper à ce que leurs systèmes disaient être une menace anti-aérienne. Une autre unité entretenait des liens avec un camp de réfugiés de la région, et des inquiétudes furent soulevées à propos d'activités criminelles de vente de carburant et de la réaffectation abusive de fournitures et denrées provenant de l'aide humanitaire. Grâce aux ressources de surveillance de la Compagnie ISTAR qui avaient été affectées à ces problèmes, d'autres organismes furent en mesure de régler les deux affaires avant qu'elles tournent à la violence et qu'elles aient un effet d'entraînement ailleurs³⁴.

Cependant, tout n'était pas réglé dans le DP 10. Au cours de la nuit du 11 septembre 2003, des roquettes touchèrent les installations de la FIAS, dans une attaque coordonnée mais inefficace. Le Camp Warehouse fut touché par deux roquettes, alors que le KAIA signala deux explosions au nord-est et à l'ouest de l'aéroport. Une roquette tomba dans le DP 10, et une explosion fut signalée près de l'aéroport. Une autre roquette, celle-là n'ayant pas explosé, fut découverte au matin dans le DP 10. Des unités de patrouille allemandes investirent le district de Bagrami au sud du Camp Warehouse afin d'enquêter sur une autre explosion signalée, tandis que tous les autres bataillons investissaient leurs zones d'opérations. Aucun des radars ARTHUR n'avait détecté les attaques, ce qui inquiétait grandement le quartier général de la KMNB. Aucune explication plausible ne fut trouvée. Il s'agissait d'une forme d'avertissement au contenu incertain lancé par une entité mécontente des activités de la FIAS³⁵.

La situation des radars ARTHUR posa des problèmes pendant tout l'automne. Les systèmes avaient été acquis parce que certains croyaient que leur présence offrait un moyen de dissuasion contre les tirs indirects des factions; une telle chose s'était vue à Sarajevo en 1995. À Kaboul toutefois, les attaques à la roquette étaient des opérations fortuites de type « tir et dédale » n'impliquant pas de multiples lance-roquettes ni d'artillerie classique, de sorte que les canons légers canadiens n'avaient pas de cibles pour riposter; si les AMF déployaient des pièces d'artillerie contre la FIAS, l'utilisation combinée des canons légers et des radars ARTHUR était utile. On ne sait pas exactement dans quelle mesure le système dissuada les AMF d'utiliser des pièces d'artillerie. Les restrictions imposées à l'utilisation des radars ARTHUR étaient extrêmes : pour épargner de l'argent, chaque radar pouvait émettre pendant 1 500 heures par période de 18 mois. Autrement dit, les radars ne pouvaient être utilisés que pendant les « périodes de pointe » d'attaques éventuelles. Les systèmes arrivaient à détecter le point d'origine avec une incroyable précision et, contrairement à d'autres systèmes, ils pouvaient détecter les roquettes, mais s'ils n'étaient pas activés, toute riposte devenait pratiquement impossible³⁶.

La situation s'étant corsée dans le DP 5, la Compagnie ISTAR réaffecta ses ressources à la surveillance de la faction Sayyaf. Des unités de Coyote, de LUNA et de GE avaient signalé, dans le DP 14, des activités criminelles liées à des activités semblables dans le DP 5. L'Op SUA, conçue pour observer les deux complexes résidentiels de la faction Sayyaf, fut lancée.

Une grande part de cette activité donna lieu aux préparatifs de l'Op FOXHOUND, qui prévoyait l'irruption du 3^e Groupe-bataillon du RCR dans le DP 5 et le district de Paghman. L'Op FOXHOUND fut toutefois reportée en raison d'un problème latent encore plus important : des indices laissaient présager qu'un coup d'État se préparait.

Op POWER PLAY : du 16 au 22 septembre 2003

À la mi-septembre 2003, des réfugiés qui rentraient à Kaboul furent empêchés de retourner à leurs maisons par des troupes des AMF tadjikes. Après plusieurs accrochages de plus en plus violents, un certain nombre de réfugiés furent abattus. Lors de l'enquête qui suivit, la FIAS découvrit que les coupables étaient des hommes de Fahim Khan, ce dernier étant à la fois ministre de la Défense de l'Administration transitoire afghane et chef des forces tadjikes au sein de l'Alliance du Nord. Fahim Khan s'appropriâ alors les logements et autres biens abandonnés lors des combats dans le DP 10, avant de faire raser les maisons et de donner les terrains à plusieurs ministres de l'Administration transitoire : des Pachtoune, des Hazaras et des Tadjiks. Le Représentant spécial des Nations Unies Lakhdar Brahimi porta l'affaire à l'attention du président Karzaï. Ce dernier fit alors savoir à ses ministres que ces activités étaient interdites et qu'une enquête aurait lieu. Cela déplut à Fahim Khan³⁷, qui alla trouver l'ambassadeur étasunien et lui fit savoir que M. Karzaï était un faible n'exerçant pas suffisamment de contrôle dans les provinces éloignées et que la violence envers le gouvernement augmentait; il dit aussi à l'ambassadeur qu'il fallait remplacer le président. Fahim Khan laissa entendre que d'autres détenteurs de pouvoir pensaient comme lui. Parallèlement, le président Karzaï était sur le point de se rendre à l'étranger pour des discussions avec la communauté internationale. Fahim Khan indiqua qu'il pouvait, pendant son absence, prendre le pouvoir sans causer de bain de sang. L'ambassadeur étasunien tenta de lui faire renoncer au projet³⁸.

Il semblerait que les États-Unis omissent de faire part de la situation à la FIAS. Deux acteurs afghans, le ministre des Finances Ashraf Ghani et le ministre de l'Intérieur Jalali communiquèrent avec les commandants de la FIAS et de la FOIM-180 pour leur faire part de leurs inquiétudes quant à la sécurité du président Karzaï³⁹. Au même moment, les ressources du renseignement de la FIAS, dont des informateurs et des agents d'interception radio, obtenaient des données sur les manœuvres préliminaires de Fahim Khan et des AMF : elles indiquaient que le palais présidentiel serait la cible⁴⁰. Le quartier général de la FIAS convoqua alors le Bgénéral Devlin, à 2000, le 16 septembre 2003, pour une rencontre avec le commandant de la FIAS et le Mgénéral Leslie.

[Traduction]

« Il y a une menace imminente de coup d'État contre le président Karzaï », lui dit le Mgén Leslie.

« Avez-vous un ordre d'avertissement formel pour moi? », demande le Bgén Devlin.

« Nous n'avons pas le temps. Peter, nous devons l'arrêter maintenant. »

Et sur ce, le commandant de la KMNB partit pour le Camp Warehouse; le G3 attendait et, à 2300, le commandant et le personnel avaient rédigé un ordre d'avertissement et dressé un plan appelé POWER PLAY⁴¹. Pour le public, POWER PLAY devait être considéré comme un exercice. Les troupes avaient été informées qu'elles répétaient un plan d'opération de contingence, mais les motifs réels de toute cette activité étaient bien gardés afin d'empêcher les médias canadiens, excitables et à l'affût, de divulguer ce qui se passait⁴².

Le Centre de coordination ISTAR contacta le Maj Dyrald Cross, qui exécutait une patrouille avec les Coyote. L'escadron de reco reçut l'ordre de se déployer et d'observer trois complexes des milices. Les motifs ne furent pas transmis sur le réseau. Les équipes des Coyote s'approchèrent jusqu'à la portée des détecteurs et des canons des trois complexes des milices tadjikes et s'installèrent avant minuit. Les détecteurs effectuaient leurs balayages et les équipes dénombraient des chars T-55, des BMP et des véhicules lance-roquettes multiples, au moment où des ordres arrivèrent du Bgén Devlin : s'il y a du mouvement dans les complexes, signalez-le. S'il s'agit du déplacement d'un groupe plus nombreux qu'une compagnie, les Coyote sont autorisés à ouvrir le feu avec les canons de 25 mm et les mitrailleuses coaxiales, avant de se retirer pour se rendre à la base de la FIAS la plus près⁴³.

La procédure de combat se poursuivit toute la nuit. Des armes antichars, notamment les lanceurs TOW du 3^e Groupe-bataillon du RCR, furent tout à coup en demande pour contrer les forces blindées et mécanisées des milices, tout comme les canons légers LG-1 de 105 mm de la Batterie F. Les Allemands apportèrent leurs véhicules TOW Wiesel et les Français dévoilèrent leur système de missiles antichars non déclaré. Le quartier général de la KMNB activa sa liaison en renseignement avec la FOIM-180 et l'information commença à circuler dans les deux sens⁴⁴.



À deux reprises, le contingent canadien de la FIAS s'est préparé à déployer des forces pour prévenir un coup d'État des forces de milices afghanes. La première fois, le Mgé Leslie et le Bgén Devlin avaient préparé l'Op POWER PLAY pour faire contrepoids aux forces des milices tadjikes de Fahim Khan. Ces activités ont comporté des préparatifs à découvert et des opérations secrètes de surveillance.

Parmi les forces ennemies potentielles, il y avait le 717^e Régiment d'infanterie de la Garnison de Kaboul du Lgén Bismillah Khan et le 637^e Bataillon blindé avec ses 17 chars T-55 et ses BMP; ces deux formations étaient situées au centre de la ville. Selon les évaluations, elles allaient être les fers de lance du coup d'État contre le palais. La Brigade de la Garde nationale, avec ses 10 chars T-55 et ses deux chars T-62, était considérée comme un allié potentiel des auteurs du coup; son rôle consisterait à bloquer les unités de la KMNB entrant dans la ville à partir du Camp Warehouse. Il y avait aussi le 21^e Régiment d'infanterie avec ses 400 soldats à la place Massoud, également au centre de la ville. Toutes ces unités étaient tadjikes. Selon les évaluations, les unités de défense aérienne près du KAIA étaient neutres⁴⁵ (voir la figure 4-7).

La forteresse de Bala Hissar, abritant la 55^e Division d'infanterie (neuf chars T-55, un bataillon de canons D-30 et 3 000 artilleurs) était considérée comme le cordon extérieur du fer de lance. Selon les évaluations, la 1^{re} Division Panjshir dans le DP 5 (six chars T-55 et 3 000 hommes), essentiellement tadjike, pouvait constituer une force d'arrêt pour empêcher le déploiement des forces du Camp Julien. La 16^e Brigade blindée (12 chars T-55) et le 761^e Régiment antichar (12 systèmes de missiles Milan montés sur Jeep), dominés par les tadjiks, seraient peut-être utilisés pour bloquer l'arrivée des forces étasuniennes en provenance de Bagram⁴⁶.

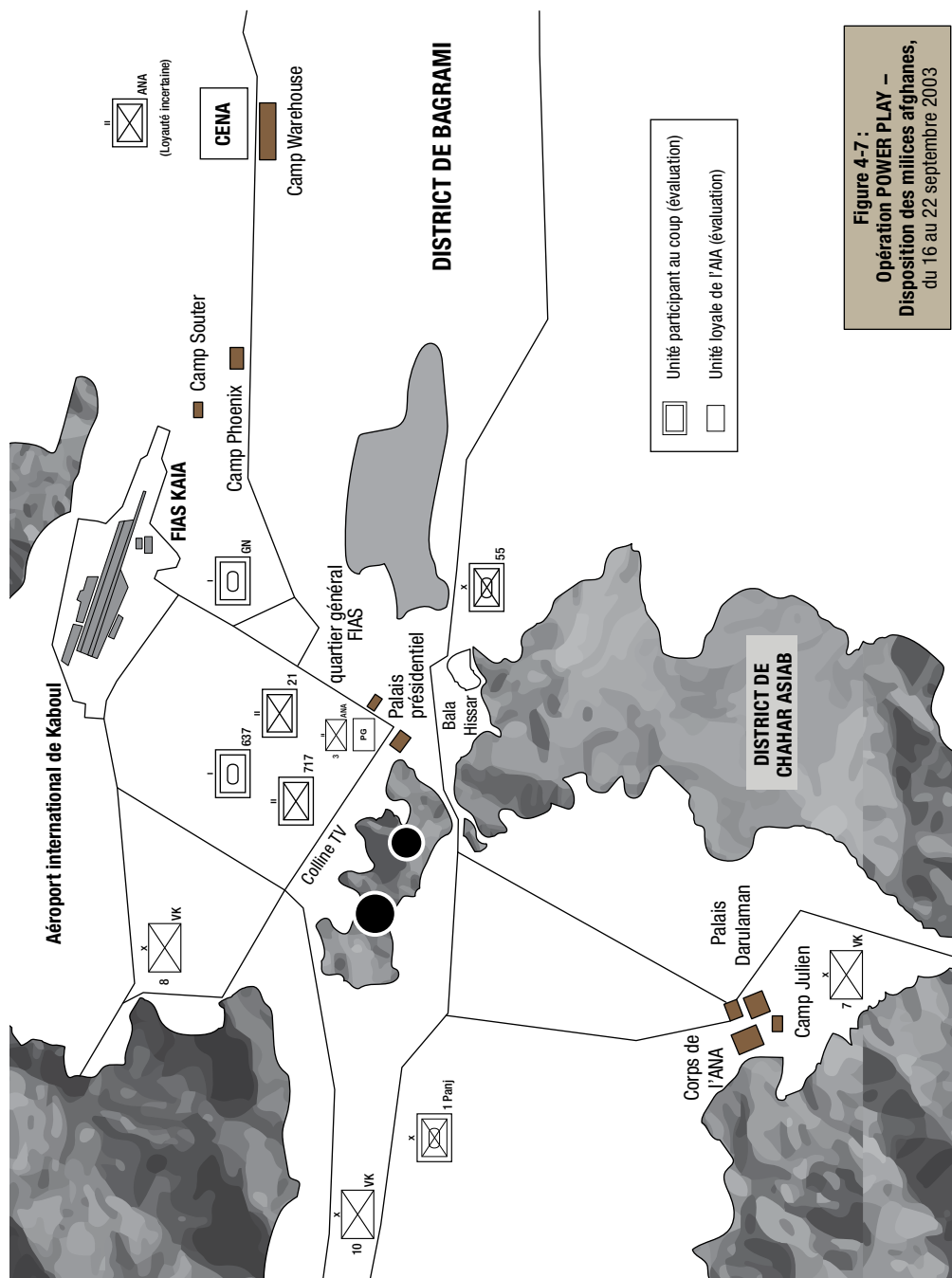


Figure 4-7 :
Opération POWER PLAY –
Disposition des milices afghanes,
du 16 au 22 septembre 2003

Figure 4-7 : Opération POWER PLAY – Disposition des milices afghanes, du 16 au 22 septembre 2003

Pour ce qui est des forces amies, il y avait la KMNB; le ministère de l'Intérieur, sous M. Jalali, appuierait le président – il contrôlait la FRR de la police, mais les forces de police municipales resteraient vraisemblablement neutres (la DNS allait fort probablement prendre le parti du coup d'État, étant dominée par les Tadjiks). La garde présidentielle, formée du 3^e Bataillon de l'Armée nationale afghane, était considérée comme loyale, alors que les unités de l'Armée afghane s'exerçant à Pol-e-Charki seraient fort probablement du côté de l'Administration transitoire. Le problème était que le général (Gén) Zemeray, commandant de la Brigade de l'Armée afghane, était un ancien protégé de la faction ennemie. Les unités des milices pachtounes (corps de Kaboul sous le commandement de Sher Alam Ibrahimi) étaient considérées comme loyales à l'Administration transitoire. Les planificateurs de la KMNB ne savaient pas très bien ce que ferait la FOIM-180⁴⁷. Le détachement des États-Unis chargé de la sécurité du président Karzaï entretenait de bonnes relations avec des éléments des forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) et ne communiquait qu'avec les Canadiens. Il ne faisait confiance à personne d'autre⁴⁸.

L'autre partie du plan consistait à mobiliser les trois bataillons de la KMNB, puis à déplacer la compagnie canadienne de VBL III ainsi que le gros des deux autres compagnies canadiennes vers le quartier général de la FIAS à la faveur de la nuit⁴⁹. Cette FRR serait prête, sur ordre, à établir une ceinture de protection autour du palais présidentiel. Les Compagnies Para, November et Charles, se démenant pour respecter les délais, se déployèrent en petits groupes, à partir de Kaboul Ouest en passant par les défilés jusqu'à la grande enceinte du quartier général de la FIAS, où ils arrivèrent à 0600, le 17 septembre⁵⁰.

Au besoin, le Bataillon français tiendrait le KAIA, tandis que le Bataillon allemand et le reste du 3^e Groupe-bataillon du RCR couvriraient les abords du palais présidentiel : les Allemands au nord-est dans le DP 1; les Canadiens et la compagnie britannique au sud-est et au palais proprement dit. Les canons légers canadiens couvriraient tout⁵¹ (voir la figure 4-8).

Pendant ce temps, le Mgén Leslie découvrit, en communiquant avec ses homologues étasuniens, l'existence d'un plan pour que des aéronefs de la Force aérienne des États-Unis, y compris un bombardier B-1 et une unité d'hélicoptères d'attaque AH-64 des Forces aériennes des États-Unis, exécutent une démonstration de force aérienne. Les hélicoptères tournoyèrent au-dessus de la ville pendant la nuit et des bangs supersoniques furent entendus partout. À l'aube, le Mgén Leslie invita le Gén Bari Ali, bras droit de Fahim Khan, au quartier général de la FIAS pour une tasse de thé. Le Mgén Leslie veilla à ce que le Gén Ali voie, en chemin pour se rendre au café, les VBL III et les Coyote alignés, les munitions étalées, les soldats répétant la procédure de combat et les baïonnettes en préparation. Pas un mot ne fut dit. « Aucun doute ne fut permis quant au coût que représenterait une telle entreprise » [Traduction], déclarerait plus tard le Mgén Leslie⁵².

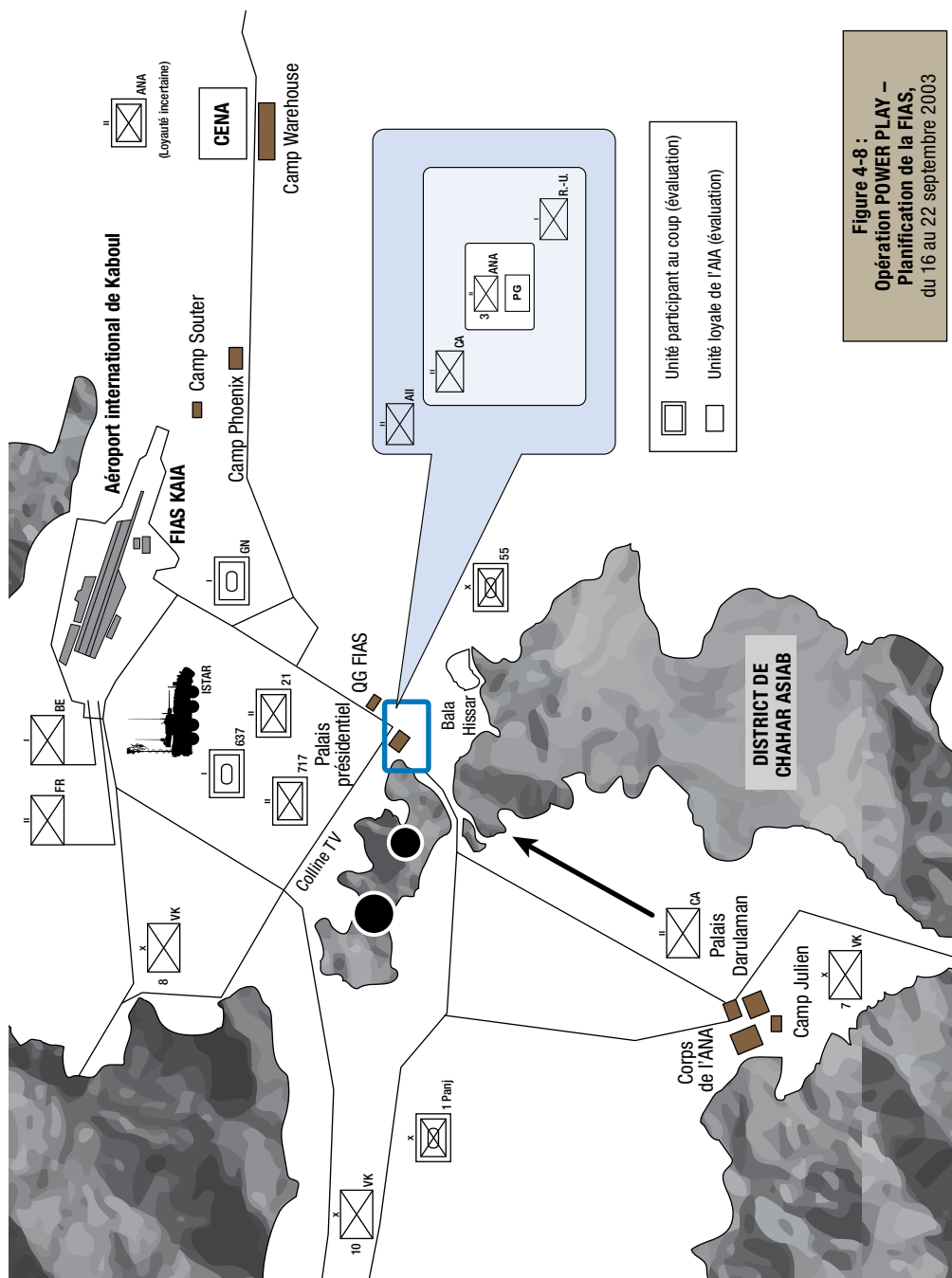


Figure 4-8 :
Opération POWER PLAY –
Planification de la FIAS,
 du 16 au 22 septembre 2003

Figure 4-8 : Opération POWER PLAY – Planification de la FIAS, du 16 au 22 septembre 2003

La Compagnie ISTAR surveillait maintenant sept complexes des AMF. Les véhicules UAV LUNA allemands étaient constamment dans le ciel pendant que les équipes de GE canadiennes et allemandes se tenaient prêtes selon un niveau d'alerte élevé. Les détachements d'officiers observateurs avancés canadiens déterminèrent des cibles dans les enceintes afin que les canons puissent les bombarder au besoin. Une attention particulière fut portée à la 55^e Division d'infanterie et au 717^e Régiment d'infanterie, tous deux basés dans le DP 1, directement au centre de la ville⁵³. Les chars tadjiks qui commençaient à se déplacer à l'intérieur de leurs enceintes s'arrêtèrent soudain, pour retourner à leurs places de stationnement. Aucun autre mouvement ne fut observé.

L'Op POWER PLAY fut maintenue pendant les neuf jours suivants, avant d'être levée le 21 septembre 2003. Le coup d'État avait été contrecarré sans qu'un coup de feu ne soit tiré et sans que personne ne meure. Pour l'heure, l'Administration transitoire afghane était sauvée et une autre guerre civile évitée. Le chef de police de Kaboul fut renvoyé pour son rôle dans la saisie des terres, tandis que le président Karzaï se penchait avec plus de soin et d'intérêt sur ce que l'on appelait par euphémisme la « réforme du ministère de la Défense nationale ».

Désarmement, démobilisation et réintégration; entreposage d'armes lourdes; expansion de la FIAS

Avec les opérations de sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle, le plus important projet auquel les soldats canadiens eurent participé pendant l'année 2003 fut le programme de Démobilisation, démilitarisation et réintégration, mis sur pied pour démobiliser les AMF ayant prêté allégeance à divers détenteurs de pouvoir. Non seulement le programme joua-t-il un rôle central dans la stabilité à court terme de Kaboul, mais il eut aussi des implications stratégiques dans le reste du pays. De plus, les retombées du processus allaient avoir une influence sur les rôles, missions et opérations du Canada en Afghanistan pour la décennie suivante. Par conséquent, la complexité du programme de DDR et ses imbrications méritent d'être abordées ici en détail, en raison de la façon dont ils allaient s'enchevêtrer avec plusieurs autres problèmes.

L'idée d'un processus de DDR dans le cadre d'un armistice n'est pas nouvelle. En Bosnie, le retrait des armes lourdes de Sarajevo en 1995 fut considéré comme un précurseur du processus de paix de Dayton. L'entreposage des armes lourdes, c'est-à-dire leur regroupement dans des dépôts sous la garde de la communauté internationale, ainsi que la démobilisation des armées dans toute la Bosnie furent exécutés par la Force de mise en œuvre dirigée par l'OTAN en 1996, puis contrôlés par la Force de stabilisation après 1997. Un ajout fut apporté à ces processus de stabilisation au Kosovo, à savoir le concept d'« accord militaire technique », selon lequel les forces belligérantes s'engageaient officiellement à mettre graduellement en œuvre le processus de DDR sous la surveillance de la force de stabilisation internationale.

Un programme semblable avait été mis sur pied pour l'Irlande du Nord. Presque tout le commandement de la FIAS et la plupart des soldats avaient une expérience de ces processus dans les Balkans et en comprenaient l'importance, particulièrement les officiers canadiens.

L'Accord de Bonn de 2001 établissait une entente technique militaire à Kaboul, mais il n'était pas mis en œuvre par la communauté internationale. Cet accord n'était pas un traité de paix; il s'agissait d'un accord entre les détenteurs de pouvoir pour la stabilisation et la reconstruction du pays sous un nouveau gouvernement. La FIAS n'était pas une force de maintien de la paix; sa raison d'être était le soutien de l'Administration transitoire afghane. En théorie, l'Alliance du Nord et l'Administration transitoire étaient toujours en conflit avec les talibans et Al-Qaïda. Les moyens de faire appliquer un accord militaire technique n'existaient tout simplement pas en 2002 ou 2003. Cela dit, le président Karzaï appuya entièrement le processus de DDR et prit, en janvier 2003, un décret présidentiel ordonnant que le ministère de la Défense et l'ONU démobilisent les formations et unités des milices afghanes. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Afghanistan, administré par la MMANU), qui comptait le processus de DDR parmi ses programmes, fut chargé de financer le processus de DDR et de le mettre en œuvre en partenariat avec l'Administration transitoire afghane. Pour ce faire, on misa sur le programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, établi en avril 2003. Le Japon avait fourni des fonds et était aussi censé assurer une forme de commandement, mais, en août 2003, l'incompétence d'un conseiller militaire de l'ONU à Kaboul combinée au manège bureaucratique du Japon pour éviter la responsabilité de faire quelque chose exigeant un travail concret ou pour éviter d'assumer tout élément de risque, suscita un fort mécontentement à la FIAS et à la FOIM-180. Les Japonais déclarèrent qu'ils n'affecteraient aucuns fonds au projet avant que le ministère de la Défense ait été constitué. Absolument rien n'avait été accompli⁵⁴.

Comme nous l'avons vu précédemment, le Mgén Leslie et son état-major avaient déjà établi un plan de campagne pour la FIAS, dont le programme DDR était un élément crucial. À la mi-août 2003, le Mgén Leslie rencontra l'ambassadeur britannique et le commandant de la FOIM-180 afin de relancer le processus de DDR. Tous les participants reconnurent que le désarmement des milices était essentiel à l'établissement de la légitimité de l'Administration transitoire afghane à Kaboul, mais tous voyaient que le processus devrait en définitive être élargi à l'ensemble de l'Afghanistan. Le Mgén Leslie se chargea des aspects militaires de la mise en œuvre, en utilisant les plans de campagne canadiens établis plus tôt au cours de l'année.

Pour le Mgén Leslie et les planificateurs canadiens, il était évident que tout ce qui pouvait être fait pour réduire ou éliminer le pouvoir parallèle améliorerait les chances de survie de l'Administration transitoire. Les Étatsuniens et les Canadiens de la FIAS établirent des relations de travail informelles tout en maintenant la MANUA et les Japonais à la tête du programme de DDR⁵⁵.

Pour que ce projet réussisse, des relations devaient impérativement être établies, non seulement entre les Afghans, mais aussi entre les membres de la communauté internationale lorsqu'il fut devenu évident que l'ONU était incapable d'opérationnaliser le processus de DDR et l'entreposage des armes lourdes. L'ambassadeur canadien Chris Alexander joua alors un rôle considérable, travaillant de concert avec le Mgén Leslie. Le fait d'avoir réuni les parties intéressées de la communauté internationale autour d'une même table et les responsables du ministère de la Défense nationale de l'Afghanistan autour d'une autre, d'avoir réuni les ressources nécessaires, puis d'avoir établi des liens entre les deux groupes pour faire avancer le DDR fut une réalisation importante pour les deux hommes, particulièrement dans le contexte de Kaboul en 2003.

Il est essentiel de noter ici que le Mgén Leslie, et encore moins Chris Alexander, n'aurait été en mesure d'exercer une telle influence sans la présence du 3^e Groupe-bataillon du RCR, de la Compagnie ISTAR et du commandement canadien de la KMNMB et sans la capacité d'offrir un soutien logistique à ces forces. C'est la synergie établie par les unités canadiennes, non seulement par leur présence à Kaboul, mais aussi par leur haut niveau manifeste de professionnalisme et d'efficacité, qui fut le fondement de cette influence, et non pas la simple présence d'une ambassade ou la capacité à distribuer des fonds d'aide au développement par l'entremise d'intermédiaires.

Si le processus de DDR était considéré comme un programme visant l'ensemble du pays, le Mgén Leslie et les planificateurs canadiens se rendirent rapidement compte que le retrait consensuel des armes lourdes de la capitale constituait pratiquement un autre problème à part entière, dont la résolution était nécessaire pour deux raisons : premièrement, un gouvernement légitime devait être établi le plus indépendamment possible de l'influence des milices toujours à Kaboul, dans le cadre de la prochaine Loya Jirga constitutionnelle; deuxièmement, une fois la légitimité de l'Administration transitoire établie dans les faits et non pas seulement en théorie, la démobilisation des armées des milices à l'extérieur de Kaboul serait en principe progressivement plus facile, particulièrement si elle s'accompagnait d'une solide campagne d'information. L'interrelation entre ces deux raisons ayant été établie, le problème devint l'opérationnalisation. L'ONU n'avait pas les ressources requises pour inventorier les armes lourdes et les entreposer où que ce soit, encore moins dans la capitale. Le processus de DDR visait essentiellement les soldats des milices, et non pas leur équipement; lorsque chaque formation et unité eut inscrit ses miliciens auprès du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, on les paya, leur remit un certificat de bons et loyaux services et les envoya chez eux.

CHAPITRE QUATRE



Photo : Auteurs



Photo : Auteurs

CHAPITRE QUATRE



Photo : MDN KA2004-A012D



Photo : MDN KA2004-A010D

Les diverses factions de l'Alliance du Nord étaient équipées de chars, de véhicules de combat d'infanterie, de systèmes de défense aérienne, de lance-roquettes et de pièces d'artillerie classique. Les opérations d'entrepôt des armes lourdes réalisées par la FIAS jouèrent un rôle essentiel dans la réduction de la capacité des AMF à influencer sur le processus politique.

Il y eut ensuite les détenteurs de pouvoir. Comment allaient-ils réagir à la confiscation de leurs chars, de leurs lance-roquettes multiples et de leurs missiles antiaériens? Dans cette partie du monde, la possession de telles armes, peu importe leur état de fonctionnement, était un signe de prestige et d'efficacité. Un commandant afghan pouvait avoir 12 chars, dont cinq étaient des chars « de service », mais en apparence il avait 12 chars, alors que son rival pouvait en avoir sept. Le ministère de la Défense, avec sa seule Brigade de l'Armée nationale, ne pouvait dicter la conduite des formations des milices. En apparence, ces dernières relevaient du ministère de la Défense, mais tous savaient que ce ministère, dont l'effectif était largement tadjik, entretenait des liens particuliers avec les milices tadjikes. La pression constante exercée par le président Karzaï pour une réforme du ministère de la Défense les rendait tous nerveux. Le projet exigeait donc beaucoup de finesse. Un seul faux pas, et la ville pouvait sombrer dans une autre guerre civile.

De fait, la FIAS dirigeait le programme d'entreposage des armes lourdes, et non pas l'ONU. Bien que l'entreposage ait commencé dans le cadre d'un programme distinct, il finit par devenir lié au programme de DDR. Le quartier général de la FIAS désigna et établit trois sites d'entreposage. Le site 1 était la base d'entraînement de Pol-e Charkhi, située de l'autre côté de la route, en face du quartier général de la KMNB. Le site 2 était situé à Chahar Asiab et le site 3, à Paghman, tous deux dans la zone d'opérations canadienne (voir la figure 4-9).

Les unités de la KMNB et celles de l'Armée afghane étaient chargées de repérer et d'aller trouver les formations des AMF dans les unités de leur secteur et d'effectuer le relevé de leurs stocks d'armements. Ensuite, on devait communiquer avec chaque commandant en passant par sa chaîne de commandement, quand celle-ci pouvait être déterminée, par l'entremise du ministère de la Défense, l'informer de ce qui se passait, dresser l'inventaire des armes et établir un calendrier de transport. Des véhicules de transport de charges lourdes et des porteurs de chars transportaient ensuite les armes lourdes aux sites d'entreposage, où, en théorie, le ministère déterminait ce qui pouvait être réparé et réutilisé et ce qui devait être envoyé à la ferraille⁵⁶. Ce fut, selon le Mgén Leslie, « des thés et des dîners interminables, où on les déshonorait presque en leur faisant tenir des parades pour compter leurs soldats et obtenir leurs noms. Lorsqu'on avait obtenu leurs noms et déterminé qu'ils ne faisaient pas partie des niveaux de force proscrits de l'Armée afghane, on retournait sur place une semaine ou deux plus tard, et on disait : "Remettez-nous vos armes. Nous tenons une parade de désarmement"⁵⁷ » [Traduction].

L'entreposage des armes lourdes imposa un grand fardeau à la FIAS. Dès qu'une unité des milices était démobilisée, il fallait prévoir des transporteurs de chars (loués, empruntés ou libérés), des quantités substantielles de diesel pour les alimenter, une escorte armée pour le convoi, des ressources de récupération en cas de panne, un soutien pour les affaires publiques et, au besoin, des chauffeurs. L'ESN canadien pour les premières rotations de l'Op ATHENA offrit un important soutien à l'entreposage des armes lourdes.

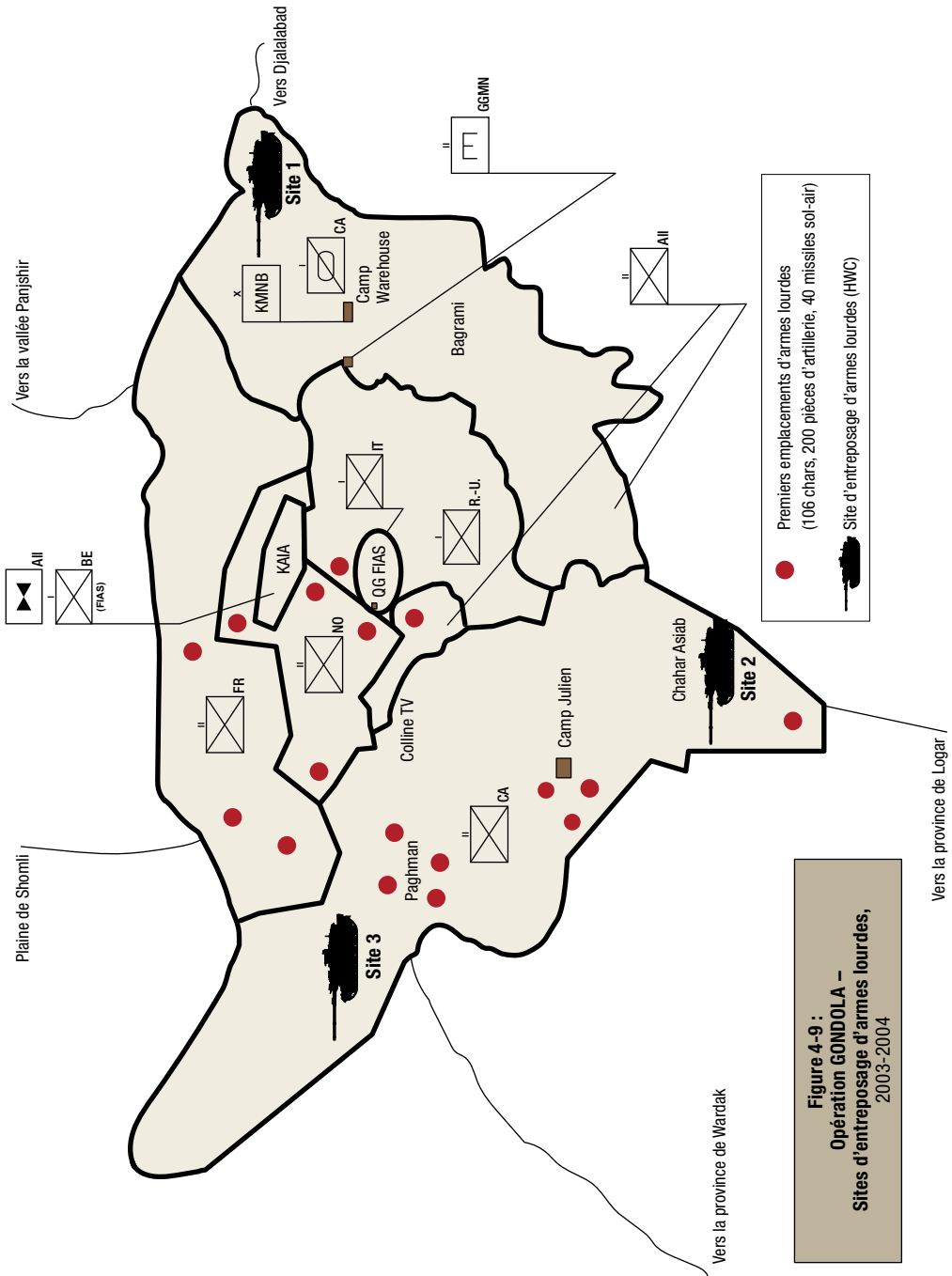


Figure 4-9 : Opération GONDOLA – Sites d'entreposage d'armes lourdes, 2003-2004

Le calendrier d'entreposage des armes lourdes était ambitieux – trop ambitieux, comme on le constata en 2004 alors que le processus était toujours en cours. Il était impossible d'entreposer toutes les armes lourdes de Kaboul avant la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle. Mais un dynamisme psychologique découlant de l'initiative d'entreposage se fit sentir à l'approche de la Loya Jirga. Au besoin, la Compagnie ISTAR pourrait discrètement suivre l'affaire, tandis que l'Armée nationale afghane pourrait renforcer son rôle en matière de sécurité aux yeux du public grâce à des BMP propres, des uniformes resplendissants et une attention médiatique braquée sur elle. Suffisamment d'armes étaient entreposées pour créer l'impression d'une stabilité grandissante à court terme – ce qui suffirait à stabiliser la situation pour que la Loya Jirga constitutionnelle puisse avoir lieu.

Le processus de DDR coïncida alors avec d'autres processus : l'expansion prochaine de la FIAS, le rôle des EPR et les activités de DDR dans les provinces. De nombreux acteurs souhaitant que la FIAS augmente ses activités à l'extérieur de Kaboul, l'idée de deux coalitions internationales distinctes pour l'Afghanistan était de moins en moins sensée. Or, toute forme de fusion entre la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM rencontrait des obstacles importants de tous côtés. De façon générale, de nombreux membres européens de l'OTAN ne voulaient pas participer aux activités de « contre-insurrection » dirigées par les États-Unis et préféraient faire partie d'une force de stabilisation, même si les deux étaient autorisées par mandat de l'ONU. De nombreux gouvernements européens, minoritaires, ne croyaient pas pouvoir survivre politiquement en étant publiquement impliqués dans une « guerre » où il était question de « tuer » des gens. Pour eux, il était impératif d'appeler les choses autrement et d'écarter le plus possible la notion de « tuer » de la mission. La France souleva aussi une question secondaire concernant l'opposition européenne à l'action anglo-américaine contre le régime de Saddam Hussein en Irak : accepter de faire partie d'une coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan tout en refusant de participer à une telle coalition en Irak aurait été d'une incohérence un peu trop marquée pour certains⁵⁸.

Les États-Unis ne voulaient pas de la partie « antiterrorisme » de l'opération, notamment la traque des hauts gradés d'Al-Qaïda, sujette à l'ingérence de certains membres européens de l'OTAN, particulièrement des Français. Nombreux étaient ceux qui croyaient que les Français avaient compromis les opérations spéciales étatsuniennes de recherche de criminels de guerre en Bosnie et qu'ils avaient divulgué au gouvernement de Belgrade des ordres de mission aérienne au cours de l'Op ALLIED FORCE en 1999⁵⁹.

L'impulsion pour l'expansion de la FIAS de l'OTAN vint de plusieurs côtés. Le président Hamid Karzaï et Lakhdar Brahimi en étaient deux partisans. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, la préconisait lui aussi. Des membres du personnel du département d'État américain, y compris l'ambassadeur des É.-U., s'opposèrent à l'expansion et furent mis de côté, comme le fut la direction de la FOIM-180, qui était d'accord avec ces derniers. En effet,

on croyait de plus en plus dans de nombreux cercles « que l'Administration transitoire afghane (ATA) sous le président Karzaï n'allait peut-être pas survivre, politiquement ou physiquement, à moins que la FIAS ne s'étende sur tout le territoire afghan »⁶⁰. La direction de la Commission européenne à Kaboul plaidait elle aussi en faveur de l'expansion. En outre, plusieurs organismes d'aide internationale ne souhaitaient pas collaborer avec l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les États-Unis et voulaient que la FIAS se charge de la sécurité. Nombre de ces organismes croyaient obstinément que la FIAS constituait une sorte de force de maintien de la paix de l'ONU sur laquelle ils pouvaient s'aligner pour s'acquitter de leur travail soi-disant impartial⁶¹.

Mises sur pied par les commandements étasuniens en Afghanistan vers la fin de 2002, les ERP devinrent un enjeu du débat. Leur rôle consistait à étendre l'autorité de l'Administration transitoire aux provinces en offrant des services de base en matière de liaison, de coordination, d'évaluation et de communication. Dans les secteurs où les talibans et leurs alliés étaient actifs, ces équipes étaient aussi chargées d'établir des cibles pour les opérations spéciales et les frappes aériennes. Malheureusement, en plus des problèmes d'effectifs et de la volonté de M. Rumsfeld d'étendre les activités de la FIAS, les États-Unis souhaitaient que des alliés prennent la direction de certaines des équipes. Au même moment, le concept des ERP fluctuait; certains les voyaient comme un point de convergence pour la prestation de l'aide à la reconstruction, en plus de leurs fonctions courantes. Alors que l'on tentait de déterminer pourquoi et comment elles seraient employées et qui les dirigerait, l'idée que les ERP pourraient jouer un rôle dans le désarmement et la démobilisation prit forme.

Soit dit en passant, certains membres de la FIAS de l'OTAN (particulièrement l'Allemagne, mais aussi le Canada plus tard) estimaient que les ERP faisaient partie d'une stratégie de sortie pour retirer leurs forces de Kaboul, ce qui donna lieu à des discussions bilatérales entre l'Allemagne et la FOIM-180 sur la prise en charge de l'ERP de Kondoz. L'idée que l'équipe de Kondoz puisse aider au désarmement et à la démobilisation fut soulevée par les États-Unis autour de cette période, de sorte qu'il est difficile de dire ce qui est survenu en premier : l'œuf ou la poule.

La question restait entière : qui commanderait les ERP? La FIAS? L'Op ENDURING FREEDOM (OEF)? Un commandement commun de la FIAS et de l'OEF? Tous les facteurs mentionnés ci-haut entrant en ligne de compte, la réponse ne pouvait être simple ni preste. Nombreux étaient ceux qui voulaient étendre les activités de la FIAS, mais avec les forces d'autres nations plutôt qu'avec les leurs. La question culmina en octobre 2003 lorsque la FIAS informa l'OTAN qu'elle ne s'étendrait pas au-delà de Kaboul si l'OTAN ne trouvait pas de forces suffisantes pour assurer la rotation du commandement au KAIA. En outre, il était nécessaire d'obtenir une modification du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU pour la FIAS avant que quiconque puisse sérieusement envisager une expansion. La chose fut faite assez rapidement à la mi-octobre dans les cercles de l'OTAN,

puis au Conseil de sécurité de l'ONU après que les Chinois eurent appuyé l'initiative. Le 13 octobre 2003, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 1510 demandant l'expansion de la mission de la FIAS au-delà de Kaboul. Mais personne ne voulut engager de forces, sinon les Allemands à Kondoz⁶².

Il fut quelque peu ironique de voir le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld faire l'éloge de la FIAS lors d'une visite et déclarer que la FIAS sous la direction de l'OTAN était « tout à fait appropriée » pour l'Afghanistan. L'approche de la FIAS à Kaboul était grandement influencée par la participation de l'OTAN à la Force de protection de l'ONU, aux forces de mise en œuvre et de stabilisation, à la Force pour le Kosovo et à l'intervention en Macédoine, des initiatives que M. Rumsfeld avait si ardemment souhaitées au début de son mandat de secrétaire à la Défense⁶³. En revanche, sa moquerie à propos de la « vieille Europe » était justifiée compte tenu des énormes efforts consacrés à ergoter sur les détails et à ménager les susceptibilités relativement à l'expansion de la FIAS. Les nations européennes, avec leurs millions d'habitants (plus d'un million de militaires) et leurs milliards de dollars, n'étaient pas en mesure de trouver 500 militaires pour gérer l'aéroport international de Kaboul. En outre, avec toute son expérience du maintien de la paix et du désarmement, l'ONU n'était pas en mesure de gérer un programme de désarmement et de réintégration. Comment les deux institutions pourraient-elles gérer une campagne de terrorisme prolongée contre elles et conçue pour contrecarrer leurs activités de stabilisation?

Terrorisme et EEI

Le terrorisme n'était pas une nouveauté quand la KMNB chapeauté par le Canada arriva à Kaboul en août 2003. La FIAS avait été la cible d'attaques à la roquette et de mines depuis sa création. Le premier attentat à l'EEI contre la FIAS avait eu lieu en septembre 2002, mais en mars 2003, les engins étaient devenus plus perfectionnés, comme le montra la découverte du premier engin commandé à distance. En mai 2003, des engins filocommandés étaient déjà utilisés à Kaboul. Les premiers EEI embarqués furent employés en septembre 2002, puis en juin 2003 contre un convoi allemand avec des résultats spectaculaires⁶⁴. Le nombre d'attentats à l'EEI fut relativement faible par comparaison à ce qu'allait connaître les Canadiens dans le Sud de l'Afghanistan après 2005, quoique l'utilisation de ces engins était une chose relativement nouvelle pour les troupes et les commandants canadiens (sans parler des médias et des politiciens)⁶⁵.

Qui et pourquoi? Telle était la question. On trouvait aisément des munitions partout en ville et dans les environs, et nombre de citoyens souffraient de divers troubles mentaux ou éprouvaient un besoin de vengeance. Si aucune organisation ne revendiquait un attentat, il était difficile de conclure que celui-ci constituait un message à la FIAS ou à la communauté internationale de la part de certains groupes ou dirigeants en colère.

Les forces canadiennes à Kaboul avaient affaire à plusieurs organisations cherchant à déstabiliser l'Autorité transitoire, certaines anti-talibanes, d'autres pro-talibanes. La ville abritait des survivants et sympathisants talibans, mais à l'automne 2003, l'insurrection talibane en était à ses premiers balbutiements. En effet, le mollah Omar tenait ses premières chouras entre le milieu et la fin de l'année 2003 – l'une à Peshawar et l'autre à Quetta, au Pakistan. Celle de Quetta allait devenir la structure de commandement de l'insurrection qu'affronta le Canada de 2005 à 2011 dans le Sud, alors que celle de Peshawar constitua l'un des adversaires à Kaboul et dans les provinces environnantes. Au début du mois de septembre 2003, le centre canadien du renseignement de toutes sources (CRTS) et la Compagnie ISTAR recevaient presque quotidiennement des rapports d'activités associées aux talibans. Ces rapports, provenant surtout du district de Chahar Asiab et de la province de Logar, contenaient de multiples avertissements relativement au déploiement d'EEI embarqués. Certains rapports indiquaient aussi que Anwar Dangar, ancien commandant de l'Alliance du Nord et associé de Fahim Khan qui avait fait défection pour rejoindre les talibans et qui figurait parmi les talibans les « plus recherchés », faisait du recrutement pour la cause talibane dans l'ouest de Kaboul⁶⁶.

À cette époque, la menace terroriste la plus importante pour la FIAS n'était toutefois pas les talibans proprement dits, mais plutôt l'organisation fondamentaliste HiG, dirigée par Gulbuddin Hekmatyar. Le HiG fut l'un des premiers groupes djihadistes anticommunistes des années 1980 à avoir la faveur des services de sécurité pakistanais. Le HiG fut l'instigateur de la plupart des violences à Kaboul en 1992 et 1993, après que Gulbuddin Hekmatyar eut été exclu des ententes de partage du pouvoir conclues après la défaite du régime Najibullah. Il prit le parti des talibans après 1996 et devint un adversaire de l'Alliance du Nord, notamment du moudjahid Ahmed Shah Massoud, son rival des années 1980. Si le HiG était principalement pachtoune sur le plan ethnique, il comptait de nombreux sympathisants à Maidan Shar, dans la province de Wardak, ainsi que dans le Sud, dans la province de Logar.

Le HiG était considéré comme responsable de la plupart des activités terroristes contre la FIAS à la fin de 2002 et dans le cours de 2003. Par conséquent, l'organisation attira beaucoup l'attention de diverses forces antiterroristes basées en Afghanistan, celles de la FIAS, entre autres, particulièrement à la suite de l'attentat à la bombe contre un autobus allemand en juin. Ainsi, les forces de sécurité afghanes, avec le soutien de la FIAS et d'autres éléments de la coalition, furent en mesure d'arrêter un certain nombre de chefs de cellules du HiG à Kaboul le 19 août, le 31 août et le 26 septembre 2003. Elles manquèrent de peu le cerveau de l'attentat, un certain Mamor Malang⁶⁷. La raffe du 31 août fut importante en ce sens qu'elle donna lieu à la capture d'un commandant du HiG appelé Mohammad Qalamuddin (dit Qalam), qui avait été l'un des commandants du HiG dans le district de Sarobi dans les années 1980. La Compagnie ISTAR canadienne localisa et traqua Qalam; la compagnie

d'infanterie britannique établit un cordon et la DNS l'arrêta ainsi que trois complices. Du matériel de fabrication d'explosifs et des armes furent trouvés en sa possession⁶⁸.

Gulbuddin Hekmatyar, personnage impitoyable mais politiquement rusé, voulait désespérément redevenir l'acteur qu'il croyait avoir déjà été sur la scène politique afghane. Il était prêt à toutes les alliances pouvant servir ses ambitions. Le HiG, qui avait des représentants auprès de la choura du mollah Omar à Peshawar, exploitait des installations d'approvisionnement, de recrutement et d'entraînement dans le nord-ouest du Pakistan. Certains pensaient de lui qu'il était un élément des services de sécurité pakistanais, envoyé pour créer des remous à Kaboul et entraver le processus de stabilisation de l'Administration transitoire afghane. En réalité, les talibans mettant sur la touche le HiG en tant que principale ressource pakistanaise, la situation incita probablement M. Hekmatyar à montrer de quoi il était capable et à sauver la face⁶⁹. Un jour, l'un de leurs fabricants de bombes se fit exploser par accident en préparant un engin qui était destiné à tuer le président Karzaï; d'autres ratés d'allumage furent aussi soupçonnés. À la fin du mois de septembre 2003, la FIAS avait reçu des rapports indiquant que le mollah Omar était contrarié de l'inefficacité du HiG et qu'il avait eu, avec Gulbuddin Hekmatyar, une confrontation dont le but était de le motiver⁷⁰.

Le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger et ses conséquences, 2 octobre 2003

Les avertissements de plus en plus nombreux concernaient l'éventuel déploiement d'EEI embarqués et commandés à distance sur les principales routes de service de la FIAS entre le Camp Warehouse, l'aéroport de Kaboul, le quartier-général et le Camp Julien. La Compagnie de police militaire de la KMNB, en collaboration avec la Compagnie ISTAR, prépara l'opération de contingence AEGIS, qui devint ensuite l'Op BASEBALL. Cette dernière établissait des miradors à découvert et d'autre camouflés sur les itinéraires d'approvisionnement pour tenter de repérer des cellules EEI posant des engins ou de repérer des véhicules suspects. L'idée était de décourager les activités ennemies, d'identifier les acteurs lorsque ceux-ci se plaignaient du peu d'occasions s'offrant à eux, puis de les suivre jusqu'à leurs chefs.

Dans Kaboul Ouest, le 3^e Groupe-bataillon du RCR poursuivait ses opérations-cadre dans les DP. En outre, le Lcol Denne restait préoccupé par les régions rurales des districts ouest et leurs liens avec les itinéraires dans les vallées menant à la province de Wardak à l'ouest et à la province de Logar au sud. Un certain nombre de problèmes se posait. Premièrement, la FIAS n'avait pratiquement pas patrouillé dans ces secteurs avant l'arrivée du 3^e Groupe-bataillon du RCR, de sorte que l'on savait peu de choses sur ceux qui s'y trouvaient, ce qu'ils faisaient et ceux qu'ils soutenaient. Deuxièmement, les terroristes, les trafiquants de drogue ou les opposants à l'Administration transitoire afghane ne reconnaissaient pas la frontière artificielle délimitant la zone d'opérations de la FIAS.

Le RCR monta l'Op WOLVERINE afin de recueillir des renseignements sur ces régions. WOLVERINE était séquentielle : le district ouest était divisé en sous-secteurs, de A à E. Le peloton de reco, doté d'un officier observateur avancé, d'un contrôleur aérien avancé et d'un membre du Génie, patrouilla dans ces régions dans le but de montrer la présence de troupes. L'Op WOLVERINE fut suspendue, pendant que l'Op POWER PLAY était au centre des activités, avant de reprendre pleinement son cours. L'Op GRIZZLY, quant à elle, fut essentiellement un prolongement de WOLVERINE⁷¹. Un certain nombre de vallées et de creux au sud-ouest du Camp Julien retinrent l'attention, notamment la vallée de Jowz. Les patrouilles du 3^e Groupe-bataillon du RCR parcoururent les localités afin d'y recueillir des renseignements, tandis que les équipes de la COCIM examinaient la possibilité d'étendre les projets d'aide aux populations de ces régions. Dans ces lieux sauvages et désolés, les populations se clairsemaient à mesure que les patrouilles s'éloignaient de Kaboul. Les chemins, non pavés, se résumaient bien souvent à des sentiers de chèvres.

Le 2 octobre 2003, un véhicule Iltis canadien fut touché par une explosion lors d'une patrouille dans la vallée de Jowz. Le Sgt Robert Short et le Cpl Robbie Beerenfenger furent tués et trois autres soldats furent blessés. Alors que les médias s'affairaient à affirmer que l'Iltis n'était pas un véhicule adapté à la patrouille, le contingent canadien pleurait la mort de deux soldats. Les experts en NEM du 24^e Escadron de campagne se rendirent sur les lieux de l'explosion pour déterminer ce qui s'était produit. Ils établirent qu'au moins une mine antichar TM-57 soviétique ainsi qu'un autre engin avaient détruit l'Iltis et tué les membres de l'équipage. L'engin se trouvait dans une ornière sur la route. Les membres du Génie avaient précédemment vérifié la route, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'une route connue. La veille, une ambulance Bison et un camion du Génie avaient parcouru la route du sud au nord; un LAV III, une ambulance Bison, un camion du Génie et deux véhicules Iltis l'avaient aussi parcourue précédemment. Les membres du Génie conclurent que la mine avait été placée entre les passages des convois et qu'il ne s'agissait pas d'une ancienne mine⁷².

Les meurtres furent présentés comme le résultat d'une « explosion de mine » afin d'atténuer le tollé pendant que l'on tentait de démêler les motifs inextricables de l'attentat. Le Sgt Short et le Cpl Beerenfenger furent victimes d'un meurtre à forfait orchestré par le HiG. Les assassins avaient été payés entre 5 000 et 10 000 \$. L'une des théories était que les patrouilles canadiennes accrues dans les districts ouest avaient perturbé le trafic de drogue et que l'attentat était un avertissement aux Canadiens. Une autre théorie voulait que l'attentat eût été commandé par quelqu'un des AMF qui ne voulait pas que les unités des AMF soient démobilisées. Si, en principe, il existait encore une menace à Kaboul, les AMF ne seraient pas démobilisées. Selon une troisième théorie, l'attentat était attribuable à ceux qui étaient à l'origine de la tentative de coup d'État et qu'il s'agissait d'une revanche contre l'Op POWER PLAY. Le Mgén Leslie conclut, à titre personnel, que l'attentat était prémédité et politiquement motivé et que les meurtriers avaient été payés⁷³.



Photo : MDN KA2003-A358D

La gigantesque chargeuse frontale Zettelmeyer était certifiée apte aux opérations de déminage dans certaines conditions. Celle-ci est tombée sur une mine lors du déminage sur une route de Kaboul Ouest.

Le Lcol Denne voulut organiser une mission de déminage, l'Op OVERTHROW, dans la vallée de Jowz, afin de montrer que le Canada allait maintenir le haut du pavé psychologique et qu'on ne le dissuaderait pas de patrouiller dans les districts ouest. L'Op OVERTHROW embusquait la nuit des équipes de reco pour observer la vallée. Puis, le Génie déminait la route pour le passage de la Compagnie Para et la Compagnie Québec. La partie secrète de l'opération se déploya le 7 octobre 2003. Mais l'effort principal de l'Op OVERTHROW était toujours repoussé en raison d'autres activités dans la ville. Puis, le 29 octobre, quand les membres du Génie allèrent déminer l'itinéraire, un véhicule de terrassement blindé Zettelmeyer frappa une mine qui le mit hors service et ébranla son conducteur sans toutefois le blesser gravement. L'Op OVERTHROW fut suspendue⁷⁴.

Le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger incita le 3^e Groupe-bataillon du RCR à revoir ses dispositions et son équipement. Une demande fut reçue pour le déploiement de plus de transports de troupes blindés Bison à huit roues, tandis que les compagnies dotées de véhicules Iltis étaient limitées aux chemins compactés dans la ville. La Compagnie Charles, avec ses véhicules LAV III, prit le relais dans les districts ouest, mais dans une certaine mesure seulement, étant donné que ce type de véhicule serait aussi requis dans la ville au cas où d'autres troubles surviendraient avec les milices⁷⁵.

La traque des responsables des meurtres était maintenant lancée, mais il faudrait du temps pour établir leur identité exacte. Avant les meurtres du 2 octobre, la FIAS avait été informée d'une opération conjointe du Royaume-Uni et des États-Unis visant les chefs

du HiG, une coïncidence que la FIAS allait exploiter. Au cours de la nuit du 7 octobre, des données de renseignement utiles furent obtenues relativement au lieu où pouvait se trouver Abu Bakr, commandant principal du HiG dans la région de Kaboul (qui était tadjik, soit dit en passant). L'information fut transmise au quartier général de la KMNB et la Compagnie ISTAR déploya des ressources pour observer l'endroit, lequel se trouvait dans la zone d'opérations britannique. Quand le service de police de la ville de Kaboul fut alerté, la compagnie du Royaume-Uni forma le cordon extérieur, la police afghane investit les lieux et Abu Bakr fut arrêté⁷⁶.

La FIAS resta à l'affût de toute information sur l'attentat du 2 octobre. Une source indiqua qu'Anwar Dangar était impliqué et qu'il aurait transporté des mines dans les districts ouest à la fin du mois d'août pour les utiliser contre des cibles de la FIAS⁷⁷. Toute affaire cessante ou presque, le 3^e Groupe-bataillon du RCR se mit en chasse de tout ce qui pouvait être relié au HiG dans sa zone d'opérations. Le 14 octobre, des sources locales établies par le personnel canadien indiquèrent que M. Dangar se trouvait dans le village de Chaki Wardak pour y rencontrer trois commandants subalternes talibans. Un agent taliban qui avait transporté des détonateurs télécommandés et les avait distribués aux insurgés y rencontra Anwar Dangar⁷⁸. Puis, le 28 octobre, des équipes du renseignement humain et le CRTS canadien traquèrent les responsables de l'attentat dans la province de Logar, qui se trouvait malheureusement à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS⁷⁹. Le rôle de M. Dangar était désormais moins qu'évident.

Le problème était que les ressources du 3^e Groupe-bataillon du RCR et de la KMNB n'étaient pas infinies. Le Lcol Denne dut trouver un juste équilibre entre la mise sur pied d'une opération contre-insurrectionnelle rurale prolongée comme mesure de protection de la force et le maintien des patrouilles urbaines pour assurer la stabilité du district, tout en tenant à l'œil les milices de Sayyaf. L'Op FOXHOUND, l'opération intensifiée des DP 5 et 14, suspendue en raison de l'Op POWER PLAY, était maintenant en suspens en raison de l'Op OVERTHROW. Une personne d'intérêt semblait être au centre des événements, mais il pouvait y en avoir d'autres. Le Groupe-bataillon devait-il porter son attention uniquement sur Anwar Dangar? Ou la Compagnie ISTAR devait-elle le faire? Combien de militaires de la Compagnie ISTAR devait-on affecter à une telle opération? Le Lcol Denne et son personnel allaient continuer à réfléchir à la répartition de leurs effectifs pendant les mois d'octobre et novembre, à l'approche de la Loya Jirga constitutionnelle⁸⁰.

La capture d'Abu Bakr eut d'autres répercussions. La DSN, fâchée parce que la police avait participé à l'opération, tenta de brouiller les pistes en affirmant que l'homme capturé n'était pas Abu Bakr. Des sources de la FIAS indiquèrent que le HiG préparait des représailles contre la FIAS pour l'arrestation de Bakr. Le HiG et les talibans organisèrent subséquemment une campagne de propagande contre l'Administration transitoire et la FIAS dans les

mosquées de Kaboul, ce qui n'avait pas été prévu par les Opérations d'information de la FIAS, ces dernières n'ayant pas pensé que les institutions religieuses pouvaient servir de canal d'information. Par conséquent, le Bgén Devlin commença à rencontrer régulièrement les chefs religieux de la ville afin d'établir des relations et de contrer les messages des insurgés⁸¹.

Au début de novembre 2003, une source britannique (ne faisant pas partie de la FIAS et ne participant pas à son processus) informa le Mgén Leslie que des renseignements étaient disponibles au sujet des déplacements futurs des tueurs du 2 octobre. Il était possible qu'ils reviennent en ville pour participer à l'opération visant à venger la capture d'Abu Bakr. Le Mgén Leslie demanda au QGDN du Canada l'autorisation de confier la détention aux Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN). Un plan fut établi pour qu'un peloton d'infanterie canadien de la Compagnie Para agisse comme force d'entrée, avec l'appui d'une compagnie de Gurkhas. Étant donné qu'il n'existait pas d'installations de détention canadiennes, les Britanniques se chargeraient des terroristes une fois appréhendés. Cette opération, appelée CUTAWAY, eut lieu à six heures de préavis, le 14 novembre. Une autre opération, VICTOR, impliquant la capture éventuelle d'un membre du HiG à l'ouest des districts ouest par la Compagnie Charles, reçut un préavis de mouvement de huit heures⁸². Le lendemain, les contacts britanniques déterminèrent que leur source était probablement morte. L'Op CUTAWAY fut mise en suspens, en attendant que les cibles réapparaissent⁸³.

Coordination de la sécurité entre la FIAS et l'Administration transitoire afghane

Pour les commandants de la FIAS, les événements relatifs à l'op POWER PLAY illustraient les problèmes qu'entraînait le fait que trop d'armées et trop de détenteurs de pouvoir étaient en concurrence avec l'Administration transitoire afghane, seule organisation à Kaboul dont la communauté internationale reconnaissait la légitimité. Les détenteurs de pouvoir avaient soi-disant accepté cet état de choses en novembre 2001 dans l'Accord de Bonn; or, s'ils respectaient la lettre de l'Accord, ils n'en respectaient pas l'esprit. Le processus de DDR sous la direction de l'ONU et du Japon s'enlisait déjà à l'arrivée des Canadiens en août et, bien que les Français, les Britanniques et les Étasuniens eussent réalisé des progrès dans la formation de l'Armée nationale afghane, celle-ci n'était absolument pas en position de défier les détenteurs de pouvoir et leurs forces mécanisées. Il fallait agir pour relier la nouvelle armée au gouvernement et faire changer d'allégeance les forces des milices, ou les convertir, afin qu'elles ne puissent être utilisées pour appuyer des structures de pouvoir parallèles, non seulement à Kaboul, mais dans tout le pays.

Le problème concernait les dispositions relatives au commandement et au contrôle pour le ministère de la Défense afghan. Au début de la mission canadienne à Kaboul, le « ministère de la Défense » était un terme pratique désignant tout un groupe de généraux

de milices afghanes, leurs forces et leurs bienfaiteurs. Quand Hamid Karzaï défia ces personnes sur la question de « l'appropriation des terres » en septembre, il décida de réformer ce ministère dans le but de prévenir toute insubordination future en réduisant le nombre de commandants tadjiks. Certains craignirent que l'établissement d'un « équilibre ethnique » ne ralentisse encore plus le processus de DDR; un détenteur de pouvoir de la province de Parwan ruait déjà dans les brancards, prévenant qu'il ne se laisserait pas confisquer ses armes sans rien dire⁸⁴.

Au même moment, le ministre Jalali éprouvait des problèmes avec le ministère de l'Intérieur. Ce dernier avait-il autorité sur la DNS? Dans quelle mesure avait-il l'obéissance ou la fidélité des commandants des districts de police de Kaboul? Il n'existait apparemment rien de semblable au programme de DDR pour les forces de police.

La Loya Jirga constitutionnelle à venir allait nécessiter un énorme déploiement de sécurité pour la protéger de toute ingérence externe. Les opérations de sécurité devaient avoir une image afghane, sans quoi l'impression que M. Karzaï était un pantin de la communauté internationale aurait été exploitée par tous. Toutes les personnes impliquées dans le processus le comprenaient. En réunissant les dirigeants des forces de sécurité afghanes à l'ONU et à la FIAS, on parviendrait à atteindre les deux objectifs. C'est ainsi que la FIAS proposa gentiment au ministre Jalali qu'il établisse un centre de coordination conjointe de la sécurité⁸⁵. Pendant ce temps, le Mgén Leslie effectuait des visites à Kaboul afin d'obtenir l'appui de divers antagonistes, tandis que le Bgén Devlin faisait de même auprès des gens de la rue. Le 25 septembre, le Centre de coordination conjointe de la sécurité était en activité.

Le 2 octobre 2003, d'anciens officiers des milices organisèrent la première de nombreuses manifestations au bureau du ministère de la Défense pour protester contre leur démobilisation⁸⁶. On ne savait pas très bien si ces manifestations étaient spontanées ou politiquement orchestrées, mais elles suscitaient des inquiétudes non seulement pour la poursuite du processus de DDR, mais aussi à l'égard des tactiques employées par divers détenteurs de pouvoir. La FIAS obtint des renseignements indiquant que des réunions dirigées par MM. Rabbani et Sayyaf avaient été tenues les 26 septembre et 5 octobre. MM. Abdullah, Bismillah Khan, Fahim Khan, Taj Mohammad Wardak et Yunis Qanuni y avaient aussi assisté. Les réunions visaient à organiser une campagne de propagande conçue pour discréditer Hamid Karzaï, puis promouvoir M. Rabbani en tant que prochain chef (fondamentaliste) de l'Afghanistan. Le plan consistait notamment à prendre à partie le processus de DDR, parce que les détenteurs de pouvoir ne voulaient pas perdre le commandement de leurs armées⁸⁷.

On ne peut que spéculer sur la mesure dans laquelle les fondamentalistes parmi ces hommes interagissaient par des intermédiaires avec les fondamentalistes talibans ou du HiG pendant cette période. À l'époque, il était impératif de redynamiser le processus de DDR

afin de réduire la menace du pouvoir militaire, qui pouvait être exercé sur l'Administration transitoire afghane et sur le processus de la prochaine Loya Jirga constitutionnelle.

Hamid Karzaï passa à l'acte et, le 16 octobre, le ministère de la Défense avait été restructuré en y nommant 22 nouveaux dirigeants. Le Gén Abdul Rahim Wardak (un pachtoune) fut nommé sous-ministre, tandis que Bismillah Khan (un tadjik) fut nommé chef d'état-major. Fahim Khan conserva son poste de ministre, mais Bismillah Khan et lui étant des rivaux de longue date, les trois se faisaient contrepoids⁸⁸. La réforme du ministère et les liens établis entre les divers services de sécurité dans la ville faisaient augmenter les chances de succès du processus de DDR et de la Loya Jirga constitutionnelle.

Au moment des premières réussites du ministère de la Défense, la MANUA souleva la question des initiatives pour dynamiser la structure de gouvernance de l'Administration transitoire en se servant de la FIAS. La MANUA se plaignit que des problèmes majeurs persistaient en raison d'un manque de communication et de coordination entre les divers ministères de l'Administration transitoire afghane et de l'absence d'indications claires quant aux implications financières rattachées à la gestion du gouvernement. Au cours de cette réunion, on fit valoir qu'il serait possible qu'un groupe de gestion des politiques prêle main-forte au cabinet afin de déterminer des objectifs stratégiques et coordonner les activités des divers ministères, dans le but de préserver certaines compétences tout en établissant une cohérence générale sur le plan des politiques⁸⁹. La MANUA tenta en vain de mettre efficacement cette idée en application à long terme. D'autres demandaient discrètement de l'aide, comme Abdul Karimi au ministère de la Justice, qui n'obtenait pas des Italiens toute l'aide dont il avait besoin. « Les institutions afghanes ont de plus en plus tendance à requérir les bons offices de la FIAS afin de régler les problèmes de susceptibilités politiques ou d'intervenir lorsqu'elles subissent des pressions politiques auxquelles elles peuvent difficilement résister afin que les projets de réforme puissent suivre leur cours. La FIAS ne devrait pas être poussée dans des dédales politiques internes. Cependant, en étant considérée comme un tiers fiable et efficace, la FIAS peut utiliser son influence pour favoriser les communications interministérielles⁹⁰ » [Traduction]. En 2004, Hamid Karzaï entra en contact avec le contingent canadien de la FIAS pour mettre sur pied une telle organisation. Celle-ci sera finalement déployée en 2005, sous le nom d'Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan.

L'équipe d'entraînement intégrée du Canada et l'Armée nationale afghane

La FO PHOENIX, assurant la direction étasunienne de l'Armée nationale afghane comme pilier de l'Accord de Bonn, fut un élément essentiel de la création d'une armée nationale afghane légitime pour faire contrepoids aux forces des milices. L'organisation était constituée d'instructeurs étasuniens, britanniques et français détachés de leurs contingents

de l'Op ENDURING FREEDOM. La FO Phoenix était commandée par le Groupe interarmées pour les opérations civilo-militaires (CJCMOTF) – un commandement étasunien relevant du Bureau de coopération militaire en Afghanistan (OMC-A) – et ne faisait donc pas partie de la FIAS. Le camp destiné à la 1^{re} Brigade de l'Armée nationale afghane était en construction, à côté du Camp Julien, et la FO Phoenix était à la recherche d'installations pour plusieurs équipes d'entraînement intégrées (ETT) des États-Unis. Le contingent canadien auprès du CJCMOTF reçut alors des États-Unis une demande informelle pour l'hébergement éventuel des équipes d'entraînement au Camp Julien⁹¹. Le Mgén Leslie appuya cette idée afin de simplifier le plan défensif pour le Camp Julien, mais aussi pour améliorer les relations avec les forces étasuniennes en activité dans Kaboul, compte tenu des problèmes de coordination que posait la présence de plusieurs coalitions dans la ville⁹².

Un certain nombre d'autres facteurs concomitants incitèrent le Canada à participer à la formation de l'armée afghane en 2003, ce qui allait paver la voie à l'importante participation du Canada aux équipes de liaison et de mentorat opérationnel au cours de la période 2006 à 2011 et au-delà. Premièrement, les officiers canadiens membres du CJCMOTF souhaitaient recourir au programme canadien d'aide à l'instruction militaire pour appuyer la FO Phoenix. Deuxièmement, les planificateurs à Ottawa, dans leurs discussions avec le Mgén Leslie, envisageaient déjà un plan de sortie pour Kaboul; l'EPR était un pas vers la sortie, mais une participation à la formation de l'Armée nationale afghane pouvait en constituer un autre. Offrir une forme d'aide à la FO Phoenix permettrait au Canada de garder ses options ouvertes en Afghanistan⁹³.

Quand les membres de l'équipe de la FO PHOENIX visitèrent le Camp Julien pour en évaluer les installations de stockage, ils demandèrent de façon informelle si le Canada souhaitait participer aux activités de la FO PHOENIX en y affectant une équipe d'entraînement intégrée qui contribuerait à former la 1^{re} Brigade de l'Armée nationale afghane. Le Col Hodgson trouva l'idée bonne et en fit part au Mgén Leslie, qui se trouvait au beau milieu de l'Op POWER PLAY. La nécessité d'une armée nationale viable fut mise en évidence au cours de ces événements. Une organisation aurait un jour à remplacer les AMF, non seulement à Kaboul, mais dans tout le pays, la formation d'une Armée nationale afghane (ANA) étant un élément essentiel à la viabilité future du gouvernement central. Pour que la sécurité puisse être établie dans tout l'Afghanistan, il faudra que l'Armée nationale afghane devienne une organisation indépendante assurant une présence viable à la grandeur du pays⁹⁴.

Des débats internes eurent lieu. À Ottawa, le personnel du sous-chef d'état-major de la Défense (SCED) ne voulait pas que les commandants sur place prennent au nom du Canada des engagements pouvant avoir de plus vastes implications. L'une des questions étudiées fut

la possibilité que des bataillons de l'Armée afghane (*kandaks*) aient à se déployer à l'extérieur de Kaboul avec leurs instructeurs, soit pour appuyer l'Op ENDURING FREEDOM, soit pour soutenir l'Administration transitoire afghane qui s'apprêtait à exécuter le processus de DDR. On assura Ottawa que la FO Phoenix n'était pas associée à la FOIM-180 et qu'elle ne jouait absolument aucun rôle offensif. Les Canadiens à Kaboul rappelèrent à Ottawa que, de toute façon, le mandat de la FIAS consistait en partie à aider à la formation des unités de l'Armée afghane, et que l'aide du Canada était demandée⁹⁵.

Le SCEMP acquiesça, en indiquant clairement qu'aucune ressource humaine ou financière supplémentaire ne serait envoyée pour appuyer cette initiative. Les ressources devraient provenir de la FO Kaboul. Les commandants canadiens examinèrent la question après avoir demandé l'avis de leurs homologues étasuniens et déterminèrent que 20 officiers et militaires du rang pourraient être affectés à l'initiative. Il y aurait trois mentors par compagnie, quatre compagnies, ainsi que six membres du personnel et deux chefs d'équipe. Le but était de former, instruire et encadrer le commandement du 1^{er} Kandak, 1^{re} Brigade⁹⁶.

L'Équipe d'entraînement intégrée (ETT) canadienne fut formée officiellement le 7 octobre 2003. Ses membres portaient des uniformes DCamC pour condition aride pour les distinguer des membres de la FIAS revêtues d'un uniforme vert et des membres de l'Armée afghane, qui portaient des uniformes de camouflage verts à motifs forestiers. En mettant l'accent sur la formation individuelle et collective, l'ETT canadienne adapta la formation du kandak aux opérations de sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle, et non pas, par exemple, aux opérations mécanisées. À l'occasion, la Batterie F se joignait à l'ETT canadienne pour l'entraînement au tir de mortier. Tous les Canadiens eurent à sa familiariser avec la pléthore d'armes légères et d'armes d'appui soviétiques et chinoises qu'utilisaient les Afghans.

L'ETT canadienne dut s'adapter à la façon dont le 1^{er} Kandak était organisé et dirigé. Constitué en 2002, il comptait environ 360 militaires. Le commandement du bataillon afghan était essentiellement constitué de combattants moudjahidines des années 1980, tandis que certains des soldats avaient servi auprès de l'une ou l'autre des armées des factions à la fin des années 1990. Comme le souligna le capitaine (Capt) Michael Chagnon de l'ETT canadienne, « ils ne suivaient aucune doctrine, aucune tactique normalisée ni aucune norme établie, et avaient été soumis à diverses formations, d'abord auprès des Forces spéciales de la Réserve des États-Unis, ensuite auprès d'instructeurs britanniques, puis auprès d'ETT étasuniennes de la 10th Mountain Division » [Traduction]. Ce fut comme si l'ETT canadienne reprenait tout à partir de zéro. Les Afghans réussirent les exercices de tir avec diverses armes, mais l'interaction avec les sous-officiers et officiers s'avéra difficile. Cela dit, l'ETT canadienne, avec une infinie patience, finit par s'adapter et aider les Afghans à améliorer leur situation et à se préparer à protéger leur nouvel État⁹⁷.

Sur le plan stratégique, la contribution canadienne à la FO Phoenix eut des retombées positives. En effet, chose singulière, le contingent canadien provenait de la FIAS et non pas de l'Op ENDURING FREEDOM, même si la situation allait changer l'année suivante lorsque l'Op ARCHER fut mise sur pied en tant que mission distincte englobant les ETT canadiennes et autres activités canadiennes auprès de l'Op ENDURING FREEDOM. Les états-majors de l'OTAN à l'AFNORTH se félicitèrent d'avoir eu la clairvoyance d'établir un tel accès auprès de la FO Phoenix⁹⁸.

Au cours de cette période, le 3^e Groupe-bataillon du RCR chercha à obtenir une mission semblable auprès de la police afghane locale. Il ne s'agissait pas d'une mission distincte officielle, même si les Allemands avaient la responsabilité de la formation et de l'organisation de la police afghane conformément à l'Accord de Bonn. Le Lcol Denne et son personnel firent observer qu'un meilleur service de police dans la zone d'opérations canadienne aurait un effet positif sur tous les aspects de l'opération, en améliorant la coordination, en augmentant la légitimité et en éloignant la police des détenteurs de pouvoir. Le 3^e Groupe-bataillon du RCR élaborait un plan de formation où chaque compagnie offrirait un cours de six jours pour 20 à 25 agents de la police de Kaboul, dans leurs districts respectifs, avant de poursuivre selon les résultats obtenus. Les cours mirent l'accent sur la gestion des postes de contrôle des véhicules, les fondements de la communication et de l'organisation et la transmission de l'information. Modeste mais efficace, comme dans le cas de la formation de l'Armée nationale afghane, le programme améliorait la sécurité en vue de la tenue prochaine de la Loya Jirga constitutionnelle⁹⁹.

Opérations civilo-militaires : la coopération civilo-militaire, l'Agence canadienne de développement international et le développement

Le peloton de COCIM du 3^e Groupe-bataillon du RCR, nous nous en souvenons, se déploya immédiatement afin d'évaluer la zone d'opérations canadienne. Après deux mois de travail, les équipes découvrirent que presque tous les puits creusés par les organisations d'aide au développement dans les districts ouest étaient à sec. Selon le rapport initial au quartier général de la FIAS, la situation signifiait peut-être un manque de coordination de projet avec les ministères ou organisations concernés¹⁰⁰. En définitive, l'énoncé s'avéra être un énorme euphémisme. Au même moment, les équipes de la COCIM de la Norvège faisant partie du groupe de la COCIM de la KMNB se déplaçaient dans la zone d'opérations canadienne sans en informer le 3^e Groupe-bataillon du RCR. Il y avait un centre de coordination de la COCIM au quartier général de la KMNB. Où était la coordination? Il s'avéra que les rotations précédentes de la KMNB n'avaient fait l'objet d'aucune coordination; le nouveau quartier général de la KMNB entreprit donc de corriger la situation¹⁰¹.

Le principal problème était l'absence d'une séparation précise du travail entre la Brigade et le Bataillon, entre la Brigade et la Force, entre la Force et le gouvernement et entre la force et les organisations non gouvernementales (ONG). Il y avait à Kaboul des centaines d'organisations d'aide; peu d'entre elles tentaient de coordonner leurs opérations avec l'Administration transitoire afghane, s'en tenant à leurs propres activités. Peu souhaitaient coordonner leurs opérations avec la FIAS sur quelque plan que ce fut, opérationnel ou tactique, se considérant « neutres » et considérant la force de sécurité sous le mandat de l'ONU comme un « belligérant ».

L'Administration transitoire afghane, en revanche, travailla pendant toute l'année 2003 à l'établissement d'une approche nationale en matière de développement, une approche qui n'allait pas être annoncée avant un certain temps. Ainsi, même si les organisations d'aide au développement avaient voulu coordonner leurs efforts, il n'y aurait eu aucun endroit où se raccorder, hormis les Nations Unies et ses organismes. Puis il y eut les entités ou les personnalités des Nations Unies qui croyaient qu'elles devaient se charger du développement pour l'Administration transitoire afghane et qui établirent ce qui revint à une « concurrence en matière d'aide » avec l'Administration transitoire.

Même si elle n'était pas nouvelle pour l'Armée canadienne, la COCIM peinait toujours à trouver sa place au sien de l'institution. L'exercice de la COCIM n'était pas une spécialité et les officiers de la COCIM étaient pour la plupart des réservistes formés pour ce type d'activité et réunis en équipes selon les besoins pour chaque mission. Il n'existait aucune unité de COCIM. Nonobstant la prévoyance du Lcol Denne et sa compréhension de l'utilité de la COCIM, d'autres militaires n'étaient pas entièrement convaincus de son efficacité. C'était un domaine qui n'avait jamais vraiment fait partie du programme d'enseignement supérieur de l'Armée de terre. Cette attitude était en partie héritée de la Guerre froide, où la COCIM consistait en une poignée d'officiers du 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada qui, en Allemagne de l'Ouest, payaient pour les dommages causés par les manœuvres de l'exercice FALLEX et buvaient de la bière avec les maires des villages allemands. Au Kosovo, il n'y avait qu'un seul officier de bataillon COCIM auprès du groupement tactique déployé, de même pour l'Op APOLLO.

En revanche, le peloton de la COCIM du 3^e Groupe-bataillon du RCR faisait du travail novateur à Kaboul, avec un peloton complet. En termes clairs, le but de la COCIM était d'établir de bons rapports avec la population locale, puis de créer un contexte où ces gens étaient plus susceptibles d'interagir avec les forces de sécurité et de fournir des renseignements sur les activités antigouvernementales, notamment criminelles et terroristes, ce qui, l'amélioration de la sécurité aidant, leur était aussi profitable qu'aux forces de sécurité. Ces bons rapports s'établissaient en définissant les besoins d'une communauté, en discutant avec les responsables de la communauté de la façon de répondre à ces besoins et en offrant à la population un soutien pour l'aider à régler les problèmes les plus urgents et les plus importants pour la communauté.

La distinction entre les projets de COCIM et l'aide au développement offerte par les organisations internationales, nationales et non gouvernementales était extrêmement floue dans l'environnement de Kaboul, chose qui contrariait les organisations d'aide au développement soi-disant « neutres », qui considéraient que la COCIM était « partielle » et « favorable à la guerre » – le débat sur la neutralité de l'aide au développement en temps de guerre n'était pas suffisamment avancé à l'époque pour faire contrepoids à de tels arguments. Le problème allait se manifester à plus grande échelle lors des débats sur les ERP entre 2003 et 2005.

Cela dit, le peloton de la COCIM fut en mesure de définir et d'établir 74 projets pouvant aider la population et appuyer les mesures de protection de la force dans la zone d'opérations canadienne. Les projets visaient tous des choses essentielles à une communauté : eau potable, locaux et abris pour la police, locaux pour le système d'éducation, fournitures pour les écoles et fournitures médicales pour les services de soins de santé locaux¹⁰². Malheureusement, seuls dix-huit de ces projets avaient été terminés en 2003, parce que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avait bloqué les fonds d'aide.

Cette situation était liée à la question problématique de l'approche du Canada à l'égard de la COCIM relativement à l'aide au développement et au rôle que le développement devait jouer dans la stratégie canadienne pour l'Afghanistan. Comme l'avait illustré l'Op APOLLO, l'ACDI ne souhaitait pas aider le groupement tactique du 3 PPCLI; le 3 PPCLI fut forcé de mener des opérations ad hoc d'aide au développement avec protection de la force autour du KAF. Pour l'Op ATHENA, les choses étaient censées être différentes.

Avant l'Op ATHENA, l'ACDI avait été pratiquement forcée par ses maîtres élus d'affecter des fonds d'aide au développement à l'Afghanistan¹⁰³. Au terme des négociations entre le gouvernement canadien et l'ACDI, un mécanisme alambiqué d'affectation des fonds fut convenu. Une tranche de 250 000 dollars était censée être remise au 3^e Groupe-bataillon du RCR et être dépensée par l'équipe de la COCIM; l'ACDI devait remettre les fonds à l'OTAN, pour ensuite être remis au quartier général de la FIAS¹⁰⁴. Il s'avéra qu'aucun mécanisme administratif n'était en place pour acheminer les fonds canadiens à l'OTAN, à l'AFNORTH, puis à la FIAS. Le personnel de l'OTAN s'étonna grandement de la naïveté collectiviste canadienne et se donna beaucoup de mal pour le faire savoir aux commandants canadiens à Kaboul¹⁰⁵. Pour combler le manque à gagner, le Mgén Leslie ordonna qu'une somme de 300 000 dollars, prise sur le budget de fonctionnement et d'entretien de la FO Kaboul, soit mise à la disposition des opérations de COCIM. Le peloton de COCIM canadien définit et priorisa divers projets, la plupart visant à assurer la protection de la force en engageant des gens sur place, et entreprit de les réaliser. Les médias canadiens désignèrent à tort ces projets comme étant des projets de l'ACDI, ce qui contraria les soldats. Dans un rapport transmis aux autorités canadiennes en septembre, le SCEMD fut informé que « pas un cent n'avait encore été reçu de l'ACDI » en plus d'être averti que lorsque les médias

commenceraient à poser des questions, les Canadiens à Kaboul diraient la vérité et qu'il se pourrait que « des choses se perdent à des échelons sous la haute direction, particulièrement à l'ACDI ». Notamment, « nous n'avons pas le temps d'attendre que l'ACDI à Ottawa approuve chacun des projets. Les sommes en question sont beaucoup trop insignifiantes pour justifier l'actuel processus byzantin et il se pourrait que nous soyons de retour au Canada et que la mission soit terminée avant que l'ACDI nous ait autorisés à dépenser un seul cent¹⁰⁶.

Chose incroyable, certains éléments au QGDN à Ottawa menèrent une enquête pour déterminer s'il était légal d'autoriser que des fonds de fonctionnement et d'entretien soient affectés à des activités de protection de la force par l'entremise de la COCIM. Heureusement, le SCEMD appuya le commandant sur place et fit remarquer aux responsables des finances que les Forces canadiennes n'avaient pas de politique claire sur la COCIM¹⁰⁷.

En octobre, rien n'avait encore été fait. « Je commence à croire que l'idée était très mauvaise », déclara le CmdtA de la FIAS. À la mi-octobre, après le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger et malgré qu'il fut devenu urgent d'établir des rapports avec la population afin d'obtenir des renseignements sur les mouvements de l'ennemi, rien ne se passait encore. Le Mgén Leslie menaça de porter l'affaire à l'attention du premier ministre au moment de sa visite, mais reçut l'ordre de s'en abstenir¹⁰⁸. La situation n'était rien de moins qu'exaspérante. Les Canadiens à Kaboul avaient besoin de fonds pour réaliser une tâche essentielle, des fonds qui avaient été déterminés et affectés, mais auxquels on ne pouvait accéder. La frustration ressentie mérite une citation détaillée :

[Traduction]

Tout ce processus nous fait passer pour des personnages d'un épisode très exagéré de « Yes, Minister ». Le message que je propose de transmettre à l'ACDI est fort simple [...] « Nous, grands primates illettrés, voulons argent pour creuser trous profonds pour avoir eau et réparer écoles brisées pour que gens de la place ne nous fassent pas mal et que nous fassions le bien. Vous donnez argent à nous et nous l'utiliser pour améliorer vie des gens pauvres. Cela rend grand patron du Canada heureux. Cela rend nous heureux. Cela rend les gens de la place heureux. Vous, personnes de l'ADCI, grouillez-vous et donnez-nous petit sac de pièces toute sweet (points supplémentaires pour contenu bilingue) ou nous penser mal de vous pendant très longtemps. » Pour mettre les choses en contexte, nous demandons, et avons été informés que nous allions recevoir, un dixième d'un pour cent des fonds de l'ADCI affectés à l'Afghanistan [...] Il semblerait (à confirmer) que la ministre responsable de l'ACDI ait décidé que l'approbation de chaque projet, peu importe l'ampleur, relevait exclusivement d'elle. Cela pourrait expliquer certains blocages. La situation sera bientôt critique¹⁰⁹ [...]

À la mi-novembre, toujours rien : « Les mots me manquent [...] Le MDN a pour politique d'utiliser la force en dernier recours afin d'imposer la volonté de la nation. Avec l'ACDI, on doit recourir à la force dès le départ afin que la volonté de la nation lui soit imposée¹⁰. » Le représentant de l'ADCI à Kaboul fut remplacé par la dynamique et coopérative Nipa Bannerjee, mais même elle fut incapable de susciter l'intérêt à Ottawa. C'est en janvier 2004 que les choses commencèrent à bouger :

[Traduction]

Le processus n'est plus lourd, il est devenu laborieux. L'image, certes abusive, que l'on pourrait utiliser pour illustrer ces deux institutions négociant ou communicant sur cette question est analogue à celle de deux éléphants qui s'accouplent. Beaucoup de beuglements, de battements d'oreilles, de grognements incompréhensibles et de pauvres témoins piétinés, et voilà, 22 mois plus tard, une chose bruyante, laide et nauséabonde affublée d'un gros nez voit le jour... Lorsque j'aurai un peu de temps pour réfléchir à la question, je tenterai de découvrir l'identité de l'entremetteur qui a donné suite à cette idée saugrenue... Je sais qui a joué ce rôle au QGDN ainsi qu'à l'ACDI. Mais quelque part au MAECI se trouve quelqu'un qui n'a pu s'empêcher de compliquer les choses. Où est mon fusil à éléphant¹¹?

Le ton négatif de la relation entre l'ACDI et les Forces canadiennes, établi très tôt par les dirigeants de l'ACDI, fut maintenu pendant plusieurs années, dès lors que des questions interministérielles canadiennes étaient soulevées. En termes simples, il existait de graves problèmes avec l'ACDI dans le contexte bureaucratique d'Ottawa. Les divers gouvernements canadiens qui s'étaient succédé au fil des ans n'avaient tout simplement pas exercé la direction voulue sur l'ACDI, un ministère dépensant l'argent des contribuables. Les problèmes concernant l'ACDI et le développement en Afghanistan, qui surgirent plus tard dans le conflit, n'étaient pas nouveaux et avaient été notés cinq ans plus tôt en Afghanistan. Ces problèmes allaient plus tard avoir des effets à long terme sur les efforts du Canada à Kandahar.

Préfigurant aussi les événements qui allaient se produire cinq ans plus tard, les équipes de la COCIM de l'Armée canadienne allèrent au-delà des ressources qui leur étaient accordées pour accomplir le travail. Avec l'appui du commandant de la Force et du SCMD, les équipes de la COCIM furent en mesure de mettre en œuvre un nombre substantiel de projets dans l'ouest de Kaboul, comme l'établissement d'un réservoir d'eau et d'une station de pompage offrant de l'eau potable à tous, la construction de dix puits d'eau potable dans des districts voisins et la mise sur pied de plusieurs programmes d'emploi locaux au Camp Julien, la fourniture de matériel scolaire et l'exécution de petits travaux de réparation d'écoles, la prestation d'aide aux services de soins de santé dans la vallée de Jowz et la construction

de postes de garde pour la police dans des régions isolées. Comme le personnel le souligna en décembre 2003, « nous sommes maintenant d'avis qu'il serait trop difficile d'obtenir des fonds de l'ACDI à cette étape avancée [...] puis d'obtenir ensuite l'approbation de l'ACDI pour dépenser les fonds de chacun des projets (compte tenu du lourd processus de l'ACDI pour l'approbation des projets)¹¹² ».

Le travail du peloton de la COCIM était aussi lié aux opérations d'information locales et stratégiques. L'importante couverture médiatique canadienne des activités du Groupe-bataillon de COCIM fut utile pour mettre en évidence les opérations du Canada en Afghanistan auprès de la population canadienne. Malheureusement, le contingent canadien n'avait pas les capacités intégrales d'opérations psychologiques nécessaires pour exploiter pleinement le bon travail du peloton de la COCIM auprès de la population et les activités des forces antagonistes à Kaboul et dans les environs. S'il pouvait miser sur les ressources d'opérations psychologiques de la Brigade, la synergie requise sur le plan tactique faisait défaut. Les opérations psychologiques, comme la COCIM, constituaient aussi une capacité naissante au sein de l'Armée canadienne, sans métier ou unité propre pour protéger et encourager leur développement. Il faudra des années pour combler cette lacune.

« Travail de nuit »

Le Canada participait peu aux forces d'opérations spéciales dans des environnements complexes avant l'Afghanistan. Les opérations à Kaboul offrirent de nouvelles occasions de comprendre cet aspect habituellement caché des opérations de coalition. De façon générale, le Canada déploya une petite équipe de membre des FOSCAN à Kaboul – l'Op ARTEMIS, qui, comme on l'a mentionné plus tôt, ne faisait pas partie de l'Op ATHENA. Ce contingent des FOSCAN était généralement structuré pour assurer la protection rapprochée des dignitaires et leur récupération au besoin. Il ne se trouvait pas nécessairement à Kaboul pour effectuer des opérations d'action directe. Le commandant de la FIAS pouvait aussi compter sur une petite équipe de FOS allemande. En général, les FOS relevaient de la prérogative nationale et non pas de la FIAS de l'OTAN¹¹³.

Cela dit, de nombreuses relations informelles étaient établies, notamment pour réduire les risques de tir ami. Le principal problème était le nombre et la diversité des opérations de forces spéciales à Kaboul et dans les environs. Comme un observateur le fit remarquer, « il ne se passait littéralement pas un mois sans que nous découvriions un nouvel acteur d'importance¹¹⁴ ». Dans l'ensemble, il s'agissait d'organisations étasuniennes travaillant pour plusieurs agences et certaines étaient en concurrence les unes avec les autres; l'une d'elles était même une entité complètement privée, dont le responsable, un ancien membre des Forces spéciales des États-Unis, se présentait, lui est son équipe, comme des membres du personnel des forces spéciales en place¹¹⁵.

Le quartier général de la FIAS adopta une approche prudente à l'égard des opérations de capture d'individus clés. Le concept de « soutien de deuxième ligne » était en jeu en ce sens que la FIAS souhaitait dans toute la mesure du possible renforcer la souveraineté du gouvernement de l'Administration transitoire afghane, de sorte que la Direction nationale de la sécurité ou la police de Kaboul devait assurer la direction des opérations, même si l'information sur les objectifs venait de la FIAS ou d'autres sources nationales. De même, si la Direction nationale de la sécurité ou la police de Kaboul avait besoin de la FIAS en renfort, un processus devait être en place. Dans les deux cas, la FIAS fut accusée par les alliés (ou par L'allié) et même par les forces de sécurité afghanes de « prendre trop de temps ». Ce processus était conçu pour « veiller à ce que tout fut vérifié avant coup parce que nous ne voulions pas être entraînés dans une situation où un chef de guerre nous utilise contre un autre [...] il ne s'agissait aucunement de [restrictions nationales] ».

En outre, tous les partenaires de la FIAS n'avaient pas la capacité ou la volonté nationale de faire du « travail de nuit », comme on l'appelait par euphémisme. Dans ces cas, les ressources d'une nation pouvaient être utilisées dans la zone d'opérations d'une autre nation. Dans certains cas, toutefois, les forces d'une tierce partie pouvaient même observer la même cible :

[Traduction]

[La Brigade multinationale de Kaboul] effectuait une mission [dans la zone française]; elle était prête à agir et nous attendions tous, tendus, près du téléphone et des radios au quartier général de la FIAS. Le commandant du groupement tactique communiqua avec nous et nous dit sans ambages, dans un français rapide, qu'ils devaient abandonner la mission parce qu'ils s'étaient retrouvés sur la ligne de départ avec les forces d'une autre agence visant le même objectif [...] il n'y avait pas de problème lorsque nous rencontrions des forces étasuniennes ou autres en raison de notre langue commune, mais les choses devenaient extrêmement tendues lorsque des Afghans étaient confrontés à l'inattendu¹¹⁶.

Dans le cas du Canada, le meurtre de Short et Beerenfenger mit en lumière le problème de la frontière artificielle établie dans la montagne et délimitant les zones d'opérations de la FIAS. Si Ottawa refusait que les forces canadiennes traversent la ligne, ce qui était le cas, et que cette ligne ne pouvait pas être déplacée, comment le Canada pouvait-il réduire l'activité terroriste dans ces régions? Les discussions informelles, tenues lors de la traque des tueurs de Short et Beerenfenger entre le cmdtA de la FIAS et les forces britanniques, donnèrent lieu à des pourparlers sur la possibilité d'utiliser les FOS britanniques de l'autre côté de la ligne. Cette activité fut approuvée par le commandant en chef de l'AFNORTH,

dont la première préoccupation était la sécurité opérationnelle, de sorte que les entités afghanes à Kaboul n'étaient pas au courant. En contrepartie, le CRTS canadien aida les forces britanniques en effectuant certaines tâches d'établissement des cibles dans la ville de Kaboul¹¹⁷. Cette relation bilatérale se poursuivit pendant 2005, année où le Canada se retira de Kaboul pour se diriger dans la partie sud.

À court terme, en novembre 2003, la relation avait été développée de manière à y inclure les États-Unis, ce qui fut un facteur essentiel de la capture de plusieurs terroristes. Il existait quatre objectifs principaux selon les estimations : deux dans la zone britannique et une dans les zones allemande et française respectivement. Le CRTS du Canada ainsi que des éléments de la Compagnie ISTAR jouèrent un rôle important à cet égard. En décembre 2003, Mamor Malang, l'un des trois principaux commandants du HiG à Kaboul, ainsi qu'un homme qui relevait directement de Gulbuddin Hekmatyar, fut attrapé à un poste de contrôle des véhicules par une patrouille du service de police de Kaboul, avec la compagnie britannique en renfort. Il fut conduit chez les Britanniques, soit au Camp Souter, puis transféré à l'aérodrome de Bagram¹¹⁸. Le « travail de nuit » devint un aspect de plus en plus important de la campagne canadienne à Kaboul, laquelle allait jouer un rôle clé en démantelant complètement le HiG pendant de longues périodes, particulièrement pendant des événements importants comme la Loya Jirga et les élections de 2004.

Les opérations de la Force opérationnelle à Kaboul : novembre 2003

L'Op OVERTHROW, à savoir le déminage planifié de la vallée de Jowz, fut suspendue lorsque l'engin de terrassement blindé Zettelmeyer de l'escadron de campagne heurta une mine. Certaines patrouilles furtives de l'Op WOLVERINE et de l'Op GRIZZLY dans les districts ouest C et E furent mises en place afin d'assurer une observation constante de la vallée. L'Op FOXHOUND, l'irruption planifiée dans les DP 5 et 14, fut modifiée en raison de problèmes d'effectifs. Une série de patrouilles et d'opérations de postes d'observation fut prévue en lieu et place, en attendant les ressources requises pour faire irruption dans les districts afin de perturber les activités criminelles (voir la figure 4-10). Le travail du RCR auprès de la Compagnie de patrouille du Royaume-Uni donna lieu à un échange de soldats avec les Gurkhas au cours de l'Op KHUKURI : ce fut la première de plusieurs initiatives profitables entre l'Armée canadienne et les Gurkhas en Afghanistan.

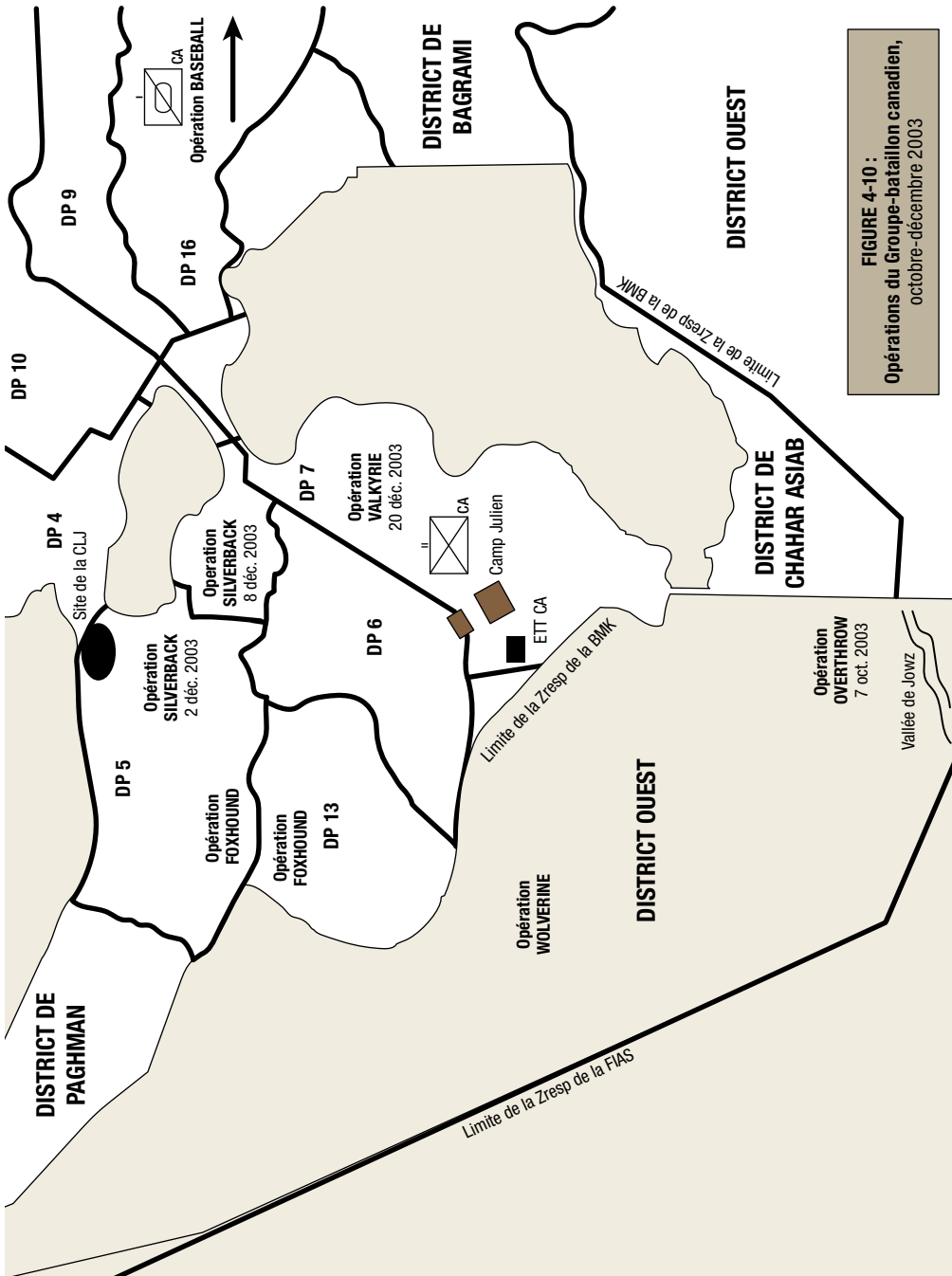


FIGURE 4-10 :
Opérations du Groupe-bataillon canadien,
octobre-décembre 2003

Figure 4-10 : Opérations du Groupe-bataillon canadien, octobre-décembre 2003

La montée de la menace terroriste en novembre, période précédant la Loya Jirga constitutionnelle, modifia le schéma opérationnel du contingent canadien. L'Op LURKER fut lancée. S'organisèrent alors une série provisoire de postes de contrôle des véhicules, de postes d'observation et d'irruptions à partir du Camp Julien dans les zones voisines afin de désorganiser les mouvements des terroristes et les activités d'observation du Camp ou de ses convois. Le palais royal, vaste structure lourdement endommagée située de l'autre côté de la route, face au camp, devint l'un des points d'intérêt de l'Op LURKER. L'une des patrouilles découvrit deux roquettes de 107 mm reliées à une batterie d'auto et pointées vers le Camp Julien. Des tireurs d'élite furent insérés de nuit pour surveiller la situation et la Compagnie Québec élargit de deux kilomètres les patrouilles à pied à l'extérieur du Camp. Cinq jours plus tard, un EEI constitué de deux obus de 100 mm était découvert dans un secteur couvert par les patrouilles. Trois jours après, les partenaires du service de police de Kaboul du DP 7 arrêtaient deux individus transportant 35 livres d'explosifs en provenance du village de Rish Khvor. On crut au départ qu'ils se dirigeaient au palais royal, mais il s'avéra que leur cible était la Loya Jirga constitutionnelle. Les inquiétudes du Lcol Denne augmentant, il voulut obtenir la permission d'utiliser ses ressources de surveillance pour lancer une opération de « frappe de deuxième ligne » avec la police de Kaboul. L'Op LURKER continuait de mettre au jour d'intéressants aspects du Palais royal – l'une des patrouilles découvrit un tunnel menant à un poste d'observation qui ne pouvait être vu ni des postes d'observation ni des tours du Camp Julien. Il était bien situé et sa construction était récente¹¹⁹.

Introduction des UAV : Le TUAV Sperwer

La décision d'acquérir le SAGEM Sperwer (« Sparrowhawk ») plus tôt en mai 2003 offrit enfin à l'Armée canadienne un système de surveillance aérien sans pilote. Le Canada était à la traîne d'autres pays de l'OTAN en matière d'acquisition et d'intégration d'UAV; l'acquisition du véhicule aérien tactique sans pilote CU-161, ou TUAV comme on appelait le Sperwer dans les Forces canadiennes, fut un progrès bien accueilli. En novembre 2003, quatre cellules TUAV à voilure delta avec caméras, deux postes de contrôle au sol, un système de lancement par catapulte et les ressources d'appui en matière de maintenance des systèmes avaient été finalement assemblés et rendus opérationnels. Dotée à l'aide d'éléments de troupes d'artillerie et de navigateurs du Commandement aérien, l'unité fut appelée la Troupe TUAV tactique et elle fut affectée à la Compagnie ISTAR.

La capacité qu'apporta le TUAV dans le contexte de Kaboul fut sans précédent pour l'Armée canadienne. La caméra du CU-161 était exceptionnelle, tout comme sa capacité à rester en vol d'attente pendant des heures. Le 3^e Groupe-bataillon du RCR fut si impressionné qu'il demanda à obtenir un signal terrestre improvisé pour son centre d'opérations tactiques

afin de pouvoir observer les opérations, ainsi qu'une liaison radio pour pouvoir communiquer avec le CRTS et assigner des tâches au système. Les décideurs avaient maintenant la capacité d'observer une opération ou un événement en temps réel, sans avoir à attendre que l'information soit relayée par radio ou interprétée par les médias. Cette nouvelle capacité avait des avantages et des inconvénients – elle permettait de réagir rapidement à un événement, mais elle faisait augmenter la probabilité qu'un événement fasse l'objet d'une micro-gestion et que la perspective sur la portée d'événements simultanés s'en trouve réduite¹²⁰. Certains problèmes en découlèrent. Premièrement, le fait d'avoir un système comme le TUAV et de l'intégrer à divers processus utilisés par l'Armée canadienne pour exécuter des opérations dans un environnement opérationnel représentait une courbe d'apprentissage abrupte dépassant les simples processus physiques du vol et de la récupération de la cellule¹²¹.

En janvier 2004, toutes les cellules avaient été endommagées et la plupart nécessitaient des travaux de réparation à l'extérieur du théâtre des opérations – l'une d'elles avait même heurté une montagne pendant que la caméra pivotait à la recherche d'un site d'atterrissage. Le 24^e Escadron de campagne dut déminer un champ de mines pour que l'aéronef puisse être récupéré. Il y eut des critiques et des railleries dans les médias. Vinrent ensuite des critiques interservices provenant du Commandement aérien qui a) n'aimait pas les UAV b) estimait que ce n'était pas à l'Armée de s'en charger ou c) les deux¹²². La pression était énorme, surtout sur la Compagnie ISTAR et la Troupe de TUAV. Ces équipes s'évertuèrent à démontrer aux détracteurs que les UAV constituaient un élément crucial de la structure de la force de l'Armée. Leurs efforts ne furent pas vains et finirent par porter leurs fruits pendant l'engagement du Canada en Afghanistan.

Problèmes dans la partie nord, problèmes dans la partie sud

L'instabilité gagnait tout l'Afghanistan tandis que la FIAS tentait de stabiliser la capitale. Les coalitions internationales tentaient de contenir les problèmes au nord et au sud dans l'attente de la Loya Jirga constitutionnelle. Encore une fois, les effets à long terme de ce qui se passait à la fin de 2003 allaient se faire sentir au cours de la décennie suivante, particulièrement pour l'Armée canadienne.

Dans la partie nord du pays, une rivalité de longue date entre Rashid Dostum et Atta Mohammad Noor causa une certaine angoisse à Mazar-e Charif lorsque des combats éclatèrent entre leurs forces respectives à la fin du mois de septembre 2003. La rivalité datait de 1992 et 1993, alors qu'Atta Noor avait formé sa propre milice tadjike et marché sur Mazar-e Charif où il fut défait par les forces de Rashid Dostum; la situation semblait vouloir se répéter maintenant que les talibans étaient hors de combat. M. Karzaï intervint. Il congédia Atta Noor et lui offrit le poste de ministre des Mines et des Ressources. Si Atta Noor avait accepté, il aurait eu à renoncer au contrôle de ses forces de milice. La situation était fortuitement problématique

en ce sens qu'Atta Noor représentait à certains égards un tampon entre Rashid Dostum et Fahim Khan, mais elle pouvait simplifier le processus de DDR, notamment parce que les forces de Rashid Dostum et d'Atta Noor devaient être fusionnées en un seul corps avant le lancement du processus. Mais ce processus allait être long et même le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld intervint personnellement en décembre 2003 pour veiller à ce que la rivalité entre Rashid Dostum et Atta Noor ne dégénère pas¹²³.

Quant à eux, Fahim Khan et les tadjiks du Panjshir résistaient au processus de DDR et au cantonnement de leurs forces au nord de Kaboul, craignant à juste titre de perdre leur pouvoir de coercition sur l'Administration transitoire afghane à Kaboul. Ils avaient certes accepté l'entreposage des armes lourdes à Kaboul, mais ils continuèrent à résister au processus de DDR et au cantonnement dans la vallée Panjshir pendant une bonne partie de l'année 2004. Dans la province de Harat, dans l'Ouest de l'Afghanistan, le détenteur de pouvoir Isma-el Khan, constatant avec inquiétude ce que le processus de DDR faisait à ses rivaux ouzbeks et tadjiks, appréhendait l'idée que soient constitués une police frontalière et un service des douanes afghans ne relevant pas de lui (et desquels il n'obtiendrait pas de ristournes). La tension dans la province de Harat allait monter jusqu'en 2004, avant de dégénérer plus tard au cours de l'été¹²⁴.

Des problèmes semblables liés au processus de DDR se faisaient sentir dans la province de Paktia, mais la coalition dirigée par les États-Unis, responsable de cette région, prit la direction des opérations. Là encore, les rivalités dans la région de Khost, semblables à celles rencontrées par les forces de l'Op APOLLO dans la région en 2002, faisaient de ce secteur une autre région potentiellement problématique.

Ce furent les graves problèmes dans le Sud de l'Afghanistan qui firent écho jusqu'à Kaboul. En septembre 2003, une série d'attaques des talibans menées contre des travailleurs humanitaires et des leaders modérés à Kandahar et partout dans la partie sud ralentirent nettement le rythme du développement et produisirent « un sentiment d'aliénation et peut-être même de la crainte parmi les Pachtounes modérés ». Prophétiquement, le Mgén Leslie nota dans un rapport au Canada :

[Traduction]

Au palmarès des besoins, la sécurité vient au premier rang. Une fois un certain niveau de sécurité atteint, la reconstruction et le développement social peuvent avoir lieu. Je suppose que l'essentiel est que le statu quo ne fera pas gagner la bataille pour un Afghanistan meilleur. Soit l'OTAN et la FIAS étendent leurs activités à court terme, avec les ressources nécessaires pour changer positivement les choses, soit l'Occident court le risque de devoir engager beaucoup de ressources dans quelques années pour stabiliser et pacifier l'Afghanistan à ses dépens¹²⁵.

Puis la Croix-Rouge suspendit ses opérations dans le Sud en octobre 2003, ce qui eut un effet d'entraînement sur ceux chargés du recensement, de l'inscription des électeurs et des mécanismes électoraux¹²⁶ en vue des élections de 2004 et de la Loya Jirga de 2003. L'inquiétude montait, surtout dans la période précédant la Loya Jirga constitutionnelle. Le 11 novembre, un EEI embarqué explosa à l'extérieur du bureau électoral parrainé par l'ONU à Kandahar qui tentait d'ouvrir la voie vers l'élection des délégués. Même s'il n'y eut aucun mort, la FIAS interpréta l'attentat comme une attaque directe contre le processus électoral de la Loya Jirga¹²⁷.

Le Représentant spécial des Nations Unies Brahimi rencontra le cmdtA de la FIAS le 14 novembre 2003, avant une rencontre d'urgence sur la sécurité avec les principaux commandants internationaux. M. Brahimi était plutôt contrarié et déterminé à faire en sorte que la FIAS et l'OTAN élargissent leurs activités dans tout le pays. M. Brahimi voulait des escortes de la FIAS pour les convois sur la route périphérique entre Kaboul, Kandahar et Harat et peut-être aussi une compagnie à Kandahar pour assurer la protection de l'ONU. M. Leslie lui répondit qu'il n'y avait aucun avantage à ce que la FIAS se précipite vers l'échec en ayant plus d'ambition que de capacités¹²⁸. Cela dit, M. Brahimi allait maintenir la MANUA à Kandahar, mais en réduisant ses activités.

Étaient présents à la réunion de sécurité : le sous-ministre de la Défense Wardak et le Lgén Hilal de l'Armée afghane; le ministre des Affaires tribales Arif Noorzai; le nouveau commandant de la FOIM-180, le Lgén David Barno; M. Brahimi; le Mgén Leslie. M. Brahimi répéta que l'attentat était anti-loya jirga, et qu'il allait recommander au Secrétaire général de l'ONU d'étendre le mandat de la FIAS. Les participants examinèrent diverses options de sécurité – les représentants militaires occidentaux favorisant une réponse afghane et M. Wardak indiquant que les AMF au sud avec une structure de commandement étasunienne pourraient constituer une autre option.

L'idée était particulièrement intéressante. Il s'avérait que la MANUA avait tenu des pourparlers avec les commandants étasuniens du Commandement des forces multinationales en Afghanistan au sujet du concept de zone de développement régional (ZDR) plus tôt en 2003. Kandahar fut désignée comme projet pilote de stabilisation d'une ZDR qui allait englober l'ONU, l'EPR des États-Unis, ainsi que les Forces de sécurité afghanes provenant de la nouvelle Armée nationale afghane et des milices ayant fait l'objet du processus de DDR. Utiliser les AMF avec des conseillers étasuniens pouvait relancer le processus de ZDR à Kandahar, ce qui pouvait ensuite avoir d'importants effets positifs à court terme (le concept de ZDR sera approfondi dans les chapitres sur la période 2004-2006)¹²⁹.

En tout état de cause, Ottawa fit savoir que la MANUA continuerait à favoriser l'idée d'une présence accrue des unités de la FIAS à l'extérieur de Kaboul, particulièrement en ce qui concerne Kandahar, en raison de l'interaction entre les défis de sécurité,

les processus électoraux et le nouvel intérêt de la MANUA et du Commandement des forces multinationales en Afghanistan pour ce qui est de faire de la ville le premier projet pilote d'un modèle de développement régional¹³⁰.

Lors d'une réunion subséquente avec Hamid Karzaï, et avec les mêmes responsables une semaine plus tard, les représentants de la MANUA firent observer que la situation s'était détériorée, que l'ennemi avait modifié ses schémas d'attaque et qu'il avait aussi intensifié sa guerre de propagande. Karzaï, révolté, critiqua sévèrement la MANUA pour les messages négatifs qu'elle envoyait au sujet de l'état de la sécurité en Afghanistan. Il déclara sans ménagements ne pas s'inquiéter des talibans et ne pas les considérer comme étant une menace pour quoi que ce soit. Il répéta que les deux principales menaces qui pesaient sur l'Afghanistan étaient l'incompétence et la corruption au sein de l'Administration transitoire afghane ainsi que la situation de l'autre côté de la frontière¹³¹.

Les Canadiens en furent pour le moins stupéfaits. M. Karzaï faisait une distinction entre les talibans en Afghanistan et leurs divers alliés insurgés abrités dans les vallées de l'ouest du Pakistan. Cette opinion était contraire au point de vue dominant selon lequel il s'agissait d'un problème beaucoup plus vaste aux implications encore plus grandes :

[Traduction]

Les talibans et leurs complices ont visé des Afghans locaux avec un certain succès [...], éliminant divers dirigeants des échelons inférieurs et intermédiaires qui étaient en faveur de l'ATA et de la réforme. Les attaques ont eu lieu à l'extérieur de la ZO [zone d'opérations] de la FIAS, les assaillants surgissant depuis la frontière pakistanaise, avant de commettre des meurtres et de retourner se mettre en lieu sûr. La situation exaspère l'ATA et ses partisans locaux, que l'on fait passer pour encore plus impuissants qu'ils ne le sont [...]. À n'en pas douter, la FOIM-180 reconnaît qu'un important nettoyage se fait attendre depuis longtemps dans cette partie du monde. J'avance l'hypothèse que peut-être les talibans ou AQ [Al-Qaïda] (en se rappelant que les talibans et AQ ne sont pas amis et qu'ils ont simplement un ennemi commun) ont adopté la pratique consistant à engager des bandits pachtounes pour former des commandos, ou pour escorter des éléments d'AQ [...]. Mais si les É.-U. vont au Pakistan pour éliminer ces brigands, le ressentiment qui couve sans cesse à l'égard du président [Musharraf] pour sa récente position pro-américano-occidentale pourrait dégénérer et faire en sorte que des fondamentalistes islamiques s'emparent du Pakistan et de ses armes nucléaires [...]. Quelle dynamique compliquée que celle dans laquelle nous nous retrouvons. C'est à la fois épouvantable et fascinant [...]. L'influence du [Canada] ici est subtile, mais beaucoup plus importante que ne peuvent l'imaginer ceux qui vivent dans l'ignorance la plus totale¹³².

La Loya Jirga constitutionnelle en décembre 2003

Les événements de décembre 2003 furent décisifs dans l'histoire de l'Afghanistan. Pour la toute première fois, le peuple afghan était consulté sur le type de gouvernement qu'il voulait et sur les mécanismes par lesquels il serait régi. Après près de 25 ans de répression totalitaire et de violence impitoyable, l'occasion était réelle de repartir à zéro avec l'aide de la communauté internationale. Cette aide ne pouvait être offerte sans un gouvernement pour l'accepter. Cependant, les réunions de décembre 2003 furent un précurseur nécessaire à l'acheminement de l'aide internationale, cruciale pour la reconstruction du pays.

L'événement préliminaire fut la Loya Jirga d'urgence tenue en 2002 aux termes de l'Accord de Bonn. La tâche de l'Administration transitoire afghane était de travailler de concert avec l'ONU pour établir les règles qui allaient servir à créer la nouvelle constitution. Une Loya Jirga d'urgence, composée de représentants de tout l'Afghanistan, allait débattre de ces règles et les adopter. L'Administration transitoire afghane qui allait suivre allait créer une commission constitutionnelle, puis rédiger une constitution et la soumettre à l'approbation de la Loya Jirga constitutionnelle en 2003. La sélection de délégués de l'ensemble de pays en vue de cette Loya Jirga était en soi un processus complexe conçu pour assurer une large représentation.

Ce processus, public et fragile, fut l'objet de diverses influences, tant de l'intérieur que de l'extérieur de l'Afghanistan. Les critiques occidentaux, essentiellement des universitaires et des avocats, avaient leurs idées sur la façon dont les Afghans devaient être gouvernés. Ils qualifièrent le processus de déficient parce qu'il n'incorporait pas leur conception des droits de la personne¹³³. Les intégristes musulmans opposés à la stabilité en Afghanistan protestèrent avec véhémence qu'il s'agissait d'une constitution « étasunienne » imposée aux Afghans par les vainqueurs et que cette constitution était non islamique parce que trop peu fondamentaliste à leur goût¹³⁴. Chaque groupe ethnique, politique et religieux du pays redoutait une perte de pouvoir et de prestige dans tout nouvel ordre émanant du processus. La majorité pachtoune craignait que leurs traditions culturelles soient remises en question par la modernité, alors que d'autres groupes redoutaient que les Pachtounes n'obtiennent trop de pouvoir. Dès lors, la question fut de savoir qui était prêt à recourir à la violence pour influencer le processus et qui ne l'était pas.

Au même moment, l'insurrection s'unifia lorsque les antagonistes se rendirent compte de l'importance de la Loya Jirga constitutionnelle et de la menace qu'elle représentait pour l'atteinte de leurs objectifs. À la mi-décembre 2003, les talibans, le HiG, Al-Qaïda et leurs associés avaient officiellement créé un nouveau mouvement, appelé Jawahar al-Islam, ou « Joyaux de l'islam ». Leur but déclaré était de combattre le nouvel État afghan, qu'ils considéraient comme une création des croisés occidentaux. Ces groupes allaient ultérieurement monter des opérations pour perturber la Loya Jirga constitutionnelle.

Il y avait aussi les détenteurs de pouvoir afghans. La proportion dans laquelle la Loya Jirga constitutionnelle allait les coopter était incertaine; serait-ce chacun d'entre eux, certains d'entre eux ou même un seul d'entre eux? Assurément, le processus de DDR et l'entreposage des armes lourdes, combinés à la détermination manifeste des forces de la FIAS lors des frictions de septembre et à la participation accrue à la formation de l'Armée afghane contribuèrent à convaincre au moins certains d'entre eux de participer à l'établissement d'un nouvel État. Les mesures d'incitation financière annoncées par la communauté internationale jouèrent sans doute elles aussi un rôle important. Cela dit, il était toujours possible que des personnages marginaux fassent dérailler tout l'événement. Toutes les armes n'avaient pas été entreposées et toutes les AMF n'avaient pas fait l'objet du processus de DDR, notamment celles des Tadjiks du Panjshir et de Rashid Dostum à Mazar-e Charif.

Les Nations Unies décidèrent que le campus universitaire dans la zone d'opérations canadienne allait être le site des réunions. Environ 500 représentants de tout l'Afghanistan allaient converger vers Kaboul, où il faudrait les loger, les nourrir et les protéger contre l'intimidation. Certains d'entre eux allaient être élus délégués pour former les divers groupes de travail. Ensuite, les groupes de travail allaient évaluer chacune des parties du projet de constitution. Une fois la version finale acceptée, un vote aurait lieu. Ce processus allait prendre plusieurs semaines, peut-être plus d'un mois. Beaucoup de choses pouvaient aller de travers en un mois à Kaboul.

Le Mgén Leslie, le Bgén Devlin, le Lcol Denne et les unités sous leur commandement furent chargés de la coordination de la sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle. L'enjeu était d'éviter de donner l'impression que c'était la FIAS qui tenait les rênes. La chose était fondamentale étant donné que le processus constitutionnel était déjà contesté par ceux qui le considéraient comme une opération imposée par l'Occident. Tout devait être mis en œuvre pour montrer au monde que les Afghans étaient aux premières lignes de la sécurité d'un processus afghan.

L'opération prit plusieurs formes. Premièrement, l'ETT canadienne fit tout ce qu'elle put pour préparer le 1^{er} Kandak en vue des opérations de sécurité; il constituerait la principale force de sécurité présente sur le site de la Loya Jirga. Deuxièmement, les activités de formation des forces de police entreprises par le 3^e Groupe-bataillon du RCR furent également essentielles. Troisièmement, le Bgén Devlin convainquit l'Armée nationale afghane et le service de police de Kaboul à collaborer au cours des semaines précédant la Loya Jirga. Un centre de coordination commun, formé de la FIAS, de l'Armée nationale afghane, du service de police de Kaboul et de la Direction nationale de la sécurité, fut mis sur pied. La planification d'urgence et les exercices connexes furent confiés aux agences afghanes, sous l'étroite surveillance des Canadiens, toutefois. Quatrièmement, le Bgén Devlin et son personnel, en collaboration avec le personnel afghan, établirent plusieurs périmètres

de sécurité : les cordons intérieurs, extérieurs et éloignés. La MANUA, avec sa sécurité privée, allait assurer une présence discrète sur le site de la Loya Jirga, au cas où. Le site proprement dit relevait du 1^{er} Kandak et de la police, les sapeurs canadiens du 24^e Escadron de campagne étant chargés de ratisser le site avec leur matériel pour la NEM et les EEI. À l'extérieur du site se trouvaient la KMNB, la Direction nationale de la sécurité et le reste de l'Armée nationale afghane. La Compagnie ISTAR avait posté des Coyote sur tous les points surélevés et déployé des UAV dans le ciel de l'ouest de Kaboul. Une compagnie d'infanterie norvégienne et la Compagnie Charles avec ses LAV III constituaient la Force de réaction immédiate, avec le soutien des ressources NEM/EEI du 24^e Escadron de campagne¹³⁵. La « Mobile Drug Detection Team » du Royaume-Uni, qui travaillait en collaboration avec la police de Kaboul, fut aussi mobilisée au cours de cette période.

Les opérations d'information de la FIAS jouèrent aussi un rôle important. Les planificateurs avaient prévu que les divers groupes insurgés allaient tenter de provoquer des incidents afin de montrer que l'Administration transitoire afghane ne contrôlait pas la ville et que, par conséquent, elle ne pouvait protéger la Loya Jirga constitutionnelle ni, dès lors, l'avenir de l'Afghanistan. Le contre-message, utilisé de façon préventive, fut le suivant : « Nous pouvons réunir 500 personnalités déterminées et antagonistes sous une même tente; elles peuvent s'asseoir ensemble, peut-être à côté d'un vieil ennemi, rompre le pain et débattre des intérêts supérieurs. Et vous, insurgés, que pouvez-VOUS faire, hormis le meurtre et la mutilation? » Aux détenteurs de pouvoir, le message était : « Armes et coercition interdites. Vous aussi pouvez parler sous la tente avec vos anciens rivaux dans l'intérêt supérieur de l'Afghanistan et les gens écouteront vos préoccupations¹³⁶. »

Les Canadiens déterminèrent qu'il existait une forme d'alliance entre Sayyaf et les autres fondamentalistes afin de favoriser des opérations menées dans le Sud du pays par les talibans et Al-Qaïda dans le but de modeler la composition de la délégation par des assassinats sélectifs bien avant l'arrivée des représentants à Kaboul. Leur but était de veiller à ce que la constitution intègre la sharia et d'autres principes islamiques. Toutefois, la menace la plus importante venait de Mohammed Ahmad Rabbani, Fahim Khan, Ismael Khan, Rashid Dostum et Mohammad Khalili, des hommes « devenus riches et très puissants en vertu des règles du jeu actuelles [...] en plus d'avoir profité du lucratif commerce de la drogue et des stratagèmes d'appropriation foncière qu'ils avaient érigés en art ». La Loya Jirga constitutionnelle était une menace potentielle à leur pouvoir relatif. L'Iran et plus particulièrement le Pakistan étaient aussi considérés comme des menaces potentielles, mais agiraient probablement par l'entremise d'intermédiaires et de mandataires¹³⁷.

Certaines menaces furent conjurées au cours de la période précédant la Loya Jirga. On craignait au sein de la communauté internationale que, à Kaboul, plusieurs chefs militaires afghans de moindre importance associés aux détenteurs de pouvoir, des hommes loin de

l'attention des médias mais ayant néanmoins la capacité de causer des ennuis, ne cherchent effectivement à créer des problèmes avant de perdre leurs armes lourdes dans le cadre du processus d'entreposage. L'un d'entre eux fut envoyé à l'étranger par le président Karzaï et un autre fut envoyé dans l'ouest de l'Afghanistan pour y prendre le commandement d'un corps. Un autre encore fut tué lors d'un échange de coups de feu au cours d'une opération anti-narcotiques lancée par un allié canadien, et un quatrième fut tué par un autre allié canadien au cours d'une fusillade à un poste de contrôle routier. Les deux morts étaient fortuites, mais divers sinistres motifs ont été attribués à ces morts et à ces affectations », ce qui était utile aux fins des opérations d'information. Les sous-commandants des AMF comprirent qu'ils n'étaient plus sans surveillance et qu'ils devraient être vigilants. D'autres, plus haut dans la hiérarchie, en prirent aussi bonne note¹³⁸.

Le plan 3^e Groupe-bataillon du RCR pour la sécurité de la Loya Jirga était l'Op SILVERBACK, laquelle couvrait un certain nombre d'activités. Le Lcol Denne lança la Compagnie November dans le DP 5 le 2 décembre 2003 pour démanteler l'organisation de M. Sayyaf, tandis que la Compagnie Charles effectuait une visite de reconnaissance du site de la Loya Jirga. Les gardes du corps de M. Sayyaf posèrent des problèmes constants durant cette période. À de nombreuses reprises, ces individus menacèrent des soldats canadiens, allant même jusqu'à dire à un commandant de patrouille que « lorsque nous en aurons le pouvoir, nous vous ferons ce que nous avons fait aux Russes et nous vous ferons partir ». Le Lcol Denne augmenta les postes de contrôle des véhicules et jura qu'il n'allait pas tolérer de connerie de la part de Sayyaf¹³⁹. L'Op SILVERBACK se poursuivit par une offensive dans le DP 3 le 8 décembre. La Compagnie November se rendit ensuite dans les DP 3 et 5 pour y assurer une présence accrue. M. Sayyaf était sous pression et le message était clair.

Le 15 décembre, la FIAS reçut plusieurs avertissements indiquant qu'une attaque à la roquette sur la ville se préparait. En réponse, le 3^e Groupe-bataillon du RCR augmenta les patrouilles à Chahar Asiab. La Compagnie November obtint alors du renseignement d'origine humaine indiquant que trois villages dans la zone ouest abritaient des hommes armés. Cette nuit-là, une patrouille allemande repéra un groupe équipé de lance-roquettes et engagea le combat avec six insurgés. Le lendemain matin, plusieurs roquettes frappèrent le centre de Kaboul, mais aucune n'explosa¹⁴⁰. La Loya Jirga constitutionnelle commençait en grand.

Le lendemain, les radars ARTHUR captaient le signal d'un tir de mortier. Il y eut deux explosions; l'une près du stationnement et l'autre près du ministère de l'Éducation. Puis, une équipe de démolition se présenta à l'improviste (ou peut-être pas) au camp de réfugiés du DP 7, escortée par un peloton de police. La foule défia l'équipe et une patrouille canadienne persuada la police de ne pas envenimer la situation. Quelqu'un cherchait à profiter de ce que l'attention fut sur la Loya Jirga pour confisquer des terres, ou peut-être

que quelqu'un tentait de distraire la FIAS de la sécurité de la Loya Jirga. Ce n'était pas clair. La Compagnie ISTAR augmenta ses effectifs de surveillance et des radars M-STAR furent déployés, tandis que la Batterie F tira au hasard toute la nuit des projectiles éclairants. Les sorties de LUNA et de TUAV furent accrues dans la zone d'opérations canadienne¹⁴¹.

Selon certaines indications, un commandant de milice hostile au processus de DDR et associé à Sayyaf allait peut-être tenter quelque chose. Le Bgén Devlin décida un jour de « passer le voir pour le thé »; la visite tenait lieu de message. Mais des menaces étaient toujours signalées. Des contacts de la police du DP 7 indiquaient maintenant que le Camp Julien constituait la prochaine cible d'une attaque à la roquette tout comme le site de la Loya Jirga.

Le 20 décembre 2003, le 3^e Groupe-bataillon du RCR lança l'Op VALKYRIE, conçue en partie pour décourager et prévenir l'utilisation des sites de tir de roquettes habituels par les insurgés au sud et à l'ouest du Camp Julien. L'Op VALKYRIE s'accompagnait d'offensives de nuit menées dans ces zones par des groupes de la taille de pelotons et de compagnies¹⁴². Puis, le 28 décembre, deux attentats suicides furent perpétrés contre le personnel de la Direction nationale de la sécurité, tuant six de ses membres. L'un de ces hommes était le chef de l'unité antiterroriste¹⁴³.

À mesure que progressaient les séances de la Loya Jirga, il devint évident que le processus était afghan, et non pas occidental, international ou onusien. Ces trois derniers groupes de nations facilitèrent l'événement, créèrent les conditions requises pour sa tenue dans un contexte relativement exempt de coercition et souhaitèrent que tout se passe pour le mieux. Rien n'indique que les principaux pays de la coalition se seraient livrés à des actes importants d'ingérence ou de manipulation directe, malgré les affirmations de certains détracteurs¹⁴⁴.

Au cours de la mission de l'Armée canadienne en Afghanistan, certains des problèmes en jeu avaient des effets à long terme sur ce pays. Le premier problème était le maintien de la participation des Pachtounes dans le processus. De façon très générale, les talibans étaient considérés comme un mouvement pachtoune appuyé par la majorité des Pachtounes et par le Pakistan, tandis que l'Alliance du Nord, malgré les problèmes entre ses factions, considérait qu'elle avait gagné la guerre civile et que le butin lui revenait de plein droit. L'évaluation n'était pas tout à fait exacte; de nombreuses tribus pachtounes étaient opposées aux talibans et des commandants de l'Alliance du Nord, tout aussi nombreux, étaient prêts à changer de camp si suffisamment d'argent leur était proposé. La réalité était qu'il existait un sentiment d'aliénation pachtoune croissante qui devait être dissipé à la Loya Jirga constitutionnelle pour que l'Administration transitoire afghane puisse étendre son influence au Sud. Cela impliquait que la constitution à venir devait établir un juste équilibre dans le partage des pouvoirs, non seulement sur le plan quantitatif mais aussi sur le plan des mécanismes. C'est d'ailleurs là qu'allaient résider les frictions lors de la Loya Jirga : quel pouvoir un président pachtoune devrait-il avoir sur les autres groupes ethniques « victorieux »?

Le processus et ses résultats furent imparfaits, mais furent probablement aussi parfaits qu'ils pouvaient l'être compte tenu des circonstances en décembre 2003.

À la fin décembre, alors que les soldats canadiens et leurs homologues afghans patrouillaient et surveillaient dans les froides collines et les ruelles de Kaboul, le peuple afghan et leurs représentants débattaient de leur avenir. Dans la nuit du 31 décembre 2003, Sibghatullah Mojadedi annonça que la plupart des divergences de vue dans le texte constitutionnel harmonisé avaient été aplanies et qu'un groupe de négociation avait été constitué pour résoudre les dernières questions.

NOTES

1. Roy Gutman, *How We Missed the Story: Osama Bin Laden, the Taliban, and the Hijacking of Afghanistan*, Washington, DC, US Institute For Peace, 2008, chap. 2 et 3.
2. Human Rights Watch, *Blood-Stained Hands: Past Atrocities in Kabul and Afghanistan's Legacy of Impunity*, Human Rights Watch, 2005.
3. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect, Khalid Shaikh Mohammad*, New York, Sentinel Books, 2011, chap. 3.
4. Voir Human Rights Watch, *Blood-Stained Hands*.
5. Le lignage moudjahidine de Karzai était lié à la faction royaliste, et non fondamentaliste, dans les années 1980, et il était sous-ministre des Affaires étrangères en 1992. Voir Berntsen, *Jawbreaker*, p. 81.
6. Sean M. Maloney, « La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation », *Revue militaire canadienne*, vol. 4, n° 2.
7. Entrevue avec le Lcol Dyrald Cross, Kandahar, 13 août 2008.
8. Briefing to the author by MGen Peter Devlin, "Task Force Kabul Roto 0, Operation ATHENA", Ottawa, 13 juin 2009.
9. À l'origine, les radars ARTHUR montés sur véhicules chenillés BV faisaient partie de la Compagnie ISTAR, mais ils ont été transférés aux pièces d'artillerie après un mois d'opérations.
10. Entrevue avec le Maj Dyrald Cross, Kandahar, 13 août 2008.
11. Breffage à l'auteur par le Mgén Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009. L'Op ARTEMIS et son lien avec le contingent canadien était controversé, car les cmdt canadiens à Kaboul croyaient que le SCEMD utilisait la SOF et sa chaîne de commandement distincte pour les espionner comme des commissaires du peuple.
12. Cela ne changerait qu'à la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada en 2005-2006. Puis, le COMFEC commença à microgérer les opérations à partir d'Ottawa à la place du SCEMD. Au moins le COMFEC était à deux intermédiaires de la bureaucratie civile au lieu d'un seul...
13. En novembre 2003, on créa le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) pour servir de quartier général à la coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan. La FOIM-180 fut restructurée en organisation subordonnée au CFC-A, qui relevait du CENTCOM. Sous la FOIM-180 puis plus tard le CFC-A, le quartier général central au niveau du Corps, un quartier général divisionnaire de supervision des brigades de combat fut maintenu en Afghanistan.
14. DCDS, COS J3, "Memorandum of Understanding CINCNORTH and COMUSCENTCOM Concerning ISAF under NATO Leadership in Afghanistan", 22 août 2003.

CHAPITRE QUATRE

15. Message, Warning Order Op ATHENA Roto One, 29 août 2003.
16. Briefing to the author by MGen Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009.
17. *Ibid.*
18. "KMNB Campaign Plan," Leslie Papers.
19. Entrevue avec le Lgén Andrew Leslie, Ottawa, 14 mars 2007; Breffage à l'auteur par le Mgén Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009.
20. Lettre de Leslie à Labbé, 29 octobre 2003.
21. CF Fact Sheet, "Op ACCIUS."
22. Cette section est fondée sur des documents post-action fournis à l'auteur par le Bgén Chris Thurrott et sur les observations de l'auteur sur le théâtre.
23. *Ibid.*
24. Briefing, "Op ATHENA 3 RCR Bn Gp Army Lessons Learned Centre/Peace Support Training Centre, 1^{er} déc. 2003"; Briefing, "Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004."
25. Briefing, "Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004."
26. *Ibid.*
27. Discussions avec le Lgén Andrew Leslie; Entrevue avec le Bgén Jocelyn Lacroix, Ottawa, 15 mars 2010.
28. CA JTFSWA NCE J2 Daily Int SITREP, 11 août 2003.
29. TFK Op ATHENA NCE SITREP, 31 août 2003; TFK Op ATHENA NCE SITREP, 27 août 2003.
30. Briefing, "Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004."
31. TFK Op ATHENA NCE SITREP, 5 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 6 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 7 septembre 2003; TFK Op ATHENA NCE SITRE, 10 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 11 septembre 2003; Briefing, "Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004"; HQ KMNB SITREP, 11 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 13 septembre 2003.
32. SITREP QG KMNB, 6 septembre 2003; SITREP QG KMNB, 7 septembre 2003.
33. Entrevue croisée; SITREP QG KMNB, 5 septembre 2003.
34. Entrevue croisée; SITREP QG KMNB, 9 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003.
35. SITREP ECN FOK Op ATHENA, 11 septembre 2003; Message comd ECN au CCDN, 11 septembre 2003. Les radars ARTHUR étaient loués et on craignait à Ottawa que les dépenses d'entretien seraient trop élevées si on les utilisait en tout temps. Ils ne l'ont donc pas été. SITREP Comd FOK n° 2, semaine du 11 au 17 août 2003, 17 août 2003.
36. Trembley à DL, « Arthur Counter-Battery Radar », 23 février 2004.
37. Entrevue de M. Leslie; SITREP Comd FOK n° 6, semaine du 8 au 14 septembre 2003, 15 septembre 2003; SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
38. Anthony Shaffer, *Operation DARK HEART*, New York, St Martin's Press, 2010, p. 81.
39. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
40. Entrevue de M. Leslie.

CHAPITRE QUATRE

41. Manifestement, un des planificateurs au QG KMNB était amateur de films sur les coups d'État. POWER PLAY est un film de 1978 sur ce sujet dans un pays en voie de développement. Les FAC ont fourni les chars Centurion. L'Op VALKYRIE était un autre plan de contingence à Kaboul.
42. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
43. Entrevue croisée.
44. Entrevue de M. Devlin.
45. Plans du G3 du QG KMNB, *Fragmentary Order (FRAGO) 013-Increased Force Protection Measures for Key Point*, septembre 2003.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*
48. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
49. L'affirmation du Lcol Shaffer, dans *Op DARK HEART*, selon laquelle les forces de la FIAS ne constituaient pas une puissance de combat et que la seule puissance de combat était celle de la FOIM-180 à Bagram (p. 82) est manifestement inexacte.
50. Entrevue de M. Devlin.
51. Plans du G3 QG KMNB, *Fragmentary Order (FRAGO) 013-Increased Force Protection Measures for Key Point*, septembre 2003.
52. Entrevue de M. Leslie.
53. SITREP QG KMNB, 18 septembre 2003.
54. SITREP Comd FOK n° 1, semaine du 3 au 12 août 2003, 10 août 2003. Barbara Stapleton, qui a travaillé pour les ONG et l'UE, prétend que les Japonais retenaient les fonds jusqu'à ce que la réforme du ministère de la Défense soit mise en œuvre. Voir « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », dans Markus Hakansson (dir.), *Peacebuilding in Afghanistan*, à <http://www.sak.se>.
55. SITREP Comd FOK n° 2, semaine du 11 au 17 août 2003, 17 août 2003.
56. Note d'information, *Disarmament, Demobilization, and Integration (DDR) and Heavy Weapons Cantonment (HWC) in Kabul*, 18 janvier 2004.
57. Entrevue de M. Leslie.
58. Comme décrit dans Maloney, *Confronting the Chaos*.
59. *Ibid.*
60. SITREP Comd FOK n° 3, semaine du 18 au 24 août 2003, 24 août 2003.
61. Entrevue de M. Graham; SITREP QG FIAS, 3 décembre 2003.
62. Note de service de M. Maclean à MM. Maddison et Henault, 24 octobre 2003.
63. SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003; Bradley Graham, *By His Own Rules: The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald Rumsfeld*, New York, Public Affairs Books, 2009, p. 382.
64. Selon les données recueillies par l'auteur à partir de la NEM de la FIAS en décembre 2004.

CHAPITRE QUATRE

65. Les EEI sont devenus en 2004 un sujet d'actualité dans les médias et parmi les commentateurs nord-américains, à telle enseigne que certains analystes craignaient que les techniques irakiennes ne se transmettent en Afghanistan. Ils n'avaient pas à s'inquiéter. Notons que des EEI perfectionnés étaient utilisés en Afghanistan bien avant que la coalition dirigée par les États-Unis occupe l'Irak au milieu de 2003 et qu'elle soit l'objet d'une attaque soutenue des insurgés plus tard au cours de la même année.
66. SITREP QG KMNB, 5 septembre 2003; SITREP QG KMNB, 6 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 9 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 23 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 30 septembre 2003. Dangar fut aussi impliqué dans les troubles de 1992-1993 à Kaboul et les organisations de défense des droits la personne le considéraient comme un criminel de guerre. Voir *Blood-Stained Hands*, p. 52.
67. SITREP QG KMNB, 7 octobre 2003.
68. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.
69. David C. Isby, « Trojan Horse or Genuine Schism? The Hizb-i-islami Split », *Terrorism Monitor*, vol. 2. n° 11, 2 juin 2004).
70. SITREP QG FIAS, 29 septembre 2003.
71. Note d'information, « Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004 ».
72. Note de service de Wadsworth au SCEMD, « Briefing Note: Mine Strike 02 Oct 03 », 5 octobre 2003.
73. Entrevue de M. Leslie. Document de M. Leslie, lettre de M. Leslie au SCED, « Jowz Valley Mine-Strike Board of Inquiry-Final Report ».
74. SITREP ECN FOK, 6 octobre 2003; SITREP QG KMNB, 29 octobre 2003.
75. Appelé Op CAROUSEL.
76. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.
77. SITREP QG KMNB, 7 octobre 2003.
78. SITREP QG KMNB, 14 octobre 2003.
79. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.
80. SITREP QG KMNB, 4 octobre 2003.
81. SITREP QG KMNB, 14 octobre 2003; SITREP QG KMNB, 15 octobre 2003.
82. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003; SITREP QG KMNB, 14 novembre 2003.
83. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.
84. SITREP QG FIAS, 16 septembre 2003.
85. SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003.
86. SITREP QG FIAS, 2 octobre 2003.
87. SITREP QG FIAS, 7 octobre 2003; SITREP QG FIAS, 13 octobre 2003.
88. Entrevue de M. Leslie.
89. SITREP QG FIAS, 27 octobre 2003.
90. SITREP QG FIAS, 16 décembre 2003.
91. Courriel de Hitesman à DL, « Afghan National Army Military Training », 25 août 2003.

CHAPITRE QUATRE

92. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.
93. SITREP Comd FOK n° 5, semaine du 1^{er} au 7 septembre 2003, 8 août 2003; échange de courriels entre M.G. Rompre et le DP OTAN, « Afghan National Army Military Training », 25 août 2003.
94. Note de service de M. Leslie, « Embedded Training Team Coordination Meeting », 20 septembre 2003.
95. Courriel du Comd de l'ECN à DL, « Op PHOENIX Visit », 27 août 2003.
96. CEM J3 au SCED, « Comd TFK Support to ANA Training », 3 octobre 2003; Leslie à DL, « Commander TFK Guidance-Canadian Embedded Training Team », 12 octobre 2003.
97. Entrevue avec le Cap Mike Chagnon, Petawawa, 10 mars 2010. Voir aussi Mike Chagnon, « L'équipe d'instruction intégrée du Canada : leçons retenues », Journal de l'Armée du Canada, automne/hiver 2004, p. 156 à 170.
98. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.
99. Note d'information, « Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy 10 Feb 04 ».
100. SITREP QG FIAS, 16 septembre 2003.
101. SITREP FOK ECN, 19 septembre 2003.
102. Note d'information, « Op ATHENA 3 RCR Bn Gp Army lessons Learned Peace Support Training Centre 1^{er} déc 2003 ».
103. Entrevue téléphonique avec le ministre de la Défense Bill Graham, 5 mars 2010.
104. CEM J3 et SCED, « CIMIC and CIDA », 11 décembre 2003.
105. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.
106. SITREP Comd FOK n° 5, semaine du 1^{er} au 7 septembre 2003, 8 septembre 2003.
107. CEM J3 et SCED, « Op ATHENA 3 RCR BG CIMIC Projects List », 7 octobre 2003.
108. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.
109. SITREP Comd FOK n° 11 et 12, semaines du 13 octobre au 26 octobre 2003, 27 octobre 2003.
110. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.
111. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.
112. CEM J3 et SCED, « CIMIC and CIDA », 11 décembre 2003.
113. Entrevue de M. Leslie; Entrevue de M. Devlin.
114. Entrevue de M. Leslie.
115. Affaire Jack Idema.
116. Entrevue de M. Leslie.
117. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.
118. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004; SITREP QG FIAS, 3 décembre 2003.
119. SITREP ECN FOK, 20 novembre 2003, 25 novembre 2003, 28 novembre 2003, 29 novembre 2003, 8 décembre 2003.
120. Ce problème se manifesta pour la première fois lors de la crise d'Oka, où un hélicoptère de la GRC muni d'un système de caméra Wescam transmettait des images en temps réel au quartier général du Commandement de la Force mobile (FMC). De son côté, le commandant du FMC utilisa ce nouvel outil pour dire au commandant d'une compagnie, par le biais d'un téléphone cellulaire, qu'il n'aimait pas la manière dont un de ses pelotons était déployé, court-circuitant ainsi vers le bas quatre niveaux de la chaîne de commandement pour une question insignifiante.

CHAPITRE QUATRE

121. Entrevue croisée. Voir aussi Chris W. Johnson, « Act in Haste, Repent at Leisure: An Overview of Operational Incidents involving UAV's in Afghanistan ».
122. Cette faction ne voulait pas non plus envoyer en mission d'aéronef de patrouille Aurora avec ses systèmes de caméra en Afghanistan et était apparemment incapable de concevoir d'autres missions que celles visant à chasser des sous-marins soviétiques qui n'existaient plus. À remarquer : les forces étasuniennes et britanniques ont déployé des aéronefs de patrouille maritime en tant que plateformes de l'ISTAR en Afghanistan, en plus de divers UAV.
123. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003; SITREP QG FIAS, 6 décembre 2003.
124. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003; Maloney, *Confronting the Chaos*.
125. SITREP Comd FOK n° 8, semaine du 22 au 28 septembre 2003, 30 septembre 2003.
126. SITREP Comd FOK n° 11 et 12, semaines du 13 octobre au 26 octobre 2003, 27 octobre 2003.
127. SITREP QG FIAS, 11 novembre 2003.
128. SITREP Comd FOK n°13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.
129. SITREP QG FIAS, 14 novembre 2003.
130. *Ibid.*
131. SITREP QG FIAS, 26 novembre 2003.
132. SITREP Comd FOK n° 3, semaine du 18 au 24 août 2003, 24 août 2003.
133. Cornelia Schneider, « Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community » *Peace, Conflict and Development*, vol. 7, juillet 2005, p. 174 à 215.
134. La logique circulaire est voulue.
135. Entrevue de M. Devlin.
136. Entrevue de M. Leslie.
137. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.
138. Entrevue de M. Leslie.
139. SITREP ENC FOK, 4 décembre 2003; SITREP QG KMNB, 2 décembre 2003.
140. SITREP QG KMNB, 16 décembre 2003.
141. SITREP QG KMNB, 17 décembre 2003.
142. SITREP QG KMNB, 18 décembre 2003; SITREP QG KMNB, 19 décembre 2003.
143. Selon les données obtenues par l'auteur auprès de la FIAS (NEM) en décembre 2004.
144. Plus particulièrement, Schneider, dans *Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community*, qui affirme qu'aucun membre du personnel militaire international n'était envoyé en déploiement pour assurer la protection du processus et qu'aucune unité spéciale de la police ou de l'armée afghane n'avait été formée. L'affirmation est manifestement inexacte.

DE MOINS EN MOINS CALME, MAIS RELATIVEMENT STABLE :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, DE JANVIER 2004 À AOÛT 2004

La participation de l'Armée canadienne aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à Kaboul en 2004 repose sur de solides assises jetées durant la deuxième moitié de 2003. Pour l'essentiel, l'opération (Op) ATHENA a pour objectifs, à sa ROTO 0, de régler les questions cruciales liées à la survie de l'Administration transitoire afghane dans l'immédiat, puis de susciter la volonté d'atteindre un consensus politique parmi les personnes d'influence et d'éviter la guerre civile, non sans difficultés. La ROTO 1 sert à continuer les projets d'entreposage des armes lourdes et à lancer les opérations d'inscription des électeurs et de sécurité des élections, lesquelles sont si essentielles au bon fonctionnement à long terme de la Loya Jirga constitutionnelle. Les ROTO 2 et 3, déployées dans une capacité résiduelle, continuent de fournir des ressources très compétentes pour les opérations de sécurité de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) afin que la sécurité dans la capitale de l'Afghanistan soit accrue. Pendant ce temps, l'Équipe d'entraînement intégrée (ETT) du Canada fait tout en son pouvoir pour former l'Armée afghane, et de graves problèmes empêchent la communauté internationale de bien coordonner les nombreuses mesures qui aident le peuple afghan à faire face aux menaces croissantes. Une fois de plus, le rôle central de l'Armée canadienne dans nombre d'initiatives a contribué à diverses tentatives pour harmoniser la stratégie de la coalition.

Établissement de la Loya Jirga constitutionnelle

Durant la nuit du 31 décembre 2003, Mojadedi, Ph. D., annonce que les parties ont conclu un accord de principe. Pour éviter que des entités ne suscitent de la violence et n'attirent l'attention, le 3^e Bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR), dirige simultanément, dans l'ouest de Kaboul, plusieurs intensifications dans le cadre de l'Op VALKYRIE et quintuple les patrouilles effectuées dans l'Op LURKER. La saga se poursuit le lendemain à la Loya Jirga constitutionnelle alors que les factions de Rabbani et de Sayyaf menacent de boycotter le vote de la Constitution afin de démontrer leur position de force dans les questions ethniques, en particulier la représentation des Pachtounes et le pouvoir présidentiel. Le 3 RCR et la compagnie ISTAR mènent ensuite l'Op MAVERICK, une intensification à l'échelle de la compagnie qui se déroule dans le district de police (DP) 14, qui est non par

hasard le fief de Sayyaf. L'Op MAVERICK est manifestement mise sur pied pour décourager les activités criminelles, mais encore faut-il définir au sens large ce en quoi consistent des activités criminelles¹.

Comme 48 p. 100 des délégués boycottent le vote, la Loya Jirga constitutionnelle ajourne jusqu'au 3 janvier 2004. Le nombre de vice-présidents et l'admissibilité des Afghans ayant une double nationalité aux postes de ministre constituent les pierres d'achoppement. Le problème de l'admissibilité illustre le schisme provoqué après l'effondrement du régime taliban entre, d'une part, les Afghans qui sont restés au pays et ont combattu et, d'autre part, ceux qui ont fui durant l'occupation soviétique, ou le régime taliban, et qui sont revenus en 2002, ces derniers étant quelque peu méprisés. Il y a parfois une différence sur le plan de la scolarité entre les groupes. Les Afghans de retour au pays après avoir fait des études en Occident se butent contre d'anciens moudjahidines parfois analphabètes qui n'ont pas peur de recourir à la violence pour réaliser leurs objectifs. Cependant, si l'on veut attirer les investissements internationaux dans la reconstruction réussie du pays, une bureaucratie s'avère indispensable. Par ailleurs, ce boycottage vise aussi des membres en particulier de l'Administration transitoire afghane qui contrecarrent visiblement les intérêts individuels sous le couvert des intérêts de groupes ethniques.

Lakhdar Brahimi est appelé à la rescousse pour dénouer l'impasse, puis Francesc Vendrell de l'Union européenne se joint à lui. Ensemble, ils travaillent avec les moudjahidines à trouver une solution. À la reprise des travaux de la Loya Jirga constitutionnelle, les moudjahidines annoncent le 3 janvier que toutes les parties se sont entendues sur la Constitution. La Loya Jirga constitutionnelle prend quatre jours à mettre fin à ses activités, car les délégués traînent sur place. L'Op SILVERBACK se termine aussi, et le 3 RCR et la compagnie ISTAR affectent leurs ressources ailleurs.

L'Afghanistan possède désormais une Constitution et, pour la première fois depuis 1974, les représentants de la population, qu'il s'agisse de représentants politiques, ethniques ou religieux, disposent des moyens nécessaires pour édifier un État autre qu'un vestige du socialisme scientifique ou d'une figure du fondamentalisme islamique. Contrairement aux dires des critiques, le processus est entièrement afghan, et tous les efforts nécessaires sont déployés pour tenir compte de l'ensemble des sources de pouvoir et d'influence au pays, sous la houlette des Nations Unies qui facilitent le processus et d'une combinaison de forces afghanes et de forces de la coalition qui le protègent. Les délégués sont devenus la cible de tentatives d'intimidation, dans un sens large, que les efforts de sécurité ont neutralisées à Kaboul. Surtout, les gens ont l'impression que le processus et les mesures de protection sont afghans, et les médias les présentent comme tels.

La Loya Jirga constitutionnelle constitue un processus légitime qui produit un résultat tout aussi légitime et qui est approuvé par la communauté internationale. Toutefois, deux choses doivent se produire pour qu'elle conserve sa légitimité. Tout d'abord, l'Administration transitoire afghane doit faire place à un gouvernement élu aux échelons national et provincial. Ensuite, le gouvernement doit se doter d'une bureaucratie fonctionnelle garantissant que les ressources indispensables à la reconstruction soient consenties par la communauté internationale et bien réparties selon les besoins. Voilà la trame des trois années suivantes où le Canada joue un rôle en Afghanistan. Comment un pays avancé sur le plan technologique et ses alliés apportent-ils une aide efficace à un État encore fragile qui sort d'un contexte aux allures apocalyptiques, surtout quand les gens sont prêts à mourir au nom des autres, voire celui de Dieu, pour les en empêcher?

Poursuite des opérations de la KMNB

Le groupe-bataillon du 3 RCR et la compagnie ISTAR reprennent les opérations de sécurité dans leurs zones d'opérations respectives. Pendant les opérations visant la Loya Jirga, un certain nombre de points d'entrée importants (PEI) sont établis tout autour de la ville. En collaboration avec la police de Kaboul, les unités de la FIAS procèdent à des fouilles éclair de véhicules aux postes de contrôle à proximité des PEI. Ces opérations se révélant bien utiles à la prévention de diverses activités antigouvernementales, les PEI sont officialisés et désignés par des lettres. Le peloton de coopération civilo-militaire (COCIM) arrive sur place et amorce des pourparlers avec les dirigeants locaux, et les membres du Génie du Canada construisent ensuite aux PEI des installations pour la police et élaborent des mesures de contrôle de la circulation². Les postes communs de contrôle des véhicules sont maintenus par le 3 RCR, la compagnie ISTAR et la police, et le tout a formé l'Op ROME³ (voir la figure 5-1).

Le PEI Echo se trouve juste à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS, entre la province de Wardak et le district de Paghman. Il s'agit d'un endroit de prédilection pour la police de Kaboul puisqu'il est encaissé, ce qui facilite le contrôle de la circulation entrante. Cependant, le 3 RCR n'obtient pas du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD), par l'intermédiaire de l'Élément de commandement national (ECN), l'autorisation d'y mener des tâches liées à l'Op ROME. On sait que ce point d'entrée se trouve sur une route empruntée par les opposants, mais comme il est juste de l'autre côté d'une frontière artificielle, la FIAS n'a pas le pouvoir d'aider la police⁴.

L'Op ROME doit donc se réaliser aux autres PEI. Des préoccupations sont exprimées, notamment concernant la viabilité de la police dans certains districts, car des policiers utilisent les PEI pour soutirer de l'argent aux citoyens. La compagnie ISTAR est chargée de mener l'Op SMOKEY et d'exercer une surveillance secrète aux PEI en question afin d'établir la véracité des allégations et de donner l'heure juste au chef de police de Kaboul⁵.

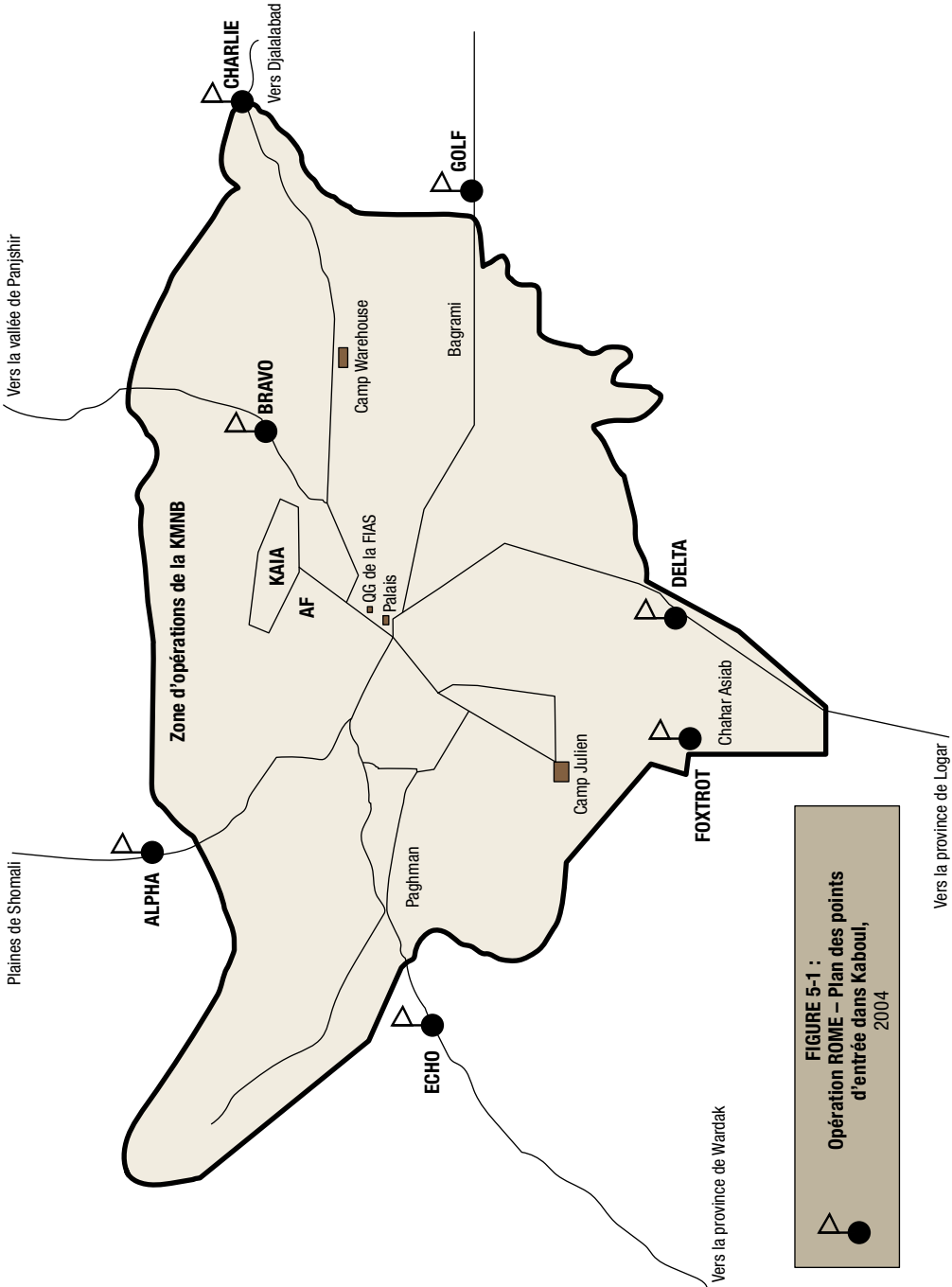


FIGURE 5-1 :
Opération ROME – Plan des points
d'entrée dans Kaboul,
2004

Figure 5-1 : Opération ROME – Plan des points d'entrée dans Kaboul, 2004

La mise en œuvre initiale de l'Op GONDOLA, qui représente la participation du Canada au programme d'entreposage d'armes lourdes, commence le 15 janvier 2004 en pleine tempête médiatique. À Kaboul, l'artillerie lourde revêt une importance symbolique sur bien des plans. L'utilisation abusive de l'artillerie contre les civils par les factions dans les combats de 1992-1993 s'est gravée dans la mémoire de la population. C'est la raison pour laquelle l'une des premières milices afghanes cantonnées est la 88^e Brigade d'artillerie. En effet, le 3 RCR, appuyé par la compagnie ISTAR et l'ECN, escorte un convoi transportant 24 canons de gros calibre, 13 canons de petit calibre, 3 lance-roquettes multiples et 10 véhicules blindés de combat à partir de leur position jusqu'au site d'entreposage à Rash Lahore, dans le district de Chahar-Asiab. Un autre convoi se compose de 11 lance-roquettes multiples, de 27 pièces d'artillerie et même de systèmes de missiles antichars. Les préparatifs de l'Op GONDOLA se font à la faveur d'un battage médiatique et d'une grande campagne d'information orchestrée par le quartier général (QG) de la FIAS de manière particulièrement délibérée. Ces opérations d'entreposage indiquent à tous les acteurs le sérieux du programme, qui va bien au-delà des simples paroles. L'entreposage étant désormais chose concrète, il faut profiter de la belle lancée et mettre fin aux armées de factions sous la coupe des détenteurs de pouvoir non élus⁶.

Le groupe-bataillon du 3 RCR et la compagnie ISTAR obtiennent des renseignements qui permettent de confirmer l'existence d'une enceinte du groupe HiG dans le DP 7. Après le décès du sergent (Sgt) Short et du caporal (Cpl) Beerenfenger, le 3 RCR accorde une grande priorité à tout ce qui est lié à cette faction et met au point un plan où la police de Kaboul sert de paravent. L'Op TSUNAMI, menée le 18 janvier 2004, permet d'appréhender des membres de la faction et de leur soutirer des renseignements que le 3 RCR utilise contre les autres cellules, dont certaines sont impliquées dans le narcotrafic⁷. Une autre cible apparaît sur le radar le 25 janvier : le 3 RCR prépare alors l'Op WHIRLWIND pour son arrestation. Avec la collaboration de la Direction nationale de la sécurité, deux raids sont menés dans la zone d'opérations du Canada grâce auxquels trois terroristes sont arrêtés, notamment Abdul Maruf, et une importante cache d'armes est trouvée. Le peloton de COCIM est déployé afin d'atténuer les effets dans les quartiers avoisinants⁸.

Attentats-suicides du 27 janvier 2004, le décès du Cpl Murphy et les répercussions

Six soldats à bord de deux véhicules Iltis quittent le Camp Julien pour assister à une réunion de COCIM au quartier général de la police de Kaboul. À moins de deux kilomètres du camp canadien sur l'itinéraire GREEN, un civil dans son véhicule prévient l'ennemi en embuscade par un appel de phares qu'une patrouille de la FIAS se dirige droit sur lui. La patrouille doit ralentir pour traverser un petit fossé; le premier véhicule Iltis s'avance



Photo : MDN KA2004-R103-1273d

Le contingent du Canada de la FIAS à Kaboul travaille étroitement avec la police de Kaboul dans les districts de la partie ouest de la ville. De milice sans formation, la police est lentement devenue une force capable de mener des opérations antiterroristes aux côtés de la FIAS.

et traverse le fossé alors que le deuxième véhicule de la patrouille ralentit. Un homme qui porte sur lui deux projectiles de 76 mm se met à marcher à côté du deuxième véhicule et fait détonner sa bombe à quelques pas de l'avant du véhicule. Le Cpl Jamie Murphy meurt sur le coup et trois autres Canadiens sont blessés; un civil afghan meurt et neuf autres sont blessés. Une colonne de la Force de réaction rapide (FRR), notamment composée d'une ambulance Bison et d'une équipe mobile de dépannage (EMD), est dépêchée sur les lieux pour sécuriser le périmètre et évacuer les victimes⁹.

Pendant que la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul) se remet du choc de l'attentat, une patrouille britannique, accompagnant une équipe de l'Estonie responsable de la neutralisation des explosifs et munitions (NEM) sur l'itinéraire VIOLET, est visée le lendemain par un engin explosif improvisé (EEI) placé dans un véhicule pour attentat suicide. L'attentat cause la mort d'un soldat britannique et des blessures graves à trois Britanniques et à deux Estoniens. Force est de constater qu'il y a des ressemblances entre les deux attentats : ils sont perpétrés le matin, sont commis par des kamikazes et visent des

véhicules non blindés à toit ouvert souvent utilisés pour les patrouilles qui empruntent les principaux itinéraires de ravitaillement de la FIAS¹⁰. La menace d'un autre attentat-suicide contre l'aéroport de Kaboul a plané, mais elle ne s'est pas concrétisée; cinq explosions ont retenti au sud de l'aérogare civile¹¹. L'Op WHIRLWIND en a probablement empêché ou contrecarré l'exécution d'une quelconque façon.

Il s'agit du troisième attentat-suicide à Kaboul, après le bombardement de l'autocar allemand, et du premier attentat contre une cible canadienne. Il n'y a aucun doute cette fois-ci : un individu a délibérément commis un acte pour tuer et mutiler des gens. On se demande toujours en Afghanistan quels peuvent être les motifs. Tout comme dans le cas de l'attentat dans la vallée de Jowz, il est difficile de se les expliquer. Le terrorisme assumé qui cherche à réduire les capacités de la FIAS est à tout le moins facile à comprendre. En effet, le point commun reste la FIAS, mais le but est-il de faire passer un message? Dans l'affirmative, quel est le message? S'il s'agit d'une mesure de représailles, la FIAS peut considérer plusieurs événements récents. Tout d'abord, on peut penser au groupe HiG en soif de vengeance pour le démantèlement de ses réseaux à Kaboul, mais à ce stade de la guerre, ce groupe ne s'est pas encore mis à commettre des attentats-suicides. Il peut aussi être question de représailles pour l'entreposage d'armes lourdes ou pour l'Op POWER PLAY. Les attentats n'ont sans doute pas de lien avec Loya Jirga constitutionnelle puisqu'ils ne sont pas perpétrés lorsqu'elle siège. Selon une théorie, Al-Qaïda et les talibans, lassés par les échecs du groupe HiG, ont entrepris de lui montrer comment faire. Comme auparavant, un amalgame complexe de motifs peut aussi expliquer les attentats. Des renseignements circonstanciels ont transpiré sur les liens entre deux personnalités anti-talibans à Kaboul et un mollah qui a hébergé un terroriste dans une maison secrète la veille de l'attentat, mais c'est le silence radio dans le milieu après le décès du Cpl Murphy, tout comme après celui du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger¹².

Des avions C-130 canadiens qui ont à leur bord le brigadier-général (Bgén) Jocelyn Lacroix et son personnel de remplacement pour la KMNB sont redirigés vers l'aérodrome de Bagram. Dans d'autres circonstances, le renversement d'un véhicule Coyote dans lequel deux soldats sont coincés entraîne une autre sortie de la FRR depuis le Camp Julien. L'alerte rouge de la KMNB est déclenchée. Les véhicules non blindés circulent de manière limitée : les véhicules canadiens d'échelon B, comme les véhicules logistiques intermédiaires et lourds, ne sont pas autorisés à sortir de leurs zones. Les deux compagnies d'infanterie qui se déplacent avec des Iltis y sont également confinées; seuls quelques véhicules blindés Bison de transport de troupes sont disponibles. Heureusement, après le décès du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger, le lieutenant-colonel (Lcol) Denne insiste sur l'envoi de véhicules supplémentaires dans le théâtre. Ainsi, la compagnie de VBL III reste la seule organisation qui peut aller et venir dans la zone d'opérations du Canada. Les opérations de COCIM et



Les Littis, des VTT datant de la guerre froide, n'étaient plus adaptés en 2003 à Kaboul. Les attentats-suicides commis avec un EEI contre des véhicules non blindés à toit ouvert ont causé la mort de plusieurs membres de la FIAS, dont des Canadiens. Il est décidé de s'en départir en 2004.

de nature psychologique étant paralysées, aucun projet ne peut se réaliser, et les patrouilles sont réduites. Plusieurs jours s'écoulent avant d'obtenir à nouveau des véhicules d'échelon B au Camp Julien. Les membres du Génie électrique et mécanique de l'Élément de soutien national (ESN) travaillent finalement nuit et jour pour transformer les véhicules en blindés par suite des recommandations de l'équipe d'assistance technique¹³.

Les deux attentats empêchent immédiatement la KMNB et ses unités de mener des opérations dans la ville, parfois pendant une semaine, parfois beaucoup plus longtemps. C'est la raison pour laquelle on reporte le projet dans le cadre duquel la FIAS collabore avec les responsables des élections et déterminent les bureaux d'inscription des électeurs pour le scrutin de 2004. Plus important, le président Karzai révoque le chef de la Direction nationale de la sécurité, l'ingénieur Muhammad Arif Sarwari.

Ces attentats forcent le 3 RCR à réaffecter ses ressources pour mieux protéger les troupes. L'Op HYDRA est mise sur pied pour surveiller l'itinéraire GREEN. Le redéploiement en attente de la ROTO 0 et l'arrivée de la ROTO 1 signifient que des ressources supplémentaires, dont celles de la compagnie ISTAR, serviront à protéger le convoi de troupes entre le Camp Julien et l'aéroport international de Kaboul. Dans l'ensemble, les attentats freinent les travaux du 3 RCR dans l'ouest de Kaboul ainsi que dans les districts à l'ouest, notamment les activités de COCIM. Ils brident aussi la capacité du Lcol Denne d'organiser des patrouilles renforcées et de communiquer avec la population, et l'ennemi se sent tout aussi menacé. Au même moment, le taux de véhicules Coyote hors d'usage de la compagnie ISTAR monte en flèche en février, ce qui a un effet sur la couverture de surveillance. Les véhicules Coyotes du Royal Canadian Dragoons se détériorent, et les mécaniciens de l'ESN travaillent sans relâche pour les maintenir en état de fonctionnement dans l'environnement austère et poussiéreux de Kaboul¹⁴.



Photo : MDN KA2004-R102-075a

Le remplacement des véhicules Ilitsa a donné lieu à l'achat de véhicules utilitaires légers à roues, également appelés G-Wagon, qui se trouvent à Kaboul et à Kandahar.

Remise en cause des opérations de NEM et de lutte contre les EEI

Les deux types d'attentats contre le 3 RCR ont obligé l'Armée canadienne à revoir la NEM ainsi que la lutte contre les EEI. D'habitude, les techniciens en munition s'occupent de la neutralisation et travaillent au sein d'un bataillon de logistique, tandis que les sapeurs de combat se chargent du déminage et travaillent dans des escadrons de campagne. Les deux fonctions ont de plus en plus de responsabilités communes en Afghanistan et, en présence de la nouvelle menace des EEI, une quelconque forme de rapprochement et d'harmonisation devait être convenue¹⁵.

L'escadron du Génie des ROTO 0 et 1 possède de l'équipement de déminage et de NEM. En général, il se sert de plusieurs systèmes achetés au temps des opérations de stabilisation en Bosnie et au Kosovo. Le fléau de déminage Marion est un système tracté léger à la puissance insuffisante. Un autre véhicule propulse le dispositif de dégagement de munitions dispersables Pearson (essentiellement une charrue) équipé d'un radar infrarouge à balayage frontal et d'un détecteur magnétique. Deux appareils M-113 téléguidés et équipés de dispositifs Pearson les ont remplacés ultérieurement. De même, on se sert de deux véhicules blindés Nyala (résistants aux mines avec des caisses en forme de V et originaires d'Afrique du Sud) pour « vérifier » les itinéraires; on conduisait des véhicules à côté d'eux jusqu'à ce que ces derniers croisent quelque chose. Trois robots légers de NEM Vanguard MK 1 sont également déployés, chargés dans de véhicules blindés Bison de transport de troupes spécialement équipés. Aucun de ces systèmes n'est conçu pour traiter les EEI : ils servent à désamorcer les mines et les munitions explosives non explosées dans un environnement relativement permissif¹⁶.

Les Forces canadiennes (FC) ont mis un certain temps à se préparer aux nouvelles menaces et à se remettre des compressions budgétaires de l'après-guerre froide qui ont réduit la capacité de NEM du Canada et de la priorisation des opérations de maintien de la paix dans les années 1990¹⁷. Deux mois après le décès du Cpl Murphy, on admet enfin au niveau politique à Ottawa que « les éléments anti-FIAS ont acquis un savoir-faire technologique encore jamais vu par les troupes canadiennes pendant des opérations » [Traduction]. Leur savoir-faire technologique avancé étant surtout axé sur les systèmes de détonation des EEI, il fallait trouver des moyens technologiques pour les neutraliser. Il fallait donc procéder à l'achat et au déploiement de systèmes de contremesures électroniques (CME).

Les CME au niveau tactique terrestre n'ont rien de nouveau. En effet, l'Armée britannique s'en sert en Irlande du Nord depuis les années 1980. Le personnel canadien de NEM a recours systématiquement à des CME de faible puissance durant leurs opérations depuis bien avant sa présence en Afghanistan. Les États-Unis ont vu des EEI radiocommandés pour la première fois en Afghanistan en 2002 et ne disposaient pas de moyens de les neutraliser.



Photo : Auteur

Le personnel canadien se sert d'un robot d'observation et de neutralisation d'explosifs et de munitions Telerob, ici chargé à l'arrière d'un véhicule blindé Bison de transport de troupes, à Kaboul pour lutter contre les EEI, les munitions explosives non explosées et les mines.



Photo : MDN IS2004-0665a

La menace posée par les EEI et les mines à Kaboul, puis à Kandahar, a entraîné le déploiement de véhicules Nyala, pour la vérification d'itinéraires, provenant des unités canadiennes en Bosnie. Les véhicules Nyala étaient en tête de convois de la FIAS, puis de l'équipe de reconstruction provinciale dans les régions éloignées.

Les Forces navales des États-Unis [U.S. Navy] possédaient beaucoup de brouilleurs désuets, vestiges de la guerre froide, qui ont été modifiés et installés dans des véhicules militaires des États-Unis. Ces brouilleurs ont reçu le nom de code ACORN. Entre la détermination du problème et le déploiement des brouilleurs ACORN se sont écoulés trois mois¹⁹.

Selon certains, il faut déployer les CME dans l'ensemble de la force. Le déploiement apporte son lot de défis techniques, surtout lorsque les CME doivent être harmonisées avec les opérations de l'escadron des transmissions, le travail de l'équipe affectée à la guerre électronique et ainsi de suite. Il est nécessaire que le groupe du Génie et le groupe des Transmissions au Canada ainsi que l'équipe sur le terrain se rencontrent pour éviter un « fratricide » sur le spectre des radiofréquences. L'achat d'une quantité suffisante de systèmes adéquats dans le cadre d'un processus d'acquisition de la défense en temps de paix est tout aussi difficile. Le Canada accuse du retard dans la guerre contre les EEI et peine à le rattraper.

Nouveau shérif en ville : Arrivée de la ROTO 1 de l'Op ATHENA

Le transfert entre la ROTO 0 et la ROTO 1 de l'Op ATHENA se déroule au début de février 2004. Le major-général (Mgén) Andrew Leslie quitte son poste de commandant adjoint de la FIAS. Grâce à ses longues démarches fructueuses, le Canada obtient le commandement de la FIAS, et le lieutenant-général (Lgén) Rick Hillier succède au Lgén Gliemeroth²⁰.

Le Canada garde aussi le commandement de la KMNB, le Bgén Jocelyn Lacroix prenant la relève du Bgén Peter Devlin. Le major (Maj) Dyrald Cross confie les rênes de la compagnie ISTAR au Maj Andrew « Z » Zdunich et à son escadron de reco du *12^e Régiment blindé du Canada* (12 RBC). Le 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment (3^eR22^eR) du Lcol Stéphane Roy prend la relève du groupe-bataillon du 3 RCR du Lcol Don Denne, tandis que la Batterie R du *5^e Régiment d'artillerie légère du Canada* (5 RALC) remplace la Batterie F. L'ESN est désormais dirigé par le Lcol Serge Carignan, et le gros des nouveaux effectifs se compose de membres des unités de la 5^e Brigade du Québec. Pour finir, le 52^e Escadron du *5^e Régiment du Génie de Combat* (RGC) constitue le Génie de la force.

La différence la plus marquante dans les rapports de commandement et contrôle de la ROTO 1 réside dans la fonction du commandant de la FO Kaboul qui gagne en importance. Le Lgén Hillier est peut-être le commandant de la FIAS, mais il ne dirige pas tout le contingent canadien contrairement au Mgén Leslie. Le colonel (Col) Alain Tremblay commande le contingent à la ROTO 1, mais son prédécesseur à la ROTO 0, le Col Mark Hodgson, exerçait, quant à lui, la fonction de commandant adjoint du contingent avec un personnel réduit. L'état-major du commandant a également grossi – le Lcol Sylvain Sirois est devenu chef d'état-major. Ce changement majeur tient à nombre de raisons. Le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le général (Gén) Ray Henault, s'inquiétait qu'une situation problématique impliquant des troupes canadiennes en Afghanistan nuise aux élections fédérales imminentes au Canada et souhaitait en réduire les risques. Il a transmis son opinion au commandant de la FO par le biais du SCEMD qui avait déjà limité les activités de l'Armée canadienne en Afghanistan en 2001²¹.



Photo : MDN KA2009-A407D

Lgén Rick Hillier a pris le commandement de la FIAS. Il a dû avoir recours à des troupes non canadiennes à Kaboul à cause des risques croissants de pertes canadiennes potentielles.

En outre, certains éléments du Quartier-général de la Défense nationale (QGDN) et d'ailleurs n'apprécient pas l'autonomie relative du Mgén Leslie, l'utilisation qu'il en fait et la manière dont il rogne celle des commandants des rotations ultérieures. D'autres éléments du nouveau quartier général n'approuvent pas l'évolution des opérations en 2003. À leur avis, les activités de démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR), d'entreposage d'armes lourdes, de l'ETT et du travail de nuit ne devaient pas être exécutées nécessairement par les Canadiens, car elles sont risquées sur le plan politique. En rétrospective, cet avis témoigne d'une mentalité étroite centrée sur le maintien de la paix aux responsabilités limitées héritée des années 1990 qui ne correspond pas du tout avec la réalité sur le terrain, à Kaboul. Dans les faits, le QG a pris la voie tracée par le SCEMD, selon le Lcol Sirois²². Comme l'a résumé le Col Tremblay, la FO Kaboul a pour mission de protéger les intérêts du Canada, et non de garantir à tout prix une réussite tactique²³.

Les nouveaux rapports de commandement posent de graves problèmes pour les opérations du Canada et de la FIAS à Kaboul. De nouveaux mécanismes mis en place au QG de la FO Kaboul permettent de vérifier les opérations hors cadre des troupes canadiennes dans la ville : un conseil des opérations formé au quartier général se chargera de cette responsabilité. Ce n'est qu'après une recommandation du conseil qu'une demande est transmise au SCEMD, puis au chef d'état-major à des fins d'approbation. Ni le nouveau commandant de la FIAS, ni le nouveau commandant de la KMNB n'aiment que la bureaucratie mine leur autonomie²⁴.

De plus, les nouveaux processus mis en place finissent par aggraver des désaccords sur la structure de la force. Dans les équipes de préparation au Canada, deux courants de pensée s'affrontent au sujet de l'escadron de reco au moment où la ROTO 1 établit sa structure à l'automne 2003, avant le déploiement. La première école de pensée soutient que toutes les sous-unités canadiennes doivent être sous le commandement d'un bataillon et que la force doit rester unie. Selon l'autre école, l'escadron de reco demeure une ressource de la brigade en plus d'être commandé et employé par le quartier général de la brigade²⁵. Ce problème de doctrine ne date pas d'hier, comme on l'a vu lors de l'Op APOLLO, qui découle des rotations de la Force de stabilisation de l'Armée en Bosnie. L'affectation du personnel au groupe-bataillon repose sur la participation de l'escadron de reco; quand il est occupé ailleurs, son absence pose des problèmes, car le bataillon d'infanterie n'a pas son propre escadron de reco sur place. Par ailleurs, nul n'a songé à affecter suffisamment de personnel pour exécuter les tâches de l'ETT.

Le plafond de la dotation imposée par Ottawa génère des circonstances où les responsables de la mise sur pied de la force se disputent avec les utilisateurs de cette force sur la dizaine ou la vingtaine de postes à pouvoir ici et sur les cinq à dix autres là. L'ensemble des corps et des branches possèdent leurs structures doctrinales propres et, s'il faut les changer pour respecter le plafond (c'est-à-dire les réduire dans tous les cas), cela suscite une compétition

presque toujours malsaine. Ces désaccords commencent durant l'entraînement et, alliés aux nouvelles dispositions prises pour le commandement, s'enveniment au point de dégénérer en conflits de personnalités entre les commandants canadiens, ce qui donne lieu à une situation néfaste pour les opérations du Canada à Kaboul.

Dans l'ensemble, la structure du groupe-bataillon, de la compagnie ISTAR, du QG et des troupes de la KMNB ainsi que de l'ECN et de l'ESN ressemble à celle adoptée à la rotation précédente. Le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) passe de la KMNB à l'ECN et devient une ressource canadienne. Ce changement est effectué sous prétexte de complications liées au traitement de documents secrets à ne pas diffuser aux autres pays membres de l'OTAN.

La nouvelle rotation ne dispose pas du personnel nécessaire à l'exécution de la mission de l'ETT. Il faut quelques semaines pour convaincre Ottawa de déployer 20 autres militaires qui succéderont à ceux envoyés en premier pour cette mission. La FO Kaboul omet d'avertir la FO Phoenix que le remplacement des ETT n'est pas prévu à la ROTO 1. « On nous parle constamment d'optimisation dans cette entreprise, a expliqué le Col Tremblay à Ottawa. Le Canada ne sortirait pas indemne s'il se retirait de cette mission à laquelle il s'est engagé. » [Traduction] Le nouveau commandant de la FIAS, le Lgén Hillier, conscient lui aussi des effets bénéfiques du travail exceptionnel initié par la rotation précédente, appuie le Col Tremblay en ce sens. Le nouveau personnel arrive enfin à la fin de février 2004 et commence à encadrer un kandak de la 1^e Brigade de l'Armée nationale afghane²⁶.

Opérations de la KMNB et de la compagnie ISTAR

Lorsque le Maj Andrew Zdunich lance les opérations à son arrivée, seuls 30 p. 100 des véhicules sont fonctionnels, et aucun des dispositifs de lancement des véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) n'est en état de fonctionnement. En effet, les troupes affectées aux TUAV attendent une cellule envoyée de France²⁷. Au départ, les patrouilles du 12 RBC se limitent à l'Op BASEBALL, qui consiste en une tâche de surveillance de l'itinéraire INDIGO et où les Coyotes travaillent de pair avec les équipes d'officiers observateurs avancés et de contrôleurs aériens avancés de la Batterie R responsables de surveiller cet itinéraire névralgique. La compagnie ISTAR envisage d'établir un poste d'observation dans le centre-ville de Kaboul (Op OLYMPUS), car des installations d'importance sur « TV Hill » ont été la cible de roquettes. Pour l'essentiel, la compagnie ISTAR poursuit les mêmes tâches que l'organisation qui l'a précédée.

La KMNB accueille quelques nouvelles unités. Le détachement d'hélicoptères CH-53 de l'Allemagne est envoyé à Kondoz pour appuyer l'équipe de reconstruction provinciale (ERP)²⁸, et le détachement d'hélicoptères UH-60 de la Turquie prend la relève.

Aussi, les Pays-Bas assignent six hélicoptères d'attaque AH-64 Apache à la FIAS de Kaboul – leur puissance de feu, la capacité d'intervention rapide et leurs capacités de surveillance sont un ajout précieux. Par ailleurs, la Slovénie demande au Canada d'intégrer un peloton de reconnaissance légère dans l'escadron de reco. Une fois la demande acceptée, le peloton s'installe avec ses véhicules Hummer au Camp Julien et se met à patrouiller en mai.

Les opérations de la FIAS en viennent à reposer essentiellement sur les actions directes à l'époque où la menace terroriste continue à planer tout au long de l'année 2004. L'ennemi a adopté comme *modus operandi* les attentats, suicides ou par radiocommande, commis avec des EEI (encore peu souvent déclenchés par une victime). Il privilégie aussi les attaques à la roquette, mais il est difficile de savoir si elles étaient l'œuvre des insurgés. Rares sont les embuscades avec tir direct. On priorise donc la compagnie ISTAR et le CRTS ainsi que leurs relations avec les organismes alliés qui fournissent en temps utile des renseignements sur les réseaux ennemis. Par la suite, ces réseaux doivent être démantelés. On peut avancer que la FIAS a privilégié ce type d'opérations à Kaboul, puisque les détenteurs de pouvoir en perte de puissance devenaient de moins en moins menaçants en 2004.

Les dispositions relatives au commandement et contrôle ainsi que leurs liens avec les opérations d'action directe nuisent carrément à la conduite des opérations de la KMNB lors de la ROTO 1. Le Mgén Leslie et le Bgén Devlin court-circuitent discrètement les tracasseries de la bureaucratie, tandis que le Lgén Hillier et le Bgén Lacroix prennent le taureau par les cornes. Dans ses mémoires, le Lgén Hillier ne mâche pas ses mots :

[Traduction]

Pour que les choses se fassent, je ne me tournais pas vers le Canada à cause du système lourd et complexe à Ottawa et du traitement bureaucratique des opérations. Si des missions devaient être menées rapidement, j'allais voir mon contingent du Royaume-Uni, j'allais voir ma compagnie de la Norvège et parfois, j'allais même voir le groupement tactique de la France. Je me suis rarement tourné vers le Canada. Le temps gaspillé, les détails à expliquer ainsi que les désagréments et l'agonie à subir, sans compter toutes les tergiversations prenaient une telle ampleur que le jeu n'en valait pas la chandelle [...] Afin d'obtenir le feu vert d'Ottawa pour la participation du groupe-bataillon du Canada à un raid, il fallait attendre entre 12 et 24 heures, et c'était à condition que la réponse soit positive. Il fallait moins de deux heures aux Britanniques et aux Norvégiens pour faire approuver et réaliser une opération²⁹.

CHAPITRE CINQ



Photo : MDN KA2004-A018D



Photo : MDN KA2004-A024D

La hausse des opérations terroristes menées par des cellules du groupe HiG, des talibans et d'Al-Qaïda a donné lieu à des opérations de perturbation vigoureuses coordonnées par la KMNb, l'équipe ISTAR du Canada et des membres du CRTS. Ces opérations ont permis d'appréhender ou d'éliminer des cellules terroristes avant qu'elles ne nuisent au nouveau processus politique.

Il y a aussi des problèmes de publicité. Durant le transfert entre la ROTO 0 et la ROTO 1, la KMNB prépare l'Op MAELSTROM, qui vise un complice d'Anwar Dargar, associé aux services secrets du Pakistan et à la tête d'une cellule de dix hommes. D'après les renseignements, il est en train d'organiser un attentat avec huit véhicules piégés dont les principales cibles sont l'ambassadeur et l'ambassade des États-Unis. Les FSNA, composées de l'Armée nationale afghane et de la police nationale afghane, se trouvent au premier rang, avec le groupement tactique de la France qui assume un rôle d'appui. Le Canada fournit l'équipe responsable de l'exploitation de sites sensibles alors que le TUAV Sperwer fait des rondes de surveillance du DP 11. L'Op MALESTROM est mise en œuvre le 14 février 2004 : on prend la cible et on parvient à exploiter le site de fabrication de bombes³⁰. Les médias ont posé des questions à propos de l'opération, qui a suscité des interrogations sur les restrictions nationales. Certains voulaient aller de l'avant avec les opérations d'action directe, mais des sensibilités nationales les en ont empêché – le QG de la FIAS, le centre canadien de l'ECN et le QG de la KMNB ne sont pas en mesure d'expliquer les motifs de cette décision sans révéler des détails sur les opérations.

En tant que commandant de la KMNB, le Bgén Lacroix a grandement contribué à dynamiser les relations entre les FSNA et la FIAS, surtout en ce qui avait trait à la communication du renseignement et aux opérations d'action directe. La promotion d'Amrullah Saleh au poste de chef de la Direction nationale de la sécurité après les attentats des 27 et 28 janvier représente une avancée majeure. Le Bgén Lacroix l'a d'ailleurs convié ainsi que le chef de la police de Kaboul et le commandant de la garnison de Kaboul à une rencontre entre leurs quatre entités. Il est d'abord pris de court par les plaintes des Afghans concernant la KMNB et son manque de communication des renseignements à leurs organismes respectifs. À l'évidence, la confiance n'est pas encore établie de manière durable entre les divers chefs. Le Bgén Devlin entretenait des liens avec quelques Afghans et avait « créé un contexte propice » pour Lacroix; ce dernier comprend bien qu'on ne lui fera pas automatiquement confiance puisqu'il est arrivé depuis peu et qu'il n'est pas encore aussi connu que Devlin. La KMNB profite de la cérémonie organisée pour la passation de commandement, dont il coordonne la sécurité, pour demander aux Afghans de prendre la direction afin de gagner leur confiance. La cérémonie s'est clôturée avec succès et le chef de la Direction nationale de la sécurité à Kaboul décide ensuite de rencontrer le Bgén Lacroix pendant quelques heures et il lui donne essentiellement accès au vaste corpus de renseignements recueillis. À partir de ce moment, la coopération entre la KMNB et la Direction nationale de la sécurité ne cesse de s'améliorer. Le nombre d'opérations d'action directe menées à Kaboul progresse bien : il passe de six à la ROTO 0 à trente durant la ROTO 1³¹.

Il reste la question des restrictions nationales. Plusieurs pays membres de la FIAS sont dirigés par des gouvernements minoritaires qui sont au courant des problèmes causés par les membres de leur personnel : ceux-ci sont les auteurs ou les victimes de meurtres ou encore d'emprisonnement et d'assassinat. En parallèle, des contingents étrangers n'ont pas des périodes d'affectation de six mois comme les Canadiens, ou alors ils n'ont pas coordonné leur arrivée avec la rotation des Canadiens. Par exemple, les rotations des Français durent quatre mois, tandis que celles des Allemands durent six mois. En outre, l'unité d'hélicoptères des Pays-Bas passe en alternance deux mois en Afghanistan et en Iraq. La méconnaissance des règles d'engagement et des restrictions nationales ainsi que les personnalités de type A ne cessent de nuire à la situation, sans oublier l'inconvénient que représente l'utilisation de plusieurs langues européennes. Certains pays ne veulent pas travailler aux côtés ou sous la gouverne d'autres pour toutes sortes de raisons historiques. Le QG de la FIAS et la KMNB doit ainsi mettre au point une matrice qui les aide à choisir le plus rapidement possible la force chargée d'une mission spéciale dans les délais impartis. Malheureusement, le groupe-bataillon du Canada fait partie des forces assujetties au plus de restrictions, contrairement à la compagnie ISTAR et au CRTS. Comme ils « surveillent » et n'exécutent pas d'opérations sur le terrain, ces derniers présentent peu de risques sur le plan politique à Ottawa. Par ailleurs, un groupe d'action directe se compose habituellement de Coyotes du Canada et d'un UAV LUNA de l'Allemagne, avec des membres de la Direction nationale de la sécurité actifs sur le terrain et la compagnie de la Norvège encerclant le quartier ou l'enceinte. Il est possible que le CRTS du Canada, ou son équivalent britannique, s'occupe de l'exploitation du site³².

Citons en exemple l'Op SPEED, menée à la fin de mars 2004. La Direction nationale de la sécurité a rassemblé des renseignements selon lesquels un individu associé au groupe HiG et à Al-Qaïda est censé acheminer des explosifs dans la ville par le district à l'ouest. Puisque l'enceinte visée se trouve dans la zone d'opérations du Canada, elle sollicite du soutien par l'entremise de la KMNB grâce à leurs relations fraîchement fortifiées. La KMNB n'a pas pu faire intervenir le contingent du Canada à temps (72 heures), et a donc chargé la compagnie de patrouille du Royaume-Uni d'installer le cordon de sécurité pour la Direction nationale de la sécurité. L'équipe responsable de l'exploitation de sites sensibles était composée de 13 Canadiens, et des membres britanniques de l'équipe de NEM, de la police militaire et de l'équipe canine assumaient un rôle d'appui. Trois hommes de la cellule sont arrêtés, et une quantité considérable de matériaux pour fabriquer des bombes est saisie³³. Il s'agit d'une cible terroriste cruciale qui se trouve en plein dans la zone d'opérations du Canada; or, le 3^eR22^eR devant être écarté de l'opération, les forces britanniques sont appelées. Voilà bien le type de situation qui minerait la crédibilité du Canada.

La KMNb et la Direction nationale de la sécurité mettent en branle une opération de suivi, l'Op HAMMER, trois jours après l'Op SPEED, durant laquelle cinq insurgés sont arrêtés. La police de Kaboul et la KMNb exécutent ensemble l'Op SWIFT, sans lien direct avec les autres opérations; ils frappent à trois endroits de la ville en même temps et y trouvent des explosifs. Le Canada a obtenu presque le même résultat avec l'Op SPEED. Ces opérations ont considérablement affaibli les activités terroristes du groupe HiG et de ses alliés en mars et en avril 2004³⁴. Des unités canadiennes ont rassemblé des renseignements de sources inattendues dans la population aussi bien durant les patrouilles que durant les activités de COCIM. En plus des opérations de renseignement humain, les commandants se sont aperçus avec le temps que « les renseignements que les équipes de COCIM collectent auprès des ONG et des organisations internationales ont permis aux équipes de rassembler d'autres informations utiles à la planification des opérations dirigées ainsi que celles menées hors de la zone des opérations³⁵ » [Traduction]. Une nouvelle optique ressort, soit que l'idée de fusionner les renseignements recueillis par la cellule de coordination de COCIM et le CRTS mérite d'être creusée, mais elle posera des problèmes ultérieurement.

Avec le nombre grandissant d'opérations d'action directe menées dans la zone d'opérations en 2004, il reste à régler la question des Afghans détenus durant les opérations, ce que le Col Tremblay explique au SCEMD :

[Traduction]

L'interrogation et le traitement des détenus afghans constituent des questions épineuses [...] La FO Kaboul faisait preuve de bon sens et respectait les lois et protocoles nationaux et internationaux sur le traitement des détenus. Elle ne dispose cependant pas encore des installations adaptées au traitement et à l'interrogation des détenus afghans. Au vu du récent scandale en Iraq, la question est loin d'être réglée³⁶.

Opérations du groupe-bataillon du 3^eR22^eR

Une fois sur le terrain, le Lcol Roy et les soldats du groupe-bataillon du 3^eR22^eR se sont familiarisés avec leur nouvel environnement en effectuant des patrouilles qui visaient à dissuader les activités criminelles dans le DP 7 et le DP 14. Le 3^eR22^eR possède une structure comparable à celle du 3 RCR : une compagnie de VBL III et deux compagnies légères dotées de véhicules Iltis. Il y a une troupe indépendante de VBL III aussi. Le 3^eR22^eR apporte des systèmes TOW supplémentaires (six au lieu de deux à la rotation précédente) installés encore une fois sur des véhicules Iltis que le peloton antiblindés contrôle. À l'exemple du 3 RCR, le 3^eR22^eR a un peloton de COCIM désigné ainsi qu'un escadron de Génie de combat, le 52^e Escadron du 5 RGC³⁷.

Dans le nouvel environnement des EEI, les compagnies dotées de véhicules Itlis représentaient une complication évidente, à tout le moins jusqu'à ce que des véhicules de remplacement soient achetés et déployés. Autre limite, il faut accréditer les équipes de neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI), qui doivent mettre à jour leurs connaissances de base et des procédures après leur arrivée. Ces deux facteurs entament, pendant les premières semaines du déploiement, la capacité de patrouiller du 3^eR22^eR dans la zone de responsabilité du Canada³⁸.

Au vu de la situation, comment le 3^eR22^eR peut-il continuer à maintenir un environnement stable? Une solution possible consiste à collaborer avec la police de Kaboul, à l'aider le cas échéant et à l'appuyer si le besoin s'en fait sentir. Le plan des PEI est toujours valide. Op COBRA est devenue le nom de code pour les postes communs de contrôle des véhicules du 3^eR22^eR et de la police de Kaboul et d'autres mesures associées à la circulation dans ces zones pour rendre les choses imprévisibles pour ceux désireux de s'infiltrer dans la ville. Le 3^eR22^eR met au point un plan où l'affectation du personnel se fait de manière aléatoire entre les PEI D, E et F et où ils sont ouvertement ou secrètement surveillés à distance. Le problème du PEI E réside dans son emplacement hors de la zone d'opérations de la FIAS, et Ottawa n'autorise pas le 3^eR22^eR à déplacer le périmètre de 500 à 1 000 mètres vers l'ouest en direction de Maidan Shar. Quand elle découvre que le 3^eR22^eR ne peut pas l'accompagner au PEI E, la police de Kaboul prend le chemin du retour et laisse le PEI E à découvert dans la province de Wardak infestée par le groupe HiG³⁹. Mécontent, le Lgén Hillier décrète que le PEI E se trouve à l'intérieur de la zone d'opérations de la FIAS temporairement élargie pour certaines activités particulières du 3^eR22^eR dans l'attente de résoudre une situation insensée – ce qui s'est révélé impossible⁴⁰.

L'Op LOUP GAROU, dans le cadre de laquelle le 3^eR22^eR sature le DP 14, a pour but de dissuader les activités criminelles. Les équipes de COCIM et de sécurité en campagne font observer que le soutien à la police priorisé par le 3^eR22^eR a entraîné des effets imprévus. Certains Afghans croient que la FIAS est là pour prendre la place de la police, et non pour lui venir en renfort, ce qui pousse les dirigeants locaux à se demander qui détenait le pouvoir. La situation a peut-être sapé l'autorité de la police. La population ne comprend pas les subtilités d'un rôle d'appui, car elle considère tout groupe armé comme l'autorité locale. En réalité, les relations avec la police de Kaboul se dégradent : « les policiers sont moins disposés à patrouiller avec le 3^eR22^eR » [Traduction], et ce froid a visiblement mené à une présence policière réduite dans la zone d'opérations du Canada⁴¹. Au début d'avril 2004, la police dans le DP 14 intimide la population et affiche une attitude anti-FIAS, sans qu'on sache vraiment pourquoi⁴².



Photo : MDN KA2004-R101-458

Les patrouilleurs canadiens participent aux opérations en Afghanistan depuis presque deux ans lorsqu'ils reçoivent leurs uniformes DCamC (région aride), et le système d'approvisionnement prend encore plus longtemps à leur fournir l'équipement DCamC.

Ottawa a pu heureusement faire avancer le remplacement des véhicules Iltis. En mars 2004, 60 nouveaux véhicules, baptisés véhicules utilitaires légers à roues ou, plus familièrement, G-Wagon pour les soldats, sont arrivés à bord de quatre avions de transport lourd nolisés en partance de Graz, en Autriche. Toutefois, les mitrailleuses et les systèmes d'armes TOW ne peuvent pas y être installés à cause de leur conception⁴³. À tout le moins, leur blindage est supérieur à celui des véhicules, qui en fait n'étaient pas blindés. La mise hors service de la flotte de véhicules Iltis désuets apporte son lot de difficultés sur le plan environnemental et de lamentations dans certains milieux où l'on croit qu'ils devraient être renvoyés au Canada à grands frais pour être mis au rebut. Des gens plus raisonnables ont eu gain de cause, et il a été décidé que la flotte serait mise au rebut à Kaboul.

Vers la fin mars, le 3^eR22^eR est enfin autorisé à participer à une opération directe. On a su que des talibans ont dissimulé 35 véhicules chargés d'armes dans une cache dans le district à l'ouest, tout juste avant que l'Alliance du Nord les pousse hors de la capitale. Un commerçant, qui a déjà travaillé comme cuisinier pour les talibans, en faisait le guet. Le 3^eR22^eR devait établir le périmètre de sécurité avec la police de Kaboul, tandis que les équipes de NEM et de NEEI du 52^e Escadron accompagnait la police. L'Op SCORPION s'est déroulée le 29 mars durant laquelle cinq personnes sont arrêtées; la police les relâche

toutes. On n'a peut-être pas trouvé d'armes, mais on a mis la main sur de la poudre d'aluminium utilisée dans la fabrication d'EEL, des documents de la FIAS sur la Loya Jirga constitutionnelle et une photographie du général Gliemeroth pendant l'exploitation de sites sensibles⁴⁴.

Le peloton de COCIM, qui travaille de pair avec le conseiller juridique, est prêt à « limiter les dégâts » après les opérations si le besoin s'en fait sentir, ce qui rappelle le rôle plus traditionnel de la COCIM au temps de la guerre froide.

Le groupe-bataillon du 3^eR.22^eR affecte le 52^e Escadron à l'exécution de son plan de COCIM. La partie ouest de Kaboul étant remplie de munitions explosives non explosées après des années de guerre, l'Op VENDANGE a pour but de les retirer et de les détruire pour améliorer la sécurité de la population locale. Celle-ci en est donc informée grâce à des campagnes d'information du QG de la KMNB et de la FIAS, qui aussi organise un programme de signalement et un plan d'intervention. L'opération comprend aussi le transport des munitions vers le site d'entreposage à Pol-e Charkhi et la sécurité permanente du site assurée par des équipes en rotation⁴⁵.



Photo : MDN KA2004-R103-1593 L

Les attentats contre les véhicules de la FIAS ont entraîné un usage accru de véhicules blindés. Après un attentat mortel visant un autocar de l'Armée allemande, qui a tué et blessé plus de 30 soldats, les véhicules blindés Bison de transport de troupes sont employés pour les convois dans les allers-retours pour l'aéroport international de Kaboul.



En raison du nombre insuffisant d'hélicoptères canadiens, conséquence d'une décision malavisée prise dans les années 1990, le contingent canadien de la FIAS est contraint de compter sur les hélicoptères CH-53 de l'Allemagne pour ses opérations aéromobiles et d'évacuation sanitaire.

COCIM, Agence canadienne de développement internationale, et développement

Le Col Tremblay, commandant de la FO Kaboul, s'inquiète de plus en plus pour la protection de la force à l'intérieur et autour du Camp Julien. Aux premières étapes de la mission, il a donc cherché à optimiser les ressources et capacités du Canada consacrées à l'établissement de relations communautaires. Déjà mis en place par le 3^e RCR, le programme de COCIM est repris par le 3^e R22^e R; la FO Kaboul fait toutefois un plan de plus grande ampleur, le Programme d'amélioration des communautés.

Le programme, qui repose sur les fondements de la COCIM du 3^e RCR, prône une approche davantage systématique au problème; son objectif consiste à « rétablir, réhabiliter et reconstruire certaines infrastructures nécessaires à pérenniser une communauté⁴⁶ » [Traduction]. En réalité, le problème se résume à la taille de ladite communauté – le Canada et la KMNB s'occupaient de centaines de milliers de personnes dans l'ouest de Kaboul avec l'aide d'un peloton du Canada et d'un autre de la Norvège, tous deux de COCIM. Le Programme d'amélioration des communautés est censé influencer la population dans un rayon de cinq à dix kilomètres du Camp Julien, et le reste de la zone d'opérations relève de la COCIM de la KMNB et de la FIAS. En conclusion, l'équipe de la COCIM du 3^e R22^e R est présente partout.

Le Col Tremblay invite le personnel médical à sortir du camp pour faire des examens médicaux dans la région. Le personnel des ambulances de campagne s'y rend en civil pour ne pas attirer l'attention. Le personnel compte aussi des infirmières. Les conseillers juridiques sont automatiquement affectés aux griefs : en cas de problème, la population locale doit en faire part aux conseillers juridiques, qui s'entretiendront avec les dirigeants locaux. Les membres du Génie ont intégré le programme de neutralisation des munitions explosives non explosées, à savoir l'Op VENDANGE, au Programme d'amélioration des communautés⁴⁷.

Le peloton de COCIM a repris le flambeau. La COCIM s'occupait surtout du forage de puits et de la réparation des stations et systèmes de pompage, de la rénovation d'immeubles destinés à l'enseignement et à l'entreposage d'équipement pédagogique, du repérage et de l'établissement de points de collecte des ordures ménagères ainsi que de la rénovation de casernes de pompiers et de leur équipement⁴⁸.

Fait à noter, la COCIM fournit aussi du soutien à la police au chapitre des communications hautes fréquences dans certains districts. Cependant, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'a pas la volonté ou le pouvoir de verser les fonds d'aide à la police, et il semble que les Allemands, responsables de la formation et du soutien de la police, s'occupent peu ou pas de la question dans l'ouest de Kaboul. Voilà un autre signe avant-coureur des problèmes éprouvés à Kandahar en 2005 quand l'ERP du Canada a tenté d'améliorer les services de police⁴⁹. La COCIM tente aussi de réaliser des synergies et d'assurer la coordination des ONG d'aide. La collaboration avec ces dernières s'est d'ailleurs révélée difficile :

[Traduction]

Le Programme [d'amélioration des communautés] n'a pas su inciter d'autres ONG à s'installer dans certaines zones ni s'intégrer à leur milieu bien établi. La ROTO 1 a communiqué avec plusieurs et a tenté de collaborer avec elles [...] L'équipe de COCIM a organisé trois rencontres au Camp Julien avec plusieurs ONG afin d'harmoniser les actions de chacun. Il est hélas extrêmement difficile d'exécuter des projets communs avec des ONG, car celles-ci conservent une vue à long terme, contrairement à la COCIM qui travaille à de petits projets à court terme [...] Il est recommandé que la COCIM travaille plus étroitement avec les entreprises privées. Ces dernières favorisent davantage les activités de reconstruction, possèdent en général une force de gestion développée et sont plus efficaces dans la réalisation de projets⁵⁰.

À l'image des relations entre la COCIM et l'ACDI, la liaison entre les deux ne s'améliore pas bien durant la rotation : le peloton de COCIM participe à 140 projets communautaires à petite échelle durant les trois premiers mois des opérations. Alors que la rotation du 3^e RCR mène à bien 11 projets de continuité, le peloton de COCIM du 3^e R22^e R en recense 39 autres, et 15 projets sont annulés. L'obtention des fonds de l'ACDI demeure préoccupante :

[Traduction]

Le financement des projets de COCIM par l'ACDI se révèle une entreprise trop lourde et bureaucratique, au point où il est très difficile de dépenser quelques petites sommes [...] Comme aucun fonds n'est alloué au fonctionnement des projets de COCIM dès le départ, la charge de travail du groupe-bataillon de COCIM et de l'organisation de liaison ne peut que sensiblement augmenter. Le personnel de COCIM est obligé, au début de chaque rotation, de recenser et d'établir rapidement les projets que la FO Kaboul financerait sans savoir si les fonds sont là [...] La COCIM doit être en mesure de saisir les occasions qui s'inscrivent dans la mission du commandant, mais qui ne s'harmonisent pas nécessairement avec le régime de financement de l'ACDI⁵¹.

Fait à noter,

[Traduction]

L'harmonisation des objectifs de l'ACDI et de l'Armée constitue un éternel défi. Or, il faut tenir compte du fait que la COCIM relève de l'ACDI et doit mettre en œuvre les politiques et objectifs de celle-ci. La protection de la force et l'atteinte d'un état final recherché, buts de la COCIM, semblent entrer en conflit avec certains objectifs de l'ACDI, en particulier l'égalité

des sexes. Il s'agit d'une tâche difficile dans le cadre de la mission surtout dans une société où l'égalité des sexes pourrait générer des tensions, car elle n'est peut-être pas encore prête à s'attaquer à cette question délicate⁵².

Le ministère de la Défense nationale (MDN) et le QGDN n'ont pas réussi à régler les relations difficiles entre l'équipe de COCIM, l'ACDI et les ONG. Les problèmes de financement que le Mgén Leslie a connus à la ROTO 0 se sont répétés à la ROTO 1. Plus important encore, des gens de l'organisation du SCEMD s'inquiètent de plus en plus de l'image. En l'occurrence, ils remettent en question le degré d'activité de la COCIM pour ce qui est de protéger la force. Ils s'inquiètent du fait que le 3^eR22^eR se sert de la COCIM pour collecter des renseignements et que cette utilisation pourrait mettre en péril les relations avec le milieu des ONG et « donner lieu à la mise à l'écart des FC par des acteurs de ce milieu et des organisations internationales » [Traduction]. Ce à quoi le SCEMD a répliqué :

[Traduction]

La protection de la force étant bel et bien l'objectif principal des activités proposées, il n'est pas question d'appuyer des projets où l'on propose de se servir de la COCIM pour collecter des renseignements. Pour ne pas mettre en péril les relations actuelles et futures entre l'équipe de COCIM et les ONG et d'autres organisations non militaires, il faut respecter le principe doctrinal de la COCIM en matière de collecte de renseignements ainsi que l'affirmation de la bonne volonté qui sont des conséquences heureuses, jamais des objectifs directs⁵³.

La COCIM en Afghanistan doit-elle appuyer l'ACDI et les ONG ou alors le contingent de l'Armée canadienne déployé qui soutient l'Administration transitoire afghane? Le SCEMD et d'autres parties font l'erreur de croire que les objectifs des diverses ONG coïncident avec ceux du Canada et de l'Administration transitoire afghane. Ils déterminent ensuite, de manière implicite, que les relations entre le Canada et les ONG du monde entier revêtent davantage d'importance que les opérations de COCIM destinées à protéger les soldats canadiens dans l'environnement hostile de Kaboul. Il dépasse donc l'entendement que des Canadiens soient exposés au danger par crainte de critiques émises par des organisations canadiennes ou étrangères et des entités non élues par le peuple canadien et non assujetties au processus démocratique du Canada. Le problème appelle donc une discussion interministérielle sur la politique à adopter et une précision du gouvernement élu au Canada. Or, il n'est toujours pas vraiment réglé et entraîne des répercussions à long terme quand le Canada a commencé à diriger l'ERP de Kandahar. Reste une grande question encore en suspens qui en découle : quel ministère du gouvernement du Canada a préséance en Afghanistan

si des missions entrent en conflit : le MDN, le MAECI (ministère des Affaires étrangères et du commerce international) ou l'ACDI? Aucun dispositif n'a été mis en place en 2004 pour résoudre la question, ni à Kaboul ni à Ottawa, et, encore une fois, des effets à long terme se sont fait sentir à Kandahar.

Dimension stratégique

À leur arrivée à Kaboul, les nouvelles unités du Canada ont pu constater les bouleversements massifs de l'Administration transitoire afghane qui luttait pour établir un gouvernement légitime malgré les nombreuses menaces. Tout comme les rotations antérieures sous les ordres du Mgén Leslie et du Bgén Devlin, les nouveaux commandants du Canada ont composé avec une multitude de situations catastrophiques à régler avec ruse et habile marchandage. Comme par le passé, les Canadiens se trouvent au centre de ces tractations à Kaboul et ailleurs. Parmi les cinq situations catastrophiques, notons en premier lieu l'opération d'entreposage d'armes lourdes à Kaboul en cours depuis février 2004, qui permettaient de retirer de la circulation des armes menaçant directement la stabilité de la capitale. C'est donc dire qu'elles contribuent sensiblement à la stabilité durant les délibérations politiques en décembre et en janvier 2004, sans entamer la présence des forces appartenant aux détenteurs de pouvoir dans la ville. C'est là la tâche du programme de DDR, qui n'a pas réalisé beaucoup de progrès. L'artillerie, les chars d'assaut et les systèmes de défense aérienne sont graduellement entreposés, ce qui constitue une bonne chose, mais plusieurs milliers d'hommes munis d'armes légères déambulent toujours dans les rues. Il faut les démobiliser aussi. En deuxième lieu, l'entreposage d'armes ou les processus de DDR ne sont pas encore établis dans le reste du pays, en particulier dans les provinces dans le nord et le nord-est de l'Afghanistan qui connaissent de plus en plus de troubles où les lignes des diverses forces de l'Alliance du Nord avaient des failles. D'autres détenteurs de pouvoir régnaient sur ces provinces, et la friction augmentait à mesure que l'Administration transitoire afghane et la FIAS gagnaient en influence. En troisième lieu, il est question des élections : il faut choisir la taille, le mode de scrutin, la forme, le moment et la méthodologie à employer ainsi que mettre le choix à exécution. En quatrième lieu, l'insurrection de talibans à peine perceptible en février et en mars 2004 guettait à l'horizon. En cinquième lieu, le groupe HiG et Al-Qaïda poursuivent leurs activités terroristes à Kaboul. Il faut une approche systématique pour régler ces deux dernières situations catastrophiques.

La pièce maîtresse du casse-tête demeure les élections. En effet, la communauté internationale n'investirait pas dans la reconstruction de l'Afghanistan sans l'instauration d'un gouvernement légitime. Cela gaspillerait tout simplement ses ressources. Ce pays entre en concurrence avec des pays d'Afrique et d'Asie pour des fonds d'aide de plus en plus rares alors que nombre de ces pays sont dotés de gouvernements aux capacités variables.

Les Nations Unies et l'Union européenne, par exemple, ne concluront jamais d'ententes avec des hommes tels que Dostum, Sayyaf ou Fahim, et le Fonds monétaire international et la Banque mondiale suivront leur exemple. Par ailleurs, les ONG de secours ne portent généralement pas les personnes d'influence dans leur cœur et préfèrent s'entendre avec un gouvernement reconnu sur le plan international et appuyé par les Nations Unies. Les ONG exercent des pressions croissantes sur divers gouvernements pour appuyer l'Administration transitoire afghane et, par le fait même, le processus électoral. Il est à remarquer que personne n'a les moyens de consulter le peuple afghan et de lui demander ce qu'il voudrait et que les deux groupes, respectueux de leurs normes de pratique établies hors de l'Afghanistan, se trouvent à imposer leur vision du monde – il est donc indispensable de tenir des élections et d'élire des représentants afghans avec qui collaborer. L'Afghanistan doit disposer des mécanismes nécessaires pour refaire partie de la communauté internationale et tirer parti des relations qu'elle y noue, mais elle n'était pas encore prête à y adhérer en 2004.

Il faut souligner la lutte contre le narcotrafic et son importance dans la situation d'ensemble. De façon très générale, les puissances de l'Europe de l'Ouest s'inquiètent particulièrement de la circulation de l'opium et de ses dérivés depuis la région vers l'ouest. Le problème n'a rien de nouveau : il se posait déjà en 1960. Dans certains milieux, cependant, on croit qu'un nouveau gouvernement aura peut-être le pouvoir de mettre fin au trafic d'opium en Afghanistan. Les principaux défenseurs de cette optique sont le gouvernement britannique ainsi que des membres du département d'État des États-Unis et les services de police, qui voient l'Afghanistan comme une Colombie de l'Asie. Les Britanniques et le département d'État des États-Unis dirigent divers programmes de lutte contre le narcotrafic en attendant que les Afghans mettent en place leurs structures policières. À tous les égards, ces programmes semblent destinés à aider l'Administration transitoire afghane à assurer la stabilité du pays, mais l'objectif premier reste de servir les intérêts politiques d'autres pays concernant la consommation de drogues.

Les programmes et initiatives de l'Administration transitoire afghane et de la communauté internationale mis ensemble menacent gravement les personnes d'influence. Ces dernières ne disposent plus de leurs principaux moyens de coercition à cause de l'encadrement et de l'agrandissement de l'Armée nationale afghane, conjugués au retrait d'armes lourdes appartenant aux milices et à la démobilisation de ces milices. La tenue d'élections pourrait faire changer les allégeances des gens sous leur coupe s'ils peuvent exprimer leur voix librement. La conduite d'opérations de lutte contre le narcotrafic nuit aux revenus de certaines personnes d'influence, dont le pouvoir, en somme, passe graduellement et entièrement aux mains d'un gouvernement élu. Mais ces personnes d'influence, qu'en retirent-elles? Pourquoi devraient-elles souscrire aux programmes? Comment la communauté internationale peut-elle s'attendre à ce qu'elles ne les abandonnent pas sans haute lutte? N'oublions pas qu'elles ont

combattu les Soviétiques (ou se sont parfois rangés de leur côté, notamment dans le cas de Dostum), puis les talibans. Il est irréaliste de croire que la transition se passerait sans heurts et que toutes ces personnes d'influence représentent seulement des adversaires. Certains souhaitent même qu'elles soient traduites en justice pour crimes de guerre comme en Bosnie, mais la chose n'est pas très réaliste. Les personnes d'influence en Afghanistan sont sorties victorieuses de leur guerre contre les talibans, et il ne s'agit pas ici d'une opération de maintien de la paix comme en Bosnie, où l'OTAN dirigeait le pays, contrairement à ce qui s'est passé en Afghanistan. Les personnes d'influence font bien partie du paysage, et il fallait les traiter avec doigté pour éviter de déclencher une autre guerre civile, de se les mettre à dos ou de les menacer avec le mécanisme des droits de la personne dirigé par Louise Arbour. Voilà la politique implicite des Canadiens à Kaboul⁵⁴.

Le Lgéné Hillier et le Bgéné Lacroix disposent des mêmes moyens que le Mgéné Leslie et le Bgéné Devlin ont utilisés, et à l'image de leurs prédécesseurs, ils les combinent de différentes manières pour influencer la prise de décisions et des événements discrets. Par exemple, il faut cesser de voir le 3^eR22^eR comme un bataillon d'infanterie ou une unité de manœuvre et le voir plutôt comme un outil d'influence qu'on peut retourner contre Sayyaf. Il peut soutenir la police et réduire la criminalité, sans compter qu'il combat le terrorisme dans sa zone d'opérations avec la collaboration des autres organisations. Sa taille permet aux commandants canadiens de tenir leurs positions et d'affirmer qu'ils exercent une influence dans les cercles de la coalition. Les Canadiens ont ainsi participé au règlement des différends à Mazar-e Charif et à Konduz, ou à l'établissement des relations de planification et de la coordination avec les organisations membres de l'Op ENDURING FREEDOM, le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) et la Force opérationnelle interarmées multinationales 180 (FOIM-180)⁵⁵. En raison de ses excellentes relations avec les commandants canadiens, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, fait souvent mention des ressources de l'Armée canadienne dans les discussions avec les autres parties dans la capitale. L'ensemble des activités de l'ETT, de la compagnie ISTAR, du CRTS ainsi que des autres s'axaient sur cet environnement, et les restrictions imposées par le SCEMD commençaient à paralyser le système.

En conformité avec la Loya Jirga constitutionnelle, le président Karzai et son administration transitoire ont établi les critères applicables aux élections nationales et internationales dont la date provisoire tourne autour du juin 2004. Tous les partis doivent s'inscrire et remplir des conditions. Par exemple, les membres de l'armée, de la police ou de l'appareil judiciaire ne sont pas éligibles, ni les partis fondés sur des principes anti-islamiques. Il est d'ailleurs interdit aux partis politiques de promouvoir des préjugés sociaux, religieux ou régionaux ainsi que d'adhérer à des doctrines qui portent atteinte aux droits et libertés de la personne. Les branches militaires et le financement étranger leur sont également proscrits.

Le secrétariat de la Loya Jirga constitutionnelle devient l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB), qui a pour tâches d'organiser, de mener et de surveiller les élections. Il aura à travailler étroitement avec les Nations Unies, auxquelles il fera appel pour la planification, le cas échéant. Il est à pied d'œuvre dès la fin de février 2004⁵⁶.

Le problème du JEMB vient tout simplement de son manque d'effectif. Mis au fait de la situation, le Lgén Hillier fait pression sur l'Union européenne pour obtenir davantage de ressources en gestion⁵⁷. En échangeant des informations de manière non officielle, les Canadiens de la FIAS et les Étatsuniens du CFC-A découvrent un autre grave problème : il existe bien un plan de sécurité des Nations Unies concernant le processus d'inscription des électeurs, sans qu'il ait eu coordination avec la FIAS ou les États-Unis. Qui plus est, les échanciers ne concordent pas du tout. D'autres questions épineuses portent sur la FIAS : combien de troupes de la FIAS seront-elles mobilisées à cette tâche et à quelle date les élections auront-elles lieu? C'est alors qu'un responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) demande à un officier de liaison de la FIAS sa collaboration pour harmoniser les échanciers. Le Lgén Hillier rencontre par ailleurs les dirigeants de la MANUA afin d'inciter le secrétaire général de l'ONU à réclamer la participation de l'OTAN aux activités de sécurité des élections. La FIAS va jusqu'à soumettre au président Karzai une ébauche de lettre adressée à l'OTAN dans laquelle il réclame davantage d'assistance⁵⁸!

Les représentants de l'Union européenne qui participent à la mise en place des structures indispensables à l'observation des élections expriment alors leurs craintes à la FIAS. Selon leurs employés, le peuple afghan s'attend à la présence d'observateurs internationaux qui garantiront la tenue d'élections libres et justes. Qui s'occupera donc de leur sécurité? Et de celle aux bureaux de scrutin? Le ministère de l'Intérieur exprime lui aussi aux responsables canadiens son mécontentement causé par l'imprévoyance de la MANUA au sujet de la sécurité lors de l'inscription des électeurs, ajoutant que les circonstances ne lui sont pas aussi favorables qu'avec la Loya Jirga constitutionnelle⁵⁹.

La situation s'aggrave lorsque cinq employés de l'organisme humanitaire Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE) sont tués par des insurgés dans l'est de l'Afghanistan, le 24 février 2004. L'organisme CARE blâme publiquement la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM; il réclame l'amélioration de la sécurité, la participation des ERP aux opérations de sécurité et la coordination de leurs opérations avec les ONG présentes dans les provinces⁶⁰.

Devenue le point de convergence pour les relations entre la communauté internationale et l'Administration transitoire afghane pour les grands dossiers, la FIAS a les mains liées. L'OTAN peine toujours à trouver suffisamment de personnel pour l'aéroport international de Kaboul, sans parler de l'expansion au-delà de Kondozi. En mai 2004, il est toujours impossible de convaincre d'autres membres européens de s'engager dans l'action menée en Afghanistan. Le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR),

mécontent, déclare que « si ces conditions essentielles ne sont pas remplies, l'expansion au-delà de Kaboul sera difficile, et les troupes sur place s'exposeront à des risques considérables [...] L'OTAN a entrepris une mission pour laquelle les pays ne peuvent ni ne souhaitent fournir de ressources⁶¹ » [Traduction]. Pire encore, le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a affirmé à l'ambassadeur du Canada que « l'Afghanistan fait ressortir notre incapacité à mettre une force sur pied [...] Nous risquons de manquer à nos engagements [...] Notre crédibilité et l'avenir de l'Afghanistan sont en jeu⁶² » [Traduction].

Les commandants étatsuniens en Afghanistan, en particulier le Lgén David Barno, s'impatientent devant l'immobilisme sur tous les fronts. Par conséquent, le CFC-A décide de préparer seul la sécurité lors de l'inscription des électeurs et de la tenue du scrutin. Avec le déploiement de la 25^e Division de l'infanterie en Afghanistan, la FOIM-180 devient la FOIM-76. En effet, les forces armées des États-Unis ont réorganisé ses trois commandements régionaux : chacun d'entre eux était responsable des ERP de chaque région ainsi que de forces opérationnelles de manœuvre, en général un bataillon par région, chargées de mener des opérations à l'échelle de la province et de la région. Les planificateurs de la stratégie des États-Unis tiennent compte du fait que la FIAS est capable d'assurer le soutien aux activités d'inscription des électeurs et de tenue du scrutin à Kaboul, dans la province de Kaboul et dans un rayon de 40 km autour de l'ERP de Konoz. Ainsi, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM s'occupent du reste, à la place de l'OTAN⁶³. Encore ici, la nécessité et la commodité sont les mots d'ordre pour une « harmonisation stratégique », au lieu d'une approche à long terme mûrement réfléchie.

Au début de 2004, il devient de plus en plus évident que la concertation entre la communauté internationale et l'Administration transitoire afghane doit s'améliorer. Les rencontres sur la réforme du secteur de la sécurité, les réunions sur les groupes de principes et les tribunes propices à la coordination de la communauté internationale s'enlisent. Le QG de la FIAS a fait observer dans ses rapports de situation au Canada :

[Traduction]

À la rencontre sur la réforme du secteur de la sécurité d'aujourd'hui, on a souligné nombre des inquiétudes philosophiques du COMISAF à propos de la mise en œuvre et de la coordination des activités menées par l'Administration transitoire afghane et la communauté internationale en Afghanistan. Même si elles sont fructueuses et constructives, les discussions sont dominées par les représentants de la communauté internationale au détriment de ceux de l'Administration. La rencontre fait également ressortir le manque général de coordination entre les piliers de la réforme du secteur de la sécurité et vient confirmer le besoin et le bien-fondé de la feuille de route du projet en Afghanistan⁶⁴.

Dans le même ordre d'idées, lors des réunions sur les groupes de principes, « les discussions montrent bien le manque de coordination entre les principales organisations qui participent aux programmes de reconstruction de l'Afghanistan⁶⁵ » [Traduction]. Des expériences semblables ont incité l'Armée canadienne à contribuer davantage à la reconstruction en 2005-2006.

Problèmes avec les personnes d'influence

L'Op GONDOLA, soit la participation du Canada à l'entreposage d'armes lourdes, avance tant bien que mal à l'arrière-plan. La ROTO 1 hésite beaucoup plus que la ROTO 0 à appuyer les activités de DDR. De l'avis de certains, ces activités ne sont que le « spectacle de Leslie », qui y affecte des ressources supplémentaires. Ne croyant pas disposer de telles ressources, la ROTO 1 choisit d'en tirer parti pour appuyer les Canadiens d'abord⁶⁶. Quoi qu'il en soit, on continue à nouer des relations avec les commandants sur place et on négocie avec le ministère de la Défense pour convenir des dispositions à prendre pour la livraison des systèmes aux lieux d'entreposage. Au début de mars 2004, le processus est interrompu par 16 brigades blindées, une formation présente dans le nord de Kaboul et associée aux Tadjiks de Fahim. Le commandant de la FIAS s'adresse à ce dernier en vue de faire avancer le processus d'entreposage, et ses efforts portent fruits⁶⁷.

Le problème des 16 brigades a motivé la FIAS à approfondir l'analyse de ses prochaines activités d'entreposage et de la conduite d'activités de DDR en général. La FIAS apprend que l'équipe du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, en collaboration avec le ministère de la Défense, avait préparé un plan d'entreposage et de DDR pour le reste de l'Afghanistan. Elle éprouve du mal à trouver du personnel pour son plan, mais le président Karzai n'a pas donné son aval de toute manière. Lors de son entretien avec Karzai, le Lgén Hillier prend connaissance de graves préoccupations sur les liens entre l'entreposage et le DDR ainsi que le processus d'inscription des électeurs⁶⁸. En réalité, le démantèlement des milices et l'inexistence d'une solide Armée nationale afghane donnent l'occasion aux talibans et à d'autres d'occuper une position de choix. Si les milices étaient restées en place, les personnes d'influence partout au pays les auraient manipulées pour influencer sur les élections. Kaboul connaît depuis un certain temps les retombées positives de l'entreposage, contrairement au reste du pays.

À la fin mars, une grande réunion est convoquée, à laquelle sont présents les Nations Unies, l'OTAN, le ministère de la Défense, Karzai, Fahim, Dostum et le Gén Abdul Rahim Wardak. Dostum joue un rôle décisif à cause d'une recrudescence des problèmes dans le nord de l'Afghanistan, où la FIAS prend de l'expansion. La réunion montre que les divergences entre les intérêts de chacun pose un problème. Tout d'abord, Karzai souhaite la disparition

totale des forces de milice afghanes d'ici 2005, et il se dit contre l'équilibre des groupes ethniques dans l'Armée. Exaspéré par l'absence de progrès dans la planification de DDR, il a hâte, durant sa prochaine campagne électorale, d'annoncer publiquement des progrès à la population afghane et aux donateurs de la communauté internationale. Ensuite, nombre de ces derniers insistent sur l'élimination des « seigneurs de guerre », quoique certains acteurs du milieu des ONG soupçonnent les États-Unis d'exercer des pressions associées à leurs prochaines élections. Il s'avère que la faille de sécurité concernant les forces de milice afghanes et l'Armée nationale afghane est soulevée par Wardak, qui souhaite des garanties écrites que la FIAS occupera la position de choix (ce qui est bien sûr impossible compte tenu des problèmes découlant de son expansion). Wardak se dispute avec l'équipe du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan et les Nations Unies à propos des données concernant le nombre de membres des forces de milice afghanes qu'il faut renvoyer dans les cadres d'activités de DDR. Wardak avance un nombre plus élevé que celui convenu, soit 4 000 de plus que le chiffre actuel⁶⁹.

Quelle est la signification de tout cela? Dans les faits, les personnes d'influence font ce à quoi les Afghans excellent : négocier, tergiverser, marchander, temporiser et négocier encore jusqu'à épuiser leur adversaire et obtenir ce qu'ils désirent. La stratégie ne diffère pas des palabres habituelles dans un bazar, soit la combinaison d'une prestation publique, du divertissement et de rapports sociaux pour parvenir à conclure un accord satisfaisant aux deux parties sur le plan matériel et pour leur prestige. Le personnel de la communauté internationale et les militaires de l'Occident ont une notion du temps différente et veulent que les choses se fassent tout de suite, car il y a des échéanciers à respecter. Cette façon de faire n'est pas du tout afghane. Il est plus important de garder la face que de respecter une échéance de l'Occident. Qui plus est, les personnes d'influence n'aiment pas revenir sur leurs positions. Pourquoi le devraient-elles?

Le Canada réplique notamment en poursuivant lentement, mais sûrement l'Op GONDOLA. Au cours de mars 2004, des armes lourdes à Kaboul, soit l'artillerie appartenant à la brigade de la Garde nationale, sont acheminées vers les lieux d'entreposage de Rish Khvor et de Banda Daud. De ce fait, les personnes d'influence ne peuvent plus autant s'en servir comme armes de négociation ou de coercition dans la capitale. Les prochains sur la liste sont la 31^e Division d'infanterie, la 11^e Division aérienne et le 216^e Régiment d'artillerie anti-aérienne.

La FIAS et les Nations Unies poursuivent les pourparlers où sont confirmées les craintes au sujet de l'entreposage des armes et du DDR ainsi que de l'inscription des électeurs et de la tenue du scrutin. Le processus de DDR, lorsqu'il est échantillonné, est fortement axé sur la démobilisation et non sur la réintégration. Pour que les chiffres fonctionnent,

les miliciens sont simplement libérés sans recevoir leur trousse de réintégration, ou pire, certains commandants se réservent les fournitures de réintégration. La perspective que des milliers d'anciens miliciens au chômage vagabondent était, selon les représentants des Nations Unies, « plus dangereuse que l'immobilisme⁷⁰ » [Traduction].

Il est évident pour ceux ayant servi au Kosovo que les personnes d'influence pourraient enrôler des soldats démobilisés dans leurs propres forces de sécurité privées qui ne sont pas, en théorie, des milices en Afghanistan. Elles pourraient toujours les utiliser comme des moyens de coercition pour faire concurrence avec le gouvernement. C'est exactement ce qui s'est passé plus tard dans la province de Kandahar. Avec le temps, l'ONU a mis au point un nouveau programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI).

De toute façon, les représentants des Nations Unies ont prié la FIAS de fournir davantage de soutien pour l'inscription des électeurs. Les Nations Unies envisagent l'affectation des forces de la FIAS dans les administrations centrales dans l'ensemble du pays. Elles souhaitent aussi que la FIAS et le CFC-A contribuent à la sécurité des bureaux de scrutin⁷¹. La FIAS subit de plus en plus de pression pour poursuivre son expansion au-delà de Kaboul et de Konduz, et se dessine alors l'idée que les ERP servent à d'autres fins, comme la démobilisation et l'appui des élections.

Les relations entre les personnes d'influence, les Nations Unies et l'Administration transitoire afghane se détériorent gravement en mai 2004. Les efforts de Karzai pour démobiliser et réintégrer 40 p. 100 des miliciens avant les élections ne sont pas couronnés de succès. Les Nations Unies pointent du doigt plusieurs milices des personnes d'influence qui bloquent ou refusent catégoriquement de fournir des listes de personnel aux responsables du DDR. Les principaux coupables sont Ismael Khan à Hérat, le major-général Daud Daud et son 6^e Corps à Konduz, puis le Gén Atta et son 7^e Corps près de Mazar-e Chari, qui incidemment se trouvent tous dans le camp de Fahim, ministre de la Défense à l'époque. Rashid Dostum, qui reste encore au-dessus de la mêlée, prononce des vœux pieux selon lesquels il ne devrait y avoir qu'une seule armée en Afghanistan (selon de nombreuses personnes, il parlait de la sienne, non pas de l'Armée nationale afghane). Les forces de Sayyaf, cantonnées à Kaboul, font aussi traîner les choses pour ce qui est du DDR. Le Lgén Hillier conclut que « [l]a crédibilité d'élections tenues dans le climat actuel sera toujours mise en doute. Des élections ne serviront qu'à donner de la légitimité à la personne d'influence, à supprimer tout avantage au désarmement futur et à cultiver les conditions idéales pour un nouveau conflit [...] La faible vitesse à laquelle les électeurs s'inscrivent menace aussi la réalisation d'élections libres et justes⁷² » [Traduction].

L'entreposage de l'artillerie de la 8^e Division traîne. Le changement de personnel dans le commandement des milices dans la province de Faryab peut aussi rompre le délicat équilibre des pouvoirs avec les narcotrafiquants qui menace de recourir à la violence.

Puis, il est su qu'Ismael Khan et Fahim complotaient peut-être pour renverser Karzai, rumeur jugée peu crédible. Par la suite, Ismael Khan refuse de se soumettre aux activités de DDR, et l'un des commandants divisionnaires d'Atta refuse lui aussi de mettre la 1^{re} Division hors service à moins que la 53^e Division de Dostum le soit en même temps⁷³. La violence entre les factions a provoqué la mort de six personnes, dont des policiers près de Mazar-e Charif. Au milieu de tout cela, le conseil des ministres de Karzai promulgue, le 12 mai 2004, une loi sur les élections.

Le Lgén Hillier s'envole vers Mazar-e Charif pour constater ce qui se passe. Il y apprend que la province de Balkh, 35 km au sud, était au fond « le territoire » des forces de Dostum et d'Atta qui sont en train de « régler de vieux comptes » et que les forces extérieures ne peuvent pas faire grand-chose pour l'instant. L'idée d'envoyer une délégation composée d'ambassadeurs de la communauté internationale et d'un représentant spécial des Nations Unies est discutée, mais il faut du temps pour la concrétiser⁷⁴.

À la fin mai, les personnes d'influence et les commandants indépendants qui s'opposent au gouvernement au sujet du DDR et d'autres questions se font de plus en plus nombreux. Atta accuse les Nations Unies de l'insulter publiquement, et il ne coopérera pas tant que l'organisation ne lui présente pas d'excuses, ce qu'elle a refusé de faire. En plus des problèmes à Balkh, à Mazar-e Charif, à Konduz et à Hérat, les commandants des milices dans le Parwan, le Panjshir et maintenant dans la province de Kaboul refusent eux aussi de coopérer. La situation est critique⁷⁵.

Des événements qui se sont produits plus ou moins en même temps ont permis de désamorcer cette situation explosive. Bismillah Khan a demandé à Hamid Karzai d'envisager une approche relative au DDR davantage progressive. Vers la fin mai, Karzai dit pencher pour cette façon de faire. En outre, l'ambassadeur des États-Unis a rencontré des personnes d'influence dans la région pour savoir ce qu'elles veulent exactement et ce qui peut être négocié. Il réussit par la suite à convaincre Fahim et Sayyaf de produire les listes d'effectifs, une étape préalable au DDR, mais pas un accord pour le DDR⁷⁶.

Il apparaît que Karzai et les personnes d'influence concluent un pacte et se partagent les pouvoirs en quelque sorte, mais les détails restent nébuleux. Selon une version, Karzai interdit aux personnes d'influence de participer aux élections si elles dirigent des formations qui ne se sont toujours pas soumises au DDR; selon une autre version, il a cédé sur tous les points, et l'approche progressive n'est qu'un écran de fumée⁷⁷. Dans ni l'une ni l'autre des versions, il n'est fait mention d'un quelconque mouvement de DDR dans la ceinture formée par les forces des milices à l'extérieur de Kaboul, ni d'aucun lien avec la hausse des violences dans le nord-est ou avec la tenue des élections.

Op HERMES – Inscription des électeurs et tenue des élections

Après avoir suivi les événements de près, la FIAS conclut que les nouveaux accords de DDR ne fonctionneront probablement pas à long terme. Tous les indicateurs lui montrent que la population ne voulait plus subir les pressions des personnes d'influence; elle souhaite des élections tenues dans un climat sans coercition et assurées par la communauté internationale. Les États-Unis sont en train de repenser leur stratégie pour s'occuper de l'inscription des électeurs et de la tenue des élections sur tout le territoire afghan. Au vu de tous les problèmes associés aux personnes d'influence, à la démobilisation et aux élections, comment la FIAS pouvait-elle améliorer la situation?

Il y a plusieurs facteurs à considérer. Les activités d'entreposage se poursuivent à Kaboul, mais l'hésitation des personnes d'influence freine l'enquête sur les armes lourdes auprès des milices hors de la capitale. Ensuite, les patrouilles ne couvrent pas toute la zone d'opérations de la FIAS, en particulier dans les parties rurales dans la province de Kaboul tout autour de la ville. Nombreux étaient les coins et recoins dans les collines, les endroits où les gens cachent des choses discrètement et les déviations de terrain où une frontière artificielle est laissée sans surveillance par la FIAS et l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM. Il y avait des populations isolées (dont les membres pouvaient être des électeurs inscrits ou des insurgés!), qui peuvent encore ignorer la tenue prochaine des élections. De plus, l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM a pratiquement écarté les provinces voisines dont le terrain aboutit sur le Kaboul-Wardak, le Parwan, le Kapisa, le Logar et le Panjshir parce qu'elle s'occupe surtout de lutter contre les insurgés dans les provinces limitrophes qui relèvent du Commandement régional (Est). Étant donné les meurtres d'employés affectés aux élections, l'idée d'aider à leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions dans ces provinces a gagné des appuis à la KMNB. Le JEMB choisit d'ailleurs sa région centrale dans ces mêmes provinces. Y a-t-il possibilité de trouver des synergies? Le Bgén Lacroix souhaite « montrer aux vilains que le théâtre d'opérations de la FIAS dépasse les lignes tracées sur une carte⁷⁸ » [Traduction] (voir la figure 5-2).

Il y a une autre zone de préoccupation : Koh-e Safi. Ce district se trouve à la limite est de la zone d'opérations de la FIAS, mais il est coincé entre une chaîne de montagnes à l'ouest et la ligne artificielle de la zone d'opérations toute à l'est; les montagnes séparent le district de Kaboul, lequel ne fait pas vraiment partie de la province de Kapisa ni de la province de Parwan. Il s'agit d'une zone de transit naturelle pour les insurgés qui veulent attaquer Bagram et Kaboul. À la fin d'avril 2004, le KMNB dirige l'Op BAFFIN pour fouiller et constater ce qui se passe. La mission de reco n'a pas détecté d'activité ennemie, mais il y a tout de même une agglomération négligée⁷⁹.

FIGURE 5-2:
Opération HERMES –
Zones d'opérations pour l'inscription des
électeurs et la tenue des élections,
2004

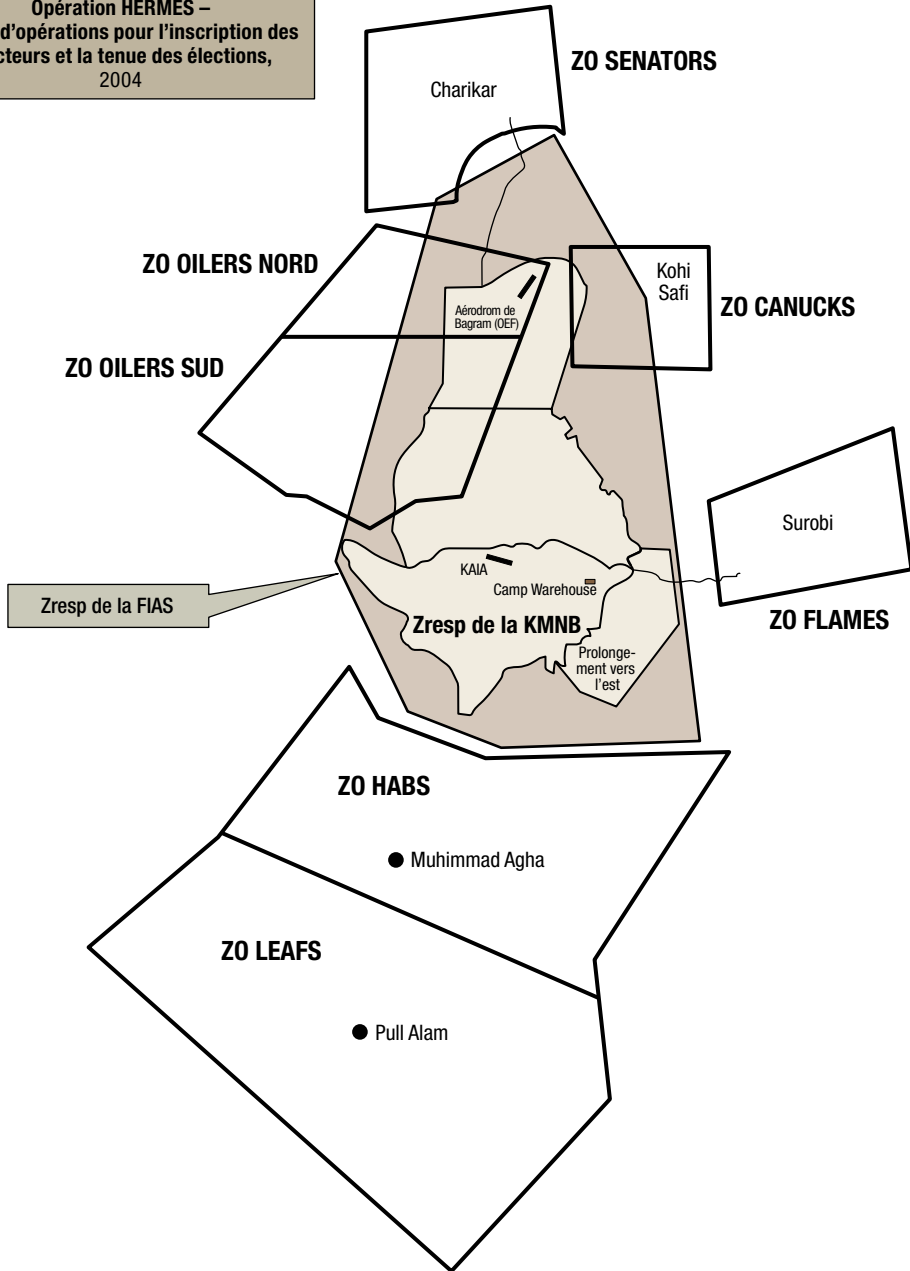


Figure 5-2 : Opération HERMES – Zones d'opérations pour l'inscription des électeurs et la tenue des élections, 2004

Voilà le point de départ de l'Op HERMES. Les planificateurs tablent sur l'échéancier du JEMB pour bien préparer l'opération qui vise à l'appuyer⁸⁰ :

- **Étape I** Inscription du 1^{er} mai au 30 juin 2004.
Objectif : 5 800 bureaux et dix millions d'électeurs admissibles.
- **Étape II** Mise en candidature et campagne électorale du 1^{er} juillet au 11 septembre 2004.
Campagne pour les élections à la présidence et à la Wolesi Jirga.
- **Étape III** Scrutin et élections, peut-être en septembre 2004.
Voix exprimées aux urnes et transportées à Kaboul pour le dépouillement.
- **Étape IV** Second tour du scrutin.

Les priorités de la FIAS consistent à faire en sorte que la KMNB soutienne les activités d'entreposage d'armes lourdes et de DDR à Kaboul et à Kondoz, puis à mener des opérations « hors zone » dans les provinces de la région centrale. Toutes les opérations se concentrent sur la dissuasion et l'assurance par la démonstration de force et la présence la plus visible possible, notamment des opérations d'information et un soutien logistique dans la mesure du possible au JEMB lui-même⁸¹.

Pour l'Op HERMES, le concept d'opération de la KMNB a quatre étapes par zone cible. Dans un premier temps, la brigade G-9 et un officier de liaison membre de l'unité d'exécution se rendent dans la zone et prennent contact avec les aînés qui seront invités à rencontrer le commandant de la KMNB au Camp Warehouse. Dans un deuxième temps, une première mission de reco composée d'un peloton de reco, d'une équipe d'officiers observateurs avancés et de contrôleurs aériens avancés ainsi que de membres du personnel médical, du renseignement, de la COCIM et des opérations psychologiques font une incursion et évaluent la situation sur le plan de la sécurité. Le commandant de la KMNB retourne parler avec les aînés. Dans un troisième temps, on procède aux opérations de suivi, qu'il faut définir; l'objectif consiste à « préparer l'environnement des opérations ultérieures », c'est-à-dire la tenue des élections. Dans un quatrième temps, il faut mener les opérations ultérieures, notamment le déploiement de la COCIM, les opérations d'information et l'aide médicale. L'escadron de reco ou les compagnies du 3^eR22^eR protègent tous les déploiements. Fait important, les planificateurs de la KMNB insistent pour éviter complètement les interférences entre l'éradication du pavot et l'Op HERMES afin que les deux ne semblent

pas liés⁸². La FIAS a également assuré au JEMB qu'elle se chargerait d'évacuer son personnel des zones d'opérations en cas d'urgence médicale ou de menace.

Dans l'Op HERMES, les zones sont nommées en l'honneur d'équipes de hockey. Les HABS et les LEAFS se postent dans la province de Logar, en direction sud, tandis qu'au nord, les CANUCKS sont dans le district de Koh-e Safi, et les OILERS occupent la principale zone de bataille entre Bagram et Kaboul où l'Alliance du Nord affronte les talibans. La zone d'opérations des FLAMES se trouve dans le district de Sarobi, qui renferme un barrage hydroélectrique et l'autoroute menant au col de Khyber.

Le Lgén Hillier approuve le plan; l'accent sera d'abord mis sur le Koh-e Safi, puis sur le Sarobi. L'inscription des électeurs et les élections doivent encore se faire à Charikar et dans la zone militaire centrale ouest. C'est la raison pour laquelle ces lieux sont ajoutés (probablement pour accroître la présence du groupe-bataillon du 3^eR.22^eR). Si la commission électorale réclame de l'aide dans n'importe quelle boîte d'opérations, un « groupe » envoyé sur place préparera le terrain pour les opérations⁸³.

Il n'est donc pas étonnant qu'il soit difficile d'obtenir l'autorisation du CEMD pour l'Op HERMES. Au lieu de donner une approbation générale pour l'opération, il doit donner son accord chaque fois qu'une unité canadienne se déploie dans une boîte d'opérations. La KMNB doit donc le demander au CEMD, par l'intermédiaire de l'ECN, puis du SCEMD, chaque fois qu'elle déploie une unité (reco initiale, opérations de suivi et opérations ultérieures) dans chaque boîte d'opérations. L'ECN remet, avec chaque rapport de situation, une matrice pour chaque volet de l'Op HERMES au SCEMD au fur et à mesure de son déroulement. Le CEMD approuve ensuite chaque déploiement. Il va sans dire que cette façon de faire ralentit l'Op HERMES à un moment où une présence visible est nécessaire au périmètre de la zone d'opérations de Kaboul.

Il est également difficile de financer le soutien de la COCIM à l'Op HERMES. Il s'agit là de la « nature éphémère » des opérations décrite précédemment par les critiques à la FIAS concernant la « lourdeur bureaucratique » de l'ACDI. Nipa Bannerjee de l'ACDI affirme avoir fait son possible lorsqu'elle était à Kaboul, mais avec le temps, le Bgén Lacroix a réorienté ses efforts après avoir pris connaissance du financement substantiel de la FO Phoenix, un programme de formation des États-Unis, versé par son Programme d'aide urgente des commandants (CERP). Le commandant de la FO Phoenix, conscient des contraintes imposées à la KMNB, a offert un million de dollars pour financer les projets de COCIM. Fait à remarquer, si le Canada n'avait pas envoyé une ETT pour la formation de l'Armée nationale afghane et qu'il n'avait pas appuyé les États-Unis en accueillant leur équipe de formateurs intégrée au Camp Julien, la KMNB n'aurait probablement pas obtenu les ressources. Le Bgén Lacroix souhaite consacrer 75 p. 100 des fonds à l'Op HERMES et le reste aux projets du maire de Kaboul⁸⁴.

Au début juin, les équipes de Canadiens membres de la KMNB, de l'escadron de reco, de la Batterie « R » et du 3^eR22^eR se déploient progressivement dans les boîtes d'opérations de l'Op HERMES alors que les équipes du JEMB responsables de l'inscription des électeurs les suivent et s'attellent à la tâche. Les troupes accueillent bien ce changement de rythme, car elles s'affairaient principalement aux activités dans les districts de police, à la formation des policiers et à la préparation des patrouilles régulières. En juin, il n'y a aucune résistance dans les boîtes d'opérations, ni de violence contre les équipes du JEMB protégées par les troupes canadiennes de la FIAS. Par contre, la situation était complètement différente dans la province de Nangarhar. Un attentat à la bombe contre un autocar du JEMB a causé la mort de deux personnes et des blessures à plusieurs autres qui ont toutes été transportées par les UH-60 de la Turquie vers l'hôpital de rôle 3 au Camp Warehouse⁸⁵.

L'Op HERMES a enfin permis à l'Administration transitoire afghane d'étendre sa sphère d'influence, quoique temporairement, et de contribuer à mener à bien le processus d'inscription des électeurs et des élections. Son effet dissuasif est difficile à mesurer, mais s'ils l'ont observée, des personnes d'influence, des commandants de forces de milice afghanes ou des insurgés auront vu des équipes mobiles qui se rendent où et comment elles le veulent pour susciter le soutien au gouvernement dans les groupes de la population dans des régions traditionnellement sous le contrôle des personnes d'influence⁸⁶.

Les critères de la FIAS qui servent à mesurer l'efficacité des processus d'inscription des électeurs et de l'organisation des élections reposent sur un groupe de paramètres, notamment le nombre d'électeurs inscrits et leur genre ainsi que le nombre et le lieu des bureaux d'inscription ouverts. Le changement dans les opérations que la FIAS et le CFC-A ont menées pour appuyer le JEMB en mai et en juin a fort probablement eu des effets positifs. Par exemple, au début de mai 2004, 2,3 millions de personnes se sont inscrites. C'est donc dire que, tous les jours, 37 000 personnes ont fait leur inscription à l'un des 408 bureaux, un résultat médiocre selon certains⁸⁷. La MANUA et le JEMB se sont heurtés aux manques de moyens de transport et de communications, surtout dans les lieux isolés. Un mois plus tard, avec l'aide de la FIAS et du CFC-A, trois millions de personnes ont fait leur inscription dans les 800 bureaux. Avant, les femmes représentaient 50 p. 100 des personnes inscrites dans une société où les hommes sont plus nombreux qu'elles. Ce pourcentage recule à 35 p. 100, ce qui montre que les hommes étaient de plus en plus favorables au processus⁸⁸. À la fin juin, le JEMB déclare à la FIAS que « les bouleversements et les problèmes de sécurité ne menacent pas directement l'inscription des électeurs, qui affiche enfin un taux de réussite acceptable compte tenu de l'objectif non officiel de 5,2 millions d'électeurs inscrits » [Traduction] sur les dix millions de personnes admissibles⁸⁹. Et le nombre continue à augmenter.

Opérations du contingent canadien

Le contingent canadien, en particulier l'ESN, poursuit l'Op GONDOLA; l'une des plus importantes opérations d'entreposage visait le 11^e Régiment d'artillerie anti-aérienne et le 216^e Régiment d'artillerie anti-aérienne, qui possédaient un grand nombre de lance-missiles SA-13 et SA-7, ainsi que d'autres moyens d'artillerie anti-aérienne. Une fois découvertes lors d'inspections, ces armes, qui représentent une menace pour le couloir aérien à l'aéroport international de Kaboul, sont donc priorisées. Leur entreposage s'est effectué sans difficulté et s'est terminé en avril⁹⁰.

À mesure que le groupe-bataillon du 3^eR.22^eR noue des relations avec la police et la population grâce à des activités de formation et de COCIM, de plus en plus de renseignements sur des caches d'armes à l'ouest de Kaboul affluent de diverses sources. Ces caches sont dispersées, mais elles se trouvent la plupart du temps hors des limites de la zone d'opérations ou dans les provinces avoisinantes de Wardak et de Logar. Dans nombre de cas, le SCEMD n'a pas donné l'autorisation d'agir à temps, alors la KMNB s'est tournée vers d'autres pays pour trouver et détruire les armes. Lors d'une de ces opérations sont saisies 40 roquettes de 122 mm cachées près de la frontière entre le district de Paghman et la province de Wardak. Le Col Roy obtient enfin le feu vert pour l'Op DAMOCLES I et II, qui vise à détruire des caches dans le Wardak. L'opération permet de détruire une importante cache, notamment des charges à base d'hydrocarbures de l'ère soviétique⁹¹.

La compagnie ISTAR, quant à elle, poursuit ses tâches régulières de surveillance et de patrouille dans la zone d'opérations de la KMNB. L'unité de reconnaissance légère de la Slovénie la rejoint dans l'Op OLYMPUS pour mettre en place des postes d'observation surplombant le centre-ville de Kaboul⁹².

Les opérations dirigées se poursuivent aussi à un rythme accéléré. L'Op ULYSSES, qui visait un marchand d'armes, est annulée pour des raisons de sécurité et confiée à la KMNB. Elle est rebaptisée Op PENELOPE et permet au 3^eR.22^eR et à la Direction nationale de la sécurité de saisir 200 kg d'explosifs et d'arrêter 36 personnes. Il y a aussi l'Op SCHILLER, que les Allemands, les Français et le ministère de l'Intérieur de l'Afghanistan mènent en même temps pour arrêter les personnes impliquées dans l'attentat à la bombe contre un autocar allemand en 2003. Elle a donné lieu à l'arrestation du chef de la cellule qui a commis l'attentat. Le Canada a participé à toutes ces opérations que ce soit en s'occupant du périmètre de sécurité ou de l'exploitation de sites sensibles ou encore du renseignement. Un autre partenaire de la coalition a mené lui aussi une opération pour appréhender un dirigeant du groupe HiG qui commande dans la province de Wardak et qui est impliqué dans des attentats contre les Canadiens⁹³. La situation est différente : les Canadiens auraient dû avoir la possibilité d'infliger des représailles pour les attentats contre des compatriotes, mais surtout auraient dû croire qu'ils en étaient capables. En l'occurrence, les apparences

sont toujours importantes. Le fait qu'un autre pays fasse sa « sale besogne » ne fait que ternir l'image du Canada dans les sphères de la coalition et auprès de l'ennemi, surtout avec toutes les restrictions concernant l'Op HERMES et les opérations dirigées.

Une autre opération a ensuite lieu : Op HALLE. Le chef de police de Kaboul était aux prises avec de graves problèmes d'activités criminelles dans – ô surprise! – la DP 5 et la DP 14. Son propre corps de police est suspect et, compte tenu des relations entre la police locale, l'organisation de Sayyaf et le 717^e Régiment de protection dont le personnel travaille aux PEI, il sollicite l'aide de la FIAS pour « décourager » les activités criminelles. Toutes les ressources de surveillance de la compagnie ISTAR sont mises à contribution, puis le gros du 3^eR22^eR balaie les districts d'un seul coup le 1^{er} juin 2004. Les AH-64 des Pays-Bas survolent le territoire et font des allers-retours pendant que les TUAV assurent leur surveillance et que les VBL du R22^eR déposent l'infanterie qui contrôlera les véhicules et patrouillera les quartiers. Les policiers de Kaboul, et certains d'autres districts, retrouvent leurs collègues du DP 5 et du DP 14 pour effectuer des « patrouilles conjointes ». En saturant les deux districts, ils envoient un message non seulement aux criminels de rue, mais également aux personnes d'influence dominant dans cette partie de la ville. Le chef de la police de Kaboul se réjouit de l'Op HALLE, et la couverture du CRTS confirme son succès : c'est un point culminant de la coopération entre le groupe-bataillon et la police, ce qui confirme les relations de travail fructueuses construites avec soin⁹⁴.

Il reste d'autres « facteurs inconnus » dans un système qui mène des opérations d'actions directes dans la zone d'opérations du Canada. Trois opérations sont préparées en juin 2004 sans la coordination de la KMNB, dont l'une dans le DP 5. Durant l'une d'entre elles, la force d'assaut a demandé un soutien en NEM par téléphone cellulaire à la KMNB. La situation était étrange, mais la KMNB a envoyé les ressources appropriées. Il s'avère qu'un groupe paramilitaire indépendant des États-Unis appelé « Task Force Saber 7 » menait ses propres opérations en Afghanistan. Elles comprenaient notamment l'arrestation et l'interrogation d'Afghans qu'il soupçonne de terrorisme. Dirigé par Keith « Jack » Idema, un homme qui prétend être un ancien soldat des forces spéciales, le groupe recherchait intensément Oussama ben Laden afin de gagner la prime de plusieurs millions de dollars. Ce groupe se faire passer pour des membres des Forces spéciales des États-Unis. Idema a tenté de refiler au contingent canadien de supposés renseignements sur la cellule terroriste qui a commis l'attentat du 27 janvier, mais a fini par être arrêté et emprisonné par des Afghans⁹⁵.

Une insurrection grandissante

Il n'est pas étonnant que l'attention du FIAS se soit portée sur les problèmes dans le nord de l'Afghanistan et les environs de Kaboul – c'est en effet sa zone d'opérations jusqu'à ce que la question d'une fusion de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS soit réglée.

Cela étant, la FIAS est en mesure d'observer la croissance initiale de l'insurrection des talibans et certains des facteurs qui l'ont alimentée. L'idée qu'une FIAS sous l'égide de l'OTAN se voit graduellement confier certains pouvoirs de quelques commandements régionaux du CFC-A fait déjà son chemin à la fin de 2003. Au début de 2004, le concept d'une progression dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, c'est-à-dire du nord à l'ouest et du sud à l'est, est examiné et soumis à la discussion. En même temps, le Canada étudie les possibilités d'ERP et cherche les endroits qui auraient le plus grand effet stratégique. Lors d'une réunion à la fin janvier 2004 avec le CFC-A, la FIAS et des membres de la communauté internationale, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, exprime de graves inquiétudes à propos d'un plan de progression dans le sens antihoraire. Dans ses déplacements au sud, il a remarqué que les Pachtounes croient de plus en plus que les membres de l'Alliance du Nord, qui ne sont pas Pachtounes donc, ont leur part du gâteau⁹⁶. Il est possible qu'un sentiment « d'aliénation des Pachtounes » (une expression prononcée dans les discussions diplomatiques) peut susciter des problèmes comme les personnes d'influence de l'Alliance du Nord ont provoqué avec leurs valse-hésitations au sujet du DDR ou pire encore, comme l'insurrection des talibans. Ces derniers pourraient même être accueillis de nouveau dans de telles circonstances.

L'ambassadeur du Canada propose une solution : cesser la progression dans le sens antihoraire et poster une ERP de la FIAS directement à Kandahar afin que l'aide à la reconstruction démarre rapidement dans cette province et cette ville névralgiques pour éviter l'aliénation des Pachtounes⁹⁷. Il s'agit d'un jalon dans le cheminement du Canada entre Kaboul et Kandahar. Au début de 2004, les problèmes avec les gens dans le nord supplantent les difficultés grandissantes avec les Pachtounes. En mai 2004, la première tranche de données sur l'inscription des électeurs dans le sud montre que les choses ne vont pas très bien : 75 p. 100 des électeurs inscrits viennent du nord, et seulement 25 p. 100, du sud⁹⁸. C'est à ce moment que des membres de la communauté internationale ont pris conscience de la situation.

Ces membres n'ont pas su voir ce qui se passait sous leur nez dans la capitale. Tout un « front » de la guerre existe dans les mosquées et entre les autorités religieuses en Afghanistan. En mai 2004, les analystes de la FIAS et du CFC-A remarquent la montée de discours anti-occidentaux dans les mosquées à Kaboul. Des conférenciers du Pakistan étaient souvent invités. Comme le commandant de la FIAS l'a si bien tourné : « Dans une société où la télévision et les autres médias de masse sont absents, les mollahs ont du prestige et de l'influence [...] Il est impératif de suivre la situation de près, puisque les discours anti-occidentaux pourraient engendrer un effet déstabilisateur sur la sécurité⁹⁹ » [Traduction]. La FIAS ne mettra jamais au point un plan cohérent sur l'établissement de liens avec les religieux – pas en 2011 et certainement pas en 2004.

Heureusement, la coalition a pour ainsi dire « l'appui » du Conseil national des oulémas, lequel est une instance supérieure islamique en Afghanistan omniprésente à tous les niveaux de l'appareil judiciaire. Après une analyse approfondie de la Loya Jirga constitutionnelle, le Conseil national des oulémas appuie publiquement le gouvernement afghan le 22 mai 2004. En plus d'appuyer les droits des femmes et de s'opposer au narcotraffic, il soutient vivement les élections libres¹⁰⁰. Lorsque le Conseil national des oulémas rejoint les rangs de Karzai et se prononce en juillet 2004 contre les personnes d'influence dans la région, seuls quelques membres de la FIAS saisissent l'importance du geste¹⁰¹. La communauté religieuse a posé une grande marque de confiance, mais ni la FIAS ni la communauté internationale n'a compris son importance et n'en tire parti.

Cela dit, la campagne de discours dans les mosquées est à l'évidence organisée par quelqu'un de l'autre côté de la ligne Durand. Elle n'a rien de spontané et exploite aussi un filon. Dès juin 2004, les équipes responsables de l'inscription des électeurs dans le sud et l'est des territoires pachtoues sont attaquées ainsi que dans l'enclave nord des Pachtoues à Kondozi¹⁰². Quant à la guérilla, les principales zones à problèmes sont les provinces de Khost, d'Oruzgan et de Zabul. Il y a constamment des fusillades, des enlèvements et d'autres atrocités contre les travailleurs humanitaires et le personnel chargé de l'inscription des électeurs. Le 16 juin 2004, deux hommes armés à moto ont assassiné le directeur des réfugiés dans la province de Kandahar.

Dans cette situation, il est à noter la mise sur pied de la Force centrale d'éradication du pavot de l'Afghanistan, une organisation du ministère de l'Intérieur, par les Britanniques et le département d'État des États-Unis. Sa mise en œuvre doit se faire graduellement dans la province de Wardak, et dès qu'elle devient opérationnelle, les rapports que les habitants de cette province en font ne sont pas élogieux. Les effets du programme de DDR sur les unités au Wardak combinés aux conséquences de l'éradication du pavot provoquent une grande agitation dans la population pachtoue de la province, qui se sent injustement visée par le gouvernement et ses partisans. L'agitation entraîne des actes de violence contre la police et la Force centrale. Le Gén Wardak décide donc de retirer la Force centrale et prévoit l'envoyer dans une région où il n'y a pas de Pachtoues afin que le gouvernement semble « juste »¹⁰³.

Les conditions propices à une insurrection des Pachtoues commencent à se mettre en place, et des situations annoncent les événements qui se produiront plus tard dans le sud de l'Afghanistan en 2004. L'aspect religieux du développement du pays est occulté. L'éradication du pavot et l'absence d'une approche équilibrée de la reconstruction suscitent les doléances au sein d'une partie de la population. Un fort pourcentage de celle-ci ne participe pas à l'inscription des électeurs. Il s'agit de quelques-uns des indicateurs. Le Gén Wardak a dit dans un briefing en juillet 2004 que :

[Traduction]

L'image d'invincibilité, que la coalition a bien établie en 2001, perd de son éclat à mesure que les talibans accumulaient les petits succès. Ici se pose la question du moment où les gens que vous veniez aider vous considèrent maintenant comme faisant partie du problème. Ce raisonnement est tout aussi valable pour la FIAS¹⁰⁴.

Peu de gens auraient pu prédire à cette époque les événements violents de 2006, mais les signes avant-coureurs étaient là.

Op DIANA et ETT

En avril 2004, le Col Tremblay et son équipe s'inquiètent du statut de l'ETT. À ce moment-là, l'ETT travaille avec le 4^e Kandak, et 13 des 15 kandaks, que la FO Phoenix est en train de former, sont en quelque sorte déjà déployés à l'extérieur de Kaboul. Toutefois, la politique du Canada empêche l'ETT canadienne de se déployer. Le Col Tremblay ne peut que constater que la décision engendre de plus en plus de problèmes :

[Traduction]

Le fait que le Canada retire l'ETT de ses kandak ne fait que compliquer une conjoncture déjà difficile pour l'unité. Il a fallu du temps pour que les membres de son ETT et du kandak tissent des liens, l'arrivée d'une ETT d'un autre pays aurait pu entamer la confiance de ces derniers et de ce fait, nuire à leur efficacité¹⁰⁵.

Les intérêts canadiens représentent un facteur important. Le Col Tremblay prévoit que la FIAS et l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM allaient fusionner. On prétextera que l'ETT du Canada fait partie de la FIAS et que son cantonnement à Kaboul ne tient plus. Selon le Col Tremblay et d'autres personnes, cette mission attirait beaucoup d'attention pour le Canada et revêtait une grande importance pour ses alliés. Le Canada avait affaire à divers responsables afghans. L'effet médiatique positif constitue une expérience précieuse pour les soldats canadiens. Le Col Tremblay y va de sa prophétie : « Si les restrictions ne sont pas levées, l'ETT du Canada doit être affectée à une autre tâche, car elle deviendra pratiquement inutile¹⁰⁶ » [Traduction].

Le Col Tremblay assiste ensuite à une réunion désagréable avec les États-Unis à la FO Phoenix. Le CFC-A, commandement des États-Unis, entend mettre l'ensemble des ressources de l'Armée nationale afghane à contribution pour ses opérations d'inscription des électeurs et de tenue d'élections; c'est donc dire que les ETT se déploieront avec eux

et que le 4^e Kandak sera affecté à Mazar-e Charif. Qu'allait faire le Canada? C'est alors que le Col Tremblay demande l'autorisation de mener l'Op DIANA, qui est le déploiement prévu de l'ETT du Canada à Mazar-e Charif. Il souligne que la menace est d'une gravité moyenne au lieu d'élévée, qu'il s'agit d'une guerre entre factions et non du terrorisme et que le kandak effectuera les patrouilles régulières. « Les derniers mouvements de troupes de l'Armée nationale afghane décidés par le ministre de la Défense de l'Afghanistan ont apporté un niveau raisonnable de stabilité » [Traduction] par le passé; par ailleurs, tous les commandants de milice savent que les États-Unis appuient le kandak et hésiteraient donc à s'y prendre. Il n'y a pas eu de réponse immédiate.



Photo : Auteur

L'Armée canadienne a prêté à l'Armée afghane une partie de ses forces déployées pour l'équipe de conception, mise sur pied en 2003 et dotée de personnel en 2004, puis à une ETT. C'est là le début d'un engagement de 15 ans à aider l'Armée nationale afghane à se professionnaliser.

L'attention de la FIAS se détourne de Kaboul à cause de la situation qui se dégrade dans les provinces de Balkh, de Hérat et de Konduz. Le ministère de la Défense prévoit déployer à Mazar-e Charif un kandak de la 1^{re} Brigade dans le cadre de l'action du président Karzai. Ce dernier veut rappeler aux adversaires de Balkh qu'un gouvernement central est bien en place.

La présence de l'Armée nationale afghane dans la capitale provinciale ainsi que celle de la nouvelle ERP dirigée par les Britanniques auraient pour effet, en théorie, d'apaiser la situation. Et c'est le 4^e Kandak qui est choisi, soit le kandak avec l'ETT du Canada. L'ECN du Canada travaille à l'Op DIANA, laquelle vise à soutenir l'ETT si elle se déploie à Mazar-e Charif. On sollicite à nouveau l'autorisation du SCEMD à Ottawa, qui est refusée seulement le 1^{er} août 2004, soit des mois après le premier avertissement que la participation du Canada peut être nécessaire¹⁰⁷.

En effet, certains n'étaient pas favorables à ces missions ni à des opérations similaires. À son examen des risques liés au déploiement de l'ETT, ils préviennent que les besoins en matière d'évacuation sanitaire ne seront pas satisfaits. De plus, le nombre d'heures de vol des CC-130 canadiens basés au Camp Mirage que le QGDN limite signifie qu'il faut se servir des aéronefs d'un autre pays et que la fiabilité de ceux-ci pouvait être discutable. La FO Kaboul était en désaccord avec le Lgén Hillier d'un point de vue philosophique. Selon certains à la FO, le Lgén Hillier dépasse le mandat que lui a confié le CEMD et cherche à faire du contingent canadien la « brigade de pompiers » de la FIAS pour l'ensemble du pays. Certains ont même exprimé leur désaccord avec l'ambassadeur Chris Alexander, qui voulait se servir de la FO Kaboul sur le grand échiquier stratégique à Kaboul; ils estiment que le Canada doit jouer un rôle aussi limité que possible¹⁰⁸.

Le 4 juillet 2004, 400 miliciens du 7^e Corps d'armée d'Atta remplacent les policiers aux postes de contrôle à Mazar-e Charif, en plus de les expulser de leur quartier général. Le chef de la police de la province de Balkh s'est d'ailleurs barricadé chez lui. À Hérat, Ismael Khan renvoie le chef de la sécurité de la province, que le ministère de l'Intérieur venait de nommer à Kaboul. Les gardes du corps d'Ismael Khan renvoient de force les employés et les officiers du bureau de la Direction nationale de la sécurité à Hérat. Bien que certains analystes du FIAS n'aient pas vu de lien entre eux, ces deux événements concomitants ont constitué de sérieux problèmes pour l'Administration transitoire afghane¹⁰⁹.

La situation à Mazar-e Charif s'est apaisée grâce à la négociation. Le nouveau chef de la police, un Pachtoune de Kandahar, est accusé d'activités liées aux stupéfiants, et la faction d'Atta voulait le limoger. On ignore s'il est un concurrent. Or, la situation est toujours instable. L'ETT et l'ECN du Canada réitèrent la demande d'autorisation pour se déployer avec leur kandak à Mazar-e Charif. Leur mission consiste à établir avec le kandak des opérations cadres comme la sécurité des points névralgiques, les patrouilles et les postes de contrôle dans la ville. La demande n'est pas approuvée¹¹⁰. Il convient de se poser la question suivante : si le kandak avec l'équipe canadienne d'entraînement intégrée s'était déployé plus tôt, le coup d'État de Balkh aurait-il eu lieu?

La situation à Hérat est différente, mais elle est pire¹¹¹. Amanullah Khan Zadran, le commandant d'une milice régionale et rival de longue date d'Ismael Khan, mobilise

ses troupes à Shindand, qui marchent sur Hérat. C'est comme l'histoire d'Atta contre Dostum qui se répète à un endroit différent. Le ministre de la Défense, en collaboration de la FO Phoenix, met au point un plan approuvé par Karzai, dont l'objectif est de déployer la 1^{re} Brigade à Shindand avec neuf appareils C-130. L'arrivée soudaine de troupes de l'Armée nationale afghane, au lieu de milices, a eu l'effet de calmer la situation. Encore une fois, Ottawa n'a pas autorisé l'ETT du Canada à accompagner son kandak à Hérat¹¹². Quelque 1 500 soldats de la 1^{re} Brigade arrivent par avion à la fin d'août 2004, et les forces des deux hommes ont mis un terme à leur litige. Ainsi, cette accalmie a permis à Karzai de gagner du temps indispensable pour améliorer ses relations avec Ismael Khan, qui a fini par être « promu » à un poste à Kaboul, puis démis plus tard à l'automne¹¹³.

Le Canada a la chance de jouer un rôle positif dans ces événements majeurs et d'améliorer sa crédibilité et son influence grâce au déploiement de 20 membres du personnel. Or, à deux reprises, il choisit de ne rien faire par crainte. La crédibilité du Canada auprès de l'Armée nationale afghane est alors entachée, en particulier auprès des troupes formées par l'ETT du Canada : le moral de l'ETT en a d'ailleurs souffert¹¹⁴. À cause du long retard, le contingent de l'ETT ne s'est pas attiré la sympathie de la FO Phoenix et de sa chaîne de commandement, qui ont dû compenser avec leurs rares ressources.

Après l'affaire, les dirigeants de la FO ont déclaré être frappés par la réticence d'Ottawa à donner son appui complet aux opérations de l'ETT qui ne cadre pas du tout avec les objectifs du Canada à Kaboul :

[Traduction]

D'après certains, la future stratégie de sortie de la FIAS dépendra de la remise des pouvoirs en matière de sécurité aux Afghans. La police de Kaboul, la Direction nationale de la sécurité et l'Armée nationale afghane devront s'occuper de la sécurité de la capitale afin que la FIAS puisse mettre à exécution son plan de l'ERP¹¹⁵.

Ce plan prévoit une Armée nationale afghane capable et confiante, et les opérations provinciales ont contribué à la réalisation de l'objectif final. Étant donné que l'OTAN peine à trouver 500 personnes à affecter à l'aéroport international de Kaboul, on aurait cru que le Canada aurait alors consacré davantage d'efforts et qu'il formerait davantage l'Armée nationale afghane et les ETT. Il y a quelque chose de paradoxal, car le Canada a par la suite priorisé l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, sans compter qu'il a complètement transformé la mission de l'Armée canadienne pour en faire une action de formation de la police et de l'armée huit ans plus tard, en 2011.

Un autre coup d'État?

Les unités de la FIAS à Kaboul poursuivent leurs opérations et continuent toutes les semaines à nuire aux cellules du groupe HiG, d'Al-Qaïda et des talibans. L'Op GONDOLA est réalisée à 60 p. 100. Ces opérations suffisent pour porter un coup sérieux aux ressources militaires des personnes d'influence qui menacent le processus démocratique de la ville, mais des commandants et des unités posent toujours des problèmes. Le 717^e Régiment de protection, par exemple, est impliqué dans le narcotrafic et s'est acoquiné avec Fahim. Quand la police antidrogue dirigée par le Royaume-Uni a confronté le commandant du régiment après la saisie de 42 kg d'opium dans son véhicule à un poste de contrôle, le général responsable de la police antidrogue a récolté un nez cassé lors d'une bagarre entre les deux corps. Il n'est pas étonnant que le 717^e Régiment de protection soit réfractaire au DDR. Des ressources de l'ISTAR sont d'ailleurs affectées à la surveillance de cette formation¹¹⁶.

Dans les derniers jours de la ROTO 1, le Bgén Jocelyn Lacroix assiste à un dîner où plusieurs généraux afghans sont présents. Hamid Karzai est sur le point de retirer à Fahim le portefeuille de la Défense et de lui offrir la vice-présidence. Le Bgén Lacroix apprend de manière officieuse que le ministère de la Défense craignait la mauvaise réaction des milices tadjikes.

Une semaine plus tard, ISTAR signale des mouvements inhabituels du 717^e Régiment de protection. Par la suite est évoquée la possibilité que le régiment soit mobilisé, alors qu'il est posté près du ministère de l'Intérieur et dirigé par du personnel connu pour son implication dans le narcotrafic et ses liens avec Fahim. Or, les forces de la FIAS sont les seules forces stationnées entre la base du régiment et le palais présidentiel. Le Bgén Lacroix décide, par mesure de précaution, de déployer des éléments de la KMNB qui protégeront le siège du ministère de l'Intérieur. L'escadron de reco du Maj Andrew Zdunich, appuyé par des membres du Génie de combat de l'Espagne, s'approche discrètement du quartier général; pendant ce temps, l'état-major de la KMNB élabore les plans de contingence d'invention BASTION et BRITTANY avec la FOIM-76 des États-Unis. Les Forces spéciales des États-Unis s'introduisent discrètement dans le palais présidentiel, tandis que les forces de la FIAS patrouillent l'extérieur et que les AH-64 des Pays-Bas volent au-dessus du centre-ville. L'escadron de reco et les TUAV ont pour consigner de surveiller l'enceinte du 717^e Régiment. Les AH-64 ont reçu l'ordre de tirer un missile Hellfire sur tout véhicule blindé qui franchit le portail et de le détruire. La tactique permet de bloquer le portail et de disposer du temps nécessaire pour établir le contact avec le commandant du 717^e Régiment – ou quiconque le dirige – et de l'amener à faire un retrait.

Heureusement, aucun char d'assaut ne tente de sortir de l'enceinte à la vue des hélicoptères d'attaque, et la tension baisse¹¹⁷.

Prolongation de l'Op ATHENA à Kaboul : d'octobre 2003 à août 2004

On se souviendra qu'au début de 2003, le Canada accepte de commander la FIAS et de poursuivre ses contributions jusqu'en août 2004. Il est de la responsabilité de l'OTAN de reprendre le commandement de la FIAS et de le confier à un état-major d'un pays non membre de l'OTAN. Le Canada reste un an et demi à la tête de la FIAS à Kaboul avant d'y renoncer. Pourquoi? Ne souhaitant pas rester à Kaboul, il préfère que l'OTAN et ses membres acceptent davantage de responsabilités et espère orienter ses engagements concernant les ERP vers une stratégie de sortie. En octobre 2003, le ministre, le CEMD et le sous-ministre passent en revue les divers engagements et options. Ils concluent que la contribution idéale du pays est une « solution » régionale qui se compose d'un navire canadien à l'appui d'un groupe aéronaval des Forces navales des États-Unis et de quelques engagements envers l'Afghanistan. Après le retrait des forces à Kaboul, la composante privilégiée en Afghanistan est l'ETT et les membres canadiens de la FOIM-180 (plus tard FOIM-76) ainsi que les « demandes des États-Unis pour un soutien supplémentaire à l'Op ENDURING FREEDOM » (langage codé pour les forces d'opérations spéciales) et l'engagement au titre de l'Op ACCIUS envers la MANUA qui aide à la démobilisation. Il est aussi possible de contribuer à la mission des Nations Unies en Iraq. Pour ce qui est des ERP en Afghanistan, on exerçait des « pressions sur les pays afin qu'ils soutiennent cette initiative des États-Unis dans les centres régionaux de l'Afghanistan. Il faut régler d'importants problèmes de sécurité, d'aide médicale et de logistique avant qu'une ERP dirigée par les FC puisse être envisagée » [Traduction]. La situation à Kaboul est toujours instable, et les dirigeants canadiens ont l'impression que la prolongation au-delà d'août 2004 était une autre possibilité¹¹⁸.

Le mécontentement règne dans les milieux canadiens au sujet de l'incapacité de l'OTAN de mettre sur pied une force qui succédera au contingent canadien. Entre octobre et novembre 2003, il n'y a eu aucun mouvement. Le CEMD a écrit au SACEUR, le Gén James Jones, pour lui rappeler que le Canada retirait ses troupes en août 2004 et examinait aussi la possibilité de maintenir des « capacités résiduelles ». Le Gén Henault rappelle au Gén Jones que « les pays de l'OTAN doivent continuer à se montrer à la hauteur de la tâche, soit assurer les forces nécessaires à la réussite de la mission, en particulier si la FIAS doit assumer de plus grandes responsabilités en dehors de Kaboul¹¹⁹ » [Traduction]. Il y a une question sous-entendue : la « capacité résiduelle » du Canada peut-elle stimuler le processus?

Le groupe de coordination stratégique de haut niveau de la FIAS et un groupe interministériel canadien se réunissent en décembre 2003 pour tracer la voie à suivre. Il y est question de la pression exercée par le commandant du FIAS en attente, le Lgén Rick Hillier, pour que la position canadienne soit décidée au plus tôt. Le MAECI propose que le Canada s'occupe de l'aéroport de Kaboul, tandis que d'autres options, comme une ERP et le prolongement de l'engagement, sont envisagées. La Défense nationale durcit le ton

concernant le prolongement aux niveaux actuels, ne le soutient pas à cause des effectifs et insiste sur le besoin d'une pause stratégique de 18 mois. À la réunion, la proposition concernant l'aéroport de Kaboul n'est pas envisagée d'un point de vue opérationnel, et il n'est pas non plus question de sa faible importance dans le contexte de la coalition en Afghanistan. Bon nombre de participants, sauf l'ACDI, semblent savoir sans le dire ouvertement que l'option concernant l'ERP semble bonne. Le représentant de l'ACDI laisse entendre que l'Agence avait besoin d'un horizon stratégique sur dix ans avant de pouvoir dire ou faire quoi que ce soit en rapport avec une ERP, et qu'un « énoncé de politique approuvé » était indispensable. Les représentants du MAECI se rallient à cette idée et soulignent le besoin d'un horizon sur cinq ans. Les représentants des FC et du MDN rétorquent que cette option n'est pas une initiative militaire proprement dite, « mais un projet développé pour mettre les ressources nécessaires du gouvernement du Canada à contribution d'une manière bien définie afin de répondre à un besoin particulier dans un lieu géographique précis. L'ERP n'est pas une option pour le MDN, mais bien un énoncé de politique du gouvernement du Canada » [Traduction]. Autrement dit, la Défense nationale et les FC ne courront pas le risque de choisir les ERP pour une stratégie de sortie à moins que l'ACDI et le MAECI adhèrent à l'idée. Par conséquent, une ERP comme une stratégie de sortie ou une solution au problème de la FIAS à Kaboul n'est pas envisageable sauf si le gouvernement élu accepte l'engagement et toutes ses implications¹²⁰.

L'OTAN fait parvenir sa réponse au CEMD au début janvier 2004. Les planificateurs du SACEUR s'intéressent aux « capacités résiduelles » :

[Traduction]

Notre priorité consisterait à prendre connaissance de votre renseignement d'origine humaine et, dans la mesure du possible, à conserver votre capacité ISTAR. Votre service de renseignement a accumulé des connaissances et des contacts personnels au fil du temps qui gagneront de la valeur. Il serait difficile de remplacer ces sources majeures, même si modestes en nombre, dans les opérations fondées sur le renseignement.

Il s'agit d'un fait particulièrement intéressant. Les planificateurs de l'OTAN accordent davantage d'importance aux ressources combinées de l'escadron de reco, du renseignement d'origine humaine et du CRTS qu'au groupe-bataillon d'infanterie. D'après une perspective canadienne, ces ressources servent surtout à l'exécution et ne sont pas jugées suffisamment importantes pour la coalition. L'OTAN souhaite mettre la capacité du Canada à contribution, mais qu'est-ce que le Canada aura en échange? La réponse n'est pas évidente. Au début février, le SACEUR se fait dire que le gouvernement du Canada examinerait les « capacités résiduelles¹²¹ ».

La pression monte également au sein de l'Armée. Il faut du temps pour planifier et préparer soit le maintien d'une force soit le retrait d'une force, et la plupart des décideurs n'ont aucune idée des longs délais nécessaires pour déployer ou retirer de l'équipement ou encore pour construire ou détruire des infrastructures. L'Armée canadienne ne peut pas tout arrêter et quitter des infrastructures à l'étranger, principalement en raison des lois du Canada sur les armées. En cas de remplacement, la force qui succède a besoin d'une orientation dès le début, en janvier 2004, pas en août. Comme la pression est grande, le CEMD envoie pour la première fois un message dans l'ensemble de la force pour expliquer les échéanciers et le processus décisionnel qu'il a suivi avant de diffuser l'ordre d'avertissement de la ROTO 2. Le 9 février, le Comité des opérations du Cabinet est mis au courant de la question. Le lendemain, le 10 février, les ministres du MDN, de la MAECI et de l'ACDI font un exposé au Comité du Cabinet chargé des affaires internationales présidé par le premier ministre. L'OTAN diffuse son énoncé des besoins de la FIAS le 13 février. Les choses peuvent changer. L'objectif est de mener le Cabinet à signer une note de service sur la nouvelle structure et l'engagement de la force. Le 24 février, le Comité du Cabinet chargé des affaires internationales se penche sur la manière dont le Canada peut aider à répondre à cet énoncé des besoins. La décision est transmise à l'OTAN le 5 mars lors de la Conférence sur la composition de la force, où tout s'est bien passé, bien sûr¹²².

L'OTAN se met à exercer davantage de pression. Dans une missive au ministre de la Défense nationale, le secrétaire général de l'OTAN explique que l'aéroport de Kaboul manque d'effectifs, et que la FIAS a davantage besoin de personnel pour d'autres tâches. Il souligne que l'expansion de la FIAS est tributaire de nouvelles ERP et il exhorte, par la même occasion, les parties qui envisagent de déployer des ERP à accélérer le processus¹²³.

Il y a toujours peu d'avancées dans le dossier en mars 2004. Le problème des effectifs à l'aéroport de Kaboul (qui fonctionne avec seulement 65 p. 100 du personnel) et le besoin d'un hôpital de rôle 2 ne sont toujours pas réglés. Si le Canada se retire, on ne disposera plus de radar d'acquisition d'objectif ni de ressources pour la guerre électronique et le renseignement d'origine électromagnétique, sans compter que la compagnie de police militaire sera en sous-effectifs. D'ailleurs, la couverture des UAV ne sera pas aussi complète, et la force comptera un groupement tactique de moins. La FIAS sous l'égide de l'OTAN est censée reprendre le commandement de cinq autres ERP dans le nord de l'Afghanistan, où la situation s'est nettement dégradée et où il faut intervenir.

En mars 2004, est apparue l'idée de confier le commandement à le Corps européen, une formation indépendante de l'OTAN, ainsi que de confier la KMNB à l'état-major de la FIAS sous l'égide de l'OTAN à Kaboul et à la brigade franco-allemande. Il est aussi évoqué de demander à l'état-major des Britanniques de commander la KMNB, cette fois-ci sous l'égide du Corps européen, ce que les Français rejettent. Cette solution prend son élan au printemps 2004¹²⁴.

En mai 2004, le Canada penche pour le maintien des forces à Kaboul au-delà du mois d'août et annonce finalement que l'escadron de reco restera. Plusieurs facteurs sont intervenus, mais surtout les difficultés à inciter les électeurs à s'inscrire durant le printemps et le caractère fondamental des élections pour la stabilité future du pays (soit de l'Afghanistan, et non du Canada). Des pressions ont également été exercées de divers côtés, notamment de l'OTAN, pour conserver le bataillon et les autres capacités. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont néanmoins demandé au Canada de retarder son retrait. Cette demande était « motivée par les préoccupations concernant la précarité de la sécurité dans le pays (Kaboul est relativement sûre) à l'approche des élections maintenant prévues pour septembre [...] »¹²⁵ [Traduction].

Dans sa missive adressée au premier ministre Paul Martin, le premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, félicite la décision du Canada de maintenir ses forces à Kaboul pour les élections de 2004 et fait l'éloge des soldats canadiens : « Je rends hommage à leurs exploits. » [Traduction] M. Blair invite aussi le Canada à s'occuper d'une ERP : « Il s'agirait d'une autre preuve de l'engagement continu du Canada envers nos objectifs communs de reconstruction en Afghanistan¹²⁶. » [Traduction]

Selon les planificateurs des FC, il est toutefois hors de question de maintenir le même niveau d'engagement dans les FIAS. Même si le Canada gardait un bataillon à Kaboul, il ne pourrait pas se déployer en dehors de Kaboul, faute d'hélicoptères. Il y aurait « des effets négatifs sur le programme de recyclage et de rééquipement des FC en vue d'opérations futures ». Le rythme des opérations est si élevé que le Canada a besoin de 12 à 18 mois afin de se préparer pour un engagement de même niveau. L'Armée canadienne participe toujours à la Force de stabilisation dirigée par l'OTAN en Bosnie et qu'elle a des forces en Haïti. L'attitude de la bureaucratie génère d'ailleurs de la frustration chez les Canadiens – le Canada, selon de nombreux planificateurs, fait plus que sa part en Afghanistan, et d'autres n'en font pas autant¹²⁷.

En ce qui a trait à l'ERP du Canada, le Cabinet a demandé une recommandation. Le groupe stratégique interministériel l'admet : « Au vu de la situation de sécurité en Afghanistan et des gros investissements du Canada, il est logique de croire que le Canada s'occuperait d'une ERP » [Traduction] – mais pas jusqu'en août 2005¹²⁸. C'est le « feu vert » pour la ROTO 2 de l'Op ATHENA. Le Canada restera à Kaboul avec sa « capacité résiduelle ».

NOTES

1. SITREP QG KMNB, 1^{er} janvier 2004; SITREP QG FIAS, 1^{er} janvier 2004; SITREP QG KMNB, 2 janvier 2004.
2. SITREP QG KMNB, 16 janvier 2004.
3. SITREP QG KMNB, 1^{er} janvier 2004.
4. SITREP ECN, 7 janvier 2004.
5. SITREP QG KMNB, 14 janvier 2004, 15 janvier 2004, 18 janvier 2004.
6. SITREP QG KMNB, 15 janvier 2004; SITREP QG FIAS, 15 janvier 2004; SITREP ECN, 17 janvier 2004.
7. Message au SCEMD, « Op TSUNAMI », 21 janvier 2004.
8. SITREP QG KMNB, 27 janvier 2004.
9. ECN, « Special Assessment SIED 27 Jan 04 », 27 janvier 2004; « Board of Inquiry-Kabul Suicide Bomber », 12 mars 2004.
10. *Ibid.*
11. SITREP QG KMNB, 27 janvier 2004; Entretien avec le Mgén Jocelyn Lacroix, Ottawa, 15 mars 2010.
12. Entretien avec le Mgén Leslie.
13. SITREP QG FIAS, ECN et KMNB, 27 janvier 2004, 28 janvier 2004, 29 janvier 2004, 1^{er} février 2004.
14. SITREP KMNB, 6 février 2004.
15. Entretien avec le Maj David Warnke, à Kandahar, 8 février 2009.
16. « J3 Engineer Visit to TFK-10-16 Jan 04-Comments for DCDS », 24 février 2004.
17. D'après le Col Sylvain Sirois, la décision prise par le Canada de réduire le soutien des FC aux activités de NEM à l'échelle du pays et le mélange ultérieur des cultures des membres du Génie et des techniciens en munitions à des fins d'économies au début des années 1990 ont eu des effets néfastes. Entretien téléphonique avec le Col Sirois, 11 janvier 2011.
18. Message, « Implementation Order: CF Radio Controlled Improvised Explosive Devices Electronic Counter Measures », 30 mars 2004.
19. Jon M. Anderson, « The New Wizard War: Challenges and Opportunities for Electronic Warfare in the Information Age ». U.S. Naval War College, 6 novembre 2007, <http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?Location=U2&doc=GetTRDoc.pdf&AD=ADA476476>.
20. Le 9 février 2004, le Lgén Rick Hillier du Canada prend le commandement, et le Mgén Werner Korte de l'Allemagne est son adjoint.
21. Entretien téléphonique avec le Bgén Alain Tremblay, 13 janvier 2011.
22. Entretien téléphonique avec le Bgén Leslie, 11 janvier 2011; entretien avec le Lcol Sirois.
23. Entretien avec le Bgén Tremblay.
24. Entretien avec le Bgén Tremblay et le Lcol Sirois.
25. Entretien avec le Lcol Sirois.
26. Message de Tremblay au CEM J3, « Training of the Afghan National Army Embedded Training Team (ETT) Op PHOENIX », 11 février 2004.

CHAPITRE CINQ

27. SITREP ECN, 29 février 2004.
28. En décembre 2003, le Conseil de l'Atlantique Nord autorise le Gén James Jones, commandant suprême des Forces alliées en Europe, à lancer l'expansion de la FIAS en reprenant le commandement de l'ERP de Kondoz auparavant dirigée par l'Allemagne. Le 31 décembre 2003, le volet militaire de l'ERP de Kondoz est mis sous l'égide de la FIAS à titre de projet pilote et de première étape de l'expansion de la mission.
29. Rick Hillier, *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, Harper Collins, 2009, p. 258.
30. Message de la Force opérationnelle à Kaboul au QGDN, « Op MALESTROM-Fr Bn Gp Task », 10 février 04; SITREP ECN, 15 février 2004; entretien avec le Mgén Lacroix.
31. Entretien avec le Mgén Lacroix. Qu'il s'agisse d'une hausse du nombre de terroristes à Kaboul à arrêter ou d'une augmentation de la capacité de la KMNB et des organismes alliés à les pourchasser, la question mérite d'être creusée.
32. Entretien avec le Mgén Lacroix.
33. « Op SPEED », 30 mars 2004; SITREP ECN, 1^{er} avril 2004; « Op SPEED-SSE Report », 3 avril 2004.
34. SITREP QG FIAS, 31 mars 2004; SITREP ECN, 1^{er} avril 2004.
35. « Operation ATHENA Task Force Commander's End Tour Report », 4 août 2004.
36. *Ibid.*
37. « Présentation 3^eR22^eR Gp Bataillon », 29 mars 2004.
38. SITREP ECN, 19 février 2004; SITREP QG KMNB, 23 février 2004; TF Engineer to Commander TFK, « Operational Readiness Declaration of the Improvised Explosive Device Destruction Teams (IEDD) », 4 mars 2004.
39. Note de service du SCEMD au CEM J3, « Op ATHENA-op COBRA Update », 27 février 2004; SITREP ECN, 29 février 2004; SITREP ECN, 1^{er} mars 2004; SITREP ECN, 3 mars 2004.
40. SITREP ECN, 29 février 2004.
41. SITREP QG KMNB, 27 février 2004; SITREP QG KMNB, 5 mars 2004; SITREP QG KMNB, 9 mars 2004.
42. SITREP QG KMNB, 5 avril 2004.
43. Note de service du CEM J3 au SCEMD, « Op ATHENA-LUVW Fielding to TFK », 24 février 2004.
44. Message de l'ECN au QGDN, « Op SCORPION », 26 mars 2004; SITREP ECN, 29 mars 2004; « Op SCORPION-SSE Report », 3 avril 2004.
45. SITREP QG KMNB, 30 mars 2004; SITREP ECN, 30 mars 2004.
46. 3^eR22^eR, « TFK Community Improvement Programme (CIP) End-Tour Report », 30 juillet 2004.
47. Entretien avec le Col Tremblay. Il soutient que le Programme d'amélioration des communautés a contribué à prévenir des attentats contre le Camp Julien. Selon d'autres, l'absence relative d'activités offensives du 3^eR22^eR dans la Zresp signifie que le contingent du Canada n'irrite pas les gens désireux de dénoncer les Canadiens pour abus de violence et qu'ils ne gagnaient rien à attaquer le camp. Les opérations antiterroristes de plus en plus musclées de la KMNB en collaboration avec la police et la Direction nationale de la sécurité ont également aidé à réduire les risques d'attentats contre le Camp Julien.
48. « TFK Community Improvement Programme (CIP) End Rotation Report », 30 juillet 2004.
49. *Ibid.*
50. *Ibid.*
51. « Op ATHENA Task Force Commander's Mid-Tour Report », 7 mai 2004.

CHAPITRE CINQ

52. *Ibid.*
53. Note de service entre le SCEMD et le CEM J3 et ECN, 7 juin 2004, 10 juin 2004.
54. Il en est question dans *Confronting the Chaos*.
55. En novembre 2003, le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) est une coalition dirigée par les États-Unis, dont le QG en Afghanistan dirige toutes les missions de l'Op ENDURING FREEDOM. La FOIM-180 est restructurée de manière à ce qu'elle soit sous les ordres du CFC-A qui, lui, relève du commandement central.
56. SITREP QG FIAS, 11 février 2004, 12 février 2004, 19 février 2004. Fiche d'information de l'Organe mixte d'administration des élections, « Wolesi Jirga and Provincial Council Elections Afghanistan 2005 ».
57. SITREP QG FIAS, 18 février 2004.
58. SITREP QG FIAS, 2 mars 2004, 5 mars 2004.
59. SITREP QG FIAS, 1^{er} avril 2004, 4 avril 2004.
60. SITREP QG FIAS, 28 février 2004.
61. « Final Report of Meetings: The Military Committee in Chiefs of Staff Session: Critical Shortfalls for CJSOR », 5 et 6 mai 2004.
62. Lettre du secrétaire général de l'OTAN à l'ambassadeur du Canada, 7 mai 2004.
63. SITREP QG FIAS, 16 avril 2004.
64. SITREP QG FIAS, 14 février 2004.
65. SITREP QG FIAS, 16 février 2004.
66. Entretien avec le Lcol Sirois.
67. SITREP QG FIAS, 3 mars 2004; SITREP KMNB, 3 mars 2004; SITREP FIAS, 8 mars 2004.
68. SITREP QG FIAS, 9 mars 2004; SITREP QG FIAS, 11 mars 2004.
69. SITREP QG FIAS, 25 mars 2004. Voir aussi Barbara Stapleton, « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », sous la direction de Markus Hakansson, *Peacebuilding in Afghanistan* (2009).
70. SITREP QG FIAS, 31 mars 2004.
71. *Ibid.*
72. Mise à jour du COMISAF, 9 mai 2004.
73. Mise à jour du COMISAF, 12 mai 2004.
74. Mise à jour du COMISAF, 19 mai 2004.
75. *Ibid.* SITREP QG FIAS, 19 mai 2004.
76. SITREP QG FIAS, 10 mai 2004, 23 mai 2004, 2 juin 2004.
77. SITREP QG FIAS, 29 mai 2004, 3 juin 2004, 5 juin 2004, 14 juin 2004.
78. Entretien avec le Lcol Sirois.
79. CEM J3 au SCEMD, « Op ATHENA-Request to Deploy Forces Outside of the ISAF Area of Operations », 14 mai 2004.
80. KMNB, « Op HERMES Operations Order », mai 2004.
81. *Ibid.* Entretien avec le Lcol Sirois.

CHAPITRE CINQ

82. *Ibid.*
83. SITREP KMNB, 13 mai 2004; ECN au SCEMD, « Op HERMES-Phase One Koh-e Safi », 21 mai 2004.
84. SITREP KMNB, 31 mai 2004. Entretien avec le Bgénéral Lacroix.
85. SITREP QG FIAS, 27 juin 04.
86. SITREP ECN, juin 2004.
87. SITREP QG FIAS, 19 mai 2004.
88. SITREP QG FIAS, 5 juin 2004; SITREP QG FIAS, 13 juin 2004.
89. SITREP QG FIAS, 17 juin 2004.
90. SITREP ECN, 2 avril 2004.
91. SITREP ECN, 31 mars 2004; Mise à jour du COMISAF, 31 mars 2004. ECN « Post-Op Report: Op DAMOCLES II », 10 mai 2004.
92. SITREP ECN, 16 mai 2004.
93. SITREP QG FIAS, 27 mai 2004; SITREP ECN et message de l'ECN au QGDN, « Op PENELOPE », 26 mai 2004; SITREP QG FIAS, 31 mars 2004.
94. « Operation ATHENA Board of Inquiry Rotation 1 3^eR22^eR Battalion Group », 6 août 2004.
95. SITREP ECN, 25 juin 2004; Entretien avec le Bgénéral Lacroix. Celui-ci explique qu'une personne d'une AAG des États-Unis lui a dit qu'Idema travaillait pour eux. D'autres ont insinué qu'Idema était devenu corrompu et de mèche avec Fahim. Certaines autres personnes ont dit les trois. Il était pratiquement impossible de savoir ce qui se passait vraiment. Idema est décédé au Mexique en 2012 des suites d'une maladie mortelle.
96. Réunion du COMISAF et du CFC-A, 25 janvier 2004.
97. *Ibid.*
98. Mise à jour du COMISAF, 12 mai 2004.
99. Mise à jour du COMISAF, 9 mai 2004.
100. SITREP QG FIAS, 22 mai 2004.
101. SITREP QG FIAS, 15 juillet 2004.
102. SITREP QG FIAS, 10 juin 2004.
103. Mise à jour du COMISAF, 23 mai 2004; SITREP QG FIAS, 27 juin 2004.
104. SITREP QG FIAS, 7 juillet 2004.
105. Le Col Tremblay au DL, « Canadian Embedded Training Team », 16 avril 2004.
106. *Ibid.*
107. SITREP ECN, 16 mai 2004; message du QGDN au DL, « CA ETT Deployment to Mazar-e Sharif », 1^{er} août 2004.
108. Entretien avec le Col Tremblay.
109. SITREP QG FIAS, 4 juillet 2004.
110. Message de l'ECN au QGDN, « CA ETT Mazar-e Sharif Approval », 4 août 2004.
111. Les dessous fascinants de la politique à Hérat dépassent malheureusement le cadre de l'étude.

CHAPITRE CINQ

112. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*.
113. *Ibid.*
114. « Operation ATHENA Task Force Commander's End Tour Report », 4 août 2004.
115. *Ibid.*
116. SITREP QG FIAS, 29 juin 2004.
117. Entretien avec le Bgéné Lacroix.
118. Lettre du CEMD et du SM du MDN, « Future of CF Operation in Southwest Asia », 8 octobre 2003.
119. Lettre du Gén Henault au Gén Jones, 2 novembre 2003.
120. Procès-verbal : Réunion du Groupe de coordination stratégique de la FIAS, 18 décembre 2003.
121. CEMD au D SACEUR, « Canadian Withdrawal from ISAF », 4 février 2004.
122. CEMD à la liste de diffusion, « Op ATHENA-Canadian Contribution Post-August 2004 », 19 janvier 2004.
123. Lettre du secrétaire général de l'OTAN au MDN, 23 février 2004.
124. « Trip Report-NATO ISAF VI Force Generation Conference, 11 Mar 04 », 11 mars 2004.
125. Procès-verbal d'une réunion interministérielle, « Afghanistan: PRTs and ISAF Expansion », 28 mai 2004.
126. Lettre du premier ministre Tony Blair au premier ministre Paul Martin, 18 mai 2004.
127. Procès-verbal d'une réunion interministérielle, « Afghanistan: PRTs and ISAF Expansion », 28 mai 2004.
128. *Ibid.*

CAPACITÉS RÉSIDUELLES :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, DE SEPTEMBRE 2004 À MAI 2005

Après le retrait de Kaboul du plus gros de la force, en août 2004, l'Armée canadienne y maintiendra une présence sous la forme de nouvelles itérations considérablement réduites de la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul), appelées « capacités résiduelles » par les planificateurs. Cette présence contribuera de diverses façons à la stabilité de la capitale. Contrairement aux rotations antérieures, elle ne sera pas assez marquante pour que le Canada continue d'exercer la forte influence qu'il avait fait sentir en 2003-2004. Désormais, les rotations serviront de pont entre Kaboul et Kandahar, mais il est difficile de les décrire, à cause de la nature répétitive et du grand nombre d'initiatives disparates inachevées des rotations antérieures. La plupart des opérations cadres des escadrons de reco étaient presque identiques à celles des ROTO 0 et 1, par exemple. Cela dit, il est manifestement injuste de faire fi de la contribution des soldats canadiens déployés dans ces rotations, vu, particulièrement, le risque que ce milieu dangereux leur faisait courir.

Ils ont surtout puissamment contribué aux opérations de sécurité dans le contexte des élections présidentielles de 2004. Le nouveau gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, qui remplacera l'Administration transitoire afghane et qui inspirera les travaux de développement et de reconstruction des années ultérieures en tirera beaucoup de légitimité. Aujourd'hui encore, l'efficacité à long terme de ces travaux reste douteuse, mais il faut comprendre que l'optimisme de l'époque était très réel; pendant les élections de 2004, l'atmosphère était presque carnavalesque. De la Loya Jirga constitutionnelle de 2003, aux élections de 2005 dans les provinces, en passant par les élections présidentielles de 2004, on peut tracer le graphique de l'effet salutaire de la présence de l'Armée canadienne. En même temps, le rôle du Canada en Afghanistan s'adaptait aux missions de sécurité de la FO Kaboul. L'autre aspect important des dernières rotations de l'opération (Op) ATHENA a été la relocalisation progressive des forces de Kaboul dans la province de Kandahar.

Organisation de la ROTO 2 de l'Op ATHENA

Pour la ROTO 2, on a conservé les objectifs canadiens antérieurs, c'est-à-dire empêcher l'Afghanistan de retomber en déconfiture et de servir de repaire aux terroristes et à leurs organisations¹. Comme avant aussi, les attributions de la force étaient d'aider la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les organisations afghanes de sécurité à sécuriser la zone d'opérations de Kaboul, afin de favoriser le développement national. Comme on l'a déjà vu,

cependant, l'Op ATHENA s'est également poursuivie à Kaboul pour garder au Canada certaines portes ouvertes et, autant que tout le reste, lui conserver un pied à terre dans le pays. Il fallait donc promouvoir la conservation d'une connaissance aussi grande que possible de la situation.²

Le colonel (Col) Jim Ellis a fait venir une force opérationnelle sensiblement différente des rotations antérieures de l'Op ATHENA. L'emploi de certains éléments de la FO Kaboul se voyait imposer, par les circonstances ou de propos délibéré, plusieurs complications sur le plan du commandement et contrôle. On notera que la ROTO 2 de l'Op ATHENA, avec ses 711 militaires, n'était pas structurée pour s'occuper de l'inscription des électeurs et du scrutin, sans parler de l'entreposage des armes lourdes, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) ni de nombreuses autres activités de la région de Kaboul qu'elle connaissait déjà bien. On se rappellera que les élections devaient avoir lieu pendant la ROTO 1, mais avaient été retardées. Comme le sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) et son état-major n'ont pas retenu l'idée de relever le plafond des effectifs pour la ROTO 2, il s'en est ensuivi une augmentation sensible des communications entre Kaboul et Ottawa sur ce qui équivalait à la mobilisation, à l'addition ou à la soustraction de quelques soldats³.

L'effort principal a consisté à employer l'escadron de reco (parfois appelé *escadron de surveillance*) dirigé par le major (Maj) Derek Macaulay, sous-unité qu'on a détachée auprès de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB), désormais commandée par la Brigade franco-allemande, un commandement n'appartenant pas à l'OTAN qui remplaçait le commandement canadien. Cet escadron continuera d'utiliser des véhicules Coyote, mais il sera renforcé par des tireurs d'élite, des membres du Génie et un peloton d'infanterie du 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) pour jouer un rôle dit de reconnaissance rapprochée. On tentait une expérience doctrinale par laquelle le personnel des véhicules Coyote déterminerait l'identité d'une cible, puis le peloton embarqué dans des véhicules G-Wagon ferait enquête et produirait un rapport⁴.

Cependant, le Centre du renseignement toutes sources (CRTS), sous le commandement du Maj Dave Travers, reste un atout national non déclaré. Tous les véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) étaient partis, et l'organisation canadienne du renseignement d'origine humaine était réduite. L'idée d'une compagnie ISTAR, bien vivante dans la ROTO 0, était maintenant morte, de même que les synergies qui en découlaient⁵. Au début, le manque de personnel dans le CRTS a été assez problématique, mais, plus important encore, la chaîne s'était rompue pendant la rotation antérieure, ce qui « a mis fin aux associations de liaison créées par la ROTO 0, pour des motifs indépendants de la volonté de ses dirigeants. Les contacts rompus se révèlent difficiles à réparer⁶ » [Traduction]. Ayant peiné pour les rétablir, le nouveau centre finira par se rendre indispensable [au commandant de la FO Kaboul] « pour la connaissance de la situation et il pourra combler les lacunes dans l'appui au renseignement de la FIAS et du Quartier général (QG) de la KMNB⁷ » [Traduction].



Photo : Auteur

Le Camp Julien reste opérationnel après le retrait, en 2004, du plus gros des troupes canadiennes. Une infrastructure importante en était le puits profond et le point d'eau, aménagés par des membres du Génie du Canada, à l'intention de la population. Ici, deux camions-citernes s'y approvisionnent.

La FO Kaboul disposait également du 11^e Escadron de campagne du 1^{er} Régiment du Génie de combat, chargé des opérations de neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI) et de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), qui commençaient cependant à se confondre. Une réorganisation discrète a permis de former des détachements de contremesures électroniques grâce à l'introduction de quelques ensembles Icarus de brouillage des contremesures électroniques. Le 11^e Escadron a contribué à la rotation des équipes d'intervention immédiate (IRT) de la FIAS contre des EEI ou pour la NEM. Ainsi a-t-il noué des rapports importants et les a-t-il même élargis avec diverses organisations alliées qui affrontaient la menace assez nouvelle à l'époque des EEI, notamment avec le centre de coordination de la NEM de Kaboul, le Centre de lutte antimines des Nations unies en Afghanistan et la nouvelle cellule combinée d'exploitation des explosifs, un organisme de lutte contre les EEI des États-Unis. Dans les rotations ultérieures, les membres du Génie de combat du Canada profiteront de ces liens et les amplifieront même⁸.

L'autre effort principal du Canada sera le maintien du Camp Julien, qui restera la seule installation de la FIAS de l'autre côté de la chaîne de montagnes entre les villes. À ce titre, des ententes seront conclues pour appuyer le Groupement tactique 3 de la KMNB, qui, en principe, remplacera le groupe-bataillon du 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment (3^eR22^eR). Ce groupement tactique englobait une compagnie belge dite « SAS » (à ne pas confondre avec les forces d'opérations spéciales, mais, essentiellement, une unité de reconnaissance légère embarquée) et une compagnie hongroise d'infanterie mécanisée, bizarrement équipée de canons de 20 mm embarqués sur des véhicules BTR-80 soviétiques. Un groupe norvégien de coopération civilo-militaire (COCIM) de 12 hommes rayonnait aussi à partir du camp, tandis que le contingent slovène poursuivait ses opérations.



Photo : Auteurs

À la fin de 2004, le Camp Julien accueille de nombreux autres contingents alliés, notamment une unité belge de reconnaissance, une unité étatsunienne de formation, une unité slovène de reconnaissance et une unité blindée hongroise équipée de véhicules BTR-80 modifiés.

Le Camp Julien a également continué d'abriter l'équipe d'entraînement intégrée (ETT), dirigée par le Maj Brian Hynes, ainsi que 50 soldats étatsuniens de la FO Phoenix, qui travaillaient dans le camp d'en face de l'Armée nationale afghane. En octobre 2004, quand la force d'appui aux élections s'est déployée à Kaboul, plus de 100 militaires des États-Unis de plus, de la FO Apache, se sont installés temporairement près des positions abandonnées de l'artillerie canadienne et de lancement des TUAV.

Le soutien à tous ces groupes reposait sur les 92 hommes de l'Élément de soutien national (ESN) sous les ordres du lieutenant-colonel (Lcol) Charles Lamarre, épaulé par 500 entrepreneurs du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP); il est à noter qu'il y avait presque autant d'entrepreneurs dans le camp que de soldats canadiens. Plus important encore, le Camp Julien était doté d'une installation médicale de rôle 2+ et de six ambulances Bison de la 1^{re} Ambulance de campagne, la seule capacité de ce genre au sud des montagnes, tandis que l'hôpital disposait d'une hélisurface sécurisée⁹.

Quel défi que la protection du Camp Julien et de ses plus de 4 km de murs de gabions HESCO Bastion! C'est ce qui alimentait les discussions, au Canada, sur les effectifs. La FO Kaboul s'est fait attribuer seulement deux pelotons d'infanterie embarqués sur véhicules blindés légers (VBL) III, sans poste de commandement de compagnie. L'un de ces pelotons était la force de réaction rapide (FRR) dont les sections avaient des préavis de mouvement

de 5, 15 et 30 minutes. On a conclu sur place des ententes pour obtenir un peloton des autres contingents non canadiens, lesquels, à leur tour, ont diminué leur capacité de patrouille dans les districts policiers (DP) avoisinants. Ottawa a finalement acquiescé au déploiement d'un troisième peloton embarqué sur VBL III, mais seulement pour trois mois. Ce troisième peloton est venu protéger l'équipe de réduction de mission et escorter les convois destinés à l'aéroport de Kaboul ou en revenant. De plus, il a fallu former un peloton de réserve opérationnelle de fortune, avec des cuisiniers, des commis et des plongeurs pour aider à sécuriser le camp. La situation a exercé des pressions sur l'escadron de reco qui, en théorie, « appartenait » à la KMNB et possédait un peloton d'infanterie¹⁰. Il s'agissait en effet de trouver le juste milieu entre des situations périlleuses. D'ailleurs, aux yeux de certains, la tâche de la FO Kaboul était de se protéger elle-même.

Opérations de la ROTO 2

Les opérations de la ROTO 2 peuvent généralement se ranger dans deux catégories : celles de l'escadron de reco et les opérations visant à maintenir la sécurité du Camp Julien. Finies les opérations de DDR ainsi que celles d'appui à l'entreposage des armes lourdes. Finie également la zone d'opérations du Canada; le Groupement tactique 3 a pris le contrôle de cet environnement d'opérations. On a laissé tomber la formation des policiers. Quant au développement et à la reconstruction, le financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) était tari. Il subsistait cependant un petit détachement de COCIM. Il a bricolé les 17 000 \$ qui restaient du budget, puis il s'est procuré de l'argent au Canada, auprès du *Rotary Club of Chilliwack* et du chœur de la Knox-Met, pour appuyer les initiatives locales qu'on pouvait financer¹¹.

Dans la période préélectorale, la FIAS a élargi sa zone dite d'opérations interarmées dans la province de Kaboul, qui englobait tous les coins et recoins où logeaient les ambiguïtés entre les zones d'opérations de la FIAS et du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A). Naturellement, cela a créé des problèmes entre le personnel de la ROTO 2 et l'état-major du SCEMD relativement aux autorisations de déploiement vers la périphérie ou l'extérieur de la zone d'opérations interarmées de la FIAS. Pendant quelque temps, les deux organisations n'ont absolument pas été sur la même longueur d'onde, ce qui a sonné le glas de tout ce qui ressemblait à l'Op HERMES de la rotation antérieure. La ROTO 2 a tenté un déploiement dans le district de Surobay (Op GRANITE), ce qui lui a été refusé. La KMNB n'était pas chaude non plus pour les opérations dans le district de Koh-e Safi ni entichée des déploiements prévus pour l'Op WHISTLER et l'Op TIMBERWOLF dans la province du Logar, ce qui, essentiellement, a freiné l'élan imprimé par le programme de l'Op HERMES pendant la ROTO 1¹².



Photo : Auteurs

Les attaques à la roquette s'intensifient en 2004, avant les élections nationales, mais la ville ne verra absolument rien de pareil aux dévastations causées, en 1992-1993, par les forces soutenues par les Pakistanais. Tombé à proximité du Camp Julien, le projectile, à droite du missile sol-air Blowpipe, n'a pas explosé.

Pendant l'affectation de la ROTO 2 à Kaboul, elle et la FIAS ont subi des attaques répétées à la roquette, semblables aux attaques antérieures. De septembre à octobre 2004, la ville en a essuyé plus de 22, aux roquettes de 107 et 122 mm, soit plus que dans toute l'année précédente. Les opérations d'information de la FIAS en ont souffert gravement, parce que les médias afghans et internationaux décriaient de plus en plus l'insécurité préélectorale. C'était bien sûr l'objectif précis des insurgés, mais l'incapacité de la communauté internationale, de la FIAS ou du CFC-A de préparer, avec l'Administration transitoire afghane, une riposte publique coordonnée à ces critiques aura de lourdes conséquences. La ROTO 2 et l'escadron de reco avaient déjà planifié l'Op HORSESHOE – le plan de surveillance antiroquettes pour le Camp Julien, qui prévoyait que des patrouilles d'infanterie et des patrouilles embarquées sur véhicules Coyote sillonnaient les régions rurales montagneuses à l'ouest du camp pour décourager les attaques. Quand la KMNB a essayé l'Op RATTLESNAKE pour étayer un plan plus ambitieux de dissuasion antiroquettes, l'incoordination des plans – l'Op HUNTER et l'Op OCTOPUS – a créé des conflits internes longs à résoudre¹³.

Problèmes de commandement et contrôle avec la FIAS et la KMNB

Le passage de la FIAS sous le commandement de deux quartiers généraux canadiens à deux multinationaux européens sous commandements n'appartenant pas à l'OTAN a posé des difficultés de plusieurs ordres au nouveau contingent canadien. Le QG de la FIAS était désormais basé dans le Corps européen, sous commandement français, tandis que la KMNB était commandée par le QG de la Brigade franco-allemande sous commandement allemand. L'intégration verticale organisée par le Canada à Kaboul n'existait plus. En même temps, le Corps européen a provoqué une interruption grave dans la continuité des opérations, en cherchant à s'adapter – difficilement – au contexte de Kaboul. Même chose dans la KMNB, ce qui a causé des problèmes à l'escadron de reco. La KMNB poursuivait simultanément, sur l'emploi de l'escadron, des plans divergents, parfois contradictoires, à la consternation du Maj Macaulay et de ses hommes. Par exemple, une entité de la KMNB avait produit un plan de surveillance qui positionnait les véhicules Coyote en des endroits stratégiques. Une autre entité de la KMNB l'a soudainement remplacé, en changeant le nom de l'opération et en plaçant les véhicules en des endroits de son choix. Lequel fallait-il appliquer¹⁴?

Le Col Ellis et le commandant de la KMNB « ne s'entendaient pas si bien. Bien disposé envers l'escadron de reco, il restait néanmoins convaincu, à tort, que le Canada, la bride sur le cou, se consacrait à des opérations dont lui n'était pas averti, motivées par la présence, là-bas, [de forces canadiennes d'opérations spéciales]. On a organisé quelques huis clos entre quatre yeux pour en discuter sereinement » [Traduction]. C'est alors que les modalités restrictives de commandement et contrôle du SCEMD se sont révélées utiles. Le Col Ellis et son état-major ne voulaient pas que la KMNB envoie un demi-escadron de reco dans une zone non dégagée, infestée de terroristes, « seulement pour y cueillir quelques fusils¹⁵ » [Traduction].

La KMNB n'avait pas accès au CRTS, en partie parce que la France et l'Allemagne n'avaient pas droit au renseignement que mettaient en commun les membres du Groupe des cinq. Secrets de Polichinelle, sauf imagination débordante, les vieux soupçons et frictions du temps des missions dans les Balkans saturaient cependant de méfiance le système. Le commandement français de la FIAS incitait de moins en moins les États-Uniens à coordonner avec lui leurs activités nocturnes comme au temps du commandement canadien. On surprendra même une entité à diriger des systèmes de collecte de renseignements d'origine électromagnétique vers le Centre canadien du renseignement de toutes sources, dans le Camp Julien, une entité croyant que le Canada faisait bande à part ou avait partie liée avec le Royaume-Uni et les États-Unis et ne coordonnait pas son action avec la KMNB. La « balkanisation » de l'effort de la KMNB s'est donc aggravée pendant l'affectation de la ROTO 2 à l'Op ATHENA¹⁶.



Photo : MDN KA2004-A0200

En 2004, le terrorisme « des suspects habituels » est resté la principale menace pour les soldats canadiens de la FIAS, laquelle a régulièrement déjoué, grâce à sa collaboration avec la police, les unités du renseignement et les forces d'opérations spéciales, des attaques éventuellement très meurtrières.

À l'époque, le Canada disposait d'atouts non déclarés à Kaboul, notamment un détachement de ses forces d'opérations spéciales (FOSCAN), des capacités d'interception de signaux, une équipe chargée de la sécurité sur le terrain et des capacités de lutte contre les EEI. Une équipe mobile de guerre électronique était détachée auprès de l'escadron de reco, mais elle demeurait un atout du Canada. Ces atouts étaient jalousement protégés, et il n'était pas réaliste de croire qu'eux ou l'information brute qu'ils produisaient seraient simplement confiés à un poste de commandement étranger ou multinational qui s'en servirait à loisir. D'ailleurs, jamais aucun autre pays ne réciproquerait, peu importe les circonstances. Le Col Ellis estimait que « notre service du renseignement est sans pareil et, de temps à autre, quand je rendais visite au général (Gén) Py, commandant de la FIAS, je percevais son agacement [...], mais je ne pouvais pas leur remettre le CRTS, parce que, en possession de cet élément de sécurité, les États-Unis garderaient tout pour eux [...] En fin de compte, je leur communiquais des renseignements, utiles à la protection de leur force et de la nôtre. Les Canadiens s'assuraient de focaliser le renseignement sur la menace et de le leur communiquer, d'une façon ou d'une autre, sans conséquences funestes pour personne¹⁷ » [Traduction].

La structure de la contribution canadienne à la FIAS, en 2004-2005, a mis en évidence les lacunes des opérations multinationales dans un milieu aussi complexe. Quelles qu'aient été les raisons, la nouvelle KMNB n'était pas aussi efficace que les unités qui l'avaient précédée. Par la suite, les Canadiens lui feront moins confiance¹⁸.

À un échelon supérieur, le QG de la FIAS et ses activités échappaient désormais au contingent canadien. Aucun des six officiers d'état-major canadiens de grade intermédiaire qu'on y dénombrait ne détenait de poste supérieur. L'influence du Canada sur l'orientation de l'activité de la FIAS dans le pays, sans parler de Kaboul, était nulle. L'escadron de reco et le Camp Julien pesaient peu. Nous le verrons plus loin, les nouveaux commandants abandonneront, dilueront ou rendront méconnaissables presque toutes les initiatives de développement à haut niveau indispensables à la stabilisation de la situation en Afghanistan que caressaient le Gén Leslie et le Gén Hillier en 2003-2004.

D'ailleurs, les observateurs canadiens et autres du CFC-A s'accordaient à dire que le QG de la FIAS « était dysfonctionnel, était dénué d'esprit pratique et tournait en dérision les normes militaires » [Traduction], à tel point qu'un officier canadien a ouvertement déclaré que « le vernis qui masquait l'animosité entre les principaux commandants de l'état-major était trop fragile pour ne pas révéler des faiblesses qui pourraient même exposer des vies¹⁹ » [Traduction].

Problèmes stratégiques permanents

Dès que le Corps européen a assumé la direction de la FIAS, beaucoup de liens stratégiques qui commençaient à se créer entre la FIAS, l'Op ENDURING FREEDOM et l'ONU se sont rompus. La coordination fondée sur des liens personnels entre le QG canadien de la FIAS et le CFC-A a essentiellement pris fin pour plusieurs raisons : le Corps européen n'était tout simplement pas désireux de l'entretenir, et un climat de suspicion régnait entre les Étatsuniens et cette force dirigée par les Français. Une grande « animosité régnait entre le groupe de la FIAS qui avait remplacé celui du Gén Hillier et [le Corps européen] [...] Le Canada était perçu, à l'époque, comme un joueur de premier plan à Kaboul, et, quand les Européens ont pris sa place, c'était beaucoup moins net²⁰ [...] » [Traduction]. Bien sûr, l'antiaméricanisme de l'époque, ressenti au début de la guerre en Iraq, y a eu une part importante. Le Corps européen a jeté par-dessus bord le prototype de stratégie de développement national méticuleusement élaboré par les Canadiens de la FIAS (d'après les plans de la Banque mondiale) pendant son assimilation par ses homologues étatsuniens de Bagram et de Washington. L'effort de la communauté internationale en Afghanistan devait en être retardé d'un an et demi²¹.

Heureusement, le lieutenant-général (Lgén) David Barno au CFC-A travaillait déjà à un plan de campagne visant l'inscription des électeurs et le scrutin en vue des élections présidentielles de 2004. Ce plan était lacunaire en ce qui concerne le développement

(et, sur ce point, le QG de la FIAS du Gén Hillier essayait de coordonner son travail et celui du commandement), mais non en ce qui concerne l'inscription des électeurs, le scrutin et la sécurité. Les planificateurs du CFC-A avaient correctement reconnu la priorité de l'inscription des électeurs et du scrutin. L'effort principal devait s'y porter. Ils avaient aussi corrélé élections et légitimité. De ce constat a découlé l'élaboration, par le CFC-A, de plusieurs lignes d'opérations²².

Un certain nombre d'aspects importants de la mise en œuvre du plan de campagne du CFC-A ont eu des effets durables, dans les années suivantes, particulièrement dans le Sud. D'abord et surtout, ce plan de campagne reconnaissait l'éventuelle avance de la FIAS de l'OTAN en Afghanistan, qui gagnerait successivement les quatre commandements régionaux déjà établis par le CFC-A. L'enjeu était les ressources à accorder à l'OTAN. Le CFC-A se préparait à appuyer l'éventuelle avance de l'OTAN.

Ensuite, le CFC-A a modifié la conduite des opérations des forces engagées dans l'Op ENDURING FREEDOM, en abandonnant une stratégie de raids s'appuyant sur les bases de Kandahar, de Bagram et de Khost et en adoptant une stratégie de déploiement de forces opérationnelles et d'équipes de reconstruction provinciale (ERP) dans les commandements régionaux. Les principaux secteurs d'activité limitée des insurgés étaient dans l'est de la province de l'Uruzgan, la province de Kandahar, le Haut Helmand et quatre provinces du Commandement régional (Est), limitrophes du Pakistan – Paktya, Paktika, Khost et Nangarhar. C'était pour la plupart des régions très éloignées de centres peuplés, et l'ennemi concentrait ses efforts sur des objectifs non renforcés : les organismes de développement et de reconstruction, surtout, et les pouvoirs locaux. En collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le CFC-A voulait créer des zones de développement régional (RDZ) qui, dans chaque zone, focaliseraient les efforts dans les domaines suivants :

- la bonne gouvernance;
- le domaine judiciaire;
- l'augmentation des effectifs de l'Armée nationale afghane;
- l'augmentation du nombre de centres régionaux de formation de la police;
- l'aide et la reconstruction;
- les forces de combat.

Selon cette démarche axée sur des RDZ, l'ERP et la FO ont renforcé les grands principes de la réforme du secteur de la sécurité pour stabiliser la situation dans chaque région. Les forces de combat, les forces d'opérations spéciales et les forces classiques s'en prendraient aux insurgés dans les régions éloignées pour les tenir à l'écart des RDZ²³. On était censé mettre sur pied la RDZ pilote dans la province de Kandahar vers la fin de 2004 ou en 2005 même si on n'avait pas encore répondu à des questions sur la relation entre les RDZ projetées et l'avance de l'OTAN.

Remarquablement, la planification du CFC-A faisait comme si l'influence des détenteurs de pouvoir et de leurs milices s'érodait, et ce, malgré la poursuite du DDR. C'était manifestement à la mesure des résultats positifs cumulatifs des opérations de la FIAS à Kaboul, en 2003, et de l'Op ENDURING FREEDOM à Hérat et à Mazar-e-Charif, en 2004. En effet, le plan de campagne du CFC-A a été le seul à prévaloir en 2004-2005, en ce qui concerne la stratégie adoptée à la grandeur du pays et pendant que s'accélérait la planification des mesures de sécurité pour les élections présidentielles et provinciales, après l'investiture du président en décembre 2004.

De l'équipe d'entraînement intégrée au Centre d'entraînement national afghan

À la fin de l'histoire de l'ETT, Ottawa n'approuvera pas l'Op DIANA, le déploiement à Mazar-e-Charif, ce qui devait conduire au réexamen des opérations de l'équipe. Le personnel du SCEMD reconnaîtra que :

[Traduction]

Résultat moins tangible, mais encore plus important, [l'ETT] avait développé des rapports à long terme avec les chefs de l'Armée nationale afghane, et la société afghane reconnaissait que nous avons laissé en place une solution qui subsisterait après notre départ. Ce sera particulièrement important, vu que le Canada maintient les programmes des ERP et poursuit ceux de développement²⁴.

On a résolu le problème causé par le retrait de membres canadiens de l'ETT d'une mission de la FIAS collaborant avec l'Op ENDURING FREEDOM, une coalition distincte. L'Op ARCHER s'est distinguée de l'Op ATHENA comme mission prenant en charge l'ETT et tous les officiers d'état-major canadiens affectés au quartier général de la coalition dirigée par les États-Unis, comme le CFC-A. En conséquence, l'ETT du Camp Julien qui comptait 14 membres sera intégrée dans l'Op ARCHER, même si la FO Kaboul continuait de la commander, et le soutien qui lui était accordé proviendra des Canadiens de l'Op ATHENA. Elle demeurait confinée, cependant, dans la zone d'opérations de Kaboul et n'était pas autorisée à se déployer à Shindand ou à Hérat.

L'ETT du Canada continuera de fournir ses services à la 1^{re} Brigade de l'Armée nationale afghane, particulièrement au 4^e Kandak, le bataillon de soutien au combat. Les ETT contribueront également au mentorat des éléments du commandement régional de l'Armée nationale afghane destinés à Kandahar, à Hérat, à Mazar-e-Charif et à Gardez. Ces éléments constituaient la base des quatre commandements de corps de l'Armée nationale afghane qui reproduisaient les commandements régionaux de l'OTAN et de l'Op ENDURING FREEDOM. Ces liens devaient se révéler fructueux, ultérieurement, quand le Canada s'est attaché au Commandement régional (Sud) et au 205^e Corps de l'Armée nationale afghane déployé dans cette région²⁵.

Les liens solides noués avec l'Armée nationale afghane produiront l'Op RAVEN. Le renseignement afghan, validé par le CRTS et d'autres sources, permettra de localiser le chef d'un parti terroriste du HiG et la cellule qui avait participé à l'attentat mortel contre le caporal (Cpl) Murphy. Ils avaient établi leur base dans le village de Tanji Sidan, à environ 5 km du Camp Julien. La FO Kaboul avait communiqué les renseignements permettant de les cibler à la KMNB, qui n'en avait tenu aucun compte. Le dossier avait ensuite été communiqué à des éléments de l'Armée nationale afghane, et, en quelques heures, on montait l'opération. Pendant le ciblage, Ottawa avait repoussé l'idée, maintes fois réitérée par la FO Kaboul, de faire surveiller le secteur ciblé par l'escadron de reco et de faire exploiter le site par le CRTS. En conséquence, le 23^e Kandak s'acquittera donc de l'opération avec des instructeurs canadiens intégrés en qualité d'observateurs. L'Op RAVEN s'est donc muée en une véritable opération d'encercllement et de recherche par le kandak, qui a ensuite fondu sur le village aux premières heures du matin, capturant deux commandants du groupe islamiste. L'un d'eux, qui se révélera être le numéro quatre des chefs terroristes de la région de Kaboul, n'a pas dominé sa frayeur – et a dû véritablement se changer de pantalon – après avoir vu les membres de l'ETT avec un drapeau du Canada sur les épaules. L'exploitation du site aboutira au démantèlement de caches d'armes et à la désorganisation complète des factions terroristes pendant l'investiture du président en décembre 2004²⁶.

Mais, en fin de compte, la réticence d'Ottawa devant les déploiements de l'ETT du Canada mènera à d'autres modifications. De plus en plus, ces équipes étaient appelées à se déployer à mesure que l'Armée nationale afghane avançait dans le pays pour aller remplacer les milices et, si le Canada ne pouvait pas déployer sa contribution, on ne pouvait pas vraiment qualifier ces équipes d'intégrées. La FO Phoenix était en voie d'établir une organisation plus officielle, le Centre d'entraînement national afghan, qui avait besoin de personnel. À la fin de la ROTO 2 de l'Op ATHENA, l'ETT du Canada a été transformée en un détachement d'entraînement auprès du Centre, avec l'accord du QGDN et du bureau de coopération militaire pour l'Afghanistan²⁷.



Photo : Auteurs

En 2004-2005, l'ETT du Canada est réaffectée au Centre d'entraînement national afghan, responsable de mettre sur pied l'Armée nationale afghane.



Photo : Auteurs

La force coercitive ne doit appartenir qu'à l'État. Le désarmement des milices afghanes et le renforcement de l'Armée nationale afghane ont fini par neutraliser la contrainte qu'exerçaient ouvertement les détenteurs de pouvoir sur le processus politique.

Opérations de sécurité pour les élections de 2004

Le 9 octobre 2004, 8,5 millions des 10 millions d'électeurs afghans inscrits participaient, dans les bureaux de scrutin, aux premières élections démocratiques à avoir eu lieu dans leur pays en plus de 30 ans. Dès avril, on avait invité les groupes de talibans et les autres partis anti-gouvernementaux à participer au processus, mais aucun parti de talibans ne s'est manifesté pour plaider la cause d'un retour au despotisme islamique. Dès l'annonce des élections, les talibans et leurs alliés avaient fait flèche de tout bois pour déstabiliser le pays afin de discréditer le processus électoral. Des fonctionnaires chargés d'organiser le scrutin seront assassinés; d'autres, enlevés, sinon intimidés. Les forces de sécurité étaient maintenues sous tension en raison des attentats-suicides par EEI. Pourtant, les électeurs, notamment une forte proportion de femmes, seront des millions à exercer leur nouveau droit démocratique. Et, en réponse aux allégations de fraudes électorales généralisées, une équipe indépendante de Canadiens, de Suédois et de Britanniques et 230 observateurs internationaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de la fondation pour l'intégrité des élections en Afghanistan concluront unanimement que les élections se sont assez bien déroulées. Non parfaitement, mais assez bien²⁸.

Les élections ont joué un rôle important dans le cours des événements, car elles ont non seulement légitimé, aux yeux de la population, le nouveau gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, mais elles ont également bien marginalisé les détenteurs de pouvoir et créé les conditions qui permettaient aux grandes organisations internationales d'examiner les modalités précises du déploiement de l'aide au développement et de la distribution des sommes d'argent destinées à la reconstruction de ce pays très éprouvé. Avant les élections, c'était une tâche impossible à réaliser de façon normale et à grande échelle. Les élections ont également permis d'intensifier les attentes d'une aide qui, enfin, s'était mise en branle. Le Col George Petrolekas, officier de liaison canadien auprès de l'OTAN, a fait cependant observer « la très grande portée politique de cette réussite, qui était de bon augure pour autant que la communauté internationale n'aille pas gâcher les progrès réalisés²⁹ » [Traduction].

Le Maj Deitra Korando, analyste principale du renseignement de l'Armée des États-Unis au CFC-A, y voit « une terrible défaite pour les talibans. Ils n'ont jamais réussi à faire dérailler le processus [...] le jour même des élections, alors que leurs tentatives ont toutes été inefficaces : quelques attaques à la roquette, quelques tentatives pour pénétrer dans Kaboul. Mais, en réalité, la FIAS, la Force internationale d'assistance à la sécurité, de concert avec la police de Kaboul, a réussi à rendre la ville assez étanche, ce qui a condamné à la stérilité leurs tentatives, déjouées assez loin de la ville³⁰ » [Traduction].



Photo : Auteur

Depuis les collines, on aperçoit, devant l'arrière-plan des collines centrales enveloppées de brume, vers le nord-est, et le palais de Darulaman et le Camp Julien, au centre, le poste vital de dépouillement du scrutin, protégé par la base d'entraînement de l'Armée nationale afghane, en avant-plan.

Les forces du Canada ont joué un rôle important dans cet effort. Les mesures qui suivent ont toutes établi les conditions qui allaient prévaloir pendant les élections de 2004 :

1. la protection de la Loya Jirga constitutionnelle et le chamboulement du programme d'action des détenteurs de pouvoir de Kaboul, pour faire reconnaître un gouvernement unique de transition;
2. la suppression des armes lourdes comme moyen de coercition à Kaboul;
3. l'affaiblissement et la neutralisation des milices par DDR;
4. la protection de l'inscription des électeurs en dépit du terrorisme;
5. la mise hors d'état de nuire des principaux dirigeants et cellules terroristes bien avant qu'ils ne puissent agir.

La contribution de la ROTO 2 s'insérait également dans cette stratégie, particulièrement en septembre et octobre 2004. Après un débat vigoureux, l'OTAN créait une force de soutien du processus électoral, conçue pour renforcer temporairement les opérations de sécurité de la FIAS pendant les élections. Une question fascinante est comment et pourquoi l'OTAN a pu déployer une telle force de 9 000 militaires sans pouvoir en trouver 500 pour l'aéroport international de Kaboul. Mais il faut dire que cette force a déployé un bataillon d'infanterie espagnol à Mazar-e-Charif, un bataillon italien et une compagnie d'infanterie mécanisée étatsunienne à Kaboul, six F-16 néerlandais, pour un soutien aérien rapproché, et des avions du système aéroporté d'alerte et de contrôle, en réserve, puisque les talibans ne disposaient d'aucune force aérienne. Les véritables motifs de la présence de ces avions en cet endroit restent nébuleux, si ce n'est qu'on voulait faire une démonstration de solidarité ou augmenter les effectifs³¹.

Le Camp Julien a appuyé la FO Apache, la compagnie d'infanterie mécanisée étatsunienne dotée de véhicules M-113 et Hummer, qui a joué un rôle de FRR à Kaboul. Le Centre de dépouillement du scrutin de la région centrale de l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB) et de la MANUA a été établi dans le camp d'entraînement afghan qui lui était contigu. Les ETT du Canada ont collaboré avec le 23^e Kandak pour étanchéfier la sécurité de cette installation stratégique où près de la moitié des votes exprimés dans le pays ont été dépouillés par le personnel compétent, pour qui il avait fallu instaurer un mentorat suivi au quartier général et aux niveaux de planification – ce qui n'avait pas été exclusivement à sens unique. Notamment, l'un des officiers du kandak, qui était du parti adverse pendant les troubles de 1992-1993, savait où se trouvaient les anciens points de lancement de roquettes dans les collines à l'ouest du camp. Sur une carte annotée, il a communiqué les renseignements voulus au Maj Hynes. Le kandak, accompagné de membres des ETT du Canada et appuyé par l'escadron de reco a veillé, à la faveur de l'Op HORSESHOE, à dissuader les attaques contre les deux installations. Aucune roquette n'a été lancée depuis ces emplacements pendant les élections³². Le Canada a également fourni une escorte et une protection routières au convoi transportant les bulletins (Op PRONGHORN) et patrouillé les bureaux de scrutin dans la zone d'opérations du Groupement tactique³³.

Dans les coulisses, le Maj Travers et le CRTS ainsi que le Maj Macaulay et l'escadron de reco ont participé à une série d'opérations qui ont complètement dispersé les cellules terroristes des talibans, d'Al-Qaïda et du HiG dans toute la ville. La première a été l'Op DRUMHELLER, organisée à la mi-septembre 2004. D'après des renseignements dignes de confiance, plus de 800 kg d'explosifs devaient arriver du Pakistan. L'escadron de reco s'est déployé pour la surveillance des itinéraires INDIGO et RED et la recherche du véhicule en question dont le déplacement était suivi. En fin de compte, d'autres acteurs ont intercepté les destinataires³⁴.



Photo : Auteur (photo d'une carte reproduite avec l'aimable autorisation du Maj Brian Hynes)

L'ETT du Canada dirigée par le Maj Brian Hynes et affectée au 23^e Kandak a appris d'un officier afghan qui avait fait partie, en 1992-1993, d'une faction islamiste (Hezbe Islami Gulbuddin) de quels endroits, au sud-ouest de la ville, on avait lancé contre elle des roquettes. Pendant les élections de 2004, les patrouilles s'y succéderont sans répit.

La plus spectaculaire a été l'Op FOX. Des sources britanniques ont obtenu des renseignements détaillés, avec le concours du CRTS sur quatre cellules terroristes de Kaboul. Des véhicules de reco Coyote étaient disposés de façon à maintenir l'observation des maisons sûres et des têtes dirigeantes pendant les préparatifs de leurs attaques. Dans la nuit du 29 septembre 2004, percée majeure, la compagnie de patrouille britannique et la police de Kaboul rafflent les 20 membres des quatre cellules. Le CRTS, grâce à son exploitation des sites sensibles, mettra au jour des liens entre ces cellules et un certain nombre d'entités terroristes en Europe, ainsi que des preuves de déplacements et d'aide fournis par des cellules de soutien des Émirats arabes unis, d'Iran, du Pakistan et d'Arabie saoudite³⁵.

D'après des sources roumaines, un camion rempli d'explosifs, en provenance de la province de Wardak, devait arriver le 2 octobre. Le groupement tactique norvégien a établi des postes de contrôle des véhicules avec le concours de la police de Kaboul et l'a repéré : le 11^e Escadron de campagne a déployé ses robots de NEM/NEEI et les équipes d'appui nécessaires³⁶. L'Op RACCOON, une autre descente conjointe de la compagnie de patrouille britannique

et de la police de Kaboul appuyée par l'escadron de reco canadien et l'exploitation des indices trouvés sur place par le CRTS a permis de cueillir la totalité des membres d'une cellule du groupe terroriste HiG avec ses armes et explosifs³⁷.

L'équipe canadienne chargée de la sécurité sur le terrain cartonnera même le 5 octobre, quand une source qu'elle a exploitée révélera que, dans une installation située à 5 km du Camp Julien, mais à l'extérieur du territoire qui relevait des Canadiens, un groupe terroriste bricolait pour le compte d'une cellule d'Al-Qaïda un gros réservoir de propane qui devait servir d'EEI contre le bureau de dépouillement des votes de la région centrale de la MANUA. La compagnie hongroise du Groupement tactique 3 se fera confier la tâche de collaborer avec la police de Kaboul pour faire avorter le complot. Malheureusement, un malentendu conduit la descente au mauvais endroit. Retombant rapidement sur ses pieds, le personnel du CRTS entre en contact avec les spécialistes de la lutte antiterroriste de la Direction générale de la sécurité nationale et redirige une équipe vers le bon endroit. Les spécialistes du 11^e Escadron de campagne arrivent à la rescousse pour neutraliser le dispositif³⁸.

En l'espace d'une semaine, la FIAS, avec l'appui des Canadiens, a pu neutraliser le terrorisme à Kaboul. Cette réussite a contribué, sensiblement et même de façon spectaculaire, à la réussite des élections de 2004, en dépit de ressources humaines insuffisantes, d'oppositions à la grandeur du pays, des lacunes du commandement et contrôle de la coalition et des conflits de personnalités. Ça sans doute été la dernière contribution de la ROTO 2 à l'effort de stabilisation de l'Afghanistan.

Vers la fin d'octobre 2004, cependant, des hommes armés enlèvent trois fonctionnaires du JEMB. Dans l'impossibilité de déterminer si les instigateurs étaient des insurgés, une organisation criminelle ou, encore, des personnes d'influence, il était manifeste que, si c'était des insurgés voulant intimider le JEMB, ils s'y prenaient trop tard. Malheureusement, cette action a aggravé le complexe de l'assiégé chez les organisations d'aide internationale, en entraînant plus tard des conséquences négatives. Les trois captifs seront libérés un mois plus tard, ce qui amènera des membres de la FO Kaboul à conclure que l'opération pouvait avoir été inspirée par l'esprit de lucre plutôt que par des motifs idéologiques³⁹.

Les élections de 2004 marquent le début d'une ère nouvelle pour les Afghans. Des enquêtes indépendantes sur la fraude électorale concluent que « les irrégularités n'ont pas influé sensiblement sur l'issue des élections » [Traduction]. Le 3 novembre 2004, Hamid Karzai est déclaré président du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan pour un mandat de cinq ans après avoir recueilli 55 p. 100 des voix, contre 16 p. 100, 11,7 p. 100 et 10 p. 100, respectivement à Yunis Qanuni, à Mohaqqueq et à Dostum.

Chez les personnes d'influence, Abdul Rahim Wardak remplace Fahim au poste de ministre de la Défense. Abdullah Abdullah reste ministre des Affaires étrangères, mais Ismael Khan et Dostum sont respectivement nommés ministres de l'Eau et de l'Énergie

ainsi que chef militaire de l'état-major de Karzai. Comme le programme de DDR évoluait vers le programme davantage problématique de licenciement des groupes armés illégaux, les formations des milices afghanes des chefs de guerre de Kaboul et des environs devenaient lentement les ombres de ce qu'elles avaient été⁴⁰.

Graduellement, Abdul Rasul Sayyaf perdra de son influence. Une opération intensifiée de la KMNB, dans le district de Paghman l'obligera à révéler l'existence de plusieurs caches d'armes, ce qui incitera le Gén Wardak, du ministère de la Défense, à intervenir et à demander à la brigade la cessation de ses opérations. Wardak réussira à convaincre Sayyaf à adopter un ton plus conciliant envers la FIAS et la communauté internationale. L'organisme canadien de COCIM observera « le mécontentement croissant à l'égard de Sayyaf dans son voisinage. Les habitants du district se demandent désormais ce qu'on peut faire de lui. De plus en plus, on fait confiance au gouvernement intérimaire et à la FIAS⁴¹ » [Traduction].

Karzai est investi dans ses fonctions en décembre 2004. La voie est désormais libre pour que les Afghans et leurs partenaires internationaux formulent une stratégie nationale de développement, accèdent aux ressources financières nécessaires et commencent à réparer le pays – si on peut conserver l'élan. Inquiet pour la continuité à Kaboul, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, déplore l'inertie de la FIAS sous la houlette du Corps européen par rapport aux initiatives canadiennes. Le Corps de la Turquie s'annonçait et ça promettait de l'action⁴².

Dans le Sud, les problèmes s'aggravaient. L'analyse du Canada concluait que :

[Traduction]

Dans le Sud et l'Est, y compris dans la province de Kaboul, l'insurrection extrémiste a maintenu une forte violence, au printemps et en été [...] l'ennemi ayant l'intention de mener des attaques aveugles pour perturber le processus électoral. La violence observée tout l'été devrait durer et se poursuivre [...]⁴³

Tâches humanitaires

Les opérations qui visaient à assurer la sécurité de l'investiture du président dans ses fonctions ayant été couronnées de succès, en décembre 2004, le contingent canadien a continué à surveiller la bulle de sécurité entourant le Camp Julien. L'escadron de reco a été appelé en deux occasions à s'acquitter de tâches non traditionnelles. La première a suivi une importante chute de neige dans le district de Surobay, particulièrement dans les cols, arrêtant les camions-citernes, éventuellement au détriment des opérations à Kaboul.

Les patrouilles en véhicules Coyote ont évalué la situation, et la KMNB a mobilisé le groupe du Génie multinational pour aider les Afghans à déneiger et à déglacer les cols. Le 4 février 2005, un avion 737 de Kam Air de la ligne de Hérat à Kaboul disparaît des écrans radar. Des appareils de reconnaissance de la FIAS et du CFC-A sont dépêchés sur les lieux de l'écrasement. Alors que des avions P-3 des Forces navales des États-Unis [U.S. Navy] sillonnent le ciel, au sud de la ville, la FO Kaboul dépêche des équipes spéciales de recherche et sauvetage de l'unité des Services de soutien de santé, l'escadron de reco et l'unité slovène de reconnaissance. On découvre les débris deux jours plus tard, au sud-est de Kaboul, puis on hélicoptère les Slovènes sur place pour sécuriser les lieux (situés à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS, ce qui empêchait l'intervention des unités canadiennes). Les 104 passagers et membres d'équipage ont tous péri dans cet accident causé – ce sera confirmé – par le mauvais temps. Les terroristes n'ont rien à voir⁴⁴.

ROTO 3 de l'Op ATHENA : de février à mai 2005

Sous la direction du Col Walter Semianiw, la ROTO 3 de l'Op ATHENA est devenue une rotation de référence pendant que le gouvernement canadien et les Forces canadiennes (FC) déterminaient la ligne de conduite à tenir en Afghanistan. À cet égard, cette rotation est essentiellement devenue une entreprise d'autoprotection, mais elle était prête à contribuer, avec la KMNB, aux mêmes entreprises opérationnelles que l'organisation qui l'avait précédée. Hiérarchiquement, elle ressemblait à la ROTO 2, même si on a discuté ferme, à haut niveau, sur la nécessité de doter les trois pelotons d'infanterie d'un poste de commandement de compagnie.

Le QG de la FO Kaboul a essentiellement appliqué de nouveaux noms de code à d'anciennes opérations et a continué, comme avant, à effectuer des tâches de dissuasion d'attaques à la roquette, d'observation des routes et de protection du Camp Julien. Le personnel de la ROTO 3 a réorganisé et fusionné les programmes d'approche communautaire dans les opérations ARREST (aide à la formation de la police), AMNESTY (Génie et neutralisation des munitions explosives non explosées), ASCLEPIUS (aide médicale sur place) et AMULET (opérations de COCIM), qui privilégiaient le DP 6 et le DP 7 pour influencer la population à proximité immédiate de l'installation. Contrairement aux rotations antérieures, cette rotation-là n'a participé à aucune manifestation particulière d'envergure.

Le CRTS a continué d'appuyer les opérations de la KMNB et à favoriser les échanges de renseignements avec le CFC-A qui ont sensiblement contribué à la planification des opérations à venir dans le sud du pays. En une occasion, l'équipe de sécurité sur le terrain a poursuivi un EEI monté sur véhicule qu'on soupçonnait d'être déguisé en véhicule des opérations de l'ONU. Le Camp Julien a été alerté, mais le véhicule a disparu dans

le labyrinthe de la ville avant d'être arrêté. L'escadron du Génie a été alerté en une autre occasion, quand, après la fonte printanière, on a prévu une montée des eaux. Le principal point chaud, pendant l'affectation de la ROTO 3, a été le district de Surobay, où l'escadron de reco a appuyé le groupement tactique allemand qui progressait rapidement pour effectuer une série d'opérations d'encerclement et de recherche avec la police. En mars 2005, on a bien senti que ça chauffait à Kaboul, quand un véhicule de l'ambassade canadienne a fait l'objet d'une tentative infructueuse d'explosion par EEI. C'est aussi pendant cette rotation que s'est faite la transition de l'ETT au détachement du Centre d'entraînement national afghan⁴⁵. En mai 2005, la ROTO 3 de l'Op ATHENA a entrepris la transition vers la FO Afghanistan.

NOTES

1. « Commander's Presentation: Task Force Kabul, Rotation 2 Aug 04-Feb 05 » (exposé du commandant sur la ROTO 2 de la FO Kaboul, d'août 2004 à février 2005).
2. Entrevue avec le Col Jim Ellis et le Lcol Ross Nairne, Edmonton, 8 février 2010.
3. *Ibid.*
4. Pendant la guerre froide, c'était ce qu'on appelait les « troupes de choc » constituées de soldats des blindés, mais, dans les années 1990, per mesure d'économie, on les a retirées de l'ordre de bataille.
5. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
6. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.
7. « Operation ATHENA Roto 2 End Tour Report: 9 Aug 04-10 Feb 05 » (rapport de fin d'affectation de la ROTO 2 de l'Op ATHENA, 9 août 2004-10 février 2005).
8. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
12. SITREP ECN, 4 septembre 2004, 17 septembre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).

CHAPITRE SIX

13. SITREP ECN, 4 septembre 2004, 17 septembre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005); observations de l'auteur sur place à Kaboul (décembre 2004).
14. Comme le décrit Maloney dans *Confronting the Chaos*.
15. Entrevue avec le Col Ellis et le Lcol Nairne.
16. Observations de l'auteur sur place à Kaboul, décembre 2004.
17. Entrevue avec le Col Ellis et le Lcol Nairne.
18. *Ibid.*
19. Les divers rapports du Lcol George Petrolekas, l'officier canadien de liaison à Brunssum, l'indiquent catégoriquement. Voir « Report of the Canadian LO to JFC Brunssum » (rapport de l'officier canadien de liaison au commandement de la force interarmées à Brunssum), 3 septembre 2004 et 11 octobre 2004. Malheureusement, le Lcol Petrolekas a été marginalisé par des éléments timides d'Ottawa, qui ne digéraient pas sa franchise.
20. Entrevue avec le Col Ellis et Lcol Nairne.
21. Entrevue téléphonique avec Hope, 1^{er} décembre 2010.
22. Séance d'information du CAC-F avec l'auteur, Kaboul, décembre 2004. Voir également David Barno, « Fighting the 'Other War' Counterinsurgency Strategy in Afghanistan, 2003-05 », *Military Review*, septembre-octobre 2007, p. 32-44.
23. Séance d'information de la FO Victory avec l'auteur, Kaboul, décembre 2004. Voir aussi le message d'Olexiuk au QGDN, 22 janvier 2004.
24. Communication de Cairnes au SCEMD, « Operation ARCHER-Staff Positions and Embedded Training Team with Combined Forces Command Afghanistan HQ » (postes d'état-major dans l'Op ARCHER et Équipe intégrée d'entraînement au QG du Commandement des forces combinées en Afghanistan), 5 octobre 2004.
25. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.
26. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*. Voir aussi le fil de courriels du J3 International et de l'Élément de commandement national intitulé « Op RAVEN », 28 décembre 2004.
27. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
28. BBC News, « Observers Approve Afghan Election » (satisfecit des observateurs aux élections afghanes), 10 octobre 2004. Golnaz Esfandiari, « Afghanistan: Karzai Calls On Taliban to Participate in Elections » (Afghanistan : Appel de Karzai à la participation des talibans aux élections), Radio Free Europe/Radio Liberty, 27 avril 2004.
29. « Report of the Canadian LO to JFC Brunssum » (rapport de l'officier canadien de liaison au commandement de la force interarmées à Brunssum), 11 octobre 2004.
30. Série d'entrevues avec le Maj Deitra Korando sur les expériences de leadership opérationnel du Combat Studies Institute, Leavenworth, Kansas, 5 octobre 2005.

CHAPITRE SIX

31. Note d'information à l'auteur, « Support to Presidential Elections » (appui aux élections présidentielles). Kaboul, décembre 2004; Daniele Roggio, « NATO's Role in the Stabilization Process of Afghanistan » (rôle de l'OTAN dans le processus de stabilisation en Afghanistan), *The Future of Euro-Atlantic Security*, Rome, 1^{er}-3 décembre 2004.
32. L'auteur possède la carte. Voir Maloney, *Confronting the Chaos* et SITREP ECN, 18 octobre 2004.
33. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
34. *Ibid.*
35. SITREP ECN, 9 octobre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005). Voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*.
36. SITREP ECN, 3 octobre 2004.
37. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
38. Voir Maloney, *Confronting the Chaos* et SITREP ECN, ,5 octobre 2004.
39. « Operation ATHENA Roto 2 End Tour Report: 9 Aug 04-10 Feb 05 » (rapport de fin d'affectation de la rotation 2 de l'Op ATHENA, 9 août 2004-10 février 2005); entrevue avec le Col Ellis et Lcol Nairne.
40. Kenneth Katzman, « Afghanistan: Presidential and Parliamentary Elections » (élections présidentielles et parlementaires en Afghanistan), rapport du service de recherche au Congrès, 8 avril 2005.
41. SITREP ECN, 17 et 31 janvier 2005.
42. SITREP ECN, 17 janvier 2005.
43. Ordre de déploiement, Reconnaissance tactique, Op ATHENA, ROTO 3, 7 octobre 2004.
44. Bashir Seiqy, « Rescuers Scour Afghan Plane Crash » (sauveteurs sur les lieux de l'écrasement d'un avion afghan), *Turkish Weekly*, 7 février 2005; SITREP ECN, 3 et 4 février 2005.
45. SITREP ECN, mars-mai 2005.

OPÉRATION ARGUS :

ÉQUIPE CONSULTATIVE STRATÉGIQUE EN AFGHANISTAN, DE 2004 À 2006

Le point le plus important à émerger du mandat du Canada dans le cadre de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) menée par l'OTAN à Kaboul en 2003 et en 2004 est la reconnaissance de l'absence totale d'une stratégie de l'OTAN ou même d'une stratégie unifiée concernant l'Afghanistan. Oui, il y a bien l'Accord de Bonn de 2001; oui, un document afghan intitulé « Rebâtir notre nation » [Traduction] a bien été publié en 2002; oui, diverses nations européennes ont convenu de travailler à certains « piliers » du développement. Cependant, l'opération (Op) ENDURING FREEDOM vise une variété d'initiatives cinétiques et non cinétiques, notamment le renforcement des capacités des forces de sécurité, qu'on peut vaguement qualifier de stratégiques. De plus, divers organismes d'aide nationaux et internationaux circulent ici et là dans le pays sans aucune coordination et travaillent à des projets de manière inopinée.

Essentiellement, il s'agit d'interventions opérationnelles et même tactiques en réponse aux problèmes de l'Afghanistan. Rien ne relie ces efforts entre eux, et très peu de tout cela a quelque chose à voir avec l'Administration transitoire afghane. Il n'y a aucune fonction publique fédérale, conséquence du mode de gouvernance moyenâgeux des talibans. L'expansion de l'OTAN est généralement perçue comme un moyen de produire un commandement militaire international unique pour le pays et d'amener les gouverneurs locaux à créer un lien avec Kaboul, mais ce n'est pas la solution à long terme aux problèmes de l'Afghanistan, bien qu'on y travaille avec vigueur et que cela contribue dans une grande mesure à unifier les efforts. L'existence d'un commandement ne vient pas nécessairement avec une stratégie, cependant. Pour certains, les dispositions relatives au commandement et contrôle deviennent même une fin en soi.

C'est le même problème qui se produit dans le contexte canadien. Le Canada établit des objectifs stratégiques en novembre 2001 et les confirme au moment du processus d'engagement de 2003 et du processus de planification de 2004, concernant l'acceptation d'une équipe de reconstruction provinciale (ERP). Toutefois, le Canada n'a toujours pas d'approche stratégique concertée – l'approche est fragmentée, tout comme l'est la situation en Afghanistan. Même s'il y a en Afghanistan un petit nombre de personnes compétentes et dévouées, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ne veut pas vraiment, à l'échelle de l'organisme, intervenir avec la Défense nationale ou les Forces canadiennes

(FC) ni même avec l'Afghanistan. L'ACDI a tendance à porter son attention sur l'Afrique. Personne au Canada n'en est encore au point d'envisager sérieusement une composante policière. Il y a des divisions entre diverses factions au sein des Affaires étrangères concernant l'intervention canadienne dans le pays. L'approche coopérative adoptée par le major-général (Mgén) Andrew Leslie et l'ambassadeur Chris Alexander est une première tentative réussie d'intégration sur le front national. Cette approche a des effets stratégiques et opérationnels en Afghanistan, car il est ainsi possible d'obtenir des fonds des alliés et de miser sur l'attitude des Afghans. Il s'agit cependant d'une approche axée sur la personnalité qui n'a aucun fondement, en tant que tel, si elle n'était pas institutionnalisée dans une certaine mesure, mais les efforts en ce sens sont déjoués par des intérêts divers, dont certains au sein même de l'OTAN. En 2004, ces facteurs ont été cernés par le lieutenant-général (Lgén) Hillier et son état-major, et amènent le Canada à jouer un rôle clé dans l'encadrement et la conception d'une stratégie pour l'Afghanistan. Au bout du compte, leurs efforts se traduisent par une meilleure coordination de l'approche canadienne par rapport à la guerre en Afghanistan.

Problèmes associés à la conception d'une stratégie pour l'Afghanistan

Arrivés à Kaboul, les planificateurs canadiens, forts de leur expérience acquise auprès de la Force de stabilisation (SFOR) de l'OTAN en Bosnie, se demandent où se trouve le tableau de bord pluriannuel (MYRM) de la FIAS. Le MYRM, élaboré pour résoudre le problème de la coordination entre les organismes et l'affectation des ressources en Bosnie, était une matrice de synchronisation qui répartissait les activités de stabilisation et de reconstruction en catégories, établissait des jalons permettant de mesurer les progrès, situait ces jalons dans le temps et affectait des ressources provenant des divers organismes internationaux. En fait, le MYRM était la stratégie de reconstruction de la Bosnie; le Bureau du Haut-Représentant (BHR) était le point de convergence de toute l'activité internationale, et même si la SFOR avait créé le MYRM, c'était le BHR qui l'administrait¹. La FIAS menée par l'OTAN à Kaboul n'a pas de MYRM. Il n'y a pas non plus de véritable équivalent du BHR.

L'Administration transitoire afghane est en gros l'équivalent du BHR, mais avec les élections fédérales prochaines, en 2004, elle travaille surtout à devenir un gouvernement légitime démocratiquement élu. Cela dit, des efforts préliminaires visant l'établissement de programmes de reconstruction ont été déployés en 2003 et en 2004.

Il y a premièrement les Européens et leurs plans établis en vase clos pour aider à la transition sur le plan administratif. L'aide des Italiens est censée porter sur le plan judiciaire, et les Allemands doivent jouer le rôle prépondérant dans la mise sur pied des forces policières. Les Britanniques détiennent quant à eux le dossier de la lutte contre les stupéfiants. Les Étatsuniens sont responsables de l'organisation de l'armée, mais c'est la

Force opérationnelle (FO) Phoenix du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) qui administre le dossier. Il n'y a pas vraiment de coordination officielle entre ces activités, quelles qu'elles soient.

En même temps, le ministère du Relèvement rural et du Développement, rétabli et confié au leadership acharné d'Ashraf Ghani, Ph. D., travaille avec la Banque mondiale et divers donateurs en vue de mettre en place 12 initiatives, ou programmes prioritaires nationaux, pour l'Administration transitoire afghane. Ces programmes, qui visent aussi bien les mécanismes de microfinancement que les moyens d'améliorer l'eau et les installations sanitaires, constituent un plan détaillé et ambitieux dont le but est de réparer l'Afghanistan après 25 années de guerre. Le Programme national de solidarité (PRONASOL) est le plus connu de ces programmes, et il va devenir important pour la guerre menée dans le sud du pays par le Canada.

Le PRONASOL est conçu pour développer la gouvernance locale et soulager la pauvreté à l'échelle des collectivités et des districts. Le concept du « conseil de développement communautaire » fait partie des concepts que le Ministère veut employer dans le cadre du PRONASOL². Selon le plan, le conseil de développement communautaire travaillerait avec un autre organisme, le comité de développement provincial, et ces deux organismes interagiraient à leur tour avec les gouverneurs afin d'administrer le PRONASOL. Tout cela est très embryonnaire, et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'y oppose même, en partie parce que l'idée n'est pas venue d'elle et qu'elle ne pourra exercer aucun contrôle. La MANUA veut établir, à l'échelle des provinces, des bureaux régionaux qui feraient essentiellement la même chose en utilisant les ressources des Nations unies et du personnel à forfait, alors que Ghani, entre autres, veut un système contrôlé et exploité par des Afghans travaillant pour un gouvernement afghan³.

La capacité des Afghans de mettre en œuvre ces idées fait problème, en 2004. Il y a une bureaucratie naissante à Kaboul, mais il n'y a rien dans les provinces. On commence à peine à faciliter les liens avec les provinces au moyen des ERP menées par les États-Unis en 2004, mais dans de nombreux cas, les gouverneurs locaux entretiennent des liens directs avec Karzai, et ils les utilisent. En 2004, on ne sait pas très bien comment les programmes prioritaires nationaux et le PRONASOL vont coexister avec la lutte contre-insurrectionnelle, puis s'intégrer dans une stratégie ou un concept opérationnel à l'échelle du pays, mais c'est une question qu'il va falloir régler. On sait encore moins dans quelle mesure les comités de développement provincial et les conseils de développement communautaire prévus vont interagir avec les gouverneurs, qui ont leurs propres forces militaires indépendantes.

Pendant ce temps, à la fin de 2003 et au début de 2004, le CFC-A, qui est à la tête de la nouvelle Op ENDURING FREEDOM menée par les États-Unis, travaille à sa propre solution aux problèmes de développement et de contre-insurrection. Les objectifs du CFC-A sont de favoriser⁴:

1. l'instauration de la sécurité et de la règle de droit;
2. la bonne gouvernance et la démocratie;
3. le développement socio-économique et la reconstruction;
4. l'engagement à l'échelle internationale et régionale, ainsi qu'à l'échelle des agences, visant à réaliser les objectifs de sécurité et à préparer l'Afghanistan à continuer de jouer son rôle dans la guerre mondiale contre le terrorisme.

Le CFC-A désigne le peuple afghan comme étant le centre de gravité. Plutôt que de miser sur les piliers de l'Accord de Bonn, le CFC-A choisit ses propres piliers :

1. vaincre le terrorisme et priver les forces ennemies de tout refuge;
2. aider les structures de sécurité afghanes;
3. soutenir la prise en charge du secteur;
4. favoriser la reconstruction et la bonne gouvernance;
5. mobiliser les États de la région.

L'objectif central du raisonnement du CFC-A est d'étendre le rayon d'action du gouvernement de Kaboul à l'ensemble du pays, en partie pour qu'il se prépare aux élections nationales de 2004. Les Afghans seront ainsi en mesure de participer aux élections, ce qui contribuera à la légitimité de celles-ci. Les liens entre Kaboul et les provinces s'en trouveront également resserrés. L'application des programmes de sécurité et de reconstruction sera de ce fait facilitée, en particulier les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et d'entreposage des armes lourdes, lesquels se limitaient à ce jour à la région de Kaboul. En théorie, les moyens requis pour faire tout cela viendront principalement des ERP, dont la configuration initiale évoluera de sorte qu'elles s'occupent davantage de développement et de DDR⁵.

De là émerge l'idée des zones de développement régional (RDZ). Les planificateurs du CFC-A envisagent l'établissement d'une RDZ autour de chaque ERP. Jusqu'à ce que le gouvernement afghan puisse mieux s'établir dans les provinces, l'ERP va coordonner et accompagner le gouverneur provincial, les agences de développement et les organisations

non gouvernementales afin qu'ils mettent en place une bonne gouvernance et un système judiciaire, qu'ils étendent les rôles de la police et de l'armée et qu'ils favorisent l'acheminement de l'aide, la reconstruction, la croissance économique et la production de revenus dans des secteurs choisis. Les forces de combat, les forces d'opérations spéciales et les forces classiques, vont veiller à sécuriser les RDZ et à éradiquer toute activité insurrectionnelle. Les secteurs à l'extérieur des RDZ seront pris en charge une fois que le gouvernement provincial sera établi et sécurisé. La province de Kandahar sera la RDZ pilote, au cours de l'année 2005, et d'autres RDZ suivront⁶.

Les planificateurs canadiens sont alors confrontés à des idées diverses, à des idées qui chevauchent ou, même, à des idées concurrentes sur la façon dont la communauté internationale et le gouvernement afghan abordent les problèmes de reconstruction du pays. Il y a les piliers de l'Accord de Bonn; il y a un plan d'opération de l'OTAN qui se limite aux opérations de Kaboul, mais qu'on essaie de convertir en quelque chose de plus; il y a les programmes de reconstruction du ministère afghan du Relèvement rural et du Développement; puis il y a la stratégie du CFC-A et les applications conceptuelles et opérationnelles de cette stratégie.

Les conversations entre le président Karzai, Eileen Olexiuk et Chris Alexander du MAECI et le Lgén Rick Hillier amènent les Afghans à demander qu'un certain nombre de planificateurs canadiens aident Ashraf Ghani (maintenant ministre des Finances) à concevoir un plan de coordination du développement national. Entre autres grands enjeux, l'Afghanistan doit satisfaire aux exigences de la Banque mondiale pour avoir accès aux ressources de cette dernière à des fins de reconstruction. Cela signifie qu'il faut un plan, et que ce plan doit être transparent et réalisable. Sans plan, il n'y aura pas de certification et, donc, pas d'argent pour la reconstruction. C'est aussi simple que cela⁷.

En juin 2004, le lieutenant-colonel (Lcol) Ian Hope, le Lcol Kevin Moore et le major (Maj) Howard Coombs, qui sont au QG de la FIAS, au CJ9 (état-major interarmées pour la coopération civilo-militaire, ou COCIM), sont détachés auprès du personnel de Ghani. Pendant toute l'année 2004, les planificateurs canadiens soumettent la situation à une analyse du centre de gravité. D'importants obstacles au succès des opérations en Afghanistan se dressent sur tous les fronts : ils sont d'ordre social, politique, militaire et économique. Ces obstacles empêchent la création d'un gouvernement légitime et crédible⁸.

Tandis que l'Administration transitoire afghane se prépare aux élections de 2004, plusieurs puissances se font concurrence à l'extérieur de Kaboul. Il s'agit principalement des grands détenteurs de pouvoir dont nous avons parlé dans les chapitres précédents : Dostum, Fahim, Sayyaf, Rabbani, Khalili et Ismael Khan, dans le nord et à l'ouest. À l'est, Pacha Khan Zadran est le principal détenteur de pouvoir. Au sud, la famille Sherzai et l'assemblée de la justice de Kandahar dominent la province de Kandahar, alors qu'un ensemble inconnu de forces irrégulières sont aux commandes dans la province d'Helmand⁹.

Les analystes croient qu'il y a en Afghanistan cinq systèmes économiques identifiables et distincts. Dostum est dans les domaines du gaz, du textile et de l'agriculture. Fahim est dans le commerce des émeraudes, du lapis-lazuli et du bois d'œuvre. Pour Sayyaf et le clan Sherzai, c'est l'argent et les articles ménagers. Ismael Khan domine quant à lui le marché du textile et l'agriculture. Tous les cinq font le commerce de l'opium et des armes¹⁰.

La question que les planificateurs posent est la suivante : le modèle d'avenir de l'Afghanistan est-il semblable à celui de la Colombie ou de la Somalie, ou plutôt à celui de la Thaïlande, du Ghana, du Pérou ou du Salvador? Pour faire pencher la balance, tout plan national futur devra avoir comme objectif de miner l'économie illicite et de stimuler la concurrence. La méthodologie élaborée à l'automne et à l'hiver de 2004 propose une architecture des opérations axée sur les districts :

[Traduction]

Choisir les districts qui recevront des troupes de développement intensif misant sur les effets conjugués des [programmes prioritaires nationaux], du [programme de stabilisation de l'Afghanistan], du PRONASOL, du [Programme national d'urgence pour l'emploi], du [Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan], de l'ERP et des RDZ, dans le cadre d'un programme national de certification du « nettoyage » des districts. Les critères de sélection et de certification seront la coopération aux opérations de sécurité, le maintien de l'ordre public, la culture du pavot et le potentiel économique¹¹.

L'étape suivante consiste à lier ces économies de district à l'économie urbaine par la reconstruction d'un réseau de transport routier national, puis par l'établissement d'un « contrôle national sur tous les principaux points de passage frontaliers, de manière à commencer à tirer des revenus des tarifs¹² » [Traduction]. On présume à cette fin de la croissance proportionnelle de l'Armée nationale afghane et de la police afghane, ainsi que de la poursuite des programmes de DDR et d'entreposage des armes lourdes à l'extérieur de Kaboul, ce qui minera les activités des milices des détenteurs de pouvoir de la région (il est également important de souligner que l'insurrection à laquelle l'Afghanistan sera plus tard confronté ne représente pas encore une entrave sérieuse au développement).

Le cadre de gestion des investissements et la feuille de route opérationnelle (ORM) sont les principaux produits du processus de planification canadien. Ce cadre et l'ORM correspondent essentiellement au MYRM établi pour la Bosnie, mais modifié en profondeur en fonction de la situation en Afghanistan. Ces deux documents comportent des catégories, des jalons et des critères d'efficacité en matière de sécurité, de gouvernance et de développement; ils sont très détaillés, et il s'agit de la seule option possible pour arriver à coordonner la myriade d'agences en activité en Afghanistan et à définir pour eux une orientation commune¹³ (voir les figures 7-1 et 7-2).

STRUCTURED PROCESS FOR THE HARMONISED DEVELOPMENT OF AFGHANISTAN (SPDA)



Figure 7-1 : Cadre de gestion des investissements (en anglais seulement)

Cependant, quand le Lgén Hillier va présenter le cadre de gestion des investissements et l'ORM au QG du Commandement des forces interarmées de l'OTAN à Brunssum, il se heurte à un mur. Le général (Gén) Gerhard Back, pilote de chasse de la Luftwaffe pendant la guerre froide, refuse catégoriquement que la FIAS se mêle de développement en Afghanistan et déclare au Lgén Hillier, lors d'un échange acrimonieux par téléconférence, que la FIAS n'est là que pour la sécurité et qu'elle doit s'en tenir à ce rôle. Venant d'un général allemand, c'est une opinion étonnamment restrictive, compte tenu du rôle joué par l'Allemagne dans la mise en œuvre du projet pilote de l'ERP de l'OTAN à Konduz. Malgré tous ses efforts, le Lgén Hillier ne parvient pas à convaincre l'OTAN d'assumer une quelconque forme de responsabilité en matière de coordination ni même de simplement fournir de l'aide. On soupçonne, chez les Canadiens, que certains éléments de l'OTAN essaient de se distancer de l'Afghanistan et que le quartier général de Brunssum sert de mécanisme à cette fin. Même le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), le Gén James Jones, n'arrive pas à obtenir la collaboration du Gén Back. Quand le Corps européen prend le commandement de la FIAS des mains du Lgén Hillier, à la fin de l'été 2004, il laisse s'éteindre le cadre de gestion des investissements et l'ORM. Le Lgén Jean-Louis Py¹⁴, de la France, ne veut pas vraiment avoir à faire avec ce projet lui non plus¹⁵.

Une telle approche est problématique. L'OTAN étend ses activités, ou compte étendre ses activités à tout l'Afghanistan, au moyen d'ERP, mais elle n'a aucune stratégie pour les intégrer ou pour intégrer toute autre activité de l'OTAN dans les opérations de développement national de l'Afghanistan ou dans les opérations de sécurité du CFC-A. Par choix. Combinée à l'absence de progrès valables réalisés par les Allemands et les Italiens entre 2002 et 2005, dans les domaines de la réglementation et des tribunaux, la décision d'un général allemand et d'un général français de saborder la création d'une stratégie nationale pour l'Afghanistan devrait se classer parmi les revers les plus graves infligés à l'effort international pour stabiliser l'Afghanistan. Cette décision démontre à n'en pas douter les limites de l'influence canadienne dans les cercles de l'OTAN, et elle pousse manifestement le Lgén Hillier, qui est sur le point de devenir chef d'état-major de la Défense (CEMD), à travailler beaucoup plus étroitement avec les États-Unis et l'Op ENDURING FREEDOM, plutôt qu'avec la FIAS de l'OTAN, dominée par l'Europe.

De fait, le cadre de gestion des investissements et l'ORM seront présentés aux planificateurs du Pentagone en décembre 2004. D'un point de vue conceptuel, ils seront absorbés dans la façon que les États-Unis auront de voir l'Afghanistan, mais parce que les États-Unis s'apprêtent à réduire leurs forces au profit d'une FIAS au rôle élargi, le cadre et l'ORM ne s'enracineront pas dans ces circonstances¹⁶.

Puis les Afghans font leur entrée. Au printemps de 2005, Ashraf Ghani demande au Lgén Hillier si le Canada accepterait d'aider encore une fois en envoyant une équipe de planification plus permanente. L'OTAN n'est toujours pas intéressée, et les planificateurs du CFC-A continuent de se concentrer sur les opérations. Ghani aime l'approche du cadre de gestion des investissements et pense que c'est la bonne voie à prendre, mais son personnel a besoin de mentorat pour en poursuivre le développement. En même temps, l'idée selon laquelle la communauté internationale doit s'engager par écrit à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan émerge aussi, comme moyen d'éviter un retour aux circonstances de l'ère postsoviétique. Un groupe d'ambassadeurs dont fait partie Chris Alexander, représentant le Canada, estime qu'il faut un document faisant le lien entre les efforts des Afghans et l'engagement international. Ce document s'intitulera *Le Pacte pour l'Afghanistan*. Ghani a donc besoin d'aide pour créer un nouveau cadre et élaborer ce document¹⁷.

Après consultation avec l'ambassadeur Chris Alexander et Nipa Bannerjee, chef du développement de l'ACDI à l'ambassade, le Lgén Hillier revient à Ottawa, mais l'idée d'une équipe consultative canadienne qu'il propose se heurte à l'opposition de membres de la gestion intermédiaire des Affaires étrangères qui, pour reprendre les mots d'un observateur, « ont un problème avec la justification et s'obstinent à cet égard » [Traduction] et prétendent ne pas avoir été informés. Confrontés à des échanges de messages démontrant qu'ils l'ont été, ils ne cèdent quand même pas, car l'« [équipe consultative stratégique en Afghanistan] n'a pas été inventée là » [Traduction]. Le Lgén Hillier tient une réunion interministérielle avec les Affaires étrangères, l'ACDI, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN). Les principes mis de l'avant sont adoptés avec enthousiasme, et l'ACDI offre à l'équipe les services d'un responsable de l'élaboration de contrats, ou « coopérant ». Certains éléments des Affaires étrangères continueront de résister; il faudra que le sous-ministre, Peter Harder, force les opposants de la gestion intermédiaire à reculer. Ces gens trouvent l'idée de l'équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) un peu alarmante parce que cette idée ne vient pas d'eux et qu'ils ne peuvent exercer aucun contrôle sur l'équipe¹⁸. Incidemment, c'est l'argument que les forces bureaucratiques internes du Canada vont utiliser pour ultérieurement détruire l'ECS-A.

À l'été de 2005, le colonel (Col) Mike Capstick et un groupe de planificateurs triés sur le volet sont arrivés à Kaboul à l'été 2005 pour former l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A). Le tout fut surnommé « opération ARGUS ».

Avant d'aborder le sujet des activités de l'ECS-A, il est important de noter qu'à ce moment-là, le Lgén Hillier et son entourage deviennent de plus en plus sensibles aux problèmes de la coordination et de la stratégie inter institutions, et ce, non seulement dans le cadre d'une alliance, mais également dans une perspective canadienne. D'un point de vue stratégique, la reconstruction de l'Afghanistan visant à l'empêcher de redevenir un

refuge d'Al-Qaïda signifie qu'il faut intégrer et coordonner le développement rural et la sécurité liée à une telle initiative. Le Canada peut jouer un rôle prépondérant en matière de coordination, mais pour ce faire, il doit donner l'exemple et démontrer aux Afghans qu'il est prêt à faire suivre ses paroles des ressources financières et humaines nécessaires. Une poignée de conseillers ne suffit pas à cette fin.

D'un autre côté, si l'ECS-A contribue à créer à Kaboul l'« entonnoir » nécessaire à l'acheminement des fonds de reconstruction, le Canada ne va pas pouvoir surveiller ce qui va sortir du bec, à l'autre bout, dans les provinces. Avec une ERP, le Canada pourra constater l'application pratique de la stratégie de développement, et cela créera, en théorie, un effet de rétroaction selon lequel la rétroaction de l'ERP se rendra à l'ECS-A et le plan sera rectifié par les Afghans. Cependant, rien de tout cela n'est explicité à ce moment-là. Le Canada convient d'une ERP avant l'arrivée de l'ECS-A, mais combiner les deux pourrait avoir un effet synergique. En théorie toujours, le Canada pourrait miser sur cela dans les officines du pouvoir à Kaboul, à Bruxelles, à New York et à Washington. On ne sait pas si, au sein du MAECI ou de toute autre entité canadienne intervenant en matière de politique étrangère, des gens reconnaissent la valeur de cette option, mais une chose est sûre, et c'est qu'il y a, dans les FC et au MDN, des visionnaires qui la reconnaissent.

En parallèle, l'idée du Canada de s'engager de nouveau au déploiement d'un groupement tactique et de forces d'opérations spéciales en Afghanistan fait son chemin. La pause opérationnelle de l'Armée canadienne va prendre fin en janvier 2006, et un groupement tactique va par conséquent devenir disponible pour des opérations, quelque part. Étant donné que le Canada s'en va à Kandahar, et qu'il s'agit d'un secteur risqué du point de vue de la sécurité, il est prudent d'avoir un groupement tactique et des forces d'opérations spéciales pour protéger les initiatives de développement de l'ERP, vu l'évolution de la situation au cours de 2005. L'idée d'un groupement tactique en plus de l'engagement d'une ERP a émergé en mars 2005¹⁹.

En combinant l'ECS-A, la FIAS et le personnel du QG de l'Op ENDURING FREEDOM, les instructeurs militaires et l'ambassade à Kaboul, avec une ERP, un groupement tactique et des forces d'opérations spéciales à Kandahar, on bénéficie de la puissance d'une force intégrée verticalement. Ainsi, le Canada sera lié à tous les aspects de la sécurité, de la reconstruction et du développement de l'Afghanistan, ce qui améliorera la capacité canadienne de comprendre la situation en Afghanistan et de s'y adapter, et partant, d'atteindre ses objectifs nationaux de fermer la porte de l'Afghanistan à Al-Qaïda et à ses alliés. Encore là, il est possible de mettre à profit cet ensemble de circonstances de concert avec les États-Unis et l'OTAN. Rien de semblable n'a été tenté auparavant, dans l'histoire militaire du Canada, et jamais les hauts dirigeants de l'Armée canadienne n'ont eu une telle influence lors des conflits antérieurs de l'histoire du Canada.

Op ARGUS : ECS-A

Installés dans le bâtiment de l'ECS, derrière le complexe de l'ambassade canadienne à Kaboul, les 17 membres de l'ECS-A relevant du Col Mike Capstick se mettent à l'ouvrage en août 2005. Sur le plan fonctionnel, il y a deux équipes de planification, soit l'équipe A et l'équipe B, un analyste des politiques, un conseiller de l'ACDI, un spécialiste des communications stratégiques et des membres du personnel de soutien, ainsi que des interprètes. Les planificateurs de l'ECS-A vivent dans le bâtiment de l'ECS, mais ils portent des vêtements civils pour travailler avec leurs homologues afghans des ministères situés ici et là à Kaboul. L'ECS-A a ses propres véhicules utilitaires sport blindés, et puisque l'ECS-A se compose en majorité de militaires, elle s'occupe elle-même de la sécurité de ses membres quand ils se rendent d'un point à l'autre.

Il est important de souligner que l'ECS-A est une opération bilatérale du Canada et de l'Afghanistan. Elle ne relève ni de la FIAS ni de l'Op ENDURING FREEDOM. Il s'agit d'une initiative autonome purement canadienne conçue pour combler une lacune particulièrement grave de l'intervention de la communauté internationale visant la reconstruction de l'Afghanistan. Il est primordial d'avoir de la crédibilité auprès des Afghans. Il ne doit absolument pas y avoir de dispositions monétaires nationales correspondant à la façon dont l'ACDI fonctionne ailleurs dans le tiers monde, en ce sens que l'ECS-A ne doit pas se mettre à acheminer de façon préférentielle les fonds d'aide à la reconstruction de l'Afghanistan par l'intermédiaire d'organismes de développement, de sociétés et d'entrepreneurs canadiens; d'autres nations le font, les Afghans le savent, et cela leur déplaît. L'ECS-A ne pratiquera pas cette méthode, malgré les pressions exercées par d'autres milieux²⁰.

En 2005-2006, l'ECS-A intervient dans le cadre de cinq grandes activités. L'effort principal est la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) et, dans ce cas particulier, la Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (SIDNA). Une équipe travaille avec Ishaq Nadiri, Ph. D., le conseiller économique principal du président. Nadiri a établi une relation étroite avec le chef de l'aide à l'ambassade du Canada, Nipa Bannerjee, qui, à l'époque, essaie de faire comprendre aux gens de l'ACDI à Ottawa le problème de coordination qui existe à Kaboul. L'ACDI est cependant limitée par la culture entourant ses processus de programmation à long terme et n'est pas en mesure de réagir rapidement aux préoccupations de Bannerjee. Cette dernière n'a qu'une autre personne de l'ACDI à Kaboul : Christina Green. Nadiri demande à Bannerjee de diriger le groupe consultatif externe (GCE), composé des 11 donateurs potentiels qui fournira de l'argent à la SDNA une fois qu'elle sera établie. Bannerjee et Green sont dépassées; ce n'est pas une tâche pour l'ACDI, mais personne d'autre ne va s'en occuper et, par conséquent, Bannerjee demande à l'ECS-A de l'aider en développant les capacités de base du GCE – par exemple, comment tenir une réunion, préparer des diapositives et transmettre un ordre du jour.



Photo : Auteur

Le Col Mike Capstick est initialement à la tête de l'ECS-A. Ce groupe relativement peu nombreux, mais compétent travaille en étroite collaboration avec le gouvernement afghan à la formulation de la SDNA, document qui constitue une étape cruciale à l'obtention de fonds pour l'effort international de reconstruction de l'Afghanistan.

Cette contribution s'élargira quand Nadiri va demander au Col Capstick d'aider le personnel afghan à comprendre les outils de synchronisation et d'autres outils de planification, lesquels seront directement appliqués à la SIDNA au fil de ses diverses versions provisoires, jusqu'à la fin de 2005, période préparatoire à la Conférence de Londres de 2006²¹.

La SDNA, dans ses versions provisoires et finales, et *Le Pacte pour l'Afghanistan* représentent ce que l'ECS-A a entrepris de plus important. La SDNA perdra son statut de stratégie provisoire une fois tous les problèmes corrigés. Quand elle arrive en août 2005, l'ECS-A offre en priorité son soutien au groupe de travail de la SDNA. Étant donné que les dix milliards de dollars prévus ne seront pas versés pour la reconstruction de l'Afghanistan sans plan et sans engagement sérieux de la part des principaux intervenants, il est crucial de concevoir un bon plan dès le départ.

La politique entourant le rôle du GCE concernant le processus de la SIDNA est trop détaillée pour que nous puissions la décrire ici. Pour la première fois depuis l'Accord de Bonn, en 2011, il y a une forme de cohésion avec la communauté des donateurs. En effet, l'un des principaux problèmes est lié à des personnalités de l'ONU qui veulent tout contrôler et se comportent avec arrogance comme si elles étaient premières parmi les pairs. Les Afghans n'ont généralement pas confiance en l'ONU, et ce, pour des raisons historiques qui remontent au début des années 1990. Le GCE sert de tampon, dans un certain sens, garantissant l'inclusion de l'ONU sans qu'elle exerce de contrôle, tout en donnant aux

autres donateurs un moyen d'exprimer leurs préoccupations, notamment leur désir que « les donateurs soient bien en place avant qu'on ait répandu trop d'encre²² » [Traduction]. Il ne faut pas oublier que sans plan, les donateurs ne vont pas investir dans la reconstruction de l'Afghanistan. Sans investissements, rien ne se réalisera dans le cadre des programmes, à l'échelon des provinces et des collectivités²³.

L'ECS-A travaille également au Bureau de soutien au programme national. Il y a des problèmes avec les 12 programmes du ministère du Relèvement rural qui ont été créés en 2004. Le Bureau de soutien au programme national est une initiative conjointe de l'ACDI et de l'USAID. Il est censé aider au contrôle de la qualité, au dépannage et à la coordination des 12 initiatives – les programmes prioritaires nationaux. L'intention est de « choisir 15, 20, 25 ou plus de projets de développement parmi les plus ratés du pays et de leur offrir du soutien²⁴ » [Traduction]. À leur arrivée, les planificateurs canadiens évaluent la situation et découvrent que seulement 23 p. 100 des fonds de reconstruction destinés à ces programmes pourront être dépensés à cause de l'absence de compétences en gestion de programmes parmi les membres du personnel des divers programmes. Après le travail préliminaire réalisé pour établir un plan sommaire et déterminer les exigences entre l'ECS-A et le personnel, un entrepreneur est retenu pour le développement des compétences du personnel²⁵.

Cela amène l'ECS-A à s'intéresser davantage au développement des compétences pour l'ensemble du gouvernement afghan. Est-ce que l'ECS-A peut contribuer à aider la Commission de la fonction publique à développer ses compétences de manière à produire des fonctionnaires? Un groupe de l'ECS-A intervient afin d'évaluer la situation et de contribuer dans toute la mesure possible. On constate, en fin de compte, qu'aucune stratégie cohérente n'a été mise en place pour créer une fonction publique. C'est ahurissant. Quatre années se sont écoulées depuis le début du processus de reconstruction de l'Afghanistan, et personne dans toute la communauté internationale ne s'est concentré sur l'essentiel, soit de mettre sur pied un gouvernement. Encore une fois, l'ECS-A se rend sur place en reconnaissance afin de mesurer l'ampleur du problème et de créer un groupe de travail pour s'y attaquer; cette initiative donne lieu à ce qui deviendra, au fil du temps, la stratégie de réforme de l'administration publique, une stratégie problématique qui affligera tout le monde pendant des années alors que les Afghans essaieront de louvoyer entre le recours aux entrepreneurs étrangers et le développement des capacités. Au bout du compte, il y a entre autres principaux problèmes « le fait que rien ne s'approche d'un système de gestion des ressources humaines, que d'importants groupes de fonctionnaires ont des idées enracinées dans l'ère communiste et ont une façon de faire des affaires centralisée et axée sur la micro-gestion [...] Plus vous avez d'échelons d'approbation à l'aveuglette, mieux c'est » [Traduction]. En plus, ces gens sont âgés. La bureaucratie était absente, avec les talibans, si bien que la génération montante de fonctionnaires afghans vient de la communauté des

expatriés. Enfin, il y a les conflits de personnalités entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis. C'est un cauchemar, aux dires du Col Mike Capstick²⁶.

L'ECS-A travaille étroitement avec le gouvernement afghan dans un autre secteur : celui des communications stratégiques. C'est une chose d'encadrer les processus et de créer des programmes, mais c'est un défi de taille de les expliquer aux organisations très diverses de la communauté internationale, aussi bien à Kaboul qu'à l'extérieur du pays. En fait, les Afghans doivent apprendre le nouveau langage des médias du XXI^e siècle et comprendre comment il peut jouer en faveur ou à l'encontre des priorités du gouvernement afghan. D'ailleurs, un des plus grands succès remportés est la mise sur pied d'un groupe consultatif sur les communications stratégiques pour aider à résoudre ces problèmes. Le groupe est composé de représentants de la MANUA, de la FIAS et du CFC-A ainsi que de porte-paroles d'ambassades choisies. L'ECS-A travaillera à cette fin dans les coulisses, sans laisser de traces. D'autres initiatives de ce genre seront facilitées en douce, autour du feu, bière à la main, au bâtiment de l'ECS. Puisqu'il ne s'agit pas d'une ambassade, il est possible de faciliter officieusement des initiatives, alors que cela ne pourrait pas se faire en toute sécurité à d'autres occasions ou en présence de représentants des gouvernements nationaux²⁷.

L'ECS-A sortira des sentiers battus de toutes les façons possibles et travaillera sans relâche dans un environnement où les menaces sont élevées. Kaboul n'est pas un lieu sûr et sécurisé. À cette époque, en 2005-2006, Kaboul est aussi dangereuse que Kandahar. Il y a au quotidien des avertissements de menaces concernant des engins explosifs improvisés (EEI) et des attentats-suicides avec EEI. Il y a des attaques isolées à la roquette. Des bombes explosent régulièrement. Les bureaux gouvernementaux sont, bien sûr, des cibles de choix, tout comme d'ailleurs presque tout le personnel militaire international. En 2006, des émeutes violentes seront déclenchées après qu'une patrouille des États-Unis aura accidentellement abattu des citoyens; puis il y aura les émeutes tout aussi violentes causées par une caricature danoise. On bâtit un gouvernement national en situation de combat.

Aucune autre organisation du gouvernement canadien n'est aussi bien placée que l'ECS-A pour aider le gouvernement afghan, et il ne fait aucun doute qu'aucun autre pays, outre les États-Unis, n'a acquis auprès du gouvernement Karzai un tel degré de crédibilité à cette époque, en 2005-2006. Cette crédibilité se fonde sur les relations personnelles des 17 personnes qui s'exposent au danger aux côtés de leurs homologues afghans et travaillent avec eux, jour après jour, dans les ministères gouvernementaux clés participant au processus de planification.

L'un des impératifs est que l'Accord de Bonn de 2001 va expirer avec les élections provinciales de 2005. Il faut remplacer cet accord. *Le Pacte pour l'Afghanistan* représente l'engagement, et la SIDNA est le plan. La SDNA perdra son statut de stratégie provisoire une fois tous les problèmes corrigés. À son arrivée, en août 2005, l'ECS-A offre en priorité son

soutien au groupe de travail de la SDNA. L'ambassadeur Chris Alexander joue déjà un rôle prépondérant au moment de l'élaboration du *Pacte*, lequel va remplacer le document-cadre d'engagement établi à Bonn. D'autres intervenants, comme Barney Rubin, des États-Unis, contribueront également au processus de rédaction.

L'ECS-A aidera l'ambassadeur Alexander à rédiger les ébauches du *Pacte* et de la SIDNA et à coordonner ces ébauches à d'autres ébauches. En parallèle, l'ECS-A soutiendra le travail de Nipa Bannerjee au sein du GCE²⁸.



L'Équipe consultative stratégique est voisine de l'ambassade du Canada à Kaboul. Le rond de feu et le frigo à bière ont apparemment davantage contribué à maximiser l'influence canadienne à Kaboul que les liens diplomatiques formels.

Le Pacte pour l'Afghanistan établira plusieurs principes de coopération, dont témoignent les engagements suivants²⁹ :

1. Respecter la culture pluraliste, les valeurs et l'histoire de l'Afghanistan fondées sur l'Islam;
2. Œuvrer sur la base du partenariat entre le gouvernement afghan, investi des responsabilités souveraines qui sont les siennes, et la communauté internationale, au sein de laquelle un rôle central et impartial de coordination est dévolu à l'ONU;

3. Encourager davantage une tradition séculaire marquée par la participation du peuple afghan et son aspiration à la maîtrise de son destin;
4. Rechercher la viabilité financière et institutionnelle ainsi que la durabilité de l'environnement;
5. Renforcer durablement les capacités afghanes ainsi que les institutions étatiques efficaces et les organisations de la société civile, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des capacités humaines s'agissant tant des hommes que des femmes;
6. Assurer une répartition équilibrée et juste des ressources nationales et internationales afin d'offrir à toutes les régions du pays des perspectives de bien-être concrètes;
7. Reconnaître, aux hommes et aux femmes, dans toutes les politiques et dans tous les programmes, des droits égaux et des responsabilités égales;
8. Promouvoir la coopération régionale;
9. Lutter contre la corruption et garantir la transparence et l'obligation de rendre des comptes vis-à-vis du public.

Toutes les parties s'engageront à assurer la sécurité :

[Traduction]

Une sécurité authentique demeure un préalable fondamental pour parvenir à la stabilité et au développement en Afghanistan. La sécurité ne saurait être assurée par les moyens militaires à eux seuls. Elle exige la bonne gouvernance, la justice et l'état de droit, que viennent renforcer la reconstruction et le développement. Avec l'appui de la communauté internationale, le gouvernement afghan consolidera la paix en démantelant tous les groupes armés illégaux. Le gouvernement afghan et la communauté internationale créeront un environnement sûr en renforçant les institutions afghanes pour leur permettre de respecter les besoins du pays en matière de sécurité dans un cadre fiscal durable.

À cette fin, la FIAS dirigée par l'OTAN, l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les États-Unis ainsi que les nations partenaires participant à la réforme du secteur de la sécurité continueront d'apporter un solide appui au gouvernement afghan pour l'établissement et le

maintien de la sécurité et de la stabilité dans le pays, sous réserve des procédures nationales d'approbation des États participants. Elles continueront de renforcer et de développer la capacité des forces nationales de sécurité afin de garantir qu'elles seront pleinement opérationnelles. Toutes les activités de lutte contre le terrorisme de l'Op ENDURING FREEDOM seront menées en coordination étroite entre le gouvernement afghan et la FIAS. Cette dernière continuera d'étendre sa présence à tout l'Afghanistan, notamment par l'intermédiaire des ERP et elle continuera de promouvoir la stabilité et de soutenir les réformes du secteur de la sécurité dans ses zones d'opérations.

La gouvernance devra être prioritaire :

[Traduction]

La gouvernance démocratique et la protection des droits de la personne constituent la pierre angulaire de tout progrès politique durable en Afghanistan. Le gouvernement afghan étendra rapidement sa capacité à fournir les services de base à la population dans tout le pays. Il recrutera, sur la base du mérite, des spécialistes compétents et crédibles dans la fonction publique; mettra en place une administration plus efficace, plus responsable et plus transparente à tous les niveaux de l'appareil étatique; et apportera des améliorations mesurables à la lutte contre la corruption, à la défense de la justice et à l'état de droit ainsi qu'à la promotion du respect des droits de la personne pour tous les Afghans.

La priorité sera donnée à la mise en place coordonnée dans chaque province d'institutions opérationnelles – notamment l'administration civile, la police, les établissements pénitentiaires et l'appareil judiciaire. Ces institutions seront dotées de cadres juridiques et de procédures de nomination appropriés, de personnel qualifié, ainsi que d'un système de rémunération adéquat, d'une infrastructure suffisante et d'un bon dispositif d'audit. Le gouvernement établira, sous la supervision de la Commission électorale indépendante de l'Afghanistan, une administration viable sur les plans financier et institutionnel pour les élections futures.

Le développement économique et social se fondera sur six secteurs :

- Infrastructure et ressources naturelles;
- Éducation;
- Santé;

- Agriculture et développement rural;
- Protection sociale;
- Gouvernance économique et développement du secteur privé.

La lutte contre les stupéfiants fera l'objet d'une mention spéciale :

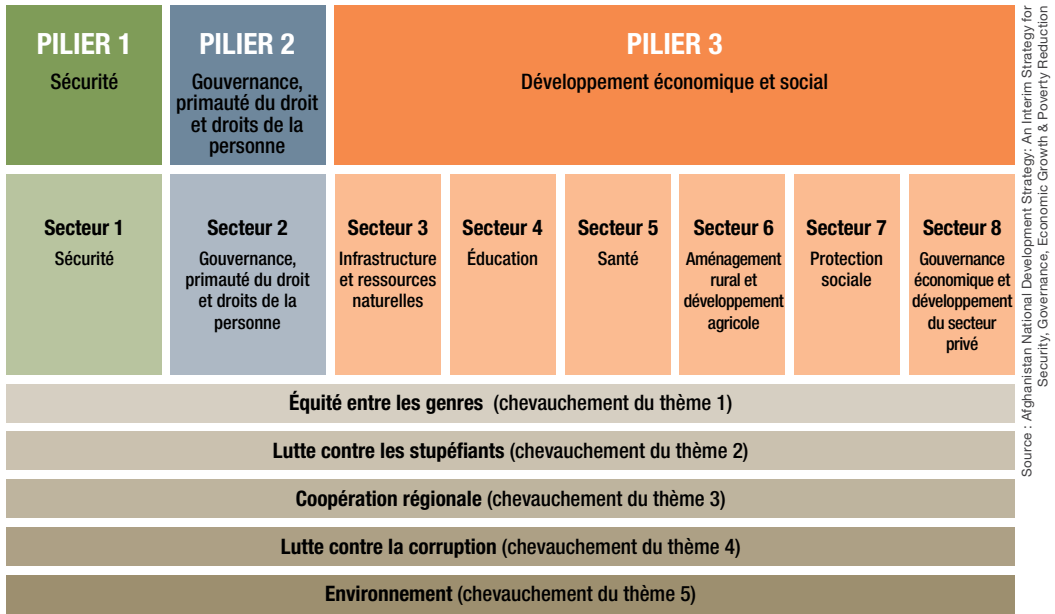
[Traduction]

Faire face à la menace que l'industrie de la drogue fait planer sur la sécurité nationale, régionale et internationale ainsi que sur le développement et la gouvernance du pays de même que sur le bien-être des Afghans sera une priorité pour le gouvernement et la communauté internationale. Il s'agira d'obtenir une réduction significative soutenue de la production et du trafic de stupéfiants en vue de leur élimination complète.

Fondamentalement, la SIDNA est identique au MYRM établi pour la Bosnie. Elle comporte une matrice de synchronisation qui décrit les piliers : la sécurité, la gouvernance, l'état de droit et les droits de la personne; et le développement économique et social. Chaque pilier comporte un ou des secteurs; dans le cas de la SIDNA, la sécurité est un secteur et un pilier, mais le pilier 3 englobe les secteurs 3 à 8, de l'infrastructure à la protection sociale. Chaque secteur comporte divers programmes. Les planificateurs prévoient aussi cinq thèmes transversaux : l'égalité entre les sexes, la lutte contre les stupéfiants, la coopération régionale, la lutte contre la corruption et l'environnement. Ces thèmes doivent faire partie de tout plan lié aux secteurs ou aux piliers. Les thèmes, tels qu'ils sont représentés, soutiennent les piliers énoncés dans le diagramme³⁰ (voir la figure 7-3).

Tous les programmes du gouvernement afghan doivent s'insérer dans ce cadre; la SIDNA sert donc d'outil d'établissement des priorités. Elle se fonde sur des objectifs quinquennaux. Étant donné qu'il s'agit d'un document évolutif, la SIDNA comporte la possibilité d'établir des jalons à la dixième et la quinzième année. Il est difficile d'examiner entièrement la SIDNA dans le présent document, mais le pilier de la « sécurité » est un bon exemple de la façon dont le plan est organisé. Il y a la défense nationale, la sécurité interne et le maintien de l'ordre, le démantèlement des groupes armés illégaux, et les programmes de déminage. Dans tous les cas, l'objectif est fixé à cinq années ou moins : avant l'année (*jaddi*) 1389 (la fin de 2010), l'Armée nationale afghane devra avoir 70 000 membres formés et équipés, et capables de répondre aux besoins du pays en matière de sécurité. L'Armée devra être représentative sur le plan ethnique. Tous les groupes armés illégaux devront avoir été démantelés pour

l'année (*jaddi*) 1386 (2007). Quant au déminage, 70 p. 100 des mines accumulées devront avoir été détruites pendant la même période. Chaque programme devra s'accompagner d'un plan visant la réalisation de l'objectif, et chaque programme devra être assigné à un ministère³¹.



Source : Afghanistan National Development Strategy: An Interim Strategy for Security, Governance, Economic Growth & Poverty Reduction

Figure 7-3 : SIDNA

Les principaux intervenants à Londres accepteront *Le Pacte pour l'Afghanistan* et la SIDNA en février 2006, ce qui constituera la base conceptuelle des activités de développement et de sécurité, puis servira de toile de fond aux activités de développement auxquelles l'Armée canadienne participera dans la province de Kandahar au cours des cinq années suivantes.

Il faudra un jour répondre à la question suivante : Pourquoi, malgré toute l'expérience acquise en Bosnie et au Kosovo, l'OTAN a rejeté toute responsabilité et a activement refusé, pendant près de deux années d'une période critique – de la fin de 2003 à tard dans l'année 2005 –, d'aider à créer un plan stratégique pour l'Afghanistan après que le besoin d'un tel plan a été signalé par les officiers généraux, les diplomates et les membres du personnel de développement canadiens, et ce, non pas passivement, mais au contraire activement, tandis que l'OTAN insistait pour élargir son mandat et déployer plus d'ERP?

Et où étaient les États-Unis? Le département d'État était au courant des éléments de l'ECS-A, avait exprimé de l'envie par rapport à la position de l'ECS-A et l'avait même dit au personnel de l'ECS-A, sans toutefois chercher à supplanter ou à miner ses activités. Dans ce cas, les objectifs du Canada et des États-Unis étaient semblables, et l'ECS-A produisait des effets positifs. Pourquoi donc faire obstacle à cela? Il était inconcevable pour certains membres du personnel de l'ECS-A que le Canada puisse être si adroit, exercer autant d'influence et combler autant de vides pendant cette période cruciale. En même temps, l'accès obtenu et le succès remporté par l'ECS-A en 2005-2006 ont suscité énormément de jalousie au sein de la bureaucratie canadienne, ce qui a fini par mener à son effondrement prématuré. Cela dit, on travaillait à mettre en place l'« entonnoir » requis pour les fonds destinés à la reconstruction. Mais qu'est-il advenu des ERP dans les provinces, auxquelles ces fonds étaient destinés?

NOTES

1. Renseignements fournis à l'auteur par la SFOR et par le BHR, Bosnie, juin-juillet 2001 et août 2004.
2. Renseignements fournis à l'auteur, « National Solidarity Programme-An Overview », Kaboul, décembre 2004. Voir aussi « National Solidarity Programme Disburses First Grants to 14 Afghan Communities », *Voices*, vol. 1, n° 2, décembre 2003; Sultan Barakat, « Mid-term Evaluation Report of the National Solidarity Programme (NSP), Afghanistan, May 2006 », MRRD-NSP, Post-war Reconstruction and Development Unity, Université de York, mai 2006.
3. Entrevue avec Nipa Bannerjee et Andy Tamas, Kaboul, décembre 2005.
4. Renseignements fournis à l'auteur par le CFC-A, Kaboul, décembre 2004.
5. *Ibid.*
6. Compte rendu sur la victoire de la FO, décembre 2004.
7. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005.
8. Maj Kathy Amponin et Lcol Ian Hope, « Strategic Assessment for the Reconstruction of Afghanistan », octobre 2004, et décembre 2004. Nota : Ce document d'information s'est fondé sur le travail initial réalisé par les trois officiers canadiens, au début de 2004.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*
13. Renseignements fournis à l'auteur, « The Investment Management Framework and the JFC Operational Road Map », Kaboul, décembre 2004, et discussions contemporaines avec les participants canadiens au processus.
14. Le 7 août 2004, le Gén Jean-Louis Py, commandant du Corps européen, a pris le commandement de la FIAS.
15. Entrevue téléphonique avec le Lcol Ian Hope, 17 février 2010. Voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*, p. 114 à 117.

CHAPITRE SEPT

16. *Ibid.*
17. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005.
18. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005; Hillier, *A Soldier First*, p. 424.
19. Entrevue téléphonique avec le Lcol Ian Hope, 17 février 2010.
20. Observations de l'auteur, Kaboul, décembre 2005, et discussions avec des membres du personnel de l'ECS-A.
21. Entrevue avec Capstick; entrevues avec le Lcol Christian Drouin et le Maj James Mackay, Kaboul, décembre 2005; entrevue avec Bannerjee et Tamas.
22. Entrevue avec Capstick.
23. Entrevues avec le Lcol Christian Drouin et le Maj James Mackay, Kaboul, décembre 2005.
24. Entrevue avec Capstick.
25. Entrevues avec Capstick, Drouin et Mackay.
26. Entrevue avec Capstick.
27. Discussions avec l'auteur, Kaboul, juillet 2006.
28. Discussions avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, juillet 2006.
29. Extrait de *Le Pacte pour l'Afghanistan*.
30. Conformément à la description donnée dans Maloney, *Confronting the Chaos*, p. 114-122.
31. *Ibid.*

RETOUR À KANDAHAR :

NOUVEL ENGAGEMENT DE L'ARMÉE CANADIENNE À L'ÉGARD DE L'OPÉRATION ENDURING FREEDOM, DE 2003 À 2005

Situation globale en 2003-2004

Le départ de l'Armée canadienne de Kandahar en novembre 2002 réduit la connaissance de la situation dans la zone et rien ne permet de prévoir qu'il sera nécessaire qu'elle y retourne. De 2002 à 2003, toutefois, il reste des activités insurrectionnelles résiduelles dirigées contre l'administration provisoire et des partisans de la coalition. Par exemple, selon certains rapports, des tribus afghanes du Sud seraient payées par des éléments au Pakistan pour lutter auprès des talibans. Des analystes repèrent les premières cellules de talibans « pakistanais » en juillet 2002¹. En octobre 2002, le mollah Omar ordonne aux madrasas qui lui sont fidèles au Pakistan de recruter de petits groupes de jeunes hommes qui seront envoyés dans chaque province de l'Afghanistan afin de jeter les bases d'une action antigouvernementale². Le mois suivant, une équipe du renseignement des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] travaillant en collaboration avec des milices locales déjoue un complot d'assassinat contre Hamid Karzai dans la ville de Kandahar³.

Les éléments restants des forces classiques d'Al-Qaïda et les survivants du réseau de camps d'entraînement sont réorganisés au Pakistan. Ils sont chargés d'attaquer les installations du gouvernement et de la coalition dans les provinces de Paktia, de Paktika et de Khost. Des cellules d'Al-Qaïda continuent de déstabiliser la situation avec les tribus dans la province de Khost⁴. L'organisation HiG de Gulbuddin Hekmatyar, reconstituée, mène ses opérations depuis des bases au Pakistan et exécutent des opérations de terrorisme urbain à Kaboul⁵.

Il faudrait aussi noter que sur le front international, Al-Qaïda a tenté, sans succès, de répliquer aux opérations menées en Afghanistan. On déjoue un plan d'Al-Qaïda visant à commettre des assassinats de masse contre les familles de membres des forces d'opérations spéciales des États-Unis. Plus près de nous, on déjoue également un plan d'Al-Qaïda visant à attaquer et à couler le Navire canadien de Sa majesté (NCSM) Montréal⁶.

En 2003, il devient de plus en plus clair parmi les membres de la coalition que toutes ces activités ne sont ni discrètes, ni disparates. En septembre 2003, des rapports indiquent que le mollah Omar a formé un comité visant à lutter contre les administrations intérimaires et transitoires. Surnommée la choura de Quetta, l'organisation est composée de quatre comités : militaire, politique, culturel et économique⁷. Al-Qaïda est représenté dans cette nouvelle organisation, mais certaines frictions demeurent entre ses leaders au sujet du rôle

du mollah Omar, certains considérant qu'il a « perdu » l'Afghanistan⁸. Cela dit, on remarque une vaste distribution de cassettes audio sur lesquelles on entend le mollah Omar appeler à des attaques contre le gouvernement et les efforts de la communauté internationale dans le sud de l'Afghanistan⁹.

Début de 2003 : Le Canada et l'expansion de la FIAS

Trois mois après le lancement de l'opération (Op) ATHENA en 2003, des plans sont en cours pour affecter le Canada à une équipe de reconstruction provinciale (ERP) de l'Op ENDURING FREEDOM. À ce moment, le Canada cherche à rester en Afghanistan après avoir cédé le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en 2004, et la participation à une ERP est vue comme faisant partie d'une stratégie de retrait de Kaboul, et ce, avant même que le moindre soldat canadien n'atterrisse à Kaboul. Cependant, dès que la mission à Kaboul est sur pied, les officiers supérieurs canadiens sur le terrain, en particulier le major-général (Mgén) Andrew Leslie, commandant adjoint (cmdtA) de la FIAS, estiment à l'automne 2003 qu'il est urgent que les forces de l'OTAN augmentent leur présence en Afghanistan. Selon le Mgén Leslie : « Au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et parmi certains hauts diplomates, il est devenu assez clair que l'Administration transitoire afghane du président Karzai pourrait ne pas survivre, que ce soit sur le plan politique ou en tant qu'entité, à moins que les opérations de la FIAS ne s'étendent à l'ensemble de l'Afghanistan¹⁰. » [Traduction]

Avec Karzai en tête et grâce à l'appui de la MANUA, de certains organismes non gouvernementaux et même de personnes d'influence locales, de plus en plus de demandes affluent sur tous les fronts afin d'étendre la zone d'opérations de la FIAS ou de combiner la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM sous le leadership de l'OTAN. Parallèlement, des représentants des États-Unis demandent au Canada de s'engager à l'égard d'une ERP. Le Mgén Leslie reste prudent, car le Canada est déjà pleinement engagé à Kaboul :

[Traduction]

Nous faisons déjà plus que notre part sur le plan de l'engagement national et les ERP sont des entreprises à long terme [...] une fois que l'aide commencera à arriver, cela attirera peut-être des seigneurs de guerre ou des bandits avides d'accaparer une partie de la richesse, ce qui entraînera une demande pour davantage de sécurité. À court terme, une compagnie d'infanterie ou un groupement tactique pourrait être déployé de façon permanente en Afghanistan, loin de Kaboul¹¹.

Un engagement à l'égard d'une ERP constitue toutefois un moyen utile de traiter ce qui pourrait être un changement brutal après que le Canada eut cédé le commandement de la FIAS. Si personne ne reprend le flambeau après le Canada, la FIAS risque de s'écrouler. Un engagement à l'égard d'une ERP ferait en sorte d'inclure le Canada, de faire en sorte que le pays n'abandonne pas l'Afghanistan. On craint que le fait de « quitter la FIAS sans remplacement adéquat n'entraîne la chute de l'Administration transitoire afghane et que le pays au complet ne revienne à la case départ¹² » [Traduction].

Le problème est le suivant : aucun pays ne veut prendre le relais du Canada à la tête de la FIAS. La transition d'un quartier général (QG) de pays chef de file à un QG de l'OTAN devient par conséquent une priorité stratégique pour le Canada. L'expansion de l'OTAN est devenue un mécanisme visant la participation de l'ensemble de l'Alliance, et non seulement de quelques pays disposant d'une certaine capacité. L'enjeu de l'expansion demeure « incohérent » jusqu'en septembre 2003, mais l'idée selon laquelle un engagement à l'égard d'une ERP peut « permettre d'obtenir une exposition et une valeur maximales pour une participation minimale de troupes » [Traduction] commence à prendre racine dans les milieux canadiens¹³.

Parallèlement,

[Traduction]

Les pressions exercées par Brahimi, Annan, le président Karzai, une véritable horde d'ambassadeurs locaux et les États-Unis (qui sont très intéressés à ce que la FIAS prenne en charge les travaux de construction liés à l'ERP et englobe l'ensemble du pays, pas seulement Kaboul), sans parler d'à peu près toutes les organisations internationales et ONG ainsi que de l'ONU, font en sorte que la situation approche d'un point de bascule. Étendre la FIAS de sorte qu'elle s'occupe de la gestion des ERP et qu'elle assure le commandement et contrôle et les communications pour Kaboul est une occasion trop belle pour de nombreux groupes d'intérêts spéciaux pour qu'ils la laissent passer. L'OTAN tient à démontrer sa pertinence, le SACEUR (un officier des États-Unis) tient à alléger quelque peu la charge des forces très sollicitées du CENTCOM, et certaines nations ont déclaré qu'elles n'entreprendraient aucune ERP sous le commandement de la FOIM-180 (apparemment la France et l'Allemagne). Le rôle de combat conféré à la FOIM-180 cadre mal avec les ERP et de ce fait, beaucoup de pays sont très réticents à s'associer à cette force (même s'ils sont très reconnaissants de la sécurité qu'elle procure)¹⁴.

La FIAS sous le commandement de l'OTAN devait prendre de l'expansion, point à la ligne. Qu'allait maintenant faire le Canada pour rester dans la partie? Il restait l'ERP. Toutefois, cela pose maintenant un problème, comme le cmdtA de la FIAS en fait rapport au pays : « Les plus sûrs s'envolent rapidement et d'ici quelques mois, il ne restera que les plus inhospitaliers. » [Traduction] Les États-Unis sondent le Canada au sujet de l'ERP de Djalalabad, une réelle possibilité car proche de Kaboul et de la tête de pont aérienne de l'aéroport international de Kaboul : « Cela ne nécessiterait peut-être qu'une petite compagnie de fusiliers [...] ainsi que quelques membres de la police locale, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) et d'organisations internationales¹⁵. » [Traduction] En l'absence d'une réponse cohérente de la part d'Ottawa aux principes canadiens à Kaboul, le Mgén Leslie souligne l'urgence de se pencher sur la situation :

[Traduction]

Je recommande qu'on réfléchisse bien, et très rapidement, à la façon dont nous voulons faire sortir nos forces, ou à tout le moins les réduire d'ici août 2004. Si l'ERP fait partie de cette stratégie, nous devons alors commencer à manifester notre intention à cet effet. L'équipe de reco de l'ERP du QGDN est une très bonne idée. Le plus tôt sera le mieux. Je crains que nous ne nous retrouvions avec Kandahar ou quelque chose de tout aussi déplaisant¹⁶.

En septembre 2003, le chef d'état-major des opérations du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) reçoit l'ordre de planifier le déploiement d'une « équipe d'enquête sur l'ERP » afin de discuter officieusement de la question avec les planificateurs étatsuniens de la FOIM-180. La FOIM-180 est alors le quartier général divisionnaire des forces classiques de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan et s'occupe du dossier de l'ERP. Le SCEMD souhaite deux choses : savoir exactement ce qu'est une ERP et savoir comment l'ERP s'inscrit dans ce qui se passe en Afghanistan; et il demande officieusement comment les FC peuvent contribuer à l'Op ENDURING FREEDOM¹⁷. Les planificateurs laissent en effet la porte ouverte à diverses options. Le gouvernement du Canada pourrait vouloir se servir d'un engagement à l'égard d'une ERP pour quitter Kaboul, ou encore s'acquitter à la fois de la mission à Kaboul et d'une ERP. Quoi qu'il en soit, il faut planifier divers scénarios sans prendre d'engagements fermes.

En ce qui concerne la FIAS, les ERP sont prises l'une après l'autre. Les Français semblent intéressés par Hérat, les Néo-Zélandais veulent Bamiyan, tandis que les Allemands veulent Kondoz. Les Britanniques ont des visées sur Mazar-e Charif, tandis que les Étatsuniens et les Italiens prévoient se partager Gardez. Parwan est disponible,

tout comme Kandahar et Djalalabad. Comme le Mgén Leslie l'indique dans un rapport à Ottawa, « nous avons l'intention de vous garder des possibilités en tant qu'autorité nationale. Si nous décidons d'appuyer l'option de l'ERP, nous ne voulons pas être contraints de choisir un endroit défavorable tel que Kandahar pour gérer une ERP (ce que les États-Unis sont parfaitement disposés à laisser à un allié sans méfiance)¹⁸ » [Traduction]. Parmi les options possibles, notons :

[Traduction]

[...] réduire le contingent de la FIAS Kaboul à un petit ESN et à peu de personnel, ainsi qu'un groupe-compagnie d'infanterie avec VBL ou Iltis/Mercedes avec une troupe de Coyote et quelques éléments d'ISTAR [...] prendre ou partager une ERP assez proche de Kaboul, pour un total d'environ 120. Veiller à ce que l'ACDI soit prête à verser des fonds en appui à des projets de COCIM locaux à hauteur de quatre millions de dollars canadiens par année [...] déployer trois hélicoptères moyens Cormorant basés à Kaboul. Mission principale : appuyer l'ERP canadienne; mission secondaire : appuyer le reste de la FIAS¹⁹.

L'ERP de planification de l'Op ENDURING FREEDOM se poursuivant, une autre idée fait surface à Kaboul. Et si le Canada s'occupait d'une ERP à Kaboul, en plus de satellites dans les provinces de Parwan, de Logar et de Wardak? C'est à la fois avantageux et important sur le plan logistique. L'idée est transmise à Ottawa pour étude, mais elle reste sans réponse²⁰.

Tout au long de septembre et d'octobre 2003, des débats font rage à haut niveau sur l'avenir des diverses structures de commandement des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan et sur la façon dont elles pourraient ou devraient être reliées. En octobre 2003, le commandant en chef du Commandement central (CENTCOM), le général (Gén) John Abizaid, et le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), le Gén James Jones, conviennent que l'expansion de la FIAS par l'intermédiaire de l'ERP est une bonne approche. Cela contribuerait à la sécurité de secteur autour de Kaboul mais, plus important encore, cela constituerait « un moyen possible pour l'Administration transitoire afghane d'étendre son influence à l'extérieur de Kaboul²¹ » [Traduction].

La situation en Afghanistan évolue tout au long de 2003. L'analyse de l'Op ENDURING FREEDOM transmise à l'OTAN conclue que les talibans et Al-Qaïda sont sur le point de « lancer une campagne concertée » [Traduction] contre la FIAS, l'Op ENDURING FREEDOM, l'Administration transitoire afghane et les organisations non gouvernementales dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Le recrutement est en hausse, il y a de plus en plus de rencontres entre les chefs talibans et d'Al-Qaïda, et on détecte davantage d'argent destiné

aux insurgés. Par ailleurs, on découvre des plans visant à assassiner le président Karzai en Afghanistan et le président Musharraf au Pakistan. La possibilité d'un schisme au sein du commandement taliban, incluant la formation possible d'une faction encore plus radicale, inquiète également. Certains analystes considèrent le mollah Omar comme quelqu'un de relativement modéré²².

La province de Kandahar est particulièrement inquiétante compte tenu de l'emplacement central qu'elle occupe dans la vie politique et économique du Sud de l'Afghanistan. À l'automne 2003, deux attaques ont lieu simultanément sur des postes de contrôle gouvernementaux, ce qui démontre de la coordination et une meilleure organisation. Des mollahs progouvernementaux avaient été assassinés à Kandahar en août 2003, tandis que les locaux se plaignent du fait qu'il y a de plus en plus de postes de contrôle illégaux de véhicules et que la police est inefficace. On constate une recrudescence de l'activité ennemie dans la province de Zabul, mais les forces afghanes locales et les forces spéciales de l'Op ENDURING FREEDOM parviennent à contrôler l'ennemi. Le gros des activités des insurgés semble toutefois se concentrer dans la province de Kandahar. D'autres indices semblent indiquer que l'organisation HiG y participe de plus en plus activement et qu'elle reçoit l'appui de trois groupes au Pakistan²³.

Tout cela se produit avant la tenue d'une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord où l'OTAN accepte d'étendre la FIAS à l'ensemble de l'Afghanistan. L'Allemagne tente d'obtenir le commandement de l'ancienne ERP de l'Op ENDURING FREEDOM à Konduz pour en faire un programme pilote (en partie pour quitter Kaboul), tandis que des forces de la FIAS sont déployées en nombre limité à l'extérieur de la zone d'opérations existant autour de Kaboul. Dans les faits, le Conseil de l'Atlantique Nord convient que l'expansion de la FIAS « renforcerait la capacité de l'Administration transitoire afghane d'offrir un environnement sécuritaire » [Traduction] pour la reconstruction²⁴.

En novembre 2003, le ministre de la Défense nationale demande des options au sujet du Canada et de la FIAS. Le chef d'état-major de la défense (CEMD) explique que, d'ici février 2004, le Canada a besoin d'une stratégie pour trouver des pays capables de remplacer le contingent canadien à Kaboul en août 2004. Cette ville était maintenant sous la responsabilité de l'OTAN, et non du Canada, mais « l'OTAN a beaucoup de difficulté à trouver des pays prêts à fournir les ressources jugées nécessaires [...] » [Traduction]. Par ailleurs, comme l'OTAN ne peut obliger des pays à s'engager sur cette voie, si le Canada a des intérêts qui valent la peine d'être protégés à Kaboul, « nous devons [...] jouer un rôle actif à l'extérieur du processus de mise sur pied d'une force » [Traduction]. Le Canada ne pourrait pas maintenir son effort à Kaboul au-delà d'août 2004, mais le pays ne pouvait pas se retirer unilatéralement²⁵.



Photo : Auteur

La ville de Kandahar est la deuxième en importance du pays. Elle est à la croisée de routes commerciales nationales et régionales et est aussi un important siège de légitimité religieuse dans les zones pachtones du pays.



Photo : Auteur

Décembre 2003 : Changements au sein du gouvernement du Canada

Des changements politiques au Canada bouleversent le cours des événements : Paul Martin remplace Jean Chrétien comme premier ministre en décembre 2003, ce qui entraîne une modification de la politique canadienne en matière de défense et de politique extérieure, un sujet qui est au cœur des activités à Ottawa. En mai 2004, il y a un regain d'intérêt au sujet des engagements du Canada en Afghanistan. Les options sont alors les suivantes²⁶ :

1. Maintenir le nouvel engagement concernant le Camp Julien à Kaboul, un escadron ISTAR et le soutien, mais réduire le « profil » du Canada au sein de la FIAS et en Afghanistan;

2. Créer une ERP canadienne en 2005;
3. Réaliser les deux premiers engagements en 2005;
4. Quitter complètement l'Afghanistan d'ici août 2005.

Les planificateurs émettent des réserves à l'endroit de l'option n° 4, car elle nuirait grandement aux relations entre le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi qu'entre le Canada et l'OTAN.

La possibilité d'envoyer des troupes canadiennes en Irak refait surface une fois de plus en septembre 2004. On répète que les FC ne pourraient offrir qu'un appui limité à toute opération en Irak en raison d'engagements existants en Afghanistan. Le Canada pourrait peut-être fournir certains services « antiterroristes » (autrement dit, des forces d'opérations spéciales) ou des renforts individuels, mais le CEMD rappelle au ministre de la Défense nationale que le Canada contribue déjà à quatre programmes d'échange, notamment un major-général, 20 instructeurs de police en Jordanie, deux agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et un agent des Affaires étrangères à Bagdad, ainsi qu'un conseiller militaire adjoint au représentant spécial du Secrétaire général en Irak. À hauteur de 300 millions de dollars, le Canada est aussi le septième donateur en importance au chapitre de l'aide en Irak²⁷. L'Irak ne fait plus partie de l'équation pour l'instant.

En octobre 2004, le Canada lance l'Op ARCHER en tant qu'engagement distinct en Afghanistan. Les recommandations initiales du Mgén Leslie au sujet de la participation accrue du Canada auprès de l'Armée nationale afghane portent enfin ses fruits, mais de façon davantage officielle. L'équipe d'instruction initiale est composée d'éléments déjà sur place du contingent canadien. Il s'agit maintenant d'une mission distincte. La mise sur pied de l'Op ARCHER est en partie attribuable au fait que le Canada contribue à une meilleure instruction collective de l'Armée nationale afghane « concernant des tâches destinées à faciliter les stratégies de sortie de la FIAS » [Traduction]. Les liens créés pendant l'instruction mènent à des relations à long terme avec les Afghans, ce qui est jugé « particulièrement important tandis que le Canada poursuit des programmes d'ERP et de développement subséquent » [Traduction]. Autrement dit, le Canada pourrait tisser davantage de liens personnels avec de nombreux Afghans et mieux en tirer parti²⁸.

La participation à la formation de l'Armée nationale afghane signifie toutefois qu'il faut s'occuper de l'Op ENDURING FREEDOM, car la FIAS, menée par l'OTAN, ne participe pas encore officiellement à la formation de l'Armée nationale afghane²⁹. Cela signifie que l'état-major canadien devait établir des liens avec le nouveau commandement des États-Unis, le Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A), qui est le quartier général principal de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan. Outre l'équipe d'entraînement intégrée (ETT), composée de 14 militaires, qui devait travailler avec la FO Phoenix, trois officiers

seraient affectés au QG du CFC-A et deux autres à la FOIM-76. Ainsi, l'Armée canadienne avait ses « entrées » à l'Op ENDURING FREEDOM, ce qui lui permettait d'avoir un meilleur œil sur les activités de cette opération, surtout en ce qui concerne le développement des ERP. Par contre, les ETT de l'Op ARCHER ne peuvent pas « participer à des opérations dirigées sans autorisation » [Traduction], ce qui illustre bien les inquiétudes quant aux susceptibilités politiques à l'égard des perceptions concernant les activités de « stabilisation » de la FIAS par rapport aux activités de « combat » de l'Op ENDURING FREEDOM³⁰.

Si le Canada s'engageait à l'égard d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, ce serait sous l'égide de l'Op ARCHER, et non de l'Op ATHENA. Entre mai et novembre 2004, la Défense nationale, les Affaires étrangères et l'ACDI travaillent à déterminer en quoi consisterait une ERP canadienne.

En août 2004, le groupe de travail sur l'ERP se penche sur « les options concernant un déploiement en Afghanistan après août 2005 » [Traduction]. Deux autres régions du monde retiennent alors l'attention des FC : le Moyen-Orient et l'Afrique. Il y a en effet la signature possible d'un des multiples accords de paix israélo-palestiniens, qui s'accompagne du besoin éventuel d'une force de maintien de la paix. Personne parmi le groupe de travail ne retenait son souffle à ce sujet. Quant à l'Afrique, la situation là-bas demeure une « préoccupation secondaire » [Traduction], en particulier au sujet du Soudan, où personne n'avait encore demandé l'envoi de troupes. Par ailleurs, il n'y avait pas encore de cadre d'élaboration de la paix là-bas de toute façon³¹.

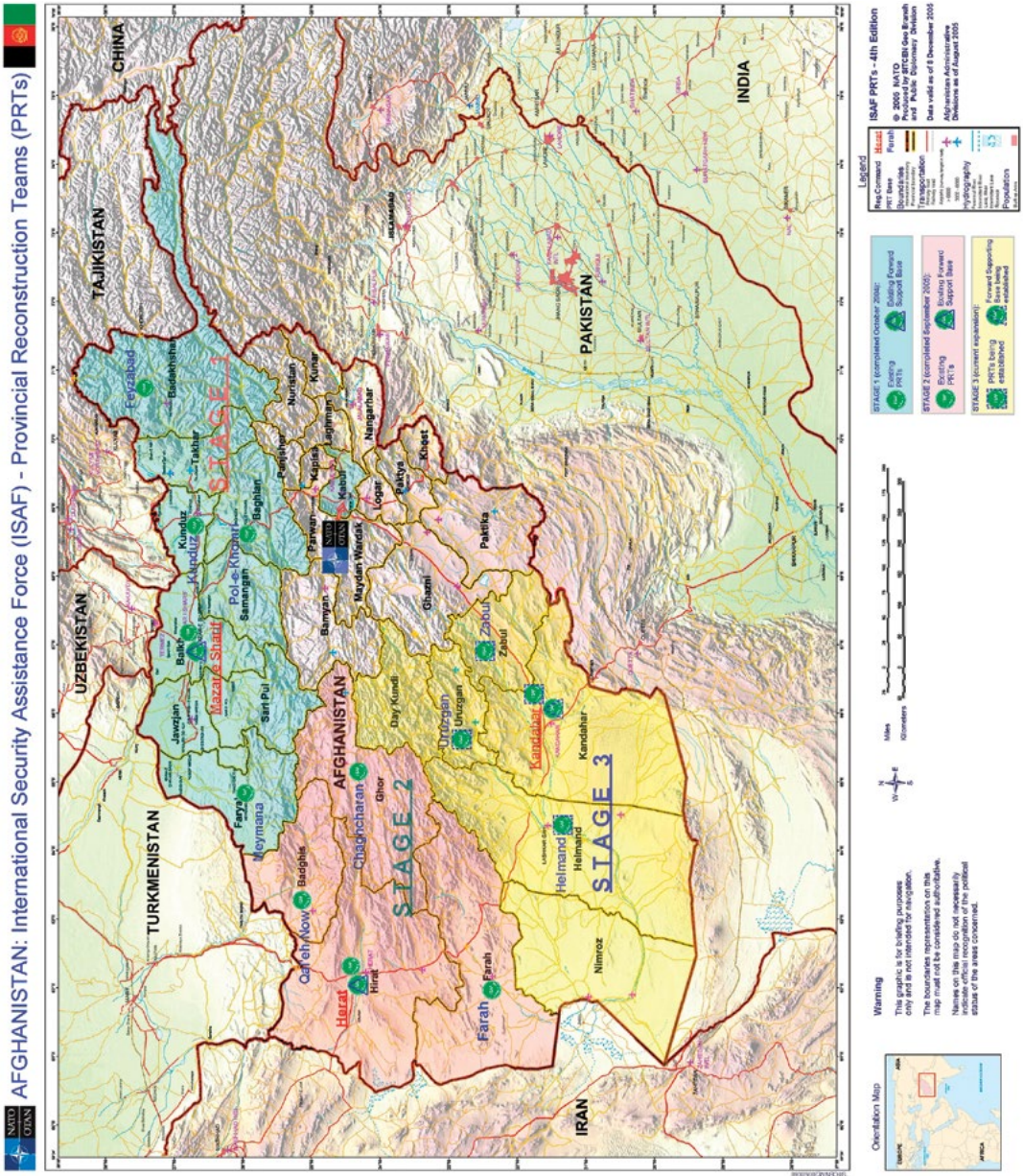
Il reste donc l'Afghanistan. L'évaluation est pour le moins grave. La conclusion du groupe de travail est claire : « La menace d'écroulement du gouvernement dans les 24 mois est ÉLEVÉE. » [Traduction] L'expansion prévue de la FIAS (voir la figure 8-1) est essentielle pour éviter une telle éventualité mais, comme le groupe l'indique :

Étape I : Il est difficile de mettre sur pied une force;

Étape II : L'expansion démontre des signes de problèmes de mise sur pied d'une force;

Étapes III et IV : La mise sur pied d'une force débutera probablement pendant le deuxième semestre de 2005.

« La stabilité politique, sociale et économique de l'Afghanistan demeure précaire [...] Il est essentiel d'étendre l'influence du gouvernement afghan au-delà de Kaboul. Le soutien de la FIAS dans le cadre des élections afghanes fait partie de son empreinte à titre d'ERP³². » [Traduction]



Source : North Atlantic Treaty Organization

Figure 8-1 : FIAS de l'OTAN – Expansion de l'étape III (en anglais seulement)

Voici les options proposées par le groupe de travail :

- 1a. Le Canada remplace une ERP existante ou en forme une nouvelle;
- 1b. Le Canada dirige la création d'une ERP et d'une base de soutien avancée [QG de brigade et force de réaction rapide de la taille d'un bataillon];
2. Le Canada maintient un escadron de reco à Kaboul;
3. Le Canada déploie un groupe-bataillon au sein de la KMNB sous le commandement de la Grande-Bretagne;
4. Une combinaison des options n^{os} 1 et 2 ou 1 et 3.

Toutes les options exigent un « consensus interministériel quant au concept, au rôle et à la structure des opérations. Les Affaires étrangères et l'ACDI se sont déjà engagés à l'égard d'une ERP » [Traduction]. En effet, les Affaires étrangères préfèrent les provinces d'Hérat, de Chaghcharan, de Qal'eh-ye Now, de Farah et de Kandahar³³.

Un mois plus tard, un ordre de déploiement est émis au sujet d'une équipe de reco stratégique en vue d'une ERP, qui est composée de membres des FC, de l'ACDI, du MAECI et de la GRC. Cette équipe a pour but de « déterminer l'emplacement le plus approprié pour la création d'une ERP canadienne³⁴ » [Traduction].

L'équipe de reco stratégique reçoit des directives détaillées. Le Canada s'est déjà engagé à l'égard d'une ERP lors du Sommet de l'OTAN à Istanbul, et il est maintenant temps d'en déterminer l'emplacement. Les provinces d'Hérat et de Kandahar sont les finalistes. Celle d'Hérat est devenue une possibilité après que le SACEUR eut forcé la main au CEMD, le Gén Henault, pendant un voyage en Afghanistan. Le chef de l'équipe de reco stratégique a l'instruction précise de confirmer avec ses homologues des autres ministères qu'il y avait une « compréhension en 3D du contexte de la sécurité » [Traduction]. Par ailleurs, afin d'éviter les problèmes survenus entre les FC et l'ACDI au cours des années précédentes, l'ACDI devait « collaborer avec le MDN, explorer des possibilités de COCIM tenant compte de l'ERP et de son évolution » [Traduction] et envisager des liens relatifs à « une stratégie de développement national du gouvernement de l'Afghanistan incluant les programmes prioritaires nationaux³⁵ » [Traduction].

Les trois ministères s'entendent finalement sur cinq critères avant le départ de l'équipe de reco stratégique de l'ERP. Tout engagement canadien devrait :

1. appuyer l'expansion de l'étape II de la FIAS de l'OTAN;
2. relever les forces des États-Unis;
3. optimiser les effets du Canada en Afghanistan;
4. bâtir l'approche en 3D du processus canadien de développement;
5. disposer d'un soutien au combat et d'une durabilité adéquats à l'entreprise³⁶.

L'équipe de reco stratégique de l'ERP fait rapport au début de novembre. Cette équipe se déploie en Afghanistan pendant 10 jours en octobre 2004 afin d'étudier les ERP et la situation. Un des principaux problèmes observés est l'absence d'un représentant canadien haut gradé au QG de la FIAS, ainsi que des « problèmes pour obtenir les véritables données du QG de la FIAS. Les séances d'information de soutien étaient inutiles. » [Traduction] (Résultat de la présence peu notable du Canada à Kaboul après août 2004.)

L'équipe de reco stratégique détermine que le Canada pourrait maintenir un escadron de surveillance à Kaboul et une ERP à Hérat ou à Kandahar. L'engagement à Kandahar pourrait débiter dès août 2005, alors que cette province était sous la supervision des États-Unis. Les Britanniques cherchent à obtenir la direction du QG à Kandahar. L'équipe de reco stratégique note donc qu'il est possible qu'une force opérationnelle canadienne soit déployée en janvier ou février 2006. En ce qui concerne la province d'Hérat, le Canada pouvait s'occuper de l'ERP, de la base de soutien avancée et du QG de brigade du quartier général du Commandement régional (Ouest) de la FIAS de l'OTAN³⁷.

Chris Alexander, ambassadeur du Canada en Afghanistan, souhaite une présence canadienne à Kaboul, mais souligne que le nouveau programme prioritaire national sur lequel travaille le gouvernement nécessitera le recours à des ERP dans les provinces afin de pouvoir acheminer l'aide à la reconstruction aux régions environnantes reliées au gouvernement à Kaboul. Il déclare n'avoir aucune préférence à l'équipe de reco stratégique, mais penche pour Kandahar³⁸.

Selon des discussions avec le CFC-A, ce dernier se trouvait « devant une importante opération de contre-insurrection en Afghanistan » [Traduction]. Le succès des élections de 2004 avait été une défaite sur le plan opérationnel pour les talibans et ils réagiraient.

Le cmdtA du CFC-A, un officier britannique, estime que le Canada devrait s'engager à s'occuper du Commandement régional (Ouest). Au Bureau de coopération militaire – Afghanistan, un officier d'état-major signale de façon prémonitoire que l'accent sur la lutte contre les stupéfiants, qui allait augmenter à court terme, « risque de rendre l'ERP vulnérable à des ripostes de la part des factions liées au crime organisé » [Traduction]. Selon lui, une ERP dans la province d'Hérat ne serait pas aussi touchée que dans celle de Kandahar³⁹.

Lorsque l'équipe de reco stratégique rend visite à la FOIM-76 (qui succède à la FOIM-180 – la 25^e Division d'infanterie a relevé la 82^e Division aéroportée en 2004), on l'encourage à recommander Hérat. Il est toutefois « évident que la FOIM-76 n'a rien planifié en vue de l'expansion de la FIAS aux étapes II et III » [Traduction]. C'est un développement perturbant à divers égards, mais l'équipe de reco stratégique n'a pas donné de détails.

Les arguments en faveur de la province d'Hérat sont fondés sur le fait qu'il s'agit d'une région stable après le passage d'Ismael Khan. Une force opérationnelle des États-Unis, la FO Longhorn, peut assurer la sécurité des activités d'une ERP canadienne. Les forces d'opérations spéciales peuvent notamment jouer un rôle : « Hérat offre de bonnes possibilités pour la participation des CSTO [forces d'opérations spéciales]. Un déploiement rapide aiderait à déterminer le champ de bataille, tandis qu'une reco stratégique et une action directe dans les zones les plus éloignées permettraient d'appuyer les patrouilles de l'ERP.⁴⁰ » [Traduction]

L'ERP de Kandahar, telle qu'elle est en 2004, « fait partie d'une opération de contre-insurrection commandée par le Commandement régional (Sud) » [Traduction]. L'ERP actuelle « sous le commandement de la FO BRONCO, s'est limitée aux projets d'affaires civiles et aux patrouilles de protection de la force aux alentours de l'ERP [...] elle est considérée comme une unité de manœuvre de la FO BRONCO » [Traduction]. Il y avait d'importantes restrictions au sujet de son utilisation, tel que noté par l'équipe de reco stratégique :

[Traduction]

L'ERP, qui fonctionne comme une entité centrée sur les affaires civiles, est jugée inadéquate pour réussir les prochaines tâches de la FIAS. Une structure et un concept d'opérations différents permettraient à l'ERP de mieux étendre l'influence du gouvernement afghan dans la province, mais cela poserait un défi et serait difficile à mettre en œuvre sous le commandement de la FO BRONCO⁴¹.

Par ailleurs, « on s'attendrait à ce qu'une ERP canadienne contribue aux opérations de contre-insurrection » [Traduction]. Quant aux forces d'opérations spéciales, il serait « possible d'y avoir recours, mais on note une forte présence des forces spéciales de la coalition qui mènent des opérations de contre-insurrection⁴² » [Traduction].

Pendant le mois suivant, la Défense nationale, les Affaires étrangères et l'ACDI débattent des mérites d'une ERP. Le 7 décembre 2004, les trois ministres responsables remettent leur recommandation au premier ministre Paul Martin. En raison de la tenue prochaine d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et d'un sommet informel de l'OTAN prévu au début de 2005, ces trois ministres tentent d'obtenir la création d'une ERP canadienne en Afghanistan pour les raisons suivantes :

[Traduction]

La politique canadienne joue un rôle prépondérant depuis maintenant trois ans. Nous nous sommes joints aux États-Unis et à leurs alliés afin de neutraliser la menace terroriste et de créer une fondation solide [pour la reconstruction] pour que l'Afghanistan ne puisse plus jamais servir de refuge aux terroristes. Ces deux objectifs sont indissociables de la sécurité des Canadiens et de nos relations avec nos partenaires internationaux, en particulier les États-Unis⁴³.

Par ailleurs, « notre présence diplomatique a contribué à d'importants progrès dans divers dossiers » [Traduction]. L'Afghanistan était un État fragile et il faut accorder davantage d'autorité aux provinces : « Une aide internationale accrue, en particulier à l'extérieur de Kaboul, sera la clé du succès des efforts menés par l'Afghanistan. » [Traduction] Le Canada avait quatre objectifs⁴⁴ :

1. Faire en sorte que l'Afghanistan devienne un État stable, démocratique et autosuffisant qui n'abrite pas les terroristes;
2. Contribuer au profil et à l'influence du Canada concernant les enjeux en matière de paix et de sécurité, et démontrer que le Canada peut influencer le cours des événements;
3. Appuyer l'OTAN dans sa première mission non-européenne d'envergure;
4. Appuyer les États-Unis dans leur campagne mondiale contre le terrorisme.

Une ERP canadienne « ferait part de nos intentions à nos alliés, indiquant ainsi clairement que le Canada revendique l'endroit qui convient le mieux à ses intérêts pour mettre en œuvre une ERP » [Traduction]. Elle aurait pour mandat de « créer un environnement sûr et d'étendre l'autorité du gouvernement » [Traduction].

Le facteur le plus important est l'étape III de l'expansion de la FIAS de l'OTAN. Les options du Canada sont limitées du fait que l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont conjointement accepté de diriger le Commandement régional (Ouest). Les étapes I et II sont déjà prises par d'autres pays, tandis que le Royaume-Uni envisage de s'occuper de l'étape III, qui doit couvrir le Sud de l'Afghanistan, « où l'insurrection s'étiole ». L'étape IV, le Commandement régional (Est), est la cible « d'intenses opérations de contre-insurrection⁴⁵ » [Traduction].

Par conséquent, c'est la province de Kandahar qui correspond le mieux aux objectifs du Canada. « Notre vision d'une ERP axée sur la stabilisation pourrait produire des résultats » [Traduction] en ce sens que l'ERP de Kandahar « pourrait contribuer à accélérer une convergence éventuelle des missions de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM » [Traduction]. Cela signifie que le Canada pourrait servir de pont entre les deux et faciliter l'expansion de l'étape III de l'OTAN. Il y a toutefois des risques. Il y a un manque de gouvernance, des attaques des insurgés et des critiques constantes de la part de certains concernant le flou entre le développement lié à l'ERP et la contre-insurrection : « le profil, la sécurité et l'impact de notre ERP risquaient d'être réduits en raison des activités de contre-insurrection menées par les nombreuses forces de la coalition dans cette région » [Traduction]. Le Canada concentrerait ses efforts sur les points suivants : établir des relations, influencer le comportement du leadership dans la province de Kandahar et améliorer la capacité de gouvernance⁴⁶.

La mise sur pied d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM ne fait pas l'unanimité au sein du MAECI. Certains s'y opposent, un peu comme la France, et ne veulent pas que le Canada ait quoi que ce soit à faire avec une telle ERP, car elle pourrait jouer un rôle dans la traque aux chefs ennemis et les opérations de contre-insurrection si chères aux États-Unis. Aux dires d'un observateur, « certains souhaitent simplement 'bien paraître' et ne pas 'mal paraître' » [Traduction]. Finalement, le 9 décembre 2004, le Canada annonce qu'il acceptera le commandement d'une ERP pour la province de Kandahar. Le Canada retourne donc dans le Sud.

CHAPITRE HUIT



Photo : Auteur



Photo : Auteur

La ville de Kandahar se trouve sur une route commerciale millénaire reliant le sous-continent indien à l'ancienne Perse. Les talibans ont été créés en 1996 pour nettoyer la route entre Chaman et Kandahar au nom d'intérêts économiques pakistanais.

Février 2005 : Le Gén Hillier prend le commandement

Le Gén Rick Hillier remplace le Gén Ray Henault au poste de CEMD en février 2005. La passation de commandement entraîne d'importants changements dans la façon dont les FC voient l'Afghanistan, et plus particulièrement les opérations dans le Sud et l'ERP. Parmi ces changements, notons la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Dans les faits, le COMFEC prend en charge les fonctions du SCEMD et les regroupe sous un seul général, qui s'occupe maintenant d'un commandement opérationnel physiquement indépendant du QGDN et de la bureaucratie du centre-ville d'Ottawa, car situé dans le complexe Star Top, dans l'est d'Ottawa. L'aspect le plus important de l'emplacement du COMFEC est qu'il permet de protéger en partie la planification et la conduite des opérations militaires de l'interférence directe des éléments politiques de la bureaucratie de défense militaire et civile qui, comme on l'a vu dans les chapitres sur Kaboul, ont eu des effets négatifs significatifs sur la conduite des opérations.

Sur le front international, la réunion des chefs d'État de l'OTAN en février 2005 révèle le maintien de différends entre les positions de la France et des États-Unis concernant la structure de commandement et les détails du lien entre la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM. Le rôle que ces différends ont joué dans la décision du Canada de s'engager n'est pas clair, mais l'expansion de l'OTAN en Afghanistan en a été ralentie. Au bout du compte, toutefois, les chefs d'État conviennent de poursuivre l'expansion de la FIAS dans la zone d'étape II dans l'ouest de l'Afghanistan, l'Italie étant aux commandes⁴⁷. Les chefs d'État de l'OTAN font aussi la vague promesse d'« accroître la coopération avec l'Op ENDURING FREEDOM » [Traduction].

L'attention se déplace maintenant vers les détails de l'engagement du Canada dans la province de Kandahar. Même s'il n'est pas très emballant à lire (ni à écrire), ce processus est important sur le plan historique, car des décisions sont prises à cette époque qui ont eu une grande incidence sur l'évolution des opérations pendant l'année suivante. Si le Canada n'en était pas arrivé à la structure de forces obtenue grâce à ce processus, il est probable que les provinces de Kandahar et d'Helmand seraient tombées aux mains des insurgés à l'été de 2006.

Au début de mars 2005, des représentants militaires des quatre pays cherchant à diriger le Commandement régional (Sud) – le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les États-Unis – se réunissent à diverses occasions pour régler les détails de l'expansion de l'étape III. Les Britanniques souhaitent être à la tête du Commandement régional (Sud) et de la province de Kandahar. Le Corps à réaction rapide du Commandement allié en Europe, un quartier général de l'OTAN dirigé par le Royaume-Uni, se prépare à prendre le commandement du QG de la FIAS en août 2006, juste au moment où l'expansion de l'étape III doit avoir lieu⁴⁸.

Toutefois, des facteurs politiques internes poussaient les planificateurs militaires britanniques vers la province d'Helmand avec un groupement tactique et une ERP : ils furent donc obligés d'abandonner leurs plans dans la province de Kandahar et la prise du commandement du Commandement régional (Sud). Les Néerlandais proposent que le Commandement régional (Sud) soit dirigé en alternance par le Canada, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. La solution avait déjà été mise en œuvre auparavant avec la force de stabilisation en Bosnie (SFOR) et avait été considérée comme un succès. Le Gén Hillier, qui avait commandé la Division multinationale (Sud-Ouest) en Bosnie en 2001, connaissait bien la notion.

Soit dit en passant, pour les Britanniques, les facteurs politiques internes concernaient les activités liées aux stupéfiants et la conviction que la province d'Helmand était au cœur de ces activités en Afghanistan. Les opérations des Britanniques en Afghanistan étaient axées principalement sur la lutte contre les stupéfiants. Les commandants britanniques, dont le Lcol Stuart Tootal, en route vers l'Afghanistan avec le groupement tactique du 3^e Bataillon du Régiment de parachutistes, étaient contrariés par le fait que :

[Traduction]

[...] une partie de la mission du Royaume-Uni était clairement l'éradication des cultures d'opium. L'Afghanistan fournit 93 p. 100 de la production mondiale d'opium, la moitié de la culture étant produite dans la province d'Helmand. La majeure partie de la drogue arrive dans les villes occidentales sous forme d'héroïne et répond à la demande de 95 p. 100 des toxicomanes de Grande-Bretagne⁴⁹.

En effet, Tootal et d'autres indiquent à leurs dirigeants que cette éradication nuirait au soutien que la population locale accorde au gouvernement afghan dans la zone où ils se dirigent :

[Traduction]

J'ai soulevé cette question auprès des représentants de Whitehall qui nous ont mis au courant de la mission [...] Malgré les réserves, les partisans de la politique officielle ont insisté que la réduction de la production d'opium constituait un élément essentiel de la mission⁵⁰.

Une analyse canadienne fournie par le Lcol Robert Jensen, de l'Op ACCIUS, renferme des inquiétudes semblables à celles de Tootal en janvier 2005 :

[Traduction]

Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur les agriculteurs, qui constituent le maillon le plus pauvre et le plus vulnérable de la chaîne. Le programme de lutte contre les stupéfiants renforce les barons de la drogue, car plus on est haut dans la chaîne, plus on peut stocker de drogue. Le programme d'éradication supprimera le revenu des agriculteurs et augmentera de façon exponentielle les profits des intermédiaires et des barons de la drogue. Il faut concentrer les efforts plus haut dans la chaîne, ce qui est difficile, car bon nombre des principaux barons de la drogue ont des liens directs avec les fonctionnaires, les militaires et les politiciens les plus hauts placés⁵¹.

Par ailleurs, les participants canadiens aux discussions ont l'impression que le Royaume-Uni souhaite se détacher le plus possible du Commandement régional (Est), même sur le plan géographique. Les chefs politiques britanniques préfèrent mener des opérations de lutte contre les stupéfiants et de développement plutôt que de participer à la « guerre mondiale contre le terrorisme » des États-Unis. Dans les faits, il y avait chevauchement, mais une certaine forme de dissonance cognitive brouillait les choses. Le Royaume-Uni s'est donc concentré de plus en plus sur la province d'Helmand pendant le processus de planification du printemps 2005⁵².

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? L'idée que le Canada dirigerait le Commandement régional (Sud) avec une brigade multinationale établie au Canada commence à prendre forme. L'engagement du Canada à l'égard d'une ERP était un catalyseur de l'expansion de l'étape III en ce sens qu'il s'agissait davantage d'une ERP de la FIAS que d'une ERP de l'Op ENDURING FREEDOM. Toutefois, à mesure que les choses progressent sans plan détaillé, le cours des événements entraîne l'amalgamation des deux organisations. Il y avait d'ailleurs un précédent à cela : les ERP de l'OTAN dans le nord et l'ouest ont été appuyées par un quartier général de brigade et des facilitateurs et ont été qualifiées de « base de soutien avancée », ce à quoi ressemblait le QG du Commandement régional (Sud).

En mars 2005, ces idées se matérialisent en plans. Le Canada doit diriger une ERP dans la province de Kandahar, et le Royaume-Uni doit diriger une ERP et un bataillon d'infanterie légère dans la province d'Helmand. Pour leur part, les Pays-Bas lorgnent sérieusement la province d'Oruzgan. Au bout du compte, les quatre pays acceptent le fait qu'il est « dans l'intérêt des États-Unis d'assurer la réussite du transfert à l'OTAN des parties appropriées de l'opération en cours dans le cadre de leurs plans de transformation des forces des États-Unis en Afghanistan et dans la région, et qu'ils feront tout en leur pouvoir pour que cela se réalise⁵³ » [Traduction]. Il est nécessaire de disposer d'une capacité de « réaction/frappe » de l'envergure d'une brigade dans la région pour appuyer les combinaisons ERP-bataillon que les Britanniques et les Néerlandais envisageaient. Le QG du Commandement régional

devrait « accomplir une fonction de commandement et non de coordination au sein des divers groupes nationaux provinciaux » [Traduction]. Il y a toutefois une lacune sur le plan de l'aviation, qu'il faudra régler en temps et lieu.

Il convient de noter, surtout au vu des faits qui se sont produits en 2006, que les États-Unis estiment que toute disposition ne doit pas interférer avec leurs activités de repérage et de neutralisation prioritaires de chefs terroristes, et qu'il devrait y avoir des règles d'engagement « proactives » afin de permettre aux forces de lutter contre l'ennemi. Il est clair qu'il ne s'agit pas là d'une opération de l'ONU ou de l'OTAN dans les Balkans. Enfin, les représentants des États-Unis expliquent qu'ils ne veulent pas jouer le rôle de « pompier » régional et tirer les divers contingents nationaux d'un pétrin dans lequel ils se seraient mis⁵⁴.

À ce moment, on commence à se demander à quel niveau de menace les forces sur le point d'arriver seront confrontées. Selon une opinion d'origine non canadienne, « la principale menace à la stabilité de la sécurité dans la zone de l'étape III provient d'éléments criminels qui participent à la production et au trafic de drogue dans la région et qui entendent bien protéger leur commerce lucratif⁵⁵ » [Traduction]. Le groupe de planification quadripartite avait déjà exprimé une opinion légèrement différente selon laquelle « la zone de l'étape III serait le théâtre de défis militaires accrus⁵⁶ » [Traduction]. Selon le nouveau CEMD, le Gén Hillier :

[Traduction]

J'ai insisté sur le fait qu'il faudrait envoyer un groupement tactique complet à Kandahar pour accompagner [l'ERP], car 200 ou 300 soldats canadiens d'une [ERP] ne feraient pas une grande différence. Si la sécurité à Kandahar devenait très menacée, comme ce fut effectivement le cas peu après notre arrivée, ces soldats seraient bloqués dans des positions vulnérables sans qu'il soit possible d'assurer facilement leur sécurité ou de les secourir en raison des risques extrêmes qu'ils devraient affronter au quotidien⁵⁷.

Cela correspondait bien à ce que les quatre autres pays du Commandement régional (Sud) envisagent déjà : une ERP jumelée à un groupe-bataillon dans chacune des provinces qui leur avait été assignée.

Une escadre aérienne canadienne en Afghanistan?

Une fois de plus, comme à Kaboul, le manque de ressources d'aviation refait surface. Le Commandement régional (Sud) est énorme sur le plan géographique. Il faut donc pouvoir compter sur une réaction rapide (hélicoptères et appui aérien rapproché) en situations de crise. Le problème, c'est que les États-Unis envisagent de renoncer au contrôle

de l'aérodrome de Kandahar (KAF) et de concentrer leurs ressources d'aviation à la base de Bagram dans le cadre de l'étape III ou de l'étape IV. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas comptent déployer des hélicoptères et un appui aérien rapproché provenant de leurs forces. Qu'en est-il du Canada? Une vérification d'état-major est menée au sujet de la possibilité de déployer six CF-18, en se fondant sur la planification de 2001, et une autre au sujet de la disponibilité des hélicoptères⁵⁸.

L'histoire mouvementée de la perte de capacité du Canada en matière d'hélicoptères moyens remonte à l'époque sombre des années 1990, lorsque des décisions politiques ont entraîné la vente des Chinook CH-47 canadiens aux Pays-Bas, soit les mêmes hélicoptères que les Néerlandais déploient à Kandahar en 2005. Le Canada, qui a remplacé ses hélicoptères d'observation armés Kiowa, ses hélicoptères de transport tactique Twin Huey et ses hélicoptères CH-47 par un modèle unique optimisé pour le transport de cadres dirigeants, a été paralysé dans les années qui ont suivi, en particulier en Afghanistan. Même le Kiowa aurait été utile, car l'hélicoptère OH-58D Warrior des États-Unis, équivalent sur le plan fonctionnel, a fini par appuyer les forces terrestres du Canada en 2007-2009 en raison de l'absence de capacité canadienne.

Sous la direction du Gén Hillier, les FC lancent un programme d'acquisition d'hélicoptères moyens en 2005. Il faudra toutefois du temps pour récupérer la perte de capacité. On entreprend donc une vérification d'état-major pour voir ce qu'on peut faire. En 2005, les principales exigences sur le plan aérien dans le sud de l'Afghanistan incluent le transport de troupes, l'évacuation des blessés, la charge sous élingue pour le réapprovisionnement, le commandement et contrôle, la reconnaissance et la surveillance. Les planificateurs étudient les hélicoptères CH-124 Sea King et CH-146 Griffon. Pour une raison quelconque, le nouvel hélicoptère CH-149 Cormorant, suggéré par le Mgén Leslie à Kaboul, n'est pas retenu. On n'encourage pas non plus l'utilisation du CH-124 car, selon la vérification d'état-major, « l'utilisation du Sea King en Afghanistan réduirait davantage la capacité de la Force aérienne de s'acquitter de ses tâches de défense en soutien au Chef d'état-major de la Force maritime⁵⁹ » [Traduction]. Le message est clair : la Force aérienne et la Marine ne sont pas prêtes à laisser aller des hélicoptères en Afghanistan, sous-entendant que cela réduirait les activités de défense continentale de l'Amérique du Nord.

Il reste donc l'hélicoptère CH-146 Griffon. Comme des CH-146 ont été déployés en Afghanistan en 2009, la décision de ne pas les déployer en 2006 devient un enjeu historique grave. Selon une version circulant au sein des FC, si le CH-146 était déployé, le gouvernement risquait de ne plus vouloir investir dans un hélicoptère moyen et faire valoir que l'investissement n'était pas nécessaire. Rien dans les documents disponibles ne permet d'étayer une telle affirmation, même si elle était dans l'air à l'époque. Bien avant l'Afghanistan, le CH-146 faisait déjà l'objet d'importantes critiques concernant ses limites,

et ce, même s'il avait fait un bon travail en Bosnie avec la SFOR et au Kosovo avec la Force pour le Kosovo (KFOR), où les équipages lui avaient fait accomplir des tâches pour lesquelles il n'avait pas été conçu. Tout comme le véhicule aérien sans pilote tactique (TUAV), le Griffon traînait une mauvaise réputation, et ce, bien longtemps après qu'il ait démontré ses capacités.

Une combinaison de facteurs a fort probablement nui au déploiement des CH-146. Premièrement, le chef d'état-major de la Force aérienne de l'époque ne manifestait aucun enthousiasme et, entre la possibilité de déployer des CH-146 ou des CF-18 dans la province de Kandahar pour un appui rapproché, ce sont les CF-18 qui ont remporté la mise (même si, au bout du compte, ils n'ont pas été déployés non plus). Deuxièmement, le Gén Hillier était sceptique quant au CH-146 lorsqu'il commandait la Division multinationale (Sud-Ouest) en Bosnie en 2001, ce qui l'a peut-être incité à encourager l'achat d'hélicoptères moyens. Troisièmement, les coûts associés au déploiement de l'un ou l'autre, ou des deux types d'hélicoptères, ainsi qu'à la capacité d'appui aérien rapproché ont probablement intimidé certains bureaucrates⁶⁰. Une fois de plus, les tentatives d'économies ont compromis une approche globale de la structure des FC, ce qui, comme on le verra en 2006–2008, a réduit la capacité du Canada et l'a obligé à quémander l'aide d'autres forces aériennes à des moments cruciaux, réduisant ainsi son influence dans les milieux de la coalition.

Naissance de la Force opérationnelle en Afghanistan

Entre mai et août 2005, toutefois, les provinces d'Hérat et de Kandahar restent une possibilité, les planificateurs en étant toujours à déterminer à quoi ressemblerait le nouvel engagement dans le Sud. En mai 2005, le Gén Hillier souhaite que le Canada gère l'ERP pendant au moins 18 mois; le quartier général de brigade serait à la tête du Commandement régional (Sud) et la force opérationnelle du groupement tactique devait arriver en février 2006. La force opérationnelle serait déployée pendant douze mois et le quartier général pendant neuf mois. Le déploiement servirait de catalyseur à l'expansion de l'étape III et à la mise en place du commandement en alternance de l'OTAN pour le Commandement régional (Sud). Autrement dit, on considère généralement que l'engagement canadien dans le Sud durerait environ deux ans, et non pas sept comme cela a fini par être le cas. Il faut garder à l'esprit que le degré élevé de violence qui s'est répandu dans cette région n'avait pas encore commencé et que rien n'indiquait que l'insurrection allait durer si longtemps. La durée de l'engagement et la structure de la force étaient prévues en fonction de tâches liées à un cadre et à la reconstruction qui correspondent à un contexte de contre-insurrection de faible niveau, et non au contexte frôlant celui de la guerre conventionnelle qui est apparu en juin 2006⁶¹. Cette force porterait le nom de Force opérationnelle en Afghanistan pour la différencier de la Force opérationnelle à Kaboul.

Le Camp Julien serait démantelé d'ici octobre 2005 et on transférerait le matériel et les structures vers le sud. Le Centre d'entraînement national afghan, le personnel de commandement et l'équipe consultative stratégique en Afghanistan resteraient à Kaboul sous le commandement de la FO Afghanistan. La force opérationnelle du Sud devait être robuste – à ce moment, les planificateurs savaient bien qu'il fallait maintenir une capacité de puissance de feu indépendante. La structure de base de la force opérationnelle était la suivante : une batterie d'artillerie, une troupe d'UAV, un détachement de guerre électronique, une troupe de reconnaissance équipée de véhicules Coyote, des capacités en génie avec capacité de lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI), des équipes du renseignement d'origine humaine et de COCIM, ainsi que deux compagnies d'infanterie équipées de VBL III⁶².

À la fin de juin 2005, les quatre pays participant au Commandement régional (Sud) et à la transition vers l'expansion de l'étape III poursuivent leurs délibérations. Tous visent un changement de commandement vers février-mars 2006 et ont convenu d'un QG de brigade en alternance pour le Commandement régional (Sud). Fait à noter, les quatre nations ont convenu d'établir une unité médicale multinationale de rôle 3 à KAF pour y remplacer l'hôpital « Charlie Med » des États-Unis⁶³. Le Canada a accepté le commandement de cette installation, semblable à une installation multinationale créée par la Force de stabilisation en Bosnie. Cette unité médicale, d'une importante capitale, allait sauver la vie de nombreux Canadiens et Afghans. Le fait de disposer d'une unité de rôle 3 plutôt que de rôle 2 signifie qu'on peut y réaliser des interventions médicales beaucoup plus complexes quelques minutes, et non quelques heures ou même quelques jours, après un incident. Les États-Unis ont accepté de fournir en appui des hélicoptères d'évacuation médicale UH-60 Blackhawks de leurs Forces terrestres et HH-60 Pave Hawks de leurs Forces aériennes [U.S. Air Force].

À cette étape, la Roumanie a accepté de poursuivre la mission de sécurité de KAF, rôle qu'elle avait repris du Canada en 2002. Il reste toutefois à déterminer qui commandera les ETT des États-Unis travaillant auprès de l'Armée nationale afghane du Commandement régional (Sud) après la transition à la FIAS. L'OTAN constituait des équipes de liaison et de mentorat opérationnel, semblables aux ETT mais sans la capacité logistique, mais on n'envisageait pas qu'elles soient sous le commandement de la FO Phoenix (on se rappelle que la FO Phoenix était une organisation de l'Op ENDURING FREEDOM)⁶⁴.

Prise de décision

La décision concernant Kandahar est prise à l'été de 2005. La décision de déployer des forces d'opérations spéciales a été « prise unilatéralement par le premier ministre » [Traduction], mais elle n'a pas été rendue publique en raison d'un « climat politique national imprévisible⁶⁵ » [Traduction]. Par contre, le déploiement des forces conventionnelles n'a

toutefois pas été un fait accompli. Un fort lobby « l’Afrique d’abord » avec des partisans bien établis au MAECI, à l’ACDI et même au MDN, était d’avis que le Canada devrait affecter ses ressources militaires au Darfour ou au règlement du conflit au Soudan du Sud dans le cadre d’une « mission de paix » de l’ONU au lieu d’aller « faire la guerre » en Afghanistan sous ce qui était perçu comme le commandement des États-Unis. La faction « l’Afrique d’abord » avait le soutien du milieu universitaire, d’une partie des médias et même de certaines personnalités. Des éléments de cette faction tiraient parti de l’émotivité entourant le rôle du Lgén Roméo Dallaire dans le génocide au Rwanda pour favoriser une intervention canadienne ailleurs en Afrique. Il y avait aussi les problèmes continus à Haïti, et il semblait devoir y avoir un autre accord de paix israélo-palestinien. Le gouvernement Martin a donc été forcé d’examiner la possibilité de déployer des troupes au Darfour, au Soudan du Sud, au Moyen-Orient, à Haïti et à Kandahar.

Ce genre de problème s’était déjà produit dans le passé, plus particulièrement dans les années 1990. Le gouvernement du Canada, désireux de plaire à tous sans offenser qui que ce soit, avait envoyé des troupes canadiennes dans une multitude de missions à l’étranger sans penser à la durabilité. À un moment donné, les FC étaient présentes à Haïti, en Croatie, en Bosnie, en Macédoine, au Cambodge, en Somalie, puis au Rwanda et au Koweït. Les chefs militaires de l’époque ne s’étaient pas opposés à cet enthousiasme, avec pour résultat que les troupes étaient épuisées et la logistique sursollicitée.

En 2005, les chefs militaires ne comptaient pas répéter les mêmes erreurs que pendant la « décennie noire ». Ils avertirent le premier ministre que « les FC ne peuvent maintenir en puissance qu’une seule base de théâtre d’opérations à l’étranger et ne peuvent pas mettre en œuvre deux théâtres en même temps. Le soutien du renseignement, le soutien médical et le soutien logistique constituent tous des facteurs importants. Le déploiement d’une deuxième force opérationnelle est réaliste, mais risqué » [Traduction]. Le personnel de planification a envisagé toutes les possibilités et les combinaisons, analysant les avantages et les inconvénients de chaque option. Par exemple :

Darfour

Avantages :

Aucun.

Inconvénients :

Fierté et indépendance de l’unité africaine;

Peu d’alliés traditionnels;

Nombreux groupes rebelles;

Seuls les rebelles recherchent le soutien de la communauté internationale;

Manque d'accessibilité;
Réseau routier saisonnier;
Développement rudimentaire.

Soudan du Sud

Avantages :

Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies

Inconvénients :

Aucun mandat;

Aucune invitation;

Visibilité limitée pour le Canada sur le plan international;

Lutte entre de nombreuses factions;

Intérêts divergents;

Très grand pays.

En ce qui concerne l'Afghanistan, il s'agissait d'une opération de l'OTAN sous mandat de l'ONU. Elle faisait partie d'une plus vaste campagne contre le mouvement Al-Qaïda et ses groupes affiliés qui menaçaient les intérêts et les valeurs du Canada. Le Canada était déjà très engagé dans la reconstruction d'un État en déroute. Enfin, l'ERP et d'autres activités allaient permettre au Canada de mettre en œuvre une « approche 3D ciblée » afin de combiner les éléments de défense, de développement et de diplomatie dans un contexte multilatéral. Le Soudan, le Darfour, Haïti et le Moyen-Orient ne répondaient à aucun de ces critères ou conditions, contrairement à l'Afghanistan⁶⁶.

En effet, l'état-major a été très clair sur le fait que sans un engagement continu — le Canada s'étant déjà engagé pour l'avenir en acceptant une ERP —, la situation, déjà fragile, pourrait s'effondrer. Le résultat non déclaré était que le Canada contribuerait à quelque chose de semblable au Rwanda si les talibans parvenaient à reprendre le pays et que d'autres attentats comme celui du 11 septembre se reproduisent advenant la reprise des activités d'Al-Qaïda depuis l'Afghanistan.

Le gouvernement Martin a pris ces arguments en compte. Dans une série de communications effectuées entre mai et juillet 2005, le premier ministre accepte la nouvelle mission dans le sud de l'Afghanistan. Le cadre légal restait le même qu'il avait été depuis 2001 et le premier ministre accepta le raisonnement stratégique de 2001-2003 concernant les opérations canadiennes en Afghanistan comme fondement pour des « opérations de combat aériennes et terrestres dirigées contre Al-Qaïda, les talibans et les groupes armés qui s'opposent à la coalition en Afghanistan; d'autres opérations aériennes et terrestres,

y compris l'entraînement des forces de sécurité afghanes, la création d'une ERP; des opérations d'interdiction aérienne contre Al-Qaïda, les talibans, HiG et d'autres groupes armés anti-coalition dans l'espace aérien international; et d'autres opérations⁶⁷ » [Traduction].

Le 15 septembre 2005, le CEMD émet un ordre de déploiement :

[Traduction]

Le Canada déploiera une force opérationnelle de la taille d'un bataillon en février 2006 afin de relever sur place une unité des États-Unis au Commandement régional (Sud) tout en s'occupant d'une ERP. Un quartier général de brigade sera également déployé afin d'assumer le commandement du Commandement régional (Sud) sous mandat de l'OEF [Op ENDURING FREEDOM] et de diriger une brigade multinationale. Ce contingent canadien dirigera la transition du commandement du CR (Sud) entre l'OEF et l'OTAN et jouera un rôle de leader dans l'expansion de l'étape III et la fusion des missions de l'OEF et de la FIAS⁶⁸.

Pendant que toute cette planification est en cours, des rapports en provenance de Kandahar provoquent des inquiétudes au sujet de l'assassinat du mollah Mawlawi Abdullah Fayaz, le principal érudit religieux qui dirigeait la choura des oulémas de Kandahar. Son homologue de la province d'Helmand, Haji Baba, a lui aussi été assassiné, tandis qu'un autre mollah bien connu, qui se préparait à remplacer le mollah Lalojan assassiné, a été décapité en public. Il y avait aussi des « indicateurs d'insécurité à la hausse » dans deux districts provinciaux appelés Zharey et Panjwayi⁶⁹.

NOTES

1. CJTFSWA ASSESSREP, 25 avril 2002 et 5 juillet 2002.
2. CJTFSWA ASSESSREP, octobre 2002.
3. Tel que discuté dans Maloney, *Enduring the Freedom*. Voir aussi JTFSWA ASSESSREP, 12 novembre 2002.
4. CJTFSWA ASSESSREP, 16 août 2002 et 26 août 2002.
5. CJTFSWA ASSESSREP, 13 mars 2002 et 26 avril 2002.
6. CJTFSWA ASSESSREP, 27 septembre 2002 et 13 novembre 2002.
7. HQ ISAF report 44, 23 septembre 2003.
8. Message de Burgess à une liste de distribution, « NAC Discussions on Afghanistan », 22 octobre 2003.
9. HQ ISAF report 117, 5 décembre 2003.
10. Comd TFK SITREP Number 3, Week of 18 to 24 Aug 03, 24 août 2003.
11. Comd TFK SITREP Number 1, Week of 3 to 12 Aug 03, 10 août 2003.

CHAPITRE HUIT

12. Comd TFK SITREP Number 2, Week of 11 to 17 Aug 03, 17 août 2003.
13. Comd TFK SITREP Number 7, Week of 15 to 21 Sep 03, 22 septembre 2003.
14. Comd TFK SITREP Number 4, Week of 25 to 31 Aug 03, 31 août 2003.
15. *Ibid.*
16. Comd TFK SITREP Number 5, Week of 1 to 7 Sep 03, 8 août 2003.
17. Memorandum COS J3 to dl, 4 A 0013 2 G 1, « Afghan Planning-Transition/Exit Strategy Development », 19 septembre 2003.
18. Comd TFK SITREP Number 6, Week of 8 to 14 Sep 03, 15 septembre 2003.
19. *Ibid.*
20. Comd TFK SITREP Number 8, Week of 22 to 28 Sep 03, 30 septembre 2003.
21. SACEUR to CMC, « Possible Expansion of ISAF's Mandate in Afghanistan », octobre 2003.
22. Message to NDCC, « NAC Meeting », 21 octobre 2003.
23. Message LFWA HQ to dl, 22 août 2003.
24. COS SHAPE to dl, « ISAF Expansion-PRT Pilot Project », 7 octobre 2003.
25. Lettre du CEMD et du SM au MDN, « Replacement Strategy: Canadian Forces Contribution to ISAF », Annex #1 Working Binder #1, 28 novembre 2003.
26. « Canada's Contribution to a PRT in Afghanistan », 4 mai 2004.
27. Lettre du CEMD au MDN, « Possible Canadian Forces Contribution to Iraq », 7 septembre 2004.
28. COS J3 and J3 International to DCDS, « Op ARCHER-Staff Positions and ETT with CFC-A HQ », 21 octobre 2004.
29. Plusieurs membres de la FIAS ont participé à l'entraînement de l'Armée nationale afghane sans que la FIAS ne contrôle cet entraînement, ce qui complique les choses. La FO Phoenix était l'entité de l'OEF qui était le point central de cet effort; il relevait du CJCMOTF.
30. 3350-165/A37 15 G 1, « Establishment of Op ARCHER », 22 octobre 2004.
31. « Mini-JSAT-PRT », 5 août 2004.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*
34. Message to dl, « Deployment Order: PRT Strategic Reconnaissance Team », 7 septembre 2004.
35. « COS J3 Direction to Strategic Reconnaissance Team Leader-PRT », 18 octobre 2004.
36. 4 A 0013 Annex 1 5 G 2, « PRT SRT Report », 8 novembre 2004.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. *Ibid.*
41. *Ibid.*
42. *Ibid.*
43. Lettre au PM, 7 décembre 2004.

44. *Ibid.*
45. *Ibid.*
46. *Ibid.*
47. Le 10 février 2005, l'OTAN a annoncé l'expansion de la FIAS dans l'ouest de l'Afghanistan. La nouvelle zone, le Commandement régional (Ouest), englobait les provinces de Badghis, de Farah, de Ghor et d'Hérat. Ce processus a débuté le 31 mai 2005 lorsque la FIAS a pris le commandement de deux ERP supplémentaires dans les provinces d'Hérat et de Farah, ainsi que d'une base de soutien avancé dans la province d'Hérat. Deux autres ERP dirigées par la FIAS devinrent opérationnelles au début de septembre dans l'ouest : une à Chaghcharan, capitale de la province de Ghor, et l'autre à Qual'eh-ye Now, capitale de la province de Badghis, complétant ainsi l'expansion de la FIAS dans l'Ouest.
48. Briefing Note for the DCDS, « Report of Meetings in CENTCOM 7 Mar 05: CF participation in Operations in Afghanistan », 11 mars 2005.
49. Stuart Tootal, *Danger Close*, p. 27.
50. *Ibid.*
51. MLO report LCol R T Jensen, 30 janvier 2005.
52. Tony Blair, *Mémoires* (Paris, Albin Michel, 2010), p. 692-694. Dans ses mémoires, il explique clairement la décision d'engager des forces britanniques dans la province d'Helmand, la politique d'éradication et le degré de violence qui en a découlé.
53. « UK/NL/CA/ Afghanistan Quadripartite Conference: Military Talks », 13 avril 2005.
54. *Ibid.*
55. « Stage 4 CONOPS OPG 3 May SITREP », 3 mai 2005.
56. Quadrilateral Planning Conference with UK MOD, 11-13 avril 2005.
57. Hillier, *A Soldier First*, p. 343-344.
58. « CF-18 Deployments-NRF versus OEF/ISAF », 8 juin 2005.
59. « COS J3 Planning Guidance to J Staff for a Canadian Aviation Detachment in Afghanistan », 27 juin 2005.
60. Entrevue de Leslie, 26 octobre 2014. Certains renseignements proviennent d'une entrevue confidentielle réalisée par l'auteur le 11 janvier 2011 auprès d'un officier supérieur de la Force aérienne ayant participé à des opérations en hélicoptère pendant cette période.
61. Diapositives « Canadian Contribution to Afghanistan-Post-August 2005 », 16 mai 2005.
62. *Ibid.*
63. « Minutes of the ISAF Stage 3 Planning Conference 22 June 05 », 29 juin 2005.
64. *Ibid.*
65. WikiLeaks, message de l'ambassade des États-Unis à Ottawa au département d'État, « Le Canada accepte de fournir des forces d'opérations spéciales à l'OEF », 8 juin 2005.
66. Ébauche de briefing avec commentaire du CEMD « CF Operations for Afghanistan Post-Aug 05 », 21 juillet 2005.
67. CDS Directive, « Campaign Planning in Support of CF Transition from Kabul to Kandahar, Afghanistan », août 2005.
68. Message au dl, « Deployment Order: Afghanistan Transition Planning Conference 27 Sep-1 Oct, Qatar », 15 septembre 2005.
69. Message, Délégation conjointe canadienne du Conseil de l'Atlantique-Nord au QGDN, 9 août 2005.

OPÉRATION ARCHER :

ÉQUIPE DE RECONSTRUCTION PROVINCIALE À KANDAHAR, DE JUILLET 2005 À JANVIER 2006

Transition : Force opérationnelle Kaboul et Force opérationnelle Afghanistan

La fin des opérations de l'Armée canadienne à Kaboul et la mise sur pied des opérations à Kandahar ont nécessité énormément de coordination et de leadership. En effet, la Force opérationnelle (FO) Kaboul et la nouvelle FO Afghanistan ont travaillé côte à côte temporairement pendant la transition. La FO Kaboul devait maintenir l'escadron de reco ainsi que le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) en prévision des élections provinciales qui se tiendraient à l'automne à Kaboul et organiser le soutien de l'équipe consultative stratégique (ECS), tout en démontant le Camp Julien et la structure de soutien canadienne. Parallèlement, l'équipe de reconstruction provinciale (ERP) se réinstallait à Kandahar dans une conserverie convertie qui, plus tard, allait s'appeler « Camp Nathan Smith » – et il fallait une nouvelle force opérationnelle pour l'appuyer. Pendant ce temps, la FO Kaboul poursuivait les tâches de surveillance établies de longue date à Kaboul et les environs. En gros, elles assuraient un soutien en vue des opérations de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) pour l'inscription des électeurs de la province. Au début d'août 2005, la FO Kaboul, dirigée par le colonel (Col) Semianiw, a transféré le contrôle des opérations à la ROTO 4 de la FO Kaboul, dirigée par le Col Steve Noonan et qui est alors devenue la FO Afghanistan le 17 septembre 2005¹.

Le Col Noonan et son chef d'état-major, le lieutenant-colonel (Lcol) David Anderson, ont été les principaux acteurs de cette transition. Il n'était pas question d'improviser; par conséquent, bien avant que le quartier général (QG) de la nouvelle FO Afghanistan s'installe, ils ont mis au point leur plan de campagne avant de partir. Se servant du manège militaire de la place Cartier à Ottawa comme quartier de planification, l'état-major de la nouvelle FO Afghanistan a réalisé des simulations de guerre pour tout le processus².

Ce n'était pas une mince affaire à l'époque, puisque les Transmissions devaient maintenir les communications avec Kandahar, Kaboul et les grands convois qui emprunteraient l'autoroute 1 entre les deux villes. Même chose pour les officiers du Génie électrique et mécanique : leurs convois ne pouvaient pas se permettre une panne en traversant les provinces disputées de Wardak, de Ghazni et de Zabul. N'oublions pas qu'il ne s'agissait pas de simples déplacements administratifs et que l'insurrection gagnait du terrain dans le pays. Chaque aspect de la transition pouvait, en théorie, faire l'objet d'une attaque ennemie. Les deux organisations ont donc été renforcées pour mener la transition à bien³.

Une compagnie de véhicules blindés légers (VBL) III du 2^e Bataillon du Royal Canadian Regiment (2 RCR) et de l'élément de soutien national (ESN) veillait à la sécurité du déplacement. Une série de missions de reconnaissance, sous l'appellation d'opération (Op) CARTIER, ont été effectuées le long de la route de 450 kilomètres, une distance énorme en Afghanistan; il ne faudrait donc pas sous-estimer l'ampleur de ce que la FO Afghanistan allait entreprendre. Soit les convois devaient se rendre d'une escale protégée à l'autre, soit ils devaient être entièrement autonomes d'un point de vue défensif et pouvoir se mettre en position de laager la nuit au bord de la route. On a appelé ces options « Tunnel of Steel » et « Running Gun ». Au bout du compte, on a employé une combinaison des deux options en faisant une étape à Gardez.

On prévoyait que la FO Afghanistan cesse ses opérations à Kaboul entre la mi-septembre et le début octobre, une fois que les élections provinciales seraient terminées. Toutefois, le 8 octobre 2005, un énorme tremblement de terre s'est produit au Pakistan. Le gouvernement du Canada a décidé de dépêcher l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) dans la région touchée. La FO Afghanistan, déjà aux prises avec une préparation complexe, s'est vue pressée de soutenir l'Op PLATEAU, mais, par manque de temps, tout ce qu'elle a pu faire c'est envoyer du personnel de la coopération civilo-militaire (COCIM) à des fins d'évaluation ainsi que du personnel médical de l'hôpital de rôle 2 pour contribuer aux efforts⁴.

Le 22 octobre 2005, l'Op ATLAS a commencé, et les premiers convois se sont mis en route pour Kandahar. Il y a eu une attaque à l'engin explosif improvisé (EEI) sur l'autoroute 1, qui n'a fait aucun mort. Malheureusement, le soldat (Sdt) Scott Woodfield, du 2 RCR, est mort lorsque son VBL III s'est renversé sur l'autoroute 1 le 25 novembre. L'Op ATLAS s'est poursuivie jusqu'au début décembre. Pendant la transition, l'ennemi a aussi rappelé aux Canadiens que les opérations de la FO Kaboul n'étaient pas de tout repos non plus. Le 15 septembre, une attaque à l'EEI contre un véhicule Coyote du Royal Canadian Dragoons (RCD) a blessé deux soldats⁵. L'arrivée à bon port à Kandahar de tous les convois de l'Op ATLAS, sauf un en près de deux mois, est un énorme succès, non seulement du point de vue logistique, mais aussi stratégique. L'Op ATLAS a démontré qu'il était possible de mener de grands convois sur l'autoroute 1 dans un environnement hostile à l'époque. Que l'ennemi n'ait pas réussi à interférer, à perturber ou à détruire la force opérationnelle canadienne pendant qu'elle se déplaçait signifiait que les opérations dans la partie sud de Kandahar en 2006 pouvaient prendre place comme prévu et à temps.

La FO Afghanistan s'est installée dans un complexe vide à l'aérodrome de Kandahar (KAF) devant les baraques de contreplaqué qui abritaient la 173^e Brigade aéroportée; c'est dans ce complexe que se sont installées toutes les incarnations subséquentes de la FO Afghanistan jusqu'en 2011. Une troupe de construction de la 191^e Escadrille du génie

de l'air est arrivée de la Base des Forces canadiennes Comox et, de concert avec les sapeurs de la force opérationnelle, a commencé à construire le cantonnement qui abriterait les futurs contingents de l'Armée canadienne qui arriveraient à KAF⁶.

Néanmoins, la situation n'était pas parfaite. L'insurrection dans le Sud de l'Afghanistan gagnait en puissance. Il faut dire que l'Occident, en aidant le Pakistan à se relever du tremblement de terre, a sans le vouloir versé de l'argent dans les coffres d'organisations djihadistes dans ce pays. Les structures squelettiques des talibans qui avaient traversé la ligne Durand en 2002 pour échapper à l'Op ENDURING FREEDOM étaient en voie de rétablissement. Avec cet argent, ils ont repris du poil de la bête et étaient prêts à prendre leur revanche⁷.

La guerre dans le Sud, 2005

Il fallait maintenant donner suite à la décision d'envoyer une ERP canadienne dans la province de Kandahar au printemps 2005. Comme dans le cas de l'Équipe consultative stratégique – Afghanistan (ECS-A), l'Armée canadienne n'avait jamais déployé quelque chose ressemblant à une ERP et devait encore déterminer sa structure et ce qu'elle ferait. Pour compliquer le tout, l'ERP canadienne devait travailler au sein d'une équipe de combat d'une brigade des États-Unis qui non seulement prenait part à un conflit non orthodoxe, mais qui menait des opérations dans un environnement de commandement et de contrôle complexe.

La 173^e Brigade aéroportée formait la base de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Bayonet. Cette force opérationnelle se composait d'un bataillon d'infanterie, d'un bataillon d'artillerie aéroporté déployé en tant qu'infanterie et d'une compagnie de reconnaissance, en plus de la structure de soutien logistique. Sa zone d'action comprenait les provinces de Nimruz, d'Helmand, de Zabul et une partie de la province de Kandahar (à des fins de comparaison, cette brigade en sous-effectif couvrait une zone qui serait par la suite prise en charge par trois brigades de la Force internationale d'assistance à la sécurité [FIAS] en 2007 et presque deux divisions entières en 2010).

La FOM Bayonet devait prendre la relève de trois ERP : Helmand, Kandahar et Zabul. Quand le Canada s'est engagé à l'égard du Kandahar, la brigade en a pris deux sous sa responsabilité. Les Forces d'opérations spéciales (FOS) de la FO 71 puis de la FO 31 se sont chargées de la province d'Oruzgan avec le service aérien spécial de l'Australie, tandis que les FOS des Pays-Bas et de la France s'occupaient des districts de Registan, de Shorabak, de Spin Boldak et de Maruf dans la province de Kandahar, le long de la frontière pakistanaise. Les FOS relevaient toutes de la Force interarmées multinationale d'opérations spéciales – Afghanistan (CJSOTF-A), et non de la FOM Bayonet, mais pouvaient se retrouver dans la zone d'opération de la FOM Bayonet à tout moment⁸.

La FO Gun Devils, le 3^e Bataillon du 319^e Régiment d'artillerie de campagne aéroporté, dirigé par le Lcol Bert Ges, était chargé du reste de la province de Kandahar. Elle se composait d'une compagnie d'infanterie, d'un peloton d'artillerie, d'un peloton anti-char, d'un peloton mécanisé roumain et d'un peloton de police militaire. Il y avait un kandak de l'Armée nationale afghane de trois compagnies, mais l'une des compagnies travaillait avec des FOS, et une autre servait de garde stationnaire sur une base d'opérations avancée (FOB) dans le district de Shah Wali Kot.

En ce qui concerne l'ERP de Kandahar, son calendrier de rotation n'était pas aligné à celui de la FOM Bayonet et de la FO Gun Devils. Elle devait partir en juin 2005, alors que l'ERP canadienne ne devait arriver qu'en août. La FOM Bayonet et la FO Gun Devils ont dû trouver une façon de combler l'écart, mais pendant presque deux mois, les opérations de l'ERP ont cessé. Par comparaison avec l'organisation qui prendrait la relève, l'ERP des États-Unis sur place était peu nombreuse et surtout axée sur la protection, jouant un rôle de type COCIM plutôt qu'un rôle de renforcement des capacités ou de développement. Il y avait une organisation des Affaires civiles au niveau de la brigade, ainsi que des fonds provenant du Programme d'aide urgente des commandants, mais ces fonds étaient destinés aux tâches des Affaires civiles, et non au développement à long terme. Il n'y avait pas de lien entre l'ERP et le Programme national de solidarité (PRONASOL) ou les autres programmes nationaux émanant de Kaboul⁹.

En ce qui concerne le renforcement des capacités de sécurité, le QG du 205^e Corps de l'Armée nationale afghane était à Kandahar, mais il n'y avait qu'un seul kandak d'infanterie en sous-effectif, un kandak d'appui au combat et un kandak d'appui logistique au combat embryonnaire. Il y avait bien des équipes d'entraînement intégrées (ETT), mais l'Armée nationale afghane à Kandahar était loin d'être prête au combat en 2005. En ce qui concerne la police militaire, une équipe d'entraînement mobile de 20 personnes travaillait avec l'entrepreneur DynCorp, qui dirigeait le nouveau Centre d'entraînement régional, en plus de deux petites équipes de mentorat travaillant avec la police frontalière. Pour la plupart, les policiers sur place étaient d'anciens combattants de la milice afghane non formés ou partiellement formés¹⁰.

La FO Gun Devils a cherché à savoir ce qui se passait dans sa zone d'opération. Le profil d'activité de l'ennemi entre février 2004 et janvier 2005 était peu développé. Il y a eu des EEI, mais peu. La FO Gun Devils a appris qu'en février 2004, un EEI de type « araignée » avait été découvert à Sperwan dans le district de Panjwayi et qu'un bureau d'inscription des électeurs avait été attaqué à Talukan, aussi dans le district de Panjwayi. Le plus grand projet de reconstruction en cours dans la province était le pavage de la route périphérique, financé par l'Agence de coopération internationale du Japon, et qui consistait à paver l'autoroute 1 de la ville de Kandahar à la province d'Helmand vers l'ouest ainsi que l'autoroute 4 entre

KAF et Kandahar. D'octobre 2004 à avril 2005, sept EEI ont détonné sur l'autoroute 1, trois dans le district de Panjwayi, sur la route reliant Mushan à Bazaar-e Panjwayi, et trois sur l'autoroute 4. Ces EEI étaient munis de divers types de détonateurs reliés à des obus d'artillerie et de mortier. Ces dispositifs ont causé peu de pertes, puisqu'ils n'étaient pas assez puissants pour détruire les véhicules de patrouille de la coalition¹¹.

Au début 2005, l'ennemi semble avoir été surtout actif dans les districts montagneux et accidentés de Shah Wali Kot et de Mianishin, dans le nord de la province. Quand le pavage de la route reliant la ville de Kandahar à Tarinkot dans l'Oruzgan a commencé, au printemps, les équipes de pavage et leurs forces de sécurité ont eu maille à partir avec les talibans dans ces districts. Grâce à des analyses d'ISTAR, on a déterminé que le grand chef des opérations ennemies dans les districts de Khakrez, de Shah Wali Kot et de Mianishin était le mollah (Hayatullah) Khan, qui commandait huit cellules d'une quinzaine de combattants, en plus de deux cellules d'EEI¹².

Le reste de l'activité des talibans au Kandahar était concentré sur la capitale. Le mollah Osmani, un chef taliban éminent pendant le régime, dirigeait le groupe de Kandahar. Ses lieutenants étaient Hafiz Majid et le mollah Baqi. En 2004, ils contrôlaient au départ trois cellules d'action directe (d'une quinzaine de combattants chacune), une cellule d'EEI et une cellule logistique. Cette organisation avait essentiellement doublé au début 2005¹³ (voir la figure 9-1).

En 2005, la tâche première de la FOM Bayonet et de la FO Gun Devils consistait à protéger le processus des élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux (EANCP). Ce processus comprend l'inscription des électeurs, la création d'une liste de candidats, la campagne, la distribution des bulletins de vote, puis la collecte des bulletins et leur dépouillement. À l'instar des élections nationales de 2004, les élections provinciales de 2005 aideraient le gouvernement à rayonner en zone rurale, en plus de renforcer la légitimité du gouvernement et des mesures de reconstruction entreprises par la communauté internationale. Grâce à des analyses d'ISTAR, on savait que l'ennemi ferait des pieds et des mains pour s'ingérer dans les éléments et les étapes du processus des EANCP afin de contrecarrer les objectifs du gouvernement afghan. Les élections provinciales étaient un centre de gravité important des forces de la coalition; à ce titre, il était essentiel de perturber les insurgés, où qu'ils soient¹⁴.

La FO Gun Devils a examiné le calendrier du processus des EANCP et élaboré un plan de campagne pour l'appuyer. Les élections devaient se tenir en septembre 2005. Le plan de la FO Gun Devils se déroulerait en trois étapes. La première serait axée sur les manœuvres. Jusqu'en août, la FO Gun Devils exécuterait diverses opérations dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin pour y perturber l'ennemi. Une autre opération de moindre envergure aurait ensuite lieu, où la force opérationnelle parcourrait les districts de Zharey

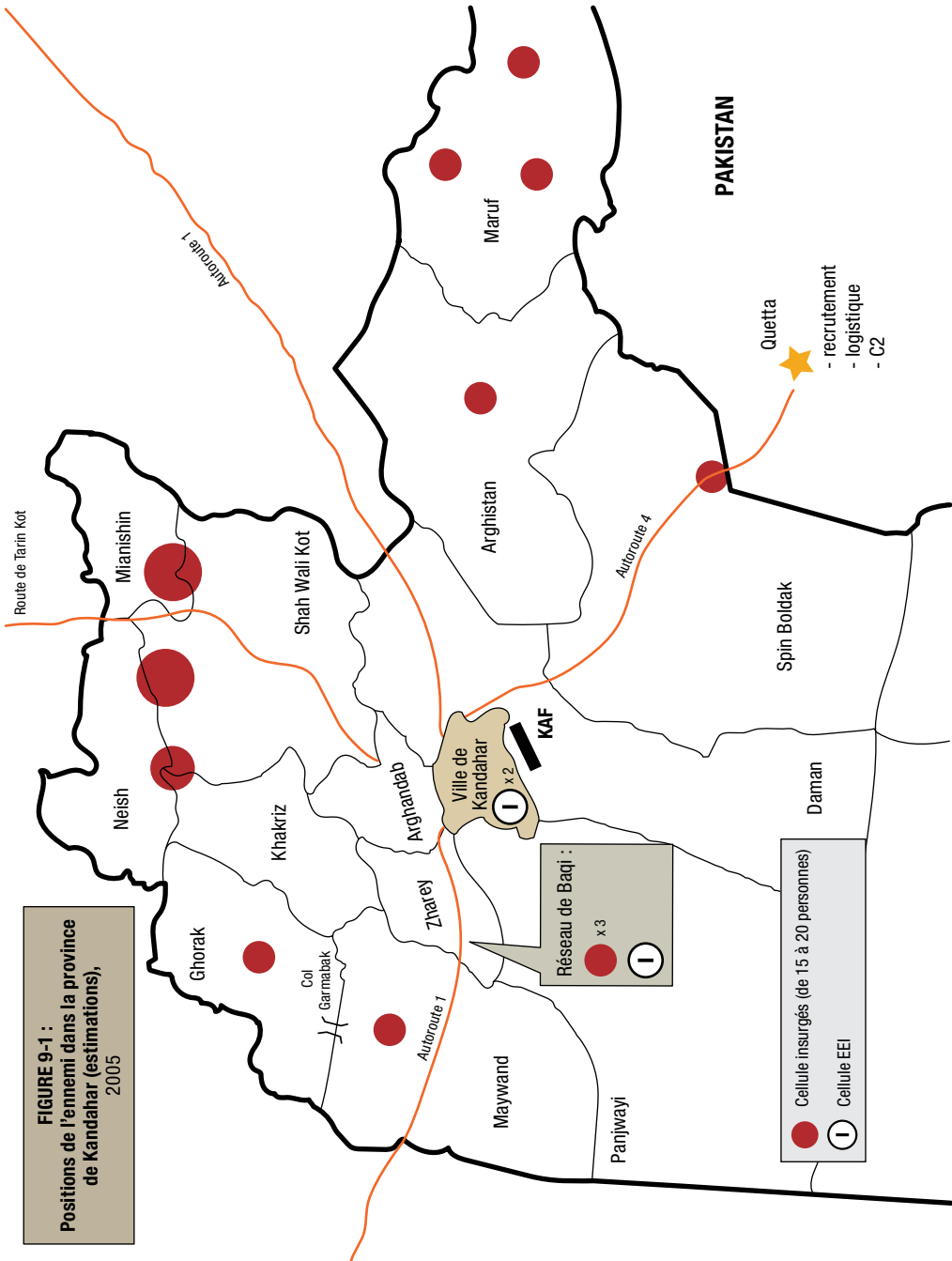


Figure 9-1 : Positions de l'ennemi dans la province de Kandahar (estimations), 2005

et de Panjwayi. La deuxième étape, axée sur la sécurité et l'information, commencerait en août, une fois que l'ERP canadienne serait sur le terrain. Les compagnies d'infanterie se déploieraient dans les communautés avec les forces de sécurité afghanes, distribueraient de l'aide de concert avec l'unité des Affaires civiles de la FOM Bayonet et l'ERP, et rencontreraient des chefs. Enfin, les forces se retireraient; les Afghans s'occuperaient de la sécurité des bureaux de vote, tandis que la force opérationnelle agirait à titre de force de réaction rapide (FRR) en cas de problème¹⁵.

Les principales opérations de la FO Gun Devils dans le district de Shah Wali Kot, DIABLO REACH et DIABLO REACHBACK, se sont transformées en fusillades inattendues et graves. Les embuscades se sont alors multipliées sur l'autoroute 1 tout au long de l'été 2005. La FO Gun Devils s'est vue forcée de réévaluer la menace. En fin de compte, l'ennemi était beaucoup plus actif et organisé que ne l'avait évalué la FO Bronco en 2004 ou que ce à quoi elle avait été confrontée. En juin et juillet, on rapportait presque constamment que des combattants et fabricants de bombes arabes, tchéchènes et punjabis pénétraient dans la province pour compenser les pertes locales essuyées par les cellules des talibans dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin au cours des opérations de la FO Gun Devils. Trois chefs religieux en vue et connus pour leur opposition aux talibans ont aussi été assassinés, de même qu'un administrateur dans le district de Shah Wali Kot et un juge dans le district de Panjwayi. Un convoi de l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB) a aussi été attaqué dans le district de Maywand. Six mollahs talibans se déplaçaient d'une zone rurale à l'autre pour y faire de la propagande¹⁶.

On a ensuite découvert que l'organe dirigeant des talibans, la choura de Quetta, s'était réuni au début juin. Le mollah Baqi, chef des cellules des districts de Zharey et de Panjwayi et ancien sous-ministre de l'information et de la culture sous le régime taliban, avait rencontré les mollahs Dadullah, Osmani et Mansour pour trouver des façons de semer la zizanie entre les tribus, attaquer les forces de sécurité et porter atteinte au processus électoral de 2005. La FO Gun Devils s'est essentiellement retrouvée mêlée aux premiers pas de cette campagne¹⁷.

L'intensification et la diversification de l'activité ennemie qu'on constatait maintenant en Afghanistan ne se limitaient pas à la province de Kandahar; les talibans et leurs sympathisants sont devenus beaucoup plus nuisibles dans le Sud à la fin 2004 et en 2005. La FO 71 de la CJSOTF-A, dirigée par le Lcol Paul Burton, et son remplacement, la FO 31, dirigée par le Lcol Don Bolduc, étaient chargées des opérations spéciales de niveau II menées dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Pendant leurs opérations dans la province d'Oruzgan au printemps 2005, les deux commandants ont remarqué un changement distinct dans la façon dont l'ennemi fonctionnait, changement qu'on a aussi constaté plus tard dans la province de Zabul. Les FOS des États-Unis ont commencé à essayer de plus en plus de pertes causées par

des tirs directs, et non seulement par des EEI. Lors de plusieurs missions d'exploitation de sites sensibles, les FOS ont découvert des preuves que des instructeurs tchéchènes et d'autres combattants étrangers de pays arabes travaillaient de concert avec les cellules talibanes. Une unité a même pris des photos de chefs et combattants étrangers morts¹⁸.

Quand les commandants de la FO 71 et de la FO 31 ont comparé leurs notes au programme de développement venant de Kaboul et examiné les tentatives de l'ennemi de s'ingérer dans la gouvernance de la province de Kandahar, ils ont conclu que l'environnement dans le Sud n'était pas encore propice au développement et ont tenté de convaincre la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) 76 et le Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) que la situation tactique était en train de changer. Ils se sont fait dire que l'OTAN refuserait d'accepter leurs évaluations, parce que cela nuirait aux messages politiques demandant à l'OTAN de prendre la relève de la mission, et que l'OTAN souhaitait faire de la stabilisation et non se lancer dans la contre-insurrection – malgré ce qui était ou non en train de se passer. À Kaboul, on refusait de plus en plus de croire à quel point le Sud devenait dangereux. Le major-général (Mgén) Kamiya et le lieutenant-général (Lgén) Eikenberry ont expliqué au Lcol Bolduc qu'ils ne pouvaient reconnaître la situation officiellement en raison des réalités politiques entourant l'expansion de la FIAS, mais que la FO 31 devait poursuivre ses opérations et se faire une meilleure idée de la situation au cours de l'année 2005¹⁹.

Op ARCHER : ERP au Kandahar

Le Col Steve Bowes a mené la première ERP canadienne au Kandahar. De concert avec le Groupe interarmées des opérations à Kingston, et après avoir analysé la façon dont les ERP déjà sur place fonctionnaient en Afghanistan, en particulier l'ERP britannique à Mazar-e Charif, le Col Bowes a conclu que la meilleure approche serait de délaissier les projets de type COCIM et de se concentrer sur les opérations de réforme du secteur de la sécurité et les efforts généraux de reconstruction. À son avis, cela contribuerait davantage à asseoir la sécurité dans la province. Les opérations tactiques de COCIM n'étaient pas ce qu'il y avait de plus efficace : il fallait développer la capacité de l'Afghanistan à gouverner à l'échelle provinciale et locale avant de stabiliser ou de sécuriser des domaines d'opération. Cela voulait dire que l'ERP devrait nouer des liens pour renforcer la capacité et faciliter le développement²⁰. L'ERP devait comprendre l'environnement dans lequel ses successeurs et elle-même devaient évoluer. Il n'existait aucune donnée à ce sujet. Quel était, au juste, l'état du développement dans la province? Comment les activités de développement, le cas échéant, cadreraient-elles avec les programmes nationaux émanant de Kaboul? L'ERP devait se structurer de façon à pouvoir acquérir cette information.



Photo : Auteur

En 2005, on a transformé une ancienne conserverie dans le nord-est de Kandahar pour y établir le Camp Nathan Smith, où logerait l'ERP dirigée par les Canadiens. On la voit ici du haut des airs, face au sud-ouest, avec le centre-ville de Kandahar au loin.

Des représentants du gouvernement canadien ayant pris part à la décision de déployer l'ERP souhaitaient adopter ce qu'on appelait à l'époque l'approche « pangouvernementale » en Afghanistan. Dans les années 1990, un général étatsunien, Charles Krulak, a créé l'expression « guerre à trois volets » pour décrire les activités simultanées de combat et de développement dans les États en déroute de l'époque. Le concept est devenu à la mode dans les rangs de défense des États-Unis et a par la suite été adapté par le général (Gén) Rick Hillier pour devenir l'approche 3D (défense, diplomatie et développement), dans laquelle les trois entités gouvernementales étaient censées travailler à l'unisson pour atteindre les objectifs nationaux du Canada dans un pays donné.

Il n'y avait encore jamais eu d'application pratique de ce concept dans le contexte canadien, et l'on n'avait jamais vraiment réfléchi à son opérationnalisation. On a demandé au Col Bowes et aux planificateurs du Groupe interarmées des opérations de se pencher sur la question. L'ERP devait donc se composer d'une équipe de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour le développement, d'une équipe des Affaires étrangères pour la gouvernance et d'une équipe de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour le maintien de l'ordre. D'autres organismes d'aide gouvernementale travaillaient dans la région, dont l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID) et le ministère britannique du Développement international. Tous deux ont accepté que leurs représentants dans la province se joignent à l'ERP. Ensemble, ces équipes formaient les « autres ministères du gouvernement ».

Parallèlement, toutefois, c'était la guerre, et l'ERP s'est vue forcée de contribuer aux aspects plus « cinétiques » du conflit, malgré ce que chacun souhaitait faire. On s'était servi de l'ERP de la FO Bronco comme d'une compagnie de manœuvre (ce à quoi elle n'était pas destinée) pour couvrir la zone d'opérations de la ville de Kandahar et non pas comme l'outil de renforcement des capacités qu'elle devait être. Il était question que la FOM Bayonet confiée à l'ERP canadienne le rôle de premier répondant dans le grand labyrinthe qu'est Kandahar²¹.

L'ERP canadienne à Kandahar, installée au Camp Nathan Smith dans le quartier nord-est de la ville, ne ressemblait à aucune autre organisation de l'histoire des Forces canadiennes (FC). Composée de 235 personnes, elle avait quatre grandes sections : les autres ministères, une compagnie de patrouille, des éléments habilitants de fonctions militaires et une unité de soutien. La compagnie de patrouille, fondée sur la Compagnie B du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), comportait deux pelotons de patrouille équipés de véhicules de patrouille blindés G-Wagon. Les éléments habilitants comptaient une équipe d'intervention contre les EEI et de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), avec ses robots et ses véhicules blindés Bison pour le transport des troupes, une équipe de COCIM, une équipe d'opération psychologique et une petite cellule du renseignement. Il y avait aussi un groupe de maintien de l'ordre, formé de miliciens autrefois contrôlés par Abdul Raziq, mais embauchés par l'ERP. Le peloton de miliciens du Col Tor Jan s'occupait essentiellement de la sécurité locale, accompagnait les patrouilles en tant qu'escortes et facilitateurs et menait des opérations de renseignement de source humaine à des fins de protection des forces locales. De façon générale, la compagnie de patrouille, les sapeurs de combat, l'équipe de NEM ainsi que les hommes du Col Tor Jan servaient de « système de mise en œuvre » de la protection pour les autres ministères et leurs activités²².

En particulier, les carences accablant les opérations de l'ACDI-FC à Kaboul n'ont pas été ignorées. Les nouveaux commandants à Ottawa ont affecté un million de dollars à l'ERP, sous la forme de ce qu'ils ont appelé un « Fonds de contingence du commandant », pour composer avec les « écarts imprévus » au moment où l'ERP passait du contrôle des États-Unis à celui du Canada. Le Fonds de contingence du commandant devait aussi permettre au commandant d'influer sur son domaine d'opération au moment voulu en ayant les moyens financiers pour répondre aux besoins de la mission²³.

Les opérations dans la province de Kandahar et la ville de Kandahar

Le personnel de l'ERP à Kandahar a appris à bien connaître la ville et la province. La plupart des soldats de la Compagnie B avaient participé à la rotation de 2002, mais leur connaissance de la province se limitait aux environs de KAF. Maintenant, trois ans plus tard, ils couvraient beaucoup plus de chemin lorsqu'ils faisaient des patrouilles d'évaluation et

escortaient les autres ministères. La ville de Kandahar comptait au moins 500 000 habitants et sans doute tout autant dans les environs immédiats. Comme il n’y a pas de panneaux de rues ou de systèmes de contrôle de la circulation et que la planification urbaine est quasi inexistante, les patrouilleurs ont donné des noms aux routes et aux endroits clés. Il y avait Electronic Square, où l’on vendait des électroménagers; Crop Circle, un carrefour giratoire où poussait du blé; Crane Route, une route dominée par les restes rouillés d’une immense grue; et Martyr’s Circle, l’équivalent d’un cénotaphe. Le chemin le plus dangereux était l’autoroute 4, qui partait des « Arches dorées », la porte d’entrée de l’Est, jusqu’à KAF. L’autoroute 4 rejoignait l’autoroute 1 sur Angle Road en direction ouest : ces zones canalisait les mouvements et étaient de bonnes cibles pour des attaques aux EEI. C’est d’ailleurs à cet endroit qu’a eu lieu une ambitieuse embuscade des moudjahidines en 1982, qui a détruit 30 véhicules soviétiques, à la suite de quoi les Soviétiques ont rasé les immeubles du coin au bulldozer²⁴. Le « cône » Nord de la ville s’appelait Loy Wala, un endroit interdit qu’on disait infesté de sympathisants des talibans²⁵ (voir la figure 9-2).



Photo - Auteur

En 2005, les patrouilles de l’ERP canadienne se retrouvent devant une infrastructure municipale délabrée et sans grande gouvernance municipale. Cette patrouille a garé ses véhicules G-Wagon à côté d’un dépotoir de déchets humains dans le centre de la ville pendant qu’elle procédait à l’évaluation du site d’une école.

Parmi les principaux endroits où la compagnie de patrouille devait escorter les gens de la COCIM, du MAECI, de l’ACDI, de l’USAID, du DFID et de la GRC dans la ville, notons le palais du gouverneur, sa maison d’accueil, le Comité de développement provincial

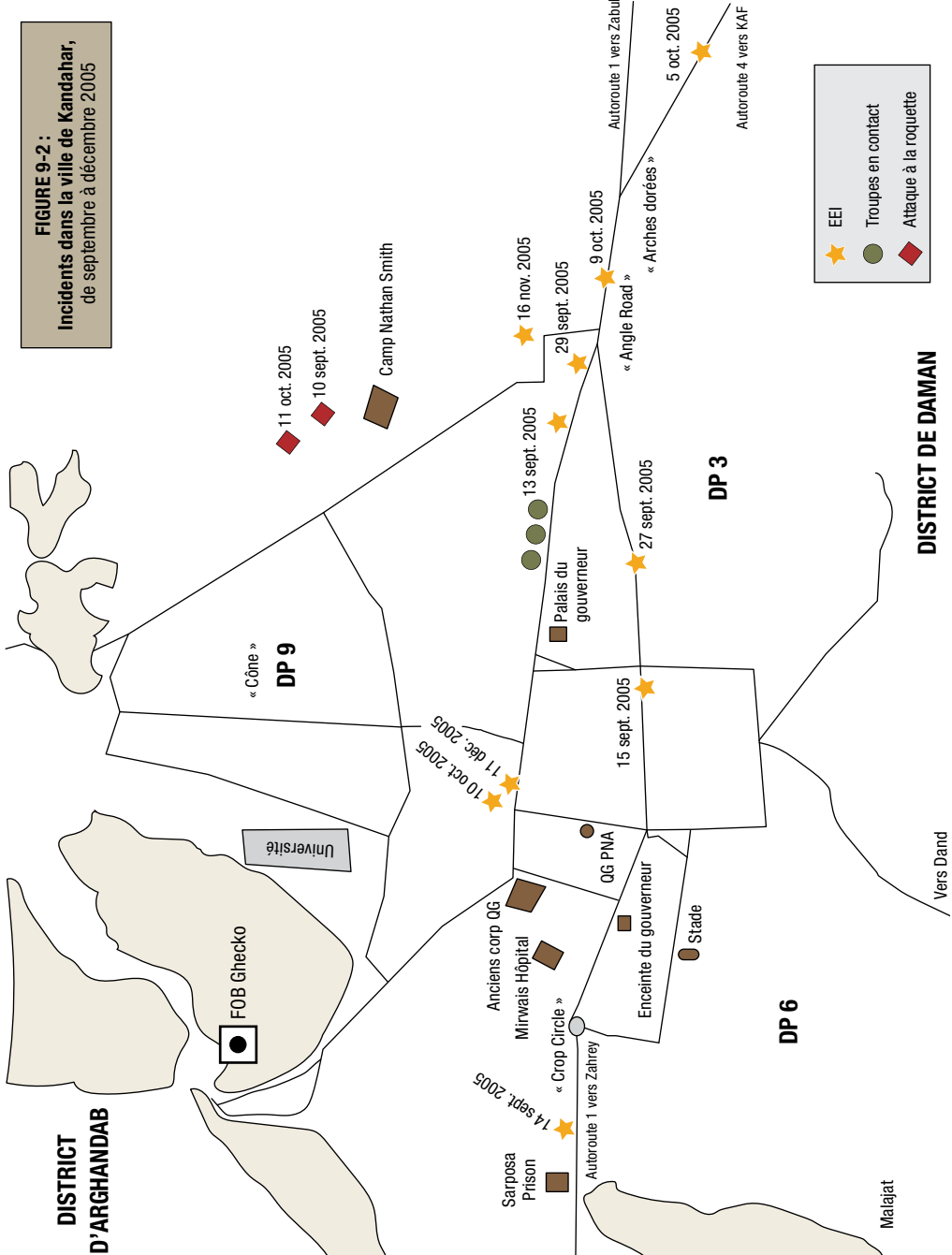


Figure 9-2 : Incidents dans la ville de Kandahar, de septembre à décembre 2005

(CDP), le poste de police et le QG du 205^e Corps. Par exemple, si le représentant de l'ACDI voulait rencontrer le CDP, une patrouille de trois ou quatre véhicules G-Wagon et d'équipages armés planifiait le déplacement. Il fallait, entre l'ERP et le lieu de rencontre, varier les itinéraires et les rendre aléatoires afin de désorganiser le ciblage de l'ennemi. Le segment le plus dangereux était le retour, puisqu'il fallait tôt ou tard revenir au Camp Nathan Smith et que les chemins à proximité étaient peu nombreux, ce qui augmentait la prévisibilité. Il y avait des culs-de-sac, des débris sur la route, des charrettes tirées par des ânes et des foules de gens, dont beaucoup revêtant la burka. Dans cet environnement, la discipline des troupes était primordiale pour éviter de tirer sur les mauvaises personnes. Les officiers de rang subalterne devaient être irréprochables. Tuer la mauvaise personne pouvait entraîner une émeute ou une manifestation de masse, ce qui pouvait avoir un effet domino sur d'autres opérations s'il fallait faire intervenir d'autres forces²⁶.

Plus l'ERP s'avavançait dans les districts ruraux à l'automne 2005, plus elle découvrait la diversité du terrain et la beauté frappante de la province de Kandahar (voir la figure 9-3).

Chaque district – et l'ERP les a pratiquement tous visités les premiers mois – avait ses propres caractéristiques. Registan et Shorabak abritent le désert du Registan (appelé indifféremment « Reg Desert » ou « Red Desert » par les forces de la coalition), avec ses dunes de sable ondulantes, ses affleurements rocheux et ses nomades kouchis à dos de chameau. Maruf est un district montagneux au terrain accidenté et comptant de vastes vallées jouxtant la frontière pakistanaise. Spin Boldak est encaissé entre Registan, Shorabak et Maruf. « Spin B » est le point d'entrée du commerce régional pour l'autoroute 4, après KAF, menant à Kandahar; c'est en fait un point d'entrée régional millénaire²⁷.

La rivière Arghandab traverse la province. Plusieurs districts chevauchent la rivière et son approvisionnement vital en eau de tous les côtés : Maywand à l'ouest; Zharey et Panjwayi et leurs champs de raisins au nord et au sud; Arghandab et ses vergers, jusqu'aux districts rocheux Shah Wali Kot et Mianishin; puis vers la province d'Oruzgan. Ghorak, Khakrez et Nesh sont des districts ruraux éloignés dans le nord-ouest, retranchés derrière des montagnes et comptant peu de routes. Au sud de la ville, le district de Dand, prospère et peuplé, fait le lien entre Panjwayi et les alentours de KAF. À l'est de KAF, le district accidenté d'Arghistan connecte la ville à Maruf. L'autoroute 1 traverse la province de Zabul à Helmand²⁸.

L'ERP a vite constaté qu'un terrain humain se superposait au terrain géographique. Un soldat de la rotation de 2002 savait que des Pachtounes collaboraient avec la coalition contre les talibans; c'était une situation binaire. Si ce même soldat revenait dans la province en 2005, il apprendrait qu'il existe maintenant près de 26 groupes et sous-groupes tribaux pachtounes dans la province, plus ou moins divisés en deux confédérations, les Durrani et les Ghilzai. Les allégeances changent au gré des intérêts économiques et des ambitions



FIGURE 9-3 :
Districts et caractéristiques de
la province de Kandahar,
2005

Figure 9-3 : Districts et caractéristiques de la province de Kandahar, 2005

de pouvoir; il n'est donc pas facile de savoir qui est qui et ce que veut chacun, surtout que de l'aide financière allait venir et que les talibans tentaient délibérément d'envenimer les conflits et les tensions entre tribus. L'ERP s'est fait une meilleure idée de cette dynamique au cours de la première rotation, ce qui a été fort utile aux rotations canadiennes subséquentes pendant les cinq années suivantes²⁹.



Photo : Auteur

Les patrouilles de l'ERP dans le district de Spin Boldak, à la frontière pakistanaise, ont découvert que les forces afghanes, même si elles se servaient de crayons plutôt que de pixels, comprenaient bien mieux la situation à la frontière que les forces de la coalition.

La guerre aux EEI commence dans le Sud

L'ERP canadienne, comme les unités canadiennes à Kaboul, comptait sur des capacités de NEM à des fins de protection des forces. L'utilisation d'EEI n'était pas nouvelle dans la province de Kandahar; les forces antigouvernementales s'en servaient dès le printemps 2003. Ces dispositifs n'étaient guère complexes, mais l'Op ENDURING FREEDOM a pris les mesures nécessaires pour établir une cellule combinée d'exploitation des explosifs (CEXC, prononcée « sexy ») en 2003–2004, car elle craignait que les tactiques employées en Iraq soient adoptées en Afghanistan. CEXC a analysé les « signatures » et les procédures relatives

aux armes, recueilli de l'information sur les fabricants de bombes et leurs cellules de soutien, et transmis leur savoir aux unités qui arrivaient; les équipes canadiennes de NEM ont par la suite noué des liens avec cette cellule à KAF.

L'évolution des EEI dans le Sud a été fulgurante en 2005. Les EEI les plus primitifs se composaient d'obus d'artillerie ou de mortier reliés à divers types de détonateurs activés par la victime; c'était ni plus ni moins une mine improvisée. Ce dispositif s'est transformé en EEI à plaque de pression, où le poids d'un véhicule ou d'une personne active les deux moitiés d'une lame qui, par contact, déclenchent un circuit électrique faisant détoner l'engin. L'EEI à plaque d'écrasement en est une variante.

Les dispositifs radiocommandés sont apparus plus tard au cours de la rotation; ce type d'explosif permettait de cibler un véhicule ou une personne en particulier à l'aide d'un téléphone cellulaire. Ce type de dispositif a aussi évolué. Quand les insurgés ont compris que les véhicules de la coalition étaient de plus en plus souvent dotés de contre-mesures électroniques en 2004, les fabricants de bombes ont conçu un engin de type « araignée ». Une antenne était érigée hors de la portée du brouilleur, puis reliée par fil à la bombe. Un homme pouvait observer le mouvement du véhicule au loin et déclencher la bombe en appuyant sur un commutateur.

Tous ces types de dispositifs existaient en 2005 quand l'ERP est arrivée. Le nombre d'attaques dans la province de Kandahar, toutefois, était comparativement faible. Entre octobre 2004 et avril 2005, sept EEI ont détoné sur l'autoroute 1; trois dans le district de Panjwayi et trois sur l'autoroute 4. Deux EEI ont détoné en mai-juin, quatre autres en août. Toutes ces attaques ciblaient les forces de sécurité³⁰.



Photo : MDN AR2005-A01-145a

À l'automne 2005, la ville de Kandahar a été la cible d'une campagne de terrorisme urbain exploitant principalement les EEI. Ici, une équipe de NEM mesure le siège de l'explosion de l'un de ces dispositifs près de la porte d'entrée des « Arches dorées ».

Des changements notables survenus entre la fin août et octobre 2005 donnent à penser que les talibans ont aussi changé leur façon de penser. Comme premier changement, on a par exemple découvert une cache d'EEI fabriqués à l'aide de casseroles dans la région de Loy Wala après la détonation de quelques-uns de ces dispositifs dans un marché de Kandahar. Dans ce cas, les cibles étaient des civils et non les forces de sécurité. L'ennemi a ensuite commencé à exécuter des attentats-suicides avec EEI placés dans un véhicule. Cette méthode, plus spectaculaire, consiste à placer les EEI dans un véhicule quelconque – bicyclette, moto, charrette tirée par un âne, automobile ou SUV –, que le conducteur déclenche dans un acte de suicide. Une patrouille de l'ERP canadienne a subi pareille attaque le 5 octobre 2005; c'était la première fois qu'on utilisait ce type d'engin contre les FC.

Les attentats-suicides avec EEI placés dans un véhicule étaient différents, du point de vue de la qualité, des autres attaques. Premièrement, l'idée qu'un être humain soit prêt à se suicider pour tuer des militaires canadiens était suffisamment sensationnelle pour susciter une attention accrue de la part des médias. Cela n'a été payant que pour les insurgés et leur cause – toute publicité est bonne pour eux. Deuxièmement, la puissance explosive de ces dispositifs et les dégâts qu'ils ont causés dans un environnement urbain de grande densité étaient beaucoup plus terrifiants que l'explosion d'une mine improvisée faisant sauter un camion de police dans un district éloigné comme Ghorak. La combinaison de ces deux éléments – dégâts substantiels, peur généralisée et intérêt morbide des médias envers des formes de mort spectaculaires – a modifié la guerre des EEI. Du jour au lendemain, ce qui était un engin tactique conçu pour des effets tactiques avait maintenant des effets tactiques, opérationnels et stratégiques tout à la fois.

Du point de vue tactique et opérationnel, les patrouilles de l'ERP ont dû modifier leurs procédures et augmenter leur sécurité, ce qui a réduit le nombre de sorties qu'elles pouvaient faire. Cela a donc aussi réduit les possibilités de sorties que pouvait effectuer le personnel des autres ministères pour accomplir son travail, ce qui entraînait des répercussions potentielles sur la mise en œuvre du programme. Le taux de sortie s'est toutefois amélioré une fois que les patrouilles se sont habituées aux nouvelles procédures, mais la menace des EEI a haussé le niveau de danger au point d'entraîner des effets psychologiques négatifs sur l'ensemble du processus.

Du point de vue opérationnel et stratégique, l'instauration d'un climat de peur dans la ville a gravement affaibli le soutien du public envers le gouvernement, en plus d'ébranler la volonté des organismes d'aide non protégés à travailler dans la ville et la province. Avec un ralentissement de l'aide et des projets de reconstruction à Kandahar, le gouvernement perdrait encore plus de crédibilité auprès de la population, à qui on avait promis aide et reconstruction. Les insurgés ont exploité ce revirement non seulement dans la province, mais dans tout le Sud de l'Afghanistan. L'ennemi a ainsi gagné du temps qu'il a mis à profit pour cibler la population et intimider les chefs locaux. C'est exactement ce qui est arrivé dans le district de Shah Wali Kot d'août à octobre 2005.



Photo : MDN AR2005-A01-238aVBIED5Oct05

Vers la fin de l'automne, l'ennemi a commencé à commettre des attentats-suicides avec EEI, notamment à l'aide d'EEI placés dans un véhicule. Ici, une patrouille de l'ERP, à l'abri dans ses véhicules G-Wagon attend l'équipe de NEM sur l'autoroute 4, près de la montagne dite « no drug ».

Le recours aux EEI et aux attentats-suicides à l'aide d'EEI placés dans des véhicules a en effet beaucoup nui aux efforts de la coalition pour stabiliser la province de Kandahar. Entre septembre 2005 et janvier 2006, la compagnie de patrouille de l'ERP et les équipes de NEM ont répondu à plus de 20 incidents liés à des EEI à Kandahar. La compagnie de patrouille, dans ses véhicules G-Wagon à blindage léger, s'est fait attaquer quatre fois, dont trois ont causé des blessures graves et des décès chez le personnel canadien. L'année 2005 marque le début de la lutte que le Canada mènera pendant six ans contre les cellules d'EEI de l'ennemi dans la province de Kandahar.

Les élections de 2005

Le processus des EANCP commençait à peine quand l'ERP canadienne est arrivée. Suivant ses évaluations, la FO Gun Devils avait conclu que les forces militaires de l'ennemi dans le district de Shah Wali Kot étaient perturbées et qu'une menace manifeste à l'élection, le cas échéant, viendrait du réseau du mollah Baqi, dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Les activités anti-élections dans la province, toutefois, ont pris différentes formes. Une équipe du JEMB a été menacée à Pashmul, dans le district de Zharey. Plusieurs assassinats ont été perpétrés en septembre avant la tenue des élections : un à Panjwayi, où deux mollahs

ont été abattus par balle; un autre à Shah Wali Kot, où trois fonctionnaires ont été tués. Après ces attaques, le chef du district de Khakrez, qui se portait candidat, ainsi que trois de ses gardes du corps, ont été assassinés. Un autre fonctionnaire a été tué à Arghandab. La détonation d'EEI dans un marché de Kandahar ferait partie de la campagne d'intimidation³¹.

La FOM Bayonet a trouvé que ce que faisait l'ERP dans l'effort de coordination et de reconstruction contribuait de façon très générale à la réussite du processus électoral. Toute mesure positive à l'appui des Afghans était considérée comme faisant partie de cet effort. L'ERP y a pris part de multiples façons, en plus de ses opérations régulières.



Photo : Auteur

Une autre tâche importante de l'ERP consistait à sonder l'attitude de la population à l'égard de la reconstruction, du gouvernement et de l'insurrection. L'équipe des opérations psychologiques, dirigée par le sergent (Sgt) Reg Obas, en était chargée.

L'ERP, en collaboration avec la FO Gun Devils, a joué un rôle dans l'établissement du Centre de coordination interarmées (CCI). Cette organisation avait au départ été formée pour coordonner l'Armée nationale afghane, la police afghane, la Direction nationale de la sécurité et la force de sécurité de la coalition pendant les élections. La force de réaction provinciale de l'Armée nationale afghane était prête à intervenir partout où les insurgés menaçaient les activités de scrutin. Le CCI a tellement bien fonctionné qu'il est devenu un élément permanent de l'appareil de sécurité de la coalition en 2006 et a continué sous diverses formes bien après 2011³².

La compagnie de patrouille de l'ERP et les équipes de NEM étaient prêtes à intervenir en cas d'incident partout dans la ville pendant les élections. L'insuffisance de force substantielle de la coalition dictait ce rôle. La Force de soutien aux élections, une organisation ad hoc de l'OTAN déployée dans le pays pour les élections de 2004, n'irait pas dans le Sud. Seuls un bataillon d'infanterie légère des États-Unis et ses quatre compagnies ont été appelés et déployés dans le Commandement régional (Est) et le Commandement régional (Sud). Une compagnie était stationnée à titre de FRR pour la province³³. Quatre compagnies d'infanterie en sous-effectif s'occupaient de la sécurité des élections dans la province de Kandahar, dont une provenait de l'ERP.

Le niveau de violence commise le 18 septembre 2005 a été minime, et les avis sont partagés quant aux raisons. Des chefs talibans à Quetta ont annoncé par radio qu'il y aurait un cessez-le-feu pendant les élections. Certains commandants talibans n'étaient pas d'accord et comptaient quand même agir. Des porte-paroles du groupe HiG ont déclaré qu'ils perturberaient les élections, peu importe ce que les talibans feraient. Qui plus est, les talibans manquaient de fonds, et leur argent ne se rendait pas là où il devait aller dans la province. Les commandants locaux ou leurs sympathisants étaient donc moins motivés à organiser des attaques. On ne peut non plus exclure les opérations manifestes de perturbation menées par la FO Gun Devils dans le district de Shah Wali Kot et les mesures de sécurité mises en place dans la ville par les Afghans, l'ERP et les forces de la coalition. La combinaison de ces facteurs a de toute évidence donné à la choura de Quetta l'envie de rester tranquille. Des chefs talibans ont fait marche arrière et décidé de ne pas attaquer les bureaux de vote, comme ils l'avaient prévu. Après les élections, la choura de Quetta a décidé d'envoyer de nouveaux chefs et poseurs de bombes, ce qui donne à penser qu'elle n'était pas sûre de ses rapports de commandement et de contrôle³⁴.

Quoi qu'il en soit, la participation au scrutin au Kandahar a été l'une des plus faibles au pays. Seulement 25,3 p. 100 des 744 952 électeurs inscrits ont voté. La province d'Oruzgan, avec 23 p. 100, n'a pas fait mieux, mais c'est la province de Zabul qui en a eu le moins, avec 20,1 p. 100. Le taux de participation au scrutin dans la province d'Helmand, qui deviendrait extrêmement problématique en 2006-2007, a été de 36,8 p. 100. Ailleurs au pays, le taux était supérieur à 50 p. 100 et allait même jusqu'à 60 p. 100 dans certains cas³⁵.

Ce piètre bilan pourrait être partiellement attribuable à la violence et à l'intimidation des talibans. Toutefois, quand l'ERP a envoyé des patrouilles de COCIM et des opérations psychologiques après les élections, elles ont appris que l'absence du gouvernement dans les zones rurales, combinée à la corruption policière (dans certains cas, des policiers exigeaient de l'argent des électeurs pour les laisser voter), érodait gravement la confiance de la population envers le gouvernement dans certains districts. En effet, la distribution inégale des ressources d'aide et de reconstruction par le gouvernement provincial, qu'aggravaient d'autant plus les dissensions tribales, nourrissait le mécontentement³⁶.

Programmes de désarmement et de démobilisation

Le programme d'entreposage d'armes lourdes a été exécuté avec succès dans la province de Kandahar avant l'arrivée de la FO Gun Devils et de l'ERP canadienne. Le Camp Sherzai, quartier général du 1^{er} Bataillon de la 205^e Brigade installé près de KAF, abritait des chars T-55, des véhicules d'infanterie légère BMP ainsi qu'une variété de véhicules lance-roquettes multiples dans divers états d'entretien et de détérioration. En 2005, l'étape suivante de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) était en cours et, une fois sur le terrain, l'ERP a commencé à faire rapport sur le programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) dans ses communications avec le gouverneur provincial. Si, de leur côté, l'entreposage d'armes lourdes et le DDR se concentraient principalement sur les grandes formations miliciennes, le DGAI s'intéressait davantage aux petits groupes armés. Confisquer et entreposer une trentaine de chars sous le contrôle de la milice de Kandahar était déjà délicat, mais identifier puis désarmer vingt ou trente hommes qui avaient prêté serment d'allégeance à un chef local régnant dans les collines ou à un baron de la drogue était autrement complexe. C'est aussi un anathème pour la culture afghane, où chaque homme est censé être un guerrier. Porter la carabine fait partie de son identité.

En général, l'idée consistait à convaincre les Afghans d'appliquer le DDR à ces hommes et de leur donner le choix de se joindre à l'Armée ou à la police. Si un groupe s'avérait trop réticent, un comité DGAI du gouvernement provincial était censé exercer une pression par les pairs ou d'autres moyens non violents pour les convaincre. Un membre de l'équipe de COCIM de l'ERP représentait la coalition à ce comité. Le processus de DGAI au Kandahar a été long et a fait les frais de la politique locale et de ses manipulations. Comme le reste, le DGAI a été récupéré par les grands jeux de pouvoir entre les confédérations tribales, les groupements tribaux et leurs chefs. L'ERP avait des motifs de croire que certaines entités omettaient volontairement de révéler des caches d'armes pour se garder des options³⁷.

L'ERP a aussi observé la question de l'entreposage de munitions de la 15^e Division. Cet énorme entrepôt sous abri au nord-est de la ville, qui datait de l'ère soviétique, avait été fortement endommagé par la campagne aérienne de 2001. Des équipes de déminage continuaient de s'y rendre pour tenter de détruire les munitions restantes ou de les récupérer au profit de l'Armée nationale afghane. On craignait que des groupes armés illégaux, et pas seulement des insurgés, n'y pénètrent. L'équipe de COCIM de l'ERP a travaillé avec diverses entités afghanes gouvernementales et non gouvernementales pour tenter d'atténuer la menace que représentait cette possibilité³⁸.

Services de police

En ce qui concerne les services de police, la priorité des deux agents de la GRC faisant partie de l'ERP était d'évaluer l'état des forces de l'ordre au Kandahar. Sous les talibans,

la charia, ou loi islamique, était moyenâgeuse et brutale. Le système juridique d'avant les talibans, tout comme la bureaucratie, s'était complètement effondré. Il y avait une prison. Il y avait des gens en uniforme portant une arme et appelés « police ». Toutefois, il ne semblait exister aucun « tissu connecteur » pour relier police, lois, tribunaux et incarcération. Il n'y avait pas de système juridique en dehors du code social, le pachtounwali, ni de lien entre ce code et la nouvelle Constitution³⁹.

En réalité, la plupart des « policiers » dans la province de Kandahar étaient des miliciens qui étaient passés par le processus de DDR ou de DGAI. La police frontalière était, essentiellement, la milice privée d'Abdul Raziq à qui l'on avait donné des véhicules et des uniformes, puis qu'on avait étiquetée « police frontalière ». De même, les policiers patrouillant sur l'autoroute 1 étaient d'anciens membres de la milice afghane associés à au moins trois commandants locaux qui imposaient un « péage » aux camions⁴⁰.

Le problème, c'est que la réforme de la police, l'un des piliers de l'Accord de Bonn de 2001, et qui relève de la responsabilité des Allemands, ne s'est pas rendue dans les provinces. Que s'est-il donc passé en trois ans et demi? Les Allemands, comme l'a fait remarquer un observateur, « ont conçu et construit une «Mercedes», mais elle ne pouvait pas sortir de Kaboul. Elle était lente, ennuyeuse et déconnectée du reste du processus de développement » [Traduction]. Le plan des Allemands ne prévoyait aucun encadrement des policiers à l'extérieur de Kaboul une fois qu'ils avaient terminé leur formation dans la nouvelle académie de police et qu'ils étaient déployés. Quand le département d'État des États-Unis s'est rendu compte de ce qui se passait en 2003, il a instauré un programme d'urgence et confié à l'entreprise DynCorp le soin d'établir des centres d'entraînement régionaux dont les instructeurs étaient des policiers étatsuniens à la retraite. L'un de ces centres était à Kandahar près de KAF. DynCorp, toutefois, n'avait pas pour mission d'assister les policiers sur le terrain ou de servir de renfort à leur logistique inexistante : elle s'occupait uniquement de la formation de base⁴¹.

Vers la fin 2004, le Pentagone, sous l'égide de Rumsfeld, a questionné le département d'État et DynCorp sur l'efficacité de la formation des policiers, mais n'a pas obtenu les réponses qu'il voulait et a insisté pour qu'on améliore le programme. Quand l'ERP canadienne est arrivée en 2005, elle a découvert que le peloton de police militaire relevant de la FOM Bayonet avait été désigné équipe d'entraînement et d'assistance de la force policière et qu'une équipe d'entraînement mobile de Kaboul se déplaçait périodiquement⁴². C'était là les premières mesures concrètes de l'Armée des États-Unis pour tenter de réparer un programme de formation policière qu'on percevait de plus en plus comme un processus de développement collectivement bousillé par les Allemands, le département d'État et DynCorp. L'absence d'une stratégie de développement pour l'Afghanistan pendant la période de 2001 à 2004 a de toute évidence contribué à ce problème, mais le sous-financement du programme allemand et son approche limitée y étaient aussi pour quelque chose.



Photo : Auteur

Les agents de la GRC de l'ERP ont aussi fait tout ce qu'ils pouvaient, avec des ressources limitées, pour établir la force de police locale. Ils étaient appuyés par l'incorruptible colonel Hussain et son fils Niaz Mohammad, qui serait plus tard grièvement blessé en prêtant assistance à une patrouille canadienne.

Certains policiers étaient passés par le centre d'entraînement régional de DynCorp, mais ils étaient en minorité. Les agents de la GRC ont décidé qu'il valait mieux, avant toute chose, chercher à savoir qui avait suivi quelle formation, où étaient établis les postes de police secondaires, qui les contrôlait et de quel type d'appui ils bénéficiaient. Il fallait en effet brosser un portrait général de la situation avant de pouvoir penser à la coordination et aux recommandations.

Les conclusions n'étaient pas encourageantes. Il y avait dix postes secondaires dans la ville, qui seraient pratiquement tous inhabitables l'hiver, selon les critères canadiens. La majeure partie du personnel était illettré, certains n'étaient pas armés, il n'y avait pas de système de communication, et les véhicules étaient rares. Les insurgés avaient compromis au moins deux de ces postes secondaires, dont celui qui « contrôlait » la zone des « Arches dorées » sur l'autoroute 4. Il était évident que le chef de police de la ville n'avait pas la maîtrise de son propre service. La GRC a estimé qu'il faudrait deux mois pour former un agent et 18 mois pour former un commandant de poste secondaire. Il y avait trop d'acteurs externes et trop peu de coordination entre eux. Les détenteurs de pouvoir locaux, qui voulaient conserver leurs milices privées ou se servir de la police comme couverture pour leurs propres activités, exploitaient la situation. De l'avis de la GRC, il faudrait des années pour que la force de police soit efficace et professionnelle⁴³.

En ce qui concerne le système de justice, il semblait inexistant. La GRC avait remarqué que les mollahs du coin jouaient un rôle dans la résolution de différends, mais l'ERP ne comprenait guère la place qu'y occupait la religion. Les Italiens, chargés du pilier de la justice dans l'Accord de Bonn de 2001, n'avaient pas de représentants au sein de l'ERP ni même au Kandahar. La force de police, au moins, pouvait s'appuyer sur la structure, bien qu'imparfaite, établie par le département d'État et DynCorp. Rien de tel n'avait été mis en place pour le système de justice.



Photo : Auteur

Les patrouilles de l'ERP ont servi de système de mise en œuvre pour d'autres ministères gouvernementaux (AMG). Ici, un membre de la GRC évalue le site futur d'un poste de police secondaire.

Programmes de développement

L'ERP a pris part à une vaste gamme d'activités de développement. En gros, il y avait les projets à court terme et les programmes à long terme. En général, l'aphorisme « donne un poisson à un homme, il aura à manger aujourd'hui; enseigne-lui à pêcher, il aura à manger toute sa vie » correspond à l'aide et au renforcement des capacités, respectivement.

Certains projets de développement étaient plutôt gérés par le personnel des Affaires civiles des États-Unis affecté à la FO Gun Devils et le personnel de COCIM affecté à l'ERP. Les FOS des États-Unis avaient aussi leur propre équipe d'Affaires civiles, mais ses priorités n'étaient pas les mêmes. La coordination entre les trois était minime, en partie parce que chaque commandant étatsunien disposait de ses propres fonds au titre du Programme d'aide urgente des commandants. Le Canada n'avait rien de tel jusqu'à ce que le Col Bowes convainque le MDN d'établir un fonds de contingence du commandant.

Les organisations nationales d'aide humanitaire géraient et des projets et des programmes. Trois de ces organisations fonctionnaient dans le cadre de l'ERP : l'ACDI, l'USAID et le ministère du Développement étranger international du Royaume-Uni (DFID). La représentante de l'USAID, Ashley Abbott, avait accès à beaucoup plus d'argent que l'ACDI ou le DFID. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) était aussi censé prendre part à des projets et programmes ayant un volet de démobilisation et de démilitarisation, parce que les gens de l'ACDI à Ottawa ne voulaient prendre part à aucune activité comportant la moindre dimension de coercition, comme les forces de police, les prisons et le système de justice.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) était une autre organisation présente dans la province de Kandahar ne faisant pas partie de l'ERP. La MANUA était parfois inactive dans la province, quand son QG à Kaboul jugeait que la menace à la sécurité était trop élevée. Une trentaine d'ONG étaient au Kandahar. Peu d'entre elles avaient des contacts avec l'ERP, parce qu'elles se voyaient comme des entités neutres dans la guerre.

On se rappellera que les programmes du ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan, en particulier le PRONASOL, avec son CDP et les conseils de développement communautaire (CDC), étaient censés être en fonction au Kandahar depuis 2005. Ils ne l'étaient pas. En théorie, un CDP devait être sur place pour coordonner les projets du PRONASOL. Il n'y en avait pas. Cela s'explique en partie par la piètre capacité administrative du gouverneur Asadullah Khalid, le fait qu'il mettait l'accent sur les questions de sécurité dans la province et la dynamique politique entre les détenteurs de pouvoir du Kandahar, qui tentaient de s'accrocher à leurs acquis devant les changements d'influence qui s'opéraient sous leurs yeux.

En outre, même s'il y avait eu un CDP fonctionnel, personne ne comprenait, avant l'arrivée de l'ERP, quelle serait au juste l'interaction du programme de solidarité, du comité de développement et des conseils de développement communautaires avec les projets et les programmes déjà établis par les forces opérationnelles avec l'argent provenant de leur Programme d'aide urgente des commandants, l'ACDI, le MAECI, l'USAID, la MANUA et la trentaine d'ONG impossibles à contrôler. Il a fallu des mois pour que l'ERP ait l'heure juste.

C'est la raison pour laquelle le Col Bowes, Glyn Berry, du MAECI, et Michael Callan, de l'ACDI, ont décidé de tout faire pour convaincre la structure du pouvoir en place d'accepter l'établissement d'un CDP. Mais comme cela n'a pas eu lieu pendant le premier mandat de l'ERP canadienne, les Canadiens et leurs alliés de l'ERP ont dû élaborer d'autres approches. Sans le CDP et les CDC, il serait impossible de diriger vers la province en 2006 une part des fonds qui arriveraient sous peu à Kaboul par l'entremise de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). En effet, le robinet serait fermé tant et aussi longtemps que la structure du pouvoir du Kandahar n'accepterait pas les structures du CDP et des CDC.



Photo : Auteur

Niki Palmer, représentante du ministère britannique du Développement étranger international, sur le terrain avec le major (Maj) Sanchez King, officier de COCIM, dans le district éloigné du Maruf.

Le rôle de l'ERP est alors devenu encore plus prépondérant, ce qui a forcé le Col Callan, Glyn Berry, Michael Bowes, Ashley Abbott et Mathias Tut, du DFID, ainsi que d'autres acteurs à travailler plus étroitement pour trouver des solutions de rechange afin d'exécuter les projets et les programmes tout en insistant quand même pour mettre en œuvre le PRONASOL. Le Col Bowes a organisé une rencontre de synchronisation de l'ERP, pour agir à titre de CDP. Glyn Callan a joué un rôle de premier plan dans la conception d'un plan baptisé « Confiance dans le gouvernement » [Traduction], pour actionner la « pompe » du PRONASOL. Les représentants de l'ERP convenaient en général que parmi les sources d'insécurité dans la province, il y avait la réaction des forces antigouvernementales et des talibans face à la marginalisation politique ou leur passivité face aux talibans. Il y avait des différends quant à l'enregistrement des terres, les droits de pâturage et les droits sur les eaux. Il y avait le chômage chez les jeunes. Les structures de l'autorité de droit étaient inexistantes ou corrompues. Enfin, il y avait des éléments criminels opportunistes⁴⁴.

Les forces opérationnelles pouvaient se mesurer aux forces antigouvernementales ouvertes, mais l'ERP devait cibler les causes sous-jacentes de l'apathie et de la corruption et entrer en relation avec le peuple afghan, pas seulement ses chefs. Le niveau communautaire était primordial. Malheureusement, on n'avait pas assez de données sur les communautés dans la province. L'ERP devait se faire une idée du fonctionnement du système de justice. Il lui fallait savoir qui était propriétaire de quelles terres, quels étaient les différends et leurs causes.

Il lui faudrait au moins trois mois pour y parvenir. La police avait besoin de ressources, bien entendu, mais on ne s'était pas préoccupé de façon systématique de répondre aux besoins pour ce qui était d'encadrer des juges, des avocats et du personnel de tribunaux.

Le plan « Confiance dans le gouvernement » visait à⁴⁵ :

1. instaurer un environnement de confiance habilitant et réceptif aux programmes nationaux;
2. donner aux habitants des zones éloignées des raisons concrètes de soutenir la direction et la légitimité du gouvernement afghan;
3. implanter des réseaux directs entre les communautés touchées par l'insécurité et le gouvernement provincial;
4. promouvoir l'utilité et l'efficacité, et donc la légitimité, du processus démocratique dans sa plus récente incarnation – le CDP.

L'objectif était d'obtenir des subventions en bloc du CDP (et donc d'obtenir la bonne volonté des détenteurs de pouvoir) pour les affecter à des priorités locales. Ce sont les dirigeants communautaires, de concert avec le CDP, qui décideraient de ces priorités. Un comité directeur du plan « Confiance dans le gouvernement » (c.-à-d. un pseudo-CDP) assurerait la coordination avec le gouverneur. Le plan « Confiance dans le gouvernement » était conçu, sans qu'on le dise ouvertement, pour apaiser les préoccupations des détenteurs de pouvoir locaux, qui craignaient que les ministères du gouvernement venant de Kaboul ne les écartent et prennent les choses en main. Il devait aussi servir à répondre au besoin criant d'établir des liens entre les communautés éloignées et vulnérables et Kandahar. Avec le temps, on suppose, cela entraînerait une plus grande participation du PRONASOL. Là encore, il a fallu plusieurs mois pour se faire une idée de la situation dans la province, mais on a commencé à vanter les mérites du plan « Confiance dans le gouvernement » dès novembre et décembre 2005.

Par ailleurs, pourquoi le MAECI faisait-il affaire avec une organisation gouvernementale d'ordre provincial dans un pays non industrialisé? Même Glyn Berry, le représentant du MAECI au sein de l'ERP, n'en avait pas la moindre idée. Certains disaient que le modèle d'ERP de l'OTAN devait comprendre un diplomate (comme l'ERP allemande à Konduz) et que, par conséquent, toutes les ERP devaient en avoir. Dans le cas des Canadiens, le personnel du MAECI devait s'occuper de « gouvernance », mais les diplomates, comme l'a admis maintes fois Glyn Berry, n'avaient aucune formation de gouvernance au niveau provincial

ou communautaire. Les diplomates ont pour rôle d'interagir entre les gouvernements. Étant donné que les gens de l'ACDI à Ottawa ne voulaient pas avoir affaire avec les programmes de sécurité, il revenait aux représentants du MAECI de s'en charger, parce qu'ils n'avaient pas vraiment autre chose à faire à part servir de lien civil canadien auprès du gouverneur de la province.

Par conséquent, Glyn Berry et son assistante Erin Dorgan ont administré divers programmes internationaux du MAECI. Parmi eux se trouvait le Programme de la sécurité humaine, mais le MAECI à Ottawa n'y a accordé que 200 000 \$. En outre, le MAECI souhaitait affecter des fonds à la choura des femmes ainsi qu'au groupe de formation juridique des femmes. Les représentants du MAECI considéraient que leur rôle consistait à servir de renfort au plan « Confiance dans le gouvernement » et à encadrer l'éventuel CDP⁴⁶.

Pour ce qui est des gros travaux de développement, en revanche, l'USAID apportait tellement de ressources financières à la table que tout ce que les organisations canadiennes d'aide humanitaire envisageaient semblait ridicule. De plus, l'USAID était présente dans le pays et la province depuis 2002, et donc connaissait bien les structures du pouvoir, ce qui n'était pas le cas des agences canadiennes. L'argent étant source d'influence, on a tenté de mettre à profit la collaboration étroite entre Ashley Abbott et les autres représentants dans certains domaines pour se rapprocher des objectifs globaux. Encore une fois, la coordination faisait défaut, et comme il n'y avait toujours pas de CDP, l'ERP s'en est remise à ses relations personnelles pour harmoniser les projets et les programmes de l'USAID à ceux des autres agences.

La relation de travail étroite que l'USAID entretenait avec les FOS des États-Unis a mis en relief un autre problème qui s'est répété dans le contexte canadien. Où les projets des Affaires civiles et de COCIM se terminaient-ils et où les projets et programmes de l'USAID et de l'ACDI commençaient-ils? La COCIM avait habituellement pour rôle d'aider une force de manœuvre à maintenir de bonnes relations avec la population civile. En Allemagne de l'Ouest, pendant la guerre froide, la COCIM du Canada a indemnisé des fermiers allemands quand des chars avaient détruit des champs ou des routes lors d'exercices. Au Vietnam, les Affaires des États-Unis étaient chargées, en réalité, de graisser la patte des gens du coin pour faciliter la collecte du renseignement et susciter leur bonne volonté, ne serait-ce que temporairement. Les Étatsuniens en Afghanistan étaient, dans une certaine mesure, intégrés à la fois verticalement et horizontalement. Par exemple, si une force opérationnelle des FOS des États-Unis avait besoin de plus d'argent en aide humanitaire que ne pouvait lui en fournir le Programme d'aide urgente des commandants, elle pouvait demander à la représentante de l'USAID d'intervenir, car elle avait l'habitude de traiter avec des projets autant qu'avec des programmes. Dans le cas des Canadiens, l'ACDI n'avait pas de véritable expérience de travail avec l'Armée canadienne (du moins avant le Kosovo et jusqu'à un certain point seulement) et était davantage axée, en tant qu'institution, sur les programmes plutôt que sur les projets.



Photo : Auteur

La choura du district de Panjwayi, en décembre 2005, discute avec Ashley Abbott, représentante de l'USAID, qui disposait de beaucoup d'argent pour la construction de routes. Le district de Panjwayi deviendrait en moins d'un an le point de mire des opérations de l'Armée canadienne, jusqu'en 2011.

Dans l'ERP, les capacités de COCIM étaient limitées et, à ce titre, celle-ci se contentait d'assurer la liaison avec les autres agences. Le Maj Sanchez King et ses effectifs étaient les yeux et les oreilles du Col Bowes en ce qui concerne les projets et les programmes. Au fil du temps, l'équipe de COCIM s'est spécialisée dans certaines tâches que les autres refusaient ou pour lesquelles ils n'étaient pas mandatés, comme le démantèlement des groupes armés illégaux et l'entreposage de munitions.

La politique du pouvoir dans la province de Kandahar⁴⁷

Lors du premier mandat de l'ERP canadienne au Kandahar, le Col Bowes et les autres membres de l'ERP qui étaient en contact avec des représentants afghans supérieurs et intermédiaires ont commencé à percevoir les contours flous des jeux de pouvoir dans la société locale. Les soldats canadiens qui avaient servi dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afrique comprenaient en général qu'il y avait une sorte de façade à tout conflit, qu'à première vue les choses semblaient ou noires ou blanches. Avec le temps toutefois, le personnel d'expérience se rendait compte que les conflits comportaient souvent plusieurs couches, comme le verraient les Canadiens à Kaboul. Il y avait toujours quelqu'un qui profitait de l'instabilité et qui n'avait aucun scrupule à la provoquer au besoin. D'autres soutenaient les deux côtés à la fois, pour se ranger du côté du vainqueur. Et d'autres encore voulaient se venger des torts, perçus ou autres, subis dans le passé. Seul le temps passé sur le terrain pouvait révéler ces motivations et ces réalités aux Canadiens en mission en Afghanistan. L'existence de l'ERP en 2005 a accéléré ce processus et permis aux Canadiens de jeter un premier regard sur ce qui se tramait sous la surface au Kandahar et dans le Sud de l'Afghanistan.

Il ne fait aucun doute qu'un mouvement appelé les talibans existait bel et bien, et que la choura de Quetta, basée au Pakistan, contrôlait les opérations des insurgés, mais l'ampleur du mouvement ne faisait pas l'unanimité en 2005. On savait aussi que les talibans avaient des alliés parmi d'autres groupes djihadistes et qu'ils n'hésitaient pas à user de violence pour parvenir à leurs fins, quelles qu'elles soient. Parallèlement, cependant, les talibans évoluaient dans un environnement où plusieurs groupes se disputaient le pouvoir dans la province de Kandahar. Les dommages collatéraux, pour ainsi dire, engendrés par leurs disputes ont gravement nui à la capacité du Canada d'accomplir ses objectifs nationaux au Kandahar pendant les cinq années suivantes. Nous devons dès à présent examiner la structure du pouvoir pour en comprendre les effets dans les chapitres subséquents.

En 2005, le gouvernement du Canada et celui d'autres pays ont consacré des efforts considérables à étudier les divisions et les structures tribales du sud de l'Afghanistan. Toutefois, leurs recherches ne sont pas allées suffisamment loin et n'ont touché que certains

personnages clés et les tribus dont ils étaient issus. Grosso modo, on comprenait qu'il y avait rivalité entre les confédérations des Ghilzai et des Durrani, dans les tribus pachtounes, et que certaines tribus appuyaient les talibans et d'autres pas, mais c'était une vision élémentaire de la situation. C'est cette vision qui a dominé dans les cercles de la coalition de 2002 à 2004, malgré une certaine divergence entre les professionnels civils et militaires du renseignement ainsi qu'entre anthropologues (voir la figure 9-4).

Un excès d'idéalisme a gravement nui aux premières tentatives des Canadiens d'analyser l'état des lieux. Dans les premiers temps, les Canadiens n'ont pas examiné avec sérieux, dans leur analyse des rivalités tribales, ce que voulaient exactement les détenteurs de pouvoir ou même la teneur de leurs activités para-professionnelles. Le personnel de la police civile de la GRC au Camp Nathan Smith a tenté de le faire vers la fin 2005, mais ce travail n'a guère pris d'ampleur à l'époque. De façon générale, ce qui revenait le plus souvent, c'est l'argent et l'influence, comme c'est le cas au Canada et n'importe où ailleurs. La différence, c'est qu'il n'y a pas de limite fixe entre ce qui est licite et illicite au Kandahar. La situation pour ainsi dire post-apocalyptique dans laquelle se trouvait la province en faisait un territoire prêt à exploiter, que ce soit avec les narcotiques, les contrats de camionnage, la prestation de services de sécurité ou la distribution de l'aide humanitaire au nom d'organisations non gouvernementales ou d'agences nationales d'aide. En fait, toutes les factions trempaient d'une manière ou d'une autre dans ces activités.

Trois rivalités principales dominaient le Kandahar, auxquelles s'ajoutaient de nombreuses rivalités sous-tribales. La famille Sherzai, qui était barakzai, a été la première à avoir l'appui des FOS des États-Unis en 2002; cette famille était farouchement opposée aux talibans, car elle avait été la première à se faire envahir par les talibans au milieu des années 1990. Gul Agha Sherzai a été gouverneur jusqu'en 2004 et s'est servi de son pouvoir pour favoriser ses sympathisants pendant son mandat. Le président Karzai (un Popalzai) a écarté les Sherzai et nommé un gouverneur ostensiblement neutre en 2004. Les Sherzai se trouvaient affaiblis, mais connaissaient encore des gens pouvant protéger leur intérêt dans la province. L'un d'eux était le député Habibullah Jan, le chef de Senjaray, dans le district de Zharey. Il y avait d'autres acteurs en arrière-scène, mais ils se sont faits discrets et se sont déplacés vers des zones où les Popalzai ne dominaient pas (voir la figure 9-5).

Le nouveau gouverneur de 2005 était Asadullah Khalid, un Ghilzai de Ghazni. Toutefois, Hamid Karzai tentait de couvrir tous les fronts et a réussi à manœuvrer pour que son frère Ahmad Wali Karzai dirige le CDP. Les tensions entre Khalid et Ahmad Wali Karzai ont varié en intensité au cours des années suivantes, mais tout le monde savait qui jouissait de la plus forte influence. Cela dit, Khalid et Karzai avaient leurs propres activités para-professionnelles, mais ont réussi à les coordonner à leur avantage mutuel.

FIGURE 9-4 :
ERP – Factions tribales dans la province
de Kandahar, selon l'ERP,
2005

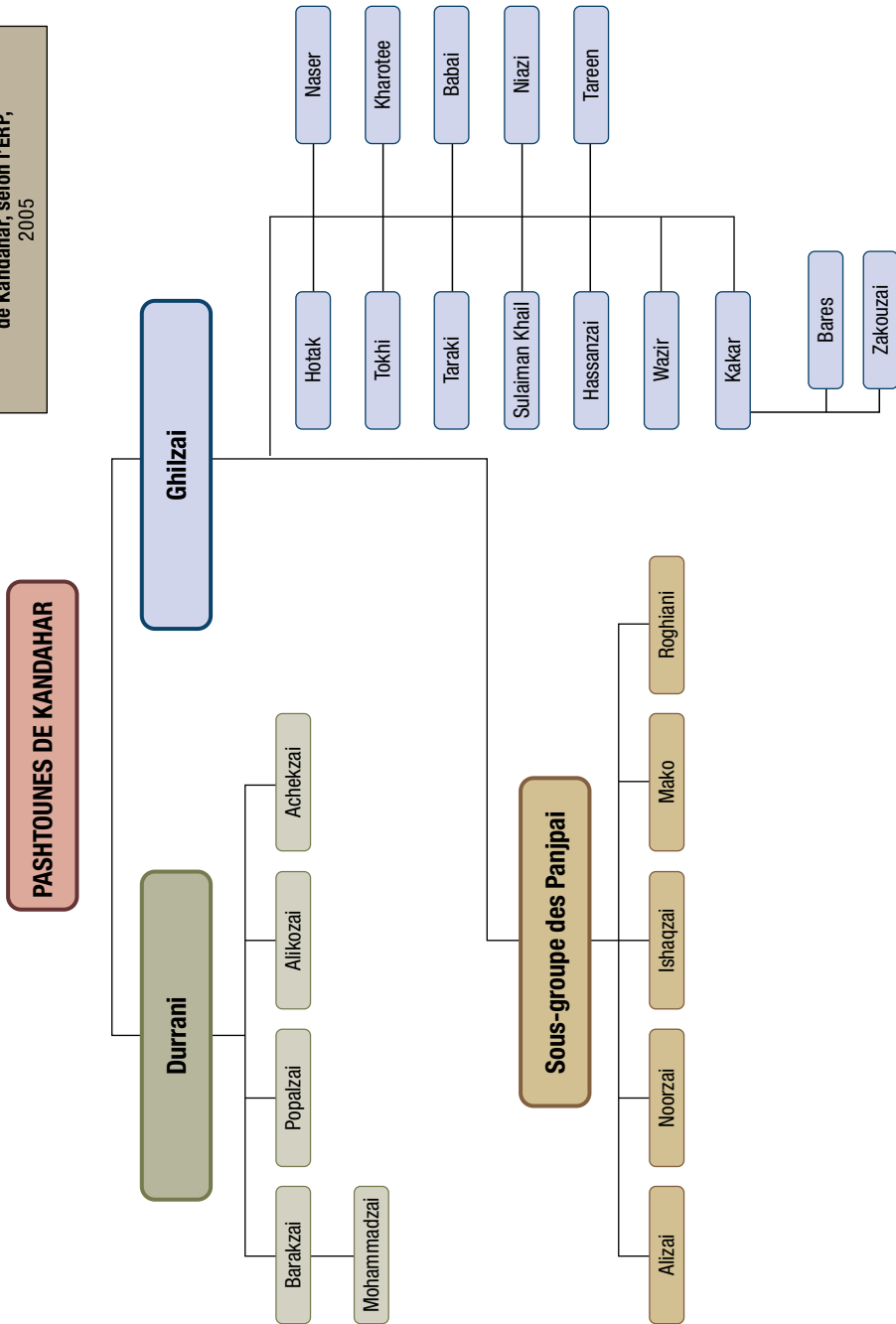


Figure 9-4 : ERP – Factions tribales dans la province de Kandahar, selon l'ERP, 2005

Source : « Good Governance in Tribal Areas Kandahar Research Project », 12 septembre 2005

FIGURE 9-5 :
Détenteurs de pouvoir dans la province
de Kandahar,
2005-2006

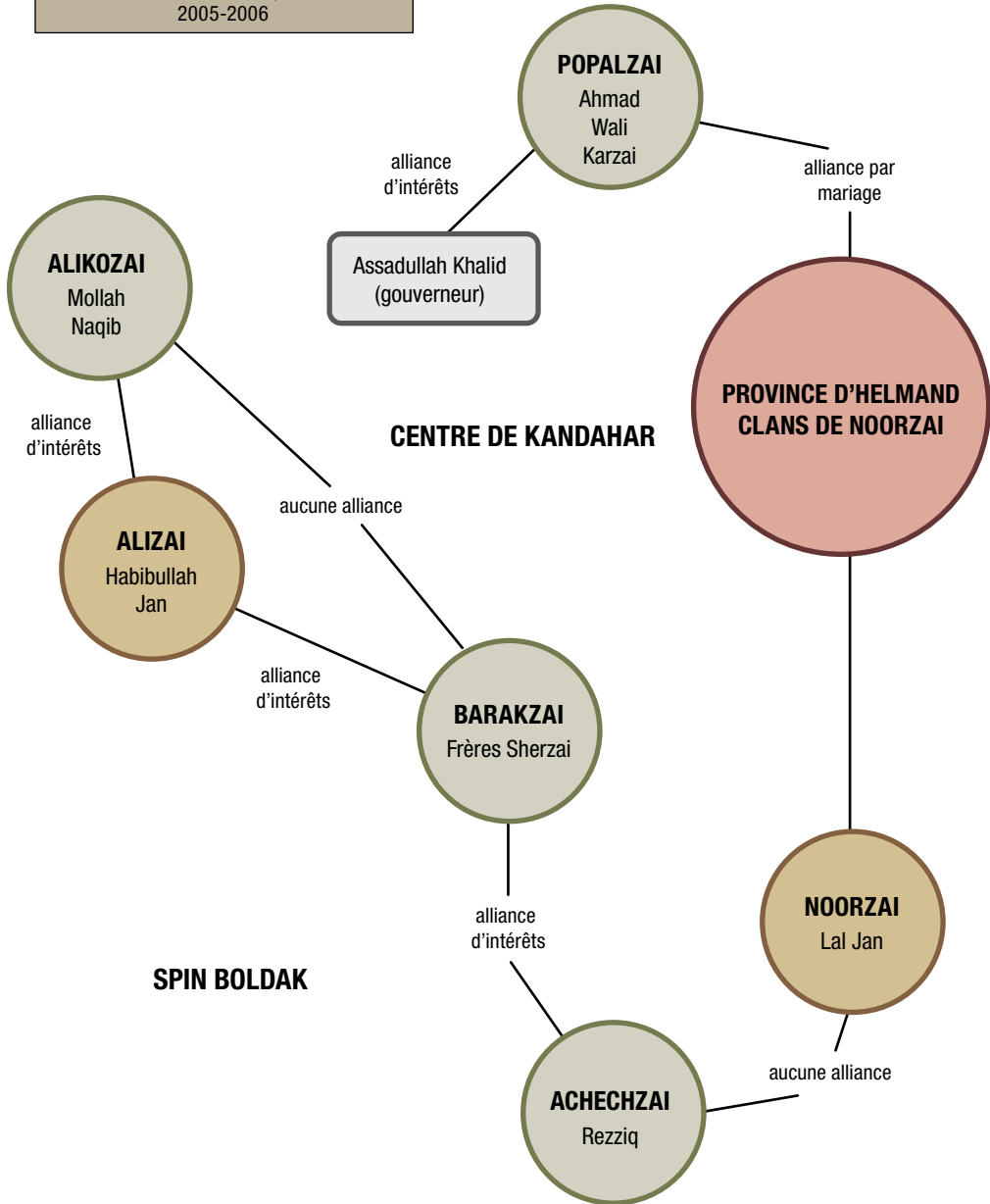


Figure 9-5 : Détenteurs de pouvoir dans la province de Kandahar, 2005-2006

Il y avait ensuite le mollah Naqib, chef de la tribu des Alikozai, dans le district d'Arghandab, l'éminence grise de la ville. Les Alikozai avaient appuyé les talibans quand ils ont pris les rênes de Kandahar des mains des Barakzai en 1996; ils ont ensuite changé de camp, en 2002, et recédé la ville à la structure du pouvoir des Barakzai. Quand les Popalzai ont évincé Gul Agha Sherzai et les Barakzai en 2004, Naqib et les Alikozai ont appuyé les Popalzai. Autrement dit, Naqib se rangeait du côté du camp qu'il jugeait le plus puissant. Cela avait une certaine légitimité, puisque quiconque contrôlait le district d'Arghandab, dont l'emplacement était stratégique par rapport à Kandahar, augmentait ses chances de contrôler la ville.

Plus au sud, la ville commerciale de Spin Boldak était aux prises avec une rivalité constante entre les Noorzai et les Achakzai. Les opposants comprenaient Haji Lal Jan, un Noorzai, et Abdul Raziq, un Achakzai. Chacun disposait d'une milice privée formée à la suite du processus de DGAI. La situation était quelque peu détendue, mais personne ne savait combien de temps cela durerait. Tout ce qu'on savait, c'est que Raziq connaissait des gens dans les structures popalzai et que tout le monde détestait les chefs noorzai pour s'être ouvertement rangés du côté des talibans en 1994.

Naqib et les représentants popalzai se considéraient avec prudence, mais, d'un autre côté, ni un ni les autres ne feraient ouvertement affaire avec les Sherzai ou leurs substituts. Au bout du compte, un statu quo s'est installé, dans lequel les Barakzai conservaient certains intérêts économiques sans se faire harceler par les chefs popalzai, afin de conserver la paix. Il semble qu'à l'époque, Naqib ait tenté de rester au-dessus de la mêlée autant qu'il le pouvait. Cela dit, il y avait toujours d'autres individus, aux échelons inférieurs des trois factions, pour causer des troubles à l'occasion. Et, bien entendu, les Barakzai voulaient se venger à la fois des Alikozai et des Popalzai pour leurs diverses trahisons de 1996 et de 2004.

Voici les principaux problèmes tribaux cernés entre le début et la moitié de 2005, par district :

- District de Ghorak : les Alikozai dominant, griefs tribaux mineurs;
- District de Khakrez : bastion des Alikozai, griefs contre les Barakzai en raison du manque d'aide au développement sous l'égide du gouverneur Gul Agha Sherzai;
- Kandahar (ville) : les Barakzai y détenaient le pouvoir politique jusqu'à ce que Karzai fasse entrer les Popalzai, ce qui a provoqué de fortes tensions entre les Barakzai et les Popalzai; les Alikozai ont obtenu les postes au niveau du secrétariat dans l'administration;

- District de Panjwayi : les Alikozai de ce district sont irrités par le manque d'aide au développement sous l'égide des Barakzai;
- Shah Wali Kot : tensions entre les Barakzai et les Popalzai;
- Maywand : bastion des Noorzai et des Ishaqzai;
- Daman : les Achakzai dominant, griefs tribaux mineurs.

Il importe de comprendre que toutes ces rivalités n'évoluaient pas en vase clos sans lien avec les talibans et leurs activités. C'est là ce qui était le plus difficile à comprendre et à accepter pour de nombreux militaires canadiens, et encore plus pour la population canadienne. De temps à autre, de jeunes analystes du renseignement ou des recrues de COCIM et des opérations psychologiques fraîchement débarqués déclaraient, comme si c'était la première fois, que tel détenteur de pouvoir avait des liens avec les talibans. La vérité, c'est que toutes les factions avaient des liens avec les talibans, et parfois même des liens parentaux avec des chefs talibans de rang supérieur et intermédiaire. Parfois, ils allaient même jusqu'à se narguer sur la radio pendant des opérations. Ce n'était pas les Alliés contre l'Axe en Normandie, ou l'OTAN contre le Pacte de Varsovie dans une Allemagne divisée. La situation ressemblait plutôt à ce qu'on voit dans les séries télévisées comme « Les Sopranos » ou « Deadwood »; l'ERP s'est peu à peu rendu compte, vers la fin 2005, que Kandahar fonctionnait selon un ordre sans droit.

Les opérations de l'ERP jusqu'à décembre 2005

Il est impossible de dresser la liste de chaque patrouille à long rayon ou de chaque interaction d'importance effectuée au cours du mandat de six mois de cette ERP. Ce qu'il faut retenir, c'est que les divers types de patrouille (renseignement, liaison avec les forces policières, COCIM, visites auprès des principaux chefs ou évaluations des districts) ont tous contribué à brosser un portrait d'ensemble de tous les niveaux de la société dans la province. Dans les faits, l'ERP a fait office de bataillon social d'ISTAR autant que de mécanisme de mise en œuvre pour les projets et les programmes. Dans une culture où la compréhension, l'hospitalité et les relations à long terme servent de monnaie d'échange, le premier déploiement de l'ERP en 2005-2006 a pavé la voie au succès du Canada dans la province.

L'insurrection de septembre à décembre 2005 évoluait d'un mois à l'autre. En septembre, il y a eu des EEI sur l'autoroute 1 à Zharey et sur l'autoroute 4 au sud de KAF. Une série de contacts a eu lieu dans la zone entre le district de Panjwayi et le sud-ouest de la ville de Kandahar, où la FO Gun Devils a mis au jour une filière clandestine de soutien aux insurgés en provenance de cellules actives dans le district de Zharey. De la mi-septembre à la mi-octobre, l'action s'est concentrée le long de l'autoroute 1 dans le district de Zharey, et les contacts se sont multipliés au nord de la ville, dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin. L'aérodrome a subi quelques attaques à la roquette. De la mi-octobre à la mi-décembre, le niveau d'activité sur l'autoroute 1 est demeuré élevé, les tirs de roquette ont continué sur l'aérodrome, et une nouvelle série d'EEI a commencé sur l'autoroute 4 entre l'aérodrome et la ville. Quand la FO Gun Devils s'est déployée dans les districts du Nord, elle a échangé des coups de feu avec des cellules d'insurgés à six occasions. Du côté du district de Maruf, les FOS de la France ont réussi à contenir une autre grappe de cellules vers la fin décembre. Il y a eu des problèmes dans le district de Panjwayi : la clinique de la ville de Nakhonay a été incendiée, l'école du village voisin de Chalghowr a été incendiée, et le gardien de l'école de Belanday a été kidnappé et pendu⁴⁸ (voir les figures 9-6 à 9-8).

L'ERP craignait néanmoins que la FOM Aegis et la FO Orion, qui prendraient la relève, ne comprennent pas le travail de l'ERP ou ce qu'elle était devenue depuis son arrivée à l'été 2005. Les organisations qui arriveraient, mises sur pied au moment où l'ERP se déployait, avaient leur propre idée quant à l'objectif de l'ERP et changeraient complètement sa structure et ses rapports de commandement. Certains éléments de l'ERP appréhendaient ce changement, car ils commençaient tout juste, après six mois, à lever un coin du voile recouvrant le monde fermé de la société locale et à comprendre la place qu'y occupe l'influence. Ils craignaient que les nouveaux arrivants détruisent la confiance fragile qu'ils avaient su gagner et que tout soit à refaire, ce qui retarderait encore le développement dans la province⁴⁹.

Ce dont les dirigeants de l'ERP étaient certains après six mois, c'est que l'ERP, à elle seule, n'avait pas les capacités nécessaires. Elle avait besoin de plus de ressources humaines et financières. Le Col Bowes appelait d'ailleurs cette ERP la « rotation nulle » plutôt que la rotation zéro, qui désigne habituellement les premiers déploiements. C'était une grosse opération de reconnaissance, et elle n'avait qu'effleuré la surface.

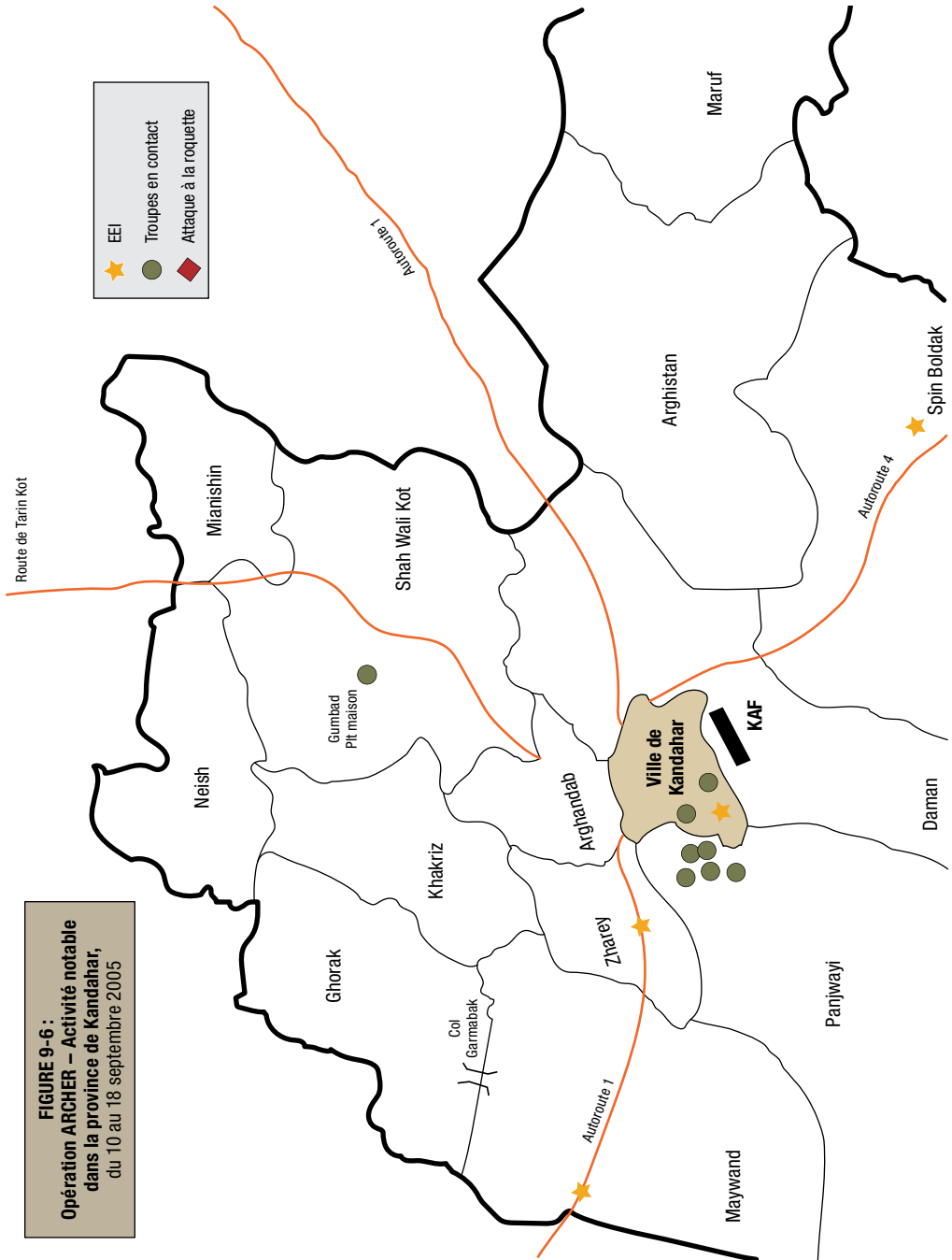


Figure 9-6 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 10 au 18 septembre 2005

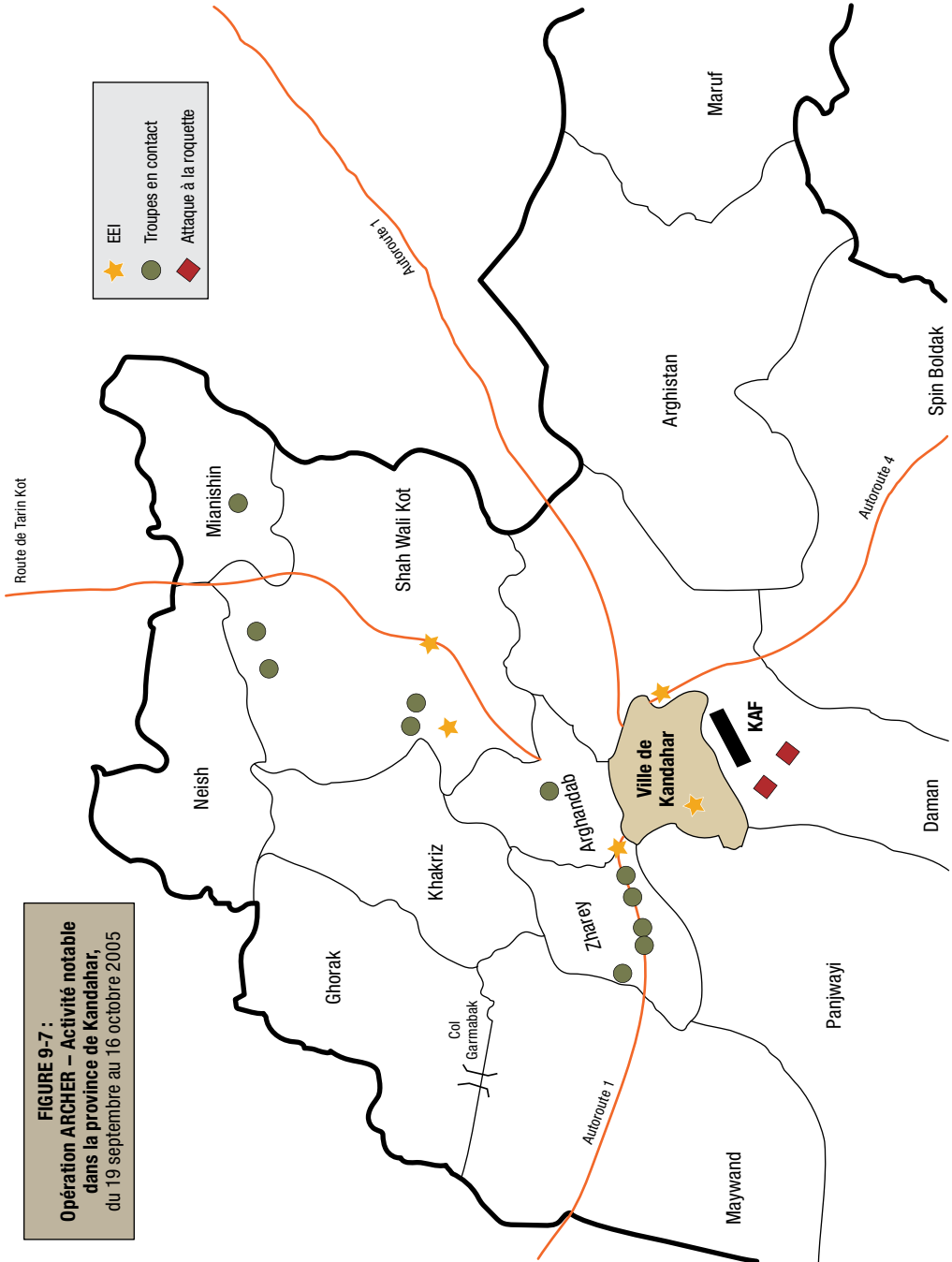


FIGURE 9-7 :
Opération ARCHER – Activité notable
dans la province de Kandahar,
du 19 septembre au 16 octobre 2005

Figure 9-7 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 19 septembre au 16 octobre 2005

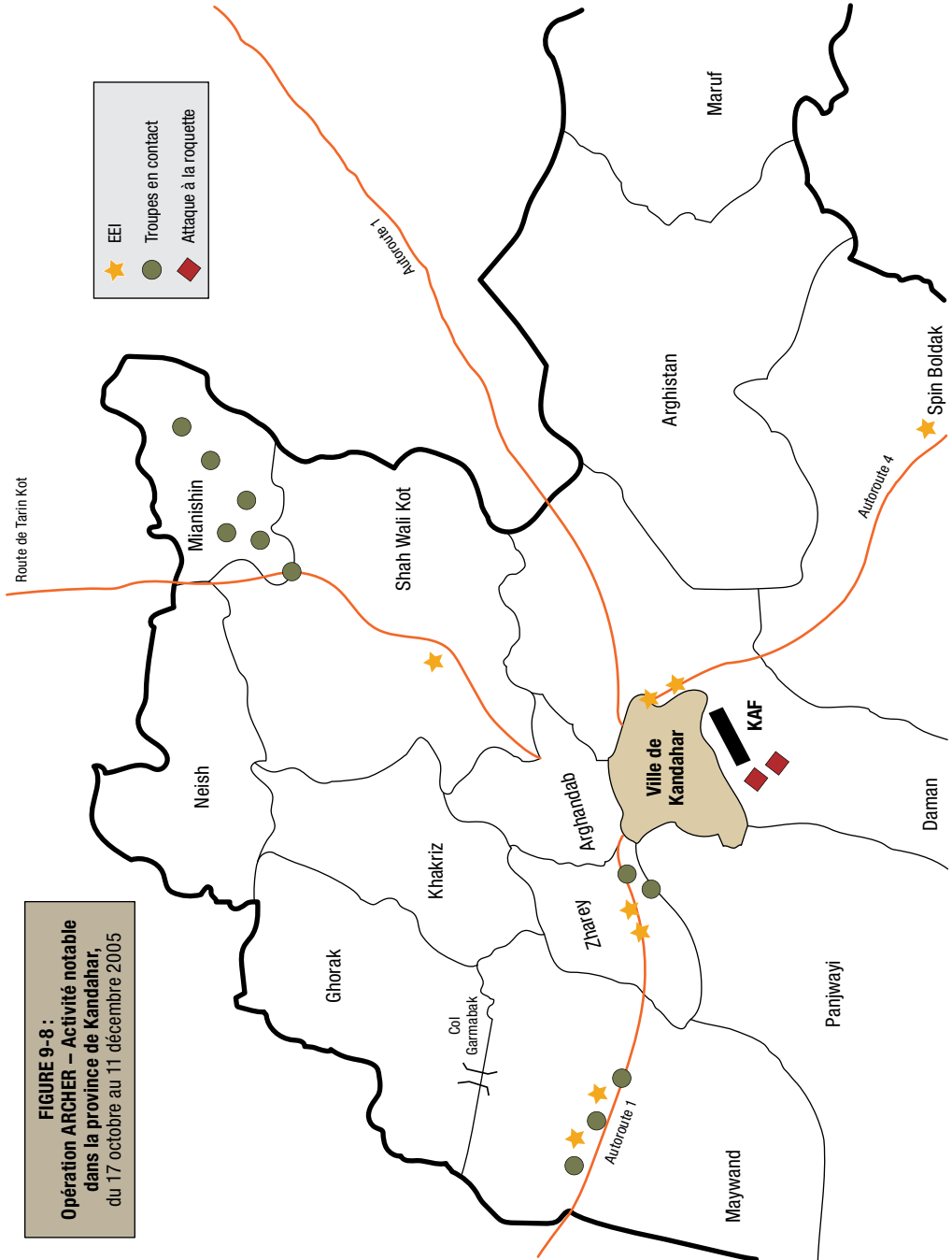


Figure 9-8 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 17 octobre au 11 décembre 2005

Pour être juste, le Kandahar et ses habitants avaient déjà énormément de problèmes. La province se trouvait dans un pays qui était en guerre depuis plus de 20 ans. Les dommages causés aux infrastructures, à la culture, à la religion et à la démographie étaient considérables. Par où commencer? Et avec qui? Cela dit, l'approche canadienne était plutôt myope et, dès le départ, on a semé les graines de problèmes futurs. Tout d'abord, les bureaucrates d'Ottawa ont imposé au personnel de l'ERP des projets et des programmes prioritaires insensibles sur le plan culturel et ont imposé des restrictions irréalistes en ce qui concerne l'argent qui pouvait être dépensé, sur quoi et par qui. Ils n'ont pas compris comment acheter de l'influence, alors que l'influence est essentielle pour faire avancer les choses dans l'environnement afghan. Il y avait du ressentiment du fait que l'ERP était gérée par « les militaires » et non par un service civil. Certains milieux refusaient délibérément de reconnaître que l'ERP était une unité anti-insurrectionnelle engagée dans une guerre, qu'il n'y avait pas de neutralité et que le Canada avait pris parti. Au lieu de faire travailler les agences canadiennes ensemble sous un même drapeau pour atteindre les objectifs du gouvernement canadien, des gens à Ottawa semblaient plus étroitement alignés sur les ONG ainsi que sur les mentalités et les objectifs de l'ONU. Après avoir passé un certain temps au Kandahar, les représentants de ces ministères sur le terrain ont développé un point de vue qui ne correspondait peut-être pas aux programmes ministériels et personnels de la bureaucratie d'Ottawa. Certains éléments de la bureaucratie d'Ottawa ne voulaient pas ou ne pouvaient pas accepter ces réalités.

L'assassinat de Glyn Berry

Le 15 janvier 2006, un kamikaze a fait exploser sa camionnette Toyota à côté d'un G-Wagon transportant l'ambassadeur Glyn Berry après que la patrouille qui l'escortait est entrée dans la ville de Kandahar en provenance de KAF. Glyn Berry a été tué dans l'explosion, et trois soldats ont été grièvement blessés; l'explosion était si forte qu'elle a projeté le G-Wagon de l'autre côté de la route, arraché le toit et ouvert le véhicule comme une boîte de conserve. Le caporal-chef (Cplc) Paul Franklin, un technicien médical, a tout fait pour sauver la vie de ses camarades, malgré de graves blessures aux jambes, qu'on a dû ensuite lui amputer. Le Sgt Joe Brink est entré dans le véhicule en feu et s'est occupé d'un autre soldat blessé jusqu'à ce qu'on puisse le sortir du G-Wagon. Le Sgt Brink a été décoré de la Croix du service méritoire pour ses faits d'arme.

Les effets de cet assassinat ont été importants. Les opérations des autres ministères canadiens à l'ERP ont été suspendues, et le personnel des autres ministères en congé a vu son congé prolongé indéfiniment. On a réexaminé les mesures de sécurité. Certains ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un « coup de chance », que l'ennemi ne pouvait pas savoir qui était dans le véhicule, mais d'autres n'étaient pas d'accord⁵⁰. Des bureaucrates réticents à Ottawa, que ce soit par souci de la sécurité de leur personnel ou par soulagement de pouvoir

utiliser l'assassinat comme excuse pour se retirer des opérations de l'ERP, ont refusé de renvoyer du personnel civil au Kandahar à moins que les FC n'acquiescent à leurs demandes de protection, ce qui comprenait du transport aérien. Malheureusement, sans hélicoptères canadiens au sol, répondre à cette demande n'a pas été facile, et il a fallu conclure un accord avec les États-Unis et le Royaume-Uni pour avoir accès à leurs appareils. Il a fallu des mois pour mettre les dispositions au point et, pendant tout le printemps 2006, une période très critique, les projets non soutenus par la GRC ont été suspendus, y compris l'initiative cruciale appelée « Confiance dans le gouvernement ». Tous les programmes ont ralenti, puis se sont arrêtés. La représentante de l'USAID et le chéquier qui l'accompagnait se sont alignés sur une force opérationnelle des FOS des États-Unis au lieu de l'ERP51.

Le Col Bowes a remis l'ERP entre les mains de la FO Orion en février 2006. L'assassinat de Glyn Berry a marqué le début d'une année longue, chaude et dangereuse où le sort de la ville de Kandahar serait décidé. La plupart des projets de développement ont été suspendus pendant que l'ennemi menait une attaque nourrie dans les districts environnants de la ville. Avec un seul attentat-suicide par EEI, les insurgés ont fait stagner le développement provincial pendant près d'un an. Il n'y aurait pas de programme de développement coordonné au niveau provincial à Kandahar avant le début 2007. Pour mettre cela en perspective, c'était près de six ans après l'Accord de Bonn et quatre ans après la mise en œuvre du PRONASOL.

NOTES

1. « Task Force Commander's Report: Task Force Afghanistan Roto 0 », 1^{er} mars 2006.
2. Entrevue téléphonique avec le Col Dave Anderson, février 2011.
3. « Task Force Commander's Report: Task Force Afghanistan Roto 0 », 1^{er} mars 2006.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. Voir : Département d'État des États-Unis, « Nature of the Threat of Terrorist Abuse and Exploitation of Non-Profit Organizations (NPOs) »; Thomas Bamforth, « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007; Evan F. Kohlmann, « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », DIIS Working Paper No. 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006.
8. Briefing sur les opérations et le renseignement de la FOM Bayonet à l'auteur, KAF, décembre 2005.
9. Entrevue avec le Col Steve Bowes, Kandahar, 21 décembre 2005.
10. Briefing sur les opérations et le renseignement de la FOM Bayonet à l'auteur, KAF, décembre 2005; entrevue avec le Col Paul Calbos, 22 février 2010.
11. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.

CHAPITRE NEUF

12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. Briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.
15. Briefing de suivi de la FO Gun Devils/ERP Kandahar sur les élections.
16. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.
17. *Ibid.*
18. Entrevue avec le Lcol Don Bolduc, Carlisle, 26 mai 2009.
19. Entrevue avec le Lcol Bolduc.
20. Entrevue avec le Col Bowes.
21. Entrevue avec le Col Bowes.
22. Briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.
23. Mission du chef d'état-major J3 « PRT/BDS Contingency Fund », 11 juillet 2005.
24. Al Ahmad Jalali et Lester W. Grau, *The Other Side of the Mountain: Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War*, Quantico: U.S. Marine Corps Studies and Analysis Division, 1995, p. 35-38.
25. Observations de l'auteur pendant un voyage de recherche avec l'ERP, décembre 2005.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. *Ibid.*
29. *Ibid.*
30. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.
31. ERP « Kandahar Significant Incident Tracking August-December 2005 ».
32. Vincent C. Fusco, « Election Security in Kandahar province Successful in Review », Association of the United States Army, 28 septembre 2005.
33. Mike Pryor, « Red Falcons ensure violence-free elections »; Mike Pryor, « 82nd Airborne Unit to Bolster Election Security », 8 août 2005
34. Briefing de la FO Gun Devils à l'auteur, décembre 2005.
35. Elizabeth Speed, « SAT-A Assessment of the 18 September Election Results ».
36. Maloney, *Confronting the Chaos*.
37. *Ibid.*
38. Briefing du Maj S.F. King, « CIMIC in the Kandahar PRT », 13 décembre 2005.
39. Observations de l'auteur pendant un voyage de recherche avec l'ERP, décembre 2005.
40. *Ibid.*
41. Entrevue avec le Col Calbos.

CHAPITRE NEUF

42. Entrevue avec le Col Calbos.
43. Briefing sur les opérations et le renseignement de l'ERP-K; observations de l'auteur, 11 décembre 2005.
44. Briefing de l'ACDI à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.
45. *Ibid.*
46. Briefing sur les opérations et le renseignement de l'ERP, Kandahar, 11 décembre 2005.
47. Cette section est basée sur les informations recueillies par ses relations afghanes lors des multiples déploiements de l'auteur à Kandahar de 2003 à 2011.
48. *Ibid.*
49. Cette opinion a été exprimée à l'auteur quand il était dans l'ERP, Kandahar, décembre 2005.
50. L'auteur émet comme hypothèse, en se fondant sur ses 11 années d'observation de la scène politique de Kandahar et ayant rencontré Glyn Berry quelques jours avant sa mort et discuté des détails de cette scène avec lui, que Glyn Berry a été assassiné en partie à cause de ses enquêtes musclées sur les activités illicites menées par des éléments de la structure du pouvoir à Kandahar. Cette hypothèse est partagée par plusieurs Canadiens ayant collaboré étroitement avec des éléments de la structure du pouvoir à Kandahar à partir de cette période. Au moins un membre de la commission d'enquête canadienne sur la mort de Glyn Berry qualifie de manière dédaigneuse (et inappropriée) de « théorie du complot » toute tentative rétroactive d'analyse de son assassinat. Bien qu'une commission d'enquête ait été mise sur pied au début 2006, à mon avis, ses membres n'avaient pas une longue expérience de l'environnement politique, économique et tribal du sud de l'Afghanistan, expérience qui était essentielle pour comprendre les raisons et les rouages à l'œuvre derrière cet assassinat. En effet, le rapport de la commission d'enquête est loin d'être exhaustif et présente un manque flagrant de contexte qui aurait pu éclairer ces facteurs. Selon mon opinion professionnelle, on ne connaîtra sans doute jamais la séquence exacte des événements qui ont conduit à la mort de Glyn Berry, étant donné la disparition des Afghans qui en sont à l'origine.
51. Cet aspect des événements a été cerné par les membres de l'ERP et communiqué à l'auteur, été 2006.

L'ODYSSÉE :

FORCE OPÉRATIONNELLE MULTINATIONALE AEGIS ET FORCE OPÉRATIONNELLE ORION, DE JANVIER À AOÛT 2006'

La décision d'engager dans le Sud de l'Afghanistan un quartier général de brigade dirigé par le Canada et un groupement tactique d'infanterie mécanisée a été prise au vu du contexte stratégique et opérationnel de 2005. D'une part, il fallait faciliter politiquement la phase III (expansion) selon la volonté de l'OTAN et soutenir pratiquement les efforts de reconstruction de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP). D'autre part, il était absolument nécessaire de rehausser le niveau des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA). Lorsque les membres de la Force opérationnelle multinationale (FOM) et de la Force opérationnelle (FO) Orion ont été déployés au début de 2006, ils ont découvert qu'un changement draconien s'était produit dans le Sud de l'Afghanistan durant leur période de préparation au déploiement. Ainsi, de février à août 2006, ils ont été confrontés à un contexte de sécurité en dégradation constante, qui a culminé par une série de batailles tragiques à l'ouest de Kandahar. Pendant ce temps, la force britannique se déployait dans la province d'Helmand voisine, et faisait son entrée dans la fosse aux lions. Les forces canadiennes ont dû sortir de Kandahar à maintes reprises pour soutenir la position britannique, alors que les activités d'insurrection à Kandahar se développaient à un rythme dangereux. Les combats visant à prendre le Sud étaient lancés. C'est à cette étape que les insurgés réussirent à montrer que la position de la coalition et du gouvernement était beaucoup plus précaire que l'on ne croyait.

Ce que peu de gens avaient compris en 2005, c'est la mesure avec laquelle les talibans et leurs alliés avaient pu se reconstituer au Pakistan et poursuivre ambitieusement la réalisation de leur projet. Ce ne sera que pendant les activités de la FOM Aegis et de la FO Orion que la coalition comprendra exactement la nature et la portée de cette nouvelle menace, soit durant la première moitié de 2006. Dans les faits, l'ennemi voulait générer une crise dans la ville de Kandahar et dans ses environs, pour mieux tirer parti de la situation et gagner l'appui de la population, dans l'optique de s'emparer de la ville, moyennant des conditions propices. On peut présumer que cela aurait donné lieu à l'effondrement de la position du gouvernement dans la moitié sud du pays et pavé la voie au retour des talibans et d'Al-Qaïda, qui auraient tiré parti de l'échec de la coalition pour servir leurs intérêts. En gros, l'échec de l'Opération (Op) ENDURING FREEDOM ou de la FIAS à Kandahar ou dans la région pouvait avoir d'éventuelles répercussions stratégiques.

La FOM Aegis et la FO Orion combinées

La FOM Aegis, commandée par le brigadier-général (Bgén) David Fraser, ne ressemblait à aucun autre quartier général canadien déployé au cours des cinquante dernières années. Même si, techniquement, c'était un quartier général de la taille d'une brigade, ses fonctions, l'étendue de son contrôle, et sa zone d'opérations étaient beaucoup plus vastes que ne l'était, par exemple, un quartier général de brigade durant la Seconde Guerre mondiale. La FOM Aegis avait la responsabilité du Commandement régional (Sud) (CR [S]), c'est-à-dire de tout le Sud de l'Afghanistan (voir la figure 10-1).

En définitive, il y avait cinq pays qui apportaient chacun un groupement tactique : le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis (É.-U.) les Pays-Bas, la Roumanie. On pouvait aussi compter sur quatre ERP, soit canadienne, britannique, américaine et néerlandaise. Or, en février 2006, seuls les groupements tactiques étasunien, roumain et canadien, ainsi que les ERP de Kandahar et de Kaboul étaient en place. Les Forces spéciales (FS) de la coalition s'affairaient à préparer les choses dans les provinces d'Helmand d'Orozgan, tandis que les provinces de Nimroz et de Deykandi étaient des régions où s'appliquait l'« économie de forces », et où la coalition était absente. La FOM Aegis relevait de la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM-76), le quartier général de taille divisionnaire situé sur la base aérienne de Bagram, plus précisément dans le quartier général de la 10th Mountain Division. La FOIM-76 relevait du Commandement des Forces multinationales – Afghanistan (CFC-A), lequel à son tour relevait du CENTCOM des É.-U. Le Canada a fait en sorte qu'il y ait des officiers de liaison et des officiers d'état-major auprès de tous ces quartiers généraux en vue de leur fournir une connaissance de la situation et de protéger les intérêts du Canada.

La FOM Aegis disposait des sections d'état-major habituelles (personnel, renseignement, opérations et logistique), mais on en a ajouté de nouvelles. Un Centre d'opérations interarmées a été mis en place pour l'ensemble de la région. La FOM Aegis disposait d'un système de planification élargi, assorti d'un J3, J5 et J3/5, chacun conçu pour gérer la planification sur plusieurs jours, **semaines** ou mois. De plus, une organisation était chargée de coordonner des activités d'influence, comme les opérations psychologiques (OPSPSY) et les Affaires publiques. Enfin, il y avait aussi une entité chargée d'assurer la liaison auprès de la pléthore d'organisations encadrant les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) émergentes. Parmi ces dernières, mentionnons les Équipes de liaison et de mentorat opérationnel de l'OTAN, les Équipes d'entraînement intégré (EEI), les contingents de policiers civils des Équipes de reconstruction provinciale (ERP), et les instructeurs de police contractuels de DynCorp. La FOM Aegis comptait également sur les services d'une conseillère en développement. Il s'agissait de Christina Green, travaillant auprès des ERP, du Bureau de la coopération civilo-militaire (COCIM) et des autorités afghanes chargées de coordonner et d'harmoniser les efforts de

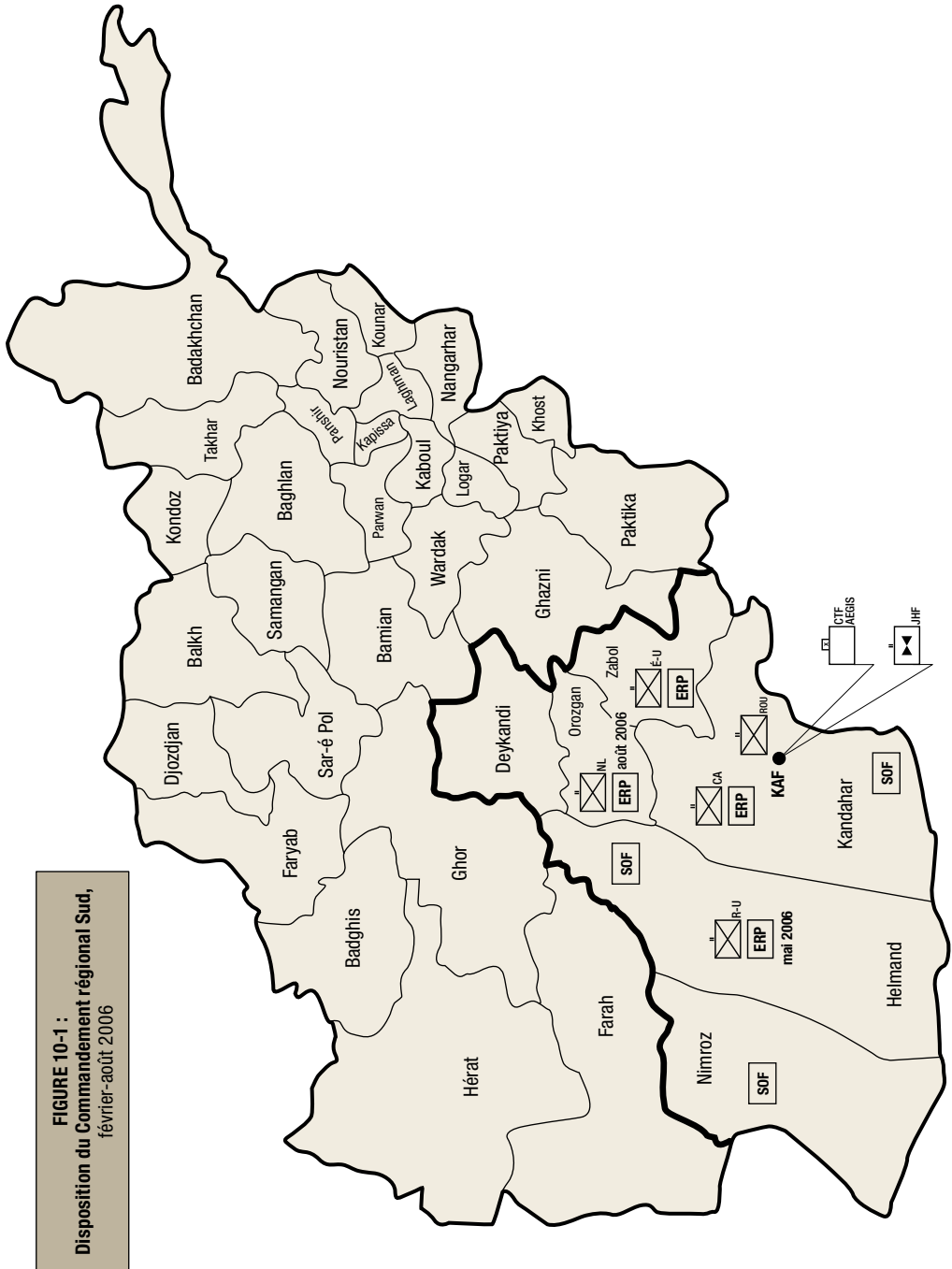


FIGURE 10-1 :
Disposition du Commandement régional Sud,
 février-août 2006

Figure 10-1 : Disposition du Commandement régional Sud, février-août 2006

développement et de reconstruction. La conseillère politique, Pam Isfeld, avait collaboré aux aspects de gouvernance et diplomatie de la mission. Le quartier général était majoritairement canadien, mais du personnel d'autres pays de l'OTAN, notamment des Danois et des alliés de l'OTAN comme des Australiens, y ont également grandement contribué.

Surtout, la FOM Aegis était le point de convergence de la coalition pour ce que nous appelons, par euphémisme, des « éléments habilitants », c'est-à-dire les systèmes nationaux de recherche du renseignement allant de systèmes du renseignement des transmissions et de guerre électronique, à des véhicules aériens avec ou sans pilote. Les données tirées de ces systèmes étaient « filtrées » ou fractionnées par les agents de liaison des pays et transmises à la FOM Aegis puis, au besoin, étaient intégrées aux mesures de planification et d'avertissement. La plupart du temps, il s'agissait de se brancher à l'immense appareil de collecte et d'analyse du renseignement mondial américain, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars².

La FOM Aegis n'était pas peu fière d'avoir à sa disposition des organisations interarmées d'appui-feu et des organisations axées sur les effets interarmées capables de coordonner le soutien légal et non légal. Toutes les formes d'appui-feu offertes, que ce soit par l'artillerie, le mortier, l'aviation ou le soutien aérien rapproché étaient coordonnées par le truchement de la FOM Aegis et, parfois, elles étaient regroupées aux fins d'utilisation dans la zone d'opération en entier. Par exemple, un détachement canadien de M-777 situé dans la province d'Helmand, sous responsabilité britannique, pouvait être appelé à tirer sur des cibles définies par une FO étasunienne.

En ce qui a trait au soutien de l'aviation, un parc d'hélicoptères (étasuniens, britanniques, australiens et les anciens CH-47 Chinooks canado-néerlandais) devait être mis à la disposition de la FOM Aegis, le tout coordonné par le quartier général. Toutefois, la plupart du temps, les FO des pays devaient présenter des soumissions pour pouvoir utiliser ces systèmes, et les propriétaires avaient généralement la priorité. Ainsi, au quotidien, les graves lacunes au chapitre du soutien aérien à voilure tournante rendaient le Canada dépendant d'autres pays, comme cela avait été le cas à Kaboul. Cet état de choses eut des ramifications à long terme.

Une autre lacune était l'incapacité de la FOM Aegis de se coordonner efficacement avec la variété d'organisations d'opérations spéciales qui menaient des activités dans l'espace de bataille du CR (S). Essentiellement, cela s'appliquait aux chasseurs de leaders supérieurs des Forces d'opérations spéciales (FOS), mais également, jusqu'à un certain point, aux SOTF de niveau II opérant au sein du CR (S). La FOM Aegis avait établi une relation cordiale avec la FO 31, une FO étasunienne, et avec la FO 42, la FO d'opérations spéciales britannique. Cette dernière relation a permis d'obtenir des effets très bénéfiques pendant les opérations de lutte contre le terrorisme menées dans la ville de Kandahar. La FOM Aegis n'avait pratiquement aucun lien avec les activités des FOS canadiennes. Au moins à deux reprises,

cependant, des organisations des FOS ont mené des opérations dans l'espace de bataille sans se coordonner, ce qui a entraîné des décès à la fois parmi les membres de la population civile et des FOS. C'était là un malencontreux départ de ce qui allait ultimement devenir une relation utile, et mutuellement profitable dans les années à venir³.

La FO Orion, menée par le Lcol Ian Hope, était un groupement tactique basé sur le 1^{er} Bataillon de la PPCLI. Elle était sous le commandement de la FOM Aegis. Sur le plan structurel, elle était composée de trois compagnies d'infanterie. Il y avait les compagnies A et C (dirigées par le major (Maj) Kirk Gallinger et le Maj Bill Fletcher respectivement) toutes deux équipées du VBL III, et provenant du 1 PPCLI. Il y avait aussi la compagnie B du PPCLI 2, menée par le Maj Nick Grimshaw, qui était équipée d'un mélange de G-Wagon, de RG-31 et de VBL III. La batterie d'artillerie, dotée de quatre canons M-777, provenait de la Batterie A du 4 RCHA, et était commandée par le Maj Steve Gallagher; le Maj Trevor Webb dirigeait, quant à lui, le 11^e Escadron de campagne du 1^{er} Régiment du Génie de combat. Le capitaine (Capt) Bryan Flemming du 12^e Régiment blindé du Canada (RBC) était à la tête d'une troupe de véhicules de reconnaissance (reco) Coyote. La FO Orion se distinguait des autres groupements tactiques en ce que la décision avait été prise de placer l'ERP de Kandahar sous son commandement. Cette façon de faire a donné lieu à d'étranges hiérarchies de commandement et de contrôle, qui ont été abandonnées par la suite en août 2006, mais l'idée était que la Compagnie B, dotée d'équipements plus légers, agisse en tant qu'organisation de protection de la force pour l'ERP et ses autres ministères. Parallèlement au Centre d'opérations interarmées de la FOM Aegis, la FO Orion opérait un centre d'opérations tactiques à son installation de contreplaqué de l'aérodrome de Kandahar (KAF) pour les opérations à l'échelle provinciale⁴.

L'Élément de commandement national (ECN) pour les opérations menées dans le Sud de l'Afghanistan était commandé par le Colonel (Col) Tom Putt. Dans les faits, l'ECN était également la FO Afghanistan, et cette dernière commandait par ailleurs un escadron des transmissions (appelé officieusement FO Mercury), une troupe de guerre électronique du 2^e Escadron de guerre électronique (GE), le Centre du renseignement de toutes sources (CRTS), et de l'Élément de soutien national (ESN) dirigé par le lieutenant-colonel (Lcol) John Conrad; la question de l'ESN sera approfondie plus tard. Il ne s'agissait pas d'organisations de coalition, et celles-ci sont demeurées sous le commandement du Canada. Par ailleurs, même si la FOM Aegis était commandée par le Canada, elle ne contrôlait pas automatiquement l'ensemble des organisations canadiennes en Afghanistan, et ce, même si le brigadier-général (Bgén) Fraser exerçait à la fois les fonctions de commandant de la FO Afghanistan et de la FOM Aegis.

Le plan de campagne de la FOM Aegis combinée et le concept d'opérations

Le général (Gén) Rick Hillier, qui venait à peine de sortir d'un environnement de coalition rempli de frustrations à Kaboul, et qui possédait de l'expérience en Bosnie en tant que commandant de division multinationale dans la Force de stabilisation de l'OTAN, insistait pour que le quartier général du Bgén Fraser produise un document-cadre. Tout d'abord, il voulait éviter le « syndrome de la rotation », en dépit duquel chaque nouveau commandant et état-major entendent tour à tour établir leur propre plan selon les aspects de leur personnalité; la présence de la coalition allait peut-être se prolonger sur dix ans, et par conséquent, la continuité était cruciale. Ensuite, une interface était nécessaire entre le système étasunien et ce petit système de coalition, étant donné que ce dernier était moins « autoritaire » et plus « démocratique ». L'enjeu témoignait des susceptibilités politiques liées au fait d'accueillir les Britanniques et les Néerlandais au sein des forces de la coalition œuvrant dans le Sud⁵.

Par ailleurs, le Bgén David Fraser avait une vaste expérience des environnements de coalition. Effectivement, il avait été l'adjoint d'un commandant français au sein de la Force de protection de l'ONU en 1994 et 1995, en plus d'avoir été commandant d'un groupement tactique en Bosnie en 1997, et planificateur dans le cadre de l'Op KINETIC au Kosovo et auprès du Commandement de l'Amérique du Nord. À son avis, il fallait absolument que les objectifs canadiens soient inscrits dans tout plan plus vaste, et ce, dès l'adhésion des membres de la coalition au dit plan. Au Canada, à l'époque, l'élaboration d'objectifs stratégiques se déroulait dans un contexte totalement chaotique. En effet, le sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) était en train d'alléger son mandat de commandement et contrôle international, en vue de le passer au nouveau Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), ce dernier étant en voie d'être établi. Par conséquent, la directive du Gén Hillier à l'égard du Bgén Fraser était, littéralement : « Dave, construis-moi un pays⁶ ».

Dans le cas de la FOM Aegis, elle relevait d'une division étasunienne ayant son propre programme, cette dernière relevant à son tour d'un quartier général américain ayant également son propre programme. Durant le mandat de la FOM Aegis, il allait y avoir une transition de l'Op ENDURING FREEDOM vers la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN. Cette dernière suivait également un programme qui lui était propre. Qui plus est, on retrouvait aussi les autres ministères canadiens : où s'inscrivaient-ils dans l'équation? En août 2005, le Bgén Fraser mettait le Maj Steve Carr à contribution. Il lui demanda d'élaborer un document qui rallierait tous les acteurs. Au cours du même intervalle, le Bgén Fraser a sollicité l'appui des autres ministères canadiens à Ottawa, ainsi que celui de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et des États-Unis. Le document provisoire était modifié en conséquence. Ce processus s'est poursuivi jusqu'en février 2006, lorsque la FOM Aegis a été déployée au KAF⁷.

En tenant compte de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et de la planification de campagne en cours au sein du CFC-A et de la FOIM-76, les planificateurs de la FOM Aegis se sont penchés sur les directives de la campagne britannique ainsi que sur les plans d'opération de la FIAS de l'OTAN. Ils ont notamment remarqué ceci :

[Traduction]

Le concept du pays chef de file adopté aux fins de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) à la Conférence de Bonn II n'a pas produit les résultats escomptés. Il a souffert d'un manque de ressources, de stratégie et d'empressement. La coordination entre les nations s'est réduite à sa plus simple expression... la formation de la Police nationale afghane a souffert d'un manque de ressources et de l'absence d'un plan intégré et exhaustif. Ces limites, conjuguées à l'insuffisance d'avancées dans la réforme judiciaire, font en sorte que la réalisation de l'état de droit n'est absolument pas envisageable dans l'immédiat⁸.

Cela rendait l'Afghanistan vulnérable à un violent maquignonage politique, particulièrement dans le Sud. Une frontière fragile, en plus du trafic de stupéfiants pouvait mettre en péril les efforts dans tous les domaines en vue d'établir un gouvernement national marqué par la stabilité, en plus d'exposer le pays aux terroristes et aux éléments talibans encore présents. Les objectifs stratégiques du Canada sont demeurés les mêmes depuis 2001 : contribuer à la sécurité internationale; fournir du soutien politique, économique et militaire en attendant le rétablissement des institutions gouvernementales permanentes; aider le gouvernement de l'Afghanistan à maintenir la sécurité; contribuer à l'établissement d'un gouvernement élu démocratiquement et responsable; contribuer à la reconstruction. L'état final envisagé par l'OTAN et l'Op ENDURING FREEDOM était le suivant : que les Afghans contrôlent leur propre territoire à l'aide de leur propre force de sécurité dirigée par un gouvernement représentatif formé grâce à la participation du peuple afghan sur le plan politique⁹.

Dans le plan de campagne de la FOM Aegis, on prévoyait une opposition provenant de trois sources, soit les talibans, le parti politique Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) et Al-Qaïda, lesquels poursuivront leurs efforts visant à se débarrasser des forces de la coalition. Les planificateurs croyaient que les seigneurs de la guerre et réseaux de trafiquants non politisés et sans aucun lien entre eux allaient continuer de se mobiliser contre le gouvernement nouvellement élu. On croyait, et il est important de le souligner, que ces trois groupes ne travailleraient pas nécessairement ensemble, mais qu'ils tenteraient de faire obstacle à l'instauration de la démocratie... et contrecarreraient la réalisation de la RSS¹⁰.

Selon les hypothèses contenues dans le plan de la FOM Aegis, les talibans visaient à établir un État islamique conservateur. On supposait qu'ils étaient soutenus par les collectivités frontalières et les donateurs internationaux, quoique les auteurs du plan ne fussent probablement pas autorisés à expliquer précisément, dans la formulation de la planification proprement dite, en quoi consistait l'appui du Pakistan envers le mouvement. Al-Qaïda visait la promotion du jihad et l'opposition à l'influence et à la présence de l'Occident dans les régions islamiques. À cet égard, les groupes d'insurgés perpétraient des attaques ciblées...

[Traduction]

...contre des institutions du gouvernement afghan, des organisations de la coalition et internationales ou non gouvernementales, pour éloigner l'influence occidentale de l'Afghanistan; de plus, ils perturberaient et déstabiliseraient le gouvernement en place de sorte qu'il ne puisse accroître son pouvoir et sa portée. Au final, les groupes d'insurgés seraient en position pour prendre le contrôle de l'Afghanistan après le départ de la coalition, permettant encore une fois à Al-Qaïda de trouver refuge et d'utiliser le pays comme base pour ses activités terroristes à l'échelle mondiale¹¹.

Cela signifiait que l'ennemi voulait à la fois rétablir le contrôle théocratique en Afghanistan, le régime taliban sous l'égide du mollah Omar de même que l'émirat islamique. Par conséquent, l'énoncé de mission de la FOM Aegis était le suivant : mener des opérations dans l'ensemble du spectre afin de donner les moyens au gouvernement afghan de vaincre les forces adverses et de créer un État-nation sûr, démocratique et autosuffisant¹².

Comment la coalition s'y prendrait-elle? Un aspect fondamental était la réunion de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM, ce qui correspondait à réaliser la phase III, expansion. La FOM Aegis serait au cœur de la transition. Son quartier général entamerait la réunion, en tant qu'entité de l'Op ENDURING FREEDOM, puis deviendrait une entité de l'OTAN en juillet ou en août 2006. La FOM Aegis a examiné l'ensemble des activités de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS, elle les a situées dans le contexte de la SDNA (encadrée par l'Équipe consultative stratégique à Kaboul), puis est parvenue à une fusion des activités.

Le plan de campagne de la FOM Aegis, à l'instar de la SDNA, ressemblait à la Feuille de route pluriannuelle de la Force de stabilisation de l'OTAN. On y retrouvait trois lignes d'opérations : gouvernance et justice; sécurité et stabilité; développement. La FOM assurerait la stabilisation ainsi que la transition vers les forces de sécurité afghanes, tandis que l'engagement non militaire par le truchement des autres ministères ainsi que des organisations

internationales et non gouvernementales établiraient des structures de développement et de gouvernance, et ce, de concert avec les forces de sécurité de la coalition – et non de manière indépendante.

Voici la répartition des effets escomptés pour chaque ligne d'opération¹³ :

1. Gouvernance et justice

- a. les gouvernements provinciaux fournissent et améliorent la prestation des services de base, et mettent en place une administration civile crédible;
- b. l'appareil judiciaire est fonctionnel, y compris les pénitenciers, et la règle de droit est mise en œuvre dans l'ensemble du CR (S);
- c. les membres du CR (S) acceptent l'autorité des leaders provinciaux, et les gouverneurs sont en mesure de diriger et de coordonner des activités en comptant sur un soutien minimal de la communauté internationale.

2. Sécurité et stabilité

- a. l'Armée nationale afghane, en particulier le 205^e Corps, est en mesure de coordonner et de mener des opérations militaires soutenues avec un appui minimal de la coalition/FIAS;
- b. la Police nationale afghane est une organisation crédible qui applique la règle de droit;
- c. les forces de sécurité afghanes ont mis en place un programme de sécurité intégré aux frontières;
- d. les réseaux d'insurgés et de terroristes opérant à l'intérieur du CR (S) sont isolés et sont privés d'une base de soutien;
- e. les seigneurs de la guerre et les factions armées illégales sont réintégrés ou marginalisés.

3. Développement

- a. les autorités civiles orientent la reconstruction à l'échelle provinciale conformément aux priorités du gouvernement de l'Afghanistan;
- b. l'économie locale connaît une croissance soutenue;
- c. la culture de terres arables dans le CR (S) est accrue, à l'appui d'une économie agricole.

Pour accomplir ces objectifs, la FOM Aegis a défini un nombre de fonctions opérationnelles clés communes à l'ensemble de ses forces. La première consistait à former un partenariat avec l'Armée et la police nationale afghanes afin de pouvoir planifier et exécuter les opérations avec l'apport de tous les acteurs. Ces opérations, qui devaient être alimentées par le renseignement, visaient à interdire l'infiltration d'insurgés en Afghanistan et à les priver de trouver refuge dans le Sud de ce pays. Les opérations d'information appuieraient ces efforts visant à influencer positivement la population et à obtenir son soutien. Le maintien d'un dialogue avec les leaders provinciaux, autorités civiles et chefs tribaux, l'appui au Centre de coordination provincial (entité mise sur pied en vue des élections provinciales de 2005, mais qui a poursuivi ses activités par le truchement de la FO Gun Devils puis de la FO Orion) et le programme d'amnistie Takhim-e Sohl (PTS) ont également été considérés comme étant des tâches essentielles. Pour les ERP, la tâche clé consistait à faciliter la mise en place de l'architecture de gouvernance afghane et la « prestation des projets et des programmes de développement¹⁴.

Sur le plan de l'échéancier, les planificateurs de la FOM Aegis envisageaient la relève sur position avec la FOM Bayonet en février ou en mars 2006, suivie par des opérations menées dans l'ensemble du spectre de mars à juillet, dont des opérations d'interdiction dans les régions montagneuses du nord dans les provinces d'Helmand, de Kandahar et de Zabol, jumelées à des opérations des ERP au sud de ces zones d'interdiction. Parallèlement, le plan prévoyait des opérations d'interdiction à la frontière autour de Spin Boldak à Kandahar, et à la frontière sud de la province d'Helmand. La FOM Aegis croyait pouvoir se déplacer en juin ou juillet vers le nord et, au moyen du renseignement, repérer et détruire les réseaux qui opéraient à cet endroit. L'ennemi serait perturbé à une certaine distance de Kandahar et de l'autoroute 1, pendant que la phase III, soit l'expansion, se déroulait de juillet à octobre. Après la transition en octobre, un nombre indéterminé de rotations aurait lieu. Au fil du temps, le renforcement réussi des capacités du gouvernement de l'Afghanistan donnerait lieu à des mesures favorisant la sécurité et la stabilité, et au transfert délibéré des

responsabilités dans ces domaines. De plus, au moment opportun, les progrès au chapitre du développement socioéconomique jetteront les bases solides d'un État afghan autosuffisant et durable¹⁵. Les commandants étasuniens, soit le lieutenant-général (Lgén) Karl Eikenberry à Kaboul et le major-général Ben Freakley à Bagram, ont approuvé le plan de campagne de la FOM Aegis; les états-majors ont donc lancé les préparatifs visant à harmoniser le plan et la série d'opérations dans les montagnes qui étaient sur le point de commencer à l'échelle du pays¹⁶.

Soutenir la FOM Aegis et la FO Orion

Durant la première moitié de 2006, le soutien logistique aux forces canadiennes dans le Sud de l'Afghanistan avait été mis à rude épreuve en raison de la décision de reprendre le modèle de l'ESN de la FIAS-Kaboul et de l'appliquer à Kandahar. Autrement dit, attribuer les postes des effectifs de la compagnie de soutien logistique (c'est-à-dire, la compagnie d'administration) intégrés au bataillon d'infanterie, et de les attribuer à un bataillon logistique fortement réduit, puis recourir au Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes. En 2006, l'ESN de Kandahar qui était plafonné à 300 militaires et ne comptait aucun contractuel n'a pas vu de contractuels ajoutés à l'ESN à la première rotation. Le lieutenant-colonel (Lcol) John Conrad avait à déterminer la proportion optimale entre les fonctions de transport, d'approvisionnement et de réparation¹⁷.

À l'instar des rotations précédentes, l'imposition d'un plafond artificiel d'effectif a entraîné de graves problèmes. Kandahar n'était pas Kaboul. Le Lcol Conrad a constaté que la situation en appelait à un concept logistique fondamentalement différent L'ESN de Kaboul fonctionnait principalement selon une structure en étoile. Les unités étaient soutenues à partir d'une base logistique fixe. L'ESN de Kandahar devait pouvoir être protégé par le maintien en puissance pour la FO Orion¹⁸. Il était inconcevable de penser qu'un ESN, optimisé en fonction de l'environnement urbain de l'ouest de Kaboul (zone d'environ 400 kilomètres carrés) et soutenant deux principales villes, pouvait être employé dans une province de la taille de Kandahar (225 000 kilomètres carrés). De plus, il était inconcevable de penser que ce même ESN pouvait par la même occasion appuyer quatre sites à l'extérieur de la tête de pont aérienne par-dessus un terrain accidenté dans le cours d'opérations mobiles prolongées, sur l'aller jusqu'à la province d'Helmand et sur le retour. Sans parler du fait que tout l'arsenal logistique était fréquemment la cible d'attaques de roquettes au KAF, et qu'en plus les convois tombaient souvent sur des engins explosifs improvisés (EEI) et que les équipes mobiles de récupération se faisaient prendre dans des embuscades. L'entretien des véhicules à lui seul exigeait une capacité améliorée – en particulier lorsque les pneus et les essieux des LAV III étaient mis à rude épreuve par le sol rocailleux et les chemins non pavés, les oueds et les sentiers dans les districts ruraux.

La situation était semblable eu égard aux munitions. Lors des opérations de stabilisation à Kaboul, pratiquement aucune munition n'était utilisée, sauf à des fins d'exercice pour le maintien des habiletés. Lorsque la FO Orion a monté des opérations de combat au printemps et à l'été 2006, l'appareil logistique n'était pas prêt à gérer la quantité de munitions utilisées par la FO. Il fallait du personnel pour déplacer, entreposer et maintenir le stock de munitions. Les effectifs étaient suffisants pour Kaboul (ou encore pour la Bosnie ou le Kosovo), mais ils ne l'étaient pas en fonction de l'environnement de Kandahar, où l'utilisation des munitions était nécessaire et fréquentes¹⁹.

Ensuite, il y avait la nature dispersée des opérations de la FO Orion. Au départ, la FO menait ses activités à partir de la maison de peloton de Gumbad, dans le district de Shah Wali Kot, puis de la Base d'opérations avancée (FOB) Martello. Ces installations étaient situées à 100 kilomètres au nord de la ville de Kandahar. Ensuite, il y avait le Camp Nathan Smith, où était logée l'ERP. La FOB Wilson, qui deviendrait plus tard la Base de patrouille Wilson, était à 25 kilomètres à l'ouest de la ville. Enfin, au fil du temps, la FO Orion a assumé la responsabilité de la FOB de Spin Boldak, qui se trouvait à 85 kilomètres au sud-est du KAF. Étant donné qu'il n'y avait pas d'hélicoptères canadiens de logistique, le réapprovisionnement de ces sites se faisait par voie terrestre grâce aux « patrouilles logistiques de combat (PLC) » (en anglais, l'abréviation est « CLP », mais par ironie on disait aussi « clips » [signifiant attaches en anglais]). En effet, les véhicules logistiques lourds à roues Steyr de 16 tonnes très légèrement blindés de l'ESN avaient peut-être besoin de « clips » pour les raccomoder, car ils s'usaient très rapidement. La consommation de carburant de la Force augmenta de façon exponentielle. Autrement dit, il fallait entreposer davantage de carburant, il fallait davantage d'effectifs pour manipuler le carburant, et ainsi de suite...

Dans les faits, l'ESN se retrouvait avec un tourbillon de besoins qui ne cessaient d'augmenter et il ne pouvait les combler en raison de sa structure. Le Lcol John Conrad et ses équipes ont été poussés jusqu'au bout de leurs limites physiques et morales dans tous les domaines, surtout après que la FO Orion eut été obligée, à maintes reprises, de se déployer et d'opérer dans la province d'Helmand. Il fallait donc former des colonnes ponctuelles d'approvisionnement et de maintenance, semblables à celles employées dans le désert occidental durant la Deuxième Guerre mondiale. Or, une telle activité ne pouvait être gérée par le CANCAP, et les économies d'effectifs réalisées à Kaboul n'ont pas vu jour à Kandahar. La logistique était pleinement intégrée aux opérations de la FO Orion, à tous les échelons, jusqu'aux combats de section, ce qui rendit impossible le recours aux contractuels en tant que tels du KAF.



Photo : Auteur

L'ESN comptait sur des services contractuels afghans de camionnage pour exécuter les tâches logistiques n'exigeant pas d'équipement essentiel ou de protection lourde. Des camions à clochettes comme celui-ci étaient constamment utilisés à l'appui des opérations canadiennes dans la province de Kandahar durant la guerre.

Les opérations de réapprovisionnement étaient, dans certains cas, aussi risquées que les engagements auxquels participaient les compagnies d'infanterie. Vulnérables en raison de leurs véhicules lourds et imposants circulant à basse vitesse et de leur protection limitée, les équipes de patrouille logistique de combat de l'ESN et les équipes mobiles de récupération combattaient sur leur propre front, en colonnes mobiles et dispersées dans des FOB, d'un bout à l'autre de la province. Heureusement, le Lcol Conrad et l'état-major de l'ESN avaient retenu les leçons apprises par les États-Unis en Iraq, particulièrement l'embuscade de la 507th Maintenance Company en 2003, et avaient préparé leurs soldats en conséquence. L'ESN avait son propre peloton d'infanterie qui servait à la protection de la force : tous ses logisticiens étaient en mesure d'utiliser la gamme complète des armes légères et collectives que le Canada avait mises à leur disposition.

La récupération des véhicules revêtait une importance majeure. À première vue, il serait impensable de laisser un véhicule de combat de plusieurs millions de dollars sur le champ de bataille, ne serait-ce que pour des considérations monétaires, et sur le plan des relations publiques, ce serait une catastrophe. Mais ce n'est pas tout, et c'est là où les opérations de récupération au 21^e siècle diffèrent de celles de la Deuxième Guerre mondiale. En Afghanistan, l'ennemi pouvait utiliser les véhicules détruits dans le cadre de ses opérations d'information, et ses spécialistes pouvaient s'en servir pour fabriquer des EEI plus efficaces.

Par exemple, des insurgés découvrant des carcasses de véhicules LAV III calcinés pourraient rapidement en publier des photos sur Internet à des fins de propagande. Au moins à une reprise, les effets personnels d'un équipage ayant abandonné un véhicule ont été utilisés par l'ennemi dans le cadre de ses OPSPSY. De plus, pour les médias canadiens, de voir des véhicules blindés canadiens au combat était un phénomène nouveau. Il était possible que des médias mal informés ou peu sensibilisés utilisent des photos de véhicules détruits et exagèrent l'ampleur de la perte d'un seul véhicule. C'est pourquoi des mesures rigoureuses étaient en place pour récupérer les véhicules canadiens.

En 2006, la structure de l'ESN comprenait également un peloton des services pour le Camp. Ce dernier était chargé de gérer l'administration au KAF. Le peloton de transport, avec ses camions de 16 tonnes surblindés, ses camions ravitailleurs et ses véhicules blindés Bison, ne comptait que 56 soldats. Le peloton d'approvisionnement ne comptait que 36 soldats, lesquels soutenaient le contingent entier et ses 40 000 pièces d'équipement. Le peloton d'entretien, avec ses remorques Arnes et ses équipes mobiles de réparation de véhicules Bison ainsi que ses véhicules logistiques lourds à roues pour le dépannage, était divisé en deux groupes : des équipes de réparation mobile déployables et une organisation de mécanique lourde au KAF. Cette dernière organisation était parfois augmentée, par contourner le problème du plafond d'effectifs, par des soldats qui était soi-disant en « visites d'aide technique ». Il y avait aussi un peloton d'infanterie qui était constitué de soldats issus de plusieurs régiments de réservistes; ce peloton était chargé d'assurer la sécurité des convois. En tout, un effectif de 281 membres formait l'ESN. Comme l'a souligné le Lcol John Conrad :

[Traduction]

À cause des minces effectifs de mon unité, je n'avais aucune zone de confort, aucune réserve dans laquelle puiser en cas d'urgence et encore moins pour prendre soin des soldats en permission au Canada.... Compte tenu de la taille de l'unité que nous étions en train de former, il n'allait y avoir aucune redondance, aucune capacité excédentaire²⁰.

Les ressources de transmissions qui appuyaient l'effort canadien se sont heurtées à des difficultés structurelles. Pendant la guerre froide, un quartier général de brigade disposait d'un escadron des transmissions et était orienté vers la guerre mobile. En Afghanistan, la FOM Aegis disposait d'un quartier général fixe, d'infrastructures de soutien et de forces mobiles, et elle devait également pouvoir communiquer avec le Canada qui se trouvait de l'autre côté de la Planète. En outre, il y avait les équipes de guerre électronique mobiles du 2^e Escadron (GE). Du point de vue doctrinal, les escadrons des transmissions de brigade n'étaient pas montés ou équipés pour gérer ces quatre activités. Toutes les organisations et

le personnel des transmissions à Kandahar ressemblaient à la FO Mercury pour l'ECN, mais en réalité, 65 membres du personnel des transmissions faisaient partie de la FO Orion et de la FOM Aegis, et l'équipe de guerre électronique mobile travaillait pour le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Les détachements du système de communication stratégique étaient situés au KAF et au Camp Mirage, mais il n'était pas clair s'ils relevaient du Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes à Kingston ou de l'ECN, ou des deux. Il y a eu un manque notable de centralisation de l'effort en matière de transmissions en Afghanistan : cela a entravé les efforts de planification à long terme et a donné lieu à passablement d'improvisation²¹.

Sur le plan médical, le Canada a accepté, en février 2006, de commander un hôpital multinational de rôle 3. Le bâtiment temporaire en contreplaqué (situé près de la piste du KAF) que l'on appelait *Charlie Med* depuis des années, relevait de la FOM Bayonet (et auparavant, de ses prédécesseurs). On y ajouta plusieurs abris Weatherhaven, et ainsi s'est créée l'Unité médicale multinationale de rôle 3 (UMM de rôle 3). Commandée par le Col Jacques Richard, cette unité était composée de médecins, d'infirmiers, de techniciens médicaux, de spécialistes en santé mentale et de physiothérapeutes, ainsi que de toutes sortes de professionnels de la santé issus des principaux pays fournisseurs de contingents dans le CR (S). Il y avait de plus des postes sanitaires d'unité (PSU) pour les unités canadiennes, qui étaient distincts de l'UMM de rôle 3. Des ambulances Bison étaient détachées auprès de sous-unités de la FO Orion par rotation. Encore une fois, ce sont les hélicoptères des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] et des Forces aériennes des É.-U. [U.S. Air Force] qui s'occupaient des évacuations du champ de bataille, le Canada n'étant pas en mesure de fournir ces ressources.

Le soutien du Renseignement aux missions canadiennes pendant l'opération de Kandahar à ses balbutiements était un peu problématique. Pourquoi? Parce que le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) (logé au KAF) et la relation que ce centre entretenait avec les unités et formations en déploiement ne ressemblaient pas à ce qu'il y avait à Kaboul. À Kandahar, de 2003 à 2005, il n'existait rien de cette synergie entre le Centre du renseignement toutes sources (CRTS), la compagnie ISTAR et la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB). Par exemple, la FOM Aegis était loin de ressembler à la KMNB. Par ailleurs, il n'y avait pas de compagnie ISTAR – cette structure n'aurait d'ailleurs pas fonctionné dans le contexte des opérations dispersées géographiquement que menait la FO Orion. Les factions politiques dans un milieu urbain unique ne ressemblaient en rien aux dynamiques tribales complexes de plusieurs provinces. Le CRTS situé au KAF, qui était commandé par le Maj Mark Godefroy, était arrivé sur place sans avoir l'infrastructure nécessaire pour recueillir des informations et analyser la dynamique politique dans la province de Kandahar, ou encore les relations entre cette dynamique et l'insurrection.



Photo : Auteurs

Le Canada a pris la tête de l'UMM de rôle 3 au KAF en 2006 lorsque la FOM Aegis a assumé le commandement des forces de l'Op ENDURING FREEDOM dans le Sud de l'Afghanistan. L'UMM de rôle 3 est demeuré sous commandement canadien jusqu'en 2010, sauvant la vie d'innombrables militaires et civils blessés.

On a donc laissé le soin à l'ERP et à ses quelques membres du personnel du Renseignement (non formés en analyse politique ou en dynamique tribale) de comprendre ces processus importants. Le CRTS tendait à se concentrer sur les enjeux importants en surface, mais en vérité ces enjeux n'étaient peut-être pas les plus essentiels. Autrement dit, il axait ses efforts sur les unités de combat d'insurgés, sans nécessairement tenir compte des effets politiques et sociaux de ces unités sur la population et le gouvernement.

Certes, nombreux sont ceux qui pensaient que le CRTS soutenait davantage Ottawa que la FO Orion. Il est vrai que des équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) du 2^e Escadron (GE) étaient présentes, en compagnie de leurs spécialistes associés, et qu'elles travaillaient en collaboration avec la FO Orion et il est vrai qu'elles ont été capables de fournir des données actuelles à la seconde. Par contre, c'est le long processus par lequel les données étaient analysées au CRTS qui posait un problème. Le Lcol Hope ne croyait pas que le CRTS pouvait répondre assez rapidement à ses besoins, ni le Bgén Fraser d'ailleurs. Par conséquent, les deux commandants recouraient plutôt à des mesures informelles pour obtenir l'information dont ils avaient besoin pour suppléer aux lents processus du CRTS. Dans le cas du Bgén Fraser, ce dernier avait appris que le Centre de coordination interarmées (établi en 2005 pour coordonner la police afghane, l'Armée nationale afghane et les opérations de la coalition liées aux élections) était encore opérationnel. Ce Centre, initialement logé dans les installations de l'ONU, avait été déménagé par la FO Orion dans le Palais du gouverneur.

Le Maj Harjit Sajjan, un officier réserviste de l'Arme blindée ayant de l'expérience policière, y avait été affecté. Il y avait subséquemment puisé de nombreuses informations relatives à l'organisation du pouvoir et à l'insurrection à Kandahar. Ces informations ont permis de mieux comprendre certains aspects que le CRTS n'abordait pas. De plus, le Lcol Hope a tissé des liens étroits avec certains chefs de la police qui exploitaient leurs propres réseaux de renseignement humain (ROHUM) auxquels la FO Orion avait accès. Le groupe S-2 sur le site la FO Orion et le groupe S-2 sur le site de la FOM Aegis, grâce à leur accès à des sources étasuniennes, utilisaient habituellement des informations en provenance de sources variées, et pas seulement des produits fournis par le CRTS²².

L'ESN et le CRTS souffraient du même mal. Les états-majors au Canada avaient transposé le modèle de Kaboul à Kandahar. Ainsi, les forces à Kandahar se trouvaient sous pression en raison d'un plafond d'effectif fixé artificiellement, et elles tentaient de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille. Les commandants sur le terrain ont dû se résoudre à tenter de trouver un moyen de parvenir à leurs fins tout en étant les cibles d'attaques, et les résultats n'étaient pas toujours sans dégâts. En fait, le Bgén Fraser s'est rendu compte que le CRTS canadien avait affiché un rendement insuffisant pendant les deux premiers mois de son fonctionnement; c'est ainsi qu'une équipe de liaison du renseignement de quatre personnes, puisées dans le quartier général du major-général (Mgén) Freakley à Bagram, s'est rendue à l'emplacement de la FOM Aegis. C'est ainsi que le renseignement américain a pu arriver à Kandahar. En avril, toutefois, le CRTS canadien réussit un exploit. Il produisit l'analyse la plus exhaustive qui existait à ce moment-là sur les routes empruntées par les insurgés voyageant du Pakistan vers le CR (S)²³.

Opérations de lutte contre les EEI

En 2005, l'ERP canadienne était confrontée à un environnement de menace énormément modifié. Depuis plusieurs mois, les insurgés employaient des EEI placés dans des véhicules pour attentat suicide (SVBIED) partout dans la ville de Kandahar et ses voies d'approche; en décembre 2005, des EEI ont été déployés contre l'ERP et d'autres patrouilles à long rayon d'action de la coalition dans les régions rurales. Les fabricants de bombes dans les campagnes avaient tendance à se servir de dispositifs uniques à plateaux de pression déclenchés par radio; toutefois, les Gun Devils avaient aperçu des EEI utilisés pour déclencher des embuscades complexes dans leur zone d'opérations. En raison de la lenteur du processus d'acquisition d'équipements canadiens, la FO Orion avait été déployée en Afghanistan sans aucun équipement anti-EEI. À ce stade de la guerre, les États-Unis utilisaient un détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) pour balayer les routes avant le passage des convois. Un DDI se composait d'un véhicule de détection résistant aux explosions qui ressemblait à une niveleuse de route; d'un énorme véhicule angulaire à six roues équipé d'un bras portant

un ensemble de capteurs et une « main »; d'un véhicule de type RG-31 transportant un robot de neutralisation des explosifs et munitions (NEM). Le nombre de détachements était limité. Le Canada se retrouvait donc encore une fois dans la situation où il lui fallait chercher des ressources contractuelles pour remplir ce besoin essentiel. Comme il y avait un manque de capacité canadienne en cette matière, le Col Hope devait décider du niveau de risque de chaque opération, niveau qui augmentait en cas d'indisponibilité de ces détachements. Dans un monde idéal, le rythme des opérations aurait été régi par la disponibilité des DDI. Mais qu'advierait-il si l'ennemi augmentait soudainement le rythme de ses opérations et que la capacité de la FO Orion à intervenir avec ses DDI se trouvait dépassée? Si le quartier général supérieur insistait pour que toutes les opérations soient accompagnées de DDI, mais qu'il en manquait, et que l'ennemi intensifiait ses opérations et forçait la FO Orion à réagir, il allait falloir prendre des décisions dont l'incidence irait au-delà de ce qui était possible et de ce qui ne l'était pas. La FO Orion n'a jamais annulé une opération ou fermé un itinéraire pour cause de manque de DDI.

Facteur encore plus fondamental, il n'y avait pas assez d'émetteurs de contre-mesures électroniques (CME) pour toute la FO Orion. Des années plus tard, chaque véhicule canadien serait équipé de son propre émetteur de CME. Mais durant la première moitié de 2006, il y avait à peine un émetteur pour cinq véhicules; pire, au tout début, il n'y avait que 18 ensembles, et ceux-ci provenaient de l'ERP. Cela signifiait que chaque convoi devait maintenir ses véhicules dans la « bulle » invisible des CME et s'assurer qu'il y avait suffisamment de véhicules équipés de CME pour couvrir la colonne. Dans de nombreux cas, les G-Wagons de la COCIM et des OPPSY de la FO Orion ont été modifiés pour transporter l'équipement de CME. Si la FO Orion entendait maintenir le rythme opérationnel voulu, il y avait toujours un risque, car la couverture de CME n'était jamais suffisante pour les opérations.

Au début, la capacité canadienne en matière de NEM était semblable à celle employée par l'ERP. Les relations entre les diverses organisations de lutte contre les EEI de la coalition ont continué de se tisser. La cellule multinationale d'exploitation d'explosifs a continué à échanger des informations précieuses avec les organisations canadiennes sur les engins et leur emploi, et les deux entités ont constitué des bases de données et des « signatures » de fabricants de bombes. Au début de 2006, les efforts canadiens ont convergé vers la création d'une équipe d'exploitation tactique (EET) lors d'une visite d'assistance technique. Cette équipe, la FO IED Defeat, se déployait chaque fois qu'il y avait explosion à l'EEI, selon la protection et le transport, et évaluait chaque attaque pour déterminer les schémas de comportement des Canadiens ainsi que ceux de l'ennemi. Ces informations étaient diffusées dans les unités canadiennes afin qu'elles améliorent leurs tactiques de convoi²⁴.



Photo : Auteur

La compétition perpétuelle entre les fabricants de bombes et l'Armée obligeait cette dernière à améliorer constamment ses véhicules. Les véhicules Ittis et G-Wagon étant jugés trop vulnérables, on se procure, en 2006, des RG-31 munis de postes de tir télécommandés pour permettre à l'ERP de circuler dans toute la province. Celui-ci a été la cible d'une attaque-suicide par bombe de billes de roulement à Kandahar en juin 2007. Les occupants ont survécu et n'ont subi aucune blessure.

Premières opérations de la FO Orion : district de Shah Wali Kot

Lorsque la FO Orion est entrée dans le théâtre en janvier 2006, la situation sur le terrain n'était pas tellement différente de celle dans laquelle la FO Gun Devils et l'ERP se trouvaient à la fin de 2005. La menace insurgée provenait principalement des régions accidentées de Shah Wali Kot et de Mianishin, dans le nord de la province de Kandahar (voir figure 10-2).

Ces groupes de talibans, soutenus dans les provinces d'Oruzgan et de Zabol, se livraient à des raids éclair sur les avant-postes et les installations afghanes, et tendaient des embuscades aux forces de sécurité et aux équipes de construction routière, autant qu'ils le pouvaient. Le recours à des EEI était de plus en plus fréquent. La FO Orion a emménagé dans les installations des Gun Devils, notamment la maison de peloton de Gumbad, qui était située de manière à pouvoir observer et, si nécessaire, projeter la force dans (ou sur) un élément appelé « The Belly Button [Le Nombri] », une forteresse naturelle de montagnes dans l'ouest de Shah Wali Kot. À ce stade, le gouvernement afghan tentait de créer des centres de district et des écoles dans les districts du nord, et un important projet de construction de route partait de Kandahar jusqu'à Oruzgan, appelé « route de Tarin Kot ».

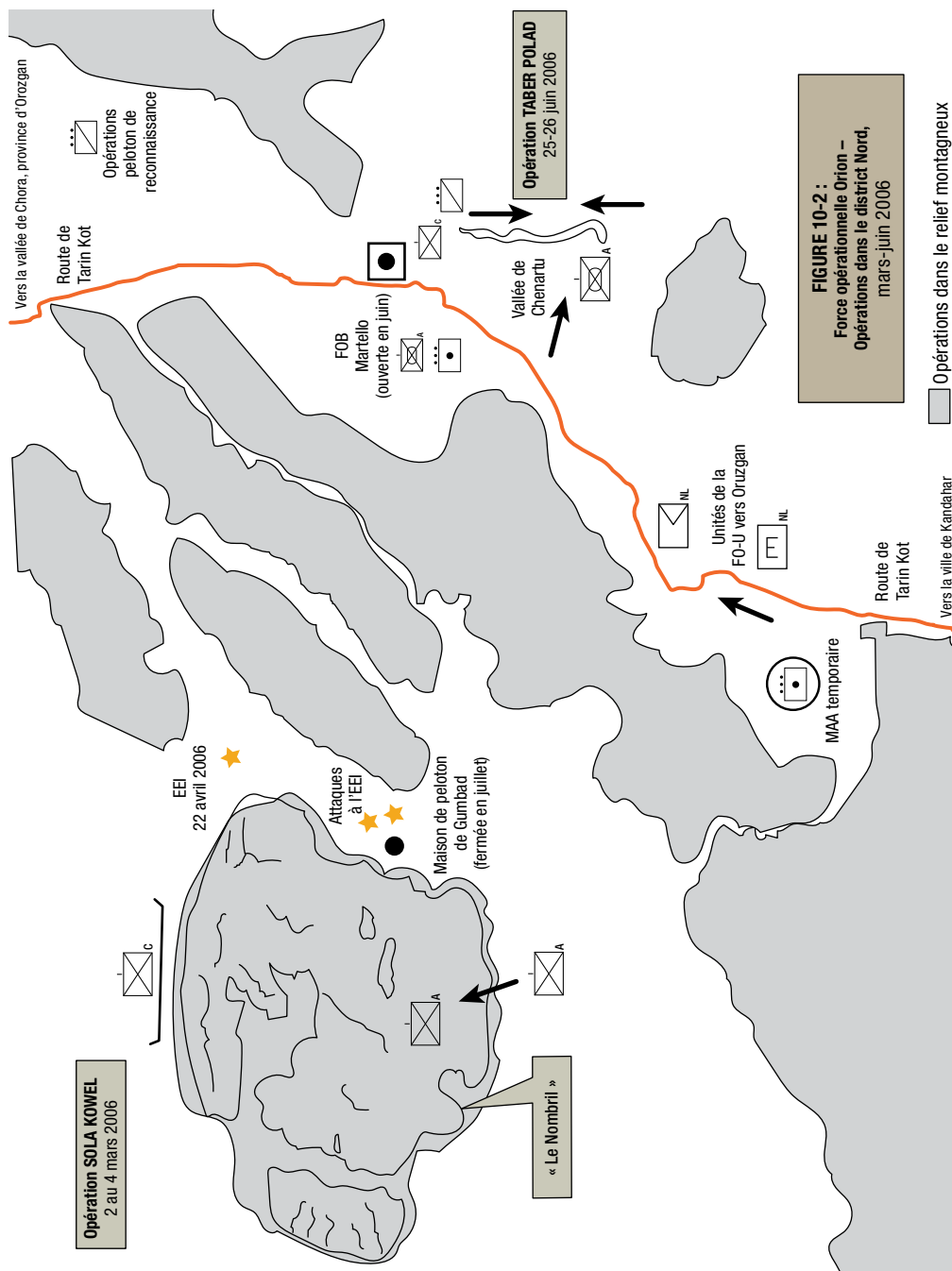


Figure 10-2 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district Nord, mars-juin 2006

Le projet de route de Tarin Kot était important de plusieurs points de vue. Premièrement, la route allait devenir un itinéraire commercial important, et les retombées seraient positives pour les agriculteurs d'Oruzgan; la route permettrait aux produits agricoles d'Oruzgan d'être acheminés vers les marchés de Kandahar. Deuxièmement, la liaison entre la province montagnaise d'Oruzgan et Kandahar réduirait l'isolement de cette province, un état de choses que les talibans exploiteraient à leurs fins; en effet, le nord de la province d'Helmand, de la province d'Oruzgan et le nord-ouest de la province de Zabol étaient considérés comme étant des « zones sanctuaires », comme la FOIM-76 les appelait. Troisièmement, la FO néerlandaise qui était à la veille d'arriver devait pouvoir se déployer en toute sécurité à Tarin Kot, établir sa base et remplacer l'ERP étasunienne. Cette route était le seul moyen d'y parvenir depuis le KAF.

Finalement, la FO Orion a établi la FOB Martello juste à l'est de la route de Tarin Kot dans le district du haut Shah Wali Kot et y a déployé la Compagnie A du Maj Gallinger. La FOB Martello a servi de point de passage pour les convois néerlandais ainsi que de base de projection de puissance dans les districts du nord. À l'aide des forces supplémentaires opérant depuis la maison de peloton de Gumbad à l'ouest, l'idée était de déstabiliser les talibans pendant que le gouvernement provincial se consolidait dans le district et que le trafic routier commercial et militaire circulait au nord et au sud. L'initiative pilote de l'ERP « Confiance dans le gouvernement », de Michael Callan, était censée jouer un rôle important à cet égard.

Les premiers contacts de la FO Orion ont eu lieu dans le district de Shah Wali Kot. Un peloton de reco et un détachement de Coyote sont entrés brièvement en contact le 4 février 2006 près de Mianishin. Les talibans en ont été grandement surpris parce qu'ils n'avaient jamais vu de véhicules de ce type aussi loin dans les montagnes. Ensuite, la maison de peloton de Gumbad a été attaquée à la mi-février. La FO Orion a répliqué en déployant des armes lourdes et des tirs d'artillerie M-777²⁵.

Toutefois, avant de pouvoir construire Martello, il fallait perturber l'ennemi par une opération délibérée. C'est ainsi que du 18 au 20 mars, les compagnies A et C de la FO Orion ont lancé l'Op SOLA KOWEL dans Le Nombri. Ayant mesuré les collines rocheuses durant la nuit, la Compagnie A a balayé le terrain dans l'espoir de repousser l'ennemi vers la Compagnie C, qui l'attendait. Malheureusement, l'ennemi avait quitté la zone²⁶.

À la suite de l'Op SOLA KOWEL, les insurgés du district ont changé leurs méthodes de fonctionnement et ont eu recours aux EEI, en particulier dans la région de Gumbad et ses environs. Deux attaques au printemps ont été suivies d'une attaque extrêmement meurtrière le 22 avril 2006. Le groupe de protection rapprochée du Bgén David Fraser a été attaqué au moyen d'un amas de mines déclenchées à distance, tuant le Cpl Matthew Dinning, le bombardier Myles Mansell, le Cpl Randy Payne et le Lt Bill Turner. Dans un incident



Photo : Auteurs

Le district inhospitalier de Shah Wali Kot, durant les opérations de la FO Orion à l'été 2006, se caractérisait par un relief montagneux et rocheux. Territoire de combat classique pour les guérillas, il était relativement isolé des grands centres peuplés de la province.

distinct, le Capt Trevor Greene, officier de la COCIM, a été victime d'une attaque brutale à la hache alors qu'il parlementait avec des chefs locaux dans le district. Il a survécu, mais il était évident que les insurgés entrevoyaient les projets de la COCIM comme une menace à l'atteinte de leurs objectifs et cherchaient à les perturber. En même temps, les talibans ont lancé une campagne d'intimidation par « transmission de nuit » contre les mollahs du district. La FO Orion ayant peu ou aucune capacité en matière d'OPPSY, et la FOM Aegis étant encore en train de se positionner dans ce secteur, il était impossible d'organiser une campagne d'information cohérente pour contrer la campagne des talibans à ce moment-là.

Diverses opérations de ratissage, de bouclage et de fouille menées dans tout le district par les compagnies A et C en mars, avril et mai 2006 ont perturbé les opérations des insurgés. Bien qu'il y ait eu peu de contacts, à aucun moment durant cette période les insurgés ont réussi à bloquer la route de Tarin Kot à Shah Wali Kot. En effet, les conditions ont été jugées acceptables pour ouvrir le centre du district de Shah Wali Kot²⁷. L'ennemi, toutefois, posait bel et bien un défi pour les efforts d'expansion de la gouvernance dans les autres parties nord du district. Au fil du printemps, puis de l'été, la FO néerlandaise a pu se rendre pratiquement sans être inquiétée jusqu'à son nouvel emplacement à Oruzgan; or, la menace talibane à Shah Wali Kot était toujours présente, et les opérations ont fait des victimes. En mars 2006, un accident de véhicule a causé la mort du Cplc Tim Wilson et du Cpl Paul Davis.

OPÉRATION KATERA : province d'Helmand, mars 2006

Dès le début de la période de déploiement, la FO Orion et l'ESN ont dû s'atteler à la première de leurs tâches non planifiées en dehors de la zone. Comme nous l'avons vu, le plan de la FOM Aegis était d'amener le groupement tactique à travailler avec l'Armée nationale afghane et l'ERP dans la province de Kandahar, en vue d'établir une synergie entre gouvernance, sécurité et reconstruction. L'Op KATERA et les opérations ultérieures de même nature dans la province d'Helmand ont essentiellement invalidé ce plan au printemps et à l'été 2006.



Photo : Auteur

La vallée de Chenartu dans le district de Shah Wali Kot a été le théâtre d'un important raid de la FO Orion en juin 2006. On aperçoit ici le peloton de reco du Cap Jon Hamilton filant dans ses véhicules RG-31 vers un périmètre qui, selon les informations, contenait de l'équipement de communication appartenant aux insurgés.

La participation du Canada dans la province d'Helmand était controversée, en raison du rôle central qu'y jouait la culture du pavot (tant sur le plan économique que religieux et de la politique locale) et en raison de son lien avec le trafic mondial des stupéfiants. Pour le Canada, la politique de lutte contre les stupéfiants était l'enjeu principal. En termes simples, il y avait deux points de vue sur cet enjeu. Le premier : la culture et la transformation du pavot sapent les tentatives d'établir une autorité gouvernementale centralisée à tous les niveaux, d'Helmand à Kaboul; elles menacent la tranquillité intérieure des pays européens, et donc l'éradication du pavot doit être au cœur des opérations de sécurité de la coalition. Le deuxième : l'éradication du pavot et la suppression active du trafic de stupéfiants en Afghanistan poussent la population des zones touchées dans les mains des insurgés, lesquels sont plus que disposés à fournir une protection et un soutien aux personnes touchées par les opérations de sécurité de la coalition. Le gouvernement britannique, la Drug Enforcement

Administration américaine et le Département d'État américain étaient en faveur du premier point de vue²⁸, tandis que le Département de la défense américain, la communauté du renseignement et le gouvernement canadien étaient en faveur du deuxième. Le gouvernement afghan à Kaboul préférait plutôt le premier, probablement en raison de considérations liées à la communauté internationale et aux tendances ou pressions bilatérales concernant le financement de la reconstruction²⁹.

Le Canada ne voulait pas que ses forces soient utilisées pour combattre des trafiquants de stupéfiants : techniquement, l'enjeu relevait de la police. Cependant, la FO Orion a d'abord travaillé pour la FOM Bayonet, puis pour un quartier général dirigé par le Canada, mais de coalition, soit la FOM Aegis, qui à son tour, a travaillé pour un quartier général étasunien, la FOIM-76. Lorsque la bien mal dénommée « Force d'éradication afghane », financée par le Département d'État américain, s'est rendue dans la province d'Helmand au printemps de 2006 pour mener des manœuvres d'éradication du pavot, la FOIM-76 a reçu pour instruction de lui fournir un appui-feu dans les situations extrêmes. La FO Bayonet a demandé à la FO Orion de tenir prête une compagnie dans un préavis de mouvement de trois heures pour aller aider la force d'éradication. Le Lcol Hope a refusé et, par l'intermédiaire de l'ECN, a demandé au Col Noonan d'intervenir. Cependant, en mars 2006, un peloton d'infanterie canadien de la FO Orion venait d'effectuer une rotation et se trouvait à devoir accomplir des fonctions de FRR divisionnaire lorsque la Force d'éradication afghane a été attaquée dans la province d'Helmand. L'éventualité que le Canada soit amené à soutenir les efforts d'éradication était maintenant réelle³⁰.

Pour l'Afghan moyen de la province d'Helmand, la Force d'éradication afghane n'avait rien de différent par rapport à une unité militaire afghane de la coalition. Elle disposait de conseillers étasuniens de l'équipe d'entraînement intégrée (ETT) pour la composante de l'Armée nationale afghane, de différentes variantes de la Police nationale afghane issues des provinces du nord, d'hélicoptères UH-1N armés de canons Gatling, et de bases d'opérations avancées des forces spéciales américaines comme la FOB Wolf (renommée plus tard FOB Robinson) près de Sangin dans la province d'Helmand pour le réapprovisionnement et le soutien. Le cultivateur de pavot moyen n'y voyait qu'une force dominée par l'Occident venue le priver de son gagne-pain. Il avait peut-être aussi vu les forces d'opérations spéciales de la coalition lui tourner autour en préparation du déploiement des forces britanniques de Mazar-e Sharif. Il avait sûrement entendu parler de l'arrivée des Britanniques et il n'aurait pas pu faire la distinction entre eux et la Force d'éradication afghane. Comme l'a expliqué un officier de renseignement de l'Armée nationale afghane à la FOM Aegis, « la campagne contre les stupéfiants est devenue un outil de propagande pour les talibans, qui encouragent les gens à défendre leurs terres et les provoquent en ce sens, [et] l'incapacité du gouvernement à indemniser les agriculteurs pour la destruction de leurs récoltes a aggravé la situation³¹ » [Traduction].

Une résistance clanique organisée contre le gouvernement afghan dans la province d'Helmand était inévitable dans ces circonstances. Le soutien des talibans était une certitude. De toute évidence, aucune leçon n'avait été tirée de l'expérience du Programme central d'éradication du pavot dans la province de Wardak en 2004.

Le 29 mars 2006, la FOA Robinson est attaquée après que la Force d'éradication afghane a commencé à labourer les champs de pavot dans la vallée de Sangin. Un kandak de l'Armée nationale afghane opérant en compagnie d'ETT françaises et américaines près de Sangin dans le cadre d'opérations non liées à la mission d'éradication est attaqué sur la route 611. Cette unité est réduite en pièces dans une embuscade complexe, et deux soldats français sont tués et mutilés. Les survivants réussissent à atteindre la FOB Robinson, où ils sont la cible d'une attaque coordonnée.

Cette situation a mis en évidence les écueils qui attendent les opérations non coordonnées. En effet, les Forces spéciales relevaient de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées – Afghanistan (CJSOTF-A) à Bagram; les ETT relevaient de la FO Phoenix à Kaboul; la Force d'éradication afghane relevait des autorités de Kaboul; le kandak afghan avait une chaîne de commandement difficile à comprendre. Aucune de ces organisations n'avait de liens avec la FOM Aegis ou ses opérations. Toutefois, le quartier général dirigé par le Canada avait une certaine connaissance de la situation et entendu certains rapports confus par les ETT françaises. Ainsi, le Bgén Fraser a décidé de déployer la réserve de la FOM Aegis à la FOB Robinson pour stabiliser la situation, ainsi qu'un peloton d'infanterie canadien par hélicoptère Chinook à Sangin. À l'arrivée des soldats, cependant, la situation confuse de commandement et de contrôle a engendré une situation où le Sdt Robert Costall a été accidentellement abattu par les soldats des Forces spéciales américaines qui gardaient l'installation. L'attaque contre la FOB Robinson, cependant, a été repoussée, et lors de l'échange de tirs, il y a eu 60 victimes parmi les attaquants. On ne sait pas exactement qui avait mené l'attaque; dans de nombreux cercles, toutefois, on croit fermement qu'il s'agissait des talibans collaborant avec les clans locaux pour protéger leur base de pouvoir et leurs intérêts économiques³² (voir la figure 10-3).

Ce deuxième incident impliquant la mort d'un soldat canadien sous un tir ami étasunien a mis au jour une situation extrêmement délicate à plusieurs niveaux qui aurait pu avoir de graves conséquences politiques en ce qui a trait au soutien national à la mission. Parallèlement, la FOM Aegis risquait d'être alignée sur les efforts d'éradication du pavot, ce que le Bgén Fraser voulait éviter à tout prix. Les États-Unis ont fait pression par l'entremise du Mgén Freakley pour faire en sorte que le Canada participe à cet effort, et ce, quelles que soient les circonstances ou les conséquences futures³³.

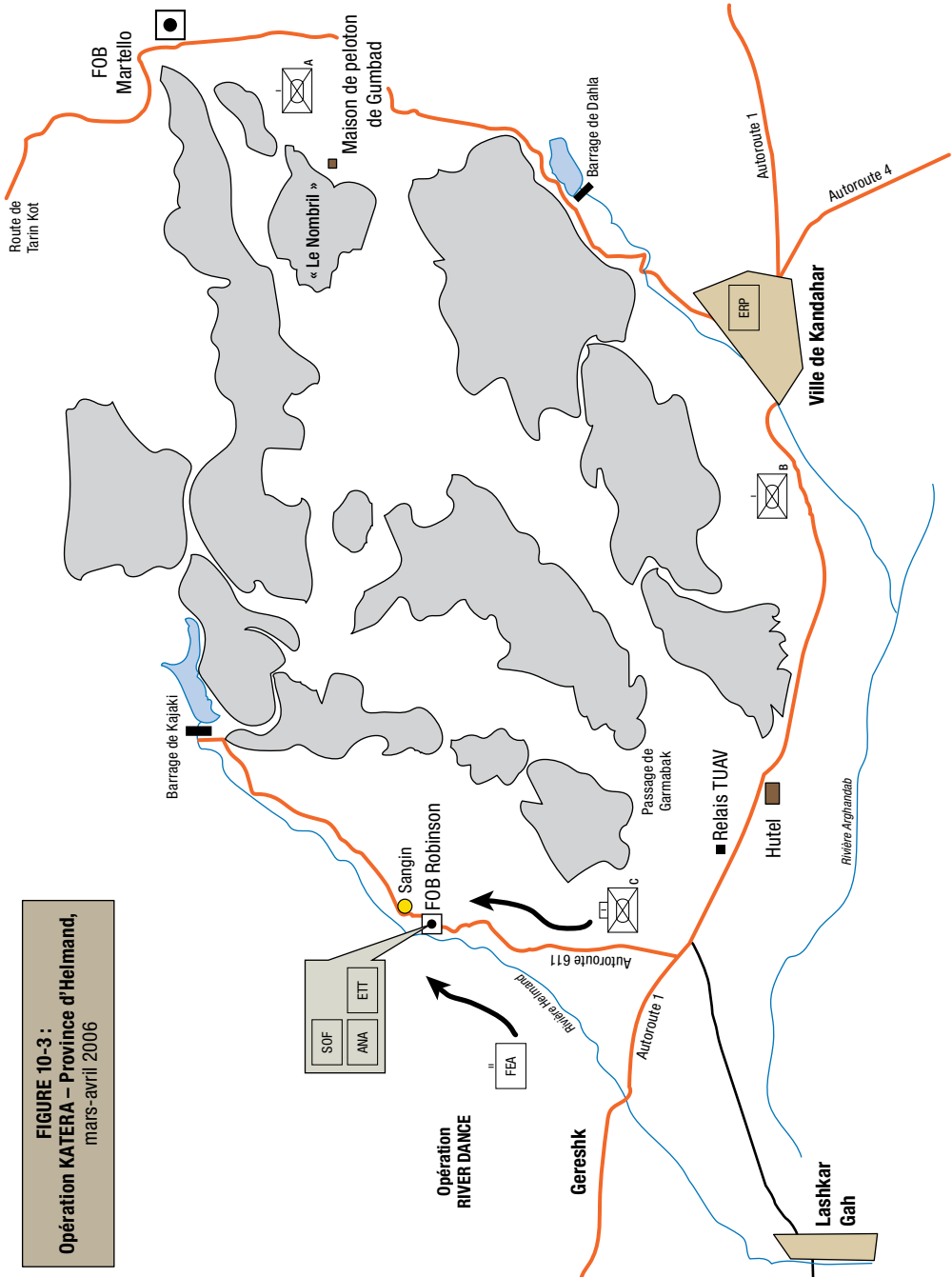


FIGURE 10-3 :
Opération KATERA – Province d’Helmand,
 mars-avril 2006

Figure 10-3 : Opération KATERA – Province d’Helmand, mars-avril 2006

L'assaut a incité la FOM Aegis à accepter le déploiement temporaire, à la FOB Robinson, des éléments qui suivent : Compagnie C du Maj Bill Fletcher, véhicules de surveillance Coyote et canons M-777. Le quartier général tactique du groupement tactique s'est également déployé. Des missions de surveillance mettant à profit des véhicules aériens sans pilote tactique (TUAV) de type Sperwer ont également été lancées à l'appui du déploiement, et le système de liaison avant mobile a été déployé de sorte que les TUAV puissent être contrôlés depuis le KAF, malgré la distance. Ce déploiement arrivait à point puisque les embuscades commençaient à poser un réel danger le long de l'itinéraire 611, le tronçon principal reliant l'autoroute 1 et la FOB Robinson à Sangin. Au cours du mois suivant, la Compagnie C et ses forces d'appui ont collaboré avec un détachement opérationnel Alpha (ODA) des Forces spéciales des É.-U. et son groupe de collaborateurs afghans au repérage et à la perturbation des nouvelles organisations d'insurgés à Sangin et ses environs. Il s'agissait de missions de bouclage et de fouille exécutées à la lumière de résultats du renseignement, d'établissement de liens avec la population, de missions anti-embuscades et de ratissage visant à prendre au collet les chefs insurgés. Le 28 avril 2006, la Compagnie C a réussi à mettre en échec une équipe d'embuscade de huit talibans à une distance de 1 500 mètres en utilisant des viseurs de nuit et un canon de 25 mm³⁴.

À l'instar des opérations de la FOB Martello et de la maison de peloton de Gumbad, l'Op KATERA a joué un rôle pour ce qui est de tenir les insurgés réels et les insurgés potentiels sur leurs gardes pendant que la force britannique se déployait dans la province d'Helmand. Malheureusement, un point de non-retour avait été franchi. La population n'était pas capable de faire la distinction entre les opérations de lutte contre les stupéfiants, les opérations de sécurité contre les insurgés talibans et les efforts visant à étendre la gouvernance afghane et le développement aux zones reculées de la province. Une province, justement, qui avait connu relativement peu de violence depuis 2003, et qui était sur le point de voir la marmite déborder tant les répercussions à long terme allaient être nombreuses au cours des cinq prochaines années³⁵, non seulement pour la FO Orion, mais aussi pour la coalition dans son ensemble. À un certain moment, la guerre dans la province d'Helmand allait faire concurrence à celle de Kandahar pour l'obtention de ressources de la coalition, lesquelles ressources étaient maigres, en particulier celles du Canada.

La FOM Aegis a continué d'observer l'évolution de la situation dans la région d'Helmand. Ce que les analystes ont découvert était troublant. Deux grandes organisations de trafic de stupéfiants coopéraient entre elles : le groupe de Ghazni et le groupe d'Helmand. D'après ce qu'on savait, le groupe de Ghazni était composé d'Arif Noorzai et du gouverneur de Kandahar, Asadullah Khalid. Le groupe d'Helmand était composé de Sher Mohammad Akhund (ancien gouverneur d'Helmand), Mohammed Issa Noorzai, Bashir Noorzai et du gouverneur d'Oruzgan, Jan Mohammad Khan. Akhund et les Noorzais avaient, selon les analyses,

des liens commerciaux avec les talibans et peut-être avec Al-Qaïda. Bashir Noorzai avait carrément des liens avec tout le monde avant d'être arrêté à New York en 2005. Ancien organisateur du HiG, il était lié à la Direction pour le renseignement interservices (ISI), au gouverneur Gul Agha Sherzai ainsi qu'au mollah Omar – un taliban – et au mollah Baradar de la choura de Quetta. Le « tissu conjonctif » entre les deux groupes était Ahmad Wali Karzai, époux de la sœur d'Arif Noorzai³⁶.

Ce niveau de complexité et ses répercussions sur la mission que la FOM Aegis tentait de mettre en œuvre dans le Sud de l'Afghanistan semblaient, à l'époque, insurmontables. Si les trafiquants étaient des membres du gouvernement, et que celui-ci était attaqué par les trafiquants et l'insurrection, que pouvait-on faire? Pouvait-on se concentrer uniquement sur les cellules d'insurgés elles-mêmes et mener des activités de développement en marge de ce problème? C'était une possibilité. Les cellules des talibans, du HiG et d'Al-Qaïda représentaient une menace mesurable et définissable pour la sécurité, tandis que le développement à l'échelle locale et provinciale semblait très peu lié aux filières du trafic de stupéfiants et aux intérêts des trafiquants.

Le Bgén Fraser et la FO Aegis comprenaient les limites de ce qu'ils pouvaient accomplir dans ce domaine; par conséquent, ils ont surveillé la situation autant que possible tout en essayant d'en déterminer les répercussions à long terme. En effet, le Bgén Fraser s'est servi de l'implication d'Asadullah Khalid dans le trafic de stupéfiants contre lui comme levier lorsqu'il a eu besoin de faire avancer les objectifs dans les domaines de la sécurité et du développement. De plus, l'accélération de l'insurrection ennemie dans le CR (S), en juin et juillet 2006, a réorienté la priorité, qui était maintenant de vaincre l'insurrection et non de s'occuper d'enjeux à long terme. Quand enfin l'Op MEDUSA s'est intensifiée, vers la fin de l'été, tout devint relatif, car la survie de l'effort de la coalition dans toute la région au sud était en jeu. Le Bgén Fraser comprenait les problèmes liés aux relations qui existaient entre les trafiquants et le gouvernement dans le Sud, mais il n'y avait aucun moyen de les régler pour protéger la population civile et l'effort de développement. Le Bgén Fraser appelait cette politique « Le diable que nul n'ignore³⁷ ».

Camp Nathan Smith : enjeux touchant l'ERP

L'assassinat de Glyn Berry en janvier 2006 a engendré une série d'effets négatifs à court et à long terme sur l'ERP. Le premier a été la commission d'enquête elle-même sur l'assassinat. À cette époque, la FO Orion avait adopté un protocole de déplacement de nuit vers, depuis et dans la ville de Kandahar afin de minimiser le risque d'attaques à l'EEL. Or, les membres de la commission d'enquête voulaient visiter, de jour, le site où le convoi de Berry avait été attaqué. Les officiers de l'ERP avaient jugé l'idée « extrêmement imprudente », mais la Commission s'était néanmoins rendue en convoi sur le site de l'attaque « l'allée aux EEI »,

de l'autoroute 4. Le convoi de la commission a été victime, comme on pouvait s'y attendre, d'une attaque par SVBIED. Le Cap Bryan Flemming et sa troupe de reco du 12 RBC ont secouru les membres de la Commission avec le VBL III endommagé et les quatre soldats canadiens blessés, dont un grièvement. En raison de la perte du véhicule et des victimes occasionnées, les sorties de l'ERP ont été moins fréquentes³⁸.

Quant aux effets à long terme, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont rapatrié leur personnel après la mort de Berry, et ont refusé d'y retourner à moins que des mesures strictes de protection rapprochée et d'autres mesures de sécurité ne soient mises en place par les Forces canadiennes et le MDN : il a fallu des mois pour trouver des solutions. Pendant ce temps, rien ou presque n'avait été fait pour assurer la continuité des importants projets de gouvernance lancés à la fin de 2005. Les officiers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) (CIVPOL) sont demeurés à Kandahar et ont maintenu leurs liens avec la police afghane. Le représentant du Department for International Development (DFID) était en train de quitter le terrain lorsque les Britanniques ont pris le relais dans la province d'Helmand et les Néerlandais, dans la province d'Oruzgan. La représentante de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), mécontente de l'inactivité imposée, s'est alignée sur la communauté des FOS étasuniennes et a soutenu leurs activités³⁹.

La perte des fonds liés au Programme [étasunien] d'aide urgente des commandants (CERP), qui appartenaient à la FOM Bayonet, a été l'un des changements les plus importants. Lorsque la FOM Aegis a pris le relais, les fonds se sont taris du jour au lendemain, ce qui sonna le glas pour les programmes de développement et de reconstruction de haut niveau. Il ne resta que quelques équipes des affaires civiles étasuniennes disposant de fonds du CERP jusqu'à leur départ, prévu en mai. La FOM Aegis était un quartier général dirigé par des Canadiens travaillant pour une division étasunienne. Aucune disposition administrative ne lui permettait d'utiliser l'argent du CERP⁴⁰.

Pour empirer les choses, la décision prise par les planificateurs d'Ottawa de fusionner l'ERP et le groupement tactique de la FO Orion a donné de bien piètres résultats. Le commandant de l'ERP, le Lcol Tom Doucette, recevait ses ordres de la part du commandant du groupement tactique, le Col Hope. L'ERP devait entrer dans la compétition si elle voulait obtenir des ressources, en particulier dans le secteur des « éléments habilitants »; la NEM intégrée, les affaires publiques, le personnel du renseignement et les capacités de soutien faisaient désormais partie du groupement tactique stationné au KAF, que le commandant de l'ERP ne contrôlait pas. Cela ajouta du sable dans l'engrenage, puisque le commandant de l'ERP devait demander à une organisation située à l'aérodrome la permission d'utiliser ces ressources qui pouvaient, en outre, être priorisées ailleurs⁴¹.

Qui plus est, les deux pelotons de la Compagnie B désignés pour assurer la protection des forces dans le cadre du travail de l'ERP étaient de plus en plus sollicités dans la foulée des opérations de sécurité menées par le groupement tactique, ce qui signifiait que les autres ministères ne disposaient pas des ressources nécessaires pour se déplacer, même s'ils avaient voulu le faire. Le Comité de développement provincial était moribond; le Programme national de solidarité ne pouvait pas être mis en œuvre. De plus, le commandant de l'ERP a dû être rapatrié plus tôt, laissant le Maj Erik Liebert tenir les rênes. Bref, l'ERP était sens dessus dessous, lorsque le Maj Liebert devait y mettre de l'ordre. Les initiatives de développement et de reconstruction de l'ERP étaient en difficulté dans presque tous les domaines et le Canada perdait sans cesse de sa crédibilité auprès de la population afghane sur tous les aspects, et ce, tout au long du printemps 2006. Des promesses avaient été faites et elles n'avaient pas été tenues, ou presque pas.

Cette perte de crédibilité auprès de la population était attribuable à l'incapacité de l'ERP d'avoir un effet sur l'encadrement de la gouvernance au niveau provincial. Les Canadiens savaient que, comme à Kaboul, des éléments de la filière du pouvoir à Kandahar étaient impliqués dans les activités illicites et douteuses. On décida de travailler quand même avec ces éléments pour deux raisons. Primo, ces éléments avaient été affectés dans la province par le gouvernement démocratiquement élu de Karzaï, et secundo, on croyait qu'avec le temps ils finiraient par s'adonner à une activité plus productive. Encore une fois, on peut voir que les leçons de Kaboul n'étaient pas nécessairement applicables à Kandahar, et il est à noter que les personnalités canadiennes qui s'étaient unies à Kaboul et y avaient fait des avancées n'avaient pas leur pendant à Kandahar. La population afghane ne faisait pas nécessairement confiance à la structure de pouvoir provinciale, et le Canada donnait l'impression de la soutenir⁴².

Un autre problème s'ajoutait à l'équation, soit celui de la politique intérieure canadienne. Les critiques des médias, de l'opposition et d'autres acteurs poussaient le gouvernement à vouloir montrer que des progrès étaient réalisés en matière de développement. Le refus d'expliquer publiquement que la détérioration de la sécurité entraînait des répercussions sur le développement, conjugué à l'incapacité du gouvernement de convaincre l'ACDI et le MAECI de reprendre le travail à Kandahar, a exercé des pressions sur les personnes qui restaient à l'ERP. En effet, il fallait « donner l'impression » de faire du « développement », pour contrer la perception des critiques selon lesquelles il y avait « trop d'activité cinétique », et ce, peu importe la réalité du contexte. Cela n'a jamais été dit explicitement, mais cette pression a été ressentie par ceux qui opéraient dans l'environnement opérationnel avancé⁴³.

La FO Orion envisageait de mitiger certains de ces problèmes. Le Lcol Hope voulait faire entrer les représentants des autres ministères de l'ERP dans le Palais du gouverneur et travailler étroitement et plus directement avec le Centre de coordination provincial et

le gouverneur Asadullah Khalid. Ainsi, l'ERP pourrait se transformer en une organisation ressemblant plus à une équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) et être à même d'encadrer le changement à Kandahar. Deux choses ont fait dérailler ce plan. D'abord, le convoi de contrôle aérien tactique (CAT) du Lcol Doucette a accidentellement tué un chauffeur de taxi civil. La suite des événements a entraîné le rapatriement du Lcol Doucette au Canada et de plus amples perturbations des activités de l'ERP. Deuxièmement, les planificateurs du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) ont consulté la FO de remplacement, la FO 3-06, pour savoir ce qu'elle voulait faire au sujet de l'ERP, du Centre de coordination interarmées et du mentorat en matière de gouvernance. La FO a répondu qu'elle voulait conserver la structure existante. Aucun changement n'a donc été apporté et on a cherché à trouver un nouveau commandant pour l'ERP au Canada⁴⁴.

Le Maj Liebert et le personnel restant de l'ERP sont intervenus pour remettre un peu d'ordre dans ce chaos. C'était une situation à la « Apollo 13 » : pratiquement tous les systèmes étaient en panne. Que pouvait-on bien accomplir avec les ressources dont on disposait? Contrairement à l'ERP précédente, l'ERP Orion avait une composante COCIM renforcée. Il y avait l'argent du programme à impact rapide et il y avait encore un Fonds de contingence du commandant. Les officiers de la CIVPOL étaient toujours prêts et capables de poursuivre les tâches d'évaluation et d'encadrement de la police et ils avaient la volonté de le faire. Il y avait des organisations non gouvernementales opérant de façon indépendante à Kandahar qui disposaient de ressources. Puis, des fonds canadiens ont soudainement été versés à l'ERP pour qu'elle puisse être perçue comme se consacrant à des activités de développement. La question était maintenant la suivante : quelle ampleur les dommages d'une reconstruction de gratification immédiate auraient-ils pour l'encadrement et le développement à long terme? Cette question n'a jamais été abordée avec sérieux en 2006.

Le Maj Liebert et son état-major ont cherché des synergies, des lieux et des situations où les ressources dont ils disposaient pouvaient être utilisées pour améliorer plus d'une ligne d'opération. L'état-major a convenu de quatre lignes d'opérations : la sécurité, la santé, l'éducation et le soutien aux opérations tactiques. Voici un exemple d'une telle synergie : un plan visant à soutenir l'éducation des filles et à utiliser les écoles comme point de distribution d'huile de cuisson. Un autre exemple (parmi tant d'autres) est celui des tentatives de l'ERP de simplifier les soins de santé dans la ville de Kandahar et de travailler avec le nouveau ministère de la Santé; il existe plusieurs hôpitaux et cliniques, dont l'un appartient à l'Armée nationale afghane et un autre à la police. L'ERP s'est efforcée d'obtenir une « pollinisation croisée » entre le personnel de ces institutions dans le but d'améliorer la prestation des soins de santé à la population en général, mais aussi aux forces de sécurité en vue d'accroître leur efficacité. Par exemple, rien ne justifiait qu'un médecin de la police afghane ne puisse pas améliorer ses compétences aux côtés d'un médecin civil⁴⁵.

Étonnamment, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont fait obstacle à ce projet en insistant sur leur neutralité et en refusant tout lien avec l'ERP. Cette situation sous-tendait un problème plus vaste. En fait, les organisations non gouvernementales comme le Comité international de la Croix-Rouge savaient la capacité des Afghans à gouverner; elles prodiguaient des soins de santé aux insurgés blessés dans un hôpital gouvernemental. Ce genre de problème se transposait dans d'autres secteurs et nuisait considérablement aux efforts de reconstruction et de développement. Tout d'abord, rien n'incitait le gouvernement afghan émergent à prendre les rênes des services de base si les organisations non gouvernementales le faisaient à leur place; ensuite, aux yeux de la population, une organisation non gouvernementale semblait plus légitime que le gouvernement⁴⁶.

L'importance du soutien des opérations tactiques avec la COCIM augmentait à mesure que le rythme opérationnel du groupement tactique s'accélérait au printemps. Cette situation soulevait une autre question. Où la portée de la COCIM s'arrêtait-elle pour faire place au développement? Sans les experts en développement sur place à l'ERP, la COCIM a été laissée à elle-même pour couvrir cette zone grise, surtout lorsqu'elle est devenue le système de prestation temporaire des fonds de développement. Au fil du temps, il n'y avait pratiquement plus de différence entre la COCIM tactique et le développement, ce qui a posé des défis et des problèmes à long terme entre les entités militaires et civiles de l'ERP.

Pour compliquer davantage les choses, la FOM Aegis tentait de plus en plus de coordonner les opérations et le développement de l'ERP dans le Sud de l'Afghanistan, sa zone de responsabilité. À mesure que les ERP néerlandais et britanniques s'établissaient dans les provinces d'Oruzgan et d'Helmand, on réfléchissait aux liens à tisser sur le plan de la formation. En général, il y a eu beaucoup trop d'apports visant à influencer ce qui se passait au sein de l'ERP de Kandahar, par des entités qui ne comprenaient pas bien les difficultés vécues sur le terrain par la coalition – et qui ne prenaient même pas en considération l'impact létal des activités des insurgés.

Le Lcol Hope, le Maj Liebert et l'état-major de l'ERP ont fait ce qu'ils ont pu pour stabiliser la situation en vue de la reconstruction. Par exemple, ils ont déterminé les dangers liés à un système carcéral indépendant et déconnecté du système juridique (pratiquement inexistant). Ils ont relevé, en particulier, les problèmes que posait la prison de Sarposa. Le manque d'impact du « pilier » de la police dirigée par l'Allemagne à Kaboul a été souligné à maintes reprises, lorsque la CIVPOL canadienne se déplaçait et encadrait les différentes forces de police dans la ville et ses environs. Toutefois, les difficultés administratives liées à l'affectation de fonds de l'ACDI à des projets de soutien à la police ont empêché l'ERP de mettre en œuvre des programmes efficaces qui auraient permis d'améliorer le contexte policier en 2006.

L'un des enjeux les plus importants relevés par l'ERP à cette époque était le contexte religieux à Kandahar et dans le sud. L'aumônier Suleyman Demiray, l'imam des Forces canadiennes, a rejoint l'ERP au début de l'année 2006. Après avoir rencontré les chefs religieux, il a acquis une connaissance approfondie du rôle des mollahs et de la choura des oulémas de Kandahar dans la vie politique afghane. En effet, contrairement au Canada, la religion et la politique ne sont pas séparées en Afghanistan. Il s'est avéré que la choura des oulémas de Kandahar était un champ de bataille en soi. Les talibans s'évertuaient à éliminer les membres modérés de ce corps et à faire progresser la carrière de ceux qui soutenaient la vision extrémiste de l'islam. La choura des oulémas de Kandahar, en tant que groupe religieux dominant et respecté dans le Sud, avait le potentiel d'influencer les mollahs ruraux et la choura des oulémas nationale à Kaboul. Malheureusement, des liens potentiellement précieux avec la choura des oulémas de Kandahar n'ont pas pu se concrétiser en 2006, car cette dernière entretenait une relation antagoniste avec le gouverneur, ce qui compliquait la sécurité et les moyens de subsistance de ses membres. Parallèlement, le fort potentiel d'engagement religieux s'est perdu dans la vague d'opérations à cadence élevée ayant eu lieu cet été-là. Cette situation aurait des effets néfastes à long terme pour les opérations canadiennes au cours des années subséquentes⁴⁷.

Sur une note positive, l'ERP a été en mesure d'obtenir les services de Michael Callan de l'ACDI à l'été 2006. Le nouveau projet Confiance dans le gouvernement, en veilleuse depuis janvier, a été relancé dans le district de Shah Wali Kot; en 2007, il était devenu un catalyseur des mécanismes du PRONASOL dans la province. Ce fil évolutif fera l'objet d'un chapitre subséquent.

Une fonction importante de l'ERP, qui était alors entourée de secret, était son rôle significatif dans les opérations anti-terroristes dans la ville de Kandahar. Le Camp Nathan Smith servait de base avancée pour les opérations des FOS contre les cellules terroristes urbaines qui opéraient dans le quartier voisin de Loy Wala; il disposait d'un hélicoptère, de capacités de traduction et d'installations médicales auxquelles on faisait appel de temps en temps. Des installations SIGINT étaient également discrètement installées pour que les communications ennemies puissent être « localisées » (opérations de radiogoniométrie) et surveillées, et les agents de contre-espionnage recueillaient des données HUMINT auprès de sources situées dans un environnement relativement sûr. Le ministère afghan de l'Intérieur et d'autres représentants des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) au Camp Nathan Smith ont également fourni un flux important d'informations à ceux qui en avaient besoin.

Les FSNA en 2006

L'état de développement des FSNA dans le Sud de l'Afghanistan était médiocre. L'Armée nationale afghane, en théorie, était censée avoir une brigade pour chaque province. Chacune devait comprendre trois kandak (bataillons) d'infanterie, un kandak de soutien au combat et un kandak de soutien au service de combat. De plus, un quartier général de corps d'armée, le 205^e Corps (Hero), commandant l'ensemble des éléments, devait être établi à Kandahar. En réalité, il y avait une brigade de trois kandak dans la province de Zaboul, un kandak dans celle de Kandahar et deux kandak dans la province d'Helmand. Aucune de ces unités n'était vraiment capable d'opérer au-delà du niveau du peloton. Toutes étaient encadrées par des ETT étasuniennes et des FOS françaises – et même ces équipes étaient peu nombreuses sur le terrain. Une ETT était même composée de sous-marinières de la marine américaine⁴⁸. Comme nous l'avons vu, le plan de campagne de la FOM Aegis prévoyait le jumelage d'un kandak avec chaque groupement tactique national dans chaque province. Il s'agissait-là d'un plan idéal établi dans des conditions beaucoup plus favorables.

À maintes reprises, des commandants canadiens d'Ottawa se sont rendus à Kaboul pour s'entretenir avec le ministre Wardak de la Défense. Puis la nouvelle annonçant l'arrivée d'autres de l'ANA se répandait, mais alors aucun élément n'arrivait. La Force interarmées multinationale d'opérations spéciales (CJSOTF) et les forces conventionnelles se faisaient la compétition pour les kandak de l'Armée nationale afghane dans le Sud de l'Afghanistan. Parfois, les kandak étaient cantonnés dans l'Oruzgan pour travailler avec les FOS étasuniennes sur place ou dans la province de Zabol. La FOM Aegis n'était cependant pas assez au courant de la situation au début de 2006 pour concurrencer bureaucratiquement la CJSOTF concernant ces ressources. Parallèlement, le ministère de la Défense à Kaboul a maintenu «sur écoute» de nombreux kandak à Kaboul et dans les environs en cas de tentative de coup d'État. Le seul succès canadien dans ce domaine avant le mois d'août a été lorsque le Bgén Fraser a utilisé ses contacts personnels auprès du G3 du 1/205 Corps, le Maj (plus tard Bgén) Habibi, pour qu'une compagnie d'infanterie afghane de l'Armée nationale fasse équipe avec la FO Orion en juin et juillet 2006⁴⁹.

Quant à la police, la situation était tout simplement catastrophique, en particulier dans la province de Kandahar. Il y avait la police, et puis il y avait la «police». Comme en a témoigné la CIVPOL de l'ERP à la fin de 2005, les «policiers» n'étaient guère plus que des miliciens en uniforme qui avaient été désarmés dans le cadre du programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DIAI). Il y avait la police des routes afghane, la police des frontières afghane, la police nationale afghane, etc., mais la police des frontières était en réalité la «police» de la milice de Spin Boldak et du Col Abdul Raziq portant des uniformes de la police des frontières, notamment. La police régulière était peu formée

(lorsqu'elle l'était), mais la CIVPOL de l'ERP tentait d'y remédier progressivement. Pour les élections de 2005, le ministère de l'Intérieur avait déployé l'Unité de police en attente 005, une sorte de gendarmerie contrôlée par le pays. Celle-ci avait peu à peu succombé aux machinations des mandataires du pouvoir dans la province de Kandahar tout au long de l'année 2006⁵⁰.

En principe, les unités de police relevaient d'une chaîne de commandement qui avait l'air logique sur une présentation PowerPoint. Cette chaîne de commandement allait du district vers la province, de la province à la région et ainsi de suite jusqu'à Kaboul. La réalité était que la « police » écrasait cette structure policière avec qui elle coexistait : la « police » rendait compte aux détenteurs de pouvoir provinciaux. Parfois, il s'agissait des mêmes personnes : un détenteur de pouvoir dans un district pouvait être à la fois membre du parlement et responsable informel de la police dans son district, relevant d'un « chef de police » de district désigné censé diriger les choses et interagir avec la chaîne de commandement. Bien que cela semble contradictoire aux yeux des Canadiens, c'est la réalité à laquelle les unités de la coalition sur le terrain devaient s'adapter. En effet, la police d'un district donné coopérait avec les forces de la coalition si, et seulement si, les intérêts de leurs clients coïncidaient avec ceux des forces de la coalition⁵¹.

Il est essentiel de comprendre les effets néfastes des opérations « policières ». Ces organisations, portant des uniformes de la police afghane, secouaient la population passant sur leur territoire, éradiquait des champs de pavot de manière sélective, et les insurgés leur offraient même des pots-de-vin en échange du soutien à leurs activités. Si leurs « commanditaires » étaient associés au gouvernement provincial, les actions de la « police » suscitaient la grogne de la population, et les talibans en profitaient pour détourner celle-ci du gouvernement. De plus, les organisations non gouvernementales et l'ONU engageaient à meilleur salaire des policiers pour garder leurs installations et escorter leur personnel. Par conséquent, le nombre de policiers efficaces (et d'armes disponibles) s'en trouvait davantage réduit⁵².

En 2006, les ressources de la coalition étaient tout simplement insuffisantes pour aider à faire évoluer la « police » vers une véritable police rigoureuse. Les Allemands, qui étaient chargés du pilier de la police à Kaboul, ont été rarement, voire jamais, vus dans la province de Kandahar, et encore moins dans les provinces d'Helmand ou d'Oruzgan. Il est à noter que cela se passait cinq ans après l'accord de Bonn. Pour prendre le relais, les États-Unis ont créé une organisation ad hoc de mentorat policier, mais elle était limitée en effectif; elle commençait à peine à fonctionner à la mi-2006 et n'avait pas encore eu d'effet dans le Sud de l'Afghanistan. La FOM Aegis a joué un rôle positif en coordonnant de manière d'abord informelle, puis officielle, le perfectionnement de la police dans tout le CR (S); or, les pressions de la lutte contre l'insurrection ont rapidement pris le dessus à la mi-2006⁵³.

Les conséquences d'un effectif déficient de police et d'armée afghanes dans les provinces du sud ont fait en sorte que les forces de la FOM Aegis ont été la seule véritable option en matière d'opérations de sécurité. L'effet sur la FO Orion a été que cette dernière devait être mobile et prête à répondre aux actions des insurgés n'importe où dans la province de Kandahar, ou à les prévenir. Il n'y avait aucune densité de troupes ou de police, ce qui a rendu la reconstruction, le développement et la gouvernance très problématiques et tributaires de la densité des groupes d'insurgés. L'insurrection ne pouvait pas non plus être partout à la fois, ce qui a transformé la situation opérationnelle dans la province en une série de mouvements d'action-réaction entre les adversaires, un peu comme une partie d'échecs.

Spin Boldak et l'initiative des Émirats arabes unis

Le point d'entrée critique pour le Sud de l'Afghanistan et pour l'itinéraire régional de Quetta à Kandahar se trouvait dans une sorte de zone floue en 2006. Les équipes de COCIM canadiennes de l'ERP et les spécialistes du renseignement humain ont commencé à travailler à Spin Boldak à la fin de 2005 sous les auspices de l'ERP. En raison des restrictions imposées aux opérations de l'ERP après l'assassinat de Berry, cette collaboration a disparu, comme la visibilité sur diverses viles activités. Essentiellement, les FOS françaises ont continué à y manœuvrer depuis leur base d'opérations avancée du début à la mi-2006. Le Col Abdul Raziq semblait avoir la main mise sur la situation par divers moyens, tantôt honorables, tantôt moins honorables.

En mars et avril 2006, le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le Gén Rick Hillier tient des rencontres avec son homologue des Émirats arabes unis (EAU) pour envisager une participation éventuelle de leur part à la FIAS en Afghanistan. Les EAU cherchaient à s'engager dans la région de Kaboul. Ils avaient déjà envoyé des éléments des FOS à l'aérodrome de Bagram, et ils avaient beaucoup d'argent à consacrer à la reconstruction. Une équipe inter-organisations composée notamment du commandant de l'ECN, le Col Putt (en tant que représentant des Forces canadiennes), s'est penchée sur la question. Était-il possible de faire participer les EAU au travail de l'ERP? Si oui, à quels projets coûteux et d'envergure pourraient-ils prendre part? Le Col Putt et l'équipe sont allés voir Asadullah Khalid pour connaître ses intentions, et ses yeux se sont animés⁵⁴. Une liste de priorités a été établie : mosquées, écoles, hôpitaux et routes⁵⁵.

Pourquoi vouloir la participation des EAU? Mentionnons d'abord qu'ils avaient contribué à la Force du Kosovo dirigée par l'OTAN, tant sur le plan militaire que sur le plan financier, pour la reconstruction. Leurs hélicoptères d'attaque AH-64 avaient patrouillé dans le ciel tandis que leurs chars de combat principaux Leclerc dissuadaient les blindés serbes, aux côtés des blindés canadiens, britanniques et allemands. Aussi, les avantages évidents de la religion commune semblaient attrayants, tout comme les relations commerciales et en

matière de main-d'œuvre qui existaient déjà. En outre, les membres de la famille royale des EAU allaient souvent chasser dans le Sud de l'Afghanistan. Les Britanniques exerçaient une pression croissante pour qu'un contingent des EAU soit déployé dans la province d'Helmand. Sur le plan stratégique pour le Canada, les EAU accueilleraient les Forces canadiennes à Minhad et l'activité de soutien de la flotte à Dubaï⁵⁶.

On décida en fin de compte que les EAU allaient contribuer à l'ERP non seulement par l'apport de ressources monétaires de reconstruction, mais aussi par celui d'un bataillon d'infanterie mécanisée et d'un groupe de forces spéciales qui pourrait s'occuper des activités à Spin Boldak dans le cadre du travail de la FIAS. L'enthousiasme initial manifesté du côté canadien s'est éteint à la fin de l'été 2006, lorsque les EAU et le gouvernement afghan se sont enlisés dans les technicités juridiques d'un protocole d'entente⁵⁷.

Puis, les FOS françaises ont brusquement quitté Spin Boldak en juillet 2006, pratiquement sans préavis. La FO Orion s'est retrouvée à devoir s'occuper de la FOB abandonnée qui avait été par la suite vandalisée. Le Lcol Hope a envoyé un peloton de la Compagnie C pour protéger les installations, dans l'optique de déployer le reste de la compagnie peu de temps après. Cependant, les événements dans le district de Zharey et la province d'Helmand ont fait en sorte que même ces projets ont dû être retardés. Comme depuis plusieurs années déjà, Spin Boldak est restée aux mains du Col Raziq.

Les opérations de la Compagnie B : districts de Zharey et de Panjwayi

La Compagnie B, dirigée par le Maj Grimshaw, assurait la protection de la force de l'ERP et faisait office de FRR dans la ville de Kandahar. Cependant, à mesure que le printemps avançait, la compagnie s'est de plus en plus concentrée sur les opérations à l'ouest de la ville. En fait, comme la Compagnie B était liée à l'ERP, elle avait accès à une variété accrue d'informations sur ce qui se passait dans les différents districts. Certaines de ces informations contredisaient les opinions prédominantes circulant dans les quartiers généraux supérieurs quant à la nature et à l'étendue de l'insurrection dans la province. Outre les sources de l'ERP et des organisations non gouvernementales, la Compagnie B entretenait des liens avec le Centre de coordination provinciale interarmées. La Compagnie B a également commencé à patrouiller l'autoroute 1 vers l'ouest en direction de la province d'Helmand en prévision du déploiement de la FO britannique.

Pour soutenir ces opérations, la Compagnie B s'est engagée dans des activités de COCIM et de collecte d'informations, puis a noué des relations avec la police de la région. Contrairement au district de Shah Wali Kot, au relief montagneux et dont la population était dispersée sur un territoire accidenté, la zone d'opérations de la Compagnie B était agricole, densément peuplée et accessible par la route, ce qui facilitait les contacts avec les Afghans⁵⁸ (voir la figure 10-4).

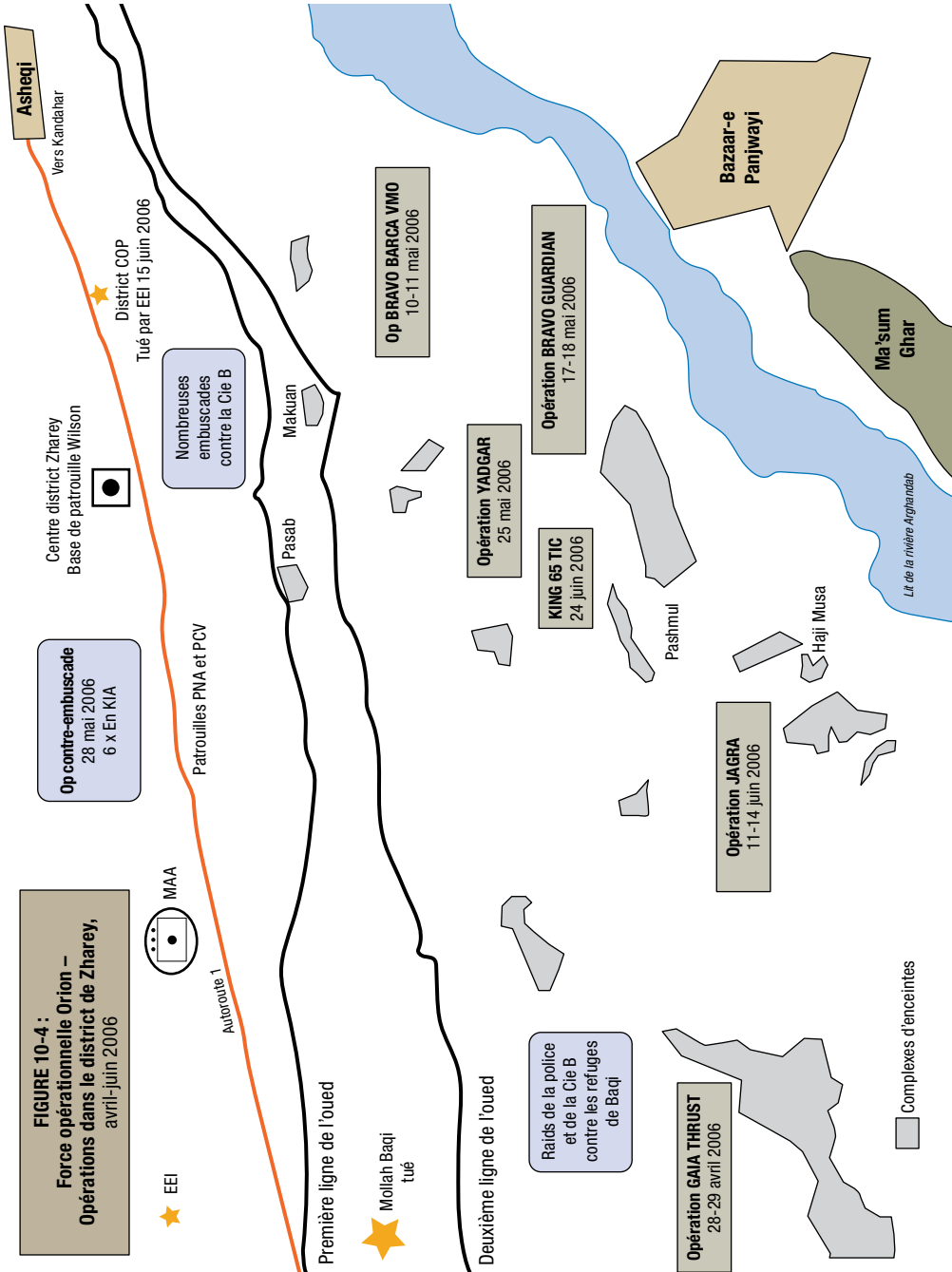


Figure 10-4 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district de Zharey, avril-juin 2006

Ce que la Compagnie B a réussi à mettre au jour était un ensemble complexe d'activités dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Ces deux districts étaient extrêmement différents d'un point de vue tribal (voir la figure 10-5). Le réseau de Baqi, tirant parti du conflit entre les tribus Panjpai et le gouvernement provincial dominé par Popalzai et Barakzai, était toujours opérationnel et soutenait, depuis le district, les attaques aux EEI dans la ville. Il y avait la culture du pavot, mais il y avait aussi les éradications sélectives aggravées par la corruption de la police locale. Il y avait également des conflits concernant les droits sur l'eau, teintés de violence, car l'eau était à la base de la culture, qui elle-même constituait le gagne-pain de la majorité de la population dans le district de Zharey. Au départ, la Compagnie B ne distinguait pas très bien ce qui relevait de la violence talibane et ce qui relevait de la violence commerciale ou intercommunautaire; toutefois, au fil du temps, elle s'est rendu compte que les talibans intervenaient de plus en plus dans le district. Ainsi, sur plusieurs mois, on a pu voir l'ennemi se constituer lentement et de manière pratiquement inaperçue dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Il profitait des doléances de la population locale à l'égard de la structure du pouvoir provincial de l'époque⁵⁹.

La FO Orion a fini par établir la FOB Wilson, appelée plus tard Base de patrouille Wilson, sur l'autoroute 1, base qu'elle partageait avec le centre du district de Zharey. Cette base assurait une présence dans la région, facilitait les patrouilles sur l'autoroute 1, favorisait le contact avec les forces de sécurité afghanes le long de cette route, et servait de rampe de lancement pour les opérations dans la partie dense et bâtie du district au sud de l'autoroute.

Les champs de vigne, les huttes de séchage du raisin et les systèmes d'irrigation caractérisaient le terrain des districts de Zharey et de Panjwayi. Les photos présentées aux pages suivantes illustrent la densité du relief et les difficultés inhérentes au déroulement des opérations dans ces zones.

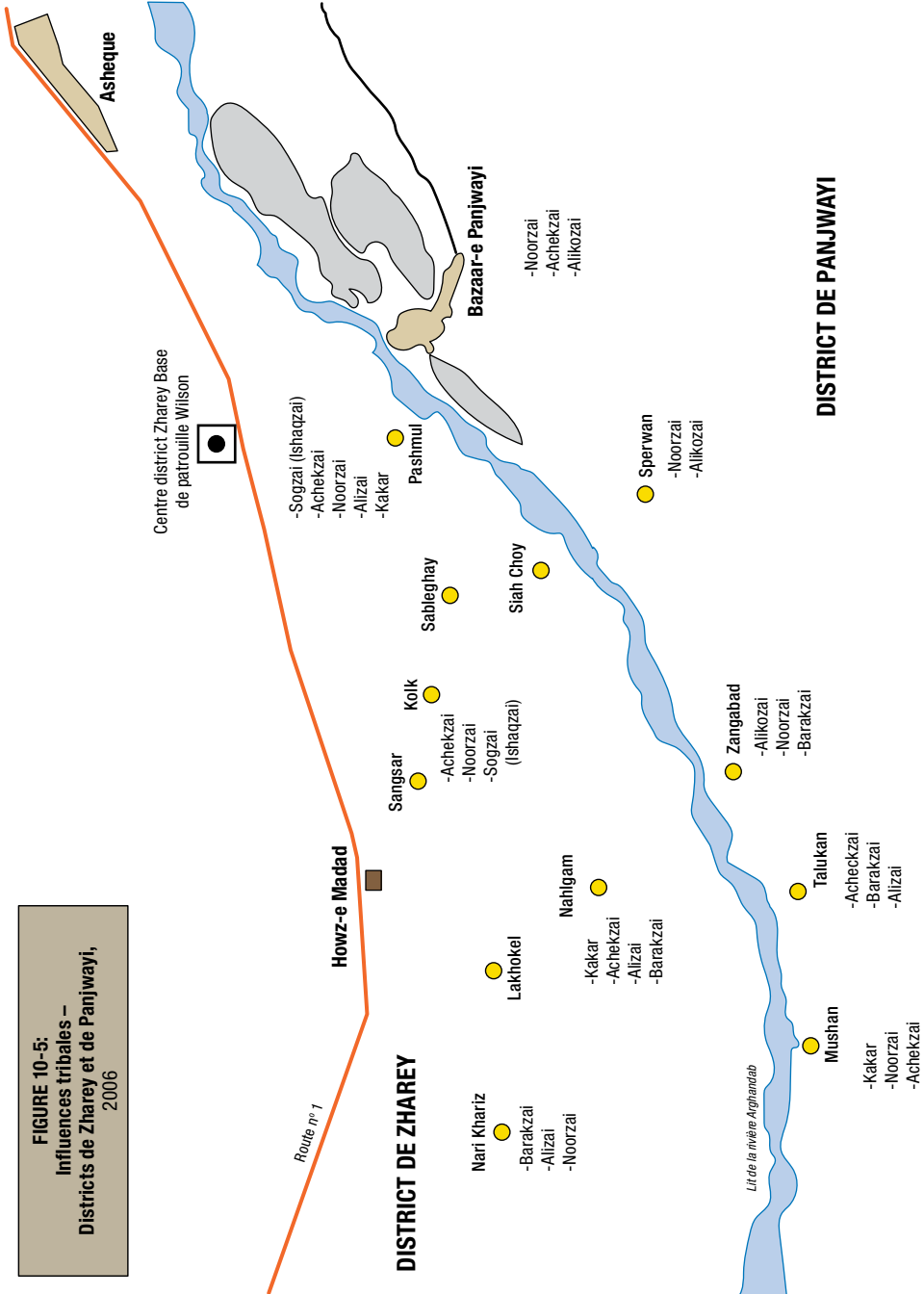


Figure 10-5 : Influences tribales – Districts de Zharey et de Panjwayi, 2006



Photo : Auteur

Vues du ciel à l'été 2006, les tranchées à raisins sont entourées de murs et regorgent de végétation. Une cabane de pompage de l'eau se trouve au premier plan, et trois cabanes de séchage du raisin en arrière-plan. Les cabanes sont faites de boue, mais au fil des ans, elles ont pris la consistance du béton.



Photo : Auteur

Champ de vigne typique en hiver. Les vignes poussent le long des murs, qui atteignent généralement 4 pieds (1,2 m) de haut. À l'instar des autres structures dans la région, celles-ci ont la consistance du béton.

La Compagnie B est allée de l'avant et a augmenté son rythme opérationnel dans le district. Elle a connu des réussites notables. Des éléments de la police afghane, menés par le dynamique Qadr Jan et travaillant de concert avec la Compagnie B, ont exécuté des raids dans des caches d'armes et des maisons sécurisées à la grandeur du district. Le tristement célèbre réseau Baqi, dont le mollah Baqi lui-même, a finalement été traqué et démantelé lors d'une opération de la police afghane à Sangsar le 14 avril 2006. Les têtes dirigeantes talibanes ont donc dû envoyer un chef de haut niveau, le mollah Dadullah Lang, pour tenter de reconstituer les réseaux et renforcer la présence talibane. La stratégie talibane était un autre indicateur pour la FO Orion de l'importance croissante du district de Zharey. Malheureusement, Qadr Jan a été touché et tué par des tirs amis provenant d'un hélicoptère américain AH-64 au cours d'une suite de malentendus tragiques dans le cadre de ces opérations. Comme le Maj Grimshaw l'a souligné, « on aurait dit que quelqu'un avait allumé un interrupteur et que l'insurrection était apparue⁶⁰ » [Traduction].

La FO Orion a organisé une série de raids et de ratissages sur Zharey, semblables aux opérations menées à Shah Wali Kot, pour déséquilibrer les insurgés, mais aussi pour recueillir des informations sur eux. Bien que la notion de la « manœuvre de collecte » n'était pas encore en vogue à cette époque, c'est à cela que ces opérations se résument; la FO Orion a donc appris à connaître son ennemi. L'exploitation des informations recueillies a fourni des données indiquant la présence des chefs hauts placés talibans Hafiz Majid, Akhtar Mohammad et Khairullah; ils étaient en train d'entrer dans le district de Maywand pour soutenir les activités du mollah Dadullah Lang dans le district de Zharey⁶¹.

Au terme d'une frappe réussie des FOS dans la province d'Helmand qui avait causé la mort de plusieurs autres chefs ennemis, la Direction nationale de la sécurité afghane a signalé que les chefs de Kandahar et le mollah Dadullah Lang avaient été rappelés par la choura de Quetta à la suite des opérations du 14 et du 18 mai en vue de se réorganiser et de modifier leurs plans. Leurs sous-chefs s'étaient tous retirés dans les montagnes au nord en attendant⁶². Le mollah Dadullah Lang a ensuite donné plusieurs entrevues aux médias, expliquant que des opérations à grande échelle – au lieu de tactiques de guérilla – seraient utilisées à l'avenir⁶³.



Photo : Auteur

Le système d'irrigation relie chacun des champs de vigne à un bassin d'irrigation puisant dans la rivière Arghandab. À l'été, les champs sont remplis d'eau et couverts de feuillage; ils étaient donc utilisés par les insurgés pour se dissimuler en mouvement. Voir la taille des soldats canadiens pour tenter de comparer avec le relief.



Patrouille canadienne circulant dans un champ de vigne dans le district du Panjwayi. On aperçoit la densité du champ et l'éventail de possibilités de se cacher pour les défenseurs.

C'est au cours de l'Op BRAVO GUARDIAN que la Compagnie C du Maj Bill Fletcher a collaboré avec la Compagnie B, le 17 et 18 mai, afin de résoudre le problème posé par Zharey. La Compagnie C a adopté une position d'écran au sud de l'autoroute 1, tandis que la Compagnie B et les forces de police afghanes ont traversé la rivière Arghandab pour se diriger vers le nord, en direction de Pashmul. Les AH-64 Apache ont attaqué des combattants ennemis qui tentaient de fuir, pendant qu'un peloton de la Compagnie B, qui se trouvait dans un périmètre, essayait les tirs de grenades propulsées par fusée des forces ennemies : il y a eu des victimes. Le Capt Nichola Goddard, un officier d'observation avancée du 1 RCHA, préparait une mission de tir depuis son LAV III, mais le véhicule dans lequel elle prenait place a été touché par de multiples obus antichars, causant sa mort. Un bombardier B-1B a largué une munition à guidage de précision de 500 livres (227 kg) sur l'enceinte, ce qui a détruit l'ennemi. Les survivants ennemis fuyaient le champ de bataille. Ce niveau de violence n'avait jamais été observé dans le district de Zharey, pas même à l'automne de 2005⁶⁴.

Le 22 mai 2006, le Bgén Fraser a rencontré le gouverneur Asadullah Khalid. Ce dernier a exprimé son inquiétude à l'égard des districts de Zharey et de Panjwayi. Il a aussi prévenu le Bgén Fraser que des combattants arrivaient à Zharey et que l'ennemi renforçait son organisation logistique. Il a dit qu'il avait rencontré les autres détenteurs de pouvoir de Kandahar : le mollah Naqib, Haji Agha Lalai Dastagiri et Ahmad Wali Karzai. Ces personnes s'entendaient pour dire que l'ennemi allait organiser des attaques contre les organisations d'aide non gouvernementales et les organismes de l'ONU à Kandahar. Une protection accrue était nécessaire, et le gouverneur Khalid a accepté de travailler plus étroitement avec le Comité de développement provincial. Incidemment, les observateurs canadiens ont remarqué qu'il s'agissait de l'une des premières tentatives d'accroître l'influence d'Ahmad Wali Karzai dans les cercles provinciaux, et que cette tentative était soutenue par le gouverneur Khalid⁶⁵.

Du 24 au 28 mai 2006, il y a eu d'autres combats. Une embuscade sur une patrouille de la Compagnie B, qui a blessé grièvement l'interprète Niaz «Junior» Mohammed en raison d'une salve de RPG qu'il avait essuyée, qui s'est transformée en un assaut de deux compagnies soutenu par des tirs de M-777 contre une position de défense ennemie dans un complexe de cabanes de séchage de raisins (Op YADGAR). Couvert par des hélicoptères d'attaque et un appui aérien rapproché, l'effectif de la FO Orion a pris 11 otages, tué neuf ennemis et blessé un nombre indéterminé d'insurgés⁶⁶.

Une opération ultérieure, menée du 11 au 14 juin, l'Op JAGRA, a essentiellement permis de répéter le ratissage, mais depuis des directions différentes, la Compagnie C entraînant l'ennemi vers la Compagnie B. Quelques contacts ont eu lieu sous forme de tirs de RPG et de munitions interarmes d'attaque directe conjointe (JDAM) larguées en guise de riposte par

un avion Harrier britannique. Contrairement aux opérations précédentes, l'ennemi restait sur place pour combattre : il mourait sur place. C'était nouveau et inhabituel. Le Lcol Hope et l'état-major de la FO Orion en ont pris note. Au fil des semaines, les missions des FOS ont augmenté de manière significative dans le district, car de plus en plus de renseignements sur les chefs ennemis ciblés entraient dans le système. Les choses avaient changé. Le district de Zharey était chaud, et ce n'était que le début⁶⁷.

Opérations anti-roquettes

Le KAF demeurait la cible principale des lance-roquettes ennemis. En 2006, plus l'année avançait, plus la fréquence des attaques augmentait. La FOM Aegis conservait la responsabilité globale de la sécurité du KAF, en collaboration avec le Centre d'opérations de défense interarmées (JDOC). La « bulle » de sécurité à l'aérodrome était formée d'un certain nombre de « bandes » : la bande la plus éloignée était censée être patrouillée régulièrement par la Police nationale afghane. Un bataillon d'infanterie roumain s'occupait des miradors sur le périmètre de l'aérodrome, tandis que plusieurs pays, dont le Canada, assuraient à tour de rôle la fouille et la sécurité à l'entrée principale. Les tâches plus spécialisées de défense de la base ont progressivement été confiées au Régiment de la Royal Air Force (RAF) en 2007, et l'un de ses U escadrons a apporté des mortiers, des tireurs d'élite, des radars et des capacités de commandement et contrôle. Un certain nombre de miradors étaient équipés de systèmes de caméras infrarouges et d'imagerie thermique et érigés pour assurer une surveillance 24 heures sur 24. La Force aérienne des É.-U. a déployé des équipes de renseignement humain dans le cadre de cet effort. Avant l'arrivée du Régiment de la RAF, le Canada fournissait une FRR en rotation avec des unités étasuniennes, britanniques et néerlandaises. Pour compliquer les choses, le peloton, mené par le Capt Kevin Barry, « appartenait » à la FOIM-76 de Bagram, mais a été transféré au Centre d'opérations de défense interarmées pour répondre au besoin⁶⁸.

La menace consistait en des roquettes non guidées de 107 mm installées sur lance-roquettes de fortune et connectées à une batterie et à une minuterie, pouvant être lancées sans la présence d'un « lanceur ». Les roquettes étaient de fabrication chinoise et, plus tard, iranienne. Un type de « lance-roquettes » était composé de pieux disposés en forme de « X » sur lesquels la fusée était posée puis déclenchée par une minuterie. Une version ultérieure consistait à lancer la fusée à partir d'un tube enfoui dans le sol et aligné avec la base. Ces configurations n'ont jamais été utilisées ensemble, ce qui indiquait la présence de différents groupes d'insurgés⁶⁹.

On utilisait l'analyse statistique du point d'origine, de la trajectoire et du point d'impact pour déterminer d'où les fusées étaient lancées – ces « boîtes à fusées » se trouvaient généralement au nord-ouest et au nord-est de l'aérodrome; les fusées étaient rarement lancées

du sud. On ne sait pas exactement comment les roquettes parvenaient en Afghanistan depuis le Pakistan en 2006, mais de toute évidence, les lanceurs préféraient les zones bâties et peuplées entre la ville de Kandahar et l'aérodrome aux grands espaces du sud⁷⁰.

Au KAF, en 2006, voici comment se passait habituellement une attaque à la roquette : le lancement était détecté par les systèmes radar, la sirène retentissait, puis les occupants de l'aérodrome allaient se réfugier en courant dans des bunkers en béton un peu partout sur les lieux. Il n'y avait aucun moyen d'intercepter la roquette après son lancement. Ensuite, la FRR se rendait au point d'origine, évaluait le site de lancement, interrogeait la population locale et enrichissait le portrait du renseignement. Lorsque le Régiment de la RAF s'est déployé, il y avait des mesures plus proactives, comme le déploiement d'équipes de tireurs d'élite dans les boîtes à roquettes⁷¹.

On pouvait facilement minimiser la menace des roquettes, car elles étaient non guidées et les tirs étaient imprécis. Cela dit, le KAF était grand et ne cessait de s'agrandir. La probabilité de toucher un élément vital augmentait avec le temps. Notamment, un avion d'appui rapproché Harrier avait été détruit, et une roquette non explosée avait atterri près de la camionnette contrôlant les véhicules aériens sans pilote (UAV) MQ-1 Predator. Sans compter le risque de pertes humaines. En juillet 2006, un restaurant Kellogg Brown & Root situé à côté du quartier général canadien a été touché par un tir de roquette qui a blessé 14 personnes, dont un soldat canadien du détachement de TUAV Sperwer. Une autre a manqué de peu le Tim Horton de la promenade, démoralisant temporairement le personnel jusqu'à la réouverture de l'établissement. Les attaques à la roquette étaient un grain dans l'engrenage global de la coalition parce qu'elles mobilisaient des ressources, privaient le personnel de sommeil et, parfois, avaient des effets psychologiques négatifs sur certaines personnes. Sur le plan des opérations d'information, les attaques à la roquette renforçaient la perception des médias que Kandahar était en état de siège⁷².

L'insurrection évolue et la FOI Aegis s'adapte; juin et juillet 2006

La nature exacte des plans des talibans en mai et juin 2006 restait obscure. Ce qui a été glané à l'époque par divers moyens ISTAR a conduit les leaders de la FO Orion à conclure que les talibans cherchaient à organiser une série d'attaques spectaculaires dans la ville de Kandahar, ce que la FO Orion a appelé la « Thèse du Têt » (du nom de l'offensive du Têt de 1968). La liste des cibles comprenait la prison de Sarposa, le palais du gouverneur, la maison d'hôtes du gouverneur, le siège de la MANUA et l'ERP⁷³. L'objectif global de l'ennemi était de démontrer à tous les publics (nationaux, régionaux et internationaux) que le gouvernement afghan était incapable de gouverner la province. En théorie, cette situation était censée mettre en place les conditions nécessaires pour que les sympathisants de l'insurrection dans la ville et les districts environnants changent de camp et se débarrassent des forces

de la coalition. Une situation similaire s'était produite au milieu des années 1990 avec les talibans et, dans une certaine mesure, en 2001 lors de l'Op ENDURING FREEDOM. Toutefois, la théorie ne faisait pas l'unanimité au sein de la coalition. La FOIM-76, par exemple, restait sceptique tout au long de juin 2006⁷⁴.

Pour comprendre les opérations ennemies, la FOM Aegis s'était d'abord appuyée sur les analyses de la FOM Bayonet et d'autres entités réalisées en 2005. Les talibans étaient considérés comme un conglomérat de cellules peu structurées comptant chacune une trentaine d'agents. La choura de Quetta, au Pakistan, était le principal quartier général du mouvement et donnait des ordres directement aux cellules. La stratégie des cellules rurales consistait en des attaques par tirs directs contre les forces de la coalition chaque fois qu'elles se trouvaient à proximité. Les EEI avaient initialement été utilisées pour canaliser le mouvement pendant cette période. Plus tard en 2005, le mollah Dadullah Lang est devenu le commandant sur le terrain de la plupart des cellules talibanes dans les provinces du Sud de l'Afghanistan, ce qui a entraîné l'ajout d'opérations d'assassinat et de terrorisme par EEI dans la ville de Kandahar à l'approche des élections⁷⁵.

Le renforcement des activités en milieu rural et urbain de l'ennemi s'est poursuivi au début de 2006, mais la stratégie est restée la même et les résultats ont été peu impressionnants. En effet, les actions de la FO Orion dans les districts nord et ouest de Kandahar ont été très similaires à celles de la FO Gun Devils en 2005, et l'ennemi est demeuré perturbé dans ces zones.

Le 22 mai 2006, l'annonce par le mollah Dadullah Lang que les talibans allaient modifier leur mode de fonctionnement et la ratification ultérieure de ce changement par la choura de Quetta lors d'une réunion tenue du 23 au 30 mai ont confirmé que la FOM Aegis et les alliés avaient eu un effet significatif sur l'ennemi de février à avril. En effet, il semblait que la choura de Quetta allait renforcer ses opérations dans la province d'Helmand, où la position britannique était considérée comme plus faible que la position canadienne à Kandahar⁷⁶.

Du 3 au 5 juin, les chefs talibans étaient de retour en Afghanistan : Hafiz Majid et trois de ses sous-chefs se sont terrés quelque part près de Talukan, dans le district de Panjwayi, pour se préparer à mettre en œuvre les nouveaux plans. Au même moment, la Direction nationale de la sécurité a relevé des indications selon lesquelles des groupes de haut niveau étaient en route vers la province de Kandahar, ce que les analystes ont jugé inhabituel. D'autres informations faisaient état du déplacement de groupes de combattants arabes et pakistanaïes de Karachi à Quetta puis dans la ville de Kandahar⁷⁷. Il était difficile de déterminer les intentions de l'ennemi; cependant, à la fin de juin, des informations plus probantes indiquaient que l'objectif explicite du mollah Dadullah Lang et du mollah Baradar était désormais de prendre le Sud de l'Afghanistan et d'établir une présence permanente à Kandahar. La choura de Quetta laissait entrevoir les mêmes intentions⁷⁸.

Dans les cercles de la coalition, on croyait qu'en perturbant et en frustrant les talibans assez longtemps, ces derniers voudraient peut-être s'asseoir à la table et discuter. Toutefois, comme il y avait une apparente transition à partir d'opérations de guérilla vers une combinaison complexe de terrorisme urbain et d'aspirations à des opérations plus conventionnelles, on commençait à croire que l'occasion se présenterait de vaincre l'insurrection une fois pour toutes. En attendant, toutefois, la perturbation est demeurée le fondement des opérations de la FOM Aegis⁷⁹. Cette démarche a pris de nombreuses formes. Les unités de manœuvre ont poursuivi leurs activités de déstabilisation tandis que la FOM Aegis s'est tournée vers des moyens plus ésotériques.

Le repérage du système médical des insurgés en est un exemple. On localisait le personnel médical de haut niveau, les points de récupération des blessés et les « filières clandestines » d'évacuation médicale jusqu'à la ligne Durand et au-delà. Malgré l'accent mis ouvertement sur l'efficacité du martyr jehadiste, les talibans prenaient les opérations médicales au sérieux. Avant de préparer des opérations, les insurgés créaient et géraient des points de ramassage des blessés et stockaient des fournitures médicales. Souvent, en particulier dans les provinces de Zabol et d'Helmand, la coalition repérait ces installations, puis les démantelait. Il s'agissait d'une activité non cinétique : on disait aux médecins de quitter la région et on utilisait les fournitures pour aider la population locale. Cela a eu un effet mesurable sur les opérations ennemies dans ces provinces, mais moins à Kandahar ou Oruzgan, où l'ennemi utilisait les hôpitaux du gouvernement local pour soigner ses victimes⁸⁰.

Un autre exemple est le recours aux FOS pour repérer et surveiller les passages secrets pour insurgés traversant la ligne Durand en Afghanistan. Ces passages comprenaient des endroits dans la région de Bahram Chah/Barab Chah dans le sud d'Helmand; une piste d'atterrissage construite par Al-Qaïda à Kala Puti dans le district de Shorabak; et le désert de Reg, et en particulier Spin Boldak, où passaient des composantes d'EEI. On surveillait les allées et venues des chefs; on observait les combattants y entrer, et les blessés ou les morts en sortir⁸¹.

Pendant tout le mois de juin 2006, la FOM Aegis a pris note des changements de comportement des talibans en repérant les lieux où se trouvaient leurs chefs et les types d'opérations menées dans chaque province. Par exemple, le déploiement dans la province de Kandahar des deux cellules de 15 hommes du mollah Hanan formé par Al-Zarqawi et des bombes humaines d'Al-Qaïda a été annonciateur d'un niveau de carnage plus élevé que la normale à Kandahar. Si, par exemple, le nombre de combattants talibans de Toor Naquib dans le haut Shah Wali Kot n'était pas accru et que ces derniers continuaient à exécuter leur niveau habituel d'embuscades sur la route de Tarin Kot, on pouvait exclure qu'il s'agisse d'un effort principal. Si le mollah Shakur et ses cellules à Chenar et Tambil, dans le district de Khakrez, ne faisaient pas grand-chose, il est probable que l'effort principal n'était pas là non plus. Cependant, la présence du mollah Dadullah Lang à Helmand et du

mollah Baradar à Zaboul signifiait probablement que des opérations coordonnées contre les forces de la coalition visant des effets plus importants se prépareraient là-bas dans un avenir rapproché⁸².

A un niveau supérieur, la FOIM-76 devait coordonner les opérations du Commandement régional (Est) avec celles de la FOM Aegis dans le CR (S). À cette époque, Al-Qaïda, ses alliés et ses affiliés avaient consolidé leurs positions dans les zones tribales sous administration fédérale et au Waziristan Nord et Sud. Si la FOIM-76 retirait des forces et ressources du Commandement régional (Est) et les envoyait soutenir la FOM Aegis, cela encouragerait-il les insurgés basés au Pakistan à attaquer le Commandement régional (Est)? L'état-major canadien de liaison de la FOIM-76 a prévenu la FOM Aegis que les priorités divisionnaires étaient les suivantes : opérations dans les provinces N2K (Nangarhar, Kunar et Khost); opérations dans la zone de sécurité frontalière du Commandement régional (Est); opérations dans le CR (S). Ces priorités étaient sur le point de changer, mais la FOM Aegis devait planifier sur la base qu'elle ne pourrait pas gérer indéfiniment des ressources empruntées ou assignées, en particulier les systèmes de collecte ISTAR. Elle devait être sélective quant aux mesures à adopter⁸³.

L'Op MOUNTAIN THRUST, conçue par la FOIM-76, s'est concentrée sur le nord d'Helmand, Oruzgan et le nord de Zabol. Les objectifs étaient les suivants : vaincre les talibans dans ce que la FOIM-76 croyait être ses sanctuaires; étendre la gouvernance du gouvernement afghan à ces régions; faciliter l'expansion, la phase III de l'OTAN. L'effort principal était la province d'Helmand. Les forces de la coalition devaient y fixer les conditions nécessaires aux opérations spéciales de la FO Bushmaster en vue d'éliminer et de vaincre les talibans dans la vallée de Bagram et dans l'ouest d'Oruzgan. Les opérations à Zabol et à Kandahar devaient servir à soutenir les opérations de façonnage. Les tâches principales consistaient à tuer/capturer les leaders et les cellules d'EEI de l'ennemi, et à interdire l'entrée des cellules talibanes à Kandahar, à Qalat et à Lashkar Gah⁸⁴.

Opération MOUNTAIN THRUST : district de Khakrez, juin 2006

L'Op MOUNTAIN THRUST a fait intervenir pratiquement tout l'effectif de la FOM Aegis, y compris la FO Orion. Cette dernière devait se déployer dans le nord de la province de Kandahar, encercler et fouiller toutes les zones de refuge potentielles des talibans et, de manière plus générale, faire barrage à tout taliban qui tenterait de se diriger vers le sud pour échapper aux forces de la coalition exécutant des manœuvres à Oruzgan⁸⁵.

Cette stratégie posait un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, le plan ne tenait pas compte des détails du relief montagneux et complexe, et il n'y avait tout simplement pas assez de forces pour passer au peigne fin l'ensemble des zones désignées. Deuxièmement, il n'était pas prévu de laisser une présence afghane en matière de sécurité et de gouvernance

dans les zones ratissées. Troisièmement, et c'est le plus important pour la FO Orion, l'Op MOUNTAIN THRUST devait envoyer toutes les forces d'Orion dans les districts du centre de la province et dans la ville vers le nord, dans des districts où l'ennemi ne semblait pas se trouver. Ce dernier se concentrait à Zharey et Panjwayi, et non à Khakrez ou Ghorak. Oui, l'ennemi était présent à Shah Wali Kot, mais en quoi constituait-il une menace? Il ne perturbait pas sérieusement la route de Tarin Kot et il était éloigné de la ville de Kandahar⁸⁶.

Il était extrêmement difficile de convaincre la FOIM-76 de cet état de fait. Cette dernière avait déjà établi sa trajectoire depuis des mois et alloué des capacités ISTAR et d'autres ressources à l'Op MOUNTAIN THRUST. Ces ressources devaient se rendre ailleurs pour une opération ultérieure, MOUNTAIN LION, dans un autre commandement régional. Des éléments de l'état-major de la FOIM-76 n'étaient pas convaincus que le problème de Zharey/Panjwayi était suffisamment important dans le schéma de ses objectifs plus larges⁸⁷.

Le gouvernement afghan dans la province de Kandahar n'était pas d'accord avec la FOIM-76 et a imaginé plusieurs moyens de convaincre la FOM Aegis et la FO Orion d'organiser plus d'opérations à Zharey pour maintenir l'ennemi en déséquilibre. Il y avait de nombreux programmes en jeu concernant la structure du pouvoir provincial, pas tous strictement liés à la sécurité, mais le Lcol Hope en a convenu qu'il y avait un problème émergent dans le district et a fait pression sur la FOIM-76 pour qu'elle refasse enquête à Zharey avant de lancer l'Op MONTAGNE THRUST. L'Op JAGRA, menée du 12 au 14 juin 2006, a renvoyé les compagnies C et B à Zharey. L'échange de tir qui en a résulté et à laquelle la Compagnie C s'est trouvée mêlée a montré une fois de plus que l'ennemi s'organisait. Les forces ennemies ont alors tenu leur position et combattu avant de battre en retraite progressivement, puis de se disperser. C'était une nouvelle façon de faire de leur part⁸⁸.

Malheureusement, la coalition ne pouvait pas protéger les districts de Zharey et de Panjwayi car elle n'avait pas suffisamment de troupes. L'ensemble de la FO Orion s'est déplacée vers le nord dans le cadre de l'Op MOUNTAIN THRUST. Aucun kandak de l'Armée nationale afghane n'a été mis à la disposition de la coalition dans la province de Kandahar. Les kandak formés par les États-Unis n'ont pas été envoyés à Kandahar et sont soit allés au commandement régional (Est), soit ils ont protégé Kaboul. Les différentes forces de « police », dont la plupart ne valaient guère mieux que les milices tribales et étaient mal équipées pour les opérations anti-insurrectionnelles, sans parler de la police traditionnelle, n'ont donc pas pu être déployées. Comment une ERP, avec une poignée d'officiers canadiens de la CIVPOL, a-t-elle pu former et encadrer plusieurs forces de police afghanes partiellement formées qui étaient en contact presque quotidien avec les insurgés dans toute la province? Où étaient les policiers de Kaboul qui avaient été formés par les Allemands? L'incapacité du gouvernement canadien à exercer une influence à Kaboul ou auprès de ses alliés pour obtenir plus de ressources pour la province de Kandahar, ou pour convaincre la FOIM-76

de modifier sa perception pendant cette période a démontré une faiblesse importante dans la capacité du Canada à intégrer les ministères et à créer une synergie dans la capitale pour atteindre les objectifs de sécurité dans la province de Kandahar. Les hommes et les femmes de la FO Orion ainsi que leurs successeurs devaient maintenant en porter le fardeau⁸⁹.

La FO Orion a été déployée dans le district de Khakrez, au nord, le 12 juin 2006 (voir la figure 10-6).

Il n'y a eu pratiquement aucun contact tandis que les compagnies A et C menaient des opérations épuisantes de bouclage et de fouille. Après plusieurs jours d'opérations peu concluantes, la FO Orion se préparait à retourner au KAF, dans le sud. C'est alors qu'un LAV III a été frappé par un énorme amas de mines, blessant gravement l'équipage et détruisant le véhicule. Au même moment, un VBL III du quartier général tactique de la FO Orion a été touché par un EEI à plateau de pression dans le district de Ghorak. Et alors deux G-Wagons du quartier général tactique ont été mis hors service par un véhicule suicide renfermant un EEI à l'entrée de la ville, blessant deux Canadiens et tuant neuf civils afghans. Pendant que la FO Orion était perturbée au nord, les talibans poursuivaient leurs préparatifs dans le district de Zharey⁹⁰.

Opérations dans le district nord, juin-juillet 2006

Dans le cadre des opérations en cours de la FOM Aegis dans le nord de la province de Kandahar liées à l'Op Mountain Thrust, la vallée de Chenartu constituait une zone d'intérêt à l'est de la route de Tarin Kot, au centre de la province de Zabol. Chenartu a été le théâtre d'une opération réussie des forces spéciales en décembre 2005, qui a permis d'atteindre plusieurs chefs talibans ciblés et de montrer que la coalition pouvait atteindre à volonté des vallées presque inaccessibles. Une perspective similaire sous-tendait cette opération. La vallée de Chenartu était une zone verte étendue sur le long atteignable uniquement par voie aérienne ou par l'équivalent d'un sentier de chèvre élargi. Selon les renseignements obtenus, les talibans du district de Shah Wali Kot s'y seraient regroupés, et d'autres organisations talibanes d'Oruzgan et de Zabol auraient utilisé la vallée comme point de rencontre. L'Op TABER POLAD était une mission complexe faisant intervenir la FO Orion, la Police nationale afghane, et la FO Knighthawks, l'unité d'aviation des Forces terrestres des É.-U. appartenant à la FOIM-76⁹¹.

Le schème de manœuvre prévoyait l'assaut aérien de la Compagnie C sur deux positions de blocage, pendant que la Compagnie A et la police fouillaient la vallée. Le principal défi consistait à se conformer aux exigences de la FO Knighthawks, qui affirmait que les zones d'atterrissage de leurs hélicoptères devaient être sécurisées par des véhicules armés avant d'atterrir. De toute évidence, on cherchait à ne pas avoir de surprise; l'état-major de la FO Orion s'est donc démené pour trouver un moyen de répondre à ce critère.

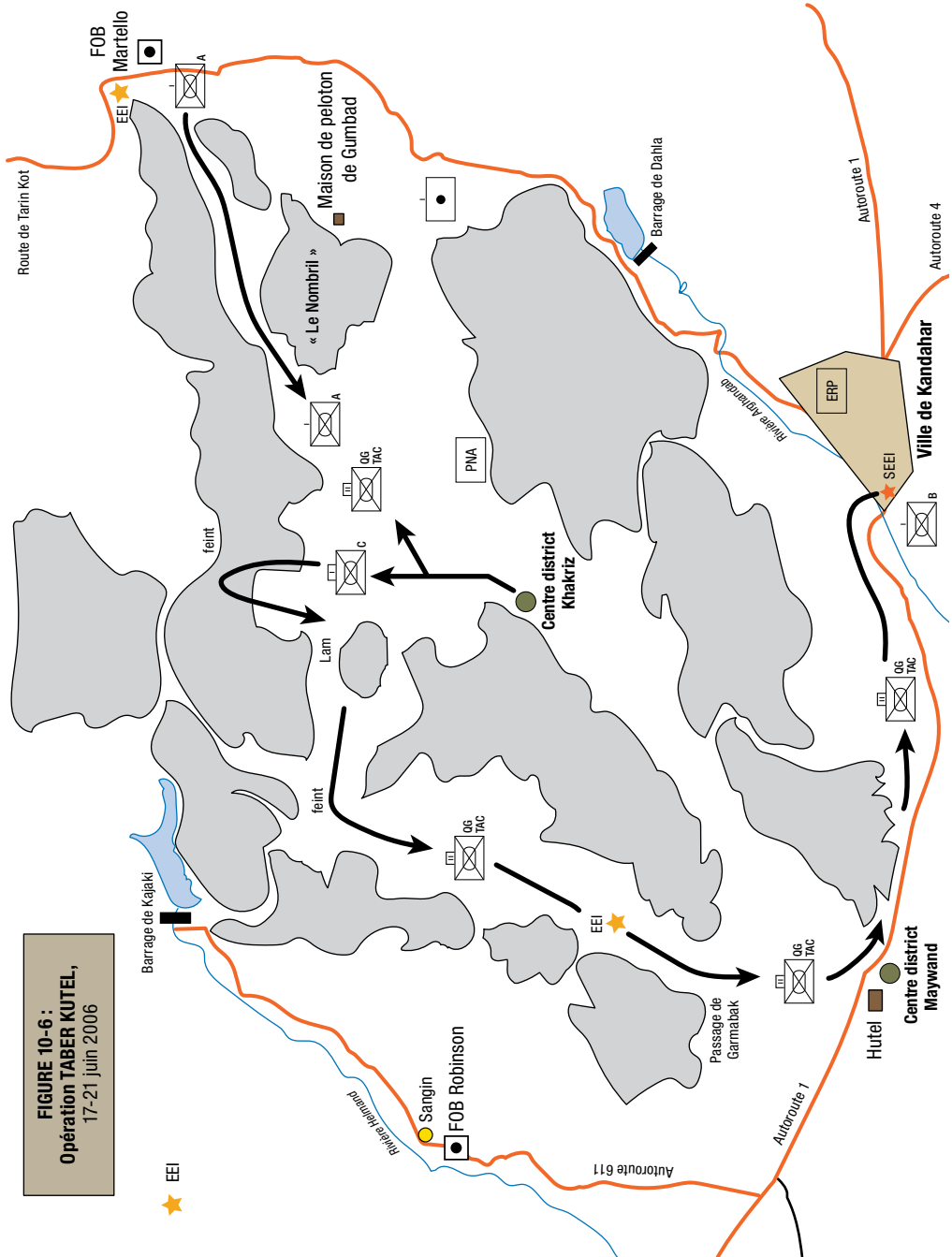


FIGURE 10-6 :
Opération TABER KUTEL,
 17-21 juin 2006

Figure 10-6 : Opération TABER KUTEL, 17-21 juin 2006

Le peloton de reco et les tireurs d'élite se sont déployés au sud-est de la FOB Martello vers leurs positions de blocage désignées. Lorsque leurs RG-31 et leurs G-Wagons ont été en position, plusieurs CH-47 Chinook escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64 ont alors surgi en même temps que la Compagnie C : la moitié au nord de la vallée, l'autre moitié au sud. Le TUAV Sperwer tournait en boucle en attendant les « squirters ». La Compagnie A et la police afghane, suivies par les VBL III de la Compagnie C, se sont déployés au sud sur la route de Tarin Kot, puis à l'est sur la piste qui mène à l'extrémité sud de la vallée de Chenartu. L'intervention a pris par surprise le système d'alerte précoce de l'ennemi, qui a eu du mal à trouver des spécialistes d'EEI pour répondre à l'incursion.

Alors que la police afghane adoptait ses positions de blocage, la Compagnie C lançait des manœuvres de bouclage et de fouille dans le nord, tandis que la Compagnie A se frayait un chemin depuis le sud. Il y a eu plusieurs réussites sur le plan du renseignement, mais les insurgés talibans qui se trouvaient dans la vallée se sont terrés et n'ont pas affronté la FO Orion. Les fouilles n'ont rien donné et aucun ennemi n'a été identifié par la population, qui était intimidée. Encore une fois, sans une présence de sécurité importante et compétente, la population ne se rangerait pas du côté du gouvernement ou des forces de la coalition. Après deux jours, on a dû mettre fin à l'Op TABER POLAD. Alors que les effectifs quittaient la zone, des spécialistes des EEI ennemis ont posé des dispositifs sur l'itinéraire d'extraction, mais les systèmes de CME sur les véhicules canadiens les ont tous détruits. Cela a donné lieu à une série de communications frustrées entre les insurgés.

Pendant que la FO Orion se remettait de TABER POLAD, il fallait prendre une décision importante. La maison de peloton de Gumbad, créée à l'époque des Gun Devils et entretenue par la FO Orion, était de plus en plus problématique en raison de son éloignement. Gumbad nécessitait des ressources canadiennes et était difficile à réapprovisionner. La plupart des pertes de la FO Orion, tant sur le plan du personnel que des véhicules, ont été signalées dans ses environs. Parallèlement, une présence en matière de gouvernance était assurée dans le nouveau centre du district. Un petit effectif de policiers et de l'Armée nationale afghane y était installé. Gumbad était un exemple du dilemme auquel étaient confrontés non seulement la FO Orion, mais aussi les commandants des FO ultérieures; elle coûtait cher et on y voyait un potentiel sur le plan des objectifs à long terme de la campagne, mais compte tenu des changements à court terme dans la province d'Helmand et autour de Kandahar, était-ce toujours aussi important? Si la FO Orion quittait la région après plusieurs mois d'opérations de sécurité et de gouvernance, l'ennemi viendrait et montrerait à la population qu'il était désormais aux commandes. La nouvelle se répandrait dans tout le district que les forces de la coalition et du gouvernement étaient faibles. Le contexte, à savoir le manque d'effectifs et le changement de priorités, ne serait pas de bonnes justifications pour la population locale.

La décision de retirer les Forces canadiennes de Gumbad a été extrêmement difficile à prendre. Cependant, la FO Orion ne pouvait pas simplement abandonner une maison de peloton fortifiée. On s'inquiétait du fait que l'ennemi occuperait l'installation et l'utiliserait dans le cadre de ses offensives d'information. Ils diraient : « Voyez, nous avons vaincu les Canadiens à Gumbad. Voici leur base et nous l'occupons⁹²! » Il fallait organiser une opération délibérée pour démanteler la maison de peloton de Gumbad. On a donc mis sur pied une patrouille médicale de village pour camoufler le déroulement simultané de l'opération de démantèlement. Ainsi, pendant que des médecins, dentistes, vétérinaires, psychologues et membres des forces de sécurité afghanes atterrissaient en hélicoptère pour aider la population locale, une force terrestre de la Compagnie C démantelait la base. Même s'il n'y avait pas eu de victimes, les relations à long terme entre les forces gouvernementales et la population locale de Shah Wali Kot ont été mises à mal. Dans l'ensemble, c'était la bonne décision, mais un piètre réconfort pour la population locale⁹³.

Ce retrait allait se répercuter à long terme. Au cours des années suivantes, chaque fois que le Canada se retirait d'un avant-poste de combat ou démantelait une maison de peloton, les analystes des médias canadiens qualifiaient ce geste de « retraite » et de démonstration d'une perte de contrôle de la coalition. Cela exerçait une pression sur la chaîne de commandement canadienne à Ottawa, l'obligeant, ainsi que le quartier général avancé en Afghanistan, à dépenser de précieuses ressources et du temps à sur-analyser l'impact politique interne de chaque redistribution tactique potentielle des forces. Bien entendu, la chaîne de commandement ne pouvait pas expliquer aux médias, et par conséquent à l'ennemi, que les forces étaient insuffisantes, et elle ne pouvait certainement pas divulguer les priorités futures. Le milieu des affaires publiques n'a pas su expliquer ces réalités et, en fin de compte, la perception que le Canada « battait constamment en retraite » s'est imposée dans les médias canadiens, ce qui a eu des effets néfastes au fil du temps⁹⁴.

Même si l'opération MONTAGNE THRUST n'a pas été concluante dans la zone d'opérations canadienne, elle a eu des effets importants ailleurs. Le major-général Freakley a affirmé ceci :

[Traduction]

Nous avons éliminé plusieurs des chefs ennemis clés dans le sud, principalement dans la province d'Helmand. Nous avons ciblé dix individus là-bas. Nous en avons éliminé quatre et avons chassé les autres du pays. En octobre, ils étaient tous les six de retour à cause de l'inactivité des Britanniques. Cependant, l'Op MOUNTAIN THRUST a permis aux Britanniques, Néerlandais et Roumains d'entrer dans le pays pratiquement sans entrave. [Ce travail a été effectué par] le chef de la FO Bushmaster. Pour ce qui est du volet « combats », ils ont été menés par le Canada et les États-Unis... Mais nous n'avons pas obtenu d'effet durable⁹⁵.

Op ZAHAR : la bataille de Pashmul, du 7 au 9 juillet 2006

La FOM Aegis et la FO Orion ont dû faire face à deux problèmes apparus simultanément. Fin juin, l'activité des insurgés s'est considérablement accrue dans les districts de Musa Qala et de Kajaki, dans la province d'Helmand... Puis, les entreprises de sécurité du barrage hydroélectrique de Kajaki, d'une importance vitale, ont déserté. D'autres indicateurs laissaient entrevoir que la sécurité dans la région de Sangin était de plus en plus problématique. La situation a donné lieu à un débat entre les commandants britanniques et les dirigeants politiques d'Helmand sur la réponse à apporter. Le 3 PARA devait-il ou non se diriger vers le nord en dehors de ses zones d'opérations désignées autour de Lashkar Gah⁹⁶? Dans un même temps, la Compagnie B de la FO Orion a détecté la montée en puissance d'insurgés dans le district de Zharey, dans la province de Kandahar. La différence, maintenant, résidait dans le fait que les chefs talibans arrivaient en plus grand nombre et que des préparatifs de défense étaient en cours dans le district. Les indicateurs ISTAR ont suggéré qu'il y avait un lien entre les activités au centre d'Helmand et celles dans le district de Zharey. Une possibilité était que la force de Zharey allait bloquer l'autoroute 1 pour empêcher le réapprovisionnement et provoquer des «spectacles» à Kandahar, pendant que la force insurgée d'Helmand attirerait les forces britanniques vers le nord et se dirigerait ensuite vers Lashkar Gah, la capitale provinciale, ou encore éliminerait la force opérationnelle britannique en déploiement à mesure qu'elle ferait son entrée sur le terrain⁹⁷.

L'Op HEWAD («Homeland») était un plan de contingence établi par la FOM Aegis pour résoudre le problème de la région centrale d'Helmand. Une partie de ce plan était appelée Op AUGUSTUS, un sous-plan conçu pour neutraliser les leaders ennemis s'ils se réunissaient dans la région de Sangin pour planifier ou négocier avec des groupes locaux. La FO Orion travaillait déjà, seule, sur un plan de contingence pour retourner dans le district de Zharey et perturber les activités de l'ennemi : ce plan était appelé Op ZAHAR («Épée»). Cependant, Orion avait un rôle à jouer dans HEWAD et AUGUSTUS, et toutes les activités devaient alors être coordonnées avec l'Op MOUNTAIN THRUST, menée par la FOIM-76 dans la province d'Oruzgan et dans les zones adjacentes. Dans les faits, la FO Orion se désengagerait du Shah Wali Kot, se rendrait dans le district de Zharey et perturberait l'ennemi, se réapprovisionnerait, puis se dirigerait vers l'ouest jusqu'à Helmand pour soutenir les opérations britanniques à Sangin.

Le portrait du renseignement pour l'Op ZAHAR a pris forme le 5 juillet. Les leaders ennemis étaient sur le point de se rencontrer dans la région de Pashmul, de consolider le contrôle du district, puis d'organiser une série d'opérations «spectaculaires» à Kandahar tout en entravant la circulation sur l'autoroute 1. Conscient de ce fait et de la montée en puissance signalée par la Compagnie B du Maj Grimshaw et d'autres sources, le Lcol décide qu'il est temps de lancer l'Op ZAHAR.

Cette dernière s'appuyait sur toutes les leçons tirées de la FO Orion à ce moment-là dans la province, la première étant qu'un réseau de signalement de l'ennemi existait bel et bien à Kandahar et autour, et que celui-ci devait être déjoué avant que le groupement tactique ne puisse converger vers les zones cibles. Contrairement aux opérations précédentes, ZAHAR recourait aux trois compagnies d'infanterie. Encore une fois, les opérations précédentes ont prouvé que le fait d'encercler une zone cible en terrain difficile et de surprendre l'ennemi améliorait les chances de succès.

Dans la nuit du 7 juillet 2006, les compagnies d'infanterie de la FO Orion ont fait des allers et retours dans la ville de Kandahar pour brouiller le réseau d'alerte précoce de l'ennemi. Juste avant minuit, la Compagnie A et le peloton de reco se sont déplacés vers la Base de patrouille Wilson (avec un véhicule de COCIM qui a essuyé des tirs pendant qu'il traversait la ville), tandis que les compagnies B et C se sont déplacées vers le centre du district de Bazaar-e Panjwayi dans le district de Panjwayi. Les canons M-777 ont été installés en position le long de l'autoroute 1. Une compagnie des troupes de l'Armée nationale afghane du nord de l'Afghanistan et leurs instructeurs américains intégrés ont été séparés; un peloton afghan a été affecté à chaque compagnie canadienne. Pour des raisons de sécurité opérationnelle, la police afghane n'a pas été invitée à participer à cette opération (voir la figure 10-7).

La FO Orion se déploie à minuit. La compagnie A du Maj Gallinger se dirige vers l'ouest en descendant l'autoroute 1 et bifurque brusquement vers le sud dans les allées étroites entre les tranchées des vignobles. La Compagnie C du Maj Bill Fletcher traverse la rivière Arghandab et établit un «point d'appui» au carrefour, à courte distance du bazar au sud de Pashmul, pendant que le Maj Grimshaw et la Compagnie B se préparent à croiser la Compagnie C en se dirigeant vers l'ouest en position de blocage.

Les tirs commencent immédiatement sur tous les fronts. Les véhicules de la Compagnie A sont ciblés par des tirs après cinq minutes, tout comme ceux de la Compagnie C. Cette dernière tient bon et riposte par des tirs de 25 mm provenant de ses VBL III de tête. La colonne de VBL III et de G-Wagons de la Compagnie A se déplace lentement le long de l'allée sombre, les tourelles vont à gauche et à droite, visant les équipes RPG ennemies à l'aide de lunettes de vision nocturne. Les femmes et les enfants commencent à fuir la zone de combat. Pendant que la Compagnie C continue de tirer sur ses objectifs, la Compagnie B se déplace vers l'ouest, mais est lourdement attaquée par des équipes de RPG et des tirs de mitrailleuses depuis le sud et l'ouest. Les trois compagnies sont donc prises à partie par une force de couverture ennemie déployée en cercle autour de Pashmul. L'ennemi tente d'envoyer un petit nombre de renforts à moto pour soutenir la force de couverture, mais ceux-ci sont éliminés alors qu'ils tentent de se mettre en position. Les combats durent

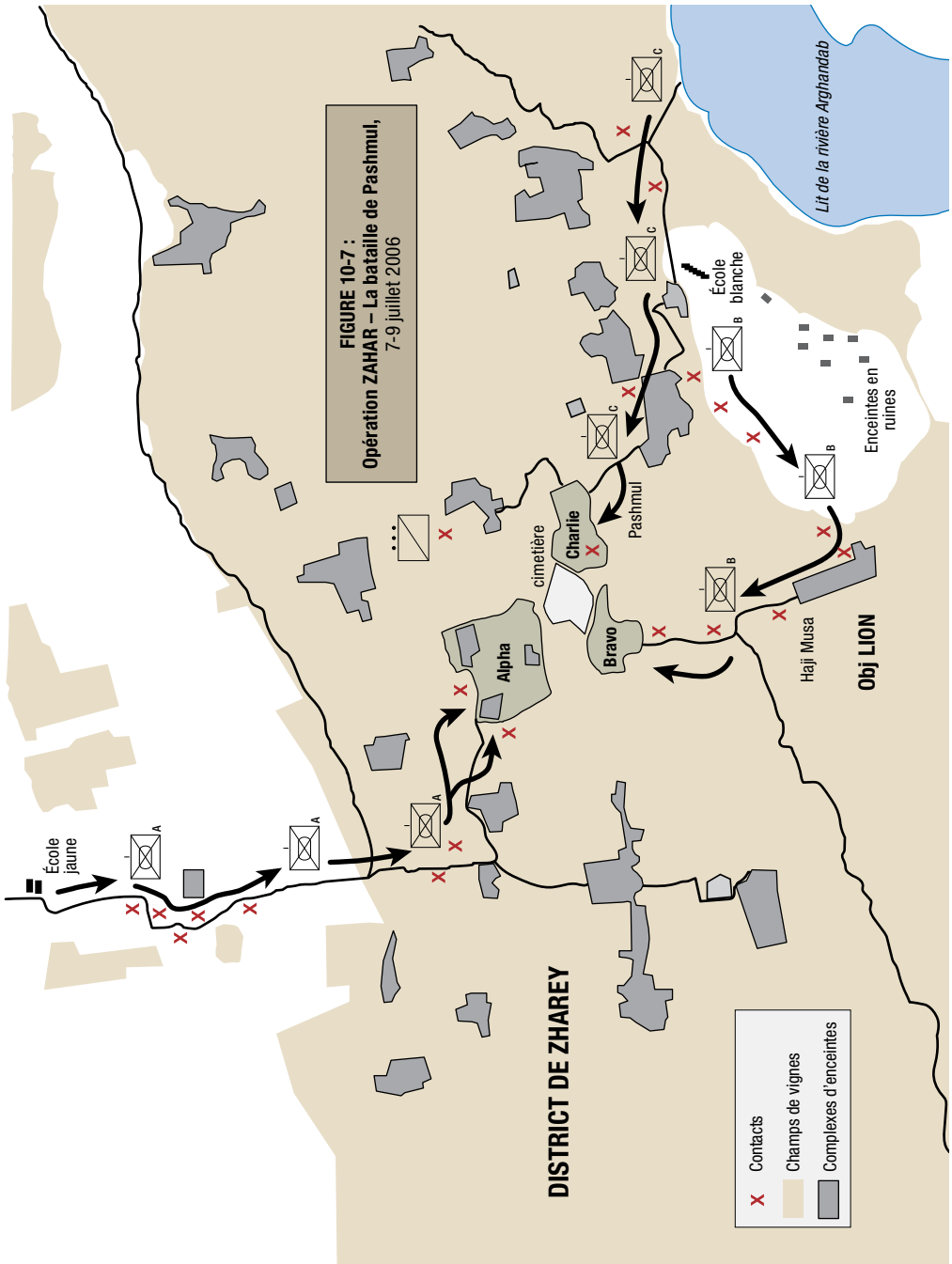


Figure 10-7 : Opération ZAHAR – La bataille de Pashmul, 7-9 juillet 2006

toute la nuit alors que les compagnies se mettent en position en face de leurs zones cibles, désignées ALPHA PUMA, BRAVO PUMA et CHARLIE PUMA. Le peloton de reco se déplace du nord-est vers une position de blocage et appréhende des éléments ennemis qui tentent d'échapper à l'assaut.

Aux premières lueurs du jour, les trois compagnies et les troupes afghanes qui les accompagnent descendent et avancent vers les zones d'objectif. Les trois compagnies essuient des tirs de mitrailleuses, tandis que la Compagnie A commence à être touchée par des tirs indirects de mortiers et de GPF. Les combattants rapprochés constatent que des RPG sont utilisés par les deux camps à des portées minimales. L'enchevêtrement de ces engins et la chaleur extrême ralentissent la progression. C'est alors que l'ennemi contre-attaque, essayant d'exploiter un filon entre les pelotons de la Compagnie B, une manœuvre qui surprend le commandement canadien et qui se révèle un autre indicateur d'une capacité tactique accrue de l'ennemi. Les combats sur toutes les zones d'objectifs se poursuivent jusque tard dans la matinée; les canons M-777 de la batterie A, les hélicoptères d'attaque AH-64 de l'armée étasunienne et les chasseurs-bombardiers A-10 des Forces aériennes des É.-U. sont amenés en renfort.

Au cours de l'action, le Cpl Anthony Boneca, un réserviste du Lake Superior Scottish Regiment, est abattu lors de l'assaut de la Compagnie C, sur une enceinte. Un UAV MQ-1 Predator de la 62^e Escadrille de reconnaissance expéditionnaire des Forces aériennes des É.-U. est amené et largue un missile Hellfire sur la structure, qui enflamme les munitions et brûle le bâtiment. C'est la première fois qu'un contrôleur interarmées de l'attaque finale du Canada guidait un AGM-114 Hellfire lancé par un UAV : ce ne sera pas la dernière. Dans la zone de la Compagnie A, de petites équipes d'insurgés tentent de prendre le flanc de l'assaut principal et de gêner le ravitaillement en eau ou de provoquer d'autres perturbations pour ralentir l'élan de l'assaut. Ces mouvements sont contrés par le quartier général de la compagnie et le réapprovisionnement se poursuit.

Les membres du Génie de combat nettoient peu à peu les enceintes tout au long de la journée. Les membres du Génie de combat du Maj Trevor Webb découvrent le matériel de fabrication d'EEI et les postes de commandement ennemi abandonnés. Les victimes ennemies, dont les corps ont été fragmentés par divers systèmes d'armes canadiens, se trouvent dispersées dans toute la zone de combat; en collaboration avec la COCIM locale, on tente de disposer des restes d'une manière culturellement appropriée. Les ressources ISTAR tentent de localiser l'ennemi pour reprendre l'engagement. Selon les indicateurs, un certain nombre d'insurgés se sont échappés vers l'objectif LION, le village de Haji Musa, au sud-ouest de Pashmul. Des plans sont établis pour converger vers Haji Musa le lendemain matin.

Parallèlement, des indicateurs plus clairs montrent que certains ennemis ont pu s'exfiltrer vers l'ouest avant que le périmètre puisse être entièrement délimité. Malheureusement, la capacité de la FO Orion à poursuivre compte tenu du terrain resserré était minime. Un ratissage à Haji Musa après une mission d'OPPSY a permis de trouver des équipements et des fournitures médicales, mais les insurgés étaient déjà partis. Aucun autre contact n'a eu lieu cette journée-là.

Pendant que la FO Orion attaquait l'ennemi à Pashmoul, le gouverneur de Kandahar et diverses unités de police de la ville effectuaient des raids dans de nombreuses mosquées soupçonnées de soutenir l'insurrection; 156 personnes sont arrêtées, dont 50 restent en détention. L'Op ZAHAR conjuguée aux raids sur les mosquées perturbe totalement les plans de l'ennemi, qui prévoyait lancer une offensive de type Têt. En effet, on évalue à trois ou quatre le nombre de chefs ennemis qui ont été mis hors de combat par l'Op ZAHAR. Deux d'entre eux ont été blessés, exfiltrés, puis sont décédés par la suite ailleurs. Il est à noter que ces chefs étaient amenés à remplacer les pertes antérieures, en particulier celles du réseau de Baqi, et comprenaient probablement des spécialistes des EEI. Après l'opération, la Compagnie B a interrogé ses sources locales et a conclu qu'il y avait 200 insurgés ennemis présents entre Pashmul et Siah Choy à l'ouest. Finalement, une cinquantaine d'entre eux ont été tués ou sont morts des suites de leurs blessures. Il semble que la Compagnie A a abattu le groupe de protection rapprochée d'un chef ennemi en route; ce dernier a quitté la zone de combat, neutralisé et sans gardes du corps⁹⁸.

ZAHAR est la première opération réussie qui a sérieusement perturbé le renforcement de l'ennemi à l'ouest de Kandahar; elle a permis à la coalition de gagner du temps pour faire face à la situation qui se détériorait dans la province d'Helmand. Par ailleurs, c'était la première fois que l'ensemble du groupement tactique canadien était engagé dans une opération de combat unique : une action nocturne importante sur un terrain complexe.



Photo : Auteur

L'Op ZAHAR (du 7 au 9 juillet 2006) a été la première grande mission de combat canadienne faisant intervenir l'ensemble du groupement tactique, lancée de nuit en terrain complexe contre des positions défendues. La Compagnie A (1 PPCLI), quitte ses véhicules et essuie des tirs ennemis de l'objectif ALPHA PUMA.



Photo : Auteur

Des LAV III lancent une pluie de tirs de calibre 25 mm sur l'objectif ALPHA PUMA.



Photo : Auteurs

Des véhicules de la Compagnie A font feu sur un mouvement de flanquement ennemi.



Photo : Auteurs

L'infanterie canadienne avance pour débusquer les insurgés.

CHAPITRE DIX



Photo : Auteur

Le lendemain, les compagnies C et A progressent pour dégager Haji Musa.



Photo : Auteur

Un missile Hellfire lancé par un MQ-1 Predator tue les insurgés qui ont blessé mortellement le Cpl Tony Boneca de la Compagnie C, 1 PPCLI, durant l'Op ZAHAR.

Op AUGUSTUS : vers la vallée de Sangin

Pendant que la FO Orion menait l'Op ZAHAR, une suite de développements dans la province d'Helmand alimente ce qui allait devenir l'Op AUGUSTUS. Dans le cadre de l'Op Mountain Thrust, les opérations spéciales américaines de la FO Bushmaster s'étaient déplacées dans le nord de la province d'Helmand, amenant l'ennemi à bouger et perturbant les opérations dans cette région et dans l'ouest de la province d'Oruzgan. L'élément de soutien logistique de la FO Bushmaster, situé au nord du barrage de Kajaki, est tombé dans une embuscade. Puis un raid des FOS de niveau I, destiné à éliminer les chefs ennemis dans la région de Sangin, a mal tourné, entraînant la perte d'un hélicoptère MH-47. Au même moment, une compagnie d'infanterie britannique du 3 PARA est coincée dans le centre du district de Sangin par les forces insurgées de la ville. En raison de cette suite d'incidents, on décide de suspendre les premières opérations de reconstruction britanniques dans le centre-sud d'Helmand⁹⁹.

Des ajustements sont apportés au plan HEWAD initial. L'assaut aérien contre les chefs ennemis ciblés, au nord de Sangin, l'Op AUGUSTUS, devait avoir lieu en même temps qu'une mission de secours au centre du district de Sangin. La FO Bushmaster, qui était sur le terrain depuis longtemps et devait être utilisée pour la prochaine opération de la série MONTAGNE au sein du commandement régional (Est), devait passer par la zone d'opération de Sangin, être escortée jusqu'à l'autoroute 1, puis revenir au commandement régional (Est). Les planificateurs de la FOM Aegis devaient s'assurer que tout cela se déroule le plus harmonieusement possible. La force aéromobile 3 PARA, dotée d'une mobilité terrestre limitée, ne serait pas en mesure de gérer toutes ces pièces mobiles. Par conséquent, la FO Orion, renforcée d'une compagnie d'infanterie étasunienne équipée de Hummer de la FO Warrior, 1-2 Infantry à Zabol, est amenée en renfort. Qu'est-ce que cela signifiait dans le portrait global? Pour éviter que la position de la coalition à Helmand s'effondre, la FOM Aegis a dû dépouiller les provinces de Kandahar et de Zabol de la majorité de leurs forces opérationnelles « cinétiques » et les redéployer dans le centre d'Helmand. Dans le plan de campagne initial, ces FO étaient censées escorter et soutenir leurs ERP respectives dans leurs activités de développement, de reconstruction et de gouvernance, et participer à l'encadrement des forces de sécurité afghanes. Presque toutes ces activités ont dû être suspendues dans les trois provinces. La FO Orion devait également prendre le relais des forces d'opérations spéciales françaises à Spin Boldak. Cette opération a également dû être suspendue (les Français sont finalement partis sans avoir dûment procédé au transfert de responsabilités à la FO Orion, laissant un vide dans ce district crucial).

Le plan général prévoyait que la FO Orion établisse des barrages à l'est et au sud de la zone cible d'AUGUSTUS (voir la figure 10-8).

FIGURE 10-8 :
Opération AUGUSTUS – Province d’Helmand,
 du 12 au 17 juillet 2006

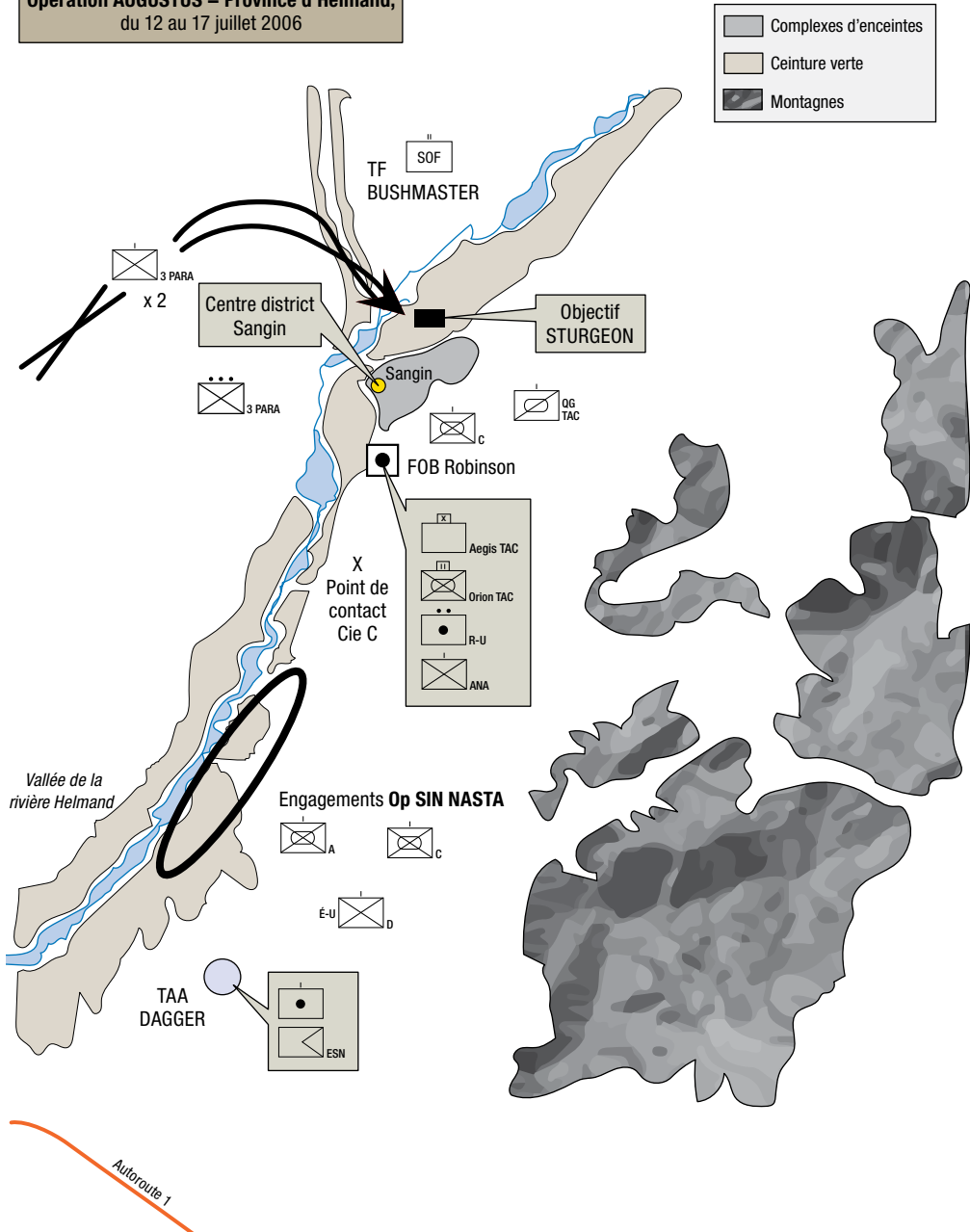


Figure 10-8 : Opération AUGUSTUS – Province d’Helmand, du 12 au 17 juillet 2006

La FO Bushmaster s'occuperait des barrages nord. La 3 PARA lancerait un assaut aérien dans la zone cible, puis une compagnie d'infanterie canadienne se déplacerait pour prendre le relais dans le centre du district de Sangin. La FO Orion couvrirait ensuite la FO Bushmaster pendant son redéploiement dans l'est de l'Afghanistan. La participation des forces de sécurité afghanes serait négligeable, car l'Armée nationale afghane et la police afghane ne détachaient pas de forces d'ailleurs en Afghanistan pour des opérations dans le sud. C'est regrettable. Un élément clé du plan était un sous-plan appelé RANA, dirigé par la conseillère en politiques de la FOM Aegis, Pam Isfeld, qui envisageait une « super choura » dirigée par le coordinateur de l'amnistie du programme afghan PTS, le légendaire professeur Mojadedi. L'idée était d'orienter la loyauté de la population de Sangin vers le gouvernement et de « réconcilier » les insurgés de la région. Finalement, l'opération dans la province d'Helmand s'est transformée en opération multinationale de la taille d'une brigade, faisant intervenir des éléments importants de quatre groupes tactiques distincts, ainsi que la plupart des services de combat et d'appui-feu associés, sous la direction de la FOM Aegis commandée par le Canada. Il s'agissait d'un jalon important, qui ajoutait toutefois une pression sur le quartier général de la FOM Aegis.

Les premiers mouvements dans le cadre des opérations HEWAD/AUGUSTUS ont été dissimulés sous le couvert d'une intempérie le 12 juillet 2006, modifiant le calendrier d'exécution. Ainsi, le Lcol Hope a profité de la tempête de poussière pour s'infiltrer dans le centre de la FO Orion sans être repéré et sans incident. AUGUSTUS a été mis en attente, permettant à la FO Orion de lancer une série d'opérations de perturbation à partir de la zone de rassemblement tactique DAGGER, de sorte que les insurgés ne puissent pas savoir où la FO Orion se rendrait ensuite.



Photo : Auteur

Se servant d'une tempête pour dissimuler ses mouvements, le groupement tactique se déploie en entier vers la Zone de rassemblement tactique (TAA) DAGGER dans la province d'Helmand avant l'Op AUGUSTUS. AUGUSTUS visait à capturer et à éliminer les chefs de l'insurrection au centre de la province d'Helmand. Le PPCLI a exécuté plusieurs raids à partir de cette TAA, lesquels ont perturbé les opérations ennemies au sud de Sangin.



Photo : Auteur

Le Lcol Ian Hope et le Bgén David Fraser préparent leurs prochaines attaques dans la TAA DAGGER dans la province d'Helmand le 12 juillet 2006, avant de partir pour Sangin. Quarante-huit heures plus tard, la FO Orion est forcée de faire demi-tour et se dirige au sud vers les districts de Nawa et de Garmsir pour reprendre le contrôle de deux centres de district. Ces opérations dans la province d'Helmand ont évité l'effondrement complet du gouvernement dans certaines zones critiques.

Plusieurs confrontations importantes ont eu lieu avec les forces insurgées dans la région d'Hyderabad, collectivement appelées Op SIN NASTA. La Compagnie A a traversé la rivière Helmand vers la ceinture verte occidentale à plusieurs reprises pour perturber l'ennemi, et la Compagnie C a exécuté un raid sur des complexes soupçonnés d'abriter des chefs ennemis à l'est de la TAA DAGGER. La compagnie américaine de la FO Warrior avait mené des opérations similaires dans la zone de Pasab. SIN NASTA a causé de nombreuses pertes humaines chez l'ennemi qui, s'il n'avait pas été molesté, aurait pu sévir contre la FOB Robinson et Sangin. Durant l'une de ces incursions, un membre du peloton de reco de la FO Orion s'est retrouvé blessé. Au vu de la situation, le Soldat et technicien médical Jason Lamont, bien que ne bénéficiant pas d'une couverture d'appui-feu, s'est élancé en terrain ouvert et a administré les premiers soins au blessé. Cet acte lui a valu d'être récompensé de la Médaille de la vaillance militaire. Par ailleurs, c'est à ce stade que le quartier général mobile de la FOM Aegis, indicatif 99, a croisé la FO Orion et s'est installé dans la FOB Robinson à Sangin. Le soir de son arrivée, il a été immédiatement bombardé par le mortier, mais les canons britanniques de 105 mm sur la base d'opérations avancée ont réagi en frappant la plaque de base, faisant cesser la frappe.

Les indicateurs de renseignement pointaient vers une zone bâtie désignée STURGEON à l'est de Sangin comme le lieu de rencontre le plus probable des chefs des insurgés. Dans la nuit du 15 juillet 2006, couverts par des drones B-1B, A-10 et MQ-1 Predator, des CH-47 Chinooks britanniques escortés par des AH-64 Longbow Apache ont fait route depuis le Camp Bastion et ont mené un assaut aérien sur l'Objectif STURGEON. La FO Bushmaster faisait obstacle au nord, tandis que la Compagnie C, accompagnée d'un peloton afghan et d'un escadron de chars légers britanniques Scimitar de la Household Cavalry, filtrait au sud. Les Chinooks de la RAF ont essayé quelques tirs en chemin, mais les 3 PARA ont fini par les rejoindre au sol et les fouilles ont commencé. La Compagnie « C » s'est retrouvée coincée sur un plan d'eau après l'effondrement d'un ponton, mais les véhicules qui ont pu traverser ont continué à avancer.

La présence d'une compagnie de VBL III, selon le rapport ISTAR, a dissuadé l'ennemi d'envoyer des renforts montés sur camion. En fin de compte, la compagnie 3 PARA n'a rien trouvé. Les dirigeants ennemis ciblés ont fui à un certain moment et n'étaient pas présents aux fins de l'objectif STURGEON. On suppose qu'ils ont été avertis par des agents du bureau du gouverneur. Deux corps et quatre civils blessés ont été retrouvés, mais ces victimes avaient été atteintes par un MQ-1 Hellfire qui n'était pas associé à l'Op AUGUSTUS. Les PARA, frustrés, ont appelé les Chinooks et sont partis vers leur base, laissant la Compagnie C seule sur l'objectif STURGEON pour se préparer à entrer dans la zone bâtie de Sangin et à remplacer les PARA assiégés dans le centre du district. C'est alors qu'un B-1B apparemment sorti de nulle part a largué plusieurs munitions à guidage de précision sur une enceinte au sud de la FOB Robinson. La FOIM-76 a alors donné instruction à la FOM Aegis de procéder à l'exploitation de ce site sensible.

Une partie de la Compagnie C a été détournée vers le site d'attaque, où elle a fait face à une salve de tirs de grenades propulsées par fusée et à de nombreux ennemis prêts à se battre pour protéger les dirigeants cibles qui se trouvaient dans le complexe. Après avoir éliminé une cinquantaine d'insurgés avec leurs canons de 25 mm, les soldats de la Compagnie C reçoivent l'ordre de regagner Sangin. Des M-777 canadiens ont tiré sur plusieurs formations d'insurgés sur la rive ouest de la rivière pendant que la Compagnie C rentrait en ville pour relever la garnison du centre du district. Le professeur Mojadedi est ensuite arrivé par avion. Toutefois, peu de personnes ont assisté à la « super choura »; ses effets ont été, malheureusement, limités.

Une patrouille d'éclaireurs du 3 PARA est alors tombée sur les cibles des dirigeants ennemis qui s'étaient échappés et qui se cachaient dans une mosquée. Ces hommes avaient survécu à une attaque des forces spéciales de niveau I, échappé aux forces de l'Op AUGUSTUS dans le cadre de l'objectif STURGEON, et survécu au déchargement de JDAM par un B-1B dans leur enceinte. À l'époque, ils étaient au cœur de l'insurrection dans la province

d'Helmand. Le personnel a évalué toutes les options possibles, mais les règles d'engagement établies et appliquées par le CENTCOM interdisaient un raid aérien sur une mosquée. Les dirigeants ennemis se sont dérobés une fois de plus provoquant, au cours des années suivantes, des niveaux sans précédent de violence et de perturbation.

Le portrait de la situation était le suivant : la FO Bushmaster, installée au nord de Sangin, était à la limite de son endurance logistique et devait retourner au commandement régional (Est) pour se rééquiper en vue de la prochaine opération de la série « Montagne ». La Compagnie B de la FO Orion surveillait la situation dans le district de Zharey, à Kandahar, et des rapports commençaient à signaler que l'ennemi était revenu dans la région de Pashmul. Les compagnies A et C, et la FO Orion accompagnée de la FO Warrior à Zabol, se dirigeaient vers la zone de rassemblement tactique DAGGER sur la route 611 dans la province d'Helmand. Le 3 PARA consolidait le centre du district de Sangin et ses nombreuses maisons de peloton, et sa compagnie d'assaut aérien était de retour au camp Bastion. Les Néerlandais poursuivaient leur déploiement dans la province d'Oruzgan. Le 99 TAC du Bgénéral Fraser avait déjà plié bagage et retournait à l'aérodrome de Kandahar. Or, un autre drame était sur le point de se produire.

Op CAUCHEMAR : reprendre Garmsir et Nawa

Dans la nuit du 17 juillet 2006, l'état-major de la FOIM-76 alerte le centre d'opérations conjointes de la FOM Aegis que deux centres de district du sud de la province d'Helmand, Garmsir et Nawa, sont attaqués. Le président Karzai est au téléphone et exige que les forces de la coalition reprennent les deux centres. D'un côté, les centres de district étaient perçus comme des symboles de la gouvernance; il s'agissait donc d'un affront direct à l'autorité de l'administration Karzai, et la situation devait être réglée rapidement, sinon le gouvernement de Kaboul perdrait la face. De l'autre, ces deux attaques étant dans des directions diamétralement opposées l'une de l'autre, sans parler de la distance qui les séparait de Sangin, visaient probablement à faire fuir les forces de la FOM Aegis au nord et à réduire ainsi la pression sur les dirigeants de l'insurrection, qui étaient coincés quelque part autour de Sangin. La pression politique était immense; les planificateurs de la FOM Aegis dirigés par le Lcol Shane Schreiber et le Lcol Mark Brewer élaborent donc une réponse immédiate aux fins d'approbation par le Bgénéral Fraser¹⁰⁰ (voir la figure 10-9).

La situation telle qu'elle se présentait cette nuit-là a mis en lumière les difficultés auxquelles la FOM Aegis était confrontée. Comme nous l'avons mentionné précédemment, il y avait quatre groupements tactiques pour quatre provinces. Il n'y avait pratiquement aucune force de l'Armée nationale afghane, et la police n'était guère plus que des milices portant des uniformes sur lesquelles on ne pouvait pas compter. La FO Orion a quitté la province de Kandahar et une partie importante de la FO Warrior s'est retirée de la province

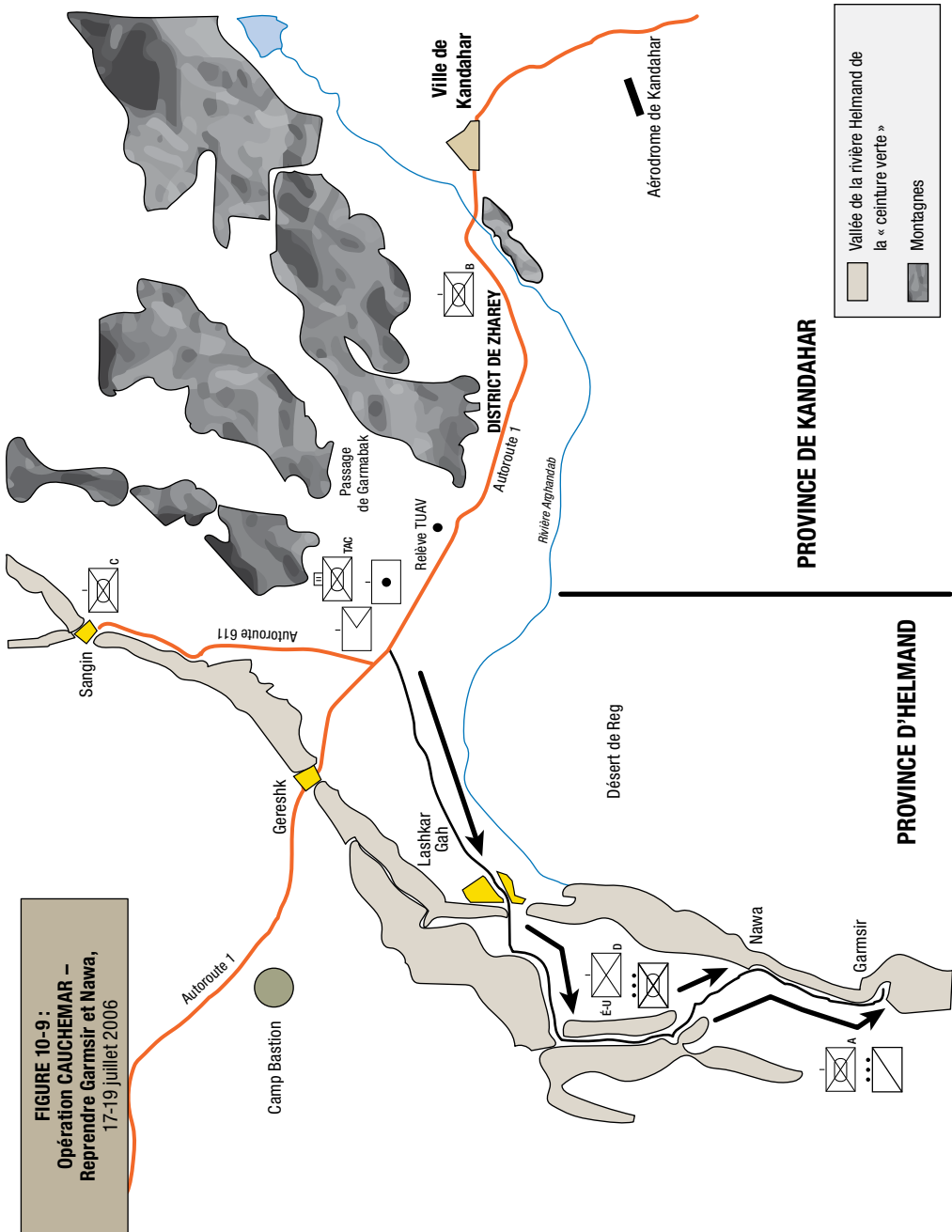


FIGURE 10-9 :
Opération CAUCHEMAR –
Reprenre Garmisir et Nawa,
17-19 juillet 2006

Figure 10-9 : Opération CAUCHEMAR – Reprenre Garmisir et Nawa, 17-19 juillet

de Zabol par suite de l'Op AUGUSTUS. La force opérationnelle néerlandaise était en cours de déploiement et n'allait pas organiser des opérations sans plan d'ensemble. Les Roumains étaient responsables de la sécurité à l'aérodrome de Kandahar. Les forces britanniques dans la province d'Helmand manquaient de mobilité au sol et comptaient sur un nombre relativement faible d'hélicoptères. La FO Bushmaster, qui n'appartenait pas à la FOM Aegis, était revenue au commandement régional (Est). La majorité de la FOM Aegis était engagée dans la région d'Helmand, ce qui rendait les trois autres provinces vulnérables (et réduisait sérieusement la capacité à mener des opérations ERP, en l'absence des forces de protection).

La seule force capable d'intervenir à temps à ces attaques était la FO Orion. Elle était équipée de VBL III et avait la capacité avérée de se déployer n'importe où dans la zone d'opérations du CR (S). Elle disposait d'une capacité logistique mobile et des moyens de faire fonctionner des TUAV à longue portée grâce à sa liaison terrestre mobile. La question était de savoir où se trouvaient exactement Garmsir et Nawa? La FO Orion et les Forces canadiennes avaient une capacité très limitée de transmission de données cartographiques ou d'autres types d'imagerie, se limitant principalement à des communications vocales ou à des cartes larguées par hélicoptère. Même si le TUAV pouvait trouver les deux sites, il devait envoyer ses images au centre d'opérations tactiques de la FO Orion à l'aérodrome

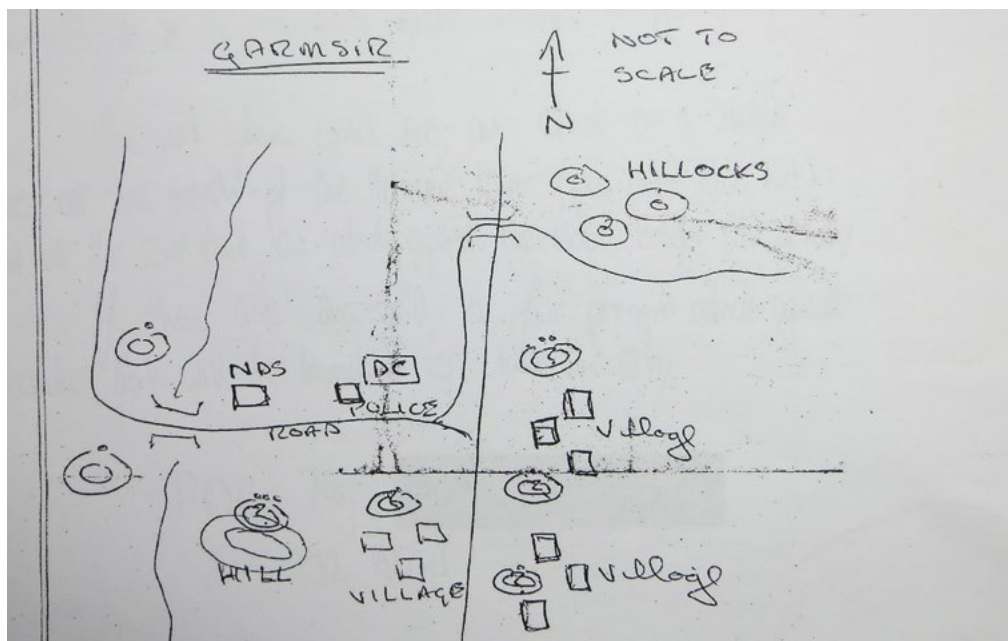


Photo : Auteur, du major Kirk Gallinger

Sur ce croquis, on voit les seules indications géographiques dont disposait la Compagnie C pour prendre d'assaut le centre du district de Garmsir, dans la province d'Helmand, lors de l'Op CAUCHEMAR en juillet 2006.

de Kandahar, qui devait imprimer les informations, puis appeler la FO Orion par radio pour organiser un dépôt par hélicoptère, dont le Canada n'était pas propriétaire. À ce stade du conflit, il n'y avait aucun moyen de transférer l'imagerie en temps réel du TUAV vers un terminal situé dans le véhicule du commandant de terrain.

La compagnie de la FO Warrior avec la FO Orion, cependant, était équipée de Hummer blindés et manquait de puissance de feu à longue portée, mais contrairement à la FO Orion, elle était équipée de Blue Force Tracker et de FalconView et donc pouvait transmettre des données à ses véhicules depuis le quartier général supérieur en utilisant un système de conversation par relais Internet. Ces systèmes étaient utilisés par l'armée américaine depuis au moins 2003. Le Lcol Hope a pu obtenir des images d'un MQ-1 Predator et des données cartographiques du FalconView de la FO Warrior afin de planifier l'Op CAUCHEMAR. Un croquis en .jpeg a été mis à la disposition des commandants de compagnie¹⁰¹.

Cette opération était extrêmement risquée pour la FO Orion, mais aussi pour la FOM Aegis, qui avait engagé le gros de sa puissance de combat dans la province d'Helmand, de trois autres provinces. Garmsir et Nawa se trouvaient au sud de la capitale d'Helmand, Lashkar Gah, qui n'avait pas de route de contournement. Ce n'était pas tout. À Lashkar Gah, la FO Orion devait traverser la rivière Helmand, se diriger vers l'ouest puis vers le sud, puis entrer dans une ceinture verte composée non pas d'un, mais de plusieurs systèmes d'irrigation qui sillonnaient toute la région; la multitude de ponceaux, ponts et gués offrait donc d'innombrables possibilités de pièges par EEI. Nawa se trouvait sur la rive ouest du fleuve, ce qui était bien. Mais Garmsir se trouvait à l'est du fleuve. La FO Orion devait donc effectuer un passage d'assaut pour entrer dans la ville. En outre, il fallait assurer le soutien logistique. L'ESN du Lcol John Conrad devait pouvoir le faire à partir de l'aérodrome de Kandahar : nourriture, munitions et essence. La FO Orion était maintenant à bout de ressources. Sans hélicoptères, tout devait passer par la route, à l'aide de camions «à clochettes» et de véhicules de transport de 14 tonnes à peine blindés. Le besoin d'images plutôt que de cartes était évident : les cartes indiquant de «nombreux fossés» dans la ceinture verte n'étaient pas très utiles.

La Compagnie A et la compagnie de la FO Warrior» font le plein de carburant et de munitions dans un centre logistique de l'ESN sur l'autoroute 1, tandis que le Lcol Hope et son équipe planifient les prochains mouvements, le 18 juillet. Le Maj Gallinger se déplacerait puis reprendrait Garmsir. La Compagnie C étant toujours engagée à Sangin, la compagnie «Devil» de la 1-2 Infantry est chargée de reprendre Nawa. Un peloton de VBL III leur est détaché pour fournir une puissance de feu à plus longue portée, tandis que la compagnie américaine est à bord de Hummer. Le peloton de reco du Capt Jon Hamilton, un contrôleur interarmées de la finale de l'attaque, et un peloton de l'Armée nationale afghane accompagné d'instructeurs américains rejoignent la Compagnie A. Les M-777 du Maj Steve Gallagher arrivent également.

La force se déploie dès qu'elle est prête le 18 juillet 2006. Il devait y avoir une liaison avec la police d'Helmand à Lashkar Gah, mais personne n'était au rendez-vous, alors la FO Orion a continué à avancer vers l'ouest à travers le fleuve et vers le sud dans la ceinture verte. Il n'y a eu aucun contact le long des canaux et des enceintes. La compagnie «Devil» et le peloton canadien de VBL III se séparent et se dirigent vers Nawa, tandis que la Compagnie A continue vers le sud.

Nawa, en fin de compte, était pratiquement déserte. La Compagnie A s'est cependant approchée de Garmsir, les pelotons de VBL III en ligne étendue. Les insurgés, mis au fait des mouvements de la FO Orion en raison de miroirs utilisés par des éclaireurs, ouvrent le feu avec des mitrailleuses, des RPG et des mortiers. Les LAV III ouvrent le feu avec des tirs de 25 mm lorsque les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque appellent les chasseurs-bombardiers A-10 et les JDAM. Les troupes de la Compagnie A sortent même des mortiers de 60 mm et commencent à riposter en lançant des obus. Les échanges de tirs se poursuivent jusqu'à la tombée de la nuit. La force ennemie était de la taille d'une compagnie et se trouvait dans une zone bâtie; la seule façon de l'atteindre était de traverser le seul pont de la zone. Le Maj Gallinger décide que la prudence est la mère de toutes les vaillances et choisit d'attendre le matin pour que les ingénieurs de combat du Maj Webb puissent dégager le pont de toute possibilité de destruction. Cette nuit-là, le 2^e Peloton élimine une patrouille ennemie qui traversait la rivière¹⁰².

Aux premières lueurs du jour, les membres du Génie et le 3^e Peloton dégagent le pont et font traverser le 2^e Peloton et le peloton de reco vers Garmsir. Il n'y a aucune résistance et aucun tir. Une recherche bloc par bloc commence, mais Garmsir est déserte. Des traces de sang et de nombreux corps en lambeaux sont trouvés, suffisamment pour évaluer la présence d'environ deux sections d'insurgés pendant la nuit. On trouve plusieurs grandes caches de munitions, y compris de grandes caches de RPG ainsi que des usines de fabrication d'EEI. Le rapport ISTAR indiquait que plusieurs chefs d'insurgés s'étaient dissimulés dans la population locale. La FO Orion s'était déplacée tellement rapidement que les insurgés n'avaient pas pu préparer une défense adéquate de la ville. Pour s'assurer que l'ennemi reste en déséquilibre, la FO Orion a maintenu des patrouilles et des sondages constants dans les zones environnantes pendant plusieurs jours.

Des policiers afghans et des 3 PARA en colonne arrivent finalement dans chaque ville pour reconstruire les centres de district et les postes de police; pendant ce temps, le personnel des opérations d'information vante la victoire de Garmsir auprès des médias. L'Armée nationale afghane et ses instructeurs intégrés reçoivent l'ordre de rester à Garmsir. La FO Orion reprend donc l'autoroute 1 pour rentrer à Kandahar. L'ESN remballé son campement de logistique mobile près de l'autoroute 611 et fait route vers l'est. En chemin vers la ville de Kandahar, un véhicule muni d'un EEI frappe un véhicule Bison de l'ESN, tuant le Cpl Francisco Gomez et le Cpl Jason Warren.

Les objectifs de l'Op CAUCHEMAR ont été atteints : deux bâtiments en danger ont été repris dans des districts éloignés, et le gouvernement de Karzai n'a pas perdu la face; toutefois, deux Canadiens y ont laissé leur vie. La décision du Lcol Hope de laisser la Compagnie C au nord, dans la province d'Helmand, a fait en sorte que les forces de la coalition n'étaient pas toutes réorientées vers le leurre. Ainsi, les dirigeants des insurgés de la province d'Helmand n'ont pas retrouvé la liberté de mouvement à Sangin comme ils l'espéraient : un grain de sable dans leur engrenage. Parallèlement, cependant, toute l'aventure dans la province d'Helmand a réduit l'attention de la FOM Aegis et de la FOIM-76 à l'égard des activités d'insurrection dans la province de Kandahar, plus précisément dans le district de Zharey.

Le 1^{er} août 2006, la FOIM-76 et l'Op ENDURING FREEDOM sont confiées à la FOM Aegis et à son effectif auprès de la FIAS dirigée par l'OTAN. Désormais, la FO Orion et les autres organisations de la FOM Aegis font partie de la FIAS. La troisième phase, expansion, est terminée, et un objectif stratégique majeur de la guerre en Afghanistan était maintenant atteint. Les coalitions internationales avaient fait, à première vue, un pas de plus vers l'unité de commandement. De l'autre côté de la ligne Durand, la choura de Quetta a annoncé discrètement ce que les Canadiens ont appelé une « pause opérationnelle »¹⁰³.

Op BRAVO CORRIDOR et la deuxième bataille de Pashmul, le 3 août 2006¹⁰⁴

Pendant que la FOM Aegis et la FO Orion effectuaient des manœuvres autour d'Helmand, la Compagnie B tenait le fort à Kandahar tout en maintenant ouverte l'autoroute 1 à l'ouest de la ville pour les mouvements de soutien. Pendant ce temps, le Maj Grimshaw, le Capt Jay Adair et l'état-major de la compagnie B, le Maj Erik Liebert de l'ERP, le Maj Harjit Sajjan et le Capt Walter Jull du 2^e Escadron (GE) surveillaient, par divers moyens, l'évolution de la situation dans le district de Zharey. Chacun est arrivé à la conclusion que les insurgés étaient en train de se reconstituer, à différents niveaux, dans la partie orientale du district. Le reste de la FO Orion et de l'ESN sont revenus d'Helmand pour se réorganiser : la Compagnie A est retournée au nord à la FOB Martello, tandis que la Compagnie C se préparait à s'installer et à combler le vide laissé par les FOS françaises à Spin Boldak. Tous les éléments de la FO Orion voyaient maintenant leur redéploiement au Canada se profiler à l'horizon. La relève sur place fournie par le 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR), allait se faire au cours des semaines suivantes¹⁰⁵.

Cependant, le niveau de violence le long de l'autoroute 1 augmente considérablement durant les derniers jours de juillet. Des contacts quotidiens avaient lieu entre la Compagnie B et les insurgés, y compris des embuscades complexes, dont l'une s'étendait sur près de deux kilomètres. Ils utilisaient de nouvelles formes d'EEI jamais vues auparavant. Cette recrudescence de l'activité ennemie était problématique pour la FOM Aegis,

car les Britanniques envoyaient des troupes en Afghanistan et repoussaient l'ennemi depuis l'aérodrome, à travers la ville et le long de l'autoroute 1 en direction de l'ouest vers la province d'Helmand. Préparée par la FO Orion pour perturber l'activité ennemie dans le district de Zharey, le long de l'autoroute 1 et, si possible, se rendre jusqu'à Pashmul, l'Op BRAVO CORRIDOR est lancée les 1^{er} et 2 août à l'aide de deux pelotons de la Compagnie B et d'un peloton de la Compagnie C. Les effectifs étaient insuffisants pour garder la voie ouverte et permettre le déplacement vers Pashmul en raison de l'imminente relève sur place, alors l'accent a été mis sur la route plutôt que sur Pashmul puisque le déploiement des Britanniques était jugé prioritaire.

Cependant, pendant le déroulement de CORRIDOR BRAVO, des pressions supplémentaires se sont exercées sur la FO Orion. Le Lcol Hope était en contact avec le gouverneur Asadullah Khalid. Ce dernier était préoccupé par l'imminence de la saison des vendanges et par le grand nombre de personnes déplacées qui devaient retourner à Zharey pour s'occuper des récoltes. Les propriétaires terriens exerçaient une pression politique importante sur lui. Il fallait mettre tout en œuvre pour chasser les insurgés de Zharey afin que la population puisse revenir. Puis, des informations de source policière ont filtré selon lesquelles des dirigeants de l'insurrection, probablement haut placés, se réuniraient à nouveau dans la région de Pashmoul pour préparer de nouvelles opérations contre la ville de Kandahar. D'autres informations venaient corroborer cette possibilité réelle. Cette pression combinée a entraîné la modification de CORRIDOR BRAVO au-delà des paramètres initiaux pendant qu'elle était en cours¹⁰⁶.

Le Lcol Hope s'est penché sur la situation. Le problème du district de Zharey n'allait pas disparaître. Idéalement, il voulait mener une opération de secours sur place avec le 1 RCR à Pashmul même, s'il pouvait y faire entrer la FO Orion. Cela permettrait de maintenir l'ennemi en déséquilibre et de l'éloigner d'une zone qu'il voulait contrôler. Beaucoup trop d'aspects convergents sur le plan opérationnel, politique et tactique étaient en jeu à ce moment-là pour qu'un chef puisse s'éloigner de la zone. Il y avait cependant des opinions divergentes sur ce qui se passait à Pashmul :

[Traduction]

Certains pensaient que les informations de la police étaient au mieux fausses, au pire un piège. Ils ont observé les préparatifs défensifs qui ont eu lieu au cours des deux dernières semaines et la réaction de l'ennemi lors de la manœuvre de collecte près de Ma'Sum Ghar, et ils ont conclu que l'ennemi attendait simplement un nouveau déplacement de la FO Orion vers Pashmul en provenance du sud. Des éléments du milieu du renseignement, hostiles aux efforts indépendants de collecte de renseignements de la FO Orion, se sont rangés à cet avis. Une autre organisation

du renseignement, sans lien avec Aegis ou Orion, était d'accord. D'autres ne partageaient pas cet avis. Ils pensaient que l'ennemi était tellement perturbé par les événements d'Helmand et de Zharey qu'ils s'éloigneraient de tout effectif entrant pour éviter un combat, se dirigeraient vers l'ouest, attendraient le départ des forces de la coalition, puis reviendraient. Il y a eu des tentatives pour faire remonter l'affaire jusqu'à la FOM Aegis et obtenir du quartier général qu'il reporte l'opération.... Finalement, [Bgén] Fraser, qui était à Kaboul, est revenu à Kandahar, a examiné les arguments et a approuvé l'opération¹⁰⁷.

La FO Orion était divisée en petites parties éparses; la FOB Martello au nord facilitait le déploiement néerlandais à Oruzgan, la Compagnie C était partiellement déployée à Spin Boldak et la Compagnie B se trouvait à la base de patrouille Wilson, qui maintenait l'autoroute 1 ouverte. D'autres changements importants avaient également eu lieu. Le transfert d'autorité de l'Op ENDURING FREEDOM à la FIAS a entraîné la fin des relations de commandement entre l'Armée nationale afghane et ses instructeurs intégrés et la FOM Aegis. Les soldats du 209^e Corps au nord du pays sont rentrés chez eux. Surtout, les services de renseignement et les éléments habilitants des forces d'opérations spéciales américaines qui faisaient partie de la structure de l'Op ENDURING FREEDOM n'étaient plus accessibles à la FOM Aegis, ni en quantité ni en disponibilité. Enfin, les groupes d'ouverture d'itinéraire américains, essentiels à l'élimination des EEI, avaient été redéployés dans le cadre d'opérations américaines ailleurs au sein du commandement régional (Est).

Le plan de la FO Orion prévoyait un mouvement d'encerclement de Pashmul. La Compagnie B se déplacerait du nord, tandis qu'une compagnie composite composée de pelotons des compagnies C et A et d'un peloton de reco traverserait la rivière Arghandab depuis Bazaar-e Panjwayi au sud, puis elles se rejoindraient à Pashmul. L'Armée nationale afghane ne disposant pas de forces, la Police nationale afghane a été acquise auprès d'une variété de sources. Les canons canadiens M-777 sont préparés et le Sperwer TUAV, désormais seul moyen de surveillance vidéo en mouvement disponible, est lancé (bien qu'à un certain moment, des MQ-1 Predator sont devenus disponibles).

Après une suite de manœuvres de diversion, les forces de la FO Orion se sont déployées. Les forces du sud et du nord se lancent à 0400 le 3 août 2006 (voir la figure 10-10).

À 0405, le 9^e Peloton de la Compagnie C, accompagné d'une trentaine de policiers afghans, attaque le système d'alerte rapide de l'ennemi pendant que les VBL III traversent la rivière Arghandab, remontent le gué et s'approchent du carrefour à l'est de l'école blanche et du bazar de Pashmul. Dix minutes plus tard, un LAV III tombe sur un EEI, ce qui désactive le véhicule, tuant le Cpl Chris Reid et blessant le l'Adj Shaun Petersen, le chef de peloton. Un grand nombre de tirs provenant des positions des insurgés près du carrefour sont ensuite dirigés vers les véhicules. Au nord, la Compagnie B envoie son premier VBL III au-dessus de

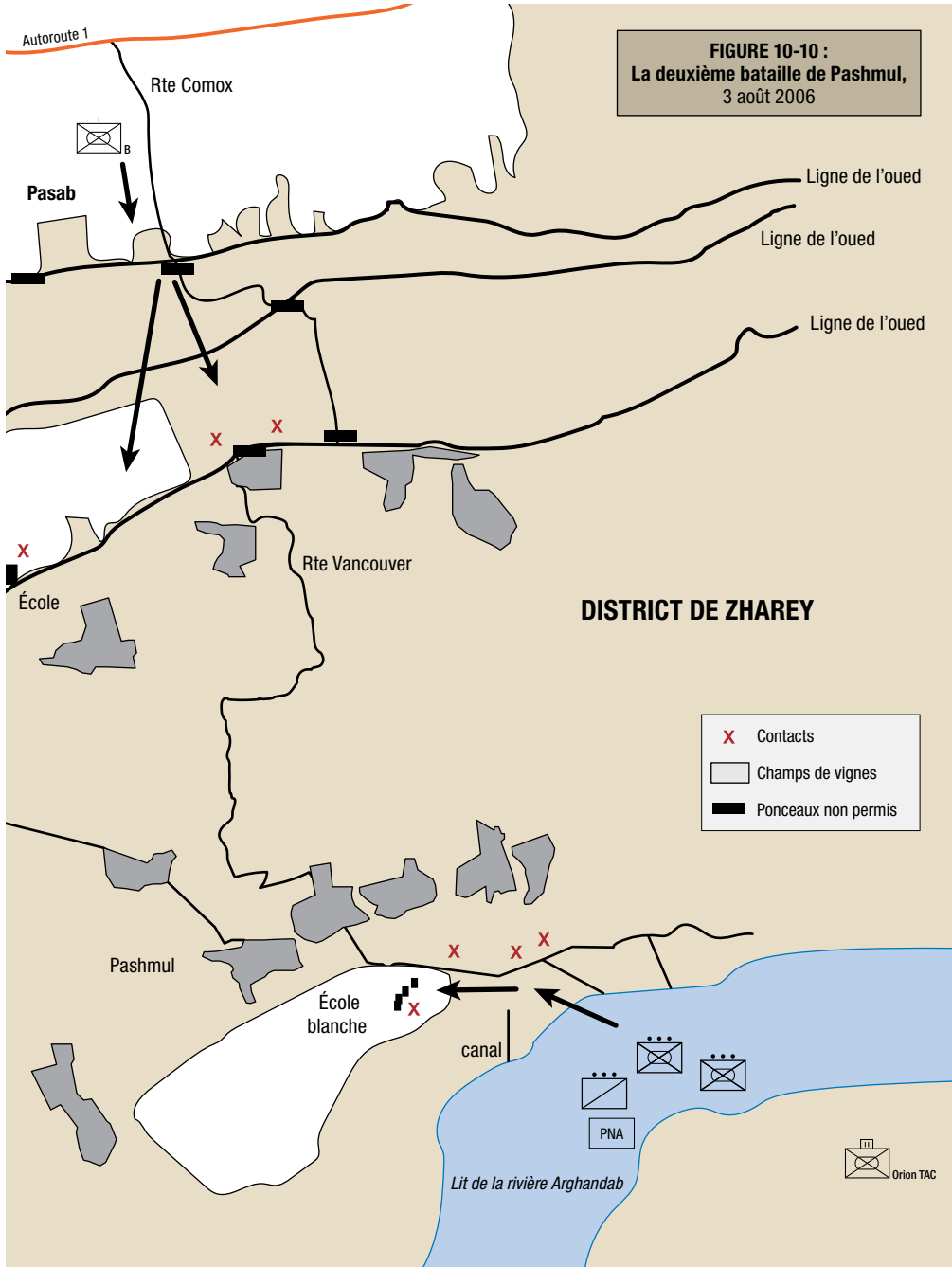


Figure 10-10 : La deuxième bataille de Pashmul, 3 août 2006

la ligne de l'oued sur un petit ponton près de Pasab. Les insurgés font exploser le ponton, piégeant le LAV III et son équipage. Maintenant qu'ils sont déployés, les membres de la Compagnie B se rendent compte que tous les moyens utilisés habituellement pour traverser les lignes des oueds dans l'est de Zharey ont été soit supprimés, donc rendus impraticables par l'ennemi. Ils sont par ailleurs accueillis par un important volume de tirs ennemis¹⁰⁸.

Le renseignement transmis à la FO Orion par l'équipe mobile de guerre électronique indique ensuite qu'un important chef d'insurrection, Haji Lala, a été piégé dans l'École blanche près du bazar de Pashmul. Le Lcol Hope ordonne à ses forces d'avancer, avec la Police nationale afghane en tête, pour tenter d'appréhender Haji Lala. Un deuxième VBL III qui manœuvrait à ce moment-là heurte une plaque de pression EEI et est immobilisé. Le peloton de reco reçoit l'ordre de tirer au nord du carrefour pour donner de l'espace au VBL touché afin que les blessés puissent être extraits et les véhicules, récupérés, puis de se diriger vers l'ouest jusqu'à l'école blanche. Le Lcol Hope appelle la FOM Aegis et demande une démonstration de force des canons M-777 derrière l'école pour dissuader ses occupants de s'enfuir.

Cette demande est refusée. C'est à ce moment-là seulement que la FO Orion se rend compte que les règles d'engagement de la FIAS, par opposition à l'Op ENDURING FREEDOM, sont beaucoup plus restrictives. Sans raison, un officier d'état-major canadien ajoute d'autres restrictions, semblables à l'établissement d'un rayon de sécurité en temps de paix; pour ainsi dire, tout engagement d'artillerie à proximité de quelque structure que ce soit est interdit. De telles règles d'engagement étaient clairement irréalistes dans un environnement bâti.

La FOM Aegis demande alors aux Néerlandais d'envoyer leurs hélicoptères d'attaque AH-64 Apache en renfort. Tout comme au sud, la Compagnie B ne disposait d'aucun DDI au nord de Pashmul. Lorsque l'ennemi a fait exploser le ponton, les membres du Génie de combat ont dû sonder la route à l'ancienne avec des détecteurs de métaux et des aiguillons. La Compagnie B est restée bloquée jusqu'à ce que quelqu'un trouve un moyen de traverser l'oued et les systèmes d'irrigation. Les ingénieurs sont retournés à la base de patrouille Wilson et ont saisi chaque morceau de bois ou autre objet pouvant être jeté dans les fossés pour faire traverser les VBL III et les G-Wagons.

À 1130, sous la chaleur accablante du mois d'août, les éléments débarqués du 9^e Peloton, du peloton de reco et de la police afghane s'avancent pour dégager l'école blanche, avec une paire d'AH-64 néerlandais survolant Pashmul à bonne altitude selon une trajectoire en orbite. Les insurgés déclarent sur leurs moyens de communication : « Dieu merci, ils sont enfin là ! », puis font feu à tout rompre sur les forces afghanes et canadiennes, qu'ils accompagnent de mortiers. Le 9^e Peloton riposte, mais la police afghane abandonne l'attaque et prend la fuite. Les Apache néerlandais tentent d'engager le combat avec leur canon automatique, mais en raison de leurs règles d'engagement nationales, ils sont trop hauts pour être efficaces.

Pendant ce temps, la réserve de la FO Orion arrive à Bazaar-e Panjwayi. Le Lcol John Conrad déploie une colonne de récupération mobile (remorques surbaissées et véhicules de récupération Bison puisqu'il n'y a pas de véhicules de récupération LAV III), des ressources de NEM et le 7^e Peloton du Capt Hugh Atwell. Un peloton des FRR, mené par le Lt Ben Richard, arrive également. Le Capt Kevin Barry prend le relais et déplace les forces pour établir une bulle de sécurité autour des LAV III en détresse afin de pouvoir en extraire les occupants.

Vers 1230, les forces canadiennes de la taille d'un peloton se rapprochent de l'école blanche, et sont attaquées par quelque 60 insurgés de trois côtés : nord, ouest et sud. Le Capt Jon Hamilton et le peloton se cachent dans les dépendances de l'école puis ripostent. C'est alors qu'un autre effectif ennemi ouvre le feu sur le site de récupération du VBL III, coinçant les forces pour orienter leur attention sur la nouvelle menace plutôt que sur le peloton de manœuvre. Ce soutien est une fois de plus refusé par la FOM Aegis. Les AH-64 néerlandais ne veulent pas tirer sous la limite d'altitude fixée par leurs règles d'engagement et ne sont pas en mesure de fournir un appui-feu.

Dix minutes après le refus de l'appui-feu, une volée d'obus de RPG frappe le bâtiment, tuant le Sgt Vaughan Ingram, le Cpl Bryce Keller et le Sdt Kevin Dallaire. Six autres personnes, dont le chef du peloton de reconnaissance, le Capt Hamilton, sont grièvement blessées. Beaucoup d'autres soldats souffraient déjà des effets de la chaleur extrême à ce moment-là.

Pendant ce temps, les pelotons 4 et 5 de la Compagnie «B» se livraient à un combat de feu majeur à l'est de l'autre école blanche près de Pasab¹⁰⁹. Le Maj Grimshaw tente d'obtenir un soutien d'artillerie contre l'ennemi situé près de l'école, mais il y a confusion dans les éléments de coordination du soutien de feu sur cette école et l'école de Pashmul, en plus de la question des règles d'engagement. Le Lcol Hope, le Maj Gallagher et la FOM Aegis se battaient continuellement pour obtenir un appui-feu sur les fronts nord et sud pendant les combats.

L'extraction des blessés dans l'école de Pashmul était primordiale. Les combattants talibans, enhardis par la situation, commençaient à affluer par l'ouest. Le Lcol Hope a pu obtenir du Maj Gallagher l'accord pour un tir de M-777 contre les forces ennemies entourant l'école de Pashmul. Hope savait que le passage entre le lieu de la frappe et l'école était probablement parsemé d'EEI, mais elle n'avait plus le choix. Le Cplc Matthew «Kiwi» Parsons, qui conduisait un VBL III, conscient de la létalité potentielle de la situation, se porte volontaire pour procéder à une extraction avec son véhicule. Le Cplc Tony Perry, dans un autre VBL III, se prépare à suivre le Cplc Parsons; si le VBL III de Parsons heurte un EEI, Perry continuera à s'occuper des blessés assiégés. Le peloton du Lt Ben Richard se met en liaison et se prépare à couvrir les deux LAV III.

Puis, lors d'une manœuvre inattendue, un énorme bombardier stratégique B-1B de l'USAF effectue une démonstration de force à basse altitude en descendant la rivière Arghandab, les quatre moteurs remuant le peu d'eau qui s'y trouve et secouant Pashmul. À 13 heures, la première salve d'artillerie atterrit finalement sur les forces ennemies près du bazar de Pashmul. Les tirs ennemis ralentissent. Avec le Cplc Parsons à sa tête, la force d'extraction traverse le terrain découvert et recule jusqu'aux bâtiments annexes, rampes abaissées. Les morts et les blessés sont chargés sous des tirs très soutenus, tandis qu'une petite équipe de soldats menée par le Sgt Patrick Tower ripostent avec tout l'arsenal dont ils disposent pour les couvrir, y compris des armes ramassées auprès de leurs camarades morts. Le Sgt Tower a reçu l'Étoile de la vaillance militaire pour ses actions. Pour sa part le Sgt William MacDonald, qui s'est exposé aux tirs ennemis en vue d'aider ses camarades blessés, s'est vu remettre l'Étoile de la vaillance militaire.

Au moment où les hélicoptères d'évacuation médicale UH-60 de l'armée américaine atterrissent au point de rassemblement des blessés, établi dans le lit de la rivière par la FO Orion, un véhicule civil entre lentement à Bazaar-e-Panjwayi en provenance de l'est. Le Lt Doug Thorlakson, commandant du peloton de transport de l'ESN et à la tête de la colonne mobile de récupération sur la route, a un mauvais pressentiment. Le conducteur de la voiture appuie sur l'accélérateur. Le Lt Thorlakson ouvre le feu avec sa mitrailleuse C-6 montée sur Bison, tirant sur ce qui était manifestement un véhicule suicide muni d'un EEI. L'auteur de l'attentat est atteint, mais réussit à faire exploser son véhicule. L'explosion blesse deux soldats canadiens de l'ESN et tue 26 civils afghans dans le bazar. Le Lt Thorlakson est blessé lors de l'attaque, mais la colonne de récupération a pu terminer sa mission.

L'avance de la Compagnie B était totalement compromise. Elle obtient finalement un appui aérien rapproché de type A-10 pour couvrir l'extraction de son VBL III de l'autre côté de l'oued. Au sud, les pelotons de la FO Orion forment une force d'arrêt puisque selon le rapport ISTAR, les insurgés préparent un assaut à vagues multiples contre les forces qui occupent toujours le lit de la rivière. Cet assaut ne s'est pas concrétisé : les VBL III tiraient sur tout ce qui bougeait avec leurs canons de 25 mm.

À 1600, les deux LAV III touchés avaient été ramenés de la rivière, puis de Bazaar-e-Panjwayi. Il y a eu de nombreux blessés et morts. En l'absence d'un appui-feu efficace, de l'Armée nationale afghane ou de la police en soutien, de renseignements à jour du CRTS ou d'autres sources sur ce qui l'attendait à Pashmul, le Lcol Hope décide de retirer la FO Orion du district de Zharey Est et d'attendre l'arrivée du 1 RCR pour exécuter une relève sur place.

Après le 3 août 2006

Les événements du 3 août ont été tout simplement choquants. La FO Orion a subi d'importantes pertes humaines et matérielles, avec quatre morts et plus d'une dizaine

de blessés. Les procédures de la FOM Aegis relatives au contrôle des tirs découlant des restrictions du FIAS de l'OTAN ont été pires qu'inutiles; elles ont été source de négligence et ont contribué aux pertes encourues. L'ennemi a obtenu le coup de pouce psychologique qu'il lui fallait après ses défaites progressives à Pashmul et dans la province d'Helmand en juillet. Les talibans qui étaient maintenant installés dans le district de Zharey étaient très différents de ceux combattus par la FO Orion en mai, juin et juillet. Ils étaient retranchés. Ils avaient un plan d'obstacles couvert par le feu; ils pouvaient utiliser une cellule EEI suicide comme support de tir d'attaque en profondeur, presque comme un pendant à l'artillerie. Ils disposaient de mortiers pour le tir indirect qu'ils pouvaient contrôler. En outre, ils étaient coordonnés de manière jamais vue jusqu'à présent dans le Sud de l'Afghanistan, en position adjacente à l'autoroute 1 et à portée de Kandahar.

Du point de vue de la campagne, cependant, la bataille du 3 août a eu des effets positifs inattendus mais importants. Rappelons que le mollah Naqib (dans le district d'Arghandab) avait joué, par le passé, le rôle de «faiseur de rois» chaque fois qu'une force s'approchait de la ville de Kandahar. La clé du concept (bien qu'elle n'ait pas été entièrement comprise par la FOM Aegis et la FO Orion à l'époque) était la suivante : c'était les Alikozais et leurs alliés du district d'Arghandab – dirigés par le mollah Naqib – qui, essentiellement, déterminaient celui qui allait avoir le contrôle sur Kandahar. Historiquement, quiconque était choisi par eux finissait par régner sur la ville. Ironiquement et sans que ce soit voulu, les opérations de la FO Orion dans les districts de Khakrez et de Shah Wali Kot au nord d'Arghandab perturbaient le soutien que les groupes insurgés au nord fournissaient aux sympathisants des talibans dans le district d'Arghandab et perturbaient la communication entre ces deux groupes.

Naqib et d'autres surveillaient de près les combats dans le district de Zharey. Ils craignaient que les forces de la coalition ne soient pas en mesure de contenir les talibans, et ils se préparaient à changer de camp si la situation évoluait en ce sens. Arghandab et ses habitants pouvaient représenter de coriaces adversaires. En mai et juin 1987, les forces communistes comptant 6 000 soldats avaient lancé une offensive dans cette ville. Elles ont subi 500 morts ou blessés, 30 de leurs véhicules blindés ont été détruits et entre 5 et 16 de leurs hélicoptères ont été abattus. Près de 1 200 membres des troupes communistes afghanes qui s'apprêtaient à attaquer ont changé de camp avec leurs armes, ce qui a incité le commandement soviétique à envoyer plusieurs milliers de soldats supplémentaires dans le district pour réprimer l'insurrection¹¹⁰.

Les planificateurs occidentaux de la coalition avaient tendance à considérer la province de Kandahar comme une série de districts distincts. Les tracés qui délimitent chaque district sont devenus partie intégrante d'une carte mentale et peuvent facilement compartimenter notre perception de la situation. Ici, les cartes des districts provinciaux ont représenté les districts d'Arghandab et de Zharey comme des zones complètement séparées, presque

détachées les unes des autres. Dans la vision afghane, ils faisaient partie d'un continuum allant du barrage de Dahla jusqu'au district de Maywand. La ceinture verte triangulaire de Zharey ne s'est pas arrêtée soudainement : elle s'est rétrécie jusqu'à Asheque et Senjaray, pour se fondre ensuite en douceur dans le district d'Arghandab inférieur (voir la figure 10-11).

Selon une perspective afghane, l'activité ennemie dans l'est de Zharey était le prélude à un mouvement sur Asheqi, Senjaray, Arghandab et ensuite sur Kandahar. Les effets psychologiques de l'entrée de l'ennemi dans le district d'Arghandab auraient pu être suffisants pour amener Naqib à changer de camp, et l'ennemi aurait alors pu entrer en force dans la ville même ou toucher psychologiquement la population d'une autre manière.

La bataille du 3 août a impressionné les leaders afghans qui envisageaient de retirer leur soutien à la coalition et au gouvernement : c'est ce qu'ont fait savoir le mollah Naqib, Ahmad Wali Karzai et Asadullah Khalid aux hauts commandants canadiens à la mi-août, après la bataille¹¹¹. La bataille de la FO Orion, le 3 août, a démontré à leurs yeux une force et une volonté de se sacrifier. Elle a freiné, selon les Afghans, la progression des talibans vers l'est, en direction d'Arghandab, même si l'intention de la FO Orion était très différente. En effet, comme il en sera question dans le prochain volume, le mollah Naqib et ses partisans paieront très cher l'année suivante le fait de n'avoir pas changé de camp. Les conséquences ont été graves pour les habitants du district d'Arghandab, leurs dirigeants et la conduite de la campagne.

Sur le plan stratégique, la bataille du 3 août a secoué le quartier général de la FIAS à Kaboul. Selon les officiers d'état-major canadiens, ce quartier général en particulier opérait dans un monde détaché de la réalité de combat dans laquelle évoluaient la FOM Aegis et la FO Orion dans le Sud de l'Afghanistan. Nombreux sont ceux qui ont été amenés à croire que le Sud de l'Afghanistan était une sorte de zone d'opération de stabilisation plutôt que de contre-insurrection, en dépit des faits prouvant le contraire. Des éléments du quartier général de la FIAS ont critiqué l'Op ENDURING FREEDOM, la qualifiant de « trop cinétique » et ont voulu voir les opérations dans le Sud réduites pour faire place au « développement ». Or, l'ennemi n'était pas désireux d'acquiescer au programme du quartier général de la FIAS. La troisième phase, l'expansion était maintenant terminée, mais le quartier général des FIAS était-il vraiment capable de s'adapter à ce qui se passait réellement dans le Sud? La bataille du 3 août a été le catalyseur du changement de point de vue de la FIAS depuis Kaboul.

Malgré la perte de quatre Canadiens et l'incapacité de la FO Orion à reprendre Pashmul, la bataille du 3 août a joué un rôle important pour ce qui est de prévenir l'effondrement de la coalition et l'effort du gouvernement afghan dans la province de Kandahar et, par conséquent, dans le Sud de l'Afghanistan. De plus, la bataille a eu des effets à long terme sur la perception de la situation dans cette région.

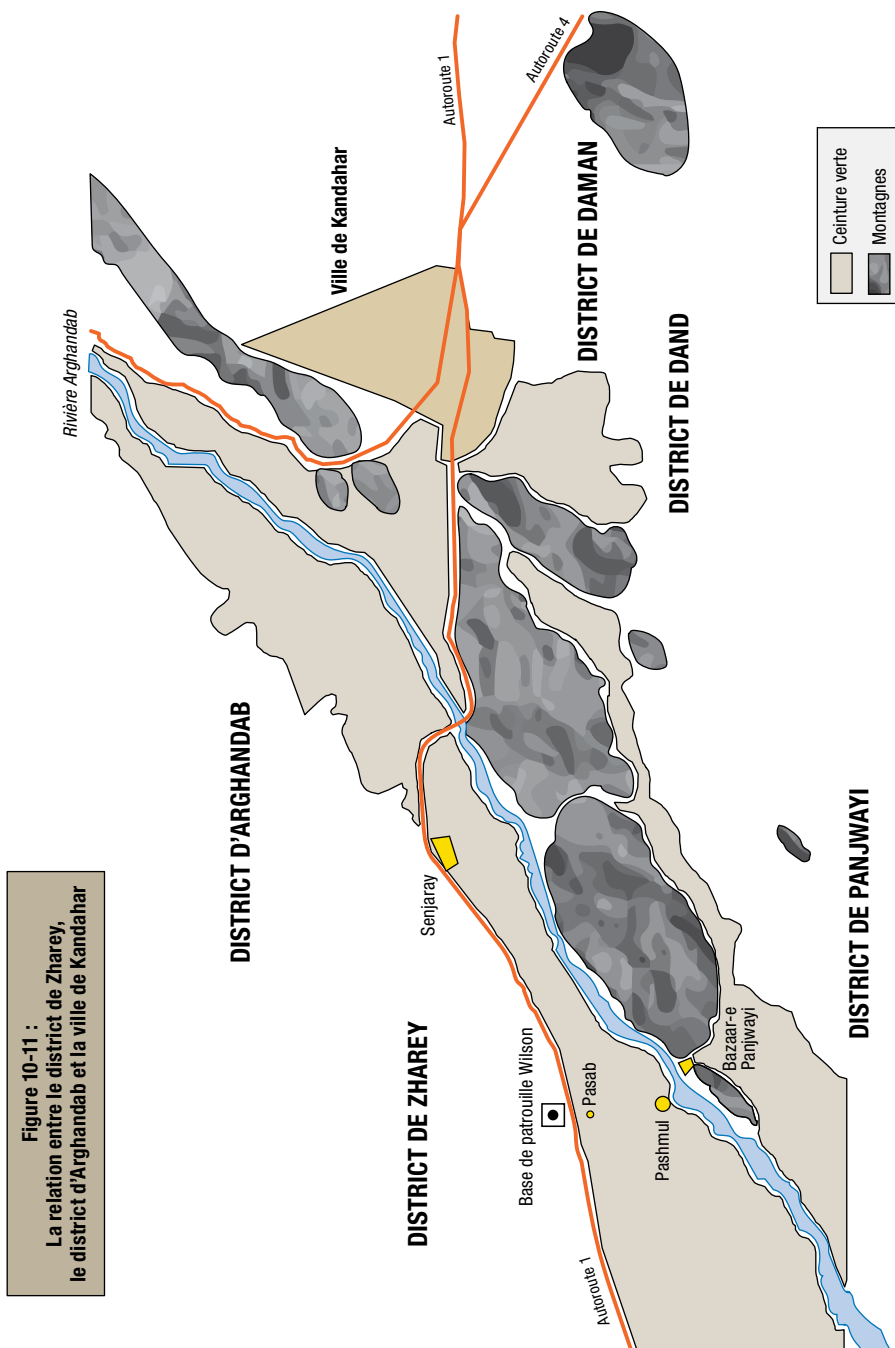


Figure 10-11 :
 La relation entre le district de Zharey,
 le district d'Arghandab et la ville de Kandahar

Figure 10-11 : La relation entre le district de Zharey, le district d'Arghandab et la ville de Kandahar

Relève sur place

Les pertes humaines n'ont toutefois pas cessé pour la FO Orion. Le 5 août 2006, le Cplc Raymond Arndt du Loyal Edmonton Regiment (composante du peloton d'infanterie de l'ESN), a trouvé la mort dans une collision entre véhicules dans la ville. Puis le 9 août, le Cplc Jeffrey Walsh du 2 PPCLI est mort d'une blessure par balle accidentelle. Deux jours plus tard, les insurgés ont mené une attaque suicide sur un convoi canadien revenant de Spin Boldak au KAF. Le Cpl Andrew Eykelenbooma a perdu la vie à bord de son G-Wagon qui est tombé sur un EEI. Il était le médecin ayant sauvé la vie de Niaz «Junior» Mohammed (un interprète de l'ERP qui a perdu ses jambes lors d'une attaque au RPG plus tôt dans l'affectation).

La FO Orion n'était pas du tout en état de relancer une attaque délibérée dans l'est de Zharey. En effet, la FO 3-06, fondée sur le 1^{er} Bataillon, The RCR, était sur le point d'effectuer une rotation. Ce que les planificateurs à Ottawa n'ont pas bien compris, c'est l'impact de la forte chaleur d'août et de septembre en Afghanistan. Ils ont très probablement fondé leur planification de la rotation sur l'Op PALLADIUM I (de la Force de stabilisation en Bosnie), où il n'y avait ni climat rigoureux, ni fuseaux horaires extrêmes (l'Afghanistan a un décalage horaire de 8,5 à 9,5 heures par rapport à l'Ontario, et de 10,5 à 11,5 heures par rapport à l'Alberta, selon la période de l'année). Cet impair signifiait que le groupement tactique du 1 RCR se déployait dans une situation instable et imprévisible sans avoir le temps de s'acclimater, tandis que le groupement tactique de la FO Orion sortant était épuisé après six mois de combat à un rythme accéléré. Un grand nombre de véhicules se trouvaient dans divers états de délabrement, car l'ESN avait plafonné son personnel et donc, sa capacité de réparation. Il était impossible de lancer immédiatement le groupement tactique du 1 RCR dans l'est de Zharey, bien que l'éventualité d'envoyer une force composite FO Orion/1 RCR ait été examinée *in extremis*.

Chaque jour que les forces de la coalition attendaient permettait à l'ennemi de mieux s'organiser à Zharey. Toutefois, chaque journée signifiait aussi que davantage d'informations étaient recueillies, que les troupes s'acclimataient, et que des plans pouvaient s'élaborer. La FOM Aegis bouillonnait d'activité. La table était mise pour l'Op MEDUSA.

NOTES

1. Ce chapitre porte principalement sur un éventail de documents recueillis par l'auteur et sur son expérience personnelle auprès de la FOM Aegis et de la FO Orion durant l'été 2006. L'auteur a été mis au fait du détail des activités d'intervention dans les deux quartier généraux, et circulé librement au sein des deux formations (Aegis et Orion) en observant la planification et l'exécution de chaque opération. Le Lcol Ian Hope, ainsi que les majors Gallinger, Grimshaw et Fletcher, commandants de compagnie, ont été interviewés en détail par la suite. Par ailleurs, l'auteur a souvent accompagné le Bgén David Fraser lors de ses déplacements et de ses séances de breffage. Le commandant de la FOIM-76, le Mgén Ben Freakley a également été interviewé subséquemment. On peut trouver un compte rendu détaillé de l'été 2006 dans l'ouvrage de Sean M. Maloney, *Fighting For Afghanistan: A Rogue Historian at War*, Annapolis, Naval Institute Press, 2011.
2. Breffage de la FOM Aegis à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 9 juin 2006.
3. FO Orion, « King 65 TiC In Panjwayi » (s.d.). Consulter également l'entrevue avec le Mgén Ben Freakley (Watertown, New York, 25 avril 2007).
4. Breffage de la FO Orion à l'auteur (aérodrome de Kandahar, 11 juin 2006).
5. Entrevue avec le Mgén David Fraser (Toronto, 18 juin 2014).
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. « Coalition Task Force AEGIS Campaign Plan » (février 2006).
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*
16. Entrevue de Fraser.
17. Voir Conrad, John, « Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar », Kingston (Ont.), Presse de l'Académie de la défense, 2009.
18. Courriel du Lcol John Conrad à l'auteur (27 février 2012).
19. Comme il a été question dans « Ce que dit le tonnerre » de Conrad.
20. *Ibid.*, p. 112.
21. Discussion avec le Maj David Keehn (aérodrome de Kandahar, 8 mars 2009).
22. Observations de l'auteur concernant les opérations de la FOM Aegis et de la FO Orion (juin et juillet 2006).
23. Entrevue de Fraser.
24. FOI-A « R2 End Tour Report: Counter EEI ».
25. Notes du Lcol Hope à Maloney.

CHAPITRE DIX

26. Entrevue téléphonique avec le Maj Kirk Gallinger (17 septembre 2009); entrevue avec le Maj Bill Fletcher (Edmonton, 15 mai 2007).
27. Mise à jour de la FO Orion BUB (5-6 avril 2006).
28. Discussions de l'auteur à la FOM Aegis. Le personnel a indiqué que deux membres des ambassades britanniques et étasuniennes faisant partie de groupes antidrogues étaient les principaux éléments habilitants en matière d'opérations antidrogues en Afghanistan. Ils ont tous deux été avertis par la FOM Aegis que la capacité des FSNA était limitée dans la province d'Helmand et que la population réagirait négativement à toute opération de ce type.
29. Observations de l'auteur à la FOM Aegis (juin et juillet 2006).
30. Entrevue avec le Lcol Ian Hope, Carlisle, 26 août 2008.
31. Réunion de la FOM Aegis avec le Mgén Rahmatullah Raufi, 6 avril 2006.
32. Observations de l'auteur à la FOM Aegis, juin 2006. Voir également CR (S), notes de réunion, Ahmad Wali Karzai (30 mars 2006).
33. Entrevue de Fraser; entrevue de Hope.
34. Entrevue de Fletcher. BUB, FOM Orion, 30 avril au 1^{er} mai 2006.
35. L'ampleur de l'influence ou du contrôle des talibans sur certaines régions de la province d'Helmand avant 2006 demeurent hypothétiques. Dans ses mémoires, *Danger Close*, le Lcol Stuart Tootal affirme que les talibans contrôlaient les régions non gouvernées de la province. D'autres, notamment Hafvenstein dans son ouvrage *Opium Season*, laissent entendre que la situation était plus ambiguë. Je suis porté à croire, au vu de mon expérience dans le Sud de l'Afghanistan de 2003 à 2006, que la situation dans la province avant 2006 était beaucoup plus complexe que ce que l'ouvrage *Danger Close* laissait entendre. Les ramifications à propos de qui savait quoi et quand concernant la situation avant 2006 seront scellées dans la « chasse aux coupables » post-conflit des Britanniques, dans la foulée du fiasco dans la province d'Helmand. Ce genre d'accusations est quasi inutile sans analyse détaillée du processus décisionnel britannique; toutefois, dans ses mémoires *Cables From Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012, l'ambassadeur britannique Sherard Cowper-Coles tente une première analyse en ce sens.
36. Breffages de la FOM Aegis à l'auteur, juin 2006.
37. Voir l'entrevue de Fraser à propos de Khalid, 18 juin 2014. Concernant la politique du « diable que nul n'ignore », le Bgén Fraser a utilisé cette phrase lors d'une discussion avec l'auteur en juillet 2006 après que ce dernier a été mis au courant de la situation, d'une extrême complexité.
38. Courriel du Lcol Erik Liebert à l'auteur, 3 novembre 2015.
39. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.
40. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.
41. Nombreuses discussions entre l'auteur et le Bgén David Fraser, le Lcol Ian Hope, et le Lcol Simon Hetherington, été 2006.
42. Observations de l'auteur, décembre 2005, juin et juillet 2006.
43. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.
44. Notes de Hope à Maloney.
45. Entrevue avec le Major Erik Liebert, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.
46. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

CHAPITRE DIX

47. Discussions entre l'auteur et Padre Suleyman Demiray, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006. Voir également le rapport de Padre Demiray « Reflection on the Importance of Religious Issues for the Future of Afghanistan ».
48. Breffage de la FOM Aegis à l'auteur, 30 juin 2006.
49. Notes de Hope à Maloney. Voir également entrevue avec le Lgén Mike Gauthier, Ottawa, 17 février 2012.
50. Discussion de l'auteur avec le personnel du ministère afghan de l'Intérieur, juin et juillet 2006.
51. Observations de l'auteur en 2005 et en 2006, et échanges avec le personnel de la coalition et afghan s'occupant d'enjeux politiques.
52. Discussions de l'auteur avec le Maj Harjit Sajjan.
53. Entrevue de Calbos.
54. Pour être exact, les personnes présentes ont dit qu'Asadullah Khalid « s'était plutôt mis à saliver [Traduction] » au vu des possibilités.
55. Breffage du Col Tom Putt à l'auteur, KAF, 20 juillet 2006.
56. *Ibid.*
57. *Ibid.*
58. Entrevue avec le Maj Nick Grimshaw, Ottawa, 14 janvier 2008.
59. Entrevue de Grimshaw, entrevue de Sajjan. Discussions entre l'auteur et le Cap Zia Massoud, juin et juillet 2006.
60. Entrevue de Grimshaw.
61. Rapports de la FO Orion, 17 mai 2006.
62. Rapports de la FO Orion, 18 mai 2006.
63. Rapports de la FO Orion. du 20 au 22 mai 2006.
64. Entrevue de Fletcher.
65. Notes de réunion, le Bgén David Fraser et le gouverneur Asadullah Khalid, 22 mai 2006.
66. Notes de Hope à Maloney.
67. FO Orion « Op YADGAR POR » (s.d.).
68. Discussions avec le Cap Kevin Barry, KAF, 4 juillet 2006.
69. Breffage à l'auteur, KAF, 4 juillet 2006.
70. *Ibid.*
71. *Ibid.*
72. Observations de l'auteur en décembre 2005, et en juin et juillet 2006.
73. Entrevue de Hope.
74. L'auteur était observateur et parfois, participant dans le cadre de ces discussions en juin et juillet 2006.
75. Breffage de la FOM Bayonet à l'auteur, décembre 2005; entrevues de Fraser.
76. Rapports de la FO Orion, 20-30 mai 2006.
77. Rapports de la FO Orion, 3-5 juin 2006.
78. Rapports de la FO Orion, 28 juillet 2006.

CHAPITRE DIX

79. Entrevue de Fraser.
80. *Ibid.*
81. *Ibid.* Voir également Rapports de la FO Orion, 9 juin 2006; Rapports de la FO Orion, 2 juillet 2006; Rapports de la FO Orion, 10 juillet 2006.
82. FOM Aegis, 2 juin 2006, breffage de l'Op MOUNTAIN THRUST.
83. *Ibid.*
84. *Ibid.*
85. Breffage de l'Op MOUNTAIN THRUST à l'auteur, KAF, juin 2006.
86. L'auteur a observé les processus de planification de la FOM Aegis et de la FO Orion concernant l'Op MOUNTAIN THRUST et a participé au volet canadien des opérations.
87. *Ibid.*
88. *Ibid.*
89. *Ibid.*
90. Le véhicule dans lequel prenait place l'auteur a évité de peu le premier EEI de la journée à Ghorak, et l'auteur était dans l'un des véhicules frappés par l'attentat-suicide à l'EEI au début de la soirée.
91. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.
92. Des incidents similaires sont survenus au CR (Est) lorsqu'un avant-poste de combat américain a été envahi.
93. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.
94. L'ardent défenseur de cette idée était Grahame Smith, avec qui l'auteur a souvent eu de vives discussions au KAF sur le sujet. D'autres journalistes moins sensibilisés ou expérimentés ont accepté l'argument de Smith sans discernement.
95. Entrevue de Freakley.
96. Selon Stuart Tootle dans *Danger Close*, le gouverneur de la province d'Helmand, Daud, l'a pressé d'établir des maisons de peloton dans les districts au centre et au nord, y compris Sangin. Cela allait à l'encontre du mandat original des Britanniques, qui consistait à soutenir les efforts de développement à Lashkar Gah et ses environs. Les forces britanniques n'avaient pas la souplesse nécessaire pour s'acquitter des deux mandats, mais Tootle a tenté de satisfaire les deux dirigeants, étirant au maximum les capacités de ses forces.
97. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.
98. Entrevue avec le major Nick Grimshaw, Ottawa, 14 janvier 2008; rapport de l'ERPK, 9 juillet 2006.
99. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération. Voir également les entrevues de Fletcher et de Hope.
100. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.
101. Voir la note manuscrite de J2 Aegis et croquis annexé de Garmsir. Voir également l'entrevue de Gallinger.
102. Entrevue de Gallinger.
103. Rapports de la FO Orion, 28 juillet 2006.

104. Il s'agit bien de deux opérations distinctes qui se fondaient l'une dans l'autre, contrairement à la tendance par certains à penser qu'elles étaient fusionnées. De plus, certains l'appellent la bataille de Pashmul ou même, l'Op MEDUSA. La bataille de Pashmul s'est déroulée en juillet. Elle est parfois appelée également bataille de Panjwayi, à tort puisque celle-ci s'est déroulée à la fois dans les districts de Zharey et de Panjwayi. L'Op BRAVO CORRIDOR était une mission de la Compagnie B qui a servi de point de départ à certains événements survenus le 3 août, mais n'englobait par un assaut sur Pashmul en provenance du sud, ni l'expansion de l'opération au-delà de la taille d'une compagnie. Essentiellement, le combat du 3 août 2006 n'a pas de nom officiel. Il ne faisait pas partie de l'Op MEDUSA, cette dernière ayant été élaborée en réaction au combat du 3 août.
105. Cette section est une compilation d'une variété de scénarios post-opérationnels accompagnés de notes afférentes fournis par le 1 PPCLI à l'auteur, ainsi que d'entrevues avec le Lcol Ian Hope, le Lcol Harjit Sajjan, le Lcol Shane Schreiber et des conversations informelles avec le Cplc « Kiwi » Parsons, le Lcol Ian Hope, le Lcol Shane Schreiber, le Maj Kevin Barry, et le Lcol Mason Stalker. L'auteur a également consulté un mémoire non publié du Cpl Gordon Whitton (mentionné également dans *Dispatches*) intitulé *Be the Wolf*, qu'il a fourni à l'auteur en 2007.
106. Entrevue de Hope.
107. Comme il en a été question dans Maloney, *Fighting for Afghanistan*. Le volet « renseignement » entourant cette opération est encore très controversé. À ce stade-ci, il s'agit du meilleur résumé dont nous disposons au vu des renseignements ISTAR colligés et des enjeux concernant les rapports.
108. Entrevue de Grimshaw.
109. L'« autre école blanche » était également appelée « l'école jaune ». Une immense confusion régnait dans les quartier général supérieurs, où l'on confondait ces deux sites si l'on ne connaissait pas bien le terrain.
110. David C. Isby, *War in a Distant Country*, Londres, Arms and Armour Press, 1989, p. 38 et 39.
111. Fraser, Hope et Lavoie ont tous signalé ceci à l'auteur séparément, dans le cadre d'entrevues distinctes.

OPÉRATION MEDUSA :

D'AOÛT 2006 À JANVIER 2007

Les opérations de grande envergure des insurgés atteignent leur point culminant en Afghanistan à l'automne 2006¹. Les talibans viennent frapper aux portes de Kandahar après avoir été temporairement arrêtés au début d'août. Ils poursuivent leurs attaques pendant un certain temps, mais la série d'opérations menées par le Canada, les États-Unis et l'Afghanistan et regroupées sous l'étiquette d'opération (Op) MEDUSA réduisent sérieusement la capacité de l'ennemi de se servir des districts de Zharey et de Panjwayi pour isoler Kandahar ou pour lancer des offensives semblables à celle du Têt, qui auraient un effet psychologique décisif au cours de cette période cruciale. L'Op MEDUSA cause aussi de lourdes pertes humaines à l'ennemi, ce qui freine son élan dans la province de Kandahar et les provinces voisines.

Comme nous l'avons vu précédemment, grâce aux opérations de la Force opérationnelle (FO) Orion, la coalition a pu évaluer la nouvelle menace sur le plan tactique, et ses hauts gradés, à Kaboul, se sont mis à y porter une attention particulière. Par la même occasion, ces opérations ont convaincu les détenteurs de pouvoir à Kandahar que la guérilla « foquiste » des talibans, prenant appui sur la paysannerie afin de conquérir les villes, peut être endiguée et qu'il n'y a pas lieu de céder à la panique, de se réfugier dans la neutralité ou de changer tout simplement de camp. Les opérations menées à l'automne visent à consolider davantage ces acquis cruciaux sur le plan psychologique et social. Par ailleurs, dans l'optique de la stratégie des zones de développement en Afghanistan (ZDA) que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) s'apprête à mettre en œuvre, le développement de la zone de Kandahar sera entravé si l'ennemi contrôle le district de Zharey. L'ennemi doit être délogé de l'est de ce district. Le gouverneur, Asadullah Khalid, et le président du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai, sont clairement d'avis qu'il ne peut y avoir de reconstruction sans sécurité².

FIAS et la stratégie des ZDA

Dans les chapitres précédents, nous avons étudié comment les planificateurs canadiens avaient été informés du concept étatsunien de zone de développement régional (RDZ), c'est-à-dire un territoire peuplé et désigné sur lequel on créerait une synergie entre les divers organismes de reconstruction et de développement, gouvernementaux et non gouvernementaux, qui seraient protégés par les forces de la coalition de concert avec les forces de sécurité afghanes. Ces RDZ devaient être liées aux équipes de reconstruction provinciale (ERP), qui coordonneraient les activités de reconstruction. En 2005, le concept

de RDZ avait été abandonné, faute de financement et de soutien de l'appareil administratif. L'équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) s'efforçait, à Kaboul, de trouver une solution au problème de la coordination de haut niveau, de manière à attirer les investisseurs étrangers, dans le cadre de la stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). Au début de 2006, lorsque le lieutenant-général (Lgén) David Richards reprend le commandement de la FIAS, il redonne vie au concept de RDZ tout en lui trouvant un nouveau nom. Elles deviennent des zones de développement en Afghanistan, ou des ZDA, et sont intégrées à la SDNA, qui est en train de prendre forme. En août 2006, le groupe d'action sur les politiques, qui réunit des représentants des États-Unis, de l'OTAN et de l'Afghanistan et qui a pour but de convenir des approches communes face à l'insurrection, discute des principes de base de la stratégie des ZDA, qui est approuvée subséquemment par le président Karzai³.

Beaucoup de gens qualifient la stratégie des zones de développement de théorie de la tache d'encre et font une comparaison avec les opérations britanniques en Malaisie, au cours des années 1950. Ce genre d'analogie est toutefois une simplification à outrance. La nouvelle stratégie de l'OTAN repose sur une version bonifiée de l'ancien concept de RDZ. Chaque ERP doit déterminer sur quels territoires les efforts de développement et de maintien de la sécurité devraient être concentrés. Ce sont habituellement les lieux les plus densément peuplés, qui ont par ailleurs tendance à être à proximité les uns des autres. Idéalement, ce sont les forces de sécurité afghanes, soit la police et l'armée du pays, qui devraient maintenir la sécurité à l'intérieur de la zone elle-même, tandis que les groupements tactiques de manœuvre de la FIAS s'occuperaient de garder le périmètre de la zone. Les forces d'opérations spéciales (FOS), quant à elles, mèneraient des opérations de perturbation hors de la zone (voir la figure 11-1).

L'exercice de la gouvernance et le transfert progressif aux Afghans de la coordination de la sécurité et du développement à l'intérieur de chaque zone sont essentiels dans le concept des ZDA. C'est là qu'entre en jeu la SDNA, avec laquelle la stratégie des ZDA doit être harmonisée de toutes les manières possibles. On souhaite qu'au fil du temps, les zones s'agrandissent et se fusionnent un peu partout au pays⁴.

Le 1^{er} août 2006, la stratégie des ZDA, qui porte désormais le nom d'Op ARGUS RESOLVE et d'Op OQAB (ce qui signifie « aigle » en dari), devient la stratégie de référence pour le Commandement régional (Sud). La Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis s'étant préparée progressivement à l'adoption officielle de cette stratégie au cours de l'été 2006, son état-major n'est pas pris au dépourvu. En fait, le plan de campagne de la FOM Aegis s'insère très bien dans la nouvelle stratégie, entre autres parce que des officiers canadiens occupent des postes un peu partout dans la FIAS et dans d'autres quartiers généraux (QG) de la coalition, ce qui leur permet de maintenir la connaissance de la situation et d'avoir leur mot à dire.

FIGURE 11-1 :
ZDA – Modèle conceptuel de disposition
des forces de sécurité,
 de 2006 à 2007

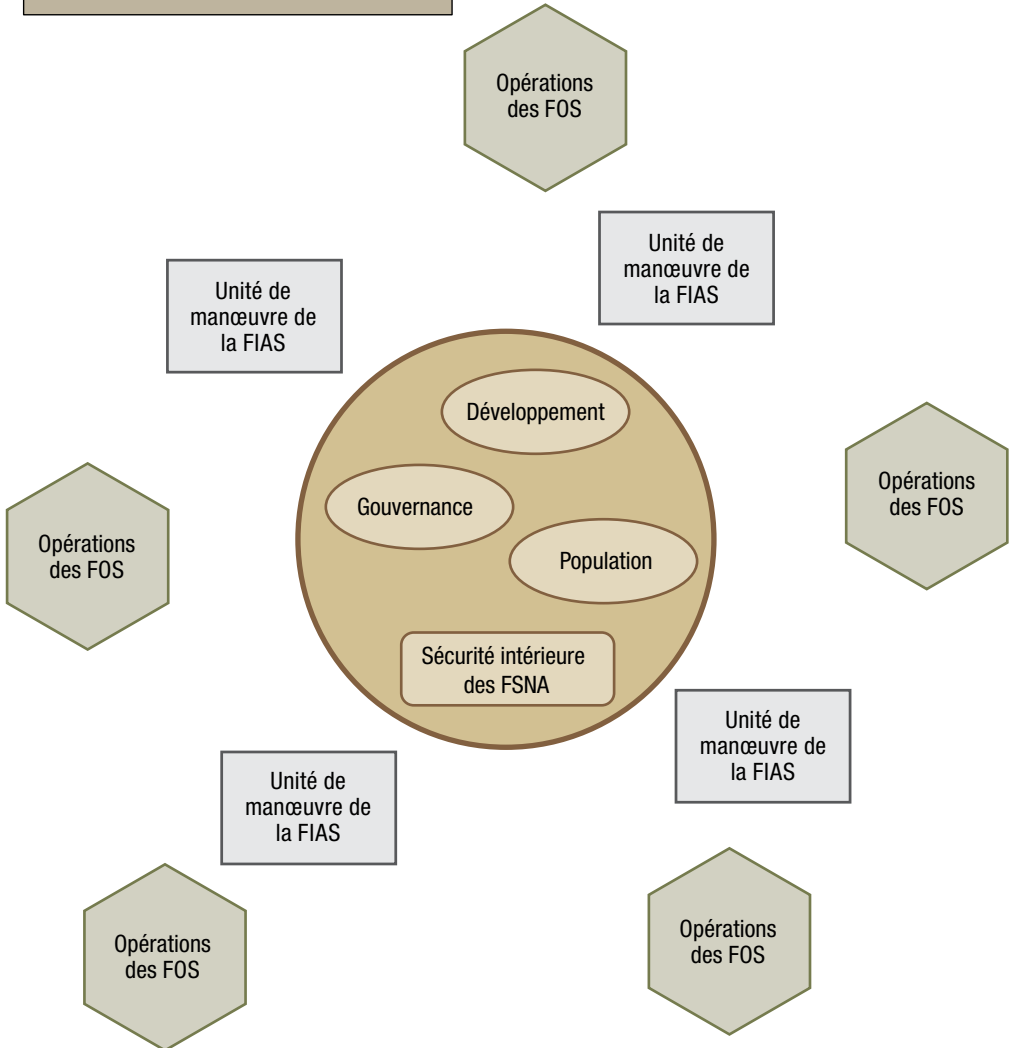


Figure 11-1 : ZDA – Modèle conceptuel de disposition des forces de sécurité, de 2006 à 2007

Le président Karzai « a insisté pour que personne ne parle publiquement des ZDA, et [la communauté internationale] est entièrement d'accord [...] S'il fallait que l'emplacement des futures zones soit connu, elles pourraient être soumises à des attaques avant que le dispositif de sécurité ne soit en place » [Traduction]. Le Lgén Richards « a promis que

la FIAS n'abandonnera aucun centre régional clé une fois que les ZDA auront été établies. Il a souligné qu'il ne s'agit pas d'un concept défensif et que la FIAS effectuera des opérations offensives visant à chasser les talibans de leurs fiefs⁵ » [Traduction].

Au Commandement régional (Sud), le plan de référence de la ZDA se nomme l'Op SATYR PYRRHA. L'ERP et les forces de sécurité afghanes se chargent de la zone elle-même, qui correspond au départ à la ville de Kandahar. La zone de sécurité, qui comprend les districts adjacents à la ville, est sous la responsabilité du groupement tactique, de l'ERP et des forces de sécurité afghanes. Les FOS mènent leurs opérations en périphérie (dans ce qu'on appelle aussi la zone de perturbation), c'est-à-dire partout ailleurs. Spin Boldak devient en quelque sorte une ZDA, compte tenu des conditions uniques créées là-bas par le colonel (Col) Abdul Raziq (voir la figure 11-2).

Malheureusement, alors que la FIAS de l'OTAN prend la relève, des problèmes plus pressants se manifestent. L'Op SATYR PYRRHA, conçue avant les batailles de la FO Orion au cours de l'été, n'est pas structurée pour résister à l'assaut de centaines ou de milliers d'insurgés bien organisés et équipés d'armes lourdes.

Genèse de l'Op MEDUSA

Les premières réunions officieuses de l'état-major du brigadier-général (Bgén) David Fraser au Commandement régional (Sud)⁶ se tiennent trois jours après le choc de la deuxième bataille de Pashmul. La poussière étant retombée, l'état-major discute de Pashmul. Ces réunions voient naître ce qui s'appellera plus tard l'Op MEDUSA. Alors que, de toute évidence, l'ennemi occupe des positions fortifiées et qu'il est capable de coordonner des tirs indirects avec des manœuvres au sol et l'utilisation de engins explosifs improvisés (EEI), l'état-major ne perd pas de vue que les opérations qu'il demandera à ses troupes d'effectuer à l'avenir auront une dimension psychologique importante. Il faudra tenir compte des Afghans de Kandahar. Le gouverneur, Asadullah Khalid, insiste pour que les forces de la coalition entrent dans les districts de Zharey et de Panjwayi parce que ce sera bientôt la saison des vendanges et que la viticulture est le pilier de la prospérité économique de Kandahar⁷.

Le lieutenant-colonel (Lcol) Shane Schreiber racontera plus tard ce que le gouverneur avait dit sans détour aux officiers de la coalition lors d'une grande réunion où il était présent avec les chefs de tribu : « Des chefs et des aînés de tribu qui sont dans la salle actuellement pactisent avec les talibans parce qu'ils pensent que la FIAS est incapable de les vaincre. Ils ne vous font pas confiance. Vous avez beaucoup de moyens, mais aucune volonté. » [Traduction] C'était le nœud du problème, dira le lieutenant-colonel⁸. L'ERP, elle, rapporte les paroles suivantes d'Asadullah Khalid : « La population locale trouve que la FIAS est faible, qu'elle ne veut pas combattre les talibans et qu'elle veut seulement faire de la reconstruction⁹. » [Traduction]

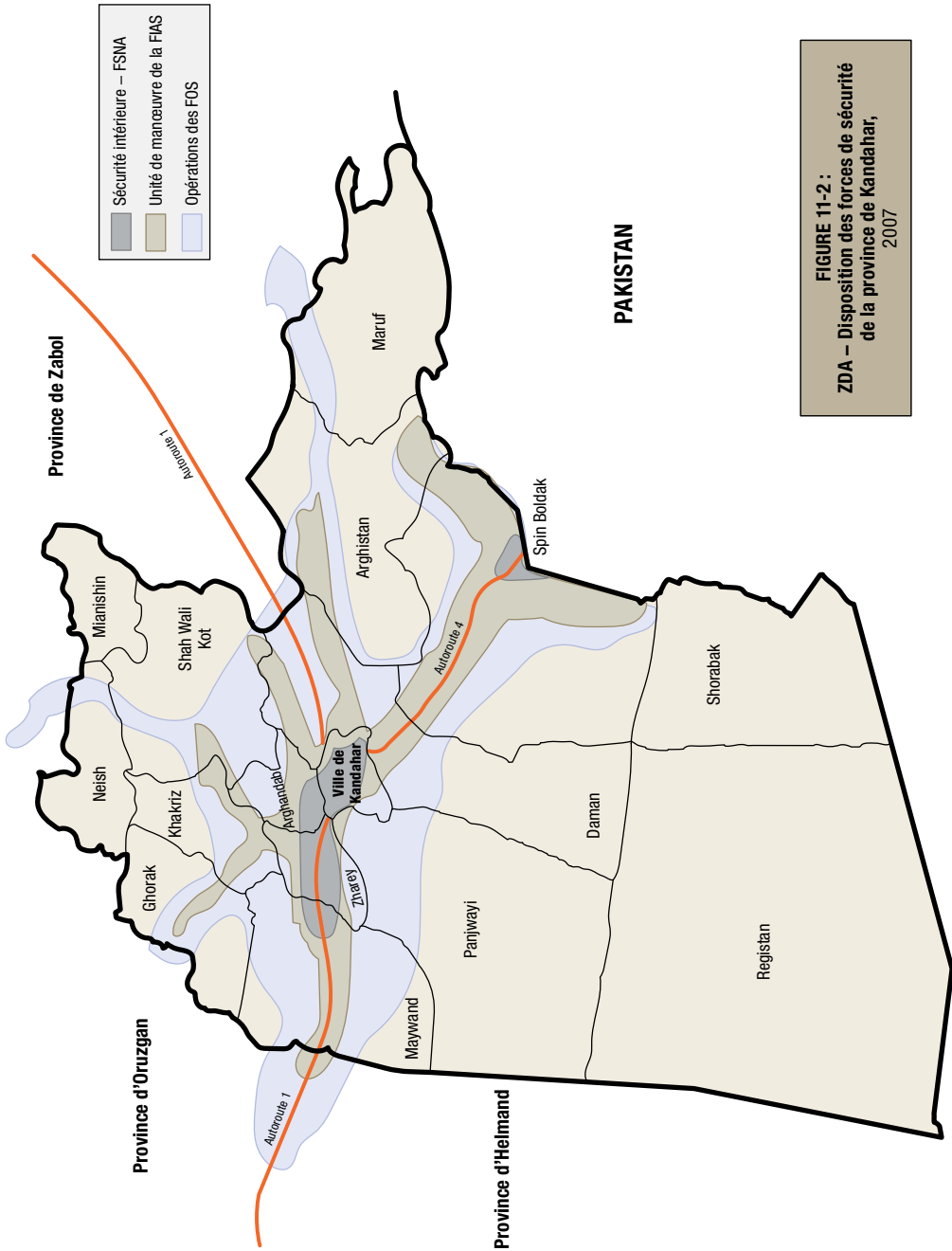


Figure 11-2 : ZDA – Disposition des forces de sécurité de la province de Kandahar, 2007

Parallèlement, les officiers canadiens constatent qu'au QG de la FIAS, à Kaboul, le Lgén Richards « n'a pas vraiment envie d'entendre parler du problème » [Traduction]. Ils veulent le convaincre que la FIAS devra affronter sérieusement l'ennemi pour protéger les approches à l'ouest de Kandahar. Qu'est-ce qui explique la réticence du lieutenant-général? C'est essentiellement parce que « certains, au sein de la FIAS, ont comme préjugé que, sous le commandement du major-général (Mgén) Freakley, les États-Unis sont trop allés à l'offensive, qu'ils ont trop cherché la bagarre et n'ont pas fait assez de reconstruction » [Traduction]. On entend ce point de vue dans les médias, qui mettent ainsi sous pression les gouvernements des pays membres de l'OTAN. Ces derniers risquent de voir naître chez eux de la dissidence concernant l'Afghanistan, puisque les populations se sont fait dire que leurs armées étaient en Afghanistan dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Comme si ce n'était pas déjà assez compliqué ainsi, les Britanniques sont en train de perdre le contrôle de la situation dans la province d'Helmand, ce qui les oblige à envoyer près de la moitié d'une brigade en renfort au 3^e Bataillon du Régiment de parachutistes. Les médias britanniques se mettent alors à poser beaucoup de questions. Que se passe-t-il en Afghanistan? La vague de questionnement se répand jusqu'au Canada, en particulier au QGDN, où « certaines personnes au ministère de la Défense nationale s'inquiètent des pertes humaines et disent que ce n'était pas censé être difficile à ce point puisque nous devons faire de la reconstruction, et non des opérations de combat¹⁰ » [Traduction].

Le Bgén Fraser part expliquer la situation au Lgén Richards : dans le district de Zharey, il faut affaiblir l'ennemi, ce qui nécessitera pratiquement une opération militaire classique. Or, les effectifs dont dispose le Commandement régional (Sud) ne suffiront pas pour y arriver et pour que les grands objectifs de la stratégie de la ZDA puissent être atteints. La FIAS demande de l'aide au commandant de la force française. Il lui répond qu'il est prêt à redéployer ses troupes, mais qu'il se heurte à un refus de ses supérieurs, à Paris. La réaction est la même du côté des Allemands. Le Bgén Ed Butler parvient à libérer un petit nombre de soldats pour aider un peu le 1^{er} Bataillon du Royal Canadian Regiment (1 RCR), mais il ne peut faire plus parce qu'il a besoin du reste de ses troupes dans la province d'Helmand. Richards finit par dire au Bgén Fraser qu'il n'a rien d'autre à lui donner que son soutien moral¹¹.

Les contraintes imposées par Ottawa et Kaboul pour limiter le recours à la force risquent de réduire dangereusement l'efficacité des opérations vitales pour extirper les insurgés des districts de Zharey et de Panjwayi. On n'a plus affaire au même ennemi. Ce n'est plus celui qui a combattu la coalition en 2005, et il semble de plus en plus que ce n'est pas non plus l'ennemi qui a mené les opérations du printemps 2006. Le Commandement régional (Sud) doit prendre le temps de recueillir des renseignements pour faire le portrait de la situation qui lui servira à informer le nouveau QG de la coalition à Kaboul et le QGDN à Ottawa. Le Mgén Freakley, qui est désormais le commandant adjoint de la FIAS, appuie le

Commandement régional (Sud) à Kaboul. Après les deux batailles de Pashmul, il comprend qu'il y a un grave problème à l'ouest de la ville¹². Le Commandement régional (Sud) doit aussi démontrer au QG de la FIAS que les opérations qu'il veut entreprendre respectent les paramètres de la stratégie des ZDA et que son plan inclut l'atténuation des effets et la reconstruction. Il va falloir du temps.

Des pressions viennent aussi des plus hauts échelons du pouvoir politique en Afghanistan, c'est-à-dire que le gouvernement Karzai tient à ce que l'autoroute 1 demeure ouverte. Le nombre d'embuscades sur cette route a grimpé en flèche depuis le 3 août 2006, et le ministère de la Défense a donné l'ordre à l'Armée nationale afghane de faire tout ce qu'elle peut pour que ce corridor reste ouvert. Évidemment, le Commandement régional (Sud) est directement concerné par toute activité ayant lieu sur l'autoroute 1, alors ces considérations sont intégrées au travail de planification¹³.

Pendant que se déroulent ces tractations, le QG de la FIAS commence à voir l'opération qui se dessine comme une occasion de mener une campagne d'information stratégique, tandis que le Commandement régional (Sud) y voit plutôt une façon d'influencer concrètement les détenteurs de pouvoir de Kandahar et de sauver la ville. Pour certains, l'Op MEDUSA permettra à l'OTAN de montrer sa détermination sur la scène internationale¹⁴.

Le Commandement régional (Sud) voudrait bien en savoir davantage sur l'ennemi, mais l'architecture du renseignement est problématique et ne lui est pas utile. Un nouveau Centre du renseignement toutes sources (CRTS), dirigé par le major (Maj) Dominic Goulet, est installé sur place au début du mois d'août 2006. Les nouveaux venus qui en font partie voient avec scepticisme l'information sur les installations ennemies dans le district de Zharey qui est recueillie par la Compagnie B, du Maj Nick Grimshaw, par le Maj Harjit Sajjan, par l'ERP et par le nombre considérable d'informateurs afghans qu'ils sont parvenus à recruter dans la population locale. Selon un informateur afghan ayant de l'expérience militaire, les bunkers construits par l'ennemi dans le district de Zharey sont suffisamment profonds pour résister à des bombes de 500 livres. L'informateur recommande à l'OTAN d'employer des bombes de 1 000 livres, mais son conseil est ignoré par le système de planification du renseignement. Les avis offerts par des sources afghanes ne sont habituellement pas retenus. Le commandant du CRTS se plaindra plus tard que le commandant du Commandement régional (Sud) se servait moins des conseils fournis par le CRTS que de l'information non vérifiée provenant d'ailleurs¹⁵.

Les sources du Maj Sajjan l'amènent à penser que : un poste de commandement et contrôle se trouve à Sperwan Ghar, dans le district de Panjwayi; Zangabad abrite une cache d'armes; une route logistique va de Sperwan Ghar à Zangabad et Talukan, puis elle traverse la rivière pour se rendre dans le district de Zharey; l'installation de Gundy Ghar est un poste de commandement et contrôle. De plus, un hôpital de campagne se trouve

à Siah Choy, dans le district de Zharey. Les renforts de l'ennemi qui arrivent du Pakistan se servent de Gundy Ghar et de Sperwan Ghar comme points de repère et de rassemblement avant d'être envoyés au combat¹⁶.

On ne sait toutefois pas comment les forces ennemies sont organisées dans l'est du district de Zharey. Où les principaux commandants ennemis se trouvent-ils? Qui sont-ils? Quel est le modus operandi de leurs forces? Le Commandement régional (Sud) veut effectuer une série d'opérations de façonnage pour mieux définir la cible. Il s'agit de faire des manœuvres servant à recueillir de l'information. Pour ce faire, le Commandement veut disposer de ressources accrues ISTAR, en particulier des véhicules aériens sans pilote (UAV) et des systèmes de renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT), de manière à pouvoir observer les réactions de l'ennemi pendant les manœuvres. Toutefois, le Commandement régional (Sud) étant désormais un QG de l'OTAN, il n'a plus le degré d'accès aux systèmes de renseignement des États-Unis que la FOM Aegis avait lorsqu'elle était sous le commandement du quartier général de la FOIM-76 des États-Unis. Le Col Steve Williams, commandant de l'Élément de commandement national (ECN) des États-Unis à l'aérodrome de Kandahar (KAF), et son personnel servent de lien vital par des canaux parfois non officiels, au cours de cette période, ce qui remédie en partie aux lacunes. Le Mgén Freakley apporte également son aide. Les besoins du Commandement régional (Sud) ne sont pas toujours prioritaires pour ces systèmes. Fait à noter, les véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) canadiens si souvent dénigrés font malgré tout une contribution importante à l'exécution du plan ISTAR.

À l'époque, le Bgén Fraser et le Lcol Peter Connolly, l'un de ses officiers des opérations australiens, entretiennent une relation étroite avec le Lcol Don Bolduc, le commandant étatsunien de la FO 31, qui fait partie des forces spéciales. Afin que l'on puisse repérer plus distinctement le dispositif de l'ennemi dans le district de Panjwayi, le Lcol Bolduc accepte de déployer une partie de sa force opérationnelle spéciale dans le désert du Registan et dans le sud du district de Panjwayi, pour y effectuer des manœuvres qui serviront à recueillir de l'information. Une fois sur place, la FO 31 et une partie du 2^e Kandak de la 1^{re} Brigade du 205^e Corps d'armée partiront en reconnaissance à plusieurs endroits susceptibles d'abriter des talibans, notamment à Talukan, à Mushan, à Sperwan Ghar et à Ma'Sum Ghar, des lieux que les unités de l'Armée canadienne apprendront à bien connaître au cours des cinq années qui suivront¹⁷.

L'autre relation qui s'avère utile est celle du Bgén Fraser avec le Mgén Freakley. Le Bgén Fraser lui dit : « J'ai besoin d'aide. Qu'est-ce que vous êtes capable de fournir? » [Traduction] À titre de commandant supérieur étatsunien de la 10^e Division de montagne, le Mgén Freakley envoie une compagnie d'infanterie et deux canons de 105 mm pour renforcer la FO 31 et faciliter les efforts de l'ECN des États-Unis dirigé par le Col Steve Williams.

En outre, des discussions entre le Bgén Fraser et le directeur des forces spéciales britanniques permettent le redéploiement d'une partie de la FO 42 pour exécuter des tâches d'observation et d'interdiction dans le désert du Registan¹⁸.

Le Lgén Richards et le Mgén Rahmatullah Raufi font pression sur Bismillah Khan, à Kaboul, pour qu'il déploie toutes les forces dont il dispose dans la province de Kandahar. L'Armée nationale afghane envoie des compagnies équivalant à deux kandaks et provenant des commandements régionaux afghans du Nord du pays. Le Mgén Raufi les affecte aux agglomérations clés, notamment à Bazar-e Panjwai. Une compagnie afghane s'ajoute également aux effectifs de la FO 31¹⁹.

L'ERP, sous la direction du Lcol Simon Hetherington, joue, elle aussi, un rôle clé dans la planification de l'Op MEDUSA, qui ne manquera pas d'endommager considérablement les infrastructures et qui devra être accompagnée de mesures pour atténuer les effets. La participation de l'ERP devient plus importante, mais comme d'habitude, le problème du manque d'argent se pose. L'équipe ne ménage aucun effort en vue de trouver ailleurs dans le monde du financement pour la reconstruction parce que le Canada n'en fournit pas du tout et que l'ACDI est réticente à participer. En revanche, le Col Williams, de l'ECN des États-Unis, a accès à des sommes substantielles par l'entremise du Programme d'aide urgente des commandants. Les relations du Lcol Hetherington et l'argent provenant de ce programme seront des facteurs importants au cours de l'opération²⁰. L'Allemagne fournit aussi plusieurs millions d'euros²¹.

Arrivée de la FO 3-06

Le Lcol Omer Lavoie prend le commandement du 1 RCR à l'été 2005. Il sait qu'il mène son bataillon en Afghanistan. Dès lors, il axe l'entraînement de ses soldats sur les méthodes anti-insurrectionnelles classiques et sur les patrouilles à pied, tout en suivant de près l'évolution de la situation, alors que l'ERP et la FO Gun Devils sont aux prises avec les talibans de Kandahar. Au cours de ses préparatifs, la FO 3-06 est structurée de la même manière que la FO Orion : trois compagnies d'infanterie, quatre canons M-777 issus de la Batterie E, un escadron de Génie (le 23^e Escadron de campagne) ainsi que des troupes de reconnaissance provenant du Royal Canadian Dragoons (RCD). Les planificateurs savent que l'ERP va se trouver sous le commandement du groupement tactique et ils la placent sous la protection de la Compagnie B. Lorsque la FO 3-06 arrive à Kandahar, au mois d'août 2006, elle est structurée selon le cadre conceptuel de 2005, qui lui, est conforme au plan de campagne original de la FOM Aegis²².

Même si, au printemps 2006, le Lcol Lavoie a rendu visite à plusieurs reprises à la FO Orion pour mieux se renseigner sur l'évolution de la situation, c'est tout de même un choc pour lui et ses soldats de voir les talibans atteindre presque son VBL III avec un

obus de mortier de 82 mm, au cours d'une expédition de reconnaissance dans le district de Panjwayi, en compagnie du Lcol Ian Hope, juste avant la passation de commandement entre les deux hommes. Trois occupants du blindé sont blessés, y compris l'artilleur, ce qui amène le Lcol Lavoie à décider que, dès qu'il assumera le commandement, il ira occuper le terrain surélevé de l'autre côté de la rivière, au sud de Pashmul, pour enlever à l'ennemi sa capacité de tir indirect. Manifestement, le travail qui attend la FO 3-06 n'a rien à voir avec la lutte anti-insurrectionnelle pour laquelle elle a été préparée et structurée. La Base de patrouille Wilson essuie des tirs de mortier trois nuits d'affilée, pendant la passation de commandement, ce qui oblige les troupes à dormir dans leurs véhicules²³.

Sur le terrain, l'organisation de la FO 3-06 est également calquée sur celle de la FO Orion. À l'instar du Lcol Hope, le Lcol Lavoie a la responsabilité de la Base d'opérations avancée Martello (FOB Martello), dans le district de Shah Wali Kot, des opérations à Spin Boldak, près de la frontière, et des opérations de l'ERP dans la province. La Compagnie B, qui est sous le commandement du Maj Geoff Abthorpe, se voit affectée à l'ERP, mais finit à toutes fins utiles par être responsable de la FOB Martello. La Compagnie C, ou Compagnie Charles, commandée par le Maj Matthew Sprague, devait s'installer à Spin Boldak, mais on y envoie plutôt l'escadron ISTAR. C'est la Compagnie A, du 2^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), commandée par le Maj Mike Wright, qui doit s'emparer du terrain surélevé près de Bazar-e Panjwai, de l'autre côté de la rivière, au sud de Pashmul, et qui doit commencer à patrouiller là-bas. La Batterie E, commandée par le Maj Greg Ivey, hérite des quatre canons M-777 du Maj Steve Gallagher. Le Lcol Lavoie apporte des changements à l'organisation des opérations de reconnaissance et confie au Maj Andrew Lussier l'escadron ISTAR, qui comprend une troupe de reconnaissance à bord de blindés Coyote du RCD, un peloton de reconnaissance du 1 RCR ainsi que les tireurs d'élite de ce bataillon. Pour ce qui est du Génie, le Maj Mark Gasparotto commande le 23^e Escadron de campagne. Il dispose de deux troupes de campagne (avec les VBL III et les soldats des blindés du RCD), d'une troupe d'équipement lourd et de trois équipes de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), dont deux sont dotées d'équipement lourd (des véhicules Bison et des robots) et une est aéroportée²⁴. Le personnel chargé de la guerre électronique et des TUAV poursuit son travail comme avant (voir la figure 11-3).

Malheureusement, à ce moment de l'année 2006, l'équipement de la FO 3-06 est dans un état qui laisse beaucoup à désirer, en particulier les VBL III. Il a été mis à rude épreuve. La décision de réduire les effectifs et les capacités de l'Élément de soutien national (ESN) du Lcol John Conrad en 2005 l'a privé des moyens nécessaires pour faire la maintenance de la flotte de véhicule après six mois d'opérations incessantes un peu partout dans le Sud de l'Afghanistan. L'équipement de l'ESN lui-même est complètement usé. Le taux de véhicules qui ne sont pas en état de rouler atteint presque 80 p. 100 au mois d'août.

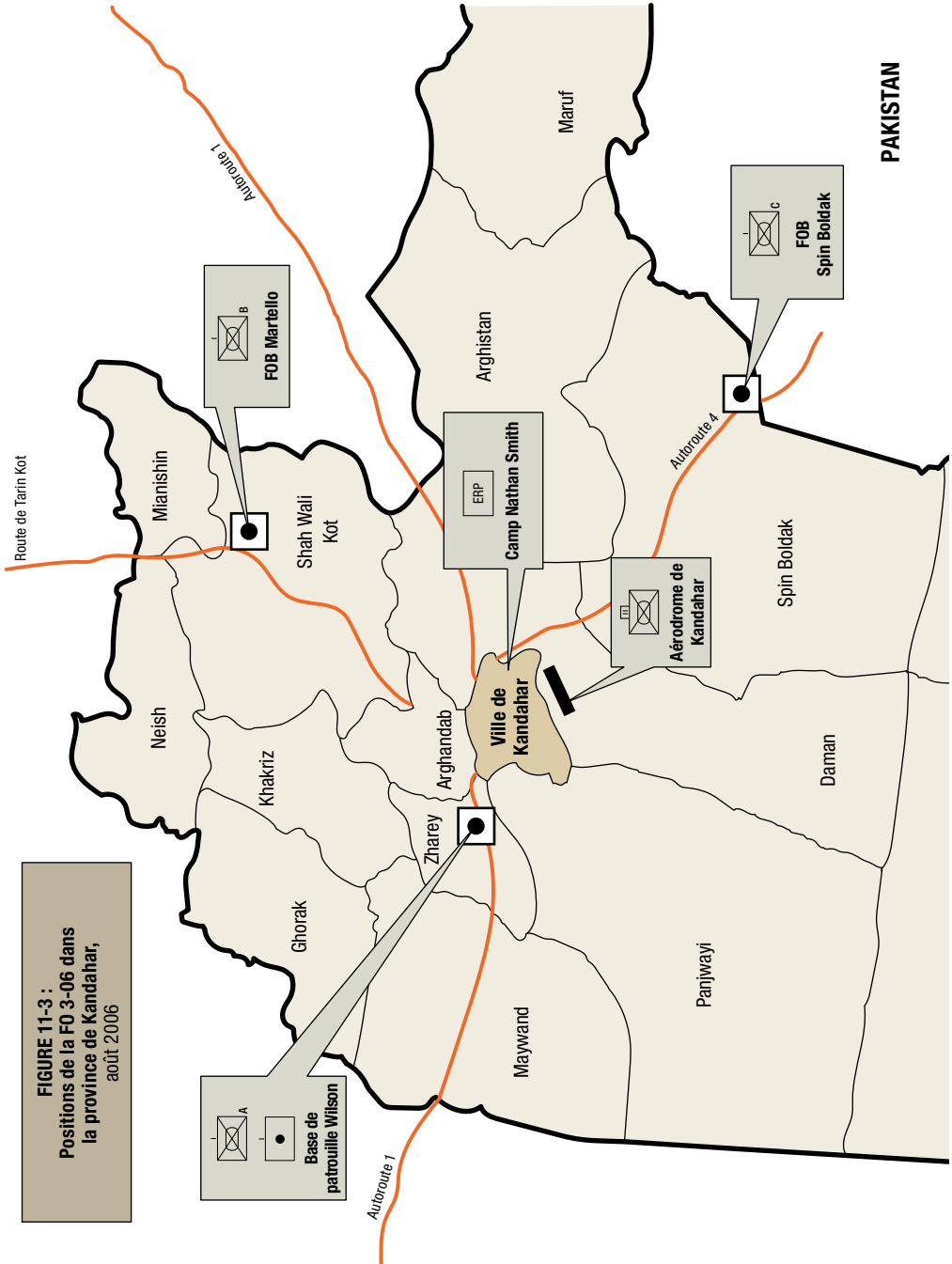


Figure 11-3 : Positions de la FO 3-06 dans la province de Kandahar, août 2006

On a recours à des « visites d'assistance technique » pour ajouter du personnel à l'ESN sans dépasser officiellement le plafond d'effectifs imposé par l'appareil administratif, mais ces renforts ne suffisent pas à résoudre vraiment le problème²⁵.

L'utilisation continue des vulnérables véhicules G-Wagon comme véhicules des contre-mesures électroniques (CME) constitue une grave lacune. On est obligé de les substituer aux blindés RG-31, qui éprouvent de graves problèmes d'alternateur. L'équipement lourd du 23^e Escadron de campagne est extrêmement problématique. Il n'a pas été utilisé par la FO Orion en raison de la nature de ses opérations. La plupart des véhicules ont servi en Bosnie ou au Kosovo. Ils ont été envoyés à Kaboul, puis à Kandahar, mais ils sont hors d'état de fonctionner. Les militaires canadiens ne disposant d'aucun équipement de franchissement d'obstacle, ils doivent le faire fabriquer à KAF. Et comme aucun bouteur ne fonctionne, ils vont « quêter » un D-6 britannique parmi la machinerie garée à KAF²⁶. Ils ne disposent toujours d'aucune troupe de déminage pour neutraliser les EEI le long des routes avec un système comme celui des États-Unis.

On s'aperçoit aussi qu'il y a un problème du côté des munitions. Lors de la passation des responsabilités à la FO 3-06, le Lcol Lavoie ne trouve sur place que 300 obus brisants de 155 mm. Or, selon lui, il en aurait fallu au moins 3 000 ainsi qu'un réapprovisionnement de 500 par jour. Le Bgén Fraser en est informé et questionne le Lcol Conrad, qui confirme l'insuffisance des stocks de munitions. Les munitions utilisées en juillet n'ont pas été remplacées pour plusieurs raisons : le Lcol Conrad est personnellement débordé; la décision a été prise de réduire les effectifs; les militaires canadiens ne sont pas habitués à gérer la consommation élevée de munitions en temps de guerre. C'est le legs des opérations de maintien de la paix de l'ONU, notamment dans les Balkans, où l'artillerie déployée a rarement fait feu²⁷.

Lorsque la demande de munitions additionnelles parvient à Kaboul, un général de l'Aviation canadienne est contrarié parce qu'il craint de surcharger « ses ressources de transport aérien » [Traduction]. On téléphone de Kaboul pour exiger une justification : « Le groupement tactique précédent a tiré 600 obus, alors pourquoi vous en faut-il une si grande quantité? » [Traduction] Les responsables du transport aérien finissent par être convaincus que les besoins sont réels et se mettent à augmenter les stocks aussi rapidement que possible²⁸.

La FO 3-06 est obligée de surcroît d'affronter la chaleur. Elle arrive durant les premières semaines du mois d'août 2006, alors que la température atteint en moyenne de 50 à 60 degrés Celsius. Il n'est pas réaliste d'attendre des troupes qu'aussitôt débarquées de l'avion Hercules C-130, elles commencent les opérations, en particulier avec un gilet pare-balle et des munitions à transporter. Il est essentiel de leur accorder une période d'acclimatation. La rotation des troupes a été planifiée selon une approche bureaucratique issue de l'époque des opérations de maintien de la paix de l'ONU. À Ottawa, les planificateurs n'ont pas tenu

compte du rythme élevé des opérations et du climat de l'Afghanistan. Ils sont encore enfermés dans le paradigme des Balkans et fonctionnent machinalement comme si le calendrier de rotation tous les six mois des Balkans était encore en vigueur. Pendant ce temps, l'ennemi a tout le temps qu'il faut pour s'acclimater et il est déjà sur place.

Bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006²⁹

Au cours de la visite de familiarisation avec le Lcol Hope, le 15 août, un obus de mortier tombe tout près du VBL III du Lcol Lavoie, et l'explosion blesse son artilleur. Le Lcol Lavoie ordonne donc à la Compagnie A de s'emparer de la montagne de Ma'Sum Ghar et de trouver l'endroit d'où proviennent les tirs de mortier³⁰.

La Compagnie A, du Maj Wright, prend le relais de la Compagnie B, du Maj Grimshaw, le 14 août à la Base de patrouille Wilson. La zone se trouvant au sud du premier oued, dans le district de Zharey, est considérée comme un endroit à éviter totalement, et ce, conformément à l'information recueillie par le Maj Sajjan, que le Maj Wright considère comme l'information qui est de loin la plus fiable. C'est cette information qui l'a guidé tout au long de sa période de service en Afghanistan³¹. Le 19 août, l'unité policière d'intervention 005, du Capt Massoud, occupe Bazar-e-Panjwai avec une compagnie de l'Armée nationale afghane. Elle essuie des tirs et prévient les militaires canadiens que l'ennemi est en train d'essayer de s'emparer du centre du district de Panjwayi. Lavoie ordonne à Wright de riposter. Tandis que le Peloton 1 protège la Base de patrouille Wilson et que le Peloton 2 agit comme force de réaction rapide (FRR) sur l'autoroute 1, le Peloton 3, un officier d'observation avancée de la Batterie E ainsi que le quartier général de la Compagnie A se déploient vers l'est le long de l'autoroute 1, jusqu'à la jonction de la route Fosters, puis vers l'ouest (voir la figure 11-4).

En arrivant à Bazar-e Panjwai, les troupes constatent que tout est fermé et que seule la police est dans les rues. En se dirigeant vers la montagne de Ma'Sum Ghar qui surplombe les deux districts, le Maj Wright voit que la police se concentre sur Pashmul, en direction nord, mais que personne ne regarde vers le sud et le sud-est de la montagne. Il place deux sections et l'officier d'observation avancée juste au nord des positions de la police, en contrebas, sur la montagne. Puis, il oriente la troisième section vers le sud. Le Capt Reekie est envoyé vers le bas, sur la route Fosters, dans son VBL III. À 1845, des tirs de mitrailleuse retentissent dans les vignobles au sud de Ma'Sum Ghar. Les VBL de la Compagnie A sont la cible d'une attaque aux grenades propulsées par fusée (GPF) lancée depuis des positions supposément occupées par la police dans la cuvette de Ma'Sum Ghar. Les talibans ont infiltré une position et se sont emparés de deux postes d'observation entre les sections de la Compagnie A.

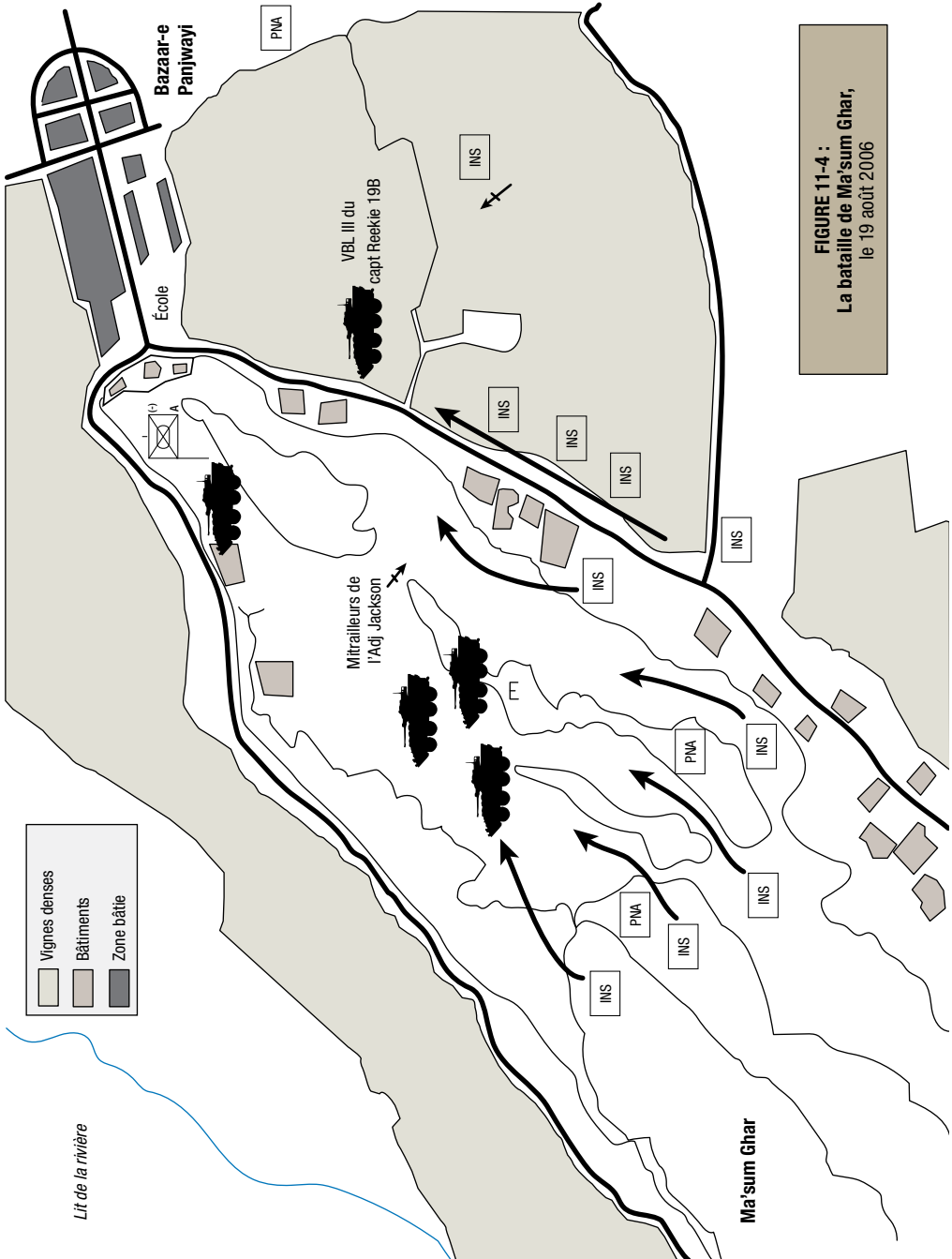


FIGURE 11-4 :
La bataille de Ma'sum Ghar,
 le 19 août 2006

Figure 11-4 : La bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006

À la tombée de la nuit, l'Adj Mike Jackson et l'une des sections parviennent jusqu'à une sorte de col sur la montagne où ils ont une vue en direction du sud. Arrivés là, ils font feu sur plusieurs vagues d'insurgés qui tentent de se diriger vers le nord à travers les champs, vers l'autre côté de la route Fosters, dans le but de prendre part au combat. On estime que la section réussit alors à abattre une quarantaine de combattants ennemis³².

Les communications du Maj Wright avec le Lcol Lavoie sont presque interrompues et il doit les faire relayer par la Base de patrouille Wilson. Le Lcol Lavoie demande au Maj Wright s'il a besoin de renforts, et celui-ci répond que non. La situation lui paraît trop confuse sur le terrain, et le risque que les renforts tirent sur les troupes de leur propre camp est trop grand. Des hélicoptères AH-64, des TUAV et des drones Predator sont en route. Il est encore difficile pour le Maj Wright de déterminer les positions d'où proviennent les tirs ennemis, et le Capt Massoud retire ses policiers.

Le Capt Mike Reekie et son équipage, eux, avancent et cherchent un emplacement pour leur véhicule, mais le relief est trop plat. Le capitaine finit par trouver un pli de terrain derrière lequel il peut abriter le véhicule, mais il se rend compte après coup qu'il se trouve à presque 400 mètres de Ma'Sum Ghar. L'ennemi envoie les combattants dans la région à sa rencontre, se voyant peut-être obligé de le faire plus tôt que prévu. Le véhicule du Capt Reekie fait feu sur plusieurs vagues ennemies organisées en sections de dix hommes ayant chacune une mitrailleuse PKM et GPF. Ces insurgés ont l'air d'être drogués, car ils marchent vers une mort certaine. Le conducteur du VBL, le caporal (Cpl) Chad Chevretil, utilise des lunettes de vision nocturne pour repérer les cibles et en indiquer la position au capitaine (Capt) Reekie et à son artilleur, le sergent (Sgt) Dan Holley. Avant d'être obligé de se retirer, cet équipage aux commandes d'un seul véhicule, sans appui aérien ni appui d'artillerie, parvient à abattre, estime-t-on, de 30 à 45 insurgés sortant par groupes de cinq des bâtiments à proximité³³. Tout l'équipage du VBL du Capt Reekie a été décoré pour ce fait d'armes. Le Capt Reekie et le Cpl Chevretil ont tous les deux reçu la Médaille de la vaillance militaire, tandis que le Sgt Holley, le Cpl Nigel Gregg et le soldat (Sdt) Tim Wilkins ont été cités à l'ordre du jour.

Ses munitions étant sur le point de manquer, le Maj Wright décide de se retirer, d'aller à la rencontre du Peloton 2 sur la route Fosters pour se ravitailler, puis de revenir prendre part au combat. Toutefois, au moment de partir, deux véhicules G-Wagon de CME refusent de démarrer et doivent être remorqués. À un certain moment, l'adjudant (Adj) Michael Jackson et le caporal-chef (Cplc) Paul Monroe sont obligés de diriger la protection de ce repli tactique. Sous le feu de l'ennemi, ils s'emploient à extraire les deux blindés et finissent par regrouper leurs hommes pour qu'ils poursuivent le combat. L'Adj Jackson et le Cplc Monroe recevront plus tard la Médaille de la vaillance militaire pour leurs faits d'armes.

Le Peloton 2 fonce vers le laager et y remet toutes les munitions qu'il peut trouver au Peloton 3, qui retourne aussitôt d'où il est venu par la route. Un drone Predator qui survole la zone repère un détachement ennemi en embuscade à la station-service et l'élimine avec un missile Hellfire. Un autre détachement ennemi s'infiltré par le nord et essaie de prendre le Peloton 3 en embuscade sur la route Fosters, mais les VBL III font feu et échappent au piège. Le Maj Wright veut faire la jonction avec les positions de l'Armée nationale afghane au nord du centre du district et compte emprunter, pour ce faire, une route secondaire qui contourne l'agglomération. Un VBL III s'enlise, ce qui oblige le peloton à s'immobiliser. Entretemps, le Peloton 2 a repris ses positions sur la route Fosters. Il aperçoit une équipe ennemie qui est armée de GPF et qui accompagne une section au sud de la route. Il fait feu sur elles. Selon les renseignements qui parviennent aux troupes canadiennes, une force ennemie de la taille d'une compagnie est en train de s'infiltrer depuis le district de Zharey, en passant par Badvan Ghar, tandis que les positions de l'Armée nationale afghane sont la cible de tirs nourris dans le centre du district de Panjwayi.



Photo : Auteurs

La montagne de Ma'Sum Ghar, vue de la « colline du char », au nord-est, en juin 2006, plusieurs mois avant que la FOB soit établie. Le 19 août 2006, l'ennemi attaque la Compagnie A du 2 PPCLI et les forces afghanes. Les talibans s'infiltrèrent sur la montagne du côté ouest.



Photo : Auteur

Face sud de la montagne Ma'Sum Ghar photographiée depuis les localités au sud de Bazar-e Panjwai. Le 17 août 2006, des éléments de la Compagnie A du 2 PPCLI repoussent une attaque d'insurgés arrivant de la gauche et ayant comme objectif de s'emparer de la montagne et de l'agglomération. Un équipage de VBL III se trouvant sur la route et des mitrailleurs ayant pris position sous le col parviennent à abattre 75 combattants ennemis et neutralisent l'attaque.

Le Maj Wright s'inquiète encore une fois du risque de tir ami et, à 0300, demande la permission de regrouper ses hommes et d'attendre que des mesures de contrôle plus claires soient prises. La police afghane déplore plusieurs blessés dans ses rangs et demande une escorte pour les renvoyer à Kandahar par la route Fosters. Chose inusitée, les insurgés abandonnent de nombreux morts derrière eux. Les cadavres de 37 insurgés sont retrouvés à Ma'Sum Ghar, à Bazar-e Panjwai et dans les environs. La plupart ont été atteints par des projectiles de 25 mm. À partir de diverses sources, on estime que l'ennemi a perdu entre 75 et 100 combattants cette nuit-là. Le nombre de blessés serait encore plus grand³⁴.

Bazar-e Panjwai, le centre du district de Panjwayi et Ma'Sum Ghar restent entre les mains de la coalition. Le Maj Wright et le Lcol Lavoie conviennent que des positions permanentes doivent être établies à Ma'Sum Ghar, car l'endroit revêtira une importance clé pour toute action à venir. La nuit suivante, la Compagnie A subit une embuscade qui se prolonge sur dix kilomètres. L'ennemi fait feu sur elle de la Base de patrouille Wilson jusqu'au pont sur la rivière Arghandab, aux environs de Kandahar, en passant par Asheque et Senjaray. Sachant toujours faire preuve d'ingéniosité, l'ennemi allume des feux en bordure de la route pour que ses opérateurs de GPF puissent distinguer la silhouette des véhicules canadiens. Les commandants des insurgés souhaitent ainsi venger leurs pertes du 19 août.

Le Lcol Lavoie constate qu'il y a « nettement plus que 50 talibans dans la région [...] qu'ils sont manifestement déterminés à combattre comme ils l'ont fait au sens conventionnel du mot, dans des affrontements directs »³⁵ [Traduction].

Élaboration du plan, du milieu à la fin d'août 2006

Au moment de la passation de commandement de la FO Orion à la FO 3-06 et des événements du 19 août, le Commandement régional (Sud) reçoit un ordre d'avertissement adressé à la FIAS, qui doit créer les conditions nécessaires dans quatre provinces pour établir une ZDA à Lashkar Gah, à Tarinkot, à Kandahar et à Qalat. La FO Kandahar, c'est-à-dire la FO 3-06, se voit confier des tâches additionnelles. Elle doit : appuyer les opérations de l'Armée nationale afghane pour sécuriser l'autoroute 1; effectuer des opérations permettant de recueillir le renseignement en évitant tout engagement décisif; extraire les membres des FOS et appuyer leurs opérations au besoin. Le groupement tactique canadien doit « feindre une manœuvre de la force opérationnelle pour que l'ennemi se croie attaqué sur son flanc sud » [Traduction], c'est-à-dire à Pashmul, dans le district de Zharey. Il doit se préparer à « lancer une attaque à Pashmul et à nettoyer les positions ennemies à Pashmul et à l'ouest de cette ville »³⁶ [Traduction] (voir la figure 11-5).

C'est ainsi que le Lcol Lavoie prend connaissance de l'Op MEDUSA. Le 25 août 2006, l'état-major des opérations de la FO 3-06, sous la direction du Maj Jay Harvey, a fini d'examiner les diverses options. Il envoie son ordre d'avertissement à la FO 3-06 pour l'informer du concept de l'opération :

[Traduction]

[...] faire croire à l'ennemi qu'une attaque majeure se prépare contre ses centres de commandement et contrôle et ses centres de soutien logistique du combat en avançant de l'EST vers l'OUEST sur deux axes distincts. Pour ce faire, [nous utiliserons] deux équipes équilibrées de groupe-compagnie, dont l'une passera au nord, par l'autoroute 1, et l'autre empruntera principalement la route Fosters, au sud. Les talibans penseront qu'une force terrestre importante s'apprête à attaquer leurs points vulnérables et ils masseront leurs troupes pour les défendre. C'est alors que la brigade puisera dans les ressources d'un niveau supérieur et aura recours à des frappes de précision avec des appareils d'appui aérien rapproché, des éléments de l'aviation et des pièces d'artillerie, de manière à détruire la capacité opérationnelle des talibans. Si l'occasion se présente d'avancer plus loin, dans PASHMUL, le groupement tactique poursuivra sa marche, ce qui lui permettra non seulement de remporter une victoire concrète, mais aussi d'infliger aux talibans une défaite dans les opérations d'information³⁷.

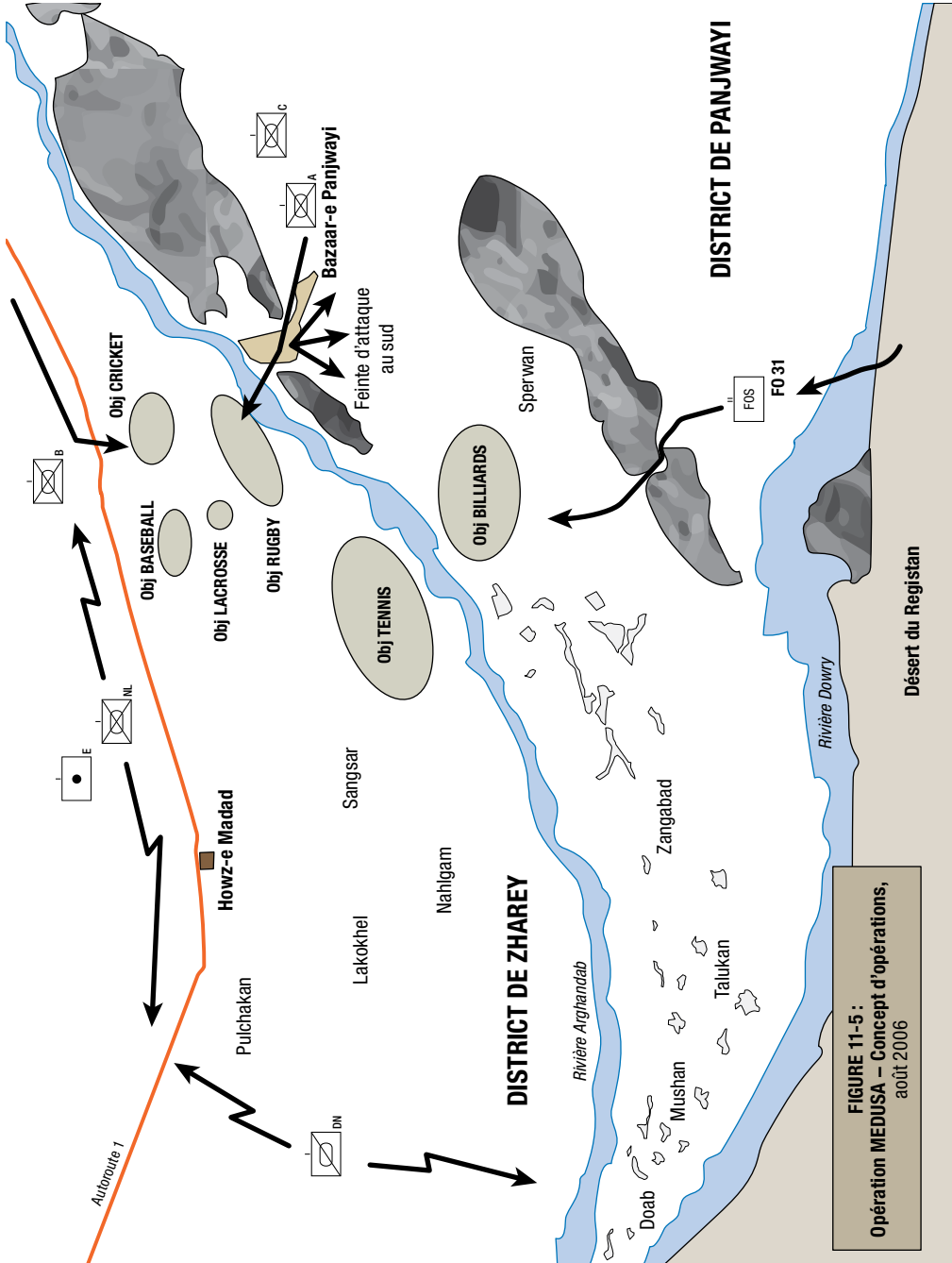


Figure 11-5 : Opération MEDUSA – Concept d’opérations, août 2006

Entretemps, la Compagnie B s'installe à la FOB Martello. Le Maj Geoff Abthorpe a déjà établi un plan de patrouille agressif, avec trois ou quatre patrouilles par jour, lorsque l'ennemi se met à harceler les troupes canadiennes en frappant la base avec des obus de mortier et des roquettes. On décide alors de sonder le périmètre de la FOB. Un moment donné, un détachement d'artillerie de l'Armée nationale afghane se met à pilonner les insurgés avec des tirs directs au moyen de ses canons D-30. Réduite à deux pelotons et une troupe de campagne du Génie³⁸, la Compagnie B s'aperçoit que la situation n'est pas bonne dans le district de Shah Wali Kot, mais que ce n'est pas uniquement à cause des insurgés. Un gang lourdement armé intercepte les camions sur la route Tarinkot. Les six individus en question sont tués lors d'une escarmouche les opposant à une patrouille conjointe des forces canadiennes et afghanes, mais les obus de mortier continuent de frapper la FOB Martello³⁹.

Le Bgén Fraser décide également de nettoyer l'ouest du district de Panjwayi après la bataille de Ma'Sum Ghar et d'éliminer le gouvernement fantôme de la région⁴⁰. Le 26 août, les FOS constituant la FO 31, dirigée par le Lcol Bolduc, partent de KAF et s'en vont dans le désert du Registan avec le Capt Derek Prohar, qui est l'officier de liaison Aegis pour les FOS. Sur ces terres désolées, la FO 31 affronte à de multiples reprises des combattants talibans qui s'infiltrèrent. Elle intercepte du personnel militaire pakistanais qui conduit des camions dans lesquels sont dissimulées des munitions et des armes dans des espaces cachés. Elle découvre même un camp d'entraînement des talibans. Ce sont des preuves additionnelles de l'existence d'un vaste réseau de soutien et de renforcement des forces ennemies à l'ouest de Kandahar. Le 31 août, la FO 31 « atterrit » dans le sud du district de Panjwayi et poursuit ses manœuvres visant à recueillir du renseignement⁴¹.

Le Centre tactique des opérations de la FO 3-06 devient le pôle de coordination pour l'utilisation des TUAV Sperwer permettant de repérer les cibles dans les affrontements. La FO 3-06 poursuit avec plus d'ampleur l'utilisation des drones MQ-1 Predator et d'autres TUAV que la FO Orion avait entreprise afin de guider les tirs d'appui aérien rapproché, d'artillerie ou de drone Predator armé. À la fin d'août 2006, ces opérations se concentrent sur plusieurs lieux probables de rassemblement des talibans le long de l'autoroute 1. La première mission, le 22 août, permet de découvrir 45 insurgés en train de recevoir des ordres. Cependant, comme aucune arme n'est repérée sur les lieux, aucune frappe n'est ordonnée. L'ennemi se divise alors en trois groupes qui prennent des positions de combat sur l'autoroute 1. L'un des groupes de 15 prend position près de la route, tandis qu'un autre s'en va sur un flanc susceptible d'être utilisé par les forces de la coalition. Le troisième groupe de 15 se place en retrait. L'ennemi continue de s'entraîner sur le terrain où il combattra, mais n'a pas d'armes⁴².

C'est à ce moment que la FO 3-06 commence à subir des pertes. Le 22 août, un attentat-suicide à la bombe est perpétré contre le Camp Nathan Smith. Le Cpl David Braun, du 2 PPCLI est tué, et trois autres Canadiens sont blessés. Le Lcol Lavoie veut une riposte qui fera réfléchir l'ennemi, alors il ordonne à la Compagnie A de faire une patrouille sur l'autoroute 1. Des canons M-777, des avions Harrier et des drones Predator sont prêts à faire feu. Ils attendent l'embuscade qui finira par se produire et à laquelle de 40 à 50 combattants, qui selon les constatations sont armés jusqu'aux dents, participeront. Malheureusement, le commandant ennemi les déploie en les répartissant pour former une ligne le long de la route. Le Maj Greg Ivey suggère de faire deux ou trois tirs d'artillerie pour obliger l'ennemi à se mettre à l'abri, donc à se concentrer au même endroit. Trente insurgés courent se réfugier dans le même bâtiment, tandis que les autres se dispersent. Un avion Harrier de l'Aviation royale [Royal Air Force] vient alors raser le bâtiment avec des bombes de 500 livres, tuant ainsi 29 insurgés. Par la suite, les embuscades se feront plus rares sur l'autoroute 1⁴³.

Le Commandement régional (Sud) reçoit l'ordre formel d'exécution de l'Op MEDUSA le 27 août. L'évaluation faite par les spécialistes du renseignement indique que des chefs ennemis et des formateurs d'Al-Qaïda constituant des cibles de première importance sont de plus en plus présents dans le district de Zharey et qu'on y trouve aussi un mélange de combattants de la faction HiG et de combattants venant de l'extérieur de la région. On estime les forces ennemies à 200 combattants locaux et de 200 à 300 combattants venus d'ailleurs. Ils sont retranchés dans des positions défensives renforcées et ont démontré par leurs embuscades sur l'autoroute 1 qu'ils étaient capables d'effectuer des déplacements et des tirs. La FO 3-06 a comme mission de vaincre les forces talibanes à Pashmul afin de créer les conditions nécessaires à l'établissement de la ZDA à Kandahar, ce qui suppose que les véhicules peuvent circuler librement sur l'autoroute 1 et que la ville de Kandahar est sécurisée. Le plan prévoit quatre phases et deux sous-phases. La phase 1 consiste à mener des opérations de façonnage. Les opérations menées par la FO 3-06 depuis le 15 août en font partie, notamment les manœuvres visant à recueillir du renseignement. Donc, on considère que la FO 3-06 est déjà en train de réaliser la phase 1 avec le repérage des positions ennemies et la destruction au passage des objectifs inopinés. Une compagnie de reconnaissance danoise se trouvant dans l'ouest du district de Zharey, des forces spéciales britanniques au sud-ouest et des forces spéciales étatsuniennes au sud prendront part à ces efforts⁴⁴ (voir la figure 11-6).

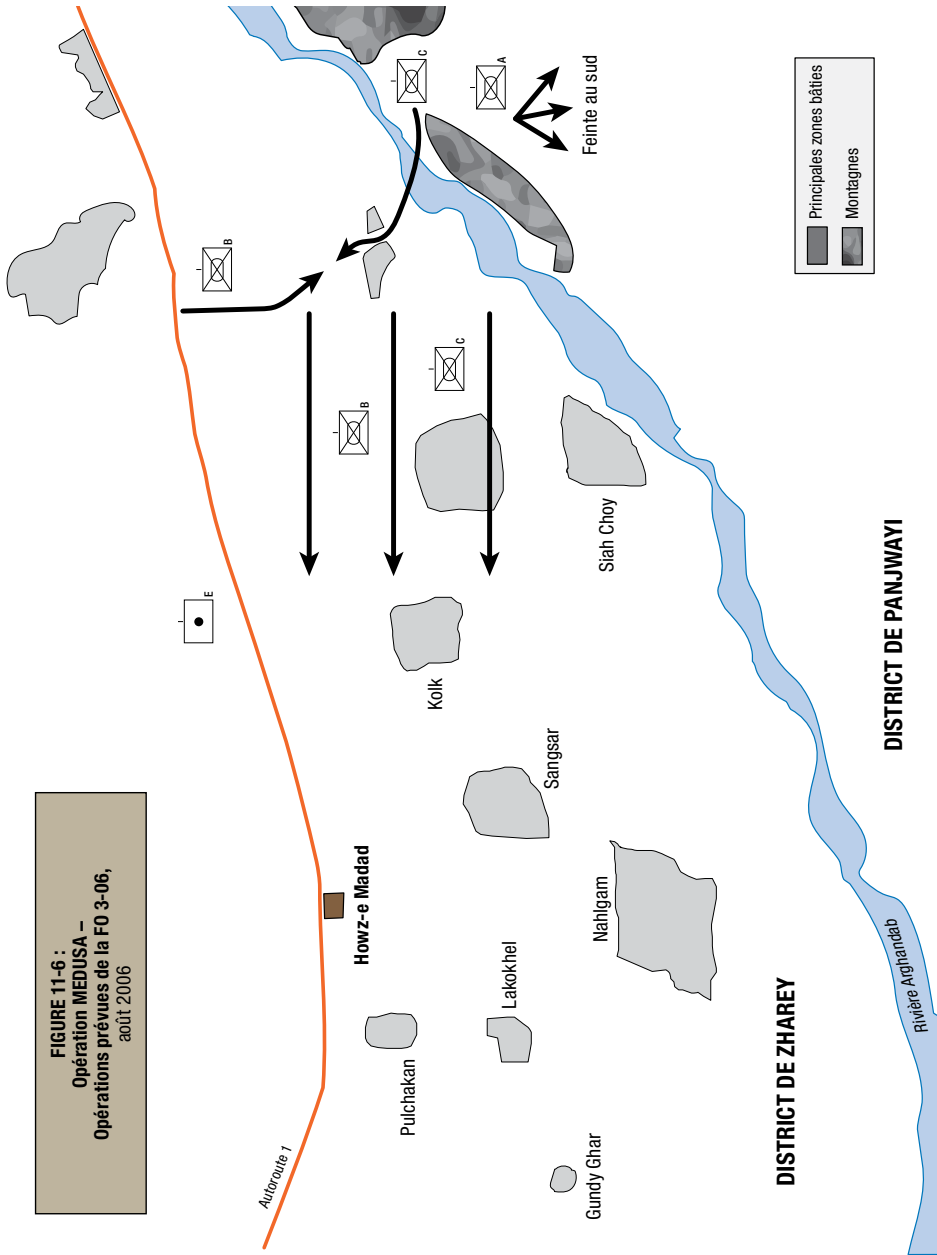


Figure 11-6 : Opération MEDUSA – Opérations prévues de la FO 3-06, août 2006

La phase 2, celle des « opérations décisives », est conçue pour vaincre l'ennemi aux environs de Pashmul. Elle comporte deux sous-phases distinctes. La sous-phase 2A, la « frappe », est une feinte où la FO 3-06 simule un assaut contre les objectifs RUGBY (Pashmul) et CRICKET. Le plan souligne que la FO 3-06 ne doit pas s'engager de façon décisive. Les systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance observeront l'ennemi pour déterminer à quel endroit il concentrera son dispositif de commandement et contrôle ainsi que d'autres ressources. Puis, un bombardement aura lieu pendant 24 heures. La phase 2B, la « jonction », verra la FO 3-06 procéder à la destruction des objectifs RUGBY, CRICKET et LACROSSE ainsi qu'à l'élimination de l'ennemi à l'est, vers la route Comox. Pashmul serait ainsi sécurisée et les conditions seraient créées pour que les Afghans établissent une structure de gouvernance. Dans la phase 3, les forces doivent se déplacer jusqu'à la coordonnée 25 à l'est. Lors de la phase 4, la « stabilisation », un kandak de l'Armée nationale afghane doit sécuriser la région pour faciliter le retour de la population. Des projets à effet rapide seront entrepris le temps que les activités de développement soutenues par l'ERP puissent commencer. Le plan de l'opération ne prévoit aucun rôle pour la police et ne précise pas qui gouvernera et protégera la région ni de quelle manière cela se fera⁴⁵.

Le plan de gestion des mesures d'atténuation des effets dans le district de Zharey prévoit la participation du Lcol Hetherington et de l'ERP. L'arrivée en ville de déplacés en provenance du district attire l'attention du Comité de gestion des catastrophes, qui est dirigé par Haji Agha Lalai Dastagiri. Les organismes de l'ONU présents à Kandahar collaborent avec le Comité, qui comprend en outre un officier de liaison issu de l'ERP. Le concept adopté veut que ce soit les Afghans qui prennent les commandes par l'entremise des organismes existants, en particulier les conseils de développement communautaire et le Comité de développement provincial. Ces organismes doivent jouer un rôle important pour faciliter le travail, de concert avec les équipes spéciales du Comité de gestion des catastrophes formées par le ministère du Relèvement rural et du Développement. Ils communiquent avec les membres du Conseil de développement communautaire et coordonnent l'aide à l'échelle locale. Les militaires du Canada et des États-Unis disposent d'enveloppes budgétaires pour l'aide financière à la reconstruction, notamment les fonds de prévoyance des commandants et le Programme d'aide urgente des commandants⁴⁶.

La FO 3-06 doit se repositionner en vue de l'Op MEDUSA, ce qui entraîne des problèmes identiques à ceux qu'a connus la FO Orion lorsqu'elle a été déployée dans la province d'Helmand, en juillet 2006. Les FOB de Shah Wali Kot et de Spin Boldak doivent être protégées pendant que leurs compagnies d'infanterie se rendront dans les districts de Panjwayi et de Zharey. Le Commandement régional (Sud) décide d'envoyer à Spin Boldak des éléments du régiment de l'Aviation royale qui garde KAF, pour qu'il protège la base avec des entreprises de sécurité privées. Parallèlement, le Commandement régional (Sud) veille

à ce qu'une compagnie de parachutistes néerlandaise occupe la FOB Martello. Quelques sapeurs de combat canadiens du 23^e Escadron de campagne resteront à cette base. Ces mouvements de troupes ont lieu les 25 et 28 août respectivement⁴⁷.

La FO 31 est parvenue dès lors dans le sud du district de Panjwayi après avoir été ravitaillée par un avion MC-130 Combat Talon. Parmi les premières installations des insurgés qu'elle découvre là-bas figurent un système de communication par satellite et une infirmerie se trouvant tous les deux dans la boutique d'un marchand. En outre, elle recueille de l'information lui indiquant que l'un des principaux commandants des talibans, Hafiz Majid, est dans les environs. Les soldats des forces spéciales découvrent un ordre de bataille émanant du commandement ennemi et la méthode de communication qu'il emploie. La population locale confirme que les « Arabes », c'est-à-dire Al-Qaïda, sont de retour dans le pays avec les talibans. Le SIGINT confirme la présence de 16 commandants des forces insurrectionnelles dans le sud et l'ouest du district de Panjwayi. Habituellement, un commandant est à la tête de 50 combattants, ce qui veut dire que la FOS « s'est trompée de beaucoup » [Traduction] dans son estimation initiale de 300 à 400 combattants, pour reprendre les mots du Maj Rusty Bradley, membres de la FOS. Ils sont au moins deux fois plus nombreux⁴⁸. Puis, les insurgés attaquent la FO 31 de façon coordonnée, ce qui l'oblige à employer des avions d'attaque AC-130, des « avions de la mort » comme les appellent les talibans. Le Maj Bradley note que c'est la première fois qu'il voit l'ennemi coordonner son action de la sorte en Afghanistan, où il en est à sa troisième période de service⁴⁹. Par conséquent, la FO 3-06 s'apprête à attaquer un ennemi dont on estime les effectifs à 500 combattants dans le district de Zharey, mais qui en a peut-être 800 ou 1 000, voire davantage dans le district de Panjwayi, au sud-ouest.

Le 29 août 2006, le Commandement régional (Sud) apporte des changements mineurs aux ordres d'opérations MEDUSA et prévoit tenir une répétition de concept le 30 août. Les changements apportés incluent les ajouts suivants : des troupes de déminage des États-Unis pour neutraliser les EEI le long des routes, équipes qui viennent de la province de Zabul; deux canons automoteurs néerlandais PzH 2000; la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis, qui servira de brigade de réserve.

Chose inhabituelle, tout le haut commandement de la FIAS débarque à KAF pour une réunion d'information sur l'opération à venir, y compris le Lgén Richards et le Mgén Freakley. Même le Lgén Mike Gauthier, commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), est présent. Le Bgén Fraser est en permission à ce moment-là. L'exposé est fait par le Lcol Lavoie, qui racontera ceci plus tard : « J'ai présenté le concept d'opération et le plan de manœuvre au Lgén Richards et je me souviendrai toujours des deux dernières choses qu'il m'a dites : « Omer, si vous échouez, ce sera un échec pour l'OTAN. Nous prendrons le thé ensemble sur l'Arghandab dans un mois »⁵⁰. » [Traduction]

Exécution de l'Op MEDUSA, du 1^{er} au 4 septembre 2006

Le 1^{er} septembre, le gouverneur, Asadullah Khalid, annonce publiquement que des opérations offensives auront lieu dans les districts de Zharey et de Panjwayi et que la population devrait les évacuer. Des tracts de la FIAS sont largués un peu partout sur la région pour diffuser encore davantage cette annonce. Les colonnes de déplacés fuyant la région se font plus nombreuses dans les jours qui suivent⁵¹. La Compagnie B quitte la FOB Martello pour être redéployée à la Base de patrouille Wilson, tandis que la Compagnie Charles entre dans Bazar-e Panjwai, de même que la Compagnie A. Conformément à l'ordre reçu, les compagnies d'infanterie doivent garder leur position pendant 72 heures, observer ce qui se passe et attaquer d'éventuels objectifs inopinés si l'occasion se présente⁵². Entretemps, le 23^e Escadron de campagne n'a pas chômé. Il a déniché de la machinerie lourde, soit un bouteur britannique, un bouteur de l'Armée nationale afghane et un bouteur civil loué. Il a soudé rapidement à cette machinerie des plaques de blindage à la « Mad Max ». Et il a renforcé de la même manière l'engin de terrassement Zettelmeyer ainsi que la pelle rétrocaveuse⁵³.

L'opération qui se met en branle doit subitement être interrompue le 2 septembre, après des semaines de préparation. Le Capt Steve MacBeth, du peloton de reco, aperçoit une « boule de feu dans le ciel ». Ce qui semble être un avion de transport s'est écrasé aux environs de Chalghowr-Salavat, dans l'est du district de Panjwayi. Tous les aéronefs qui accompagnent la FO 3-06 sont réaffectés, y compris les appareils de surveillance, les appareils d'appui aérien rapproché et les hélicoptères. Une fuite de carburant dans un avion de surveillance Nimrod MR2 de l'Aviation Royale a provoqué une explosion catastrophique. Cet avion était équipé d'un système de surveillance Wescam MX-15 et il était utilisé pour appuyer la FO 42, la FOS britannique, dans ses opérations à Kandahar. Les ambulanciers sauveteurs parachutistes des Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force] sont aussitôt sur place à bord de leurs hélicoptères HH-60, mais ils attendent que les forces au sol sécurisent l'endroit avant de descendre au sol. L'escadron ISTAR, dirigé par le Maj Lussier, rongeait son frein dans la zone d'attente A, sur la route Fosters, à l'est de Bazar-e Panjwai. Il a vu le Nimrod s'écraser à l'est, près de Chalghowr, et il est aussitôt déployé sur le lieu de l'écrasement, où il établit immédiatement un périmètre de sécurité en forme d'étoile. La boîte noire, les empreintes génétiques de l'équipage, les ordinateurs et les documents secrets qui sont éparpillés doivent être récupérés en priorité. Le peloton de reco doit passer l'endroit au peigne fin pour y ramasser des restes humains, une tâche passablement horrible, dira le Capt Macbeth, qui dirige l'opération. Près d'une journée après l'assaut pour prendre Pashmul, le 3 septembre, le régiment britannique libère l'escadron ISTAR, avec ses véhicules Coyote de reconnaissance et le peloton de reco, qui peut alors quitter le lieu de l'écrasement⁵⁴.

Afin de tromper l'ennemi comme prévu, la Compagnie B emprunte l'autoroute 1 tandis que la Compagnie A prend la route Fosters vers l'est. La Compagnie Charles, le 23^e Escadron de campagne et un détachement de tireurs d'élite se rendent sur Ma'Sum Ghar qui se trouve en face de Pashmul, de l'autre côté de la rivière. La Compagnie B gagne sa position le long de l'autoroute 1. Une équipe de guidage au sol des FOS du Canada qui a accès à des ressources aériennes et des éléments d'artillerie des FOS des États-Unis prend position haut sur la montagne⁵⁵ (voir la figure 11-7).

À 0615, le Maj Sprague, commandant de la Compagnie Charles, indique par radio qu'il n'aperçoit aucun signe de vie civile de l'autre côté de la rivière, mais qu'il peut voir les talibans en train de fortifier leurs positions défensives. À 0630, la Batterie E ouvre le feu avec ses canons M-777 sur quelques-uns de ses 19 objectifs présélectionnés⁵⁶. Des sapeurs du 23^e Escadron de campagne entrent en action pour améliorer les approches sud du lit de la rivière Arghandab. Ils creusent des chemins au moyen de leurs bouteurs modifiés et abattent les arbres avec des explosifs⁵⁷. Ces manœuvres destinées à tromper l'ennemi devaient l'amener à prendre ses positions de combat pour qu'on puisse le bombarder avec l'artillerie et l'aviation, mais ce n'est pas ce qui se passe. On n'observe aucun regroupement de combattants ennemis, et une frappe prévue avec des bombes guidées JDAM devant être larguées par un bombardier B-1B est annulée. À 1000, la Batterie E s'est tue puisque l'ennemi ne semble pas réagir et n'offre aucun objectif. Le détachement de tireurs d'élite sur la montagne de Ma'Sum Ghar pense néanmoins avoir vu l'ennemi se servir de miroirs pour communiquer d'un endroit à l'autre. Plus tard, le détachement signale qu'il aperçoit des déplacements de l'ennemi⁵⁸.

Au début de l'après-midi du 2 septembre, le Bgén Fraser, qui est rentré plus tôt que prévu de permission, est mis au courant de la situation. Deux facteurs ressortent. Premièrement, le tableau du renseignement semble indiquer que le nombre de combattants ennemis occupant Pashmul n'est pas ce que prévoyaient les estimations initiales. Deuxièmement, les insurgés ne se sont pas regroupés comme on aurait voulu les amener à le faire pour pouvoir les éliminer efficacement avec des bombardements. Le Bgén Fraser pense que la stratégie des manœuvres qui visent à recueillir de l'information et qui doivent être suivies de bombardements est de moins en moins susceptible d'être efficace. En outre, les forces alliées temporairement déployées pour aider le Commandement régional (Sud) à réaliser l'Op MEDUSA ne pourront rester qu'un temps limité, qui pourrait n'être que de sept jours, avant d'être redéployées ailleurs pour d'autres tâches⁵⁹.

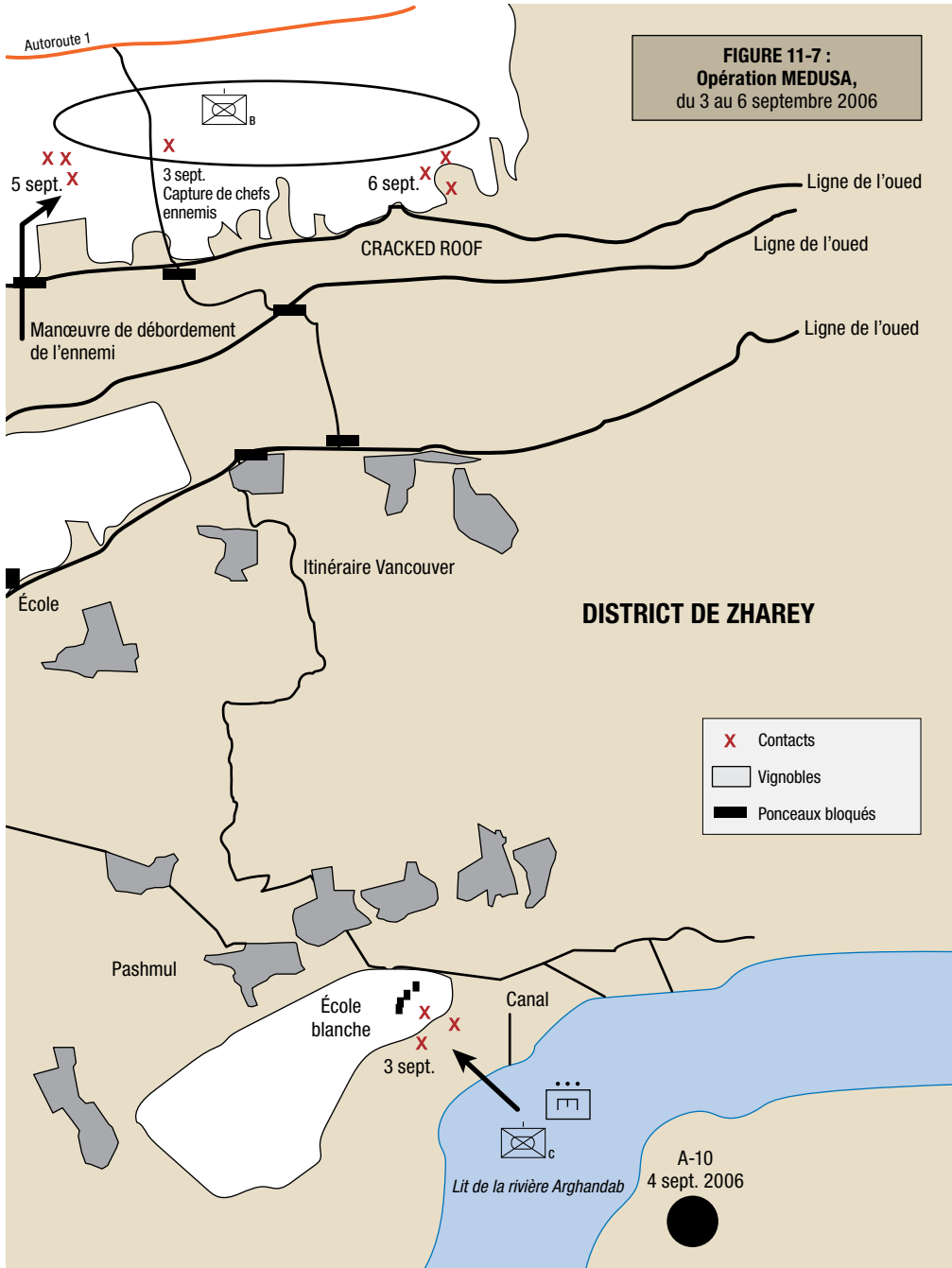


Figure 11-7 : Opération MEDUSA, du 3 au 6 septembre 2006

Le Bgén Fraser se rend alors en avion à Bazar-e Panjwai pour y voir le Lcol Lavoie. Il lui dit : « Omer, je veux que vous entriez dans Pashmul maintenant. Comprenez-vous ce que je vous demande? » [Traduction]. Les esprits s'échauffent au cours de la discussion, et les deux hommes argumentent vivement. Le Lcol Lavoie dit qu'il ne sait pas où l'ennemi se cache, qu'il fait nuit et que le risque de tomber sur des EEI est élevé. Il veut qu'on lui accorde encore 48 heures pour repérer les positions ennemies et les bombarder. Le Bgén Fraser, lui, veut que la force opérationnelle franchisse la rivière et occupe Pashmul. Il retourne à KAF pendant que le Lcol Lavoie informe le Maj Sprague et les autres commandants de sous-unité⁶⁰.

À 1600, le groupement tactique reçoit l'ordre du Commandement régional (Sud) de passer à la phase 2B du plan dès 0100 le 3 septembre. Il demande la poursuite des bombardements⁶¹. Le Peloton 7 et les sapeurs traversent l'oued pour creuser des chemins, mais on les retire plus tard, au cours de la soirée⁶².

Le Bgén Fraser subit d'importantes pressions de la part de multiples intervenants afin que l'opération avance. Des membres de son état-major et des officiers de l'état-major supérieur diront plus tard que le Mgén Freakley l'avait mis au courant de l'impatience du Lgén Eikenberry et même du CENTCOM parce l'Op MEDUSA utilisait beaucoup de ressources des États-Unis de surveillance aérienne, de renseignement et d'appui aérien rapproché. Ces ressources ne peuvent pas être accaparées au même endroit pendant trop longtemps. Par exemple, les 36 chasseurs F-18 du porte-avions USS Enterprise, qui se trouve au large de la côte du Pakistan, ne sont disponibles pour l'appui aérien que pendant un certain temps parce qu'ils ont d'autres missions à remplir. Les drones MQ-1 Predator sont utilisés en Irak et au Pakistan, pas uniquement en Afghanistan. Par ailleurs, le QG de la FIAS souhaite avoir une « victoire » à brandir dans ses opérations d'information stratégique visant les Afghans et les pays membres de l'OTAN qui sont plus réticents que d'autres. Aucune pression venant des autorités supérieures du Canada ne se fait sentir à ce moment-là⁶³.

Dès minuit, le Bgén Fraser ordonne au Lcol Lavoie de traverser la rivière à 0200, mais le Maj Sprague s'y oppose et argumente avec le Lcol Lavoie : l'opération serait trop précipitée et il aurait besoin de plus de temps de préparation. Plusieurs engueulades ont lieu sur les ondes radio sécurisées, entre Bazar-e Panjwai et le Commandement régional (Sud) à KAF. Le moment où l'on traversera la rivière est de nouveau repoussé : ce sera à 0700 au lieu de 0600⁶⁴.

Le Maj Martin Lipcsey, commandant adjoint, le Maj Jay Harvey, officier des opérations, et le personnel chargé du renseignement au sein de la FO 3-06, sous la direction du Capt Chris Purdy, se disent inquiets, dans leurs discussions entre eux, parce que le groupement tactique n'a toujours pas une idée claire des positions de l'ennemi dans le district de Zharey. Les senseurs des TUAV, par exemple, sont incapables de détecter l'ennemi à travers le feuillage dense de

la région de Pashmul. Les plants de marijuana gorgés d'eau sont particulièrement efficaces pour effacer les signatures thermiques⁶⁵.

Le Maj Lipcsey n'est par ailleurs pas au courant des activités de collecte du renseignement d'origine humaine du Maj Sajjan, qui se trouve à la Base de patrouille Wilson et qui s'efforce d'en savoir plus sur la présence de l'ennemi dans le district de Zharey. Lorsque le Maj Lipcsey lui annonce que le groupement tactique se mettra en marche à 0600 le 3 septembre et que l'ennemi a quitté Pashmul, le Maj Sajjan lui demande qui a pu déterminer que c'était le cas. « Les gars du renseignement », répond-il. À bien y réfléchir, le Maj Sajjan pense qu'on est arrivé à cette conclusion en partie à cause de l'évaluation faite par un caporal-chef de l'équipe mobile de guerre électronique. Par contre, cette évaluation est contredite par le renseignement d'origine humaine qui est recueilli dans le district de Zharey. Lorsque le Maj Sajjan demande à l'équipe mobile de guerre électronique d'utiliser son système de communication pour qu'il puisse transmettre ses inquiétudes, l'équipe l'empêche d'entrer dans le véhicule et refuse de transmettre l'information ou le point de vue dissident qu'il veut exprimer. Pourtant, le Lcol Erik Gjos, G-2 du Commandement régional (Sud), a déjà été prévenu par le Bgén Fraser que le Maj Sajjan doit avoir accès à l'architecture des services de renseignement⁶⁶. La FO 31 des États-Unis écrira plus tard que « le Gén Fraser avait été mal informé et que les talibans n'étaient pas faibles et abattus comme on le pensait⁶⁷ » [Traduction].

Il est possible qu'on se soit trop fié aux systèmes techniques pour recueillir du renseignement sur l'ennemi dans le district de Zharey, avant le 3 septembre 2006. Les systèmes aériens se sont heurtés au feuillage dense, aux cours d'eau dissimulés et aux zones bâties⁶⁸. Les systèmes de SIGINT se sont heurtés au silence radio inhabituel de l'ennemi et à ses méthodes plus traditionnelles de communication. Le renseignement d'origine humaine n'a pas été bien exploité. L'unité de reconnaissance au sol de la FO 3-06, l'escadron ISTAR, était occupée à sécuriser le lieu de l'écrasement du Nimrod et, de toute façon, semblait ne pas avoir été incluse comme telle dans la planification. On l'avait utilisée comme FRR. En théorie, le peloton de reco aurait dû faire des patrouilles de reconnaissance en périphérie et même à l'intérieur de la zone ciblée, tandis que les véhicules de surveillance Coyote auraient permis d'observer au sol ce qui n'était pas perceptible du haut des airs. Toutefois, l'information recueillie par les États-Unis avec des moyens à plus grande échelle et celle que les Canadiens avaient obtenue au niveau tactique semblaient concorder : l'ennemi n'était plus présent à Pashmul en aussi grand nombre que ce que les estimations précédentes indiquaient.

Appuyée par la Troupe 2 et la machinerie lourde du 23^e Escadron de campagne, la Compagnie Charles quitte Ma'Sum Ghar vers 0630. La Compagnie B feint une attaque sur le front nord, le long de l'autoroute 1, et se déplace aussi au sud vers le premier oued, désigné par le nom de code CRACKED ROOF, près de l'école jaune à l'ouest de Pasab. Il essaie ainsi de provoquer une réaction de l'ennemi. Tandis que la Troupe 2 découvre,

à l'endroit où elle doit traverser, un EEI qu'elle élimine, la Batterie E tire sur des positions que l'on pense être occupées par l'ennemi, autour de l'objectif RUGBY⁶⁹. La Compagnie Charles, elle, doit traverser de 200 à 300 mètres à l'ouest du passage utilisé par la FO Orion, le 3 août, afin d'éviter de se retrouver sur un terrain canalisant⁷⁰.



Photo : Auteur

Cette vue aérienne du district de Zharey montre l'autoroute 1, qui mène vers la province d'Helmand, à l'ouest. Elle permet d'apercevoir clairement le premier et le deuxième oued que devaient traverser la FO Orion et la FO 3-06 au cours de leur assaut de 2006 dans le district, à partir du nord.

Après le passage, la Compagnie Charles se scinde en trois : le Peloton 7 va vers la gauche, en direction de l'école blanche; le Peloton 8 avance au centre; le Peloton 9 va vers la droite. Sous la direction du Capt Derek Wessan, le Peloton 7 avance vers l'école blanche avec ses trois VBL III et un G-Wagon de CME. Il s'arrête au bout de 50 à 100 mètres afin de permettre aux sapeurs d'ouvrir le passage. Il n'y a ni EEI ni mine. L'ennemi ouvre alors le feu en tirant une GPF sur le G-Wagon de CME et le détruit. L'Adj Richard Nolan est tué. De violents échanges de tirs éclatent aussitôt, et l'ennemi vise le VBL III se trouvant sur le flanc droit. Le Peloton 7 riposte avec ses canons de 25 mm, tandis que les autres VBL III, y compris ceux du 23^e Escadron de campagne, qui se trouvent loin en surplomb, sur la montagne de Ma'Sum Ghar, repèrent des cibles et ouvrent le feu. L'équipage de l'un des VBL III se trouvant sur la

montagne parvient à éliminer 12 insurgés en maintenant son canon de 25 mm pointés vers un espace entre deux bâtiments où l'ennemi doit passer pour prendre part au combat. Après avoir tiré six coups, le canon de 25 mm du VBL III du Peloton 7 qui se trouve sur le flanc gauche cesse de fonctionner. Le fil des écouteurs du chef d'équipage est resté pris dans le mécanisme d'alimentation du canon, qui s'est ainsi enrayé. L'ennemi concentre ses tirs sur le VBL III, qui recule. L'équipage riposte avec sa mitrailleuse coaxiale, mais le véhicule s'enlise, et l'équipage doit l'abandonner et se rendre à l'endroit prévu pour le rassemblement des blessés, soit derrière l'engin de terrassement Zettelmeyer⁷¹.

Un VBL III de la Troupe 2 vient en aide au Peloton 7 avec des tirs de suppression. L'ennemi le vise avec un canon sans recul de 82 mm. Le projectile pénètre dans la tourelle, tue le Sgt Shane Stachnik et blesse l'artilleur. Le véhicule peut encore se déplacer, toutefois. Pendant ce temps, le Sgt Scott Fawcett, le Cpl Jason Funnell et le Sdt Michael O'Rourke se précipitent hors de leur VBL III pour aider les occupants du G-Wagon de l'Adj Nolan, qui est lourdement endommagé. Le Sgt Fawcett fait des tirs de suppression avec le Cpl Sean Teal pendant que le Sdt O'Rourke et le Cpl Funnell sortent les blessés du G-Wagon sous les tirs nourris de l'ennemi. Le Cpl Teal sera décoré de l'Étoile de la vaillance militaire pour ce fait d'armes, tandis que le Sgt Fawcett, le Cplc Niefer, le Cpl Funnell et le Sdt O'Rourke recevront la Médaille de la vaillance militaire.

Depuis leurs positions, les deux autres pelotons tirent sans répit sur les insurgés qui se trouvent en face d'eux, alors qu'ils essuient d'abondants tirs de mitrailleuses et de grenades en provenance des mêmes positions depuis lesquelles l'ennemi a fait feu sur la FO Orion, le 3 août. Ces positions se trouvent au nord du site de franchissement, derrière les champs entourés de murets et les hautes herbes à la jonction des routes. Depuis leurs positions sur la montagne de Ma'Sum Ghar, les tireurs d'élite voient l'ennemi tirer à travers des meurtrières dans les murets⁷². Sous le regard des observateurs membres des forces spéciales, les insurgés obligent à la pointe du fusil les quelques civils qui restent à sortir à découvert pour qu'ils leur servent de boucliers humains contre les frappes aériennes⁷³.

Au nord, la Compagnie B poursuit sa mission consistant à établir un cordon et brûle d'envie de prendre part au combat. Le Maj Abthorpe déplace la compagnie et feint de s'engager vers le sud, puis revient sur la route et feint la même chose ailleurs. Son équipe tactique d'opérations psychologiques établit un poste de contrôle où elle parvient à capturer quatre chefs talibans qui essayaient de fuir la zone⁷⁴.

À Pashmul, une équipe ennemie des canons sans recul manœuvre, puis tire avec un canon SPG-9 sur l'engin de terrassement Zettelmeyer et le point de rassemblement des blessés. L'Adj Frank Mellish et le Sdt William Cushley sont tués. Huit autres militaires sont blessés. Un aéronef venu fournir un appui aérien rapproché sème davantage la confusion en larguant ses bombes tout près du Maj Sprague et du poste de commandement de sa

compagnie, qui sont secoués. Un autre G-Wagon, qui est venu récupérer le G-Wagon de CME, reste coincé dans un fossé. On essaie sans succès de le récupérer pendant des heures, jusqu'à ce qu'il finisse par être détruit. Le Cpl Clinton Orr, du 23^e Escadron de campagne, parvient avec son bouteur jusqu'au VBL III qui s'est enlisé et essaie de le dégager sous les tirs ennemis. Il n'y parvient pas, et le bouteur est atteint par des tirs à maintes reprises. Il est obligé de se retirer. Ses actions lui vaudront la Médaille de la vaillance militaire. Le Cpl Joseph Ruffolo, responsable du véhicule, s'expose aux tirs de l'ennemi pour aider au dégagement. Il se verra aussi décerner la Médaille de la vaillance militaire.

L'ordre est donné de battre en retraite jusqu'au lit de la rivière. Les appareils d'appui aérien rapproché et l'artillerie pilonnent le périmètre ennemi tandis que des ambulances Bison arrivent pour évacuer les blessés. La Compagnie Charles et la Troupe 2 quittent le champ de bataille avec quatre morts et dix blessés. Elles laissent derrière elles quatre véhicules détruits. Des hélicoptères des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] emmènent les blessés à l'hôpital de rôle 3 de KAF. La force se retire jusqu'à Ma'Sum Ghar et Bazar-e Panjwai en manœuvrant par feu et mouvement pour rompre le contact⁷⁵. On demande une frappe aérienne pour détruire le VBL III enlisé, mais le pilote rate la cible et atteint plutôt le Zettelmeyer, qui est hors d'usage⁷⁶.



Photo : Lcol Geoff Abthorpe

Les canons canadiens M-777 de la Batterie E pilonnent les positions des insurgés dans le district de Zharey avec des obus fusants de grande puissance.

À la tombée de la nuit, la Compagnie Charles et le 23^e Escadron de campagne prennent des positions de combat à Ma'Sum Ghar et aux alentours. Le détachement de tireurs d'élite continue à observer Pashmul et détecte la flamme bleue d'un chalumeau coupeur sous la caisse du VBL III qui a été touché par les tirs ennemis, de l'autre côté de la rivière. Les insurgés ont leur manière à eux de tirer parti techniquement de la situation et c'est probablement de cette manière, entre autres, qu'ils arriveront plus tard à perfectionner leurs EEL. L'équipe de guidage au sol des forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) et le Détachement opérationnel Alpha (ODA) 333 des forces spéciales des États-Unis se joignent aux tireurs d'élite pour tenter de poursuivre l'observation et d'abattre des cibles avec l'aide des ressources d'appui-feu des États-Unis. Plusieurs frappes ont lieu cette nuit-là au moyen d'un système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS), contre des têtes dirigeantes et des installations, alors que l'ennemi se regroupe pour célébrer sa victoire. La compagnie de l'Armée nationale afghane entre dans le réseau radio de l'ennemi et se met à l'insulter. Cette opération psychologique improvisée se poursuit toute la nuit⁷⁷. Le Mgén Freakley appelle le Bgén Fraser après la neuvième frappe au moyen d'un HIMARS et retire l'accès au système du Commandement régional (Sud) parce que celui-ci est en train d'épuiser les stocks de roquettes disponibles dans le théâtre des opérations. « C'était le jour des roquettes «par commande téléphonique», dira-t-on. La FO multinationale Aegis a tiré plus de projectiles avec HIMARS que la 101^e Division aéroportée lorsqu'elle est partie du Koweït pour attaquer Mossoul!⁷⁸ » [Traduction]

Puis, le Bgén Fraser rencontre le Lcol Lavoie et lui dit de lancer ses forces contre l'objectif RUGBY le lendemain. Le Lcol Lavoie et ses commandants de compagnie se réunissent et prévoient feindre une attaque de la Compagnie Charles à l'est de l'objectif. Il s'agit de faire réagir l'ennemi pour détecter ses positions, puis lancer l'assaut principal contre lui⁷⁹.

Les frappes nocturnes au moyen d'un HIMARS ayant provoqué des incendies au nord de la rivière Arghandab, et certains bâtiments fument encore au matin. La Compagnie Charles se réveille et mange dehors, près d'un petit bâtiment de Ma'Sum Ghar désigné comme la position de combat 301. Un feu est allumé pour brûler la pile de déchets des rations consommées au déjeuner. Une équipe canadienne de contrôle aérien tactique interarmées est alors en train d'observer ce qui se passe de l'autre côté de la rivière pour guider des frappes contre des objectifs inopinés. Elle repère du mouvement dans le camp ennemi, près de l'un des bâtiments incendiés et demande une frappe d'un appareil A-10 des Forces aériennes des États-Unis qui survole la région. À 0528, l'avion arrive au-dessus de Ma'Sum Ghar en provenance du sud. Le pilote vient tout juste d'enlever ses lunettes de vision nocturne à cause du changement de luminosité. Il pense que la fumée des déchets qui brûlent est celle du bâtiment qu'il a l'ordre d'attaquer et il ouvre le feu avec son canon automatique Gatling GAU-8 de 30 mm. Les tirs atteignent la Compagnie Charles. Le Sdt Mark Graham est tué et 35 autres militaires canadiens sont blessés, y compris le Maj Sprague⁸⁰.

Tous les militaires canadiens ayant une formation médicale accourent sur les lieux de la frappe aérienne, y compris les membres des FOSCAN. Les membres du RCD qui font partie de l'escadron ISTAR et qui ont été entraînés pour le secourisme en situation de combat établissent un point de rassemblement des blessés et informent la chaîne de commandement avec le réseau radio de l'escadron ISTAR. Deux hélicoptères UH-60 des Forces terrestres des États-Unis arrivent rapidement pour emmener les huit blessés les plus graves, tandis qu'un hélicoptère Chinook CH-47 australien décolle de KAF avec du personnel médical de l'hôpital de rôle 3. La Batterie E tourne ses canons de manière à créer un écran de fumée entre Ma'Sum Ghar et la rivière Arghandab. L'un des hélicoptères CH-47 passe près d'atterrir du mauvais côté de l'écran, mais file rapidement vers le lieu d'atterrissage avant que l'ennemi ne puisse lui tirer dessus⁸¹.



Photo : MDN AR2006-P008-0030

Le secteur des pièces d'artillerie de l'Op MEDUSA, au nord de l'autoroute 1. Deux hélicoptères UH-60 et un hélicoptère d'attaque AH-64 survolent deux Panzerkanone néerlandais et un canon M-777 canadien.

On oubliera presque de raconter aussi l'histoire d'un petit groupe composé de sapeurs canadiens, d'artilleurs de la Batterie E avec leurs mortiers et de parachutistes néerlandais, qui se trouvent à la FOB Martello, dans le district de Shah Wali Kot. Les 4 et 5 septembre 2006, ils sont la cible de tirs nourris d'armes légères, de mortiers et de GPF. On parvient à ralentir l'assaut avec les canons de 30 mm des véhicules de combat de l'infanterie mécanisée néerlandaise et avec des tirs d'un mortier de 81 mm canadien jusqu'à ce que des renforts puissent arriver sous forme d'hélicoptères néerlandais CH-47, qui attaquent l'ennemi par les airs.

Dans l'évaluation des dommages après la bataille, on estime que les assaillants étaient une centaine. Ils ont employé des mesures coordonnées pour attaquer la base d'opérations avancée avec des tirs directs, des manœuvres et un appui par tirs indirects. Les Canadiens ne retrouvent que dix cadavres abandonnés par les insurgés, alors il est difficile de déterminer exactement l'ampleur des pertes infligées à l'ennemi⁸².

L'Op MEDUSA est désormais au point mort, et le Bgén Fraser ordonne un arrêt temporaire des opérations de combat. La Compagnie Charles a perdu des têtes dirigeantes. Son commandant et un sergent-major sont blessés. Deux adjudants ont été tués et deux autres ont été blessés. Le Sgt Scott Fawcett joue provisoirement le rôle de sergent-major de la compagnie, tandis que le Capt Steve Brown est promu major en pleine campagne pour pouvoir prendre le commandement de la compagnie⁸³.

On comprend que les deux journées qui viennent de s'écouler auront des effets considérables sur le plan stratégique quand on fait le bilan des morts et des blessés et quand on sait que c'est la deuxième fois que les Forces aériennes des États-Unis tuent et blessent par accident un nombre important de militaires canadiens. Premièrement, l'accident de l'avion A-10 servira d'argument à ceux qui s'opposent à la mission et il réveillera le sentiment anti-américain qui est latent au Canada, ce qui aura des répercussions néfastes sur le gouvernement élu. Deuxièmement, on craint que les pays membres de l'OTAN qui pourraient envoyer des troupes en Afghanistan ne veuillent plus en entendre parler, quoiqu'on ne voie déjà aucun empressement de la part des Européens à se joindre au combat dans le Sud. Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé en 2002, « le pilote étatsunien éprouve un profond sentiment de culpabilité qu'il n'arrive pas à surmonter. Il est très pratiquant, et ce qui est arrivé l'a anéanti. On ne voit pas du tout la même arrogance que les Canadiens ont perçue de la part du Maj Harry Schmidt » [Traduction], selon le chef d'état-major de la défense. Le supérieur du pilote dit au chef d'état-major de la défense que « les Forces aériennes des États-Unis n'arriveraient jamais à infliger au pilote une punition plus sévère que la douleur qu'il ressent déjà⁸⁴ » [Traduction].

Les officiers canadiens de l'état-major supérieur entendent constamment leurs collègues étatsuniens exprimer leur désarroi quant à ce qui vient de se produire. Il y en a qui sont en larmes. Un officier dira avoir entendu « probablement une centaine de militaires des États-Unis lui présenter des excuses, y compris tous les généraux⁸⁵ » [Traduction]. L'état-major canadien à Kaboul est obligé d'expliquer à ses homologues des États-Unis que l'accident pourrait faire tomber le gouvernement au Canada en lui faisant perdre un vote de confiance, ce qui nuirait considérablement aux efforts de la coalition en Afghanistan. Les officiers supérieurs canadiens avertissent leurs subalternes que, si les FC subissent encore de multiples pertes dans la même journée, le gouvernement risque de tomber. Les troupes canadiennes quitteraient l'Afghanistan⁸⁶.



Photo : Lcol Geoff Abthorpe

Au cours de l'Op MEDUSA, le 1 RCR s'empare de positions ennemies où il découvre des tranchées situées et creusées professionnellement, comme celle que l'on voit sur la photo et qui n'a pas encore été recouverte.

FO 31 et la bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 5 septembre 2006

Une fois la FO 31 arrivée dans le sud du district de Panjwayi, les quatre ODA et les compagnies de l'Armée nationale afghane qui leur sont associées (de très gros pelotons renforcés) se rendent à la montagne Akhyond Saheb Ghar pour observer la vallée. Le Capt Prohar compte plus de 400 personnes qui évacuent la zone. Ce sont des hommes qui ne sont pas d'âge à combattre. Les régions de Sperwan et de Zangabad ne comptent plus de civils, mais sont « remplis de méchants ». À l'origine, il était prévu que la FO 31 avancerait vers le nord pour prendre position sur la rivière Arghandab de manière à pouvoir couper la retraite aux insurgés, qui seraient éliminés dès qu'ils fuiraient vers le sud-ouest l'assaut du groupement tactique du 1 RCR⁸⁷. Les commandants des ODA qui suivent le déroulement des combats au nord par l'entremise de leurs équipes déployées dans le district de Panjwayi concluent que la force ennemie considérable qui s'y trouve pourrait faire pencher la balance si elle prenait à revers les sous-unités de la FO3-06 qui se trouvent devant Pashmul. Les trois chefs d'équipe des ODA font part de leurs inquiétudes au Lcol Bolduc, qui approuve leur idée de s'emparer des terrains surélevés à un endroit nommé Sperwan Ghar, de telle sorte que la FO 31 puisse dominer l'extrémité ouest du district de Panjwayi et qu'elle puisse guider des frappes contre tout groupe ennemi se dirigeant vers le nord.

À mesure que la FO 31 avance sur la montagne de Sperwan Ghar (l'objectif BILLIARDS), le 3 septembre, elle est la cible de tirs ennemis venant du nord, du sud et de l'est. Les trois ODA traversent audacieusement un champ de mines à bord de leurs véhicules et tentent de prendre rapidement l'ennemi par surprise sur la montagne. Or, il se trouve que l'école et d'autres bâtiments sont remplis d'insurgés, et une longue bataille éclate avant que les Canadiens et leurs alliés afghans puissent s'emparer de la montagne. Au bout d'un certain temps, la FO 31 commence à manquer de munitions et bat en retraite sous la protection d'appareils A-10 et d'un hélicoptère de combat néerlandais AH-64. En ayant mis ainsi le pied sur le nid de guêpes, on s'est donné la possibilité de prendre la mesure des forces ennemies. Les spécialistes du renseignement concluent qu'il y a au moins plusieurs centaines d'insurgés dans la zone et qu'ils pourraient même être un millier⁸⁸ (voir la figure 11-8).



Photo Credit: Author

La photo ci-dessus a été prise en direction du sud-ouest depuis une localité au sud de Bazar-e Panjwai. Elle fait ressortir l'importance de la montagne de Sperwan Ghar. En 2006, les forces de la coalition se battent pour en conserver le contrôle et subséquemment, une base de patrouille est installée sur la montagne et autour de celle-ci. En raison d'une illusion d'optique, le désert du Registan paraît être au-dessus du district de Panjwayi.

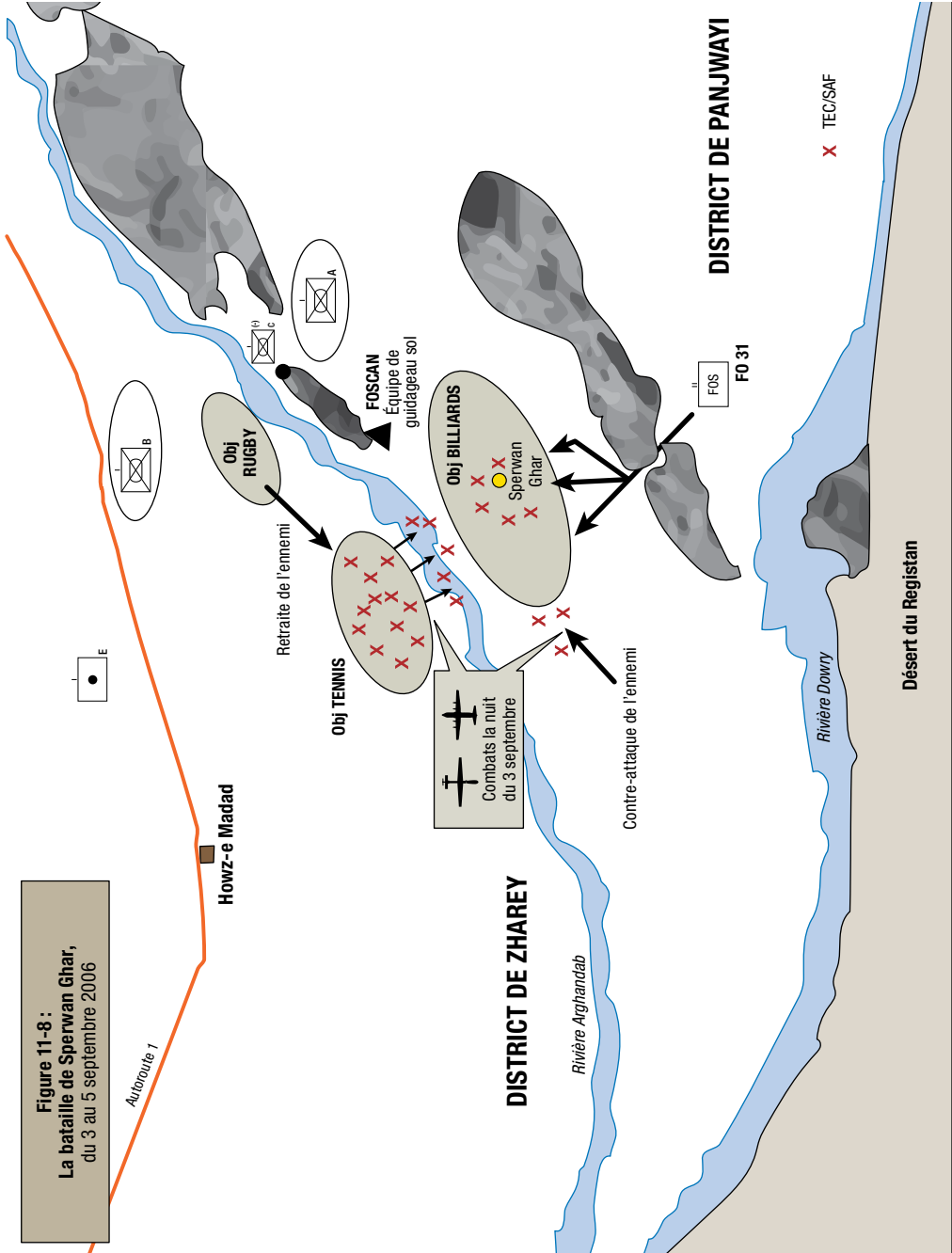


Figure 11-8 : La bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 7 septembre 2006

Les spécialistes du renseignement de la FO 31 interceptent des communications des talibans, qui demandent à Quetta de leur envoyer plus de combattants pendant que les ODA et leurs homologues afghans se ravitaillent. La décision est prise de revenir à 0500 le lendemain matin pour libérer l'école et prendre la montagne. Avec l'aide des drones MQ-1 Predators, les ODA de la FO 31 et leurs alliés afghans retournent affronter l'ennemi pour s'emparer de la position qu'ils convoitent. La bataille épouvantable dure 13 heures. Une contre-attaque majeure et coordonnée des talibans impliquant près de 100 combattants est arrêtée net par deux appareils A-10 qui larguent des bombes à proximité et infligent des pertes importantes à l'ennemi. Les commandants talibans de la région demandent qu'on leur envoie des renforts en provenance du nord de la rivière, dans le district de Zharey. Pendant la nuit, des avions d'attaque AC-130 tournant au-dessus de Sperwan Ghar éliminent d'autres concentrations d'ennemis. La collecte du renseignement à l'école permet d'avoir une bonne idée des endroits où se trouvent certains chefs ennemis, notamment le mollah Omar et le mollah Dadullah Lang. Des ressources des FOS ailleurs attaquent ces endroits. L'ODA 333 se joint alors aux Canadiens à Ma'Sum Ghar, d'où il peut observer le territoire en direction sud, vers Sperwan Ghar, et guider les frappes dès qu'il aperçoit des mouvements de l'ennemi. Au bout de deux jours d'opérations, la FO 31 compte 12 blessés, un mort et six véhicules hors d'usage⁸⁹.

Les combats continuent de faire rage au cours des 24 heures suivantes. Les mitrailleuses de calibre 0.50 montées sur des véhicules font des tirs plongeants pour tuer les insurgés avant qu'ils puissent se rapprocher suffisamment pour être à portée de tir avec leurs armes légères. Les F-18 décollant du porte-avions des États-Unis bombardent et mitraillent autour de la FO 31. Les insurgés se déplaçant en groupes sur des VUS Toyota, de l'autre côté de la rivière, dans le district de Zharey, sont pris pour cible, eux aussi, alors qu'ils tentent de venir en renfort. Pendant que la FO 31 cherche à se donner de l'espace pour manœuvrer, ses démineurs se rendent compte que presque tous les bâtiments de Sperwan Ghar et de Zangabad qu'ils sondent sont piégés. Des frappes aériennes avec des bombes guidées JDAM sont demandées pour détruire ces bâtiments⁹⁰.

La force ennemie compte des centaines de combattants qu'on pourrait difficilement qualifier d'« agriculteurs fâchés ». Selon des observateurs au sein de la FO 31, « les combattants utilisent des tactiques modernes de guerre conventionnelle. Ils emploient notamment la tactique de feu et mouvement. Par groupes de 12 à 15 hommes [...] ils essaient de déborder les lignes ennemies. Ils ont des brêlages de poitrine et des AK-47⁹¹ [Traduction].

La nuit du 3 septembre 2006, la FO 31 observe du mouvement. Des groupes de cinq camions Toyota transportant des combattants armés arrivent à l'objectif TENNIS tandis que d'autres combattants se rendent à Zangabad. Ils essaient d'encercler la FO 31 à Sperwan Ghar. Des appareils AC-130 et des chasseurs-bombardiers décollant du porte-avions sont guidés

vers les forces ennemies pour les frapper lorsqu'elles essaient de traverser la rivière à partir de l'objectif TENNIS, pour attaquer l'objectif BILLIARDS. Alors que le nombre de blessés étatsuniens augmente, le Capt Prohar prend la relève comme commandant adjoint. Il est en communication avec l'équipe contrôle aérien tactique interarmées pour guider les frappes aériennes contre les vagues d'insurgés qui déferlent sur Sperwan Ghar. Il recevra plus tard la Médaille de la vaillance militaire pour ses faits d'armes. De 200 à 300 insurgés sont abattus cette nuit-là, dans la région. C'est du moins le nombre de cadavres relativement intacts laissés sur le champ de bataille qui peuvent être comptés au moyen des images prises par un drone MQ-1 Predator. Le nombre de blessés est probablement beaucoup plus élevé⁹². Encore 20 autres insurgés sont tués alors qu'ils essaient de manœuvrer sur la position de Sperwan Ghar. Des sources talibanes à Quetta admettent que 300 de leurs combattants sont morts, et des centaines de blessés affluent vers les hôpitaux de l'autre côté de la ligne Durand. Les combats se poursuivent sur la montagne et aux environs jusqu'au 5 septembre. Ce jour-là, l'ennemi se retire temporairement⁹³.

Les renforts promis par le Mgén Freakley — la Compagnie C du 2^e Bataillon du 87^e Régiment d'infanterie, des troupes additionnelles de l'Armée nationale afghane et un ODA équipé de canons automatiques Gatling montés sur des Hummer — arrivent juste à temps pour aider la FO 31 à supprimer les forces ennemies entre l'objectif BILLIARDS, au nord de Sperwan Ghar, et la rivière. La FO 31 se place ainsi en bonne position pour s'emparer de l'objectif TENNIS. La Compagnie C est à gauche, et une compagnie afghane est à droite, avec son équipe d'entraînement intégrée (ETT). Elles font face au nord. Dès que la Compagnie C se met à avancer, elle tombe dans une embuscade. Quant à la compagnie afghane, elle essuie des tirs venant du nord-est. Pour les observateurs sur la montagne qui voient 50 combattants talibans attaquer les Étatsuniens et les Afghans, on dirait des « fourmis de feu qui sortent d'un gros monticule » [Traduction]. Un membre étatsunien de l'ETT est tué et trois Afghans sont blessés. Les positions des insurgés sont copieusement bombardées par des tirs d'artillerie et des appareils d'appui aérien rapproché, et ce n'est que le début. Les insurgés redoublent d'efforts pour s'emparer de Sperwan Ghar⁹⁴.

L'Armée nationale afghane et les États-Unis avancent pour éliminer les insurgés vers le nord-est et vers le sud. Un échange de tirs très intense éclate au nord-est lorsque les troupes afghanes se font prendre en souricière par trois mitrailleuses cachées dans trois bâtiments. L'Armée nationale afghane et les États-Unis tiennent bon et ripostent. Les insurgés manœuvrent alors pour essayer de déborder les forces de la coalition jusqu'à ce que des hélicoptères de combat AH-64 arrivent et perturbent la manœuvre. À la surprise générale, les forces de la coalition se font tirer dessus avec des GPF fusantes. Les tireurs d'élite sur la montagne peuvent alors observer le système de logistique et de ravitaillement des insurgés en pleine action. Des camionnettes civiles font la navette pour amener des

renforts et évacuer les blessés. Les tireurs d'élite voient l'ennemi déployer de cette manière pratiquement toute une compagnie de réserve en renfort alors que les combats se poursuivent. À d'autres moments, l'ennemi sonde le périmètre de Sperwan Ghar en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre avec une unité de la taille d'un peloton, afin de découvrir une faille à exploiter. Ce haut degré de coordination étonne beaucoup d'observateurs⁹⁵.

Pendant les deux jours que dure la bataille, la FO 31 et ses renforts déploient suffisamment de puissance de feu pour épuiser les insurgés, qui finissent par battre en retraite sous les bombardements constants des F-18 des Forces navales des États-Unis (U.S. Navy) et des canons de 105 mm pendant le jour et des avions d'attaque AC-130 pendant la nuit. On compte environ quatre morts et douze blessés dans les rangs de la coalition. Les pertes dans le camp ennemi sont difficiles à confirmer, mais elles sont probablement d'environ 200 combattants⁹⁶. Sperwan Ghar demeure entre les mains de la coalition.

Un peloton afghan et une partie d'un ODA des États-Unis avancent vers la rivière Arghandab dans l'espoir de pouvoir gagner une position d'observation en terrain surélevé, où il leur sera possible de perturber les déplacements d'une rive à l'autre du cours d'eau. Mais le groupe est attaqué par un nombre substantiel de talibans. Coupé de ses arrières, il parvient à se tirer d'affaire en servant d'appât pour attirer les insurgés qui veulent essayer de le capturer, mais qui se font tuer par les tirs d'appui aérien rapproché. Le terrain ayant été ainsi dégagé, la FO 31 est prête à attaquer l'objectif TENNIS⁹⁷.

L'assaut de la FO 31 et la capture de Sperwan Ghar ont eu des effets frappants. Premièrement, des centaines de combattants ennemis du district de Panjwayi n'ont pas pu prendre part aux combats dans le district de Zharey ni attaquer la FO 3-06 directement à Ma'Sum Ghar et à Bazar-e Panjwai. Deuxièmement, l'assaut a attiré des combattants du district de Zharey juste à temps pour que la FO 3-06 puisse se réorganiser dans le but de s'emparer de Pashmul. Toutefois, le Commandement régional (Sud) doit faire face à un nouveau problème. La bataille n'est plus limitée au district de Zharey, et Sperwan Ghar ne peut pas être abandonné. Les forces sont-elles suffisantes pour éliminer les insurgés du district de Zharey, tenir les positions là-bas et tenir aussi le district de Panjwayi?

Reprise de l'Op MEDUSA : retour dans le district de Zharey

Selon le commandant adjoint de la FO 3-06, le Maj Martin Lipcsey, c'est le peloton de reco du Capt Macbeth qui, grâce à ses patrouilles nocturnes dans le district de Zharey après les événements désastreux des 3 et 4 septembre 2006, a permis à la force de ne pas perdre pied. La première patrouille entre en territoire ennemi le 5 septembre, à la recherche de passages au sud de l'autoroute 1 pour entrer dans l'est du district de Zharey. Selon le Capt Macbeth, la FO 3-06 avait alors un urgent besoin de pouvoir bien visualiser l'environnement, soit d'avoir une « connaissance de la situation brune » [Traduction].

Elle devait mieux connaître les particularités du terrain, c'est-à-dire sa praticabilité, plutôt que de se contenter d'interpréter des lignes sur une carte. Les images aériennes n'étaient pas toujours utiles. Parfois, les murets ressemblaient à des chemins, et des obstacles en apparence infranchissables ne l'étaient pas. Le Lcol Lavoie craignait qu'avec des équipes trop petites, « ses hommes se fassent capturer. On les verrait se faire décapiter sur YouTube » [Traduction]. Donc, on faisait beaucoup de travail de coordination et de protection. Les drones Predator et les TUAV, par exemple, pouvaient repérer les ennemis sur les toits de bâtiment pour que les patrouilles les contournent⁹⁸.

L'escadron ISTAR et ce qu'il reste de la Compagnie Charles empêchent l'ennemi de se déplacer dans le district de Zharey essentiellement en tirant sur tout ce qui bouge. Un détachement d'armes lourdes d'un kandak de l'Armée nationale afghane comprenant une ETT des États-Unis se joint à eux et est capable de leur fournir du renseignement qu'ils recueillent avec leur scanneur radio Icom. Des opérations peuvent ainsi avoir lieu contre des ennemis dont les communications radio trahissent la position. Après l'attaque, le personnel ennemi qui intervient pour récupérer les blessés est lui aussi ciblé. Dès qu'un commandant insurgé essaie de s'informer sur la situation de ses hommes, il devient la cible d'un tir d'artillerie ou d'une frappe aérienne⁹⁹.

Le Commandement régional (Sud) et la FO 3-06 s'emploient à préparer les prochaines étapes. Il est important de souligner que, pendant que l'Op MEDUSA était en cours, le Commandement régional (Sud) devait aussi gérer ce qui se passait dans plusieurs autres provinces. Il était alors évident, pour le Bgén Fraser et pour les membres de son état-major chargés du renseignement et des opérations, que les chefs talibans jetaient toutes leurs forces dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Des combattants talibans de toutes les provinces relevant du Commandement régional (Sud) convergeaient dans la région, de même que des combattants venant du Pakistan. Le Bgén Fraser avait donc deux possibilités. Premièrement, il pouvait se servir de cette convergence pour mettre en échec l'opération à grande échelle du mollah Dadullah Lang, ce qui aurait des effets psychologiques à grande échelle sur la population afghane de la province de Kandahar ainsi que sur la choura de Quetta. Deuxièmement, on pouvait en profiter pour consolider la position des Britanniques dans la province d'Helmand et celle des Néerlandais dans la province d'Oruzgan. Par conséquent, les forces opérationnelles présentes dans chaque province reçoivent l'ordre de sortir de leurs positions, de se rapprocher de la population et de progresser sur le plan de la sécurité et du développement¹⁰⁰.

C'est ainsi que la force opérationnelle de la province d'Helmand met sur pied les opérations KADU, KUKRI et MELA dans les agglomérations éloignées de Musa Qala, de Now Zad et de Garmsir. Les Pays-Bas lancent l'Op ALEXANDER dans la vallée de Chora de la province d'Oruzgan. Les États-Unis et la Roumanie font de même dans la

province de Zabul. La riposte de l'ennemi est une salve d'attaques inefficaces par des tirs indirects à quatre endroits dans la province d'Helmand, une embuscade dans la province de Zabul et une bataille dans celle d'Oruzgan. Malheureusement, les insurgés parviennent à déloger les Afghans du centre du district de Gamsir, que ces derniers abandonnent comme ils l'ont fait en juillet¹⁰¹.

On estime que, dans la province de Kandahar, à l'ouest de la ville de Kandahar, dans le district de Zharey, les tirs indirects de la coalition les 3 et 4 septembre ont tué 123 membres des forces ennemies. Et surtout, on est parvenu par divers moyens, y compris avec des roquettes propulsées par HIMARS, à cibler et à tuer cinq commandants ennemis, tandis que deux autres étaient blessés gravement. Selon les estimations, il reste entre 120 et 200 membres des forces ennemies dans le triangle formé par Siah Choy, Pashmul et Pasab¹⁰².

Le Lcol Lavoie range son fourbi et retourne en hélicoptère à KAF pour rencontrer le Bgén Fraser. Il pense qu'il sera peut-être relevé de son commandement. Son instinct ne le trompe pas, car plus haut dans la chaîne de commandement, la pression est forte pour qu'on le remplace. Après une dure conversation entre les deux hommes, le Bgén Fraser demande au Lcol Lavoie s'il peut compter sur lui et, dans l'affirmative, ce qu'il lui propose de faire pour la suite des choses. Ce dernier lui répond qu'il peut compter sur lui et il sort une carte pour lui proposer un plan d'action. Le Bgén Fraser prend la décision de maintenir le commandant du 1 RCR à la tête des troupes au combat. Il s'agit selon lui d'une décision stratégique qui repose sur les perceptions concernant l'ennemi et les alliés afghans qui devront être façonnées par les opérations d'information ainsi que sur des facteurs psychologiques liés au maintien de l'efficacité sur le terrain de la FO 3-06¹⁰³.

Le Bgén Fraser et le Lcol Lavoie préparent un nouveau plan qui comporte deux feintes exécutées l'une après l'autre : la première vers le sud, à partir de l'autoroute 1, et la seconde vers le nord, à partir de Ma'Sum Ghar et de Bazar-e Panjwai. Les deux feintes doivent être séparées d'une heure et ne pas donner lieu à un engagement décisif. Les sapeurs ouvriront une brèche à partir de la rivière. Il s'agit d'obliger l'ennemi à bouger, de manière à pouvoir le pilonner avec des tirs d'artillerie et d'appui aérien rapproché¹⁰⁴. Le plan précise clairement la nécessité d'établir la stabilité, d'entreprendre des activités de reconstruction sur un plus grand territoire et d'exécuter des opérations d'information¹⁰⁵ (voir la figure 11-9).

Des pressions ayant recommencé à s'exercer en provenance du haut de la chaîne de commandement pour que la mission avance. En conséquence, on apporte des modifications pour qu'après les feintes, une force arrivant du nord descende vers le sud et une force venant du sud traverse la rivière, ouvre une brèche, fasse la jonction et fasse le nettoyage en allant vers l'ouest. Le Commandement régional (Sud) doit donc réorienter ses forces. Le peloton de reco danois part inspecter l'autoroute 1 avec des éléments de l'escadron ISTAR. Des patrouilles à pied s'aventurent au sud de la route jusqu'au premier oued et parfois même au-delà.

La FO 31 reçoit des renforts envoyés par le Mgén Freakley, qui a fait une visite-surprise à Sperwan Ghar et a demandé à la force ce dont elle avait besoin. Une compagnie d'infanterie embarquée, la Compagnie C du 2^e Bataillon du 87^e Régiment d'infanterie, qui relève du Commandement régional (Est), se rend dans le district de Panjwayi à bord de ses Hummer, tandis que deux canons de 105 mm sont apportés par avion. L'idée de voir la FO 31 déloger l'ennemi de l'objectif BILLIARDS est en train de prendre forme. Une autre compagnie d'infanterie des États-Unis, la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie, arrive dans le décor et s'installe à la Base de patrouille Wilson. Au sein de la FO 3-06, la Compagnie A et la plus grande partie du 23^e Escadron de campagne, avec ses canons, peuvent se concentrer sur le front nord à la Base de patrouille Wilson. La Compagnie B est déjà en train d'inspecter le terrain le long du premier oued, au sud de la route. La Compagnie Charles, elle, est largement hors de combat¹⁰⁶.

Le Bgén Fraser estime qu'une opération destinée à tromper l'ennemi faciliterait la capture de l'est du district de Zharey à partir du nord. Par conséquent, le Col Steve Williams, commandant de l'ECN des États-Unis, forme une compagnie à partir de zéro à son quartier général. Un peloton de la Compagnie Charles, un détachement d'opérations psychologiques canadiennes et une partie de l'escadron ISTAR se joignent à cette nouvelle compagnie pour devenir la FO Grizzly. Ils partent pour Bazar-e Panjwai. La FO Coyote, une compagnie néerlandaise qui se trouve à l'extrémité ouest de l'autoroute 1 dans le district de Zharey, ira déstabiliser l'ennemi au sud et l'empêchera de fuir en empruntant la route¹⁰⁷.

Il y a plusieurs jours déjà que la Compagnie B occupe les mêmes positions lorsque le Maj Abthorpe prend la décision de retrancher ses troupes. Sa compagnie a essuyé des tirs de canon sans recul lorsque l'ennemi s'est aperçu de la présence de cibles atteignables au nord de ses positions. Un VBL III a été touché, ce qui a fait cinq blessés. La Compagnie B se sert de toute sa puissance de feu et obtient l'aide d'un hélicoptère AH-64 néerlandais pour raser l'école et éliminer la vingtaine d'ennemis qui s'y trouvent. La nuit du 6 septembre, les insurgés essaient de déborder la Compagnie B avec des patrouilles. « Le matin, nos patrouilles parties vérifier les fils-pièges installés sur nos flancs constatent qu'ils ont tous été coupés ou enlevés [...] toute notre technologie ne nous a pas permis de détecter la présence des insurgés. » [Traduction] Mais l'ennemi finit par commettre une erreur, et six insurgés sont abattus avec un canon de 25 mm¹⁰⁸.

Les ordres de marche sont donnés lors d'une réunion qui a lieu le 7 septembre. Tandis que le Lcol Lavoie et le Maj Abthorpe sont à KAF pour recevoir ces ordres, une patrouille de la Compagnie B qui longe le premier oued (dont le nom de code est CRACKED ROOF) découvre un atelier de fabrication d'EEI et un laboratoire de drogue. Lorsque les forces arrivent pour sécuriser l'endroit, le Capt Max Michaud-Shields, commandant en second, progresse sur le terrain avec sa compagnie, ce qui déclenche l'avancée par inadvertance

et oblige le Maj Lipcsey, commandant adjoint, à prendre le contrôle du groupement tactique jusqu'à que le reste du commandement puisse revenir de KAF. C'est ainsi que, le 8 septembre, les troupes atteignent sans affrontement la ligne CRACKED ROOF, objectif de la première phase¹⁰⁹.

La capture par inadvertance de l'objectif CRACKED ROOF prend toute la chaîne de commandement par surprise. Les lignes artificielles tracées sur une carte avaient d'autant plus tendance à se transformer en barrières psychologiques que les stratèges étaient éloignées du champ de bataille. L'objectif CRACKED ROOF n'avait rien d'une ligne Maginot solidement fortifiée, mais on avait tendance à faire comme s'il se trouvait dans un quartier de Kaboul. (Fait à noter, cette tendance se manifestera à maintes reprises dans les zones d'opérations du Canada au cours de la guerre.)

Le nettoyage de l'est du district de Zharey est exécuté de manière délibérée et méthodique, à la manière d'une opération conventionnelle. Le Maj Mark Gasparotto en fera le résumé suivant :

[Traduction]

Nous fixions l'ennemi au moyen de tirs directs et indirects (y compris avec des tirs d'appui aérien rapproché), tandis que l'infanterie débarquée aidait les sapeurs de combat à extirper l'ennemi des vignobles et des bâtiments dans un rayon de 300 mètres (soit la portée effective d'une GPF). Souvent, mes sapeurs perçaient des trous dans les murs des bâtiments et y enfonçaient des charges de démolition, ce qui permettait à l'infanterie d'y entrer sans emprunter les portes, qui risquaient d'être piégées. Puis, les bouteurs ouvraient une voie à travers les vignobles entre les espaces découverts, ce qui permettait aux VBL d'avancer et de rejoindre l'infanterie débarquée. Une fois le périmètre sécurisé, les démineurs neutralisaient les EEI le long de l'itinéraire COMOX pour permettre le ravitaillement [...] la nuit, des patrouilles partaient en reconnaissance de l'autre côté de la ligne de front, et les compagnies d'infanterie envoyaient des troupes d'attaque perturber les opérations des talibans¹¹⁰.

Le 9 septembre 2006, la Compagnie A traverse les positions de la Compagnie B le long de CRACKED ROOF et s'arrête le matin au deuxième oued, qui est le premier objectif de la journée. Le renseignement obtenu indique que « l'ennemi commence à manquer de nourriture, de fournitures médicales et de munitions¹¹¹ » [Traduction]. Le Lcol Lavoie se souvient « quand ils sont arrivés au premier objectif le matin, c'était un peu dégoûtant. Des morceaux de tête et d'autres restes humains que l'ennemi n'a pas eu le temps de récupérer jonchent le sol. On voit beaucoup de traces de sang, mais aucun cadavre entier¹¹² » [Traduction]. La résistance diminue à mesure que les forces avancent vers le sud.

Les deux compagnies consolident leurs positions et envoient des patrouilles. Chaque nuit, à mesure que les forces progressent vers le sud, le peloton de reco rencontre l'ennemi, et des échanges de tirs ont lieu. Toutefois, l'ennemi ne dispose d'aucune arme lourde pour empêcher les bouteurs blindés « Mad Max » d'ouvrir le chemin qui deviendra l'itinéraire SUMMIT¹¹³.

Le lendemain, 10 septembre, la FO Grizzly effectue une feinte :

[Traduction]

Le Col [Steve] Williams donne l'ordre à l'équipe des opérations psychologiques de commencer à diffuser un message de l'autre côté de la rivière : « C'est le colonel étatsunien qui est venu vous tuer, pas les Canadiens. Nous allons traverser la rivière et vous tuer. » L'artillerie de la FO Grizzly tire avec des obus au phosphore blanc qui allument des feux de brousse sur les berges de la rivière, puis l'équipe des opérations psychologiques annonce que les États-Unis vont venir brûler les talibans [...] Elle fait jouer de la musique forte, comme « Back in Black », du groupe AC/DC, en même temps qu'elle effectue des tirs nourris de canon de 25 mm montés sur un VBL [...] La répétition de la musique accompagnant les tirs de canon a pour but d'associer les deux dans l'esprit de l'ennemi, de manière à ce qu'il cherche à s'abriter aussitôt qu'il entend la musique¹¹⁴.

Tôt ce matin-là, la Compagnie B avance vers l'objectif TEMPLER tandis que la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis se prépare à avancer vers l'objectif CROSSBOW. Le matin du 11 septembre, après une autre nuit de patrouilles de reco, elle s'empare de cet objectif pendant que la Compagnie A sécurise un carrefour menant à l'objectif LACROSSE¹¹⁵.

Le Col Williams veut traverser dès que possible la rivière Arghandab, mais il se heurte aux protestations des membres restants de la Compagnie C qui font partie de sa force opérationnelle mixte. Ceux-ci voient la traversée comme une opération improvisée et s'inquiètent beaucoup de l'appui aérien des États-Unis après avoir vu l'appareil A-10 leur tirer dessus. Le Col Williams veut que les Canadiens obéissent immédiatement à ses ordres. Le Maj Lussier intervient, car la sérieuse crise de confiance affectant la Compagnie C s'aggravera grandement si un officier qui n'est pas canadien essaie de l'intimider. La traversée de la rivière aura donc lieu la nuit, après des expéditions de reco qui permettront de voir à ce qu'aucun EEI ne se trouve sur la berge d'en face¹¹⁶.

Une patrouille de nuit comprenant des sapeurs nettoie la berge, et la FO Grizzly franchit la rivière. À 0830, elle atteint la partie est de l'objectif RUGBY. Elle y trouve une incroyable quantité de restes humains éparpillés un peu partout, jusque dans les arbres.

Personne n'a survécu. Les postes de contrôle et de commandement sont réduits en miettes. Ce sont manifestement les traces d'une armée en déroute que les Canadiens et les Étatsuniens découvrent. Les lieux sont entièrement parsemés de munitions non explosées. Le peloton de reco sort de ses positions camouflées et rejoint la FO Grizzly¹¹⁷. En examinant l'endroit, on découvre « de véritables positions de combat [qui] ont été aménagées un peu comme l'aurait fait l'armée canadienne. Des tranchées classiques et profondes ont été creusées, y compris des tranchées de communication. On aurait dit un ouvrage d'une troupe soviétique [de la taille d'une compagnie]¹¹⁸ » [Traduction].

Le Col Steve Williams demande au Bgén Fraser la permission de continuer d'avancer jusqu'à l'objectif RUGBY. La permission lui est accordée, et la FO Grizzly nettoie le terrain à l'ouest. Elle se rend presque jusqu'à l'objectif TENNIS. Le soir du 12 septembre 2006, la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie, un peloton de VBL de la Compagnie B et une troupe de sapeurs dépassent la Compagnie A et atteignent l'objectif LACROSSE. La Compagnie B consolide ses positions sur l'objectif CRICKET, tandis que le peloton de reco se rend à l'objectif RUGBY pendant la nuit. Le 13 septembre 2006, la jonction est déjà officiellement faite entre les troupes du Lcol Lavoie et celles du Col Williams. Les positions sont consolidées sur l'objectif RUGBY¹¹⁹.

Peu d'échanges de tirs ont lieu avec l'ennemi pendant cette phase de l'opération. Certains, plus précisément des Étatsuniens, critiquent le caractère excessivement méthodique et lourd de la phase, ce qui aurait permis à l'ennemi de fuir. On va jusqu'à rebaptiser l'Op MEDUSA, qu'on appelle « CANACONDA » pour évoquer la bataille problématique de la vallée de Shah-i-Kot sous le commandement des États-Unis, en 2002. Un jour, le Mgén Freakley, qui avait passablement d'expérience comme mentor au Centre d'entraînement national des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army], était venu sur place et avait tenté d'amener le Lcol Lavoie à hausser la cadence de l'opération¹²⁰. Le Mgén Freakley avait demandé au Lcol Lavoie s'il avait lu la bible, ce à quoi ce dernier avait répondu, perplexe, qu'il ne l'avait pas lu récemment. Le Mgén Freakley lui avait alors dit qu'il était venu l'encourager comme saint Paul l'aurait fait. Le Lcol Lavoie avait répondu que lui était plutôt comme saint Thomas, apôtre du doute. Il avait choisi de procéder méthodiquement, avec l'aval du Bgén Fraser¹²¹.

D'autres facteurs doivent également être considérés. À l'époque de l'opération, la FO 31 a beaucoup engagé ses forces autour de l'objectif BILLIARDS et doit retarder sa progression vers l'objectif TENNIS¹²². Le 7 septembre, des sous-unités de la FO 31 sont repositionnées sur l'objectif BILLIARDS devant l'objectif TENNIS. Elles font des patrouilles de perturbation aux environs, ce qui occasionne une série d'affrontements dans lesquels 150 ennemis sont tués directement en deux jours, tandis que 110 autres sont tués par des tirs de mortier ou d'artillerie et par les appareils fournissant l'appui aérien¹²³.

La compagnie néerlandaise et l'unité de reco danoise n'ayant pas le droit d'engager le combat¹²⁴, en raison des restrictions qui leur sont imposées par leur pays, elles ne peuvent intervenir pour bloquer la retraite de l'ennemi vers l'ouest au centre du district de Zharey, ce qui, conjugué au retard dans la progression de la FO 31 vers l'objectif BILLIARDS, aide probablement les insurgés qui restent à se sauver pour ne pas être écrasés par les forces canadiennes et étatsuniennes qui avancent inexorablement du nord au sud et de l'est vers l'ouest¹²⁵. En outre, on s'aperçoit que l'observation aérienne pour guider les tirs et économiser les forces n'a qu'une efficacité limitée quand il s'agit de bloquer les déplacements de l'ennemi sur un terrain dense comme celui du district de Zharey, mais on n'a pas encore intégré systématiquement cette donnée. Cependant, il est possible que l'Op MEDUSA ait tout simplement anéanti le gros des insurgés déployés au front dans les deux districts et que peu d'entre eux aient pu fuir.

Mais surtout, le QG de la FIAS ne cesse d'exiger l'annonce de l'établissement de la ZDA de Kandahar. Le plan MEDUSA met un accent particulier sur les mesures d'atténuation, la reconstruction et le développement. C'est bien beau d'envoyer un groupement tactique pourchasser les insurgés sur le terrain. Toutefois, à défaut d'enlever les munitions non explosées et les EEI des endroits où passe le groupement tactique et à défaut d'éradiquer les insurgés et leur infrastructure (en faisant exploser leurs bunkers, en remplissant leurs tranchées et en repérant et détruisant leurs caches), l'ennemi pourrait revenir après le départ des forces de la coalition et nuire à la reconstruction. La coalition serait de retour à la case départ. Il ne peut y avoir de ZDA à Kandahar sans un nettoyage et une prise de contrôle méthodiques du district de Zharey. Dans leur empressement à dénigrer la force opérationnelle canadienne, ceux qui la critiquent ne tiennent pas compte de cette contrainte.

Op MEDUSA, du 12 au 30 septembre 2006

Le 12 septembre, la FO 31 est devenue l'effort principal de la brigade. Ce jour-là, la FO 31 a déployé la moitié de ses forces de l'autre côté de la rivière Arghandab pour dégager le secteur de l'objectif TENNIS pendant que l'autre moitié de ses forces s'affairait à sécuriser le secteur de l'objectif BILLIARDS. Une fois rendues de l'autre côté de la rivière, les forces ont combattu un petit groupe d'insurgés, qu'elles ont abattus. Les forces spéciales ont également découvert des piles « d'armes, de radios, de téléphones et de cadavres [...], laissant présager que les combattants talibans ont quitté les lieux en panique¹²⁶ » [Traduction]. Une exploitation plus poussée a permis de découvrir des caches d'EEI et des documents en arabe.

Le 13 septembre, les forces de la coalition avaient l'essentiel d'un kandak afghan qui occupait Bazaar-e Panjwayi. La Compagnie A était à RUGBY EST, la Compagnie B, à RUGBY CENTRE, et la FO Grizzly, à RUGBY OUEST. La Compagnie A du 2^e Bataillon

du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis a quitté l'objectif LACROSSE et s'est dirigée vers l'itinéraire Comox pour exécuter une tâche de sécurité des flancs. L'exploitation de RUGBY a permis de découvrir des positions défensives et un tunnel¹²⁷. Le 23^e Escadron de campagne a également déterré plusieurs EEI à plateau de pression et découvert des mines antichars italiennes TC-6 en plastique empilées en triple. Durant le déminage, le boteur D-7 du 23^e Escadron de campagne a fait exploser un gros EEI pour le désactiver. D'autres mines profondément enfouies ont été découvertes près du point de passage et à partir de là jusqu'à l'arrière de l'école blanche. L'équipement du Canada ne les a pas détectées et ces mines ont été trouvées plus tard par accident¹²⁸.

Au cours de la journée et demie suivante, les forces se sont repositionnées en prévision de la phase 3. La Compagnie A est partie pour la zone d'attente MOUNTAIN, la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis, pour RUGBY OUEST, et la FO Grizzly, pour RUGBY EST. La Compagnie B s'est repliée vers l'autoroute 1, a évolué vers l'ouest, puis vers le sud sur l'itinéraire Victoria aux alentours de Gundy Ghar pour établir des positions d'arrêt. Elle ne s'est heurtée à aucune résistance. Le peloton de reco s'est chargé de la sécurité routière sur l'autoroute 1. La FO 31 est restée dans la zone de l'objectif TENNIS, et les Afghans et leurs ETT sont restés à Bazaar-e Panjwayi. Il y avait peu de contact, sinon aucun, pendant cette période, même de la part de la Compagnie B¹²⁹.

Le matin du 15 septembre, la Compagnie A s'est mise en route vers l'ouest pour déminer l'itinéraire St Johns, tandis que la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis a fait de même sur l'itinéraire Ottawa. La zone d'opérations de la FO 31 était au sud de celle de la Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis, et leurs ODA et les Afghans ont cheminé vers l'ouest entre l'itinéraire Ottawa et la rivière Arghandab. La FO Grizzly a assuré la sécurité dans la zone arrière aux alentours de Comox. À 1600, les forces ont mis le cap sur l'itinéraire Abbotsford. Il n'y avait aucun contact¹³⁰.

Du 16 ou 18 septembre, le Commandement régional (Sud) a réorienté ses forces. La Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis a dû retourner à sa zone d'opérations. Deux zones d'opérations ont été établies pour les compagnies : la Compagnie B était responsable du secteur Victoria-Abbotsford et la Compagnie A, du secteur allant d'Abbotsford à Comox. La FO Grizzly a poursuivi ses tâches de sécurité dans les environs de Comox. La Compagnie B est retournée à KAF pour une remise en état et l'ISTAR a pris la relève. La Compagnie A s'est rendue dans le secteur de la Compagnie B. Le seul incident important a été quand le véhicule du Maj Abthorpe a été la cible d'une attaque par EEI placé dans un véhicule pour attentat suicide alors qu'il était en route vers le KAF. La phase 3 était terminée¹³¹. Le Lgén Richards a annoncé le 17 septembre que l'Op MEDUSA a été « menée à bien avec succès¹³² » [Traduction].

Malgré l'annonce de Richards, la partie la plus importante de l'Op MEDUSA, la phase 4 de stabilisation et de gouvernance, devait encore être réalisée. Les districts de Zharey et de Panjwayi n'étaient pas complètement libres d'insurgés. Le matin du 18 septembre, la Compagnie A effectuait ses patrouilles quotidiennes lorsque le Peloton 2 et les sapeurs de combat qui l'accompagnaient se sont arrêtés pour discuter avec deux jeunes filles. Une personne âgée à vélo s'est approchée du peloton et a déclenché une bombe. Dans l'explosion, le kamikaze a tué le Sdt David Byers, le Cpl Shane Keating, le Cpl Keith Morley du 2 PPCLI, le Cpl Glen Arnold et un technicien médical de la 2^e Ambulance de campagne; 16 autres Canadiens et deux Afghans ont été blessés¹³³.

Lorsque les hélicoptères UG-60 et CH-47 sont arrivés pour récupérer les morts et les blessés, l'analyse a commencé. La Compagnie A et la Compagnie B ainsi que le peloton de reco avaient saturé le secteur de patrouilles, si bien que l'environnement était rempli de cibles. Cette attaque particulière est survenue le matin du 18 septembre 2006, ce qui concordait avec la rentrée du Parlement au Canada. Compte tenu de l'heure à laquelle l'attaque est survenue, elle aurait été rapportée aux nouvelles du soir. C'était trop fortuit; les attentats-suicides s'étaient jusque-là limités aux zones peuplées aux alentours de la ville de Kandahar. Le Maj Wright a signalé que « l'attaque n'était pas si perfectionnée au point que l'ennemi reçoive un appel téléphonique pour lui demander de causer des pertes massives à un moment précis¹³⁴ » [Traduction].

La Compagnie A et les unités ISTAR ont reçu l'ordre de se regrouper en laagers au nord de leurs zones de patrouille, plus près de l'autoroute 1³⁵. Ainsi, le secteur allant de l'itinéraire Comox jusqu'à Victoria a continué de faire l'objet de patrouilles sporadiques pendant quelques jours. Les forces ennemies ont donc pu se repositionner et avoir du temps pour récupérer. Il y a eu d'autres effets. Un officier a signalé que « les soldats étaient désormais inquiets du fait que la population présentait une menace et que l'augmentation du recours à la force était devenue problématique. Les dirigeants ont dû vraiment s'attaquer à ces problèmes¹³⁶ » [Traduction].

Entre-temps, le Lcol Hetherington et le personnel de l'ERP ont travaillé à coordonner les travaux pour atténuer les effets après le combat avec les autorités des provinces. Quel était le plan pour repeupler le district de Zharey? Les membres afghans du Comité de gestion des catastrophes, conjointement avec les organismes de l'ONU à Kandahar et le ministère du Relèvement rural et du Développement, ont déterminé qu'ils enverraient des équipes « pour aller rencontrer les villageois dans leur région et visiter leur propriété » [Traduction]. Ils se rendraient sur place et leur diraient : « Nous allons veiller à ce que dix tonnes de briques vous soient livrés pour pouvoir rebâtir vos demeures. » [Traduction] Nous pourrions y parvenir à l'aide du Fonds de contingence du commandant. Les équipes auraient ensuite à établir où les familles s'installeraient et à leur acheminer des denrées

alimentaires. Nous pourrions passer par les conseils de développement communautaire et les assemblées de développement des districts pour établir quelles sont les priorités¹³⁷. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a accepté le plan et une choura subséquente avec les détenteurs de pouvoir du district s'est bien déroulée.

Il y avait aussi la police. Les policiers jouaient un rôle crucial dans les plans du gouvernement d'occuper le district de Zharey. Un plan national pour dynamiser la présence policière en Afghanistan a été mis en œuvre lors de l'arrivée et de l'échec des recommandations du Groupe d'action des politiques et de la stratégie des ZDA¹³⁸. La Police auxiliaire nationale afghane (PANA) a été appelée. C'était une mesure provisoire prévue pour deux ans jusqu'à ce que des policiers entièrement formés dans les centres de formation régionaux dirigés par DynCorp soient prêts. Créée par des chouras de district avec les nouveaux chefs de police régionaux, la PANA était une milice partiellement formée qui prêtait légèrement plus allégeance au gouvernement national qu'à la Police nationale afghane existante, constituée principalement de membres des forces de milices afghanes réaffectés. L'ERP surveillait la création du corps de police auxiliaire, et c'était prometteur, mais la mise sur pied de la force a stagné lorsqu'elle est devenue étroitement liée à la bureaucratie et aux politiques¹³⁹.

L'Armée nationale afghane avait des segments de deux kandaks dans le combat MEDUSA. À la fin de septembre, lorsque l'Op MEDUSA tirait à sa fin, l'Armée nationale afghane a cependant dû se retirer. Les membres d'un kandak du 209^e Corps dans le nord ont dû retourner à la maison dans le cadre d'une rotation, laissant à une partie du 2^e Kandak, la 1^{re} Brigade du 205^e Corps, la responsabilité de protéger Bazaar-e Panjwayi. Ce kandak a fait de l'excellent travail pour protéger la ville durant l'Op MEDUSA et a joué un rôle déterminant dans la réinstallation de la population là-bas, mais il a lui aussi été affecté ailleurs et est parti¹⁴⁰.

Il y avait des fonds de l'Armée canadienne et des Forces terrestres des États-Unis. Les Afghans avaient un plan en place pour utiliser ces fonds. La phase 4 était prête pour le déploiement, mais certains éléments faisaient défaut. La population ne retournait pas dans le district de Zharey. Malgré le fait que la FO Grizzly avait signalé que des gens étaient revenus dans la région, ils étaient surtout retournés à Bazaar-e Panjwayi. Un nombre insuffisant de personnes étaient retournées dans le district de Zharey. Comme le Lcol Hetherington l'a signalé avec regret : « Les gens ne voulaient pas retourner dans la région, et ceux qui l'ont fait ont rencontré des membres du Génie de la ville qui travaillaient à la reconstruction, mais ces derniers ne sortaient pas de la ville, soutenant que c'était trop dangereux parce que le groupement tactique leur avait dit que les talibans se réunissaient encore là-bas. » [Traduction] La PANA, qui aurait dû être là pour escorter et protéger ces

gens, ne s'est pas présentée non plus. Le Lcol Lavoie a affirmé qu'il n'avait pas les forces requises pour continuer à dégager le secteur et à détenir la zone¹⁴¹. Cette situation a préparé le terrain pour le prochain acte dans la tragédie de l'Op MEDUSA.

Itinéraire SUMMIT

Le Commandement régional (Sud) et la FO 3-06 se sont heurtés à un problème de taille. Que devaient-ils faire maintenant? L'ennemi a contribué à cette décision en réinfiltrant la zone de bataille, l'itinéraire Comox sur lequel des EEI ont été détectés et les routes nord-sud entre l'autoroute 1 et Bazaar-e Panjwayi. Il y a eu pas moins de sept attaques aux EEI contre le groupement tactique en l'espace d'une semaine, en plus de plusieurs attaques contre des civils. Plusieurs soldats étatsuniens et canadiens ont été blessés. Selon le Maj Gasparotto, « ces incidents ont précipité l'ordre de construire l'itinéraire Summit » [Traduction]. Le Lcol Lavoie a commandé la construction d'un chemin qui relierait la Base de patrouille Wilson sur l'autoroute 1 et une FOB qui serait construite sur Ma'Sum Ghar. Une autre FOB serait construite de l'autre côté de la rivière Arghandab en face de la FOB Ma'Sum Ghar pour que le point de passage soit protégé; son site était situé à l'emplacement exact où l'engin de terrassement Zettelmeyer détruit se trouvait et qui est devenu la FOB Zettelmeyer¹⁴². L'itinéraire a été divisé en secteurs pour faciliter le contrôle et la construction. Plusieurs centres de résistance ont été ajoutés plus tard au plan : les centres Nord, Centre et Sud, tous capables d'héberger un peloton. L'idée était que ces installations soient ultérieurement transformées en stations de police ou bases de patrouille de l'Armée nationale afghane.

L'itinéraire Summit était au départ une route de combat rapide non pavée et n'était pas destiné à être la route pavée qu'il est devenu aujourd'hui. Pendant les combats, les voies existantes avaient été élargies par les membres du Génie pour que les véhicules puissent circuler. Le Lcol Lavoie voulait pouvoir se déplacer dans de vastes champs de tir pour éviter les embuscades. Ce n'était pas une pure coïncidence que cette route serait située exactement là où Haji Agha Lalai Dastagiri (membre du Comité de gestion des catastrophes et du Comité de développement provincial du district de Panjwayi) avait commencé sa liaison routière à Bazaar-e Panjwayi en 2005, avant que le projet soit contrecarré par des détenteurs de pouvoir. Il est devenu un « porte-parole » du projet, selon le Lcol Hetherington. Dastagiri est devenu l'intervenant clé dans le versement de fonds aux propriétaires fonciers dont les terres avaient été expropriées pour le projet dans le district de Zharey. Il a pris sa part pour avoir négocié les ententes, et l'octroi de fonds était la meilleure façon et la seule façon d'exécuter le travail rapidement et, dans une certaine perspective, sécuritairement¹⁴³. Les retombées économiques de la mise en place de l'itinéraire Summit étaient clairement attrayantes pour l'ERP et le Comité de développement provincial.

Lorsque le QG de la FIAS à Kaboul a eu vent des plans futurs de construire et de paver l'itinéraire Summit pour y retirer les EEI, des pressions considérables ont été exercées sur le Commandement régional (Sud) pour « permettre » à l'Allemagne de payer pour le projet. L'Allemagne pourrait dire qu'elle contribuait à la guerre dans le Sud sans envoyer de troupes. Personne ne s'attendait à ce qu'un bataillon de sapeurs de combat allemands débarque sur les lieux et commence à paver la route, mais les semaines se sont transformées en mois et aucune ressource allemande n'est arrivée. L'organisation équivalente de l'ACDI en Allemagne, la GTZ (Agence de coopération technique), était censée venir du Commandement régional (Nord), mais elle n'a rien fait dans le cadre du projet de l'itinéraire Summit¹⁴⁴.

Pour construire l'itinéraire Summit, le 23^e Escadron de campagne a utilisé ses bouteurs « Mad Max » loués, empruntés ou libérés. L'escadron s'est également vu attribuer deux pelotons d'infanterie de VBL III, l'escadron ISTAR avait ses véhicules Coyote et le peloton de reco poursuivait sa surveillance. La construction a débuté le 29 septembre 2006 et prévoyait la démolition de huttes de séchage de raisins, l'élimination de tranchées de vignes et l'élargissement de la route de combat et de ses verges à 100 mètres. L'idée était de placer trois centres de résistance le long de la route de 6,5 kilomètres et d'avoir des lignes de visée d'une position à l'autre, de la Base de patrouille Wilson jusqu'à la FOB Ma'Sum Ghar, pour décourager l'ennemi de traverser l'itinéraire Summit ou de poser des EEI. Cependant, lorsque l'opération a commencé, le Sdt Josh Klukie du 1 RGC a déclenché un gros EEI, qui l'a tué¹⁴⁵. Le maître de 2^e classe (M2) James Leith a eu plus de chance : après que son véhicule a heurté un EEI à Pashmul, il a trouvé un dispositif secondaire qui était instable. L'équipement de NEM a été détruit dans l'explosion initiale. Le M2 Leith a dû utiliser sa baïonnette pour démanteler le deuxième dispositif, ce qu'il a fait avec succès. Le M2 Leith a été décoré de l'Étoile du courage pour ses faits d'armes.

Atténuation des effets : les opérations de l'ERP

En raison de tous les combats qui avaient cours, il était facile d'oublier les opérations de l'ERP. Pendant la majeure partie de l'automne, le Lcol Hetherington mettait l'accent sur l'atténuation des effets dans le sillage des opérations :

[Traduction]

Mes équipes de COCIM étaient comme des équipes d'OOA de reconstruction (je suis un artilleur). Je créais un détachement de l'ERP, l'assignais aux compagnies qui assureraient sa sécurité durant ses déplacements et travaillais avec le commandant de cette compagnie en tant que livreur d'effets non cinétiques, que ce soit par l'entremise de projets de liaison ou de projets

de petite taille. Elle pouvait toujours recourir à l'ERP si quelqu'un disait : « Nous avons peut-être besoin que l'ACDI se penche sur un projet plus important, ou nous avons peut-être besoin d'une liaison à une ONG [...] ». Durant l'opération BAAZ TSUKA, nous avons déployé un Centre de coordination de la COCIM dans le quartier général du groupement tactique¹⁴⁶.

Cependant, trois membres du personnel de l'ACDI sont arrivés pour remplacer Michael Callan en août 2006. Gavin Buchan du MAECI s'est également joint à l'équipe. Malgré la réduction marquée des activités des ONG et de l'ONU dans la province, le Lcol Hetherington était encore responsable d'aider les Afghans à coordonner les activités, si bien qu'il a mis sur pied un Comité de ciblage des projets pour évaluer chaque projet, établir l'ordre des priorités et assigner chaque projet à l'utilisateur final approprié. L'ERP était cependant paralysée de deux façons sur le plan bureaucratique. Premièrement, le représentant de l'ACDI a essentiellement tenu un long débat théorique sur la valeur de chaque projet, alors que le personnel militaire voulait voir des effets tangibles et visibles immédiatement. Deuxièmement, le pouvoir de dépenser était encore contrôlé par l'ACDI, comme c'était le cas à Kaboul trois années plus tôt, ce qui rendait le processus très centralisé, bureaucratique et désespérément lent.

Il y avait ensuite les Nations Unies. L'ERP s'en remettait naturellement à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et a sollicité son avis sur la façon de gérer l'environnement après l'Op MEDUSA pour reconstruire le district de Zharey et ramener la population. Pour ce faire, il faut procéder à des opérations de déminage, reconstruire des abris, transporter les gens à Zharey et fournir des denrées alimentaires. En théorie, le Programme alimentaire mondial, les démineurs des Nations Unies et ONU-Habitat auraient dû être en mesure de répondre à ces exigences. À Kandahar, la réponse du bureau de la MANUA était extrêmement bureaucratique : il refusait essentiellement de traiter avec l'ERP et a insisté pour que la demande vienne du gouvernement afghan. Le Lcol Hetherington voulait habilitier le Comité de gestion des catastrophes (dirigé par Dastagiri) et convaincre les Afghans de travailler avec l'ERP canadienne et la MANUA. Au final, le Programme alimentaire mondial était la seule organisation qui était disposée à contribuer de manière significative¹⁴⁷.

Le Lcol Hetherington a contourné ces barrières grâce au Fonds de contingence du commandant et a donné à ses détachements de COCIM ce qu'il a appelé « des sacs d'argent ». Des agents de COCIM comme l'Adj Dean Henley, la Sgt Nicky Bascon et d'autres intervenants qui travaillaient à Zharey et à Panjwayi ont réussi à rouvrir les écoles à Sperwan et à Bazaar-e Panjwayi en travaillant en collaboration avec des détenteurs de pouvoir locaux comme Dastagiri.

Le Lcol Hetherington et l'ERP ont également joué un rôle important pour maintenir le contact, sur le plan social et développemental, avec d'importants détenteurs de pouvoir. Ce n'était pas facile lorsque l'attention était tournée vers l'ouest de la ville, mais si ces liens et autres relations avaient été négligés, les opérations menées en 2007 et les subséquences seraient devenues encore plus problématiques. Le Lcol Hetherington était également le principal point de contact avec le gouverneur, Asadullah Khalid. Il continuait d'exercer des pressions sur Khalid pour faire progresser le Comité de développement provincial, mais « aucune priorité n'avait été établie, il n'y avait aucune coordination [...] un cadre bureaucratique n'existait pas au bureau du gouverneur à l'époque¹⁴⁸ » [Traduction]. Il n'y avait aucune organisation provinciale comme l'ECS-A pour offrir du mentorat à Kandahar.

Ce projet a dû attendre, cependant, puisque d'autres problèmes plus urgents surgissaient dans les districts de Zharey et de Panjwayi. La mise en place des efforts d'aide humanitaire et de reconstruction a lentement mis en lumière les rivalités de pouvoirs dans ces districts. Ces efforts ont permis d'avoir une idée de ce qui se passe dans la province au-delà des activités commerciales et des discours quotidiens et de savoir ce qui a alimenté l'insurgence à l'échelle locale.

Le député et dirigeant de Senjaray, Habibullah Jan, a jugé que le Comité de gestion des catastrophes dirigé par Dastagiri ne distribuait pas l'aide équitablement dans son secteur. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a signalé à l'ERP qu'Habibullah Jan a fourni du soutien logistique aux talibans. Lorsque l'ERP a rencontré Jan, celui-ci lui a dit que les policiers sur l'autoroute 1, dirigés par le Col Akka qui avait été nommé par Asadullah Khalid, harcelaient les gens et leur extorquaient de l'argent. Jan a affirmé que Khairuddin, le chef de district de Zharey, était le cousin d'Ahmad Wali Karzai et que le gouverneur l'avait nommé également. De plus, Khairuddin a loué les tracteurs donnés par les organisations non gouvernementales plutôt que de les remettre à ceux qui en avaient besoin¹⁴⁹.

Le résultat, comme l'ERP l'a appris de la population locale, était le suivant :

[Traduction]

Les facteurs qui ont contribué à la détérioration de la situation de sécurité sont l'ingérence des étrangers, une mauvaise gouvernance et les promesses non tenues [...] le récent bombardement durant l'Op MEDUSA était lâche, impitoyable et discriminatoire à l'égard de cibles civiles, et le gouverneur de Kandahar [a été critiqué] pour ne pas avoir aidé les civils [...] il y a eu l'échec du PRONASOL, l'élimination du pavot et les taux de chômage élevés [...] le gouvernement ne construit aucun madrasa dans la province et les jeunes finissent dans des madrasas pakistanaises où ils subissent un lavage de cerveau¹⁵⁰.

L'ERP a tiré la conclusion suivante :

[Traduction]

Les engagements pris avec les citoyens locaux sont la preuve flagrante de la corruption généralisée à tous les niveaux : administration, appareil judiciaire et organe exécutif du gouvernement provincial. L'objectif de la FIAS et de l'ERP est de soutenir les institutions et non pas des particuliers – p. ex. appuyer la gouvernance mais pas le gouverneur de Kandahar. Cependant, si ces institutions sont dirigées par des personnes connues pour leur incompétence, leur corruption, leur méfait et leur abus de confiance du public, alors la population nous percevra comme faisant partie du problème et non pas de la solution¹⁵¹.

Transition de l'Op MEDUSA : l'amélioration robuste des capacités

En 2006, le Bgén Fraser était de moins en moins emballé par la précision de l'appui aérien rapproché. Il y a eu des accidents évités de justesse durant les opérations de la FO Orion, ce qui n'a pas plu aux dirigeants canadiens. À la fin du mois d'août 2006, Fraser et son personnel ont discuté avec le Lgén Gauthier à propos de la nécessité d'avoir des capacités additionnelles. Trois jours avant l'attaque meurtrière de l'A-10 survenue le 4 septembre, le rapport de visite du commandant du COMFEC a dressé une longue liste d'éléments, de sous-unités et de facteurs habilitants. Ce que le Bgén Fraser voulait, c'était des chars d'assaut. Il voulait une capacité de tir direct et précis qui pourrait être utilisée immédiatement, et non pas seulement lorsque l'aéronef de quelqu'un était disponible et que les planètes étaient alignées¹⁵². (Les Israéliens, par exemple, ont trop misé sur la puissance aérienne comme « artillerie aérienne » au détriment de l'équipe interarmes en 1956 et 1967, et ont payé le prix du sang durant la guerre de 1973.)

Le compte rendu de visite de Gauthier au début de septembre a indirectement mentionné le fait que « les exigences incluent maintenant la nécessité d'avoir une capacité blindée et d'ajuster le TED (Tableau d'effectifs et de dotation) pour améliorer les véhicules blindés de combat¹⁵³ » [Traduction]. Fraser et le personnel voulaient une autre compagnie d'infanterie, des capacités anti-mortiers, de meilleurs dispositifs de lutte contre les EEI et des éléments du Génie blindé. Ils voulaient que des améliorations soient apportées à l'ERP, et plus particulièrement qu'il y ait une forme quelconque de COCIM protégée qui, contrairement aux autres ministères, était prête à rendre dans des secteurs dangereux. C'était considéré comme indispensable puisque l'ERP était limitée quant aux secteurs où elle pouvait aller et à ce qu'elle pouvait faire – et il y avait plus à faire.



Photo : MDN AS2006-0954a

Le Bgén David Fraser a demandé le déploiement de chars Leopard canadiens après qu'un peloton du 1 RCR a été la cible de tirs et a été mis hors de combat par un aéronef d'attaque A-10 des Forces aériennes des États-Unis le deuxième jour de l'Op MEDUSA.

Bien entendu, « le plus à faire » coûterait plus d'argent, et Ottawa, comme d'habitude, ne voulait pas dépenser d'argent. Ottawa avait jusqu'à présent participé à la guerre à moindre coût et timidement pour faire croire que les opérations en Afghanistan n'étaient « pas une guerre ». Il y avait des préoccupations à Ottawa selon lesquelles le déploiement de véhicules comme des chars confirmerait enfin aux impitoyables détracteurs que le Canada était bel et bien en guerre. De plus, il y avait les experts de salon habituels qui remettaient publiquement en question la valeur des chars d'assaut dans un environnement de « contre-insurrection ». Il y avait d'autres obstacles, le lourd processus d'acquisition du gouvernement et le personnel à Ottawa qui avait un intérêt direct à remplacer les chars Leopard par un système de blindage au canon pointé vers l'arrière dangereusement vulnérable nommé Stryker¹⁵⁴. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le Lgén Andrew Leslie, a décidé de mettre un terme aux absurdités et a appelé le Lcol Lavoie pour lui poser la question suivante : « Pouvez-vous utiliser des chars d'assaut? ». Lavoie a répondu : « Absolument. Je peux utiliser des chars d'assaut!¹⁵⁵ » [Traduction] La question était réglée!

Les améliorations prioritaires sont devenues un escadron de chars Leopard C-2, une compagnie d'infanterie mécanisée de VBL III, deux canons M-777 supplémentaires,

une troupe de reco additionnelle munie de Coyote et un escadron du Génie blindé doté d'engins blindés du Génie (EBG) Badger. De plus, il y aurait un système de détection des mortiers HALO, une troupe du Génie de campagne de remplacement, ainsi que des renforts individuels pour les services de santé, les services du renseignement et l'ESN. La nécessité d'un détachement de dégagement d'itinéraire de circonstance a été signalée, mais il faudrait faire l'acquisition de cette capacité – toutes les autres capacités étaient disponibles au Canada. Les unités et les formations au Canada ont tout laissé tomber pour réaliser ces objectifs, mais il était peu probable que ces améliorations soient apportées dans le théâtre avant le mois d'octobre¹⁵⁶.

Le rapport de Gauthier s'est également penché sur les changements nécessaires à apporter à la structure de commandement et contrôle. Ces changements seraient mis en œuvre lorsque le Canada transférerait le contrôle du Commandement régional (Sud) en novembre et seraient examinés ultérieurement.

Octobre 2006 : les engagements relatifs aux centres de résistance de l'itinéraire Summit

Le personnel du commandement de la FO 3-06 a fait le point et a conclu que la phase 3 de l'Op MEDUSA n'a vraiment « pas eu lieu » et que la phase 4 « a été annoncée », mais n'a pas vraiment été mise en œuvre. Il a qualifié la transition des activités ennemies comme étant « des embuscades et des attaques de guérilla pour perturber la sécurité » [Traduction]. À toutes fins utiles, c'était une opération complètement nouvelle, même si on ne lui a pas attribué un nom de code. Le Lcol Lavoie voulait « élargir la bulle de sécurité aux alentours de l'itinéraire Summit¹⁵⁷ » [Traduction] (voir la figure 11-10).

L'ennemi était toutefois plus que prêt à essayer de faire éclater la bulle. Le 23^e Escadron de campagne croyait que l'ennemi ciblait délibérément ses trois bouteurs, sachant pertinemment que sans les machines, le chemin ne pourrait pas être construit. Il n'était pas inhabituel de voir quatre VBL III et un peloton d'infanterie protéger un seul bouteur. À plusieurs occasions, l'ennemi a tiré des GPF sur ces bouteurs, mais heureusement, ces attaques n'ont eu aucun effet¹⁵⁸.

L'escadron ISTAR et le 23^e Escadron de campagne travaillaient à l'itinéraire Summit et, à des fins de protection, ils ont établi un laager au sud de Pasab, près de l'ancien objectif TEMPLAR. L'escadron ISTAR avait également un poste d'observation au nord avec deux véhicules Coyote et une équipe mobile de guerre électronique. Ils pouvaient superviser les travaux dans les secteurs 2 et 3 depuis leur position. Habituellement, ce laager comptait plusieurs véhicules Coyote, mais durant la nuit du 3 octobre 2006, il y avait également de l'équipement de construction routière et un détachement de dégagement d'itinéraire des États-Unis¹⁵⁹.

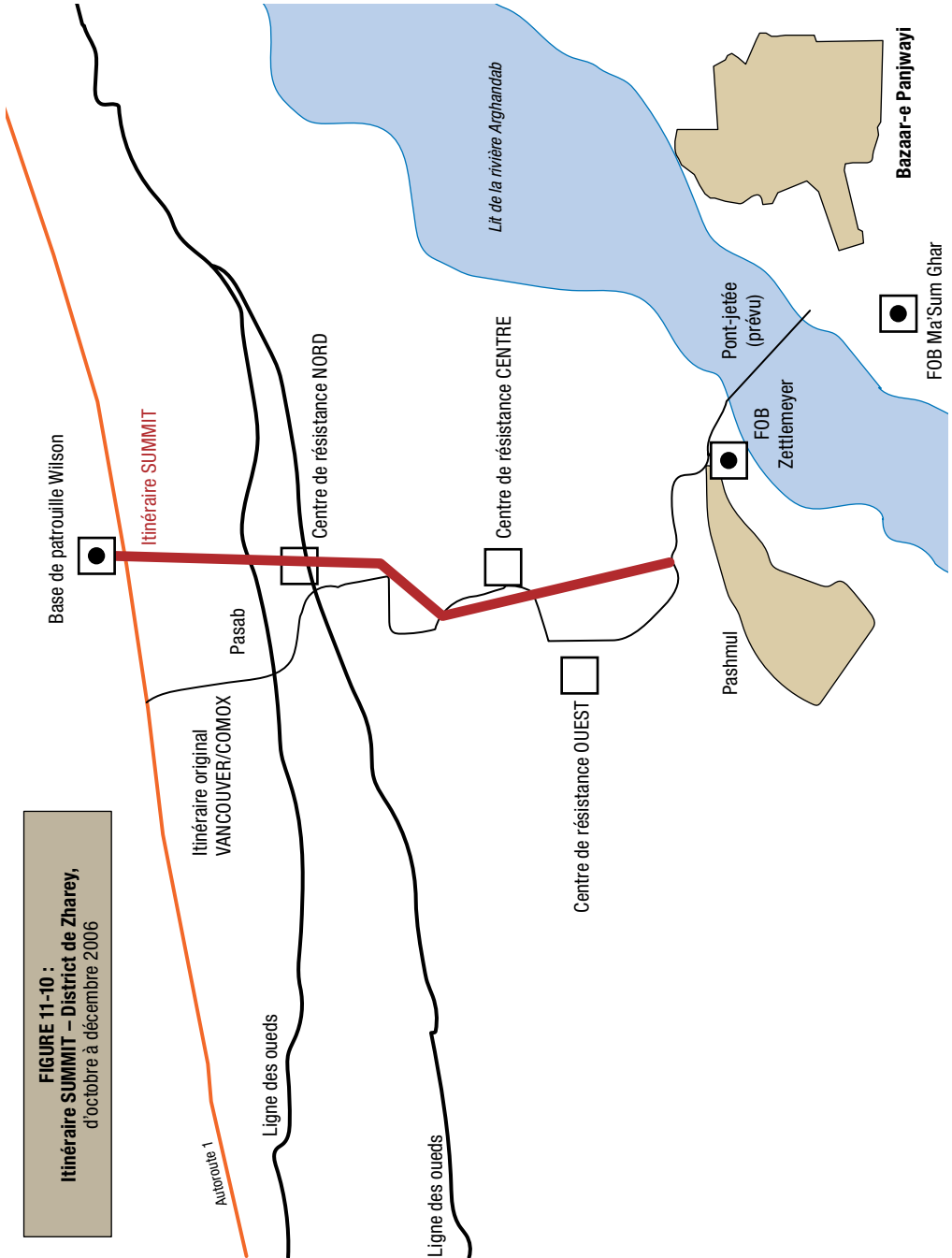


FIGURE 11-10 :
Itinéraire SUMMIT – District de Zharey,
d'octobre à décembre 2006

Figure 11-10 : Itinéraire SUMMIT – District de Zharey, d'octobre à décembre 2006

L'équipe de guerre électronique a détecté des préparatifs de l'ennemi quelques minutes avant que trois groupes d'assaut ennemis, en provenance de l'ouest et de l'est, ont attaqué le poste d'observation et le laager. Une salve de tirs de GPF lancés à partir de sites situés à 70 mètres à l'est a atteint les deux positions. Deux membres du RCD, le Sgt Craig Gillam et le Cpl Robert Mitchell ont été tués, et cinq autres Canadiens ont été blessés. La remorque d'un Hummer des États-Unis transportant des explosifs a été touchée, et trois sapeurs étatsuniens ont été blessés. Le Maj Lussier lançait des tirs avec le canon de 25 mm des VBL et le Maj Gasparotto a escorté les deux autres Hummer des États-Unis transportant les blessés à la Base de patrouille Wilson. Le véhicule Husky du détachement de dégagement d'itinéraire a été immobilisé, de même qu'un véhicule Coyote. L'ennemi a battu en retraite et a ramené ses victimes¹⁶⁰. Cette attaque a forcé l'arrêt des travaux dans le secteur 2. Par conséquent, la construction du centre de résistance Nord a été accélérée pour qu'une présence puisse être maintenue dans le secteur. La couverture d'observation dans le secteur 2 a été réduite, ce qui a donné à l'ennemi l'occasion de poser des EEI. Un a fait exploser un RG-31, tuant le Cvr Mark Wilson du RCD. Dans un incident subséquent, le VBL III du Maj Gasparotto a également été la cible d'une attaque invalidante à l'EEI¹⁶¹.

La nécessité que les centres de résistance puissent contrôler l'itinéraire Summit a mené à leur achèvement expéditif au début d'octobre. Le centre de résistance Nord (« The Ghetto ») et le centre de résistance Centre (« Castle Greyskull ») ont été achevés en premier. Après que quelques incidents de tirs d'armes légères ont démontré la nécessité d'avoir une défense plus solide, le centre de résistance Ouest (« The Hacienda ») a également été construit. Ces centres de résistance ont été conçus pour héberger un peloton et ses véhicules. Chacun avait une fosse à mortier, un poste d'observation surélevé et des points fixes pour que les VBL III puissent utiliser leur canon de 25 mm. La FO 3-06 a travaillé à l'élaboration d'un plan de rotation pour qu'un groupe de la taille d'une compagnie puisse occuper les centres de résistance, tout en maintenant une autre compagnie en poste à la FOB Martello. Les membres restants de la Compagnie Charles ont été les premiers à occuper les centres de résistance à la mi-octobre, remplaçant les troupes de l'escadron ISTAR et du 23^e Escadron de campagne.

Pendant les deux premières semaines d'octobre, l'ennemi a utilisé un groupe de combattants de la taille d'un peloton pour s'en prendre au projet de construction de l'itinéraire Summit. Les sections ennemies établissaient un contact juste avant le coucher du soleil et profitaient de l'obscurité pour s'exfiltrer. Le centre de résistance Ouest a été la cible de nombreux tirs d'armes légères en raison de son emplacement¹⁶².



Photo : Auteurs

Les vestiges du centre de résistance Centre du 1 RCR, où des combats acharnés se sont déroulés à l'automne 2006. Le centre de résistance Centre était l'un des nombreux postes établis pour protéger l'itinéraire Summit, qui reliait l'autoroute 1 à Bazaar-e Panjwayi.

Dans la nuit du 14 octobre, cependant, l'ennemi a orchestré son attaque la plus complexe jusque-là avec quatre embuscades simultanées. Un membre du Génie d'un VBL III a été la cible de tirs de canon sans recul de 82 mm en provenance de l'ouest, près de la jonction des itinéraires Summit et Comox. Les soldats ont riposté et un AH-64 néerlandais est venu apporter son aide. Un VBL III de la Compagnie Charles s'est joint à eux alors qu'ils se faisaient attaquer, cette fois en provenance de l'est. Le poste de commandement tactique du Lcol Lavoie circulait sur l'itinéraire Summit et essayait des tirs également.

Le Peloton 9, qui occupe le centre de résistance Centre, a été la cible de tirs de multiples mortiers, de GPF et de canons sans recul de 82 mm en provenance de positions ennemies à l'ouest. Un véhicule a été touché, tuant le Sgt Darcy Tedford et le Sdt Blake Williamson, et blessant deux autres personnes. Alors que le combat battait son plein, le Cplc Jeremy Leblanc a pris en charge la section de Tedford, s'est occupé des blessés et a rallié la section pour qu'elle riposte et maintienne sa position. Le Peloton 9 a appelé la Batterie E en renfort pour atténuer les tirs qui provenaient des tranchées et des camps. Les tirs d'armes légères de l'ennemi se sont poursuivis, malgré le bombardement, contre tous les groupes canadiens appelés en renfort pendant près d'une heure. Une ambulance Bison en chemin pour

récupérer les blessés est tombée en panne sur l'itinéraire Summit, ce qui a forcé un VBL III du 9 TAC du 1 RCR et un autre du Peloton 9 à évacuer les blessés à la Base de patrouille Wilson. Les deux VBL III ont escorté un véhicule logistique lourd à roues (VLLR) jusqu'à l'ambulance Bison, puis il est tombé en panne. L'ambulance Bison a été remorquée au centre de résistance Centre. L'ennemi a ensuite attaqué la FOB Zettelmeyer par l'ouest avec des tirs d'armes légères. Après avoir largué plus d'artillerie sur les forces ennemies, ces dernières se sont repliées à l'ouest¹⁶³. Le Cplc Leblanc a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses faits d'armes.

Dans le cadre de n'importe quel autre conflit, passé et présent, les positions défensives comme celles-là auraient disposées d'un vaste éventail de matériel de défense pour veiller à ce que les forces ennemies gardent leurs distances, ce qui aurait réduit leur précision ou les auraient découragés de faire quoi que ce soit. La politique canadienne, cependant, a empêché les soldats de la FO 3-06 d'utiliser tous les moyens possibles. Un membre du Génie a fait la déclaration suivante : « Les pelotons faisaient de leur mieux. Il était extrêmement difficile de couvrir le territoire, et les talibans dans le secteur étaient hautement qualifiés en matière d'infiltration.



Photo : Ltcol Geoff Abthorpe

Le centre de résistance Ouest près de Pashmul a été attaqué par deux groupes d'insurgés durant la nuit du 29 décembre 2006. Alors qu'elle commençait à manquer de munitions, la Compagnie B a bénéficié du renfort de l'escadron de chars Leopard et a repoussé l'ennemi.

Je n'ai aucun doute que des mines antipersonnel aux alentours de l'itinéraire Summit auraient bloqué certaines de ces attaques¹⁶⁴ » [Traduction]. Les promoteurs du désarmement, surtout ceux au MAECI qui appuyaient le Traité d'Ottawa avec une ferveur messianique, ont dépouillé les soldats canadiens des outils traditionnels lorsqu'ils en avaient besoin. C'était, selon certains observateurs, un autre exemple de la façon dont l'époque de maintien de la paix avait des effets néfastes sur les opérations de l'Armée canadienne.

Les progrès sur l'itinéraire ont stagné et le projet « risquait de se solder par un échec ». Cela dit, un petit nombre de personnes commençaient à retourner chez eux dans le secteur 1, le plus près de la Base de patrouille Wilson et du centre de résistance Nord. Le manque de bouteurs protégés et de matériel du Génie était un problème considérable. Les entrepreneurs locaux, surtout ceux qui fournissaient le gravier pour la route, utilisaient des véhicules civils non protégés et étaient de plus en plus réticents à participer. De plus, il y avait des problèmes avec les contrats, auxquels l'ERP prenait part de plus en plus. Au final, les problèmes relatifs à l'itinéraire Summit ont été portés à l'attention du QG de la FIAS et, après quelques délibérations, une entente a été conclue : le Canada financerait le secteur 6, l'USAID financerait le secteur 5 (où le pont traversant la rivière Arghandab serait construit), et l'Allemagne financerait les secteurs 1 à 4. Des fonds canadiens étaient disponibles, mais selon un agent participant au projet, « Les Allemands ont fini par verser les fonds mais le retard a coûté au groupement tactique deux mois, durant lesquels il a dû assurer la garde sur la route. L'USAID n'a jamais financé le pont¹⁶⁵ » [Traduction].

Le 21 octobre 2006, le 23^e Escadron de campagne a enfin obtenu ses quatre EBG Badger pour qu'il puisse continuer à travailler dans un environnement semi-permissif, juste à temps pour les pluies d'automne. Des pluies sans précédent, après des années et des années de sécheresse, ont transformé l'itinéraire Summit en lac Summit. Un pont-jetée de circonstance traversant la rivière Arghandab fait de ponceaux en béton a été emporté par les crues, alors que le changement apporté au système d'irrigation en raison de la construction routière a entraîné l'inondation du secteur 2. Comme le Maj Gasparotto l'a signalé, « sans les Badger, nous aurions perdu l'itinéraire Summit » [Traduction]. Les EBG étaient occupés à fortifier les centres de résistance avec leurs lames de boueur et leurs pelles hydrauliques. Le 23 novembre, les membres du Génie estimaient que la date d'achèvement des travaux serait le 11 janvier 2007¹⁶⁶. En fait, le pavage ne serait pas terminé avant mars 2007 et le pont ne serait pas achevé avant l'automne de cette année-là.

Retour à la FOB Martello, octobre 2006

La FO 3-06 ne pouvait toutefois pas faire fi de ses autres tâches. Par conséquent, la Compagnie B et des attachements ont été renvoyés à la FOB Martello pour reprendre les opérations à Shah Wali Kot. Puisque toute l'attention était portée à l'itinéraire Summit,

la Compagnie B a créé ce que le Maj Abthorpe a qualifié de « vide informationnel de 60 jours ». Personne ne savait ce qui se passait dans le district. Le milieu du renseignement était « compatissant, mais [il] a dit qu'il n'avait qu'une puissance limitée et que l'accent était mis sur Panjwayi » [Traduction]. Les Néerlandais, qui avaient pris le contrôle de la FOB Martello durant l'Op MEDUSA, avaient été touchés à plusieurs reprises et n'avaient pas patrouillé à l'extérieur de la FOB. Laissés à eux-mêmes, le Maj Abthorpe et ses hommes sont retournés aux opérations de contre-insurrection pour lesquelles ils se sont entraînés et ont rebâti leur base de connaissances par l'entremise de patrouilles dynamiques et de contacts locaux. Une équipe de COCIM de l'ERP est arrivée et a mené des projets à l'échelle locale, y compris la réparation d'une génératrice. La communication avec la « police » de l'endroit a donné lieu à la mise en place de postes conjoints de contrôle aléatoire des véhicules sur la route Tarinkot. Avec des ressources limitées (il n'y avait que deux pelotons, dont un affecté à l'ERP jusqu'à l'arrivée de la compagnie de protection des forces en décembre), la Compagnie B n'a réussi qu'à influencer la communauté d'El Bak plutôt que les communautés dans les vallées environnantes et du district de Mianishin.

Il y avait encore cependant la présence d'insurgés à Shah Wali Kot : des roquettes et des mortiers s'abattaient sur la FOB quotidiennement. En raison du manque d'accès au renseignement et de capacités, la Compagnie B a noué des liens avec des sources locales du mieux qu'elle a pu. Comme les soldats manquaient d'équipement de guerre électronique et de SIGINT, ils ont démonté des radios destinées à l'aide humanitaire, emprunté et modifié des antennes et construit des ressources de recherche SIGINT improvisées qui avaient une portée d'environ 25 kilomètres. À l'aide de ces systèmes, la Compagnie B a été en mesure de cartographier les activités de l'ennemi dans le secteur¹⁶⁷.

En ayant recours à ses sources, la Compagnie B a relevé plusieurs catégories d'ennemis, qui s'élevaient à environ 150 personnes. Le premier groupe était constitué de citoyens locaux qui étaient harcelés par la police, qui se sont regroupés et qui ont pris les armes contre les policiers dans le cadre de la vendetta de Pashtunwali. Il y a eu ensuite des agitateurs d'ailleurs à Kandahar qui venaient de temps à autre pour leur lancer des œufs. Les combattants les plus aguerris plus au sud venaient parfois dans le nord pour « relaxer » et collaborer avec les citoyens locaux ou travailler seuls. Les activités ennemies dans le district étaient coordonnées avec les actions plus au sud. Lorsque les commandants des insurgés à Zharey et à Panjwayi avaient besoin que les pressions soient relâchées, « ils envoyaient quelques personnes, créaient un groupe hétéroclite, tiraient sur nous et retournaient vers le sud¹⁶⁸ » [Traduction].

Les attaques contre la FOB Martello utilisaient habituellement un mortier et avaient un contrôleur de tir et une équipe. Après plusieurs jours de bombardements sporadiques, les patrouilles de la Compagnie B ont finalement permis d'appréhender un contrôleur de tir de mortier sur une crête. Après un interrogatoire tactique, les Canadiens ont appris que

« l'individu avait été formé dans l'Armée pakistanaise, qu'il avait quittée pour se joindre aux combats de l'autre côté de la frontière¹⁶⁹ » [Traduction]. Les aînés de la localité sont arrivés et ont réclamé son retour, craignant des représailles possibles des talibans. Il a été envoyé vers le sud à KAF.

Au moment opportun, une entente a été conclue entre la FO 3-06, le Commandement régional (Sud) et la FO 31. L'ODA 336 est arrivé à la FOB Martello et a ordonné une coopération avec la Compagnie B. La Compagnie B a obtenu à nouveau son troisième peloton de l'ERP. Ce retour a amélioré le rythme des opérations dans le district.

Les ressources du renseignement de l'ODA 336 ont comparé leurs données avec celles de la Compagnie B pour retracer l'ennemi, et elles étaient identiques. Le sergent du renseignement de l'ODA a confirmé qu'il y avait un camp d'entraînement dans une vallée adjacente qui comptait environ 50 insurgés ennemis, en plus des quelque 150 autres combattants dans la région. Un plan a été élaboré pour piller et exploiter le camp. Dans le cadre des nouvelles règles d'engagement établies par le commandant néerlandais entrant du Commandement régional (Sud), les forces de la coalition à la FOB Martello ne pouvaient pas lancer des tirs a priori sur le camp d'entraînement. Le commandant de l'ODA a déclaré une situation où les troupes sont en contact (TEC) avec l'ennemi juste au moment où ses forces et lui quittaient la FOB Martello pour exécuter le raid. Durant le raid, les forces de la coalition ont participé à des visites médicales dans les communautés adjacentes à la FOB.

L'ODA est revenu du raid du camp d'entraînement avec des renseignements qui confirmaient des liens entre la police dans le district de Khakrez et les forces insurgées à Shah Wali Kot. Aucun lien n'a été établi entre ces policiers et les « policiers » de la localité, qui étaient perçus comme étant des concurrents. Il semblait que les policiers sympathisant avec les talibans à Khakrez et les talibans à Shah Wali Kot faisaient front commun contre la « police » de Shah Wali Kot. Avant que quoi que ce soit puisse être fait à propos de la situation, la Compagnie B a reçu l'ordre de confier la FOB Martello à une société privée de sécurité. La Compagnie B et l'ODA 336 ont migré vers le sud à la fin de novembre.

Le nouveau Commandement régional (Sud) entrant a pris la décision de retirer les troupes canadiennes de Shah Wali Kot pour l'instant. Ce district était situé à l'extérieur de la ZDA et n'était plus une priorité. Le plan pour influencer le regain de confiance dans le gouvernement, mis en veilleuse depuis l'été 2006, a été abandonné. Il est juste d'affirmer que la FOB Martello a accompli son mandat en 2006 en facilitant le déploiement néerlandais à Oruzgan, mais la décision d'abandonner les travaux de stabilisation et de reconstruction menés par l'ERP, la FO Gun Devils et la FO Orion est encore contestable. L'influence ennemie à Shah Wali Kot a pris de l'ampleur et a eu des effets négatifs sur les opérations de la FO Kandahar en 2007 et en 2008.

District de Panjwayi, septembre et octobre 2006

Les dispositions de la coalition dans l'ouest du district incluaient le quartier général d'un kandak et une compagnie d'infanterie afghane et son ODA des FOS des États-Unis. L'objectif était de transférer le contrôle de Sperwan Ghar à la FO Grizzly. La Compagnie A du 2^e Bataillon du 4^e Régiment d'infanterie des États-Unis, des ODA, un kandak afghan et une compagnie d'infanterie afghane additionnelle menaient des opérations dans ce qu'on appelait la zone de l'opération Grizzly. Ces forces ont été retirées le 21 septembre¹⁷⁰ (voir la figure 11-11).

La FO 31 est retournée dans la zone et a mené des opérations contre toutes les cibles dans les environs immédiats. Sperwan Ghar était quotidiennement la cible de frappes de mortiers¹⁷¹. Au moment opportun, la Batterie E a déployé deux de ses canons M-777 et de ses mortiers de 81 mm à ce qu'on appelle maintenant la Base de patrouille de Sperwan Ghar, qui a été subséquemment renforcée par des tireurs d'élite canadiens, un contrôleur canadien interarmées de la finale de l'attaque, une compagnie d'infanterie afghane et trois ODA des FOS des États-Unis (en rotation). La compagnie afghane était une organisation dynamique et confiante formée par des rangers des États-Unis. Une ETT des Royal Marines s'est subséquemment jointe à cette compagnie, de même qu'une autre compagnie afghane¹⁷². L'escadron ISTAR du Maj Lussier s'est rendu à la Base de Sperwan Ghar après que la Compagnie Charles a fait une rotation et a rejoint l'itinéraire Summit en octobre.

Un détachement du Génie de combat du 23^e Escadron de campagne est arrivé avec une pelle rétrocaveuse civile et a commencé à creuser. Le bastion HESCO a permis de fortifier les positions alors que les insurgés utilisaient des mortiers et procédaient à des GPF fusantes quotidiennement. L'ODA des États-Unis et la compagnie de l'Afghanistan ont créé à tour de rôle des patrouilles à pied à l'ouest ou des patrouilles motorisées au nord pour générer des contacts. Le problème était que le Canada était la FIAS et que les États-Unis étaient l'Op ENDURING FREEDOM. Il n'y avait aucun plan opérationnel conformément aux instructions d'exploitation de la FIAS, mais les Canadiens ont répondu pour retirer les Étatsuniens, au besoin¹⁷³.

Les capteurs des véhicules Coyote ont fini par être utilisés pour fournir des indications aux FOS et aux Afghans. À une occasion, une patrouille des FOS a fait le tour du marché de Zangabad, des insurgés sont sortis de nulle part et un combat a éclaté. Un appui aérien rapproché, des ressources d'aviation et de l'artillerie ont été déployés avec l'aide des équipages des véhicules Coyote basés à Sperwan Ghar. Cette action a duré neuf heures : les membres du RCD surveillaient sur leurs écrans l'ennemi qui courait d'un bâtiment à l'autre, tentant d'échapper aux bombes guidées JDAM et aux bombes guidées larguées par l'aéronef USS Eisenhower. Les troupes afghanes, à l'aide de leurs Icom, pouvaient entendre l'ennemi

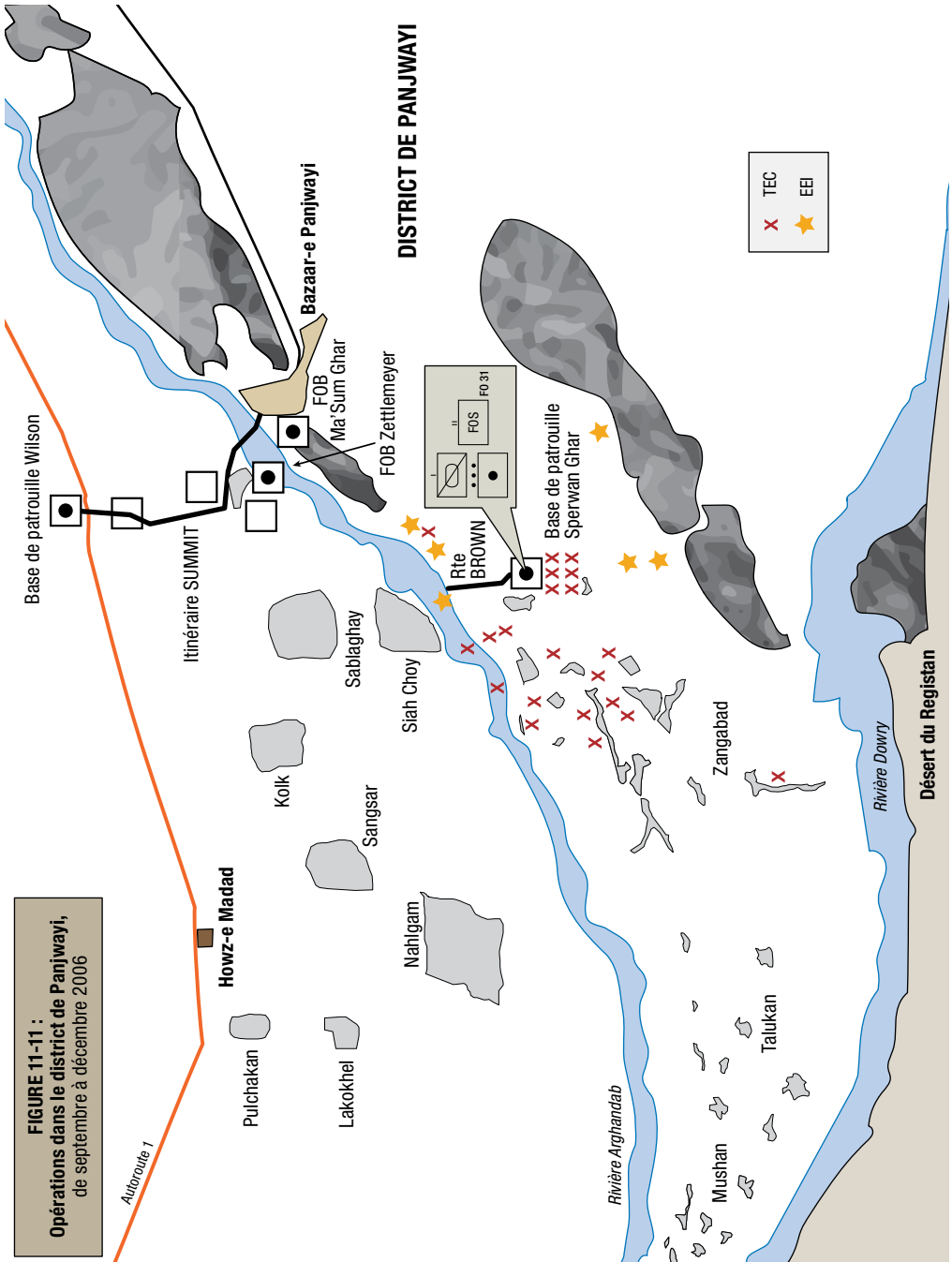


Figure 11-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, de septembre à décembre 2006

« gémir et pleurer » en raison du grand nombre de victimes. Elles ont nargué les forces ennemies par radio pour avoir un effet psychologique sur elles. Au milieu du combat, le Maj Lussier a reçu un appel d'un Étatsunien inconnu sur le réseau de l'escadron :

- « Comment allez-vous? »
- « Nous tuons des talibans. Qui êtes-vous? »
- « [désignation] »
- « Contribuez-vous au combat? »
- « Continuez votre bon travail! »

Il s'agissait probablement d'un opérateur de système de l'autre organisme gouvernemental observant le combat d'un poste surélevé qui voulait adresser ses compliments. Les patrouilles des FOS ont subséquemment découvert quatre points de rassemblement des victimes avec des cadavres et des piles de parties de corps. Au final, le décès de 85 combattants ennemis et de quatre de leurs commandants a été confirmé. Aucun d'eux n'était de l'Afghanistan¹⁷⁴.

Dans la plupart des cas, les forces ennemies restaient en dehors de la zone à l'ouest de Sperwan Ghar et semblaient être basées à Zangabad, qui s'est révélée être davantage une zone d'intérêt pour les insurgés qu'on le pensait. Il y avait de nombreux contacts à l'ouest de la base de patrouille. Des sapeurs canadiens ont été déployés pour améliorer le chemin qui commençait à Sperwan Ghar jusqu'au chemin de terre sillonné d'ornières est-ouest qu'on appelait la route Fosters, située à l'ouest de Mushan et à l'est de Bazaar-e Panjwayi puis de Kandahar. Des entrepreneurs débarquaient du gravier mais étaient harcelés par des attaques aux EEI. Lorsque le sergent de première classe (Sgt 1^{re}) William Brown des FOS des États-Unis a été tué lors d'une attaque par EEI, la route allant de Sperwan Ghar jusqu'à la route Fosters a été renommée la route Brown. Les EBG Badger, protégés par des chars Leopard, sont venus pour dégager une route et détruire les immeubles de chaque côté¹⁷⁵.

Puisque la végétation meurt à l'automne, il y avait une meilleure observation et donc, plus d'occasions de lancer des tirs sur les insurgés en mouvement lorsqu'ils étaient observés à partir des véhicules Coyote à l'aide de capteurs montés sur mât. Les oueds qui avaient été couverts par les arbres étaient maintenant découverts et devenaient des routes de transit logistiques. L'escadron ISTAR a même observé une force de relève ennemie, où les insurgés maintenaient un silence radio complet. Les insurgés qui menaient des opérations dans l'ouest de Panjwayi portaient des tenues diverses et certains étaient vêtus d'un pantalon de tenue de combat de l'Armée nationale afghane avec un t-shirt et un brélage de poitrine. Ils semblaient tous être en bonne forme physique. Il ne s'agissait pas d'agriculteurs locaux. Certains des insurgés étaient même des Caucasiens de grande taille. Ils utilisaient un système de conduit de tirs et étaient dirigés selon une approche tactique, et non pas selon une approche de « tirer et prier »¹⁷⁶.

Les forces de la coalition à la Base de patrouille de Sperwan Ghar ont eu un nombre presque incalculable de TEC en octobre et en novembre. L'environnement était tellement riche en cibles que les patrouilles des FOS réclamaient un compte rendu des TEC au moment de quitter la base pour que l'appui rapproché soit en poste avant que les tirs commencent. Les véhicules Coyote et les VBL III de l'escadron ISTAR ont répondu pour appuyer ces patrouilles au quotidien. En trois jours, l'escadron a utilisé 145 boîtes de munitions de 25 mm¹⁷⁷.

Durant la nuit du 24 octobre 2006, l'équipage d'un véhicule Coyote a repéré un mouvement ennemi près d'un complexe et a demandé des mortiers de 81 mm de la Batterie E. Un contrôleur étatsunien interarmées de la finale de l'attaque a apporté à la station un bombardier B-1B, qui a largué quatre bombes de 2 000 livres. Ensuite, un avion d'attaque AC-130 est arrivé et a tué du personnel ennemi en fuite¹⁷⁸. À l'époque, ce n'était pas considéré comme étant un événement de TEC extrêmement important. Cependant, lorsque les Canadiens ont quitté le QG du Commandement régional (Sud) et que les Néerlandais ont pris la relève, des aînés furieux de Panjwayi se sont manifestés et se sont plaints que 60 civils avaient été tués. Il s'agissait de la première plainte à propos de pertes civiles alléguées dans le cadre des opérations de la FO 3-06. La plainte a été acheminée jusqu'à Kaboul puis au gouvernement Karzai et au QG de la FIAS, ce qui a donné lieu à une enquête. La FO 3-06 a été exonérée de tout acte répréhensible et il n'y avait aucune preuve de pertes civiles, encore moins de 60 victimes. Cependant, la perception selon laquelle les Canadiens utilisaient trop leurs capacités de tir était intensifiée dans les milieux à Kaboul et à Kandahar, et plus particulièrement avec le commandant du Commandement régional (Sud) entrant, le Mgén Ton Van Loon.

Une nouvelle attitude : changements de commandement, novembre 2006

Le Mgén Ton Van Loon et son personnel ont remplacé le Bgén Fraser et la FOM Aegis le 1^{er} novembre 2006. En tant que nouveau commandant, Van Loon estimait que l'Op MEDUSA avait eu recours à une trop grande puissance de feu, si bien qu'il a mis en place un contrôle des tirs plus rigoureux. Par conséquent, il a ajouté des règles d'engagement plus détaillées. Son point de vue était influencé par ce que de nombreuses personnes appelaient la « méthode néerlandaise »¹⁷⁹, qui est très bien résumée dans les remarques du Col Hans van Griensven formulées au *New York Times* : « Nous ne sommes pas ici pour combattre les talibans. Nous sommes ici pour rendre les talibans impuissants¹⁸⁰ » [Traduction]. Influencés par le massacre de Srebrenica survenu en 1995 et par leurs opérations en Irak, certains des commandants néerlandais interrogés croyaient que « les décès de civils et les dommages matériels [...] ont durci les attitudes des villageois, ce qui aidait les insurgés au niveau du recrutement, du renseignement et de la protection¹⁸¹ » [Traduction]. Ils voulaient

insister davantage sur la compréhension de la culture locale et voulaient éviter d'offenser les Afghans, croyant que cette approche ferait son chemin dans le cœur et l'esprit des habitants afin qu'ils appuient le gouvernement.

Quelle était la « méthode néerlandaise » dans la pratique? Pour de nombreux praticiens aguerris d'autres pays, la méthode semblait placer le « développement » avant la « sécurité ». Dans la province d'Oruzgan, les forces néerlandaises, dont les règles d'engagement étaient extrêmement restrictives, se sont retirées lorsque les forces ennemies étaient régulièrement présentes, ce qui révoltait de nombreux interprètes afghans qui estimaient que cette attitude envoyait le mauvais message. Les forces néerlandaises mettaient l'accent sur les activités de l'ERP d'Oruzgan pour s'attirer les faveurs de la structure du pouvoir en Afghanistan, prenaient des photos de leurs membres qui portaient des bérets plutôt que des casques, circulaient à vélo et s'insinuaient dans les bonnes grâces de la population de Tarinkot, mais laissaient le soin aux FOS de l'Australie et des États-Unis de faire le sale boulot et de tuer des gens en arrière-plan dans les collines. Puisque ces unités étaient soustraites au regard public, les effets qu'elles avaient n'étaient pas pris en compte dans l'équation publique, si bien que de nombreuses personnes, et plus particulièrement dans les médias et le gouvernement néerlandais, avaient l'impression que la « méthode néerlandaise » était efficace. Ces gens voulaient des résultats rapides et tangibles¹⁸². Van Loon voulait maintenant appliquer la « méthode néerlandaise » à la FO Kandahar et au Commandement régional (Sud). La vitrine de cette « nouvelle » approche serait une opération du nom de BAAZ TSUKA. Une planification connexe, l'opération surnommée SATYR DEUCALION, visait à tirer parti d'engagements avec les dirigeants clés et d'une planification des effets non cinétiques.

En termes plus généraux, les directives de planification de Van Loon pour le Commandement régional (Sud) mettaient l'accent sur la consolidation du groupement tactique canadien à Zharey et à Panjwayi. Les Canadiens dans les FOB Martello et Spin Boldak devaient quitter les lieux le plus rapidement possible. La FO 3-06 devait assurer la sécurité « dans la ville de Kandahar et aux alentours », conformément à une autre opération, Op SATYR PYRRHA. L'itinéraire Summit devait être achevé dès que possible. On cherchait aussi des moyens d'améliorer la capacité des forces de sécurité afghanes, et surtout la capacité des forces policières¹⁸³.

Les résultats des discussions sur le commandement et contrôle du Lgén Gauthier avec les commandants canadiens et de la FIAS en septembre ont été mis en œuvre en tant que politique lorsque le Commandement régional (Sud) a changé de mains. Il y avait plusieurs enjeux. Premièrement, le Commandement régional (Sud) allait passer d'un quartier général de la taille d'une brigade à un quartier général de la taille d'une division. Deuxièmement, les principales contributions du Canada à la FIAS, le groupement tactique, l'ERP et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) entrante devaient tous être coordonnés

avec la planification de la FIAS par l'OTAN. Le Canada estimait qu'on devait lui attribuer un certain mérite pour son engagement dans les milieux de l'OTAN pour pouvoir en tirer parti de façon stratégique. Le commandant de la FIAS, Lgén Richards, était d'accord avec Gauthier et a suggéré que le Canada établisse la FO Kandahar, dirigée par un brigadier-général responsable des opérations dans la province au Commandement régional (Sud) et à la chaîne de commandement canadienne¹⁸⁴.

Parallèlement, il y avait un besoin accru d'avoir un quartier général qui pourrait gérer les opérations de l'ERP et du groupement tactique, à mesure que les opérations comme celles du Commandement régional (Sud) devenaient davantage axées sur les provinces. Par ailleurs, il y avait le besoin pressant d'avoir un intermédiaire entre les forces tactiques et les entités canadiennes à Ottawa pour éviter une micro-gestion¹⁸⁵.

Auparavant, le Bgén Fraser occupait une double fonction en tant que commandant des FC en Afghanistan et commandant de la coalition FOM Aegis/Commandement régional (Sud). Conformément à la nouvelle structure, toutes les opérations dans la province de Kandahar relevant de la FIAS de l'OTAN sont désormais dirigées par le commandant de la FO Kandahar qui était également le commandant canadien de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A), à la tête de tous les Canadiens en Afghanistan, dont ceux à Kaboul. Le Commandement régional (Sud) devait faire une rotation entre les Néerlandais, les Britanniques et les Canadiens tous les neuf mois.

Il a fallu apporter des changements de dernière minute et à long terme. L'ECN entrant devait être renforcé de façon importante, puis transformé en quartier général de brigade – et il fallait trouver un commandant. Il y avait peu ou pas de temps pour former cette nouvelle organisation. La nouvelle FO Kandahar/FOI-A était une conglomération de renforts de la Réserve du Secteur de l'Atlantique de la Force terrestre et des troupes entrantes de l'ECN, avec en plus des opérateurs expérimentés de l'Op APOLLO dans les ministères clés. Il y avait des gens comme le Maj Alex Watson, qui était maintenant responsable des opérations d'information, ou comme le Lcol Tom Bradley, qui a établi qu'il n'y avait aucun centre d'opérations et a créé le Centre d'opérations de la province. Le Bgén Tim Grant a été assigné à la tête de l'organisation pour gérer la mêlée générale et promettre un commandement et un contrôle rationnels¹⁸⁶.

Le QG élargi du Canada a fourni des éléments habilitants essentiels dans quatre secteurs clés. Premièrement, une cellule de tirs a été incorporée à la structure pour coordonner l'appui aérien, l'appui de l'artillerie et les autorisations relatives aux règles d'engagement. Le Centre d'opérations interarmées de la FOM Aegis avait une cellule pour l'ensemble du secteur sud de la province. En donnant au Centre d'opérations de la province cette capacité, le QG du Canada pouvait avoir plus rapidement accès à l'appui aérien d'autres pays et disposait de la capacité de résoudre les conflits pour éviter des incidents comme

la tragédie de Tarnak Farms. Deuxièmement, une réunion de ciblage a été tenue pour discuter des effets non létaux comme les opérations d'information, la COCIM et l'aide à la reconstruction. Le QG a pu ainsi obtenir des fonds de reconstruction et d'autres formes de soutien en prévision d'une opération bien à l'avance plutôt que d'attendre à la dernière minute. Ces effets ont pu être intégrés à la planification à un stade précoce. De plus, le Centre d'opérations de la province a reçu les transmissions vidéo des TUAV et des drones Predator pour que le personnel puisse voir plus ou moins immédiatement ce qui se passait. Leurs prédécesseurs lors de la rotation de la FOM Aegis devaient se rendre dans une salle du fond spécialement conçue dans le Centre des opérations interarmées de la FOM Aegis ou communiquer par téléphone avec le Centre des opérations tactiques de la FO Orion, lequel était en contact avec les contrôleurs de drones Predator étasuniens¹⁸⁷.

Enfin, le Centre d'opérations de la province a revitalisé le Centre interarmées de coordination provinciale (CICP). La FO 3-06 n'accordait pas la même importance au CICP que la FO Orion et la FOM Aegis. Le nouveau QG de Grant a immédiatement compris que le CICP était non seulement une source de données importantes, mais aussi un outil d'influence auprès de la police afghane et du palais du gouverneur. L'instantanéité de l'information, surtout celle sur les opérations policières dans les districts et la ville, permettait d'avoir une connaissance essentielle de la situation. Le centre, pour reprendre les propos du Lcol Bradley, est devenu un « élément habilitant essentiel » et était traité de la sorte par le nouveau QG de la FOI-A. Il y avait aussi la réunion hebdomadaire sur la sécurité. Cela existait sous une autre forme à l'époque de la FOM Aegis, mais comme le CICP, on a procédé à une revitalisation, attirant de plus en plus les dirigeants des forces de sécurité afghanes à la fin de 2006 et au début de 2007. La réunion hebdomadaire sur la sécurité a augmenté la probabilité de recueillir de l'information additionnelle et plus exacte et servait de tribune aux organisations antagonistes pour se rencontrer et régler les différends sous la gouverne subtile du Bgén Grant¹⁸⁸.

Entre-temps, les chars Leopard du Maj Trevor Cadieu sont arrivés à KAF durant le mois d'octobre à bord des C-17 des Forces aériennes des États-Unis. L'Escadron B n'a cependant pas été déployé immédiatement pour participer au combat. Lorsque le Mgén Van Loon a pris la relève et a découvert que les Canadiens acheminaient des chars d'assaut, il était consterné et a informé la FO Kandahar qu'il ne voulait pas de chars d'assaut dans un environnement de « contre-insurrection ». Il y avait des préoccupations parmi les membres du nouveau QG du Commandement régional (Sud) à propos de la possibilité de pertes civils dans la ville de Kandahar si les chars traversaient la ville pour se rendre à Zharey et à Panjwayi. Le nouveau commandant de la FO Kandahar, qui n'était pas au fait des politiques et qui était sur le terrain, ne voulait pas traiter avec Van Loon et a retiré le commandant adjoint de la FO 3-06 d'une réunion sur la question. Il n'y a pas eu de suivi. Lorsque le Lcol Lavoie est

revenu de congé, il est allé parler directement à Van Loon. Il y avait eu une intervention de haut niveau, si bien qu'une entente a été conclue entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) pour que les chars d'assaut ne traversent pas la ville, qu'ils empruntent une voie de contournement à l'ouest de KAF approuvée par le Commandement régional (Sud). Après près de trois semaines de débat, le 22 novembre, Cadieu a dirigé l'Escadron B vers la sortie de KAF pour aller directement dans un champ de mines non marqué, où son véhicule a perdu une chenille dans l'explosion d'une mine. Les chars à charrue de déminage ont dégagé des voies avec les sapeurs et, 12 heures plus tard, l'Escadron B prenait la route, après avoir découvert 50 mines antichars et antipersonnel¹⁸⁹.

La FOI-A et la FO Kandahar ont fait preuve de plus de logique tout au long du mois de novembre 2006. Un membre de la haute direction a reconnu que la FOI-A a « cheminé en raison d'une exigence de surveiller de façon plus attentive et d'influencer les opérations tactiques » menées par des éléments canadiens (lire la partie sur le groupement tactique) au nom du commandant du COMFEC, mais il y avait d'autres raisons. En fait, la FOI-A n'était « ni dotée en personnel ni équipée » de façon adéquate pour gérer cette opération et la myriade d'autres tâches qui semblaient arriver de nulle part¹⁹⁰. Le Centre d'opérations de la province a officiellement été créé le 15 décembre, mais on croyait que le QG de la FOI-A n'assumerait pas complètement ses capacités opérationnelles avant la fin de février 2007.

Faire partie de l'ELMO

La quasi-absence de l'Armée nationale afghane dans les combats à Kandahar en 2006 était problématique. Effectivement, une partie d'un kandak du 209^e Corps des forces au nord a pu exécuter des opérations au niveau du peloton avec les effectifs de la compagnie, mais c'était clairement insuffisant pour accomplir la tâche, compte tenu de la stratégie des ZDA. La concurrence interne parmi les coalitions pour les kandaks afghans était féroce et le problème était amplifié parce que les FOS des États-Unis avaient deux avantages distincts. Premièrement, elles entretenaient des relations avec les Afghans qui remontaient à 2001. Deuxièmement, les FOS des États-Unis faisaient partie de l'Op ENDURING FREEDOM, et non pas de la FIAS. Ce qui jouait en faveur du Canada, c'est qu'il y avait une représentation importante au Centre d'entraînement militaire de Kaboul et d'autres outils d'influence à Kaboul. Cependant, serait-il possible de les réunir et d'en tirer parti pour déployer plus d'Afghans au sud pour participer aux combats? Ce n'était pas clair à la fin de 2006, mais des efforts ont été déployés par le Lgén Leslie, qui était à l'époque le chef d'état-major de l'Armée de terre, pour utiliser l'influence qu'il avait eue auparavant auprès des dirigeants afghans pendant que le Lgén Gauthier exerçait de plus en plus de pressions en faisant graduellement appel à des politiciens canadiens plus haut placés lors de leurs visites à Kaboul¹⁹¹.

Une autre étape progressive était de réactiver les ETT canadiennes, mais cette fois-ci, sous les auspices de l'OTAN. Les ETT dirigées par l'OTAN s'appelaient des équipes de liaison et de mentorat opérationnel, ou ELMO. La différence était que les ELMO n'offraient pas un soutien logistique pour venir en aide à leurs homologues afghans. C'était un peu ambigu, mais c'était le travail des équipes de logistique avancées des États-Unis (Op ENDURING FREEDOM). Cette action a permis au Canada de prendre part au processus d'appel d'offres de l'OTAN pour les kandaks.

Quoi qu'il en soit, la décision de former une ELMO canadienne a été prise. Sous le commandement du Lcol Jean-Marc Lanthier, 65 membres issus de bataillons du Royal 22^e Régiment à Valcartier ont été rassemblés en août et déployés en octobre 2006. La relation personnelle entre le Bgén Fraser et l'Armée nationale afghane à Kandahar a été fructueuse et l'ELMO a commencé à collaborer avec le 2^e Kandak de la 1^{re} Brigade du 205^e Corps d'armée, qui était sous le commandement du Lcol Sherin Shah Kohbandi. Le Lcol Lanthier et ses équipes ont travaillé conjointement avec le 2^e Kandak et, au moment de l'Op BAAZ TSUCKA, les Afghans étaient de retour au combat à Kandahar, même s'il y avait toujours des défis quant à la façon d'intégrer un processus de planification des kandaks afghans au processus de planification du groupement tactique canadien.

Appuyer les opérations

Le remplaçant du Lcol John Conrad, le Lcol Doug LaBrie, est arrivé plus ou moins au milieu de la planification de l'Op MEDUSA. Le nouvel ESN faisait partie de la même structure avec laquelle Conrad devait travailler, avec environ le même nombre de membres du personnel, soit 245. La situation de l'ESN s'est quelque peu résorbée car le groupement tactique de la FO 3-06 ne se rendait pas jusqu'à Helmand, et, au fil du temps, la FOB Martello a été réduite, transférée puis fermée. Cela a permis à l'ESN de mettre l'accent sur la façon d'appuyer l'opération à Zharey et à Panjwayi. Une ESN avancée a été créée à la Base de patrouille Wilson, où deux jours d'approvisionnements étaient stockés et où les opérations logistiques pouvaient être mieux coordonnées et contrôlées. Les formations de manœuvre avaient deux autres journées d'approvisionnements. Les patrouilles logistiques de combat protégées par le peloton de protection des forces de l'ESN faisaient la navette entre KAF et la Base de patrouille Wilson. On faisait une utilisation maximale des services de transport en sous-traitance locale (les « camions à clochettes ») pour l'équipement non militaire, dans la mesure du possible. Des équipes mobiles de dépannage ont été détachées auprès du groupement tactique, une par compagnie¹⁹².

Lorsque les centres de résistance et les FOB ont été établis à Panjwayi et à Zharey en octobre 2006, cela a fait augmenter les pressions exercées sur l'ESN et la vulnérabilité de ses forces. Des détachements de l'ESN ont été créés pour Ma'Sum Ghar et Sperwan Ghar.

Le manque d'hélicoptères canadiens signifiait que toutes ces installations, qui sont passées d'une seule en août à huit en octobre, devaient être approvisionnées par voie terrestre. L'ennemi a reconnu cet état de fait et a transféré les ressources d'EEI à la route Fosters à l'est pour interférer avec la ligne de ravitaillement. Il convient de noter que les patrouilles logistiques de combat de l'ESN devaient être très disciplinées pendant la transition vers la ville de Kandahar. Une mauvaise utilisation de la force entraînant le décès d'un civil aurait pu dégénérer en émeutes, ce dont les insurgés auraient tiré parti. Durant cette rotation, les patrouilles de l'ESN ont eu recours à la force à 27 reprises, c'est-à-dire en tirant des coups de semonce en direction de véhicules potentiellement chargés d'EEI. Il n'y a eu aucune perte civile lors de ces incidents¹⁹³.

Une patrouille logistique de combat particulière s'est démarquée à l'automne 2006. Une patrouille se dirigeant vers KAF transportant des munitions d'artillerie a été la cible d'un attentat-suicide avec EEI sur l'autoroute 4, juste à l'extérieur de la ville de Kandahar. Le chariot élévateur a été détruit, la remorque y étant rattachée a été endommagée, et quatre civils ont été tués dans l'explosion. Les véhicules endommagés ont été déposés au Camp Nathan Smith pendant que la patrouille a continué son trajet vers la Base de patrouille Wilson. À la Base de patrouille Wilson, le véhicule de réapprovisionnement de la bataille d'artillerie n'est pas arrivé, si bien que la moitié des patrouilleurs sont allés là où se trouvaient les canons M-777 : à Dasht, au nord-ouest de la Base de patrouille Wilson. Lorsque la patrouille est revenue, les talibans l'ont attaquée au mortier. Sur le trajet de retour en passant par la ville, la patrouille a été la cible de GPF. Une équipe mobile de dépannage Bison a répliqué avec une mitrailleuse C-9, pour réprimer l'embuscade, mais le chef d'équipage a été atteint d'une balle au cou. La patrouille a poursuivi son chemin jusqu'à l'entrée de KAF sur l'autoroute 4 et a renversé un véhicule dans le fossé en essayant de prendre un virage à droite. Une équipe mobile de dépannage s'est occupée de récupérer le véhicule tandis qu'un hélicoptère évacuait les blessés¹⁹⁴.

Le Lcol LaBrie et son remplaçant prévu pour la ROTO 3, le Lcol Chuck Mathé, a discuté des problèmes durant la reco de Mathé en septembre 2006. La structure de la force existante devait augmenter son effectif de 80 personnes pour demeurer viable. Avec les capacités d'amélioration de la force, et plus particulièrement les Leopard et les Badger ainsi que les VBL III additionnels d'une compagnie d'infanterie, il fallait 95 membres du personnel supplémentaires pour maintenir le groupement tactique et l'ERP opérationnels¹⁹⁵.

Ces exigences n'ont pas été entièrement abordées à la fin de 2006, mais ont eu une incidence sur l'ESN de la ROTO 3. Le Lcol Labrie a toutefois réussi à convaincre Ottawa de remplacer les véhicules usés du groupement tactique, un à la fois. Les VBL III vénérables mais usés de la FO Orion, après avoir été utilisés par la FO 3-06, ont été renvoyés au Canada par l'entremise de la base de soutien intermédiaire en Turquie pour être reconstruits pendant

que de nouvelles machines arrivaient par avion¹⁹⁶. De même, des VLLR semi-blindés usés de la rotation précédente ont été remplacés par de nouveaux véhicules modernisés et surblindés acheminés par avion du Canada. Les vieux VLLR ont par la suite été utilisés pour former la compagnie d'administration pour soutenir le groupement tactique. Un nouveau véhicule lourd de soutien du Génie a également été déployé à ce moment-là. Ces mises à niveau ont augmenté considérablement le moral au sein des équipes de patrouille logistique de combat de l'ESN¹⁹⁷.

La situation concernant les effectifs était si mauvaise que le Lcol LaBrie a dû mettre fin à des opérations de logistique et de soutien à KAF et déployer ces soldats pour effectuer des patrouilles logistiques de combat et exécuter d'autres fonctions dans les FOB. Par conséquent, l'infanterie n'a pas été obligée de s'occuper de la protection de la force à la Base de patrouille Wilson et les « effectifs » ont été augmentés pour les opérations. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a fini par régler son processus de passation de marchés extrêmement lent pour les activités de maintien de la paix, et le personnel civil en renfort du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes est arrivé à KAF pour s'occuper du matériel et s'acquitter de certaines fonctions de transmissions. Son aide a allégé une partie des pressions¹⁹⁸.

Les soldats du peloton de protection des forces de l'ESN étaient des réservistes qui étaient principalement des étudiants à l'université dans la vie civile. Bon nombre d'entre eux n'avaient aucun permis de conduire militaire avant la formation afin de les préparer au déploiement, mais en l'espace de quelques semaines, ils étaient qualifiés pour conduire les véhicules d'escorte RG-31. Sortant chaque jour de KAF, les patrouilles logistiques de combat devaient circuler le long de l'autoroute 4, puis traverser la ville de Kandahar avant d'atteindre leurs points de livraison situés à l'ouest des districts de Zharey et de Panjwayi. La ville semblait être un théâtre de guerre distinct, car la menace provenait d'attentats-suicides, de voitures piégées et d'embuscades dans les zones urbaines bâties, et non pas de largages de mortiers et de tirs directs dans un contexte rural. Ces soldats sont devenus des experts à traverser cet environnement, sachant où regarder, où tirer et comment réagir dans un environnement congestionné. Certains des soldats du groupement tactique ont dit qu'ils préféraient les combats normaux à Zharey plutôt que ce que les forces de l'ESN devaient faire pour les opérations de patrouille logistique de combat. L'ennemi a toujours su lorsque la patrouille logistique de combat arrivait : il y avait un nombre limité de moyens de traverser la ville et d'innombrables occasions d'embuscades et d'attaques par EEI¹⁹⁹.

La façon de l'ennemi d'utiliser les EEI est demeurée la même qu'à l'époque de la FO Orion. Toutefois, la capacité de lutte contre les EEI du Canada a augmenté. L'équipe de neutralisation des EEI existante, qui effectuait essentiellement une visite d'aide technique, a été renforcée en août grâce à l'ajout d'une équipe d'exploitation des dispositifs et d'un

conseiller en contre-mesures électroniques. Elle a maintenu la relation existante avec la FO Paladin des États-Unis et ses homologues du Royaume-Uni, mais est allée un peu plus loin en appuyant l'établissement de la Force opérationnelle de lutte contre les EEI du Commandement régional (Sud). Les équipes de lutte contre les EEI ont exploité 29 sites et offert un entraînement dans le théâtre d'opérations à 2 500 membres des troupes canadiennes arrivantes. Tout le personnel des opérations de neutralisation des EEI a été regroupé pour former l'organisation de « lutte contre les EEI » à la fin de 2006.

Il convient de noter que le Canada a également envoyé un technicien légiste pour appuyer le laboratoire de protection contre les EEI des États-Unis à la base aérienne de Bagram. Les équipes d'exploitation ont été en mesure de découvrir des renseignements « biographiques positifs » sur les kamikazes et les fabricants de bombes dans 63 p. 100 des sites exploités (comparativement au taux standard de 10 p. 100 utilisés par la police au Canada)²⁰⁰. Ces renseignements biographiques ont été ajoutés aux bases de données du renseignement sur la lutte contre les EEI, en attente d'être corroborés par d'autres renseignements dans le cadre de la situation d'ensemble relative au renseignement de lutte contre les EEI en Afghanistan. Ces renseignements ont permis de relever des données de ciblage sur des réseaux d'EEI et des fabricants de bombes précis.

Enfin, et avant tout, la première installation de transfert des détenus a été construite à KAF. Dotée en personnel par la police militaire basée à KAF et dirigée par le Maj James Fraser, l'installation de transfert des détenus était initialement très rudimentaire : tentes et barbelés dans une enceinte entourée d'aires d'entreposage logistique. L'entente existante Hillier-Wardak de 2005 est demeurée en place : les détenus capturés par les unités canadiennes sur le terrain étaient transférés par les autorités afghanes dans les plus brefs délais. Il y avait des défis liés à la doctrine cependant. L'Armée canadienne n'avait pas vraiment capturé de prisonniers depuis la guerre de Corée. Les opérations de maintien de la paix ont contribué à cette mentalité, même si la police militaire durant la guerre froide avait cette doctrine relative au traitement des prisonniers. Le problème était que l'Armée canadienne aidait le gouvernement de l'Afghanistan et devait gérer, du moins en apparence, les insurgés internes et pas techniquement les prisonniers de guerre. Les complications juridiques de cette situation ont remis en question l'ensemble du système canadien au cours de l'année suivante²⁰¹.

Opérations en novembre 2006

La FO 3-06 a poursuivi son travail sur la route et a doté en personnel les centres de résistance et les FOB, et l'ESN a continué de les approvisionner pendant que de petits groupes d'insurgés vidaient régulièrement les chargeurs de leurs armes légères, visant les soldats des trois organisations. Les patrouilles logistiques de combat ont été la cible de ces attaques par EEI à plusieurs occasions. Un attentat-suicide avec EEI a blessé deux Canadiens et tué

deux civils aux « Arches dorées » sur l'autoroute 4. Même la Batterie E a perdu un VLLR à cause d'un EEI à plateau de pression, qui a blessé deux autres Canadiens. Une patrouille du RCR qui sortait du centre de résistance Nord pour nettoyer une hutte de séchage de raisins a été la cible de l'explosion d'une mine, qui a grièvement blessé deux personnes. Près de Sperwan Ghar, la situation s'était calmée, mais à la fin de novembre, les activités ennemies ont repris. Une patrouille de la FO 31 et de l'ISTAR a tendu une embuscade à quelques insurgés puis, à l'aide des fréquences radio des talibans, a demandé du renfort urgent à Pashto. Puisque le nombre d'ennemis augmentait, un véhicule Coyote de la FRR a été déployé pour les frapper pendant que la Batterie E lançait des mortiers de 81 mm. Un A-10 s'est joint au combat avec quatre bombes de 500 livres. Le décès de 35 ennemis a été confirmé. Pendant que les dommages du combat étaient en train d'être évalués, une autre force ennemie est arrivée, ce qui a donné lieu à des TEC de manière prolongée. Les véhicules Coyote du Maj Lussier formaient la base des tirs pour la manœuvre de la FO 31, et les mortiers et les A-10 constituaient ce qu'on qualifierait de force de la taille d'un peloton. Un combat en retraite s'est ensuivi puisque les insurgés tentaient de fuir au sud, mais on leur a tiré dessus jusqu'à détruire la force ennemie²⁰².

Tragiquement, le 1 RCR a perdu son sergent-major régimentaire le 27 novembre 2006. L'adjudant-chef (Adjuc) Bobby Girouard et son conducteur, le Cpl Albert Storm, ont tous les deux été tués lorsque leur véhicule blindé de transport de troupes Bison a été attaqué lors d'un attentat-suicide avec EEI survenu tôt le matin sur l'autoroute 4. Ces tueries ont été un coup dur sur le plan psychologique pour une force opérationnelle qui comptait déjà 16 décès et près de 100 blessés. Ces décès ont particulièrement touché le Lcol Lavoie. Comme un présage, une patrouille logistique de combat traversant la route Fosters à l'est a déclenché un EEI, blessant un soldat. C'était la première attaque parmi tant d'autres sur cette route principale de service qui était essentielle.

Le Canada participait à un effort pour négocier des missions de paix dans les districts de Zharey et de Panjwayi. C'était un effort conjoint entre le Commandement régional (Sud), l'ECN du Canada et l'ERP. Le principal dirigeant afghan présent était Habibullah Jan, et les réunions ont été tenues dans l'enceinte Sherzai plutôt que dans le palais du gouverneur. Les aînés de Zharey ont présenté leur politique : ils voulaient que les talibans quittent Zharey, que la FIAS cesse de causer des dommages destructeurs dans le district, que les talibans locaux contribuent à reconstruire la communauté, et que tous les postes de contrôle de la police et de l'armée afghane quittent le district, même si ceux sur l'autoroute 1 pouvaient rester. De plus, ils voulaient réélire le chef de district et le chef de police de façon démocratique. Ils fourniraient des gens pour assurer la sécurité. Mais surtout, les aînés voulaient que la FIAS discute avec eux directement pour qu'ils puissent corriger les problèmes. La réponse de la coalition était que les talibans locaux devaient se joindre au programme d'amnistie

Takhim-e Sohl (PTS) et que la formation de la PANA soit offerte pour le personnel de la sécurité local. Lorsque la FIAS était convaincue que la police auxiliaire faisait son travail efficacement, les entrepreneurs en reconstruction seraient autorisés à intervenir. Les aînés ont convenu de communiquer ces renseignements à la population²⁰³.

Durant une réunion de suivi qui a eu lieu le 25 novembre, les aînés de Panjwayi ont essentiellement réitéré la même politique, quand Habibullah Jan était présent. Les participants canadiens avaient l'impression que Jan réclamait pour Kandahar un équivalent à l'entente controversée de Musa Qala, que les Britanniques ont négociée à Helmand. Dans ce cas-ci, les Britanniques ont convenu de quitter la zone si les Afghans en assuraient la sécurité eux-mêmes, mais ce qui est arrivé, c'est que la zone est devenue un refuge pour les insurgés qui faisaient exploser les Britanniques puis se retiraient à Musa Qala, où ils n'étaient pas la cible d'attaques ou n'étaient pas contrôlés par les Afghans.

Durant ces discussions, les participants de la FIAS voulaient qu'Ahmad Wali Karzai participe aux discussions, mais les aînés ont laissé savoir qu'ils ne faisaient pas confiance à Ahmad Wali Karzai et le personnel canadien a reconnu qu'il y avait un clivage entre Habibullah Jan et celui-ci. Au bout du compte, les représentants de la FIAS ont affirmé qu'aucune entente ne pouvait vraiment être conclue sans la participation du gouverneur ou du dirigeant du Conseil provincial. De plus amples discussions risquaient en fait d'aliéner Karzai et Khalid²⁰⁴.

À la fin de ces rencontres, Raziq Sherwai a dit à la FIAS et aux participants canadiens qu'il croyait qu'« Ahmad Wali Karzai tentait d'empêcher les contacts entre la FIAS et les citoyens locaux dans la région à l'ouest de Kandahar et qu'il travaillait activement à empêcher l'arrêt des hostilités dans la région²⁰⁵ » [Traduction]. Lorsque l'idée d'avoir une choura plus grande pour traiter des districts de Zharey et de Panjwayi avec Ahmad Wali Karzai et de faire participer Habibullah Jan a été soulevée auprès du gouverneur, Khalid a affirmé qu'il « doutait qu'Habibullah Jan y assisterait. Il a déclaré avec empathie qu'il [Khalid] ne travaillait pas pour Ahmad Wali Karzai et la suggestion apparente semblait l'offenser » [Traduction]. L'ERP a pu déduire qu'il y avait « un fossé entre Ahmad Wali Karzai et Habibullah Jan, ce qui a divisé en deux groupes les notables de la ville de Kandahar²⁰⁶ » [Traduction]. Les Canadiens ne savaient pas trop la raison d'être de ce fossé, mais il interférait avec tout règlement de problème survenant à Zharey et à Panjwayi.

Op BAAZ TSUKA, de décembre 2006 à janvier 2007

Selon les membres du nouveau QG du Commandement régional (Sud), le Mgén Van Loon était mécontent du niveau de violence utilisée durant l'Op MEDUSA, ce qui est devenu un événement phare pour lui. Il percevait l'Op MEDUSA comme étant incomplète, et en cherchant une grande opération pour que les éléments mobiles fonctionnent à nouveau,

la phase 4 de l'Op MEDUSA est devenue l'Op BAAZ TSUKA (ou Op FALCON SUMMIT), une opération qui effectuerait au final une rotation des forces opérationnelles canadiennes en janvier et février 2007. L'Op BAAZ TSUKA a été conçue pour établir la ZDA de Kandahar. Les principes directeurs de la nouvelle opération s'articulaient autour des engagements avec les dirigeants clés, les opérations d'information et les opérations psychologiques, qui ont tous pour but d'influencer les gens sans forcément les tuer avec des tirs d'artillerie massifs et un appui aérien rapproché. Van Loon voulait dicter le rythme des opérations au quartier général du Commandement régional (Sud) dans cette zone d'opérations et ne permettait pas que les opérations soient confiées au groupement tactique national ou à la force opérationnelle²⁰⁷.

Parallèlement, et contrairement au Bgén Fraser qui croyait à la réduction de l'efficacité des opérations de neutralisation et de capture des FOS à l'époque, Van Loon a introduit un processus de ciblage des leaders plus perfectionné au sein du Commandement régional (Sud). Cela découlait de son intérêt à l'égard d'une analyse des liens entre les « tribus », les « trafiquants » et les autres intervenants. De nombreux efforts ont été déployés pour établir les effets du retrait de certains intervenants, les personnes pouvant être touchées et celles qui ne devraient pas l'être. Une analyse des liens de très haut niveau a été réalisée pour éliminer les conflits pour les FOS du Commandement régional (Sud) et les organisations de FOS ne faisant pas partie de la FIAS. Une cellule spéciale de fusion des cibles a été formée à cette fin puisqu'un grand nombre de personnes figuraient sur les deux listes. À l'avenir, chaque opération de grande envergure aurait une cible où il faut régler des conflits – il n'y aurait plus de superposition avec les FOS de niveau 1 des États-Unis dans l'espace de bataille au milieu de ces opérations – à tout le moins pas en théorie²⁰⁸.

L'Op BAAZ TSUKA a été structurée pour « éviter les points forts des talibans et mettre l'accent sur les opérations d'information soutenues par la manœuvre ». L'idée était que les « démunis » dans ce que le Commandement régional (Sud) appelait de façon simpliste « la tribu Ghilzai » à Zharey et à Panjwayi étaient apparemment le groupe cible du plan. Le personnel du Commandement régional (Sud) de Van Loon croyait qu'il y avait deux « types » de talibans : les endurcis, qui n'étaient pas forcément issus de la région, et les talibans locaux. Ils croyaient qu'une série de manœuvres et le retrait des FOS de certains dirigeants ennemis clés créeraient des pressions pour amener les chefs talibans à demander aux combattants endurcis de quitter les districts. Des intervenants de l'aide humanitaire, de la police et de la gouvernance se rendraient dans les districts et élargiraient le volet amitié du programme Takhim-e-Solh. Les planificateurs du Commandement régional (Sud) croyaient avec optimisme qu'« à la fin de l'opération, on aurait encore besoin des forces du Canada dans la région jusqu'à ce que suffisamment de membres de la PANA soient recrutés pour assurer la sécurité » [Traduction]. Les Canadiens pourraient ensuite retourner à la maison²⁰⁹.

Les autorités à Ottawa surveillaient attentivement l'Op BAAZ TSUKA évolué à la fin de novembre et au début décembre de 2006. L'OTAN tenait ses réunions annuelles de haut niveau, cette fois-ci à Riga, et le Canada insistait fortement pour que plus de membres de l'OTAN participent aux opérations dans le Sud de l'Afghanistan. Aucun ne s'est manifesté. L'observateur de l'alliance, Nile Gardiner, a décrit les frustrations du jour de façon très convaincante :

[Traduction]

L'Allemagne, la France, la Turquie, l'Italie et l'Espagne ont tous rejeté des appels pour envoyer leurs propres soldats afin d'appuyer les forces britanniques, canadiennes et néerlandaises dans le Sud, car la situation est trop dangereuse et les ressources sont « exploitées à leur limite ». La Pologne s'est manifestée [...] De nombreux grands pays de l'Union européenne déploient des forces militaires émasculées en Afghanistan, commandées par de piètres dirigeants politiques qui redoutent la réaction du public à l'égard de la perte de soldats et qui refusent de redéployer leurs soldats au sud pour participer à des opérations militaires contre les talibans. C'est un spectacle désolant qui tourne en dérision l'engagement déclaré de l'Europe envers la lutte contre le terrorisme. L'OTAN est une alliance dans le combat, et non pas un groupe de maintien de la paix glorifié²¹⁰.

Les préoccupations d'Ottawa concernant l'Op BAAZ TSUKA étaient les suivantes : a) les victimes; b) la possibilité que les commandants canadiens croient que les troupes canadiennes étaient trop utilisées par d'autres qui refusaient de faire les « tâches difficiles ». Le message à la FOI-A était clair : évitez de vous retrouver en situation d'engagement décisif²¹¹.

L'Op BAAZ TSUKA a été prolongée et comptait de nombreuses étapes et de trop nombreuses sous-étapes. « Façonner, disloquer et consolider » étaient les principales phases. « Disloquer » avait quatre sous-phases : interdire, perturber, sécuriser, encercler. Chaque sous-phase était confiée à une force opérationnelle ou à une sous-unité distincte. Bref, une compagnie britannique se déplaçait vers l'ouest tandis que la FO 31 effectuait une démonstration de la capacité à Zangabad Ghar. La FO 3-06 descendait l'autoroute 1 et assurait la sécurité de Howz-e Madad, pendant qu'une compagnie aéromobile néerlandaise menait une attaque aérienne dans tout le district de Zharey (voir la figure 11-12).

À la phase 3, aux étapes a, b et c, la gouvernance et la sécurité étaient instaurées dans l'ensemble du district²¹². La FO 31 a proposé ce qu'on appelle un « plan de consolidation » pour le district de Zharey et l'ouest du district de Panjwayi. Cette proposition comprenait la mise sur pied de postes de contrôle de l'Armée nationale afghane et de la police dans des communautés clés et des jonctions routières dans les deux régions²¹³ (voir la figure 11-13).

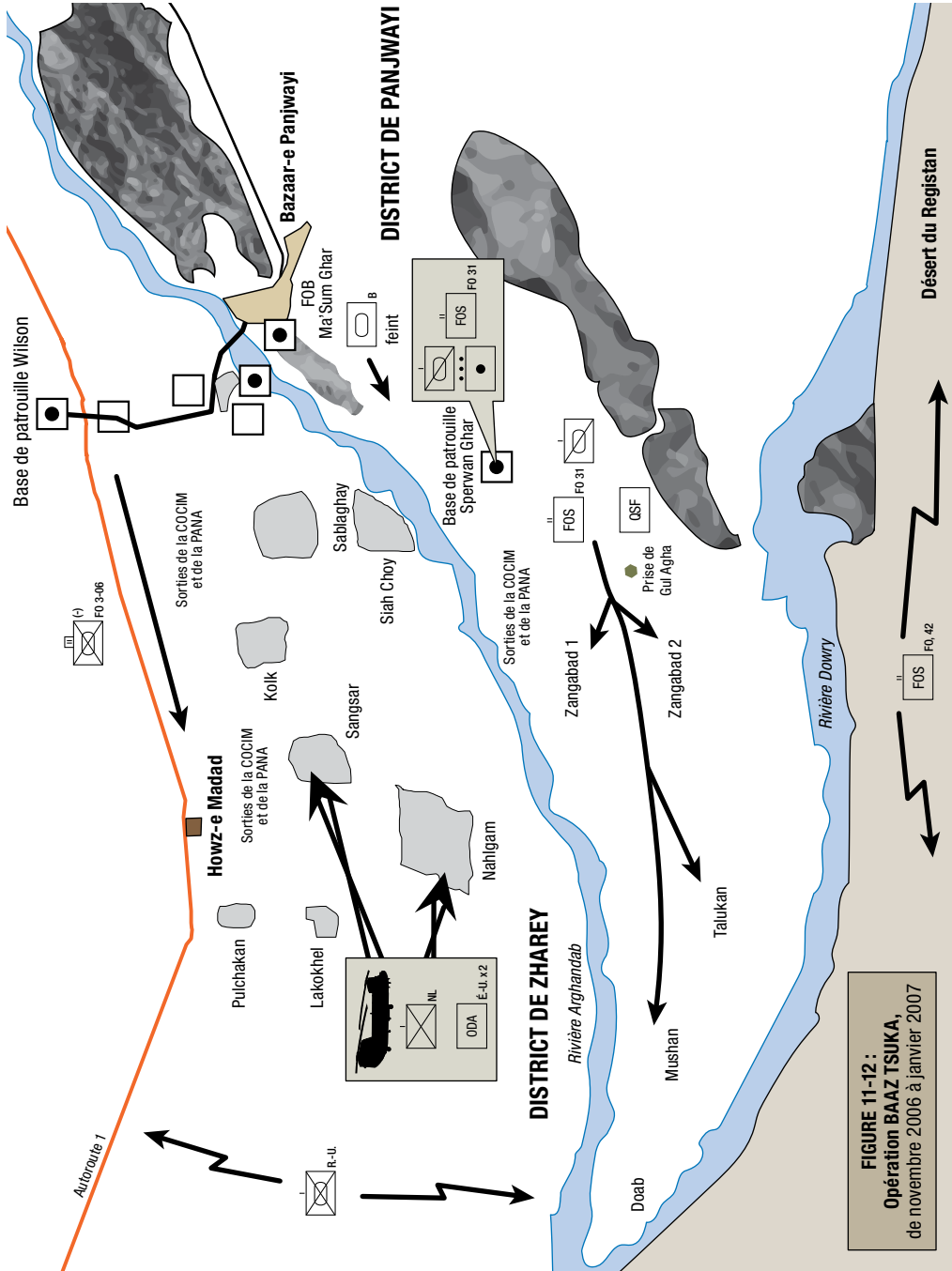


FIGURE 11-12 :
Opération BAAZ TSUKA,
 de novembre 2006 à janvier 2007

Figure 11-12 : Opération BAAZ TSUKA, de novembre 2006 à janvier 2007

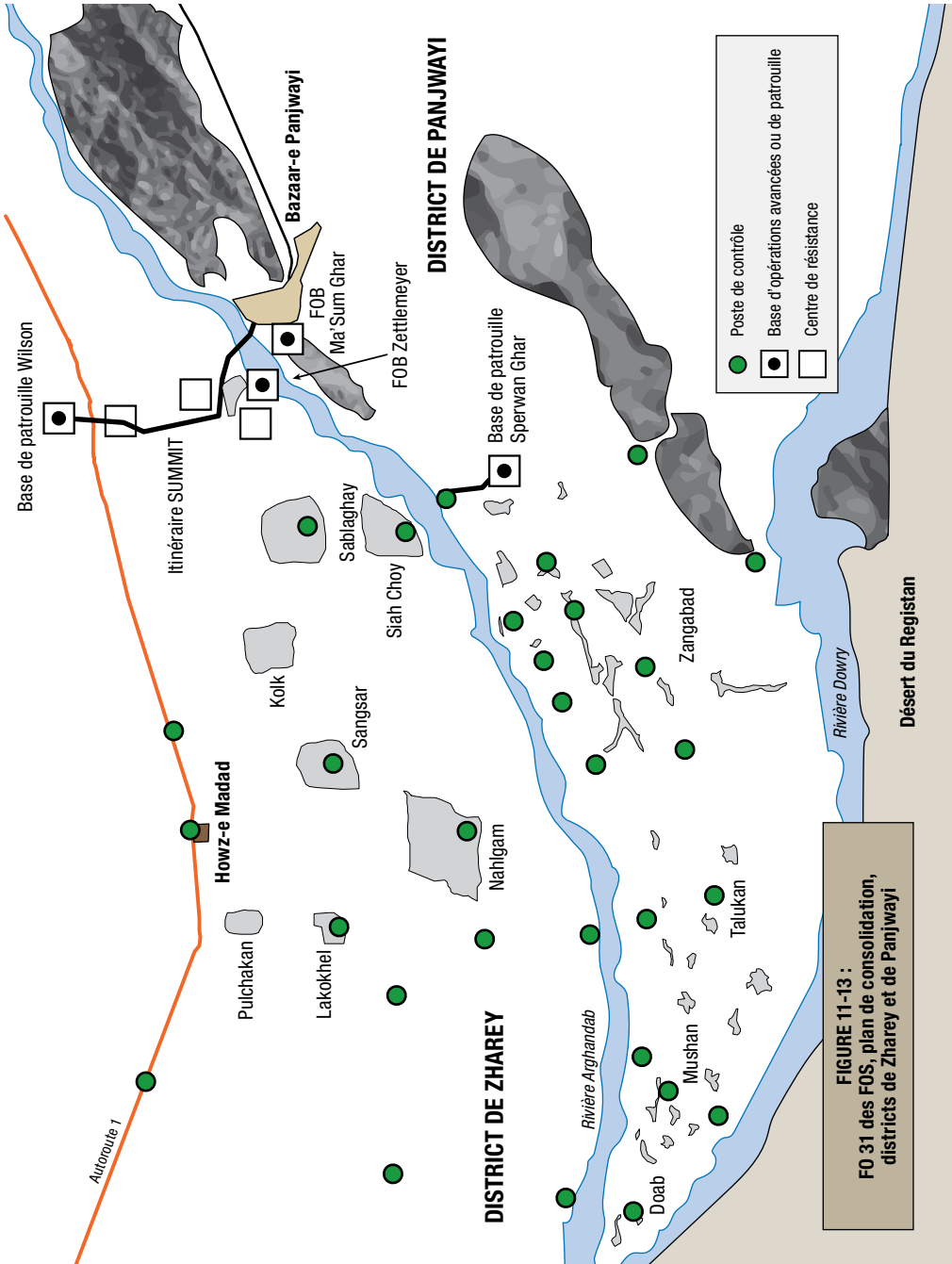


FIGURE 11-13 :
FO 31 des FOS, plan de consolidation,
districts de Zharey et de Panjwayi

Figure 11-13 : FO 31 des FOS, plan de consolidation, districts de Zharey et de Panjwayi

Le Commandement régional (Sud) a évalué que l'ennemi comptait de 400 à 600 combattants déployés dans un périmètre en arc constitué de Sangsar, de Siah Choy, de Zangabad Ghar et de Zangabad, avec un nœud de commandement à Nahlgam et un nœud logistique à Band-e Timor. Un système d'avertissement rapide est situé à l'avant de cet arc²¹⁴.

La FO 3-06 mettait presque seulement l'accent sur la ville du bazar de How-e Madad sur l'autoroute 1. Comme Abdul Khaliq, une personnalité talibane dans le district de Zharey, résidait dans cette ville, le dégagement et l'occupation faciliteraient la sécurité sur l'autoroute 1 et représenteraient une menace à Sangsar, qui abrite l'une des présumées résidences familiales du mollah Omar (l'autre était à Deh Rawod dans la province d'Oruzgan) et sa bande extrémiste « pro-talibane ». Les chars d'assaut feraient une feinte en partant de Ma'Sum Ghar et descendraient la route Fosters en direction de Zangabad Ghar, pendant que le reste du groupement tactique, l'Armée nationale afghane et la PANA installeraient un périmètre de sécurité autour de Howz-e Madad. L'Armée nationale afghane et la PANA se livreraient à des opérations de bouclage et de fouille, feraient venir les équipes de COCIM du Lcol Hetherington et de l'aide de l'ERP, laisseraient la présence policière derrière. Dans le cadre des opérations à la phase 3, la FO 3-06 doterait en personnel les FOS et les centres de résistance de l'itinéraire Summit. Six « périmètres » seraient établis entre l'itinéraire Summit et l'« arc » des villes occupées par l'ennemi. Une compagnie et une compagnie afghane qui travaillent avec l'ERP se rendraient dans ces périmètres et, si les ressources de police et de l'armée étaient suffisantes, elles les dégageraient et les sécuriseraient²¹⁵.

Tandis que les planificateurs travaillaient à l'élaboration de l'Op BAAZ TSUKA, l'ennemi a relevé des points vulnérables dans les dispositions de la coalition et s'est mis au travail. L'ennemi a correctement relevé que la route Fosters était la route principale de service de la FO 3-06 et de la FO 31, et trois attaques avec EEI ont été perpétrées à l'encontre de patrouilles logistiques de combat du 4 au 6 décembre. Quatre Canadiens ont été blessés lors d'une de ces attaques²¹⁶.

Des améliorations ont été apportées au plan. La FO 42, une force opérationnelle des FOS britanniques, était maintenant responsable d'interdire la frontière entre Panjwayi et le désert du Registan. Les États-Unis se sont engagés à utiliser de façon continue la FO 31. Dans ce cas-ci, quatre ODA, chacun avec une compagnie d'infanterie afghane, menaient des opérations à partir de Sperwan Ghar à l'ouest de la Corne de Pankwayi et ont saisi le territoire²¹⁷.

La manœuvre de l'Op BAAZ TSUKA s'est déroulée comme prévu. Toutes les actions prévues dans le plan se sont produites : une compagnie britannique s'est déplacée vers le secteur frontalier des districts de Maywand et de Zharey. Les chars d'assaut ont simulé un mouvement, puis se sont dirigés, avec la force canado-afghane, vers Howz-e Madad et ont sécurisé le territoire. La FO 31 a agi rapidement et a saisi Mushan, Talukan 1, Zangabad-2 et Zangabad-1, avec un ODA et une compagnie d'infanterie afghane. La ville de Zangabad

Ghar a été saisie à l'aide d'un ODA. L'escadron ISTAR a appuyé ces opérations avec des tireurs d'élite et des véhicules Coyote. La compagnie aéromobile néerlandaise et deux ODA de la FO 31 ont attaqué Nahlgam et Sangsar. La FO 3-06 est retournée aux centres de résistance sur l'itinéraire SUMMIT et a préparé des opérations dans les périmètres à l'ouest pour les déminer.

Durant ces manœuvres, il y avait toutefois très peu de contacts. Environ 38 insurgés ont été ciblés en l'espace de trois jours. Fait intéressant et utile, trois dirigeants talibans ont été éliminés : Haji Mullah Sahib, Gul Agha et mollah Sher Jan. Les sous-unités de l'escadron ISTAR et les opérateurs de la FO 31 ont observé l'arrivée de la « Force de sécurité de Qandahar » et des mentors d'autres organismes gouvernementaux (AOG) sur le champ de bataille dans des hélicoptères Mi-17 et des véhicules utilitaires sports non blindés à Zangabad peu de temps avant que la FO 31 et l'escadron ISTAR se soient mis en route vers l'ouest²¹⁸. Gul Agha était un important « bailleur de fonds » pour les talibans, une grande source de financement. Une analyse a laissé entendre que lorsque ces trois dirigeants ont été éliminés, les insurgés à Zharey et à Panjwayi ont caché leurs armes et sont rentrés chez eux²¹⁹.

L'Op BAAZ TSUKA était un effort de coalition pour tuer moins de 40 ennemis. L'issue de l'opération a été déterminante d'une autre façon. La FO Kandahar, et le Commandement régional (Sud) d'ailleurs, avaient désormais une série de lieux défendus dans un périmètre en forme d'arc allant de Howz-e Madad à la Base de patrouille Wilson, descendant aux centres de résistance de l'itinéraire SUMMIT, jusqu'à Ma'Sum Ghar, Sperwan Ghar, Zangabad, Talukan et Mushan. Que faire ensuite? Selon le plan, les aînés locaux, motivés par l'entremise d'engagements avec des dirigeants clés et appuyés par de l'aide humanitaire, devaient former des hommes dans leurs communautés afin qu'ils deviennent des policiers de la PANA. Toutefois, seulement le secteur ouest de Zharey était peuplé et, dans les petites régions contrôlées par le gouvernement, personne ne joignait les rangs de la PANA. De plus, il n'y avait pas suffisamment d'agents dans la Police nationale afghane pour gérer tous ces endroits. Selon l'un de ses commandants de compagnie, le Lcol Lavoie « était au téléphone tous les soirs avec le G3/5 et le chef des opérations pour essayer d'obtenir une présence policière quelconque dans la région²²⁰ » [Traduction]. En ce qui concerne l'est de Zharey, la réinstallation n'était pas substantielle, si bien que les effets que le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar voulaient obtenir de la reconstruction et de la sécurité ne pouvaient pas être générés.

L'évaluation de la situation réalisée par le COMFEC en décembre 2006 faisait état que « le groupement tactique du 1 RCR a été forcé d'adopter une position défensive avec une structure de force qui restreignait les opérations à d'autres parties de la zone d'opérations » [Traduction]. C'était un résultat direct de l'Armée nationale afghane « qui ne réalisait que de modestes progrès » et de la police nationale afghane « abandonnant son rôle de soutien

sur l'itinéraire Summit²²¹ » [Traduction]. Le Canada et ses partenaires étaient maintenant en place dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Peu de travaux de reconstruction, voire aucun, étaient réalisés dans presque tous les districts de Kandahar, encore moins dans les districts qui étaient censés faire partie de la ZDA.

Au début de décembre 2006, l'Escadron B était établi à la FOB Ma'Sum Ghar qui était maintenant en pleine croissance. La « MSG », comme on l'a communément appelée, a construit des installations autour de l'enceinte existante sur le terrain plat. Le 23^e Escadron de campagne a procédé à des travaux de démolition à l'aide d'un bouteur partout au Ghar et a construit des bunkers pour l'Armée nationale afghane dans les éléments en hauteur. L'artillerie est arrivée par avion dans un système de contre-bombardement HALO et ses antennes se sont mêlées aux multiples systèmes de communications déjà installés. L'ESN a fait intervenir un détachement, puis il y a eu « maintenance Tango », le corps du Génie électrique et mécanique responsable des chars Leopard et des EBG Badger. La MSG était en train de devenir en quelque sorte un cuirassé stationnaire, au milieu des districts de Zharey et de Panjwayi, avec des tours et des tourelles pointant dans toutes les directions. La FOB a attiré son lot d'attention ennemie, cette fois-ci des roquettes de 107 mm semblables à celles larguées sur KAF, en plus de tirs de mortiers et d'armes légères.

L'Escadron B avait trois troupes de chars Leopard C-2 armés de canons de 105 mm. Les Leopard étaient également munis d'équipement de combat nocturne. Dans les positions d'intervention, ils pouvaient tirer sur n'importe quelle cible à une distance de deux kilomètres. À partir du 3 décembre, une équipe dotée de roquettes de 107 mm a été la cible d'une attaque et a été détruite par l'un des chars d'assaut. La trajectoire en ligne droite des pièces explosives de 105 mm anti-char était extrêmement précise. Une semaine plus tard, un mortier de 82 mm a été largué sur la MSG, accompagné de tirs de 105 mm. Les soldats des blindés du Maj Cadieu, travaillant en collaboration avec leurs collègues de la reco et de l'artillerie, ont élaboré des tactiques dans le cadre desquelles des tirs directs élimineraient la cible, et l'artillerie était appelée pour intercepter et détruire les combattants ennemis qui s'étaient dispersés et avaient survécu au premier tir. Les insurgés locaux ont commencé à être sur leurs gardes lorsqu'ils circulaient aux alentours de la MSG²²².

Les objectifs de l'ennemi ont changé, et les forces ennemies s'en sont prises à nouveau aux centres de résistance de l'itinéraire Summit. Du 7 au 11 décembre, les insurgés ont orchestré trois attaques distinctes. Dans ces trois attaques, l'Escadron B avait soit une troupe présente à un centre de résistance, soit une troupe en position d'intervention pour fournir du soutien à la Compagnie B. Un peloton d'insurgés a attaqué les centres de résistance Nord et Centre : un tir de 105 mm a tué 12 combattants ennemis. Une salve de GPF a été larguée sur le centre de résistance Ouest le 9 décembre. Deux combattants ennemis armés de GPF ont été tués. Dans une attaque contre un poste de contrôle de l'Armée nationale afghane sur l'itinéraire Summit, une autre équipe antichar ennemie a été déployée²²³ (voir la figure 11-14).

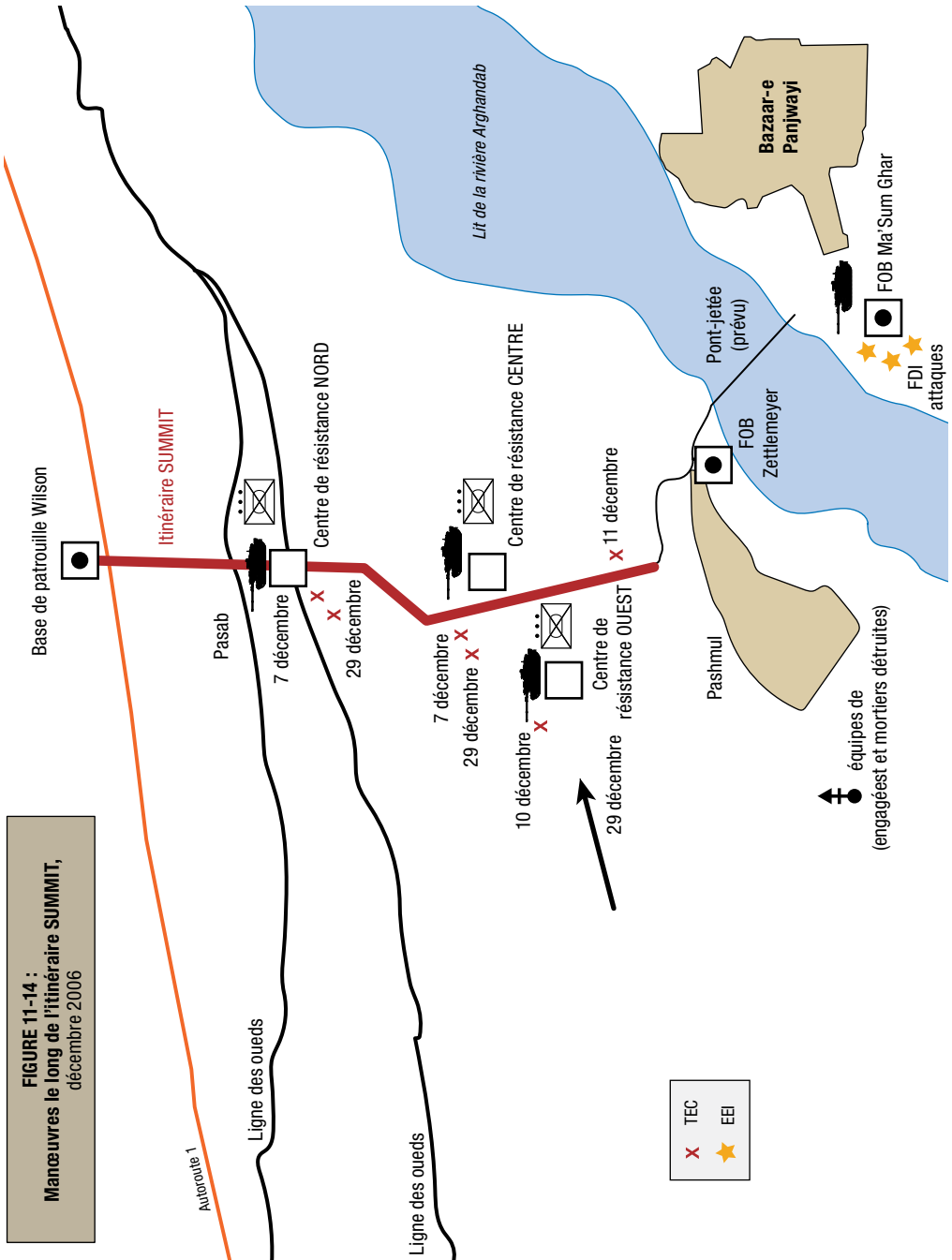


Figure 11-14 : Op dans les districts de Zharey et de Panjwayi, décembre 2006

Cependant, le déploiement n'a pas freiné l'insurrection. En changeant de tactiques, l'ennemi a orchestré une importante attaque sur le centre de résistance Ouest la nuit du 29 décembre. Le centre de résistance Ouest dominait la région de Pashmul, et plus particulièrement le cimetière que les insurgés utilisaient comme point de ralliement en juillet 2006. La Compagnie B effectuait régulièrement des patrouilles de dégagement à partir des centres de résistance et a rencontré quelques personnes de retour dans la région, parmi lesquelles la Compagnie B était certaine qu'il y avait une proportion élevée d'insurgés. Ce soir-là, un équipage de VBL III dans une position d'intervention a aperçu un groupe d'hommes en train de débarrer un gros objet dans un immeuble adjacent au centre de résistance. En raison des règles d'engagement restrictives, la Compagnie B ne pouvait pas tirer sur eux avant que l'objet lance un obus anti-char explosif de 82 mm en caisse défilée. Les VBL III et trois mitrailleuses ont fait feu du côté canadien. Le Maj Abthorpe a détecté 20 insurgés se déplaçant dans un champ de raisins adjacent, en train de préparer une attaque. Une arme anti-char ennemie a détruit la tourelle du VBL III, le rendant hors service, mais les membres d'équipage n'ont pas été tués²²⁴.

Plus loin sur la route, tous les autres centres de résistance ont été la cible de tirs d'armes légères simultanés et concentrés. De retour au centre de résistance Ouest, les VBL III ont fait feu sur la force d'assaut ennemie pendant que le peloton au centre de résistance lançait des tirs d'artillerie de la Batterie E, mais une mauvaise manœuvre a fait que l'obus a atterri juste à côté du centre de résistance – et, par pure coïncidence, directement sur les combattants ennemis qui l'avaient atteint. L'officier observateur avancé a riposté en lançant des tirs en direction ouest, afin de repousser l'ennemi. Les tirs ont cessé et le Maj Abthorpe s'est préparé à mettre fin aux TEC. Le Maj Jay Harvey a pris la radio et lui a dit qu'ils surveillaient l'action à partir d'un MQ-1 Predator et d'un TUAV. Au Centre des opérations tactiques du groupement tactique, ils pouvaient voir 20 insurgés qui avaient survécu à l'artillerie, mais ils pouvaient également voir deux groupes de combattants qui se regroupaient derrière le cimetière, chacun d'environ 65 à 80 combattants. Le peloton et le quartier général de la Compagnie B commençaient à manquer de munitions. Les obus de 155 mm continuaient d'être largués tandis que le Lcol Lavoie a ordonné à l'Escadron B du Maj Cadieu d'entrer en action. Deux troupes de Leopard C-2 de Ma'Sum Ghar sont arrivées et ont déployé un « mur d'acier » autour du centre de résistance Ouest, tuant environ neuf insurgés²²⁵.

Après la bataille du centre de résistance Ouest, l'ennemi a eu à nouveau recours aux EEI et aux embuscades avec armes légères sur l'itinéraire Summit. La FO 3-06 a orchestré quatre opérations de perturbation de la taille d'une équipe de combat au début de janvier 2007. Combinant l'escadron de chars Leopard et une compagnie d'infanterie (parfois canadienne, parfois afghane avec une ELMO canadienne) et des éléments blindés du Génie canadien, la FO 3-06 a sécurisé Howz-e Madad, a procédé à des opérations de dégagement à l'ouest

de l'itinéraire SUMMIT, a fait une descente sur Siah Choy et a sécurisé un emplacement pour une équipe britannique d'exploitation de sites sensibles. Ces opérations ont adopté une approche semblable. Les chars à charrue de déminage étaient utilisés dans les terrains découverts, tandis que les EBG Badger et les chars à lame étaient utilisés dans les terrains découverts pour réduire l'utilisation d'EEI par l'ennemi. Les chars à lame se sont disposés en arête de poisson pour l'infanterie dans les VBL III derrière les véhicules de dégagement pendant que l'opération pour créer une brèche était en cours. L'infanterie a dégagé les lieux suspects. Une fois que les chars d'assaut avaient surveillé la zone cible, l'infanterie et les sapeurs ont dégagé l'objectif. Ensuite, l'équipe de combat s'est retirée en empruntant une autre route²²⁶. La COCIM a été appelée en renfort pour gérer les réclamations pour dommages, ce qui nécessitait une certaine forme de gouvernance dans le district de Zharey.

Des considérations pratiques de l'ERP et la ZDA

Les efforts déployés par le gouvernement de l'Afghanistan pour mettre en branle le Programme national de solidarité (PRONASOL) dans la province de Kandahar ont été éclipsés par les autres opérations menées dans les districts de Zharey et de Panjwayi. L'ACDI s'est avérée utile, car son personnel était en mesure de surveiller, de façon indépendante, l'efficacité avec laquelle les conseils de développement communautaire (CDC) et les assemblées de développement des districts (ADD) prenaient forme par l'entremise de leurs relations avec l'ONU-Habitat, le partenaire pour la mise en œuvre du PRONASOL. En effet, l'ERP a commencé à utiliser le nombre de CDC et d'ADD dans la province, et plus particulièrement, dans des zones contestées pour mesurer le succès durant cette période.

Le PRONASOL était actif dans 7 des 17 districts de Kandahar en novembre 2006. Le nombre de CDC et de projets approuvés dans chaque district servait de guide (extrêmement) approximatif pour mesurer le progrès. Dand, par exemple, avait 133 CDC élus avec 325 projets approuvés. Panjwayi, pour sa part, avait 27 CDC et 15 projets approuvés. Les projets, dans ce cas-ci, étaient des canaux d'irrigation et des dérivations de barrage, des travaux de drainage, des ponceaux routiers, des sources d'alimentation électrique, la distribution de machines à coudre, des puits, des pompes et des réservoirs. Pratiquement aucun des projets n'était sur le point d'être terminé en raison du manque de fonds versés par des ADD non existantes et d'un Comité de développement provincial moribond. La situation a entraîné de plus en plus de problèmes de crédibilité auprès de la population locale. Les districts appuyés par le PRONASOL étaient notamment Maywand, Panjwayi, Zharey, Arghandab, Dand, Daman et Shiga – essentiellement la ZDA et le long de l'autoroute 1, d'importance cruciale. Les autres districts étaient essentiellement laissés à eux-mêmes²²⁷.

Le principal exemple de réussite de l'ERP dans la deuxième moitié de 2006 était l'établissement de relations avec le gouvernement, ce qui a facilité le retour de la population dans des parties des districts de Zharey et de Panjwayi. Avec l'arrivée d'une compagnie consolidée de protection des forces formée des bataillons du Royal 22^e Régiment en décembre, l'ERP a été en mesure de réorganiser ses détachements COCIM puisqu'ils ne dépendaient plus du groupement tactique à des fins de protection et de sécurité. Le Royal 22^e Régiment était accompagné de deux pelotons de VBL III et d'une multitude de RG-31. Cela a augmenté considérablement la mobilité et a facilité grandement les opérations de l'ERP. Cela a également aidé les autres ministères à assouplir leurs restrictions de sécurité contraignantes, ce qui a facilité leurs activités. Même Corrections Canada a envoyé deux personnes pour évaluer le système d'incarcération afghan. Cela a également libéré les troupes du groupement tactique qui pouvaient accomplir d'autres tâches. Gavin Buchan du MAECI a calculé que l'arrivée de la compagnie de protection des forces a fait augmenter le taux de « sorties » de l'ERP, le faisant passer de deux éléments de tâche par jour à huit et neuf éléments de tâche par jour. L'augmentation radicale du « volume de contacts » avec des détenteurs de pouvoir de Kandahar a aidé à restaurer l'influence du gouvernement canadien afin de rétablir les niveaux à ce qu'ils étaient avant l'assassinat de Berry d'ici janvier 2007²²⁸.

Le rôle de l'ERP dans l'Op BAAZ TSUKA a été facilité par les nouvelles capacités. Les détachements COCIM ont été en mesure de fournir de l'« aide matérielle » (expression politiquement correcte dans le jargon militaire pour désigner de l'« aide humanitaire » et qui traduisait les demandes de plus en plus pressantes de la communauté des organisations non gouvernementales pour ce qui est de respecter l'« espace humanitaire »), sous la forme de « bombes COCIM ». Il s'agissait de conteneurs maritimes renfermant des cargaisons d'outils, de denrées alimentaires et d'autres articles qui pourraient être livrés par les « camions à clochettes » en sous-traitance ou par l'ESN à une région qui est en train d'être repeuplée. Un autre concept connexe était celui où des conteneurs maritimes modifiés et équipés ont servi de postes de contrôle policiers mobiles et déployables.

L'ERP a pu mettre l'accent sur les personnes qui sont retournées dans la région tout au long du mois de janvier 2007. Une séance de photos avec le gouverneur dirigeant quelques centaines de personnes revenant à Sperwan a été coordonnée avec la réouverture de l'école Sperwan, la prestation d'« aide matérielle » et la tenue d'une grande choura avec les aînés locaux : des visites médicales dans les villages ont également été prévues dans le cadre des événements. Une autre s'est déroulée le 10 janvier à Zangabad, avec 200 familles. Vers la fin du mois, 161 personnes sont retournées à Pasab dans le district de Zharey et 100 personnes sont retournées à Musa Khan. Cependant, le secteur est du district de Zharey est encore non peuplé²²⁹.



Photo : MDN IS2006-0388

Le commandant de l'ERP, le Lcol Simon Hetherington, accompagné par le Maj Harjit Sajjan et une représentante de l'USAID, Ashley Abbott, travaille avec la choura du district de Panjwayi pour réduire les effets des opérations militaires dans la région.

Un autre endroit négligé était la ville de Kandahar, située au cœur de la ZDA. Lorsque le Mgén Van Loon a pris le relais en novembre, il a ordonné qu'un plan de contingence d'abord appelé BAAZ et qui est devenu plus tard l'Op BAAZ SATYR, soit élaboré pour « détourner l'attention de l'Op MEDUSA [zone d'opérations] et porter plutôt l'attention à ce qui a toujours été notre centre de gravité, la population de la ZDA de Kandahar. Ce que je cherchais à faire, c'était de m'assurer que les auditoires locaux et internationaux prennent conscience de l'amélioration de la situation [dans la ville de Kandahar] [...] »²³⁰ » [Traduction]. L'Op BAAZ était complètement axée sur la ville. Des FOS étaient déployées dans les secteurs « rouges », tandis que l'ERP, avec sa compagnie de protection de la force entrante, renforcée par les opérations psychologiques néerlandaises, mènait des patrouilles conjointement avec la police. L'objectif du plan de contingence BAAZ était de donner un faux sentiment de sécurité pour que la ZDA puisse être officiellement établie et qu'une victoire soit déclarée. L'ERP, cependant, n'était pas enthousiaste. Elle n'était pas convaincue que suffisamment d'habitants de la ville étaient pro-gouvernement pour tenter ce coup des opérations d'information croyait que la police afghane devrait être soutenue par une approche de deuxième ligne, une approche qui véhiculerait le meilleur message selon lequel les Afghans étaient en charge. Quoi qu'il en soit, l'ERP n'était pas organisée pour commander des patrouilles débarquées dans la ville²³¹.

Van Loon voulait déployer une compagnie néerlandaise dans la ville comme solution de rechange. Cependant, les planificateurs canadiens ont appris que la MANUA, qui a affirmé qu'il y avait plus de contrôle ennemi sur la ville que ce que les évaluations canadiennes prétendaient, a influencé Van Loon dans sa décision. Lorsque la nouvelle s'est répandue, la communauté des organisations non gouvernementales, les Nations Unies à Kandahar et le gouverneur adjoint se sont violemment opposés à l'idée. À leur avis, il était préférable d'éliminer les terroristes en faisant appel aux forces policières et aux FOS plutôt que de se livrer à de lourds combats urbains, ce qui attirerait probablement de plus en plus de combattants ennemis et causerait de graves dommages à la ville et à ses habitants²³².

Avec toutes les manœuvres à l'ouest de la ville, les gens ont oublié qu'il y avait un problème dans la ville en soi. Les planificateurs canadiens ont remarqué que les membres du renseignement du Commandement régional (Sud) continuaient de copier-coller à répétition les mêmes données généralisées dans leurs séances d'information. Lorsque le CRTS a réalisé sa propre analyse, il a confirmé que l'ennemi avait élargi sa présence dans le « cône » au nord de la ville, le district de Loy Wala. Les mollahs étaient de plus en plus véhéments dans leur position contre la FIAS et le gouvernement, et cette influence a contaminé les districts de l'est de la ville. Loy Wala semblait être de plus en plus une zone « à éviter », a facilité des attaques par EEI sur l'autoroute 1 à l'ouest de la ville, mais plus important encore, a appuyé des attaques perpétrées sur l'autoroute 4 à KAF et sur l'autoroute 1 à l'est de la province de Zabul.

L'analyse de la FOI-A a donné lieu à deux projets. Il y a eu premièrement l'idée d'une voie de contournement au sud de la ville de Kandahar, qui permettrait aux forces de la FIAS à KAF de déployer ses troupes à l'ouest sans devoir traverser la ville. Il y a eu deuxièmement l'Op PORTCULLIS. Il y avait quatre postes de contrôle existants dans la ville, essentiellement les points cardinaux. L'Op PORTCULLIS a proposé 12 postes de contrôle avec des policiers couvrant toutes les principales entrées et a été déployée de façon approfondie, plus particulièrement sur les approches à l'est, qui avaient des problèmes avec les EEI.

Pour diverses raisons, l'idée de la voie de contournement prenait du temps à élaborer et serait très problématique. Ce n'est qu'en 2011 qu'un semblant de voie de contournement a été achevé. L'Op PORTCULLIS était une idée attrayante. L'ERP a joué un rôle de premier plan dans sa conception, principalement parce qu'elle faisait grandement appel aux connaissances spécialisées des Canadiens en matière de maintien de l'ordre. Pour compenser les lacunes des Allemands dans le secteur du renforcement des capacités de la police, le Canada a été en mesure de déployer trois conseillers de la police locale supplémentaires à l'ERP, ce qui a porté leur nombre à cinq. Leurs relations avec la Police nationale afghane, en plus des relations établies avec le gouvernement par le Lcol Hetherington et son personnel étaient

des éléments clés qui ont permis de façonner le plan²³³. Il ne faut pas oublier que l'ERP a fait des tentatives qui remontent à 2005 pour évaluer l'état des dispositions et des capacités de la Police nationale afghane.

L'idée sous-jacente à l'Op PORTCULLIS était le concept des postes de contrôle policiers mobiles et déployables, qui a été mentionné précédemment. Des postes de contrôle des véhicules temporaires composés de parois du bastion HESCO et de conteneurs maritimes pourraient facilement être installés jusqu'à ce que des sous-stations policières plus permanentes soient construites. La présence accrue dans les lieux prévus pour l'Op PORTCULLIS était jugée comme étant critique, et plus particulièrement sur l'autoroute 4, qui devait avoir quatre postes de contrôle²³⁴. Comme d'habitude, le problème était le manque de personnel dans la Police nationale afghane. Comme l'accent était dorénavant mis sur la PANA, la pseudo-milice, il y avait une concurrence pour obtenir des ressources aux centres d'entraînement des régions.

La situation du maintien de l'ordre dans les zones d'intérêt canadiennes à l'extérieur de la ville continuait d'être problématique. L'ERP de la COCIM, par exemple, a relevé de multiples organisations policières non coordonnées distinctes dans le district de Zharey. La Police nationale afghane, contrôlée par le Col Akka, avait quatre postes de contrôle près de Howz-e Madad, deux à Senjaray, un dans le centre du district de Zharey, deux camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays au nord de l'autoroute et un autre à Maku, le long de l'autoroute 1. Il y avait une « patrouille routière » à partir de Pasab, qui longe aussi l'autoroute 1. Un autre groupe de la Police nationale afghane qui menait des opérations à partir de la FOB Zettelmeier le long de l'itinéraire Summit faisait rapport à Haji Agha Lalai Dastagiri. Habibullah Jan avait son propre corps de police à Senjaray. Ils avaient leurs propres postes de contrôle en plus des postes de contrôle de la Police nationale afghane sur l'autoroute 1. Un autre groupe de la Police nationale afghane, payé par le gouverneur, assurait la sécurité du camp de personnes déplacées à l'intérieur du pays, à Panjwayi. L'unité 005 de la police de réserve et ses anciens membres étaient en opération là où ils voulaient²³⁵.

Le général Asmatullah Alizai, le chef de police de la province de Kandahar, était censé avoir autorité sur Akka et, en théorie, sur toutes ces forces. En réalité, le gouvernement a rassemblé Akka et ses hommes dans la province de Zabul et les a déployés dans le district de Zharey. Akka était hostile à l'égard d'Habibullah Jan et de son « corps de police » à Senjaray. La situation a généré certaines tensions, que les talibans ont exploitées, et la police a eu du mal à prendre le contrôle dans les districts de Zharey et de Panjwayi²³⁶.

Tandis que l'ERP commençait les travaux préparatoires administratifs pour l'Op PORTCULLIS, le problème consistait à savoir comment gérer les réseaux d'insurgés dans la ville sans transformer la ville de Kandahar en 2007 en ce qu'était devenue la ville de

Mogadiscio aux alentours de 1993. Selon les données du renseignement, les commandants ennemis clés des batailles dans le cadre de l'Op MEDUSA auraient exfiltré la région et se cacheraient à Loy Wala. La FOI-A n'a pas traité entièrement la situation, probablement en raison de la priorité accordée à l'action qui était menée à l'ouest de la ville pendant que le quartier général continuait de mener le combat. C'était en grande partie la responsabilité des FOS.

Au début de janvier 2007, la FOI-A a établi une perspective plus détaillée sur l'Op SATYR PYRRHA. Les planificateurs estimaient que cette opération chevauchait la phase 3 de l'Op BAAZ TSUKA. Le QG de la FIAS avait l'intention d'accomplir deux choses : établir les ZDA et garder l'autoroute 1 ouverte en améliorant la sécurité. La FIAS a décidé, contrairement à l'approche de Van Loon, que la sécurité l'emporterait sur le développement parce que la sécurité « établit les conditions pour la reconstruction et le développement à long terme » [Traduction], et non l'inverse. La FO Kandahar visait à « isoler et neutraliser les éléments perturbateurs pour assurer la sécurité et permettre la reconstruction et le développement » [Traduction]. Il y avait des pages et des pages de tâches, mais parmi ces tâches, il y avait la nécessité d'élaborer un plan pour contrôler les déplacements dans la ville de Kandahar dans le cadre de la sécurité de l'autoroute 1, qui était en synergie avec la sécurité des ZDA²³⁷.

Conclusions

L'Op MEDUSA, comme il fallait s'y attendre, a occupé une place centrale à l'automne 2006. C'était l'une des plus grandes opérations canadiennes. L'exécution était de toute évidence de nature cinétique et représentait ce à quoi une bataille devait ressembler, selon les médias et les autres observateurs. C'était également une bataille cruciale dans le cadre de la perspective stratégique du Canada. Si l'Op MEDUSA avait échoué, le gouvernement canadien serait probablement tombé au combat, ce qui aurait eu des effets importants sur la présence du Canada en Afghanistan. La possibilité d'une réaction en chaîne sur un certain nombre de membres déjà nerveux de l'OTAN était bien réelle. Lorsque le Lgén Gauthier a eu une rencontre individuelle avec le Lgén Richards à Kaboul, on lui a dit que si l'opération échouait, l'OTAN échouerait²³⁸.

L'Op MEDUSA détournait cependant l'attention et des ressources des efforts de reconstruction et de développement depuis un certain temps. Cela a également forcé les commandants canadiens à consacrer la majorité de leurs ressources à une partie d'un seul district, celui de Zharey, tout en participant à l'économie d'effort dans les districts de Panjwayi et de Shah Wali Kot. Très peu a été accompli dans la ZDA désignée. Ce n'est que grâce au déploiement de plus de forces dans la rotation que la mobilité a été rétablie à l'ERP pour qu'elle puisse sortir et effectuer son travail.

La nature de la menace ennemie pour la ville de Kandahar, cependant, exigeait une opération « cinétique » claire et sans équivoque à cet endroit et à ce moment-là. Lorsque la FO Orion a cerné le problème des insurgés et a gagné du temps avec la bataille du 3 août contre le mollah Naqib et le district d'Arghandab, la FO 3-06 a insisté sur le fait que le Canada était disposé à combattre et à payer de son sang pour protéger la ville et ses habitants. Indirectement, l'Op MEDUSA a gardé l'autoroute 1 ouverte pour que les renforts britanniques en direction d'Helmand puissent continuer à être déployés et à soutenir leurs efforts menacés dans cette province.

Il y avait toutefois des effets non voulus liés à l'Op MEDUSA, certains étaient négatifs et d'autres, positifs. Premièrement, certains, au sein des Forces terrestres des États-Unis critiquaient la conduite de l'Op MEDUSA qu'ils nommaient « CANACONDA », dans le dos des Canadiens, et ce, de façon injuste et avec dérision. Lorsque les Canadiens l'ont su, ils se sont froissés, surtout le chef d'état-major de la Défense (CEMD). Il y avait d'autres expressions malsaines de nationalisme de bas étage sous forme écrite provenaient de sources des États-Unis et du Canada. La nature de la bataille, dont certains éléments avaient tendance à être conventionnels avec un appui-feu important, a créé une concurrence non officielle parmi certains des officiers canadiens qui ont essayé de comparer leurs dernières opérations à la « prétendue » norme de l'Op MEDUSA. On aurait aussi bien pu comparer des pommes à des oranges. Dans certains briefings qui ont eu lieu après l'Op MEDUSA, on abusait de l'expression « depuis la Corée », ce qui, peut-être, a intensifié les attentes de certains concernant les combats en Afghanistan.

La quête inévitable du Saint-Graal d'une « bataille décisive » et d'une « victoire » par les amateurs, les médias et les politiciens ont trouvé un terrain fertile dans des opérations comme MEDUSA. Lorsque l'ennemi continuait à se battre, il était facile pour les gens non instruits de qualifier l'Op MEDUSA d'opération ratée, et ce, malgré les réussites à l'arrière-scène dans la province de Kandahar et les alentours. L'OP MEDUSA a eu des effets psychologiques sur l'ennemi, même dans des endroits aussi lointains que le Commandement régional (Est) où il y a eu des effets considérables dans le théâtre. Lorsque la FOIM-76 s'est réarmée pour dégager les provinces dans le Commandement régional (Est) dans le cadre de l'Op MOUNTAIN FURY, les réseaux du renseignement des États-Unis ont appris que les commandants des insurgés dans les trois provinces observaient étroitement ce qui se passait à Kandahar. Comme un officier d'état-major canadien à Bagram l'a déclaré : « Tous les méchants ont vu toute la puissance de combat et ont dit 'Bordel!', ont lâché leurs armes, sont partis en direction des collines, puis rien n'est arrivé²³⁹ » [Traduction].

Le Commandement régional (Sud) a conçu et mis sur pied l'Op BAAZ TSUKA qui a été, cependant, une opération ratée et a eu des conséquences à long terme pour le Canada à Kandahar. L'Op BAAZ TSUKA n'a pas pu étendre le contrôle de la coalition au

district de Zharey à l'ouest de l'itinéraire SUMMIT, alors que l'opération dispersait trop les forces de la coalition dans l'ouest du district de Panjwayi. Les capacités de gouvernance et de développement étaient tout simplement insuffisantes pour les soutenir, et il n'y avait certainement pas suffisamment de sécurité. Le principal enjeu était la présence policière insuffisante pour maintenir la sécurité après le départ des forces militaires. Lorsque le Commandement régional (Sud) était à la recherche du Saint-Graal à Helmand durant l'Op ACHILLES (voir le volume 2), le Canada, ou à tout le moins la FO 1-07 entrante, a dû écoper. Tout compte fait, cependant, les soldats de la FO 3-06 et leurs alliés ont repris le flambeau que leur a transmis la FO Orion et ont livré bataille à divers combattants insurgés, étrangers et nationaux, et ont connu beaucoup de succès dans ces conditions environnementales et politiques ardues.

NOTES

1. L'Op MEDUSA n'avait pas d'équivalent dans les autres commandements régionaux, où l'ennemi n'avait pas de la même capacité sur un terrain semblable, aux environs d'une ville, Kandahar, revêtant un caractère central. Les unités des États-Unis rattachées au Commandement régional (Est) n'ont jamais rencontré durant 2006 une résistance aussi forte de la part de l'ennemi que celle à laquelle se sont heurtées les troupes de la coalition dans la province de Kandahar.
2. Rencontres de l'ERP avec des dirigeants clés, « Meeting with Governor Asadullah Khalid re: Southern Security Situation », 17 août 2006.
3. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai, 21 août 2006.
4. Séance d'information de la FOM Aegis à l'intention de l'auteur, 29 juin 2006. L'auteur a participé à des réunions de la FOM Aegis où des discussions ont eu lieu sur le concept des zones de développement.
5. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai », 21 août 2006.
6. Le Commandement régional (Sud) a continué de se nommer la FOM Aegis jusqu'à l'automne 2006.
7. Entrevue avec le Lgén David Fraser, 28 avril 2014.
8. Entrevue avec le Lcol Shane Schreiber, Edmonton, 16 mai 2007.
9. « Meeting with Governor Asadullah Khalid re: Southern Security Situation », 17 août 2006.
10. Entrevue avec le Lcol Shane Schreiber, Edmonton, 16 mai 2007; entrevue avec le Col Brad Booth, Carlisle, 27 août 2008.
11. Entrevue avec le Lgén Fraser.
12. Entrevue avec le Mgén Ben Freakley.
13. Courriel du Lcol Shane Schreiber à une liste de distribution, « Warning Order-Clear Within Sector Highway 1 », 9 août 2006.
14. Entrevue avec le Col Brad Booth, Carlisle, 27 août 2008.

CHAPITRE ONZE

15. Entrevue avec le Lcol Harjit Sajjan, Kandahar, 15 mars 2009. Voir aussi AAR CRTS, « Operation MEDUSA Intelligence Points », s.d. Voir aussi Bernd Horn, *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn, 2010, p. 81.
16. Entrevue avec le Lcol Harjit Sajjan, Kandahar, 15 mars 2009.
17. Entrevue avec le Lcol Don Bolduc, Carlisle, août 2008.
18. Entrevue avec le Lgén Fraser.
19. Entrevue avec le Lgén Fraser.
20. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, Kandahar, 12 août 2010.
21. Entrevue avec le Lgén Fraser.
22. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
23. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
24. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
25. D'après la description détaillée dans John Conrad, *Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar*, Kingston (Ontario), Presses de l'Académie canadienne de la défense, 2009.
26. Entrevue avec le Lcol Mark Gasparotto, Kingston, 22 mai 2008.
27. Entrevue avec le Lcol Lavoie; Conrad, *Ce que dit le tonnerre*, p. 139-143.
28. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
29. Le contenu de cette section est tiré de l'entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Wright, le 4 octobre 2011, et de la deuxième entrevue avec lui, le 7 mai 2013, à la BFC Shilo. Je tiens aussi à remercier le Maj Duncan Redburn pour sa contribution.
30. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
31. Entrevues avec le Lcol Wright.
32. Entrevue avec l'Adjum Mike Jackson, BFC Shilo, 8 mai 2013.
33. Entrevue avec le Maj Mike Reekie, BFC Shilo, 8 mai 2013.
34. Les données historiques pour les opérations conventionnelles indiquent un ratio de trois blessés pour chaque mort, ratio qui est généralement employé pour la planification. Dans cette situation, il est impossible de déterminer le nombre exact.
35. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
36. Commandement régional (Sud), « CTF Aegis Warning Order », 19 août 2006.
37. FO 3-06, « Warning Order 001 to Op MEDUSA », 25 août 2006.
38. Un peloton assurait la sécurité de l'ERP.
39. Entrevue avec le LCol Geoff Abthorpe, Edmonton, 2011.
40. Entrevue avec le Maj Derek Prohar, Ottawa, 24 octobre 2012.
41. Rusty Bradley et Kevin Maurer, *Lions of Kandahar: The Story of a Fight Against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011, ch. 7-9. Voir aussi la note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
42. Entrevue avec le Maj Lipcsey.

CHAPITRE ONZE

43. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
44. Commandement régional (Sud), « Change to FRAGO/Ops 0 », 29 août 2006.
45. FO 3-06, « Op MEDUSA 26 August-6 September 2006 », 29 août 2006; Commandement régional (Sud), « Change to FRAGO/Ops 0 », 27 août 2006.
46. Entrevue avec le Col Hetherington.
47. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne; Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
48. Bradley et Maurer, *Lions of Kandahar*, p. 133-136.
49. *Ibid.*
50. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
51. Gary M. Bowman, « Operation Medusa: Coalition Operations in Kandahar Province, Afghanistan September 2006 ».
52. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
53. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
54. Entrevue téléphonique avec le Maj Steve Macbeth, 16 janvier 2011; entrevue téléphonique avec le Maj Andrew Lussier, 5 octobre 2011).
55. Bradley et Maurer, *Lions of Kandahar*.
56. Lettre du Bgén Tim J. Grant au commandant du COMFEC, « Operation MEDUSA », s.d.
57. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
58. Maj S.R. Rankin, OLLAT, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) », 6 septembre 2006; entrevue avec l'Adj Gordon Cullen et le Cplc Seanan Houlihan, Ma'Sum Ghar, Afghanistan, 2 août 2010.
59. Entrevue avec le Lgén Fraser.
60. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
61. Rankin, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) ».
62. Adam Day, « Operation Medusa: The Battle for Panjwayi Part One », *Legion Magazine*, 1^{er} septembre 2007.
63. Entrevue avec le Lcol Schreiber; entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Chris Adams; entrevue avec le Lgén Fraser.
64. Bernd Horn, *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn Press, 2010; entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Lavoie.
65. Entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Lavoie.
66. Entrevue avec le Lcol Sajjan.
67. Bradley, *Lions of Kandahar*, p. 148.
68. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
69. Horn, *No lack of Courage*, p. 63-66; entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan. Les sources se contredisent quant à l'heure exacte à laquelle la Compagnie Charles a quitté Ma'Sum Ghar : 0600, 0620, 0630 et même 0730.
70. Entrevue avec le Lcol Lavoie.

CHAPITRE ONZE

71. Rankin, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) ». Voir aussi les illustrations sur les combats du 3 septembre 2006.
72. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
73. Bradley, *Lions of Kandahar*, p. 148.
74. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
75. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
76. Entrevue avec le Maj Lipcsey.
77. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
78. Entrevue avec le Mgén Freakley.
79. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
80. Registre des messages de la FO Kandahar, 4 septembre 2006; voir aussi « Board of Inquiry Minutes of Proceedings: A-10A Friendly Fire Incident 4 September 2006, Panjwayi District, Afghanistan », réunion tenue le 22 septembre 2006.
81. Entrevue avec le Maj Andrew Lussier; registre des messages de la FO Kandahar, 4 septembre 2006.
82. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne.
83. Entrevue avec le Maj Lipcsey.
84. Hillier, *A Soldier First*, p. 438.
85. Entrevue avec le Lcol Adams.
86. Entrevue avec le Lcol Adams.
87. Entrevue avec le Capt Derek Prohar.
88. Le contenu de cette section est tiré de Bradley, *Lions of Kandahar*.
89. Voir Bradley, *Lions of Kandahar*.
90. Entrevue avec le Capt Prohar; voir aussi la note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
91. Entrevue avec le Capt Prohar.
92. Selon une autre estimation, le nombre était de 300; voir l'entrevue avec le Lgén Fraser, 28 avril 2014.
93. Entrevue avec le Capt Prohar; voir aussi la note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.; voir aussi Bradley, *Lions of Kandahar*.
94. Bradley, *Lions of Kandahar*; voir aussi l'entrevue avec le Sgt Aaron Riley, du 2^e Bataillon du 87^e Régiment d'infanterie, province de Wardak, 27 février 2009.
95. *Ibid.*
96. *Ibid.*
97. *Ibid.*
98. Entrevue avec le Maj Macbeth.
99. Entrevue avec le Maj Lussier.
100. Entrevue avec le Lgén Fraser.

CHAPITRE ONZE

101. Mise à jour de la CFT Aegis sur la situation à 1200 L, le 7 septembre 2006.
102. Mise à jour de la « Operation MEDUSA Situation Update: 2000 », le 4 septembre 2006.
103. Entrevue avec le Lgén Fraser; entrevue avec le Lcol Lavoie.
104. CTF Aegis, « Op MEDUSA Plan-04 Sep 06 », 4 septembre 2006.
105. Message 090400Z de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA, le 9 septembre 2006; entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
106. FRAGO MEDUSA 2 B 060906-1680-RCS, 6 septembre 2006.
107. FRAGO MEDUSA 2 B 060906-1680-RCS, 6 septembre 2006; entrevue avec le Lgén Fraser.
108. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
109. *Ibid*; entrevue avec le Maj Lipscey.
110. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; journal de guerre du 23^e Escadron de campagne; voir aussi l'entrevue avec le Maj Lipscey.
111. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne.
112. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
113. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA; entrevue avec le Lcol Lavoie.
114. Bowman, « Operation MEDUSA ».
115. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
116. Entrevue avec le Maj Lussier.
117. *Ibid*.
118. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
119. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la FO multinationale Aegis sur l'Op MEDUSA; entrevue avec le Maj Macbeth.
120. Entrevue avec le Mgén Freakley; entrevue avec le Lgén Fraser.
121. Entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
122. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
123. Note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
124. Entrevue avec le Lgén Fraser.
125. Bowman, « Operation MEDUSA ».
126. Note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
127. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
128. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne.
129. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
130. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.

CHAPITRE ONZE

131. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
132. Bowman, « Operation MEDUSA ».
133. SIGACT, « 180450Z Sep 06-Bicycle Bomb (BB) EEI Strike v.3. ». Entrevue avec le Maj Macbeth.
134. Entrevues avec le Lcol Wright.
135. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
136. Entrevue avec le Maj Macbeth.
137. Entrevue avec le Col Hetherington.
138. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai », 21 août 2006.
139. Entrevue avec le Col Hetherington. Voir aussi le message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PRT Kandahar; Afghan National Army Implementation Snapshot », 16 décembre 2006.
140. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne; entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec le Maj Lipcsey.
141. Entrevue avec le Col Hetherington.
142. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; journal de guerre du 23^e Escadron de campagne; entrevue avec le Lcol Lavoie.
143. Entrevue avec le Col Hetherington; voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*.
144. Source de l'ERP.
145. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne.
146. Entrevue avec le Col Hetherington.
147. Réunion de l'ERP avec le gouverneur adjoint, « Emergency Response Council », 7 septembre 2006; réunion de l'ERP avec le CGD, le MRDR, la MANUA, le PAM, l'UNHCR, 9 septembre 2006; réunion de l'ERP avec la MANUA des États-Unis, le PAM, UNICEF ET UNHCR, 19 septembre 2006.
148. Entrevue avec le Col Hetherington.
149. ERP, « Meeting of LO PRT with GoK Haji Asadullah Khalid », 4 et 5 septembre 2006; ERP, « CO PRT Visit of Mr. Habibullah Jan », 2 et 3 septembre 2006; « KLE 09- PRT Comd with GoK », 4 et 5 septembre 2006.
150. ERP, « Notes from the Provincial Council Security Convention », 20 septembre 2006.
151. *Ibid.*
152. Discussions du Lgén Fraser avec Maloney, juillet 2006.
153. « Visit Report/Post Visit Direction-Comd CEFCOM Visit to TFA 25 Aug-1 Sep 06 », 1^{er} septembre 2006.
154. Discussions du Lgén Leslie avec l'auteur.
155. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
156. QG FOA FRAGO 006, « Capability Enhancement Implementation », octobre 2006.
157. 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment, « Battle Group Briefing », 15 décembre 2006.
158. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
159. *Ibid.*
160. *Ibid.*; journal de guerre du 23^e Escadron de campagne; « Multiple Location Attack-Final Version », 3 octobre 2006.

CHAPITRE ONZE

161. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
162. *Ibid.*
163. FOK, « Multiple Ambush on TFK Elements V5 », 14 octobre 2006, voir aussi Horn, *No Lack of Courage*.
164. Journal de guerre du 23^e Escadron de campagne.
165. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
166. « Rte Summit Construction: Progress to Date », 23 novembre 2006.
167. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
168. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
169. Entrevue avec Lcol Abthorpe.
170. Note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
171. Entrevue avec le Maj Macbeth.
172. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan; entrevue avec le Maj Lussier.
173. Entrevue avec le Maj Lussier.
174. Entrevue avec le Maj Lussier.
175. Entrevue avec le Maj Macbeth; entrevue avec le Maj Lussier.
176. *Ibid.*
177. Entrevue avec le Maj Lussier.
178. « Sperwan Ghar-TF-31 and ISTAR Squadron TIC », 24 octobre 2006.
179. Thijs W. Brocades Zaalberg, « The Roots of Dutch Counterinsurgency Balancing and Integrating Military and Civilian Efforts from Aceh to Oruzgan », ministère de la Défense des Pays-Bas. Il soutient qu'il n'y a aucune « méthode néerlandaise ».
180. C.J. Chivers, « Dutch Soldiers Stress Restraint in Afghanistan », *New York Times*, 6 avril 2007.
181. *Ibid.*
182. Entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.-U., Kandahar, 8 juin 2007.
183. « RC (South) Planning Guidance-Operations in Kandahar Province in Support of Operations Oqab/Baaz Phase One », 14 novembre 2006.
184. Rapport de visite du commandant du COMFEC, 1^{er} septembre 2006.
185. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 10 février 2010.
186. Entrevue avec le Lcol Bradley, C'est mon sarcasme à moi seul.
187. Entrevue avec le Lcol Bradley.
188. Entrevue avec le Lcol Bradley.
189. Entrevue avec le Maj Lipcsey, entrevue avec le Maj Trevor Cadieu, Séance d'information de l'Escadron B à l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».
190. FOK, « G-3 End Tour Report », 5 février 2007.

CHAPITRE ONZE

191. Entrevue avec le Lgén Mike Gauthier, Ottawa, 17 février 2012.
192. « Annex G Service Support TFK Op Ord 001-Op MEDUSA », 13 août 2006. Entrevue téléphonique avec le Lcol Dan LaBrie, 28 février 2012.
193. « NSE End Tour Report », 5 février 2007.
194. Entrevue avec le Lcol LaBrie.
195. « TAC Recce Report-National Support Element Roto 3 », 25 septembre 2006.
196. « NSE End Tour Report », 5 février 2007.
197. Entrevue avec le Lcol LaBrie.
198. *Ibid.*
199. *Ibid.*
200. « C-EEI End Tour Report », 5 février 2007.
201. Les détails complexes du volet interorganisationnel de cet enjeu dépassent la portée de cette histoire et exigent une étude distincte et détaillée. Voir l'entrevue avec le Maj Steeve Gregoire, aérodrome de Kandahar, 11 mai 2011.
202. Diapositives des TEC de la FOK, 16 octobre 2006, 2 novembre 2006, 21 novembre 2006, 22 novembre 2006 et 23 novembre 2006.
203. KLE avec les aînés de Zharey et Habibullah Jan, 13 novembre 2006.
204. KLE avec les aînés de Panjwayi et Habibullah Jan, 25 novembre 2006.
205. *Ibid.*
206. KLE de l'ERP au palais du gouverneur, 9 décembre 2006.
207. Entrevue avec le Lcol Glenn Stockton, Armée australienne, Kandahar, 7 juin 2006. Entrevue avec le Maj Randy Graddic, Armée américaine, Kandahar, 3 juillet 2007.
208. Entrevue avec le Lcol Stockton.
209. « Op BAAZ TSUKA CEFCOM Update-JTF-AFG Observations », 1^{er} décembre 2006.
210. http://www.heritage.org/research/reports/2006/11/the-nato-riga-summit-time-for-backbone-in-the-alliance#_ftnref2.
211. Courriel du Lgén Gauthier au Bgén Grant, 5 décembre 2006.
212. Note de synthèse du GT 1 RCR, « Op BAAZ TSUKA ».
213. Note de synthèse du 1^{er} Bataillon du 3^e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief » (s.d.).
214. Note de synthèse du GT 1 RCR, « Op BAAZ TSUKA ».
215. *Ibid.*
216. Diapositives des TEC de la FOK, 4, 5 et 6 décembre 2006.
217. Entrevue avec le Maj Graddic, « Operation BAAZ TSUKA: CEFCOM Update », 14 janvier 2007.
218. C'est noté dans *Lions of Kandahar*. Voir aussi l'entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
219. O FRAG 01 BAAZ TSUKA Ph 3 V.1, « Phase 2 C »; « Operation BAAZ TSUKA: CEFCOM Update », 14 janvier 2007.
220. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.

CHAPITRE ONZE

221. « CEFCOM's Quarterly Assessment Report-Afghanistan 15 August-15 November 2006 », 6 décembre 2006.
222. Entrevue avec le Maj Trevor Cadieu et séance d'information de l'Escadron B avec l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».
223. *Ibid.*
224. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
225. Entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec le Maj Trevor Cadieu; séance d'information de l'Escadron B avec l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».
226. Séance d'information de l'Escadron B, « Tanks in Counter Insurgency Operations (COIN): Initial Lessons Learned », 7 juillet 2007.
227. Séance d'information de l'ERP, « Districts Where NSP is Currently Active », novembre 2006.
228. Entrevue téléphonique avec Gavin Buchan, 24 octobre 2011.
229. « Kandahar PRT End Tour Report (Dec 06-Jan 07) », 5 février 2007.
230. « CONOP BAAZ v2 », 7 novembre 2006.
231. Courriel à la FOI-A de l'ERP, 8 novembre 2006.
232. Courriel de la FOI-A, « Enjeux soulevés durant une discussion avec le commandant néerlandais Van Loon », 10 novembre 2006.
233. « Opération PORTCULLIS », 4 janvier 2007.
234. *Ibid.*
235. ERP, « Meeting Report: Security Meeting for Zharey District », 17 décembre 2006.
236. *Ibid.*
237. « Op SATYR PYRRHA: Establishment of Kandahar ADZ-JTF-Afghanistan Information Brief Update », 5 janvier 2007.
238. Entrevue avec le Lgén Gauthier.
239. Entrevue avec le Lcol Adams.

CONCLUSION

Les cinq premières années de l'Armée canadienne en Afghanistan ont été caractérisées par un engagement temporaire initial, lequel a été suivi par une participation progressivement plus investie, selon l'évolution des choses, dans les domaines suivants : stratégique, opérationnel, de développement, de renforcement des capacités.

L'opération (Op) APOLLO, qui englobait le déploiement du groupement tactique du 3 PPCLI (Princess Patricia's Canadian Light Infantry) à l'aérodrome de Kandahar (KAF) dans la première moitié de 2002, s'est avérée une contribution relativement limitée, si on la compare à la vaste contribution de la coalition dirigée par les États-Unis et qui visait à attaquer, disperser et exploiter l'organisation Al-Qaïda après lui avoir enlevé son « bouclier » taliban. La composante terrestre de l'Op APOLLO a assuré la sécurité indispensable dont la pléthore de forces de la coalition avait besoin dans la province de Kandahar; de plus, à mesure que la situation a évolué, cette composante a aussi identifié des éléments et orchestré des opérations limitées de stabilisation dans les environs du KAF. En temps voulu, le 3 PPCLI a également projeté de la force à l'extérieur du KAF de concert avec des forces étasuniennes en vue de mettre en déroute les forces conventionnelles d'Al-Qaïda dans la vallée de Shah-i-Kot. Le 3 PPCLI a aussi accompli une importante mission d'exploitation d'un site sensible à Tora Bora; il a fourni une base de manœuvre stable pour les forces étasuniennes dans la région de Khost et il a contribué à définir la situation opérationnelle dans la province de Zabul. Ces apports s'intégraient aux vastes efforts menés par la coalition (sous l'égide des États-Unis) en Afghanistan et, par ricochet, dans le monde, mais en même temps, ils servaient les intérêts stratégiques canadiens, car il était important que le Canada fasse montre de solidarité avec les États-Unis après les attaques du 11 septembre et qu'il contribue au repérage de la menace que posait Al-Qaïda à la paix et à la stabilité dans le monde et à la mitigation de cette menace. Même si le 3 PPCLI ne s'engageait pas dans des opérations de combat de grande envergure au niveau du bataillon, il ne fait aucun doute que la diversité de ses opérations, quand on les voit comme un tout, a grandement contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques dans leur ensemble.

La participation canadienne touchant les niveaux supérieurs de décision, toutefois, a révélé des failles dans l'approche étasunienne. L'ambivalence chez les plus hauts dirigeants du gouvernement étasunien à l'égard de la situation post-talibane et post-Al-Qaïda en Afghanistan a été observée dès le départ par les officiers canadiens; malgré ce constat,

beaucoup supposaient que la Force d'assistance à la sécurité chapeautée par l'Europe et que les efforts de reconstruction dirigés par la communauté internationale suffiraient pour résoudre le tout. Quand ces structures ont commencé à battre de l'aile en 2003, le Canada a décidé d'envoyer d'autres troupes en Afghanistan. Les raisons ayant motivé ce choix sont plus variées que celles ayant motivé l'Op APOLLO, mais on a par la suite constaté l'importance stratégique de contribuer à la FIAS, et on a fourni un quartier général de Brigade et un groupement tactique. En termes simples, l'Op ATHENA (la mission de stabilisation de la FIAS menée par le Canada à Kaboul) a empêché qu'une autre guerre civile destructrice n'éclate dans la capitale, en plus de paver la voie à un nouveau gouvernement national, puis à la tenue d'élections nationales. Sans ces mesures, pour imparfaites qu'elles fussent, la communauté internationale n'aurait pas pu s'investir dans la reconstruction de l'Afghanistan après ces 20 ans de mort et de destruction.

On a déjà amplement décrié aujourd'hui les faiblesses et conflits de personnalités qui sont apparus dans la structure de gouvernance afghane après 2003 et 2004 ainsi que leurs répercussions négatives sur la stabilité du pays. Certaines des critiques ressorties sont pertinentes. Cependant, l'avenue du retrait des forces coalisées n'aurait rien apporté. En effet, en suivant cette avenue, les événements de 1992 et de 1993 se seraient répétés et les talibans, soutenus par les djihadistes, auraient réaffirmé leur mainmise sur le pays. Il est certain qu'Al-Qaïda aurait été invitée à y revenir, et le statu quo d'avant 2001 aurait sans doute été rétabli. Un scénario inacceptable pour le Canada.

La participation de l'Armée canadienne à l'Op ATHENA à Kaboul a de nouveau fait ressortir les lacunes de l'approche stratégique de la communauté internationale à l'égard de la reconstruction afghane post-talibane. On a pu, grâce à la vaste expérience d'une génération de soldats canadiens ayant servi dans les Balkans pendant toutes les années 1990, prendre des mesures pour combler ces lacunes. Toutefois, quand le Canada a cédé les rênes de la FIAS et que ces correctifs ont pris fin, la reconstruction menaçait à nouveau de tomber en déroute. L'Op ARGUS et l'Op ARCHER, l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS A) ainsi que l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) dans la province de Kandahar ont joué un rôle de premier plan dans le redressement de la situation. L'ECS-A, agissant en dehors du cadre de la coalition, a travaillé avec les Afghans pour élaborer le premier véritable plan stratégique du pays. Parallèlement, la décision d'envoyer des Canadiens dans une ERP démontrait la capacité du Canada à prêcher par l'exemple dans les provinces, et non seulement à parler sans agir dans la capitale. Accepter de former une ERP dans la province la plus volatile de l'Afghanistan démontrait hors de tout doute aux Afghans, aux insurgés, aux Européens et aux Étatsuniens que le Canada prenait très au sérieux les efforts de rétablissement de l'Afghanistan.

Certes, il y a toujours eu des aspects stratégiques vis-à-vis des États-Uniens et des Européens dans les décisions du Canada de contribuer à la coalition. Ces aspects ne doivent pas, cependant, occulter les effets psychologiques et physiques que les opérations ATHENA, ARGUS et ARCHER ont eus sur le terrain en Afghanistan. Pareils effets n'auraient pas été possibles sans l'intervention de soldats canadiens hautement professionnels à tous les niveaux, dans les rues jusqu'au sommet des divers quartiers généraux de la coalition. L'intégration verticale et horizontale des efforts de l'Armée canadienne en Afghanistan s'est grandement améliorée en 2004 et en 2005, à tel point que le Canada a pu exercer, à Kaboul et dans les cercles de la coalition, une influence qu'il n'aurait pu concevoir avant 2003, ni même du temps de la guerre froide quand il s'est joint à l'OTAN.

Les Op APOLLO et ATHENA, toutefois, ont révélé que les forces tactiques en Afghanistan faisaient l'objet d'une micro-gestion exagérée de la part du Commandement stratégique au Canada. Avec l'établissement de liens directs, basés en partie sur des communications améliorées et des modifications aux niveaux de commandement traditionnel, les messages délicats de dimension politique se transmettaient beaucoup plus facilement et fréquemment qu'auparavant. Cela a entraîné des effets nuisibles sur les opérations à Kaboul, ce qui a par ricochet affaibli la capacité du Canada à exercer une influence, surtout en 2004.

Dans un même ordre d'idée, la mise en œuvre laborieuse de l'approche dite « 3D », où la frontière séparant coopération civilo-militaire et développement était loin d'être nette, a nui aux efforts canadiens dès le départ. Ce fut surtout grâce aux personnalités des parties prenantes plutôt qu'aux structures ou aux politiques que les ministères canadiens réussirent un tant soit peu de coordination en 2005.

Dans l'ensemble, les aspects positifs de la présence de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant l'Op ATHENA ont surpassé ces aspects négatifs. Grâce aux soldats canadiens, on a pu éviter pas moins de deux coups d'État en 2003 et en 2004. En partenariat avec l'Armée nationale afghane naissante, le contingent canadien a protégé la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle de 2003 et a joué un rôle prépondérant dans la sécurité des élections nationales de 2004. Pendant cette période, la coalition, sous l'égide canadienne, a conçu une campagne visant à perturber le terrorisme à Kaboul et les environs, et qui s'est surimposée aux autres lignes d'opération. Les interventions militaires canadiennes ont réussi à stabiliser Kaboul de façon que d'autres activités puissent s'y tenir, et quand ces activités ont perdu de leur vigueur, les soldats canadiens ont repris le flambeau là où ils le pouvaient.

Quand le Canada s'est engagé à fournir un QG pour la coalition ainsi qu'un groupement tactique pour les opérations, aux côtés de l'ERP dans la province de Kandahar, personne à Ottawa n'avait réellement prévu la violence de plus en plus intense des insurgés à laquelle la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis et la Force opérationnelle (FO) Orion ont fait face dans la première moitié de 2006. Le groupement tactique de la FO Orion,

en sous-effectif et débordé, a absorbé les premières attaques d'envergure de l'ennemi à l'ouest de Kandahar tout en maintenant des forces pour contrer l'insurrection dans le Nord de la province. Si la FO Orion n'avait pu maintenir les lignes de communication ouvertes dans l'Ouest et dans le Nord, les forces britanniques et néerlandaises auraient été incapables de se déployer et de mener des opérations pendant ce temps, et on aurait peut-être été forcé de reporter indéfiniment l'étape III du plan d'expansion (de l'OTAN).

Malheureusement, les politiques de la coalition en matière de lutte contre les stupéfiants étaient imparfaites et la mise en œuvre de ces politiques était aussi défailante. Cela a valu à la coalition plus d'ennemis que d'amis dans la province d'Helmand. Les insurgés basés au Pakistan et soutenus par ce pays se sont précipités pour soutenir la résistance. À cause de cela, la FO Orion a dû seconder à plusieurs reprises la position britannique dans la province d'Helmand en plus d'avoir à maintenir les positions canadiennes et afghanes dans la province de Kandahar. C'est uniquement grâce à la résilience psychologique et physique des soldats canadiens, qu'ils soient du groupement tactique de la FO Orion, du quartier général de Brigade de la FOM Aegis ou de l'Élément de soutien national, qu'on a pu éviter la catastrophe.

Les effets combinés de l'assassinat de Glyn Berry en janvier 2006 et de la recrudescence de l'insurrection ont freiné les projets de développement et de reconstruction de l'ERP au Kandahar, ce qui a ralenti d'autant les ambitions globales de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan dans la province de Kandahar. Les forces de l'Armée canadienne en Afghanistan devaient maintenant trouver le moyen d'accommoder des opérations de combat et de développement dans un même espace de bataille, ce qui a mené aux premières itérations d'opérations de contre-insurrection et à leurs conséquences sur la planification de campagne. La FO Orion et l'ERP ont tenté d'atteindre cet objectif, mais n'ont pu y parvenir avant la fin de leur rotation, en août 2006.

La FO Orion a pu, cependant, cerner progressivement les nouvelles dimensions du problème au Kandahar en se mesurant coup sur coup à l'insurrection croissante du printemps à l'été 2006. Les moments décisifs ont été la bataille de Pashmul en juillet et l'opération qui en a découlé dans le même secteur en août. Ces opérations ont démontré que l'ennemi était mieux organisé, équipé et motivé que certaines personnes à Kaboul et Ottawa voulaient le croire, et que les chefs insurgés commençaient à adopter une posture plus conventionnelle. Les pertes de vie canadiennes du 3 août 2006 ont forcé les observateurs les plus sceptiques à accepter que ce soit dans la ville de Kandahar et ses districts de l'Ouest qu'il fallait se concentrer, et non dans les champs de pavot de la vallée de Sangin dans la province d'Helmand. L'ennemi était aux portes, pour ainsi dire. En même temps, ces batailles ont convaincu les détenteurs de pouvoir indécis de la province de soit rester entre deux chaises

ou de se ranger du côté du gouvernement – du moins pour le moment. Entre-temps, plus personne ne doutait que la situation dans le Sud de l'Afghanistan était très différente de ce qu'avaient vécu les participants des opérations APOLLO et ATHENA de 2002 à 2005. Ce n'était pas du contre-terrorisme et ce n'était plus de la stabilisation. C'était un environnement légal, politiquement complexe qui exigeait une réaction musclée à ce moment-là.

La situation a forcé le groupement tactique suivant, la FO 3-06, à laisser tomber les fragiles mesures de contre-insurrection et à mener des opérations de style plus conventionnel à l'encontre d'un ennemi qui s'était retranché dans le district de Zharey, à l'ouest de la ville, pour en faire un tremplin offensif vers la ville. Soudainement, l'Armée canadienne en Afghanistan devait se recentrer sur l'atténuation de sa défense ferme sans négliger de faire une place au développement, à la reconstruction ou à l'amélioration de la gouvernance. Le renforcement des capacités de la force de sécurité afghane s'ajoutait à cette charge déjà lourde. Dans les faits, l'Armée canadienne a continué de se concentrer sur des opérations presque classiques avec l'ERP, dans un rôle de soutien, et n'a guère fait de renforcement des capacités. Elle ne pouvait pas faire grand-chose ailleurs dans la province, étant donné que ses opérations étaient circonscrites à un seul district et à la zone voisine, qui servait de plaque tournante logistique pour l'ennemi.

En fin de compte, les forces canadiennes, en compagnie de leurs alliés afghans et étasuniens, ont asséné une série de coups durs à l'insurrection au cours de l'été et de l'automne 2006. Il y a d'abord eu l'Op ZAHAR, puis le contact accidentel avec la Compagnie A du 2 PPCLI à Ma'Sum Ghar, en août, et ensuite le groupement tactique du 1 RCR et l'Op MEDUSA en septembre et octobre. Les tentatives des insurgés pour isoler Kandahar et convaincre les détenteurs de pouvoir indécis à changer de camp ont été mises à mal. L'incapacité du Commandement régional (Sud), dirigé par les Pays-Bas, à se consolider correctement pendant l'Op BAAZ TSUKA, et le fait qu'on a attribué des ressources à l'Op ACHILLES, dans la province d'Helmand, plutôt qu'à Kandahar, au début 2007, ont forcé l'Armée canadienne à reprendre une position de défense dans la province de Kandahar. Le Canada pouvait perturber, mais pas consolider. La FO 3-06 a terminé ses opérations avec de multiples pertes, des véhicules endommagés et des effectifs souffrant de fatigue extrême après six mois de combat épuisant.

Au début 2007, la situation était la suivante : l'insurrection posait une menace grave et à long terme au système politique afghan et aux activités de reconstruction que les soldats canadiens avaient encadrées, secondées et protégées. Kandahar est la deuxième ville d'Afghanistan. Elle chevauche un itinéraire commercial historique entre l'Asie et le Moyen-Orient. C'est le centre religieux du Sud. Les insurgés avaient besoin de cette ville pour atteindre leurs objectifs. Le Canada et ses alliés afghans et américains étaient en

mesure de les empêcher d'atteindre ces objectifs. Rien ne viendrait renforcer la position du Canada à brève échéance. Les Européens n'étaient pas intéressés et les Étatsuniens se concentraient sur leurs opérations en Iraq. Les Afghans en étaient encore à se remettre de toutes leurs émotions.

Qui plus est, des groupes d'opposition au Canada réclamaient que le pays se retire de la guerre. Chaque victime, chaque erreur, perçue ou réelle, donnaient des munitions à ces opposants lorsqu'ils en prenaient connaissance à travers le prisme exagéré, mais simpliste, des médias et de leurs commentateurs. Cette pression sur les soldats canadiens était aussi forte que celle de l'insurrection. Si les soldats canadiens n'avaient pas réussi à traverser ce terrain complexe, ils auraient été forcés de se retirer de l'Afghanistan, ce qui aurait eu des effets catastrophiques sur les opérations de la coalition dans le Sud.

Ceux qui commandaient les forces canadiennes en Afghanistan n'avaient pas grand choix. Ils devaient composer avec l'insurrection à l'aide des ressources dont ils disposaient ou qu'ils pouvaient obtenir pour contribuer au combat. S'ils perdaient la province de Kandahar, tout ce que le Canada avait investi depuis cinq ans dans l'avenir de l'Afghanistan serait compromis par le renouvellement de combats généralisés dans le Sud, avec une partition possible des provinces du Nord et un retour aux années sombres et moyenâgeuses de 1993 à 2001. On ne pouvait envisager pareil scénario. Une fois encore, les Canadiens ont entrepris de stabiliser la situation pour que le développement, la reconstruction et la gouvernance puissent aller de l'avant, cette fois sous des tirs ennemis. Cette histoire est le sujet du volume II.

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

Les sources primaires et les entrevues forment la base de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, volume I. Voici les sources secondaires consultées pour ce volume :

Anonyme. *Hunting Al Qaeda: A Take-No-Prisoners Account of Terror, Adventure, and Disillusionment*, St Paul, Zenith Press, 2005.

Bamforth, Thomas. « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007.

Berntsen, Gary. *Jawbreaker: The Attack on Bin Laden and Al-Qaeda*, New York, Crown Publishers, 2005.

Bradley, Rusty et Kevin Maurer. *Lions of Kandahar: The Story of a Fight against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011.

Byman, Daniel L. *Deadly Connections: States that Sponsor Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Chivers, C.J. « Dutch Soldiers Stress Restraint in Afghanistan », *New York Times*, 6 avril 2007.

Conrad, John, *Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar*, Kingston (Ont.), Presse de l'Académie de la défense, 2007.

Corera, Gordon. *Shopping for Bombs: Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of the A.Q. Khan Network*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

Cowper-Coles, Sherard. *Cables From Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012.

Day, Adam. « Opération Méduse : La bataille du Panjwai – Partie 1 », *Légion – Revue d'histoire militaire du Canada*, 1^{er} septembre 2007.

DeFede, Jim. *The Day the World Came to Town: 9/11 in Gander, Newfoundland*, New York, Harper Collins Publishers, 2002.

DeLong, Michael. *Inside CENTCOM: The Unvarnished Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2004.

Farah, Douglas et Stephen Braun. *Merchant of Death: Money, Guns, Planes, and the Man Who Makes War Possible*, New York, John Wiley and Sons, 2007.

Feith, Douglas J. *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper Collins, 2008.

Franks, Tommy et Malcolm McConnell. *American Soldier*, New York, Harper Collins, 2004.

Friscolanti, Michael. *Friendly Fire: The Untold Story of the U.S. Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto, John Wiley and Sons, 2005.

Fury, Dalton. *Kill Bin Laden: A Delta Force Commander's Account of the Hunt for the World's Most Wanted Man*, New York, St Martin's Press, 2011.

Graham, Bradley. *By His Own Rules: The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald Rumsfeld*, New York, Public Affairs Books, 2009.

Grau, Lester W. et Dodge Billingsley. *Operation Anaconda: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence, University Press of Kansas, 2011.

Gutman, Roy. *How We Missed the Story: Osama Bin Laden, the Taliban, and the Hijacking of Afghanistan*, Washington D.C., U.S. Institute for Peace, 2008.

Hafvenstein, Joel. *Opium Season: A Year on the Afghan Frontier*, New York, Lyons Press, 2007.

Hillier, Rick. *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, Harper Collins, 2009.

Horn, Bernd. *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn Press, 2010.

Hussain, Zahid. *Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam*, New York, Columbia University Press, 2007

Human Rights Watch. *Blood-Stained Hands: Past Atrocities in Kaboul and Afghanistan's Legacy of Impunity*, Londres, Human Rights Watch, 2005.

Isby, David C. *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2011.

Kohlmann, Evan F. « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », Document de travail n° 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006

Mackey, Chris et Greg Miller. *The Interrogators: Inside the Secret War Against Al Qaeda*, New York, Little Brown and Co, 2004.

Maloney, Sean M. *Confronting the Chaos: A Rogue Historian Returns to Afghanistan*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009.

Maloney, Sean M. *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington D.C., Potomac Books, 2005.

Maloney, Sean M. *Fighting for Afghanistan: A Rogue Historian at War*, Annapolis, Naval Institute Press, 2011.

Maloney, Sean M. « La Force internationale d'assistance à la sécurité : Les origines d'une force de stabilisation », *Revue militaire canadienne*, vol. 4, n° 2, été 2003, p. 3 à 12.

Schroen, Gary. *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005.

Shaffer, Anthony. *Operation Dark Heart: Spycraft and Special Ops on the Frontlines of Afghanistan - and the Path to Victory*, New York, St Martin's Press, 2010.

Schneider, Cornelia. « Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community », *Peace, Conflict and Development* 7, juillet 2005, p. 174-215.

Smucker, Philip. *Al Qaeda's Great Escape*, Washington D.C., Potomac Books, 2004.

Sood, V.K. et Pravin Sawhney. *Operation Parakram: The War Unfinished*, New Delhi, Sage Publications, 2003.

Stapleton, Barbara « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », Afghanistan Analysts Network, 2013.

Tenet, George. *At The Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007.

Tootal, Stuart. *Danger Close: Commanding 3 PARA in Afghanistan*, Londres, John Murray Publishers, 2009.

Waldman, Matt. « The Sun in the Sky: The Relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents », Document de discussion n° 18, Crisis States Research Centre, London School of Economics and Political Science, 2010.

APPENDICE A :

LE PAKISTAN ET L'INSURRECTION EN AFGHANISTAN JUSQU'EN 2006

Pendant la guerre en Afghanistan, le rôle joué par le gouvernement du Pakistan et ses forces de sécurité, qui ont appuyé l'insurrection, était un sujet extrêmement délicat. D'une part, le Pakistan a aidé dans une certaine mesure la coalition en capturant de manière sélective certains dirigeants bien en vue d'Al-Qaïda, notamment Abu Zubaydah (en 2002) et Khalid Sheikh Mohammad (en 2003); par ricochet, les captures ont eu une incidence sur Al-Qaïda à l'échelle mondiale¹. D'autre part, le Pakistan a contribué à la création du mouvement taliban et lui a offert, de façon continue, un soutien important. Nous savons sans conteste que le Pakistan et ses forces de sécurité ont joué un rôle dans la fondation du mouvement taliban et qu'ils l'ont appuyé.

En 1994, les interruptions du commerce le long de l'indispensable autoroute 4, qui va de Quetta à Kandahar (et plus loin), étaient fréquentes en raison de la concurrence entre les diverses factions à Kandahar et à proximité. Une initiative stratégique secrète concertée menée par le Pakistan, à laquelle participaient les services secrets de ce pays (ISI) et une milice religieuse financée par des marchands de Quetta, leur a permis de reprendre Spin Boldak, qui était aux mains de l'organisation de Hekmatyar (le Hezbe Islami Gulbuddin [HiG]); cette dernière organisation avait des liens avec les producteurs de stupéfiants de la province d'Helmand. Des étudiants des madrasas du Pakistan répandaient le wahhabisme auprès des membres de la milice du mollah Omar et, au fil du temps, ce courant religieux a fini par prendre de l'essor dans le Sud de l'Afghanistan, région à dominance pachtounne où régnait le chaos. Le Pakistan croyait que les talibans pouvaient restaurer la stabilité en Afghanistan, et c'est pourquoi l'armée pakistanaise leur a offert une aide technique et un soutien en matière de renseignement pendant qu'ils combattaient les groupes qui allaient devenir l'Alliance du Nord².

De 2001 à 2006, le Pakistan a mis en œuvre de nombreuses politiques concurrentes et même conflictuelles. Le fait que les dirigeants du Pakistan aient été incapables de régler cette situation, en faisant délibérément fi du problème ou en se dégageant de la responsabilité, qui alors était reprise par d'autres de façon malsaine, a eu de graves répercussions sur la suite des choses en Afghanistan et a donné lieu à une augmentation progressive de la violence contre les soldats canadiens dans l'exercice de leurs fonctions. Cette interprétation est à peu près reconnue par tous, car effectivement, elle est corroborée par les sources préliminaires canadiennes et les analyses internes, mais surtout, par la majorité des sources secondaires de

documentation produite depuis 2001 sur les enjeux concernant le Pakistan et les talibans. Les sensibilités internes de la coalition quant à une discussion où l'on aborderait abondamment la question et où l'on accepterait les faits ont été grandement dépassées par ce corpus de plus en plus crédible de travaux.

Au début de l'Op ENDURING FREEDOM, vers la fin de 2002, il n'y avait pratiquement pas d'insurrection organisée en Afghanistan. Bien entendu, on y trouvait encore des talibans peu enthousiastes et des formateurs d'Al-Qaïda perdus ainsi que des membres subalternes affiliés à ces deux organisations; par contre, il y avait peu d'armes, aucune direction centralisée et aucun renfort.

En janvier 2002, le président du Pakistan, M. Pervez Musharraf a déclaré que son pays n'accorderait plus de soutien aux groupes extrémistes³. La crise qui dominait la région, au moment où les participants de l'Op ENDURING FREEDOM exploitaient les sites sensibles, était une impasse militaire entre l'Inde et le Pakistan qui comportait des enjeux nucléaires. La crise a commencé lorsqu'un groupe terroriste appuyé par le Pakistan, le Jaish-e-Mohammed (JeM), a lancé une attaque contre l'Assemblée législative du Cachemire à Srinagar, le 1^{er} octobre 2001, tuant ainsi 35 personnes. Le 13 décembre 2001, le JeM a attaqué le Parlement même de l'Inde. L'Inde a procédé à une mobilisation générale de ses troupes, dans le cadre de l'Op PARAKRAM, laquelle s'est poursuivie jusqu'en octobre 2002. Le Pakistan a répliqué en mobilisant à son tour ses troupes et en déplaçant deux corps de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan à l'est, vers la frontière entre le Cachemire et le Pakistan⁴. Il est possible qu'Al-Qaïda ait favorisé ou autrement encouragé cette attaque pour que les forces de sécurité du Pakistan quittent la ligne Durand et qu'Oussama ben Laden puisse s'enfuir de Tora Bora.

Le Canada suivait de très près les événements de juin 2002, car il craignait que la situation ne s'aggrave au point de voir l'emploi d'armes nucléaires, ce qui, pendant quelques jours, avait semblé probable. Le Groupe interarmées des opérations a préparé des plans d'évacuation des ressortissants canadiens, et les forces navales de l'Op APOLLO présentes dans l'océan Indien ont quitté la côte du Pakistan⁵. À Kandahar, le lieutenant-colonel (Lcol) Pat Stogran a demandé et obtenu de l'équipement de protection NBCD pour le contingent canadien en quelques jours seulement⁶. Après un moment, la crise s'est estompée, et à l'automne 2002, elle était bel et bien terminée.

La mobilisation entreprise pendant l'Op PARAKRAM a poussé le Pakistan à garder à sa disposition, en quelque sorte, le plus grand nombre possible de talibans et autres jihadistes qu'il soutenait, afin de les faire participer à d'éventuelles opérations irrégulières contre l'Inde pour le cas où la crise irait en s'aggravant⁷. Dès le début de 2003, les talibans défaits se réorganisaient dans des camps que leur avaient fournis les services de sécurité pakistanais; aussi, la choura de Quetta devenait l'entité dirigeante dans le Sud⁸, et peu

après, la choura de Peshawar se formait. Le HiG de Hekmatyar était déjà actif à Kaboul, et des opérations terroristes limitées menées par Al-Qaïda battaient déjà leur plein dans la capitale de l'Afghanistan. À Kandahar, des membres de la population qui n'étaient pas de véritables insurgés ont installé des mines contre rémunération. C'est ainsi qu'en mars 2003⁹, les premiers engins explosifs improvisés (EEI) sévissaient contre une patrouille étasunienne. Entre juillet et décembre 2003, des forces des États-Unis affrontaient de petits groupes d'insurgés armés dans les provinces du Nouristan, de Paktika et de Spin Boldak, tandis que d'importantes fusillades faisaient régulièrement rage à Shakin. Un raid mené par Al-Qaïda et des talibans a causé la mort de deux employés paramilitaires de l'Agence centrale du renseignement (CIA) dans la province de Paktia. Qui plus est, des forces de la Roumanie sont tombées dans une embuscade au sud de l'aérodrome de Kandahar (KAF), alors que les installations de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à Kandahar étaient la cible d'un attentat à la voiture piégée¹⁰. Mais qu'est-ce qui avait changé?

Selon David C. Isby « les talibans de l'Afghanistan et leurs alliés insurgés qui ont émergé du vortex ne sont pas les mêmes qu'avant 2001. [...] les talibans de l'Afghanistan se trouvant au Pakistan ont semé le germe de la terreur dans d'autres organisations et leur genre a proliféré [...] ils ont notamment joué un rôle dans la montée des talibans pakistanais¹¹ » [Traduction]. Cette montée a été facilitée lorsque le président Musharraf a annoncé publiquement qu'il cesserait d'avoir recours, au Cachemire, à des groupes terroristes appuyés par le Pakistan. Il désirait favoriser la désescalade du conflit. Ces groupes, presque trop nombreux pour qu'on en dresse la liste, ont donc quitté le Cachemire et sont rentrés « à la maison »; puisqu'ils avaient la même idéologie que celle des talibans et qu'ils avaient les mêmes réseaux de soutien et de formation que les services secrets du Pakistan (ISI), ils ont mis en commun leurs idées et leurs tactiques¹². De toute évidence, cette masse critique représentait une menace potentielle pour le système pakistanais existant.

L'une des premières mesures prises alors par les talibans a été d'annoncer au monde entier, par télécopieur et courriel, qu'ils existaient encore. À la fin de 2003¹³, une série d'attaques terroristes visant les chiites de Quetta ont été perpétrées afin d'intimider et de défier la gouvernance du Pakistan au Baluchistan. En juin, des formateurs policiers du groupe ethnique hazara ont été assassinés. En juillet, une mosquée chiite a été prise d'assaut, et 55 personnes ont été tuées. Le 2 mars 2004, 44 chiites ont été assassinés dans une mosquée de Quetta dans le cadre d'une autre attaque, qui coïncidait avec les attaques terroristes menées contre des cibles chiites à Karbala et à Bagdad, en Irak, le même jour. Ces attaques étaient un message au gouvernement du Pakistan : les talibans wahhabites sunnites et leurs alliés étaient capables de coordonner des représailles internationales contre tout groupe si le groupe en question refusait d'acquiescer à leur demande¹⁴.

Parallèlement, les services de sécurité du Pakistan se devaient de répondre aux demandes des groupes terroristes qu'ils avaient créés, tout en essayant de plaire aux États-Unis dans le cadre de la traque des responsables des attentats du 11 septembre. Un troisième élément entrait aussi en ligne de compte, c'est-à-dire l'équation stratégique de longue date selon laquelle le Pakistan ne pourrait pas lutter en même temps contre un Afghanistan fort et une Inde forte dans le cadre d'un éventuel conflit. Selon les responsables de la sécurité au Pakistan, en appuyant ces groupes de combattants et en les incitant à axer leurs efforts sur l'Afghanistan, alors en situation de faiblesse, on levait une partie de la pression théorique exercée sur le Pakistan. L'idée voulant que le Pakistan garde les talibans sur respirateurs artificiels à titre de mesure de protection advenant le retrait des États-Unis de l'Afghanistan a pris naissance en 2004, mais lorsque les États-Unis et l'OTAN ont discuté du transfert des opérations de sécurité à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), de plus en plus, on a constaté que le retrait était l'orientation stratégique devant être adoptée en 2005. Les autorités du Pakistan croyaient que les États-Unis allaient se retirer et elles étaient plus que jamais préoccupées par le fait qu'un vide politique apparaîtrait en Afghanistan, qui aurait pu faire en sorte que l'Iran ou, pis encore, l'Inde y exerce une influence prédominante¹⁵. C'est cette situation qui, en partie, a donné lieu à un relâchement encore plus important des pressions exercées sur les talibans.

Le territoire du Waziristan du Sud était important, lui aussi, dans ce contexte. Une partie des régions de l'Agence tribale administrée par le fédéral (FATA) et des zones comme le Waziristan se gouvernaient elles-mêmes aux termes d'accords conclus lors de la création du Pakistan dans les années 1940. Les seules forces armées techniquement autorisées selon la FATA étaient le Corps frontalier, une gendarmerie frontalière dont les membres sont recrutés localement, dans les régions tribales. L'idéologie des talibans et des forces d'Al-Qaïda qui se retiraient correspondait à celles des habitants conservateurs de ces régions, et de toute façon, ces groupes étaient plus puissants que le Corps frontalier.

Motivée par les États-Unis, tout au long de 2004, l'armée du Pakistan a orchestré des incursions au Waziristan du Sud afin d'expulser les membres d'Al-Qaïda de l'endroit où ils avaient trouvé refuge dans cette région. Cette situation a donc rompu un accord de longue date, aux termes duquel le Waziristan du Sud assurait sa propre surveillance, et a provoqué une réaction négative chez le mouvement taliban du Pakistan, qui prenait sans cesse de l'ampleur. Le Pakistan, qui était de plus en plus embourbé dans une insurrection qui risquait de s'aggraver et de menacer la pérennité de l'État, a donc négocié un accord de paix avec la coalition d'insurgés en 2004. Une partie de l'accord était susceptible d'atténuer les pressions devant être exercées sur les talibans de Quetta.

À l'automne 2005, le gouvernement du Pakistan a commencé à réprimer publiquement les activités des insurgés dans la région de Gilgit (située dans le Nord du Cachemire), a éliminé trois partis religieux extrémistes locaux et a mis en œuvre des politiques pour réduire les flux d'argent venant de l'extérieur et empêcher les étrangers de fréquenter des écoles religieuses non réglementées (madrakas)¹⁶. Ces mesures étaient surtout de nature tape l'œil puisque la région de Gilgit est située au Nord du pays, loin des FATA situées en bordure de l'Afghanistan où s'étaient réfugiés Al-Qaïda et les talibans.

Tous ces facteurs ont offert à la choura de Quetta une marge de manœuvre, mais aussi la possibilité de prendre de l'expansion en 2004 et en 2005. Des mollahs « itinérants » se sont rendus dans les régions rurales du Sud de l'Afghanistan pour promouvoir leur religion et jouer sur les doléances des gens de l'endroit, tandis que des réseaux semblables à des cellules ont graduellement été constitués à Kandahar. Un arsenal a été constitué dans les districts au Nord de Kandahar et dans la province d'Orozgan une fois que la construction des routes traversant Zabol, qui reliaient les dépôts d'armes au Pakistan, a été terminée. Les « transmissions de nuit » se sont multipliées; elles avaient pour objectif d'intimider certains groupes et de donner l'impression que les talibans étaient tout-puissants¹⁷. Des fonds ont également été demandés à des marchands de Quetta, mais pour les talibans et les autres groupes extrémistes, la véritable manne financière est arrivée en 2005, à la suite du tremblement de terre au Pakistan. Des sommes d'argent venant de l'étranger sont ainsi entrées au Pakistan, sous la forme d'« aide humanitaire » non surveillée, par l'entremise de fausses organisations non gouvernementales et d'autres entités. Les talibans ont également été en mesure de soutirer des « taxes » aux travailleurs humanitaires qui voulaient se rendre dans les régions affligées, ou d'offrir de la « sécurité » pour les transports. Le chaos qui régnait a également donné lieu à un accroissement important du nombre de jihadistes et d'étudiants internationaux dans les madrakas, qu'ils soient de l'école de pensée deobandi ou wahhabite, au Pakistan. D'ailleurs, l'Arabie saoudite a exercé des pressions sur le Pakistan afin qu'il permette à ces « étudiants » de se rendre au pays pour « apporter leur aide¹⁸ ».

Par conséquent, vers la fin de 2005 et au début de 2006, suffisamment d'éléments étaient déjà en place, et comme cela a été mentionné aux chapitres 9 et 10, le niveau de violence dans le Sud de l'Afghanistan a grandement augmenté tout au long du printemps et de l'été 2006. Cette augmentation a coïncidé avec la détérioration de la situation de la sécurité au Waziristan du Nord et du Sud, au Pakistan. Divers groupes, y compris Al-Qaïda, le HiG et le réseau Haqqani, ont utilisé le terrain accidenté et la population récalcitrante, qui s'opposait au gouvernement du Pakistan, pour se dissimuler. Les forces du gouvernement dirigé par le président Musharraf sont entrées en conflit avec les décideurs locaux, créant ainsi encore plus d'animosité. Une analyse effectuée par les États-Unis indiquait que les « ressources limitées, le terrain accidenté ainsi que les capacités et le soutien irréguliers au

sein du Corps frontalier pakistanais et des services secrets du Pakistan ont eu une incidence sur la capacité du Pakistan d'obtenir rapidement des résultats¹⁹ » [Traduction]. Parallèlement, le Pakistan était depuis longtemps confronté à une insurrection dans le Balouchistan et des analystes externes se sont demandé si les ressources de l'armée du Pakistan étaient déjà exploitées à outrance le long de la frontière ouest du pays²⁰.

L'idée voulant que les FATA et la province frontalière du Nord-Ouest s'unissent pour former ce que l'historien David C. Isby a appelé « le vortex » a commencé à s'imposer dans les cercles d'analystes des États-Unis dès 2006. Les FATA et la province frontalière du Nord-Ouest étaient des régions qui se gouvernaient elles-mêmes depuis les années 1800 et qui avaient soigneusement établi des relations politiques avec le gouvernement central du Pakistan. Ces communautés des montagnes, extrêmement conservatrices, ont été à l'avant-plan de la structure de soutien logistique dans la guerre menée en Afghanistan par les services secrets du Pakistan contre l'Union soviétique, pendant les années 1980. Ces régions ont également joué un rôle crucial dans la fabrication de stupéfiants à partir de la matière brute obtenue en Afghanistan, et le produit final était envoyé au sud, à Karachi, ou vers l'est, en Iran. En fait, les relations entre les groupes de résistance et les narcotrafiquants dans cette région remontent à plusieurs décennies. Maintenant, puisque certains membres d'Al-Qaïda et des talibans étaient encore actifs dans ces endroits, il était difficile de déterminer précisément comment aborder ce problème de manière systématique²¹. En réponse à tout cela, les États-Unis ont accru le financement indépendant consenti au Corps frontalier et à la sécurité aux frontières²².

Les progrès marqués par l'armée du Pakistan dans ces régions, et plus particulièrement au Waziristan du Nord et du Sud, n'étaient pas encourageants. On a attribué le tout à des problèmes tactiques et techniques²³, mais certains se sont demandé si l'armée du Pakistan était véritablement déterminée à mener de telles opérations dans des endroits où elle n'avait pas l'habitude d'être présente, et dont les services secrets du Pakistan étaient responsables. En fait, l'armée du Pakistan avait généralement recours au Corps frontalier local, qui était mal outillé et qui se montrait bien peu enthousiaste à l'idée de livrer bataille à des compatriotes pachtoues²⁴.

Selon les renseignements obtenus dans les FATA pendant l'été 2006, qui étaient peu clairs, il semblait que de nouveaux acteurs étaient apparus, en l'occurrence les talibans du Pakistan. À un certain moment, divers groupes pachtoues pakistanais des FATA se sont regroupés, probablement avec les encouragements d'Al-Qaïda²⁵, et ils ont commencé à s'imposer auprès des partis religieux conservateurs locaux, qui entretenaient des relations inconfortables avec les talibans de l'Afghanistan et exerçaient leurs activités à partir de Quetta,

au Baluchistan. On ne savait pas si Al-Qaïda établissait alors une nouvelle « franchise » ou si les talibans se servaient d'Al-Qaïda pour diminuer l'influence exercée par ces partis locaux. Des mises en garde ont été faites, soulignant que tous ces éléments se regrouperaient et prendraient la relève de toutes les organisations des FATA²⁶.

Pendant ce temps, les combats au Waziristan du Nord se sont poursuivis jusqu'à ce que le gouvernement du Pakistan décide qu'il en avait assez. Un cessez-le-feu a été décrété en juin 2006, ce qui n'était pas de bon augure pour la situation en Afghanistan. En effet, l'acceptation des conditions fixées par les militants minerait les efforts du gouvernement du Pakistan, qui souhaitait fermer la frontière et rétablir la loi et l'ordre, mais le fait de refuser de négocier quoi que ce soit pourrait soutenir la cause des militants²⁷ et, par conséquent, les pousser vers le nouveau camp taliban du Pakistan qui était en train de s'établir. Soit le gouvernement du Pakistan se retirerait du Waziristan du Nord et acquiescerait aux demandes des Waziris, soit les Waziris se joindraient à d'autres groupes, ce qui mettrait en péril les FATA et probablement le Pakistan en tant qu'État. Un observateur a signalé que sans les troupes du gouvernement du Pakistan, le Waziristan du Nord serait de plus en plus susceptible d'être dominé par les talibans²⁸.

En septembre 2006, le Pakistan a signé un accord de paix définitif pour le Waziristan, à Miranshah. Les forces de sécurité du Pakistan ayant quitté le Waziristan du Sud, les talibans et d'autres combattants venant tout juste de participer aux combats se sont rendus dans le Sud de l'Afghanistan pour se joindre à leurs homologues à Kandahar et dans la province d'Helmand, avec l'aide de l'armée pakistanaise et de ses services secrets (les forces d'opérations spéciales des États-Unis ont trouvé des preuves indiquant qu'un soutien logistique direct avait été offert en septembre et en octobre 2006, pendant les opérations dans le reg, au début de l'Op MEDUSA²⁹). De toute évidence, la majorité des forces insurgées en cause visées par l'Op MEDUSA n'étaient pas originaires des districts de Panjwai et de Zhari, et la plupart d'entre elles n'étaient même pas de nationalité afghane, même s'il était et demeure difficile de faire la distinction entre les Pachtounes de l'Afghanistan et les Pachtounes du Pakistan dans un tel environnement. Nous pouvons uniquement émettre des hypothèses sur ce qui aurait pu se passer après 2006, si ces forces n'avaient pas été en mesure de renforcer les efforts des insurgés à Kandahar, qui s'essouffaient.

À la fin de 2006, l'influence exercée par les talibans au Pakistan s'étendait à de nouveaux secteurs des FATA³⁰. Qui plus est, à ce moment, le nombre d'attaques visant les forces de la coalition dans le commandement régional Est en Afghanistan était sensiblement plus élevé.

NOTES

1. Comme l'a expliqué George Tenet dans *At The Center of the Storm*.
2. Neamatollah Nojumi, *The Rise of the Taliban in Afghanistan: Mass Mobilization, Civil War, and the Future of the Region*, Londres, Palgrave Books, 2002, chap. 11.
3. Zahid Hussain, *Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam*, New York, Columbia University Press, 2007), p. 67.
4. V.K. Sood et Pravin Sawhney, *Operation PARAKRAM: The War Unfinished*, New Delhi, Sage Publications, 2003, p. 10-12.
5. Groupe interarmées des opérations J-2, discussions avec l'auteur, février 2003.
6. Entrevue avec le Lcol Pat Stogras, Kingston, 9 décembre 2002.
7. Sood et Sawhney, *Operation PARAKRAM*, p. 12.
8. Matt Waldman, *The Sun in the Sky: The Relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Centre, juin 2010.
9. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom*, Washington, Photomac Books, 2005.
10. Intelligence Corps de l'Armée américaine, note d'information, « The Afghanistan Threat », Combined Arms Center de l'Armée américaine.
11. David C. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2011, p. 87.
12. *Ibid.*, p. 101.
13. BBC, Rahimullah Yusufzai, « Taleban aims to regain power », 28 mars 2003.
14. Hussain, *Frontline Pakistan*, chap. 5.
15. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 97-99.
16. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Limited Progress on Domestic Extremism », 25 mai 2006.
17. Sean M. Maloney, « A Violent Impediment: The Evolution of Insurgent Operations in Kandahar Province, 2003- 2007 », *Small Wars and Insurgencies*, juin 2008.
18. Voir : département d'État des États-Unis, « Nature of the Threat of Terrorist Abuse and Exploitation of Non-Profit Organizations (NPOs) »; Thomas Bamforth, « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007; Evan F. Kohlmann, « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », document de travail n° 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006. Voir aussi WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Limited Progress on Domestic Extremism », 25 mai 2006.
19. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Political Scene setter for General Pace », 17 mars 2006.
20. *Ibid.*
21. Comme l'a expliqué Isby dans *Afghanistan: Graveyard of Empires*.
22. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Strategies and Redlines », 25 mai 2006.
23. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA Operations Since July 7th: A Mixed Bag », 25 mai 2006.

APPENDICE A

24. John R. Schmidt, *The Unraveling: Pakistan in the Age of Jihad*, New York, Farrar, Straus, and Giroux, 2011, chap. 6.
25. Syed Saleem Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban: Beyond Bin Laden and 9/11*, Londres, Pluto Press, 2011, chap. 2.
26. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Pakistani Taliban Threaten JUI-F Interests », 30 juin 2006.
27. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Talks and Truces on the Table in North Waziristan », 30 juin 2006.
28. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Northern Waziristan Update », 8 septembre 2006.
29. Voir Rusty Bradley et Kevin Maurer, *Lions of Kandahar: The Story of a Fight against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011, chap. 8 et 9.
30. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Tribal Areas: Talibanization Threat Persists despite North Waziristan Jirga Agreement », 14 décembre 2006.

GLOSSAIRE

3°R22°R	3 ^e Bataillon du Royal 22 ^e Régiment
9/11	Attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New York, aux États-Unis
GAAC	Groupe armé anti-coalition
CAE	Commandement allié en Europe
SMA(Mat)	Sous-ministre adjoint (Matériels)
ZDA	Zone de développement en Afghanistan
FEA	Force d'éradication en Afghanistan
EBG	Engin (ou véhicule) blindé du génie
AFNORTH	Forces alliées Nord Europe
AIA	Autorité intérimaire afghane – Gouvernement temporaire afghan établi dans le cadre de l'Accord de Bonn.
Commandements étasuniens (FOIM-180, CJSOTF, CJCMOTF, CFC-A)	Ces commandements étaient regroupés en Afghanistan dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. Il s'agit respectivement des forces classiques, des forces spéciales, du commandement responsable de la formation et de l'assistance en Afghanistan et du quartier général d'ensemble de l'effort étasunien en Afghanistan.
AMF	Forces de milices afghanes – Forces indigènes afghanes anti-talibanes dont la loyauté est restée aux chefs de tribus.
ANA	Armée nationale afghane
PANA	Police auxiliaire nationale afghane
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes

GLOSSAIRE

CENA	Centre d'entraînement national afghan
ZO	Zone d'opérations
Zresp	Zone de responsabilité
TTB	Transport de troupes blindé
AQ	Al-Qaïda
CRRC	Corps de réaction rapide du Commandement allié en Europe de l'OTAN
ARTHUR	Radar de détection de tir d'artillerie
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
ATA	Administration transitoire afghane – Gouvernement de remplacement de l'AIA avant les élections. L'ATA a pris le relais de l'AIA en 2003. Le président Hamid Karzai a dirigé les deux organisations, et celles-ci représentaient le gouvernement reconnu en 2003-2004.
AWACS	Système aéroporté d'alerte et de contrôle
AWK	Ahmad Wali Karzai
BAF	Aérodrome de Bagram
ECB	Équipe de combat de brigade
BMP	Boyevaya Mashina Pekhoty – Véhicule de combat d'infanterie mécanisée soviétique.
CE	Commission d'enquête
BSB	Bataillon de soutien de brigade
AC	Affaires civiles – Équivalent étasunien de la COCIM (coopération civilo-militaire)
DcamC	Dessin de camouflage canadien
FAC	Forces armées canadiennes
CANBAT	Bataillon canadien

GLOSSAIRE

CANCAP	Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes
FOSCAN	Forces d'opérations spéciales du Canada
CARE	Cooperative for American Relief Everywhere
CASEVAC	Évacuation des pertes
FCC	Fonds de contingence du commandant – Financement canadien des activités de coopération civilo-militaire
ACD	Académie canadienne de la Défense
CDC	Conseil de développement communautaire
CEMD, SCEMD, et VCEMD	Chef d'état-major de la Défense, Sous-chef d'état-major de la Défense et Vice-chef d'état-major de la Défense – Avant la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada en 2006, le SCEMD était responsable des opérations à l'étranger.
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
CENTCOM	Commandement central – Commandement étasunien pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest.
RGC	Régiment du Génie de combat
CERP	Programme d'aide urgente des commandants – Financement étasunien des activités liées aux affaires civiles.
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs – Organisation étasunienne de lutte contre les EEI.
FC	Forces canadiennes (le terme FAC a commencé à être utilisé en 2013)
CFC-A	Commandement des forces multinationales – Afghanistan – Commandement étasunien en Afghanistan.
RTIFC	Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes
ASPFC	Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes
CIA	Agence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international

GLOSSAIRE

CG	Confiance envers le gouvernement
COCIM	Coopération civilo-militaire – Assure la liaison avec les responsables civils et la population dans une zone donnée.
CEC	Commandant en chef
CINCNORTH	Commandant en chef des Forces alliées Nord-Europe
CIVPOL	Police civile – Police civile canadienne faisant partie de l'équipe de reconstruction provinciale (ERP).
CJCMOTF	Groupe interarmées de la coalition pour les opérations civilo-militaires
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM-76	Force opérationnelle interarmées multinationale 76 – Quartier général divisionnaire américain en Afghanistan.
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	Patrouille logistique de combat
SMC	Secteur militaire du Centre
CNS	Camp Nathan Smith – Site de l'Équipe de reconstruction provinciale.
Cmdt FIAS	Commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
OPCON	Opération de contingence
CONPLAN	Plan de circonstance
PC	Poste de commandement
FCEP	Force centrale d'éradication du pavot
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
RESCO	Recherche et sauvetage de combat
CFP	Commission de la fonction publique
FOM	Force opérationnelle multinationale
OSCT	Opérations spéciales contre terroristes – prédécesseur du Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada.

GLOSSAIRE

AD	Aire de diffusion
EICC	Équipe d'intervention en cas de catastrophe
SCEMD	Sous-chef d'état-major de la Défense, responsable des opérations à l'étranger avant la création du COMFEC en 2006
CmdtA	Commandant adjoint
ADD	Assemblées de développement des districts
DDR	Démobilisation, démilitarisation et réintégration. La DDR est le processus de retour des soldats à la vie civile et l'entreposage de leurs armes. L'entreposage des armes lourdes est un sous-ensemble de la DDR, mais il s'agit d'un programme distinct.
CD	Conseiller en développement
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (le nom du ministère était celui utilisé pendant la période visée)
DFID	Department for International Development – Équivalent de l'ACDI en Grande-Bretagne.
DGAI	Démantèlement des groupes armés illégaux
MDN	Ministère de la Défense nationale
DOCEX	Exploitation des documents
ITD	Installation de transfert des détenus
GCE	Groupe consultatif externe
CME	Contre-mesures électroniques
NEM	Neutralisation des explosifs et munitions
OEF	Opération (Op) ENDURING FREEDOM
FSE	Force de soutien des élections de l'OTAN
ETT	Équipe d'entraînement intégrée – Mentors canadiens et alliés de l'Armée nationale afghane travaillant pour la Force opérationnelle Phoenix.

GLOSSAIRE

CRRE	Corps de réaction rapide européen – Corps d’armée intergouvernemental, qui comprend des militaires provenant de neuf pays. Il s’agit d’une force de l’Union européenne et de l’OTAN, dont le quartier général se trouve à Strasbourg, en France.
GE	Guerre électronique
FATA	Agences tribales administrées par le fédéral
FBI	Federal Bureau of Investigation
IIVA	Imagerie infrarouge à vision vers l’avant
FOB	Base d’opérations avancée
OOA/CAA	Officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
FOSAF	Force de remplacement pour l’assistance à la sécurité
BSA	Bataillon de soutien avancé – Organisation logistique américaine à l’aérodrome de Kandahar.
GSA	Groupe de soutien avancé – Organisation logistique canadienne en Afghanistan.
ESC	Équipe de soutien en campagne – Équipe canadienne du renseignement humain.
GIRoA	Gouvernement de la République islamique d’Afghanistan
HEAT	Explosif brisant antichar (charge militaire)
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin (parti politique)
HIMARS	Système de roquettes d’artillerie à grande mobilité
VLLR	Véhicule logistique lourd à roues
CE	Chef d’État
QG	Quartier général
ROHUM	Renseignement humain
OGI	Objectif de grande importance
EAL	Entreposage d’armes lourdes

GLOSSAIRE

SIDNA	Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan
CI	Communauté internationale
CICR	Comité international de la Croix-Rouge/Croissant Rouge
PDIP	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (camp)
EEI	Engin explosif improvisé
NEEI	Neutralisation d'engins explosifs improvisés
IFOR	Force de mise en œuvre
LCI	Lignes de communication intégrées – Entente logistique entre le Canada et les États-Unis.
CGI/FMI	Cadre de gestion des investissements (ancienne stratégie de l'OTAN) ou Fonds monétaire international (organisation)
RIC	Repas individuel de combat
OI	Organisation internationale
FRI(T)	Force de réaction immédiate (Terre) – Bataillon en attente d'un déploiement mondial dans un nombre de jours donné.
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
BEI	Base d'étape intermédiaire – Élément logistique canadien en Turquie.
ISI	Direction pour le renseignement interservices
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
CCI	Centre de coordination interarmées
JDAM	Munition interarmes d'attaque directe
CODI	Centre d'opérations de défense interarmées – Quartier général de l'aérodrome de Kandahar qui coordonne la défense de la base.
JeM	Jaish-e-Mohammed (Groupe armé islamiste)
JEMB	Organe mixte d'administration des élections

GLOSSAIRE

JICA	Agence japonaise de coopération internationale
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	Groupe interarmées des opérations
CICP	Centre interarmées de coordination provincial – Situé au palais du gouverneur.
CCCS	Centre de coordination conjointe de la sécurité
JSOC	Commandement des opérations spéciales interarmées
FOI-ASO	Force opérationnelle interarmées de l'Asie du Sud-Ouest
ERI	Équipe régionale interarmées – Prédécesseur du concept d'équipe de reconstruction provinciale.
CIFA	Contrôleur interarmées de la finale de l'attaque – Personnel, généralement de l'artillerie, qui manipule les systèmes de guidage laser et satellite pour cibler les munitions de précision.
FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K2	Karshi-Khanabad – L'une des bases aériennes principales de l'Op ENDURING FREEDOM
KAF	Aérodrome de Kandahar – BAF, KAF et K2 étaient les principales bases aériennes de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan.
KAIA	Aéroport international de Kaboul, en Afghanistan
KBR	Kellogg, Brown & Root – Société américaine d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction.
SPK	Service de police de Kaboul
PEC	Point d'entrée clé
KFOR	Force pour le Kosovo
KLE	Engagement des relais d'influence
KMNB	Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul

GLOSSAIRE

KSK	Kommando Spezialkräfte (Commandement des Forces d'opérations spéciales de l'Allemagne)
KUS	Choura des oulémas de Kandahar
VBL	Véhicule blindé léger
SOFT, SCFT	Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, Secteur du Centre de la Force terrestre (Quartier général de l'Armée canadienne au Canada)
ZA	Zone d'atterrissage
MACTP	Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage
Maz	Mazâr-é-Charîf
FCP	Force de contingence principale
MEDEVAC	Évacuation médicale
EGEM	Équipe de guerre électronique mobile
VLMR	Véhicule logistique moyen à roues
UMM	Unité médicale multinationale
Min DN	Ministre de la Défense nationale
Min Def	Ministère de la défense
MoI	Ministre de l'Intérieur
MQ-1	Le MQ-1 Predator est un véhicule aérien sans pilote (UAV)
MQ-9	Le MQ-9 Reaper est un véhicule aérien sans pilote (UAV)
RIC	Repas individuel de combat
MRRD	Ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
MSG	Ma'Sum Ghar
AMT	Accord militaire technique
PAIM	Programme d'aide à l'instruction militaire

GLOSSAIRE

OMI	Objectif de moyenne importance
MML	Moral, mieux-être et loisirs
MYRM	Tableau de bord pluriannuel de la SFOR de l'OTAN
N2K	Provinces de Nangarhar, de Kunar et de Khost
EANCP	Élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ECN	Élément de commandement national
S/off	Sous-officier
QGDN	Quartier général de la Défense nationale
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	Organisation non gouvernementale
FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	Élément de soutien national
PRONASOL	Programme national de solidarité
AFC	Autres forces de la coalition – Type de forces d'opérations spéciales américaines
ODA	Détachement opérationnel Alpha – Équipe de 12 soldats des forces spéciales étasuniennes
ODB	Détachement opérationnel Bravo
OEF	Opération ENDURING FREEDOM – Coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan
AAG	L'Autre agence gouvernementale
AM	Autres ministères – Terme canadien désignant les personnes qui ne font pas partie des FC ou du MDN
BHR	Bureau du Haut-Représentant
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel – Version de l'Équipe d'entraînement intégrée de l'OTAN

GLOSSAIRE

Op	Opération
PO	Poste d'observation
OPLAN	Plan d'opération
OPSEC	Sécurité des opérations
ORM	Feuille de route opérationnelle – MYRM du CGI
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSGAP	Bureau du Secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan
BPSG	Base de patrouille Sperwan Ghar
BPW	Base de patrouille Wilson
DP	District de police – Organisation administrative-géographique de base de la ville de Kaboul en 2003-2004.
CDP	Comité de développement provincial
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	Conseiller politique
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
PPIED	Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression
ERP	Équipe de reconstruction provinciale
OPPSY	Opérations psychologiques – L'une des nombreuses opérations d'information ou activités des OI destinées à influencer les amis et les ennemis par le biais de messages.
PTS	Programme Takhim-e Sohl – Programme d'amnistie « Strengthening Through Peace »
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
PIR	Projet à impact rapide
FRR	Force de réaction rapide
RAF	Royal Air Force
RALC	Régiment d'artillerie légère du Canada

GLOSSAIRE

RBC	Régiment blindé du Canada
CR (S)	Commandement régional (Sud)
RCD	The Royal Canadian Dragoons
RCHA	Royal Canadian Horse Artillery
RCIED	Engin explosif improvisé radiocommandé
GRC	Gendarmerie royale du Canada
DDI	Détachement de dégagement d'itinéraire
RCR	The Royal Canadian Regiment
RDZ	Zone de développement régional
REMBASS	Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille
RGC	Régiment du génie de combat
RP	Relève sur position
CMR	Collège militaire royal
RE	Règle d'engagement
Roto	Rotation
SPEOI	Système de purification d'eau par osmose inverse
ZOR	Zone d'opérations réglementée – Zone où les aéronefs ne sont pas autorisés à survoler.
GPF	Grenade propulsée par fusée
SAT	Système d'arme télécommandé
CS	Connaissance de la situation
SACEUR	Commandant suprême des Forces alliées en Europe de l'OTAN
SAGEM	Société d'applications générales d'électricité et de mécanique
SAS	Special Air Service

GLOSSAIRE

ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
SBS	Special Boat Service
SEAL	Équipe mer-air-terre – Principale force d'opérations spéciales de la Marine américaine et une partie du Naval Special Warfare Command et du United States Special Operations Command.
SFOR	Force de stabilisation – Force dirigée par l'OTAN en Bosnie
SFGA	Special Forces Group (aéroporté)
BIRFA	Brigade d'intervention rapide des forces en attente (de l'ONU)
SIGINT	Renseignement d'origine électromagnétique
LCS	Lignes de communication stratégiques – Voie logistique de retour au Canada
SNC	Surveyer Nenniger & Chênevert, Inc. (aujourd'hui SNC-Lavalin, une société d'ingénierie canadienne)
SOAR	Special Operations Aviation Regiment
FS	Forces spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
SQFT	Secteur du Québec de la Force terrestre
ERS	Équipe de reconnaissance (reco) stratégique
ESS	Exploitation de sites sensibles
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SST	« Shit Sucker Trucks »
SVBIED	Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	Zone de rassemblement tactique
CAT	Contrôle aérien tactique
SSC	Secourisme en situation de combat
TEODor	Robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation (de Telerob)

GLOSSAIRE

EET	Équipe d'exploitation tactique
FO	Force opérationnelle
FOA	Force opérationnelle en Afghanistan
FO Kaboul/ FO Kand	Force opérationnelle à Kaboul/Force opérationnelle à Kandahar
TEC	Troupes en contact
Route TK	Route Tarin Kot
TOW	Filoguidé à poursuite optique, lancé par tube (lanceurs)
TUAV	Véhicule aérien sans pilote tactique
EAU	Émirats arabes unis
UAV	Véhicule aérien sans pilote
OBL	Oussama ben Laden
R.-U.	Royaume-Uni
PSU	Poste sanitaire d'unité
UN	Nations Unies
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
UNGOMAP	Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
UNSC	Conseil de sécurité des Nations Unies
E.-U.	États-Unis
USAID	Agence américaine pour le développement international
USMC	Corps des Marines des États-Unis

GLOSSAIRE

USNORTHCOM	Commandement de l'Amérique du Nord
UTN	Ummah Tameer-e-Nau – Organisation non gouvernementale « humanitaire » pakistanaise
UXO	Munition explosive non explosée
VIP	Personne de marque
VHU	Véhicule hors d'usage
IEE	Inscription électorale et élections – Opérations de soutien aux élections, y compris les inscriptions, le vote, le décompte des bulletins de vote et la protection pour garantir la transparence, l'impartialité et la légitimité.
ADM	Armes de destruction massive

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D. est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4^e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, de 1995 à 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 14 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.



Photo : Auteurs

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abbott, Ashley (USAID) : 375, 376, 378, 379, 576

Abdullah (Ph. D.), Abdullah : 142, 294

Abizaid, général John : 327

Abthorpe, major Geoff (Armée canadienne) : 494, 504, 515, 528, 534, 549, 573

Accord de Bonn : 27, 28, 110, 112, 120, 122, 134, 141, 142, 148, 173, 187, 189, 192, 206, 301, 304, 305, 313, 315, 372, 374, 391, 429

Accord de paix de Waziristan : 607

Accords de Genève : 1, 2

Achakzai (groupe ethnique) : 384, 385

Adair, capitaine Jay (Armée canadienne) : 61, 468

Administration transitoire afghane (ATA) : 27, 55, 64, 87, 88, 97, 111, 113, 114, 117, 120—122, 141, 142, 148, 150—153, 161, 166, 170, 172—174, 180, 182, 183, 186, 187, 189, 191, 193, 198, 203, 205, 206, 208, 210, 217—219, 243—246, 248, 251, 264, 277, 301, 303, 305, 324, 327, 328

Aérodrome Chapman : 87—90, 100

Aérodrome de Bagram : 5, 24—26, 42, 62, 74, 75, 77, 82, 83, 86, 123, 135, 144, 146, 199, 223, 430

Aérodrome de Kandahar (KAF) : xiii, 23, 33, 34, 40—47, 53—61, 63, 66, 68—72, 75, 78, 79, 82, 89, 91—93, 98, 99, 109, 154, 194, 343, 345, 352, 353, 355, 356, 360—364, 366, 371, 372, 386—390, 397, 399, 400, 405, 406, 408—410, 415, 421, 423, 440, 441, 446, 463—466, 478, 492, 496, 504, 507, 508, 512, 516, 518, 527, 528, 530, 534, 550, 557—562, 571, 577, 591, 603

Aéronefs

A-10 Thunderbolt : 82, 453, 462, 467, 474, 511, 517, 519, 521, 523, 531, 541, 542, 563

Aéronef de surveillance Nimrod MR2 : 509, 513

Aéronef Harrier : 440, 441, 505

AH-64 Apache : 41, 61, 65, 82, 83, 89, 95, 98, 170, 232, 259, 266, 280, 430, 436, 439, 448, 453, 462, 472, 473, 499, 518, 521, 524, 528, 546

AN-124 Antonov : 89, 154

B-1B Lancer : 439, 462, 474, 510, 554

B-52 Stratofortress : 96

C-5B Galaxy : 39, 40

C-17 Globemaster III : 21, 39, 40, 45, 65, 66, 69, 79, 557

C-130 Hercules, AC-130, CC-130 : 25, 31, 67, 68, 75, 82, 86, 95, 96, 154, 223, 264, 265, 496, 508, 523, 525, 554

CC-150 Polaris : 68, 154

CF-18 Hornet : 17, 24, 114, 116, 343, 344

CH-47 Chinook, MH-47D : 41, 44, 61, 65, 72, 75, 76, 78, 82, 83, 85, 89, 92, 95, 98, 126, 343, 398, 419, 448, 458, 462, 518, 535

CH-124 Sea King : 343

CH-146 Griffon : 126, 343, 344

CH-149 Cormorant : 327, 343

F-16 Falcon : 78, 80, 82, 292

HH-60 (Pave Hawks) : 345, 509

MC-130 Combat Talon : 61, 508

MH-60 Black Hawk : 44, 95

OH-58D Warrior : 343

UH-1N Twin Huey : 343, 418

Aéroport international de Kaboul, en Afghanistan : 27, 121, 127, 135—137, 139, 143—146, 150, 154, 164, 165, 168—171, 178, 180, 181, 220, 225, 239, 247, 254, 265, 292, 308, 326

Afrique : 1, 15, 52, 115, 118, 128, 226, 244, 302, 331, 346, 380

Agence de coopération internationale du Japon : 354

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 604—607

Agent neurotoxique Sarin : 71

INDEX

Ahmadzai (Ph. D.), Ashraf Ghani : 166, 303, 305, 310

Aide humanitaire : 50, 63, 92, 119, 121, 122, 125, 165, 375, 378, 381, 540, 549, 565, 570, 575, 605

Akka, colonel : 540, 578

Alefkehl : 84, 85

Alexander, Chris (ambassadeur canadien) : vi, 174, 246, 260, 264, 295, 305, 310, 316, 334

Al Ghuraba : 48, 49

Ali, général Bari : 170

Alikozai (tribu) : 382—385, 434, 475

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : 9, 383, 384, 439, 475, 476, 580

Alizai, général Asmatullah : 578

Allemagne/Allemand : xxv, 26, 30, 39, 44, 45, 47, 60, 63, 79, 93, 110—113, 115, 118, 125, 128, 141, 144, 149, 156, 164, 165, 167, 170, 172, 180—182, 192, 193, 197, 199, 209, 223, 231, 235, 239—241, 258, 269, 278, 283, 297, 302, 309, 325, 326, 328, 372, 377, 378, 385, 426, 429, 430, 445, 490, 493, 538, 548, 566, 577

Alliance de l'Est : 86

Alliance du Nord : 15, 18, 19, 22—24, 26, 27, 32, 49, 50, 86, 87, 122, 143, 161, 166, 173, 176, 182, 210, 238, 244, 256, 260, 601

al-Masri, Abd al Aziz : 54

Al-Qaïda : xiii, xxi, xxiii, 1, 10, 13—18, ,20—23, 25—34, 42—55, 64, 69—72, 75, 81, 82, 84, 86, 88, 90, 91, 97, 100, 103, 109, 110, 112, 114, 115, 117, 122, 124, 126, 134, 141—143, 150, 161, 173, 179, 205, 206, 208, 223, 233, 235, 244, 266, 292, 294, 311, 323, 327, 347, 348, 395, 401, 402, 422, 443, 444, 505, 508, 591, 592, 601—607, 612, 627

INDEX

al-Suri, Abu Musab : 49

al-Zarquoui, Abu Musab : 52

al-Zawahiri, Ayman : xxi, 32, 70, 88

American Drug Enforcement Administration : 417

Anderson, Lcol David (Armée canadienne) : 351

Arabie saoudite, Moyen-Orient : 2, 6, 9, 10, 15, 47, 142, 161, 293, 605

Arbour, Louise (Canada) : 246

Arghandab, Afghanistan : iii, xiv, 356, 362—364, 369, 384, 387—389, 475—477, 489, 495, 508, 574, 580

Arghistan, Afghanistan : 61, 356, 363, 364, 387—389, 489, 495

Armes de destruction massive (ADM) : 110

Arndt, caporal-chef Raymond (Armée canadienne) : 478

Arnold, caporal Glen (Armée canadienne) : 535

Asheque, Afghanistan : 434, 476, 501

Assassinat de Glyn Berry : 390, 391, 422, 594

Assemblée de la justice de Kandahar : 305

Atwell, Capt Hugh (Armée canadienne) : 473

Australie/Australien : 33, 44, 60, 78, 93, 353, 398, 492, 518, 555

Autorité intérimaire afghane (AIA) : 27, 29, 34, 64, 120, 134

Azerbaïdjan : 52

Azzam, Abdullah Yusuf : 10

B

Baba, Haji : 348

Back, général Gerhard : 309

Badghis (province) : 48, 397

Badvan Ghar : 500

Bagdad, Iraq : 330, 603

Bagrami, Afghanistan : 135, 136, 139, 145, 157, 160, 165, 169, 178, 200, 220

Bahram Chah : 443

Bakr, Abu : 186, 187

Baleine (La) : 72—76, 78

Balkans : i, 8—10, 13, 17, 21, 66, 121, 134, 154, 173, 283, 342, 380, 496, 497, 592, 627

Balkh (province) : 48, 252, 263, 264, 397

Baluchistan (province du Pakistan) : 603, 607

Bamiyan, Afghanistan : 48, 124, 326

Banda Daud : 250

Band-e Timor : 569

- Bannerjee, Nipa (Canada) : 196, 256, 310, 312, 316
- Baqi, Maulvi mollah Abdul : 335, 357, 368, 432, 436
- Barab Chah : 443
- Baradar, mollah Abdul Ghani : 55, 91, 93, 422, 442, 444
- Barakzai (tribu) : 92, 381—385, 433, 434
- Barno, Lgén David (Armée des É.-U.) : 204, 248, 285
- Barrage de Dahla : 420, 447, 476
- Barry, Capt Kevin (Armée canadienne) : 440, 473
- Bascon, Sgt Nicky (Armée canadienne) : 539
- Base aérienne Al Jaber, Koweït : 78
- Base aérienne Minhad (Émirats) : 68, 431
- Base de patrouille Sperwan Ghar : 551, 552, 554, 567, 568
- Base de patrouille Wilson : 406, 432, 433, 434, 451, 470, 472, 477, 494, 495, 497, 499, 501, 509, 513, 528, 537, 538, 544, 545, 547, 548, 552, 559—561, 567, 568, 570, 572
- Base de soutien du théâtre : 68
- Base d'opérations avancée (FOB)**
- FOB Ghecko : 92, 362
- FOB Martello : 406, 414, 415, 420, 421, 447, 448, 468, 470, 494, 495, 504, 508, 509, 518, 545, 548-550, 555, 559
- FOB Ma'Sum Ghar : 537, 538, 544, 552, 567, 568, 571, 572
- FOB Robinson : 418—421, 447, 459, 461, 462
- FOB Wilson : 406, 433

INDEX

- FOB Wolf : 418
- FOB Zettelmeyer : 537, 544, 547, 552, 568, 572, 578
- Bataille de Pashmul : xiv, 450, 452, 468, 471, 488, 594
- Bataille du 3 août : xiv, 466, 470, 471, 474—476, 491, 514, 515, 580, 594
- Bâtiment de l'ECS : 312, 315
- Bazar-e Panjwai, Afghanistan : 355, 432, 434, 451, 470, 473, 474, 477, 498, 503, 533, 534, 536, 537, 539, 544, 546, 552, 567, 568, 572
- Beerenfenger, Cpl Robbie (Armée canadienne) : 183—185, 195, 198, 221, 223
- Belanday, Afghanistan : 386
- ben Laden, Oussama : xxi, 10, 14, 16, 19, 25, 32, 34, 49, 52, 53, 55, 69, 81, 82, 84—86, 112, 141, 259, 602
- Berry, Glyn (Canada) : 15, 375—378, 390, 391, 422, 423, 430, 575, 594
- Bihac, Bosnie : 99
- Blackburn, Maj Mike (Armée canadienne) : 57, 88—90
- Blair, Tony (Royaume-Uni) : 270
- Blair, Maj Colin (Armée canadienne) : 64
- Bolduc, Lcol Don (Armée des É.-U.) : 357, 358, 492, 504, 520
- Bolen, adjudant Billy (Armée canadienne) : 80
- Bombardement de la Ferme Tarnak : 69, 78—81, 88, 99, 557
- Boneca, caporal Anthony (Armée canadienne) : 453, 457

INDEX

Bonn, Allemagne : 141

Bosnie, Bosniaque : 9, 10, 19, 21, 52, 66, 99, 114, 121, 127, 128, 134, 141, 154, 172, 179, 226, 228, 230, 246, 270, 302, 306, 319, 320, 340, 344—346, 400, 406, 478, 496, 627

Bout, Viktor : 17

Bowes, Col Steve (Armée canadienne)/Lgen Steve Bowes : viii, 358, 358, 374—376, 380, 386, 391

Bradley, Lcol Tom (Armée canadienne)/Maj Tom Bradley : 57, 96, 556

Bradley, Maj Rusty (Armée des É.-U.) : 508

Brahimi, Lakhdar : 26, 166, 179, 204, 218, 325

Braun, Cpl David (Armée canadienne) : 505

Brewer, Lcol Mark (Armée des É.-U.) : 463

Brindisi, Italie : 66

Brink, Sgt Joe (Armée canadienne) : 390

Brown, Capt Steve (Armée canadienne) : 519

Brown, Sgt 1^{re} William (Armée des É.-U.) : 553

Bruxelles, Belgique : xxv, 311

Buchan, Gavin (Canada) : vi, 125, 539, 575

Bureau de coopération militaire – Afghanistan : 190, 288, 335

Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP) : 1, 2, 5—8

Burton, Lcol Paul (Armée des É.-U.) : 357

Bush, George (États-Unis) : 31, 110

Byers, soldat David (Armée canadienne) : 535

C

Cachemire : 50, 602, 603, 605

Cadieu, major Trevor (Armée canadienne) : 557, 558, 571, 573

Cadre de gestion des investissements : xiii, 306, 307, 309, 310

Callan, Michael (Canada) : vi, 375, 415, 427, 539

Cambodge : 10, 346

Camp

Camp Abu Ubaydah : 53

Camp Assadallah Abdul Rahman : 50

Camp Badr : 48, 52

Camp Bastion : 462—464

Camp David : 15, 16

Camp d'entraînement Al Farouq : 48, 49, 53, 62

Camp Derunta : 48—50, 52, 62

Camp Hizbi Islami : 50

Camp Julien : 135, 136, 139, 143, 145, 146, 148, 154, 155, 157, 158, 160, 161, 168, 169, 171, 178, 183, 184, 190, 196, 200, 201, 210, 220, 221, 223—225, 232, 241, 242, 256, 279—283, 285, 287, 288, 291, 292, 294—296, 329, 345, 351

Camp Mirage : 67, 68, 149, 154, 155, 264, 409

Camp Nathan Smith : 351, 359, 360, 362, 363, 381, 406, 422, 427, 495, 505, 560

Camp Nine : 48, 49

Camp Sherzai : 371

Camp Warehouse : 135, 136, 139, 143, 145, 146, 148, 154—156, 165, 167—169, 171, 178, 183, 220, 254, 255, 257

Camp Zhawar Kili : 48, 52, 62, 78

Camp Ziarat Jah : 52

Campbell, major Mark (Armée canadienne) : 60

Canada/unités canadiennes

Agence canadienne de développement international (ACDI) : vi, 4, 63, 119, 192, 194—197, 241—244, 256, 268, 269, 281, 301, 302, 310, 312, 314, 326, 327, 331, 333, 336, 346, 359—361, 363, 375, 378, 423, 424, 426, 427, 493, 538, 539, 574

Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) : 154—156

Centre de coordination de l'appui du Génie : 60

Centre du renseignement toutes sources (CRTS) : 149, 186, 199, 202, 231, 232, 233, 235, 236, 246, 259, 268, 278, 283, 284, 288, 292—294, 296, 351, 399, 408—411, 474, 491, 577

Collège militaire royal (CMR) : v, vi, 119, 627

Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : vii, 339, 400, 425, 508, 541, 558, 570

Commission de la fonction publique (CFP) : 314

Compagnie Para (Régiment de parachutistes) : 156, 163, 185, 187, 340, 490

Équipe de soutien en campagne (ESC)/L'équipe canadienne chargée de la sécurité sur le terrain : 234, 294

Escadron de reco (escadron de surveillance) : 19, 21, 39, 57, 60, 61, 75, 79, 98, 99, 167, 229, 230, 232, 255, 257, 266, 268, 270, 278, 281—285, 288, 292, 294—297, 333, 351

Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) : 170, 187, 197, 284, 517, 518, 522

Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 5, 310, 330, 333, 359, 361, 371, 373, 374, 381, 391, 423

Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes : 59

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : vi, 125, 126, 128, 196, 244, 267—269, 305, 311, 326, 333, 337, 346, 361, 375, 377, 378, 423, 424, 539, 548, 575

Navire canadien de Sa Majesté Montréal : 323

Organisation canadienne du renseignement d'origine humaine : 278

Programme d'aide à l'instruction militaire (PAIM) : 190

Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes : 154, 280, 405, 561

Quartier général de la Défense nationale (QGDN) : 187, 195, 196, 230, 243, 264, 288, 326, 339, 490

Régiment aéroporté du Canada : 22, 42

Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes (RTIFC) : 409

Royal Air Force (RAF) : 25, 440, 441, 462, 505

Royal Canadian Horse Artillery (RCHA) : 39, 148, 399, 439

Secteur du Québec de la Force terrestre (SQFT) : 21

The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) : 13, 39, 58

The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 148, 225, 352, 493, 494, 518, 545, 551

INDEX

- 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 8, 455, 457, 468, 469, 474, 478, 490, 493, 494, 520, 527, 542, 546, 547, 563, 570, 595
- 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) : 278, 399, 455, 457
- 1^{re} Division du Canada : 117
- 1^{er} Régiment du Génie de combat (CER) : 39, 279, 399
- 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 21, 352
- 2^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 478, 494, 500, 501, 505, 535, 595
- 2^e Escadron de guerre électronique (GE) : 39, 59, 9, 148, 399, 408, 410
- 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment (3 R22^eR) : 229, 235—239, 241—243, 246, 255—259, 279, 559, 575
- 3^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 144, 155, 156, 158, 159, 161, 163, 217—219, 221, 225, 226, 229, 236, 241, 242
- 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 13,14, 22, 33, 34, 39, 41, 42, 44, 55, 57, 59, 60, 72, 74, 75, 78, 82, 84, 86—88, 91—93, 95—97, 109, 194, 278, 360, 591
- 5^e Régiment d'artillerie légère du Canada (RALC) (Batterie R) : 229, 231
- 12^e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 229, 231, 399, 423
- 52^e Escadron, 5^e Régiment du Génie de combat (RGC) : 229, 236
- Capstick, Col Mike (Armée canadienne) : viii, 310, 312, 313, 315
- Carignan, Lcol Serge (Armée canadienne) : 229
- Carr, Maj Steve (Armée canadienne) : 400
- Carrefour giratoire « Massoud » : 137, 168
- Ceinture verte : 459, 461, 464, 466, 467, 476, 477
- Centre de coordination conjointe de la sécurité (CCCS) : 188
- Centre de coordination interarmées (CCI) : 369, 410, 425
- Centre de dépouillement du scrutin de la région centrale de la MANUA : 292, 294
- Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan : 279

INDEX

- Centre d'entraînement militaire de Kaboul : 558
- Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 136, 169, 171, 287—289, 297, 345
- Centre d'entraînement régional : 354, 372, 373
- Centre d'opérations de la province (COP) : 556—558
- Centre d'opérations tactiques : 201, 399, 465, 557, 573
- Centre interarmées de coordination provincial (CICP) : 404, 424, 431, 557
- Chaghcharan, Afghanistan : 330
- Chagnon, Capt Michael (Armée canadienne) : 191
- Chahar Asiab, Afghanistan : 136, 137, 139, 145, 156, 157, 159, 160, 161, 169, 171, 177, 178, 182, 200, 209, 220, 221
- Chalghowr, Afghanistan : 386, 509
- Chaman : 94, 338
- Charikar, Afghanistan : 254, 256
- Chenar, Afghanistan : 443
- Chevrefils, Cpl Chad (Armée canadienne) : 499
- Chine : 47
- Choura des oulémas : 348, 427
- Choura des oulémas de Kandahar : 348, 427
- Choura de Peshawar : 182, 183, 603

INDEX

- Choura de Quetta : 323, 357, 370, 380, 422, 436, 442, 468, 526, 602, 605
- Chrétien, Jean (Canada) : 117, 329
- Chypre : 2, 99
- Coakwell, Capt Marjorie (Armée canadienne) : 67
- Col de Khyber : 135, 256
- Colline de Gundy Ghar : 491, 492, 534
- Comité de ciblage des projets : 539
- Comité de développement provincial (CDP) : 303, 361, 362, 375—378, 381, 424, 439, 507, 537, 540, 574
- Comité de gestion des catastrophes : 507, 535, 537, 539, 540
- Comité du Cabinet chargé des affaires internationales : 269
- Comité international de la Croix-Rouge : 8, 426
- Commission d'enquête : 79, 80, 422
- Commission électorale indépendante de l'Afghanistan (CEIA) : 318
- Conférence de Bonn II : 401
- Confiance envers le gouvernement (CG) : 370, 376—378, 391, 415, 427, 550
- Congo : 128
- Connolly, Lcol Peter (Armée de l'Australie) : 492
- Conrad, Lcol John (Armée canadienne) : 399, 405—408, 466, 473, 494, 496, 559

INDEX

- Conseil de l'Atlantique Nord : 120, 328
- Conseil de développement communautaire (CDC) : 303, 375, 507, 536, 574
- Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSC) : 31, 113, 120, 150, 180, 181
- Contre-insurrection : vi, xxi, xxiv, xxvi, 64, 179, 186, 303, 334, 335, 337, 344, 358, 476, 542, 549, 557, 594, 595
- Contre-mesures : 412, 496, 562
- Contre-mesures électroniques (CME) : 226, 228, 412, 448, 496, 499, 514, 516, 562
- Contre-terroriste : 29, 100, 304, 318, 366, 398, 566
- Coombs, Maj Howard (Armée canadienne) : 305
- Coopération civilo-militaire (COCIM) : xxvi, 59, 61, 66, 125, 144, 158, 163, 184, 192—197, 219, 221, 223, 225, 236, 237, 239, 241—243, 255, 255, 256, 258, 279, 281, 295, 296, 305, 327, 333, 345, 352, 354, 358, 360, 361, 370, 371, 374, 376, 378, 380, 385, 396, 593, 412, 416, 425, 426, 430, 431, 451, 453, 538, 539, 541, 549, 557, 567, 569, 574, 575, 578, 593
- Cooperative for American Relief Everywhere (CARE) : 247
- Costall, soldat Robert (Armée canadienne) : 419
- Coup d'État : 5, 8, 137, 166—168, 170, 172, 184, 264, 266, 428
- Cowan, lieutenant (Armée canadienne) : 71
- Croatie/Croate : 8—10, 60, 99, 141, 144 346, 627
- Croix-Rouge (La) : 8, 204, 426
- Crop Circle : 361, 362

Cross, Maj Dyrald (Armée canadienne) : 148, 167, 229

Cushley, soldat William (Armée canadienne) : 515

D

Dallaire, soldat Kevin (Armée canadienne) : 473

Dallaire, Lgén Roméo (Armée canadienne) : 346

Dand, Afghanistan : 362, 363, 477, 574

Dangar, Anwar : 182, 186, 234

Darfour : 128, 346, 347

Dasht : 560

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 439, 507, 537, 539, 540, 578

Daud Daud, major-général Mohammed : 251

Davis, caporal Paul (Armée canadienne) : 416

de Hoop Scheffer, Jaap (Armée des Pays-Bas) : 248

de la Bourdonnaye, Cpl Jean (Armée canadienne) : 79

Deh Rawod, Afghanistan : 64, 93—96, 569

DeLong, Lgén Michael (Armée des É.-U.) : 117, 123

Delvoie, Louis (ambassadeur canadien) : 2, 7

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 427

INDEX

Démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR) : 30, 122, 152, 154 172—174, 177, 179, 187, 188, 191, 203, 204, 207, 210, 230, 244, 249—253, 255, 260, 261, 266, 278, 281, 287, 291, 295, 304, 306, 308, 371, 372

Denne, Lcol Don (Armée canadienne) : 144, 156, 158, 185, 186, 192, 193, 201, 207, 209, 223, 225, 229

Deobandiste : 605

Département de la défense américain : 418

Département d'État américain : viii, 179, 245, 261, 321, 372, 374, 418

Désarmement/démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) : 251, 317, 319, 371, 372, 380, 384, 428

Désert du Registan (Reg) : 54, 353, 363, 364, 489, 492, 493, 503, 504, 521, 522, 552, 567—569

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 411, 543, 545

Détroit de Gibraltar : 54

Devlin, Maj/Bgén/Mgén/Lgén Peter (Armée canadienne) : 144, 149, 152, 153, 164, 166—168, 187, 188, 207, 210, 229, 232, 234, 244, 246

Deykandi (province) : 396

DHL (courrier) : 68

Dinning, Cpl Matthew (Armée canadienne) : 415

Djalalabad, Afghanistan : 24, 43, 48—50, 52, 62, 81, 82, 139, 145, 178, 220, 326, 327

Dorgan, Erin (Canada) : 378

Dostum, Abdul Rashid : 6—8, 23—25, 202, 203, 207, 208, 245, 246, 249, 251, 252, 265, 294, 305, 306

Doucette, Lcol Tom (Armée canadienne) : 423, 425

Dr. Evil : 69, 70

Dubaï, AE : 63, 149, 154, 431

Durrani (tribu) : 32, 33, 363, 381, 382

Dyer, caporal Ainsworth (Armée canadienne) : 79

DynCorp : 354, 372—374, 396, 536

E

Eason, caporal Dennis (Armée canadienne) : 72

Echo (Point d'entrée clé) : 219, 220

École blanche : 452, 470—473, 511, 514, 534

Écrasement du vol 737 de la Kam Air : 296

Égypte : 52

Eikenberry, Lgén Karl (Armée des É.-U.) : 358, 405, 512

El Bak, Afghanistan : 549

Élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux (EANCP) : 355, 368

Élections de 2004 : xiii, 199, 204, 254, 270, 277, 285, 290, 291, 293, 294, 302, 305, 334, 370

Élections de 2005 : 277, 368, 429

Electronic Square : 361

Élément de soutien du théâtre : 68

Ellis, Col Jim (Armée canadienne) : 278, 283, 284

Embuscade de 1982 : 361

Embuscade du 24 au 28 mai 2006 : 432, 439

Émirat islamique : 402

Émirats arabes unis (EA) : 67, 68, 293, 430

Engagement des relais d'influence (KLE) : 555, 565, 570

Entreposage d'armes lourdes (EAL) : xiii, 172, 174, 176—179, 203, 207, 217, 221, 223, 244, 249, 255, 278, 281, 304, 306, 371

Équipe canadienne de liaison avec l'Iraq : 119

Équipe chirurgicale avancée : 45

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A)/Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) : viii, xi, xxvi, 189, 301, 310—316, 321, 345, 353, 425, 486, 540, 592

Équipe d'activation dans le théâtre : 143

Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) : 265, 555, 558, 559, 573

Équipe d'entraînement mobile de police militaire OU équipe d'entraînement et d'assistance de la force policière : 354, 372

Équipe de reconstruction provinciale (ERP) : viii, xi, xiv, xxvi, 21, 99, 116—118, 123—126, 128, 144, 180, 194, 228, 231, 241, 243, 247, 248, 251, 256, 260, 264—270, 286, 287, 301, 303, 304, 306, 309, 311, 318, 321, 324—328, 330, 331, 333—337, 339—342, 344, 347, 348, 351, 353, 354, 357—361, 363, 365—378, 380, 382, 385, 386, 390, 391, 395—397, 399, 404, 406, 410—413, 415, 417, 420, 422—431, 441, 445, 447, 458, 465, 468, 478, 485, 486, 488, 491, 493—495, 507, 535—541, 548—550, 555, 556, 560, 563, 564, 569, 574—579, 592—595

Équipe de réponse immédiate (IRT) : 279

Équipe d'exploitation tactique (EET) : 412

Équipe régionale interarmées (ERI) : 125

Équipement

Agent moutarde : 71

Agent neurotoxique VX : 71

Anthrax : 46, 53, 54, 69, 71

ARTHUR : 148, 165, 209

AWACS : 80, 292

Bastion HESCO : 143, 280, 551, 578, 143, 280

Borne d'aide à la chasse et à la navigation inukshuk : 99, 101

Brouilleurs ACORN : 228

Canon antichar de 100 mm : 89

Canon automoteur Panzerkanone : 518

Canon de 20 mm : 78, 279

Canon de 25 mm : 96, 143, 148, 167, 421, 462, 474, 514, 515, 528, 545

Canon de 40 mm : 96

Canon de 122 mm : 89

Canon de 152 mm : 89

Canon de 155 mm : 496, 573

Canon LG-1 de 105 mm : 151

Canon M-777 : xxvii, 398, 399, 415, 421, 439, 451, 453, 462, 466, 470, 472, 473, 493, 494, 505, 510, 516, 518, 542, 551, 560

Détecteur magnétique : 226

Dispositif de dégagement de munitions dispersables Pearson : 226

Dispositif de dispersion radiologique : 54, 71

Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression (PPIED) : 446, 472, 534, 563

Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide (SVBIED) : 411, 423, 534

Engin explosif improvisé radiocommandé (RCIED) : 226, 366, 411

Explosif brisant antichar (charge militaire) (HEAT) : 573

Fléau de déminage Marion : 226

GBU-12 (bombes de 500 lb) : 78, 79

INDEX

Grenade propulsée par fusée (GPF) : 439, 453, 462, 497, 499, 500, 501, 514, 518, 524, 530, 543, 545, 546, 551, 560, 571

Lanceur de grenades M-19 : 89, 90

Missile AGM-114 Hellfire : 266, 453, 457, 500

Missiles antichars TOW : 39, 57, 151, 158, 167, 236, 238

Mitrailleuse C-6 : 474

Mitrailleuse Pulemet Kalashnikova modifiée (PKM) : 499

Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 31, 96, 439, 462, 467, 510, 523, 551

Munitions thermobares de type RPO A : 60, 413

Projectile de 76 mm : 222

Repérage – Force Bleue : 466

Roquette de 107 mm : 201, 282

Roquette de 122 mm : 258, 282

SA-13 Gopher : 164, 258

Système à micro-ondes Ericsson : 148

Système d'arme télécommandé (SAT) : 413

Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 543, 571

Système de conversation par relais Internet (IRC) : 466

Système de missiles Milan : 168

Système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) : 517, 527

Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille (REMBAS) : 60

Telerob, TEODor ou robot téléguidé neutralisation des explosifs et munitions et d'observation : 149, 227

Tente Weatherhaven : 143, 409

Espagne/Espagnol : 47, 118, 144, 266, 292, 337, 566

Évacuation médicale (MEDEVAC) : 150, 308, 345, 443, 474

Exploitation des documents (DOCEX) : 46, 50

Exploitation de sites sensibles (ESS) : 23, 32, 34, 45, 46, 71, 91, 100, 234, 235, 239, 258, 293, 358, 574, 602

Eykelenboom, caporal Andrew (Armée canadienne) : 478

F

Fahim Kahn, Mohammad Qasim : 19, 24, 25, 122, 139, 141, 166—168, 170, 182, 188, 189, 203, 208, 249

FalconView : 466

Famille Sherzai : 92, 305, 306, 381, 383, 384

Farah, Afghanistan : 48, 333, 397

Fawcett, Sgt Scott (Armée canadienne) : 515, 519

Fayaz, mollah Mawlavi Abdullah : 348

Feuille de route opérationnelle (ORM) : 306, 308

Flemming, capitaine Brian (Armée canadienne) : 399, 423

Fletcher, major Bill (Armée canadienne) : 399, 421, 439, 451

Fondation pour l'intégrité des élections en Afghanistan : 290

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 360, 374, 425, 535, 539

Ford, Maj Bob (Armée canadienne) : 84

Ford, Sgt Lorne (Armée canadienne) : 79

Force centrale d'éradication du pavot (FCEP) : 201

Force d'éradication en Afghanistan (FEA) : 419, 420

Force de contingence principale (FCP) : 19, 21

Force de mise en œuvre (IFOR) : 19, 172

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) : 81, 181

Force de réaction provinciale : 369

Force de réaction rapide (FRR) : 57, 60, 61, 92, 93, 100, 170, 222, 223, 280, 292, 333, 357, 497, 60, 61, 92, 93, 100, 170, 222, 223, 280, 292, 357, 370, 418, 431, 440, 441, 473, 497, 513, 563

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement : 127, 128

Force de stabilisation en Bosnie/la Force de stabilisation de l'OTAN : 21, 114, 121, 127, 154, 172, 230, 270, 302, 340, 345, 400, 478

Force en attente : 19, 21, 347

Force pour le Kosovo (KFOR) : 181, 344, 430

Forces de la coalition : 18, 33, 43, 45, 61, 71, 81, 93, 96, 97, 100, 218, 337, 355, 363, 365, 370, 400, 401, 429, 442, 444, 448, 463, 468, 470, 475, 478, 485, 488, 504, 521, 524, 533, 550, 554, 581, 591, 607, 620

Forces opérationnelles

CJCMOTF : 190

FO Afghanistan : 297, 345, 351, 352, 399

FO Apache : 280, 292

FO Bronco : 335, 357, 360

FO Bushmaster : 444, 449, 458—460, 462, 463, 465

FO Coyote : 528

FO Grizzly : 528, 529, 531—534, 536, 551

FO Gun Devils : 354, 355, 357, 368—371, 374, 386, 404, 411, 413, 442, 448, 493, 550

FO IED Defeat : 412

FO Kaboul : 149, 155, 191, 194, 222, 229—231, 236, 241, 242, 264, 277—281, 287, 288, 294, 296, 351, 352

FO Kandahar : 502, 550, 555—558, 570, 579

FO K-Bar : 22, 33, 44, 93, 109

FO Kighthawks : 446

FO Longhorn : 335

FO Mercury : 399, 409

INDEX

- FO Orion : xi, xiv, 386, 391, 395, 396, 399, 404—406, 409—418, 421, 422—424, 428, 430—433, 436, 439—442, 444—446, 448—451, 454, 458, 460, 461, 463, 465—470, 472—476, 478, 485, 488, 493, 494, 496, 502, 504, 507, 514, 515, 541, 550, 557, 560, 561, 580, 581, 593, 594
- FO Paladin : 562
- FO Phoenix : 120, 141, 189—192, 231, 256, 262, 265, 280, 288, 303, 330, 345, 419
- FO Rakkasan : 41, 64, 65, 75, 86, 88, 89, 109
- FO Saber 7 : 259
- FO Warrior : 458, 461, 463, 466
- FO 1-07 : 581
- FO 3-06 : xiv, xv, 425, 478, 493—496, 502, 504—509, 512—514, 520, 526—528, 537, 543, 545, 547, 548, 550, 554, 555, 557, 559, 560, 562, 566, 567, 569, 570, 573, 580, 581, 595
- FO 11 : 22, 45
- FO 31 : 353, 357, 358, 398, 492, 493, 503, 504, 508, 513, 520—525, 529, 532—534, 550—552, 563, 566—570
- FO 42 : 398, 493, 509, 567, 569
- FO 64 : 33, 44, 78
- FO 71 : 353, 357, 358
- FOI Afghanistan : 556
- FOIM-180 : 150, 166, 167, 170, 173, 179, 180, 191, 204, 205, 246, 248, 267, 325, 326, 335
- FOIM-76 : 248, 266, 267, 331, 335, 396, 401, 415, 418, 440, 442, 444—446, 450, 462, 463, 468, 492, 580
- FOM Aegis : 386, 395, 396, 398—402, 404, 405, 409—411, 416—419, 421—423, 426, 428—430, 440, 442—446, 450, 458, 460—463, 465, 466, 468, 470, 472, 473, 475, 476, 478, 486, 492, 493, 554, 556, 557, 594
- FOM Bayonet : 353—355, 357, 360, 369, 372, 404, 409, 418, 423, 442
- Forces spéciales (FS) : i, 18, 23, 31—33, 43, 44, 63, 81, 86—90, 92, 93, 95—98, 191, 197, 259, 266, 328, 335, 396, 418, 419, 421, 431, 446, 462, 492, 493, 505, 508, 515, 517, 533
- Forteresse Bala Hissar : 136, 168, 169, 171
- France/Français : 24, 118, 125, 141, 144, 164, 167, 170, 179, 187, 189, 198, 199, 218, 231, 232, 234, 235, 258, 269, 278, 283, 285, 309, 325, 326, 337, 339, 353, 386, 400, 419, 428, 430, 431, 458, 468, 490, 566
- Francesc, Vendrell (Espagne) : 218

INDEX

Franklin, Cplc Paul (Armée canadienne) : 390

Franks, Gén Tommy (Armée des É.-U.) : 24, 27

Fraser, Bgén David (Armée canadienne)/Mgén David Fraser : vii, 396, 399, 400, 410, 411, 415, 419, 422, 428, 439, 461, 463, 470, 479, 488, 490, 492, 493, 496, 504, 508, 510, 512, 513, 517, 519, 526—528, 532, 541, 542, 554, 556, 559, 565

Fraser, Maj James A. (Armée canadienne) : 562

Freakley, MGen Ben (Armée des É.-U.) : 405, 411, 419, 449, 490, 492, 508, 512, 517, 524, 528, 532

Funnell, caporal Jason (Armée canadienne) : 515

Furlong, caporal Robert (Armée canadienne) : 74

Fusils de tireur d'élite McMillan Brothers TAC-50 : 74

G

Gallagher, Maj Steve (Armée canadienne) : 399, 466, 473, 494

Gallinger, major Kirk (Armée canadienne) : 399, 415, 451, 466, 467

Gander, Terre-Neuve-et-Labrador (Canada) : 17

Gardez, Afghanistan : 31, 62, 64, 72, 86—88, 124, 288, 326, 352

Garmsir, Afghanistan : xiv, 461, 463—467, 526

Gasparotto, Maj Mark (Armée canadienne) : 494, 430, 537, 545, 548

Gauthier, Lgén Mike (Armée canadienne) : vii, 508, 541, 543, 555, 556, 558, 579

Groupe consultatif externe (GCE) : 312, 313, 316

INDEX

- Ges, Lcol Bert (Armée des É.-U.) : 354
- Ghazni, Afghanistan : 33, 48, 351, 381, 397, 421
- Ghilzai (tribu) : 32, 363, 381, 382, 565
- Ghor (province) : 48, 397
- Ghorak, Afghanistan : 356, 363, 364, 367, 384, 387—389, 445, 446, 489, 495
- Gillam, Sgt Craig (Armée canadienne) : 545
- Girouard, Adjud Bobby (Armée canadienne) : 563
- Gjos, Lcol Erik (Armée canadienne) : 513
- Gliemeroth, Lgén Göetz (Armée allemande) : 153, 228, 239
- Goddard, Capt Nichola (Armée canadienne) : 439
- Godefroy, Maj Mark (Armée canadienne) : 409
- Gomez, Cpl Francisco (Armée canadienne) : 467
- Goulet, major Dominic (Armée canadienne) : 491
- Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 277, 290, 294
- Graham, soldat Mark (Armée canadienne) : 517
- Grant, Bgén Tim (Armée canadienne)/Mgén Tim Grant : vii, 556, 557
- Grèce : 118, 144
- Green, Christina (Canada) : vi, 312, 396
- Green, Sdt Richard (Armée canadienne) : 79

INDEX

Greene, Capt Trevor (Armée canadienne) : 416

Gregg, Cpl Nigel (Armée canadienne) : 499

Grimshaw, Maj Nick (Armée canadienne) : 399, 431, 436, 450, 451, 468, 473, 491, 497

Groupe de coordination stratégique : 267

Groupe de soutien avancé (GSA) : 13, 39, 64—68, 70, 75, 98, 154

Groupe interarmées des opérations (GIO) : 143, 358, 359, 602

Guerre électronique (GE) : 39, 59, 60, 99, 148, 228, 269, 284, 345, 398, 399, 408—410, 472, 494, 513, 543, 545, 549

Gulalai, commandant Haji : 60

Gurkha (soldats) : viii, 187, 199

Gul, Hamid : 50

H

Habibi (Maj/Bgén) : 428

Habitat des Nations Unies (UN ou ONU) : 539, 574

Hackett, Maj Sean (Armée canadienne) : 57, 79, 88

Hagar, Capt Gordon (Armée canadienne) : 68

Hainse, Bgén Marquis (Armée canadienne)/Lgén Marquis Hainse : vii, 127

Haïti : 128, 270, 346, 347

Haji Musa, Afghanistan : 432, 452—454, 457

INDEX

- Hamilton, Capt Jon (Armée canadienne) : 417, 466, 473
- Hanan, mollah : 443
- Haqqani, Jalaluddin : 55, 88
- Harkat ul-Ansar (parti politique) : 47
- Harkat-i Islami (parti politique) : 142
- Harder, Peter (Canada) : 310
- Harvey, Maj Jay (Armée canadienne) : 502, 512, 573
- Hazara (groupe ethnique) : 7, 91, 142, 166, 603
- Hekmatyar, Gulbuddin : 3, 4, 6—10, 47, 64, 97, 182, 183, 199, 323, 601, 603
- Helmand (province d') : xxiv, xxiv, 32, 33, 48, 64, 93, 286, 305, 339—341, 348, 353, 354, 363, 364, 370, 383, 395—398, 404—406, 415, 417—421, 423, 426, 428, 429, 431, 436, 442—444, 447—450, 454, 458—461, 463—470, 475, 489, 490, 507, 514, 526, 527, 559, 564, 580, 581, 594, 595, 601, 607
- Henault, général Ray (Armée canadienne) : 229, 267, 333, 339
- Henley, adjudant Dean (Armée canadienne) : 539
- Hérat, Afghanistan : 8, 23, 24, 48, 52, 125, 251, 252, 263—265, 287, 288, 296, 326, 333—335, 344, 397
- Hetherington, Lcol Simon (Armée canadienne) : vi, 493, 507, 535—540, 569, 576, 577
- Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) (parti politique) : 64, 143, 163, 182—184, 186—188, 199, 206, 221, 223, 233, 235—237, 244, 258, 266, 288, 292—294, 323, 328, 348, 370, 401, 422, 505, 574, 601, 603, 605
- Hezb-e-Wahdat (parti politique) : 142

INDEX

Hilal, lieutenant-général : 204

Hillier, Lgén Rick (Armée canadienne) : 9, 228, 229, 231, 232, 237, 246, 247, 249, 251, 252, 256, 264, 267, 285, 286, 302, 305, 309, 310, 339, 340, 342—344, 359, 400, 430, 562

Hodgson, Col Mark (Armée canadienne) : 149, 190, 229

Holley, Sgt Dan (Armée canadienne) : 499

Hollister, Cplc Curtis (Armée canadienne) : 79

Hope, Lcol Ian (Armée canadienne) : vi, 305, 399, 410—412, 418, 423, 424, 426, 431, 440, 445, 460, 461, 466, 468, 469, 472—474, 494, 497

Hôpital de Mirwais : 362

Howz-e Madad, Afghanistan : 434, 503, 506, 522, 529, 552, 566—570, 573, 578

Hurlbut, Lcol Daniel (Armée des É.-U.) : viii

Hussein, Saddam : 16, 69, 110, 113, 179

Hynes, Maj Brian (Armée canadienne) : vi, 280, 292, 293

I

Ibrahimi, Sher Alam : 170

Idema, Keith « Jack » : 259

Inde : 34, 142, 602, 604

Indonésie : 47

Inscription électorale et élections (IEE) : xiii, 152, 204, 217, 248, 250, 253, 254, 256, 257, 261, 262, 278, 285, 286, 355

Installation de transfert des détenus : 562

Iran/Iranien : 1, 2, 142, 208, 293, 440, 604, 606

Iraq/Iraquien : 35, 69, 109—111, 113—117, 119, 126, 129, 130, 235, 236, 267, 285, 349, 365, 407, 596, 598

Isfeld, Pam (Canada) : vi, 398, 460

Ishaqzai, Lal Jan Haji : 382, 385, 434

Islamabad, Pakistan : 1, 2

Israël/Israélien : 53, 99, 331, 346, 541

Italie/Italien : 30, 66, 118, 144, 189, 292, 302, 309, 326, 337, 339, 374, 534, 566

Ittihad (parti politique) : 141, 142

Ivey, Maj Greg (Armée canadienne) : 494, 505

J

Jackson, adjudant Mike (Armée canadienne) : 498, 499

Jaish-e-Mohammed (JeM) (groupe extrémiste) : 602

Jalali, Ali Ahmed : 166, 170, 188

Jamiat-e Islami (parti politique) : 141, 142

Jan, colonel Tor : 360

Jan, Habibullah : 381, 383, 540, 563, 564, 578

Jan, Haji Lala : 384, 472

INDEX

Jan, mollah Sher : 570

Jan, mollah Toor : 360

Jan, Qadr : 436

Japon/Japonais : 30, 173, 187, 354

Jawahar al-Islam (groupe extrémiste) : 206

Jeffrey, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 18

Jensen, Lcol Robert (Armée canadienne) : 154, 340

Jones, général James (Armée des É.-U.) : 267, 309, 327

Jones, adjudant Keith (Armée canadienne) : 80

Jordanie/Jordanien : 24, 52, 330

Jull, Capt Walter (Armée canadienne) : 468

Junbish (parti politique) : 141

K

Kajaki, Afghanistan : 420, 447, 450, 458

Kala Puti : 443

Kamiya, Mgén Jason (Armée des É.-U.) : 358

Kandak : 141, 191, 207, 208, 231, 262—265, 288, 292, 293, 354, 419, 428, 445, 492, 493, 507, 526, 533, 536, 551, 558, 559

Kapisa (province) : 48, 253

INDEX

Karachi, Pakistan : 442, 606

Karimi, Abdul : 189

Karshi-Khanabad (K2), Afghanistan : 32, 43

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 381, 383, 422, 439, 476, 485, 540, 564

Karzai, président Hamid : 7, 32, 55, 87, 110, 111, 113, 141—143, 153, 166, 167, 170, 172, 173, 177, 179, 180, 183, 188, 189, 202, 205, 209, 224, 246, 247, 249, 251, 252, 261, 263, 265, 266, 294, 295, 303, 305, 315, 323—325, 328, 381, 384, 424, 463, 468, 486, 487, 491, 554

Keating, caporal Shane (Armée canadienne) : 535

Keller, caporal Bryce (Armée canadienne) : 473

Keller, major Rod (Armée canadienne) : 57, 60, 85

Kellogg, Brown & Root (KBR) : 441

Kenya : 69

Khairuddin : 540

Khairullah : 436

Khakrez : 355, 363, 369, 384, 443, 444—446, 475, 550

Khalid, Asadullah : 375, 381, 383, 421, 422, 425, 430, 439, 469, 476, 485, 488, 509, 536, 540, 586

Khalid, Sheikh Mohammed : 53, 54, 141, 601

Khalili, Mohammad Karim : 142, 208, 305

Khaliq, Abdul : 569

Khalis, Mawlawi Mohammad Yunus : 3

INDEX

- Khalq (parti politique) : 8
- Khan, Abdul Qadeer « AQ » : 16, 17
- Khan, Jan Mohammad : 421
- Khan, Mohammad Ismael : 8, 23, 208, 251, 252, 264, 265, 294, 305, 306, 335
- Khan, Niaz Mohammad : 373, 439, 478
- Khan, Sher : 142
- Khost, Afghanistan : 31, 33, 42, 43, 48, 52, 55, 62, 64,79, 86—91, 203, 261, 286, 323, 397, 444, 591
- King, major Sanchez (Armée canadienne) : 376, 380
- Kirghizistan : 43
- Klukie, soldat Josh (Armée canadienne) : 538
- Kohbandi, Lcol Shereen Shah : 559
- Koh-e Safi, Afghanistan : 253, 254, 256, 281
- Konoz, Afghanistan : 24, 144, 180, 181, 231, 246—248, 251, 252, 255, 261, 263, 309, 326, 328, 377, 397
- Korando, Maj Deitra (Armée des É.-U.) : 290
- Kosovo : 9, 66, 118, 121, 134,143, 172, 181, 193, 226, 251, 320, 344, 378, 400, 406, 430, 496, 627
- Koweït : 67, 75, 78, 346, 517
- Krulak, Gén Charles (Armée des É.-U.) : 359
- Kulyab, Tajikistan : 24

Kunar (province) : 48, 444

Kutchi (nomades) : 54, 363

L

LaBrie, Lcol Doug (Armée canadienne) : 559—561

Lacroix, Bgén Jocelyn (Armée canadienne) : 223, 229, 232, 234, 245, 253, 256, 266

La chute du faucon noir : 91

Laghman (province) : 163, 397

Lalojan, mollah : 348

Lamarre, lieutenant-colonel Charles (Armée canadienne) : 280

Landstuhl, Allemagne : 79

Lang, mollah Dadullah : 357, 436, 442, 443, 523, 526

Lanthier, Lcol Jean Marc (Armée canadienne) : 559

La région de Gilgit : 605

La sécurité interne et le maintien de l'ordre : 319

Lashkar Gah, Afghanistan : 420, 444, 450, 464, 466, 467, 502

Lashkar-e Taiba (groupe extrémiste) : 47, 49

Lavoie, Lcol Omer (Armée canadienne) : 493, 494, 496, 497, 499, 501, 502, 505, 508, 512, 517, 526—528, 530, 532, 537, 542, 543, 546, 557, 563, 570, 573

Leblanc, Cplc Jeremy (Armée canadienne) : 546, 547

INDEX

Léger, sergent Marc (Armée canadienne) : 79

Leith, maître de 2^e classe James (Armée canadienne) : 538

Les attentats/attaques du 11 septembre : xxi, 9, 10, 14—17, 22, 23, 46, 55, 69, 100, 127, 347, 591, 604

Les hauteurs du Golan : 99, 127, 128

Leslie, Mgén Andrew (Armée canadienne) : v, vii, 9, 119, 144, 147, 149, 152, 153, 166—168, 170, 173, 174, 177, 184, 187, 188, 190, 194, 195, 203, 204, 207, 228—230, 232, 243, 244, 246, 249, 285, 302, 324, 326, 327, 330, 343, 542, 558

Liban/Libanais : 52, 141

Library Tower : 54

Liebert, Maj Erik (Armée canadienne) : 424—426, 468

Ligne Durand : 86, 124, 261, 353, 443, 468, 524, 602

Lignes de communication intégrées (LCI) : 67

Lignes de communication stratégiques (LCS) : 67

Lipsey, Maj Martin (Armée canadienne) : 512, 525

Logar (province) : 48, 137, 145, 161, 178, 182, 183, 186, 220, 253, 256, 258, 281, 327, 397

Loy Wala : 361, 367, 427, 577, 579

Loya Jirga constitutionnelle (LJC) : 3, 7, 120, 122, 152, 172, 174, 179, 186, 188, 189, 191, 192, 199, 201, 202, 204, 206—210, 217—219, 223, 239, 246, 247, 261, 277, 291, 293

Lussier, major Andrew (Armée canadienne) : 494, 509, 531, 545, 551, 553, 563

Lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED) : xxvi, 226—228, 279, 360, 411, 412, 541, 561, 562

Lutte contre les stupéfiants : 30, 302, 319, 320, 335, 340, 341, 417, 418, 421, 594

M

Macaulay, Maj Derek (Armée canadienne) : v, 278, 283, 292

Macbeth, Capt Steve (Armée canadienne) : 509, 525

Macédoine : 181, 346, 627

Maddison, vice-amiral Gregory Ralph (Armée canadienne) : 41

Madrasa : 52, 323, 540, 601, 605

Maghreb, Afrique du Nord : 52

Mahmood, Bashiruddin : 50

Maidan Shar, Afghanistan : 182, 237

Maison al-Ansar : 53

Maison de l'aéroport (maison de ben Laden) : 48, 52

Maison de peloton de Gumbad : 387, 406, 413—415, 420, 421, 447—449

Maison Khana Gulam Bacha : 49

Majid, Hafiz Abdul : 355, 436, 442, 508

Maku : 578

Malang, Mamor : 182, 199

Malaisie : 52, 54, 486

INDEX

Maliks : 161

Mansell, Bombadier Myles : 415

Mansour, mollah : 357

Maroc : 47

Martin, Paul (Canada) : 270, 329, 336, 346, 347

Martyr's Circle : 361

Maruf, Abdul : 221

Maruf, Afghanistan : 353, 356, 363, 364, 376, 386—389, 489, 495

Massoud, Ahmed Shah : 5—8, 10, 137, 141, 182

Massoud, capitaine Zia : 497, 499

Ma'Sum Ghar : xiv, 432, 469, 492, 497—501, 504, 510, 513—518, 523, 525, 527, 537, 538, 544, 552, 559, 567—573, 595

Mathé, Lcol Chuck (Armée canadienne) : 560

Maywand, Afghanistan : iii, 93, 356, 357, 363, 364, 385, 387—389, 436, 447, 476, 489, 495, 569, 574

Mazâr-é-Charîf (Maz), Afghanistan : 23—25, 125, 202, 207, 246, 252, 263, 264, 287, 288, 292, 326, 358

McFee, capitaine Eric (Armée canadienne) : 83

McMeekin, caporal-chef Tim (Armée canadienne) : 74

Mellish, adjudant Frank (Armée canadienne) : 515

Merkhan, Afghanistan : 84, 85

INDEX

Mexique/mexicain(e) : 25, 47

Mianishin, Afghanistan : 355—357, 363, 364, 386—389, 413, 415, 489, 495, 549

Michaud-Shields, Capt Max (Armée canadienne) : 528

Milice de Gulalai : 61, 64

Mine antichar soviétique TM-57 : 184

Ministère de la Défense : C, 2, 114, 139, 152, 172—174, 177, 187—189, 243, 249, 263, 266, 295, 310, 428, 490, 491

Ministère de la Défense nationale (MDN), Défense nationale : C, 25, 113, 114, 116, 117, 119, 126, 129, 172, 174, 196, 243, 267—269, 301, 310, 311, 319, 328, 330, 331, 333, 336, 346, 374, 423, 490

Ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan (MRRD) : 303, 305, 314, 375, 507, 535

Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 163, 166, 168, 188, 247, 258, 261, 264, 266, 427, 429

Miranshah, Pakistan : 607

Missile sol-air Blowpipe : 282

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 2, 9, 115, 124, 125, 151—154, 173, 189, 204, 205, 208, 247, 257, 267, 286, 292, 294, 303, 315, 324, 375, 441, 539, 577, 603

Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP) : 1

Mitchell, caporal Robert (Armée canadienne) : 545

Mogadiscio, Somalie : 10, 92, 579

Moghole-safavide : 142

Mohammad, Akhtar : 436

INDEX

- Mohammad, Sardar : 93
- Mohammadi, général Bismillah Khan : 91, 141, 168, 188, 189, 252, 493
- Mohammed, Niaz « Junior » : 373, 439, 478
- Mohaqqeq, Haji Mohammad : 142, 294
- Mohr, Lcol Harry (Armée canadienne) : 2
- Mojadedi (Ph. D.), Sibghatullah : 6, 7, 211, 217, 460, 462
- Moore, Lcol Kevin (Armée canadienne) : 305
- Morley, Cpl Keith (Armée canadienne) : 535
- Mort de Beerenfenger et de Short : 183—185, 195, 198, 221, 223
- Mouvement islamique d'Ouzbékistan : 49
- Mouvement jihadiste (groupe extrémiste) : xxiii, 45, 47—49, 51—54, 133, 161, 182, 353, 380, 402, 443, 592, 602, 605
- Moyen-Orient : 13, 15, 16, 127, 331, 346, 347, 380, 595
- Mumtaz, Abdul : 142
- Munroe, Cplc Paul (Armée canadienne) : 499
- Murphy, Cpl Jamie (Armée canadienne) : 221—223, 226, 288
- Musa Khan, Afghanistan : 575
- Musa Qala, Afghanistan : 450, 526, 564
- Mushan, Afghanistan : 355, 434, 492, 503, 552, 553, 567—570

INDEX

Musharraf, Pervez : 205, 328, 602, 603, 605

Musulman chiite (religion) : 142, 603

Musulman sunnite (religion) : 142, 603

N

Nadiri (Ph. D.), Ishaq : 312, 313

Nahlgam : 434, 503, 506, 529, 552, 567—570

Najibullah, Mohammad : 1, 4, 5, 10, 182

N2K Provinces de Nangarhar, de Kunar et de Khost, Afghanistan : 444

Nakhonay, Afghanistan : 386

Nangarhar (province) : 64, 81, 257, 286, 397, 444

Naquib, Toor : 443

Nations Unies (UN) : 1, 2, 4, 5, 7, 9, 27, 52, 81, 92, 111—115, 120, 122, 127, 128, 134, 150—152, 166, 173, 193, 204, 207, 218, 245, 247, 249—252, 267, 279, 286, 303, 324, 347, 375, 539, 577, 603

Nawa, Afghanistan : xiv, 461, 463—467

Nesh, Afghanistan : 363

Neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI) : 237, 238, 279, 293, 561, 562

New York, États-Unis : 10, 13, 46, 311, 422, 554

Nimruz (province) : 353

Nolan, adjudant Richard (Armée canadienne) : 514, 515

- Noonan, Col Steve (Armée canadienne) : 351, 418
- Noor, Atta Mohammad : 141, 202, 203
- Noorzai (groupe ethnique) : 204, 382—385, 421, 422, 434
- Noorzai, Arif : 204, 421, 422
- Noorzai, Haji Bashir : 421, 422
- Noorzai, Haji Mohammed Issa : 421
- Norvège, Norvégien : 44, 60, 93, 95, 144, 192, 208, 232, 235, 241, 279, 293
- Nouvelle-Zélande : 40, 44, 60, 93, 95, 326
- Nuristan (province) : 48

O

- Obas, Sgt Reg (Armée canadienne) : 369

Objectifs

- Objectif ALPHA PUMA : 453, 455
- Objectif BILLIARDS : 503, 520, 522, 524, 526, 532, 533
- Objectif BRAVO PUMA : 453
- Objectif CAMINO : 83
- Objectif CHARLIE PUMA : 453
- Objectif CRICKET : 503, 507, 532
- Objectif CROSSBOW : 531
- Objectif DIFENSA : 83
- Objectif FREDERICK : 83
- Objectif LACROSSE : 503, 507, 531, 532, 534
- Objectif LION : 452, 453
- Objectif RUGBY : 503, 507, 514, 517, 522, 531—534
- Objectif STURGEON : 459, 462

Objectif **TEMPLER/TEMPLAR** : 531, 543
 Objectif **TENNIS** : 503, 522—525, 532—534
 Objectif **VIMY** : 83

Objectif de grande importance : 45, 87, 505

Olexiuk, Eileen (Canada) : 305

Opérations

Opération **ACCIUS** : 154, 267, 340
 Opération **ACHILLES** : 581, 595
 Opération **AEGIS (FOM AEGIS)** : xi, 183, 386, 395, 397—402, 404, 405, 408—411, 416—419, 421—423, 426, 428—430, 440—446, 450, 458—463, 465, 466, 468, 470, 472, 473, 475, 476, 478, 486, 492, 493, 501, 517, 554, 556, 557, 593, 594
 Opération **ALEXANDER** : 526
 Opération **ALLIED FORCE (1999)** : 179
 Opération **AMNESTY** : 296
 Opération **ANACONDA** : 62, 72, 74, 76, 78, 88, 91, 96
 Opération **APOLLO** : xi, xiii, 22, 25, 39, 40, 62—64, 68, 94, 100, 113, 114, 127, 133, 148, 149, 154, 158, 193, 194, 203, 230, 556, 591—593, 595, 602
 Opération **ARCHER** : xi, xiv, 192, 287, 330, 331, 351, 358, 387—389, 592, 593
 Opération **ARGUS** : xi, 301, 310, 312, 592, 593
 Opération **ARGUS RESOLVE** : 486
 Opération **ARTEMIS** : 197
 Opération **ATHENA** : xi, 42, 109, 118, 129, 133, 152—156, 177, 194, 197, 217, 228, 267, 270, 277, 278, 283, 287, 288, 296, 297, 324, 331, 592, 593, 595
 Opération **ATLAS** : 352
 Opération **AUGUSTUS** : xiv, 450, 458—460, 462, 465
 Opération **BAAZ TSUKA** : xv, 539, 555, 564—567, 569, 570, 575, 579, 580, 595
 Opération **BAFFIN** : 253
 Opération **BASEBALL** : 183, 200, 231, 503
 Opération **BLACKDEVIL** : 84
 Opération **BRAVO CORRIDOR** : 468, 469
 Opération **BRAVO GUARDIAN** : 432, 439
 Opération **CARTIER** : 352
 Opération **CAUCHEMAR** : xiv, 463—466, 468
 Opération **CHEROKEE SKY** : 94, 97—99

INDEX

- Opération CITADEL : 160, 161
Opération CLEAN SWEEP : 61, 94
Opération COBRA : 237
Opération CUTAWAY : 187
Opération DAMOCLES I : 258
Opération DAMOCLES II : 258
Opération DECIMAL : 1
Opération DIABLO REACH : 357
Opération DIABLO REACHBACK : 357
Opération DIANA : 262—264, 287
Opération DRUMHELLER : 292
Opération ENDURING FREEDOM (OEF) : xxiii, 19, 20, 26, 27, 31, 33, 42, 45, 47, 49, 52, 54, 59, 78, 81, 82, 88, 97, 99, 100, 110—112, 114, 115, 118, 119, 122—126, 133—135, 142, 143, 146, 149, 150, 161, 179, 180, 190—192, 246—248, 253, 254, 259, 262, 267, 285—288, 301, 303, 309, 311, 312, 317, 318, 324, 326—328, 330, 331, 337, 339, 341, 345, 348, 353, 365, 395, 400—402, 410, 442, 468, 470, 472, 476, 551, 558, 559, 602
Opération FALLEX : 193
Opération FOX : 293
Opération FOXHOUND : 160, 166, 186, 199, 200
Opération FULL THROTTLE (nom de code FO TYCZ) : 93—96
Opération GONDOLA : xiii, 178, 221, 249, 250, 258, 266
Opération GRANITE : 281
Opération GREEN GOPHER : 69—71
Opération GREY HUSKY : 61, 94
Opération GRIZZLY : 184, 199, 551
Opération HALLE : 259
Opération HAMMER : 236
Opération HARPOON : xiii, 62, 72—74, 75, 76—78, 82, 83, 87
Opération HERMES : xiii, 253—257, 259, 281
Opération HEWAD : 450, 458, 460
Opération HORSESHOE : 282, 292
Opération HUNTER : 282
Opération HYDRA : 225
Opération JAGRA : 432, 439, 445
Opération KADU : 526
Opération KATERA : xiv, 417, 420, 421
Opération KHUKURI : 199

INDEX

- Opération KINETIC : 143, 400
- Opération KUKRI : 526
- Opération LOUP GAROU : 237
- Opération LURKER : 201, 217
- Opération MAELSTROM : 234
- Opération MAVERICK : 217, 218
- Opération MEDUSA (ou CANACONDA) : xi, xiv, xv, 422, 478, 483, 488, 491, 493, 502, 503, 505—512, 518—520, 525, 526, 529, 532—537, 539—543, 549, 554, 559, 564, 565, 576, 579, 580, 595, 607
- Opération MELA : 526
- Opération MOUNTAIN FURY : 580
- Opération MOUNTAIN LION : 78, 445
- Opération MOUNTAIN THRUST : 444—446, 449, 450, 458
- Opération OCTOPUS : 282
- Opération OLYMPUS : 231, 258
- Opération OQAB (mot en dari signifiant EAGLE - ou aigle) : 486
- Opération OVERTHROW : 185, 186, 199, 200
- Opération PALLADIUM : 114, 148, 478
- Opération PARAKRAM : 602
- Opération PENELOPE : 258
- Opération PHASE IV : 26, 31, 109—111, 116, 119
- Opération PLATEAU : 352
- Opération PORTCULLIS : 577, 578
- Opération POWER PLAY : xiii, 160, 166—169, 171, 172, 184, 186, 187, 190
- Opération PRONGHORN : 292
- Opération RACCOON : 293
- Opération RAPTOR : 163
- Opération RATTLESNAKE : 282
- Opération RAVEN : 288
- Opération ROME : xiii, 219, 220
- Opération SABRE : 18, 19
- Opération SATYR PYRRHA : 488, 555, 579
- Opération SCHILLER : 258
- Opération SCORPION : 238
- Opération SILVERBACK : 200, 209, 218
- Opération SIN NASTA : 459, 461
- Opération SMOKEY : 219

INDEX

- Opération SOLA KOWEL dans le « Nombriil » : 414, 415
- Opération SPEED : 235, 236
- Opération SUA : 160, 165
- Opération SWIFT : 236
- Opération TABER POLAD : 414, 446, 448
- Opération TIMBERWOLF : 281
- Opération TORII : 62, 81, 84—88, 96
- Opération TSUNAMI : 221
- Opération ULYSSES : 258
- Opération VALKYRIE : 200, 210, 217
- Opération VENDANGE : 239, 241
- Opération VICTOR : 187
- Opération WHIRLWIND : 221, 223
- Opération WHISTLER : 281
- Opération WHITE FOX : 62, 79, 86, 89, 91
- Opération WOLVERINE : 161, 184, 199, 200
- Opération YADGAR : 432, 439
- Opération ZAHAR : xiv, 450, 451, 452, 454, 455, 457, 458, 595
-
- Opérations psychologiques (OPPSY) : xxvi, 95, 125, 144, 197, 255, 360, 369, 370, 385, 396, 515, 517, 528, 531, 565, 576
-
- Organe mixte d'administration des élections (JEMB) : 247, 253, 255—257, 292, 294, 357, 368
-
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : i, iii, xiii, xix, xxiii, xxiv, xxv, 14, 17, 19, 28, 30, 44, 52, 113, 115, 117, 118, 120—122, 124, 126—128, 134, 144, 148—150, 152, 154, 156, 172, 179—181, 192, 194, 197, 201, 203, 204, 231, 246—249, 260, 265, 267—270, 278, 283, 286—288, 290, 292, 301, 302, 305, 309—311, 317, 320, 324—328, 330, 332—334, 336, 337, 339, 341, 342, 344, 345, 347, 348, 358, 370, 377, 385, 395, 396, 398, 400—402, 430, 444, 468, 475, 486, 488, 490—492, 508, 512, 519, 556, 559, 566, 579, 593, 594, 604
-
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe : 290
-
- O'Rourke, Sdt Michael (Armée canadienne) : 515
-
- Orr, Cpl Clinton (Armée canadienne) : 516

INDEX

Oruzgan (province) : 32—34, 48, 64, 93, 97, 261, 341, 353, 355, 357, 363, 364, 370, 413—416, 421, 423, 426, 428, 429, 443, 444, 446, 450, 458, 463, 470, 489, 526, 527, 550, 555, 569

Osmani, mollah Akhtar : 19, 55, 91, 93, 355, 357

Ottawa, Ontario (Canada) : v, xxii, xxv, 2, 15, 22—25, 31, 39, 41, 42, 63, 66, 67, 72, 100, 112, 125, 128, 149, 154, 158, 159, 190, 191, 195, 196, 198, 204, 226, 230—232, 235, 237, 238, 244, 264, 265, 278, 281, 287, 288, 310, 312, 326, 327, 329, 339, 351, 360, 375, 378, 390, 400, 410, 423, 428, 449, 478, 490, 496, 534, 542, 548, 556, 560, 566, 593, 594

Ouléma nationale : 261

Ouzbékistan : 22, 32, 43, 49

Ouzbeks (groupe ethnique) : 6, 86, 141, 203

P

Pachtoune (groupe ethnique) : 24, 32, 86, 87, 122, 141, 142, 161, 166, 170, 182, 189, 203, 205, 206, 210, 217, 260, 261, 264, 329, 363, 381, 601, 606, 607

Paghman, Afghanistan : 136—139, 145, 156, 157, 159—161, 166, 177, 178, 200, 219, 220, 258, 295

Paktia (province) : 48, 87, 203, 323, 603

Paktika (province) : 33, 48, 49, 87, 286, 323, 397, 603

Palais de Darulaman : 135—138, 169, 171, 291

Palais Ledra/l'hôtel Ledra Palace : 99

Palais présidentiel : 136, 166, 169—171, 266

Palestine/Palestinien : 331, 346

Panjpai (tribu) : 382, 433

INDEX

Panjshir (province) : 48, 139, 145, 168, 178, 203, 207, 220, 252, 253

Panjwayi, Afghanistan : xiv, xv, 348, 354—357, 363, 364, 366, 368, 379, 385—389, 431—434, 438, 439, 442, 445, 451, 470, 473, 474, 477, 485, 488—492, 494, 495, 497, 498, 500, 501, 503, 504, 506—509, 520—522, 525, 526, 529, 533—537, 539, 540, 544, 546, 549, 551—555, 557, 559, 561, 563—572, 574—576, 578, 579, 581

Parachinar, Pakistan : 62, 81

Parsons, Cplc Matthew (Kiwi) (Armée canadienne) : 473, 474

Parwan (province) : 48, 124, 188, 252, 253, 326, 327, 397

Pashmul, Afghanistan : xiv, 368, 432, 434, 439, 450—454, 463, 468—477, 488, 491, 494, 497, 502, 505, 507, 509—513, 515, 517, 520, 525, 527, 538, 544, 547, 572, 573, 594

Payne, Cpl Randy (Armée canadienne) : 415

Pays-Bas/Néerlandais : 113, 115, 118, 232, 235, 259, 266, 292, 339—341, 343, 353, 396, 400, 415, 416, 423, 426, 440, 449, 464, 470, 472, 473, 508, 518, 521, 526, 528, 533, 546, 549, 550, 554—556, 566, 570, 576, 577, 595

Pennie, Sgt Mark (Armée canadienne) : 66

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 578

Personnes inculpées de crimes de guerre : 121

Perry, Cplc Aaron (Armée canadienne) : 72

Perry, Cplc Tony (Armée canadienne) : 473

Peshawar, Afghanistan : 1, 4, 5, 7, 182, 183, 603

Petersen, adjudant Shaun (Armée canadienne) : 470

Petrolekas, Lcol George (Armée canadienne) : 290

INDEX

Philippines : xxii, 47, 52

Pirozzi, Lcol Tom (Armée canadienne) : 64

Plaine de Shomali : 24, 135, 139, 145, 220

Police militaire : 46, 89, 144, 183, 235, 269, 354, 372, 562

Pologne : 566

Pol-e Charkhi : 143, 177, 239

Popalzais (tribu) : 381, 383—385, 433

Portugal/Portugais : 337

Primosten, Croatie : 99

Pristina, Kosovo : 134

Production de cipro : 69

Programme à impact rapide : 425

Programme alimentaire mondial : 539

Programme central d'éradication du pavot (PCEP) : 419

Programme d'aide urgente des commandants (CERP) : 256, 354, 374, 375, 378, 423, 493, 507

Programme d'amélioration des communautés : 241, 242

Programme de contrôle des armes : 111

Programme de déminage : 319

Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afghanistan (PNUD) : 173

INDEX

Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage (MACTP) : 1

Programme de stabilisation de l'Afghanistan : 306

Programme national de certification du « nettoyage » des districts : 306

Programme national de solidarité (PRONASOL) : 303, 354, 424, 574

Programme national d'urgence pour l'emploi : 306

Programme prioritaire national : 303, 306, 314, 333, 334, 390

Province frontalière du Nord-Ouest : 606

Programme Takhim-e Sohl : 404, 564, 565

Prohar, Capt Derek (Armée canadienne) : 504, 520, 524

Punjabi : 357

Punjabis (combattants) : 357

Purdy, Capt Chris (Armée canadienne) : 512

Putt, Col Tom (Armée canadienne) : 399, 430

Py, Lgén Jean Louis (Gen) (Armée française) : 284, 309

Q

Qala-I-Naw, Afghanistan : 333

Qalamuddin, Mohammad Mawlawi (mollah) : 182

Qalat, Afghanistan : 86, 94, 97, 98, 444, 502

INDEX

Qanuni, Mohammad Yunis : 188, 294

Qatar : 67

Quetta, Pakistan : 1, 9, 19, 182, 323, 356, 357, 370, 380, 422, 430, 436, 442, 468, 523, 524, 526, 601—606

R

Rabbani (Ph. D), Burhanuddin : 7, 8, 87, 141, 188, 208, 217, 305

Rafiq, mollah : 91

Ragsdale, Cplc Graham (Armée canadienne) : 72

Rahman, Omar Abdel : 50

Raufi, Rahmatullah : 493

Reconnaissance (reco) stratégique : 119, 122, 123, 333—335

Reekie, Capt Mike (Armée canadienne) : 497—499

Réforme du secteur de la sécurité : 30, 248, 287, 317, 318, 358, 401

Règles d'engagement : 235, 342, 463, 472, 473, 550, 554—556, 573

Régime de Najibullah : 1, 4, 182

Reid, Cpl Chris (Armée canadienne) : 470

Relève sur position : 348, 404, 468, 469, 474, 478

Renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) : 44, 59, 60, 89, 93, 95, 96, 269, 283, 427, 492, 508, 513, 549

INDEX

Renseignement humain (ROHUM) : 125, 144, 149, 161, 164, 186, 236, 411, 430, 440

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 60, 95, 100, 148, 149, 155, 156, 163—165, 167, 171, 172, 174, 179, 182, 183, 186, 199, 201, 202, 208, 210, 217—219, 221, 225, 229, 231—233, 235, 246, 258, 259, 266, 268, 278, 327, 329, 355, 385, 409, 441, 444, 445, 450, 453, 462, 467, 474, 492, 494, 509, 513, 518, 526—528, 534, 535, 538, 543, 545, 551, 553, 554, 563, 570

Réseau de Baqi : 356, 368, 433, 436, 454

Réseau de Haqqani : 52, 55, 88, 605

Résolution no 1386 du Conseil de sécurité de l'ONU : 150

Résolution no 1444 du Conseil de sécurité de l'ONU : 120

Richard, Col Jacques (Armée canadienne) : 409

Richard, Lt Ben (Armée canadienne) : 473

Richards, Lgén David (Armée du R.-U.) : 486, 487, 490, 493, 508, 534, 535, 556, 579

Rish Khvor, Afghanistan : 201, 250

Rivière Arghandab : 363, 420, 432, 434, 437, 439, 447, 451, 452, 464, 470, 471, 474, 477, 501, 503, 506, 510, 511, 517, 520, 522, 529, 531, 533, 534, 537, 544, 548, 552, 567, 568, 572

Ross, Mgén Cam (Armée canadienne) : 118

Rotation (ROTO) : iii, vi, viii, 1, 7, 22, 41, 152, 154, 177, 180, 192, 217, 225, 226, 228—232, 234—236, 239, 242—244, 249, 266, 269, 270, 277—279, 281—283, 288, 292, 294, 296, 297, 351, 354, 360, 363, 365, 366, 386, 400, 404, 405, 409, 418, 440, 478, 496, 497, 536, 545, 551, 556, 557, 560, 561, 565, 579, 594

Roumanie/Roumain : 109, 144, 293, 345, 354, 396, 440, 449, 464, 526, 603

Route/Itinéraire

Route Autoroute 1 : 33, 86, 97, 98, 351, 352, 354—357, 361—364, 366, 372, 386—389, 404, 420, 421, 431—433, 439, 447, 450, 451, 458, 459, 464, 466—471, 475, 477, 489, 491, 495, 497, 502—506, 510, 511, 513, 514, 518, 522, 525, 527—529, 534, 535, 537, 540, 544, 546, 552, 563, 566, 567—569, 572, 574, 577—580

Route Autoroute 4 : 33, 56, 71, 354—356, 361—364, 366, 368, 373, 386—388, 420, 423, 447, 477, 489, 495, 560, 561, 563, 577, 578, 601

Route Autoroute 611 : 419—421, 447, 463, 464, 467

Route Comox : 471, 507, 530, 534, 535, 537, 544, 546

Route (itinéraire) Fosters : 497, 499—502, 509, 510, 553, 560, 563, 569

Route Golden Arches/« Arches dorées » : 361, 362, 366, 373, 563

Route Green : 136, 138, 221, 225

Route (itinéraire) Indigo : 136, 231, 292

Route (l'itinéraire) Ottawa : 534

Route Red : 138, 292

Route Summit : xv, 531, 537, 538, 543, 534, 544—548, 552, 555, 565, 568—574, 578, 581

Route Tarinkot (TK) : 504, 549

Route Victoria : 477

Route Violet : 136, 222

Roy, Lcol Stephane (Armée canadienne) : 229, 236, 258

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : ii, xviii, 24—26, 30, 31, 33, 34, 44, 88, 96, 110, 111, 113, 115, 120, 125, 141, 144, 170, 173, 183, 185—187, 189, 191, 198, 199, 208, 222, 226, 232, 235, 245, 261, 264, 266, 269, 270, 283, 290, 293, 302, 326, 330, 333—335, 337, 339—341, 343, 358, 359, 375, 376, 391, 395, 396, 398, 400, 401, 417, 418, 421, 423, 426, 430, 431, 440, 442, 444, 449, 450, 458, 461, 462, 465, 469, 486, 490, 493, 496, 505, 509, 526, 556, 562, 564, 566, 569, 574, 580, 594

Rumsfeld, Donald (États-Unis) : 111, 179—181, 203, 372

Russell, cavalier Andrew (Armée canadienne) : 68

Rwanda : 10, 346, 347

S

Sahib, Haji Mollah : 570

Saifullah, Haji : 87

Sajjan, Maj Harjit (Armée canadienne) : vii, 411, 468, 491, 497, 513, 576

Salangi, Abdul Basir : 141

Salavat : 509

Saleh, Amrullah : 234

Sangin, Afghanistan : 418—421, 447, 450, 458—464, 466, 468, 594

Sangsar, Afghanistan : 91, 434, 436, 503, 506, 529, 552, 567—570

Sarajevo, Bosnie : 9, 10, 133, 134, 141, 165, 172

Sarwari, Muhammad Arif : 224

Sayyaf, Abdul Rab Rassoul : 3, 139, 141, 142, 161, 165, 186, 188, 208—210, 217, 218, 245, 246, 251, 252, 259, 295, 305, 306

Schmidt, Maj Harry (Armée canadienne) : 78—80, 519

Schreiber, Lcol Shane (Armée canadienne) : vii, 463, 488

Secourisme en situation de combat : 518

Semianiw, Col Walter (Armée canadienne) : 296, 351

Senjaray, Afghanistan : 381, 476, 477, 501, 540, 578

Serbie, Serbe : 141, 430

INDEX

Serkhankhel, Afghanistan : 72

Service de police de Port Authority (PAPD) : 69, 70

Sevan, Benon (Chypre) : 2—4, 7

Shah Kalay : 61

Shah Wali Kot, Afghanistan : 354—357, 363, 364, 367—370, 385—389, 406, 413, 415—417, 427, 431, 436, 443, 445, 446, 449, 450, 475, 489, 494, 504, 507, 518, 548—550, 579

Shakai, Pakistan : 54

Shakin, Afghanistan : 603

Shakur, mollah : 443

Sharif, Nawaz : 3

Sherzai, Gul Agha : 9, 60, 92, 381, 384, 422, 570

Sherzai, Mgén Abdul Raziq : 360, 372, 384, 428, 430, 488

Shindand, Afghanistan : 8, 265, 287

Shinkay, Afghanistan : 97, 98

Shorabak, Afghanistan : 353, 363, 364, 443, 489

Siah Choy, Afghanistan : 434, 454, 506, 492, 527, 529, 552, 567—569, 574

Sierra Leone : 128

Sirois, Lcol Sylvain (Armée canadienne) : 229, 230

Site de cantonnement Rash Lahore : 221

INDEX

- Skidmore, Lcol Mark (Armée canadienne) : 2, 7—9
- Slovénie/Slovène : 232, 258, 279, 280, 296
- Smith, Sdt Nathan (Armée canadienne) : 79
- SNC Lavalin Inc. : 155, 156
- Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (SAGEM) (nom de marque) : 201
- Somalie : xxii, 10, 15, 22, 26, 42, 66, 92, 109, 306, 346
- Sommet d'Istanbul : 333
- Soudan/Soudanais : 6, 15, 69, 331, 346, 347
- Spin Boldak, Afghanistan : iii, 33, 94, 353, 356, 363—365, 383, 384, 387—389, 404, 406, 428, 430, 431, 443, 458, 468, 470, 478, 488, 489, 494, 495, 507, 555, 601, 603
- Sprague, Maj Matthew (Armée canadienne) : 494, 510, 512, 515, 517
- Srinagar, Inde : 602
- Stachnik, Sgt Shane (Armée canadienne) : 515
- Stogran, Lcol Pat (Armée canadienne) : 9, 40—41, 63, 74, 75, 83, 84, 93, 96, 98, 602
- Storm, caporal Albert (Armée canadienne) : 563
- Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : 312, 313, 315, 316, 375, 401, 402, 486, 594
- Stratégie de réforme de l'administration publique : 314
- Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (SIDNA) : xiii, 312, 313, 315, 316, 319, 320

Surobi, Afghanistan : 254

Système de missiles antichars : 167, 151, 221

Système national d'information, de commandement et de contrôle (SNICC) : 39

T

Tableau de bord pluriannuel (MYRM) : 302, 306, 319

Tableau d'effectifs et de dotation (TED) : 541

Tadjikistan : 22, 24

Tadjiks (groupe ethnique) : 86, 122, 141, 166, 168, 170, 172, 188, 203, 207, 249

Taktah Pol, Afghanistan : 33

Talukan, Afghanistan : 354, 434, 442, 491, 492, 503, 552, 567—570

Tambil, Afghanistan : 443

Tani, Afghanistan : 52

Tanji Sidan, Afghanistan : 288

Tarakhel, Afghanistan : 160, 164

Tarinkot, Afghanistan : 355, 502, 504, 549, 555

Teal, caporal Sean (Armée canadienne) : 515

Tedford, sergent Darcy (Armée canadienne) : 546

Tchéchénie/Tchéchéne : 47, 49, 52, 357, 358

INDEX

- Thorlakson, lieutenant Doug (Armée canadienne) : 474
- Thurrott, Lcol Chris (Armée canadienne) : 149, 155
- Toit craquelé/Cracked Roof : 511, 513, 528, 530
- Tootal, Lcol Stuart (Armée du R.-U.) : 340
- Tora Bora : 31—33, 48, 81, 82, 86, 591, 602
- Tower, sergent Patrick (Armée canadienne) : 474
- Towr Ghar (« poussière noire ») : 62, 81, 82, 84, 85
- Travers, major Dave (Armée canadienne) : 278, 292
- Tremblay, Col Alain (Armée canadienne) : 229—231, 236, 241, 262, 263
- Troupes en contact (TEC) : 362, 387—389, 550, 552, 554, 563, 572, 573
- Turquie/Turque : 52, 111, 113, 144, 154, 231, 257, 295, 560, 566
- Turner, lieutenant Bill (William) (Armée canadienne) : 415
- Tut, Mathias (Canada) : 376
- TV Hill : 135, 136, 138, 145, 231

U

- Umbach, major William (Armée des É.-U.) : 78—80
- Ummah Tameer-e-Nau (UTN) (organisation d'aide humanitaire) : 50
- Union européenne (UE) : 218, 245, 247, 566

Unités étrangères

- Agence américaine pour le développement international (USAID) : 124, 125, 314, 359, 361, 375, 378, 379, 391, 423, 548, 576
- Agence centrale du renseignement (CIA) : 18, 22, 23, 31, 32, 43, 44, 46, 69—71, 88, 87, 603
- Armée de la Hongrie : 279, 280, 294
- Armée nationale afghane (ANA) : 30, 110—112, 115, 116, 119, 141, 150, 170, 179, 187, 189, 190, 192, 204, 207, 208, 231, 234, 245, 249—251, 256, 262—265, 280, 286—289, 291, 306, 319, 330, 345, 354, 369, 371, 403, 410, 417—419, 425, 428, 445, 448, 451, 460, 463, 466, 467, 470, 474, 491, 493, 497, 500, 502, 504, 507, 509, 517, 520, 524, 526, 536, 537, 553, 558, 559, 566, 569—571, 593
- Bataillon d'infanterie de la Roumanie/Peloton mécanisé de la Roumanie : 109, 354, 440
- Brigade Char et Artillerie : 90
- Brigade de la Garde nationale : 164, 168, 250
- Brigade de soutien de la paix : 19
- Brigade du Diable : xxvii, 14
- Brigade franco-allemande : 269, 278, 283
- Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) : xiii, 9, 139, 143—146, 148, 149, 152, 153, 155—157, 160, 163, 165, 167, 168, 170, 174, 177, 178, 181, 183, 186, 192, 208, 217, 219, 220, 223, 224, 229—236, 239, 241, 253—259, 266, 269, 278, 279, 281—283, 285, 288, 295, 296, 333, 351, 409
- Centre des opérations interarmées de défense (JDOC) : 440
- Centre d'opérations interarmées : 396, 399, 556, 557
- COCIM de la Norvège : 144, 192, 279
- Collecte de données PROPHET : 60
- Commandement central (CENTCOM) des États-Unis : 15, 22—26, 29—31, 33, 34, 87, 109—111, 114, 117, 124, 125, 133, 150, 325, 327, 396, 463, 512
- Commandement de l'Amérique du Nord (USNORTHCOM) : 400
- Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) : 204, 205, 246—248, 251, 257, 260, 262, 281, 282, 285—287, 290, 296, 303—305, 308—310, 315, 330, 331, 334, 335, 358, 396, 401
- Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC) : 23, 33, 43, 44, 81, 84, 92
- Commandement régional (CR) (Est) : 253, 286, 337, 341, 370, 444, 445, 458, 463, 465, 470, 528, 580, 607
- Commandement régional (CR) (Nord) : 538
- Commandement régional (CR) (Ouest) : 334, 335, 337
- Commandement régional (CR) (Sud) : vii, xiv, 288, 335, 339—342, 344, 345, 348, 370, 396, 397, 486, 488, 490—492, 502, 505, 507, 508, 510, 512, 513, 517, 525—527, 534, 537, 538, 543, 550, 554—558, 562—565, 569, 570, 577, 580, 581, 595

INDEX

- Compagnie de guerre nucléaire, biologique et chimique : 116
- Compagnie de soutien des services de santé : 156
- Compagnie ISTAR : 148, 149, 155, 156, 163—165, 172, 174, 179, 182, 183, 186, 199, 201, 208, 210, 217—219, 221, 225, 229, 231, 232, 235, 246, 258, 259, 278, 409
- Compagnie Québec : 185, 201
- Compagnie de patrouille du Royaume-Uni : 199, 293
- Contingent de Slovénie : 279
- Corps Kaboul/Corps de Kaboul : 139, 170
- Corps de réaction rapide européen/le Corps européen (CRRE) : 269, 283, 285, 295, 309
- Corps de Turquie (Compagnie) : 295
- Corps des Marines des États-Unis (USMC) : 33, 40, 45, 60, 117
- Department for International Development (DFID) : 361, 375, 376, 423
- Détachement de médecine préventive : 45
- Détachement opérationnel Alpha (ODA) – Forces spéciales étasuniennes : 32, 44, 73, 88, 95—97, 124, 421, 517, 520, 521, 523—525, 534, 550, 551, 567, 569, 570
- Détachement opérationnel Bravo (ODB) – Forces spéciales étasuniennes : 86, 88, 89
- Direction nationale de la sécurité (DNS) : 164, 170, 183, 188, 198, 207, 208, 210, 221, 224, 234—236, 258, 264, 265, 369, 436, 442
- Direction pour le renseignement interservices (ISI) : 2—5, 14, 50, 422, 601, 603
- Division des activités spéciales ou Jawbreaker : 22, 43, 44
- Division multinationale du Sud-Ouest : 340, 344
- Élément de commandement national (ECN) : 149, 158, 219, 221, 231, 234, 256, 264, 399, 409, 418, 430, 492, 493, 528, 556, 563
- Élément de soutien national (ESN) : 67, 149, 154—156, 158, 177, 224, 225, 229, 231, 258, 280, 326, 352, 399, 405—408, 411, 417, 459, 466—468, 474, 478, 494, 496, 543, 559—562, 571, 575, 594
- Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 409, 410
- Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) : 116, 119, 352
- Escadron des transmissions : 144, 155, 228, 399, 408
- Federal Bureau of Investigation (FBI) : 69, 70
- Forces alliées Nord Europe : 149, 151
- Forces de milices afghanes (AMF) : xiii, 56, 60, 61, 72, 73, 86, 88, 89, 92, 95, 96, 98, 138, 139, 158, 161, 164—166, 168, 172, 176, 177, 184, 190, 204, 207, 209, 250, 257, 308, 536
- Forces de sécurité afghanes : 120, 124, 182, 188, 198, 204, 348, 357, 402, 403, 433, 449, 458, 460, 485, 486, 488, 555, 557, 595
- Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 234, 395, 396, 427, 428, 487, 489
- Force de réaction immédiate (Terre) (FRI[T]) : 18, 208

INDEX

- Force de remplacement pour l'assistance à la sécurité (FOSAF) : 110
- Forces d'opérations spéciales norvégiennes (FOSNOR) : 44, 95
- Force mobile (Terre) : 19
- Force mobile (Terre) du Commandement allié en Europe (CAE) : 19, 339
- Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 60, 72, 76, 357, 358, 374, 378, 381, 391, 423, 428, 510, 551, 553, 555, 558, 565
- Forces spéciales des États-Unis : 23, 31, 32, 43, 81, 87—90, 95—97, 197, 259, 266, 517
- FOS de la Nouvelle-Zélande : 44, 93, 95
- Groupe aéronaval des Forces navales des États-Unis : 267
- Groupe du Génie multinational : 144, 296
- Groupement tactique de la Norvège : 293
- KSK (Forces spéciales de l'Allemagne) : 63
- Marine des États-Unis (SEAL) : 44, 95, 96
- Mobile Drug Detection Team (MDDT) : 208
- Parachutistes – secouristes : 45, 68
- Police auxiliaire nationale afghane (PANA) : 536, 564, 565, 567, 569, 570, 578
- Police civile (CIVPOL) : 125, 381, 423, 425, 426, 428, 429, 445
- Police des frontières afghane : 428
- Police des routes afghane : 428
- Police nationale afghane (PNA) : 234, 401, 403, 404, 418, 428, 440, 446, 470, 472, 536, 570, 577, 578
- Rangers : 32, 44, 61, 551
- Recherche et sauvetage de combat (RESCO) : 45
- Service de police de Kaboul (SPK) : 172, 186, 188, 192, 198, 199, 201, 207, 208, 219, 221, 222, 234, 236—238, 259, 265, 290, 293, 294
- Special Air Service (SAS) – Armée australienne : 33, 44, 78, 353
- Special Air Service (SAS) – Armée belge : 279
- Special Air Services (SAS) – Nouvelle-Zélande : 40
- Special Boat Services (SBS) : 25, 44
- Special Forces Group (aéroporté) (SFGA) : 44, 93, 96
- Special Operations Aviation Regiment (SOAR) : 44, 95
- U.S. Army Technical Escort Unit (Service d'escorte technique de l'armée américaine) : 70, 71
- 3^e Unité médicale multinationale (UMM) : 345, 409, 410
- 4^e Bataillon, 31^e Infanterie : 75
- 10th Mountain Division Battalion : 32, 75, 76, 191, 396
- 11^e Division aérienne : 250
- 12^e Escadron de campagne : 39, 57, 65, 66, 75, 82—85, 89

101^e Division aéroportée (aéromobile) : 41, 45, 517

4-101st Aviation Regiment : viii, 82

Unité tactique : xxv

V

Vallée de Chenartu : 414, 417, 446, 448

Vallée de Chora : 414, 526

Vallée de Chumara : 72

Vallée de Jowz : 157, 160, 184, 185, 196, 199, 200, 223

Vallée de Kurram : 81

Vallée de Naka, Afghanistan : 72, 75, 78

Vallée de Panjshir : 139, 145, 178, 203, 220

van Griensven, Col Hans (Armée des Pays-Bas) : 554

Vance, Maj Jonathan (Armée canadienne)/général Jonathan Vance : v, vii, xxvii, 9

Vanguard Mk : 226

Varsovie : 115, 385

Vaughan, Sgt Ingram (Armée canadienne) : 473

Véhicules

APC M-113 : 149, 226, 292

Bison TTB : 63, 79, 92, 156, 184, 185, 222, 223, 226, 227, 239, 280, 360, 408, 409, 467, 473, 474, 494, 516, 546, 547, 560, 563

BM-21 : 61, 80

- BTR-80 soviétique : 279, 280
- Camion Steyr : 406
- Char de combat principal T-55 : 89, 167, 168, 371
- Char Leopard : 542, 547, 553, 557, 560, 571, 573
- Coyote APC (TTB) : 39, 56—59, 68, 74, 79, 92, 98, 143, 148, 163—165, 167, 170, 208, 223, 225, 231, 235, 278, 282, 283, 293, 296, 327, 345, 352, 399, 415, 421, 494, 509, 513, 528, 231, 235, 278, 282, 283, 293, 296, 327, 345, 352, 399, 415, 421, 494, 509, 513, 538, 543, 545, 551, 553, 554, 563, 570
- G-Wagon : 225, 238, 278, 360, 361, 363, 368, 390, 399, 412, 413, 446, 448, 451, 472, 478, 496, 499, 514—516
- Humvee (Hummer) : 57, 59, 70, 71, 232, 292, 458, 466, 524, 528, 545
- MH-53 : 95
- MQ-1 Predator (véhicule aérien sans pilote [UAV]) : 441, 453, 457, 462, 466, 470, 504, 512, 523, 524, 573
- Panzerhaubitze (PzH) 2000 : 508
- Remorques Arnes : 408
- « Shit Sucker Trucks » (SST) « pompes à merde » : 66
- Système de purification d'eau par osmose inverse (SPEOI) : 65, 66
- TUAV CU-161 : 153, 201
- UAV LUNA : 149, 163, 165, 172, 210, 235
- Véhicule aérien sans pilote tactique Sperwer : 149, 153, 201, 234, 421, 441, 448, 470, 504
- Véhicule blindé VBL III : i, iii, 170, 223, 236, 281, 345, 352, 399, 423, 446, 448, 451, 462, 465, 467, 470, 472—474, 493, 494, 497, 498, 500, 501, 514—517, 528, 538, 542, 543, 545—547, 554, 560, 573—575
- Véhicule de combat BMP : 161, 167, 168, 179, 371
- Véhicule de transport chenillé BV 206 : 148
- Véhicule militaire Iltis : 156, 158, 159, 184, 185, 221, 223—225, 236—238, 327, 413
- Véhicule Nyala RG-31 : 92, 226, 228, 399, 412, 413, 417, 448, 496, 545, 561, 575
- Véhicule spécial de combat Hilux : 89, 97
- Véhicule Wiesel TOW : 167
- Véhicule Zettelmeyer : 185, 199, 509, 515, 516, 537
- Village de Chaki Wardak, Afghanistan : 186
- Vietnam : vi, 378

W

Wahhabisme (religion) : 9, 141, 161, 601, 603, 605

Walsh, Cplc Jeffrey (Armée canadienne) : 478

Wardak (province) : 48, 137, 139, 145, 163, 178, 182, 183, 219, 220, 237, 253, 258, 261, 293, 327, 351, 397, 419

Wardak, général Abdul Rahim : 189, 204, 249, 250, 261, 294, 295, 428, 562

Wardak, Taj Mohammad : 188

Warren, caporal Jason (Armée canadienne) : 467

Washington, États-Unis : xxv, 10, 13, 19, 21, 285, 311

Watson, Capt/Maj Alex (Armée canadienne) : 61, 63, 66, 556

Wazir Akbar Khan, Afghanistan : 49

Waziris : 382, 607

Waziristan : 52, 444, 604—607

Webb, Maj Trevor (Armée canadienne) : 399, 453, 467

Wessan, Capt Derek (Armée canadienne) : 514

Wiercinski, Col Frank (Armée des É.-U.) : 75

Wilkerson, Col Kevin (Armée des É.-U.) : 75

Wilkins, Sdt Tim (Armée canadienne) : 499

Williams, Col Steve (Armée canadienne) : 492, 493, 528, 531, 532

INDEX

Williamson, Sdt Blake (Armée canadienne) : 546

Wilson, Cpl Tim (Armée canadienne) : 416

Wilson, Sdt Mark (Armée canadienne) : 545

Wolesi Jirga : 255

Wolfowitz, Paul (États-Unis) : 27

Woodfield, Sdt Scott (Armée canadienne) : 352

Wright, David (ambassadeur canadien) : 117

Wright, Maj Mike (Armée canadienne) : 494, 497, 499—501, 535

X

Y

Yémen : 15, 109

Yougoslavie : 10

Z

Zabul (province) : 261, 328, 351, 353, 357, 362—364, 370, 508, 527, 577, 578, 591

Zadran, Amanullah Khan : 264

Zadran, Kamal Khan : 87, 88

Zadran, Pacha Khan : 87, 88, 305

Zadran, Zakim Khan : 87, 88

Zagreb, Croatie : 9

Zangabad Ghar : 566, 569

Zangabad, Afghanistan : 434, 491, 503, 520, 523, 551—553, 566—570, 575

Zdunich, major Andrew « Z » : 229, 231, 266

Zemeray, général : 170

Zharey, Afghanistan : xiv, xv, 91, 348, 355—357, 363, 364, 368, 381, 386—389, 431—434, 436, 439, 440, 445, 446, 450, 452, 463, 464, 468—472, 474—478, 485, 488—492, 495, 497, 500, 502, 503, 505—509, 511—516, 522, 523, 525—530, 533, 535—537, 539, 540, 544, 549, 555, 557, 559, 561, 563—572, 574, 575, 578, 579, 581, 595

Zones d’atterrissage

Zone d’atterrissage Eagle : 83, 85

Zone d’atterrissage Frezenberg : 83

Zone d’atterrissage Kapyong : 83, 84

Zone d’atterrissage Loon : 83, 85

Zone d’atterrissage Somme : 83

Zone de développement en Afghanistan (ZDA) : xiv, 485—491, 502, 505, 533, 535, 550, 558, 565, 571, 574, 576, 579

Zone de développement régional (ZDR/RDZ) : 204, 286, 287, 304—306, 485, 486, 622